



# LES SEPT CONGRES MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le bolchévisme a achevé la vieille Internationale pourrie... Le bolchévisme a *créé* les fondements théoriques et tactiques de la 3<sup>e</sup> Internationale, vraiment prolétarienne et communiste, répondant à la fois aux conquêtes du temps de paix et à l'expérience de l'ère *commençante des révolutions*.

Le bolchévisme a popularisé dans le monde entier l'idée de la «dictature du prolétariat», expression qui a maintenant acquis droit de cité dans toutes les langues; il a montré par l'exemple du *pouvoir des Soviets* que, dans un pays arriéré, les ouvriers et les paysans pauvres, même les moins expérimentés, les moins instruits, les moins habitués à l'organisation, ont été capables, une année durant et malgré les difficultés inouïes, de lutter contre les exploiters soutenus par la bourgeoisie du monde entier, de maintenir le pouvoir des travailleurs, de créer une démocratie infiniment plus haute et plus large que toutes les démocraties antérieures et de travailler à la réalisation pratique du socialisme.

Lénine: *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, p.89-90, Librairie de l'Humanité, Paris, 1925.



**Les Sept Congrès Mondiaux de l'Internationale Communiste.**

نبيع - النشر البلشفي العربي، القيروان, Mars 2019 © Copyright



|                                                    |            |
|----------------------------------------------------|------------|
| <b>1<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....</b> | <b>5</b>   |
| <b>2<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....</b> | <b>44</b>  |
| <b>3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....</b> | <b>106</b> |
| <b>4<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....</b> | <b>197</b> |
| <b>5<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....</b> | <b>270</b> |
| <b>6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....</b> | <b>345</b> |
| <b>7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....</b> | <b>476</b> |



# 1<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

## 1919

Source:

*3<sup>ème</sup> Internationale, ses principes, son premier Congrès*, Éditions des Jeunesses Socialistes  
Romandes, no. 9, Paris, 1919.

# Lettre d'invitation au PC allemand (Spartakusbund) au 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC

Chers Camarades!

Les Partis et organisations soussignés considèrent que la convocation du premier Congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire est d'une nécessité urgente. Au cours de la guerre et de la révolution s'est manifesté non seulement la faillite complète des anciens Partis socialistes et social-démocrates et en même temps de la 2<sup>e</sup> Internationale, non seulement l'incapacité des éléments intermédiaires de l'ancienne social-démocratie (dite «centre») à l'action révolutionnaire effective, mais actuellement on voit déjà se dessiner les contours de la véritable Internationale révolutionnaire. Le mouvement ascendant extrêmement rapide de la révolution mondiale posant constamment de nouveaux problèmes, le danger d'étouffement de cette révolution par l'alliance des États capitalistes s'unissant contre la révolution sous le drapeau hypocrite de la «Société des Nations», les tentatives des Partis social-traîtres de s'unir et d'aider de nouveau leurs gouvernements et leurs bourgeoisies à trahir la classe ouvrière après s'être accordé une «amnistie» réciproque; enfin l'expérience révolutionnaire extrêmement riche déjà acquise et l'internationalisation de tout le mouvement révolutionnaire — toutes ces circonstances nous obligent à prendre l'initiative de mettre à l'ordre du jour de la discussion la question de la convocation d'un Congrès international des Partis prolétariens révolutionnaires.

## 1. — Les buts et la tactique

La reconnaissance des paragraphes suivants, établis ici comme programme et élaborés sur la base des programmes du Spartakusbund en Allemagne et du Parti communiste (bolcheviks) en Russie doit, selon nous, servir de base à la nouvelle Internationale.

§1. La période actuelle est celle de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial et sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne en général, si on ne détruit pas le capitalisme avec ses contradictions indissolubles.

§2. La tâche du prolétariat consiste à présent à prendre le pouvoir d'État. La prise du pouvoir d'État signifie la destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie et l'organisation d'un nouvel appareil du pouvoir prolétarien.

§3. Le nouvel appareil du pouvoir doit représenter la dictature de la classe ouvrière et à certains endroits aussi celle des petits paysans et des ouvriers agricoles, c'est-à-dire, qu'il doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et celui de son expropriation. Non pas la fausse démocratie bourgeoise — cette forme hypocrite de la domination de l'oligarchie financière — avec son égalité purement formelle, mais la démocratie prolétarienne, avec la possibilité de réaliser la liberté des masses laborieuses; non pas le parlementarisme, mais l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus; non pas la bureaucratie capitaliste, mais des organes d'administration créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle de ces masses à l'administration du pays et à l'activité de l'édification socialiste — voilà quel doit être le type de l'État prolétarien. Le pouvoir des conseils ouvriers ou des organisations ouvrières est sa forme concrète.

§4. La dictature du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du capital, de l'abolition de la propriété privée sur les moyens de production et de la transformation de cette propriété en propriété populaire.

La socialisation (par socialisation on entend ici l'abolition de la propriété privée qui est remise à l'État prolétarien et à l'administration

socialiste de la classe ouvrière) de la grande industrie et des banques, ses centres d'organisation; la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et la socialisation de la production agricole capitaliste; la monopolisation du commerce; la socialisation des grands immeubles dans les villes et des grandes propriétés à la campagne; l'introduction de l'administration ouvrière et la centralisation des fonctions économiques entre les mains des organismes émanant de la dictature prolétarienne — voilà les problèmes essentiels du jour.

§5. Pour la sécurité de la révolution socialiste, pour sa défense contre des ennemis intérieurs et extérieurs, pour l'aide aux autres fractions nationales du prolétariat en lutte, etc., le désarmement complet de la bourgeoisie et de ses agents, et l'armement général du prolétariat sont nécessaires.

§6. La situation mondiale exige maintenant le contact le plus étroit entre les différentes parties du prolétariat révolutionnaire et l'union complète des pays dans lesquels la révolution socialiste a triomphé.

§7. La méthode fondamentale de la lutte est l'action de masse du prolétariat, y compris la lutte ouverte à main armée contre le pouvoir d'État du capital.

## **2. — Rapports avec les Partis «socialistes»**

§8. La 2<sup>e</sup> Internationale s'est partagée en trois groupes principaux: les social-patriotes déclarés qui, pendant toute la guerre impérialiste des années 1914-18 soutenaient leur propre bourgeoisie et transformaient la classe ouvrière en bourreau de la révolution internationale; le «centre» dont le dirigeant théorique est actuellement Kautsky, et qui représente une organisation d'éléments constamment oscillants, incapables de suivre une ligne directrice déterminée, et agissant parfois en véritables traîtres; enfin, l'aile gauche révolutionnaire.

§9. À l'égard des social-patriotes, qui partout, aux instants critiques, s'opposent les armes à la main à la révolution prolétarienne, seule la lutte implacable est possible. À l'égard du «centre» — la tactique de l'effritement des éléments révolutionnaires, critique impitoyable, et démasquer les chefs. À une certaine étape du

développement, la séparation organisatrice des gens du centre est absolument nécessaire.

§10. D'autre part le bloc est nécessaire avec ces éléments du mouvement révolutionnaire qui, tout en n'ayant pas appartenu autrefois au Parti socialiste, se placent maintenant dans l'ensemble sur le terrain de la dictature prolétarienne sous la forme du pouvoir soviétique. Ce sont en première ligne les éléments syndicalistes du mouvement ouvrier.

§11. Enfin, il est nécessaire d'attirer tous les groupes et organisations prolétariennes qui, tout en ne s'étant pas ralliés ouvertement au courant révolutionnaire de gauche, manifestent néanmoins dans leur développement une tendance dans cette direction.

§12. Concrètement, nous proposons que participent au Congrès les représentants des Partis, tendances et groupes suivants (les membres à pleins droits de la 3<sup>e</sup> Internationale seront des Partis tout à fait autres et qui se placeront entièrement sur son terrain):

1. Le Spartakusbund (Allemagne);
2. Le PC (Bolchevik) (Russie);
3. Le PC de l'Autriche allemande;
4. Celui de la Hongrie;
5. Celui de la Finlande;
6. Le PC Ouvrier polonais;
7. Le PC d'Estonie;
8. Celui de la Lettonie;
9. Celui de la Lituanie;
10. Celui de la Russie Blanche;
11. Celui de l'Ukraine;
12. Les éléments révolutionnaires du Parti social-démocrate tchèque;
13. Le Parti social-démocrate bulgare (étroits);
14. Le P. s.-d. roumain;
15. L'aile gauche du Parti s.-d. serbe;
16. La gauche du Parti s.-d. suédois;
17. Parti s.-d. norvégien;
18. Pour le Danemark le groupe Klassenkampen;
19. Le Parti communiste hollandais;

20. Les éléments révolutionnaires du Parti ouvrier belge;

22. Les groupes et organisations à l'intérieur du mouvement socialiste et syndicaliste français, qui, dans l'ensemble se solidarisent avec Lorient;

23. La gauche s.-d. de la Suisse;

24. Le PS italien;

25. Les éléments révolutionnaires du PS espagnol;

26. Les éléments de gauche du PS portugais;

27. Les PS britanniques (avant tout le courant représenté par Mac Lean);

28. SLP (Angleterre);

29. IWW (Angleterre);

30. IW of Great Britain;

31. Les éléments révolutionnaires des organisations

ouvrières de l'Irlande;

32. Les éléments révolutionnaires des shop stewards (Grande-Bretagne);

33. SLP (Amérique);

34. Les éléments de gauche du PS d'Amérique (la tendance représentée par Debi et la Ligue de Propagande Socialiste);

35. IWW Amérique;

36. IWW (Australie);

37. Workers International Industrial Union (Amérique);

38. Les groupes socialistes de Tokio et de Yokohama (représentés par le cam. Katayama);

39. L'Internationale socialiste des Jeunes (représentée par le cam. Münzenberg).

### **3. — La question de l'organisation et le nom du parti**

§13. La base de la 3<sup>e</sup> Internationale est donnée par le fait que dans différentes parties de

l'Europe se sont déjà formés des groupes et des organisations de camarades d'idées, se plaçant sur une plate-forme commune et employant en gros les mêmes méthodes tactiques. Ce sont en premier lieu les spartakistes en Allemagne et les PC dans beaucoup d'autres pays.

§14. Le Congrès doit faire paraître, en vue d'une liaison permanente et d'une direction méthodique du mouvement un organe de lutte commun, centre de l'IC, subordonnant les intérêts du mouvement de chaque pays aux intérêts communs de la révolution à l'échelle internationale. Les formes concrètes de l'organisation, de la représentation, etc., seront élaborées par le Congrès.

§15. Le Congrès devra prendre le nom de «Premier Congrès de l'IC», les différents Partis devenant Sections de celle-ci. Théoriquement Marx et Engels déjà ont trouvé faux le nom de «social-démocrate». L'effondrement honteux de l'Internationale social-démocrate exige ici aussi une séparation. Enfin le noyau fondamental du grand mouvement est déjà formé par une série de Partis qui ont pris ce nom.

Considérant ce qui vient d'être dit, nous proposons à toutes les organisations et Partis frères de mettre à l'ordre du jour la question de la convocation du Congrès Communiste International.

Avec notre salut socialiste.

CC du PC Russe

Bureau étranger du POC de Pologne

Bureau étranger du POC de Hongrie

Bureau étranger du POC de l'Autriche  
allemande

Bureau russe du CC du PC de  
Lettonie

CC du PC de Finlande

Comité Exécutif de la Fédération Social-  
démocrate Révolutionnaire Balkanique

SLP (Amérique)



# Lénine: Discours d'ouverture du 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC

2 mars 1919

Par mandat du C.C. du PC russe, j'ouvre le Premier Congrès International. Avant tout, je vous prie de vous lever pour honorer la mémoire des meilleurs représentants de la 3<sup>e</sup> Internationale, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Camarades, notre Congrès revêt une grande importance dans l'histoire mondiale. Il démontre la banqueroute de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. La guerre civile est devenue un fait, non seulement en Russie, mais dans les pays capitalistes les plus développés, par exemple en Allemagne.

La bourgeoisie est affolée de terreur devant le mouvement révolutionnaire prolétarien qui grandit. Cela se comprend, parce que toute la marche des événements depuis la fin de la guerre impérialiste renforce inévitablement le mouvement révolutionnaire du prolétariat, et que la révolution internationale mondiale commence et grandit dans tous les pays.

Le peuple se rend compte de la grandeur et de l'importance de cette lutte. Il fallait trouver la forme pratique qui permit au prolétariat d'exercer sa domination. Cette forme, c'est le régime des Soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat: ces mots étaient «du latin» pour les masses jusqu'à nos jours. Maintenant, grâce au système des Soviets, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes; la forme pratique de la dictature est trouvée par les masses populaires. Elle est

devenu intelligible à la grande masse des ouvriers grâce au pouvoir des Soviets en Russie, aux spartakistes en Allemagne, à des organisations analogues dans les autres pays, tels les Shop Stewards Committees en Angleterre. Tout cela prouve que la forme révolutionnaire de la dictature prolétarienne est trouvée et que le prolétariat est en train d'exercer sa domination de fait.

Camarades! Je pense qu'après les événements en Russie, après les combats de janvier en Allemagne, il importe surtout de noter que la forme nouvelle du mouvement du prolétariat se manifeste et se fraie une voie dans d'autres pays aussi. Aujourd'hui, j'ai lu dans un journal anglais antisocialiste un télégramme annonçant que le gouvernement anglais avait reçu le soviet de délégués ouvriers de Birmingham et lui avait promis de reconnaître les Soviets comme des organisations économiques. Le système soviétique a remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée, mais dans le pays le plus civilisé de l'Europe: l'Allemagne, et dans le plus vieux pays capitaliste: l'Angleterre.

La bourgeoisie peut sévir; elle peut assassiner encore des milliers d'ouvriers — mais la victoire est à nous, la victoire de la révolution communiste mondiale est assurée.

Camarades! Je vous souhaite cordialement la bienvenue au nom de notre Comité Central.

# Lénine: Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne

4 mars 1919

§1. La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploiteurs. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la Conférence de l'Internationale jaune de Berne en février 1919 sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.

§2. D'abord, cet argument s'appuie sur les conceptions de «démocratie en général» et de «dictature en général», sans préciser la question de la classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car, dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général: il n'y a que la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit pas davantage de la dictature exercée par la classe opprimée, c'est-à-dire par le prolétariat, sur les oppresseurs et les exploiteurs, sur la classe bourgeoise, dans le but de triompher de la résistance des exploiteurs luttant pour leur domination.

§3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination, et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la

résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploiteurs. La bourgeoisie dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui péroront sur la dictature en général et qui se démènent en faveur de la démocratie en général a conquis le pouvoir dans les pays civilisés au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de l'écrasement par la force — des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves — et par la répression des tentatives de restauration.

Des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs Congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la «dictature en général», tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner «la dictature en général», ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est défendre le réformisme bourgeois, précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier, alors que la guerre a créé un état de choses révolutionnaire.

§4. Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. Il n'y a pas

un seul révolutionnaire, pas un seul marxiste parmi ceux qui crient aujourd'hui contre la dictature et pour la démocratie qui n'ait juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'il acceptait cette vérité fondamentale du socialisme; et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la «démocratie pure», comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital.

§5. La Commune de Paris, que tous ceux qui veulent passer pour socialistes honorent en paroles, parce qu'ils savent que les masses ouvrières sont pleines d'une vive et sincère sympathie pour elle, a montré avec une particulière netteté la relativité historique, la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, institutions marquant un très grand progrès par rapport à celles du moyen-âge, mais exigeant nécessairement une réforme fondamentale à l'époque de la révolution prolétarienne. Marx, qui a apprécié mieux qu'aucun autre l'importance historique de la Commune, a prouvé en l'analysant le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, régime sous lequel les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimerà le peuple au Parlement. Et c'est à l'heure où le mouvement soviétiste embrassant le monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune que les traîtres du socialisme oublient l'expérience concrète de la Commune de Paris, et répètent les vieilles sornettes bourgeoises sur la «démocratie en général». La Commune n'était pourtant pas une institution parlementaire.

§6. La valeur de la Commune consiste, ensuite en ce qu'elle a tenté de bouleverser, de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières,

sans reconnaître aucune distinction des pouvoirs législatif et exécutif.

Toutes les démocraties bourgeoises contemporaines, sans excepter la République allemande que les traîtres du socialisme appellent prolétarienne en dépit de la vérité, conservent au contraire le vieil appareil gouvernemental. Ainsi, il se confirme une fois de plus, de façon absolument évidente, que tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploiteuse.

§7. La liberté de réunion peut être prise pour exemple des principes de la démocratie pure. Tout ouvrier conscient qui n'a pas rompu avec sa classe, comprendra du premier coup qu'il serait insensé de permettre la liberté de réunion aux exploiters, dans un temps et dans les circonstances où des exploiters s'opposent à leur déchéance et défendent leurs privilèges. La bourgeoisie, quand elle était révolutionnaire, soit en Angleterre en 1649, soit en France en 1793, n'a jamais accordé la liberté de réunion aux monarchistes ni aux nobles qui appelaient les troupes étrangères et «se réunissaient» pour organiser des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie d'aujourd'hui, qui depuis longtemps est devenue réactionnaire, réclame du prolétariat qu'il garantisse à l'avance, malgré toute la résistance que feront les capitalistes à leur expropriation, la liberté de réunion pour les exploiters, les ouvriers ne pourront que rire de l'hypocrisie de cette bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent très bien que la liberté de réunion, même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleurs édifices publics et privés, ainsi que le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de cet appareil gouvernemental bourgeois. Les prolétaires de la ville et de la campagne et les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, ne possèdent ni l'un ni l'autre. Tant qu'il en est ainsi, l'égalité, c'est-à-dire la démocratie pure est un leurre. Pour conquérir la véritable légalité, pour réaliser vraiment la démocratie au profit des travailleurs, il faut préalablement enlever aux exploiters toutes les riches demeures publiques et privées, il faut préalablement donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers armés et

non point par les officiers hobereaux ou capitalistes avec des soldats à leur dévotion.

C'est seulement alors que l'on pourra, sans se moquer des ouvriers, des travailleurs, parler de liberté de réunion et d'égalité. Or, qui peut accomplir cette réforme, sinon l'avant-garde des travailleurs, le prolétariat, par le renversement des exploiters et de la bourgeoisie?

§8. La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois, les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir la véritable égalité et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux et des maisons d'édition, et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploiters, briser leur résistance. Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la «démocratie pure» sont en réalité une fois de plus des défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses; ils sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital. De véritable liberté ou égalité, il n'y en aura que dans le régime édifié par les communistes, dans lequel il serait matériellement impossible de soumettre la presse directement ou indirectement au pouvoir de l'argent, dans lequel rien n'empêchera chaque travailleur, ou chaque groupe de travailleurs, de posséder ou d'user, en toute égalité, du droit de se servir des imprimeries et du papier de l'État.

§9. L'histoire du 19<sup>e</sup> siècle et du 20<sup>e</sup> siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive,

acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus de la France républicaine, les violences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes dans la république libre et démocratique d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital commence à être ébranlé.

§10. La guerre impérialiste de 1914-18 a définitivement manifesté, même aux yeux des ouvriers non éclairés, ce vrai caractère de la démocratie bourgeoise, même dans les républiques les plus libres — comme caractère de dictature bourgeoise. C'est pour enrichir un groupe allemand ou anglais de millionnaires ou de milliardaires qu'ont été massacrés des dizaines de millions d'hommes et qu'a été instituée la dictature militaire de la bourgeoisie dans les républiques les plus libres.

Cette dictature militaire persiste, même après la défaite de l'Allemagne dans les pays de l'Entente. C'est la guerre qui, mieux que tout, a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les faux appas à la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que la bourgeoisie a fait cette guerre; c'est au nom de la liberté et de l'égalité que les fournisseurs aux armées ont amassé des richesses inouïes. Tous les efforts de l'Internationale jaune de Berne n'arriveront pas à dissimuler aux masses le caractère d'exploitation actuellement manifeste de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.

§11. Dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, en Allemagne, les premiers mois de cette complète liberté républicaine, apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste, ont révélé aux ouvriers allemands et au monde entier le caractère de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'une importance historique universelle, non seulement par la

mort tragique des hommes et des chefs les meilleurs de la vraie Internationale prolétarienne et communiste, mais encore parce qu'il a manifesté dans l'État le plus avancé d'Europe et même, on peut le dire, du monde entier, la véritable essence du régime bourgeois. Si des gens en état d'arrestation, c'est-à-dire pris par le pouvoir gouvernemental des social-patriotes sous sa garde, ont pu être tués impunément par des officiers et des capitalistes, c'est que la république démocratique dans laquelle un pareil événement a été possible n'est que la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation au sujet de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais qui ne comprennent pas cette vérité, ne font que montrer par là leur bêtise ou leur hypocrisie. La liberté, dans une des républiques du monde les plus libres et les plus avancées, dans la république allemande, est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat en état d'arrestation, et il ne peut en être autrement, tant que subsiste le capitalisme, car le développement du principe démocratique, loin d'affaiblir, ne fait que surexciter la lutte de classes qui, par suite des répercussions et des influences de la guerre, a été portée à son point d'ébullition.

Dans tout le monde civilisé, on expulse aujourd'hui les bolcheviks, on les poursuit, on les emprisonne, comme par exemple dans une des plus libres républiques bourgeoises, en Suisse; on massacre les bolcheviks en Amérique, etc. Du point de vue de la démocratie en général ou de la démocratie pure, il est tout à fait ridicule que les États civilisés et avancés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence de quelques dizaines d'hommes venus de la Russie retardataire, affamée, ruinée, de cette Russie que, dans leurs dizaines de millions d'exemplaires, les journaux bourgeois appellent sauvage, criminelle, etc. Il est clair que les conditions sociales dans lesquelles une contradiction aussi criante a pu naître réalisent en réalité la dictature de la bourgeoisie.

§12. Dans un tel état de choses, la dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploiters et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse, comme le seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres.

Le point le plus important, que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits bourgeois.

La preuve en est apportée par l'expérience du développement de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle dans tous les pays civilisés et en particulier par l'expérience des cinq dernières années. C'est aussi la vérité qu'enseigne toute la science de l'économie politique, tout le contenu du marxisme qui explique par quelle nécessité économique naît la dictature de la bourgeoisie, et comment elle ne peut être remplacée que par une classe développée multipliée, fortifiée et devenue très cohérente par le développement même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

§13. Une autre erreur théorique et politique des socialistes, consiste à ne pas comprendre que les formes de la démocratie ont constamment changé pendant le cours des siècles, depuis ses premiers germes dans l'antiquité, à mesure qu'une classe dominante était remplacée par une autre. Dans les anciennes républiques de la Grèce, dans les cités du moyen-âge, dans les pays capitalistes civilisés, la démocratie revêt des formes diverses et un degré d'adaptation différent. Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à la majorité d'exploités, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puisse se produire sans brisures nettes, sans que se créent de nouvelles institutions incarnant ces nouvelles conditions de vie, etc.

§14. La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes parce qu'elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des éléments féodaux au moyen-âge, de la dictature de la bourgeoisie

dans tous les pays civilisés capitalistes, consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploiters, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population: les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraîne inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension jusqu'alors inconnue du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses. En effet, la forme de la dictature du prolétariat, déjà élaborée en fait, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets en Russie, le Raete Système en Allemagne, les Shop Stewards Committees et autres institutions analogues dans les autres pays, signifie précisément et réalise pour les classes laborieuses, c'est-à-dire pour l'énorme majorité de la population, une faculté rapide de profiter des droits et libertés démocratiques comme il n'y en a jamais eu, même d'approchants, dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.

L'essence du pouvoir des Soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par les capitalistes, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires (paysans n'exploitant pas le travail d'autrui et ayant constamment besoin de vendre une partie au moins de leur force de travail). Ce sont ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en jouissant de l'égalité selon la loi, étaient écartées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage de droits et de libertés démocratiques et qui maintenant sont appelées à prendre une part considérable et obligatoire, une part décisive à la gestion démocratique de l'État.

§15. L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais n'a réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du

prolétariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution.

§16. La vieille démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, était organisée de telle façon que les masses laborieuses étaient de plus en plus éloignées de l'appareil gouvernemental. Le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est, au contraire, construit de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental. Au même but tend la réunion du pouvoir législatif et exécutif dans l'organisation soviétiste de l'État, ainsi que la substitution aux circonscriptions électorales territoriales d'unités de travail, comme les usines et les fabriques.

§17. Ce n'est pas seulement sous la monarchie que l'armée était un instrument d'oppression. Elle l'est restée dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul le pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation permanente des classes opprimées par le capitalisme est capable de supprimer la soumission de l'armée au commandement bourgeois et de fondre réellement le prolétariat avec l'armée, en réalisant l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, sans lesquels est impossible le triomphe du socialisme.

§18. L'organisation soviétiste de l'État est adaptée au rôle directeur du prolétariat comme classe concentrée au maximum et éduquée par le capitalisme. L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste dans le monde entier nous enseignent que seul le prolétariat est en état d'unifier et de conduire les masses éparses et retardataires de la population laborieuse et exploitée.

§19. Seule l'organisation soviétiste de l'État peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois, administratif et judiciaire qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, puisqu'il était de fait le plus grand empêchement à la mise en pratique des principes démocratiques en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait, dans cette voie, le premier pas d'une importance

historique universelle; le pouvoir des Soviets a fait le second.

§20. L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposés tous les socialistes. Marx le premier. Sans réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or, le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétiste ou prolétarienne, puisque, appelant à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement les organisations des masses laborieuses, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

§21. La complète banqueroute des socialistes réunis à Berne, leur incompréhension absolue de la démocratie prolétarienne nouvelle apparaissent particulièrement dans ce qui suit: le 10 février 1919, Branting clôturait à Berne la Conférence internationale de l'Internationale jaune. Le 11 février 1919, à Berlin, était imprimé dans le journal de ses coreligionnaires Die Freiheit une proclamation du Parti des Indépendants au prolétariat. Dans cette proclamation est reconnu le caractère bourgeois du gouvernement de

Scheidemann, auquel on reproche son désir d'abolir les Soviets appelés les messagers et les défenseurs de la Révolution, auquel on demande de légaliser les Soviets, de leur donner les droits politiques, le droit de vote contre les décisions de l'Assemblée Constituante, le référendum demeurant juge en dernier ressort.

Cette proclamation dénote la complète faillite des théoriciens qui défendaient la démocratie sans comprendre son caractère bourgeois. Cette tentative ridicule de combiner le système des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, dévoile jusqu'au bout, à la fois la pauvreté de pensée des socialistes jaunes et des social-démocrates, leur caractère réactionnaire de petits bourgeois et leurs lâches concessions devant la force irrésistiblement croissante de la nouvelle démocratie prolétarienne.

§22. En condamnant le bolchevisme, la majorité de l'Internationale de Berne, qui n'a pas osé voter formellement un ordre du jour correspondant à sa pensée, par crainte des

masses ouvrières, a agi justement de son point de vue de classe. Cette majorité est complètement solidaire des mencheviks et socialistes révolutionnaires russes, ainsi que des Scheidemann allemands.

Les mencheviks et socialistes révolutionnaires russes, en se plaignant d'être poursuivis par les bolcheviks, essayent de cacher le fait que ces poursuites sont causées par la part prise par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat. Les Scheidemann et leur Parti ont déjà montré de la même façon en Allemagne qu'ils prenaient la même part à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre les ouvriers.

Il est, par suite, tout à fait naturel que la majorité des participants de l'Internationale jaune de Berne se soit prononcée contre les bolcheviks; par là s'est manifesté, non point le désir de défendre la démocratie pure, mais le besoin de se défendre eux-mêmes, chez des gens qui sentent et qui savent que dans la guerre civile ils sont du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Voilà pourquoi, du point de vue de la lutte de classes, il est impossible de ne pas reconnaître la justesse de la décision de la majorité de l'Internationale jaune. Le prolétariat ne doit pas craindre la vérité, mais la regarder en face et tirer les conclusions qui en découlent.

Sur la base de ces thèses, et en considération des rapports des délégués des différents pays, le Congrès de l'IC déclare que la tâche principale des PC, dans les diverses régions où le pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué, consiste en ce qui suit:

1° Eclairer le plus largement les masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme;

2° Elargir et organiser des Soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans;

3° Conquérir, à l'intérieur des Soviets, une majorité communiste, sûre et consciente.



# Discours de Lénine sur ses thèses

Camarades. Je voudrais ajouter quelques mots aux deux derniers points. Je pense que les camarades qui doivent nous faire le rapport sur la Conférence de Berne nous en parleront avec plus de détails.

Pas un mot n'a été dit sur la signification du pouvoir soviétique au cours de toute la Conférence de Berne. Voilà deux ans que nous discutons cette question en Russie. Déjà en avril 1917, au Congrès du parti, nous avons posé cette question du point de vue théorique et politique: «Qu'est-ce que le pouvoir soviétique, quelle en est la substance, quelle en est la signification historique?» Voilà bientôt deux ans que nous étudions cette question et au Congrès du Parti nous avons adopté une résolution sur ce sujet.

La *Freiheit*, de Berlin, a publié le 11 février un appel au prolétariat allemand signé non seulement par les chefs des social-démocrates indépendants en Allemagne, mais par tous les membres de la fraction des indépendants. En août 1918, le plus grand théoricien des indépendants, Kautsky, écrivait dans sa brochure, La dictature du prolétariat, qu'il était partisan de la démocratie et des organes soviétiques mais que les Soviets ne devaient avoir qu'un caractère économique et ne sauraient être reconnus comme organisations d'État. Kautsky répète cette affirmation dans les numéros de la *Freiheit*, en date des 11 novembre et 12 janvier. Le 9 février paraît un article de Rudolph Hilferding, qui est également considéré comme un des principaux théoriciens autorisés de la 2<sup>e</sup> Internationale. Il propose de fusionner juridiquement, c'est-à-dire par la voie législative, les deux systèmes des Soviets et de l'Assemblée Nationale. C'était le 9 février. Cette seconde proposition est adoptée par tout le Parti des Indépendants et publiée sous forme d'appel.

Malgré que l'Assemblée Nationale existe déjà en fait, même après que la «démocratie pure» a pris corps et réalité, après que les plus grands théoriciens des social-démocrates indépendants aient expliqué que les organisations soviétiques ne sauraient être des organes d'État, après et

malgré tout cela, il y a encore des hésitations. Cela prouve que ces messieurs n'ont vraiment rien compris au nouveau mouvement et à ses conditions de lutte. Mais cela prouve en outre, autre chose, à savoir qu'il doit y avoir des circonstances, des motifs déterminant ces hésitations. Lorsque après tous ces événements, après bientôt deux ans de révolution victorieuse en Russie on nous propose de semblables résolutions comme ayant été adoptées à la Conférence de Berne, résolutions dans lesquelles il n'est rien dit des Soviets et de leur signification, et Conférence à laquelle pas un délégué n'a soufflé mot dans un discours quelconque de ces questions, nous avons parfaitement le droit d'affirmer que tous ces messieurs sont morts pour nous en tant que socialistes et théoriciens.

Mais en fait, du point de vue politique, cela prouve, camarades, qu'un grand progrès s'accomplit dans les masses puisque ces indépendants, théoriquement et par principe adversaires de ces organisations d'État, nous proposent subitement une sottise telle que la fusion «pacifique» de l'Assemblée Nationale avec le système des Soviets, c'est-à-dire la fusion de la dictature de la bourgeoisie avec la dictature du prolétariat. On voit à quel point ces gens-là ont fait faillite sous les rapports politiques et théoriques et quelle énorme transformation se produit dans les masses. Les masses arriérées du prolétariat allemand viennent à nous, que dis-je, elles sont venues à nous. Ainsi donc la signification du Parti indépendant social-démocrate allemand, la meilleure partie du point de vue théorique et socialiste est égale à zéro; cependant elle conserve une certaine importance dans ce sens que ces éléments nous servent d'indication de l'état d'esprit de la partie la plus arriérée du prolétariat. C'est là à mon avis qu'est l'énorme importance historique de cette Conférence. Nous avons vu quelque chose d'analogue au cours de notre révolution: Nos mencheviks ont subi pas à pas, pour ainsi dire, la même évolution que les théoriciens des indépendants en Allemagne. Lorsqu'ils eurent la



majorité dans les Soviets ils étaient pour les Soviets. On n'entendait alors que les cris de: «Vivent les Soviets!», «Pour les Soviets!», «Les Soviets et la démocratie révolutionnaire!». Mais, lorsque c'est nous qui eûmes la majorité dans les Soviets, nous bolcheviks, ils entonnèrent d'autres chants: «Les Soviets, déclarèrent-ils, ne doivent pas exister en même temps que l'Assemblée Constituante»; et même certains théoriciens mencheviks proposèrent quelque chose d'analogue à la fusion du système des Soviets avec l'Assemblée Constituante et leur inclusion dans les organisations d'État. Une fois de plus il est apparu que le cours général de la révolution prolétarienne est identique dans le monde entier. D'abord constitution spontanée, élémentaire, des Soviets, puis leur extension et développement, ensuite apparition dans la pratique de la question: Soviets ou Assemblée Nationale Constituante ou bien parlementarisme bourgeois, confusion absolue parmi les chefs et enfin révolution prolétarienne. Il me semble cependant qu'après bientôt deux ans de révolution nous ne devons pas poser la question de la sorte mais prendre des résolutions concrètes étant donné que la propagation du système des Soviets est pour nous, et particulièrement pour la majorité des pays de l'Europe Occidentale, la plus essentielle des tâches. L'étranger qui n'a jamais entendu parler du bolchevisme ne peut que bien difficilement se faire une opinion propre sur nos discussions. Tout ce que les bolcheviks affirment, les mencheviks le contredisent et réciproquement. Certes il ne saurait en être autrement au cours de la lutte. C'est pourquoi il est extrêmement important que la dernière Conférence du Parti menchevik tenue au mois de décembre 1918, ait adopté une longue résolution détaillée entièrement publiée dans le Journal des typographes, organe menchevik. Dans cette résolution, les mencheviks eux-mêmes exposent brièvement l'historique de la lutte des classes et de la guerre civile. Il y est dit que les mencheviks condamnent les groupes du Parti alliés aux classes possédantes dans l'Oural et dans le Midi, en Crimée et en Géorgie et ils indiquent avec précision toutes ces régions. Les groupes du Parti menchevik qui, alliés aux classes possédantes, ont combattu contre le pouvoir soviétique sont maintenant condamnés dans cette résolution; Mais le dernier point condamne également ceux qui sont passés aux communistes. Il s'ensuit que les mencheviks sont obligés de reconnaître qu'il n'y a point

d'unité dans leur Parti et qu'ils se tiennent ou bien aux côtés de la bourgeoisie ou aux côtés du prolétariat. Une grande partie des mencheviks est passée à la bourgeoisie et a lutté contre nous pendant la guerre civile. Naturellement nous poursuivons les mencheviks, nous les faisons même fusiller lorsque, en guerre contre nous, ils combattent notre armée rouge et font fusiller nos officiers rouges. À la bourgeoisie qui nous a déclaré la guerre, nous avons répondu par la guerre prolétarienne: il ne peut y avoir d'autre issue. Ainsi donc, du point de vue politique, tout cela n'est qu'hypocrisie menchevique. Historiquement, il est incompréhensible que, à la Conférence de Berne, des gens qui ne sont pas officiellement reconnus fous, eussent pu, sur l'ordre des mencheviks et des socialistes révolutionnaires, parler de la lutte des bolcheviks contre eux tout en passant sous silence leur lutte en commun avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

Tous ils nous attaquent avec acharnement parce que nous les poursuivons; c'est exact, mais ils se gardent bien de dire un mot de la part qu'ils ont prise eux-mêmes dans la guerre civile. Je pense qu'il convient de remettre, pour transcription au procès-verbal, le texte complet de la résolution et je prie les camarades étrangers de lui accorder toute leur attention car elle représente un document historique dans lequel la question est parfaitement posée et qui fournit la meilleure documentation pour l'appréciation de la discussion entre les diverses tendances «socialistes» en Russie. Entre le prolétariat et la bourgeoisie, il existe une classe de gens inclinant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre; il en fût ainsi toujours et dans toutes les révolutions, et il est absolument impossible que dans la société capitaliste, où le prolétariat et la bourgeoisie constituent deux camps ennemis opposés, il n'existe pas entre eux des couches sociales intermédiaires. Historiquement l'existence de ces éléments flottants est inévitable; malheureusement ces éléments qui ne savent pas eux-mêmes de quel côté ils combattront demain existeront encore relativement longtemps.

Je désire faire une proposition concrète tendant à faire adopter une résolution dans laquelle trois points doivent particulièrement être soulignés.

1. Une des tâches les plus importantes pour les camarades des pays de l'Europe Occidentale consiste à expliquer aux masses la signification,

l'importance et la nécessité du système des Soviets. On constate sous ce rapport une insuffisante compréhension. S'il est vrai que Kautsky et Hilferding ont fait faillite en tant que théoriciens, les derniers articles de la Freiheit prouvent cependant qu'ils ont su exprimer exactement l'état d'esprit des parties arriérées du prolétariat allemand. Il est arrivé la même chose chez nous: au cours des huit premiers mois de la révolution russe la question de l'organisation soviétique a été beaucoup discutée, et les ouvriers ne voyaient pas très clairement en quoi consiste le nouveau système, ni si l'on pouvait constituer l'appareil d'État avec les Soviets. Dans notre révolution nous avons progressé non par la voie théorique mais par la voie pratique. Ainsi, par exemple, jamais auparavant nous n'avons posé théoriquement la question de l'Assemblée Constituante et nous n'avons jamais dit que nous ne reconnaissons pas celle-ci. Ce n'est que plus tard, lorsque les institutions soviétiques se répandirent à travers tout le pays et conquièrent le pouvoir politique que nous décidâmes de disperser l'Assemblée Constituante. Nous voyons à présent que la question se pose avec beaucoup plus d'acuité en Hongrie et en Suisse. D'un côté il est excellent qu'il en soit ainsi; nous puisons dans ce fait la conviction absolue que la révolution avance plus rapidement dans les États de l'Europe Occidentale et qu'elle nous apportera de grandes victoires. Mais, d'autre part, il y a un certain danger et c'est à savoir que la lutte sera tellement acharnée et tendue que la conscience des masses ouvrières ne sera pas en mesure de suivre ce rythme. Encore maintenant la signification du système des

Soviets n'est pas claire pour les grandes masses des ouvriers allemands politiquement instruits, parce qu'ils ont été élevés dans l'esprit du parlementarisme et des préjugés bourgeois.

2. Point relatif à la propagation du système des Soviets. Lorsque nous voyons combien rapidement l'idée des Soviets se répand en Allemagne et même en Angleterre, nous pouvons bien nous dire que c'est là une preuve essentielle que la Révolution prolétarienne vaincra. On ne saurait arrêter son cours que pour peu de temps. Mais c'est une tout autre affaire lorsque les camarades Albert et Platten viennent nous déclarer qu'il n'y a guère de Soviets chez eux dans les campagnes, parmi les travailleurs ruraux et la petite paysannerie. J'ai lu, dans la Rote Fahne, un article contre les

Soviets paysans, mais (et c'est absolument juste) pour les Soviets de travailleurs ruraux et de paysans pauvres. La bourgeoisie et ses valets, tels que Scheidemann et compagnie, ont déjà donné le mot d'ordre de Soviets paysans. Mais nous ne voulons que les Soviets de travailleurs ruraux et de paysans pauvres. Il ressort malheureusement des rapports des camarades Albert et Platten et autres, qu'à l'exception de la Hongrie, on fait bien peu de choses pour l'expansion du système soviétique dans les campagnes. C'est peut-être là que se trouve un danger pratique assez considérable pour l'obtention de la victoire par le prolétariat allemand. En effet, la victoire ne saurait être considérée comme assurée que lorsque seront organisés non seulement les travailleurs de la ville mais aussi les prolétaires ruraux, et organisés non comme auparavant dans les syndicats et coopératives, mais dans les Soviets. Nous avons obtenu la victoire plus facilement parce qu'en octobre 1917, nous avons marché ensemble avec toute la paysannerie. Dans ce sens notre révolution était alors bourgeoise. Le premier pas de notre gouvernement prolétarien consista en ce que les vieilles revendications de toute la paysannerie, exprimées encore sous Kérenski par les Soviets et les assemblées de paysans furent réalisées par la loi édictée par notre gouvernement le 26 octobre (vieux style) 1917, le lendemain de la révolution. C'est en cela que consista notre force et c'est pour cela qu'il nous fût si facile de conquérir les sympathies de la majorité écrasante. Pour la campagne, notre révolution continua à être bourgeoise, mais, plus tard, six mois après, nous fûmes contraints de commencer, dans les cadres de l'organisation d'État, la lutte des classes dans les campagnes, d'instituer dans chaque village des comités de pauvreté, de demi-prolétaires et de lutter systématiquement contre la bourgeoisie rurale. C'était inévitable chez nous car la Russie est un pays arriéré. Il en sera tout autrement en Europe Occidentale et c'est pourquoi nous devons souligner la nécessité absolue de l'expansion du système des Soviets aussi dans la population rurale en des formes correspondantes et peut-être nouvelles.

3. Nous devons dire que la conquête de la majorité communiste dans les Soviets constitue la principale tâche dans tous les pays où le pouvoir soviétique n'a pas encore triomphé. Notre commission de résolutions a étudié hier cette question. Peut-être d'autres camarades voudront-ils aussi dire leur opinion mais je

désirerais proposer qu'on adopte ce troisième point sous forme de résolution spéciale. Il va sans dire que nous ne saurions prescrire sa voie de développement. Il est tout à fait probable que, dans beaucoup d'États de l'Europe Occidentale, la révolution éclatera très prochainement; en tous cas, nous, en qualité de fraction organisée

des ouvriers et du Parti, nous tendons et devons tendre à obtenir la majorité dans les Soviets. Alors notre victoire sera assurée et il n'y aura plus de force en mesure d'entreprendre quoi que ce soit contre la révolution communiste. Autrement la victoire ne sera pas si facile à atteindre et ne sera pas de longue durée.

## Résolution sur la position envers les courants socialistes et la Conférence de Berne

Déjà en 1907 au Congrès International Socialiste de Stuttgart, lorsque la 2<sup>e</sup> Internationale aborda la question de la politique coloniale et des guerres impérialistes, il s'avéra que plus de la moitié de la 2<sup>e</sup> Internationale et la plupart de ses dirigeants étaient dans ces questions beaucoup plus près des points de vue de la bourgeoisie que du point de vue communiste de Marx et d'Engels.

Malgré cela le Congrès de Stuttgart adopta un amendement proposé par les représentants de l'aile révolutionnaire, N. Lénine et Rosa Luxemburg, et conçu dans ces termes:

«Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d'œuvrer pour sa fin rapide et d'utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter par-là la chute de la domination capitaliste».

Au Congrès de Bâle de novembre 1912, convoqué au moment de la guerre des Balkans, la 2<sup>e</sup> Internationale déclara:

«Que les gouvernements bourgeois n'oublient pas que la guerre franco-allemande donna naissance à l'insurrection révolutionnaire de la Commune, et que la guerre russo-japonaise mit en mouvement les forces révolutionnaires de la Russie. Aux yeux des prolétaires c'est un crime que de s'entretuer au profit du gain capitaliste, de la rivalité dynastique et de la floraison des traités diplomatiques».

\* \* \*

Fin juillet et au début d'août 1914, 24 heures avant le commencement de la guerre mondiale, les organismes et institutions compétents de la 2<sup>e</sup> Internationale continuèrent encore à condamner la guerre qui approchait, comme le plus grand crime de la bourgeoisie. Les déclarations se rapportant à ces jours et émanant des Partis dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale constituent l'acte d'accusation le plus éloquent contre les dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale.

\* \* \*

Dès le premier coup de canon tombé sur les champs de la boucherie impérialiste, les principaux Partis de la 2<sup>e</sup> Internationale trahirent la classe ouvrière et passèrent, sous le couvert de la «défense nationale» chacun du côté de «sa» bourgeoisie. Scheidemann et Ebert en Allemagne, Thomas et Renaudel en France, Henderson et Hyndman en Angleterre, Vandervelde et De Brouckère en Belgique, Renner et Pernerstorfer en Autriche, Plékhanov et Roubanovitch en Russie, Branting et son Parti en Suède, Gompers et ses camarades d'idées en Amérique, Mussolini et Cie en Italie, exhortèrent le prolétariat à une «trêve» avec la bourgeoisie de «leur» pays, à renoncer à la guerre contre la guerre, et à devenir en fait de la chair à canon pour les impérialistes.

Ce fut à ce moment que la 2<sup>e</sup> Internationale fit définitivement faillite et périt.

\* \* \*

Grâce au développement économique général, la bourgeoisie des pays les plus riches, au moyen de petites aumônes puisées dans ses gains énormes, eut la possibilité de corrompre et de séduire le sommet de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière. Les «compagnons de lutte» petits-bourgeois du socialisme affluèrent dans les rangs des Partis social-démocrates officiels et orientèrent peu à peu le cours de ceux-ci dans le sens de la bourgeoisie. Les dirigeants du mouvement ouvrier parlementaire et pacifique, les dirigeants syndicaux, les secrétaires, rédacteurs et employés de la social-démocratie, formèrent toute une caste d'une bureaucratie ouvrière, ayant ses propres intérêts de groupes égoïstes, et qui fut en réalité hostile au socialisme.

Grâce à toutes ces circonstances la social-démocratie officielle dégénéra en un Parti antisocialiste et chauvin.

Dans le sein de la 2<sup>e</sup> Internationale déjà se révélèrent trois tendances fondamentales. Au cours de la guerre et jusqu'au début de la révolution prolétarienne en Europe les contours de ces trois tendances se dessinèrent déjà en toute netteté:

1. La tendance social-chauvine (tendance de la «majorité», dont les représentants les plus typiques sont les social-démocrates allemands, qui partagent maintenant le pouvoir avec la bourgeoisie allemande et qui sont devenus les assassins des chefs de l'IC, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Les social-chauvins se sont révélés à présent complètement comme les ennemis de classe du prolétariat et suivent le programme de «liquidation» de la guerre que la bourgeoisie leur a dicté: faire retomber la plus grande partie des impôts sur les masses laborieuses, inviolabilité de la propriété privée, maintien de l'armée entre les mains de la bourgeoisie, dissolution des conseils ouvriers surgissant partout, maintien du pouvoir politique entre les mains de la bourgeoisie — la «démocratie» bourgeoise contre le socialisme.

Malgré l'âpreté avec laquelle les communistes ont lutté jusqu'ici contre les «social-démocrates de la majorité», les ouvriers n'ont cependant pas encore reconnu tout le danger dont ces traîtres menacent le prolétariat international. Ouvrir les yeux à tous les travailleurs sur l'œuvre de trahison des social-chauvins et mettre par la force des armes ce

Parti contrerévolutionnaire hors d'état de nuire, voilà une des tâches les plus importantes de la révolution prolétarienne internationale.

2. La tendance centriste (social-pacifistes, kautskystes, indépendants). Cette tendance a commencé à se former dès avant la guerre, surtout en Allemagne. Au début de la guerre, les principes généraux du «centre» coïncidaient presque toujours avec ceux des social-chauvins. Kautsky, le chef théorique du «centre» défendait la politique poursuivie par les social-chauvins allemands et français. L'Internationale n'était qu'un «instrument en temps de paix»; «lutte pour la paix», «lutte de classe en temps de paix», tels étaient les mots d'ordre de Kautsky.

Depuis le début de la guerre le «centre» est pour «l'unité» avec les social-chauvins. Après l'assassinat de Liebknecht et de Luxemburg, le «centre» continue à prêcher cette «unité»; c'est-à-dire, l'unité des ouvriers communistes avec les assassins des chefs communistes, Liebknecht et Luxemburg.

Dès le début de la guerre, le «centre» (Kautsky, Victor Adler, Turati, MacDonald) se mit à prêcher «l'amnistie réciproque» à l'égard des chefs des Partis social-chauvins d'Allemagne et d'Autriche d'une part, de la France et de l'Angleterre de l'autre. Cette amnistie, le «centre» la préconise encore aujourd'hui, après la guerre, empêchant ainsi les ouvriers de se faire une idée claire sur les causes de l'effondrement de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Le «centre» a envoyé ses représentants à Berne à la Conférence internationale des socialistes de compromis, facilitant ainsi aux Scheidemann et aux Renaudel leur tâche de tromper les ouvriers.

Il est absolument nécessaire de séparer du «centre» les éléments les plus révolutionnaires, ce à quoi on ne peut aboutir que par la critique impitoyable et en compromettant les chefs du «centre». La rupture organisatrice avec le «centre» est une nécessité historique absolue. La tâche des communistes de chaque pays est de déterminer le moment de cette rupture selon l'étape que le mouvement a atteint chez eux.

3. Les Communistes. Au sein de la 2<sup>e</sup> Internationale où cette tendance a défendu les conceptions communistes marxistes sur la guerre et les tâches du prolétariat (Stuttgart 1907; résolution Lénine-Luxemburg) ce courant était en minorité. Le groupe de la «gauche

radicale» (le futur Spartakusbund) en Allemagne, le Parti des bolcheviks en Russie, les «tribunistes» en Hollande, le groupe de Jeunes dans une série de pays, formèrent le premier noyau de la nouvelle Internationale.

Fidèle aux intérêts de la classe ouvrière, cette tendance proclama dès le début de la guerre le mot d'ordre de transformation de guerre impérialiste en guerre civile. Cette tendance s'est constituée maintenant en 3<sup>e</sup> Internationale.

\* \* \*

La Conférence socialiste de Berne en février 1919 était une tentative de galvaniser le cadavre de la 2<sup>e</sup> Internationale.

La composition de la Conférence de Berne montre manifestement que le prolétariat révolutionnaire du monde n'a rien de commun avec cette Conférence.

Le prolétariat victorieux de la Russie, le prolétariat héroïque d'Allemagne, le prolétariat italien, le Parti communiste du prolétariat autrichien et hongrois, le prolétariat suisse, la classe ouvrière de la Bulgarie, de la Roumanie, de Serbie, les Partis ouvriers de gauche suédois, norvégiens, finlandais, le prolétariat ukrainien, letton, polonais, la Jeunesse Internationale, et l'Internationale des Femmes ont ostensiblement refusé de participer à la Conférence de Berne des social-patriotes.

Les participants à la Conférence de Berne qui ont encore quelque contact avec le véritable mouvement ouvrier de notre époque, ont formé un groupe d'opposition qui, dans la question essentielle du moins «appréciation de la Révolution russe», se sont opposés aux menées des social-patriotes. La déclaration du camarade français Lorient, qui stigmatisa la majorité de la Conférence de Berne comme suppôt de la bourgeoisie, reflète la véritable opinion de tous les ouvriers conscients du monde entier.

Dans la prétendue «question des responsabilités», la Conférence de Berne se mouvait toujours dans les cadres de l'idéologie bourgeoise. Les social-patriotes allemands et français se firent mutuellement les mêmes reproches que s'étaient lancés réciproquement les bourgeois allemands et français. La Conférence de Berne se perdit dans des détails mesquins sur telle ou telle démarche de tel ou tel ministre bourgeois avant la guerre, ne voulant pas reconnaître que le capitalisme, le

capital financier des deux groupes de puissances et leurs valets social-patriotes étaient les principaux responsables de la guerre. La majorité des social-patriotes de Berne voulait trouver le principal responsable de la guerre. Un coup d'œil dans le miroir aurait suffi pour qu'ils se reconnaissent tous comme responsables.

Les déclarations de la Conférence de Berne sur la question territoriale sont pleines d'équivoques. Cette équivoque est justement ce dont la bourgeoisie a besoin. Monsieur Clemenceau, le représentant le plus réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste, a reconnu les mérites de la Conférence social-patriote de Berne en face de la réaction impérialiste en recevant une délégation de la Conférence de Berne et en lui proposant de participer à toutes les commissions de la Conférence impérialiste de Paris.

La question coloniale révéla clairement que la Conférence de Berne était à la remorque de ces politiciens libéraux bourgeois de la colonisation, qui justifient l'exploitation et l'asservissement des colonies par la bourgeoisie impérialiste et cherchent seulement à la masquer par des phrases philanthropiques-humanitaires. Les social-patriotes allemands exigèrent que l'appartenance des colonies allemandes au Reich soit maintenue, c'est-à-dire le maintien de l'exploitation de ces colonies par le capital allemand. Les divergences qui se manifestèrent à ce sujet démontrent que les social-patriotes de l'Entente ont le même point de vue de négrier, et considèrent comme tout naturel l'asservissement des colonies françaises et anglaises par le capital métropolitain. Ainsi la Conférence de Berne montre qu'elle avait bien oublié le mot d'ordre de «À bas la politique coloniale».

Dans l'appréciation de la «Société des Nations» la Conférence de Berne montra qu'elle suivait les traces de ces éléments bourgeois qui, par l'apparence trompeuse de la soi-disant «Ligue des Peuples» veulent bannir la révolution prolétarienne grandissant dans le monde entier. Au lieu de démasquer les menées de la Conférence des alliés à Paris, comme celles d'une bande qui fait de l'usure avec les peuplades et les domaines économiques, la Conférence de Berne la seconda en se faisant son instrument.

L'attitude servile de la Conférence, qui abandonna à une Conférence gouvernementale

bourgeoise de Paris le soin de résoudre la question de la législation sur la protection du travail, montre que les social-patriotes se sont consciemment exprimés en faveur de la conservation de l'esclavage du salariat capitaliste et sont prêts à tromper la classe ouvrière par de vaines réformes.

Les tentatives inspirées par la politique bourgeoise, de faire prendre à la Conférence de Berne une résolution, selon laquelle une intervention armée éventuelle en Russie serait couverte par la 2<sup>e</sup> Internationale, n'échouèrent que grâce aux efforts de l'opposition. Ce succès de l'opposition de Berne remporté sur les éléments chauvins déclarés est pour nous la preuve indirecte que le prolétariat de l'Europe occidentale sympathise avec la révolution prolétarienne de Russie et qu'il est prêt à lutter contre la bourgeoisie impérialiste.

À leur crainte de s'occuper le moins du monde de ce phénomène d'importance historique

mondiale on reconnaît la peur qu'éprouvent ces valets de la bourgeoisie devant l'extension des conseils ouvriers.

Les conseils ouvriers constituent le phénomène le plus important depuis la Commune de Paris. La Conférence de Berne, en ignorant cette question, a manifesté son indigence spirituelle et sa faillite théorique.

Le Congrès de l'IC considère «l'Internationale» que la Conférence de Berne tente de construire comme une Internationale jaune de briseurs de grèves, qui n'est et ne restera qu'un instrument de la bourgeoisie.

Le Congrès invite les ouvriers de tous les pays à entamer la lutte la plus énergique contre l'Internationale jaune et à préserver les masses les plus larges du peuple de cette Internationale de mensonge et de trahison.

## Déclaration faite par les participants de la Conférence de Zimmerwald au 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC

Les Conférences de Zimmerwald et de Kienthal eurent leur importance à une époque où il était nécessaire d'unir tous les éléments prolétariens disposés sous une forme ou sous une autre à protester contre la boucherie impérialiste. Mais il pénétra dans le groupement de Zimmerwald, à côté d'éléments nettement communistes, des éléments «centristes», pacifistes et hésitants. Ces éléments centristes, comme l'a montré la Conférence de Berne, s'unissent actuellement aux social-patriotes, pour lutter contre le prolétariat révolutionnaire, utilisant ainsi Zimmerwald au profit de la réaction.

En même temps, le mouvement communiste grandissait dans une série de pays, et la lutte

contre les éléments centristes qui font obstacle au développement de la révolution sociale est devenue maintenant la tâche principale du prolétariat révolutionnaire.

Le groupement de Zimmerwald a fait son temps. Tout ce qu'il y avait dans le groupement de Zimmerwald de véritablement révolutionnaire passe et adhère à l'IC

Les participants soussignés de Zimmerwald déclarent qu'ils considèrent le groupement de Zimmerwald comme dissout et demandent au Bureau de la Conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au Comité Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale.

# Décision concernant le groupement de Zimmerwald

Après avoir entendu le rapport de la camarade Balabanov, secrétaire du Comité Socialiste International, et des camarades Rakovsky, Platten, Lénine, Trotski et Zinoviev,

membres du groupement de Zimmerwald, le premier Congrès de Zimmerwald communiste décide de considérer comme dissout le groupement de Zimmerwald.

# Décision concernant la question d'organisation

Afin de pouvoir commencer sans retard son travail actif, le Congrès désigne immédiatement les organes nécessaires, dans l'idée que la constitution définitive de l'IC devra être donnée par le prochain Congrès sur la proposition du Bureau.

La direction de l'IC est confiée à un Comité Exécutif. Celui-ci se compose d'un représentant de chacun des PC des pays les plus importants. Les Partis de Russie, d'Allemagne, d'Autriche allemande, de Hongrie, de la Fédération des

Balkans, de Suisse et de Scandinavie doivent envoyer immédiatement leurs représentants au premier CEIC

Les Partis des pays qui déclarent adhérer à l'IC avant le 2<sup>e</sup> Congrès obtiendront un siège au CEIC

Jusqu'à l'arrivée des représentants étrangers, les camarades du pays dans lequel le CEIC a son siège se chargent d'assurer le travail. Le CEIC élit un bureau de cinq personnes.

# Décision sur la constitution de l'IC

4 Mars 1919

La Conférence Communiste Internationale décide de se constituer comme 3<sup>e</sup> Internationale et d'adopter le nom d'IC. Les proportions des voix accordées ne subissent pas de changement.

Tous les Partis, toutes les organisations et les groupes conservent le droit, pendant une durée de huit mois, d'adhérer définitivement à la 3<sup>e</sup> Internationale.



# Plate-forme de l'IC

Les contradictions du système mondial, auparavant cachées en son sein, se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion: la grande guerre impérialiste mondiale.

Le capitalisme a tenté de surmonter sa propre anarchie par l'organisation de la production. Au lieu de nombreuses entreprises concurrentes, se sont organisées de vastes associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts), le capital bancaire s'est uni au capital industriel, toute la vie économique est tombée sous le pouvoir d'une oligarchie financière capitaliste, qui, par une organisation basée sur ce pouvoir, acquit une maîtrise exclusive. Le monopole supprime la libre concurrence. Le capitaliste isolé se transforme en membre d'une association capitaliste. L'organisation remplace l'anarchie insensée.

Mais dans la mesure même où, dans les États pris séparément, les procédés anarchiques de la production capitaliste étaient remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie, atteignaient dans l'économie mondiale une plus grande acuité. La lutte entre les plus grands États conquérants conduisait, avec une inflexible nécessité, à la monstrueuse guerre impérialiste. La soif de bénéfices poussait le capitalisme mondial à la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matières brutes, de la main-d'œuvre à bon marché des esclaves coloniaux. Les États impérialistes qui se sont partagés le monde entier, qui ont transformé des millions de prolétaires et de paysans d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Australie, en bêtes de somme, devaient révéler tôt ou tard dans un gigantesque conflit la nature anarchique du capital. Ainsi se produisit le plus grand des crimes — la guerre du banditisme mondial.

Le capitalisme a tenté de surmonter les contradictions de sa structure sociale. La société bourgeoise est une société de classes. Mais le capital des grands États «civilisés» s'efforça d'étouffer les contradictions sociales. Aux

dépens des peuples coloniaux qu'il détruisait, le capital achetait ses esclaves salariés, créant une communauté d'intérêts entre les exploiters et les exploités — communauté d'intérêts dirigée contre les colonies opprimées et les peuples coloniaux jaunes, noirs ou rouges; il enchaînait l'ouvrier européen ou américain à la «patrie» impérialiste.

Mais cette même méthode de corruption continue, qui créait le patriotisme de la classe ouvrière et sa sujétion morale, produisit, grâce à la guerre, sa propre antithèse. L'extermination, la sujétion totale du prolétariat, un joug monstrueux, l'appauvrissement, la dégénérescence, la faim dans le monde entier — telle fut la dernière rançon de la paix sociale. Et cette paix a fait faillite. La guerre impérialiste est transformée en guerre civile.

Une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat.

Le système impérialiste croule. Troubles aux colonies, fermentation parmi les petites nationalités jusqu'à présent privées d'indépendance, révoltes du prolétariat, révolutions prolétariennes victorieuses dans plusieurs pays, décomposition des armées impérialistes, incapacité absolue des classes dirigeantes à diriger dorénavant les destinées des peuples — tel est le tableau de la situation actuelle dans le monde entier.

L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, et cette force, c'est le prolétariat. L'ancien «ordre» capitaliste n'est plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final des procédés capitalistes de production est le chaos — et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productrice, la classe ouvrière. C'est elle qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les États, transformer le monde en une



vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.

Entre temps, contre le prolétariat, le capital mondial s'arme pour un dernier combat. Sous le couvert de Ligue des Nations et des bavardages pacifiques, il fait ses derniers efforts pour rajuster les parties disjointes d'elles-mêmes du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne irrésistiblement déchaînée.

À ce nouveau, à cet immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses propres ennemis, s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société. La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire de l'humanité libérée.

## **La conquête du pouvoir politique**

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil gouvernemental avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois et de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement. La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à un changement de personnes dans la constitution des ministères, mais doit signifier l'anéantissement d'un appareil étatiste étranger, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien; elle doit signifier la ruine de l'appareil étatiste bourgeois et la création de l'appareil étatiste prolétarien. Ce n'est qu'après la complète victoire, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il pourra obliger ses anciens

adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement sous son contrôle, à l'œuvre de construction communiste.

## **Démocratie et dictature**

Comme tout État, l'État prolétarien représente un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploiters, employant dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang. D'autre part, la dictature du prolétariat faisant officiellement de cette classe la classe gouvernante, crée une situation transitoire.

Dans la mesure où sera brisée la résistance de la bourgeoisie, elle sera expropriée et se transformera en une masse laborieuse; la dictature du prolétariat disparaîtra, l'État mourra et les classes sociales finiront avec lui.

La soi-disant démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. «La volonté populaire «tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, des classes existent dont les intérêts contraires sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une minorité insignifiante, elle utilise cette fiction, cette prétendue «volonté populaire», afin d'affermir, à la faveur de belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, afin de lui imposer la volonté de sa classe. Au contraire, le prolétariat constituant l'énorme majorité de la population, use ouvertement de la puissance de ses organisations de masses, de ses soviets, pour écourter la transition vers une société communiste sans classes.

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments à demi-prolétariens, à cause du manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer Parti de ces ressources matérielles, de sa presse et de son organisation, pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire, l'essence du système des Soviets — de ce nouveau type de pouvoir gouvernemental — consiste en ce que le prolétariat reçoit la possibilité d'assurer en fait ses droits et sa liberté. Le pouvoir du Soviet remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies,

les réserves de papier, etc., pour sa presse, ses réunions, ses syndicats. Ce n'est qu'alors que devient vraiment possible la démocratie prolétarienne.

Avec son système parlementaire la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles le pouvoir aux masses, et leurs organisations sont complètement écartées et du pouvoir véritable et de la véritable administration du pays. Dans le système des Soviets, les organisations des masses gouvernent et, par elles, les masses elles-mêmes, les Soviets appelant à l'administration de l'État un nombre toujours plus grand d'ouvriers; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple ouvrier est à peu près appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'État. Le système des Soviets s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les Soviets mêmes, les unions professionnelles révolutionnaires, les coopératives, etc.

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, par la division des pouvoirs législatif et exécutif et l'absence du droit de rappel des députés, achèvent de séparer les masses de l'État. Au contraire, le système des Soviets, par son droit de rappel, par la réunion des pouvoirs législatif et exécutif, et, conséquemment, par l'aptitude des Soviets à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes des administrations. Ce lien est encore affermi par le fait que, dans le système des Soviets, les élections ne se font pas d'après les subdivisions territoriales artificielles, mais coïncident avec les unités locales de la production.

Le système des Soviets assure de la sorte la possibilité d'une véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et dans le prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système, une situation prédominante est assurée au prolétariat industriel, auquel appartient, par suite de sa meilleure organisation et de son plus grand développement politique, le rôle de classe dirigeante, dont l'hégémonie permettra au demi-prolétariat et aux paysans pauvres de s'élever progressivement. Ces supériorités momentanées du prolétariat industriel doivent être utilisées pour arracher les masses non possédantes de la petite bourgeoisie paysanne à l'influence des gros propriétaires ruraux et de la bourgeoisie pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste.

## **L'expropriation de la bourgeoisie et la socialisation des moyens de production**

La décomposition du système capitaliste et de la discipline capitaliste du travail rendent impossible, étant donné les relations entre les classes, la reconstitution de la production sur les anciennes bases. La lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, même en cas de succès, n'amène pas l'amélioration espérée des conditions d'existence, l'augmentation du prix des produits annulant inmanquablement chaque succès. La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans les pays dont la situation est évidemment sans espoir, par son caractère impétueux et passionné, par sa tendance à la généralisation, rend impossibles dorénavant les progrès de la production capitaliste. L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production. Pour élever les forces productrices de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie, qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une complète ruine de la vie économique, la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grosse bourgeoisie et de la noblesse et faire des moyens de production et de transport la propriété collective de l'État prolétarien.

Le communisme naît maintenant sur les décombres de la société capitaliste; l'histoire ne laissera pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, dans leur désir de retarder la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créer la menace d'une ruine totale, tandis que la révolution communiste apparaît pour la vraie force productrice de la société, pour le prolétariat — et avec lui, pour toute la société — comme le meilleur, le plus sûr moyen de salut.

La dictature prolétarienne n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des moyens et la direction de toute la production selon un plan unique.

Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie comporte nécessairement les mesures suivantes: socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production;

prise en mains par le pouvoir prolétarien de tous les organes de l'État capitaliste régissant la vie économique; prise en mains de toutes les entreprises communales; socialisation des branches d'industrie trustées ou syndiquées; de même, socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration rend la socialisation techniquement possible; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société.

Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur grandeur, les socialiser peu à peu.

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires n'exploitant pas le travail d'autrui, ne doivent subir aucune violence. Cette classe sera peu à peu attirée dans la sphère d'organisation sociale, par l'exemple et la pratique démontrant la supériorité de la nouvelle structure sociale qui libère la classe des petits paysans et la petite bourgeoisie du joug des gros capitalistes, de toute la noblesse, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'État, etc.).

La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique n'est réalisable que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes de direction de la production centralisée et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. À cette fin, il sera contraint de tirer Parti de celles de ses organisations de masses qui sont liées le plus étroitement avec le processus de la production.

Dans le domaine de la répartition, la dictature prolétarienne doit réaliser le remplacement du commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures à cette fin indispensables, il faut indiquer: la socialisation des grandes entreprises commerciales, la transmission au prolétariat de tous les organes de répartition de l'État et des municipalités bourgeoises; le contrôle des grandes unions coopératives dont l'appareil organisateur aura encore, pendant la période de transition, une importance économique considérable, la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un tout unique pour la répartition rationnelle des produits.

De même que dans le domaine de la production, dans celui de la répartition, il

importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés — sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée, et qu'ils seront en état de servir, au lieu du capital, le nouveau système de production.

Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer: au contraire, lui seul leur donnera le premier la possibilité de développer l'activité créatrice la plus énergique. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme, par l'union, réunissant ainsi le travail et la science.

En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc., le prolétariat doit mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, transmettre les grandes habitations aux Soviets ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc.

Au cours de cette immense transformation, le pouvoir des Soviets doit, d'une part, échauffer un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé dans sa forme, et, d'autre part, doit appeler à un travail de direction immédiat des couches toujours plus grandes du peuple travailleur.

## **Le chemin de la victoire**

La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusque et y compris sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise. À ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens, tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois.

Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont: la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste — dont les social-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle — mais encore la rupture avec le «centre» (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et se lie à ses ennemis déclarés.

D'un autre côté, il est nécessaire de réaliser un bloc avec ces éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien qu'ils n'aient pas appartenu auparavant au Parti socialiste, se

placent maintenant en tout et pour tout sur le terrain de la dictature prolétarienne sous sa forme soviétique, c'est-à-dire avec les éléments correspondants du syndicalisme.

L'accroissement du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger, pour cette révolution, d'être étouffée par la ligue des États bourgeois, les tentatives d'union des Partis traîtres au socialisme (formation de l'Internationale jaune, à Berne), dans le but de servir bassement la ligue de Wilson — et enfin la nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts — tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'IC, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.

L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays — alors que sans cette aide mutuelle, économique et autre, le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial.

Les malfaiteurs du capitalisme affirmaient au début de la guerre mondiale qu'ils ne font tous que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand révéla sa nature bestiale par une série de sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se révèlent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, le mot de paix sur les lèvres, elles s'efforcent d'écraser, à l'aide de tanks et de troupes coloniales incultes et barbares la révolution du prolétariat européen. La terreur blanche des bourgeois-cannibales a été indescriptiblement féroce. Les victimes dans les rangs de la classe ouvrière sont innombrables; elle a perdu ses meilleurs champions: Liebknecht, Rosa Luxemburg.

Le prolétariat doit se défendre en tout état de cause. L'IC appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive.

*Arme contre arme!*

*Force contre force!*

*À bas la conspiration impérialiste du capital!*

*Vive la République internationale des Soviets prolétaires!*

## Thèses sur la situation internationale et la politique de l'Entente

Les expériences de la guerre mondiale ont démasqué la politique impérialiste des «démocraties» bourgeoises comme étant la politique de lutte des grandes puissances, tendant au partage du monde et à l'affermissement de la dictature économique et politique du capital financier sur les masses exploitées et opprimées. Le massacre de millions de vies humaines, la paupérisation du prolétariat tombé en esclavage, l'enrichissement inouï des couches supérieures de la bourgeoisie, grâce aux fournitures de guerre, aux emprunts,

etc., le triomphe de la réaction militaire dans tous les pays, tout cela ne tarda pas à détruire les illusions sur la défense de la patrie, la trêve et la «démocratie». La «politique de paix» démasque les véritables aspirations des impérialistes de tous les pays et va jusqu'au bout de cette mise à nu.



## **La paix de Brest-Litovsk et la compromission de l'impérialisme allemand**

La paix de Brest-Litovsk et ensuite celle de Bucarest ont révélé le caractère de rapine et réactionnaire de l'impérialisme des puissances centrales. Les vainqueurs ont arraché à la Russie sans défense, des contributions et des annexions. Ils ont utilisé le droit de libre disposition des peuples comme prétexte d'une politique d'annexions, en créant des États vassaux, dont les gouvernements réactionnaires favorisèrent la politique de rapine et réprimèrent le mouvement révolutionnaire des masses laborieuses. L'impérialisme allemand qui, dans le combat international, n'avait pas remporté la victoire entière, n'avait pas à ce moment, la possibilité de montrer tout à fait franchement ses véritables intentions; il dut se résigner à vivre dans une apparence de paix avec la Russie des Soviets et à couvrir sa politique de rapines et réactionnaire de phrases hypocrites.

Cependant les puissances de l'Entente, sitôt qu'elles avaient remporté la victoire mondiale, laissèrent tomber les masques et révélèrent aux yeux de tout le monde le véritable visage de l'impérialisme mondial.

## **La victoire de l'Entente et le regroupement des États**

La victoire de l'Entente a partagé en différents groupes les pays soi-disant civilisés du monde. Le premier des groupes est constitué par les puissances du monde capitaliste, les grandes puissances impérialistes victorieuses (Angleterre, Amérique, France, Japon, Italie). En face d'elles se dressent les pays de l'impérialisme vaincu, ruinés par la guerre et ébranlés dans leur structure par le début de la révolution prolétarienne (Allemagne, Autriche-Hongrie avec leurs vassaux d'autrefois). Le troisième groupe est formé par les États vassaux des puissances de l'Entente. Il se compose des petits États capitalistes, ayant participé à la guerre aux côtés de l'Entente (Belgique, Serbie, Portugal, etc.) et des petites République «nationales» et États tampons créés récemment (république Tchécoslovaque, Pologne, républiques Russes contre-révolutionnaires, etc.). Les États neutres s'approchent selon leur situation, des États vassaux, mais ils subissent une forte pression politique et économique, qui, parfois, rend leur situation semblable à celle des

États vaincus. La République socialiste russe est un État ouvrier et paysan, se plaçant en dehors du monde capitaliste et représentant pour l'impérialisme victorieux un énorme danger social, le danger que tous les résultats de la victoire s'effondrent sous l'assaut de la révolution mondiale.

## **La «politique de paix» de l'Entente ou l'impérialisme se démasque lui-même**

La «politique de paix» des cinq puissances mondiales, lorsque nous la considérons dans son ensemble, était et reste une politique qui se démasque constamment elle-même.

Malgré toutes les phrases sur sa «politique extérieure démocratique» elle constitue le triomphe complet de la diplomatie secrète qui, derrière le dos et aux dépens des millions d'ouvriers de tous les pays, décide du sort du monde par la voie d'arrangements entre les fondés de pouvoir des trusts financiers. Toutes les questions essentielles sont traitées sans exception à huis clos par le comité parisien des cinq grandes puissances, en l'absence des représentants des pays vaincus, neutres et des États vassaux eux-mêmes.

Les discours de Lloyd George, de Clemenceau, de Sonnino, etc., proclament et essaient de motiver ouvertement la nécessité des annexions et des contributions.

Malgré les phrases mensongères sur la «guerre pour le désarmement général» on proclame la nécessité de s'armer encore et avant tout de maintenir la puissance maritime britannique en vue de la soi-disant «protection de la liberté des mers».

Le droit de libre disposition des peuples par eux-mêmes, proclamé par l'Entente, est manifestement foulé aux pieds et remplacé par le partage des domaines contestés entre les États puissants et leurs vassaux.

Sans consulter la population, l'Alsace-Lorraine a été incorporée à la France; l'Irlande, l'Égypte, les Indes n'ont pas le droit de disposer d'elles-mêmes; l'État slave méridional et la République tchécoslovaque ont été créés par la force des armes; on trafique sans vergogne autour du partage de la Turquie d'Europe et d'Asie, le partage des colonies allemandes a déjà commencé, etc., etc.

La politique des contributions a été poussée à un degré de pillage complet des vaincus. Non seulement on présente aux vaincus des notes se montant à des milliards et des milliards, non seulement on leur enlève tous les moyens de guerre — mais les pays de l'Entente leur prennent aussi les locomotives, les chemins de fer, les bateaux, les instruments agricoles, les provisions d'or, etc., etc. En outre les prisonniers de guerre doivent devenir les esclaves des vainqueurs. On discute des propositions tendant au travail forcé des ouvriers allemands. Les puissances alliées ont l'intention d'en faire des esclaves misérables et affamés du capital de l'Entente.

La politique d'excitation nationale poussée à l'extrême a son expression dans l'excitation constante contre les nations vaincues dans la presse de l'Entente et les administrations de l'occupation, ainsi que dans le blocus de la faim, condamnant les peuples de l'Allemagne et de l'Autriche à l'extermination. Cette politique mène à des pogromes contre les allemands, organisés par les soutiens de l'Entente — les éléments chauvins tchèques et polonais, et à des pogromes contre les juifs, qui surpassent tous les hauts-faits du tsarisme russe.

Les États «démocratiques» de l'Entente poursuivent une politique de réaction extrême.

La réaction triomphe aussi bien à l'intérieur des pays de l'Entente elle-même, parmi lesquels la France est revenue aux pires époques de Napoléon III, que dans le monde capitaliste tout entier, qui se trouve sous l'influence de l'Entente. Les alliés étranglent la révolution dans les pays occupés de l'Allemagne, la Hongrie, de la Bulgarie, etc., ils excitent les gouvernements opportunistes-bourgeois des pays vaincus contre les ouvriers révolutionnaires en les menaçant de leur supprimer les vivres. Les alliés ont déclaré qu'ils couleraient tous les navires allemands qui oseraient hisser le drapeau rouge de la révolution; ils ont refusé de reconnaître les conseils allemands; dans les régions allemandes occupées, ils ont aboli la journée de huit heures. Abstraction faite du soutien de la politique réactionnaire dans les pays neutres, et au soutien de celle-ci dans les États vassaux (le régime Paderevsky en Pologne), les alliés ont excité les éléments réactionnaires de ces pays (en Finlande, en Pologne, en Suède, etc.) contre la Russie révolutionnaire, et demandent l'intervention des forces armées allemandes.

## Contradictions entre les États de l'Entente

Malgré l'identité des lignes fondamentales de leur politique impérialiste, une série de contradictions profondes se manifestent au sein des grandes puissances qui dominent le monde.

Ces contradictions se concentrent surtout autour du programme de paix du capital financier américain (le programme dit programme Wilson). Les points les plus importants de ce programme sont les suivants: «Liberté des mers», «Société des Nations» et «internationalisation des colonies». Le mot d'ordre de «liberté des mers» — débarrassé de son masque hypocrite — signifie en réalité l'abolition de la prédominance militaire navale de certaines grandes puissances (en premier lieu de l'Angleterre), et l'ouverture de toutes les voies maritimes au commerce américain. La «Société des Nations» signifie que le droit à l'annexion immédiate des États et des peuples faibles sera refusé aux grandes puissances européennes (en premier lieu à la France). «L'internationalisation des colonies» fixe la même règle envers les domaines coloniaux.

Ce programme est conditionné par les faits suivants: le capital américain ne possède pas la plus grande flotte du monde; il n'a plus la possibilité de procéder à des annexions directes en Europe, et c'est pourquoi il vise à l'exploitation des États et des peuples faibles au moyen des relations commerciales et des investissements de capitaux. C'est pourquoi il veut contraindre les autres puissances à former un syndicat des trusts d'États, à répartir «loyalement» entre elles les parts de l'exploitation mondiale et à transformer la lutte entre les trusts d'États en une lutte purement économique. Dans le domaine de l'exploitation économique le capital financier américain hautement développé obtiendra une hégémonie effective qui lui assurera la prédominance économique et politique dans le monde.

La «liberté des mers» est en contradiction aiguë avec les intérêts de l'Angleterre, du Japon, en partie aussi de l'Italie (dans l'Adriatique). La «Société des Nations» et «l'internationalisation des colonies» est en contradiction décisive avec les intérêts de la France et du Japon — dans une mesure moindre avec les intérêts de toutes les autres puissances impérialistes. La politique des impérialistes de la France, où le capital financier a une forme particulièrement usurière,

où l'industrie est faiblement développée et où la guerre a complètement ruiné les forces productives, vise par des moyens désespérés au maintien du régime capitaliste; ces moyens sont: le pillage barbare de l'Allemagne, l'assujettissement direct et l'exploitation rapace des États vassaux (projets d'une Union Danubienne, d'États slaves méridionaux) et extorsion par la violence des dettes contractées par le tsarisme russe auprès du Shylock français. La France, l'Italie (et dans une forme altérée cela est aussi valable pour le Japon) en tant que pays continentaux, sont aussi capables de poursuivre une politique d'annexions directes.

Tout en étant en contradiction avec les intérêts de l'Amérique, les grandes puissances ont des intérêts qui s'opposent réciproquement entre eux. L'Angleterre craint le renforcement de la France sur le continent, elle a en Asie Mineure et en Afrique des intérêts qui s'opposent à ceux de la France. Les intérêts de l'Italie dans les Balkans et au Tyrol sont contraires aux intérêts de la France. Le Japon dispute à l'Australie anglaise les îles situées dans l'Océan Pacifique.

### **Groupements et tendances à l'intérieur de l'Entente**

Ces contradictions entre les grandes puissances rendent possibles différents groupements à l'intérieur de l'Entente. Jusqu'ici deux combinaisons principales se sont dessinées: la combinaison franco-anglo-japonaise, qui est dirigée contre l'Amérique et l'Italie et la combinaison anglo-américaine s'opposant aux autres grandes puissances.

La première de ces combinaisons prévalait jusqu'au début de janvier 1919, tant que le Président Wilson n'avait pas encore renoncé à exiger l'abolition de la domination maritime anglaise. Le développement du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des soldats en Angleterre, qui a conduit à une entente entre les impérialistes de différents pays pour liquider l'aventure russe et pour hâter la conclusion de la paix, a renforcé le penchant de l'Angleterre vers cette combinaison. Elle devient prédominante depuis janvier 1919. Le bloc anglo-américain s'oppose à la priorité de la France dans le pillage de l'Allemagne et à l'intensité exagérée de ce pillage. Il pose certaines limites aux exigences annexionnistes exagérées de la France, de

l'Italie et du Japon. Il empêche que les États vassaux nouvellement fondés leur soient directement soumis. En ce qui concerne la question russe, la combinaison anglo-américaine a des dispositions pacifiques: elle veut avoir les mains libres afin de pouvoir accomplir le partage du monde, d'étouffer la révolution européenne et ensuite aussi la révolution russe.

À ces deux combinaisons des puissances correspondent deux tendances à l'intérieur des grandes puissances, l'une ultra annexionniste et l'autre modérée, dont la seconde soutient la combinaison Wilson-Lloyd George.

### **La «Société des Nations»**

Vu les contradictions irréconciliables qui se sont fait jour au sein même de l'Entente, la Société des Nations — même si elle se réalisait sur le papier — ne jouerait cependant que le rôle d'une sainte alliance des capitalistes pour la répression de la révolution ouvrière. La propagation de la «Société des Nations» est le meilleur moyen pour troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. À la place du mot d'ordre d'une Internationale des républiques ouvrières révolutionnaires, on lance celui d'une association internationale de prétendues démocraties, devant être atteinte par une coalition du prolétariat et des classes bourgeoises.

La «Société des Nations» est un mot d'ordre trompeur, au moyen duquel les social-traîtres sur ordre du capital international, divisent les forces prolétariennes et favorisent la contre-révolution impérialiste.

Les prolétaires révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une lutte implacable contre les idées de la Société des Nations de Wilson et protester contre l'entrée dans cette société de vol, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste.

### **La politique extérieure et intérieure des pays vaincus**

L'écrasement militaire et l'effondrement intérieur de l'impérialisme autrichien et allemand ont amené, dans les États centraux et pendant la première période de la révolution, la domination du régime bourgeois social-opportuniste. Sous couleur de démocratie et de socialisme les social-traîtres allemands protègent et restaurent la domination

économique et la dictature politique de la bourgeoisie. Dans leur politique extérieure ils visent au rétablissement de l'impérialisme allemand en exigeant la restitution des colonies et l'admission de l'Allemagne dans la Société de rapines. À mesure que se renforcent en Allemagne les bandes de gardes-blancs et que progresse le processus de décomposition dans le camp de l'Entente, les velléités de la bourgeoisie et des social-traîtres à devenir une grande puissance s'accroissent elles aussi. En même temps le gouvernement bourgeois social-opportuniste mine aussi la solidarité internationale du prolétariat et sépare les ouvriers allemands de ses frères de classe, en accomplissant les ordres contre-révolutionnaires des alliés et surtout en excitant les ouvriers allemands contre la révolution russe prolétarienne pour plaire à l'Entente. La politique de la bourgeoisie et des social-opportunistes en Autriche et en Hongrie est la répétition de la politique du bloc bourgeois opportuniste de l'Allemagne sous une forme atténuée.

## **Les États vassaux de l'Entente**

Dans les États vassaux et dans les Républiques que l'Entente vient de créer (Tchécoslovaquie, pays slaves méridionaux; il faut aussi y compter la Pologne, la Finlande, etc.) la politique de l'Entente, appuyée sur les classes dominantes et les social-nationalistes, vise à créer des centres d'un mouvement national contre-révolutionnaire. Ce mouvement doit être dirigé contre les peuples vaincus, il doit maintenir en équilibre les forces des États nouveaux et les assujettir à l'Entente, il doit freiner les mouvements révolutionnaires qui naissent au sein des nouvelles républiques «nationales» et fournir en fin de compte des gardes-blancs pour la lutte contre la révolution internationale et surtout contre la révolution russe.

En ce qui concerne la Belgique, le Portugal, la Grèce et autres petits pays alliés à l'Entente, leur politique est entièrement déterminée par celle des grands brigands, auxquels ils sont complètement soumis et dont ils sollicitent l'aide pour obtenir des petites annexions et des indemnités de guerre.

## **Les États neutres**

Les États neutres sont dans la situation de vassaux non favorisés de l'impérialisme de l'Entente, à l'égard desquels l'Entente emploie, sous une forme atténuée, les mêmes méthodes qu'à l'égard des pays vaincus. Les États neutres favorisés formulent différentes revendications aux ennemis de l'Entente (les prétentions du Danemark sur Flensburg, la proposition suisse de l'internationalisation du Rhin, etc.). En même temps, ils exécutent les ordres contre-révolutionnaires de l'Entente (expulsion de l'ambassadeur russe, enrôlement des gardes-blancs dans les pays scandinaves, etc.). D'autres encore sont exposés au danger du démembrement territorial (projet de l'incorporation de la province de Limbourg à la Belgique et de l'internationalisation de l'embouchure de l'Escaut).

## **L'Entente et la Russie soviétique**

Le caractère rapace anti-humanitaire et réactionnaire de l'impérialisme de l'Entente se manifeste le plus nettement en face de la Russie Soviétique. Dès le début de la Révolution d'octobre les puissances de l'Entente se sont mises du côté des Partis et des gouvernements contre-révolutionnaires de la Russie. Avec l'aide des contre-révolutionnaires bourgeois elles ont annexé la Sibérie, l'Oural, les côtes de la Russie d'Europe, le Caucase et une partie du Turkestan. Ils dérobent de ces contrées annexées des matières premières (bois, naphte, manganèse, etc.). Avec l'aide des bandes tchécoslovaques à leurs gages ils ont volé la provision d'or de la Russie. Sous la direction du diplomate anglais Lockhart, des espions anglais et français ont fait sauter des ponts et détruit des chemins de fer et tentèrent de gêner l'approvisionnement en vivres. L'Entente a soutenu, avec des fonds, des armes et par l'aide militaire des généraux réactionnaires Dénikine, Koltchak et Krasnov, qui ont fusillé et pendu des milliers d'ouvriers et de paysans à Rostov, Jousovka, Novorossijsk, Omsk, etc. Par les discours de Clemenceau et de Pichon l'Entente proclame ouvertement le principe de «l'encerclement économique», c'est-à-dire qu'on veut vouer à la famine et à la destruction la République des ouvriers et des paysans révolutionnaires; on y promet un «soutien technique» aux bandes de Dénikine, Koltchak et Krasnov. L'Entente a refusé à différentes



reprises les propositions de paix de la puissance soviétique.

Le 23 janvier 1919 les puissances de l'Entente, au sein desquelles les tendances modérées s'étaient momentanément renforcées, a adressé à tous les gouvernements russes la proposition d'envoyer des délégués à l'île des Princes. Cette proposition n'était certainement pas dépourvue d'une intention provocatrice à l'égard du gouvernement soviétique. Bien que le 4 février l'Entente reçut une réponse affirmative du gouvernement soviétique, réponse dans laquelle celui-ci se déclarait même prêt à envisager des annexions, des contributions et des concessions, afin de délivrer les ouvriers et les paysans russes de la guerre qui leur est imposée par l'Entente — celle-ci ne répondit pas plus à cette proposition de paix qu'aux autres.

Cela confirme que les tendances annexionniste-réactionnaires des impérialistes

de l'Entente se fondent sur un terrain solide. Ils menacent la république socialiste de nouvelles annexions et de nouveaux assauts contre-révolutionnaires.

La «politique de paix» de l'Entente dévoile ici définitivement aux yeux du prolétariat international la nature de l'impérialisme de l'Entente et de l'impérialisme en général. Elle prouve en même temps que les gouvernements impérialistes sont incapables de conclure une paix «juste et durable» et que le capital financier est incapable de rétablir l'économie détruite. Le maintien de la domination du capital financier mènerait soit à la destruction complète de la société civilisée ou à l'augmentation de l'exploitation, de l'esclavage, de la réaction politique, des armements et finalement à de nouvelles guerres destructrices.

## Résolution sur la terreur blanche

Le système capitaliste fut dès son début un système de rapine et d'assassinats massifs. Les horreurs de l'accumulation primitive, la politique coloniale qui, au moyen de la Bible, de la syphilis et de l'alcool, amena l'extermination impitoyable de races et de peuplades entières; la misère, la famine, l'épuisement et la mort prématurée d'innombrables millions de prolétaires exploités, la répression sanglante de la classe ouvrière lorsqu'elle s'insurgeait contre ses exploiters, et enfin la boucherie immense et inouïe qui a transformé la production mondiale en une production de cadavres humains — voilà l'image de l'ordre capitaliste.

Dès le début de la guerre les classes dominantes qui, sur les champs de batailles avaient tué plus de dix millions d'hommes et en avaient estropiés encore bien davantage, ont érigé à l'intérieur de leurs pays aussi le régime de la dictature sanglante. Le gouvernement tsariste russe fusilla et pendit les ouvriers, organisa des pogromes contre les juifs, extermina tout ce qui vivait dans le pays. La monarchie autrichienne étrangla dans le sang l'insurrection des paysans et des ouvriers

ukrainiens et tchèques. La bourgeoisie anglaise assassina les meilleurs représentants du peuple irlandais. L'impérialisme allemand fit rage à l'intérieur de son pays et les marins révolutionnaires furent les premières victimes de cette brute. En France on abattit les soldats russes qui n'étaient pas prêts à défendre les profits des banquiers français. En Amérique la bourgeoisie lyncha les internationalistes, condamna des centaines parmi les meilleurs prolétaires à vingt ans de travaux forcés, abattit les ouvriers pour faits de grèves.

Lorsque la guerre impérialiste commença à se transformer en guerre civile, et que les classes dominantes, ces malfaiteurs les plus grands que l'histoire du monde ait jamais connus, se trouvèrent menacés du danger immédiat de l'effondrement de leur régime sanglant, leur bestialité devint encore plus cruelle.

Dans sa lutte pour le maintien de l'ordre capitaliste, la bourgeoisie emploie les méthodes les plus inouïes, devant lesquelles palissent toutes les cruautés du moyen-âge, de l'Inquisition et de la colonisation.

La classe bourgeoise, se trouvant au bord de sa tombe, détruit maintenant physiquement la force productive la plus importante de la société humaine — le prolétariat, et s'est démasquée à présent par cette terreur blanche dans toute sa hideuse nudité.

Les généraux russes, cette personnification vivante du régime tsariste ont tué et tuent encore en masse les ouvriers avec l'appui direct ou indirect des social-traîtres. Durant la domination des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks en Russie, des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons et les généraux exterminaient des régiments entiers pour cause de désobéissance. À présent, les Krasnov et les Dénikine, jouissant de la collaboration bienveillante de l'Entente, ont tué et pendu des dizaines de milliers d'ouvriers, décimé, pour terroriser ceux qui restaient encore, ils laissèrent même pendant trois jours les cadavres pendus à la potence. Dans l'Oural et dans la Volga, les bandes de gardes-blancs tchécoslovaques coupèrent les mains et les jambes des prisonniers, les noyèrent dans la Volga, les firent enterrer vivant. En Sibérie, les généraux abattirent des milliers de communistes, une quantité innombrable d'ouvriers et de paysans.

La bourgeoisie allemande et autrichienne ainsi que les social-traîtres ont bien montré leur nature de cannibales, lorsqu'en Ukraine ils pendirent à des potences transportables en fer, les ouvriers et les paysans qu'ils avaient pillés, ainsi que les communistes, leurs propres compatriotes, nos camarades allemands et autrichiens. En Finlande, pays de la démocratie bourgeoise, ils ont aidé la bourgeoisie finlandaise à fusiller plus de treize à quatorze mille prolétaires et à en torturer à mort plus de quinze mille dans les prisons.

À Helsingfors, ils poussèrent devant eux des femmes et des enfants pour se protéger contre les mitrailleuses. C'est par leur appui que les gardes-blancs finlandais et les aides suédois ont pu se livrer à ces orgies sanglantes contre le prolétariat finlandais vaincu. À Tammerfors on força les femmes condamnées à mort à creuser elles-mêmes leurs tombes, à Viborg on abattit des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants finlandais et russes.

À l'intérieur de leur pays, la bourgeoisie et la social-démocratie allemande, par la répression sanglante de l'insurrection ouvrière communiste, par l'assassinat bestial de Liebknecht et de Luxemburg, en tuant et en exterminant les ouvriers spartakistes, ont atteint le degré extrême de la rage réactionnaire. La terreur massive et individuelle des blancs — voilà le drapeau qui guide la bourgeoisie.

Dans d'autres pays c'est le même tableau qui s'offre à nous.

Dans la Suisse démocratique tout est prêt pour l'exécution des ouvriers au cas où ils oseraient violer la loi capitaliste. En Amérique, le bague, la loi du lynch et la chaise électrique apparaissent comme les symboles choisis de la démocratie et de la liberté.

En Hongrie et en Angleterre, en Bohême et en Pologne —partout la même chose. Les assassins bourgeois ne reculent devant aucune infamie. Pour raffermir leur domination ils déchaînent le chauvinisme et organisent par exemple la démocratie bourgeoise ukrainienne, avec le menchevik

Petlyura à sa tête; celle de Pologne avec le social-patriote Pilsudsky et ainsi de suite; des pogromes immenses contre les juifs qui dépassent de loin ceux qu'organisaient les policiers du Tsar. Et si la racaille polonaise réactionnaire et «socialiste» a assassiné les représentants de la Croix Rouge russe, ce n'est là qu'une goutte d'eau dans la mer de crimes et d'horreurs du cannibalisme bourgeois décadent.

La «Ligue des Nations» qui, selon les déclarations de ses fondateurs, doit amener la paix, va vers une guerre sanglante contre le prolétariat de tous les pays. Les puissances de l'Entente voulant sauver leur domination, frayant avec des armées de noirs la voie vers une terreur d'une brutalité incroyable.

En maudissant les assassins capitalistes et leurs aides social-démocrates, le premier Congrès de l'IC appelle les ouvriers de tous les pays à rassembler toutes leurs forces pour mettre définitivement fin au système d'assassinat et de rapine en abattant la puissance du régime capitaliste.

# Résolution sur le rôle des femmes travailleuses

6 mars 1919

Le Congrès de l'IC déclare que le succès de toutes les tâches qu'il s'est fixé, comme la victoire finale du prolétariat mondial et l'abolition finale du système capitaliste, ne peut être assuré que par la lutte commune des ouvriers et des ouvrières. L'énorme augmentation du travail des femmes dans toutes les branches de l'économie; le fait qu'au moins la moitié de toute la richesse produite dans le monde l'est par le travail des femmes; en outre, la part importante, reconnue de tous, jouée par les ouvrières dans la construction de la nouvelle société communiste, en particulier dans le passage aux conditions de vie communistes, la réforme de la vie familiale et la réalisation d'une communauté éducative

socialiste pour les enfants, objectif duquel sortiront des citoyens travailleurs, imprégnés d'un esprit de solidarité, pour la République des Conseils — tout cela impose à tout Parti adhérant à l'IC le devoir d'agir de toutes ses forces en vue de gagner les travailleuses au Parti et utiliser tous moyens afin de les instruire dans la signification de la nouvelle société et comment appliquer l'éthique communiste à la vie sociale et familiale.

La dictature du prolétariat ne peut être réalisée et maintenue qu'avec la participation énergique et active des travailleuses.

## Discours de clôture de Lénine

7 mars 1919

Ainsi, nous avons terminé notre travail.

Si nous avons pu nous réunir malgré toutes les difficultés et les répressions policières, si nous avons réussi, sans divergences essentielles, à prendre, en un court espace de temps, des décisions importantes sur toutes les questions brûlantes de l'époque révolutionnaire actuelle, c'est parce que les masses prolétariennes du monde entier ont mis toutes ces questions pratiquement à l'ordre du jour par leurs actes et ont commencé à les résoudre en fait.

Nous n'avons eu à résumer ici que ce que les masses ont déjà réussi à conquérir dans leur lutte révolutionnaire.

Le mouvement en faveur des Soviets s'étend toujours plus loin, non seulement dans les pays de l'Europe Orientale mais aussi dans ceux de l'Europe Occidentale, non seulement dans les pays vaincus

mais aussi dans les pays victorieux comme l'Angleterre par exemple; et ce mouvement n'est rien moins qu'un mouvement ayant pour but la création d'une nouvelle démocratie prolétarienne; il est le progrès le plus considérable vers la dictature du prolétariat, vers la victoire complète du communisme.

Que la bourgeoisie du monde entier continue à sévir, qu'elle pourchasse, emprisonne et même assassine spartakistes et bolcheviks, cela ne lui servira de rien. Cela ne pourra qu'éclairer les masses et les déterminer à s'affranchir de leurs vieux préjugés bourgeois démocratiques et à se retremper dans la lutte. La victoire de la révolution prolétarienne est assurée dans le monde entier: la constitution de la République Soviétique Internationale est en marche.

# Manifeste du 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC

Il y a soixante-douze ans, le Parti communiste présenta au monde son programme sous forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la Révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. À cette époque déjà, le communisme, à peine entré dans sa lutte, était accablé sous les poursuites, les mensonges, la haine et les persécutions des classes possédantes qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois quarts de siècle, le développement du communisme a suivi des voies complexes, connaissant tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs. Mais au fond le mouvement suivit la route tracée par le Manifeste du Parti communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la Révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les Partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier.

Aujourd'hui que l'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes, les plus coupables des incendiaires s'occupent à rechercher les responsables de la guerre. Ils sont suivis de leurs laquais, professeurs, parlementaires, journalistes, social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie.

Au cours d'une longue série d'années, le socialisme a prédit l'inéluctabilité de la guerre impérialiste; il en a vu les causes dans le désir insatiable du lucre et de la propriété des classes

possédantes des deux concurrents principaux et en général de tous les pays capitalistes. Deux ans avant l'explosion, au Congrès de Bâle, les chefs socialistes responsables de tous les pays dénonçaient l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future. Ils menaçaient la bourgeoisie de déchaîner sur sa tête la Révolution sociale, vengeance du prolétariat contre les crimes du capitalisme.

Maintenant, après une expérience de cinq ans, alors que l'histoire, ayant mis au jour les appétits rapaces de l'Allemagne, dévoile les agissements non moins criminels des Alliés, les socialistes officiels des pays de l'Entente, à la suite de leurs gouvernements, ne cessent de dénoncer dans le kaiser allemand déchu le grand coupable de la guerre. Bien plus, dans leur abjecte servilité, les social-patriotes allemands, qui, en août 1914, faisaient du livre blanc diplomatique du Hohenzollern l'évangile sacré des nations, accusent maintenant à leur tour cette monarchie allemande abattue, dont ils furent les fidèles serviteurs, d'être la cause principale de la guerre. Ils espèrent ainsi à la fois oublier le rôle qu'ils ont joué et gagner l'indulgence des vainqueurs. Mais à côté du rôle joué par les dynasties déchues des Romanov, des Hohenzollern, des Habsbourg et des cliques capitalistes de leurs pays, le rôle des classes dirigeantes de France, d'Angleterre, d'Italie et des États-Unis apparaît dans toute son ampleur criminelle à la lumière des événements accomplis et des révélations diplomatiques.

Jusqu'à l'explosion même de la guerre, la diplomatie anglaise ne leva point son masque mystérieux. Le gouvernement de la City craignait que s'il déclarait catégoriquement son dessein de participer à la guerre aux côtés de l'Entente, le gouvernement de Berlin ne reculât et qu'il n'y eût pas de guerre. C'est pourquoi l'on se conduisit de façon à faire espérer d'une part, à Berlin et à Vienne, la neutralité de l'Angleterre et à permettre, d'autre part, à Paris et à Petrograd de compter fermement sur l'intervention.

Préparée par la marche de l'histoire pendant plusieurs dizaines d'années, la guerre fut déchaînée par une provocation directe et consciente de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de ce pays avait fait le calcul de soutenir la Russie et la France exclusivement dans la mesure nécessaire pour les épuiser en épuisant l'Allemagne, son ennemie mortelle. Mais la puissance du système militaire allemand apparut trop dangereuse et imposa une intervention non plus apparente mais réelle de l'Angleterre.

Le rôle de spectateur souriant, auquel la Grande-Bretagne prétendait par tradition, revint aux Etats-Unis. Le gouvernement de Wilson accepta d'autant plus facilement le blocus anglais, qui diminuait les possibilités de spéculation de la Bourse américaine sur le sang européen, que les puissances de l'Entente dédommagèrent, par de gros bénéfices, la bourgeoisie américaine de cette violation du «droit international». Cependant l'énorme supériorité militaire de l'Allemagne obligea à son tour le gouvernement de Washington à sortir de l'état de neutralité fictive à l'égard de l'Europe. Les Etats-Unis se chargèrent de la mission que l'Angleterre avait remplie dans les guerres passées et qu'elle avait essayé de remplir dans la dernière guerre, par rapport au continent: affaiblir un des camps en se servant de l'autre, et ne se mêler des opérations militaires que dans la mesure indispensable pour s'assurer tous les avantages de la situation. L'enjeu exposé de la loterie américaine n'était pas grand, mais il fut le dernier et par là lui assurait le gain.

Les contradictions du régime capitaliste se révélèrent à l'humanité à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques: la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie. Ainsi est jugée sans appel la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du capitalisme au socialisme. Les statisticiens et les pontifes de la théorie de l'arrondissement des angles avaient, pendant des dizaines d'années, recherché dans tous les coins du monde des faits réels ou imaginaires capables de démontrer le progrès du bien-être de certains groupes ou catégories de la classe ouvrière. La théorie de la paupérisation des masses était regardée comme enterrée sous les coups de sifflets méprisants des eunuques occupant les tribunes universitaires de la

bourgeoisie et des mandarins de l'opportunisme socialiste. Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse.

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. Et pourtant cette guerre est née des tendances internes du capitalisme dans la même mesure que les marchandages économiques ou les compromis parlementaires qu'elle a enterrés dans le sang et dans la boue.

Le capital financier, après avoir précipité l'humanité dans l'abîme de la guerre, a subi lui-même durant cette guerre une modification catastrophique. L'état de dépendance dans lequel était placé le papier-monnaie vis-à-vis du fondement matériel de la production, a été définitivement rompu. Perdant de plus en plus sa valeur de moyen et de régulateur de l'échange des produits dans le régime capitaliste, le papier-monnaie s'est transformé en instrument de réquisition, de conquête et en général d'oppression militaire et économique.

La dépréciation totale des billets de banque marque la crise mortelle générale qui affecte la circulation des produits dans le régime capitaliste. Si la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non

seulement de militariser jusqu'au bout l'État, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang.

Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible.

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée: l'État impérialiste ou l'État du prolétariat victorieux.

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée «internationale» et d'une flotte «internationale» pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes?

Abréger l'époque de crise que nous traversons ne se peut que par les méthodes de la dictature du prolétariat, qui ne regarde pas le passé, qui ne compte ni avec les privilèges héréditaires, ni avec le droit de propriété, qui, ne considérant que la nécessité de sauver les masses affamées, mobilise pour cela tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline

ouvrière, afin de ne pas seulement guérir, en quelques années, les plaies béantes faites par la guerre, mais encore d'élever l'humanité à une hauteur nouvelle et insoupçonnable.

L'État national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. Ce phénomène a rendu plus difficile la situation des petits États encastré au milieu des grandes puissances de l'Europe et du Monde. Ces petits États, nés à différentes époques comme des fragments des grands, comme la menue monnaie destinée à payer divers tributs, comme des tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs filouteries diplomatiques. Leur indépendance illusoire a été basée, jusqu'à la guerre, exactement comme était basé l'équilibre européen sur l'antagonisme des deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre. En donnant d'abord un immense avantage à l'Allemagne, la guerre a obligé les petits États à chercher leur salut dans la magnanimité du militarisme allemand. L'Allemagne ayant été vaincue, la bourgeoisie des petits États, de concert avec leurs «socialistes» patriotes, s'est retournée pour saluer l'impérialisme triomphant des Alliés, et dans les articles hypocrites du programme de Wilson elle s'est employée à rechercher les garanties du maintien de son existence indépendante. En même temps, le nombre des petits États s'est accru: de la monarchie austro-hongroise, de l'empire des tsars se sont détachés de nouveaux États qui, aussitôt nés, se saisissent déjà les uns les autres à la gorge pour des question de frontière. Les impérialistes Alliés, pendant ce temps, préparent des combinaisons de petites puissances, anciennes et nouvelles, afin de les enchaîner les unes les autres par une haine mutuelle et une faiblesse générale.

Ecrasant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'abaissement, de même que, peu de temps auparavant, les impérialistes des empires centraux, les impérialistes alliés ne cessent de parler du droit des nationalités, droits qu'ils foulent aux pieds en Europe et dans le monde entier.

Seule, la Révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les



pays des tenailles serrées par les États nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolues, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde.

La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies. Dans des proportions jusqu'alors inconnues les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les Hindous, les Nègres, les Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d'Europe, au nom de quoi? Au nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France. Jamais encore le spectacle de la malhonnêteté de l'État capitaliste dans les colonies n'avait été aussi édifiant; jamais le problème de l'esclavage colonial n'avait été posé avec une pareille acuité.

De là une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même, l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rues qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. À Madagascar, en Annam, en d'autres lieux, les troupes de la république bourgeoise ont eu plus d'une fois, au cours de la guerre, à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le gouvernement britannique a répondu en faisant intervenir à Bombay les automobiles blindées.

Ainsi la question coloniale est posée dans toute son ampleur non seulement sur le tapis vert du Congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. Le programme de Wilson a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement de l'Annam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau,

prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie: l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.

Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes d'anéantir la liberté et la démocratie politique. Cela est faux. En prenant le pouvoir, le prolétariat ne fait que manifester la complète impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise et créer les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle, et plus élevée. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière époque impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement en divisant les nations en deux classes ennemies irréconciliables, mais encore en condamnant au dépérissement économique et à l'impuissance politique de multiples couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat au même titre que les éléments les plus déshérités de ce même prolétariat.

La classe ouvrière des pays où le développement historique l'a permis a utilisé le régime de la démocratie politique pour son organisation contre le capital. Il en sera de même à l'avenir dans les pays où ne sont pas encore réalisées les conditions préliminaires d'une révolution ouvrière. Mais les masses de la population intermédiaire, non seulement dans les villages, mais encore dans les villes, sont maintenues par le capitalisme loin en arrière, en retard de plusieurs époques sur le développement historique.

Le paysan de Bavière ou de Bade, encore étroitement attaché au clocher de son village, le petit vigneron français ruiné par la falsification des vins des gros capitalistes, le petit fermier américain obéré et trompé par les banquiers et les députés, toutes ces couches sociales, rejetées

par le capitalisme loin de la grande route du développement historique, sont conviées sur le papier par le régime de la démocratie politique à participer au gouvernement de l'État. En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'État bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste.

Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaldrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi ne s'en serve pas.

Dans le domaine de la dévastation, où non seulement les moyens de production et de transport, mais encore les institutions de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat est obligé de créer un appareil à lui, qui serve avant tout à conserver la cohésion interne de la classe ouvrière elle-même et qui lui donne la faculté d'intervenir révolutionnairement dans le développement ultérieur de l'humanité. Cet appareil, ce sont les Soviets.

Les anciens Partis, les anciennes organisations syndicales se sont manifestés en la personne de leurs chefs, incapables non seulement de décider, mais même de comprendre les problèmes posés par l'époque nouvelle. Le prolétariat a créé un nouveau type d'organisation large, englobant les masses ouvrières indépendamment de la profession et du degré de développement politique, un appareil souple, capable d'un perpétuel renouvellement, d'un perpétuel élargissement, pouvant toujours entraîner dans son orbe des

catégories nouvelles et embrasser les couches des travailleurs voisins du prolétariat de la ville et de la campagne. Cette organisation irremplaçable de la classe ouvrière se gouvernant elle-même, luttant et conquérant finalement le pouvoir politique, a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience; elle constitue la conquête et l'arme la plus puissante du prolétariat de notre époque.

Dans tous les pays où les masses travailleuses vivent d'une vie consciente se forment aujourd'hui et se formeront des

Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans. Fortifier les Soviets, élever leur autorité, les opposer à l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, voilà quel est maintenant le but essentiel des ouvriers conscients et loyaux de tous les pays. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière peut échapper aux éléments de dissolution qui portent dans son sein les souffrances infernales de la guerre, de la famine, de la tyrannie des riches avec la trahison de ses anciens chefs. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière, de la manière la plus sûre et la plus facile, peut parvenir au pouvoir dans tous les pays où les Soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière, maîtresse du pouvoir, gouvernera tous les domaines de la vie économique et morale du pays, comme cela se passe déjà en Russie.

La débâcle de l'État impérialiste, depuis ses formes tsaristes jusqu'aux plus démocratiques, va de pair avec la débâcle du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisés par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait le joug de la bourgeoisie. La destruction de l'unité nationale signifie la destruction inévitable des armées. C'est ce qui arriva d'abord en Russie, puis en Allemagne et en Autriche. C'est encore ce qu'il faut attendre dans les autres pays impérialistes. La révolte du paysan contre le propriétaire, de l'ouvrier contre le capitaliste, de tous les deux contre la bureaucratie monarchiste ou «démocratique» entraîne inévitablement la révolte des soldats contre les officiers, et ensuite une scission caractérisée entre les éléments prolétaires et bourgeois de l'armée elle-même. La guerre impérialiste opposant les nations aux nations s'est changée et se change de plus en plus en guerre civile opposant les classes aux classes.

Les lamentations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ai jamais enregistrée l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile si les coterie d'exploiteurs qui ont conduit l'humanité au bord de l'abîme ne s'opposaient pas à toute progression des travailleurs, n'organisaient pas des complots et des meurtres et ne sollicitaient pas le secours armé de l'étranger pour conserver ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups aux coups de ses agresseurs. Les PC ne suscitent jamais artificiellement la guerre civile, s'efforcent d'en diminuer autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais par-dessus tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les ouvriers, de créer une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'armée rouge de la Russie soviétique qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors, Une armée soviétique est inséparable d'un État soviétique.

Conscients du caractère universel de leur cause, les ouvriers les plus avancés ont tendu, dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé, vers une union internationale de ce mouvement. Les bases en furent posées en 1864 à Londres, par la première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est née l'Allemagne des Hohenzollern, faucha la première Internationale et en même temps donna des Partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces Partis se réunissaient en Congrès à Paris et créaient l'organisation de la 2<sup>e</sup> Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national dans le cadre des États nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail, d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale,

mais y ont renoncé en fait, se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise. Le caractère opportuniste des Partis dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale s'est clairement révélé et a conduit au plus immense krach de l'histoire mondiale au moment précis où le cours des événements historiques réclamait des Partis de la classe ouvrière des méthodes révolutionnaires de lutte. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la 2<sup>e</sup> Internationale en montrant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tiennent des Partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise.

Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconsciente, qui tente de restaurer la 2<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le Parti indépendant en Allemagne, la majorité actuelle du Parti socialiste en France, le Parti ouvrier indépendant d'Angleterre et tous les autres groupes semblables essayent en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens Partis officiels de la 2<sup>e</sup> Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant par tous les moyens l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par-là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des Partis socialistes officiels caducs, nous, communistes, unis dans la 3<sup>e</sup> Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Si la première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si

la deuxième Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la troisième Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'internationale de la réalisation révolutionnaire.

La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du Parti communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétariennes de tous les pays. Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'État bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous!

Sous le drapeau des Soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la 3<sup>e</sup> Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous!



# 2<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

# 1920

Source:

*Thèses, Conditions et Statuts de la III<sup>ème</sup> Internationale, Texte officiel adopté au Deuxième Congrès Mondial de l'IC*, Bibliothèque Communiste Romande, no. 16, Paris, 1920.



# Les tâches principales de l'IC

§1. Le moment actuel du développement du mouvement communiste international est caractérisé par le fait que, dans tous les pays capitalistes, les meilleurs représentants du mouvement prolétarien ont parfaitement compris les principes fondamentaux de l'IC c'est-à-dire: la dictature du prolétariat et le gouvernement des Soviets, et se sont rangés à ses côtés avec un dévouement enthousiaste. Plus important encore est le fait que les plus larges masses du prolétariat des villes et des travailleurs avancés des campagnes manifestent leur sympathie sans réserve pour ces principes essentiels. C'est là un grand pas en avant.

D'autre part, deux fautes ou deux faiblesses du mouvement communiste international, qui croît avec une rapidité extraordinaire, se sont fait remarquer. L'une très grave et qui présente un grand danger immédiat pour la cause de la libération du prolétariat, consiste en ce que certains anciens leaders, certains vieux partis de la 2<sup>e</sup> Internationale en partie inconsciemment sous la pression des masses, en partie consciemment et alors les trompant pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier — annoncent leur adhésion conditionnelle ou sans réserve à la 3<sup>e</sup> Internationale, tout en restant, en fait, dans tout leur travail pratique quotidien, au niveau de la 2<sup>e</sup> Internationale. Cet état de choses est absolument inadmissible. Il introduit parmi les masses un élément de corruption, il empêche la formation ou le développement d'un PC fort, il met en cause le respect dû à la 3<sup>e</sup> Internationale en la menaçant du recommencement des trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes. Une autre faute, beaucoup moins importante et qui est bien plutôt une maladie de croissance du mouvement, est la tendance à «gauche» qui conduit à une appréciation erronée du rôle et de la mission du Parti par rapport à la classe et à la masse, et de l'obligation pour les révolutionnaires communistes de militer dans

les parlements bourgeois et dans les syndicats réactionnaires.

Le devoir des communistes n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais d'en faire ouvertement la critique afin de s'en débarrasser promptement et radicalement. À cette fin, il importe tout d'abord de définir, selon notre expérience pratique, le contenu des notions de dictature du prolétariat et de pouvoir des Soviets; en second lieu, en quoi peut et doit consister dans tous les pays le travail préparatoire, immédiat et systématique, en vue de la réalisation de ces mots d'ordre; et en troisième lieu, quels voies et moyens nous permettent de guérir notre mouvement de ses faiblesses.

## 1. L'essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets

§2. La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige l'accomplissement par le prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, des trois tâches suivantes:

La première consiste à renverser les exploiters et, en premier lieu, la bourgeoisie, leur représentant économique et politique principal; il s'agit de leur infliger une défaite totale, de briser leur résistance, de rendre impossible de leur part toute tentative de restauration du capital et de l'esclavage salarié. La deuxième consiste à entraîner à la suite de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, de son PC, non seulement tout le prolétariat, mais aussi toute la masse des travailleurs exploités par le capital, à les éclairer, à les organiser, à les éduquer, à les discipliner au cours même de la lutte impitoyable et téméraire contre les exploiters, à arracher dans tous les pays capitalistes cette écrasante majorité de la population à la bourgeoisie, à lui inspirer pratiquement confiance en le rôle de directeur du prolétariat de son avant-garde révolutionnaire. La troisième, de neutraliser ou

de réduire à l'impuissance de nuire les inévitables hésitants entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des Soviets, de la classe de petits propriétaires ruraux, industriels et négociants, encore assez nombreux bien que ne formant qu'une minorité de la population et des catégories d'intellectuels, d'employés, etc., gravitant autour de cette classe.

La première et la deuxième tâche exigent chacune des méthodes d'action particulières à l'égard des exploités et des exploiters. La troisième découle des deux premières; elle n'exige qu'une application habile, souple et opportune des méthodes appliquées aux premières et qu'il s'agit d'adapter aux circonstances concrètes.

§3. Dans la conjoncture actuelle, créée dans le monde entier, et surtout dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus éclairés, les plus libres, par le militarisme, l'impérialisme, l'oppression des colonies et des pays faibles, la tuerie impérialiste mondiale et la «paix» de Versailles, la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes et d'une évolution pacifique vers le socialisme, n'est pas seulement un signe de médiocrité petite-bourgeoise: c'est aussi une duperie, la dissimulation de l'esclavage du salariat, la déformation de la vérité aux yeux des travailleurs. La vérité est que la bourgeoisie la plus éclairée, la plus démocratique, ne recule pas devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans à seule fin de sauver la propriété privée des moyens de production. Le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme d'État, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., jusqu'à l'exil ou l'internement de tous les exploiters les plus dangereux et les plus obstinés, sans exception, l'exercice sur leurs milieux d'une stricte surveillance pour la répression des tentatives qu'ils ne manqueront pas de faire dans l'espoir de restaurer l'esclavage capitaliste, telles sont les mesures qui peuvent seules assurer la soumission réelle de la classe entière des exploiters.

D'autre part, l'idée coutumière aux vieux partis et aux vieux leaders de la 2<sup>e</sup> Internationale, que la majorité des travailleurs et des exploités peut, en régime capitaliste, sous

le joug esclavagiste de la bourgeoisie — qui revêt des formes infiniment variées, d'autant plus raffinées et à la fois plus cruelles et plus impitoyables que le pays capitaliste est plus cultivé acquérir une pleine conscience socialiste, la fermeté socialiste, des convictions et du caractère, cette idée, disons-nous, trompe aussi les travailleurs. En fait, ce n'est qu'après que l'avant-garde prolétarienne, soutenue par la seule classe révolutionnaire ou par sa majorité, aura renversé les exploiters, les aura brisés, aura libéré les exploités de leurs servitudes et immédiatement amélioré leurs conditions d'existence au détriment des capitalistes expropriés, — ce n'est qu'alors, et au prix de la plus âpre guerre civile, que l'éducation, l'instruction, l'organisation des plus grandes masses exploitées autour du prolétariat, sous son influence et sa direction pourra se faire et qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leurs vices, leurs faiblesses, leur manque de cohésion, entretenus par le régime de la propriété privée, et de les transformer en une vaste et libre association de libres travailleurs.

§4. Le succès de la lutte contre le capitalisme exige un juste rapport des forces entre le PC comme guide, le prolétariat, la classe révolutionnaire et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Le PC, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il s'assimile tous ses meilleurs représentants, s'il est composé de communistes conscients et dévoués, éclairés et éprouvés par l'expérience d'une longue lutte révolutionnaire, s'il a su se lier indissolublement à toute l'existence de la classe ouvrière et par son intermédiaire à celle de toute la masse exploitée et leur inspirer une pleine confiance, ce parti seul est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale, la plus acharnée, contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un parti semblable que le prolétariat peut annihiler l'apathie et la résistance de la petite aristocratie ouvrière, composée des leaders du mouvement syndical et corporatif corrompus par le capitalisme, et développer toutes ses énergies, infiniment plus grandes que sa force numérique parmi la population, par suite de la structure économique du capitalisme lui-même. Enfin, ce n'est que libérée effectivement du joug du capital et de l'appareil gouvernemental de l'État, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité d'agir librement que la masse, c'est-à-dire la totalité des travailleurs et des exploités organisés dans les Soviets, pourra

développer, pour la première fois dans l'histoire, l'initiative et l'énergie de dizaines de millions d'hommes étouffés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les Soviets seront devenus l'unique mécanisme de l'État, que pourra être assurée la participation effective des masses autrefois exploitées à toute l'administration du pays, participation qui, dans les démocraties bourgeoises les plus éclairées et les plus libres, était impossible quatre-vingt-quinze fois sur cent. Dans les Soviets seuls, la masse des exploités commence à apprendre, non des livres, mais de son expérience pratique, ce qu'est l'édification socialiste, la création d'une nouvelle discipline sociale et de la libre association des travailleurs libres.

## **2. — En quoi doit consister la préparation immédiate de la dictature prolétarienne?**

§5. Le développement actuel du mouvement communiste international est caractérisé par ce fait que dans nombre de pays capitalistes, le travail de préparation du prolétariat à l'exercice de la dictature n'est pas achevé et très souvent n'a pas encore été commencé de façon systématique. Il ne s'ensuit pas que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très prochain; elle est, au contraire, tout ce qu'il y a de plus possible, la situation politique et économique étant extraordinairement riche en matières inflammables et en causes susceptibles de provoquer leur embrasement inopiné un autre facteur de la révolution, en dehors de l'état de préparation du prolétariat, est notamment la crise générale en présence de la quelle se trouvent tous les partis gouvernants et tous les partis bourgeois. Mais il résulte de ce qui a été dit que la tâche actuelle des PC consiste à hâter la révolution, sans toutefois la provoquer artificiellement avant une préparation suffisante; la préparation du prolétariat à la révolution doit être intensifiée par l'action. D'autre part, les cas signalés plus haut dans l'histoire de beaucoup de partis socialistes, obligent de bien veiller à ce que la reconnaissance de la dictature du prolétariat ne puisse pas rester purement verbale.

Pour ces raisons, la tâche principale du PC, du point de vue du mouvement international prolétarien, est à l'heure présente le groupement de toutes les forces communistes éparses, la formation dans chaque pays d'un PC unique (ou le renforcement et le renouvellement des partis

déjà existants) afin de décupler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir sous forme de dictature du prolétariat. L'action socialiste habituelle des groupes et des partis qui reconnaissent la dictature du prolétariat, est loin d'avoir subi cette modification fondamentale, ce renouvellement radical, qui est nécessaire pour qu'on en reconnaisse l'action comme étant bien communiste et comme correspondant aux tâches de la veille de la dictature prolétarienne.

§6. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'interrompt pas la lutte de classe de celui-ci contre la bourgeoisie, mais au contraire, ne fait que la rendre plus large, plus acerbe, plus impitoyable. Tous les groupes, partis, militants du mouvement ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du «centre» etc., se placeront inévitablement, par suite de l'extrême exacerbation de la lutte, soit du côté de la bourgeoisie, soit du côté des hésitants ou (ce qui est plus dangereux) tomberont dans le nombre des amis indésirables du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre la tendance des réformistes et des «centristes», mais aussi la modification du caractère de cette lutte. Celle-ci ne peut pas se limiter à la démonstration du caractère erroné de ces tendances, mais elle doit aussi démasquer inlassablement et impitoyablement tout militant du mouvement ouvrier qui manifestera ces tendances, le prolétariat ne pouvant pas savoir sans cela avec qui il marche à la lutte finale contre la bourgeoisie.

Cette lutte est telle, qu'elle peut changer à tout instant et transformer, comme l'a déjà démontré l'expérience — l'arme de la critique en critique par les armes. Tout manque d'esprit de suite, ou toute faiblesse dans la lutte contre ceux qui se conduisent comme des réformistes ou des «centristes» a pour conséquence un accroissement direct du danger de renversement du pouvoir du prolétariat par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît aux bornés qu'un «désaccord théorique» d'aujourd'hui.

§7. Il est impossible de se limiter à la négation habituelle de principe de toute collaboration avec la bourgeoisie, de tout «coalitionnisme». Une simple défense de la «liberté» et de «l'égalité» avec le maintien de la propriété privée des moyens de production, se transforme dans

les conditions de la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en état d'abolir d'un coup la propriété privée en entier, en «collaboration» avec la bourgeoisie qui sapera directement le pouvoir de la classe ouvrière. Car la dictature du prolétariat signifie l'affermissement gouvernemental et la défense, par tout le système d'État, non pas de «la liberté» pour les exploiters de continuer leur œuvre d'oppression et d'exploitation, non pas de «l'égalité» du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui conserve pour sa jouissance personnelle certains moyens de production créés par le travail de la collectivité) et du pauvre. Ce qui nous paraît jusqu'à la victoire du prolétariat n'être qu'un désaccord sur la question de la «démocratie» deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question qu'il faudra trancher par les armes. Sans transformation radicale de tout le caractère de la lutte contre les «centristes» et les «défenseurs de la «démocratie», la préparation même préalable des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est donc impossible.

§8. La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classes du prolétariat et de la bourgeoisie. Pareille lutte ne peut être victorieuse que lorsque l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne derrière elle l'écrasante majorité ouvrière. La préparation de la dictature du prolétariat exige pour ces raisons, non seulement la divulgation du caractère bourgeois du réformisme et de toute défense de la démocratie impliquant le maintien de la propriété privée sur les moyens de production; non seulement la divulgation des manifestations de tendances, qui signifient en fait la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier; mais elle exige aussi le remplacement des anciens leaders par des communistes dans toutes les formes d'organisation prolétarienne, politiques, syndicales, coopératives, d'éducation, etc...

Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été longue et ferme, dans un pays donné, plus la bourgeoisie a réussi à amener aux postes importants du mouvement ouvrier des hommes éduqués par elle, par ses conceptions, par ses préjugés, très souvent directement ou indirectement achetés par elle. Il est indispensable, et il faut le faire avec cent fois plus de hardiesse qu'on ne l'a fait jusqu'ici, de remplacer ces représentants de l'aristocratie

ouvrière par des travailleurs même inexpérimentés, proches de la masse exploitée et jouissant de sa confiance dans la lutte contre les exploiters. La dictature du prolétariat exigera la désignation de tels travailleurs inexpérimentés aux postes les plus importants du gouvernement, sans quoi le pouvoir de la classe ouvrière restera impuissant et ne sera pas soutenu par la masse.

§9. La dictature du prolétariat est la réalisation la plus complète de la domination de tous les travailleurs et de tous les exploités, opprimés, abrutis, terrorisés, éparpillés, trompés par la classe capitaliste, mais conduits par la seule classe sociale préparée à cette mission dirigeante par toute l'histoire du capitalisme. C'est pourquoi la préparation de la dictature prolétarienne doit être partout et immédiatement commencée, entre autres par les moyens que voici:

Dans toutes les organisations sans exception, — syndicats, unions, etc. — prolétariennes d'abord et ensuite non prolétariennes, des masses laborieuses exploitées (qu'elles soient politiques, syndicales, militaires, coopératives, postsecondaires, sportives, etc.), des groupes ou des noyaux communistes doivent être formés, de préférence ouvertement, mais, s'il le faut, clandestinement — ce qui devient obligatoire toutes les fois que leur mise hors la loi et l'arrestation de leurs membres sont à craindre; ces groupes, rattachés les uns aux autres et rattachés au centre du parti échangeant le résultat de leur expérience, s'occupant d'agitation, de propagande et d'organisation, s'adaptent à tous les domaines de la vie sociale, à tous les aspects et à toutes les catégories de la masse laborieuse, doivent procéder par leur travail multiple à leur propre éducation, à celle du parti, de la classe ouvrière et de la masse.

Il est, cependant, de la plus haute importance d'élaborer pratiquement, dans leur développement nécessaire des méthodes d'action, d'une part, contre les leaders ou les représentants autorisés des organisations, complètement corrompus par les préjugés impérialistes et petits-bourgeois (ces leaders, il faut impitoyablement les démasquer et les exclure du mouvement ouvrier) et, d'autre part, à l'égard des masses qui, surtout depuis la tuerie impérialiste, sont disposées à prêter l'oreille à l'enseignement de la nécessité de suivre le prolétariat, seul capable de les tirer de l'esclavage capitaliste. Il convient de savoir

aborder les masses avec patience et circonspection, afin de comprendre les particularités psychologiques de chaque catégorie, de chaque profession, de chaque groupe au sein de cette masse.

§10. Il est un groupe ou fraction de communistes qui mérite tout particulièrement l'attention et la surveillance du Parti: c'est la fraction parlementaire, autrement dit, le groupe des membres du parti élus au parlement (ou aux municipalités, etc.). D'une part, ces tribunes sont aux yeux des couches profondes de la classe laborieuse retardataire ou farcie de préjugés petits-bourgeois, d'une importance capitale; c'est d'ailleurs la raison qui fait que les communistes doivent, du haut de ces tribunes, mener une action de propagande, d'agitation, d'organisation, et expliquer aux masses pourquoi il était nécessaire en Russie (comme il le sera le cas échéant dans tous les pays) la dissolution du Parlement bourgeois par le Congrès pan-russe des Soviets. D'autre part, toute l'histoire de la démocratie bourgeoise a fait de la tribune parlementaire, notamment dans les pays avancés, la principale ou l'une des principales arènes des duperies financières et politiques, de l'arrivisme, de l'hypocrisie, de l'oppression des travailleurs. C'est pourquoi la haine vivace nourrie à l'égard des parlements par les meilleurs représentants du prolétariat est pleinement justifiée. C'est pourquoi les PC et tous les partis adhérents à la 3<sup>e</sup> Internationale (dans les cas surtout où ces partis n'ont pas été créés par suite d'une scission des anciens partis après une lutte longue et acharnée, mais se sont formés par l'adoption souvent nominale d'une nouvelle position par les anciens partis) doivent observer une attitude très rigoureuse à l'égard de leurs fractions parlementaires, c'est-à-dire exiger leur subordination complète au CC du Parti; l'introduction de préférence dans leur composition d'ouvriers révolutionnaires; l'analyse la plus attentive dans la presse du Parti et aux réunions de celui-ci, des discours des parlementaires du point de vue de leur attitude communiste; la désignation des parlementaires pour l'action de propagande parmi les masses, l'exclusion immédiate de tous ceux qui manifesteraient une tendance vers la 2<sup>e</sup> Internationale, etc.

§11. Un des obstacles les plus graves au mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-

value du capital financier, etc., le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution; elle est, par-dessus tout, pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable «point d'appui» social de la 2<sup>e</sup> Internationale des réformistes et des «centristes» et elle est bien près, à l'heure actuelle, d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable, du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité, qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience) donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat. Tous les partis adhérent à la 3<sup>e</sup> Internationale doivent, coûte que coûte, donner corps dans la vie à ce mot d'ordre, «plus profondément dans les masses, plus étroitement avec les masses» en comprenant par masse tout l'ensemble des travailleurs et des exploités par le capital et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation.

Le prolétariat ne devient révolutionnaire qu'autant qu'il ne s'enferme pas dans les cadres d'un étroit corporatisme et que pour autant qu'il agit dans toutes les manifestations et tous les domaines de la vie sociale, comme le chef de toute la masse laborieuse et exploitée. La réalisation de sa dictature est impossible sans la préparation et sans la résolution de consentir aux pertes les plus grandes au nom de la victoire sur la bourgeoisie. Et sous ce rapport l'expérience de la Russie a une importance pratique de principe. Le prolétariat russe n'aurait pas pu réaliser sa dictature, n'aurait pas pu conquérir la sympathie et la confiance générale de toute la masse ouvrière, s'il n'avait pas fait preuve de plus d'esprit de sacrifice et s'il n'avait pas plus profondément souffert de la faim que toutes les autres couches de cette masse, aux heures les plus difficiles des attaques, des guerres, du blocus de la bourgeoisie mondiale.

L'appui le plus complet et le plus dévoué du PC et du prolétariat d'avant-garde est tout particulièrement nécessaire à l'égard de tout mouvement gréviste large, violent, considérable, qui est seul en état, sous l'oppression du capital, de réveiller véritablement, d'ébranler et

d'organiser les masses, de leur inspirer une confiance pleine et entière en le rôle directeur du prolétariat révolutionnaire. Sans une semblable préparation, aucune dictature du prolétariat n'est possible, et les hommes capables de prendre fait et cause contre les grèves comme le font Kautsky en Allemagne et Turati en Italie ne doivent pas être tolérés au sein de Partis qui se rattachent à la 3<sup>e</sup> Internationale. Ceci concerne certainement plus encore les leaders parlementaires et trade-unionistes qui, à tout moment, trahissent les ouvriers, en leur enseignant par la grève le réformisme et non la révolution (exemples: Jouhaux en France, Gompers en Amérique, G.-H. Thomas en Angleterre).

§12. Pour tous les pays, même pour les plus «libres», les plus «légaux», les plus «pacifiques» au sens de la plus faible exacerbation de la lutte de classe, le moment est venu où il est d'une nécessité absolue pour tout PC, d'unir l'action légale et illégale, l'organisation légale et l'organisation clandestine. Car dans les pays les plus cultivés et les plus libres, ceux du régime bourgeois démocratique le plus «stable», les gouvernements, en dépit de leurs déclarations mensongères et cyniques, établissent déjà de secrètes listes noires de communistes, violent à tout instant leur propre constitution en soutenant plus ou moins secrètement les gardes blancs et l'assassinat des communistes dans tous les pays, préparent dans l'ombre les arrestations des communistes, introduisent parmi eux des provocateurs, etc., etc..., il n'est que le plus réactionnaire esprit petit-bourgeois, quelle que soit la beauté des phrases «démocratiques» et pacifiques dont il se pare, qui puisse nier ce fait et la conclusion obligatoire qui en découle: la formation immédiate par tous les PC légaux d'organisations clandestines en vue de l'action illégale, organisations qui seront prêtes pour le jour où la bourgeoisie se mettra à traquer les communistes. Une action illégale dans l'armée, dans la flotte, dans la police est de la plus haute importance; depuis la grande guerre impérialiste tous les gouvernements du monde ont pris peur de l'armée populaire et ont eu recours à tous les procédés imaginables pour constituer des unités militaires avec des éléments spécialement triés parmi la bourgeoisie et armés des engins meurtriers les plus perfectionnés.

Il est d'autre part également nécessaire dans tous les cas, sans exception, de ne pas se borner

à une action illégale, mais aussi de poursuivre l'action légale en surmontant à cet effet toutes les difficultés, en fondant des journaux légaux et des organisations légales sous les désignations les plus différentes, et le cas échéant en changeant fréquemment leurs dénominations. Ainsi agissent les PC illégaux en Finlande, en Hongrie, en Allemagne et dans une certaine mesure, en Pologne, Lithuanie, etc. Ainsi doivent agir les travailleurs industriels du Monde (IWW) en Amérique, et devront agir tous les autres PC légaux, au cas où il plairait aux procureurs de leur intenter des poursuites pour la seule acceptation des résolutions des Congrès de l'IC, etc.

L'absolue nécessité d'unir l'action légale et illégale n'est pas déterminée en principe par l'ensemble des conditions de l'époque que nous traversons, période de veille de dictature prolétarienne, mais par le besoin de montrer à la bourgeoisie qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir de domaines et de champ d'action que n'aient pas conquis les communistes, et aussi parce qu'il existe encore partout de profondes couches du prolétariat, et dans des proportions plus vastes encore une masse laborieuse et exploitée non prolétarienne, qui font toujours confiance à la légalité bourgeoise démocratique, et qu'il est très important pour nous de dissuader.

§13. L'état de la presse ouvrière dans les pays capitalistes les plus avancés montre de façon éclatante le mensonge de la liberté et de l'égalité en démocratie bourgeoise, de même que la nécessité d'unir systématiquement l'action légale et illégale. Tant dans l'Allemagne vaincue que dans l'Amérique victorieuse, toutes les forces de l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie et toute l'astuce des rois de l'or sont mises en mouvement pour dépouiller les ouvriers de leur presse: poursuites judiciaires et arrestations (ou assassinat commis par des spadassins) des rédacteurs, confiscation des envois postaux, confiscation du papier, etc., etc. Et tout ce qui est nécessaire à un journal quotidien en fait d'information se trouve entre les mains des agences télégraphiques bourgeoises, les annonces sans lesquelles un grand journal ne peut pas couvrir ses frais sont à la «libre» disposition des capitalistes. En résumé, la bourgeoisie, par le mensonge, par la pression du capital et de l'État bourgeois, dépouille le prolétariat révolutionnaire de sa presse.



Pour lutter contre cet état de choses, les PC doivent créer un nouveau type de presse périodique destiné à la diffusion en masse parmi les ouvriers, comportant: 1) Des publications légales qui apprendraient, sans se déclarer communistes et sans parler de leur dépendance du parti, à tirer parti des moindres possibilités légales, comme les bolchéviks l'ont fait sous le tsarisme après 1905; 2) des tracts illégaux, ne fût-ce que d'un format minime, paraissant irrégulièrement, mais imprimés par les ouvriers dans un grand nombre de typographies (clandestinement, ou si le mouvement s'est renforcé, par la mainmise sur les typographies) donnant au prolétariat une information libre, révolutionnaire, et des mots d'ordre révolutionnaires.

Sans une bataille révolutionnaire, qui entraînera les masses, pour la liberté de presse communiste, la préparation de la dictature du prolétariat est impossible.

### **3. — Modification de la ligne de conduite, et partiellement, de la composition sociale des partis adhérant et désireux d'adhérer à l'IC**

§14. Le degré de préparation du prolétariat des pays les plus importants, au point de vue de l'économie et de la politique mondiales, à la réalisation de la dictature ouvrière se caractérise avec le plus d'objectivité et d'exactitude, par le fait que les partis les plus influents de la 2<sup>e</sup> Internationale, tels que le parti socialiste français, le parti social-démocrate indépendant allemand, le parti ouvrier indépendant anglais, le parti socialiste américain sont sortis de cette Internationale jaune et ont décidé, sous condition, d'adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale. Il est ainsi prouvé que l'avant-garde n'est pas seule, que la majorité du prolétariat révolutionnaire a commencé, persuadée par toute la marche des événements, à passer de notre côté. L'essentiel maintenant est de savoir achever ce passage et solidement affermir par l'organisation ce qui a été obtenu, afin qu'il soit possible d'aller de l'avant sur toute la ligne sans la moindre hésitation.

§15. Toute l'activité des partis précités (auxquels il faut encore ajouter le parti socialiste suisse si le télégramme nous informant de sa décision d'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale est exact) prouve (et n'importe quelle publication de

ces partis le confirme indubitablement), qu'elle n'est pas encore communiste et va fréquemment à l'encontre des principes fondamentaux de la 3<sup>e</sup> Internationale en reconnaissant la démocratie bourgeoise au lieu de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste.

Pour ces raisons le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare qu'il ne considère pas comme possible de reconnaître immédiatement ces partis; qu'il confirme la réponse faite par le CEIC aux indépendants allemands qu'il confirme son consentement d'entrer en pourparlers avec tout parti qui sortira de la 2<sup>e</sup> Internationale et qui exprimera le désir de se rapprocher de la 3<sup>e</sup> Internationale; qu'il accorde voix consultative aux délégués de ces partis à tous ses Congrès et Conférences; qu'il pose les conditions suivantes pour l'union complète de ces partis (et partis similaires) avec l'IC:

1) Publication de toutes les décisions de tous les Congrès de l'IC et du CEIC dans toutes les éditions périodiques du parti;

2) Examen de ces dernières à des réunions spéciales de toutes les organisations locales du Parti;

3) Convocation, après cet examen, d'un Congrès spécial du parti afin d'en exclure les éléments qui continuent à agir dans l'esprit de la 2<sup>e</sup> Internationale. Ce Congrès devra être convoqué aussi vite que possible dans un délai maximum de quatre mois après le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC;

4) Expulsion du parti de tous les éléments qui continuent à agir dans l'esprit de la 2<sup>e</sup> Internationale;

5) Passage de tous les organes périodiques du parti aux mains de rédacteurs exclusivement communistes;

6) Les partis qui voudraient adhérer maintenant à la 3<sup>e</sup> Internationale mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique doivent préalablement veiller à ce que les deux tiers des membres de leur CC et des institutions centrales les plus importantes soient composées de camarades qui, déjà avant le 2<sup>e</sup> Congrès, s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la 3<sup>e</sup> Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du CEIC. Le CEIC se réserve aussi le droit de faire des exceptions en ce qui concerne les représentants de la tendance centriste mentionnés au §7;



7) Les membres du Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'IC doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

Le 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale doit charger son CEIC d'accepter formellement les partis précités et similaires en ayant soin de vérifier au préalable l'exécution en fait de ces clauses et le caractère communiste de l'activité du Parti.

§16. En ce qui concerne l'adhésion des communistes qui forment la minorité actuelle parmi les militants responsables des partis précités et similaires, le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC décide que par suite de l'allure rapide du développement actuel de l'esprit révolutionnaire des masses la sortie des communistes de ces partis n'est pas désirable, aussi longtemps qu'ils auront la possibilité d'y mener une action dans le sens de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste, de critiquer les opportunistes et les centristes qui y demeurent encore.

Toutefois lorsque l'aile gauche d'un parti centriste aura acquis une force suffisante elle pourra, si elle le juge utile au développement du communisme, quitter le parti en bloc et former un PC.

En même temps le 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale approuve également l'adhésion des groupes et organisations communistes ou sympathisant au communisme au Labour Party anglais bien que ce dernier ne soit pas encore sorti de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Aussi longtemps que ce Parti laissera à ses organisations leur liberté actuelle de critique, d'action, de propagande, d'agitation et d'organisation pour la dictature du prolétariat et pour le pouvoir soviétiste, aussi longtemps qu'il conservera son caractère d'union de toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière, les communistes doivent faire toutes les tentatives et aller jusqu'à certains compromis afin d'avoir la possibilité d'exercer une influence sur les grandes masses des travailleurs, de dénoncer leurs chefs opportunistes du haut des tribunes en vue des masses, de hâter le passage du pouvoir politique des mains des représentants directs de la bourgeoisie aux mains des lieutenants ouvriers de la classe ouvrière pour délivrer au plus tôt les masses des dernières illusions à ce sujet.

§17. En ce qui concerne le parti socialiste italien le 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale reconnaissant que la révision du programme voté l'année dernière par ce parti dans son Congrès de Bologne marque une étape très importante dans sa transformation vers le communisme, et que les propositions présentées par la section de Turin au Conseil général du parti publiées dans le journal *l'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920 correspondent à tous les principes fondamentaux de la 3<sup>e</sup> Internationale, prie le parti socialiste italien d'examiner, dans le prochain congrès qui doit être convoqué en vertu des statuts du parti et des dispositions générales sur l'admission à la 3<sup>e</sup> Internationale, les susdites propositions et toutes les décisions des deux Congrès de l'IC, particulièrement au sujet de la fraction parlementaire, des syndicats et des éléments non communistes du parti.

Le 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale considère comme inadéquates les conceptions sur les rapports du parti avec la classe ouvrière et avec la masse, sur la participation facultative des PC à l'action parlementaire et à l'action des syndiquais réactionnaires, qui ont été amplement réfutées dans les résolutions spéciales du présent Congrès, après avoir été surtout défendues par le parti ouvrier communiste allemand et quelque peu par le «PC suisse», par l'organe du Bureau viennois de l'IC pour l'Europe Orientale, *Communismus*, par quelques camarades hollandais, par certaines organisations communistes d'Angleterre, dont la «Fédération ouvrière socialiste» etc., ainsi que par les «IWW» d'Amérique et par les Shop Stewards Committees d'Angleterre, etc., etc.

Néanmoins le 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale croit possible et désirable la réunion à la 3<sup>e</sup> Internationale de celles de ces organisations qui n'y ont pas encore officiellement adhéré, car dans le cas présent, et surtout à l'égard des «Shop Stewards Committees» anglais, nous nous trouvons en présence d'un profond mouvement prolétarien, qui se tient en fait sur le terrain des principes fondamentaux de l'IC. Dans de telles organisations les conceptions erronées sur la participation à l'action des Parlements bourgeois s'expliquent moins par le rôle des éléments issus de la bourgeoisie qui apportent leurs conceptions, d'un esprit au fond petit-bourgeois, telles que le sont souvent celles des anarchistes, que par l'inexpérience politique des

prolétaires vraiment révolutionnaires et liés avec la masse.

Le 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale prie, pour ces raisons, toutes les organisations et tous les groupes communistes des pays anglo-saxons de poursuivre, même au cas où les «IWW» et les «Shop Stewards Committees» ne se rattacheraient pas immédiatement à la 3<sup>e</sup> Internationale, une politique de relations plus amicales avec ces organisations, de rapprochement avec elles et avec les masses qui sympathisent avec elles en leur faisant comprendre amicalement du point de vue de l'expérience de toutes les révolutions et surtout des trois révolutions russes du 20<sup>e</sup> siècle, le caractère erroné de leurs conceptions, et en réitérant les tentatives de fusion avec ces organisations dans un PC unique.

§19. Le Congrès attire l'attention de tous les camarades, surtout des pays romans et anglo-saxons, sur ce fait: depuis la guerre une profonde division d'idées se produit parmi les anarchistes du monde entier au sujet de l'attitude à observer vis-à-vis de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste. Dans ces conditions, parmi les éléments prolétariens qui ont souvent été poussés à l'anarchisme par la haine pleinement justifiée de l'opportunisme et du réformisme de la 2<sup>e</sup> Internationale, on observe une compréhension particulièrement exacte de ces principes, et qui ne fait que s'étendre davantage au fur et à mesure que l'expérience de la Russie, de la Finlande, de la Hongrie, de la Lithuanie, de la Pologne et de l'Allemagne est mieux connue.

Pour ces raisons le Congrès croit du devoir de tous les camarades de soutenir par tous les moyens le passage de tous les éléments prolétariens de masses de l'anarchisme à la 3<sup>e</sup> Internationale.

Le Congrès considère que le succès de l'action des partis vraiment communistes doit être apprécié entre autres, dans la mesure où ils auront réussi à attirer à eux tous les éléments vraiment prolétariens de l'anarchisme.

# Conditions d'admission des partis dans l'IC

Le premier Congrès constituant de l'IC n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des partis dans la 3<sup>e</sup> Internationale. Au moment où eut lieu son 1<sup>er</sup> Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.

Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de tendances et de groupes, des partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la 2<sup>e</sup> Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'IC s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La 2<sup>e</sup> Internationale est irrémédiablement défaite. Les Partis intermédiaires et les groupes du «centre» voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'IC, tous les jours, plus forte, en espérant conserver cependant une «autonomie» qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou «centriste». L'IC est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du «centre» d'adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale nous confirme indirectement que l'IC a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'IC est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2<sup>e</sup> Internationale.

En outre, certains partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour

relever la tête et saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la 2<sup>e</sup> Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des Soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le 2<sup>e</sup> Congrès International croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux partis et indiquer par la même occasion aux partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes:

§1. La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la 3<sup>e</sup> Internationale. Les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant fait leurs preuves de dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur pour tout ouvrier, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au CC du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité mésusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la 3<sup>e</sup> Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et

impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

§2. Toute organisation désireuse d'adhérer à l'IC doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les «centristes» et les remplacer par des communistes éprouvés, sans crainte d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.

§3. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de loi d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

§4. Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile, par suite de lois d'exceptions, elle doit être menée illégalement; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la 3<sup>e</sup> Internationale.

§5. Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

§6. Tout Parti désireux d'appartenir à la 3<sup>e</sup> Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation «démocratique» de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

§7. Les partis désireux d'appartenir à l'IC ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'IC exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'IC ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Macdonald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la 3<sup>e</sup> Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la 3<sup>e</sup> Internationale à la 2<sup>e</sup>.

Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la 3<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de «ses» impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

Tout Parti désireux d'appartenir à l'IC doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera

de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du «centre». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.

§10. Tout Parti appartenant à l'IC a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'International des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'IC.

§11. Les partis désireux d'appartenir à l'IC ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles, mais en fait, au CC du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

§12. Les partis appartenant à l'IC doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. À l'époque actuelle de guerre civile acharnées, le PC ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée: si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.

§13. Les PC des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petits-bourgeois.

§14. Les partis désireux d'appartenir à l'IC doivent soutenir sans réserve toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes.

§15. Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'IC Il est de règle que les

programmes des Partis affiliés à l'IC soient confirmés par le Congrès Mondial ou par le CEIC Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler le Congrès de l'IC.

§16. Toutes les décisions des Congrès de l'IC de même que celles du CEIC, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'IC Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale doit être beaucoup plus centralisée que ne l'était la 2<sup>e</sup> Internationale.

L'IC et son CEIC doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

§18. Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'IC doivent modifier leur appellation. Tout Parti désireux d'adhérer à l'IC doit s'intituler Parti Communiste de... (Section de la 3<sup>e</sup> IC). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité; elle a aussi une importance politique considérable. L'IC a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les PC et les vieux partis «social-démocrates» ou «socialistes» officiels, qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière, soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

§18. Tous les organes dirigeants de la presse des partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du CEIC.

§19. Tous les Partis appartenant à l'IC ou sollicitant leur adhésion, sont obligés de convoquer (aussi vite que possible) dans un délai de 4 mois après le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC au plus tard, un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC soient connues de toutes les organisations locales.

§20. Les partis qui voudraient maintenant adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique doivent préalablement veiller à ce que les deux tiers des membres de leur CC et des institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2<sup>e</sup> Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la 3<sup>e</sup> Internationale.

Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du CEIC. Le CEIC se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le §7.

§21. Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'IC doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

## Résolution sur le rôle du PC dans la révolution prolétarienne

Le prolétariat est à la veille d'une lutte décisive. L'époque à laquelle nous vivons est une époque d'action directe contre la bourgeoisie. L'heure décisive approche. Bientôt, dans tous les pays où il y a un mouvement ouvrier conscient, la classe ouvrière aura à livrer une série de combats acharnés auxquels, les armes à la main. Plus que jamais, en ce moment, la classe ouvrière a besoin d'une solide organisation. Infatigablement la classe ouvrière doit désormais se préparer à cette lutte, sans perdre une seule heure d'un temps précieux.

Si la classe ouvrière, pendant la Commune de Paris (en 1871) avait eu un PC solidement organisé, bien que peu nombreux, la première insurrection de l'héroïque prolétariat français aurait été plus forte et elle aurait évité bien des erreurs et bien des fautes. Les batailles que le prolétariat aura maintenant à livrer, dans des conjonctures historiques toutes différentes, auront des résultats beaucoup plus graves qu'en 1871.

Le 2<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC signale donc aux ouvriers révolutionnaires du monde entier l'importance de ce qui suit:

§1. Le PC est la fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, la plus révolutionnaire. Il se crée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le communiste n'a pas d'intérêts différents de de la classe ouvrière. Le PC ne diffère de grande masse des travailleurs qu'en ce qu'il envisage la mission historique de la classe ouvrière dans son entier et s'efforce, à tous les tournants de la route de défendre non les intérêts de quelques groupes ou de quelques professions, mais ceux

de toute la classe ouvrière. Le PC constitue la force organisatrice et à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de classe ouvrière dirige, dans le bon chemin, les masses du prolétariat et du demi-prolétariat.

§2. Tant que le pouvoir gouvernemental n'est pas conquis par le prolétariat et tant que ce dernier n'a pas affermi, une fois pour toutes, sa domination et prévenu toute tentative de restauration bourgeoise, le PC n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité ouvrière. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans l'époque de transition, le PC peut, grâce à des circonstances favorables, exercer une influence *idéologique* et *politique* incontestable sur toutes les couches prolétariennes et à demi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les réunir, organisées, dans ses rangs. Ce n'est que lorsque la dictature prolétarienne aura privé la bourgeoisie de moyens d'actions aussi puissants que la presse, l'école, le Parlement, l'Église, l'administration, etc., ce n'est que lorsque la défaite définitive du régime bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, — que tous les ouvriers, ou du moins la plupart, commenceront à entrer dans les rangs du PC.

§3. Les notions de Parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin. Les membres des syndicats «chrétiens» et libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui se rangent encore à la suite de Scheidemann, de Gompers et consorts lui appartiennent aussi. Dans de telles conditions historiques, il est très possible que de nombreuses tendances réactionnaires se fassent jour dans la classe ouvrière. La tâche du

communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière, mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre ces deux notions de *Parti* et de *classe* peut conduire aux fautes et aux malentendus les plus graves. Il est, par exemple, évident que les partis ouvriers devaient, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une portion de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste, s'insurger à tout prix contre ces préjugés et cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat qui mettaient son Parti dans l'obligation de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les partis socialistes de tous les pays, soutenant «leurs» bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oubliaient, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, c'eût été plutôt la tâche du Parti prolétarien de réagir contre la mentalité ouvrière générale et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi au commencement du 20<sup>e</sup> siècle les menchéviks russes (qui se nommaient alors économistes) répudiaient la lutte ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble, n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique.

C'est ainsi que les indépendants de droite, en Allemagne, justifiaient toujours leurs demi-mesures en disant qu'il fallait comprendre avant tout les désirs des masses et ne comprenaient pas eux-mêmes que le Parti est destiné à marcher en avant des masses et à leur montrer le chemin.

§4. L'IC est absolument convaincue que la faillite des anciens partis «social-démocrates» de la 2<sup>e</sup> Internationale ne peut, en aucun cas, considérée comme la faillite des Partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau Parti prolétarien mondial: le Parti communiste.

§5. L'IC répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son Parti politique. Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. C'est

pourquoi le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis et possédant un programme d'action susceptible d'être appliqué, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être considérée non comme épisode, mais comme le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat.

La même lutte de classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un Parti politique. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivaut à répudier le commandement unique des contingents du prolétariat agissant sur des points différents. La lutte de classe prolétarienne exige une agitation concentrée, éclairait les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment, toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui l'intéressent dans son entier. Cela ne peut être réalisé que par un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un Parti politique.

La propagande de certains syndicalistes révolutionnaires et des adhérents du mouvement industrialiste du monde entier (IWW) contre la nécessité d'un parti politique se suffisant à lui-même n'a aidé et n'aide, à parler objectivement, que la bourgeoisie et les «social-démocrates» contre-révolutionnaires. Dans leur propagande contre un PC qu'ils voudraient remplacer par des syndicats ou par des unions ouvrières de formes peu définies et trop vastes, les syndicalistes et les industrialistes ont des points de contact avec des opportunistes avérés.

Après la défaite de la révolution de 1905 les mencheviks russes propagèrent pendant quelques années l'idée d'un congrès ouvrier (ainsi le nommaient-ils) qui devait remplacer le parti révolutionnaire de la classe ouvrière; les «travailleurs jaunes» de toutes sortes en Angleterre et en Amérique veulent remplacer le parti politique par d'informes unions ouvrières, et ils inventent en même temps une tactique politique absolument bourgeoise. Les syndicalistes révolutionnaires et industrialistes



veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent comment s'y prendre. Ils ne remarquent pas qu'une classe ouvrière sans parti politique est un corps sans tête. Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme ne marquent un pas fait en avant que par rapport à l'ancienne idéologie inerte et contre-révolutionnaire de la 2<sup>e</sup> Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire au communisme, le syndicalisme et l'industrialisme marquent un pas en arrière. La déclaration des communistes «de la gauche allemande KAPD» (programme élaboré par leur congrès constituant d'avril dernier) disant qu'ils forment un parti, mais «non pas un parti dans le sens courant du mot, (*keine Partei im iiberlieferten Sinne*) est une capitulation devant l'opinion syndicaliste et industrialiste, qui est en fait réactionnaire.

Mais ce n'est pas par la grève générale, par la tactique des bras croisés que la classe ouvrière peut remplacer la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela doit aussi comprendre qu'un parti politique organisé est nécessaire et que d'informes unions ouvrières ne peuvent pas en tenir lieu.

Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité résolue de la classe ouvrière que l'on demande, cette minorité qui est communiste et qui a un programme, qui veut organiser la lutte des masses, *c'est bien le Parti communiste*.

§6. La tâche la plus importante d'un parti réellement communiste est de rester toujours en contact étroit avec les organisations prolétariennes les plus larges. Pour arriver à cela les communistes peuvent et doivent prendre part à des groupes qui, sans être des groupes de parti, englobent de grandes masses prolétariennes. Tels sont par exemple ceux que l'on connaît sous le nom d'organisation d'invalides dans divers pays, de comités «Ne touchez pas à la Russie» (*Hands off Russia*) en Angleterre, les unions prolétariennes de locataires, etc. Nous avons ici l'exemple russe des conférences d'ouvriers et de paysans qui se déclarent «étrangères» aux partis (*bezpartinii*). Des associations de ce genre seront bientôt organisées dans chaque ville, dans chaque quartier ouvrier et aussi dans les campagnes. À ces associations prennent part les plus larges masses comprenant même des travailleurs

arriérés. On mettra à l'ordre du jour les questions les plus intéressantes: approvisionnement habitation, questions militaires, enseignement, tâche politique du moment présent, etc... Les communistes doivent avoir de l'influence dans ces associations et cela aura les résultats les plus importants pour le parti.

Les communistes considèrent comme leur tâche principale un travail systématique d'éducation et d'organisation au sein de ces organisations. Mais précisément pour que ce travail soit fécond, pour que les ennemis du prolétariat révolutionnaire ne puissent s'emparer de ces organisations, les travailleurs avancés, communistes, doivent avoir leur parti d'action organisée, sachant défendre le communisme dans toutes les conjonctures et en présence de toutes les éventualités.

§7. Les communistes ne s'écarteront jamais des organisations ouvrières politiquement neutres, même quand elles revêtent un caractère évidemment réactionnaire (unions jaunes, unions chrétiennes, etc.). Au sein de ces organisations, le PC poursuit constamment son œuvre propre, démontrant infatigablement aux ouvriers que la neutralité politique est sciemment cultivée parmi eux par la bourgeoisie et par ses agents afin de détourner le prolétariat de la lutte organisée pour le socialisme.

§8. L'ancienne subdivision classique du mouvement ouvrier en trois formes (partis, syndicats, coopératives) a fait son temps. La révolution prolétarienne en Russie a suscité la forme essentielle de la dictature prolétarienne, les Soviets. La nouvelle division que nous mettons partout en valeur est celle-ci: 1) le Parti, 2) le Soviet, 3) le Syndicat.

Mais le travail dans les Soviets, de même que dans les syndicats d'industrie devenus révolutionnaires doit être invariablement et systématiquement dirigé par le parti du prolétariat, c'est-à-dire par le PC Avant-garde organisée de la classe ouvrière, le PC répond également aux besoins économiques, politiques et spirituels de la classe ouvrière toute entière. Il doit être l'âme des syndicats et des Soviets ainsi que de toutes les autres formes d'organisation prolétarienne.

L'apparition des Soviets, forme historique principale de la dictature du prolétariat, ne diminue nullement le rôle dirigeant du PC dans la révolution prolétarienne. Quand les

communistes allemands de «gauche» (voir leur manifeste au prolétariat allemand, du 14 avril 1920 signé par «le Parti ouvrier communiste allemand») déclarent que le «parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée soviétiste et se prolétarianiser» (*Kommunistische Arbeiterzeitung*, No 54) nous ne voyons là qu'une expression insinuante de cette idée que le PC doit se fondre dans les Soviets et que les Soviets peuvent le remplacer.

Cette idée est profondément erronée et réactionnaire.

L'histoire de la révolution russe nous montre à un certain moment les Soviets allant à l'encontre du parti prolétarien et soutenant les agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne. Et cela est aussi possible dans les autres pays.

Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence d'un PC assez fort pour ne pas «s'adapter» aux Soviets, mais pour exercer sur eux une influence décisive, les contraindre à «ne pas s'adapter» à la bourgeoisie et à la social-démocratie officielle, les conduire par le moyen de cette fraction communiste, est au contraire nécessaire.

§9. Le PC n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière *avant et pendant* la conquête du pouvoir, mais encore *après celle-ci*. L'histoire du PC russe, qui détient depuis trois ans le pouvoir, montre que le rôle du PC, loin de diminuer depuis la conquête du pouvoir, s'est considérablement accru.

§10. Au jour de la conquête du pouvoir par le prolétariat, le parti du prolétariat ne constitue pourtant qu'une fraction de la classe des travailleurs. Mais c'est la fraction qui a organisé la victoire. Pendant vingt ans, comme nous l'avons vu en Russie, depuis une suite d'années, comme nous l'avons vu en Allemagne, le PC lutte non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre ceux d'entre les socialistes qui ne font en réalité que manifester l'influence des idées bourgeoises sur le prolétariat; le PC s'est assimilé les militants les plus stoïques, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. Et l'existence d'une semblable organisation prolétarienne permet de surmonter toutes les difficultés auxquelles se heurte le PC dès le lendemain de sa victoire. L'organisation d'une nouvelle armée rouge prolétarienne, l'abolition effective du mécanisme bourgeois et la création des premiers linéaments de l'appareil

gouvernemental prolétarien, la lutte contre les tendances corporatives de certains groupements ouvriers, la lutte contre le patriotisme régional et l'esprit de clocher, les efforts en vue de susciter une nouvelle discipline du travail, — autant de domaines où le PC, dont les membres entraînent par leur vivant exemple les masses ouvrières doit dire le mot décisif.

§11. La nécessité d'un parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales. Dans la marche du communisme vers la victoire définitive, il est possible que le rapport spécifique qui existe entre les trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne contemporaine (Partis, Soviets, Syndicats d'industrie) soit modifié et qu'un type unique, synthétique, d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le PC ne se résoudra complètement au sein de la classe ouvrière que lorsque le communisme cessera d'être l'enjeu de la lutte sociale, lors que la classe ouvrière sera, tout entière devenue communiste.

§12. Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC doit non seulement confirmer le parti dans sa mission historique, mais encore indiquer au prolétariat international tout au moins les lignes essentielles du parti qui nous est nécessaire.

§13. L'IC est d'avis que surtout à l'époque de la dictature du prolétariat le PC doit être basé sur une inébranlable centralisation prolétarienne. Pour diriger efficacement la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre, devenue imminente, le PC doit établir en son sein une discipline de fer, une discipline militaire. L'expérience du PC russe qui a, pendant trois ans, dirigé avec succès la classe ouvrière à travers les péripéties de la guerre civile, a montré que sans la plus forte discipline, sans une centralisation achevée, sans une confiance absolue des adhérents envers le centre directeur du parti, la victoire des travailleurs est impossible.

§14. Le PC doit être basé sur une centralisation démocratique. La constitution, par voie d'élection, des comités secondaires, la soumission obligatoire de tous les comités au comité qui leur est supérieur et l'existence d'un centre muni de pleins pouvoirs, dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle entre les congrès du parti, être contestée par personne, tels sont les principes essentiels de la centralisation démocratique.

§15. Toute une série de PC, en Europe et en Amérique, sont rejetés par l'état de siège en dehors de la légalité. Il convient de se rappeler que le principe électif peut avoir à souffrir, dans ces conditions, quelques atteintes et qu'il peut être nécessaire d'accorder aux organes directeurs du parti le droit de coopter des membres nouveaux. Il en fut ainsi naguère en Russie. Durant l'état de siège le PC ne peut évidemment pas avoir recours au referendum démocratique, toutes les fois qu'une question grave se pose (comme l'aurait voulu un groupe de communistes américains) il doit au contraire donner à son centre dirigeant la possibilité et le droit de décider promptement au moment opportun, pour tous les membres du parti.

§16. La revendication d'une large «autonomie» pour les groupes locaux du parti ne peut en ce moment qu'affaiblir les rangs du PC, diminuer sa capacité d'action et favoriser le développement des tendances anarchistes et petites-bourgeoises contraires à la centralisation.

§17. Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie ou par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les PC doivent apprendre à juxtaposer systématiquement l'action légale et l'action clandestine. Cette dernière doit toujours contrôler effectivement la première. Les groupes parlementaires communistes, de même que les fractions communistes opérant au sein des diverses institutions de l'État, tant centrales que locales, doivent être entièrement subordonnées au PC — quelle que soit la situation, légale ou non, du parti. Les mandataires qui, de façon ou d'autre, ne se soumettent pas au parti doivent en être exclus. La presse légale (journaux, éditions diverses) doit dépendre en tout et pour tout de l'ensemble du parti et de son CC

§18. Dans toute action organisatrice du parti et des communistes, la pierre angulaire doit être posée par l'organisation d'un noyau communiste partout où l'on trouve quelques prolétaires et quelques demi-prolétaires. Dans tout Soviet, dans tout syndicat, dans toute coopérative, dans tout atelier, dans tout comité de locataires, dans toute institution où trois personnes sympathisent avec le communisme, un noyau communiste doit être immédiatement organisé. L'organisation communiste est la seule porte permettant à l'avant-garde de la classe ouvrière

d'entraîner derrière elle toute la classe ouvrière. Tous les noyaux communistes agissant parmi des organisations politiquement neutres sont absolument subordonnés au parti dans son ensemble, que l'action du parti soit légale ou clandestine. Les noyaux communistes doivent être classés dans une stricte dépendance réciproque, à établir de la façon la plus précise.

§19. Le PC naît presque toujours dans les grands centres, parmi les travailleurs de l'industrie urbaine. Pour assurer à la classe ouvrière la victoire la plus facile et la plus rapide, il est indispensable que le PC ne soit pas exclusivement un parti urbain. Il doit s'étendre aussi dans les campagnes et, à cette fin, se consacrer à la propagande et à l'organisation des journaliers agricoles, des paysans pauvres et moyens. Le PC doit poursuivre avec un soin particulier l'organisation de noyaux communistes dans les villages.

L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si cette façon d'envisager le rôle du PC est admise dans tous les pays où vivent et luttent des communistes. L'IC invite tous les syndicats acceptant les principes de la 3<sup>e</sup> Internationale à rompre avec l'Internationale jaune, L'Internationale organisera une Section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme, L'IC ne refusera pas le concours de toute organisation ouvrière, politiquement neutre, désireuse de combattre la bourgeoisie. Mais l'IC ne cessera, ce faisant, de prouver aux prolétaires du monde: 1) que le PC est l'arme principale, essentielle, de l'émancipation du prolétariat; nous devons avoir maintenant dans tous les pays, non plus des groupes et des tendances, mais un PC; 2) qu'il ne doit y avoir dans chaque pays qu'un seul et unique PC; 3) que le PC doit être fondé sur le principe de la plus stricte centralisation et doit instituer en son sein, à l'époque de la guerre civile, une discipline militaire; 4) que partout où il n'y a, ne fût-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de demi-prolétaires, le PC doit avoir son noyau organisé; 5) que dans toute organisation apolitique il doit y avoir un noyau communiste strictement subordonné au parti dans son entier; 6) que, défendant inébranlablement et avec un absolu dévouement le programme et la tactique révolutionnaire du communisme, le parti doit rester toujours en relations étroites avec les organisations des grandes masses ouvrières et doit se garder du sectarisme autant que du manque de principes.

# Le mouvement syndical, les comités de fabriques et d'usines

## 1.

§1. Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme représentaient des organisations ouvrières destinées à lutter pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et de l'amélioration des conditions du travail salarié. Les marxistes révolutionnaires furent obligés d'entrer en contact avec le parti politique du prolétariat, le parti social-démocrate, afin d'engager une lutte commune pour le socialisme. Les mêmes raisons qui, à de rares exceptions près, avaient fait de la démocratie socialiste non une arme de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement du capitalisme, mais une organisation entraînant l'effort révolutionnaire du prolétariat dans l'intérêt de la bourgeoisie, firent que, pendant la guerre, les syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie; ils aidèrent cette dernière à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, au nom des intérêts du capitalisme. N'englobant que les ouvriers spécialistes les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les syndicats ont non seulement trahi la cause de la révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de la vie des ouvriers, qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions amiables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des trade-unions libérales en Angleterre et en Amérique, des syndicats libres, prétendus socialistes d'Allemagne et d'Autriche, mais aussi des unions syndicales de France.

§2. Les conséquences économiques de la guerre, la désorganisation complète du système économique du monde entier, la cherté affolante de la vie, l'exploitation la plus intense du travail des femmes et des enfants, la question de l'habitation, qui vont progressivement de mal en pis. Tout cela pousse les masses prolétariennes dans la voie de la lutte contre le capitalisme. Par son caractère et par son envergure se dessinant plus nettement de jour en jour ce combat devient une grande bataille révolutionnaire détruisant les bases générales du capitalisme. L'augmentation des salaires d'une catégorie quelconque d'ouvriers, arrachée aux patrons au prix d'une lutte économique acharnée, est réduite le lendemain à zéro par la hausse du coût de la vie. Or, la hausse des prix doit avoir lieu, car la classe capitaliste des pays vainqueurs, tout en ruinant par sa politique d'exploitation l'Europe orientale et centrale, n'est pas en état d'organiser le système économique du monde entier; elle le désorganise au contraire de plus en plus. Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières qui demeuraient jusqu'à présent en dehors des syndicats y affluent maintenant. On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. En entrant dans les syndicats, les masses cherchent à en faire leur arme de combat. L'antagonisme des classes devenant toujours plus aigu force les syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitalistes. En augmentant leurs exigences à mesure qu'augmente le prix de la vie et qu'elles-mêmes s'épuisent de plus en plus, les masses ouvrières détruisent par cela même tout calcul capitaliste qui représente le fondement élémentaire d'une économie organisée. Les syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes de l'asservissement des masses

ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

§3. Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux syndicats leur caractère d'organisations de l'aristocratie ouvrière; elle cherche aussi à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les syndicats. La vieille bureaucratie syndicale s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste qui revêt chaque jour de plus en plus le caractère d'un conflit révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat par une politique de compromis avec les capitalistes, par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix. Elle cherche à imposer aux ouvriers la politique des communes ouvrières, des conseils réunis de l'industrie (Joint Industrial Councils) et à entraver par voie légale, grâce à l'aide de l'État capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème le discord parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale; elle est soutenue dans ces tentatives par l'œuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste. Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et leur manque de sécurité.

C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du

prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

§4. Etant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats, et considérant le caractère objectif révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution de filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et les pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie. Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincues que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaine et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des syndicats, de les remplacer par des unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe formé par les

représentants des ouvriers industriels (*Betriebsvertretern*) en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

§5. Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de ne plus s'efforcer d'en faire une arme dans la lutte révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation très active à la lutte économique à convaincre les larges masses ouvrières que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

§6. Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces syndicats révolutionnaires de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles (soit sur la base des syndicats, soit en dehors d'eux), tels les Shop Stewards, les Betriebsrate (Conseils de production), organisations se donnant pour but de lutter avec les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en

s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

§7. À l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union parfaite entre les syndicats et le PC, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous ces syndicats et Conseils de production (*Betriebsrafe*) des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger.

## 2.

§1. La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses accentue tous les jours son caractère de lutte sans issue. La désorganisation économique qui envahit un pays après l'autre, dans une proportion toujours croissante démontre, même aux ouvriers les plus arriérés, qu'il ne suffit pas de lutter pour la hausse des salaires et la réduction de la journée ouvrière, que la classe capitaliste perd de plus en plus la capacité de rétablir la vie économique et de garantir aux ouvriers ne fût-ce que les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre. La conscience toujours croissante des masses ouvrières fait naître parmi elles une tendance à créer des organisations capables d'entamer la lutte pour la renaissance économique au moyen du contrôle ouvrier exercé sur l'industrie par les Conseils de production. Cette tendance à créer des Conseils industriels ouvriers, qui gagne les

ouvriers de tous les pays, tire son origine de facteurs différents et multiples (lutte contre la bureaucratie réactionnaire, fatigue causée par les défaites essuyées par les syndicats, tendances à la création d'organisations embrassant tous les travailleurs) et s'inspire en définitive de l'effort fait pour réaliser le contrôle de l'industrie, tâche historique spéciale des Conseils industriels ouvriers. C'est pourquoi on commettrait une erreur en cherchant à ne former ces Conseils que d'ouvriers partisans de la dictature du prolétariat. La tâche du PC consiste, au contraire, à profiter de la désorganisation économique pour organiser les ouvriers et à les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat tout en élargissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, idée que tous comprennent maintenant.

§2. Le PC ne pourra s'acquitter de cette tâche qu'en consolidant dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible; elle signifierait d'ailleurs un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'État est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

§3. La lutte des Comités de fabriques et d'usines contre le capitalisme a pour but immédiat l'introduction du contrôle ouvrier dans toutes les branches de l'industrie. Les ouvriers de chaque entreprise, indépendamment de leurs professions, souffrent du sabotage des capitalistes qui estiment assez souvent que la suspension de l'activité de telle ou telle industrie leur sera avantageuse, la faim devant contraindre les ouvriers à accepter les conditions les plus dures pour éviter à quelque capitaliste un accroissement de frais. La lutte contre cette sorte de sabotage unit la plupart des ouvriers indépendamment de leurs idées politiques, et fait des Comités d'usines et de fabriques, élus par tous les travailleurs d'une entreprise, de véritables organisations de masses du prolétariat. Mais la désorganisation de l'économie capitaliste est non seulement la conséquence de la volonté consciente des capitalistes, mais aussi et beaucoup plus celle de la décadence irrésistible de leur régime. Aussi, les Comités ouvriers seront-ils forcés, dans leur

action contre les conséquences de cette décadence, à dépasser les bornes du contrôle des fabriques et des usines isolées et se trouveront-ils bientôt en face de la question du contrôle ouvrier à exercer sur des branches entières de l'industrie et sur son ensemble. Les tentatives d'ouvriers d'exercer leur contrôle non seulement sur l'approvisionnement des fabriques et des usines en matières premières, mais aussi sur les opérations financières des entreprises industrielles, provoqueront cependant, de la part de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste, des mesures de rigueur contre la classe ouvrière, ce qui transformera la lutte ouvrière pour le contrôle de l'industrie en une lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

§4. La propagande en faveur des Conseils industriels doit être menée de manière à ancrer dans la conviction des grandes masses ouvrières, même de celles qui n'appartiennent pas directement au prolétariat industriel, que la responsabilité de la désorganisation économique incombe à la bourgeoisie, et que le prolétariat, exigeant le contrôle ouvrier, lutte pour l'organisation de l'industrie, pour la suppression de la spéculation et de la vie chère. La tâche des PC est de combattre pour le contrôle de l'industrie, en profitant dans ce but de toutes les circonstances se trouvant à l'ordre du jour, de la pénurie du combustible et de la désorganisation des transports, en fusionnant dans le même but les éléments isolés du prolétariat et en attirant de son côté les milieux les plus larges de la petite bourgeoisie qui se prolétarise davantage de jour en jour et souffre cruellement de la désorganisation économique.

§5. Les Conseils industriels ouvriers ne sauraient remplacer les syndicats. Ils ne peuvent que s'organiser au courant de l'action dans diverses branches de l'industrie et créer peu à peu un appareil général capable de diriger toute la lutte. Déjà, à l'heure qu'il est, les syndicats représentent des organes de combat centralisés, bien qu'ils n'englobent pas des masses ouvrières aussi larges que peuvent embrasser les Conseils industriels ouvriers en leur qualité d'organisations accessibles à toutes les entreprises ouvrières. Le partage de toutes les tâches de la classe ouvrière entre les Comités industriels ouvriers et les syndicats est le résultat du développement historique de la Révolution sociale. Les syndicats ont organisé les masses ouvrières dans le but d'une lutte pour



la hausse des salaires et pour la réduction des journées ouvrières et l'ont fait sur une large échelle. Les Conseils ouvriers industriels s'organisent pour le contrôle ouvrier de l'industrie et la lutte contre la désorganisation économique; ils englobent toutes les entreprises ouvrières, mais la lutte qu'ils soutiennent ne peut revêtir que très lentement un caractère politique général. Ce n'est que dans la mesure où les syndicats arriveront à surmonter les tendances contre-révolutionnaires de leur bureaucratie, ou deviendront des organes conscients de la révolution, que les communistes auront le devoir de soutenir les Conseils industriels ouvriers dans leurs tendances pour devenir des groupes industriels syndicalistes.

§6. La tâche des communistes se réduit aux efforts qu'ils doivent faire pour que les syndicats et les Conseils industriels ouvriers se pénètrent du même esprit de résolution combattive, de conscience et de compréhension des meilleures méthodes de combat, c'est-à-dire de l'esprit communiste. Pour s'en acquitter, les communistes doivent soumettre, en fait, les syndicats et les Comités ouvriers au PC et créer ainsi des organes prolétariens des masses qui serviront de base à un puissant parti prolétarien centralisé, englobant toutes les organisations prolétariennes et les faisant toutes marcher dans la voie qui conduit à la victoire de la classe ouvrière et à la dictature du prolétariat, au communisme.

§7. Pendant que les communistes se font des syndicats et des Conseils industriels une arme puissante pour la révolution, ces organisations des masses se préparent au grand rôle qui leur incombera avec l'établissement de la dictature du prolétariat. Ce sera en effet leur devoir de devenir la base socialiste de la nouvelle organisation de la vie économique. Les syndicats, organisés en qualité de piliers de l'industrie, s'appuyant sur les Conseils industriels ouvriers qui représenteront les organisations des fabriques et des usines, enseigneront aux masses ouvrières leur devoir industriel, formeront des ouvriers les plus avancés des directeurs d'entreprises, organiseront le contrôle technique des spécialistes ils étudieront et exécuteront, de concert avec les représentants du pouvoir ouvrier, les plans de la politique économique socialiste.

### 3.

Les syndicats manifestaient déjà en temps de paix des tendances à former une Union internationale. Pendant les grèves, les capitalistes recouraient à la main-d'œuvre des pays voisins et aux services des «renards» étrangers. Mais avant la guerre l'Internationale syndicale n'avait qu'une importance secondaire. Elle s'occupait de l'organisation de secours financiers réciproques et d'un service de statistique concernant la vie ouvrière, mais elle ne cherchait pas à unifier la vie ouvrière parce que les syndicats, dirigés par des opportunistes, faisaient leur possible pour se soustraire à toute lutte révolutionnaire internationale. Les leaders opportunistes des syndicats qui, pendant la guerre, furent les serviteurs fidèles de la bourgeoisie dans leurs pays respectifs, cherchent maintenant à restaurer l'Internationale syndicale en en faisant une arme du capitalisme universel international, dirigée contre le prolétariat. Ils créent, avec Jouhaux, Gompers, Legien, etc., un «Bureau de Travail» auprès de la «Ligue des Nations» qui n'est autre chose qu'une organisation de brigandage capitaliste international. Ils tâchent d'étouffer dans tous les pays le mouvement gréviste en faisant décréter l'arbitrage obligatoire des représentants de l'État capitaliste. Ils cherchent partout à obtenir, à force de compromis avec les capitalistes, toutes espèces de faveurs pour les ouvriers capitalistes, afin de briser de cette manière l'union chaque jour plus étroite de la classe ouvrière. L'Internationale syndicale d'Amsterdam est donc la remplaçante de la 2<sup>e</sup> Internationale de Bruxelles en faillite. Les ouvriers communistes qui font partie des syndicats de tous les pays doivent, au contraire, travailler à la création d'un front syndicaliste international. Il ne s'agit plus de secours pécuniaires en cas de grève; il faut désormais qu'au moment où le danger menacerait la classe ouvrière d'un pays, les syndicats des autres pays, en qualité d'organisations des masses, prennent sa défense et fassent tout pour empêcher la bourgeoisie de leur pays de venir en aide à celle qui est aux prises avec la classe ouvrière. Dans tous les États, la lutte économique du prolétariat devient de plus en plus révolutionnaire. Aussi les syndicats doivent-ils employer consciemment toute leur énergie à appuyer toute action révolutionnaire, tant dans leur propre pays que dans les autres. Ils doivent s'orienter dans ce but

vers la plus grande centralisation de l'action, non seulement dans chaque pays à part, mais aussi dans l'Internationale; ils le feront en adhérant à l'IC et en y fusionnant en une seule

armée les divers éléments engagés dans le combat, afin qu'ils agissent de concert et se prêtent un concours mutuel.

## Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de députés ouvriers?

§1. En Russie, les Soviets des députés ouvriers naquirent pour la première fois en 1905, au moment du grand enthousiasme du mouvement révolutionnaire des ouvriers russes. Déjà en 1905, le Soviet de Petrograd des députés ouvriers fit d'instinct ses premiers pas vers la conquête du pouvoir. À cette époque, le Soviet de la ville de Petrograd était aussi fort que le lui permettaient les chances qu'il avait de parvenir au pouvoir politique. Mais, dès que la contre-révolution tsariste se fut raffermie et que le mouvement ouvrier eût diminué d'intensité, après une végétation de courte durée, le Soviet cessa complètement d'exister.

§2. Lorsqu'en 1916, au début d'un nouvel et puissant effort révolutionnaire, l'idée naquit en Russie de créer promptement des Soviets de députés ouvriers, le parti bolchevik prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate des Soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour où la révolution aurait commencé, l'heure venue, de livrer combat pour le pouvoir.

§3. Au début de la révolution de février 1917, en Russie, les Soviets des députés ouvriers se transformèrent en Soviets de députés ouvriers et soldats. Bientôt ils entraînèrent dans la sphère de leur influence les plus vastes milieux des masses populaires, obtenant ainsi une autorité prépondérante, car la force réelle était de leur côté et entre leurs mains. Mais, lorsque la bourgeoisie libérale se remit de la surprise du premier choc de la révolution, et que les traîtres socialistes-révolutionnaires et mencheviks facilitèrent à la bourgeoisie russe l'obtention du pouvoir, l'importance des Soviets ne tarda pas à baisser. Ce n'est qu'après les journées de juillet et l'insuccès de l'attentat contre révolutionnaire de Kornilov, que les grandes masses populaires se mirent en branle et que se produisit le krach du gouvernement contre-révolutionnaire des bourgeois-conciliateurs, que les Soviets des députés ouvriers s'épanouirent à nouveau et gagnèrent dans le pays une influence exclusive.

§4. L'histoire des révolutions allemande et autrichienne l'a prouvé de même. Lorsque les masses de la population se soulevèrent et que le flot de la révolution ébranla les remparts de la monarchie des Hohenzollern et des Habsbourg, des Soviets de députés ouvriers et soldats se formèrent spontanément en Allemagne et en Autriche. Les premiers temps, la force fut de leur côté, et ils furent veilles de prendre le pouvoir en fait. Mais, à peine le pouvoir eut-il penché, grâce à un enchaînement de circonstances historiques, vers la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires que l'on vit les Soviets dépérir, et peu à peu disparaître. Lors de l'infructueuse tentative contre-révolutionnaire de Kapp-Lutwitz en Allemagne, des Soviets se reformèrent pour quelques jours; mais sitôt la lutte terminée par une nouvelle victoire de la bourgeoisie et des traîtres-socialistes, ces Soviets, qui venaient de dresser la tête, disparurent à nouveau,

§5. Les faits précités prouvent que des prémisses déterminées sont nécessaires pour créer les Soviets. On ne pourra donc organiser des Soviets de députés ouvriers et les transformer en Soviets de députés ouvriers et soldats, que lorsque seront réunies trois conditions précises, à savoir:

a) Enthousiasme révolutionnaire général dans les milieux les plus vastes composés d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de toute la population laborieuse;

b) Crise économique et politique poussée au point où le pouvoir échappe peu à peu des mains du gouvernement précédent;

c) Lorsque dans les rangs des masses de travailleurs et, avant tout, dans ceux du PC a mûri la ferme résolution d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir.

§6. Au cas où ces conditions ne sont pas remplies, les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opiniâtrement l'idée des Soviets, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population que les Soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral. Mais, les conditions mentionnées n'étant pas remplies, il est impossible de procéder à l'organisation immédiate des Soviets.

§7. Les tentatives des social-traîtres allemands de faire entrer les Soviets dans l'engrenage constitutionnel démocrate-bourgeois constituent, au point de vue objectif, une trahison de la cause ouvrière. Les Soviets ne sont possibles que comme des organisations gouvernementales, qui se substituent à la démocratie bourgeoise, la brisent et la remplacent par la dictature ouvrière.

§8. La propagande dirigée par les chefs indépendants de la droite, tels que Hilferding, Kautsky et d'autres, en vue de prouver la compatibilité du système des Soviets avec l'Assemblée Constituante bourgeoise, témoigne d'une incompréhension totale des principes du développement de la révolution prolétarienne, ou bien du désir de tromper sciemment la classe laborieuse. Les Soviets signifient la dictature du prolétariat, et l'Assemblée Constituante celle de la bourgeoisie. Accorder et concilier la dictature des ouvriers avec celle des bourgeois est une chose impossible.

§9. La propagande de quelques militants isolés de la gauche des indépendants allemands, proposant aux travailleurs un plan livresque et prématuré de «Système Soviétiste» non rattaché au cours de la guerre civile, est le fait de doctrinaires qui ne font que distraire les travailleurs de la lutte authentique pour le pouvoir.

§10. Les tentatives de groupes communistes isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des Soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir, ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétiste. Ces Soviets artificiels, ces «fleurs de serre» se transforment, tout au plus, en petites sociétés; au pis-aller, ils ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population, l'autorité des Soviets.

§11. Une situation spéciale s'est créée en *Autriche*, où la classe ouvrière a réussi à conserver des Soviets embrassant de grandes masses ouvrières. Cette situation rappelle celle de la Russie de février à octobre 1917. Les Soviets autrichiens constituent un facteur politique important et l'embryon d'un pouvoir nouveau.

Il va de soi que, dans cette situation, les communistes doivent participer au travail des Soviets, les aider à s'intéresser à toute la vie économique et politique du pays, y créer des fractions communistes et concourir de toutes façons à leur développement.

§12. Sans révolution, les Soviets ne sont pas possibles. Sans révolution prolétarienne, les Soviets dégénèrent en parodie.

Les Soviets authentiques des masses constituent une forme de dictature prolétarienne indiquée par l'histoire même. Tous les partisans sérieux et sincères du pouvoir soviétiste doivent appliquer prudemment l'idée soviétiste; en la propageant parmi les masses, ils ne devront procéder à la création immédiate des Soviets que lorsque les conditions mentionnées plus haut seront réunies.

# Les PC et le parlementarisme

## 1. — La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme

L'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine (à l'époque de la 1<sup>e</sup> Internationale), à utiliser les parlements bourgeois pour la propagande. On envisageait la participation à l'œuvre parlementaire du point de vue du développement de la conscience de classe, c'est-à-dire de l'éveil, de l'hostilité des classes prolétariennes contre les classes dirigeantes. Cette manière d'envisager les classes avait cours, non sous l'influence d'une théorie, mais sous celle du progrès politique. Grâce à l'augmentation incessante des forces productrices et à l'élargissement du domaine de l'exploitation, le capitalisme gagna beaucoup en solidité; il en fut de même pour les États parlementaires.

C'est de là que tirent leur origine: l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative des parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction de réformes dans les cadres du capitalisme, la prédominance du soi-disant programme minimum des partis socialistes, l'utilisation du programme maximum visant à un «but final» éloigné, C'est sur cette base que se développèrent ensuite les symptômes de la compétition parlementaire, de la corruption, de la trahison ouverte ou secrète des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière.

La 3<sup>e</sup> Internationale considère le parlementarisme non du point de vue d'une nouvelle doctrine, mais par rapport à la transformation qui doit s'opérer dans le rôle du parlementarisme. À l'époque précédente le Parlement, en qualité d'agent du capitalisme qui se développait, a joué, dans une certaine mesure,

un rôle historique important, il a marqué un progrès. Mais dans les conditions actuelles d'impérialisme à outrance le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violence et de bavardage énervant. Étant donné les armements les vols, les violences, les destructions, les actes de brigandage causés par l'impérialisme, les réformes parlementaires, du système en vigueur, dépourvues de stabilité, de rationnel, ont perdu toute importance pratique.

De même que toute la société bourgeoise, le parlementarisme a perdu, lui aussi, toute sa solidité. La transition subite de la période organique à la période critique crée une nouvelle base pour la tactique du prolétariat en ce qui concerne le parlementarisme. C'est ainsi que le parti ouvrier russe (les bolchéviks) avait déjà élaboré les bases du parlementarisme révolutionnaire à l'époque précédente, car, depuis 1905 la Russie était sortie de l'équilibre politique et social pour entrer dans la période des orages et des bouleversements.

Lorsque certains socialistes, niant le communisme, insistent sur ce que le moment de la révolution sociale n'est pas arrivé dans leurs pays et se refusent momentanément à se séparer des opportunistes parlementaires, ils parlent, somme toute, d'une appréciation consciente ou inconsciente de l'époque présente, considérée par eux comme une période de solidité relative de la société impérialiste, et supposent pour cette raison qu'une coalition avec les Turati et les Longuet pourrait donner certains résultats pratiques dans leur lutte pour les réformes. Dès son apparition, le communisme doit commencer par expliquer théoriquement le caractère de son époque (apogée du capitalisme, tendances de l'impérialisme à se renier et à se détruire lui-même, accroissement irrésistible de l'intensité de la guerre civile, etc., etc.). Les formes, groupements et situations politiques peuvent différer dans différents pays, mais l'état des

choses reste, au fond, le même partout; il s'agit pour nous de préparer immédiatement les conditions politiques et techniques de l'insurrection du prolétariat pour détruire le pouvoir bourgeois et pour créer le pouvoir prolétarien.

Le parlement ne peut, actuellement, pour les communistes, être, en aucun cas, le théâtre d'une lutte pour les réformes, pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme cela a eu lieu à certains moments de l'époque précédente. Le centre de gravité de la vie politique actuelle a définitivement dépassé les limites parlementaires. D'autre part la bourgeoisie est obligée, non seulement par les rapports dans lesquels elle se trouve vis-à-vis de la classe laborieuse, mais aussi vis-à-vis de ses propres éléments, de faire passer ses entreprises d'une manière ou d'une autre, par le parlement, où diverses coteries se disputent le pouvoir, découvrant ainsi leur côté fort, trahissant leur côté faible, se heurtant, etc., etc.

Aussi est-ce le devoir historique immédiat de la classe ouvrière d'arracher ces appareils des mains des classes dirigeantes, de les briser, de les détruire et de créer à leur place des organes du pouvoir prolétarien. L'état-major révolutionnaire de la classe ouvrière est également intéressé à avoir ses éclaireurs dans les institutions parlementaires bourgeoises, pour faciliter son œuvre de destruction.

C'est par là qu'on verra, clairement, la différence essentielle existant entre la tactique des communistes, qui entrent au parlement avec un but révolutionnaire, et la tactique du parlementaire-socialiste. Ce dernier commence par reconnaître la stabilité relative du régime en vigueur. Il se donne pour tâche d'obtenir à tout prix des réformes; il est intéressé à ce que les conquêtes des masses soient mises au compte du parlementarisme socialiste et considérées comme un service rendu par lui (Turati, Longuet et Cie). Le vieux parlementarisme est remplacé par le nouveau, qui est un instrument destiné à détruire le parlementarisme en général. Les éléments contradictoires de l'ancienne tactique parlementaire poussent certains éléments révolutionnaires dans le camp de ceux qui sont les adversaires du parlementarisme (IWW, syndicalistes révolutionnaires, KAPD)

Voici les thèses acceptées à ce sujet par le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC:

## **2. — Le communisme, la lutte pour la dictature du prolétariat et l'utilisation du parlement bourgeois**

§1. Le parlementarisme, en tant que système gouvernemental, est une forme démocratique de la domination de la bourgeoisie. À un moment donné de son développement il a besoin d'une fiction de représentation populaire, qui doit, tout en constituant par son caractère extérieur, une organisation de la volonté sociale en dehors des classes, être en réalité une machine de coercition et d'oppression dans les mains du capital dominant.

§2. Le parlementarisme est une forme déterminée de régime gouvernemental. C'est pourquoi il ne convient en aucun cas à la société communiste, qui ne connaît ni classes, ni luttes de classes, ni aucune sorte de pouvoir gouvernemental.

§3. Le parlementarisme ne peut être non plus la forme de gouvernement de l'État «prolétarien» dans la période de transition qui va de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus aigu de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inéluctablement édifier son organisation gouvernementale, en tant qu'organisation «de combat» dans laquelle il ne laissera pénétrer aucun représentant des anciennes classes dominantes; toute fiction de «volonté populaire» est, au cours de cette phase, nuisible au prolétariat; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs qui ne peut que lui être néfaste; la république soviétiste est la forme de la dictature du prolétariat.

§4. Les parlements bourgeois, qui constituent un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas être conquis, comme l'État bourgeois en général ne peut pas être conquis par le prolétariat. La tâche du prolétariat consiste à briser et à détruire la machine gouvernementale de la bourgeoisie, y compris les institutions parlementaires, qu'elles soient républicaines ou monarchistes constitutionnelles.

§5. Il en sera de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie qu'il est faux d'opposer théoriquement aux organes gouvernementaux. En fait leur appareil est identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie; elles doivent être également



détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par des Soviets locaux de députés ouvriers.

§6. Le communisme dénie donc au parlementarisme tout avenir; il le nie en tant que forme de dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête des parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. C'est pourquoi il ne peut être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et rien que dans ce sens que la question peut être posée.

§7. Toute lutte de classes est une lutte politique, car elle est en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève s'étendant sur tout un pays, devient une menace pour le gouvernement bourgeois, et par cela même, acquiert un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de «briser» par tous les moyens un État, c'est soutenir une lutte politique. Se créer un appareil de gouvernement et de coercition «de classe» contre la bourgeoisie réfractaire, c'est, quel que soit cet appareil, conquérir le pouvoir politique.

§8. La lutte politique ne se résume donc nullement en une question d'attitude envers le parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tend au renversement du régime capitaliste.

§9. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir gouvernemental est, avant tout, celle des actions en masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masses du prolétariat (syndicats, partis, soviets), sous la conduite générale du PC solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre le prolétariat doit avoir un corps d'officiers politiques, un bon état-major politique, qui conduit toutes les opérations dans toutes les branches de l'activité.

§10. La lutte en masse représente tout un système d'actions qui se développent, qui s'avivent par leur forme même et mènent logiquement à l'insurrection contre l'État capitaliste. Dans cette lutte en masse qui se transforme fatalement en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, renforcer derrière lui toutes les positions légales, d'en faire de solides points d'appui de son action

révolutionnaire et les subordonner au plan de campagne principal, c'est-à-dire à la lutte en masse.

§11. Un de ces solides points d'appui est la tribune du parlement bourgeois. On ne doit pas invoquer contre la participation à l'action parlementaire la qualité bourgeoise de l'institution gouvernementale. Le PC y entre, non pour y mener une action organisatrice, mais pour saper de l'intérieur la machine gouvernementale et le parlement lui-même, (Exemple: l'action de Liebknecht en Allemagne, des bolcheviks à la Douma tsariste, à «l'Assemblée démocratique» au «pré-Parlement» de Kérensky, et enfin à l'Assemblée Constituante ainsi que dans les municipalités.)

§12. Cette action parlementaire, qui consiste surtout à user de la tribune parlementaire dans un but d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper politiquement les masses, etc., doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte en masse extra-parlementaire.

§13. Au cas où les communistes seraient en majorité dans les institutions communales, ils devraient: a) pratiquer l'opposition à l'égard du pouvoir central bourgeois; b) tout faire pour rendre des services à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, introduction ou tentative d'introduction d'une milice ouvrière armée, etc.); c) indiquer à chaque occasion les obstacles que dresse l'État bourgeois aux réformes radicales; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire aussi intense que possible, sans craindre le conflit avec le pouvoir gouvernemental; e) remplacer, dans certaines circonstances, les organes communaux par des Soviets d'ouvriers locaux. Toute l'action des communistes doit donc faire partie de l'œuvre générale de destruction du système capitaliste.

§14. La campagne électorale elle-même doit être menée, non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans le sens de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit pas être menée seulement par les têtes du parti mais par l'ensemble des adhérents au parti; tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, démonstrations, troubles parmi les soldats et les marins, etc.). Toutes les organisations

prolétariennes des masses doivent être sans cesse poussées à une action active.

§15. L'action parlementaire est, dans ces conditions, en complète opposition avec l'écœurante action parlementaire pratiquée par les partis socialistes de tous les pays dont les députés entrent au parlement pour soutenir une constitution «démocratique» ou dans le meilleur des cas pour le «conquérir». Le PC ne peut admettre que l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme, telle que nous la montrent Karl Liebknecht et les bolchéviks.

§16. «L'anti-parlementarisme» de principe, conçu comme la négation absolue et catégorique de la participation aux élections et de l'action révolutionnaire parlementaire n'est donc qu'une conception enfantine et naïve ne résistant pas à la critique. Elle résulte d'une profonde aversion pour les politiciens parlementaires, lorsqu'on ne voit pas la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. Il arrive, de plus, que cette opinion se base sur une compréhension tout à fait erronée du rôle du parti, qui dans ce cas n'est pas considéré comme une avant-garde de combat ouvrière centralisée, mais comme un système décentralisé de sections révolutionnaires mal reliées entre elles.

§17. D'un autre côté, la nécessité d'une participation effective aux assemblées parlementaires ne découle nullement de la reconnaissance en principe de l'action révolutionnaire au parlement. Tout dépend ici d'une série de conditions spécifiques. La sortie des communistes du parlement peut devenir nécessaire à un moment donné. C'est ce qu'ont fait les bolchéviks, lorsqu'ils quittèrent le pré-parlement Kérensky, afin de le ruiner, de le rendre impuissant et de lui opposer plus vivement le Soviet de Pétrograde à la veille de se mettre à la tête de l'insurrection, c'est ce qu'ils ont fait à l'Assemblée Constituante le jour de sa dissolution, en se transportant au 3<sup>e</sup> Congrès des Soviets. Dans d'autres circonstances, il peut être nécessaire de boycotter les élections ou de monter immédiatement à l'assaut de la clique bourgeoise parlementaire, ou même de participer aux élections tout en boycottant le parlement lui-même, etc...

§18. De la sorte, tout en reconnaissant en règle générale la nécessité de la participation aux élections, tant au parlement qu'aux organes du pouvoir local, ainsi que la nécessité de mener une action communiste dans ces institutions, le

PC doit trancher la question concrètement, en tenant compte des particularités spécifiques du moment. Le boycottage des élections ou du parlement, de même que la sortie du parlement, sont des moyens aux quels il peut être utile d'avoir recours surtout lorsqu'on se trouve en présence d'un ensemble de conditions permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

§19. Il est indispensable d'avoir constamment en vue le peu d'importance relatif de cette question. Si le centre de gravité se trouve dans la lutte «extra-parlementaire» pour le pouvoir gouvernemental, il va de soi que la dictature prolétarienne et la lutte «en masse» pour la réalisation de celle-ci n'ont rien de commun avec la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.

§20. C'est pourquoi l'IC affirme de la façon la plus catégorique qu'elle considère comme un crime envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission à l'intérieur des PC, qui suivent «cette» voie. Le Congrès fait appel à tous les partisans de la lutte en masse pour la dictature du prolétariat révolutionnaire centralisé qui usera de son influence dans toutes les organisations de la classe ouvrière, pour obtenir l'unité complète des éléments communistes, en dépit des désaccords qui peuvent surgir du fait de la question du parlementarisme.

### **3. A propos de la tactique parlementaire révolutionnaire**

Il est nécessaire:

§1. Que le PC dans son ensemble et son CC s'assurent d'une façon générale dans la période préparatoire qui précède les élections de la sincérité et de la valeur du candidat au parlement. Le CC doit répondre de tous les actes de la fraction parlementaire communiste; il doit avoir le droit indiscutable d'écarter tout candidat désigné par une organisation quelconque s'il estime que ce candidat pourrait ne pas remplir son mandat communiste.

Les PC doivent renoncer à l'habitude de choisir des députés surtout parmi les représentants des professions libérales, avocats, etc... Qu'il soit de règle de choisir des candidats parmi les ouvriers, sans craindre leur inexpérience parlementaire.



Les PC doivent repousser avec un mépris impitoyable les éléments arrivistes qui se glissent dans le parti à la veille des élections à seule fin d'entrer au Parlement. Les Comités Centraux ne doivent approuver que la candidature des hommes qui, par leur passé, ont donné des preuves indiscutables de leur dévouement à la classe ouvrière.

§2. Les élections achevées, l'organisation de la fraction parlementaire doit se trouver entièrement entre les mains du CC du Parti, sans tenir compte de la légalité ou de l'illégalité de ce dernier. Le choix des membres du bureau de la fraction parlementaire doit être approuvé par le CC.

Le CC du parti doit avoir, dans la fraction parlementaire, un représentant pourvu du droit de vote. Dans toutes les questions politiques importantes, la fraction doit demander au préalable les directives au CC

Le CC a le droit et le devoir de désigner ou d'écarter les orateurs qui doivent intervenir dans les questions importantes. Ceux-ci soumettent à son approbation les thèses de leurs discours, voire le texte complet.

Tout candidat de la liste communiste doit s'engager à donner sa démission à la première demande du CC, afin que le parti ait toujours la possibilité de le remplacer.

§3. Dans les pays où les éléments réformistes, demi-réformistes ou simplement arrivistes ont pénétré dans la fraction communiste (c'est déjà le cas dans certains pays), les Comités Centraux des PC doivent les éliminer impitoyablement, une fraction communiste peu nombreuse, mais vraiment communiste, sert mieux les intérêts de la classe ouvrière qu'une fraction nombreuse sans fermeté de principes communistes.

§4. Tout député communiste doit, selon la décision du CC, unir le travail illégal au travail légal. Dans les pays où les députés communistes bénéficient encore, selon les lois bourgeoises, de l'immunité parlementaire, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégale du parti.

§5. Les moindres actes des députés communistes au parlement doivent être subordonnés au travail non-parlementaire du parti. Le dépôt de projets de loi purement démonstratifs et conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour

la propagande et l'agitation, doit avoir lieu sur les indications du CC

§6. Pendant les manifestations dans les rues, organisées par les ouvriers, et pendant d'autres démonstrations révolutionnaires, il est du devoir des députés de se tenir à la tête des masses ouvrières et de les guider.

§7. Les députés communistes doivent entretenir par tous les moyens (sous le contrôle du parti) le contact avec les ouvriers, les paysans et les travailleurs de toute catégorie; ils ne doivent en aucun cas agir comme les députés socialistes qui cherchent à entretenir des relations d'affaires avec leurs électeurs. Ils doivent toujours se tenir à la disposition des organes communistes pour faire œuvre de propagande dans le pays.

§8. Tout député communiste au parlement doit bien comprendre qu'il n'est pas un législateur cherchant à trouver un langage commun avec d'autres législateurs, mais un propagandiste du parti envoyé dans le camp ennemi pour y faire la propagande du parti. Le député communiste est responsable non devant la masse anonyme des électeurs, mais devant le PC légal ou illégal.

§9. Les députés communistes doivent parler au parlement un langage intelligible à tout ouvrier, à tout pâtre, à toute blanchisseuse, de manière à ce que le parti puisse imprimer ses discours en brochures et les répandre dans les coins les plus éloignés du pays.

§10. Les simples travailleurs communistes doivent aborder sans crainte la tribune parlementaire des parlements bourgeois sans jamais céder la place à de meilleurs orateurs parlementaires, même au cas où ces travailleurs n'en seraient qu'à leurs débuts parlementaires. En cas de nécessité, les députés provenant des milieux ouvriers lisent simplement leurs discours, destinés à être reproduits par la presse et en brochures spéciales.

§11. Les députés communistes doivent utiliser la tribune parlementaire non seulement pour démasquer la bourgeoisie sa valetaille officielle, mais aussi les social-patriotes, les politiciens réformistes du centre et, de façon générale, les adversaires du communisme et pour faire une large propagande des idées de la 3<sup>e</sup> Internationale.

§12. Les députés communistes, même s'ils ne sont que peu nombreux, doivent jeter le défi à la

société bourgeoise et ne jamais oublier que seul est digne du nom de communiste celui qui, non par des paroles, mais par des actes, se montre

l'ennemi mortel de la société bourgeoise et de ses serviteurs social-patriotes.

# Thèses sur les questions nationales et coloniales

§1. La position abstraite et formelle de la question de l'égalité — l'égalité des nationalités y étant incluse — est propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes, en général; la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus profonde erreur. L'idée d'égalité, qui n'était que le reflet des rapports créés par la production pour le négoce, devient, entre les mains de la bourgeoisie, une arme contre l'abolition des classes combattue désormais au nom de l'égalité absolue des personnalités humaines. Quant à la signification véritable de la revendication égalitaire, elle ne réside que dans la volonté d'abolir les classes.

2. Conformément à son but essentiel — la lutte contre la démocratie bourgeoise, dont il s'agit de démasquer l'hypocrisie — le PC, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels, mais: 1) une notion claire des circonstances historiques et économiques; 2) la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes dominantes; 3) la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées, — et oppressives et exploiteuses, jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule, avec soin, l'asservissement (propre à l'époque du capital financier de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice, de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes.

§3. La guerre impérialiste de 1914-18 a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie des phraséologies démocratiques et bourgeoises — le traité de Versailles, dicté par les fameuses démocraties occidentales, ne faisant que sanctionner, à l'égard des nations faibles, des violences plus lâches et plus cyniques encore que celles des junkers et du kaiser à Brest-Litowsk. La Ligue des Nations et la politique de l'Entente dans leur ensemble ne font que confirmer ce fait et développer l'action révolutionnaire du prolétariat des pays avancés et des masses laborieuses des pays colonisés ou assujettis, hâtant ainsi la banqueroute des illusions nationales de la petite-bourgeoisie, quant à la possibilité d'un paisible voisinage et d'une égalité véritable des nations, sous le régime capitaliste.

§4. Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'IC dans les questions coloniale et nationale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité.

§5. La conjoncture politique mondiale actuelle met à l'ordre du jour la dictature du prolétariat; et tous les événements de la politique mondiale se concentrent inévitablement autour d'un centre de gravité: la lutte de la bourgeoisie internationale contre la république des Soviets, qui doit grouper autour d'elle d'une part les mouvements soviétistes des travailleurs avancés de tous les pays, de l'autre tous les mouvements émancipateurs nationaux des colonies et des nationalités opprimées

qu'une expérience amère a convaincus qu'il n'est pas de salut, pour elles, en dehors d'une alliance avec le prolétariat révolutionnaire et avec le pouvoir soviétiste victorieux de l'impérialisme mondial.

§6. On ne peut donc plus se borner à reconnaître ou proclamer le rapprochement des travailleurs de tous les pays. Il est désormais nécessaire de poursuivre la réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements émancipateurs nationaux et coloniaux avec la Russie des Soviets, en donnant à cette union des formes correspondant au degré d'évolution du mouvement prolétarien parmi le prolétariat de chaque pays, ou du mouvement émancipateur démocrate bourgeois parmi les ouvriers et les paysans des pays arriérés ou des nationalités arriérées.

§7. Le principe fédératif nous apparaît comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays. Le principe fédératif a déjà montré pratiquement sa conformité au but poursuivi, tant au cours des relations entre la république socialiste fédérative des Soviets russes et les autres républiques des Soviets (hongroise, finlandaise, lettone, par le passé azerbeïdjane et ukrainienne, présentement), qu'au sein même de la république russe, à l'égard de nationalités qui n'avaient auparavant ni État, ni existence autonomes (exemple: les républiques autonomes des Bashkirs et des Tartares, créées en Russie soviétiste en 1919 et 1920).

§8. La tâche de l'IC est d'étudier et de vérifier l'expérience (et le développement ultérieur) de ces nouvelles fédérations basées sur la forme soviétiste et sur le mouvement soviétiste. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité complète, il nous est nécessaire de tendre à une union fédérative de plus en plus étroite, en tenant compte: 1) de l'impossibilité de défendre, sans la plus étroite union entre elles, les républiques soviétistes entourées d'ennemis impérialistes infiniment supérieurs par leur puissance militaire; 2) de la nécessité d'une étroite union économique des républiques soviétistes, sans laquelle la réédification des forces productrices détruites par l'impérialisme, la sécurité et le bien-être des travailleurs ne peuvent être assurés; 3) de la tendance à la réalisation d'un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays, tendance qui s'est manifestée avec évidence sous

le régime capitaliste et doit certainement continuer son développement et arriver à la perfection par le régime socialiste.

§9. Dans le domaine des rapports sociaux à l'intérieur des États constitués, l'IC ne peut se borner à la reconnaissance formelle, purement officielle et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes.

Il ne suffit pas de dénoncer inlassablement dans toute la propagande et l'agitation des PC et du haut de la tribune parlementaire comme en dehors d'elle les violations constantes du principe de l'égalité des nationalités et des droits des minorités nationales, dans tous les États capitalistes (et en dépit de leurs «constitutions» démocratiques; il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des Soviets seul peut réaliser l'égalité des nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite dans la lutte contre la bourgeoisie; il faut aussi démontrer que le régime des Soviets assure un concours direct, par l'intermédiaire du PC, à tous les mouvements révolutionnaires des pays dépendants ou lésés dans leurs droits (par exemple, l'Irlande, les noirs d'Amérique, etc.) et des colonies.

Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression de pays asservis ou colonisés la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la 2<sup>e</sup> Internationale.

§10. C'est la pratique habituelle non seulement des partis du centre de la 2<sup>e</sup> Internationale, mais aussi de ceux qui ont abandonné cette Internationale pour reconnaître l'internationalisme en paroles et pour lui substituer en réalité, dans la propagande, l'agitation et la pratique, le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois. Cela se voit aussi parmi les partis qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal et contre les préjugés petits-bourgeois les plus profondément ancrés (se manifestant sous des formes variées, telles que la haine des races, l'antagonisme national et l'antisémitisme) acquiert une importance d'autant plus grande que le problème de la transformation de la dictature prolétarienne nationale (qui n'existe que dans un pays et qui par conséquent est incapable d'exercer une influence sur la politique mondiale) en dictature

prolétarienne internationale (celle que réaliseraient au moins plusieurs pays avancés et qui seraient capables d'exercer une influence décisive sur la politique mondiale) devient plus actuel. Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des nations et (sans insister davantage sur son caractère purement verbal) conserve intact l'égoïsme national tandis que l'internationalisme prolétarien exige:

1) La subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier.

2) De la part des nations qui ont vaincu la bourgeoisie le consentement aux plus grands sacrifices nationaux en vue du renversement du capital international. Dans le pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent des partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes de l'internationalisme, par la petite-bourgeoisie, est donc un devoir immédiat des plus importants.

§11. À l'égard des États et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales, ou patriarcales, ou patriarcales-rurales, il convient d'avoir en vue:

1) La nécessité du concours de tous les PC aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le PC du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir activement ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays, dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question.

2) La nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyenâgeuse du clergé, des missions chrétiennes et autres éléments.

3) Il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc.

4) Il est d'une importance toute spéciale de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les propriétaires fonciers, contre les

survivances ou les manifestations de l'esprit féodal; on doit avant tout s'efforcer de donner au mouvement paysan un caractère révolutionnaire, d'organiser partout où il est possible les paysans et tous les opprimés en Soviets et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général.

5) Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes; l'IC ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs PC — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'IC doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire.

6) Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées, dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des États politiquement indépendants qui en réalité, sont des vassaux — aux points de vue économique, financier et militaire. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un État juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indigène des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétistes.

§12. L'oppression séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses

laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-19, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de «défense nationale» la défense des «droits» de «sa bourgeoisie» à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme, dans les pays

avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et le devoir aussi de consentir à certaines cessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

## Thèses supplémentaires sur les questions nationales et coloniales

§1. La fixation exacte des relations de l'IC et du mouvement révolutionnaire dans les pays qui sont dominés par l'impérialisme capitaliste, en particulier de la Chine, est une des questions les plus importantes pour le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC. La révolution mondiale entre dans une période pour laquelle une connaissance exacte de ces relations est nécessaire. La grande guerre européenne et ses résultats ont montré très clairement que les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe sont liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe, et que c'est là une conséquence inévitable du capitalisme mondial centralisé.

§2. Les colonies constituent une des principales sources des forces du capitalisme européen.

Sans la possession des grands marchés et des grands territoires d'exploitation dans les colonies, les puissances capitalistes d'Europe ne pourraient pas se maintenir longtemps.

L'Angleterre, forteresse de l'impérialisme, souffre de surproduction depuis plus d'un siècle. Ce n'est qu'en conquérant des territoires coloniaux, marchés supplémentaires pour la vente des produits de surproduction et sources de matières premières pour son industrie croissante, que l'Angleterre a réussi à maintenir, malgré ses charges, son régime capitaliste.

C'est par l'esclavage des centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique que l'impérialisme anglais est arrivé à maintenir jusqu'à présent le prolétariat britannique sous la domination bourgeoise.

§3. La plus-value obtenue par l'exploitation des colonies, est un des appuis du capitalisme moderne. Aussi longtemps que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme.

Grâce à la possibilité d'exploiter intensément la main-d'œuvre et les sources naturelles de matières premières des colonies, les nations capitalistes d'Europe ont cherché, non sans succès, à éviter par ces moyens leur banqueroute imminente.

L'impérialisme européen a réussi dans ses propres pays à faire des concessions toujours plus grandes à l'aristocratie ouvrière. Tout en cherchant d'un côté à maintenir les conditions de vie des ouvriers dans les pays asservis à un niveau très bas, il ne recule devant aucun sacrifice et consent à sacrifier la plus-value dans ses propres pays, des colonies lui demeurant.

§4. La suppression par la révolution prolétarienne de la puissance coloniale de l'Europe renversera le capitalisme européen. La révolution prolétarienne et la révolution des

colonies doivent concourir, dans une mesure, à l'issue victorieuse de la lutte. L'IC doit donc étendre le cercle de son activité. Elle doit nouer des relations avec les forces révolutionnaires qui sont à l'œuvre pour la destruction de l'impérialisme dans les pays économiquement et politiquement dominés.

§5. L'IC concentre la volonté du prolétariat révolutionnaire mondial. Sa tâche est d'organiser la classe ouvrière du monde entier pour le renversement de l'ordre capitaliste et l'établissement du communisme.

L'IC est un instrument de lutte qui a pour tâche de grouper toutes les forces révolutionnaires du monde.

La 2<sup>e</sup> Internationale, dirigée par un groupe de politiciens et pénétrée de conceptions bourgeoises, n'a donné aucune importance à la question coloniale. Le monde n'existait pour elle que dans les limites de l'Europe. Elle n'a pas vu la nécessité de rattacher le mouvement révolutionnaire des autres continents. Au lieu de prêter une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire des colonies, les membres de la 2<sup>e</sup> Internationale sont eux-mêmes devenus impérialistes.

§6. L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples orientaux, les a empêchés de se développer socialement et économiquement, simultanément avec les classes de l'Europe et de l'Amérique.

Grâce à la politique impérialiste qui a entravé le développement industriel des colonies, une classe prolétarienne dans le sens propre de ce mot n'a pas pu surgir, bien que, dans ces derniers temps, les métiers indigènes aient été détruits par la concurrence des produits des industries centralisées des pays impérialistes.

La conséquence en a été que la grosse majorité du peuple s'est trouvée rejetée dans la campagne et obligée de s'y consacrer au travail agricole et à la production de matières premières pour l'exportation.

La conséquence en a été une rapide concentration de la propriété agraire dans les mains soit des gros propriétaires fonciers, soit du capital financier, soit de l'État. De cette manière s'est créée une masse puissante de paysans sans terre. Et la grande masse de la population a été maintenue dans l'ignorance. Le résultat de cette politique est que, dans ceux d'entre ces pays où l'esprit révolutionnaire se

manifeste, il ne trouve son expression que dans la classe moyenne cultivée.

La domination étrangère y entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas en réalité une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même.

§7. Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui chaque jour se séparent de plus en plus; le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'IC et les Partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de PC qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la république soviétiste.

§8. Les forces du mouvement d'émancipation dans les colonies ne sont pas limitées au petit cercle du nationalisme bourgeois démocratique. Dans la plupart des colonies il y a déjà un mouvement social-révolutionnaire ou des PC en relation étroite avec les masses ouvrières. Les relations de l'IC avec le mouvement révolutionnaire des colonies doivent servir ces partis ou ces groupes car ils sont l'avant-garde de la classe ouvrière. S'ils sont faibles aujourd'hui ils représentent cependant la volonté des masses et les masses les suivront dans la voie révolutionnaire. Les PC des différents pays impérialistes doivent travailler en contact avec ces partis prolétariens dans les colonies et leur prêter une aide matérielle et morale.

§9. La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les

différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir.

Ce serait certainement une grosse erreur que vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux à la question agraire, les principes communistes. Dans son premier stade la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doive être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des Soviets, et organiser des Soviets de paysans et d'ouvriers. Ces Soviets devront travailler en étroite collaboration avec les républiques soviétistes des pays capitalistes avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier.

Ainsi les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste.



# Thèses sur la question agraire

§1. Le prolétariat industriel des villes, dirigé par le PC, peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes et des propriétaires fonciers, de la désorganisation économique et des guerres impérialistes, qui recommenceront inévitablement si le régime capitaliste subsiste. Les masses laborieuses des campagnes ne pourront être libérées qu'à condition de prendre fait et cause pour le prolétariat communiste et de l'aider sans réserve dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement du régime d'oppression des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

D'un autre côté, le prolétariat industriel ne pourra s'acquitter de sa mission historique mondiale, qui est l'émancipation de l'humanité du joug du capitalisme et des guerres, s'il se renferme dans les limites de ses intérêts particuliers et corporatifs et se borne placidement aux démarches et aux efforts tendant à l'amélioration de sa situation bourgeoise parfois très satisfaisante. C'est ainsi que se passent les choses dans nombre de pays avancés où existe une «aristocratie ouvrière» fondement des partis soi-disant socialistes de la 2<sup>e</sup> Internationale, mais en réalité ennemis mortels du socialisme, traîtres envers sa doctrine, bourgeois chauvins et agents des capitalistes parmi les travailleurs. Le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissant dans l'intérêt du socialisme, s'il ne se conduit pas comme une avant-garde du peuple laborieux que l'on exploite, s'il ne se comporte pas comme le chef de guerre à qui incombe la mission de le conduire à l'assaut des exploiters; mais jamais cet assaut ne réussira si les campagnes ne participent à la lutte des classes, si la masse des paysans laborieux ne se joint au PC prolétarien des villes et si, enfin, ce dernier ne l'instruit pas.

§2. La masse des paysans laborieux que l'on exploite et que le prolétariat des villes doit conduire au combat, ou, tout au moins, gagner à

sa cause, est représentée, dans tous les pays capitalistes, par:

1) Le prolétariat agricole composé de journaliers ou valets de ferme, embauchés à l'année, à terme ou à la journée, et qui gagnent leur vie par leur travail salarié dans les diverses entreprises capitalistes d'économie rurale et industrielle. L'organisation de ce prolétariat en une catégorie distincte et indépendante des autres groupes de la population des campagnes (au point de vue politique, militaire, professionnel, coopératif, etc.), une propagande intense dans ce milieu, destinée à les amener au pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat, telle est la tâche fondamentale des PC dans tous les pays.

2) Les demi-prolétaires ou les paysans, travaillant en qualité d'ouvriers embauchés, dans diverses entreprises agricoles, industrielles ou capitalistes, ou cultivant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire pour assurer l'existence de leur famille. Cette catégorie de travailleurs ruraux est très nombreuse dans les pays capitalistes; les représentants de la bourgeoisie et les «socialistes» jaunes de la 2<sup>e</sup> Internationale, cherchent à dissimuler ses conditions d'existence véritables, particulièrement la situation économique; tantôt en trompant sciemment les ouvriers, tantôt par suite de leur propre aveuglement, qui provient des idées routinières de la bourgeoisie; ils confondent volontiers ce groupe avec la grande masse des paysans. Cette manœuvre, foncièrement bourgeoise, en vue de duper les ouvriers, est surtout pratiquée en Allemagne, en France, en Amérique, et dans quelques autres pays. En organisant bien le travail du PC, ce groupe social pourra devenir un fidèle soutien du communisme, car la situation de ces demi-prolétaires est très précaire et l'adhésion au pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat

leur vaudra des avantages énormes et immédiats.

Dans certains pays il n'existe pas de distinction claire entre ces deux premiers groupes; il serait donc loisible, suivant les circonstances, de leur donner une organisation commune.

3) Les petits propriétaires, les petits fermiers qui possèdent ou louent de petits lopins de terre et peuvent satisfaire aux besoins de leur ménage et de leur famille sans embaucher des travailleurs salariés. Cette catégorie de ruraux a beaucoup à gagner à la victoire du prolétariat; le triomphe de la classe ouvrière donne aussitôt à chaque représentant de ce groupe les biens et les avantages qui suivent:

a) Non-paiement du prix du bail et abolition du métayage (il en serait ainsi en France, en Italie, etc.) payés jusqu'à présent aux grands propriétaires fonciers;

b) Abolition des dettes hypothécaires;

c) Emancipation de l'oppression économique exercée par les grands propriétaires fonciers, laquelle se présente sous les aspects les plus divers (droit d'usage des bois et forêts, de friches, etc.);

d) Secours agricole spécial et financier immédiat du pouvoir prolétarien, notamment secours en outillage agricole; octroi de constructions se trouvant sur le territoire de vastes domaines capitalistes expropriés par le prolétariat, transformation immédiate par le gouvernement prolétaire, de toutes les coopératives rurales et des compagnies agricoles, qui n'étaient avantageuses, sous le régime capitaliste, qu'aux paysans riches et aisés, en organisations économiques ayant pour but de secourir, en premier lieu, la population pauvre, c'est-à-dire les prolétaires, les demi-prolétaires et les paysans pauvres.

Le PC doit aussi comprendre que pendant la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire pendant la dictature du prolétariat, cette catégorie de la population rurale manifesterait des hésitations plus ou moins sensibles et un certain penchant à la liberté du commerce et à la propriété privée; car nombre de ceux qui la composent faisant, au moins dans une petite mesure, le commerce des articles de première nécessité, sont déjà démoralisés par la spéculation et par leurs habitudes de propriété. Si, cependant, le gouvernement prolétarien

réalise, dans cette question, une politique ferme et inexorable et si le prolétariat vainqueur écrase sans merci les gros propriétaires fonciers et les paysans aisés, ces hésitations ne sauront être de longue durée et ne pourront modifier ce fait indubitable qu'en fin de compte le groupe dont il s'agit sympathise avec la révolution prolétarienne.

§3. Ces trois catégories de la population rurale, prises ensemble, forment, dans tous les pays capitalistes, la majorité de la population. Le succès d'un coup d'État prolétarien, tant dans les villes que dans les villages, peut donc être considéré comme indiscutable et certain. L'opinion opposée est cependant très en faveur dans la société actuelle. En voici les raisons: elle ne se maintient qu'à force d'agissements trompeurs de la science: 1) de la statistique bourgeoise qui cherche à voiler par tous les moyens en son pouvoir l'insondable abîme qui sépare ces classes rurales, de leurs exploiters, les propriétaires fonciers et les capitalistes, ainsi que les demi-prolétaires et les paysans pauvres des paysans aisés; 2) cette opinion persiste grâce à la maladresse des héros de la 2<sup>e</sup> Internationale jaune et de «l'aristocratie ouvrière» dépravée par les privilèges impérialistes, et à la mauvaise volonté qu'ils mettent à faire, parmi les paysans pauvres, une propagande prolétarienne et révolutionnaire vigoureuse et un bon travail d'organisation; les opportunistes employaient et emploient toujours leurs efforts à imaginer diverses variétés d'accords pratiques et théoriques avec la bourgeoisie, y compris les paysans riches et aisés, et ne pensent nullement au renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois et de la bourgeoisie elle-même; 3) en fin, l'opinion dont il s'agit se maintient jusqu'ici grâce à un préjugé opiniâtre et, pour ainsi dire, inébranlable, parce qu'il se trouve étroitement uni à tous les autres préjugés du parlementarisme et de la bourgeoisie démocratique; ce préjugé consiste dans la non compréhension d'une vérité parfaitement démontrée par le marxisme théorique et suffisamment prouvée par l'expérience de la révolution prolétarienne russe; cette vérité est que les trois catégories de la population rurale dont nous avons parlé, abruties, désunies, opprimées et vouées, dans les pays même les plus civilisés, à une existence demi-barbare, ont, par conséquent, un intérêt économique, social et intellectuel à la victoire du socialisme, mais ne peuvent néanmoins appuyer vigoureusement le prolétariat révolutionnaire *qu'après* la conquête

du pouvoir politique, lorsqu'il aura fait justice des gros propriétaires fonciers et capitalistes mettant ainsi les masses rurales dans l'obligation de constater qu'elles ont, en lui, un chef et défenseur organisé, assez puissant pour les diriger et leur montrer la bonne voie.

§4. Les «paysans moyens» sont, au point de vue économique, de petits propriétaires ruraux qui possèdent ou prennent à terme, eux aussi, des lopins de terre peu considérables sans doute, mais leur permettant quand même, sous le régime capitaliste, non seulement de nourrir leur famille et d'entretenir en bon état leur petite propriété rurale, mais de réaliser encore un excédent de bénéfices, pouvant, tout au moins dans les années de bonne récolte, être transformés en économies relativement importantes; ces paysans embauchent assez souvent des ouvriers (par exemple deux ou trois ouvriers par entreprise) dont ils ont besoin pour toutes sortes de travaux. On pourrait citer ici l'exemple concret de «paysans moyens» d'un pays capitaliste avancé: ceux de l'Allemagne. Il y avait, en Allemagne, d'après le recensement de 1907, une catégorie de propriétaires ruraux possédant chacun de 5 à 10 hectares, dans les propriétés desquels le nombre des ouvriers embauchés s'élevait presque au tiers du chiffre total des travailleurs des champs<sup>1</sup>. En France, où les cultures spéciales, comme la viticulture, sont plus développées, et où la terre demande beaucoup plus d'effort et de soins, les propriétés rurales de cette catégorie emploient probablement un nombre plus important de travailleurs salariés.

Pour son avenir le plus rapproché et pour toute la première période de sa dictature, le prolétariat révolutionnaire ne peut pas se donner comme tâche la conquête politique de cette catégorie rurale et doit se borner à sa neutralisation, dans la lutte qui se livre entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le penchant de cette couche de la population tantôt vers un parti politique, tantôt vers un autre, est inévitable et, probablement, sera-t-il au commencement de la nouvelle époque et dans les pays foncièrement capitalistes, favorable à la bourgeoisie. Tendance d'ailleurs fort naturelle, l'esprit de

propriété privée jouant chez elle un rôle prépondérant. Le prolétariat vainqueur améliorera immédiatement la situation économique de cette couche de la population en supprimant le système du bail, les dettes hypothécaires et en introduisant dans l'agriculture l'usage des machines et l'emploi de l'électricité. Cependant, dans la plupart des pays capitalistes, le pouvoir prolétarien ne devra pas abolir sur le champ et complètement le droit de propriété privée, mais il devra affranchir cette classe de toutes les obligations et impositions auxquelles elle est sujette de la part des propriétaires fonciers; le pouvoir soviétiste assurera aux paysans pauvres et d'aisance moyenne la possession de leurs terres, dont il cherchera même à augmenter la superficie, en mettant les paysans en possession de terres qu'ils affermaient autrefois (abolition du fermage).

Toutes ces mesures, suivies d'une lutte sans merci contre la bourgeoisie, assureront le succès complet de la politique de neutralisation. C'est avec la plus grande circonspection que le pouvoir prolétarien doit passer à l'agriculture collectiviste, progressivement, à force d'exemples, et sans la moindre mesure de coercition à l'égard des paysans «moyens».

§5. Les paysans riches et aisés sont les entrepreneurs capitalistes de l'agriculture; ils cultivent habituellement leurs terres avec le concours des travailleurs salariés et ne sont rattachés à la classe paysanne que par leur développement intellectuel très restreint, par leur vie rustique et par le travail personnel qu'ils font en commun avec les ouvriers qu'ils embauchent. Cette couche de la population rurale est très nombreuse et représente en même temps l'adversaire le plus invétéré du prolétariat révolutionnaire. Aussi, tout le travail politique des PC dans les campagnes doit-il se concentrer dans la lutte contre cet élément, pour émanciper la majorité de la population rurale laborieuse et exploitée, de l'influence morale et politique, si pernicieuse, de ces exploiters ruraux. Il est bien possible que, dès la victoire du prolétariat dans les villes, ces éléments aient recours à des actes de sabotage et même à des

---

<sup>1</sup> Voici quelques chiffres exacts: Allemagne, propriétés rurales de 5 à 10 hectares, employant des ouvriers embauchés — 652,798 (sur 5,736,082). ouvriers salariés — 487,764, ouvriers mariés —

2,003,633. Autriche (recensement de 1910) 383,351 propriétés rurales dont 126,136 employant des travailleurs embauchés; ouvriers salariés — 146,644, ouvriers mariés — 1,265,969 Le nombre total des fermes en Autriche s'élève à 2,856,349.

prises d'armes, manifestement contre-révolutionnaires. Aussi le prolétariat révolutionnaire devra-t-il commencer sur-le-champ la préparation intellectuelle et organisatrice de toutes les forces dont il aura besoin pour les désarmer et pour leur porter, tandis qu'il renversera le régime capitaliste et industriel, le coup de grâce. A cet effet, le prolétariat révolutionnaire des villes devra armer ses alliés ruraux et organiser, dans tous les villages des Soviets où nul exploiteur ne sera admis et où les prolétaires et les demi-prolétaires seront appelés à jouer le rôle prépondérant. Même dans ce cas cependant, la tâche immédiate du prolétariat vainqueur ne devra pas comporter l'expropriation des grandes propriétés paysannes, parce qu'à ce moment même les conditions matérielles et, en partie, techniques et sociales, nécessaires à la socialisation des grandes propriétés ne seront pas encore réalisées. Tout porte à croire que, dans certains cas isolés, des terres affermées ou, strictement nécessaires aux paysans pauvres du voisinage seront confisquées; on accordera également à ces derniers l'usage gratuit, à certaines conditions toutefois, d'une partie de l'outillage agricole des propriétaires ruraux riches ou aisés. Mais, en règle générale, le pouvoir prolétarien devra laisser leurs terres aux paysans riches et aisés et ne s'en emparer que dans le cas d'une opposition manifeste à la politique et aux prescriptions du pouvoir des travailleurs. Cette ligne de conduite est nécessaire, l'expérience de la révolution prolétarienne russe, où la lutte contre les paysans riches et aisés traîne en longueur dans des conditions très complexes, ayant démontré que ces éléments de la population rurale, douloureusement frappés pour toutes leurs tentatives de résistance, même les moindres, sont pourtant capables de s'acquitter loyalement des travaux que leur confie l'État prolétarien et commencent même, quoique très lentement, à se pénétrer de respect envers le pouvoir qui défend tout travailleur et écrase impitoyablement le riche oisif.

Les conditions spéciales qui ont compliqué et retardé la lutte du prolétariat russe, vainqueur de la bourgeoisie, contre les paysans riches, dérivait uniquement du fait qu'après l'événement du 25 octobre 1917, la révolution russe avait traversé une phase «démocratique» c'est-à-dire, au fond, bourgeois-démocratique, de lutte des paysans contre les propriétaires fonciers; on doit encore ces conditions spéciales

à la faiblesse numérique et l'état arriéré du prolétariat des villes et, enfin, à l'immensité du pays et au délabrement de ses voies de communication. Mais les pays avancés de l'Europe et de d'Amérique ignorent toutes ces causes de retard, et c'est pourquoi leur prolétariat révolutionnaire doit briser plus énergiquement plus rapidement, avec plus de décision et beaucoup plus de succès, la résistance des paysans riches et aisés et leur ôter, à l'avenir, toute possibilité d'opposition. Cette victoire de la masse des prolétaires, des demi-prolétaires et des paysans est absolument indispensable, et tant qu'elle n'aura pas été remportée, le pouvoir prolétarien ne pourra se considérer comme une autorité stable et ferme.

§6. Le prolétariat révolutionnaire doit confisquer immédiatement et sans réserve toutes les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire à toutes les personnes exploitant systématiquement, dans les pays capitalistes, que ce soit de façon directe ou par l'entremise de leurs fermiers, les travailleurs salariés, les paysans pauvres et même, assez souvent, les paysans moyens de la région, à tous les propriétaires qui ne participent aucunement au travail physique — dans la plupart des cas, descendants des barons féodaux (nobles de Russie, d'Allemagne et de Hongrie, seigneurs restaurés de France, lords anglais, anciens possesseurs d'esclaves en Amérique), magnats de la haute finance ou, enfin, ceux qui sont issus de ces deux catégories d'exploiteurs et de fainéants.

Les PC doivent s'opposer énergiquement à l'idée d'accorder une indemnité aux grands propriétaires fonciers expropriés et lutter contre toute propagande en ce sens; les PC ne doivent pas oublier que le versement d'une semblable indemnité serait une trahison envers le socialisme et une contribution nouvelle imposée aux masses exploitées, accablées par le fardeau de la guerre qui a multiplié le nombre des millionnaires et a accru leurs fortunes.

Dans les pays capitalistes avancés, l'IC estime qu'il serait bon et pratique de maintenir intactes les grandes propriétés agricoles et de les

exploiter de la même façon que les propriétés soviétistes russes<sup>2</sup>.

Quant à la culture des terres enlevées par le prolétariat vainqueur aux grands propriétaires fonciers, en Russie, elles étaient jusqu'à présent partagées entre les paysans; c'est que le pays est très arriéré au point de vue économique. Dans des cas très rares le gouvernement prolétarien russe a maintenu en son pouvoir des propriétés rurales dites «soviétistes» et que l'État prolétarien exploite lui-même, en transformant les anciens ouvriers salariés en «délégués de travail» ou en membres de Soviets.

La conservation des grands domaines sert mieux les intérêts des éléments révolutionnaires de la population, surtout des agriculteurs qui ne possèdent point de terres, des demi-prolétaires et des petits propriétaires qui vivent souvent de leur travail dans les grandes entreprises. En outre, la nationalisation des grands domaines rend la population urbaine moins dépendante à l'égard des campagnes au point de vue du ravitaillement.

Là où subsistent encore des vestiges du système féodal, où les privilèges des propriétaires fonciers, engendrent des formes spéciales d'exploitation, où l'on voit encore le «servage» et le «métayage», il est nécessaire de remettre aux paysans une partie du sol des grands domaines.

Dans les pays où les grands domaines sont en nombre insignifiant, où un grand nombre de petits tenanciers demandent des terres, la distribution des grands domaines en lots peut être un sûr moyen pour gagner les paysans à la révolution, alors que la conservation de ces quelques grands domaines ne serait d'aucun intérêt pour les villes, au point de vue du ravitaillement.

La première et la plus importante tâche du prolétariat est de s'assurer une victoire durable. Le prolétariat ne doit pas redouter une baisse de la production, si cela est nécessaire, pour le succès de la révolution. Ce n'est qu'en maintenant la classe moyenne des paysans dans la neutralité et en s'assurant l'appui de la majorité, si ce n'est de la totalité, des prolétaires des campagnes, que l'on pourra assurer au pouvoir prolétarien une existence durable.

Toutes les fois que les terres des grands propriétaires fonciers seront distribuées, les intérêts du prolétariat agricole devront passer avant tout.

Tout l'outillage agricole et technique des grandes propriétés foncières et rurales doit être confisqué et remis à l'État, à condition toutefois, qu'après la distribution de cet outillage, en quantité suffisante, aux grandes propriétés rurales de l'État, les petits paysans en puissent profiter gratuitement, en se conformant aux règlements élaborés à ce sujet par le pouvoir prolétarien.

Si, tout au commencement de la révolution prolétarienne, la confiscation immédiate des grandes propriétés foncières ainsi que l'expulsion ou l'internement de leurs propriétaires, leaders de la contre-révolution et oppresseurs impitoyables de toute la population rurale, sont absolument nécessaires, le pouvoir prolétarien doit tendre systématiquement au fur et à mesure de la consolidation de sa position dans les villes et les campagnes, à l'utilisation des forces de cette classe, qui possède une expérience précieuse des connaissances et des capacités organisatrices, pour créer avec son concours, et sous le contrôle de communistes éprouvés, une vaste agriculture soviétiste.

§7. Le socialisme ne vaincra définitivement le capitalisme et ne sera à jamais affermi qu'au moment où le pouvoir gouvernemental prolétarien, ayant réprimé toute résistance des exploiters et assuré son autorité, aura réorganisé toute l'industrie sur la base d'une nouvelle production collectiviste et sur un nouveau fondement technique (application générale de l'énergie électrique dans toutes les branches de l'agriculture et de l'économie rurale). Cette réorganisation seule peut donner aux villes la possibilité d'offrir aux campagnes arriérées une aide technique et sociale susceptible de déterminer un accroissement extraordinaire de la productivité du travail agricole et rural et d'engager, par l'exemple, les petits laboureurs à passer, dans leur propre intérêt, progressivement, à une culture collectiviste mécanique.

C'est précisément dans les campagnes que la possibilité d'une lutte victorieuse pour la cause socialiste exige, de la part de tous les PC, un

---

<sup>2</sup> Il sera bon de favoriser la création de domaines par des collectivités (communes).

effort pour susciter, parmi le prolétariat industriel, le sentiment de la nécessité des sacrifices à consentir pour le renversement de la bourgeoisie et pour la consolidation du pouvoir prolétarien; chose absolument nécessaire parce que la dictature du prolétariat signifie qu'il sait organiser et conduire les travailleurs exploités et que son avant-garde est toujours prête, pour atteindre ce but, au maximum d'efforts héroïques et de sacrifices; en outre, pour remporter la victoire définitive, le socialisme exige que les masses laborieuses les plus exploitées des campagnes puissent voir, dès la victoire des ouvriers, leur situation presque immédiatement améliorée aux dépens des exploités; s'il n'en était pas ainsi, le prolétariat industriel ne pourrait pas compter sur l'appui des campagnes et ne pourrait pas, de ce fait, assurer le ravitaillement des villes.

§8. Les difficultés énormes que présentent l'organisation et la préparation à la lutte révolutionnaire de la masse des travailleurs ruraux que le régime capitaliste avait abrutés éparpillés et asservis, à peu près autant qu'au moyen âge, exige de la part des PC, la plus grande attention envers le mouvement gréviste rural, l'appui vigoureux et le développement intense des grèves de masses des prolétaires et des demi-prolétaires ruraux. L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917, confirmée et complétée actuellement par celle de la révolution allemande et d'autres pays avancés} prouve que seul le mouvement gréviste, progressant sans cesse (avec la, participation, dans certaines conditions, des petits paysans peut tirer les villages de leur léthargie, réveiller chez les paysans la conscience de classe et le sentiment de nécessité d'une organisation de classe des masses rurales exploitées et montrer clairement aux habitants de la campagne l'importance pratique de leur union avec les travailleurs des villes. À ce point de vue, la création de syndicats ouvriers agricoles et la collaboration des communistes dans les organisations d'ouvriers agricoles et forestiers sont de la plus haute importance. Les communistes doivent particulièrement soutenir les organisations formées par la population agricole étroitement liée au mouvement ouvrier révolutionnaire. Une propagande énergique doit être faite parmi les paysans prolétaires.

Le Congrès de l'IC flétrit et condamne sévèrement les socialistes félons et traîtres que l'on trouve malheureusement, non seulement au sein de la 2<sup>e</sup> Internationale jaune, mais aussi parmi les trois partis européens les plus importants, sortis de cette Internationale; le Congrès voue à la honte les socialistes capables non seulement de considérer d'un œil indifférent le mouvement gréviste rural, mais encore de lui résister (comme K. Kautsky), de peur qu'il n'en résulte une réduction du ravitaillement. Tous les programmes et toutes les déclarations les plus solennelles n'ont aucune valeur, s'il n'est possible de prouver pratiquement que les communistes et les leaders ouvriers savent mettre au-dessus de toutes choses le développement de la révolution prolétarienne et sa victoire, savent consentir pour elle aux sacrifices les plus pénibles, parce qu'il n'est pas d'autres issues, pas d'autres moyens pour vaincre la famine et la désorganisation économique et pour conjurer de nouvelles guerres impérialistes.

§9. Les PC doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour commencer au plus tôt l'organisation des Soviets dans les campagnes et en premier lieu, des Soviets qui représenteraient des travailleurs salariés et les demi-prolétaires. Ce n'est qu'en coopération étroite avec le mouvement gréviste des masses et avec la classe la plus opprimée que les Soviets seront à même de s'acquitter de leur mission et deviendront assez forts pour mettre à leur influence (et les incorporer par la suite) les «petits paysans». Si cependant le mouvement gréviste n'est pas encore assez développé et la capacité d'organisation du prolétariat rural est encore trop faible, tant à cause de l'oppression des propriétaires fonciers et des paysans riches, que de l'insuffisance de l'appui fourni par les ouvriers industriels et par leurs syndicats, la création des Soviets dans les campagnes demande une longue préparation; elle doit être faite par la création des foyers communistes, par une propagande active, en termes clairs et nets, des aspirations communistes que l'on expliquera à force d'exemples illustrant les diverses méthodes d'exploitation et d'oppression, et enfin au moyen de tournées de propagande systématiques des travailleurs industriels dans les campagnes.

# Statuts de l'IC

En 1864, fut fondée à Londres, la première Association Internationale des Travailleurs: la Première Internationale. Les statuts de cette Association Internationale des Travailleurs portaient:

«Considérant:

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule;

Que lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création de nouveaux privilèges, de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs, et pour la suppression de toute domination de classe;

Que la soumission économique de l'homme au travail sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique;

Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen;

Que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite de manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches du travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents;

Que l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés; que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous d'un côté de nouveaux espoirs, mais de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs, et nous appelle à la

coordination immédiate du mouvement qui jusqu'à présent n'avait point de cohérence.»

La 2<sup>e</sup> Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la 1<sup>e</sup> Internationale, Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La 2<sup>e</sup> Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La 3<sup>e</sup> IC, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République Socialiste Fédérative des Soviets, à Moscou, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la 1<sup>e</sup> Internationale des Travailleurs.

La 3<sup>e</sup> IC s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-18 au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

Souviens-toi de la guerre impérialiste! Voilà la première parole que l'IC adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entrégorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que sans renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable.

L'IC se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'IC considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'IC considère le pouvoir des



Soviets comme la *forme* de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la 1<sup>e</sup> Internationale: l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et *internationale*.

L'IC rompt à tout jamais avec la tradition de la 2<sup>e</sup> Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'IC fraternise les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'IC soutient, intégralement et sans réserve, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste, dans l'histoire, qui ait été victorieuse et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'IC s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république soviétiste qui serait créée en quelque lieu que ce soit.

L'IC n'ignore pas que pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'IC doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'IC adopte les statuts que voici:

§1. La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée en but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir: le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.

§2. La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs adopte le titre d'*IC*.

§3. Tous les partis et organisations affiliés à l'IC portent le nom de: Parti Communiste de tel ou tel pays (Section de l'IC),

§4. L'instance suprême de l'IC n'est autre que le Congrès Mondial de tous les partis et organisations qui y sont affiliés. Le Congrès Mondial sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'IC Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité de l'IC Le nombre de voix délibératives qui, dans le Congrès Mondial, appartiendront à chaque parti ou organisation, sera fixé par une décision spéciale du Congrès; il est, en outre, indispensable de s'efforcer de fixer, le plus tôt possible, les normes de représentation, en se basant sur le nombre effectif des membres de chaque organisation et en tenant compte de l'influence réelle du Parti.

§5. Le Congrès Mondial élit un CEIC, qui devient l'instance suprême de l'IC durant les intervalles qui séparent les sessions du Congrès Mondial.

§6. Le siège du CEIC est désigné, à chaque nouvelle session, par le Congrès Mondial.

§7. Un Congrès Mondial extraordinaire de l'IC peut être convoqué soit par décision du CEIC, soit sur la demande de la moitié du nombre total des Partis affiliés lors du dernier Congrès Mondial.

§8. Le travail principal et la grande responsabilité, au sein du CEIC incombent principalement au PC du pays où le Congrès Mondial a fixé le siège du CEIC Le PC de ce pays fait entrer dans le CEIC au moins cinq représentants ayant voix délibérative; outre cela chacun des douze PC les plus importants fait entrer dans le CEIC un représentant avec voix délibérative. La liste de ces partis est sanctionnée par le Congrès Mondial. Les autres partis ou organisations ont le droit de déléguer auprès du CEIC des représentants (à raison d'un par organisation) avec voix consultative.

§9. Le CEIC dirige dans l'intervalle qui sépare les sessions des Congrès, tous les travaux de l'IC, publie, en quatre langues au moins, un organe central (la revue: *L'IC*), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'IC et donne à tous les Partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi. Le CEIC a le droit d'exiger des Partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne, il peut exiger l'exclusion des Partis qui auraient violé les décisions du Congrès Mondial. Ces Partis ont le droit d'en appeler au Congrès

Mondial. En cas de nécessités le CEIC organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés.

§10. Le CEIC a le droit de coopter, en leur accordant voix consultative, les représentants des organisations et des Partis non admis dans l'IC, mais sympathisant avec le communisme.

§11. Les organes de la presse de tous les partis et organisations affiliés à l'IC, ou sympathisant avec elle, doivent publier tous les documents officiels de l'IC et de son CEIC

§12. La situation générale en Europe et en Amérique impose aux communistes l'obligation de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations secrètes. Le CEIC a le devoir de veiller à l'observation de cet article des statuts.

§13. Il est de règle que toutes les relations politiques présentant une certaine importance entre les différents Partis affiliés à l'IC aient pour intermédiaire le CEIC. En cas de nécessité urgente, ces relations peuvent être directes à la condition que le CEIC en soit informé.

§14. Les syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du CEIC, constituent une Section syndicale de l'IC. Les syndicats communistes envoient leurs représentants au Congrès Mondial de l'IC par l'intermédiaire du PC de leur pays. La Section syndicale de l'IC délègue un de ses membres auprès du CEIC, où il a voix délibérative. Le CEIC a le droit de déléguer, auprès de la Section syndicale de l'IC, un représentant qui a voix délibérative.

§15. L'Union Internationale de la Jeunesse Communiste est subordonnée à l'IC et à son CEIC. Elle délègue un représentant de son Comité Exécutif au CEIC, où il a voix délibérative. Le CEIC a la faculté de déléguer auprès du Comité Exécutif de l'Union de la Jeunesse, un représentant qui a voix délibérative. Les rapports mutuels qui existent entre l'Union de la Jeunesse et le PC en tant qu'organisations, dans chaque pays, sont basés sur le même principe.

§16. Le CEIC sanctionne la nomination d'un secrétaire du mouvement féminin international et organise une Section des Femmes Communistes de l'Internationale.

§17. Tout membre de l'IC qui se rend d'un pays dans un autre, y est fraternellement accueilli par les membres de la 3<sup>e</sup> Internationale.

# Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC

## Le monde capitaliste et l'IC

### 1. — Les rapports internationaux après Versailles

C'est avec mélancolie et regret que la bourgeoisie du monde entier se rappelle les jours d'antan. Tous les fondements de la politique internationale ou intérieure sont bouleversés ou ébranlés. Pour le monde des exploiters, demain est gros d'orages. La guerre impérialiste a achevé de détruire le vieux système des alliances et des assurances mutuelles, sur lequel étaient basés l'équilibre international et la paix armée. Aucun équilibre nouveau ne résulte de la paix de Versailles.

La Russie d'abord, ensuite l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, ont été jetées hors de la lice. Ces puissances de premier ordre, qui avaient occupé la première place parmi les pirates de l'impérialisme mondial, sont devenues elles-mêmes les victimes du pillage et ont été livrées au démembrement. Devant l'impérialisme vainqueur de l'Entente s'est ouvert un champ illimité d'exploitation coloniale, commençant au Rhin, embrassant toute l'Europe centrale et orientale, pour finir à l'Océan Pacifique. Est-ce que le Congo, la Syrie, l'Égypte et le Mexique peuvent entrer en comparaison avec les steppes, les forêts et les montagnes de la Russie, avec les forces ouvrières, avec les ouvriers qualifiés de l'Allemagne? Le nouveau programme colonial des vainqueurs était bien simple: renverser la république prolétarienne en Russie, faire main basse sur nos matières premières, accaparer la main-d'œuvre allemande, le charbon allemand, imposer à l'entrepreneur allemand le rôle de garde-chiourme et avoir à leur disposition les marchandises ainsi obtenues, ainsi que les revenus des entreprises. Le projet «d'organiser l'Europe» qui avait été conçu par l'impérialisme allemand à l'époque de ses succès militaires, a été repris par l'Entente victorieuse. En traduisant à la barre des accusés les chenapans de l'Empire allemand, les gouvernements de

l'Entente les considèrent bien comme leurs pairs.

Mais, même dans le camp des vainqueurs, il y a des vaincus.

Enivrée par son chauvinisme et par ses victoires, la bourgeoisie française se voit déjà maîtresse de l'Europe. En réalité, jamais la France n'a été, à tous les points de vue, dans une dépendance plus servile vis-à-vis de ses rivales plus puissantes, l'Angleterre et l'Amérique. La France prescrit à la Belgique un programme économique et militaire, et transforme sa faible alliée en province vassale, mais, vis-à-vis de l'Angleterre, elle joue, en plus grand, le rôle de la Belgique. Pour le moment, les impérialistes anglais laissent aux usuriers français le soin de se faire justice dans les limites continentales qui leur sont assignées, faisant ainsi retomber sur la France l'indignation des travailleurs de l'Europe et de l'Angleterre même. La puissance de la France saignée à blanc et ruinée, n'est qu'apparente et factice; un jour plus tôt ou plus tard, les social-patriotes français seront bien obligés de s'en apercevoir. L'Italie a encore plus perdu de son poids dans les relations internationales. Manquant de charbon, manquant de pain, manquant de matières premières, absolument déséquilibrée par la guerre, la bourgeoisie italienne, en dépit de toute sa volonté mauvaise, n'est pas capable de réaliser, dans la mesure où elle le voudrait, les droits qu'elle croit avoir au pillage et à la violence, même dans les coins de colonies que l'Angleterre a bien voulu lui abandonner.

Le Japon, en proie aux contradictions inhérentes au régime capitaliste, dans une société demeurée féodale, est à la veille d'une crise révolutionnaire des plus profondes; déjà, malgré des circonstances plutôt favorables dans la politique internationale, cette crise a paralysé son élan impérialiste.

Restent seulement deux véritables grandes puissances mondiales, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

L'impérialisme anglais s'est débarrassé de son rival, asiatique, le tsarisme, et de la menaçante concurrence allemande. La puissance de la Grande-Bretagne sur les mers atteint son apogée. Elle entoure les continents d'une chaîne de peuples qui lui sont soumis. Elle a mis la main sur la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie; elle enlève à la Suède et à la Norvège les derniers vestiges de leur indépendance; elle transforme la mer Baltique en un golfe qui appartient aux eaux britanniques. Personne ne lui résiste dans la mer du Nord. Possédant le Cap, l'Égypte, l'Inde, la Perse, l'Afghanistan, elle fait de l'Océan Indien une mer intérieure, entièrement soumise à son pouvoir. Etant maîtresse des océans, l'Angleterre contrôle les continents. Souveraine du monde, elle ne trouve de limites à sa puissance que dans la république américaine du dollar et dans la république russe des Soviets.

La guerre mondiale a définitivement " obligé les États-Unis à renoncer à leur conservatisme continental. Elargissant son essor, le programme de son capitalisme national, «l'Amérique aux Américains» (doctrine de Monroe), — a été remplacé par le programme de l'impérialisme: «Le monde entier aux Américains». Ne se contentant plus d'exploiter la guerre par le commerce, par l'industrie et par les opérations de Bourse, cherchant d'autres sources de richesses que celles qu'elle tirait du sang européen, lorsqu'elle était neutre, l'Amérique est entrée dans la guerre, a joué un rôle décisif dans la défaite de l'Allemagne, et s'est mêlée de résoudre toutes les questions de politique européenne et mondiale.

Sous le drapeau de la Ligue des Nations, les États-Unis ont tenté de faire passer de l'autre côté de l'Océan l'expérience qu'ils avaient déjà faite chez eux, d'une association fédérative de grands peuples appartenant à des races diverses; ils ont voulu enchaîner à leur char triomphal les peuples de l'Europe et des autres parties du monde, en les assujettissant au gouvernement de Washington. La Ligue des Nations ne devait plus être, en somme, qu'une société jouissant d'un monopole mondial, sous la firme «Yankee & Co».

Le président des États-Unis, le grand prophète des lieux communs, est descendu de

son Sinaï pour conquérir l'Europe, apportant avec lui ses quatorze articles. Les boursiers, les ministres, les gens d'affaires de la bourgeoisie ne se sont pas trompés une seule minute sur le véritable sens de la nouvelle révélation. En revanche, les «socialistes» européens, travaillés par le ferment de Kautsky, ont été saisis d'une extase religieuse et se sont mis à danser, comme le roi David, en accompagnant l'arche sainte de Wilson.

Lorsqu'il a fallu résoudre les questions pratiques, l'apôtre américain a fort bien vu qu'en dépit de la hausse extraordinaire du dollar, la primauté appartenait encore et toujours à la Grande-Bretagne sur toutes les routes maritimes, qui réunissent et qui séparent les nations; car l'Angleterre dispose de la flotte la plus forte, du câble le plus long, et elle a une antique expérience de la piraterie mondiale. En outre, Wilson s'est heurté à la république soviétiste et au communisme. Profondément blessé, le Messie américain a désavoué la Ligue des Nations dont l'Angleterre avait fait une de ses chancelleries diplomatiques, et il a tourné le dos à l'Europe.

Ce serait toutefois un enfantillage de penser qu'après avoir subi un premier échec de la part de l'Angleterre, l'impérialisme américain rentrera dans sa coquille, nous voulons dire: se conformera de nouveau à la doctrine de Monroe. Non, continuant à asservir, par des moyens de plus en plus violents, le continent américain, transformant en colonies les pays de l'Amérique centrale et méridionale, les États-Unis, représentés par leurs deux partis dirigeants, les démocrates et les républicains, se préparent, pour faire pièce à la Ligue des Nations, créée par l'Angleterre, à constituer leur propre Ligue, dans laquelle l'Amérique du Nord jouerait le rôle d'un centre mondial. Pour prendre les choses par le bon bout, ils ont l'intention de faire de leur flotte, dans le courant des trois ou cinq prochaines années, un instrument de lutte plus puissant que n'est la flotte britannique. C'est ce qui oblige l'Angleterre impérialiste à se poser la question: Être ou ne pas être?

À la rivalité furieuse de ces deux géants dans le domaine des constructions navales, s'ajoute une lutte non moins furieuse pour la possession du naphte.

La France, qui comptait jouer un rôle d'arbitre entre l'Angleterre et les États-Unis, s'est trouvée entraînée dans l'orbite de la

Grande-Bretagne, comme un satellite de deuxième grandeur; la Ligue des Nations est pour elle un fardeau intolérable et elle cherche à s'en défaire en fomentant un antagonisme entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord.

Ainsi les forces les plus puissantes travaillent à préparer un nouveau duel mondial.

Le programme de l'émancipation des petites nations, qui avait été mis en avant pendant la guerre, a amené la débâcle complète et l'asservissement absolu des peuples des Balkans, vainqueurs et vaincus, et la balkanisation d'une partie considérable de l'Europe. Les intérêts impérialistes des vainqueurs les ont engagés à détacher des grandes puissances qu'ils avaient battues certains petits États représentants des nationalités distinctes. Ici il ne saurait être question de ce que l'on appelle le principe des nationalités: l'impérialisme consiste à briser les cadres nationaux, même ceux des grandes puissances. Les petits États bourgeois récemment créés ne sont que les sous-produits de l'impérialisme. En créant, pour y trouver un appui provisoire, toute une série de petites nations, ouvertement opprimées ou officiellement protégées, mais en réalité vassales — l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Yougoslavie, la Bohême, la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, l'Arménie, la Géorgie, etc., — en les dominant au moyen des banques, des chemins de fer, du monopole des charbons, l'impérialisme les condamne à souffrir de difficultés économiques et nationales intolérables, de conflits interminables, de querelles sanglantes.

Quelle monstrueuse raillerie de l'Histoire que ce fait de la restauration de la Pologne, après avoir fait partie du programme de la démocratie révolutionnaire et des premières manifestations du prolétariat international ait été réalisée par l'impérialisme afin de faire obstacle à sa révolution. La Pologne «démocratique», dont les précurseurs moururent sur les barricades de l'Europe entière, est en ce moment un instrument malpropre et sanglant entre les mains des brigands anglo-français qui attaquent la première république prolétarienne que le monde n'ait jamais vue.

À côté de la Pologne, la Tchécoslovaquie «démocratique», vendue au capital français, fournit une garde blanche contre la Russie soviétiste, contre la Hongrie soviétiste.

La tentative héroïque faite par le prolétariat hongrois pour s'arracher au chaos politique et économique de l'Europe centrale et entrer dans la voie de la fédération soviétiste, — qui est vraiment l'unique voie du salut, — a été étouffée par la réaction capitaliste coalisée, au moment où, trompé par les partis qui le dirigent, le prolétariat des grandes puissances européennes s'est trouvé incapable de remplir son devoir envers la Hongrie socialiste et envers lui-même.

Le gouvernement soviétiste de Budapest a été renversé avec l'aide des social-traîtres qui, après s'être maintenus au pouvoir pendant trois mois et demi ont été jetés à terre par la canaille contre-révolutionnaire déchainée, dont les crimes sanglants ont surpassé ceux de Koltchak, de Dénikine, de Wrangel et des autres agents de l'Entente... Mais, même abattue pour un temps, la Hongrie Soviétiste continue à éclairer, comme un phare splendide, les travailleurs de l'Europe centrale.

Le peuple turc ne veut pas se soumettre à la honteuse paix que lui imposent les tyrans de Londres. Pour faire exécuter les clauses du traité, l'Angleterre a armé et lancé la Grèce contre la Turquie. De cette manière, la péninsule balkanique et l'Asie-Mineure, Turcs et Grecs, sont condamnés à une dévastation complète, à des massacres mutuels.

Dans la lutte de l'Entente contre la Turquie, l'Arménie a été inscrite au programme, de même que la Belgique dans la lutte contre l'Allemagne, de même que la Serbie dans la lutte contre l'Autriche-Hongrie. Après que l'Arménie a été constituée — sans frontières définies — sans possibilité d'existence, — Wilson a refusé d'accepter le mandat arménien que lui proposait la Ligue des Nations: car le sol de l'Arménie ne renferme ni naphte, ni platine. L'Arménie «émancipée» est plus que jamais sans défense.

Presque chacun des États «nationaux» nouvellement créés à son irrédentisme, c'est-à-dire son abcès national latent.

En même temps, la lutte nationale, dans les domaines possédés par les vainqueurs, a atteint sa plus haute tension. La bourgeoisie anglaise qui voudrait prendre sous sa tutelle les peuples des quatre parties du monde, est incapable de résoudre d'une manière satisfaisante la question irlandaise qui se pose dans son voisinage immédiat.

La question nationale dans les colonies est encore plus grosse de menaces. L'Égypte, l'Inde, la Perse sont secouées par les insurrections. Les prolétaires avancés de l'Europe et de l'Amérique transmettent aux travailleurs des colonies la devise de la fédération soviétiste.

L'Europe officielle, gouvernementale, nationale, civilisée, bourgeoise, telle qu'elle est sortie de la guerre et de la paix de Versailles, suggère l'idée d'une maison de fous. Les petits États créés par des moyens artificiels, morcelés, étouffant au point de vue économique dans les bornes qui leur ont été prescrites, se prennent à la gorge et combattent pour s'arracher des ports, des provinces, de petites villes de rien du tout. Ils cherchent la protection des États plus forts, dont l'antagonisme s'accroît de jour en jour. L'Italie garde une attitude hostile à la France et serait disposée à soutenir contre elle l'Allemagne, si celle-ci se trouvait capable de relever la tête. La France est empoisonnée par l'envie qu'elle porte à l'Angleterre et, pour obtenir qu'on lui paie ses rentes, elle est prête à mettre de nouveau le feu aux quatre coins de l'Europe. L'Angleterre maintient, avec l'aide de la France, l'Europe dans un état de chaos et d'impuissance qui lui laisse les mains libres pour effectuer ses opérations mondiales, dirigées contre l'Amérique. Les États-Unis laissent le Japon s'enliser dans la Sibérie orientale, pour assurer pendant ce temps à leur flotte la supériorité sur celle de la Grande-Bretagne avant 1925, à moins que l'Angleterre ne se décide à se mesurer avec eux avant cette date.

Pour compléter comme il convient ce tableau, l'oracle militaire de la bourgeoisie française, le maréchal Foch, nous prévient que la guerre future aura pour point de départ le point où la guerre précédente s'est arrêtée: on verra d'abord apparaître les avions et les tanks, le fusil automatique et les mitrailleuses au lieu du fusil portatif, la grenade au lieu de la baïonnette.

Ouvriers et paysans de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Australie vous avez, sacrifié dix millions de vies, vingt millions de blessés et d'invalides. Maintenant vous savez du moins ce que vous avez obtenu à ce prix!

## **2. — La situation économique**

En même temps, l'humanité continue de se ruiner. La guerre a détruit mécaniquement les liens économiques dont le développement

constituait une des plus importantes conquêtes du capitalisme mondial. Depuis 1914, l'Angleterre, la France et l'Italie ont été complètement séparées de l'Europe centrale et du proche Orient, depuis 1917 — de la Russie.

Durant plusieurs années d'une guerre a détruit ce qui avait été l'œuvre de plusieurs générations, le travail humain, réduit au minimum, a été appliqué principalement à transformer en marchandises les réserves des matières premières dont on disposait depuis longtemps et dont on a fait surtout des armes et des instruments de destruction.

Dans les domaines économiques où l'homme en lutte immédiate avec la nature avare et inerte, en tirant de ses entrailles le combustible et les matières premières, le travail a été progressivement réduit à néant. La victoire de l'Entente et la paix de Versailles n'ont point arrêté la destruction économique et la décadence générale, elles en ont seulement modifié les voies et les formes. Le blocus de la Russie soviétiste et la guerre civile suscitée artificiellement le long de ses fertiles frontières ont causé et causent encore des dommages inappréciables au bien-être de l'humanité tout entière. Si la Russie était soutenue, au point de vue technique, dans une mesure même très modeste, l'Internationale l'affirme devant le monde entier, elle pourrait, grâce aux formes soviétistes d'économie, donner deux et trois fois plus de produits alimentaires et de matières premières à l'Europe que n'en donnait autrefois la Russie du tsar. Au lieu de cela, l'impérialisme anglo-français force la République des travailleurs à employer toute son énergie et toutes ses ressources à sa défense. Pour priver les ouvriers russes de combustible, l'Angleterre a retenu entre ses griffes Bakou dont le pétrole est resté de cette façon à peu près inutilisé, car elle n'a réussi à en importer qu'une infime partie. Le richissime bassin houiller du Don a été dévasté par les bandits blancs aux gagés de l'Entente, chaque fois qu'ils ont réussi à prendre l'offensive dans ce secteur. Les ingénieurs et les sapeurs français se sont plus d'une fois appliqués à détruire nos ponts et nos voies ferrées; et le Japon n'a pas cessé jusqu'ici de piller et de ruiner la Sibérie orientale.

La science industrielle allemande et le taux de production très élevé de la main-d'œuvre allemande, ces deux facteurs d'une extrême importance pour la renaissance de la vie économique européenne, sont paralysés par les

clauses de la paix de Versailles encore plus qu'ils ne l'avaient été par la guerre. L'Entente se trouve devant un dilemme: pour pouvoir exiger le paiement, il faut donner le moyen de travailler; pour laisser travailler, il faut laisser vivre. Et donner à l'Allemagne ruinée, dépecée, exsangue, le moyen de se refaire une vie, c'est lui rendre possible un sursaut de protestation. Foch a peur d'une revanche allemande, et cette crainte transpire dans tout ce qu'il entreprend, par exemple dans la façon de resserrer chaque jour davantage l'étau militaire qui doit empêcher l'Allemagne de se redresser.

Tous manquent de quelque chose, tous sont dans le besoin. Non pas seulement le bilan de l'Allemagne, mais également celui de la France et de l'Angleterre, se signalent exclusivement par leur passif. La dette française s'élève à 300 milliards de francs, dont les deux tiers au moins, selon l'assertion du sénateur réactionnaire Gaudin de Vilaine, sont les résultats de toute sorte de déprédations, d'abus et de désordres.

Les travaux effectués à l'heure actuelle en France pour la reconstitution des régions dévastées ne sont rien en comparaison de ce qu'il y aurait à faire. Le manque de combustible, de matériaux et de main-d'œuvre constitue un obstacle infranchissable.

La France a besoin d'or, la France a besoin de charbon. Le bourgeois français en appelle aux tombes innombrables des soldats tombés pendant la guerre pour réclamer les intérêts de ses capitaux. L'Allemagne doit payer! Est-ce que le maréchal Foch n'a pas assez de Sénégalais pour occuper les villes allemandes? La Russie doit payer! Pour nous en persuader le gouvernement français dépense à dévaster la Russie les milliards arrachés aux contribuables pour la reconstitution des départements français.

L'entente financière internationale qui devait alléger le fardeau des impôts français en annulant les dettes de guerre, cette entente n'a pas eu lieu: les États-Unis se sont montrés très peu disposés à faire à l'Europe un cadeau de 10 milliards de livres sterling.

L'émission du papier-monnaie continue, atteignant chaque jour un chiffre plus imposant. En Russie, où il existe une organisation économique unifiée, une répartition systématique des denrées et où le salaire en monnaie tend de plus en plus à être remplacé par le paiement en nature, l'émission

continue des papiers-monnaie et la chute rapide de leur taux ne font que confirmer le délabrement du vieux système financier et commercial. Mais dans les pays de capitalisme la quantité croissante des bons du Trésor en cours est l'indice d'un profond désarroi économique et d'une faillite imminente.

Les conférences convoquées par l'Entente voyagent de place en place, cherchant à s'inspirer de telle ou telle plage à la mode. Chacun réclame les intérêts du sang versé pendant la guerre, une indemnité proportionnelle au nombre de ses tués, Cette manière de Bourse ambulante rabâche tous les quinze jours la même question: à savoir, si c'est 50 ou 55% que la France doit recevoir d'une contribution que l'Allemagne n'est pas en état de payer. Ces conférences fantasmagoriques sont bien faites pour couronner la fameuse organisation de l'Europe, qu'on s'était tant plu à vanter.

La guerre a fait subir au capitalisme une évolution. Le pressurage systématique de la plus-value qui fut jadis pour l'entrepreneur la seule source de revenu, semble à présent une occupation trop fade messieurs les bourgeois qui ont pris l'habitude de doubler, de décupler leurs dividendes dans l'espace de quelques jours, au moyen de spéculations savantes basées sur le brigandage international.

Le bourgeois a rejeté quelques préjugés qui le gênaient et acquis par contre un certain coup de main qui lui manquait jusqu'ici. La guerre l'a accoutumé, comme aux actes les plus ordinaires à réduire par le blocus des pays entiers à la famine, à bombarder et incendier des villes et des villages pacifiques, à infecter les sources et les rivières en y jetant des cultures du choléra, à transporter de la dynamite dans des valises diplomatiques, à émettre des billets de banque faux imitant ceux de l'ennemi, à employer la corruption, l'espionnage et la contrebande dans des proportions jusque-là inouïes. Les moyens d'action appliqués à la guerre restèrent en vigueur dans le monde commercial après la conclusion de la paix. Les opérations commerciales de quelque importance s'effectuent sous l'égide de l'État. Ce dernier est devenu semblable à une association de malfaiteurs armés jusqu'aux dents. Le terrain de la production mondiale se rétrécit chaque jour davantage et la mainmise sur la production devient d'autant plus frénétique et revient d'autant plus cher.



Empocher: voilà le dernier mot de la politique du capitalisme, la devise qui remplace le protectionnisme et le libre-échange! L'agression dont a été victime la Hongrie de la part des chenapans roumains qui y pillèrent tout ce qui leur tomba sous la main, locomotives et bijoux indifféremment, caractérise la philosophie économique de Lloyd George et de Millerand.

Dans sa politique économique intérieure, la bourgeoisie sait à quoi s'en tenir entre un système de nationalisation, de réglementation et de contrôle de l'État qui pourrait être des plus efficaces, et, d'autre part, les protestations qui se font entendre contre la mainmise effectuée par l'État sur les affaires économiques. Le parlement français cherche à trouver un compromis qui lui permettrait de concentrer la direction de toutes les voies ferrées de la république dans des mains uniques sans pour cela léser les intérêts des capitalistes actionnaires des compagnies de chemins de fer privées. En même temps, la presse capitaliste mène une campagne enragée contre «l'étatisme» qui est le premier pas de l'intervention de l'État et qui met un frein à l'initiative privée. Les chemins de fer américains, qui, dirigés pendant la guerre par l'État, avaient été désorganisés, sont tombés dans une situation encore plus difficile lorsque le contrôle du gouvernement a été supprimé. Néanmoins, le parti républicain promet dans son programme d'affranchir la vie économique de l'arbitrage gouvernemental. Le chef des trade-unionistes américains, Samuel Gompers, ce vieux cerbère du capital, lutte contre la nationalisation des chemins de fer que, de leur côté, les naïfs adeptes et les charlatans du réformisme proposent à la France en guise de panacée universelle. En réalité, l'intervention désordonnée de l'État ne serait faite que pour seconder l'activité pernicieuse des spéculateurs; pour achever d'introduire le désarroi le plus complet dans l'économie du capitalisme, à l'heure où celui-ci se trouve dans sa période de décadence. Enlever aux trusts les moyens de production et de transport pour les transmettre à «la nation», c'est-à-dire à l'État bourgeois, c'est-à-dire au plus puissant et au plus avide des trusts capitalistes, — c'est non pas enrayer le mal, mais en faire une loi commune.

La baisse des prix et la hausse du taux de la monnaie ne sont que des indices trompeurs qui ne peuvent cacher la ruine imminente. Les prix ont beau baisser, cela ne veut pas dire qu'il y ait

une augmentation des matières premières ni que le travail soit devenu plus productif.

Après l'épreuve sanglante de la guerre, la masse ouvrière n'est plus capable de travailler avec la même vigueur dans les mêmes conditions. La destruction au cours de quelques heures de valeurs dont la création avait demandé des années, l'impudent agiotage d'une clique financière avec des enjeux de plusieurs milliards et, à côté de cela, des monceaux d'ossements et de ruines — ces leçons données par l'Histoire étaient peu faites pour soutenir, dans la classe ouvrière la discipline automatique inhérente au travail salarié. Les économistes bourgeois et les faiseurs de feuilletons nous parlent d'une «vague de paresse» qui déferlerait, selon eux, sur l'Europe, menaçant son avenir économique. Les administrateurs cherchent à gagner du temps en accordant certains privilèges aux ouvriers qualifiés. Mais ils perdent leur peine. Pour la reconstitution et le développement de la production du travail il est nécessaire que la classe ouvrière sache pertinemment que chaque coup de marteau aura pour résultat d'améliorer son sort, de lui rendre plus facile l'instruction et de la rapprocher d'une paix universelle. Or, cette assurance ne peut lui être donnée que par une révolution sociale.

La hausse des prix sur les denrées alimentaires sème le mécontentement et la révolte dans tous les pays. La bourgeoisie de France, d'Italie, d'Allemagne et autres pays ne trouve que des palliatifs à opposer au fléau de la vie chère et à la vague menaçante des grèves. Pour être en mesure de payer aux agriculteurs ne fût-ce qu'une partie de leurs frais de production, l'État, couvert de dettes, s'engage dans des spéculations louches, se dévalise lui-même pour retarder le quart d'heure de Rabelais. S'il est vrai que certaines catégories d'ouvriers vivent actuellement dans des conditions même meilleures qu'avant la guerre, cela ne signifie rien en réalité quant à ce qui concerne l'état économique des pays capitalistes. On obtient des résultats éphémères en s'adressant à demain pour ouvrir des emprunts de charlatans; demain amènera la misère et toutes sortes de cala mités.

Que dire des États-Unis? «L'Amérique est l'espoir de l'humanité»: par la bouche de Millerand, le bourgeois français répète cette sentence de Turgot, il espère qu'on lui remettra ses dettes, lui qui ne les remet à personne. Mais les États-Unis ne sont pas capables de tirer

l'Europe de l'impasse économique où est engagée. Durant les six dernières années ils ont épuisé leur stock de matières premières. L'adaptation du capitalisme américain aux exigences de la guerre mondiale a rétréci sa base industrielle. Les Européens ont cessé d'émigrer en Amérique. Une vague de retour a arraché à l'industrie américaine des centaines de milliers d'Allemands, d'Italiens, de Polonais, de Serbes, de Tchèques qu'appelaient en Europe soit la mobilisation, soit le mirage d'une patrie recouvrée. Le manque de matières premières et de forces ouvrières pèse lourdement sur la République transatlantique et engendre une profonde crise économique, par suite de laquelle le prolétariat américain entre dans une nouvelle phase de lutte révolutionnaire. L'Amérique s'europeennise rapidement.

Les neutres n'ont pas échappé aux conséquences de la guerre et du blocus semblable à un liquide enfermé dans des vases communicants, l'économie des États capitalistes étroitement reliés entre eux, grands ou petits, belligérants ou neutres, vainqueurs ou vaincus, tend à prendre un seul et même niveau, celui de la misère, de la famine et du dépérissement.

La Suisse vit au jour le jour, chaque éventualité menace de la jeter hors de tout équilibre. En Scandinavie, une riche importation d'or ne saurait résoudre le problème de l'approvisionnement. On est obligé de demander du charbon à l'Angleterre par petites portions, et cela avec force courbettes. En dépit de la famine en Europe, la pêche en Norvège subit une crise inouïe.

L'Espagne, d'où la France a fait venir des hommes, des chevaux et des vivres, ne peut se tirer de nombre de difficultés, au point de vue du ravitaillement, les quelles entraînent à leur tour des grèves violentes et des manifestations de la part des masses que la faim oblige à descendre dans la rue.

La bourgeoisie compte fermement sur les campagnes. Ses économistes affirment que le bien-être des paysans a extraordinairement augmenté. C'est une illusion. Il est vrai que les paysans qui apportent leurs produits au marché ont plus ou moins fait fortune, partout, pendant la guerre. Ils ont vendu leurs produits à très haut prix et ont payé d'une monnaie qui leur revient à bon marché les dettes qu'ils avaient faites lorsque l'argent coûtait cher. C'est là pour eux un avantage évident. Mais, durant la

guerre, leurs exploitations sont tombées dans le désordre et leur rendement a faibli. Ils ont besoin d'objets fabriqués. Et le prix de ces objets a augmenté dans la mesure où l'argent est devenu meilleur marché. Les exigences du fisc sont devenues monstrueuses et menacent d'engloutir le paysan avec ses produits et ses terres. Ainsi, après une période de relèvement momentané du bien-être, les paysans de la petite classe tombent de plus en plus dans des difficultés irréductibles. Leur mécontentement au sujet des résultats de la guerre ne fera que croître et le paysan prépare à la bourgeoisie pas mal de surprises désagréables.

La restauration économique de l'Europe, dont parlent les ministres qui la gouvernent, est un mensonge. L'Europe se ruine et le monde entier se ruine avec elle.

Sur les bases du capitalisme, il n'est point de salut, La politique de l'impérialisme ne saurait éliminer le besoin, elle ne peut que le rendre plus douloureux en favorisant la dilapidation des réserves dont on dispose encore.

La question du combustible et des matières premières est une question internationale que l'on ne peut résoudre que sur la base d'une production réglée sur un plan, mise en commun, socialisée.

Il faut annuler les dettes d'État. Il faut émanciper le travail et ses fruits du tribut monstrueux qu'il paie à la ploutocratie mondiale. Il faut renverser la ploutocratie. Il faut jeter à bas les barrières gouvernementales qui fractionnent l'économie mondiale. Au Conseil Suprême Économique des impérialistes de l'Entente, il faut substituer un Conseil Suprême Économique du prolétariat mondial pour l'exploitation centralisée de toutes les ressources de l'humanité.

Il faut tuer l'impérialisme pour que le genre humain puisse continuer à subsister.

### **3. — Le régime bourgeois après la guerre**

Toute l'énergie des classes opulentes est concentrée sur ces deux questions: se maintenir au pouvoir dans la lutte internationale et ne pas permettre au prolétariat de devenir le maître du pays. Conformément à ce programme, les anciens groupes politiques parmi la bourgeoisie ont perdu toute raison d'exister. Non seulement en Russie, où l'étendard du Parti

Constitutionnel-Démocrate (KD) est devenu durant la période décisive de la lutte, l'étendard de tous les riches dressés contre la révolution des ouvriers et des paysans, mais aussi dans les pays dont la culture politique est plus ancienne et a des racines plus profondes, les programmes d'autrefois qui séparaient les diverses fractions de la bourgeoisie ont disparu, presque sans laisser de traces, bien avant l'attaque ouverte qui a été menée par le prolétariat révolutionnaire.

Lloyd George se fait le héraut de l'union des conservateurs, des unionistes et des libéraux pour la lutte en commun contre la domination menaçante de la classe ouvrière. Ce vieux démagogue établit à la base de son système la Sainte Église, qu'il compare à une station centrale d'électricité fournissant un courant égal à tous les partis des classes opulentes. En France, l'époque si peu lointaine encore et si bruyante de l'anticléricalisme, semble n'être plus qu'une vision de l'autre monde: les radicaux, les royalistes et les catholiques constituent actuellement un bloc de l'ordre national contre le prolétariat qui lève la tête. Tendant la main à toutes les forces de la réaction, le gouvernement français soutient le cent-noir Wrangel, et rétablit ses rapports diplomatiques avec le Vatican.

Le neutre convaincu, le germanophile Giolitti, se saisit du gouvernail de l'État italien en qualité de chef commun des interventionnistes, des neutralistes, des cléricaux, des mazzinistes: il est prêt à louvoyer dans les questions secondaires de la politique intérieure et extérieure, pour repousser avec d'autant plus d'énergie l'offensive des prolétaires révolutionnaires dans les villes et dans les villages. Le gouvernement de Giolitti se considère, à bon droit, comme le dernier atout de la bourgeoisie italienne.

La politique de tous les gouvernements allemands et des partis gouvernementaux, après la défaite des Hohenzollern, a tendu à établir, de concert avec les classes dirigeantes de l'Entente, un terrain commun de haine contre le bolchevisme, c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne.

Au moment où le Shylock anglo-français étouffe avec une férocité croissante le peuple allemand, la bourgeoisie allemande, sans distinction de partis, demande à l'ennemi de relâcher le nœud qui l'étrangle juste assez pour

pouvoir, de ses propres mains, égorger l'avant-garde du prolétariat allemand. C'est en somme à cela que reviennent toujours les conférences périodiques qui ont lieu, et les conventions que l'on signe au sujet du désarmement et de la livraison des engins de guerre.

En Amérique, on ne fait plus aucune différence entre républicains et démocrates. Ces puissantes organisations politiques d'exploiteurs, adaptées au cercle restreint des intérêts américains, ont montré, en toute évidence, à quel point elles étaient dénuées de consistance lorsque la bourgeoisie américaine est entrée dans la lice du brigandage mondial.

Jamais encore les intrigues des chefs et de leurs bandes, — dans l'opposition comme dans les ministères — n'avaient fait preuve d'un semblable cynisme, n'avaient agi aussi ouvertement. Mais en même temps tous les chefs, et leurs cliques, les partis bourgeois de tous les pays, constituent un front commun contre le prolétariat révolutionnaire.

Au moment où les imbéciles de la social-démocratie continuent à opposer le chemin de la démocratie aux violences de la voie dictatoriale, les derniers vestiges de la démocratie sont foulés aux pieds et anéantis dans tous les États du monde.

Après une guerre durant laquelle les Chambres des représentants, quoique ne disposant pas du pouvoir, servaient à couvrir par leurs cris patriotiques l'action des bandes dirigeantes impérialistes, les parlements sont tombés dans une complète prostration. Toutes les questions sérieuses se résolvent en dehors des parlements. L'élargissement illusoire des prérogatives parlementaires, solennellement proclamé par les saltimbanques de l'impérialisme en Italie et dans les autres pays, ne change rien à l'état des choses. Véritables maîtres de la situation, disposant du sort de l'État, — lord Rothschild, lord Weir, Morgan et Rockefeller, Schneider et Luscher, Hugo Stinnes et Félix Deutsch, Rizzello et Agnelli, — ces rois de l'or, du charbon, du naphte et du métal, agissent derrière les coulisses en envoyant aux parlements leurs petits commis, pour exécuter leurs travaux.

Le parlement français, qu'amuse encore la procédure des lectures à trois reprises de projets de lois insignifiants, le parlement français, plus que tout autre discrédité par l'abus de la rhétorique, par le mensonge, par le cynisme avec

lequel il se laisse acheter, apprend tout à coup que les quatre milliards qu'il avait destinés aux réparations dans les régions dévastées de la France, ont été dépensés par Clemenceau pour des fins tout autres, et principalement pour poursuivre l'œuvre de dévastation entreprise dans les provinces russes.

L'écrasante majorité des députés du parlement anglais soi-disant tout-puissant, n'est pas plus renseignée au sujet des véritables intentions de Lloyd George et de Curzon, en ce qui concerne la Russie Soviétiste et même la France, que les vieilles femmes dans les villages du Bengale.

Aux États-Unis, le parlement est tin chœur obéissant ou qui ronchonne quelquefois sous la baguette du président', celui-ci n'est que le suppôt de la machine électorale qui sert d'appareil politique aux trusts — maintenant, après la guerre, dans une beaucoup plus large mesure qu'auparavant.

Le parlementarisme tardif des Allemands; avorton de la révolution bourgeoise; qui n'est elle-même qu'un avorton de l'Histoire, est sujet dès l'enfance à toutes les maladies qui affectent les vieux chiens. Le Reichstag de la République d'Ebert; «le plus démocratique du monde reste impuissant, non seulement devant le bâton de maréchal que brandit Foch, mais aussi devant les machinations de ses boursiers, de ses Stinnes; ainsi que devant les complots militaires d'une clique d'officiers. La démocratie parlementaire allemande n'est qu'un vide entre deux dictatures.

Il s'est produit durant la guerre de profondes modifications dans la composition même de la bourgeoisie. En face de l'appauvrissement général du monde entier, la concentration des capitaux a fait tout à coup un grand saut en avant. On a vu se mettre en vedette des maisons de commerce qui restaient autrefois dans l'ombre. La solidité; l'équilibre, la propension aux compromis «raisonnables», l'observation d'un certain décorum dans l'exploitation comme dans l'utilisation des produits — tout cela a disparu sous le torrent de l'impérialisme:

Ce sont de nouveaux riches qui ont occupé l'avant-scène: fournisseurs d'armée; spéculateurs de bas étage, parvenus, rastaquouères, maraudeurs, repris de justice couverts de diamants, canaille sans foi ni loi; avide de luxe, prête aux dernières atrocités pour

entraver la révolution prolétarienne.' qui ne peut leur promettre qu'un nœud coulant.

Le régime actuel, en tant que domination des riches, se dresse devant les masses dans toute son impudence. En Amérique, en France, en Angleterre, le luxe d'après-guerre a pris un caractère frénétique. Paris, bondé de parasites du patriotisme international, ressemble, d'après l'aveu du Temps, à une Babylone à la veille d'une catastrophe.

C'est au gré de cette bourgeoisie que se rangent la politique, la justice, la presse, l'art, l'Église. Tous les freins, tous les principes sont laissés de côté. Wilson, Clemenceau, Millerand, Lloyd George, Churchill, ne s'arrêtent pas devant les plus impudentes tromperies, devant les mensonges les plus grossiers et, lorsqu'on les surprend à accomplir des actes malhonnêtes, ils poursuivent tranquillement des exploits qui devraient les mener devant la cours d'assises. Les règles classiques de la perversité politique, telles que les a rédigées le vieux Machiavel, ne sont plus que les innocents aphorismes d'un nigaud de province en comparaison avec les principes sur lesquels se règlent les gouvernants bourgeois d'aujourd'hui. Les tribunaux; qui couvraient autrefois d'un clinquant démocratique leur essence bourgeoise, se sont mis à bafouer ouvertement les prolétaires et accomplissent un travail de provocation contre-révolutionnaire. Les juges de la Ille République acquittent 'sans broncher l'assassin de Jaurès. Les tribunaux de l'Allemagne, qui avait été proclamée république socialiste, encouragent les assassins de Liebknecht, de Rosa Luxembourg et de bien d'autres martyrs du prolétariat. Les tribunaux des démocraties bourgeoises servent à légaliser solennellement tous les crimes terreur blanche.

La presse bourgeoise se laisse ouvertement acheter, elle porte l'estampille des vendus sur son front, comme une marque de fabrique. Les journaux dirigeants de la bourgeoisie mondiale sont des fabriques monstreuseuses de mensonges, de calomnies et de poisons spirituels.

Les dispositions et les sentiments de la bourgeoisie sont sujets à des hausses et à des baisses nerveuses, comme les prix de ses marchés. Durant les premiers mois qui ont suivi la fin de la guerre, la bourgeoisie internationale, surtout la bourgeoisie française, claquait des dents devant le communisme menaçant. Elle se faisait de l'imminence du danger une idée en

rapport avec les crimes sanglants qu'elle avait commis. Mais elle a su repousser la première attaque. Reliés à elle par les chaînes d'une responsabilité commune, les partis socialistes et les syndicats de la 2e Internationale lui ont rendu un dernier service, en prêtant le dos aux premiers coups portés par la colère des travailleurs. Au prix du naufrage complet de la II me Internationale, la bourgeoisie a reçu quelque répit. Il a suffi d'un certain nombre de votes contre-révolutionnaires, obtenus par Clemenceau aux élections parlementaires, de quelques mois d'équilibre instable, de l'insuccès de la grève de mai, pour que la bourgeoisie française envisage avec assurance la solidité inébranlable de son régime. L'orgueil de cette classe a atteint le niveau auquel s'étaient autrefois élevées ses craintes.

La menace est devenue l'argument unique de la bourgeoisie. Elle ne croit pas aux phrases et exige des actes: qu'on arrête, qu'on disperse les manifestations, qu'on confisque, qu'on fusille! Les ministres bourgeois et les parlementaires tâchent d'en imposer à la bourgeoisie, en faisant figure d'hommes bien trempés, d'hommes d'acier. Lloyd George conseille sèchement aux ministres allemands de fusiller leurs communards, comme on l'a fait en France en 1871. Un fonctionnaire de troisième ordre peut compter sur les applaudissements tumultueux de la Chambre s'il sait mettre à la fin d'un pauvre compte-rendu quelques menaces à l'adresse des ouvriers.

Tandis que l'administration se transforme en une organisation 'de plus en plus éhontée, destinée à exercer des répressions sanglantes, à l'égard des classes laborieuses, d'autres organisations contre-révolution privées, formées sous son égide et mises à sa disposition, travaillent à empêcher par la force les grèves, à commettre des provocations, à donner de faux témoignages, à détruire les organisations révolutionnaires, à s'emparer des institutions communistes, à massacrer et incendier, à assassiner les tri buns révolutionnaires, et prennent d'autres mesures à l'avenant pour défendre la propriété privée et la démocratie,

Les fils des gros propriétaires, des gros bourgeois, les petits bourgeois qui ne savent à quoi s'en prendre et en général les éléments déclassés, en premier lieu les ci-devant de diverses catégories émigrés de Russie, forment d'inépuisables cadres de réserve pour les armées irrégulières de la contre-révolution. Des officiers

élevés à l'école de la guerre impérialiste sont à leur tête.

Les vingt mille officiers de l'armée de Hohenzollern constituent, surtout après la révolte de Kapp-Lüttwitz, un noyau contre-révolutionnaire solide, dont la démocratie allemande ne sera pas à même de venir à bout si le marteau de la dictature du prolétariat ne vient le briser. Cette organisation centralisée des terroristes de l'ancien régime se complète par les détachements de partisans formés par les hauts bourreaux prussiens.

Aux États-Unis, des unions comme la National Security League ou le Knights of Liberty, sont les régiments d'avant-garde du capital et sur leurs flancs agissent ces bandes de brigands que sont les Detective agencies, agences d'espionnage privé.

En France, la Ligue Civique n'est autre chose qu'une organisation perfectionnée de «renards», et la Confédération du Travail, d'ailleurs réformiste, est menacée de dissolution,

La mafia des officiers blancs de Hongrie, qui persiste à avoir une existence clandestine, bien que leur gouvernement de bourreaux contre-révolutionnaires subsiste par le bon plaisir de l'Angleterre, a montré au prolétariat du monde entier comment se pratiquent cette civilisation et cette humanité que préconisent Wilson et Lloyd George, après avoir maudit le pouvoir des Soviets et les violences révolutionnaires.

Les gouvernements «démocratiques» de la Finlande, de la Géorgie, de la Lettonie et de l'Esthonie suent sang et eau pour atteindre le niveau de perfection de leur prototype hongrois. À Barcelone, la police a sous ses ordres une bande d'assassins. Et il en est de même partout.

Même dans un pays vaincu et ruiné comme la Bulgarie, les officiers sans emploi se réunissent en sociétés secrètes qui sont prêtes, au premier signe, à faire preuve de leur patriotisme au détriment des ouvriers bulgares.

Tel qu'il est mis en pratique dans le régime bourgeois d'après guerre, le programme d'une conciliation des intérêts contradictoires, d'une collaboration des classes, d'un réformisme parlementaire, d'une socialisation graduelle et d'un accord mutuel au sein de chaque nation, tout cela ne présente qu'une sinistre bouffonnerie.

La bourgeoisie s'est refusée une fois pour toutes à concilier ses propres intérêts et ceux du

prolétariat au moyen de simples réformes. Elle corrompt ceux qui ont pris les aumônes de la classe ouvrière et sou met le prolétariat par le fer et le sang à une règle inflexible.

Pas une seule question importante ne se décide à la majorité des voix. Du principe démocratique il n'est resté qu'un souvenir dans les cervelles fumeuses des réformistes. L'État se borne chaque jour davantage à recruter ce qui constitue le nerf essentiel des gouvernements, c'est-à-dire des régiments de soldats. La bourgeoisie ne perd plus son temps à «compter les poires sur l'arbre», elle compte les fusils, les mitrailleuses et les canons qui seront à sa disposition lorsque l'heure sera venue où la question du pouvoir et de la propriété ne souffrira plus aucun délai.

Qui vient nous parler de collaboration ou de médiation? Ce qu'il faut pour notre salut, c'est la ruine de la bourgeoisie, et seule la révolution prolétarienne peut causer cette ruine.

#### **4. — La Russie soviétiste**

Le chauvinisme, la cupidité, la discorde s'entrechoquent dans une sarabande effrénée, et, seul à la face du monde, le principe du communisme reste vivace et créateur. Bien que le pouvoir des Soviets se soit établi pour commencer dans un pays arriéré, dévasté par la guerre, entouré d'ennemis puissants, il s'est montré doué, non seulement d'une ténacité peu commune, mais aussi d'une activité inouïe. Il a prouvé, par le fait, la force potentielle du communisme. Le développement et le raffermissement du pouvoir soviétiste constituent le point culminant de l'histoire du monde depuis la création de l'IC.

La capacité de former une armée a toujours été considérée jusqu'ici comme le critérium de toute activité économique ou politique. La force ou la faiblesse de l'armée sont l'indice qui sert à évaluer la force ou la faiblesse de l'État au point de vue économique. Le pouvoir des Soviets a créé, au son du canon, une force militaire de premier ordre. L'armée rouge a combattu avec une supériorité indiscutable, non seulement les champions de la vieille Russie monarchiste et bourgeoise, les armées de Koltchak, Dénikine, Youdenitch, Wrangel et autres, mais aussi les armées nationales des républiques «démocratiques» qui entrent en ligne pour le bon plaisir de l'impérialisme mondial (Finlandes, Esthonie, Lettonie, Pologne).

Au point de vue économique, c'est déjà un grand miracle que la Russie soviétiste ait tenu bon ces trois premières années. Elle a fait mieux, elle s'est développée, parce que, ayant eu l'énergie d'arracher d'entre les mains de la bourgeoisie les instruments d'exploitation, elle en a fait des instruments de production industrielle et les a mis méthodiquement en action. Le fracas des pièces d'artillerie le long du front immense qui encercle la Russie de toutes parts, ne l'a pas empêchée de prendre des mesures pour rétablir la vie économique et intellectuelle bouleversée.

La monopolisation par l'État socialiste des principales denrées alimentaires et la lutte sans merci contre les spéculateurs, ont seules sauvegardé les villes russes d'une famine mortelle et donné la possibilité de ravitailler l'armée rouge. La réunion de toutes les usines, des fabriques, des chemins de fer et de la navigation, sous l'égide de l'État, a seule permis de régulariser la production et d'organiser le transport. La concentration de l'industrie et du transport entre les mains du gouvernement amène à la simplification des méthodes techniques, en créant des modèles uniques pour les diverses pièces, modèles qui servent de prototype à toute production ultérieure. Seul, le socialisme rend possible d'évaluer avec précision la quantité de boulons pour locomotives, pour wagons et pour steamers qui sont à produire et à réparer, et de régler périodiquement la production en gros des pièces de machine adaptées au prototype, ce qui présente des avantages incalculables pour l'intensification de la production.

Le progrès économique, l'organisation scientifique de l'industrie, la mise en pratique du système Taylor, épuré de toutes tendances au «sweating», ne rencontrent plus, en Russie soviétiste, d'autres obstacles que ceux que tâchent de susciter les impérialistes étrangers.

Tandis que les intérêts des nationalités, se heurtant aux prétentions impérialistes, sont une source continuelle de conflits universels, de révoltes et de guerre la Russie socialiste a montré qu'un gouvernement ouvrier est capable de concilier les besoins nationaux avec les besoins économiques, épurant les premiers de tout chauvinisme et les seconds de tout impérialisme. Le socialisme a pour but de relier toutes les régions, toutes les provinces, toutes les nationalités par l'unité d'un même système économique. Le centralisme économique



n'admettant plus l'exploitation d'une classe par une autre, d'une nation par une autre, et étant par cela même également avantageux pour toutes, ne paralyse, en aucune façon, le libre développement de l'économie nationale.

L'exemple de la Russie des Soviets permet aux peuples de l'Europe Centrale, du sud-est, des Balkans, des possessions coloniales de la Grande-Bretagne, à toutes les nations, à toutes les peuplades opprimées, aux Égyptiens et aux Turcs, aux Indous et aux Persans, aux Irlandais et aux Bulgares, de se rendre compte que la solidarité de toutes les nationalités du monde n'est réalisable que par une fédération de républiques soviétistes.

La révolution a fait de la Russie la première puissance prolétarienne. Depuis trois ans qu'elle existe, ses frontières n'ont pas cessé de se transformer, devenues plus étroites sous les coups de boutoir de l'impérialisme mondial, elles reprenaient leur extension lorsque la poussée diminuait d'intensité. La lutte pour les Soviets est devenue la lutte contre le capitalisme mondial. La question de la Russie des Soviets est devenue une pierre de touche pour toutes les organisations ouvrières. La deuxième et infâme trahison de la social-démocratie allemande après celle du 4 août 1914, c'est que, faisant partie du gouvernement, elle a demandé secours à l'impérialisme occidental, au lieu de s'allier à la révolution d'Orient. L'Allemagne soviétiste et la Russie soviétiste alliées auraient été plus fortes, à elles deux, que tous les États capitalistes pris ensemble.

L'IC a fait sienne la cause de la Russie soviétiste. Le prolétariat international ne remettra son glaive au fourreau que lorsque la Russie soviétiste sera devenue l'un des chaînons d'une Fédération de républiques soviétistes embrassant le monde.

## **5. — La Révolution prolétarienne et l'IC**

La guerre civile est mise à l'ordre du jour dans le monde entier. La devise en est: «Le pouvoir aux Soviets».

Le capitalisme a transformé en prolétariat l'immense majorité de l'humanité. L'impérialisme a tiré les masses de leur inertie et les a incitées au mouvement révolutionnaire. Ce que nous entendons actuellement par le mot «masse» n'est pas ce que nous entendions par là

il y a quelques années. Ce qui était la masse à l'époque du parlementarisme et du trade-unionisme est devenu de nos jours l'élite. Des millions et des dizaines de millions d'hommes qui avaient vécu jusqu'ici en dehors de toute politique, sont en train de se transformer en une masse révolutionnaire. La guerre a mis tout le monde sur pied, a éveillé le sens politique des milieux les plus arriérés, leur a donné des illusions et des espérances, et les a toutes déçues. Etroite discipline corporative et, en somme, inertie des prolétaires les plus conscients, d'un côté, apathie incurable des masses, de l'autre, ces traits caractéristiques des anciennes formes du mouvement ouvrier, sont tombés dans l'oubli pour toujours. Des millions de nouvelles recrues viennent d'entrer en ligne. Les femmes qui ont perdu leurs maris et leurs pères et ont dû se mettre au travail à leur place, prennent une large part au mouvement révolutionnaire. Les ouvriers de la nouvelle génération, habitués dès l'enfance aux grondements et aux éclairs de la guerre mondiales ont accueilli la révolution comme leur élément naturel. La lutte passe par des phases différentes suivant les pays, mais cette lutte est la dernière. Il arrive que les vagues révolutionnaires, déferlant contre l'édifice d'une organisation surannée, lui prêtent une nouvelle vie. De vieilles gpséignes, des devises à demi effacées surnagent ça et là à la surface des flots. Il y a dans les cervelles du trouble, des ténèbres, des préjugés, des illusions. Mais le mouvement, dans son ensemble, a un caractère profondément révolutionnaire. On ne peut ni l'étreindre ni l'arrêter. Il s'étend, se raffermir, se purifie, rejette tout ce qui a fait son temps. Il ne s'arrêtera pas que le prolétariat mondial soit arrivé au pouvoir.

La grève est le moyen d'action le plus habituel au mouvement révolutionnaire. Ce qui la cause le plus souvent, irrésistiblement, c'est la hausse des prix sur les denrées de première nécessité. La grève surgit souvent de conflits régionaux. Elle est le cri de protestation des masses impatientées par le tripotage parlementaire des socialistes. Elle exprime la solidarité entre les exploités d'un même pays ou de pays différents. Ses devises sont de nature à la fois économique et politique. Souvent des bribes de réformisme s'y entremêlent à des mots d'ordre de révolution sociale. Elle se calme, semble vouloir finir, puis reprend de plus belle, ébranlant la production, menaçant l'appareil gouvernemental. Elle met en fureur la



bourgeoisie parce qu'elle profite de toute occasion pour exprimer sa sympathie à la Russie soviétiste. Les pressentiments des exploités ne les trompent pas. Cette grève désordonnée n'est autre chose, en effet, qu'une revue des forces révolutionnaires, un appel aux armes du prolétariat révolutionnaire.

L'étroite dépendance dans laquelle se trouvent tous les pays vis-à-vis les uns des autres et qui s'est révélée d'une façon si catastrophique pendant la guerre, donne une importance particulière aux branches du travail qui relient les pays, et place au premier rang les cheminots et les ouvriers du transport en général: Le prolétariat du transport a eu l'occasion de montrer une partie de sa force dans le boycottage de la Hongrie et de la Pologne blanches, La grève et le boycottage, méthodes que la classe ouvrière mettait en œuvre au début de la lutte trade-unioniste, c'est-à-dire quand elle n'avait pas encore commencé à utiliser le parlementarisme, ont revêtu de nos jours la même importance et la même signification redoutables que la préparation de l'artillerie avant la dernière attaque.

L'impuissance à laquelle l'individu se trouve de plus en plus réduit devant la poussée aveugle des événements historiques oblige non seulement de nouveaux groupes d'ouvriers et d'ouvrières, mais encore les employés, les fonctionnaires, les intellectuels petits-bourgeois à entrer dans les rangs des organisations syndicales. Avant que la marche de la révolution prolétarienne oblige à créer des Soviets qui planeront au-dessus de toutes les vieilles organisations ouvrières, les travailleurs se groupent en syndicats, tolèrent en attendant l'ancienne constitution de ces syndicats, leur programme officiel, leur élite dirigeante, mais en apportant dans ces organisations l'énergie révolutionnaire croissante de masses qui ne s'étaient point révélées jusque-là.

Les couches les plus basses, les prolétaires des campagnes, les manœuvres relèvent la tête. En Italie, en Allemagne et dans d'autres pays, on observe une croissance magnifique du mouvement révolutionnaire des ouvriers agricoles et leur rapprochement fraternel avec le prolétariat des villes.

Les paysans pauvres regardent d'un meilleur œil le socialisme. Si les intrigues des réformistes parlementaires qui cherchent à exploiter les préjugés de propriété du moujik sont restées

infructueuses, le mouvement vraiment révolutionnaire du prolétariat, sa lutte indomptable contre les oppresseurs, font naître une lueur d'espérance dans le cœur du ménager le plus humble, le plus courbé vers la glèbe, le plus miséreux.

L'abîme de la misère humaine et de l'ignorance, est insondable. Toute couche qui vient de se redresser en laisse derrière elle une autre qui tente à peine de se soulever. Mais l'avant-garde ne doit pas attendre la masse compacte de l'arrière pour engager le combat. Le soin de réveiller, de stimuler et d'éduquer ses couches les plus arriérées, la classe ouvrière le prendra lorsqu'elle sera parvenue au pouvoir.

Les travailleurs des colonies et des pays à semi-coloniaux se sont réveillés, Dans les espaces infinis de l'Inde, de l'Égypte, de la Perse, sur lesquels se dresse l'hydre monstrueuse de l'impérialisme anglais, sur cette mer humaine sans fond, s'accomplit un travail latent ininterrompu, soulevant des vagues qui font trembler dans la City, les actions de la Bourse et les cœurs.

Dans le mouvement des peuples coloniaux, l'élément socialiste sous toutes ses formes, se mêle à l'élément national, mais tous les deux sont dirigés contre l'impérialisme. Depuis les premières tentatives jusqu'aux formes perfectionnées, le chemin de la lutte se poursuit dans les colonies et dans les pays arriérés en général à marches forcées, sous la pression de l'impérialisme moderne et sous la direction du prolétariat révolutionnaire.

Le rapprochement fécond qui s'opère entre les peuples musulmans et non-musulmans, unis par les chaînes communes de la domination anglaise et de la domination étrangère en général, l'épuration intérieure du mouvement, la diminution constante de l'influence du clergé et de la réaction chauvine, la lutte simultanée menée par les indigènes à la fois contre les envahisseurs et contre leurs propriétaires suzerains, prêtres et usuriers, font de l'armée de l'insurrection coloniale grandissante une force historique de premier ordre une réserve inépuisable pour le prolétariat mondial.

Les parias se lèvent. Leur pensée qui s'éveille se reporte vers la Russie des Soviets, vers les barricades dressées dans les rues des villes

d'Allemagne, vers la lutte désespérée des ouvriers grévistes de l'Angleterre, vers l'IC.

Le socialisme qui, directement ou indirectement, défend la situation privilégiée de certaines nations au détriment des autres; qui s'accommode de l'esclavage colonial, qui admet des différences de droits entre les hommes de race et de couleur différentes; qui aide la bourgeoisie de la métropole à maintenir sa domination sur les colonies au lieu de favoriser l'insurrection armée de ces colonies; le socialiste anglais qui ne soutient pas de tout son pouvoir l'insurrection de l'Irlande, de l'Égypte et de l'Inde contre la ploutocratie londonienne, ce «socialiste», loin de pouvoir prétendre au mandat et à la confiance du prolétariat, mérite sinon des balles, du moins la marque de l'opprobre.

Or, dans ses efforts pour amener la révolution mondiale, le prolétariat se heurte, non seulement aux lignes de fil de fer barbelé à moitié détruites qui se dressent encore entre les pays depuis la guerre, mais surtout à l'égoïsme, au conservatisme, à l'aveuglement et à la trahison des vieilles organisations de partis et des syndicats qui ont vécu de lui à l'époque précédente.

Les chefs de syndicats s'opposent, par tous les moyens, à la lutte révolutionnaire des ouvriers, la paralysent ou, s'il n'y a pas moyen de faire autrement, font mine d'approuver les grèves afin d'en détourner les effets par leurs machinations secrètes.

La trahison dont s'est rendue coutumière la social-démocratie internationale n'a rien d'égal dans l'histoire de la lutte contre l'asservissement. C'est en Allemagne que les conséquences en sont les plus terribles. La défaite de l'impérialisme allemand a été en même temps celle du système d'économie capitaliste. En dehors du prolétariat il n'y avait aucune classe qui pût prétendre au pouvoir d'État. Le perfectionnement de la technique, le nombre et le niveau intellectuel de la classe ouvrière allemande étaient un sûr garant du succès de la révolution sociale. Malheureusement, la social-démocratie allemande s'est mise en travers de la voie. Grâce à des manœuvres compliquées dans lesquelles la ruse se mêle à la bêtise, elle a paralysé l'énergie du prolétariat pour le détourner de la conquête du pouvoir qui était son but naturel et nécessaire.

La social-démocratie s'était évertuée, pendant des dizaines d'années, à conquérir la confiance des ouvriers, pour, ensuite, au moment décisif, quand le sort de la société bourgeoise était en jeu, mettre toute son autorité au service des exploiters.

La trahison du libéralisme et la faillite de la démocratie bourgeoise sont des épisodes insignifiants, en comparaison de la trahison monstrueuse des partis socialistes. Le rôle de l'Eglise elle-même, cette station électrique centrale du conservatisme, comme l'a définie Lloyd George, pâlit devant le rôle anti socialiste de la 2<sup>e</sup> Internationale.

La social-démocratie a voulu justifier sa trahison envers la révolution pendant la guerre par la formule de défense nationale. Elle couvre sa politique contrerévolutionnaire, après la conclusion de la paix, avec la formule de démocratie. Défense nationale et démocratie, voilà les formules solennelles de capitulation du prolétariat devant la volonté de la bourgeoisie.

Mais la chute ne s'arrête pas là. Continuant sa politique de défense du régime capitaliste, la social-démocratie est obligée, à la remorque de la bourgeoisie, de fouler aux pieds la «défense nationale» et la «démocratie Scheidemann et Ebert baisent les mains de l'impérialisme français dont ils réclament l'appui contre la révolution soviétiste. Noske incarne la terreur blanche et la contre-révolution bourgeoise.

Albert Thomas se transforme en commis de la Ligue des Nations, cette honteuse agence de l'impérialisme. Vandervelde, éloquente image de la fragilité de la 2<sup>e</sup> Internationale, dont il était le chef, devient ministre du roi, collègue du calotin Delacroix, défenseur des prêtres catholiques belges et avocat des atrocités capitalistes commises sur les nègres du Congo.

Henderson, qui singe les grands hommes de la bourgeoisie, qui figure à tour de rôle comme ministre de roi et représentant de l'opposition ouvrière de Sa Majesté; Tom Shaw qui réclame du gouvernement soviétiste des preuves irréfutables comme quoi le gouvernement de Londres est composé d'es crocs, de bandits et de parjures; que sont donc tous ces messieurs, sinon les ennemis jurés de la classe ouvrière?

Renner et Seitz, Niemec et Tusar, Troëlstra et Branting, Daszinsky et Tchkeïdzé, chacun d'eux traduit, dans la langue de sa petite

bourgeoisie mal honnête, la faillite de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Karl Kautsky enfin, ex-théoricien de la 2<sup>e</sup> Internationale et ex-marxiste, devient le conseiller ànonnant attitré de la presse jaune de tous les pays.

Sous l'impulsion des masses, les éléments plus élastiques du vieux socialisme, sans pour cela changer de natures changent de tournure et de couleur rompent ou s'apprêtent à rompre avec la 2<sup>e</sup> Internationale, battant en retraite comme toujours devant toute action en masse et révolutionnaire et même devant tout prélude sérieux de l'action.

Pour caractériser et, en même temps, pour confondre les acteurs de cette mascarade, il suffit de dire que le parti socialiste polonais, qui a pour chef Daszinsky et pour patron Pilsudsky, le parti du cynisme bourgeois et du fanatisme chauvin, déclare se retirer de la 2<sup>e</sup> Internationale.

L'élite parlementaire dirigeante du parti socialiste français, qui vote actuellement contre le budget et contre le traité de Versailles, reste au fond un des piliers de la république bourgeoise. Ses gestes d'opposition vont, de temps en temps; juste assez loin pour ne pas ébranler la demi-confiance des milieux les plus conservateurs parmi le prolétariat.

Dans les questions capitales de la lutte de classe, le socialisme parlementaire français continue de frauder la volonté de la classe ouvrière, en lui suggérant que le moment actuel n'est pas propice à la conquête du pouvoir, parce que la France est trop appauvrie, de même qu'hier il était défavorable à cause de la guerre, comme à la veille de la guerre c'était la prospérité industrielle qui y faisait obstacle et, auparavant, la crise industrielle. À côté du socialisme parlementaire et sur le même plan siège le syndicalisme bavard et trompeur des Jouhaux et C<sup>ie</sup>.

La création d'un parti communiste fort et trempé par l'esprit d'unité et de discipline en France est une question de vie ou de mort pour le prolétariat français. La nouvelle génération des ouvriers allemands fait son éducation et puise sa force dans les grèves et les insurrections. Son expérience lui coûtera d'autant plus de victimes que le Parti Socialiste Indépendant continuera de subir l'influence des conservateurs social-démocrates et des

routiniers qui se remémorent la social-démocratie du temps de Bebel, qui ne comprennent rien au caractère de l'époque révolutionnaire actuelle, tremblent devant la guerre civile et la terreur révolutionnaire, se laissent aller au courant des événements, dans l'attente du miracle qui doit venir en aide à leur incapacité. C'est dans le feu de la lutte que le parti de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht enseigne aux ouvriers allemands où se trouve le bon chemin.

Dans le mouvement ouvrier anglais, La routine est telle qu'on n'a pas encore senti, en Angleterre, le besoin de changer le fusil d'épaule les chefs du parti ouvrier britannique s'entêtent à vouloir rester dans les cadres de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Tandis que le cours des événements des dernières années, en rompant la stabilité de la vie économique dans l'Angleterre conservatrice, a rendu les masses travailleuses on ne peut plus aptes à s'assimiler le programme révolutionnaire, la mécanique officielle de la nation bourgeoise avec son pouvoir royal, sa Chambre des lords, sa Chambre des Communes, son Église, ses trade-unions, son parti ouvrier, George V, l'évêque de Cantorbéry et Henderson, reste intacte comme un frein automatique puissant contre son développement. Il n'y a que le parti communiste, affranchi de la routine et de l'esprit de secte, intimement lié aux grandes organisations ouvrières, qui peut opposer l'élément prolétarien à cette élite officielle.

En Italie, où la bourgeoisie reconnaît franchement que le sort du pays se trouve désormais, en fin de compte, entre les mains du parti socialiste, la politique de l'aile droite, représentée par Turati, s'efforce de faire entrer le torrent de la révolution prolétarienne dans l'ornière des réformes parlementaires. C'est dans ce sabotage intérieur que réside actuellement le plus fort danger.

Prolétaires d'Italie, songez à la Hongrie, dont l'exemple est entré dans l'Histoire pour rappeler malheureusement que, dans la lutte pour le pouvoir, comme pendant l'exercice du pouvoir, le prolétariat doit rester intrépide, rejeter tous les éléments équivoques et faire impitoyablement justice de toutes les tentatives de trahison.

Des catastrophes financières, suivies d'une crise économique redoutable, inaugurent un nouveau chapitre dans le mouvement ouvrier des États-Unis et dans les autres pays du

continent américain. La liquidation du charlatanisme et de l'impudence du wilsonisme, C'est la liquidation par le fait même de ce socialisme américain, mélange d'illusions pacifistes et d'activité mercantile, dont le trade-unionisme des Gompers and Co est le couronnement. L'union étroite des partis ouvriers révolutionnaires et des organisations prolétariennes du continent américain, presque d'Alaska au cap Horn, en une section américaine compacte de l'Internationale, en face de l'impérialisme tout puissant et menaçant des États-Unis, voilà le problème qui doit être réalisé dans la lutte contre toutes les forces mobilisées par le dollar pour sa défense.

Les socialistes de gouvernement et consorts de tous les pays ont eu beaucoup de raisons pour accuser les communistes de provoquer, par leur tactique intransigeante, l'activité de la contre-révolution dont ils contribuent à resserrer les rangs. Cette inculpation politique n'est autre chose qu'une réédition tardive des plaintes du libéralisme. Ce dernier précisément affirmait que la lutte spontanée du prolétariat, pousse les privilégiés dans le camp de la réaction. C'est une vérité incontestable. Si la classe ouvrière ne s'attaquait pas aux fondements de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de répressions. L'idée même de contre-révolution n'existerait pas si l'Histoire ne connaissait pas de révolution. Si les insurrections du prolétariat entraînent fatalement l'union de la bourgeoisie pour la défense et la contre-attaque, cela ne prouve qu'une chose, c'est que la révolution est la lutte de deux classes irréconciliables qui ne peut aboutir qu'au triomphe définitif de l'une sur l'autre.

Le communisme récuse avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans la stagnation, en leur faisant redouter la massue de la contre révolution.

À l'incohérence et au chaos du monde capitaliste dont les derniers efforts menacent d'engloutir toute la civilisation humaine, l'IC oppose la lutte combinée du prolétariat mondial, pour la destruction de la propriété particulière comme instrument de production, et pour la reconstruction d'une économie nationale et mondiale fondée sur un plan économique unique, établi et réalisé par la société solidaire des producteurs. En groupant sous le drapeau dictature du prolétariat et du système soviétiste de l'État les millions de travailleurs de toutes les

parties du monde, l'IC lutte obstinément pour organiser et pour purifier ses propres éléments.

L'IC, c'est le parti de l'insurrection du prolétariat mondial révolutionnaire. Elle rejette toutes les organisations et les partis qui, sous une forme ouverte ou voilée, endorment, démoralisent le prolétariat, en l'exhortant à, s'incliner devant les fétiches dont se pare la dictature de la bourgeoisie la légalité, la démocratie, la défense nationale, etc.

L'IC ne peut pas non plus tolérer dans ses rangs les organisations qui, tout en inscrivant dans leur programme la dictature du prolétariat, persistent à mener une politique qui s'entête à chercher une solution pacifique à la crise historique. Ce n'est pas résoudre la question que de reconnaître le système soviétiste. L'organisation soviétiste ne renferme pas une vertu miraculeuse. Cette vertu révolutionnaire réside dans le prolétariat lui-même. Il faut que celui-ci n'hésite pas à se soulever et à conquérir le pouvoir et alors seulement l'organisation soviétiste manifestera ses qualités et restera pour lui l'arme la plus efficace.

L'IC prétend expulser des rangs du mouvement ouvrier tous les chefs qui sont liés directement ou indirectement par une collaboration politique avec la bourgeoisie. Ce qu'il nous faut, ce sont des Chefs qui n'aient pour la société bourgeoise qu'une haine mortelle, qui organisent le prolétariat en vue d'une lutte impitoyable, qui soient prêts à mener au combat l'armée des insurgés, qui ne s'arrêtent pas à mi-chemin quoique il arrive et qui ne craignent pas de recourir à des mesures de répression impitoyables contre tous ceux qui tenteront par la force de les contrecarrer.

L'IC, c'est le parti international de l'insurrection et de la dictature prolétariennes, Pour elle, il n'existe pas d'autres buts ni d'autres problèmes que ceux de la classe ouvrière. Les prétentions des petites sectes dont chacune veut sauver la classe ouvrière à sa manière, sont étrangères et contraires à l'esprit de l'IC Elle ne possède pas la panacée universelle, le remède infaillible à tous les maux; elle tire leçon de l'expérience de la classe ouvrière dans le passé et dans le présent; cette expérience lui sert à réparer ses fautes et ses omissions; elle en tire un plan général et elle ne reconnaît et n'adopte que les formules révolutionnaires qui sont celles de l'action en masse.

Organisation professionnelle, grève économique et politique, boycottage, élections parlementaires et municipales, tribune parlementaire, propagande légale et illégale, organisations secrètes au sein de l'armée, travail coopératif, barricades, l'IC ne repousse aucune des formes d'organisation ou de lutte créées au cours du développement du mouvement ouvrier, mais aussi elle n'en consacre aucune en qualité de panacée universelle.

Le système des Soviets n'est pas uniquement un principe abstrait que les communistes veulent opposer au système parlementaire. Les Soviets sont un appareil du pouvoir prolétarien qui, après la lutte et seulement par le moyen de cette lutte, doit remplacer le parlementarisme. Tout en combattant de la façon la plus décidée contre le réformisme des syndicats, contre le carriérisme et le crétinisme des parlements, l'IC ne laisse pas de condamner le fanatisme de ceux qui invitent les prolétaires à quitter les rangs d'organisations syndicales comptant des millions de membres et à tourner le dos aux institutions parlementaires et municipales. Les communistes, d'aucune façon, ne se détournent des masses dupées et vendues par les réformistes et les patriotes, mais ils acceptent la lutte avec eux, au sein même des organisations de masses et des institutions créées par la société bourgeoise, de façon à pouvoir renverser celle-ci rapidement et à coup sûr.

Pendant que, sous l'égide de la 2<sup>e</sup> Internationale, les systèmes d'organisation de classe et les moyens de lutte presque exclusivement légaux se sont trouvés, en fin de compte, assujettis au contrôle et à la direction de la bourgeoisie et que la classe révolutionnaire a été muselée par les agents réformistes, l'IC tout au contraire arrache d'entre les mains de la bourgeoisie les guides qu'elle avait accaparés, prend sur elle l'organisation du mouvement ouvrier, le rassemble sous un commandement révolutionnaire et, aidée par lui, propose au prolétariat un but unique, à savoir: la prise du pouvoir pour la destruction de l'État bourgeois et la constitution d'une société communiste.

Au cours de toute son activité, qu'il soit instigateur d'une grève de protestation, chef d'une organisation clandestine, secrétaire d'un syndicat, propagandiste dans les meetings ou député au parlement, pionnier de la coopération ou soldat à la barricade, le communiste doit rester fidèle, c'est-à-dire qu'il doit être soumis à la discipline du parti, lutteur infatigable,

ennemi mortel de la société capitaliste, de ses bases économiques, de ses formes administratives, de son mensonge démocratique, de sa religion et de sa morale; il doit être le défenseur plein d'abnégation de la révolution prolétarienne et l'infatigable champion de la société nouvelle.

Ouvriers et ouvrières!

Il n'y a sur la terre qu'un seul drapeau qui mérite que l'on combatte et qu'on meure sous ses plis, c'est le drapeau de l'IC!

# 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

# 1921

Source:

*Thèses et Résolutions adoptés au III<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste*, Section de la  
Presse de l'IC, Moscou, 1921.

# Résolution sur le rapport du CEIC

Le Congrès prend avec satisfaction connaissance du rapport du CEIC et constate que la politique et l'activité du CEIC pendant l'année écoulée avaient pour objet la réalisation des décisions du 2<sup>e</sup> Congrès. Le Congrès approuve en particulier l'application par le CEIC aux différents pays des 21 conditions formulées par le 2<sup>e</sup> Congrès. Il approuve également l'activité du CEIC dans le but de favoriser la formation de grands PC des masses et la lutte décidée contre les tendances opportunistes qui s'étaient manifestées dans ces Partis.

§1. En Italie, l'attitude prise par le groupe de chefs autour de Serrati immédiatement après le 2<sup>e</sup> Congrès Mondial montra qu'il n'avait pas sérieusement la volonté de réaliser les décisions du Congrès Mondial et de l'IC. Mais c'est surtout le rôle joué par ce groupe de chefs lors des luttes de septembre, son attitude à Livourne et plus encore la politique qu'il a suivie depuis, qui ont démontré clairement qu'ils voulaient se servir du communisme comme d'une enseigne cachant leur politique opportuniste. Dans ces conditions, la scission est inévitable. Le Congrès approuve l'intervention décidée et ferme de l'CEIC dans ce cas, qui a pour l'IC une portée de principe. Il approuve la décision du CEIC qui alors a immédiatement reconnu le PC d'Italie comme seule Section communiste de ce pays.

Confirmant les décisions en vertu desquelles le Parti Socialiste italien a adhéré à la 2<sup>e</sup> Internationale, dont il a accepté sans réserve les principes fondamentaux, 3<sup>e</sup> Congrès proteste contre l'exclusion de ce parti de l'IC — exclusion qui lui a été notifiée par le représentant de l'CEIC, à la suite de divergences de vues dans l'appréciation de questions locales et de détails qu'on pouvait et qu'on devait aplanir au moyen d'explications amicales et d'une entente fraternelle.

Confirmant son adhésion pleine et entière à la 3<sup>e</sup> Internationale, il déclare s'en remettre au prochain Congrès de celle-ci pour solutionner le

conflit et s'engage d'ores et déjà à se soumettre à sa décision et à l'appliquer.

Après la sortie des communistes du Congrès de Livourne, le Congrès a adopté la résolution suivante, présentée par Bentivoglio:

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC est persuadé que cette résolution est imposée aux groupes des chefs Serrati par les ouvriers révolutionnaires. Le Congrès attend que les éléments révolutionnaires et prolétariens fassent tout leur possible après les décisions du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial pour mettre en exécution ces décisions.

Le Congrès Mondial en réponse à l'appel du Congrès de Livourne déclare catégoriquement:

Aussi longtemps que le PSI n'aura pas exclu ceux qui ont participé à la conférence de Reggio Emilia et ceux qui les soutiennent, le PSI ne peut appartenir à l'IC.

Si cette condition préalable — condition qui est un ultimatum — est remplie, le Congrès Mondial charge le CEIC d'entreprendre les démarches utiles pour unir le PSI purifié des éléments réformistes et le PCI en une Section unifiée de l'IC.

§2. En Allemagne, le Congrès du PS indépendant tenu à Halle a été la suite des décisions du 2<sup>e</sup> Congrès Mondial qui ont dressé le bilan de l'évolution du mouvement ouvrier. L'intervention de l'Exécutif tendait à la formation forte d'un PC en Allemagne et l'expérience a montré que cette politique était juste.

Le Congrès approuve entièrement l'attitude du CEIC dans les événements ultérieurs qui s'étaient déroulés au sein du PC unifié d'Allemagne. Le Congrès attend du CEIC qu'il applique aussi à l'avenir les principes de la discipline révolutionnaire internationale.

§3. L'admission du PCO d'Allemagne, en qualité de Parti sympathisant de l'IC, avait pour but d'assurer par cette épreuve si ce Parti se développerait dans le sens de l'IC. La période



écoulée est suffisamment concluante à cet égard. Il est temps de demander au PCO d'Allemagne l'affiliation, dans un délai déterminé, au PC, ou bien, dans le cas contraire, de décider son exclusion de l'IC en tant que Parti sympathisant.

§4. Le Congrès approuve la façon dont le CEIC a appliqué les 21 conditions au Parti français, ce qui a permis de soustraire de grandes masses ouvrières se trouvant en marche vers le communisme, à l'influence des opportunistes longuettistes et des centristes et d'accélérer cette évolution. Le Congrès attend du CEIC qu'il contribue aussi à l'avenir au développement du Parti afin de fortifier la clarté de ses principes et sa force combative.

En Tchécoslovaquie, le CEIC a suivi avec patience, et en tenant compte de toute la situation, le développement révolutionnaire d'un prolétariat qui a déjà fourni des preuves de sa volonté et de sa faculté de combattre. Le Congrès approuve la résolution du CEIC Qu'il veille à l'application intégrale, également au Parti tchécoslovaque, des 21 conditions et qu'il s'emploie à la formation dans un bref délai d'un PC ferme. Il est nécessaire de réaliser le plus rapidement possible la lutte systématique pour

la conquête des syndicats et pour leur unification internationale.

Le Congrès approuve l'activité du CEIC dans le Proche et l'Extrême-Orient et salue le début de la propagande énergique du CEIC dans ces pays. Le Congrès estime qu'il est nécessaire d'y intensifier également le travail d'organisation.

Enfin, le Congrès repousse les arguments opposés par des adversaires ouverts ou masqués du communisme contre une forte centralisation internationale du mouvement communiste. Il est au contraire d'avis que les PC, indissolublement liés, ont besoin d'une direction politique centrale douée de plus d'initiative et d'énergie encore, ce qui peut être assuré par l'envoi au CEIC de leurs meilleures forces. Ainsi, par exemple, l'intervention du CEIC dans la question des chômeurs et des réparations n'a été ni assez rapide, ni assez efficace. Le Congrès attend que le CEIC, soutenu par une collaboration renforcée des Partis affiliés, améliore le système de liaison avec les Partis. La participation renforcée des délégués des Partis au CEIC lui permettra mieux de remplir encore que jusqu'ici les tâches croissantes qui lui incombent.

# Thèses sur la situation mondiale et les tâches de l'IC

## 1. Le fond de la question

§1. Le mouvement révolutionnaire, à l'issue de la guerre impérialiste et depuis cette guerre, se distingue par son ampleur sans précédent dans l'histoire. En mars 1917, le tsarisme est renversé. En mai 1917, orageuse lutte gréviste en Angleterre. En novembre 1917, le prolétariat russe s'empare du pouvoir de l'État. En novembre 1918, chute des monarchies allemande et austro-hongroise. Le mouvement gréviste s'empare de toute une série de pays européens et se développe particulièrement au cours de l'année suivante. En mars 1919, la République Soviétique est installée en Hongrie. Vers la fin de la même année, les États-Unis sont ébranlés par les formidables grèves des

métallurgistes, des mineurs et des cheminots. En Allemagne, après les combats de janvier et de mars 1919, le mouvement atteint son point culminant, au lendemain de l'émeute de Kapp, en mars 1920. En France, le moment de la plus haute tension de la vie intérieure arrive au mois de mai 1920. En Italie, le mouvement du prolétariat industriel et rural s'accroît sans cesse et mène en septembre 1920 à la mainmise par les ouvriers sur les usines, les fabriques et les propriétés foncières. Le prolétariat tchèque, en décembre 1920, saisit l'arme de la grève générale politique. En mars 1921, soulèvement des ouvriers de l'Allemagne centrale et grève des ouvriers mineurs en Angleterre.

Le mouvement atteint des proportions particulièrement grandes et une intensité plus violente dans les pays hier belligérants et surtout dans les pays vaincus mais il s'étend aussi aux pays neutres. En Asie et en Afrique, il suscite ou renforce l'indignation révolutionnaire des nombreuses masses coloniales.

Cette puissante vague ne réussit pourtant pas à renverser le capitalisme mondial, ni même le capitalisme européen.

§2. Pendant l'année qui s'est écoulée entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC, une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se terminent en partie par la défaite (avance de l'armée rouge sur Varsovie en août 1920, mouvement du prolétariat italien en septembre 1920, soulèvement des ouvriers allemands en mars 1921).

La première période du mouvement révolutionnaire, après la guerre, est caractérisée par sa violence élémentaire, par l'imprécision très significative des buts et des méthodes et par l'extrême panique qui s'empare des classes dirigeantes; elle paraît être terminée dans une large mesure. Le sentiment de sa puissance de classe qu'a la bourgeoisie, et la solidité extérieure de ses organes d'État se sont indubitablement renforcés. La peur du communisme s'est affaiblie si elle n'a pas complètement disparu. Les dirigeants de la bourgeoisie vantent la puissance de leur mécanisme d'État et passent même dans tous les pays à l'offensive contre les masses ouvrières, tant sur le front économique que sur le front politique.

§3. En raison de cette situation, l'IC se pose à elle-même et pose à la classe ouvrière les questions suivantes: Dans quelle mesure les nouveaux rapports réciproques de la bourgeoisie et du prolétariat correspondent-ils réellement aux rapports plus profonds de leurs forces respectives? La bourgeoisie est-elle vraiment à présent plus en mesure de rétablir l'équilibre social détruit par la guerre? Y a-t-il des raisons de supposer qu'après une époque d'ébranlements politiques et de luttes de classes vient une nouvelle époque, prolongée du rétablissement et de l'agrandissement du capitalisme? Ne s'ensuit-il pas la nécessité de réviser le programme ou la tactique de l'IC?

## 2. La guerre, la prospérité spéculative et la crise

### *Les pays européens*

§4. Les deux dizaines d'années qui avaient précédé la guerre furent une époque d'ascension capitaliste particulièrement puissante. Les périodes de prospérité se distinguent par leur durée et par leur intensité, les périodes de dépression ou de crise, au contraire, par leur brièveté. D'une façon générale, la source s'était brusquement élevée; les nations capitalistes s'étaient enrichies.

En serrant le marché mondial par leurs trusts, leurs cartels et leurs consortiums, les maîtres des destinées du monde se rendaient compte que le développement enragé de la production devait se heurter aux limites de la capacité d'achat du marché capitaliste mondial; ils essayèrent de sortir de cette situation par les moyens de violence; la crise sanglante de la guerre mondiale devait remplacer une longue période menaçante de dépression économique avec le même résultat d'ailleurs, c'est-à-dire la destruction d'énormes forces de production.

La guerre a cependant réuni l'extrême puissance destructrice de ses méthodes à la durée imprévisiblement longue de leur emploi. Le résultat fut qu'elle ne détruisit pas seulement, au sens économique, la production «superflue», mais qu'elle affaiblit, ébranla, mina le mécanisme fondamental de la production en Europe. Elle contribua en même temps au grand développement capitaliste des États-Unis et à l'ascension fiévreuse du Japon. Le centre de gravité de l'économie mondiale passa d'Europe en Amérique.

§5. La période de cessation du massacre prolongé pendant quatre années, période de démobilisation et de transition de l'état de guerre à l'état de paix, inévitablement accompagnée d'une crise économique, conséquence de l'épuisement et du chaos de la guerre, apparaissait aux yeux de la bourgeoisie — et avec raison — comme grosse des plus grands périls. À la vérité, pendant les deux années qui suivirent la guerre, les pays qu'elle avait ravagés devinrent l'arène de puissants mouvements prolétariens.

Le fait que ce ne fut pas la crise inévitable, semblait-il, qui se produisit, quelques mois après la guerre, mais un relèvement économique, fut une des causes principales de ce

que la bourgeoisie conserva néanmoins sa position dominante. Cette période dura environ un an et demi. L'industrie occupait la presque totalité des ouvriers démobilisés. Quoique, en règle générale, les salaires ne puissent atteindre les prix des articles de consommation, ils s'élevaient cependant suffisamment pour créer le mirage de conquêtes économiques.

C'est précisément cet essor économique de 1919-20 qui, adoucissant la phase la plus aiguë de liquidation de la guerre, eut pour résultat une extraordinaire recrudescence de l'assurance bourgeoise et souleva la question de l'avènement d'une nouvelle époque organique de développement capitaliste.

Cependant, le relèvement de 1919-20 ne marquait pas, au fond, le début de la restauration de l'économie capitaliste après la guerre, mais la continuation de la situation artificielle de l'industrie et du commerce, créée par la guerre, et qui put ébranler l'économie capitaliste.

§6. La guerre impérialiste éclata à l'époque où la crise industrielle et commerciale, qui prit alors naissance en Amérique (1913), commençait à envahir l'Europe.

Le développement normal du cycle industriel fut interrompu par la guerre qui devint elle-même le plus puissant facteur économique. La guerre créa pour les branches fondamentales de l'industrie un marché à peu près illimité, complètement à l'abri de toute concurrence. Le grand acheteur n'avait jamais assez de tout ce qu'on lui fournissait. La fabrication des moyens de production se transforma en fabrication des moyens de destruction. Les articles de consommation personnelle étaient acquis à des prix de plus en plus élevés par des millions d'individus qui, ne produisant rien, ne faisaient que détruire. C'était là le processus même de la destruction; mais, en vertu des contradictions monstrueuses de la société capitaliste, cette ruine prit la forme de l'enrichissement. L'État lançait emprunt sur emprunt, émission sur émission, et — des budgets se chiffrant par millions — passa aux milliards. Machines et constructions s'usaient et n'étaient pas remplacées. La terre était mal cultivée. Des constructions essentielles dans les villes et sur les chemins de fer étaient arrêtées. En même temps le nombre des valeurs d'État, des bons de crédit et du Trésor et des fonds s'accrut sans cesse. Le capital fictif s'enfla dans la mesure

même dans laquelle le capital productif était détruit. Le système du crédit, moyen de circulation des marchandises, se transforma en un moyen d'immobiliser les biens nationaux, y compris ceux qui devront être créés par les générations futures.

Par crainte d'une crise qui eut été une catastrophe, l'État capitaliste agit après la guerre de la même façon que pendant celle-ci: nouvelles émissions, nouveaux emprunts, réglementation des prix de vente et d'achat des articles les plus importants, garantie de profits, denrées à des prix réduits, multiples allocations en addition aux appointements et aux salaires — et avec tout cela, censure militaire et dictature de galonnés.

§7. En même temps, la cessation des hostilités et le rétablissement des relations internationales révélèrent la demande considérable des marchandises les plus diverses, sur toute la surface du globe. La guerre avait laissé d'immenses stocks de produits, d'énormes sommes d'argent, concentrés entre les mains des fournisseurs et des spéculateurs, qui les employèrent là où le profit momentanément était le plus grand. Il s'ensuivit une activité commerciale fiévreuse, alors que, avec l'élévation inouïe des prix et des dividendes fantastiques, dans aucune de ses branches fondamentales, l'industrie ne se rapprochait en Europe de son niveau d'avant-guerre.

§8. Au prix de la destruction économique du système économique, accroissement de capital fictif, baisse du cours, spéculation, au lieu de panser les plaies économiques, le gouvernement bourgeois, agissant de concert avec les consortiums des banques et avec les trusts de l'industrie, réussit à éloigner le début de la crise économique, au moment où s'achevait la crise politique de la démobilisation et le premier examen des conséquences de la guerre.

Ayant ainsi obtenu un répit important, la bourgeoisie crut que le danger de la crise était écarté pour un temps indéterminé. Un optimisme extrême s'empara des esprits; il sembla que les besoins de la reconstruction dussent ouvrir une époque de prospérité industrielle, commerciale et surtout de spéculations heureuses. L'année 1920 fut l'année des espoirs déçus.

Sous une forme financière, tout d'abord, sous une forme commerciale ensuite, et enfin sous une forme industrielle, la crise se produisit en

mars 1920 au japon, en avril aux États-Unis (une légère baisse des prix avait commencé en janvier); elle passa en Angleterre, en France, en Italie, toujours en avril, dans les pays neutres de l'Europe, se manifesta sous une forme assez légère en Allemagne et se répandit dans la seconde moitié de 1920 dans tout le monde capitaliste.

§9. De la sorte, la crise de l'année 1920, et c'est là l'essentiel pour la compréhension de la situation mondiale, n'est pas une étape du cycle «normal», industriel, mais une réaction plus profonde contre la prospérité fictive du temps de guerre et des deux années suivantes, prospérité basée sur la destruction et sur l'épuisement.

L'alternative normale des crises et des périodes de prospérité se poursuivait auparavant suivant la courbe du développement industriel. Pendant les sept dernières années, par contre, les forces productrices de l'Europe, loin de s'élever, tombèrent brutalement.

La destruction des bases mêmes de l'économie doit d'abord se manifester dans toute la superstructure. Pour arriver à une certaine coordination intérieure, l'économie de l'Europe devra pendant les quelques années à venir se restreindre et diminuer. La courbe des forces productrices tombera de sa hauteur fictive actuelle. Des périodes de prospérité ne peuvent avoir dans ce cas qu'une courte durée et surtout un caractère de spéculation. Les crises seront longues et pénibles. La crise actuelle en Europe est une crise de sous-production. C'est la réaction de la misère contre les efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente.

§10. En Europe, l'Angleterre est le pays économiquement le plus fort et qui a le moins souffert de la guerre; on ne saurait cependant, même par rapport à elle, parler d'un rétablissement de l'équilibre capitaliste après la guerre. Certes, grâce à son organisation mondiale et à sa situation de triomphatrice, l'Angleterre a obtenu après la guerre certains succès commerciaux et financiers, elle a amélioré son bilan commercial, elle a relevé le cours de la livre sterling et elle a obtenu un excédent des revenus sur les dépenses aux budgets; mais sur le terrain industriel, l'Angleterre a rétrogradé depuis la guerre. Le rendement du travail et les revenus nationaux sont incomparablement plus bas qu'avant la guerre. La situation industrielle la plus

importante, celle du charbon, s'aggrave de plus en plus, aggravant la situation des autres branches. Les mouvements grévistes incessants sont non la cause, mais la conséquence de la ruine de l'économie anglaise.

§11. La France, la Belgique, l'Italie sont irréparablement ruinées par la guerre. La tentative de restaurer l'économie de la France aux dépens de l'Allemagne est un véritable brigandage accompagné d'oppression diplomatique qui, sans sauver la France, ne tend qu'à épuiser définitivement l'Allemagne (en charbon, machines, bétail, or). Cette mesure porte un coup sérieux à toute l'économie de l'Europe continentale dans son ensemble. La France gagne bien moins que ne perd l'Allemagne, et elle court à la ruine économique, bien que ses paysans aient de nouveau, grâce à des efforts extraordinaires, rétabli une grande partie des cultures agricoles et que certaines branches d'industrie (par exemple l'industrie des produits chimiques) se soient considérablement développées pendant la guerre. Les dettes et les dépenses d'État (par suite du militarisme) ont atteint des dimensions incroyables; à la fin de la dernière période de prospérité, le cours du change français était tombé de 60%. Le rétablissement de l'économie française est entravé par les lourdes pertes en vies humaines causées par la guerre, pertes impossibles à compenser par suite du faible accroissement de la population française. Il en est de même, à peu de chose près, pour l'économie de la Belgique et de l'Italie.

§12. Le caractère illusoire de la période de prospérité est surtout évident en Allemagne; dans un laps de temps pendant lequel les prix se sont élevés en une année et demie au sextuple, la production du pays a continué de baisser très rapidement. La participation, triomphante en apparence, de l'Allemagne au trafic commercial international d'avant-guerre est payée d'un double prix: gaspillage du capital fondamental de la nation (par la destruction de l'appareil de production, de transport et de crédit) et abaissement successif du niveau d'existence de la classe ouvrière. Les profits des exportateurs allemands s'expriment par une perte sèche du point de vue de l'économie publique. Sous forme d'exportation, c'est la vente à bas prix de l'Allemagne même qui a lieu. Les maîtres capitalistes s'assurent une part toujours croissante de la fortune nationale qui, elle,

diminue sans cesse. Les ouvriers allemands deviennent les coolies de l'Europe.

§13. De même que l'indépendance politique fictive des petits pays neutres repose sur l'antagonisme des grandes puissances entre elles, de même leur prospérité économique dépend du marché mondial, dont le caractère fondamental était déterminé avant la guerre par l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis et la France. Au cours de la guerre, la bourgeoisie des petits États neutres d'Europe réalisa des bénéfices monstrueux. Mais la destruction et la ruine des pays belligérants d'Europe entraînèrent la ruine économique des petits pays neutres. Leurs dettes s'accrurent, leurs changes baissèrent, la crise leur porta coup sur coup.

### **3. États-Unis, Japon, pays coloniaux et la Russie des Soviets**

§14. Le développement des États-Unis pendant la guerre présente en un certain sens le contraire du développement de l'Europe. La participation des États-Unis à la guerre fut surtout une participation de fournisseurs. Les États-Unis ne ressentirent nullement les effets destructeurs de la guerre. L'influence indirectement destructrice de la guerre sur les transports, sur l'économie rurale, etc., fut bien plus faible dans ce pays qu'en Angleterre — sans parler même de la France ou de l'Allemagne. D'autre part, les États-Unis exploitèrent de la manière la plus complète la suppression ou du moins l'extrême affaiblissement de la concurrence européenne et poussèrent leurs industries les plus importantes à un degré de développement inespéré (naphte, constructions navales, automobiles, charbon); ce ne sont pas seulement le naphte et les céréales américains, mais aussi le charbon, qui tiennent maintenant dans leur dépendance la plupart des pays d'Europe.

Si, jusqu'à la guerre, l'Amérique exportait surtout des produits agricoles et des matières premières (constituant les deux tiers de l'exportation totale), à présent, au contraire, elle exporte surtout des produits industriels (60% de son exportation). Si, jusqu'à la guerre, l'Amérique était débitrice, à présent elle est devenue la créancière du monde entier. La moitié environ de la réserve mondiale de l'or

continue toujours à y affluer. Le rôle déterminant sur le marché mondial est passé de la livre sterling au dollar.

§15. Cependant, le capital américain, lui aussi, est sorti de l'équilibre. L'essor extraordinaire de l'industrie américaine a été exclusivement déterminé par l'ensemble des conditions mondiales: suppression de la concurrence européenne et surtout demande du marché militaire de l'Europe. Si l'Europe, ruinée, n'a pas pu, même après la guerre, revenir en qualité de concurrente de l'Amérique, à sa situation d'avant-guerre sur le marché mondial, elle ne peut, d'autre part, en qualité de marché pour l'Amérique, n'avoir désormais qu'une part insignifiante de son importance antérieure. Les États-Unis sont devenus dans une mesure infiniment plus grande qu'avant-guerre un pays d'exportation. L'appareil productif surdéveloppé pendant la guerre ne peut être complètement utilisé à cause du manque de débouchés. Quelques industries sont ainsi devenues des industries de saison qui ne peuvent donner du travail aux ouvriers que pendant une partie de l'année. La crise est aux États-Unis le commencement d'une profonde et durable ruine économique résultant de la chute de l'Europe. C'est là le résultat de la destruction de la division du travail mondial.

§16. Le Japon aussi a profité de la guerre pour élargir sa place sur le marché mondial. Son développement est incomparablement plus limité que celui des États-Unis et, dans une série de branches, il revêt un caractère purement artificiel. Si ses forces productrices furent suffisantes pour la conquête d'un marché déserté par les concurrents, elles apparaissent cependant insuffisantes pour lui garder ce marché dans la lutte avec les pays capitalistes plus puissants. Il en résulta une crise aiguë qui fut précisément le commencement de toutes les autres crises.

§17. Les pays maritimes exportant des matières premières, et dans ce nombre les pays coloniaux (Amérique du Sud, Canada, Australie, Indes, Égypte, etc.), profitèrent à leur tour de l'interruption des communications internationales pour développer leur industrie indigène. La crise mondiale s'est étendue à présent chez eux aussi. Le développement de l'industrie nationale dans ces pays devient à son tour une source de nouvelles difficultés



commerciales pour l'Angleterre et pour toute l'Europe.

§18. Dans le domaine de la production du commerce et du crédit, et cela non seulement en Europe, mais sur une échelle mondiale, il n'y a donc pas de raison d'affirmer un rétablissement quelconque d'équilibre stable après la guerre.

La chute économique de l'Europe continue, mais la destruction des bases de l'économie européenne se manifestera à peine pendant les années qui viennent.

Le marché mondial est désorganisé. L'Europe a besoin des produits américains, mais elle ne peut donner à l'Amérique aucun équivalent. L'Europe est anémiée, l'Amérique est hypertrophiée. Le change or est supprimé. La dépréciation du change des pays européens (qui atteint *jusqu'à 99%*) est un obstacle presque insurmontable pour le commerce international. Les fluctuations continuelles et imprévues du change transforment la production capitaliste en une spéculation effrénée. Le marché mondial n'a plus d'équivalent général. Le rétablissement du cours or en Europe ne pourrait être obtenu que par l'élévation de l'exportation et la diminution des importations. L'Europe ruinée est incapable de cette transformation. L'Amérique se défend à son tour des importations européennes artificielles (dumping) en élevant les tarifs douaniers.

L'Europe reste une maison d'aliénés. La plupart des États promulguent des interdictions d'exportation et d'importation; ils multiplient leurs tarifs protecteurs. L'Angleterre établit des droits prohibitifs contre l'exportation allemande et toute la vie économique de l'Allemagne est à la merci d'une bande de spéculateurs de l'Entente et surtout français. Le territoire de l'Autriche-Hongrie est divisé par une dizaine de lignes douanières. L'écheveau des traités de paix est chaque jour plus embrouillé.

§19. La disparition de la Russie soviétique en tant que débouché pour les produits industriels et en tant que fournisseur de matières brutes a contribué dans une grande mesure à rompre l'équilibre de l'économie mondiale. Le retour de la Russie sur le marché mondial ne peut pas, pendant la prochaine période, y porter de bien grands changements. L'organisme capitaliste de la Russie se trouvait, sous le rapport des moyens de production, dans la plus étroite dépendance de l'industrie mondiale, et cette dépendance s'est encore accentuée par rapport aux pays de

l'Entente, pendant la guerre, alors que l'industrie intérieure de la Russie était entièrement mobilisée. Le blocus rompit d'un coup tous ces liens vitaux. Il ne saurait même être question que ce pays épuisé et ruiné par trois années de guerre civile puisse organiser chez lui les nouvelles branches d'industrie sans lesquelles les anciennes ont été inévitablement ruinées par l'épuisement de leur matériel fondamental. À tout cela s'ajoute le fait de l'absorption dans l'armée rouge de centaines de milliers des meilleurs ouvriers et, dans une mesure considérable, des plus qualifiés. Dans ces conditions historiques, aucun autre régime n'aurait pu, cerné par le blocus, réduit à des guerres incessantes, recueillant un terrible héritage de ruines, maintenir la vie économique et créer une administration centralisée. Mais on ne peut douter que la lutte contre l'impérialisme mondial ait été payée de l'épuisement prolongé des forces productrices de la Russie dans plusieurs branches fondamentales de l'économie. Ce n'est qu'à présent, à la suite du relâchement du blocus et du rétablissement de certaines formes plus normales des rapports entre la ville et la campagne, que le pouvoir soviétique reçoit la possibilité d'une direction centralisée constante et inflexible en vue du relèvement du pays.

#### **4. Tension des antagonismes sociaux**

§20. La guerre, qui entraîna une destruction sans précédent dans l'histoire des forces productrices, n'a pas arrêté le processus de la différenciation sociale; au contraire, la prolétarianisation des larges couches intermédiaires, y compris la nouvelle classe moyenne (employés, fonctionnaires, etc.) et la concentration de la propriété entre les mains d'une petite minorité (trusts, cartels, consortiums, etc.), firent, pendant les sept dernières années, des progrès monstrueux dans les pays qui ont le plus souffert de la guerre. La question Stinnes est devenue une question essentielle de la vie économique allemande.

La hausse des prix sur toutes les marchandises, concomitante à la baisse catastrophique du change dans tous les pays européens belligérants, attestait au fond une nouvelle répartition du revenu national au détriment de la classe ouvrière, des

fonctionnaires, des employés, des petits rentiers et, d'une façon générale, de toutes les catégories d'individus ayant un revenu plus ou moins déterminé.

De la sorte, sous le rapport de ses ressources matérielles, l'Europe fut ramenée à une dizaine d'années en arrière et la tension des antagonismes sociaux, qui ne peut désormais être comparée à ce qu'elle était autrefois, loin d'être arrêtée dans son cours, s'accrut avec une rapidité extraordinaire. Ce fait capital est déjà suffisant pour détruire tout espoir fondé sur un développement prolongé et pacifique des forces de la démocratie; la différenciation progressive – d'un côté la «sténosation» et, de l'autre, la prolétarianisation et la paupérisation – basée sur la ruine économique, détermine le caractère tendu, conclusif et cruel de la lutte des classes.

Le caractère actuel de la crise ne fait que prolonger sous ce rapport le travail de la guerre et de l'essor spéculatif qui la suivit.

§21. La hausse des prix des produits agricoles, tout en créant l'illusion de l'enrichissement général de la campagne, provoqua un accroissement réel des *revenus* et de la fortune des paysans riches. Les paysans purent, en effet, avec du papier déprécié, qu'ils avaient amassé en grande quantité, payer leurs dettes contractées au cours normal. Malgré la hausse énorme du prix de la terre, malgré l'abus éhonté du monopole des moyens de subsistance; malgré enfin l'enrichissement des grands propriétaires fonciers et des paysans aisés, la régression dans l'économie rurale de l'Europe est indiscutable: c'est une régression multiforme qui se traduit par l'extension des formes d'économie rurale, la transformation de terres arables en prairies, la destruction du bétail, l'application du système de la jachère. Cette régression a eu encore pour causes l'insuffisance, la cherté et la hausse des prix des articles manufacturés, enfin — en Europe centrale et orientale — la réduction systématique de la production, qui est une réaction contre les tentatives du pouvoir étatique d'accaparer le contrôle des produits agricoles. Les paysans aisés, et en partie les paysans moyens, créent des organisations politiques et économiques pour se protéger contre les charges de la bourgeoisie et pour dicter à l'État — comme prix du secours accordé contre le prolétariat — une politique de tarifs et d'impôts unilatérale et

exclusivement profitable aux paysans, une politique qui entrave la reconstruction capitaliste. Ainsi se crée entre la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie villageoise une opposition qui affaiblit la puissance de toute la classe bourgeoise. En même temps une grande partie des paysans pauvres sont prolétarisés, le village se convertit en une armée de mécontents et la conscience de classe du prolétariat rural s'accroît.

D'autre part, l'appauvrissement général de l'Europe, qui la rend incapable d'acheter la quantité nécessaire de céréales américaines, entraîna une lourde crise de l'économie rurale transatlantique. On observe une aggravation de la situation du paysan et du petit fermier non seulement en Europe, mais aussi aux États-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie, en Afrique du Sud.

§22. La situation des *fonctionnaires* et des *employés*, par suite de la diminution de la capacité d'achat de l'argent, s'est aggravée d'une façon générale plus durement que la situation du prolétariat. Les conditions d'existence des fonctionnaires subalternes et moyens étant complètement ébranlées, ces éléments sont devenus un ferment de mécontentement politique, qui sape la solidité du mécanisme d'État, qu'ils servent. «La nouvelle caste moyenne», qui selon les réformistes, représentait le centre des forces conservatrices, devient plutôt, pendant l'époque de transition, un facteur révolutionnaire.

§23. L'Europe capitaliste a finalement perdu sa situation économique prédominante dans le monde. D'autre part, son équilibre de classes relatif reposait sur cette vaste domination. Tous les efforts des pays européens (l'Angleterre et, en partie, la France), pour rétablir la situation intérieure, ne purent qu'aggraver le chaos de l'incertitude.

§24. Tandis qu'en Europe la concentration de la propriété s'accomplit sur les bases de la ruine, aux États-Unis cette concentration et les antagonismes de classe atteignirent un degré extrême sur le fond d'un enrichissement capitaliste fiévreux. Les brusques changements de la situation, par suite de l'incertitude générale du marché mondial, donnent à la lutte des classes sur le sol américain un caractère extrêmement tendu et révolutionnaire. À une apogée capitaliste sans précédent dans



l'histoire, doit succéder une apogée de lutte révolutionnaire.

§25. L'émigration des ouvriers et des paysans au-delà de l'océan servait toujours de soupape de sûreté au régime capitaliste d'Europe. Elle augmentait dans les époques de dépression prolongée et après l'échec des mouvements révolutionnaires. Mais maintenant l'Amérique et l'Australie entravent toujours davantage l'immigration. La soupape de sûreté de l'émigration ne fonctionne plus.

§26. Le développement énergique du capitalisme en Orient, particulièrement aux Indes et en Chine, a créé de nouvelles bases sociales pour la lutte révolutionnaire. La bourgeoisie de ces pays a resserré encore plus étroitement ses liens avec le capital étranger et est devenue de la sorte son principal instrument de domination. Sa lutte contre l'impérialisme étranger, lutte du plus faible concurrent, a essentiellement un caractère à demi fictif. Le développement du prolétariat indigène paralyse les tendances révolutionnaires nationales de la bourgeoisie capitaliste. Mais, en même temps, les rangs nombreux des paysans reçoivent en la personne de l'avant-garde communiste consciente de véritables chefs révolutionnaires.

La réunion de l'oppression militaire nationaliste de l'impérialisme étranger, de l'exploitation capitaliste par la bourgeoisie indigène et par la bourgeoisie étrangère, ainsi que la survivance de la servitude féodale, créent des conditions dans lesquelles le prolétariat naissant se développera rapidement et se mettra à la tête du large mouvement des paysans.

Le mouvement populaire révolutionnaire aux Indes, dans les autres colonies, est devenu maintenant partie intégrante de la révolution mondiale des travailleurs, dans la même mesure que le soulèvement du prolétariat dans les pays capitalistes de l'ancien ou du nouveau monde.

## 5. Rapports internationaux

§27. La situation générale de l'économie mondiale et, avant tout, la ruine de l'Europe déterminent une longue période de lourdes difficultés économiques, de secousses, de crises partielles et générales, etc. Les rapports internationaux, tels qu'ils s'établirent comme résultat de la guerre et du traité de Versailles, rendent la situation sans issue.

L'impérialisme a été engendré par les besoins des forces productrices tendant à supprimer les frontières des États nationaux et à créer un territoire européen et mondial économique unique; le résultat du conflit des impérialismes ennemis a été l'établissement dans l'Europe Centrale et Orientale de nouvelles frontières, de nouvelles douanes et de nouvelles armées. Au sens économique et pratique, l'Europe a été ramenée au Moyen-Age.

Sur une terre épuisée et ruinée, on entretient actuellement une armée une fois et demie plus grande qu'en 1914, c'est-à-dire à l'apogée de la «paix armée».

§28. La politique dirigeante de la France sur le continent européen peut être divisée en deux parties: l'une, attestant la rage aveugle de l'usurier prêt à étouffer son débiteur insolvable, et l'autre, représentée par la cupidité de la grande industrie pillarde en vue de créer, à l'aide des bassins de la Sarre, de la Ruhr et de la Haute-Silésie, les conditions favorables à un impérialisme industriel, susceptible de remplacer l'impérialisme financier en faillite.

Mais ces efforts vont à l'encontre des intérêts de l'Angleterre. La tâche de celle-ci consiste à séparer le charbon allemand du minerai français, dont la réunion est pourtant une condition indispensable à la régénération de l'Europe.

§29. L'Empire Britannique paraît actuellement au sommet de sa puissance. Il a maintenu ses anciennes possessions et il en a conquis de nouvelles. Mais précisément le moment actuel montre que la situation prédominante de l'Angleterre est en contradiction avec sa déchéance économique effective. L'Allemagne, avec son capitalisme incomparablement plus progressif sous le rapport de la technique et de l'organisation, est écrasée par la force armée. Mais, en la personne des États-Unis économiquement maîtres des deux Amériques, se dresse en face de l'Angleterre un adversaire triomphant et plus menaçant que l'Allemagne. Grâce à une meilleure organisation et à une meilleure technique, le rendement du travail dans les industries des États-Unis est incomparablement supérieur à ce qu'il est en Angleterre. Les États-Unis produisent 65 à 70 % du naphte consommé dans le monde entier et dont dépend l'usage des automobiles, celui des tracteurs, la flotte et l'aviation. La situation séculaire et presque

monopolisée de l'Angleterre sur le marché du charbon est définitivement ruinée, l'Amérique a pris la première place. Son exportation en Europe augmente de façon menaçante. Sa flotte commerciale est presque égale à celle de l'Angleterre. Les États-Unis ne veulent plus se résigner au monopole mondial des câbles, détenu par l'Angleterre. Dans le domaine industriel, la Grande-Bretagne passe à la défensive et, sous prétexte de lutter contre la concurrence «malsaine» de l'Allemagne, s'arme de mesures protectionnistes contre les États-Unis. Enfin, tandis que la flotte militaire de l'Angleterre, comptant un grand nombre d'unités vieilles, s'est arrêtée dans son développement, le gouvernement Harding a repris le programme au gouvernement Wilson relativement aux constructions navales, lesquelles, au cours des deux ou trois prochaines années, donneront l'hégémonie des mers au pavillon américain.

La situation est telle que, ou l'Angleterre sera automatiquement repoussée à l'arrière-plan et, malgré sa victoire sur l'Allemagne, deviendra une puissance de second ordre, ou bien – et elle s'y croit déjà obligée – elle engagera à fond, dans un très prochain avenir, toutes les forces par elle acquises dans le passé dans une lutte à mort avec les États-Unis.

C'est dans cette perspective que l'Angleterre maintient son alliance avec le Japon et s'efforce, au prix de concessions de plus en plus grandes, d'acquiescer l'appui ou, tout au moins, la neutralité de la France.

La croissance du rôle international – dans les limites du continent – de cette dernière au cours de l'année écoulée a pour cause non un affaiblissement de la France, mais un affaiblissement international de l'Angleterre.

La capitulation de l'Allemagne en mai dernier, dans la question des contributions de guerre, signale partout une victoire temporaire de l'Angleterre et assure la chute économique ultérieure de l'Europe centrale, sans exclure, dans un avenir rapproché, l'occupation par la France du bassin de la Ruhr et de la Haute-Silésie.

§30. L'antagonisme du Japon et des États-Unis, provisoirement dissimulé à la suite de leur participation à la guerre contre l'Allemagne, développe en ce moment ouvertement ses tendances. Le Japon s'est, par suite de la guerre, rapproché des côtes américaines, ayant reçu

dans l'Océan Pacifique des îles d'une grande importance stratégique.

La crise de l'industrie rapidement développée du Japon a de nouveau réveillé la question de l'émigration; le Japon, pays à population dense, et pauvre en ressources naturelles, est obligé d'exporter des marchandises ou des hommes. Dans un cas comme dans l'autre, il se heurte aux États-Unis, en Californie, en Chine et sur l'île de Jap.

Le Japon dépense plus de la moitié de son budget pour l'armée et pour la flotte. Dans la lutte de l'Angleterre avec l'Amérique, le Japon aura sur mer le rôle joué sur terre par la France dans la guerre avec l'Allemagne. Le Japon profite actuellement de l'antagonisme entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, mais la lutte décisive de ces deux géants pour la domination du monde se décidera finalement à son détriment.

§32. Le grand massacre récent fut européen par ses causes et par ses principaux participants. L'axe de la lutte, c'était l'antagonisme entre l'Angleterre et l'Allemagne. L'intervention des États-Unis élargit les cadres de la lutte, mais ne l'écarte pas de sa tendance fondamentale; le conflit européen fut résolu au moyen du monde entier. La guerre, qui résolut à sa manière le différend entre l'Angleterre et l'Allemagne, non seulement n'a pas résolu la question des rapports entre les États-Unis et l'Angleterre, mais, au contraire, l'a reposée au premier plan dans toutes ses proportions, en tant que question fondamentale de la politique mondiale, de même qu'elle a posé une question de second ordre, celle des rapports entre les États-Unis et le Japon. La dernière guerre a de la sorte été la préface européenne à la guerre véritablement mondiale qui décidera de la *domination impérialiste exclusive*.

§32. Mais ce n'est là qu'un des axes de la politique mondiale. Il y a un autre axe encore: la Fédération des Soviets russes et la 2<sup>e</sup> Internationale sont nées des conséquences de la dernière guerre. Le groupement des forces révolutionnaires internationales est entièrement dirigé contre tous les groupements impérialistes.

La conservation de l'alliance entre l'Angleterre et la France ou, au contraire, sa destruction a le même prix au point de vue des intérêts du prolétariat et au point de vue de la paix que le renouvellement ou le non-

renouvellement de l'alliance anglo-japonaise, que l'entrée (ou le refus d'entrer) des États-Unis dans la Société des Nations. Le prolétariat ne saurait voir une grande garantie de paix dans le groupement passager, cupide et sans foi des États capitalistes dont la politique, évoluant de plus en plus autour de l'antagonisme anglo-américain, l'entretient en préparant une sanglante explosion.

La conclusion, par quelques pays capitalistes, de traités de paix et de conventions commerciales avec la Russie soviétique ne signifie pas, loin de là, la renonciation de la bourgeoisie mondiale à la destruction de la République des Soviets. On ne peut y voir qu'un changement peut-être passager de formes et de méthodes de lutte. Le coup d'état japonais en Extrême-Orient signifie peut-être le commencement d'une nouvelle période d'intervention armée.

Il est absolument évident que, plus le mouvement révolutionnaire prolétarien mondial se ralentit, et plus les contradictions de la situation internationale économique et politique stimulent inévitablement la bourgeoisie à tenter de nouveau de provoquer un dénouement par les armes à l'échelle mondiale. Cela voudrait dire que le «rétablissement de l'équilibre capitaliste» après la nouvelle guerre se baserait sur un épuisement économique et sur un recul de la civilisation, tels qu'en comparaison de la situation actuelle de l'Europe, il semblerait le comble du bien-être.

§33. Quoique l'expérience de la dernière guerre ait confirmé avec une certitude terrifiante que «la guerre est un calcul trompeur» – vérité qui contient tout le pacifisme, tant socialiste que bourgeois – la préparation de la nouvelle guerre, préparation économique, politique, idéologique et technique, se poursuit à vive allure dans tout le monde capitaliste. Le pacifisme humanitaire antirévolutionnaire est devenu une force auxiliaire du militarisme.

Les social-démocrates de toutes nuances et les syndicalistes d'Amsterdam insufflent au prolétariat international la conviction de la nécessité de s'adapter aux règles économiques et au droit international des États, tels qu'ils ont été établis par suite de la guerre, et apparaissent ainsi comme des auxiliaires insignes de la bourgeoisie impérialiste dans la préparation du nouveau massacre qui menace

de détruire définitivement la civilisation humaine.

## **6. La classe ouvrière après la guerre**

§34. Au fond, la question du rétablissement du capitalisme sur les bases tracées plus haut se résume ainsi: la classe ouvrière est-elle disposée à faire, dans des conditions nouvelles incomparablement plus difficiles, les sacrifices indispensables pour affermir les conditions de son propre esclavage, plus étroit et plus dur qu'avant la guerre?

Pour restaurer l'économie européenne, en remplacement de l'appareil de production détruit pendant la guerre, une forte création nouvelle de capital serait nécessaire. Cela ne serait possible que si le prolétariat était prêt à travailler davantage dans des conditions d'existence très inférieures. C'est ce que les capitalistes demandent; c'est ce que lui conseillent les chefs traîtres des Internationale jaunes: d'abord aider à la restauration du capitalisme, ensuite lutter pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Mais le prolétariat d'Europe n'est pas prêt à se sacrifier, il réclame une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui actuellement est en contradiction absolue avec les possibilités objectives du capitalisme. D'où les grèves et les insurrections sans fin et l'impossibilité de restaurer l'économie européenne. Rétablir le cours du change, c'est pour divers États européens (Allemagne, France, Italie, Autriche, Hongrie, Pologne, Balkans) avant tout se débarrasser de charges dépassant la mesure de leurs forces, c'est-à-dire se déclarer en faillite; c'est aussi donner une puissante impulsion à la lutte de toutes les classes pour une nouvelle répartition du revenu national. Rétablir le cours du change, c'est à l'avenir diminuer les dépenses de l'État au détriment des masses (renoncer à fixer le salaire minimum, le prix des articles de consommation générale), c'est empêcher l'arrivée des articles de première nécessité à meilleur marché provenant de l'étranger et relever l'exportation en diminuant les frais de la production, c'est-à-dire encore une fois, au premier chef, renforcer l'exploitation de la masse ouvrière. Toute mesure sérieuse, tendant à rétablir l'équilibre capitaliste, ébranle plus encore l'équilibre déjà rompu des classes et donne un nouvel élan à la

lutte révolutionnaire. La question de savoir si le capitalisme peut se régénérer devient par conséquent une question de lutte entre forces vivantes: celles des classes et des partis. Si, des deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, l'une, la dernière, renonçait à la lutte révolutionnaire, l'autre, la bourgeoisie, retrouverait en fin de compte, indubitablement, un nouvel équilibre capitaliste — équilibre de décomposition matérielle et morale — au moyen de nouvelles crises, de nouvelles guerres, de l'appauvrissement poursuivi de pays entiers et de la mort de dizaines de millions de travailleurs.

Mais la situation actuelle du prolétariat international ne donne guère de raisons de pronostiquer cet équilibre.

§35. Les éléments sociaux de stabilité, de conservatisme, de tradition, ont perdu la plus grande partie de leur autorité sur l'esprit des masses laborieuses. Si la social-démocratie et les trade-unions conservent encore quelque influence sur une partie considérable du prolétariat, grâce à l'héritage de l'appareil d'organisation, du passé, cette influence est tout à fait inconsistante. La guerre a modifié non seulement l'état d'esprit, mais la composition même du prolétariat et ces modifications sont tout à fait incompatibles avec l'organisation graduelle d'avant la guerre.

Au sommet du prolétariat, dans la plupart des pays domine encore la bureaucratie ouvrière extrêmement développée, étroitement unie, qui élabore ses propres méthodes et ses procédés de domination, et se rattache par des milliers de liens aux institutions et aux organes de l'État capitaliste.

Vient ensuite un groupe d'ouvriers, le mieux placé dans la production, occupant ou comptant occuper des postes d'administration, et qui sont l'appui le plus sûr de la bureaucratie ouvrière.

Puis la vieille génération des social-démocrates et des syndicalistes ouvriers qualifiés pour la plupart, rattachés à leur organisation par des dizaines d'années de lutte et qui ne peuvent se décider à rompre avec elle, malgré ses trahisons et ses faillites. Toutefois, dans bien des branches de production, les ouvriers qualifiés sont mélangés à des ouvriers non qualifiés, des femmes surtout.

Viennent encore des millions d'ouvriers qui ont fait l'apprentissage de la guerre, qui sont familiarisés avec le maniement des armes et

prêts, pour la plupart, à s'en servir contre l'ennemi de classe, à la condition toutefois d'une préparation sérieuse, préalable, d'une ferme direction, choses indispensables au succès.

Puis des millions de nouveaux ouvriers, d'ouvrières en particulier, attirés dans l'industrie pendant la guerre et communiquant au prolétariat non seulement leurs préjugés petits-bourgeois, mais encore leurs aspirations impatientes vers de meilleures conditions d'existence.

Enfin, des millions de jeunes ouvriers et ouvrières élevés pendant la tempête révolutionnaire, plus accessibles à la parole communiste, brûlant du désir d'agir.

En dernier lieu, une gigantesque armée de chômeurs, pour la plupart déclassés et mi-déclassés, reflétant le plus vivement dans ses fluctuations le cours de la décadence de l'économie capitaliste et tenant l'ordre bourgeois sous sa constante menace.

Ces éléments du prolétariat, si divers par leur origine et leur caractère, ne sont entraînés dans le mouvement après la guerre, ni simultanément, ni de la même manière. De là, les hésitations, les fluctuations, les progrès et les reculs de la lutte révolutionnaire. Mais, dans son écrasante majorité, la masse prolétarienne serre promptement les rangs parmi la ruine de toutes ses anciennes illusions, l'effrayante incertitude de la vie quotidienne, devant la toute-puissance du capital concentré, devant les méthodes de brigandage de l'État militarisé. Cette masse, qui compte de nombreux millions d'hommes, cherche une direction ferme et claire, un programme net d'action, et crée par là même une base au rôle décisif que le PC cohérent et centralisé est appelé à jouer.

§36. La situation de la classe ouvrière s'est évidemment aggravée pendant la guerre. Certains groupes d'ouvriers ont prospéré. Les familles dans lesquelles quelques membres ont pu travailler dans les usines pendant la guerre ont même réussi à maintenir et à élever leur niveau d'existence. Mais, d'une façon générale, le salaire n'a pas augmenté proportionnellement à la cherté de la vie.

Dans l'Europe Centrale, le prolétariat a, pendant la guerre, été voué à des privations toujours croissantes. Dans les pays continentaux de l'Entente, la chute du niveau d'existence fut moins brutale jusqu'à ces temps derniers. En Angleterre, le prolétariat arrêta,

pendant la dernière période de la guerre, au moyen d'une lutte énergique, le processus d'aggravation des conditions de son existence.

Aux États-Unis, la situation de quelques couches de la classe ouvrière s'est améliorée, quelques couches ont conservé leur ancienne situation ou ont subi un abaissement de leur niveau d'existence.

La crise s'abattit sur le prolétariat du monde entier avec une force terrifiante. La réduction des salaires dépassa la baisse des prix. Le nombre des chômeurs et des demi-chômeurs devient énorme, sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Les fréquents changements dans les conditions de l'existence personnelle influent très défavorablement sur le rendement du travail, mais ils excluent la possibilité d'établir l'équilibre des classes sur le terrain fondamental, c'est-à-dire sur celui de la production. L'incertitude des conditions d'existence, reflétant l'inconsistance générale des conditions économiques nationales et mondiales, constitue à présent le facteur le plus révolutionnaire.

## 7. Perspectives et tâches

§37. La guerre n'a pas déterminé immédiatement la révolution prolétarienne. La bourgeoisie note ce fait, avec une certaine apparence de raison, comme sa plus grande victoire.

Il n'y a qu'un esprit borné petit-bourgeois qui puisse voir la faillite du programme de l'IC dans le fait que le prolétariat européen n'a pas renversé la bourgeoisie pendant la guerre ou immédiatement après. Le développement de l'IC dans la révolution prolétarienne n'implique pas la fixation dogmatique d'une date déterminée au calendrier de la révolution, ni l'obligation d'amener mécaniquement la révolution à la date fixée. La révolution était et reste une lutte de forces vivantes sur les bases historiques données. La destruction de l'équilibre capitaliste par la guerre à l'échelle mondiale a créé des conditions favorables pour les forces fondamentales de la révolution, pour le prolétariat. Tous les efforts de l'IC étaient et restent dirigés vers l'utilisation complète de cette situation.

Les divergences entre l'IC et les social-démocrates des deux groupes ne consistent pas en ce que nous aurions déterminé une date fixe

pour la révolution, alors que les social-démocrates nient la valeur de l'utopie et du «putschisme» (tentatives insurrectionnelles); ces divergences résident en ce que les social-démocrates réagissent contre le développement révolutionnaire effectif, en aidant de toutes leurs forces, au gouvernement aussi bien que dans l'opposition, au rétablissement de l'équilibre de l'État bourgeois, tandis que les communistes profitent de toutes les occasions, de tous les moyens et de toutes les méthodes pour renverser et écraser l'État bourgeois par la dictature du prolétariat.

Au cours des deux années et demie écoulées depuis la guerre, le prolétariat des différents pays a manifesté tant d'énergie, tant de disposition à la lutte, tant d'esprit de sacrifice, qu'il aurait pu suffire largement à sa tâche et accomplir une révolution triomphante s'il s'était trouvé à la tête de la classe ouvrière un PC réellement international, bien préparé et fortement centralisé. Mais diverses causes historiques et les influences du passé ont placé à la tête du prolétariat européen, pendant la guerre et depuis, l'organisation de la 2e Internationale, qui est devenue et qui reste un instrument politique inappréciable aux mains de la bourgeoisie.

§38. En Allemagne, vers la fin de l'année 1918 et au commencement de 1919, le pouvoir appartenait en fait à la classe ouvrière. La social-démocratie –majoritaires et indépendants– les syndicats, firent agir toute leur influence traditionnelle et tout leur appareil pour remettre ce pouvoir entre les mains de la bourgeoisie.

En Italie, le mouvement révolutionnaire impétueux du prolétariat a crû de plus en plus pendant les derniers dix-huit mois et seul le manque de caractère d'un parti socialiste petit-bourgeois, la politique de trahison de la fraction parlementaire, l'opportunisme lâche des organisations syndicales ont pu permettre à la bourgeoisie de rétablir son appareil, de mobiliser sa garde blanche, de passer à l'attaque contre le prolétariat momentanément découragé par la faillite de ses vieux organes dirigeants.

Le puissant mouvement gréviste des dernières années en Angleterre s'est constamment brisé contre la force armée de l'État, qui intimidait les chefs des trade-unions. Si ces chefs étaient restés fidèles à la cause de la classe ouvrière, on aurait quand même pu,



malgré tous ses défauts, faire servir aux combats révolutionnaires le mécanisme des trade-unions. Lors de la dernière crise de la «Triple Alliance» apparut la possibilité d'une collusion révolutionnaire avec la bourgeoisie, mais cette collision fut entravée par l'esprit conservateur, la poltronnerie et la trahison des chefs syndicaux; si l'organisme des trade-unions anglais fournissait en ce moment, dans l'intérêt du socialisme, seulement la moitié du travail qu'il effectue dans l'intérêt du capital, le prolétariat anglais s'emparerait du pouvoir avec le minimum de sacrifices et pourrait s'atteler à la tâche de réorganisation systématique du pays.

Ce que nous venons de dire s'applique dans une mesure plus ou moins grande à tous les pays capitalistes.

§39. Il est absolument incontestable que la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le pouvoir manifeste à l'heure actuelle à l'échelle mondiale un certain fléchissement, un certain ralentissement. Mais, au fond des choses, il n'était pas permis de s'attendre à ce que l'offensive révolutionnaire d'après-guerre, dans la mesure où elle ne donna pas d'emblée la victoire, se développât suivant une ligne ininterrompue. Le développement politique a aussi ses cycles, ses hauts et ses bas. L'ennemi ne reste pas passif: il combat lui aussi. Si l'attaque du prolétariat n'est pas couronnée de succès, la bourgeoisie passe à la première occasion à la contre-attaque. La perte par le prolétariat de quelques positions conquises sans difficulté entraîne une certaine dépression dans ses rangs. Mais s'il reste incontestable qu'à l'époque où nous vivons, la courbe du développement capitaliste est, d'une façon générale, descendante avec des mouvements passagers de relèvement, la courbe de la révolution est montante avec quelques fléchissements.

La restauration du capitalisme a pour condition *sine qua non* l'intensification de l'exploitation, la perte de millions de vies humaines, l'abaissement pour des millions d'êtres humains des conditions moyennes d'existence au-dessous du niveau minimum (*Existenzminimum*), l'insécurité perpétuelle du prolétariat, ce qui est un facteur constant de grève et de révolte. C'est sous la pression de ces causes et dans les combats qu'elles engendrent

que croît la volonté des masses de renverser la société capitaliste.

§40. La tâche capitale du PC dans la crise que nous traversons est de diriger les combats défensifs du prolétariat, de les élargir, de les approfondir, de les grouper et de les transformer – selon le processus du développement – en combats politiques pour le but final. Mais Si les événements se développent plus lentement et qu'une période de relèvement succède, dans un nombre plus ou moins grand de pays, à la crise économique actuelle, cela ne saurait en aucune manière être interprété comme l'avènement d'une époque d'«organisation». Aussi longtemps que le capitalisme existera, les fluctuations du développement seront inévitables. Ces fluctuations accompagneront le capitalisme dans son agonie comme elles l'ont accompagné dans sa jeunesse et dans sa maturité.

Au cas où le prolétariat serait repoussé par l'attaque du Capital dans la crise actuelle, il passera à l'offensive dès qu'il se manifestera quelque amélioration dans la situation. Son offensive économique qui, dans ce dernier cas, serait inévitablement menée sous les mots d'ordre de revanche contre toutes les mystifications du temps de guerre, contre tout le pillage et tous les outrages infligés pendant la crise, aura, pour cette même raison, la même tendance à se transformer en guerre civile ouverte que la lutte défensive actuelle.

§41. Que le mouvement révolutionnaire au cours de la prochaine période suive un cours plus animé ou plus ralenti, le PC doit, dans les deux cas, devenir *un parti d'action*. Il est à la tête des masses combattantes, il formule fermement et clairement des mots d'ordre de combat, il dénonce les mots d'ordre équivoques de la social-démocratie, basés toujours sur le compromis. Le PC doit s'efforcer, au cours de toutes les alternatives du combat, de renforcer par des moyens d'organisation ses nouveaux points d'appui; il doit former les masses aux manœuvres actives, les armer de nouvelles méthodes et de nouveaux procédés, basés sur le choc direct et ouvert avec les forces de l'ennemi. En profitant de chaque répit pour s'assimiler l'expérience de la phase précédente de la lutte, le PC doit s'efforcer d'approfondir et d'élargir les conflits de classe et de les relier sur une échelle nationale et internationale dans l'idée du but et de l'action pratique, de façon qu'au sommet du prolétariat soient brisées toutes les résistances dans la voie de la dictature et de la Révolution sociale.

# Thèses sur la tactique

## §1. *Délimitation des questions.* —

*«La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, à savoir: le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Internationale des Soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.»*

Cette définition des buts de l'IC, posée dans ses statuts, délimite clairement toutes les questions de tactique qui sont à résoudre.

Il s'agit de la tactique à employer dans notre lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'agit des moyens à employer pour conquérir aux principes du communisme la plus grande partie de la classe ouvrière, des moyens à employer pour organiser les éléments socialement déterminants du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du communisme. Il s'agit des relations avec les couches petites-bourgeoises prolétarisées, des moyens et procédés à prendre pour démolir le plus rapidement possible les organes du pouvoir bourgeois, les réduire en ruines et engager la lutte finale internationale pour la dictature.

La question de la dictature elle-même, comme unique voie menant à la victoire est hors de discussion. Le développement de la révolution mondiale a montré nettement qu'il n'y a qu'une alternative offerte dans la situation historique actuelle: dictature capitaliste ou dictature prolétarienne.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC reprend l'examen des questions de tactique dans des conditions nouvelles, puisque dans bien des pays, la situation objective a pris une acuité révolutionnaire et que plusieurs grands PC se sont formés, qui cependant ne possèdent encore nulle part la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire réelle.

§2. *À la veille de nouveaux combats.* — La révolution mondiale, c'est-à-dire la destruction du capitalisme, le rassemblement des énergies révolutionnaires du prolétariat et l'organisation du prolétariat en une puissance agressive et victorieuse, exigera une période assez longue de combats révolutionnaires.

L'acuité diverse des antagonismes, la différence de la structure sociale et des obstacles à surmonter selon les pays, le haut degré d'organisation de la bourgeoisie dans les pays de haut développement capitaliste de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord, étaient des raisons suffisantes pour que la guerre mondiale n'aboutisse pas immédiatement à la victoire de la révolution mondiale. Les communistes ont donc eu raison de déclarer, déjà pendant la guerre, que la période de l'impérialisme conduirait à l'époque de la révolution sociale, c'est-à-dire à une longue suite de guerres civiles à l'intérieur des divers États capitalistes et de guerres entre les États capitalistes d'une part, les États prolétariens et les peuples coloniaux exploités d'autre part.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite; c'est la dissolution lente du capitalisme, c'est la sape révolutionnaire quotidienne, qui s'intensifient de temps à autre et se concentrent en crises aiguës.

Le cours de la révolution mondiale a été rendu encore plus traînant du fait que de puissantes organisations et partis ouvriers, à savoir les partis ainsi que les syndicats social-démocrates, fondés par le prolétariat pour guider sa lutte contre la bourgeoisie, se sont transformés pendant la guerre en instruments d'influence contre-révolutionnaire et d'immobilisation du prolétariat et sont restés tels quels après la fin de la guerre. C'est ce qui a permis à la bourgeoisie mondiale de surmonter facilement la crise de la démobilisation; c'est ce qui lui a permis pendant la période de prospérité apparente de 1919-20 d'éveiller dans la classe ouvrière un nouvel espoir d'améliorer sa situation dans le cadre du capitalisme, cause



essentielle de la défaite des soulèvements de 1919 et du ralentissement des mouvements révolutionnaires en 1920.

La crise économique mondiale, qui apparut au milieu de 1920 et qui s'est étendue aujourd'hui sur tout l'univers, augmentant partout le chômage, prouve au prolétariat international que la bourgeoisie n'est pas en mesure de reconstruire le monde. L'exaspération de tous les antagonismes politiques mondiaux, la campagne rapace de la France contre l'Allemagne, les rivalités anglo-américaine et américano-japonaise avec la course aux armements qui s'ensuit, montrent que le monde capitaliste à l'agonie titube de nouveau vers la guerre mondiale. La Société des nations, trust international des États vainqueurs pour l'exploitation des concurrents vaincus et des peuples coloniaux, est minée pour le moment par la concurrence américaine. L'illusion avec laquelle la social-démocratie internationale et la bureaucratie syndicale ont détourné les masses ouvrières de la lutte révolutionnaire, l'illusion qu'elles pourraient, en renonçant à la conquête du pouvoir politique par la lutte révolutionnaire, obtenir graduellement et pacifiquement le pouvoir économique et le droit de s'administrer elles-mêmes, cette illusion est en train de mourir.

En Allemagne les comédies de socialisation avec lesquelles le gouvernement Scheidemann-Noske, en mars 1919, chercha à retenir le prolétariat de l'assaut décisif, touchent à leur fin. Les phrases sur la socialisation ont fait place au système bien réel de Stinnes, c'est-à-dire à la soumission de l'industrie allemande à un dictateur capitaliste et à sa clique. L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne centrale forme l'introduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand.

En Angleterre tous les plans de nationalisation sont tombés à l'eau. Au lieu de réaliser les projets de nationalisation de la commission Sankey, le gouvernement appuie d'une levée de troupes le lock-out contre les mineurs anglais.

Le gouvernement français n'arrive à ajourner sa banqueroute économique que par une expédition de rapine en Allemagne. Il ne pense à aucune reconstruction systématique de son

économie nationale. Même la reconstruction des contrées dévastées du Nord de la France, dans la mesure où elle est entreprise, ne sert qu'à l'enrichissement des capitalistes privés.

En Italie la bourgeoisie est montée à l'attaque de la classe ouvrière avec l'aide des bandes blanches des fascistes.

Partout la démocratie bourgeoise a du se démasquer, plus complètement dans les vieux États démocratiques bourgeois que dans les nouveaux, issus de l'écroulement impérialiste. Gardes-blancs, arbitraire dictatorial du gouvernement contre les mineurs grévistes en Angleterre, fascistes et Guarda Regia en Italie, Pinkertons, exclusion des députés socialistes des parlements, loi de lynch aux États-Unis, terreur blanche en Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie, Lettonie, Estonie, légalisation de la terreur blanche en Finlande, en Hongrie, et dans les pays Balkaniques, «lois communistes» en Suisse, France etc., partout la bourgeoisie cherche à faire retomber sur la classe ouvrière les conséquences de l'anarchie économique croissante, à allonger la journée de travail et à faire tomber les salaires. Partout la bourgeoisie trouve des auxiliaires dans les chefs de la social-démocratie et de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Cependant ces derniers peuvent retarder l'éveil des masses ouvrières pour un nouveau combat et l'approche de nouvelles vagues révolutionnaires, il ne peuvent pas les empêcher.

Déjà on voit le prolétariat allemand se préparer à la contre-attaque; on voit les mineurs anglais, malgré la trahison des chefs trade-unionistes, tenir bon, héroïquement, pendant de longues semaines dans la lutte contre le capital minier. Nous voyons comment la volonté de combat s'accroît dans les rangs avancés du prolétariat italien après l'expérience qu'il a faite de la politique d'hésitation du groupe Serrati, volonté de combat qui s'exprime par la formation du PC d'Italie. Nous voyons comment en France, après la scission, après la séparation des social-patriotes et de centristes, le parti socialiste commence à passer de l'agitation et de la propagande du communisme à des manifestations de masses contre les appétits rapaces de l'impérialisme français. En Tchécoslovaquie, nous assistons à la grève politique de décembre, entraînant malgré son manque complet d'une direction unique, un million d'ouvriers, avec, comme conséquence, la

formation d'un PC tchèque, parti des masses. En février nous avons eu en Pologne une grève des cheminots, dirigée par le PC, et une grève générale en est résulté, et nous avons assisté à la décomposition progressive du Parti Socialiste Polonais social-patriote.

Ce qu'il nous faut attendre, ce n'est pas le fléchissement de la révolution mondiale ni le reflux de ses vagues, mais tout le contraire: dans les circonstance données une exaspération immédiate des antagonismes sociaux et des combats sociaux est ce qu'il y a de plus vraisemblable.

**§3. La tâche la plus importante du moment.** — La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'IC.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc.), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple en Angleterre et aux États-Unis), et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'IC s'est donnée pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands PC révolutionnaires.

Déjà au cours de sa première année d'existence, l'IC a répudié les tendances sectaires en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de collaborer aux syndicats, de participer à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats

et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétariennes, en instruments de combat. Dès sa première année d'existence, l'IC a prescrit aux PC de ne pas se renfermer dans des cercles de propagande, mais de se servir pour l'éducation et l'organisation du prolétariat, de toutes les possibilités que la constitution de l'État bourgeois est obligée de leur laisser ouvertes: liberté de la presse, liberté de réunion et d'association et toutes les institutions parlementaires bourgeoises, si lamentables soient-elles, pour en faire des armes, des tribunes, des places d'armes du communisme. À son 2<sup>e</sup> Congrès, l'IC, dans ses résolutions sur la question syndicale et sur l'utilisation du parlementarisme, a répudié ouvertement toutes les tendances au sectarisme.

Les expériences de ces deux ans de lutte des PC ont confirmé en tous points la justesse du point de vue de l'IC Celle-ci, par sa politique, a amené les ouvriers révolutionnaires dans bien des États à se séparer, non seulement des réformistes déclarés, mais aussi des centristes. Dès lors que les centristes ont formé une Internationale 2½ qui s'allie publiquement aux Scheidemann, aux Jouhaux et aux Henderson sur le terrain de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, le champ de bataille est devenu beaucoup plus clair pour les masses prolétariennes, ce qui facilitera les combats à venir.

Le communisme allemand, grâce à la tactique de l'IC (action révolutionnaire dans les syndicats, lettre ouverte, etc.), d'une simple tendance politique qu'il était dans les combats de janvier et mars 1919, s'est changé en un grand parti des masses révolutionnaires. Il a acquis dans les syndicats une influence telle que la bureaucratie syndicale a été forcé d'exclure de nombreux communistes des syndicats par crainte de l'influence révolutionnaire de leur action syndicale, et de prendre sur elle l'odieux de la scission.

En Tchécoslovaquie, les communistes ont réussi à gagner à leur cause la majorité des ouvriers organisés.

En Pologne, le PC, grâce surtout à son travail de sape dans les syndicats, a su non seulement entrer en contact avec les masses, mais devenir leur guide dans la lutte, malgré les persécutions monstrueuses qui contraignent les organisations communistes à une existence absolument clandestine.

En France, les communistes ont conquis la majorité au sein du Parti socialiste.

En Angleterre, le processus de consolidation des groupes communistes sur le terrain des directives tactiques de l'IC se termine et l'influence croissante des communistes oblige les socialistes-traîtres à essayer de rendre impossible aux communistes l'entrée dans le Labour Party.

Les groupes communistes sectaires par contre (comme le KAPD etc.), n'ont pas rencontré sur leur voie un seul succès. La théorie du renforcement du communisme par la propagande et l'agitation seules, par la fondation de syndicats communistes distincts, a fait complètement faillite. Nulle part aucun PC de quelque influence n'a pu être fondé de cette façon.

§4. *La situation au sein l'IC.* — Dans cette voie menant à la formation de PC de masses, l'IC n'est pas allée suffisamment loin partout. Et même dans deux des pays les plus importants du capitalisme victorieux elle a encore tout à faire dans ce domaine.

Aux États-Unis, dans l'Amérique du Nord, dans lesquels déjà avant la guerre pour des raisons historiques, il n'existait aucun mouvement révolutionnaire de quelque ampleur, les communistes ont toujours devant eux les tâches primordiales les plus simples: la formation d'un noyau communiste et son rattachement aux masses ouvrières. La crise économique, qui a fait 5 millions d'ouvriers sans travail, fournit pour cela un terrain très favorable. Conscient du danger qui le menace d'une radicalisation du mouvement ouvrier et de l'influence de ce mouvement par les communistes, le capital américain essaie de briser le jeune mouvement communiste par des persécutions barbares, de l'anéantir et de le contraindre à l'illégalité, dans laquelle, pense-t-il, ce mouvement, sans contact avec les masses, dégénérerait en une secte de propagande et se dessécherait.

L'IC attire l'attention du PCU d'Amérique sur le fait que l'organisation illégale ne doit constituer qu'un terrain de rassemblement, de clarification, pour les forces communistes les plus actives, mais que le Parti unifié a le devoir de tenter tous les moyens et toutes les voies pour sortir de ses organisations illégales et atteindre les grandes masses ouvrières en fermentation;

qu'il a le devoir de trouver les formes et les voies propres à concentrer politiquement ces masses dans leur vie publique en vue de la lutte contre le capital américain.

Le mouvement communiste anglais, lui non plus, n'a pas encore réussi, malgré la concentration de ses forces en un PC uni, à devenir un parti de masses.

La désorganisation durable de l'économie anglaise, l'aggravation inouïe du mouvement gréviste, le mécontentement croissant des grandes masses populaires à l'égard du régime de Lloyd George, la possibilité d'une victoire du Labour Party et du Parti libéral aux prochaines élections parlementaires, tout cela ouvre dans le développement de l'Angleterre de nouvelles perspectives révolutionnaires et pose devant les communistes anglais des questions d'une importance extrême.

La première et principale tâche du PC d'Angleterre est de devenir un Parti de masses. Les communistes anglais doivent se placer de plus en plus fermement sur le terrain du mouvement de masses existant en fait et se développant sans cesse; ils doivent pénétrer dans toutes les particularités concrètes de ce mouvement et faire des revendications isolées ou partielles des ouvriers le point de départ de leur propre agitation et de leur propagande inlassable et énergique.

Le puissant mouvement gréviste met à l'épreuve, aux yeux de centaines de milliers et de millions d'ouvriers le degré de capacité, de fidélité, de constance et de conscience des trade-unions et de leurs chefs. Dans ces conditions, l'action des communistes au sein des syndicats acquiert une importance décisive. Aucune critique du Parti, venant du dehors, ne saurait, même dans une mesure éloignée, exercer sur les masses une influence semblable à celle qui peut être exercée par le travail quotidien et constant des noyaux communistes dans les syndicats, par le travail tendant à démasquer et à discréditer les traîtres et les bourgeois du trade-unionisme, qui en Angleterre plus encore que dans tout autre pays, sont le jouet politique du capital.

Si, dans d'autres pays, la tâche des PC devenus partis de masses consiste dans une importante mesure à prendre l'initiative d'actions de masses, en Angleterre la tâche du PC consiste avant tout, sur la base des actions de masses qui se développent en fait, à montrer par son propre exemple et à prouver que les

communistes sont capables d'exprimer justement et courageusement les intérêts, les besoins et les sentiments de ces masses.

Les PC de masses de l'Europe Centrale et Occidentale se trouvent en pleine formation de leurs méthodes d'agitation et de propagande révolutionnaire, en pleine formation de méthodes d'organisation répondant à leur caractère de combat, enfin en pleine transition de la propagande et de l'agitation communistes à l'action. Ce processus est entravé par le fait que dans bien des pays l'entrée des ouvriers devenus révolutionnaires dans le camp du communisme s'est accomplie sous la direction de chefs qui n'ont pas encore surmonté leurs tendances centristes et qui ne sont pas en état de mener une efficace agitation et propagande communistes dans le peuple, qui craignent même cette propagande parce qu'ils savent qu'elle conduirait les Partis aux combats révolutionnaires.

Ces tendances centristes ont mené en Italie à la scission du Parti. Les chefs du Parti et des syndicats groupés autour de Serrati, au lieu de transformer les mouvements spontanés de la masse ouvrière et son activité croissante en une lutte consciente pour le pouvoir – lutte pour laquelle la situation était mûre en Italie – laissèrent ces mouvements s'enliser. Le communisme n'était pas pour eux un moyen de secouer et de concentrer les masses ouvrières en vue du combat. Et parce qu'ils craignaient le combat, ils durent délayer la propagande et l'agitation communistes et la conduire dans les eaux centristes. Ils renforcèrent de la sorte l'influence des réformistes comme Turatti et Trèves dans le Parti et comme d'Aragona dans les syndicats. Comme ils ne se distinguaient des réformistes, ni par la parole ni par les actes, ils ne voulurent pas non plus se séparer d'eux. Ils préférèrent se séparer des communistes. La politique de la tendance Serrati, en renforçant d'une part l'influence des réformistes, créa d'autre part le double danger de renforcer les anarchistes et les syndicalistes et d'engendrer des tendances antiparlementaires radicales uniquement en paroles dans le Parti même.

La scission de Livourne, la formation du PC d'Italie, la concentration de tous les éléments réellement communistes sur le terrain des décisions du 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC en un PC, feront du communisme dans ce pays une force de

masses, pourvu que le PC d'Italie combatte sans relâche et sans faiblesse la politique opportuniste du Serratisme et se donne ainsi la possibilité de rester lié aux masses du prolétariat dans les syndicats, dans les grèves, dans les luttes avec les organisations contre-révolutionnaires des fascistes, de fondre ensemble les mouvements de ces masses et de transformer en combats soigneusement préparés leurs actions spontanées.

En France, où le poison chauvin de la «défense nationale» et ensuite l'ivresse de la victoire ont été plus forts que partout ailleurs, la réaction contre la guerre s'est développée plus lentement que dans les autres pays. Grâce à l'influence de la Révolution russe, aux luttes révolutionnaires dans les pays capitalistes et à l'expérience des premières luttes du prolétariat français trahi par ses chefs, le Parti Socialiste a évolué dans sa majorité vers le communisme, avant même d'avoir été placé par le cours des événements devant les questions décisives de l'action révolutionnaire. Cette situation sera d'autant mieux et d'autant plus largement utilisée par le PC Français qu'il liquidera plus catégoriquement dans son propre sein, surtout dans les milieux dirigeants, les survivances de l'idéologie du pacifisme nationaliste et du réformisme parlementaire. Le Parti doit, dans une mesure bien plus grande, non seulement par rapport au passé, se rapprocher des masses et de leurs couches opprimées et donner une expression claire, complète et inflexible de leurs souffrances et de leurs besoins. Dans sa lutte parlementaire, le Parti doit rompre catégoriquement avec les formes repoussantes et pénétrées de mensonge du parlementarisme français, consciemment forgées par la bourgeoisie pour hypnotiser et intimider les représentants de la classe ouvrière. Les parlementaires français doivent s'efforcer, dans toutes leurs interventions, d'arracher le voile national-démocrate, républicain et traditionnellement révolutionnaire, et de présenter nettement toute question comme une question d'intérêt et d'impitoyable lutte de classes.

L'agitation pratique doit prendre un caractère beaucoup plus concentré, plus tendu et plus énergique. Elle ne doit pas se disperser à travers les situations et les combinaisons changeantes et variables de la politique quotidienne. De tous les événements petits ou

grands, elle doit toujours tirer les mêmes conclusions fondamentales révolutionnaires et les inculquer aux masses ouvrières même les plus arriérées. Ce n'est qu'à la condition d'observer cette attitude véritablement révolutionnaire que le PC cessera de paraître — et d'être en réalité — une simple aile gauche de ce bloc radical longuettiste qui offre avec une insistance et un succès de plus en plus grands ses services à la société bourgeoise pour la protéger des ébranlements qui s'annoncent en France, avec une logique inflexible. Abstraction faite de la question de savoir si ces événements révolutionnaires décisifs arriveront plus ou moins tôt, un PC moralement éduqué, entièrement pénétré de volonté révolutionnaire, trouvera la possibilité, même dans l'époque actuelle de préparation, de mobiliser les masses ouvrières sur le terrain politique et économique et de donner à leur lutte un caractère plus clair et plus vaste.

Les tentatives faites par des éléments révolutionnaires impatients et politiquement inexpérimentés, voulant employer dans des questions et pour des buts isolés les méthodes extrêmes qui par leur essence constituent les méthodes du soulèvement révolutionnaire décisif du prolétariat (ainsi la proposition d'inviter la classe ouvrière à ne pas répondre à la mobilisation), ces tentatives peuvent en cas d'application réduire à néant pour longtemps la préparation réellement révolutionnaire du prolétariat à la conquête du pouvoir. C'est un devoir pour le PC français, ainsi que pour tous les partis analogues, de repousser ces méthodes extrêmement dangereuses. Mais ce devoir ne doit en aucun cas donner lieu à l'inactivité du Parti. Bien au contraire.

Renforcer la liaison du Parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux syndicats. Le but ne consiste point du tout à ce que les syndicats soient soumis mécaniquement et extérieurement au Parti et renoncent à l'autonomie découlant nécessairement du caractère de leur action: il consiste à ce que les éléments véritablement révolutionnaires réunis dans le PC donnent, dans le cadre même des syndicats, une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat, luttant pour la conquête du pouvoir.

En considération de ce fait, le PC Français doit faire la critique, sous une forme amicale mais décisive et claire, de toutes les tendances

anarchistes-syndicalistes qui repoussent la dictature du prolétariat et la nécessité d'une union de son avant-garde en une organisation dirigeante, centralisée, c'est-à-dire en un PC, ainsi que de toutes les tendances syndicalistes transitoires qui, sous le manteau de la charte d'Amiens, élaborée huit ans avant la guerre, ne sauraient plus donner aujourd'hui une réponse claire et nette aux questions essentielles de l'époque nouvelle d'après-guerre.

La haine qui se manifeste dans le syndicalisme français contre l'esprit de caste politique est avant tout une haine bien justifiée contre les parlementaires «socialistes-traditionnels». Mais le caractère purement révolutionnaire du PC lui donne la possibilité de faire comprendre à tous les éléments révolutionnaires la nécessité du groupement politique dans le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

La fusion du groupement syndicaliste révolutionnaire avec l'organisation communiste dans son ensemble est une condition nécessaire et indispensable à toute lutte sérieuse du prolétariat français.

L'on ne parviendra à surmonter et à écarter les tendances vers l'action prématurée et à vaincre l'imprécision de principes et le séparatisme d'organisation des syndicalistes-révolutionnaires que lorsque le Parti lui-même, comme nous l'avons dit plus haut, sera devenu, en traitant de façon vraiment révolutionnaire toute question de la vie et de la lutte quotidienne des masses ouvrières françaises, un centre d'attraction pour elles.

En Tchécoslovaquie, les masses laborieuses, au cours de ces deux ans et demi, se sont en grande partie affranchies des illusions réformistes et nationalistes. En septembre dernier, la majorité des ouvriers social-démocrates s'est séparée de ses chefs réformistes. En décembre, un million d'ouvriers environ sur les 3 millions et demi de travailleurs industriels que compte la Tchécoslovaquie, s'opposa en une action révolutionnaire de masses au gouvernement capitaliste tchécoslovaque. Au mois de mai de cette année, le PC tchécoslovaque s'est constitué avec environ 350,000 membres à côté du PC de la Bohême allemande précédemment formé et comptant environ 600,000 membres. Les communistes constituent ainsi une grande partie non seulement du prolétariat de la

Tchécoslovaquie, mais aussi de toute sa population. Le Parti Tchécoslovaque se trouve placé maintenant devant ce problème d'attirer, au moyen d'une agitation véritablement communiste, des masses ouvrières encore plus étendues, d'instruire des membres, – anciens ou nouvellement acquis – par une propagande communiste claire et sans timidité, d'unir les ouvriers de toutes les nationalités de Tchécoslovaquie pour former un front ininterrompu des prolétaires contre le nationalisme, cette citadelle de la bourgeoisie en Tchécoslovaquie, et de transformer la force ainsi créée du prolétariat au cours des combats à venir contre les tendances oppressives du capitalisme et contre le gouvernement en une puissance invincible. Le PC de Tchécoslovaquie sera d'autant plus promptement à la hauteur de cette mission qu'il saura avec clarté et décision vaincre toutes les traditions et préjugés centristes, qu'il mènera une politique éduquant révolutionnairement et concentrant les plus grandes masses du prolétariat et qu'il sera ainsi en mesure de préparer ces actions des masses et de les exécuter victorieusement. Le Congrès décide que les PC Tchécoslovaque et Allemand-bohémien doivent fusionner leurs organisations et former un Parti unique, dans un délai qui sera déterminé par le CEIC

Le PCU d'Allemagne, né de l'union du groupe Spartacus avec les masses ouvrières des Indépendants de gauche, quoique étant déjà un grand Parti de masses, a la mission immense d'augmenter son influence sur les grandes masses, de renforcer les organisations de masses prolétariennes, de conquérir les syndicats, de briser l'influence du Parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicale, et de deviner, dans les luttes futures du prolétariat, les chefs des mouvements de masses. Cette tâche principale du Parti exige qu'il y applique tous ses efforts d'adaptation, de propagande et d'organisation, qu'il tâche de conquérir les sympathies de la majorité du prolétariat, sans laquelle, étant donné la puissance du capital allemand, aucune victoire du communisme n'est possible en Allemagne.

Le PCU d'Allemagne ne s'est pas encore montré à la hauteur de cette tâche, en ce qui concerne l'ampleur et le contenu de l'agitation. Il n'a pas encore su suivre avec logique la voie qu'il a prise par sa «lettre ouverte», la voie sur laquelle s'opposent les intérêts pratiques du

prolétariat à la politique traîtresse des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale. La presse et l'organisation du Parti portent encore trop le cachet de sociétés et non d'instruments et d'organisations de lutte. Les tendances centristes qui s'expriment encore dans ce Parti et qui n'y ont pas encore été surmontées ont mené d'une part à cette situation que le Parti, placé devant la nécessité du combat, dut y entrer sans préparation suffisante et ne sut pas garder suffisamment la liaison morale avec les masses non communistes. Les exigences d'action qui seront bientôt imposées au PCU l'Allemagne par le processus de destruction de l'économie allemande, par l'offensive du capital contre l'existence des masses ouvrières, ne sauraient être satisfaites que si le Parti, loin d'opposer à son but d'action ses buts d'agitation et d'organisation, tient toujours éveillé l'esprit de combativité dans son organisation, donne à son agitation un caractère réellement populaire, revêt son organisation d'une forme qui la mette en mesure, en développant sa liaison avec les masses, de poser de la façon la plus soignée, la situation de la lutte et de préparer non moins soigneusement cette lutte.

Les Partis de l'IC deviendront des Partis de masses révolutionnaires, s'ils savent vaincre l'opportunisme, ses survivances et ses traditions, dans leurs propres rangs, en cherchant à se lier étroitement aux masses ouvrières combattantes, en puisant leurs buts dans les luttes pratiques du prolétariat, en repoussant au cours de ces luttes aussi bien la politique opportuniste de l'aplanissement et de l'effacement des antagonismes insurmontables que les phrases révolutionnaires qui empêchent de voir le rapport réel des forces et les véritables difficultés du combat. Les PC sont nés de la scission des anciens partis social-démocrates. Cette scission résulte du fait que ces partis ont trahi pendant la guerre par une alliance avec la bourgeoisie ou par une politique hésitante cherchant à éviter toute lutte. Les principes des PC forment le seul terrain sur lequel les masses ouvrières pourraient à nouveau se réunir, car ces principes expriment les besoins de la lutte du prolétariat. Et puisqu'il en est donc ainsi, ce sont actuellement les partis et les tendances social-démocrates et centristes qui représentent la division et le morcellement du prolétariat,

tandis que les PC constituent un élément d'union.

En Allemagne ce sont les centristes qui se sont séparés de la majorité de leur parti, lorsque celle-ci suivit le drapeau du communisme. Par crainte de l'influence unificatrice du communisme, les social-démocrates et les Indépendants d'Allemagne, ainsi que la bureaucratie syndicale social-démocrate refusèrent de collaborer en des actions communes avec les communistes à la défense des intérêts les plus simples du prolétariat. En Tchécoslovaquie, ce furent les social-démocrates qui firent sauter l'ancien parti lorsqu'ils se rendirent compte du triomphe du communisme. En France ce furent, les longuettistes qui se séparèrent de la majorité des ouvriers socialistes, tandis que le PC s'efforça d'unir les ouvriers socialistes et syndicalistes. En Angleterre, ce furent les réformistes et les centristes qui, par crainte de leur influence, chassèrent les communistes du Labour Party et sabotèrent la concentration des ouvriers dans leur lutte contre les capitalistes. Les PC deviennent ainsi des facteurs d'union du prolétariat dans sa lutte pour ses intérêts, et dans la conscience de leur rôle ils amasseront de nouvelles forces.

#### **§5. *Combats et revendications partielles.***

— Les PC ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des PC ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes – en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leur besoins vitaux – comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la trahison de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de provoquer ces combats, que les PC peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du PC doivent être pénétrées de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'État capitaliste permettront de

travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme.

Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. La social-démocratie qui, maintenant, au moment où le capitalisme n'est plus en état d'assurer aux ouvriers même une existence d'esclaves rassasiés, présente le vieux programme social-démocrate des réformes pacifiques, réformes qui doivent être réalisées par la voie pacifique sur le terrain et dans le cadre du capitalisme en faillite, cette social-démocratie trompe sciemment les masses ouvrières. Non seulement le capitalisme, pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers des conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes de tous les pays prouvent chaque jour qu'ils n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.

Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction «systématique» de l'édifice économique, ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire.

Si dans ce programme de nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, l'idée lassalienne joue encore un rôle pour fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique, pour en faire un levier d'action révolutionnaire conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, dans ce cas nous avons affaire à une rêverie de songe-cieux: la classe ouvrière souffre aujourd'hui



dans tous les États capitalistes de fléaux si nombreux et si effroyables qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes et ces coups en poursuivant un objet trop subtil tout à fait imaginaire. Il faut au contraire prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui, dans leur ensemble, pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les PC ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche, les PC doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuraire de la classe capitaliste.

Les PC doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. À la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'IC met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté

de combattre pour la dictature. C'est la tâche des PC d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Toute action partielle entreprise par les masses ouvrières pour des revendications partielles, toute grève économique sérieuse, provoque immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie pour protéger ceux des entrepreneurs qui sont menacés, et pour rendre impossible toute victoire, ne fût-ce que partielle du prolétariat (Secours technique des briseurs de grèves bourgeois pendant la grève des cheminots anglais, fascistes). La bourgeoisie mobilise également tout le mécanisme de l'État pour combattre les ouvriers (militarisation des ouvriers en Pologne, lois d'exception pendant la grève des mineurs en Angleterre). Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'État. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le PC a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusque et y compris celui du renversement direct de l'adversaire.

En établissant leurs revendications partielles, les PC doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser.

Tous les mots d'ordre concrets ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières doivent être introduits dans le plan de la lutte pour le contrôle ouvrier, qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. Ce n'est que par la construction d'organisations industrielles de cette sorte, ce n'est que par leur liaison en branches d'industrie et en centres industriels, que la lutte des masses ouvrières pourra acquérir une unité organique, qu'une opposition pourra être faite à la division des masses par la social-démocratie et par les chefs syndicaux. Les soviets industriels accompliront cette tâche seulement s'ils prennent naissance dans la lutte

pour des buts économiques communs aux plus larges masses des ouvriers, seulement s'il créent la liaison entre toutes les parties révolutionnaires du prolétariat: le PC, les ouvriers révolutionnaires et les syndicats en voie de développement révolutionnaire.

Toute objection contre l'élévation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles, découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat les buts finaux, mais de faire progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux. À quel point les objections contre les revendications partielles sont dénuées de base et étrangères aux exigences de la vie révolutionnaire, cela ressort surtout du fait que même les petites organisations fondées par les communistes dits de gauche, comme asiles de la pure doctrine, ont été obligées de mettre en avant des revendications partielles, quand elles ont voulu essayer d'entraîner dans la lutte des masses ouvrières plus nombreuses que celles qui se groupent autour d'elles ou quand elles veulent prendre part aux luttes des grandes masses populaires pour pouvoir y exercer leur influence.

La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et que pour cette raison la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme.

Tandis que les capitalistes profitent de l'armée toujours croissante des sans-travail pour exercer une pression sur le travail organisé en vue d'une réduction des salaires, les social-démocrates, les Indépendants et les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement des sans-travail, les considèrent simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale et les caractérisent politiquement comme un lumpenprolétariat. Les communistes doivent se rendre clairement compte que dans les conditions actuelles l'armée des sans-travail

constitue un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale. La direction de cette armée doit être prise par les communistes. Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement des syndicats, en premier lieu leur libération de l'influence des chefs traîtres. Le PC, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, retiendra les éléments les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés et rendra capable toute la masse d'appuyer dans des conditions favorables l'attaque commencée par un groupe de prolétaires, de développer ce conflit au-delà des cadres donnés, d'en faire le point de départ d'une offensive décidée; en un mot il transformera toute cette masse et, d'une armée de réserve de l'industrie, il en fera une armée active de la révolution.

En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les PC ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre, ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahi par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière: plus large est la couche de sans-travail et de travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leur sort déchire la classe ouvrière et est en fait contre-révolutionnaire. Le PC, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la propagande cet intérêt commun. il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant dans certaines circonstances le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière.

**§6. La préparation de la lutte.** — Le caractère de la période de transition fait un devoir à tous les PC d'élever au plus haut point leur esprit de combativité. Chaque combat isolé

peut aboutir à un combat pour le pouvoir. Le Parti ne peut acquérir ce mordant nécessaire que s'il donne à l'ensemble de sa propagande le caractère d'une attaque passionnée contre la société capitaliste, s'il sait dans cette agitation se lier aux plus larges masses du peuple, s'il sait leur parler de façon qu'elles puissent acquérir la conviction d'être sous la direction d'une avant-garde luttant effectivement pour le pouvoir. Les organes et les manifestes du PC ne doivent pas être des publications académiques qui cherchent à prouver théoriquement la justesse du communisme; ils doivent être des cris d'appel à la révolution prolétarienne. L'action des communistes dans les parlements ne doit pas tendre à discuter avec l'ennemi ou à le persuader, mais à le démasquer sans réserve et sans merci, à démasquer les agents de la bourgeoisie, à secouer la volonté de combat des masses ouvrières et à amener les couches petites-bourgeoises, semi-prolétariennes du peuple à se joindre au prolétariat. Notre travail d'organisation dans les syndicats comme dans les Partis ne doit pas viser à une construction mécanique, à une augmentation numérique de nos rangs; il doit être pénétré du sentiment des luttes prochaines. Ce n'est que lorsque le Parti, dans toutes ses manifestations de vie et dans toutes ses formes d'organisation, sera la volonté de combat faite corps, qu'il sera en mesure d'accomplir sa mission dans les moments où les conditions nécessaires à de plus grandes actions combatives seront réunies.

Là où le PC représente une force massive, où son influence s'étend au-delà des cadres de ses organisations propres de Parti, sur les larges masses ouvrières, il a le devoir d'inciter par l'action les masses ouvrières au combat. De grands Partis de masses ne sauraient se contenter de critiquer la carence d'autres Partis et d'opposer les revendications communistes aux leurs. C'est sur eux, en tant que partis des masses, que repose la responsabilité du développement de la révolution. Là où la situation des masses ouvrières devient de plus en plus intolérable, les PC doivent tout essayer pour porter les masses ouvrières à défendre leurs intérêts par la lutte. En présence de ce fait qu'en Europe Occidentale et en Amérique, où les masses ouvrières sont organisées en syndicats et en partis politiques, où par conséquent on ne saurait compter jusqu'à nouvel ordre sur des

mouvements spontanés que dans des cas très rares, les PC ont le devoir, en usant de toute leur influence dans les syndicats, en augmentant leur pression sur les autres Partis qui s'appuient sur les masses ouvrières, de chercher à obtenir un déclenchement général du combat pour les intérêts immédiats du prolétariat, et si les Partis non communistes sont contraints de participer à ce combat, la tâche des communistes consiste à préparer d'avance les masses ouvrières à une trahison possible de la part de Partis non communistes pendant l'une des phases ultérieures du combat, à tendre le plus possible la situation et à l'aggraver afin d'être capable de continuer le combat, le cas échéant, sans les autres Partis (voir la lettre ouverte du V.K.P.D., qui peut servir de point de départ exemplaire pour d'autres actions). Si la pression du PC dans les syndicats et dans la presse ne suffit pas pour entraîner le prolétariat au combat sur un front unique, c'est alors le devoir du PC d'essayer d'entraîner tout seul de grandes fractions des masses ouvrières. Cette politique indépendante consistant à faire défendre les intérêts vitaux du prolétariat par sa fraction la plus consciente et la plus active ne sera couronnée de succès, ne réussira à secouer les masses retardataires que si les buts du combat découlant de la situation concrète, sont compréhensibles aux larges masses, et si ces masses voient dans ces buts leurs buts propres, tout en n'étant pas encore capables de combattre pour eux.

Le PC ne doit cependant pas se borner à défendre le prolétariat contre les dangers qui le menacent, à parer les coups destinés aux masses ouvrières. Le PC est, dans la période de la révolution mondiale, de par son essence même, un Parti d'attaque, un Parti d'assaut contre la société capitaliste; il a pour devoir, dès qu'une lutte défensive prend contre la société capitaliste, de la profondeur et de l'ampleur, de l'agrandir en une offensive. Le Parti a de plus le devoir de tout faire pour conduire d'emblée les masses ouvrières à cette offensive, là où les conditions favorables sont données.

Celui qui s'oppose en principe à la politique de l'offensive contre la société capitaliste viole les directives du communisme.

Ces conditions consistent premièrement dans l'exaspération des combats dans le camp de la bourgeoisie elle-même, dans le cadre national et international. Si les luttes intestines au sein de

la bourgeoisie ont pris une proportion telle qu'on peut prévoir que la classe ouvrière aura affaire à des forces adverses fractionnées et coupées, le Parti doit prendre l'initiative, après une minutieuse préparation dans le domaine politique et si possible dans celui de l'organisation intérieure, de conduire les masses au combat.

La deuxième condition pour des sorties, des attaques offensives sur un large front, c'est la grande fermentation existant dans les catégories déterminantes de la classe ouvrière, fermentation qui permet de prévoir que la classe ouvrière sera prête à lutter sur tout le front contre le gouvernement capitaliste. S'il est indispensable, lorsque le mouvement s'accroît en étendue, d'accentuer les mots d'ordre du combat, c'est également un devoir pour les dirigeants communistes du combat, au cas où le mouvement prendrait une allure rétrograde, de retirer de la bataille les masses combattantes avec le maximum d'ordre et de cohésion.

La question de savoir si le PC doit employer l'offensive ou la défensive dépend des circonstances concrètes. L'essentiel est qu'il soit pénétré d'un esprit combatif, qu'il triomphe de cette passivité centriste, qui fait nécessairement échouer même la propagande du parti dans la routine semi-réformiste. Cette disposition constante au combat, doit constituer la caractéristique des grands PC, non seulement parce que sur eux, en tant que partis de masses, repose la charge du combat, mais encore en raison de l'ensemble de la situation actuelle: désagrégation du capitalisme et paupérisation croissante des masses. Il faut réduire cette période de désagrégation, si l'on ne veut pas que toutes les bases matérielles du communisme soient anéanties et que toute l'énergie des masses ouvrières soit détruite, pendant cette période.

**§7. Les enseignements de l'action de mars.** — L'action de mars fut une lutte imposée au PCU l'Allemagne par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat de l'Allemagne centrale.

Au cours de ce premier grand combat que le PCU eut à soutenir après sa formation, il commit une série de fautes dont la principale consista en ce que, au lieu de faire clairement ressortir le caractère défensif de cette lutte, par son cri d'offensive, il fournit aux ennemis sans

scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au parti social-démocrate et au parti indépendant un prétexte pour dénoncer le parti unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore exagérée par un certain nombre de camarades du parti, représentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du PCU d'Allemagne dans la situation actuelle. Les organes officiels du parti, comme son président, le camarade Brandler, se sont déjà élevés contre ces fautes.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC considère l'action de mars du PCU d'Allemagne comme un pas en avant. Le Congrès est d'avis que le PCU sera d'autant plus en mesure d'exécuter avec succès ses actions de masses qu'il saura mieux adapter à l'avenir ses mots d'ordre de combat à la situation réelle, qu'il étudiera plus soigneusement cette situation, et qu'il agira avec plus d'unité.

Le PCU d'Allemagne, dans l'intérêt d'une appréciation minutieuse des possibilités de lutte devra prendre attentivement en considération les faits et les réflexions et peser soigneusement le bien-fondé des opinions qui indiquent les difficultés de l'action. Mais dès l'instant où une action a été décidée par les autorités du parti, tous les camarades doivent se soumettre aux décisions du parti et exécuter ces actions. La critique de ces actions ne peut commencer qu'après qu'elles soient terminées et elle ne doit être exercée qu'à l'intérieur du parti et de ses organes et en prenant en considération la situation dans laquelle se trouve le parti par rapport à l'ennemi de classe.

Du fait que Lévi a méconnu ces exigences évidentes de la discipline et les conditions posées à la critique du parti, le Congrès approuve son exclusion du parti et considère comme inadmissible toute collaboration politique des membres de l'IC avec lui.

**§8. Forme et méthodes du combat direct.** — Les formes et méthodes du combat, ses proportions, de même que la question de l'offensive ou de la défensive, dépendent de certaines conditions que l'on ne saurait arbitrairement créer. Les expériences précédentes de la révolution ont montré différentes formes d'actions partielles:

1) Actions partielles de couches isolées du prolétariat (action des mineurs, des cheminots,

etc. en Allemagne, en Angleterre, des ouvriers agricoles, etc.).

2) Actions partielles de l'ensemble des ouvriers pour des buts limités (l'action pendant les journées de Kapp, l'action des mineurs anglais contre l'intervention militaire du gouvernement anglais pendant la guerre russo-polonaise).

Au point de vue territorial, ces luttes partielles peuvent embrasser des régions isolées, des pays entiers ou plusieurs pays à la fois.

L'action de mars fut une lutte héroïque menée par des centaines de milliers de prolétaires contre la bourgeoisie. Et en se mettant vigoureusement à la tête de la défense des ouvriers de l'Allemagne Centrale, le PCU d'Allemagne prouve qu'il est réellement le parti du prolétariat révolutionnaire allemand.

Toutes ces formes de combat sont destinées au cours de la révolution dans chaque pays à se succéder les unes aux autres à plusieurs reprises. Le PC ne peut évidemment pas se refuser à des actions partielles territorialement limitées, mais ses efforts doivent tendre à transformer tout combat local plus important en une lutte générale du prolétariat. De même qu'il a le devoir, pour défendre les ouvriers combattants d'une branche d'industrie, d'appeler à la rescousse, si possible, la classe ouvrière tout entière, de même il est obligé, pour défendre les ouvriers combattant sur un point donné, de mettre sur pied, autant que possible, les ouvriers des autres centres industriels. L'expérience de la révolution montre que plus le champ de bataille est grand et plus grandes sont les perspectives de victoire. La bourgeoisie, dans sa lutte contre la révolution mondiale qui se développe, s'appuie d'une part sur les organisations de gardes-blancs, d'autre part sur l'émiettement effectif de la classe ouvrière, sur la lenteur réelle du front prolétarien à se former. Plus grandes sont les masses du prolétariat qui entrent en lice, plus grand est le champ de bataille — et plus l'ennemi devra diviser et disséminer ses forces. Même si les autres parties de la classe ouvrière accourant au secours d'une partie du prolétariat en mauvaise posture ne sont pas capables pour le moment d'engager tout l'ensemble de leurs forces pour la soutenir, leur seule intervention oblige les capitalistes à diviser leurs forces militaires, car ils ne peuvent pas savoir quelle étendue et quel mordant

prendra la participation au combat du reste du prolétariat.

Au cours de l'année passée, pendant laquelle nous remarquons une offensive de plus en plus arrogante du capital contre le travail, nous voyons en même temps dans tous les pays la bourgeoisie, non contente du travail de ses organes politiques, créer des organisations de gardes-blancs, légales ou semi-légales, mais toujours sous la protection de l'État et qui jouent un rôle déterminant dans tout grand choc économique et politique.

En Allemagne, c'est l'Orgesch, soutenue par le gouvernement et comprenant les partis de toutes nuances depuis Stinnes jusqu'à Scheidemann.

En Italie, ce sont les fascistes, dont les prouesses héroïques de bandits ont modifié l'état d'esprit de la bourgeoisie et crée l'illusion d'une transformation complète du rapport entre les forces politiques.

En Angleterre, le gouvernement de Lloyd George, pour s'opposer au danger gréviste, s'adressa aux volontaires, dont la tâche consiste à «protéger la propriété et la liberté du travail», tantôt par le remplacement des grévistes et tantôt par la destruction de leurs organisations.

En France, le journal semi-officiel «*Le Temps*», inspiré par la clique Millerand, mène une propagande énergique en faveur du développement des «ligues civiques» déjà existantes et de l'implantation des méthodes fascistes sur le sol français.

Les organisations de briseurs de grèves et d'assassins qui ont de tout temps complété le régime de liberté américaine ont eu un organe dirigeant sous la forme de la Légion Américaine qui subsiste après la guerre.

La bourgeoisie qui compte sur sa force et qui se vante de sa solidité sait parfaitement, dans la personne de ses gouvernants, qu'elle n'obtient ainsi qu'un moment de répit et que dans les conditions actuelles toute grande grève a tendance à se transformer en guerre civile et en lutte immédiate pour le pouvoir.

Dans la lutte du prolétariat contre l'offensive du capital, c'est le devoir des communistes non seulement de prendre les premières places et d'instruire les combattants à comprendre les buts essentiels à réaliser par la révolution, mais encore de s'appuyer sur les éléments les meilleurs et les plus actifs dans les entreprises

et les syndicats pour créer leur propre troupe ouvrière et leurs propres organisations de combat pour opposer résistance aux fascistes et faire perdre à la jeunesse dorée de la bourgeoisie l'habitude d'insulter les grévistes.

En raison de l'importance exceptionnelle des troupes d'attaque contre-révolutionnaires, le PC, les noyaux communistes dans les syndicats, doivent attacher la plus grande attention à la question du service de liaison et d'instruction, de la surveillance constante à exercer sur les organes de lutte, sur les forces des gardes-blancs, ses États-majors, ses dépôts d'armes, la liaison de ses cadres avec la police, avec la presse et les partis politiques, et de la préparation préalable de toutes les particularités nécessaires pour la défense et pour la contre-attaque.

Le PC doit de cette façon inculquer aux plus larges couches du prolétariat, par le fait et par la parole, l'idée que tout conflit économique ou politique peut, en cas d'un concours favorable de circonstances, se transformer en guerre civile, au cours de laquelle ce sera la tâche du prolétariat de s'emparer du pouvoir politique.

Le PC, en présence des actes de terreur blanche et de la rage de l'ignoble caricature de justice des bancs, doit maintenir constamment dans le prolétariat cette idée qu'il ne doit pas, au moment du soulèvement, se laisser tromper par les appels de l'adversaire à la douceur, mais, au contraire, par des actes de juridiction populaire organisée, fournir une expression à la justice prolétarienne et régler ses comptes avec les bourreaux de sa classe. Mais dans les moments où le prolétariat n'est encore qu'au début de la tâche, quand il s'agit encore de le mobiliser par l'agitation, par les campagnes politiques, par les grèves, l'usage des armes et les actes de sabotage ne sont utiles que lorsqu'ils servent à empêcher des transports de troupes contre les masses prolétariennes combattantes ou à arracher à l'adversaire une position importante dans la lutte directe. Des actes de terrorisme individuel, quoiqu'ils doivent être grandement appréciés comme preuve, comme symptôme de l'effervescence révolutionnaire et si défendables qu'ils soient en regard de la loi de lynch de la bourgeoisie et de ses laquais social-démocrates, ne sont cependant susceptibles en aucune façon d'élever le degré d'organisation et les dispositions combatives du prolétariat, car ils éveillent dans les masses l'illusion que des actes

héroïques isolés peuvent suppléer à la lutte révolutionnaire du prolétariat.

**§9. *L'attitude à l'égard des couches moyennes et du prolétariat.*** — En Europe Occidentale, il n'y a aucune autre grande classe qui, en dehors du prolétariat, puisse être un facteur déterminant de la révolution mondiale, comme ce fut le cas en Russie, où la classe paysanne était destinée d'avance, grâce à la guerre et au manque de terre, à être un facteur décisif dans le combat révolutionnaire, à côté de la classe ouvrière.

Mais en Europe Occidentale il y a des parties des paysans, de grandes fractions de la petite bourgeoisie urbaine, une large couche de ce nouveau Tiers-État, comprenant les employés, etc. qui sont placées dans des conditions d'existence de plus en plus intolérables. Sous la pression du renchérissement de la vie, de la crise du logement, de l'incertitude de leur situation, ces masses entrent dans une fermentation qui les fait sortir de leur inactivité politique et les entraîne dans le combat entre la révolution et la contre-révolution. La banqueroute de d'impérialisme dans les États vaincus, la banqueroute du pacifisme et des tendances social-réformistes dans le camp de la contre-révolution déclarée dans les pays victorieux, poussent une partie de ces couches moyennes dans celui de la révolution. Le PC doit accorder à ces couches son attention de tous les instants.

Conquérir le petit paysan aux idées du communisme, conquérir et organiser l'ouvrier agricole, voilà une des conditions préalables les plus essentielles pour la victoire de la dictature prolétarienne, car elle permet de transporter la révolution des centres industriels dans les campagnes et crée pour elle les points d'appui les plus importants pour résoudre la question du ravitaillement, qui est la question vitale de la révolution.

La conquête de cercles assez vastes d'employés du commerce et de l'industrie, de fonctionnaires inférieurs et moyens et d'intellectuels faciliterait à la dictature du prolétariat, pendant l'époque de transition entre le capitalisme et le communisme, la solution des questions de technique, et d'organisation de l'industrie, d'administration économique et politique. Elle porterait le désarroi dans les rangs de l'ennemi et ferait cesser l'isolement du prolétariat dans l'opinion publique.

Les PC doivent surveiller de la manière la plus attentive la fermentation des couches petites-bourgeoises; ils doivent utiliser ces couches de la manière la plus appropriée, même si elles ne sont pas encore affranchies des illusions petites-bourgeoises. Ils doivent incorporer les fractions des intellectuels et des employés, affranchis de ces illusions, au front prolétarien et les faire servir à l'entraînement de masses petites-bourgeoises en fermentation.

La ruine économique et l'ébranlement des finances publiques qui en est résulté contraignent la bourgeoisie elle-même à livrer la base de son propre appareil gouvernemental, les fonctionnaires inférieurs et moyens, à une paupérisation croissante. Les mouvements économiques qui se produisent dans ces couches, atteignent directement la charpente de l'État bourgeois et même si celui-ci est raffermi chaque fois pour un temps, il lui sera non moins impossible d'assurer l'existence matérielle du prolétariat tout en maintenant son système d'exploitation. En prenant la défense des besoins économiques des fonctionnaires moyens et inférieurs avec toute leur force d'action et sans égards pour l'état des finances publiques, les PC accomplissent le travail préliminaire efficace pour la destruction des institutions gouvernementales bourgeoises et préparent les éléments de l'édifice gouvernemental prolétarien.

§10. *La coordination internationale de l'action.* — Pour que toutes les forces de l'IC puissent être mises en œuvre afin de rompre le front de la contre-révolution internationale, pour hâter la victoire de la révolution, il faut s'efforcer avec la dernière énergie de donner à la lutte révolutionnaire une direction internationale unique.

L'IC impose à tous les PC le devoir de se prêter réciproquement au combat l'appui le plus énergique. Les luttes économiques qui se développent exigent partout où cela est possible, l'intervention du prolétariat des autres pays. Les communistes doivent agir dans les syndicats pour que ces derniers empêchent par tous les moyens non seulement l'introduction de briseurs de grèves, mais aussi boycottent l'exportation pour les pays dans lesquels une partie importante du prolétariat est en lutte. Dans les cas où les gouvernants capitalistes d'un pays prennent des mesures de violence contre un

autre pays pour le piller ou le subjuguier, c'est le devoir des PC de ne point se contenter de protestations, mais de faire tout pour empêcher l'expédition de brigandage de leur gouvernement.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC félicite les Communistes français de leurs manifestations, comme d'un commencement d'accentuation de leur action contre le rôle contre-révolutionnaire rapace du capital français. Il leur rappelle leur devoir de travailler de toutes leurs forces pour que les soldats français des pays occupés apprennent à comprendre leur rôle de bourreaux au service du capital français et à se soulever contre la mission honteuse qui leur est attribuée. C'est la tâche du PC français de faire entrer dans la conscience du peuple français qu'en tolérant la formation d'une armée d'occupation française imbue d'esprit nationaliste, il nourrit son propre ennemi. Dans les régions occupées, des troupes sont exercées, qui ensuite seront prêtes à noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière française. La présence des troupes noires sur le sol de la France et des régions occupées impose au PC français des tâches particulières. Cette présence donne au Parti français la possibilité d'atteindre ces esclaves coloniaux, de leur expliquer qu'ils servent leurs exploiters et leurs bourreaux et de les inciter à la lutte contre le régime des colonisateurs, et de se mettre par leur intermédiaire en rapports avec les populations des colonies françaises.

Le PC allemand doit par son action faire comprendre au prolétariat allemand qu'aucune lutte n'est possible contre son exploitation par le capital de l'Entente sans renverser le gouvernement capitaliste allemand, qui, malgré ses criailleries contre l'Entente se constitue l'huissier et l'exécuteur du capital de l'Entente. Ce n'est qu'en prouvant par une lutte violente et sans réserves contre le gouvernement allemand, qu'il ne cherche pas une issue pour l'impérialisme allemand en banqueroute, mais qu'il s'applique à déblayer le terrain des ruines de l'impérialisme allemand, que le VKPD sera en état d'augmenter dans les masses prolétariennes de France la volonté de lutte contre l'impérialisme français.

L'IC, qui a dénoncé au prolétariat international les prétentions du capital de l'Entente aux réparations de guerre comme une campagne de pillage contre les masses laborieuses des pays vaincus, qui flétrit les



tentatives des longuettistes et des Indépendants allemands pour donner une certaine forme à ce pillage qui est pour le moins très douloureux pour les masses ouvrières, qui les flétrit comme une lâche capitulation devant les requins de la Bourse de l'Entente, l'IC montre en même temps au prolétariat français et allemand la seule voie menant à la reconstruction des régions détruites, à l'indemnisation des veuves et des orphelins, en invitant les prolétaires des deux pays à la lutte commune contre leurs exploiters.

La classe ouvrière allemande ne peut aider le prolétariat russe dans sa lutte difficile que si par sa lutte victorieuse elle hâte l'union de la Russie agricole avec l'Allemagne industrielle.

C'est le devoir des PC de tous les pays dont les troupes participent à l'asservissement et au dépècement de la Turquie de mettre en œuvre tous les moyens pour révolutionner ces troupes.

Les PC des pays balkaniques ont le devoir de tendre toutes les forces des masses qu'ils encadrent pour maîtriser le nationalisme par la création d'une confédération balkanique communiste, de ne rien omettre pour rapprocher le moment de leur victoire. Le triomphe des PC en Bulgarie et en Serbie, qui amènera la chute de l'ignoble régime de Horty et la liquidation de la féodalité des boyars roumains étendra dans la plupart des pays voisins développés la base agricole nécessaire à la révolution italienne.

Soutenir sans réserves la Russie des Soviets demeure comme précédemment le devoir dominant des communistes de tous les pays. Ils ne doivent pas seulement s'élever de la manière la plus énergique contre toute attaque contre la Russie Soviétique; ils doivent encore s'employer avec toute leur énergie à supprimer les obstacles que les États capitalistes mettent aux rapports de la Russie Soviétique avec le marché mondial et avec tous les peuples. Il faut que la Russie Soviétique réussisse à rétablir sa situation économique, et atténuer l'immense misère causée par trois ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile, il faut qu'elle réussisse à relever la capacité de travail de ses masses populaires, pour qu'elle soit en état d'aider à l'avenir les États prolétariens victorieux de l'Occident en leur fournissant des vivres et des matières premières et de les protéger contre l'étranglement par le capital américain.

Ce n'est pas seulement en des manifestations à l'occasion d'événements particuliers, mais en

un perfectionnement de la liaison Internationale entre les communistes dans leur lutte commune constante sur un front ininterrompu que consiste le rôle en politique universelle de l'IC. Sur quel secteur de ce front aura lieu la percée victorieuse du prolétariat? Sera-ce dans l'Allemagne capitaliste avec son prolétariat soumis à une oppression extrême de la bourgeoisie allemande et ententiste et placé devant l'alternative de mourir ou de vaincre, sera-ce dans les pays agricoles du sud-est, ou bien en Italie, où la démolition de la bourgeoisie est si avancée? Cela ne peut être dit à l'avance. C'est le devoir de l'IC d'intensifier à l'extrême l'effort sur tous les secteurs du front mondial du prolétariat et c'est le devoir des PC de tout faire pour appuyer les luttes décisives de chaque Section de l'IC de tous les moyens à leur disposition. Cette liaison doit se marquer avant tout en ceci que lorsqu'une grande crise commence dans un pays, dans les autres, les PC s'efforcent d'aiguiser et de faire déborder tous les conflits intérieurs.

**§11. *L'écroulement des Internationales 2 et 2½.*** — La 3<sup>e</sup> année d'existence de l'IC a été témoin d'une chute plus complète des Partis social-démocrates et des leaders syndicaux réformistes, qui ont été démasqués et mis à nu.

Mais cette année a vu aussi leur tentative pour se grouper en une organisation et pour prendre l'offensive contre l'IC

En Angleterre des chefs du Labour Party et des trade-unions ont montré pendant la grève des mineurs que leur but ne consiste en rien d'autre qu'à bouleverser consciemment le front prolétarien en formation et à défendre consciemment les capitalistes contre les ouvriers. L'écroulement de la Triple Alliance fournit la preuve que les leaders syndicaux réformistes ne sont même pas disposés à lutter pour l'amélioration du sort du prolétariat dans le cadre du capitalisme.

En Allemagne le Parti social-démocrate, sorti du gouvernement, a prouvé qu'il est incapable de mener même une opposition de propagande, telle que l'avait faite l'ancienne social-démocratie d'avant la guerre. À chaque geste d'opposition, ce Parti était préoccupé uniquement de ne déchaîner aucun combat de la classe ouvrière. Bien que se trouvant soi-disant dans d'opposition dans le Reich, le Parti social-

démocrate a organisé en Prusse l'expédition des gardes blancs contre les mineurs de l'Allemagne centrale, afin de les provoquer à la lutte armée, ainsi qu'il l'a avoué lui-même, avant que les rangs communistes fussent en ordre pour le combat. Devant la capitulation de la bourgeoisie allemande devant l'Entente, devant ce fait évident que cette bourgeoisie ne saurait exécuter les conditions dictées par l'Entente qu'en rendant l'existence du prolétariat allemand complètement intolérable, la social-démocratie allemande est rentrée dans le gouvernement pour aider la bourgeoisie à transformer le prolétariat allemand en troupeau d'ilotes.

En Tchécoslovaquie, la social-démocratie mobilise l'armée et la police pour arracher aux ouvriers communistes la possession de leurs maisons et de leurs institutions.

Le Parti Socialiste Polonais aide, par sa tactique mensongère, Pilsudski à organiser son expédition de brigandage contre la Russie Soviétique. Il aide son gouvernement à jeter dans les prisons des milliers de communistes en cherchant à les chasser des syndicats, où malgré toutes les persécutions ils réunissent autour d'eux des masses de plus en plus grandes.

Les social-démocrates belges restent dans un gouvernement qui prend part à la réduction complète en esclavage du peuple allemand.

Les partis et les groupes centristes de l'Internationale 2½ ne se montrent pas moins hideux que les partis de la contre-révolution.

Les Indépendants d'Allemagne repoussent brutalement l'invitation du PC à mener en commun la lutte contre l'aggravation du sort de la classe ouvrière, malgré les divergences de principe. Au cours des journées de mars, ils ont pris délibérément le parti du gouvernement des gardes-blancs contre les ouvriers de l'Allemagne centrale pour ensuite, après avoir aidé à la victoire de la terreur blanche, après avoir dénoncé à l'opinion publique bourgeoise les rangs avancés du prolétariat comme un prolétariat de voleurs et de brigands, se lamenter hypocritement sur cette même terreur blanche. Quoique ayant pris l'engagement au Congrès de Halle de soutenir la Russie Soviétique, les Indépendants mènent dans leur presse une campagne de calomnies contre la République des Soviets de Russie. Ils entrent dans les rangs de toute la contre-révolution russe avec Wrangel, Milioukov et Bourtsev, en

soutenant le soulèvement de Cronstadt contre la République des Soviets, soulèvement qui manifeste les débuts d'une nouvelle tactique de la contre-révolution internationale à l'égard de la Russie Soviétique: renverser le PC de Russie, l'âme, le cœur, la colonne vertébrale et le système nerveux de la République Soviétique, pour tuer cette dernière et n'avoir plus ensuite qu'à balayer son cadavre.

Aux côtés des Indépendants allemands, les Longuettistes français s'associent à cette campagne et se rallient ainsi publiquement à la contre-révolution française, qui, comme on le sait, a inauguré cette nouvelle tactique à l'égard de la Russie.

En Italie, la politique des groupes du centre, de Serrati et d'Aragona, la politique de recul devant toute lutte a rempli la bourgeoisie d'un nouveau courage et lui a donné la possibilité, au moyen des bandes blanches des fascistes, de dominer toutes la vie de l'Italie.

Quoique les partis du centre et de la social-démocratie ne diffèrent entre eux que par des phrases, l'union des deux groupes en une Internationale unique n'est pas encore réalisée pour le moment.

Les partis centristes se sont unis en février en une association internationale séparée avec une plate-forme politique et des statuts spéciaux. Cette Internationale 2½ essaie d'osciller sur le papier entre les deux mots d'ordre de la démocratie et de la dictature du prolétariat. En pratique, elle n'aide pas seulement la classe capitaliste dans chaque pays en cultivant l'esprit d'indécision dans la classe ouvrière, mais encore et même en présence des ruines accumulées par la bourgeoisie internationale, en présence de la soumission d'une partie du monde à la volonté des États capitalistes victorieux de l'Entente, elle offre ses conseils à la bourgeoisie pour réaliser son plan de pillage sans déchaîner les forces révolutionnaires des masses populaires. L'Internationale 2½ se distingue de la 2<sup>e</sup> Internationale uniquement en ce qu'elle joint, à la peur commune de la puissance du capital qui unit les réformistes avec les centristes, la peur de perdre, en formulant clairement son point de vue, ce qui lui reste d'influence sur les masses encore indécises, mais de sentiment révolutionnaire. L'identité politique essentielle des réformistes et des centristes trouve son expression dans la défense qu'ils font en commun de l'Internationale

Syndicale d'Amsterdam, ce dernier bastion de la bourgeoisie mondiale. En s'unissant, partout où ils possèdent de l'influence sur les syndicats, aux réformistes et à la bureaucratie syndicale pour combattre les communistes, en répondant aux tentatives pour révolutionner les syndicats, par l'exclusion des communistes et par la scission des syndicats, les centristes prouvent que, tout comme les social-démocrates, ils sont les adversaires décidés de la lutte du prolétariat et les aides de la contre-révolution.

L'IC doit, comme elle l'a fait jusqu'à présent, mener la lutte la plus décidée, non seulement contre la 2e Internationale et contre l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, mais aussi contre l'Internationale 2½. Ce n'est que par cette lutte sans merci que l'IC peut enlever à la social-démocratie et aux centristes leur influence sur la classe ouvrière; ces agents de la bourgeoisie, loin d'avoir la moindre intention de lutter pour vaincre le capitalisme, n'ont pas même celle de lutter pour les plus besoins les

plus simples et les plus immédiats de la classe ouvrière.

Pour mener cette lutte jusqu'à la victoire, elle doit étouffer dans le germe toute tendance et tout accès centriste dans ses propres rangs et prouver par son action quotidienne qu'elle est l'Internationale de l'action communiste et non de la phrase et de la théorie communistes. L'IC est la seule organisation du prolétariat international susceptible, de par ses principes, de diriger la lutte contre le capitalisme. Elle doit si bien fortifier sa cohésion intérieure, sa direction internationale, son action, qu'elle puisse atteindre les buts qu'elle s'est proposée dans ses statuts:

*«Organisation d'actions communes des prolétaires des différents pays qui poursuivent le but commun: renversement du capitalisme, établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Soviétique Internationale».*

# Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des PC

## 1. Généralités

§1. L'organisation du Parti doit être adaptée aux conditions et aux buts de son activité. Le PC doit être l'avant-garde, l'armée dirigeante du prolétariat pendant toutes les phases de sa lutte de classes révolutionnaire, et pendant la période de transition ultérieure vers la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste.

§2. Il ne peut pas y avoir une forme d'organisation immuable et absolument convenable pour les PC. Les conditions de la lutte prolétarienne se transforment sans cesse et, conformément à ces transformations, les organisations d'avant-garde du prolétariat doivent aussi chercher constamment les nouvelles formes convenables. Les particularités historiques de chaque pays déterminent aussi des formes spéciales d'organisation pour les différents partis.

Mais ces différenciations ont une certaine limite. La similitude des conditions de la lutte prolétarienne dans les différents pays et dans les différentes phases de la révolution prolétarienne constitue, malgré toutes les particularités existantes, un fait d'une importance essentielle pour le mouvement communiste. C'est cette similitude qui donne la base commune de l'organisation des PC de tous les pays.

C'est sur cette base qu'il faut développer l'organisation des PC et non tendre à la fondation de quelque nouveau parti modèle à la place de celui qui existe déjà ou chercher une forme d'organisation absolument correcte ou des statuts idéaux.

§3. La plupart des PC ainsi que l'IC, comme ensemble du prolétariat révolutionnaire du monde entier, ont ceci de commun dans les conditions de leur lutte qu'ils doivent lutter

contre la bourgeoisie encore régnante. La victoire sur celle-ci, la conquête du pouvoir arraché à la bourgeoisie, constitue pour ces partis et pour cette Internationale le but principal déterminant.

L'essentiel donc, pour tout le travail d'organisation des PC dans les pays capitalistes, est donc d'édifier une organisation qui rende possible la victoire de la révolution prolétarienne sur les classes possédantes et qui l'affermisse.

§4. Dans les actions communes il est indispensable pour le succès d'avoir une direction; celle-ci est nécessaire surtout en vue des grands combats de l'histoire mondiale. L'organisation de PC, c'est l'organisation de la direction communiste dans la révolution prolétarienne.

Pour bien guider les masses, le Parti a besoin lui-même d'une bonne direction. La tâche essentielle d'organisation qui s'impose à nous est donc la suivante: formation, organisation et éducation d'un PC pur et réellement dirigeant pour guider véritablement le mouvement révolutionnaire prolétarien.

§5. La direction de la lutte sociale révolutionnaire suppose chez les PC et dans leurs organes dirigeants la combinaison organique de la plus grande puissance d'attaque et de la plus parfaite adaptation aux conditions changeantes de la lutte.

Une bonne direction suppose en outre de la manière la plus absolue la liaison la plus étroite avec les masses prolétariennes. Sans cette liaison, le Comité directeur ne guidera jamais les masses, il ne pourra dans le meilleur cas que les suivre.

Ces relations organiques doivent être obtenues dans les organisations du PC au moyen de la centralisation démocratique.

## **2. La Centralisation démocratique**

§6. La centralisation démocratique dans l'organisation du PC doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du Parti.

La centralisation dans le PC ne doit pas être formelle et mécanique; ce doit être une

centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation.

Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du «pouvoir» entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au parti. Mais seuls les ennemis du communisme peuvent prétendre que, par ces fonctions de direction de la lutte prolétarienne et par la centralisation de cette direction communiste, le PC veut dominer le prolétariat révolutionnaire. C'est là un mensonge et, de plus, à l'intérieur du Parti, la lutte pour la domination ou un antagonisme d'autorités est incompatible avec les principes adaptés par l'IC relativement à la centralisation démocratique.

Dans les organisations du vieux mouvement ouvrier non révolutionnaire se développa un dualisme de même nature que dans l'organisation de l'État bourgeois. Nous voulons parler du dualisme entre la bureaucratie et le «peuple». Sous l'influence desséchante de l'atmosphère bourgeoise, les fonctions s'isolèrent en quelque sorte et la communauté du travail fut remplacée par une démocratie purement formelle, et l'organisation elle-même se divisa en fonctionnaires actifs et en une masse passive. Le mouvement ouvrier révolutionnaire hérite jusqu'à un certain point inévitablement du milieu bourgeois cette tendance du formalisme et du dualisme.

Le PC doit surmonter radicalement ces antagonismes par un travail systématique, politique et d'organisation et par des améliorations et des révisions répétées.

§7. Un grand Parti socialiste en se transformant en PC ne doit pas se borner à concentrer dans sa direction centrale la fonction d'autorité en laissant subsister pour le reste l'ancien ordre des choses. Si la centralisation ne doit pas rester lettre morte, mais devenir un fait réel, il faut que sa réalisation s'accomplisse de sorte qu'elle soit pour les membres du Parti un renforcement et un développement, réellement justifiés, de leur activité et de leur combativité commune. Autrement, elle apparaîtrait aux masses comme une simple bureaucratisation du Parti et provoquerait ainsi une opposition contre toute centralisation, toute direction et toute

discipline stricte. L'anarchisme est antipode du bureaucratisme.

Une démocratie purement formelle dans le parti ne peut écarter ni les tendances bureaucratiques, ni les tendances anarchiques, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme, dans le mouvement ouvrier, ont pu se développer. Pour cette raison, la centralisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une direction forte ne peut avoir de succès si on essaie de l'obtenir sur le terrain de la démocratie formelle. Il est donc indispensable avant tout de développer et de maintenir le contact vivant et des rapports mutuels aussi bien au sein du Parti, entre les organes dirigeants et les membres, qu'entre le Parti et les masses du prolétariat qui ne lui appartiennent pas.

### **3. Le devoir de travail des communistes**

§8. Le PC doit être une école de travail du marxisme révolutionnaire. C'est par le travail quotidien commun dans les organisations du Parti que se resserrent les liens entre les différents groupements et entre les différents membres.

Dans les PC légaux il manque encore aujourd'hui la participation régulière de la plupart de membres au travail politique quotidien. C'est leur plus grand défaut et la cause d'une incertitude perpétuelle de leur développement.

§9. Le danger qui menace toujours un Parti ouvrier qui fait ses premiers pas vers la transformation communiste est de se contenter de l'acceptation d'un programme communiste, de remplacer dans sa propagande sa doctrine précédente par celle du communisme et de substituer seulement aux fonctionnaires hostiles à cette doctrine, des communistes. Mais l'adoption d'un programme communiste n'est qu'une manifestation de la volonté de devenir communiste. S'il ne s'y ajoute point d'actions communistes et si, dans l'organisation du travail politique, la passivité de la masse des membres est maintenue, le Parti n'accomplit pas la moindre partie de ce qu'il a promis au prolétariat par l'acceptation du programme communiste. Car la première condition d'une sérieuse réalisation de ce programme, c'est l'entraînement de tous les membres au travail quotidien permanent.

L'art de l'organisation communiste consiste à utiliser tout et tous pour la lutte prolétarienne des classes, à répartir rationnellement parmi tous les membres du Parti le travail politique et à entraîner par leur intermédiaire de plus grandes masses du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, à maintenir fermement dans ses mains la direction de l'ensemble du mouvement, non pas par la force du pouvoir, mais par la force de l'autorité, c'est-à-dire celle de l'énergie, de l'expérience, de la capacité et de la tolérance.

§10. Tout PC doit donc, dans ses efforts pour n'avoir que des membres véritablement actifs, exiger de chacun de ceux qui figurent dans ses rangs qu'il mette à la disposition de son parti sa force et son temps dans la mesure où il peut en disposer dans les circonstances données et de consacrer toujours au parti le meilleur de soi. Pour être membre du PC, il faut d'une façon générale, avec la conviction communiste, cela va sans dire, accomplir aussi les formalités de l'inscription tout d'abord éventuellement comme candidat, ensuite comme membre. Il faut payer régulièrement les cotisations établies, l'abonnement au journal du Parti, etc. Mais le plus important, c'est la participation de chaque membre au travail politique quotidien.

§11. Tout membre du Parti doit d'une façon générale, en vue du travail politique quotidien, être incorporé dans un petit groupe de travail: dans un comité, une commission, un bureau, un collège, une fraction ou un noyau. Ce n'est que de cette manière que le travail politique peut être réparti, dirigé et accompli régulièrement.

Il va sans dire qu'il faut aussi prendre part aux réunions générales des membres des organisations locales. Il est mauvais, dans des conditions légales, de chercher à remplacer ces réunions périodiques par des représentations locales; il faut au contraire que tous les membres soient obligés d'assister régulièrement à ces réunions. Mais cela n'est point du tout suffisant. La seule préparation régulière de ces réunions suppose un travail fait dans de petits groupes ou par les camarades spécialement désignés, de même que la préparation de l'utilisation efficace des réunions générales des ouvriers, manifestations et actions de masses du prolétariat. Les tâches multiples de cette activité ne peuvent être tentées et réalisées avec intensité que par de petits groupes. Sans ce travail, constant, quoique trivial, de l'ensemble

des membres, réparti dans le grand nombre de petits groupes ouvriers, les efforts les plus zélés dans la lutte de classe du prolétariat ne peuvent que rendre vaines toutes tentatives pour influencer ces luttes; elles ne peuvent pas entraîner la concentration nécessaire de toutes les forces vivantes révolutionnaires en un PC uni et capable d'agir.

§12. Il faut fonder des noyaux communistes pour le travail quotidien dans différents domaines de l'activité politique du Parti pour l'agitation à domicile, pour les études du Parti, pour le service de la presse, pour la distribution de la littérature, pour le service des nouvelles, pour celui des liaisons, etc.

Les noyaux communistes sont des groupes pour le travail communiste quotidien dans les entreprises et dans les ateliers, dans les syndicats, dans les associations prolétariennes, dans les unités militaires, etc., partout où il y a au moins quelques membres ou quelques candidats du PC. S'il y en a plusieurs dans la même entreprise ou dans le même syndicat, etc., le noyau devient une fraction dont le travail est dirigé par le groupe du noyau.

S'il faut former tout d'abord une fraction plus vaste et d'opposition générale, ou s'il faut simplement prendre part à une telle organisation existant déjà, les communistes doivent s'efforcer d'en obtenir la direction par leur noyau.

La fondation d'un noyau communiste, sa transformation ou son action publique en qualité de communiste sont subordonnées à l'observation scrupuleuse et à l'analyse des dangers et des avantages que présente la situation particulière envisagée.

§13. C'est une tâche particulièrement difficile pour un Parti de masses communiste que d'établir le devoir général de travail dans le Parti et l'organisation de ces petits groupes de travail. Et certes, on ne saurait accomplir cette tâche en une nuit, car elle exige une persévérance infatigable, une réflexion mûre et beaucoup d'énergie.

Ce qui est particulièrement important, c'est que cette réorganisation soit accomplie dès le début avec le plus grand soin et après mûre réflexion. Il serait trop facile de répartir dans chaque organisation tous les membres suivant un schéma formel en petits noyaux et d'inviter ces noyaux à agir dans la vie quotidienne du Parti. Un tel début serait pire que l'inaction. Il

provoquerait aussitôt la méfiance et l'éloignement des membres du Parti contre cette importante transformation.

Il faut recommander que les dirigeants du parti élaborent d'abord après consultation approfondie avec des organisateurs assidus, les premières lignes directrices de cette transformation. Les organisateurs doivent être en même temps des communistes absolument convaincus et zélés et être exactement renseignés sur l'état du mouvement dans les différents centres principaux du pays. Après quoi les organisateurs ou les comités d'organisation, qui ont reçu les instructions nécessaires, doivent se mettre à préparer régulièrement le travail sur le lieu même, ils doivent choisir et désigner les chefs de groupes et prendre les premières mesures immédiates en vue de cette transformation. L'on doit ensuite poser des tâches tout à fait définies et concrètes devant les organisations, les groupes d'ouvriers, les noyaux et les différents membres, et l'on doit le faire de telle façon que ces tâches leur apparaissent utiles, désirables et pratiques. S'il est nécessaire on peut encore leur montrer par des exemples pratiques comment il faut s'y prendre pour exécuter les tâches. Et ce faisant, on doit surtout leur faire comprendre contre quelles erreurs ils doivent se garder tout spécialement.

§14. Ce nouveau mode d'organisation il faut le réaliser pas à pas dans la vie. C'est pourquoi il ne faut pas fonder trop de nouveaux noyaux ou de groupes d'ouvriers dans les organisations locales. Il faut d'abord s'assurer, en se basant sur les résultats d'une courte pratique, que les noyaux formés dans différentes usines et ateliers importants fonctionnent régulièrement et que les groupes ouvriers indispensables soient créés dans les autres domaines de l'activité de parti et qu'ils se consolident à un certain degré (par exemple dans le service d'information, de liaison, dans l'agitation à domicile, le mouvement des femmes, la distribution d'écrits, le service de la presse, le mouvement des chômeurs, etc.). En tout cas on ne doit pas aveuglément détruire le châssis de l'ancienne organisation avant que la nouvelle ne se soit, pour ainsi dire, stabilisée.

Mais durant tout ce travail la tâche fondamentale du travail d'organisation communiste doit être partout poursuivie le plus énergiquement possible. Cela exige de grands



efforts – non seulement de la part des organisations illégales. Jusqu'à ce qu'il y ait en réalité un large réseau de noyaux, de fractions et de groupes ouvriers à tous les points vitaux de la lutte de classe prolétarienne, jusqu'à ce que chaque membre du parti puissant et conscient de ses buts prenne part au travail quotidien révolutionnaire et que cet acte de participation devienne pour les membres une question d'habitude naturelle, jusqu'à ce moment-là, le parti ne doit se permettre aucun repos dans ses efforts en vue de l'exécution de cette tâche.

§15. Cette tâche fondamentale d'organisation oblige les organes dirigeants du parti à guider continuellement et à influencer systématiquement le travail du parti et à le faire d'une façon complète et sans intermédiaires. Il en résulte pour les camarades qui sont à la tête des organisations de parti l'obligation d'entreprendre les labeurs les plus divers. L'organe central dirigeant du PC doit non seulement veiller à ce que tous les camarades en général soient occupés, mais il doit encore leur venir en aide, diriger leur travail selon un plan ordonné et en connaissance pratique de cause, en les orientant dans la bonne voie à travers toutes les conditions et circonstances spéciales. Dans sa propre activité le centre doit également tâcher de trouver les erreurs commises et, en se basant sur l'expérience acquise, toujours chercher à améliorer ses méthodes de travail, en ne perdant en même temps jamais de vue le but de la lutte.

§16. Notre travail politique général c'est la lutte pratique ou théorique ou la préparation de cette lutte. La spécialisation de ce travail a été très défectueuse jusqu'à présent. Il y a des domaines très importants sur lesquels le Parti n'a guère fait jusqu'à présent que des efforts tout à fait accidentels, ainsi par exemple presque rien n'a été fait par les partis légaux dans la lutte spéciale contre la police politique. L'instruction des camarades du Parti ne s'accomplit en général que d'une manière tout à fait accidentelle et secondaire et cela d'une manière tellement superficielle que la plus grande partie des décisions les plus importantes du Parti, que même le programme et les résolutions de l'IC sont encore tout à fait inconnus des grandes couches des membres du Parti. Le travail d'instruction doit être ordonné et approfondi sans cesse par tout le système des organisations du Parti, tous les groupements de travail, afin

d'obtenir par ces efforts systématiques, un degré toujours plus élevé de spécialisation.

§17. La réédition des comptes est un devoir des plus indispensables pour les organisations communistes. Il s'impose aussi bien à toutes les organisations et à tous les organes du Parti, qu'à chaque membre individuellement. La réédition de comptes doit être accomplie régulièrement à de courts intervalles. Il faut à cette occasion, faire des rapports sur l'accomplissement des missions spéciales confiées par le Parti. Il importe d'accomplir ces rééditions de comptes d'une façon tellement systématique qu'elle s'enracine dans le mouvement communiste comme une de ses meilleures traditions.

§18. Le Parti doit faire régulièrement un rapport à la direction de l'IC. Les différentes organisations du parti doivent faire leur rapport au Comité immédiatement supérieur (par exemple, le rapport mensuel de l'organisation locale au Comité du Parti respectif).

Chaque noyau, fraction et groupe ouvrier doit faire un rapport à l'organe du Parti sous la direction effective duquel il se trouve. Les membres individuellement en font un, mettons hebdomadaire, au noyau ou au groupe de travail (et même à son chef hiérarchique) auquel il appartient relativement à l'accomplissement des missions spéciales dont il a été chargé par l'organe du Parti auquel il adresse le rapport.

Cette sorte de reddition de comptes doit avoir lieu, à la première occasion, oralement si le Parti ou le mandant n'exige pas un rapport écrit. Les rapports doivent être concis et contenir des faits. L'organe qui le reçoit porte la responsabilité de la conservation de ces communications qui ne sauraient être publiées sans danger. Il est également responsable de la communication des rapports importants à l'organe dirigeant du Parti et cela, sans aucune remise.

§19. Il va sans dire que ces rapports du Parti ne doivent pas se borner à faire connaître ce que le rapporteur a fait, mais aussi contenir des communications au sujet des circonstances remarquées pendant son activité et qui peuvent être importantes pour notre lutte. Ils doivent mentionner particulièrement, les observations qui peuvent occasionner un changement ou une amélioration de notre tactique future. Il faut aussi y proposer les améliorations dont le besoin s'est fait sentir au cours de l'activité.

Dans tous les noyaux, fractions et groupes de travail communistes, les rapports reçus par ces



organisations ou à faire par ceux-ci doivent devenir une habitude.

Dans les noyaux et groupes de travail, on doit veiller à ce que les membres individuellement ou en groupes reçoivent régulièrement la mission spéciale d'observer et de rapporter ce qui se passe dans les organisations de l'adversaire et particulièrement dans les organisations ouvrières petites bourgeoises et des Partis «socialistes».

#### **4. Propagande et agitation**

§20. Notre tâche la plus importante avant le soulèvement révolutionnaire déclaré, est la propagande pour l'agitation révolutionnaire. Cette activité et son organisation est menée souvent encore, pour la plus grande partie, à l'ancienne manière formaliste. Par des manifestations occasionnelles, par des réunions de masses et sans souci particulier du contenu révolutionnaire concret des discours et des écrits.

La propagande et l'agitation communiste doit avant tout prendre racine dans les milieux les plus profonds du prolétariat. Elle doit être engendrée par la vie concrète des ouvriers, par leurs intérêts communs particulièrement par leurs luttes et efforts.

Ce qui donne le plus de force à la propagande communiste est son contenu révolutionnarisant. À ce point de vue, il faut toujours considérer le plus attentivement possible les mots d'ordre et l'attitude à prendre à l'endroit des questions concrètes dans des situations diverses. Afin que le parti puisse toujours prendre une juste position, il faut donner un cours d'instruction prolongé et complet non seulement aux propagandistes et agitateurs de profession, mais encore à tous ses autres membres.

§21. Les formes principales de propagande et d'agitation communistes sont: entretiens personnels verbaux, participation aux combats des mouvements ouvriers syndicaux et politiques, action par la presse et la littérature du parti. Chaque membre d'un Parti légal ou illégal doit d'une façon ou d'une autre prendre part régulièrement à cette activité.

La propagande personnelle verbale doit être menée en premier lieu en guise d'agitation à domicile organisée systématiquement et confiée à des groupes institués spécialement dans ce

but. Pas une seule maison, située dans la sphère d'influence de l'organisation locale du parti ne doit rester en dehors de cette agitation. Dans les villes plus importantes, une agitation de rue spécialement organisée au moyen de placards et de feuilles peut souvent avoir de bons résultats. En outre, dans les usines et les ateliers on doit organiser une agitation personnelle régulière, menée par les noyaux ou fractions de parti et accompagnée de distribution de littérature.

Dans les pays dont la population contient des minorités nationales, le devoir du Parti est d'accorder toute l'attention nécessaire à la propagande et à l'agitation dans les couches prolétariennes de ces minorités. L'agitation et la propagande devront naturellement être menées dans la langue des minorités nationales respectives; il faudra dans ce but que le parti crée des organes appropriés.

§22. Quand la propagande communiste se fait dans les pays capitalistes où la majorité du prolétariat n'a encore aucun penchant révolutionnaire conscient, il faut chercher des méthodes d'action toujours plus parfaites pour aller au-devant de la compréhension de l'ouvrier pas encore révolutionnaire mais commençant à le devenir, et pour lui ouvrir l'entrée dans le mouvement révolutionnaire. La propagande communiste doit se servir de ses principes dans les différentes situations pour soutenir l'esprit de l'ouvrier, pendant sa lutte intérieure contre les traditions et les tendances bourgeoises, mais qui sont pour lui un élément de progrès révolutionnaire.

En même temps la propagande communiste ne doit pas se borner aux demandes ou espérances des masses prolétaires telles qu'elles sont aujourd'hui, c'est-à-dire restreintes et indécises. Les germes révolutionnaires de ces demandes et espérances ne forment que le point de départ qui nous est nécessaire pour les influencer. Car c'est seulement dans cette combinaison qu'on peut expliquer au prolétariat d'une façon plus compréhensible le communisme.

§23. Il faut mener l'agitation communiste parmi les masses prolétariennes de telle manière que les prolétaires militants reconnaissent notre organisation communiste comme celle qui doit diriger loyalement et courageusement, avec prévoyance et énergie, leur propre mouvement vers un but commun.

À cette fin, les communistes doivent prendre part à tous les combats spontanés et tous les mouvements de la classe ouvrière et prendre sur soi de sauvegarder les intérêts des ouvriers dans tous leurs conflits avec les capitalistes au sujet de la journée de travail, etc. Les communistes doivent, ce faisant, s'occuper énergiquement des questions concrètes de la vie des ouvriers, les aider à se débrouiller dans ces questions, attirer leur attention sur les cas d'abus les plus importants, les aider à formuler exactement et sous une forme pratique leurs revendications aux capitalistes et en même temps développer chez eux l'esprit de solidarité et la conscience de la communauté de leurs intérêts et de ceux des ouvriers de tous les pays comme d'une classe unie et qui constitue une partie de l'armée mondiale du prolétariat.

Ce n'est qu'en prenant constamment part à ce menu travail quotidien absolument nécessaire, en apportant tout son esprit de sacrifice dans tous les combats du prolétariat, que le «PC» peut se développer en vrai PC. Ce n'est que par ce travail que les communistes se distingueront de ces partis socialistes de pure propagande et d'enrôlement qui ont fait leur temps et dont l'activité ne consiste qu'en réunions de membres, en discours sur les réformes et en exploitation des impossibilités parlementaires. La participation consciente et dévouée de toute la masse des membres d'un parti à l'école des combats et des différends quotidiens entre les exploités et les exploités sont les prémisses indispensables non seulement de la conquête, mais dans une mesure encore plus large de la réalisation de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'en se plaçant à la tête des masses ouvrières dans leurs guérillas constantes contre les attaques du capital que le PC peut devenir capable de devenir cette avant-garde de la classe ouvrière, d'apprendre systématiquement à diriger de fait le prolétariat et d'acquérir les moyens de préparer consciemment l'expulsion de la bourgeoisie.

§24. Les communistes doivent être mobilisés en grand nombre pour prendre part au mouvement des ouvriers surtout pendant les grèves et les lock-out et les autres licenciements en masse.

Les communistes commettent une faute très grave s'ils s'en rapportent au programme communiste et à la bataille révolutionnaire finale pour prendre une attitude passive et

négligente ou même hostile à l'égard des combats quotidiens que les ouvriers livrent aujourd'hui pour des améliorations, même peu importantes, de leurs conditions de travail. Si menues et modestes que soient les revendications pour la satisfaction desquelles l'ouvrier est déjà prêt aujourd'hui à entrer en lutte contre les capitalistes, les communistes ne doivent jamais en prendre prétexte pour se tenir à l'écart du combat. Notre activité d'agitation ne doit pas donner lieu à croire que les communistes sont des instigateurs aveugles de grèves stupides et autres actions insensées, mais nous devons mériter partout parmi les ouvriers militants la renommée des meilleurs camarades de combat.

§25. La pratique du mouvement syndical a montré que les noyaux et fractions communistes sont assez souvent confus et ne savent que faire lorsqu'ils sont mis en présence des plus simples questions du jour. Il est facile, quoique bien stérile de ne faire toujours que prêcher les principes généraux du communisme pour tomber dans la voie tout à fait négative d'un syndicalisme vulgaire dans les premières questions concrètes venues. Par de pareilles actions, on ne fait que faciliter le jeu des dirigeants de l'Internationale Jaune d'Amsterdam.

Les communistes doivent, au contraire, déterminer leur attitude selon les données matérielles de chaque question qui se pose. Par exemple, au lieu de s'opposer par principe à tout contrat de tarif ouvrier, ils devraient avant tout mener directement la lutte pour des modifications matérielles du texte de ces contrats, recommandés par les chefs d'Amsterdam. Il est vrai qu'il faut condamner et combattre résolument toutes les entraves qui empêchent les ouvriers d'être prêts aux combats. Il ne faut pas oublier que c'est justement le but des capitalistes et de leurs complices d'Amsterdam de lier les mains aux ouvriers au moyen de chaque contrat de tarif. C'est pourquoi il est évident que le devoir du communiste est d'exposer ce but aux ouvriers. Mais en règle générale le meilleur moyen pour les communistes d'arriver à contrecarrer ce but est de proposer un tarif qui ne lie pas les ouvriers.

Cette même attitude est, par exemple, très utile par rapport aux caisses d'assistance et aux institutions de secours des syndicats ouvriers. La collection de moyens de combat et la

distribution de subventions en temps de grève par les caisses mutuelles ne sont pas des actions mauvaises en elles-mêmes et s'opposer en principe à ce genre d'activité serait mal placé. Seulement il faut dire que ces collectes d'argent et ce moyen de le dépenser, qui sont d'accord avec les recommandations des chefs d'Amsterdam, sont en contradiction avec les intérêts des classes révolutionnaires. Par rapport aux caisses syndicales d'hôpital, etc., il conviendrait que les communistes réclament la suppression des cotisations spéciales et également la suppression de toutes les conditions de contraintes dans les caisses volontaires. Mais si nous défendons aux membres d'apporter leur argent pour venir en aide aux organisations de secours aux malades, la partie de ces membres qui veut toujours continuer à assurer par leurs dons l'aide accordée à ces institutions ne nous comprendra pas si nous leur défendons sans autre explication. Il faut d'abord délivrer ces membres, par le moyen d'une propagande personnelle intensive, de leur tendance petite-bourgeoise.

§26. Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretiens avec les chefs des syndicats, de même qu'avec ceux des différents partis ouvriers social-démocrates et petits-bourgeois. Contre ceux-là on doit organiser la lutte avec toute son énergie. Mais le seul moyen sûr et victorieux de les combattre consiste à détacher d'eux leurs adeptes et à montrer aux ouvriers l'aveugle service d'esclaves que leurs chefs social-traîtres rendent au capitalisme. On doit donc, autant que possible, mettre d'abord ces chefs dans une situation où ils seront obligés de se démasquer, et les attaquer, après ces préparatifs, de la façon la plus énergique.

Il ne suffit nullement de jeter simplement à la face des chefs d'Amsterdam l'injure de «jaune». Leur caractère de «jaunes» doit être montré en détail et par des exemples pratiques. Leur activité dans les unions d'ouvriers, au Bureau International du Travail de la Ligue des Nations, dans les ministères et les administrations bourgeoises, leurs paroles trompeuses dans les discours prononcés aux conférences et aux parlements, les passages essentiels de leurs nombreux articles pacificateurs dans des centaines de journaux et de revues, mais surtout, leur manière hésitante et oscillante de se conduire quand il s'agit de

préparer et de mener à bien même les moindres mouvements de salaire et les combats d'ouvriers, tout cela offre chaque jour l'occasion d'exposer la conduite déloyale et de trahison des chefs d'Amsterdam et de les marquer du nom de «jaunes». On peut le faire en soumettant des propositions, des motions et par des discours formulés tout à fait simplement.

Il faut que les noyaux et fractions du parti réalisent systématiquement les tâches pratiques. Les communistes ne doivent pas se laisser arrêter par les explications de la couche inférieure de la bureaucratie syndicale, qui cherche à se défendre de sa faiblesse — qui apparaît parfois, malgré toute sa bonne volonté — en en rejetant le blâme sur les statuts, les décisions des conférences et les ordres reçus de leurs comités centraux. Les communistes doivent constamment réclamer de cette couche de la bureaucratie des réponses claires et lui demander ce qu'elle a fait pour écarter les obstacles qu'elle allègue et si elle est prête à combattre avec les ouvriers pour leur destruction.

§27. Les fractions et les groupes d'ouvriers doivent soigneusement se préparer d'avance à la participation des communistes aux assemblées et aux conférences des organisations syndicales. On doit, par exemple, élaborer ses propres propositions, choisir ses rapporteurs et les orateurs pour les défendre, proposer comme candidats des camarades capables, expérimentés et énergiques, etc.

Les organisations communistes doivent également, au moyen de leurs groupes ouvriers, se préparer avec soin à toutes les assemblées générales, aux assemblées électorales, aux démonstrations, aux fêtes politiques ouvrières, etc., montées par les partis ennemis. Lorsqu'il s'agit d'assemblées ouvrières générales arrangées par les communistes mêmes, les groupes ouvriers communistes doivent, en aussi grand nombre que possible, tant avant qu'au cours des assemblées, agir d'après un plan unique, afin d'être sûrs de profiter amplement de ces assemblées au point de vue organisation.

§28. Les communistes doivent aussi toujours de mieux en mieux apprendre à attirer pour toujours dans la sphère d'influence du parti les ouvriers non-organisés et non conscients. Nos noyaux et fractions doivent tout faire pour faire naître le mouvement parmi ces ouvriers, pour les faire entrer dans les syndicats et pour leur

faire lire notre journal. On peut se servir également d'autres unions ouvrières en qualité d'intermédiaires pour propager notre influence (comme, par exemple, les sociétés d'instruction et les cercles d'études, les sociétés sportives, théâtrales, les unions de consommateurs, les organisations des victimes de la guerre, etc.).

Là où le PC est obligé de travailler illégalement, de telles unions ouvrières peuvent, avec l'approbation et sous le contrôle de l'organe du parti dirigeant, être formées en dehors du parti par l'initiative de ses membres (Unions de Sympathisants). Les organisations communistes de la Jeunesse et des Femmes peuvent, elles aussi, grâce à leurs cours, aux soirées de conférences, aux excursions, aux fêtes, aux pique-niques des dimanches, etc., éveiller d'abord dans beaucoup de prolétaires restés encore indifférents aux questions politiques, l'intérêt pour une vie d'organisation commune et ensuite les attirer pour toujours et leur faire prendre part de cette façon à un travail utile à notre parti (par exemple, la distribution des feuilles, proclamations et autres, la répartition des journaux du parti, des brochures, etc.). C'est par une participation active aux mouvements communs que ces ouvriers seront le plus facilement délivrés de leurs tendances petites-bourgeoises.

§29. Pour conquérir les couches semi-prolétariennes de la masse ouvrière et en faire des sympathisants au prolétariat révolutionnaire, les communistes doivent surtout utiliser la contradiction de leurs intérêts, socialement opposés aux grands propriétaires de biens fonciers, aux capitalistes et à l'État capitaliste. Ils doivent, au moyen d'entretiens continuels, débarrasser ces couches intermédiaires de leur défiance envers la révolution prolétarienne. Pour arriver à ce résultat, il faudra parfois mener sa propagande pendant un temps assez long. Il faut témoigner un intérêt sensible pour leurs exigences de vie, il faut arranger des bureaux de renseignements gratuits pour eux et leur venir en aide pour surmonter de petites difficultés dont ils ne peuvent se tirer eux-mêmes. Il faut les attirer dans des institutions spéciales qui serviront à les instruire gratuitement, etc. Toutes ces mesures pourront augmenter la confiance dans le mouvement communiste. Il faut en même temps être très prudent et agir infatigablement contre les organisations et les personnes hostiles

qui ont de l'autorité en un endroit donné ou qui possèdent une influence sur les petits paysans travailleurs, sur les artisans à domicile et les autres éléments demi-prolétaires. Il faut caractériser les ennemis les plus proches, ceux que les exploités connaissent, comme leurs oppresseurs, par leur propre expérience; il faut les caractériser comme les représentants personnifiant le crime du capitalisme tout entier. Les propagandistes et agitateurs communistes doivent utiliser à l'extrême et d'une façon compréhensible pour tous, tous les éléments et faits quotidiens qui mettent la bureaucratie d'État en conflit direct avec l'idéal de la démocratie petite-bourgeoise et de «l'État du droit».

Toutes les organisations locales à la campagne doivent partager exactement entre leurs membres les tâches de l'agitation à domicile qu'elles doivent développer dans la sphère de leur activité dans tous les villages, dans toutes les cours de châteaux et dans les fermes et maisons séparées.

§30. Pour la propagande dans l'armée et dans la flotte de l'État capitaliste, il faudra rechercher dans chaque pays les méthodes les mieux appropriées. L'agitation antimilitariste dans le sens pacifiste est tout à fait mauvaise, car elle ne peut qu'encourager la bourgeoisie dans son désir de désarmer le prolétariat. Le prolétariat repousse en principe et combat de la manière la plus énergique toutes les institutions militaristes de l'État bourgeois et de la classe bourgeoise en général. D'autre part le prolétariat profite de ces institutions (armée, sociétés de préparation militaire, milice pour la défense des habitants, etc.) pour exercer militairement les ouvriers en vue des luttes révolutionnaires. L'agitation intensive ne doit donc pas être dirigée contre la formation militaire de la jeunesse et des ouvriers, mais contre l'ordre militariste et contre l'arbitraire des officiers. Le prolétariat doit utiliser de la façon la plus énergique toute possibilité de se procurer des armes.

L'antithèse de classes qui se manifeste dans les privilèges matériels des officiers et dans les mauvais traitements infligés aux soldats doit être rendue consciente pour ces derniers. En outre, dans l'agitation parmi les soldats, il faut nettement faire ressortir comment tout leur avenir est lié étroitement au sort de la classe exploitée. Dans la période avancée de la

fermentation révolutionnaire, l'agitation en faveur de l'élection démocratique du commandement par les soldats et par les matelots, et en faveur de la formation de soviets de soldats peut être très efficace pour saper les bases de la domination de la classe capitaliste.

Le maximum d'attention et d'énergie est constamment nécessaire dans l'agitation contre les troupes spéciales que la bourgeoisie arme pour la guerre de classes, et en particulier contre ses bandes de volontaires armés. La décomposition sociale doit être portée systématiquement et en temps voulu dans leurs rangs, là où la composition sociale et son milieu corrompu le permettent. Quand ces bandes où ces troupes portent un caractère de classe uniformément bourgeois, comme par exemple dans les troupes composées exclusivement d'officiers, il faut les démasquer devant l'ensemble de la population, les rendre méprisables et odieuses de façon à provoquer leur dissolution intérieure par suite de l'isolement qui en découlera.

## **5. Organisation des luttes politiques**

§31. Pour un PC, il n'y a pas de moment où l'organisation du Parti puisse rester politiquement inactive. L'utilisation organique de toute situation politique et économique et de toute modification de cette situation doit être élevée au degré d'une stratégie et d'une tactique organisées.

Si le Parti est encore faible, il est cependant en mesure de profiter d'événements politiques ou de grandes grèves qui ébranlent toute la vie économique, pour mener une action de propagande radicale systématiquement et méthodiquement organisée. Une fois qu'un Parti a pris sa décision dans une situation de ce genre, il doit mettre en mouvement pour cette campagne, avec la dernière énergie, tous ses membres et toutes les branches de son mouvement.

En premier lieu, il faudra utiliser toutes les liaisons que le Parti s'est créées par le travail de ses noyaux et de ses groupes de propagande pour organiser des réunions dans les principaux centres politiques ou grévistes, réunions dans lesquelles les orateurs du Parti devront montrer aux assistants que les principes communistes sont le moyen de sortir des difficultés de la lutte.

Des groupes de travail spéciaux devront préparer jusque dans leurs moindres détails toutes ces réunions. S'il ne leur est pas possible d'organiser eux-mêmes des réunions, des camarades expérimentés devront se présenter comme principaux orateurs dans les réunions générales des grévistes, ou de prolétaires en général, menant un combat sous quelque forme que ce soit.

S'il y a espoir de gagner la majorité – ou tout au moins une grande partie des participants à la réunion – à nos principes, ceux-ci devront être formulés dans des propositions et résolutions bien rédigées et adroitement motivées. Une fois de semblables propositions ou résolutions composées, il faudra s'appliquer à ce que, sous une forme identique ou analogue, ces propositions soient admises par tout au moins de fortes minorités dans toutes les réunions tenues sur le même sujet dans la localité en question ou dans d'autres. Ainsi nous obtiendrons la concentration des couches prolétariennes en mouvement qui pour le moment subissent seulement notre influence morale, et nous leur ferons admettre la nouvelle direction.

Après toutes ces réunions, les groupes de travail ayant participé à leur préparation et à leur utilisation devront se rencontrer non seulement pour faire un rapport au Comité Directeur du Parti, mais aussi pour tirer des expériences faites ou des fautes éventuellement commises les enseignements nécessaires à l'activité ultérieure.

Selon les situations, les mots d'ordre pratiques devront être portés à la connaissance des masses ouvrières intéressées, au moyen d'affiches et de petites feuilles volantes, ou encore au moyen de tracts détaillés remis directement aux combattants et sous lesquels le communisme est éclairé par des devises d'actualité adaptées à la situation. Pour répandre adroitement les tracts, des groupes spécialement organisés sont nécessaires; ces groupes auront à trouver les endroits où les affiches devront être collées et à choisir le moment opportun pour cette opération. La distribution des feuilles volantes dans et devant les lieux de travail, dans les établissements publics, dans les maisons communes des ouvriers participant au mouvement, aux carrefours, dans les bureaux de placement et dans les gares, devra être accompagnée autant que possible d'une discussion en termes

frappants, susceptible d'être transportée dans les masses ouvrières en mouvement. Les tracts détaillés devront être répandus autant que possible seulement dans les lieux couverts, dans les ateliers, dans les habitations et d'une façon générale partout où on peut attendre une attention soutenue.

Cette propagande intense doit être appuyée par une action parallèle dans toutes les assemblées de syndicats ou d'entreprises entraînés dans le mouvement, soit qu'ils aient organisé eux-mêmes ces assemblées, qu'ils devront alors munir de rapporteurs ou d'orateurs appropriés. Les journaux du Parti doivent constamment mettre à la disposition de ce mouvement la majeure portion de leurs colonnes et leurs meilleurs arguments; l'ensemble de l'appareil du parti devra d'ailleurs pendant tout le temps que durera le mouvement être entièrement et sans relâche au service de l'idée générale qui l'anime.

§32. Les manifestations et les actions démonstratives exigent une direction très dévouée et très mobile, qui aie constamment en vue le but de ces actions et soit à tout moment en mesure de se rendre compte si la manifestation a obtenu son plus grand effet ou si, dans la situation donnée, il est possible de l'intensifier encore en l'élargissant pour en faire une action de masses sous la forme tout d'abord de grèves démonstratives et ensuite de grèves de masses. Les manifestations pacifistes pendant la guerre nous ont enseigné que, même après l'écrasement de ces sortes de manifestations, un vrai Parti prolétarien de lutte, même illégal, ne doit ni hésiter, ni s'arrêter quand il s'agit d'un grand but actuel important, éveillant nécessairement dans les masses un intérêt toujours croissant.

Les manifestations dans la rue trouvent leur meilleur appui dans les grandes entreprises. Lorsqu'on en est arrivé à créer un certain état d'esprit commun, au moyen du travail préparatoire méthodique de nos noyaux et de nos fractions, à la suite d'une propagande orale ou par tracts, les hommes de confiance de notre parti dans les entreprises, les chefs des noyaux et des fractions, devront être convoqués par le Comité Directeur à une conférence où seront discutés pour le jour suivant l'opération convenable, le moment exact de la rencontre, le caractère des mots d'ordre, les perspectives de l'action, son intensification et le moment de sa

cessation et de sa dissolution. Un groupe de fonctionnaires munis de bonnes instructions et experts dans les questions d'organisation devra constituer l'axe de la manifestation depuis le départ du lieu du travail jusqu'à la dislocation du mouvement de masses. Afin que ces fonctionnaires maintiennent le contact vivant entre eux et puissent recevoir constamment les directions politiques nécessaires à chaque moment, des travailleurs responsables du Parti doivent participer méthodiquement, parmi les masses, à la manifestation. Cette direction mouvante politique et organisée de la manifestation constitue la condition la plus favorable au renouvellement et éventuellement à l'intensification de l'action et à sa transformation en grandes actions de masses.

§33. Les PC qui jouissent déjà d'une certaine solidité intérieure, qui disposent d'un groupe de fonctionnaires éprouvés et d'un nombre de partisans considérable dans les masses, doivent tout faire pour détruire au moyen de grandes campagnes l'influence des chefs socialistes-traîtres et pour amener la majorité des ouvriers sous la direction communiste. Les campagnes doivent être organisées différemment selon que les luttes actuelles permettent au PC d'agir comme guide du prolétariat et de se mettre à la tête du mouvement ou que règne une stagnation momentanée. La composition du Parti sera aussi un élément déterminant pour les méthodes d'organisation des actions.

C'est ainsi que pour gagner, plus que cela n'était possible dans les différentes circonscriptions, les couches socialement décisives du prolétariat, le PCU d'Allemagne comme jeune Parti de masses recourut au moyen dit de la «lettre ouverte». Afin de démasquer les chefs socialistes-traîtres, le PC s'adressa, à un moment où la misère et les antagonismes de classe s'aggravaient, aux autres organisations du prolétariat pour exiger d'elles une réponse nette devant le prolétariat à la question de savoir si elles étaient disposées, avec leurs organisations apparemment si puissantes, à entreprendre la lutte commune, d'accord avec le PC, pour les revendications minima, pour un misérable morceau de pain et contre la misère évidente du prolétariat.

Lorsque le PC commence une campagne semblable il doit prendre toutes mesures pour provoquer un écho à son action dans les plus larges masses ouvrières. Toutes les fractions

professionnelles et tous les fonctionnaires syndicaux du Parti doivent dans toutes les réunions des ouvriers par entreprises ou par syndicats, et dans toutes les réunions publiques en général, mettre en discussion les revendications vitales du prolétariat.

Partout où nos fractions et nos noyaux veulent préparer à nos revendications l'approbation des masses des feuilles volantes, des tracts et des affiches devront être répandus avec adresse afin d'émouvoir l'opinion. La presse de notre Parti, pendant les semaines que dure cette campagne, doit éclairer le mouvement tantôt brièvement, tantôt avec plus de détails, mais sous des aspects toujours nouveaux. Les organisations devront pourvoir la presse d'informations courantes relatives au mouvement et veiller énergiquement à ce que les rédacteurs ne se relâchent jamais dans cette campagne du parti. Les fractions du parti au Parlement et dans les institutions municipales devront aussi se mettre systématiquement au service de ces luttes. Elles devront provoquer la discussion par des propositions correspondantes dans les assemblées délibérantes, suivant les directives du Parti. Les députés devront agir et se sentir comme des membres conscients des masses combattantes, comme leurs porte-parole dans le camp de leurs ennemis de classe, comme des fonctionnaires responsables et comme des travailleurs du parti.

Lorsque l'action concentrée, organisée et cohérente de tous les membres du parti aura provoqué un nombre d'ordres du jour d'approbation toujours plus grands et augmentant sans cesse dans le cours de quelques semaines, le Parti se trouvera placé devant cette grave question: organiser et concentrer organiquement les masses adhérant à nos mots d'ordre.

Si le mouvement a pris surtout un caractère syndical, il faut avant tout s'appliquer à augmenter notre influence dans les syndicats, en prescrivant à nos fractions communistes de s'attaquer, après bonne préparation, directement à la direction syndicale locale pour ou bien la renverser ou bien la contraindre à mener la lutte organisée sur la base des mots d'ordre de notre Parti.

Là où il y a des comités d'usines, des conseils d'industrie ou autres institutions analogues, il faut que nos fractions agissent en sorte que ces institutions participent à cette lutte. Une fois

qu'un certain nombre d'organisations locales ont été acquises à cette lutte, sous la direction communiste pour les intérêts vitaux les plus élémentaires du prolétariat, les réunions générales d'entreprises qui se sont décidées dans le même sens y enverront leurs délégués. La nouvelle direction ainsi consolidée sous l'influence communiste gagne, par cette concentration des groupes actifs du prolétariat organisé, une nouvelle force d'attaque qui doit être utilisée, à son tour, pour pousser en avant la direction des Partis socialistes et des syndicats, ou tout au moins pour les anéantir désormais aussi organiquement.

Dans les régions économiques où notre Parti dispose de ses meilleures organisations et où il a trouvé les plus nombreuses approbations pour ses mots d'ordre, il faut, par une pression organisée sur les syndicats et les soviets d'entreprises locaux, concentrer toutes les luttes économiques isolées éclatant dans cette région et aussi les mouvements développés par d'autres groupes et les transformer en une vaste lutte unique dépassant désormais le cadre des intérêts professionnels particuliers, et poursuivant quelques revendications élémentaires communes, afin de réaliser ces revendications à l'aide des forces réunies de toutes les organisations de la région.

Dans un pareil mouvement, le PC sera le vrai guide du prolétariat prêt à la lutte, tandis que la bureaucratie syndicale et les Partis socialistes qui s'opposeraient à un mouvement organisé avec un tel accord seraient brisés non seulement par la perte de toute autorité politique et morale, mais aussi par la destruction effective de leur organisation.

§34. Si le PC est obligé d'essayer de prendre en main la direction des masses à un moment où les antagonismes politiques et économiques sont surexcités et provoquent de nouveaux mouvements et de nouvelles luttes, on peut renoncer à établir des revendications particulières et adresser des appels simples et concis directement aux membres des partis socialistes et des syndicats, les invitant à ne point éviter les luttes nécessaires contre les entrepreneurs, même en dépit des conseils de leurs chefs bureaucrates, étant donné la grande misère et l'oppression croissante, afin de n'être pas poussés à la perte et à la ruine complète. Les organes du Parti et surtout les quotidiens doivent chaque jour démontrer et souligner



pendant ce mouvement que les communistes sont prêts à participer en chefs aux luttes actuelles ou proches des prolétaires réduits à la misère, et qu'ils accourront au secours de tous les opprimés dès que cela sera possible dans la situation tendue actuelle. Il faudra prouver quotidiennement que le prolétariat ne saurait plus continuer à subsister sans ces luttes et que néanmoins les anciennes organisations cherchent à les éviter et à les empêcher.

Les fractions syndicales et professionnelles doivent sans cesse faire appel dans les réunions à l'esprit de combat de leurs camarades communistes en leur faisant comprendre clairement qu'on ne saurait plus hésiter. Mais l'essentiel pendant une campagne de ce genre est la concentration et l'unification organique des luttes et des mouvements provoqués par la situation. Non seulement les noyaux et les fractions communistes des entreprises et des syndicats entraînés dans la lutte doivent constamment garder entre eux le contact le plus étroit, mais encore les directions doivent mettre immédiatement à la disposition des mouvements qui se produisent des fonctionnaires et des militants actifs du Parti chargés, d'accord avec les combattants, de généraliser, d'élargir et d'intensifier, en même temps que les diriger, tous ces mouvements. La tâche principale de l'organisation consiste à faire ressortir partout ce qu'il y a de commun entre tout et ces différentes luttes pour pouvoir ainsi arriver en cas de besoin à une lutte générale par des moyens politiques.

Pendant la généralisation et l'intensification des luttes, il sera nécessaire de créer des organes uniques de direction. Au cas où dans certains syndicats, le comité de grève bureaucratique viendrait à manquer à sa tâche, il faudra que les communistes obtiennent à temps, en exerçant la pression nécessaire, le remplacement de ces bureaucrates par des communistes qui assureront la direction ferme et décidée de cette lutte. Dès qu'on aura réussi à combiner plusieurs combats, il faudra instituer une direction commune pour l'ensemble de l'action, et là les communistes devront autant que possible dominer. Cette unité de direction peut facilement être obtenue. Si une préparation appropriée est faite par la fraction communiste dans les syndicats ou dans les entreprises, par les soviets d'usines, par les assemblées plénières

de ces soviets, mais plus particulièrement par les assemblées générales des grévistes.

Si le mouvement, par suite de sa généralisation et de l'entrée en action des organisations patronales et des autorités publiques, prend un caractère politique, il faut aussitôt commencer la propagande et la préparation administrative en vue de l'élection vraisemblablement possible et nécessaire de soviets ouvriers; au cours de ce travail, tous les organes du Parti doivent faire ressortir avec la plus grande intensité l'idée que ce n'est que par des organes semblables de la classe ouvrière, sortis directement des luttes ouvrières, que le véritable affranchissement du prolétariat peut être obtenu, avec le mépris qui convient pour la bureaucratie syndicale et ses aides du Parti socialiste.

§35. Les PC déjà suffisamment forts, et en particulier les grands partis de masses, doivent par des mesures prises à l'avance être toujours prêts à de grandes actions politiques. Au cours des actions démonstratives et des mouvements économiques aussi bien qu'au cours des actions partielles, il faut toujours penser à utiliser de la manière la plus énergique les expériences d'organisation fournies par ces mouvements en vue d'un contact de plus en plus ferme avec les grandes masses. Les leçons de tous les nouveaux grands mouvements doivent être discutées et étudiées avec soin dans des conférences élargies de fonctionnaires dirigeants et de militants responsables du parti avec les délégués d'usines grandes et moyennes, afin d'établir des relations de plus en plus étroites et de plus en plus sûres par l'intermédiaire des délégués d'usines. Le meilleur gage que des actions politiques de masses ne seront pas entreprises prématurément et ne le seront que dans la mesure permise par les circonstances et par l'influence actuelle du Parti, consiste dans des rapports de confiance entre fonctionnaires et militants responsables du parti et les délégués d'usines.

Sans ce contact le plus étroit possible entre le Parti et les masses prolétariennes travaillant dans les grandes et moyennes entreprises, le PC ne saurait réaliser de grandes actions de masses et des mouvements véritablement révolutionnaires. Si en Italie le soulèvement incontestablement révolutionnaire de l'année passée, qui trouva sa plus forte expression dans l'occupation des usines, échoua avant terme c'est

certainement pour une part, à cause de la trahison de la bureaucratie syndicale et de l'insuffisance de la direction politique du Parti, mais c'est aussi parce qu'il n'y avait pas entre le Parti et les usines une liaison intimement organisée au moyen de délégués d'usines politiquement informés, et s'intéressant à la vie du Parti. Le mouvement des mineurs anglais cette année a lui aussi sans nul doute extraordinairement souffert de ce défaut qui lui a enlevé sa valeur politique.

## 6. La presse du Parti

§36. La presse communiste doit être développée et améliorée par le Parti avec une infatigable énergie.

Aucun journal ne doit être reconnu comme organe communiste s'il ne se soumet pas aux directives du Parti. Ce principe doit être appliqué aussi pour les productions littéraires telles que livres, brochures, écrits périodiques, etc., en prenant en considération leur caractère scientifique, de propagande ou autre.

Le Parti doit s'efforcer bien plus d'avoir de bons journaux que d'en avoir beaucoup. Tout PC doit avant tout avoir un organe central autant que possible quotidien.

§37. Un journal communiste ne doit jamais devenir une entreprise capitaliste comme le sont les journaux bourgeois et souvent aussi les journaux soi-disant «socialistes». Notre journal doit être indépendant des institutions de crédit capitalistes. L'organisation adroite de la publicité par annonces, qui peut améliorer considérablement les moyens d'existence de notre journal, ne doit cependant jamais le faire tomber dans la dépendance de quelque grandes entreprises de publicité. Bien plutôt une attitude inflexible dans toutes les questions sociales prolétariennes procurera aux journaux de nos Partis de masses une force et une considération absolues. Notre journal ne doit pas servir à satisfaire le goût du sensationnel ni l'amusement d'un public varié. Il ne doit pas concéder à la critique des littérateurs petits-bourgeois ou des virtuoses du journalisme pour se créer une clientèle de salon.

§38. Un journal communiste doit avant tout défendre les intérêts des ouvriers opprimés combattants. Il doit être notre meilleur propagandiste et agitateur, le propagandiste dirigeant de la révolution prolétarienne.

Notre journal a pour tâche de réunir les expériences acquises au cours de l'activité de tous les membres du Parti et d'en faire comme un guide politique pour la révision et l'amélioration des méthodes d'action communiste. Ces expériences doivent être échangées dans des réunions de rédacteurs de tout le pays, réunions cherchant à créer la plus grande unité de ton et de tendance dans l'ensemble de la presse du Parti. Ainsi cette presse, de même que chaque journal en particulier sera le meilleur organisateur de notre travail révolutionnaire.

Sans ce travail conscient d'organisation et de coordination des journaux communistes et en particulier de l'organe central la mise en pratique de la centralisation démocratique, et d'une sage division du travail à l'intérieur du PC, et par conséquent aussi l'accomplissement de la mission historique est impossible.

§39. Le journal communiste doit tendre à devenir une entreprise communiste, c'est-à-dire une organisation prolétarienne de combat, une association d'ouvriers révolutionnaires, de tous ceux qui écrivent régulièrement pour le journal, qui le composent, l'impriment, l'administrent, le distribuent qui réunissent le matériel d'information, qui le discutent et l'élaborent dans les noyaux, enfin qui agissent quotidiennement pour le répandre, etc.

Pour faire véritablement du journal une organisation de combat, une puissante et vivante association de travailleurs communistes, une série de mesures pratiques s'imposent.

Tout communiste se lie étroitement à son journal en travaillant et en se sacrifiant pour lui. Il est son arme quotidienne qui, pour servir, doit être rendue chaque jour plus forte et plus tranchante. Ce n'est que grâce aux plus grands sacrifices financiers et matériels que le journal communiste pourra se maintenir. Les membres du parti doivent constamment fournir les moyens nécessaires pour son organisation et pour son amélioration jusqu'à ce qu'il soit assez répandu dans les grands partis légaux et assez solide sous le rapport de l'organisation pour le mouvement communiste.

Il ne suffit pas d'être un agitateur et un recruteur zélé pour le journal, il faut encore en devenir un collaborateur utile. Il faut l'informer au plus vite de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue social et économique,

dans la fraction syndicale et dans le noyau, depuis l'accident du travail jusqu'à la réunion professionnelle, depuis les mauvais traitements des jeunes apprentis jusqu'au rapport commercial de l'entreprise. Les fractions syndicales doivent le renseigner sur toutes les réunions, et sur les décisions et les mesures les plus importantes prises par ces réunions, pour les secrétariats des Unions, ainsi que sur l'activité de nos adversaires. La vie publique des réunions et de la rue offre très souvent aux militants attentifs du parti l'occasion d'observer avec un sens critique des détails dont l'utilisation dans les journaux rendra claire aux plus indifférents notre attitude par rapport aux exigences de la vie.

La commission de rédaction doit traiter avec le plus grand amour et le plus grand zèle ces informations sur la vie des ouvriers et des organisations ouvrières et les utiliser ou bien comme brèves communications donnant à notre journal le caractère d'une véritable communauté de travail vivante et puissante ou bien pour, à la lumière de ces exemples pratiques de la vie quotidienne des ouvriers, rendre compréhensibles les enseignements du communisme, ce qui constitue la voie la plus rapide pour arriver à rendre vivante et intime l'idée du communisme aux grandes masses ouvrières. Dans la mesure du possible, la commission de rédaction doit être aux heures de réception, c'est-à-dire aux heures les plus favorables de la journée, à la disposition des ouvriers visitant notre journal pour accueillir leurs désirs et leurs plaintes relativement aux misères de leur existence, pour les noter avec soin et s'en servir pour donner de la vie au journal. Certes, dans la société capitaliste, aucun de nos journaux ne peut devenir une véritable association de travail communiste. On peut cependant, même dans les conditions les plus difficiles, organiser un journal révolutionnaire ouvrier en partant de ce point de vue. Ceci est prouvé par l'exemple de la «Pravda» de nos camarades russes pendant les années 1912-13. Ce journal constitua vraiment une organisation permanente active des ouvriers révolutionnaires conscients dans les centres les plus importants de l'Empire russe. Ces camarades rédigeaient, éditaient et répandaient à la fois et ensemble le journal; la plupart d'entre eux économisant l'argent nécessaire pour les frais par leur travail et par le salaire de leur

travail. Le journal de son côté peut leur donner ce qu'ils désiraient, ce dont ils avaient besoin à ce moment-là dans le mouvement et ce qui leur sert aujourd'hui encore dans le travail et dans la lutte. Un tel journal peut en effet devenir pour les membres du Parti, ainsi que pour tous les ouvriers révolutionnaires, ce qu'ils appelaient «notre journal».

§40. L'élément essentiel de l'activité de la presse de combat communiste c'est la participation directe aux campagnes menées par le Parti. Si à un certain moment l'activité du Parti est concentrée dans une campagne déterminée, le journal du Parti doit mettre au service de cette campagne toutes ses colonnes, toutes ses rubriques et non seulement les articles de fond politiques. La rédaction doit trouver dans tous les domaines du matériel pour entretenir cette campagne et pour en alimenter, sous la forme la plus convenable, tout le journal.

§41. Le recrutement pour notre journal doit être poursuivi suivant un système établi. Tout d'abord il faut utiliser toutes les situations dans lesquelles les ouvriers sont plus vivement entraînés dans le mouvement et dans lesquelles la vie politique et sociale est plus agitée par suite de quelque événement politique et économique. Ainsi après chaque grève ou lock-out, pendant lesquels le journal a défendu franchement et énergiquement les intérêts des ouvriers combattants, on doit organiser immédiatement après la fin de la grève, un travail de recrutement d'homme à homme auprès de ceux qui avaient fait la grève. Non seulement les fractions communistes des syndicats et des professions entraînés dans le mouvement gréviste doivent mener la propagande du journal dans leur milieu au moyen de listes et de feuilles d'abonnement, mais encore, dans la mesure du possible, on doit se procurer les listes des ouvriers ayant fait la grève ainsi que leurs adresses afin que les groupes spéciaux chargés des intérêts du journal puissent mener une agitation énergique à domicile.

De même après toute campagne politique électorale par laquelle l'intérêt des masses ouvrières a été éveillé, une agitation systématique à domicile doit être menée de maison en maison par les groupes de travailleurs chargés spécialement de cette besogne dans les différents quartiers ouvriers.

Pendant les époques de crises politiques ou économiques latentes dont les effets se font

sentir aux masses ouvrières sous la forme du renchérissement de la vie, du chômage et d'autres misères, on doit tout essayer pour, après une propagande habile contre ces misères, obtenir, si possible, par l'intermédiaire des fractions syndicales, de grandes listes d'ouvriers organisés dans les syndicats afin que le groupe spécial chargé des intérêts du journal puisse continuer systématiquement l'agitation à domicile. La dernière semaine du mois est la plus convenable pour ce travail permanent de recrutement. Toute organisation locale qui laisse passer cette dernière semaine du mois, ne serait-ce qu'une fois par an, sans poursuivre sa propagande en faveur de la presse commet un retard coupable dans l'extension du mouvement communiste. Le groupe spécial chargé des intérêts du journal ne doit laisser passer aucune réunion publique d'ouvriers, aucune grande manifestation sans, dès le début, et aussi pendant les intervalles et à la fin, agir de la manière la plus active pour obtenir des abonnements à notre journal. Les fractions syndicales doivent accomplir cette même tâche dans toutes les réunions de leurs syndicats, de même que les noyaux et les fractions syndicales, dans les réunions professionnelles.

§42. Notre journal doit être constamment défendu par les membres du Parti contre tous ses ennemis.

Tous les membres doivent mener une lutte impitoyable contre la presse capitaliste, révéler à tous et flétrir énergiquement sa vénalité, ses mensonges, ses viles réticences et toutes ses intrigues.

La presse social-démocrate et socialiste indépendante doit être vaincue en démasquant son attitude traîtresse par des exemples de la vie quotidienne, au moyen d'attaques continuelles mais sans se perdre dans de petites polémiques de fraction. Les fractions syndicales et autres doivent s'appliquer par des mesures d'organisation à soustraire à l'influence troublante et paralysante des journaux social-démocrates les membres des syndicats et des autres associations ouvrières. Le travail de recrutement d'abonnés pour notre journal, de même que l'agitation à domicile ou dans les entreprises, doit également être dirigée avec habileté contre la presse des socialistes traîtres.

## 7. La structure d'ensemble du Parti

§43. Pour l'extension et la consolidation du Parti, on ne devra pas établir des divisions d'après un schéma formel, géographique. Il faudra surtout tenir compte de la structure réelle, économique et politique, des régions en question et des moyens techniques de communication. La base de ce travail doit être surtout dans les capitales et dans les centres prolétariens de la grande industrie.

Au moment de l'organisation d'un nouveau Parti, on constate souvent dès le début des efforts tendant à étendre le réseau des organisations du Parti sur tout le pays. Malgré les forces très limitées à la disposition des organisateurs, on s'applique souvent à les disperser néanmoins aux quatre vents. La force d'attraction et la croissance du Parti sont ainsi affaiblies. Au bout de quelques années, on arrive, il est vrai, à avoir tout un système de bureaux très vastes, mais les plus souvent le Parti n'a réussi à se fixer fermement dans aucune des villes industrielles les plus importantes du pays.

§44. Pour donner au parti une centralisation aussi grande que possible, il ne faut point décomposer sa direction en toute une hiérarchie comportant de nombreux degrés complètement subordonnés les uns aux autres. Il faut s'appliquer à construire dans tout centre économique, politique ou de communications un réseau s'étendant sur la large banlieue de cette ville et sur la région économique ou politique en dépendant. Le Comité du Parti qui de cette ville, comme de la tête de ce corps, dirige le travail du parti dans la région et qui exerce sa direction politique doit se tenir dans le plus étroit contact avec les masses communistes du chef-lieu.

Les organisateurs nommés par les conférences des régions ou par le congrès régional du Parti et confirmés par la direction centrale doivent participer régulièrement à la vie du Parti au chef-lieu de la région. Le Comité régional du Parti doit constamment être renforcé par des travailleurs choisis parmi les membres du chef-lieu, de sorte que s'établisse un contact vivant et étroit entre le comité politique du Parti dirigeant la région et les masses communistes de son chef-lieu. Lorsqu'on est arrivé à un certain stade d'organisation, il faut que le Comité de la région soit en même temps

la direction politique du chef-lieu de cette région. De la sorte, les comités dirigeants du Parti dans les organisations régionales, de concert avec le Comité Central, auront le rôle d'organes vraiment dirigeants dans les organisations du Parti. L'étendue d'une circonscription politique du Parti ne doit naturellement pas être déterminée par l'étendue matérielle de la région. Ce qu'il faut considérer avant tout, c'est la possibilité pour les Comités régionaux du Parti de diriger concentriquement toutes les organisations locales de la région. Quand cela n'est pas possible, il faut partager la région et fonder un nouveau Comité régional du Parti.

Naturellement, dans les grands pays, le Parti a besoin de certains organes de liaison aussi bien entre la direction centrale et les différentes directions régionales (direction provinciale, direction départementale, etc.) qu'entre la direction régionale et les différentes organisations locales (direction d'arrondissement et de canton). Dans certaines circonstances, il peut même être utile de donner à l'un ou à l'autre de ces organes intermédiaires un rôle dirigeant, par exemple dans une grande ville comptant un nombre assez considérable de membres. D'une façon générale cette sorte de décentralisation doit être évitée.

§45. Les grandes unités du Parti (circonscriptions) sont constituées par les organisations locales du Parti: par les «groupes locaux» de campagnes et des petites villes et par les «districts» ou «rayons» des différents quartiers des grandes villes.

Une organisation locale du Parti qui, dans des conditions légales, n'est plus en mesure de tenir des réunions générales de ses membres, doit être dissoute ou divisée.

Dans les organisations locales du Parti, les membres doivent être répartis en vue du travail quotidien du Parti dans les différents groupes de travail. Dans les organisations plus grandes, il peut être utile de réunir ces groupes de travail en différents groupes collectifs. Dans un même groupe collectif, il faut, en règle générale, inclure tous les membres qui, à leur poste de travail ou d'une façon générale dans leur existence quotidienne, se rencontrent et viennent le plus souvent en contact entre eux. Le groupe collectif a pour tâche de distribuer le travail général du Parti parmi les différents groupes de travail, de recevoir les rapports des préposés, de former des candidats pour le Parti dans leur milieu, etc.

§46. Le Parti dans son ensemble, est sous la direction de l'IC Les directives et résolutions de la direction internationale dans les questions intéressant les partis adhérents sont adressées:

1) ou bien à la direction centrale générale du Parti, ou 2) par l'intermédiaire de la direction centrale, ou comité dirigeant telle ou telle action spéciale ou, enfin 3) à toutes les organisations du Parti.

Les directives et les décisions de l'Internationale sont obligatoires pour le Parti et aussi, cela va sans dire pour chacun de ses membres.

§47. Le Comité Central du Parti (conseil central ou commission) est responsable devant le congrès du Parti et devant la direction de l'IC Le Petit Comité central, ainsi que le Comité complet ou élargi, le conseil ou la commission sont élus, en règle générale, par le congrès du Parti. Si le congrès du Parti le juge nécessaire, il peut charger la direction centrale d'élire dans son sein une direction étroite composée du Bureau politique et du Bureau d'organisation. La politique et les affaires courantes du Parti sont dirigées, sous la responsabilité de la direction étroite, par ces deux Bureaux. La direction étroite convoque régulièrement des réunions générales du Comité directeur pour prendre des décisions de grande importance et de haute portée. Afin de prendre connaissance de la situation politique générale avec tout le sérieux nécessaire et de connaître exactement la capacité d'action du Parti, d'en avoir une image exacte et claire, il est indispensable, aux élections à la direction centrale du Parti, de prendre en considération les propositions apportées par les différentes régions du pays. Pour la même raison, les opinions tactiques divergentes de caractère sérieux ne doivent pas être opprimées aux élections à la direction centrale. Au contraire, il faut faire en sorte que ces opinions divergentes soient représentées au Comité Directeur par leurs meilleurs défenseurs. La direction étroite doit cependant être cohérente dans ces conceptions et pour être ferme et assurée, elle ne doit pas se baser seulement sur son autorité propre, mais aussi sur une majorité solide évidente et nombreuse dans l'ensemble du Comité directeur.

Grâce à une constitution aussi large de sa direction centrale, le grand Parti légal aura bientôt assis son Comité Central sur la meilleure des bases: une discipline ferme et la

confiance absolue des membres; en outre, il pourra ainsi combattre et guérir les maladies et les faiblesses qui peuvent apparaître parmi les fonctionnaires; il pourra éviter également l'accumulation de ces sortes d'infections dans le Parti et la nécessité d'une opération, peut-être catastrophique, qui s'imposerait ensuite au congrès.

§48. Chaque Comité du Parti doit établir dans son sein une division du travail efficace afin de pouvoir mener effectivement le travail politique dans les différents domaines. Sous ce rapport, il peut apparaître nécessaire d'instituer, pour certains domaines, des directions spéciales (par exemple, pour la propagande, pour le service du journal, pour la lutte syndicale, pour l'agitation dans les campagnes, pour l'agitation parmi les femmes, pour la liaison, pour l'assistance révolutionnaire etc.). Les différentes directions spéciales sont soumises, ou bien à la direction centrale, ou au Comité régional du Parti. Le contrôle de l'activité, ainsi que le contrôle de la bonne composition de tous les comités subordonnés, appartient au comité régional du Parti et en dernier lieu à la direction centrale. Les membres employés au travail politique du Parti ainsi que les parlementaires sont directement soumis au Comité Directeur. Il peut apparaître utile de changer de temps à autre les occupations et le travail des camarades fonctionnaires du Parti (par exemple des rédacteurs, des propagandistes, des organisateurs, etc.) sans trop gêner le fonctionnement. Les rédacteurs et les propagandistes doivent participer pendant une période prolongée à l'action politique régulière du Parti dans un des groupes spéciaux de travail.

§49. La direction centrale du Parti ainsi que celle de l'IC sont en droit d'exiger à tout moment des informations complètes de toutes les organisations communistes, de leurs comités et de leurs différents membres. Les représentants et les délégués de la direction centrale doivent être admis à toutes les réunions et à toutes les séances avec voix consultative et avec droit de vote. La direction centrale du Parti doit constamment avoir à sa disposition des délégués (commissaires), afin de pouvoir instruire et informer les différentes directions régionales ou départementales non seulement par circulaires sur la politique et sur l'organisation, ou par correspondances, mais aussi oralement,

directement. Une commission de révision, composée de camarades éprouvés et instruits, doit fonctionner auprès de la direction centrale et aussi auprès de chaque direction régionale: cette commission doit exercer le contrôle sur les caisses et la comptabilité, et faire des rapports réguliers au grand comité (conseils ou commissions.)

Toute organisation ou tout organe du Parti, ainsi que tout membre, a le droit de communiquer à tout moment et directement à la direction centrale du Parti ou à l'Internationale ses désirs, initiatives, observations ou plaintes.

§50. Les directives et les décisions des organes dirigeants du Parti sont obligatoires pour les organisations subordonnées et pour les différents membres.

La responsabilité des organes dirigeants et leur devoir de se protéger contre les retards et les abus de la part des organisations dirigeantes ne peuvent être déterminés que formellement et en partie. Plus leur responsabilité formelle est petite, par exemple, dans les partis illégaux, et plus ils doivent chercher à connaître l'opinion du reste des membres du Parti, à se procurer des informations solides et régulières et à ne prendre de décisions propres qu'après mûre et sérieuse réflexion.

§51. Les membres du Parti doivent dans leur action publique agir toujours en membres disciplinés d'une organisation combattante. Lorsque des divergences d'opinion se produisent sur la manière la plus correcte d'agir, on doit décider sur ces divergences autant que possible avant l'action, au sein des organisations du Parti et n'agir qu'après avoir pris cette décision. Afin que toute décision du Parti soit appliquée avec énergie par toutes les organisations et par tous les membres, il faut appeler autant que possible les masses du Parti à la discussion et à la décision des différentes questions. Les organisations et les instances du Parti ont le devoir de décider si, sous quelle forme et dans quelle mesure, telle ou telle question peut être discutée par les différents camarades devant l'opinion publique du parti (dans la presse, dans des brochures). Mais, même si cette décision de l'organisation ou de la direction du Parti est erronée selon l'avis de certains membres, ceux-ci ne doivent jamais oublier dans leur action publique que la pire infraction disciplinaire et la faute la plus grave qu'on puisse commettre



pendant la lutte, c'est de rompre l'unité de front commun ou même de l'affaiblir.

C'est le devoir suprême de tout membre du Parti de défendre contre tous l'IC Celui qui oublie cela et qui, au contraire, attaque publiquement le Parti ou l'IC doit être traité comme un adversaire du Parti.

Les décisions de l'IC doivent être appliquées sans délai par les Partis adhérents, même au cas où des modifications correspondantes devront être faites aux statuts et aux décisions du Parti, conformément aux statuts.

## **8. La liaison du travail légal avec le travail illégal**

§53. Des variations fonctionnelles peuvent se produire selon les différentes phases de la révolution dans la vie courante d'un PC Mais, au fond il n'y a pas de différence essentielle dans la structure que doivent s'efforcer d'obtenir un parti légal et un parti illégal.

Le Parti doit être organisé de telle sorte qu'il puisse s'adapter promptement aux modifications des conditions de la lutte.

Le PC doit devenir une organisation de combat capable, d'une part, d'éviter, en champ ouvert, un ennemi en forces supérieures concentrées sur un point et, d'autre part, d'utiliser les difficultés de cet ennemi pour l'attaquer là où il s'y attend le moins. Ce serait la plus grande faute de se préparer exclusivement pour les soulèvements et les combats de rues ou pour les périodes de plus grande oppression. Les communistes doivent accomplir leur travail révolutionnaire préparatoire dans toutes les situations et être toujours prêts à la lutte, car il est souvent presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'éveil et d'accalmie; on ne pourrait profiter de cette prévision pour réorganiser le Parti parce que le changement est d'habitude trop rapide et arrive même souvent tout à fait par surprise.

§54. Les PC légaux des pays capitalistes n'ont d'ordinaire pas encore suffisamment compris comme étant leur tâche cette préparation en vue de soulèvements révolutionnaires en vue de combats en armes et en général en vue de la lutte illégale. On construit trop souvent l'organisation du Parti en vue d'une action légale prolongée, et selon les exigences des tâches légales quotidiennes.

Dans les partis illégaux, par contre, souvent on ne comprend pas assez qu'il faut utiliser les possibilités d'action légale et construire le Parti de telle sorte qu'il soit en liaison vivante avec les masses révolutionnaires. Les efforts du Parti ont tendance à devenir comme un travail de Sisyphe ou une conspiration impuissante.

Ce deux fautes, aussi bien celle du Parti illégal que celle du Parti légal, sont graves. Tout PC légal doit savoir se préparer, de la manière la plus énergique, à la nécessité d'une existence clandestine et être particulièrement armé en vue de soulèvements révolutionnaires. Et d'autre part, chaque PC illégal doit pouvoir utiliser toutes les possibilités du mouvement ouvrier légal pour devenir, par un travail politique intensif, l'organisateur et le véritable guide des grandes masses révolutionnaires. La direction du travail légal et du travail illégal doit être constamment unie entre les mains de la même direction centrale du Parti.

§55. Dans les Partis légaux, comme dans les Partis illégaux, le travail illégal est souvent conçu comme la fondation et l'entretien d'une organisation fermée, exclusivement militaire et isolée du reste de la politique et de l'organisation du Parti. Cette conception est parfaitement erronée. Dans la période prérévolutionnaire, la formation de notre organisation de combat doit au contraire être principalement le résultat de l'ensemble de l'action communiste du Parti. Le Parti dans son ensemble doit devenir une organisation de combat pour la révolution.

Les organisations révolutionnaires isolées, de caractère militaire, nées prématurément avant la révolution, montrent trop facilement une tendance à la dissolution et à la démoralisation, parce qu'elles manquent dans le parti, de travail immédiatement utile.

§56. Pour un Parti illégal, c'est une chose évidemment de la plus grande importance de toujours éviter à ses membres et ses organes d'être découverts; il faut donc éviter qu'ils soient livrés par des listes d'enregistrement, par des imprudences dans la distribution des matériaux et le versement des cotisations. Un Parti illégal ne doit donc pas se servir dans la même mesure qu'un Parti légal des formes ouvertes d'organisation pour des buts conspiratifs; il doit cependant s'appliquer à pouvoir le faire de plus en plus.

Toutes les mesures devront être prises pour empêcher des éléments douteux et peu sûrs de



pénétrer dans le Parti. Les moyens à employer dans ce but dépendent fortement du caractère du Parti, légal ou illégal, persécuté ou toléré, en voie de croissance ou dans la stagnation. Un moyen qui dans certaines circonstances a pu servir avec efficacité, c'est le système de candidature. Les personnes cherchant à être admises au Parti le sont d'abord comme candidats, sur présentation de deux membres du Parti et selon la façon dont elles s'acquittent des tâches qui leur sont confiées elles sont admises ou non comme membres du Parti.

La bourgeoisie enverra inévitablement des provocateurs et des agents dans les organisations illégales. Il faut mener contre eux une lutte constante et minutieuse: l'une des meilleures méthodes consiste à combiner adroitement l'action légale avec l'illégale. Un travail révolutionnaire légal d'une certaine durée est le meilleur moyen de se rendre compte du degré de confiance que mérite chacun, de sa conscience, de son courage, de son énergie, de sa ponctualité; on saura ainsi qui l'on peut charger d'un travail illégal correspondant le plus à ses capacités.

Un Parti illégal doit se préparer de mieux en mieux contre toute surprise (par exemple, en mettant en sûreté les adresses d'intermédiaires, en détruisant en règle générale les lettres, en conservant soigneusement à l'abri les documents nécessaires, en instruisant clandestinement les agents de liaison, etc.).

§57. Notre travail politique général doit être réparti de façon à ce que déjà avant le soulèvement révolutionnaire ouvert se développent et s'affermissent les racines d'une organisation de combat correspondant aux exigences de cette phase. Il est particulièrement important que dans son action la direction du PC ait constamment en vue ces exigences, qu'elle essaie dans la mesure du possible de se les représenter à l'avance. Elle ne peut certes pas s'en faire une idée exacte et claire, mais ce n'est pas une raison pour négliger le point de vue essentiel de la direction de l'organisation communiste.

Car si un changement fonctionnel survient dans le PC au moment du soulèvement révolutionnaire déclaré, le Parti le mieux organisé peut se trouver placé en face de problèmes extrêmement difficiles et compliqués. Il peut arriver qu'on soit obligé dans un intervalle de quelques jours de mobiliser le Parti

pour une lutte armée; de mobiliser non seulement le Parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et tout l'arrière-ban, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne saurait être question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite à l'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du Parti. Si donc notre Parti n'est pas préparé à l'avance par son organisation en vue de ce cas, la lutte la plus héroïque ne servira à rien.

§58. Dans des situations révolutionnaires, on a remarqué à plusieurs reprises que les directions centrales révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'organisation au degré inférieur, le prolétariat a pu montrer des qualités magnifiques pendant la révolution; mais dans son État-Major le désordre, le chaos et l'impuissance règnent le plus souvent. Il y manque parfois même la plus élémentaire division du travail, le service d'information est le plus souvent si mauvais qu'il présente plus d'inconvénients que d'utilité; le service de liaison ne mérite aucune confiance. Lorsqu'on a besoin de poste secrète, de transport, d'abris, d'imprimerie clandestine, on ne les obtient ordinairement que par suite d'un hasard heureux. Toute provocation de la part de l'ennemi organisé a une chance de réussir.

Et il n'en saurait être autrement, si le Parti révolutionnaire qui a la direction ne s'est pas organisé à l'avance. Ainsi par exemple, la surveillance et la découverte de la police politique exigent une expérience spéciale; un appareil pour la liaison secrète ne peut fonctionner avec promptitude et sûreté que s'il a un long entraînement. Dans tous ces domaines de l'activité révolutionnaire spéciale, tout PC légal doit faire des préparations secrètes, si minimes soient-elles.

En grande partie, dans ce domaine aussi, l'appareil nécessaire peut être développé par une action tout à fait légale, si l'on veille pendant le fonctionnement de cet appareil à ce qu'on puisse immédiatement le transformer en appareil illégal. Ainsi par exemple, l'organisation chargée de la distribution, exactement réglée, des tracts légaux, des publications et des lettres peut être transformée en appareil secret de liaison (service de courriers, postes secrètes, logements secrets, transports conspiratifs, etc.).

§59. L'organisateur communiste doit voir à l'avance tout membre du Parti et tout militant révolutionnaire dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat, pendant l'époque de la révolution. Ainsi il peut l'appliquer à l'avance, dans le noyau dont il fait partie, au travail correspondant le mieux à son poste et à son service futurs. Son action actuelle

doit toutefois constituer un service utile en soi et nécessaire à la lutte présente, et non pas seulement un exercice, que l'ouvrier pratique ne comprendrait pas immédiatement; mais cette activité est en partie aussi un exercice en vue des exigences les plus essentielles de la lutte finale de demain.

# Thèses pour la propagande parmi les femmes

## Principes généraux

§1. Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC, conjointement avec la 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes, confirme l'opinion du 1<sup>e</sup> et du 2<sup>e</sup> Congrès relativement à la nécessité pour tous les PC d'Occident et d'Orient de renforcer le travail parmi le prolétariat féminin, et en particulier l'éducation communiste des grandes masses des ouvrières qu'il faut entraîner dans la lutte pour le pouvoir des soviets ou pour l'organisation de la République Ouvrière Soviétique.

Pour la classe ouvrière du monde entier et par conséquent pour les ouvrières, la question de la dictature du prolétariat devient primordiale.

L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productives ne peuvent plus se développer dans le cadre du régime capitaliste. L'impuissance de la bourgeoisie à faire renaître l'industrie, la misère grandissante des masses laborieuses, le développement de la spéculation, la décomposition de la production, le chômage, l'instabilité des prix, la cherté de la vie disproportionnée aux salaires, provoquent une recrudescence de la lutte de classes dans tous les pays. Dans cette lutte, Il est surtout question de savoir qui doit organiser la production d'une poignée de bourgeois et d'exploiteurs, sur les bases du capitalisme et de la propriété privée, ou de la classe des vrais producteurs, sur la base communiste.

La nouvelle classe montante, la classe des vrais producteurs, doit, conformément aux lois du développement économique, prendre en

main l'appareil de production et créer les nouvelles formes économiques. C'est ainsi seulement qu'on pourra donner leur développement maximum aux forces productrices que l'anarchie de la production capitaliste empêche de donner tout le rendement dont elles sont capables.

Tant que le pouvoir est entre les mains de la classe bourgeoise, le prolétariat est impuissant à rétablir la production.

Aucune réforme, aucune mesure, proposées par les gouvernements démocratiques ou socialistes des pays bourgeois ne seront capables de sauver la situation et d'alléger les souffrances insurmontables des ouvriers, car ces souffrances sont un effet naturel de la ruine du système économique capitaliste et persisteront tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat permettra à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et de s'assurer ainsi la possibilité de rétablir l'économie dans son propre intérêt.

Pour avancer l'heure de la rencontre décisive du prolétariat avec le monde bourgeois expirant, la classe ouvrière doit se conformer à la tactique ferme et intransigeante préconisée par la 3<sup>e</sup> Internationale. La réalisation de la dictature du prolétariat doit être à l'ordre du jour. C'est là le but qui doit définir les méthodes d'action et la ligne de conduite du prolétariat des deux sexes.

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les États capitalistes et que la construction du communisme est la tâche

actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que sans l'appui des PC, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

§2. L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment avec une force particulière l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communisme; il l'exige dans la mesure où la ruine économique mondiale devient de plus en plus intense et intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que devant le peuple laborieux de la Russie Soviétique se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

§3. Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les PC doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Église et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle l'inconscience des masses féminines a joué un si triste rôle, doit servir d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la République Soviétique a montré à l'œuvre combien est essentielle la participation de l'ouvrière et de la paysanne tant à la défense de la République pendant la guerre civile que dans tous les domaines de l'organisation soviétique. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République Soviétique, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes les formes de la contre-révolution, du sabotage, etc.

L'expérience de la République Ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des PC: étendre l'influence du Parti et du communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays, au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes, pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

§4. En imposant aux PC d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la Société travaillieuse; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste

et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera plus en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

§5. Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions «spécialement féminines»; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du PC et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

§6. La lutte de la femme contre sa double oppression: le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétique sous le drapeau de la 2<sup>e</sup> Internationale.

§7. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la 2<sup>e</sup> Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines

dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales 2 et 2½ et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la 2<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale 2½, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'IC et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'IC

Les femmes doivent encore se rappeler que la 2<sup>e</sup> Internationale n'a même pas essayé de créer un organisme destiné à la lutte pour l'affranchissement total de la femme. L'union internationale des femmes socialistes, dans la mesure où elle existe, a été établie en dehors du cadre de la 2<sup>e</sup> Internationale, sur la propre initiative des ouvrières.

La 2<sup>e</sup> Internationale a formulé clairement, dès son premier congrès en 1919, son attitude sur la question de la participation des femmes à la lutte pour la dictature du prolétariat. C'est sur son initiative et avec sa participation que fut convoquée la première conférence des femmes communistes et qu'en 1920 fut fondé le secrétariat international pour la propagande parmi les femmes, avec représentation permanente au CEIC. Le devoir des ouvrières conscientes de tous les pays est de rompre avec la 2<sup>e</sup> Internationale et avec l'Internationale 2½ et de soutenir fermement la politique révolutionnaire de l'IC

§8. L'appui que donneront à l'IC les ouvrières et les employées doit se manifester tout d'abord par leur entrée dans les rangs des PC de leurs pays. Dans les pays et dans les Partis où la lutte entre la 3<sup>e</sup> et la 2<sup>e</sup> Internationales n'est pas encore terminée, le devoir des ouvrières est de soutenir de toutes leurs forces le parti ou le groupe qui suit la politique de l'IC et de lutter impitoyablement contre tous les éléments hésitants ou ouvertement traîtres, sans tenir compte d'aucune autorité. Les femmes prolétaires conscientes luttant pour leur affranchissement ne doivent pas rester dans un parti non affilié à l'IC

Tout adversaire de la 2<sup>e</sup> Internationale est un ennemi de l'affranchissement de la femme.

Chaque ouvrière consciente d'Occident et d'Orient doit se ranger sous le drapeau révolutionnaire de l'IC. Toute hésitation des femmes du prolétariat à briser avec les groupements opportunistes ou avec les autorités reconnues, retarde les conquêtes du prolétariat sur le champ de bataille de la guerre civile, qui prend le caractère d'une guerre civile mondiale.

## **Méthodes d'action parmi les femmes**

Partant des principes ci-dessus indiqués, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC établit que le travail parmi le prolétariat féminin doit être mené par les PC de tous les pays sur les bases suivantes:

1. Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, conseils des anciens des usines, etc.)

2. Se rendre compte de l'importance qu'il y a à faire participer activement les femmes à toutes les branches de la lutte du prolétariat (y compris sa défense militaire), de l'édification des nouvelles bases sociales, de l'organisation de la production et de l'existence selon les principes communistes.

3. Reconnaître la maternité comme une fonction sociale, prendre et appliquer toutes mesures nécessaires à la défense de la femme dans sa qualité de mère.

Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC reconnaît la nécessité pour le PC d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former dans tous les PC des organes spéciaux chargés de ce travail.

En cela le Congrès est guidé par les considérations suivantes:

- 1) l'asservissement familial de la femme non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétique, dans la phase de transition du capitalisme au communisme.

- 2) la grande passivité et l'état politique arriéré des masses féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille.

- 3) les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.

Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des Sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, à commencer par le Comité Central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. Cette décision est obligatoire pour tous les Partis adhérant à l'IC.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC indique comme tâches des PC à accomplir par l'intermédiaire des Sections pour le travail parmi les femmes:

1. Eduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les rangs du Parti.

2. Combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes.

3. Affermir la volonté de l'ouvrière en l'utilisant dans la guerre civile sous toutes ses formes et aspects, éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage), à l'organisation de l'économie communiste et de l'existence en général dans les républiques soviétiques.

4. Mettre à l'ordre du jour du Parti et des institutions législatives les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère.

5. Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.

Tout le travail des Sections féminines devra être fait sous la direction immédiate et sous la responsabilité des comités du Parti.

Parmi les membres de la commission ou de la direction des Sections devront figurer aussi, dans la mesure du possible, des camarades communistes hommes.

Toutes les mesures et toutes les tâches qui s'imposent aux commissions et aux Sections des

ouvrières devront être réalisées par elles, d'une manière indépendante, mais dans les pays des Soviets par l'intermédiaire des organes économiques ou politiques respectifs (Sections des Soviets, Commissariats, Commissions, Syndicats, etc.) et dans les pays capitalistes avec l'aide des organes correspondants du prolétariat (syndicats conseils, etc.).

Partout où des PC ont une existence légale ou semi-légale, ils doivent former un appareil illégal pour le travail parmi les femmes. Cet appareil doit être subordonné et adapté à l'appareil illégal du parti dans son ensemble. Là, comme dans l'appareil légal, chaque Comité doit comprendre une camarade, chargée de diriger la propagande illégale parmi les femmes.

Dans la période actuelle, les syndicats professionnels et de production doivent être pour les PC le terrain fondamental du travail parmi les femmes, tant pour les pays où la lutte pour le renversement du joug capitaliste n'est pas encore terminée que dans les républiques ouvrières soviétiques.

Le travail parmi les femmes doit être mené dans l'esprit suivant: unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des Sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le Parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.

## **Le travail politique du Parti parmi les femmes dans les pays de régime soviétique**

Le rôle des Sections dans les républiques soviétiques consiste à éduquer les masses féminines dans l'esprit du communisme en les entraînant dans les rangs du PC; il consiste encore à développer l'activité, l'initiative de la femme en l'attirant dans le travail de construction du communisme et en en faisant un ferme défenseur de l'IC

Les Sections doivent par tous les moyens faire participer la femme à toutes les branches de l'organisation soviétique, depuis la défense militaire de la République jusqu'aux plans économiques les plus compliqués.

Dans la République Soviétique, les Sections doivent veiller à l'application des décisions du 3<sup>e</sup>

Congrès des Soviets concernant la participation des ouvrières et des paysannes à l'organisation et à la construction de l'économie nationale, ainsi qu'à tous les organes dirigeants et administratif, contrôlant et organisant la production.

Par l'intermédiaire de leurs représentants et par les organes du Parti, les Sections doivent collaborer à l'élaboration de nouvelles lois et à la modification de celles qui doivent être transformées en vue de l'affranchissement réel de la femme. Les Sections doivent faire preuve d'initiative particulière pour le développement de la législation protégeant le travail de la femme et des mineurs.

Les Sections doivent entraîner le plus grand nombre possible d'ouvrières et de paysannes dans les campagnes pour l'élection des Soviets et veiller à ce que parmi les membres de ceux-ci et des Comités Exécutifs soient aussi élues des ouvrières et des paysannes.

Les Sections doivent favoriser le succès de toutes les campagnes politiques et économiques menées par le Parti.

C'est encore le rôle des Sections de veiller au perfectionnement et à la spécialisation du travail féminin par l'expansion de l'enseignement professionnel, en facilitant aux ouvrières et aux paysannes l'accès des établissements correspondants.

Les Sections veilleront à l'entrée des ouvrières dans les commissions pour la protection du travail fonctionnant dans les entreprises et au renforcement de l'activité des commissions de secours et de protection de la maternité et de l'enfance.

Les Sections faciliteront le développement de tout le réseau d'établissements publics comme orphelinats, blanchisseries, ateliers de réparations, institutions d'existence sur les nouvelles bases communistes, allégeront pour les femmes le fardeau de l'époque de transition, amèneront leur indépendance matérielle et feront de l'esclave domestique et familial la libre collaboratrice du créateur des nouvelles formes de vie.

Les Sections devront faciliter l'éducation des femmes membres des syndicats dans l'esprit du communisme par l'intermédiaire des organisations pour le travail parmi les femmes, constituées par les fractions communistes des syndicats.



Les Sections veilleront à ce que les ouvrières assistent régulièrement aux réunions des déléguées d'usines et de fabriques.

Les Sections répartiront systématiquement les déléguées du Parti comme stagiaires dans les différentes branches de travail: soviets, économie nationale, syndicats.

## **Dans les pays capitalistes**

Les tâches immédiates des commissions pour le travail parmi les femmes sont déterminées par les conditions objectives. D'une part: la ruine de l'économie mondiale, l'aggravation prodigieuse du chômage, ayant pour conséquences particulières la diminution de la demande de main-d'œuvre féminine et l'augmentation de la prostitution, de la cherté de la vie, de la crise du logement, de la menace de nouvelles guerres impérialistes; d'autre part: les incessantes grèves économiques dans tous les pays, les tentatives renouvelées de soulèvement armé du prolétariat, l'atmosphère de plus en plus étouffante de la guerre civile s'étendant sur le monde entier, tout cela apparaît comme le prologue de l'inévitable révolution sociale mondiale.

Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du PC, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes coalitionnistes.

Les commissions veilleront, non seulement à ce que les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations ouvrières de lutte de classes, en combattant toute séparation et toute particularisation de l'ouvrière, mais encore à ce que les ouvrières soient élues à l'égal des ouvriers dans les organes dirigeants des syndicats et des coopératives.

Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du PC, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme, et en opposant au parlementarisme le régime soviétique.

Les commissions devront aussi veiller à ce que les ouvrières, les employées et les paysannes prennent une part active et consciente aux élections des soviets révolutionnaires, économiques et politiques de délégués ouvriers. Elles s'efforceront d'éveiller l'activité politique chez les ménagères et de propager l'idée des Soviets particulièrement parmi les paysannes.

Les commissions consacreront la plus grande attention à l'application du principe «à travail égal, salaire égal».

Les commissions devront entraîner les ouvrières dans cette campagne par des cours gratuits et accessibles à tous et de nature à relever la valeur de la femme.

Les commissions doivent veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.

Mais tout en participant aux institutions législatives, municipales et aux autres organes de l'État bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les commissions doivent dans les Parlements et dans les municipalités rester en contact étroit dans les fractions communistes et délibérer en commun sur tous les projets relatifs aux femmes. Les commissions devront expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés, le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants, en groupant les forces des ouvrières sur les questions de l'amélioration réelle de l'existence de la classe ouvrière, questions soulevées par le Parti.

Les commissions devront favoriser l'entraînement dans le PC des ouvrières, membres des syndicats, et les fractions communistes de ces derniers devront détacher dans ce but des organisateurs pour le travail parmi les femmes agissant sous la direction du Parti et les Sections locales.

Les commissions d'agitation parmi les femmes devront diriger leur propagande de telle



sorte qu'elles obtiennent que les femmes prolétaires répandent dans les coopératives l'idée du communisme et, en pénétrant dans la direction de ces coopératives, arrivent à les influencer et à les gagner, étant donné que ces organisations auront une très grande importance comme organes de répartition pendant et après la révolution. Tout le travail des commissions doit tendre vers ce but unique: le développement de l'activité révolutionnaire des masses afin de hâter la révolution sociale.

## **Dans les pays économiquement arriérés (l'Orient)**

Le PC de concert avec les Sections doit obtenir dans les pays à faible développement industriel la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de la femme dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations de la classe ouvrière.

Les Sections et les commissions doivent lutter contre les préjugés, les mœurs et les habitudes religieuses pesant sur la femme et mener la propagande parmi les hommes aussi.

Le PC et ses Sections ou commissions doivent appliquer les principes de l'égalité des droits de la femme dans l'éducation des enfants, dans les rapports familiaux et dans la vie publique.

Les Sections chercheront appui pour leur travail avant tout dans la masse des ouvrières travaillant à domicile (petite industrie), des travailleuses des plantations de riz, de coton et autres, en favorisant la formation partout où elle est possible (et en premier lieu parmi les peuples de l'Orient vivant dans les confins de la Russie Soviétique), d'ateliers corporatifs, de coopératives de petite industrie, et en facilitant ainsi partout l'entrée des ouvrières des plantations dans les syndicats.

Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays. Les commissions doivent donc favoriser le développement des écoles pour adultes et pour enfants et en rendre l'accès facile aux femmes. Dans les pays bourgeois, les commissions doivent mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.

Partout où il est possible de le faire, les Sections et les commissions doivent mener la propagande à domicile, elles doivent organiser

des clubs d'ouvrières et y attirer celle-ci, et en général les éléments féminins les plus arriérés. Les clubs doivent être des foyers de culture et d'instruction et des organisations modèles montrant ce que peut faire la femme pour son propre affranchissement et son indépendance (organisation de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles primaires pour adultes, etc.).

Chez les peuples menant une vie nomade il faudra organiser des clubs ambulants.

Les Sections doivent, de concert avec les Partis, dans les pays de régime soviétique, contribuer à faciliter la transition de la forme économique capitaliste à la forme de production communiste, en plaçant l'ouvrière devant cette réalité évidente que l'économie domestique et la famille, telles qu'elles étaient jusqu'à présent, ne peuvent que l'asservir tandis que le travail collectif la libérera.

Parmi les peuples orientaux vivant en Russie Soviétique, les Sections doivent veiller à ce que soit appliquée la législation soviétique égalisant la femme dans ses droits par rapport à l'homme et défendant ses intérêts. Dans ce but, les Sections doivent faciliter aux femmes l'accès aux fonctions de jurés dans les tribunaux populaires.

Les Sections doivent également faire participer la femme aux élections aux Soviets, et veiller à ce que les ouvrières et les paysannes entrent dans les Soviets et les Comités Exécutifs.

Le travail parmi le prolétariat féminin de l'Orient doit être mené sur la plate-forme de la lutte de classes. Les Sections révéleront l'impuissance des féministes à trouver une solution aux différentes questions de l'affranchissement de la femme; elles utiliseront les forces intellectuelles féminines (par ex. les institutrices) pour répandre l'instruction dans les pays soviétiques de l'Orient. Tout en évitant les attaques grossières et sans tact aux croyances religieuses et aux traditions nationales, les Sections et les commissions travaillant parmi les femmes de l'Orient, devront nettement lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits.

Toute l'organisation des ouvrières doit être basée, en Orient tout comme en Occident, non pas sur la défense des intérêts nationaux, mais sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.

La question du travail parmi les femmes d'Orient, étant de grande importance et en même temps présentant un nouveau problème pour les PC, doit être détaillée par une instruction spéciale sur les méthodes de travail parmi les femmes de l'Orient, appropriées aux conditions des pays orientaux. L'instruction sera adjointe aux thèses.

## **Méthodes d'agitation et de propagande**

Pour accomplir la mission fondamentale des Sections, c'est-à-dire l'éducation communiste des grandes masses féminines du prolétariat et le renforcement des cadres des champions du communisme, il est indispensable que tous les PC d'Orient et d'Occident s'assimilent le principe fondamental du travail parmi les femmes, qui est celui-ci :

«Agitation et propagande par le fait».

Agitation par le fait veut dire avant tout : action pour éveiller l'initiative de l'ouvrière, détruire son manque de confiance en ses propres forces et, en l'entraînant au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, pour lui apprendre à comprendre par la réalité que toute conquête du Parti

Communiste, toute action contre l'exploitation capitaliste, est un progrès soulageant la situation de la femme. «De la pratique à l'action, à la reconnaissance de l'idéal du communisme et de ses principes théoriques», telle est la méthode avec laquelle les PC et leurs Sections féminines devront aborder les ouvrières.

Pour être réellement des organes d'action et pas seulement de propagande orale, les Sections féminines doivent s'appuyer sur les noyaux communistes des entreprises et des ateliers et charger, dans chaque noyau communiste, un organisateur spécial du travail parmi les femmes de l'entreprise ou de l'atelier.

Avec les syndicats, les Sections devront entrer en rapports par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs organisateurs, désignés par la fraction communiste du syndicat et menant leur travail sous la direction des Sections.

La propagande de l'idée communiste par le fait consiste, dans la Russie des Soviets, à faire entrer l'ouvrière, la paysanne, la ménagère et l'employée dans toutes les organisations soviétiques, en commençant par l'armée et la

milice et en finissant par toutes les institutions visant à l'affranchissement de la femme : alimentation publique, éducation sociale, protection de la maternité, etc. Une tâche particulièrement importante, c'est la restauration économique sous toutes ses formes, à laquelle il faut entraîner l'ouvrière.

La propagande par le fait dans les pays capitalistes tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes, qui trempent et élèvent la volonté et la conscience révolutionnaires, dans toutes les formes du travail politique, dans le travail illégal (particulièrement dans les services de liaison) dans l'organisation des samedis et des dimanches communistes, par lesquels les ouvrières sympathisantes, les employées apprendront à se rendre utiles au Parti, par le travail volontaire.

Le principe de la participation des femmes à toutes les campagnes politiques, économiques ou morales entreprises par le PC sert également le but de la propagande par le fait. Les organes de propagande parmi les femmes auprès des PC doivent étendre leur activité dans des catégories de plus en plus nombreuses de femmes socialement exploitées et enchaînées dans les pays capitalistes et, parmi les femmes des États soviétiques affranchir leur esprit enchaîné par des superstitions et des survivances du vieil ordre social. Ils devront s'attacher à tous les besoins et à toutes les souffrances, à tous les intérêts et à toutes les revendications par lesquelles les femmes se rendront compte que le capitalisme devra être écrasé comme leur ennemi mortel et que les voies doivent être frayées au communisme, leur libérateur.

Les Sections doivent mener méthodiquement leur agitation et leur propagande par la parole, en organisant des réunions dans les ateliers et des réunions publiques soit pour les ouvrières et employées de différentes branches d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes branches, par quartiers, rayons de la ville, etc.

Les Sections doivent veiller à ce que les fractions communistes des syndicats, des associations ouvrières, des coopératives élisent des organisateurs et agitateurs spéciaux pour faire le travail communiste dans les masses féminines des syndicats, coopératives, associations. Les Sections doivent veiller à ce

que dans les États Soviétiques, les ouvrières soient élues aux conseils d'industrie et à tous les organes chargés de l'administration, du contrôle et de la direction de la production. Bref, les ouvrières doivent être élues à toutes les organisations qui, dans les pays capitalistes, servent aux masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la conquête de pouvoir politique ou, dans les États Soviétiques, servent à la défense de la dictature du prolétariat et à la réalisation du communisme.

Les Sections doivent déléguer des femmes communistes éprouvées dans les industries, les plaçant comme ouvrières ou comme employées là où un grand nombre de femmes travaillent, comme cela est pratiqué en Russie Soviétique; on installe aussi ces camarades dans de grandes circonscriptions et centres prolétariens.

Suivant l'exemple du PC de la Russie Soviétique, qui organise des réunions de délégués et des conférences de déléguées sans parti, lesquelles ont toujours un succès considérable, les Sections féminines des pays capitalistes doivent organiser des réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de toutes sortes, paysannes, ménagères, réunions qui s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses et qui doivent élire des comités ad-hoc, approfondir les questions soulevées en contact permanent avec leurs mandataires et les Sections féminines du parti. Les Sections doivent envoyer leurs orateurs prendre part aux discussions dans les réunions des partis hostiles au communisme.

La propagande et l'agitation au moyen des réunions et d'autres institutions semblables doivent être complétées par une agitation méthodique et prolongée poursuivie dans les foyers. Toute communiste chargée de cette besogne devra visiter tout au plus dix femmes à domicile, mais elle devra le faire régulièrement, au moins une fois par semaine et à chaque action importante des PC et des masses prolétariennes.

Les Sections doivent créer et répandre une littérature simple, convenable, de brochures et feuilles volantes de nature à exhorter et à grouper les forces féminines.

Les Sections doivent veiller à ce que les femmes communistes utilisent de la manière la plus active toutes les institutions et moyens d'instruction du Parti. Afin d'approfondir la conscience et de tremper la volonté des communistes encore retardataires et des

femmes laborieuses s'éveillant à l'activité, les Sections doivent les inviter aux cours et discussions du Parti. Des cours séparés, des soirées de lecture et de discussion pour les ouvrières seules, peuvent être organisés seulement en cas d'exception.

Afin de développer l'esprit de camaraderie entre ouvrières et ouvriers, il est désirable de ne point créer de cours et d'écoles spéciales pour les femmes communistes; dans chaque école du Parti, il doit obligatoirement y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes. Les Sections ont le droit de déléguer un certain nombre de leurs représentantes aux cours généraux du Parti.

## Structure des Sections

Des commissions pour le travail parmi les femmes seront organisées auprès des comités régionaux et de district et enfin auprès du Comité Central du Parti.

Chaque pays décide lui-même des membres de la Section. C'est de même au parti des différents pays qu'est donnée la liberté de fixer selon les circonstances le nombre des membres de la Section appointés par le Parti.

La directrice de la Section devra être en même temps membre du Comité local du Parti. Au cas où ce cumul ne se rencontrerait pas, elle devra assister à toutes les séances du Comité avec voix délibérative sur les questions concernant la Section des femmes, et voix consultative sur toutes les autres questions.

Outre les tâches générales énumérées ci-dessous, incombant aux Sections et aux commissions locales, elles seront chargées des fonctions suivantes: maintien de la liaison entre les différentes Sections de la région et avec la Section centrale, réunions d'information sur l'activité des Sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes Sections de la région et avec la Section centrale, réunions d'information sur l'activité des Sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes Sections, fourniture de littérature à la région ou province; distribution des forces d'agitation, mobilisation des forces du Parti pour le travail parmi les femmes; convocation au moins deux fois par an de conférences régionales des femmes communistes, des représentantes des Sections à raison de une à deux par Section,

enfin organisation de conférence d'ouvrières et de paysannes sans-parti.

Les Sections régionales (de province) se composent de cinq à sept membres, les membres du Bureau sont nommés par le Comité correspondant du Parti sur présentation de la directrice de la Section; celle-ci est élue de même que les autres membres du comité de district ou de province à la conférence correspondante du Parti.

Les membres des Sections ou des commissions sont élues à la conférence générale de la ville, du district ou de la province, ou encore sont nommées par les Sections respectives en contact avec le Comité du Parti. La commission Centrale pour le travail parmi les femmes se compose de 2 à 5 membres dont une au moins est payée par le Parti.

Outre toutes les fonctions énumérées plus haut pour les Sections régionales, la Commission centrale aura encore les tâches suivantes: instructions à donner aux localités et à leurs militantes; contrôle du travail des Sections, répartition, en contact avec les organes correspondants du Parti, des forces menant le travail parmi les femmes, contrôle par l'intermédiaire de leur représentant ou de leur chargé de pouvoir des conditions et du développement du travail féminin sur la base des transformations juridiques ou économiques nécessaires dans la situation de la femme; participation des représentants, des chargés de pouvoir, aux commissions spéciales étudiant l'amélioration de l'existence de la classe ouvrière, de la protection du travail, de l'enfance, etc.; publication d'une «feuille» centrale et rédaction de journaux périodiques pour les ouvrières; convocation au moins une fois par an des représentantes de toutes les Sections provinciales, organisation d'excursions de propagande à travers tout le pays, envoi d'instructeurs du travail parmi les femmes; entraînement des ouvrières à participer dans toutes les Sections à toutes les campagnes politiques et économiques du Parti; liaison permanente avec le secrétariat international des femmes communistes et célébration annuelle de la journée internationale de l'ouvrière.

Si la directrice de la Section des femmes auprès du Comité Central n'est pas membre de ce Comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances avec voix délibérative sur les questions concernant la Section, avec voix consultative sur

toutes les autres. Elle est ou bien nommée par le Comité Central du Parti ou bien élue au congrès général de ce dernier. Les décisions et les arrêts de toutes les commissions doivent être confirmés par le Comité respectif du Parti.

## **Le travail à l'échelle internationale**

La direction du travail des PC de tous les pays, la réunion des forces ouvrières, la solution des tâches imposées par l'IC et l'entraînement des femmes de tous les pays et de tous les peuples dans la lutte révolutionnaire pour le Pouvoir des Soviets et la dictature de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, incombent au secrétariat international féminin auprès de l'IC

Le nombre des membres de la Commission Centrale et le nombre des membres avec voix délibérative sont fixés par le Comité Central du Parti.



# Résolution concernant les relations internationales des femmes communistes et le Secrétariat Féminin de l'IC

La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes propose aux PC de tous les pays d'Occident et d'Orient de faire élire par leur Section Centrale Féminine, suivant les directives de la 3<sup>e</sup> Internationale, des correspondantes internationales. Le rôle de la correspondante de chaque PC est, comme les «directives» l'indiquent, d'entretenir des rapports réguliers avec les correspondantes internationales des autres pays ainsi qu'avec le Secrétariat International Féminin de Moscou qui est l'organe de travail de l'Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale. Les PC doivent fournir aux correspondantes internationales tous les moyens techniques et toutes les possibilités de communiquer entre elles, et avec le Secrétariat de Moscou. Les correspondantes internationales se réunissent une fois tous les six mois pour délibérer et échanger des vues avec les représentants du Secrétariat Féminin International. Cependant, en cas de nécessité, ce dernier peut réunir cette conférence en tout temps.

Le Secrétariat International Féminin accomplit, d'accord avec le CEIC, et en contact étroit avec les correspondantes internationales des différents pays, les tâches fixées par les «directives». Ce qu'il doit surtout faire, c'est hâter, dans chaque pays, par le conseil et l'action, le développement du mouvement

féminin communiste — encore faible — et donner une direction unique au mouvement féminin de tous les pays d'Occident et d'Orient, provoquer et orienter sous la direction et avec l'appui énergique des communistes, des actions nationales et internationales de nature à intensifier et à étendre sous la poussée des femmes la lutte révolutionnaire du prolétariat. Le Secrétariat Féminin International de Moscou devra s'adjoindre en Occident un organe auxiliaire afin de s'assurer une liaison plus étroite et plus régulière avec les mouvements communistes féminins de tous les pays. Cet organe aura à faire les travaux préparatoires et supplémentaires pour le Secrétariat International, c'est-à-dire qu'il sera purement exécutif, et n'aura pas le droit de décider quoi que ce soit. Il est lié par les décisions et les indications du Secrétariat Général de Moscou et de l'Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale. Avec l'organe auxiliaire de l'Europe Occidentale, doit collaborer au moins une représentante du Secrétariat Général.

Pour autant que la constitution et le champ d'activité du Secrétariat ne sont pas fixés par les «directives», ces questions seront réglées par l'Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale d'accord avec le Secrétariat Féminin International, de même que la composition, la forme et le fonctionnement de l'organe auxiliaire.

# Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes

La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes tenue à Moscou déclare:

L'écroulement de l'économie capitaliste et de l'ordre bourgeois reposant sur cette économie, de même que le progrès de la révolution mondiale font de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et pour l'établissement de la dictature une nécessité de plus en plus vitale et impérieuse, pour le prolétariat de tous les pays où ce régime règne encore, un devoir qui ne pourra s'accomplir que lorsque les femmes laborieuses prendront part à cette lutte d'une manière consciente résolue et dévouée.

Dans les pays où le prolétariat a déjà conquis le pouvoir d'État et établi sa dictature sous la forme des Soviets, comme en Russie et en Ukraine, il ne sera pas à même de maintenir son pouvoir contre la contre-révolution nationale et internationale et de commencer l'édification du régime communiste libérateur, aussi longtemps que les masses ouvrières féminines n'auront pas acquis la conscience nette et inébranlable que la défense et l'édification de l'État doivent être aussi leur œuvre.

La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes propose par conséquent aux partis de tous les pays conformément aux principes et aux décisions de la 3<sup>e</sup> Internationale de se mettre à l'œuvre avec la plus grande énergie afin de réveiller les masses féminines, de les rassembler, de les instruire dans l'esprit du communisme, de les entraîner dans les rangs des PC, et de renforcer constamment et résolument leur volonté d'action et de lutte.

Pour que ce but soit atteint, tous les partis adhérant à la 3<sup>e</sup> Internationale doivent former dans tous leurs organes et institutions, à commencer par les plus inférieurs, jusqu'aux plus élevés, des Sections féminines présidées par un membre de la direction du parti, dont le but sera le travail d'agitation, d'organisation et

d'instruction parmi les masses ouvrières féminines, et qui auront leurs représentants dans toutes les formations administratives et directrices des partis. Ces Sections féminines ne forment pas des organisations séparées; elles ne sont que des organes de travail chargés de mobiliser et instruire les ouvrières en vue de la lutte pour la conquête du pouvoir politique, et aussi en vue de l'édification du communisme. Elles agissent dans tous les domaines et en tout temps sous la direction du parti, mais possèdent aussi la liberté de mouvement nécessaire pour appliquer les méthodes et formes de travail et pour créer les institutions qui sont réclamées par les caractères spéciaux de la femme et sa position particulière toujours subsistante dans la société et dans la famille.

Les organes féminins des PC doivent toujours avoir conscience, dans leur activité, du but de leur double tâche:

1. Entraîner des masses féminines toujours plus nombreuses, plus conscientes et plus fermement décidées dans la lutte de classe révolutionnaire de tous les opprimés et exploités contre le capitalisme et pour le communisme.

2. En faire après la victoire de la révolution prolétarienne, les collaboratrices conscientes et héroïques de l'édification communiste. Les organes féminins du PC doivent dans leur activité se rendre compte que les moyens d'agitation et d'instruction ne sont pas les discours et les écrits, mais qu'il faut également apprécier et utiliser comme les moyens les plus importants: la collaboration des femmes communistes organisées dans tous les domaines de l'activité — lutte et édification — des PC; la participation active des femmes ouvrières à toutes les actions et luttes du prolétariat révolutionnaire, aux grèves, aux insurrections générales, aux démonstrations de rue et révoltes à main armée.

# Résolution sur l'organisation de l'IC

Le CEIC doit être organisé de telle sorte qu'il puisse prendre position sur toutes les questions d'action du prolétariat. Dépasant les cadres des appels généraux tels qu'ils étaient lancés jusqu'à présent sur telle ou telle question en discussion, le CEIC doit de plus en plus chercher à trouver les moyens et les voies pour développer son initiative pratique quant à l'action commune des différentes Sections dans les questions internationales d'organisation et de propagande en discussion. L'IC doit devenir une Internationale de fait, une Internationale dirigeant les luttes communes et quotidiennes du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les conditions indispensables pour cela sont les suivantes:

§1. Les Partis adhérents à l'IC doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir le contact le plus étroit et le plus actif avec le CEIC; ils ne doivent pas seulement envoyer au sein de l'Exécutif les meilleurs représentants de leur pays, mais encore lui faire parvenir de façon permanente les informations les plus prudentes et les plus circonspectes, afin qu'il puisse prendre position en s'appuyant de documents et informations approfondis sur les problèmes politiques qui surgissent. Pour l'élaboration fructueuse de ces matériaux, l'Exécutif doit organiser des Sections spéciales pour les différentes branches. En outre, un Institut international d'Economie et de Statistique du mouvement ouvrier et du communisme doit être créé auprès de l'Exécutif.

§2. Les partis adhérents doivent entretenir les rapports les plus étroits pour leur information mutuelle et leur liaison organique, en particulier lorsque ces partis sont voisins et par suite également intéressés aux conflits politiques engendrés par les antagonismes capitalistes. Le meilleur moyen d'établir actuellement ces relations est l'envoi réciproque des résolutions des plus importantes conférences et l'échange général de militants bien choisis. Cet échange

doit devenir un usage permanent et immédiat de toute Section capable d'agir.

§3. L'Exécutif doit provoquer la fusion nécessaire de toutes les Sections nationales en un Parti international cohérent de propagande et d'action prolétariennes communes et pour cela publier en Europe Occidentale, dans les langues les plus importantes, une correspondance politique, à l'aide de laquelle l'idée communiste sera mise en valeur d'une manière de plus en plus claire et uniforme et qui, par une information fidèle et régulière, fournira aux différentes Sections la base d'une action énergique et simultanée.

§4. L'envoi de représentants autorisés dans les Sections permettra au CEIC d'appuyer par le fait la tendance à une véritable Internationale de la lutte quotidienne et commune du prolétariat de tous les pays. Ces représentants auront pour tâche d'informer l'Exécutif des conditions particulières dans lesquelles les PC ont à lutter dans les pays capitalistes ou coloniaux. Ils devront veiller ensuite à ce que ces partis conservent le contact le plus intime aussi bien avec l'exécutif qu'entre eux, afin d'augmenter la puissance d'attaque de l'un et des autres. L'Exécutif, de même que les Partis, devront veiller à ce que les rapports mutuels entre adhérents, tant personnels par camarades de confiance, que par correspondances écrites, deviennent plus fréquents et plus prompts de façon à pouvoir dans toutes les grandes questions politiques prendre une position unanime.

§5. Pour être en mesure de déployer une activité aussi considérablement accrue, l'Exécutif doit être fortement élargi. Les Sections auxquelles ce congrès a accordé 40 voix, ainsi que le CEIC de l'Internationale de la Jeunesse Communiste, auront chacun deux voix à l'Exécutif; les Sections qui ont eu 30 et 20 voix au Congrès en auront une. Le PC de Russie dispose comme par le passé de 5 voix. Les représentants des autres Sections ont voix consultative. Le président de



l'Exécutif est élu par le Congrès. L'Exécutif est chargé de désigner trois secrétaires, qui seront choisis autant que possible dans des Sections différentes. En outre, les membres délégués au CEIC par les différentes Sections sont obligés de prendre part comme rapporteurs à l'expédition du travail courant, soit en dirigeant la Section nationale correspondante, soit en se chargeant de l'étude de tel ou tel domaine. Les membres du Petit Bureau d'affaires sont élus par un vote spécial du C.E..

§6. Le siège de l'Exécutif est en Russie, premier État prolétarien. L'Exécutif, à l'effet de centraliser plus solidement la direction politique et organique de toute l'Internationale, devra toutefois chercher à étendre le cercle de son influence au moyen de conférences qu'il organisera hors de Russie.

# Résolution sur l'action de Mars et sur le PCU d'Allemagne

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial constate avec satisfaction que les résolutions les plus importantes, et particulièrement la partie de la résolution sur la tactique, concernant l'action ardemment discutée de mars, ont été adoptées à l'unanimité et que même les représentants de l'opposition allemande dans leur résolution sur l'action de mars se sont placés en fait sur un terrain identique à celui du Congrès.

Le Congrès y voit une preuve qu'un travail cohérent et une collaboration intime sur la base des décisions du 3<sup>e</sup> Congrès sont non seulement désirés, mais encore possibles au sein du PCU d'Allemagne. Le Congrès estime que tout morcellement des forces au sein du PCU d'Allemagne, toute formation de fractions, sans parler même de scission, constitue le plus grand danger pour l'ensemble du mouvement.

Le Congrès attend de la Direction Centrale et de la majorité du PCU d'Allemagne une attitude

tolérante à l'égard de l'ancienne opposition, pourvu qu'elle applique loyalement les décisions prises par le 3<sup>e</sup> Congrès; celui-ci est de plus persuadé que la Direction Centrale fera tout son possible pour réunir toutes les forces du Parti.

Le Congrès demande à l'ancienne opposition de dissoudre immédiatement toute organisation de fraction, de subordonner absolument et complètement sa fraction parlementaire à la Direction Centrale, de subordonner entièrement la Presse aux organisations respectives du Parti, de cesser immédiatement toute collaboration (dans des revues, etc.) avec Paul Levi, exclu du Parti et de l'IC

Le Congrès charge l'Exécutif de suivre attentivement le développement ultérieur du mouvement allemand et de prendre immédiatement les mesures les plus énergiques dans le cas de la moindre infraction à la discipline.

## Thèses sur la tactique du PC de Russie

### §1. *La situation internationale de la République Fédérative des Soviet de Russie.*

— La situation internationale de la FSFSR est caractérisée actuellement par un certain équilibre, lequel, tout en étant extrêmement instable, a cependant créé une conjoncture originale dans la politique universelle.

Cette originalité consiste en ce qui suit: d'une part, la bourgeoisie internationale est pleine d'une haine et d'une hostilité furieuse envers la Russie Soviétique et est prête à chaque instant à se précipiter pour l'étouffer. D'autre part, toutes les tentatives d'intervention armée, qui

ont coûté à cette bourgeoisie des centaines de millions de francs, se sont terminées par une complète faillite, bien que le Pouvoir des Soviets fût alors plus faible qu'aujourd'hui, et que les grands propriétaires et les capitalistes russes eussent des armées entières sur le territoire de la FSFSR. L'opposition contre la guerre avec la Russie Soviétique s'est extrêmement fortifiée dans tous les pays capitalistes, nourrissant le mouvement révolutionnaire du prolétariat et embrassant des masses très vastes de la démocratie petite-bourgeoise. La diversité d'intérêts existant entre les différents États

impérialistes s'est exaspérée et s'exaspère de jour en jour de façon plus profonde. Le mouvement révolutionnaire parmi les centaines de millions d'individus des populations opprimées de l'Orient s'accroît avec une force remarquable. En conséquence de toutes ces conditions, l'impérialisme international s'est trouvé hors d'état d'étouffer la Russie Soviétique, bien qu'il fût beaucoup plus fort qu'elle, et a été contraint pour le moment de la reconnaître ou de la presque reconnaître et d'entrer en tractations commerciales avec elle.

Le résultat a été un équilibre peut-être extrêmement branlant, extrêmement instable, mais un équilibre pourtant, permettant à la République Socialiste d'exister, pour un temps peu prolongé évidemment, dans son environnement capitaliste.

**§2. *Le rapport des forces sociales dans le monde entier*** — Sur la base de cet état de choses, le rapport des forces sociales dans le monde entier s'est établi de la façon suivante:

La bourgeoisie internationale, privée du moyen de mener une guerre déclarée contre la Russie Soviétique, reste dans l'expectative, guettant le moment où les circonstances lui permettront de reprendre cette guerre.

Le prolétariat des pays capitalistes avancés a déjà partout détaché en avant de lui une avant-garde en la personne des PC, qui grandissent, marchant sans relâche à la conquête de la majorité du prolétariat dans chaque pays, ruinant l'influence des anciens bureaucrates trade-unionistes et les sommets de la classe ouvrière américaine et occidentale corrompus par les privilèges impérialistes.

La démocratie petite-bourgeoise des États capitalistes, représentée dans sa partie avancée par les Internationales 2 et 2½, est actuellement le soutien principal du capitalisme, dans la mesure où son influence s'étend encore sur la majorité ou sur une partie considérable des ouvriers et des employés de l'industrie et du commerce, qui craignent, en cas de révolution, de perdre leur bien-être petit-bourgeois relatif, résultant des privilèges de l'impérialisme. Mais la crise économique grandissante empire partout la situation des masses, et cette circonstance, ajoutée à la fatalité de plus en plus évidente de nouvelles guerres impérialistes si le capitalisme subsiste, rend ce soutien de plus en plus branlant.

Les masses laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux, masses composant l'énorme majorité de la population du globe, ont été éveillées à la vie politique dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, grâce en particulier aux révolutions de Russie, de Turquie, de Perse et de Chine. La guerre impérialiste de 1914-18 et le Pouvoir des Soviets en Russie transforment définitivement ces masses en un facteur actif de la politique universelle, et de destruction révolutionnaire de l'impérialisme, quoique les petits-bourgeois éclairés d'Europe et d'Amérique s'obstinent toujours à ne pas le voir, et dans ce nombre, les leaders des Internationales 2 et 2½. L'Inde britannique est à la tête de ces pays, et là la révolution grandit d'autant plus rapidement que d'une part le prolétariat industriel et ferroviaire y devient plus considérable et que d'autre part devient plus sauvage la terreur exercée par les Anglais, lesquels recourent de plus en plus souvent même à des meurtres en masse (Amritsar), à des flagellations publiques, etc.

**§3. *Le rapport des forces sociales en Russie***. — La situation politique intérieure de la Russie Soviétique est déterminée par le fait que dans ce pays nous voyons, pour la première fois au cours de l'histoire universelle, l'existence, pendant plusieurs années, de deux classes seulement: le prolétariat éduqué pendant plusieurs dizaines d'années par une industrie mécanique très jeune, mais néanmoins moderne et grande, et la classe des petits paysans, composant l'énorme majorité de la population.

Les grands propriétaires fonciers et les grands capitalistes n'ont pas disparu en Russie. Mais ils ont été soumis à une complète expropriation, parfaitement défaits politiquement, en tant que classe, et leurs débris seulement se cachent parmi les employés gouvernementaux du pouvoir des Soviets. Leur organisation de classe ne s'est conservée qu'à l'étranger, sous la forme d'une émigration, qui compte vraisemblablement de un million et demi à deux millions d'hommes, et qui possède plus d'une demi-centaine de journaux quotidiens de tous partis bourgeois et «socialistes» (c'est-à-dire petits-bourgeois) ainsi que les débris d'une armée et de multiples liaisons avec la bourgeoisie internationale. Cette émigration travaille de toutes ses forces et par tous les moyens à ruiner le pouvoir des Soviets et à restaurer le capitalisme en Russie.

§4. *Le prolétariat et la classe paysanne en Russie.* — Étant donné cette situation intérieure, le prolétariat russe, en tant que classe dominante, doit se proposer principalement pour le moment de déterminer judicieusement et de réaliser les mesures indispensables pour diriger la classe paysanne, pour maintenir une alliance ferme avec elle, pour parcourir les nombreuses étapes successives conduisant à la collectivisation en grand de l'agriculture. Cette tâche en Russie est particulièrement difficile, tant en vertu du caractère retardataire de notre pays que par suite de sa désolation extrême après sept ans de guerre impérialiste et civile. Mais, outre cette particularité, cette tâche appartient au nombre des problèmes les plus difficiles de l'organisation socialiste, problèmes qui se poseront dans tous les États capitalistes, à la seule exception, peut-être, de l'Angleterre. Cependant, même en ce qui concerne l'Angleterre, il est impossible d'oublier que si la classe des petits cultivateurs-fermiers y est spécialement peu nombreuse, par contre, on y trouve une proportion exceptionnellement élevée d'ouvriers et d'employés ayant une existence petite-bourgeoise, grâce à l'esclavage de fait de centaines de millions d'habitants des colonies «appartenant» à L'Angleterre.

C'est pourquoi, du point de vue de l'évolution de la révolution prolétarienne universelle en tant que processus d'ensemble, l'importance de l'époque traversée par la Russie consiste en ce qu'elle permet d'éprouver et de vérifier par la pratique la politique d'un prolétariat tenant en main le pouvoir gouvernemental, par rapport à une masse petite-bourgeoise.

§5. *L'alliance militaire du prolétariat et de la classe paysanne dans la FSFSR.* — Les fondements de relations réciproques rationnelles entre le prolétariat et la classe paysanne ont été posés dans la Russie Soviétique par l'époque de 1917-21, alors que l'invasion des capitalistes et des grands propriétaires — soutenus à la fois par toute la bourgeoisie mondiale et par tous les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires et mencheviks) — a engendré, fixé et précisé l'alliance militaire du prolétariat et de la classe paysanne pour la défense du pouvoir des Soviets. La guerre civile est la forme la plus aiguë de la lutte de classes, et plus cette lutte prend d'activité, plus rapidement et plus

clairement la pratique elle-même montre aux couches même les plus retardataires de la classe paysanne que cette classe ne peut être sauvée que par la dictature du prolétariat, tandis que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks jouent effectivement le rôle de valets des grands propriétaires et des capitalistes.

Mais si l'alliance militaire du prolétariat et de la classe paysanne a été — et elle ne pouvait pas ne pas l'être — la première forme de leur alliance solide, cela n'empêche qu'elle ne pourrait se maintenir, même quelques semaines, sans une certaine alliance économique de ces deux mêmes classes. Le paysan a reçu de l'État ouvrier toute la terre et la protection contre le grand propriétaire et l'exploiteur villageois; les ouvriers ont reçu des paysans des produits alimentaires à crédit en attendant le rétablissement de la grande industrie.

§6. *Comment Rétablir les relations Économiques Rationnelles entre le prolétariat et la classe paysanne?* — Une alliance entièrement rationnelle et stable du point de vue socialiste entre les petits paysans et le prolétariat ne peut s'établir que le jour où les transports et la grosse industrie, étant complètement rétablis, permettront au prolétariat de donner aux paysans, en échange des produits alimentaires, tous les objets dont ils ont besoin pour leur usage et pour l'amélioration de leur exploitation. Vu la désolation immense du pays, il a été absolument impossible d'atteindre ce résultat du premier coup. Les réquisitions ont constitué la mesure gouvernementale la plus accessible à un État insuffisamment organisé pour lui permettre de se maintenir dans une guerre invraisemblablement difficile contre les grands propriétaires. La mauvaise récolte de 1920 a particulièrement empiré la misère déjà lourde des paysans, rendant absolument nécessaire un changement immédiat d'orientation dans le sens de l'impôt alimentaire.

Cet impôt modéré donne du coup un grand soulagement à la situation de la classe paysanne, et l'intéresse en même temps à étendre la surface ensemencée et à améliorer ses procédés de culture.

L'impôt alimentaire constitue une étape intermédiaire entre la réquisition de tous les excédents de céréales du paysan et l'échange

rationnel des produits que prévoit le socialisme entre l'industrie et l'agriculture.

**§7. *La nature et les conditions d'admission par le pouvoir des Soviets, du capitalisme et des concessions.*** — L'impôt alimentaire, de par son essence même, équivaut pour le paysan à la liberté de disposer des excédents qui lui restent après versement de l'impôt. Dans la mesure où l'État ne sera pas capable d'offrir aux paysans des produits de l'industrie socialiste en échange du total de ces excédents, dans la même mesure la liberté de commerce qui en résulte équivaut inévitablement à une liberté de développement pour le capitalisme.

Néanmoins, dans les limites indiquées, la chose n'est aucunement redoutable pour le socialisme, tant que les transports et la grande industrie demeurent entre les mains du prolétariat. Au contraire, le développement du capitalisme sous le contrôle et la réglementation de l'État prolétarien (c'est-à-dire le développement du capitalisme «d'État», dans ce sens-là du mot) est avantageux et indispensable dans un pays de petits paysans, extrêmement ruiné et retardataire (naturellement jusqu'à un certain point seulement), pour autant qu'il en résulte une accélération immédiate du progrès de la culture paysanne.

Cela se rapporte davantage encore aux concessions. Sans opérer aucune dénationalisation, l'État ouvrier remet à bail certaines mines, certains secteurs forestiers, certaines exploitations pétrolifères, etc., à des capitalistes étrangers, afin de recevoir d'eux un supplément d'outillage et de machines lui permettant de hâter le rétablissement de la grande industrie soviétique.

Le dédommagement accordé aux concessionnaires sous la forme d'un pourcentage prélevé sur des produits d'une haute valeur est sans aucun doute un tribut payé par l'État ouvrier à la bourgeoisie internationale. Sans dissimuler aucunement ce fait, nous devons nettement comprendre qu'il nous est avantageux de verser ce tribut, si par là nous obtenons plus rapidement le rétablissement de notre grande industrie et l'amélioration sérieuse du sort des ouvriers et des paysans.

**§8. *Les succès de notre politique alimentaire.*** — La politique alimentaire de la

Russie Soviétique dans la période de 1917 à 1921 a été sans doute très grossière, très imparfaite, et a donné lieu à beaucoup d'abus. De nombreuses erreurs ont été commises dans sa mise en pratique, mais elle était la seule possible dans les conditions données, si nous la considérons dans son ensemble. Et elle a rempli sa mission historique: elle a sauvé la dictature prolétarienne dans un pays ruiné et retardataire. C'est un fait indéniable qu'elle s'est progressivement perfectionnée. Dans la première année où notre pouvoir a été complet (1<sup>er</sup> août 1918-1<sup>er</sup> août 1919), l'État a rassemblé 110 millions de pouds de céréales. Dans la deuxième année: 220 millions, dans la troisième: plus de 285.

Munis aujourd'hui d'une expérience pratique, nous nous proposons de rassembler, et nous comptons y réussir, 400 millions de pouds (l'impôt alimentaire a été fixé à 240 millions). C'est seulement à la condition d'être effectivement détenteur d'un fonds alimentaire suffisant que l'État ouvrier sera en mesure, de tenir solidement au point de vue économique, de garantir un rétablissement, lent mais régulier, de la grande industrie, et de constituer un système financier rationnel.

**§9. *La base matérielle du socialisme et le plan d'électrification de la Russie.*** —

L'unique base matérielle que puisse avoir le socialisme est la grande industrie mécanique, capable de réorganiser l'agriculture elle-même. Mais on ne saurait se borner à cette proposition générale. Il faut la concrétiser. La grande industrie répondant au niveau de la technique moderne et capable de réorganiser l'agriculture, c'est l'électrification de tout le pays. Nous avons dû exécuter les travaux scientifiques préparatoires de ce plan d'électrification pour la FSFSR, et nous les avons exécutés. Avec la collaboration de plus de 200 des meilleurs savants, ingénieurs et agronomes de Russie, ce travail a été terminé, imprimé sous la forme d'un gros volume et approuvé dans son ensemble par le 8<sup>e</sup> Congrès Panrusse des Soviets en décembre 1920. Aujourd'hui nous sommes déjà prêts à la convocation d'un Congrès Panrusse d'électrotechniciens, qui se rassemblera au mois d'août 1920 et qui examinera en détail ce travail, lequel recevra alors la sanction définitive de l'État. Les travaux d'électrification déclarés de première urgence s'étendent sur une durée de

dix ans et exigeront 370 millions environ de journées d'ouvriers.

En 1918, nous avons seulement 8 stations électriques nouvellement construites avec 4,557 kilowatts. En 1919 ce chiffre s'est élevé à 36 avec 1,648 kilowatts, et en 1920 à 100 avec 8,699 kilowatts.

Si modestes que soient ces débuts pour notre immense pays, néanmoins le fondement est posé, le travail est commencé et avance de mieux en mieux. Le paysan russe, après la guerre impérialiste, après un million de prisonniers qui se sont familiarisés en Allemagne avec la technique moderne perfectionnée, après la dure mais profitable expérience de trois années de guerre civile, n'est plus ce qu'il était autrefois. De mois en mois il voit avec plus de clarté et plus d'évidence que seule la direction du prolétariat est capable d'arracher la masse des petits cultivateurs à l'esclavage du capital pour la conduire au socialisme.

**§10. Le rôle de la «démocratie pure» des Internationales 2 et 2½, des Socialistes-Révolutionnaires et des Mencheviks en tant qu'alliés du capital.** — La dictature du prolétariat ne signifie pas la cessation de la lutte de classes, mais bien sa continuation sous une forme nouvelle, avec des armes nouvelles. Aussi longtemps que subsistent les classes, aussi longtemps que la bourgeoisie, renversée dans un pays, décuple ses attaques contre le socialisme dans le monde entier, cette dictature est indispensable. La classe des petits propriétaires fonciers ne peut pas ne pas passer par une série d'oscillations, pendant l'époque de transition. Les difficultés de la situation transitoire, l'influence de la bourgeoisie, suscitent inévitablement de temps à autre des fluctuations dans la mentalité de cette masse. C'est au prolétariat, affaibli et, jusqu'à un certain point, déclassé par la désorganisation de sa base vitale, la grande industrie mécanique, qu'incombe la tâche, très difficile et la plus grande de toutes historiquement, de tenir bon en dépit de ces fluctuations et de mener à bon terme son œuvre consistant à affranchir le travail du joug du capital.

Les fluctuations de la petite bourgeoisie trouvent leur expression politique dans la politique des partis de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire des partis des Internationales 2 et 2½, représentés en Russie

par les «socialistes-révolutionnaires» et les mencheviks. Ces partis, qui ont aujourd'hui leurs États-Majors et leurs journaux à l'étranger, font bloc avec toute la contre-révolution bourgeoise et sont ses fidèles serviteurs.

Les chefs intelligents de la grande bourgeoisie russe, Milioukov en tête, le leader du parti cadet («Constitutionnel-Démocrate»), ont apprécié avec une clarté, une exactitude et une franchise complètes le rôle ainsi joué par la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. À propos de la mutinerie de Cronstadt, qui a manifesté l'union des forces des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et des gardes-blancs, Milioukov s'est prononcé en faveur de la devise: «Les Soviets sans les Bolchéviks». Développant cette pensée, il a écrit: «Honneur et place libre» aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks («Pravda» 1921, numéro de Paris) car à eux incombe la tâche de faire le premier déplacement du pouvoir en s'écartant des bolchéviks. Milioukov, chef de la grande bourgeoisie, tient judicieusement compte des leçons fournies par toutes les révolutions, qui ont montré que la démocratie petite-bourgeoise est incapable de garder le pouvoir, puisqu'elle n'a jamais été qu'un masque pour la dictature de la grosse bourgeoisie et qu'un degré conduisant à l'autocratie de la grosse bourgeoisie.

La révolution prolétarienne de Russie confirme une fois de plus cette leçon des révolutions de 1789-1794 et de 1848-1849, et confirme aussi les paroles de Frédéric Engels, écrivant le 11 décembre 1885, dans une lettre à Bebel: «...La démocratie pure... au moment de la révolution acquiert pour un temps limité une importance temporaire... en tant que dernière planche de salut pour tout le système économique bourgeois et même féodal... En 1848, de mars à septembre, toute la masse féodale et bureaucratique n'a jamais cessé de soutenir les libéraux pour maintenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires. Dans tous les cas, pendant la crise et au lendemain de la crise, notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire, groupée autour de la démocratie pure, et cette vérité, à mon avis, ne doit en aucun cas être perdue de vue.» (publié en russe dans le journal «*Le Travail Communiste*», no.360 du 9 juin 1921, dans l'article d'Adoratski, intitulé «Marx et Engels sur la démocratie» et en

## Résolution sur la tactique du PC de Russie

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC, après avoir entendu le discours du camarade Lénine sur la tactique du PC de Russie et après avoir pris connaissance des thèses qui y sont annexées, déclare:

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC admire le prolétariat russe, qui a lutté pendant 4 ans pour la prise du pouvoir politique. Le Congrès approuve à l'unanimité la politique du PC de Russie qui depuis le début a reconnu en toute situation les dangers qui le menaçaient, qui est resté fidèle aux principes du marxisme révolutionnaire, qui a su toujours trouver moyen de les appliquer, qui aujourd'hui encore, après la fin de la guerre civile, concentre toujours par sa politique envers la classe paysanne dans la question des concessions et la reconstruction de l'industrie toutes les forces du prolétariat, dirigé par le PC de Russie en vue de garder la dictature du prolétariat en Russie jusqu'au moment où le

prolétariat de l'Europe occidentale lui viendra en aide.

Le Congrès exprime sa conviction, que ce n'est que grâce à cette politique consciente et logique du PC de Russie que la Russie Soviétique est encore la première et la plus importante citadelle de la révolution mondiale.

Le Congrès blâme la politique de trahison des partis mencheviks, qui ont renforcé, grâce à leur opposition contre la Russie soviétique et contre la politique du PC de Russie, la lutte de la réaction capitaliste contre la Russie, et qui tâchent de retarder la révolution sociale dans le monde entier.

Le Congrès Mondial invite le prolétariat de tous les pays à se ranger du côté des ouvriers et des paysans russes pour réaliser la révolution d'octobre dans le monde entier.

Vive la lutte pour la dictature du prolétariat!

Vive la Révolution Socialiste mondiale!



# L'IC et l'ISR

## *La lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam*

§1. La bourgeoisie tient dans l'esclavage la classe ouvrière, non seulement par la force brutale, mais aussi par des tromperies raffinées. L'école, l'église, le parlement, les arts, la littérature, la presse quotidienne, sont autant de puissants instruments dont se sert la bourgeoisie pour abrutir les masses ouvrières et faire pénétrer les idées bourgeoises parmi le prolétariat.

Au nombre de ces idées bourgeoises que la classe dominante a réussi à insinuer aux masses laborieuses, se trouve l'idée de la neutralité des Syndicats, de leur caractère apolitique, étranger à tout parti.

Depuis les dernières décades de l'histoire contemporaine et en particulier depuis la fin de la guerre impérialiste, dans toute l'Europe et en Amérique, les Syndicats sont les organisations les plus nombreuses du prolétariat: dans certains États ils embrassent même toute la classe ouvrière sans exception. La bourgeoisie comprend parfaitement que le sort du régime capitaliste dépend aujourd'hui de l'attitude de ces syndicats à l'égard de l'influence bourgeoise universelle et de ses valets social-démocrates pour maintenir coûte que coûte les syndicats captifs des idées bourgeoises.

La bourgeoisie ne peut pas inviter ouvertement les syndicats ouvriers à soutenir les partis bourgeois. C'est pourquoi elle les invite à ne soutenir aucun parti, sans excepter le parti du communisme révolutionnaire.

La devise de la «neutralité» ou de «l'apolitisme» des syndicats a déjà derrière elle un long passé. Au cours d'une dizaine d'années, cette idée bourgeoise a été inoculée aux syndicats d'Angleterre, d'Allemagne d'Amérique et des autres pays, tant aux chefs des syndicats bourgeois à la Hirsch Dunker qu'aux dirigeants des syndicats cléricaux et chrétiens, tant aux représentants des soi-disant syndicats libres d'Allemagne qu'aux leaders des vieilles et pacifiques trade-unions anglaises, et à beaucoup

d'autres partisans du syndicalisme, Leghien, Gompers, Jouhaux, Sidney Webb, pendant des années et des dizaines d'années, ont prêché aux syndicats la neutralité.

En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre. Par conséquent les syndicats ne peuvent pas être neutres entre les partis bourgeois et le parti du prolétariat. Les partis bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du PC ouvrier. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, le «leader ouvrier» qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.

Même avant la guerre impérialiste, la fausseté de cette idée de neutralité devenait de plus en plus évidente pour les prolétaires conscients d'Europe et d'Amérique. À mesure que les antagonismes sociaux s'exaspèrent, le mensonge devient encore plus frappant. Lorsque commença la boucherie impérialiste, les anciens chefs syndicaux se trouvèrent contraints de jeter le masque de la neutralité et de marcher franchement chacun avec «sa» bourgeoisie.

Pendant la guerre impérialiste, tous les social-démocrates et les syndicalistes, qui avaient passé des années à prêcher aux syndicats l'indifférence politique, lancèrent en réalité ces mêmes syndicats au service de la plus sanglante et de la plus vile politique des partis

bourgeois. Eux, champions hier de la neutralité, on les voit agir maintenant comme les agents déclarés de tel parti politique, sauf un seul, le parti de la classe ouvrière.

Après la fin de la guerre impérialiste, ces mêmes chefs social-démocrates et syndicalistes essayent de nouveau d'imposer aux syndicats le masque de la neutralité et de l'apolitisme. Le danger militaire étant passé, ces agents de la bourgeoisie s'adaptent aux circonstances nouvelles et, de plus, essayent de faire dévier les ouvriers de la voie révolutionnaire dans celle qui est avantageuse à la bourgeoisie.

L'économie et la politique ont toujours été indissolublement liées l'une et l'autre. Ce lien est particulièrement indissoluble à des époques comme celle que nous traversons. Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas une question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier.

Lorsqu'en France le gouvernement impérialiste décrète la mobilisation de certaines classes pour occuper le bassin de la Ruhr ou pour opprimer l'Allemagne en général, un syndicat français réellement prolétarien peut-il dire que c'est là une question strictement politique qui ne doit pas intéresser les syndicats? Un syndicat français véritablement révolutionnaire peut-il se déclarer «neutre» ou «apolitique» dans cette question?

Ou bien, si inversement, en Angleterre, il se produit un mouvement purement économique comme la dernière grève des mineurs, le PC a-t-il le droit de dire que cette question ne le concerne pas et intéresse uniquement les syndicats? Lorsque la lutte est engagée contre la misère et la pauvreté endurées par des millions de sans-travail, lorsqu'on est obligé de poser pratiquement la question de la réquisition des logements bourgeois pour soulager les besoins du prolétariat, lorsque des masses de plus en plus nombreuses d'ouvriers sont contraintes par la vie même de mettre à l'ordre du jour l'armement du prolétariat, lorsque dans un pays ou un autre, les ouvriers organisent l'occupation des fabriques et des usines, dire que les syndicats ne doivent pas se mêler de la lutte politique ou doivent être «neutres» entre tous les partis, c'est en réalité se mettre au service de la bourgeoisie.

Malgré toute la diversité de leurs dénominations, les partis politiques d'Europe et d'Amérique peuvent être divisés en trois grands groupes: 1) les partis de la bourgeoisie; 2) les partis de la petite-bourgeoisie (surtout les social-démocrates); 3) le parti du prolétariat (les communistes).

Les syndicats qui se proclament «apolitiques» et «neutres» à l'égard de ces trois groupes ne font en réalité qu'aider les partis de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie.

§2. L'association syndicale d'Amsterdam est une organisation où se rencontrent et se donnent la main les Internationales 2 et 2½. Cette organisation est considérée avec espoir et sollicitude par toute la bourgeoisie mondiale. La grande idée de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour le moment, c'est la neutralité des syndicats. Ce n'est pas par hasard que cette devise sert à la bourgeoisie et à ses valets social-démocrates ou syndicalistes de droite de moyen pour essayer de rassembler de nouveau les masses ouvrières d'Occident et d'Amérique. Tandis que la Seconde Internationale politique, en passant ouvertement du côté de la bourgeoisie, a fait lamentablement faillite, l'Internationale d'Amsterdam, en essayant à nouveau de se couvrir de l'idée de la neutralité, a encore quelque succès.

Sous le pavillon de la «neutralité», l'Internationale Syndicale d'Amsterdam prend sur elle les commissions les plus difficiles et les plus sales de la bourgeoisie: étrangler la grève des mineurs en Angleterre (comme a accepté de le faire le fameux J. H. Thomas qui est en même temps le président de 2e Internationale et un des leaders les plus en vue de l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam), abaisser les salaires, organiser le pillage systématique des ouvriers allemands pour les péchés de Guillaume et de la bourgeoisie impérialiste allemande. Leipart et Grassmann, Wissel et Bauer, Robert Schmidt et J. H. Thomas, Albert Thomas et Jouhaux, Daszynski et Zulavski – tous, ils se sont partagé les rôles: les uns, anciens chefs syndicaux, participent aujourd'hui aux gouvernements bourgeois en qualité de ministres, de commissaires gouvernementaux ou de fonctionnaires quelconques, tandis que les autres, entièrement solidaires des premiers, restent à la tête de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour prêcher aux ouvriers syndiqués la neutralité politique.

L'Internationale Syndicale d'Amsterdam est actuellement le principal appui du capital mondial. Il est impossible de combattre victorieusement cette forteresse du capitalisme, si on n'a pas compris auparavant la nécessité de combattre l'idée mensongère de l'apolitisme et de la neutralité des syndicats. Afin d'avoir une arme convenable pour combattre l'Internationale Jaune d'Amsterdam, il faut avant tout établir des relations mutuelles claires et précises entre le parti et les syndicats dans chaque pays.

§3. Le PC est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer le prolétariat du joug capitaliste et qui pour cette raison a accepté consciemment le programme communiste.

Les syndicats sont une organisation plus massive du prolétariat, tendant de plus en plus à embrasser sans exception tous les ouvriers de chaque branche d'industrie et à faire entrer dans leurs rangs non seulement des communistes conscients, mais aussi des catégories intermédiaires et même tout à fait retardataires de travailleurs, qui apprennent seulement peu à peu, et par l'expérience de la vie, le communisme.

Le rôle des syndicats, dans la période qui précède le combat du prolétariat pour la mainmise sur le pouvoir, dans la période de ce combat et, ensuite, après la conquête, diffère sous bien des rapports, mais toujours avant, pendant, et après, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le parti, et par rapport à ce dernier ils jouent jusqu'à un certain point le rôle de la circonférence par rapport au centre.

Avant la conquête du pouvoir, les syndicats véritablement prolétariens organisent les ouvriers principalement sur le terrain économique, pour la conquête des améliorations qui sont possibles, pour le renversement du capitalisme, mais mettent au premier plan de toute leur activité l'organisation de la lutte des masses prolétariennes contre le capitalisme en vue de la révolution prolétarienne.

Pendant la révolution prolétarienne, les syndicats véritablement révolutionnaires, la main dans la main avec le parti, organisent les masses pour faire l'assaut des forteresses du capital et se chargent du premier travail d'organisation de la production socialiste.

Après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'organisation économique et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique du communisme.

Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir leur avant-garde, le PC, qui dirige la lutte prolétarienne dans toutes ses étapes. À cet effet les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au PC dans son ensemble.

La tactique consistant à former des groupements communistes dans chaque syndicat, formulée par le 2<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC, s'est vérifiée entièrement pendant l'année écoulée et a donné des résultats considérables en Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie et dans beaucoup d'autres pays. Si par exemple des groupes importants d'ouvriers, peu endurcis et insuffisamment expérimentés en politique, sortent des syndicats social-démocrates libres d'Allemagne, parce qu'ils ont perdu tout espoir d'obtenir un avantage immédiat de leur participation à ces syndicats libres, cela ne doit en aucun cas changer l'attitude de principe de l'IC à l'égard de la participation communiste au mouvement professionnel. Le devoir des communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à révolutionner les syndicats, à en chasser l'esprit réformiste et la trahison des leaders opportunistes, pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire.

§4. Pendant la prochaine période, la tâche capitale de tous les communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement à conquérir la majorité des syndiqués; les communistes ne doivent en aucun cas se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer par la participation la plus active à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au communisme malgré tous les obstacles et toutes les oppositions.

La meilleure mesure de la force d'un PC, c'est l'influence réelle qu'il exerce sur les masses des ouvriers syndiqués. Le parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes dans tel et tel syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis. Ce n'est que par un travail continu, soutenu et dévoué, des noyaux communistes au sein des syndicats que le Parti peut arriver à créer un état de choses où tous les syndicats suivront volontiers avec joie les conseils du parti.

Un excellent processus de fermentation se remarque en ce moment dans les syndicats français. Les ouvriers se remettent enfin de la crise du mouvement ouvrier et apprennent aujourd'hui à condamner la trahison des socialistes et des syndicalistes réformistes.

Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique telle qu'elle a été exprimée en 1906 dans la Charte d'Amiens. La position confuse et fautive de ces éléments syndicalistes-révolutionnaires implique le plus grand danger pour le mouvement. Si elle obtenait la majorité, cette tendance ne saurait qu'en faire et resterait impuissante en face des agents du capital, des Jouhaux et des Dumoulin.

Les syndicalistes-révolutionnaires français n'auront pas de ligne de conduite ferme tant que le PC n'en aura pas non plus. Le PC français doit s'appliquer à amener une collaboration amicale avec les meilleurs éléments du syndicalisme-révolutionnaire. Il ne doit cependant compter en premier lieu que sur ses propres militants, il doit former des noyaux partout où il y a trois communistes. Le parti doit entreprendre une campagne contre la neutralité. De la façon la plus amicale, mais aussi la plus résolue, le parti doit souligner les défauts de l'attitude du syndicalisme-révolutionnaire. Ce n'est que de cette façon qu'on peut révolutionnariser le mouvement syndical en France et établir sa collaboration étroite avec le parti.

En Italie, nous avons une situation semblable: la masse des ouvriers syndiqués y est animée d'un esprit révolutionnaire, mais la direction de la Confédération du Travail est entre les mains de réformistes et de centristes déclarés, qui sont de tout cœur avec Amsterdam. La première tâche des communistes italiens est

d'organiser une action quotidienne acharnée et persévérante au sein des syndicats et de s'appliquer systématiquement et patiemment à dévoiler le caractère équivoque et irrésolu des dirigeants, afin de leur arracher les syndicats.

Les tâches qui incombent aux communistes italiens à l'endroit des éléments révolutionnaires syndicalistes d'Italie sont, en général, les mêmes que celles des communistes français.

En Espagne, nous avons un mouvement syndical puissant, révolutionnaire, mais pas encore tout à fait conscient de ses buts et nous y avons en même temps un PC encore jeune et relativement faible. Etant donné cette situation, le Parti doit tendre à s'affermir dans les syndicats, le Parti doit leur venir en aide par ses conseils et par son action, il doit éclairer le mouvement syndical et s'attacher à lui par des liens amicaux, en vue de l'organisation commune de tous les combats.

Des événements de la plus grande importance se développent dans le mouvement syndical anglais qui se révolutionnarise très rapidement. Le mouvement de masses s'y développe. Les anciens chefs des syndicats perdent très rapidement leurs positions. Le parti doit faire les plus grands efforts pour s'affermir dans les grands syndicats, tels que la Fédération des Mineurs, etc. Tout membre du parti doit militer dans quelque syndicat et doit, par un travail organique, persévérant et actif, l'orienter vers le communisme. Rien ne doit être négligé en vue d'établir la liaison la plus étroite avec les masses.

En Amérique, nous remarquons le même développement, mais un peu plus lent. En aucun cas les communistes ne doivent se borner à quitter la Fédération du Travail, organisme réactionnaire: ils doivent au contraire mettre tout en œuvre pour pénétrer dans les anciennes unions et les révolutionnariser. Il importe nécessairement de collaborer avec les meilleurs éléments des IWW, mais cette collaboration n'exclut pas la lutte contre leurs préjugés.

Un puissant mouvement syndical se développe spontanément au Japon, mais il manque encore de direction claire. La tâche principale des éléments communistes du Japon est de soutenir ce mouvement et d'exercer sur lui une influence marxiste.

En Tchécoslovaquie, notre parti a pour lui la majorité de la classe ouvrière, tandis que le

mouvement syndical demeure encore en grande partie entre les mains des social-patriotes et des centristes et, en outre, est scindé par nationalités. C'est là le résultat du manque d'organisation et de clarté de la part des syndiqués, même animés de l'esprit révolutionnaire. Le parti doit tout faire pour mettre fin à cet état de choses et conquérir le mouvement syndical au communisme. Pour atteindre ce but, il est absolument indispensable de créer des noyaux communistes, de même qu'un organe syndical communiste central et commun pour tous les pays. Il faut pour cela travailler énergiquement à fusionner en un tout unique les différentes unions scindées par nations.

En Autriche et en Belgique, les social-patriotes ont su prendre avec habileté et fermeté la direction du mouvement syndical, qui dans ce pays est le principal enjeu de combat. C'est dans cette direction que les communistes doivent donc porter leur attention.

En Norvège, le parti, qui a pour lui la majorité des ouvriers, doit prendre plus sûrement entre ses mains le mouvement syndical et écarter les éléments dirigeants centristes.

En Suède, le parti a à combattre non seulement le réformisme, mais encore le courant petit-bourgeois qui existe dans le socialisme, et doit appliquer à cette action toute son énergie.

En Allemagne, le parti est en excellente voie pour conquérir graduellement les syndicats. Aucune concession ne peut être faite à ceux qui préconisent la sortie des syndicats. Elle ferait le jeu des social-patriotes. Aux tentatives pour exclure les communistes il importe d'opposer une résistance vigoureuse et opiniâtre; les plus grands efforts doivent être faits pour conquérir la majorité dans les syndicats.

§5. Toutes ces considérations déterminent les rapports qui doivent exister entre l'IC d'une part et l'ISR d'autre part. L'IC ne doit pas diriger seulement la lutte politique du prolétariat au sens étroit du mot, mais encore toute sa campagne libératrice, quelque forme qu'elle prenne. L'IC ne peut pas être seulement la somme arithmétique des Comités Centraux des PC des différents pays. L'IC doit inspirer et coordonner l'action et les combats de toutes les organisations prolétariennes, aussi bien professionnelles, coopératives, soviétiques, éducatives, etc., que strictement politiques.

L'ISR, différant en cela de l'Internationale Jaune d'Amsterdam, ne peut en aucun cas accepter le point de vue de la neutralité. Une organisation qui voudrait être neutre, en face des Internationales 2, 2½, et 3, serait inévitablement un jouet entre les mains de la bourgeoisie. Le programme d'action de l'ISR, qui est exposé ci-dessous et que le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC propose à l'attention du Premier Congrès Mondial des Syndicats Rouges, sera défendu en réalité uniquement par les PC, uniquement par l'IC. Pour cette seule raison pour insuffler l'esprit révolutionnaire dans le mouvement professionnel de chaque pays, pour exécuter loyalement leur nouvelle tâche révolutionnaire, les syndicats rouges de chaque pays seront obligés de travailler la main dans la main, en contact étroit, avec le PC de ce même pays, et l'ISR devra dans chaque pays, coordonner son action avec celle de l'IC.

Les préjugés de neutralité, d'indépendance, d'apolitisme, d'indifférence aux partis, qui sont le péché de bien des syndicalistes révolutionnaires loyaux de France, d'Espagne, d'Italie et de quelques autres pays, ne sont objectivement rien d'autre qu'un tribut payé aux idées bourgeoises. Les syndicats rouges ne peuvent pas triompher d'Amsterdam, ne peuvent pas par conséquent triompher du capitalisme, sans rompre une fois pour toutes avec cette idée bourgeoise d'indépendance et de neutralité.

Du point de vue de l'économie des forces et de la concentration plus parfaite des coups, la situation idéale serait la constitution d'une Internationale prolétarienne unique, groupant à la fois les partis politiques et toutes les autres formes d'organisation ouvrière. Il ne fait pas de doute que l'avenir appartient à ce type d'organisation. Mais au moment actuel de transition, avec la variété et la diversité des syndicats dans les différents pays, il faut constituer une union autonome des syndicats rouges acceptant dans l'ensemble le programme de l'IC, mais d'une façon plus libre que les partis politiques appartenant à cette Internationale.

L'ISR qui sera organisée sur ces bases aura droit à tout le soutien du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC. Pour établir une liaison plus étroite entre l'IC et l'ISR, le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC propose une représentation mutuelle permanente de 3 membres de l'IC dans le CEISR et inversement.

Le programme d'action des Syndicats Rouges, d'après l'avis de l'IC, est approximativement le suivant:

§6. *Programme d'action.* —

1. La crise aiguë qui sévit dans l'économie du monde entier, la chute catastrophique des prix de gros et la surproduction coïncident de fait avec la disette des marchandises, la politique agressive de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière, une tendance obstinée à abaisser les salaires et à ramener la classe ouvrière à plusieurs dizaines d'années en arrière. L'irritation des masses qui se développe sur ce terrain, d'une part, et l'impuissance des vieux syndicats ouvriers et de leurs méthodes, d'autre part — tous ces faits imposent aux syndicats révolutionnaires de tous les pays des tâches nouvelles. De nouvelles méthodes de lutte économique en rapport avec la période de désagrégation capitaliste sont nécessaires: il faut que les syndicats adoptent une politique économique agressive, pour rejeter l'offensive du capital, fortifier les anciennes positions et passer à l'offensive.

2. L'action directe des masses révolutionnaires et leurs organisations contre le capital constitue la base de la tactique syndicale. Toutes les conquêtes des ouvriers sont en rapport direct avec l'action directe et la pression révolutionnaire des masses. Par l'expression «d'action directe», il faut comprendre toutes sortes de pressions directes exercées par les ouvriers sur les patrons et sur l'État; à savoir: boycottage, action dans les rues, démonstrations, occupation des usines, opposition violente à la sortie des produits de ces entreprises, soulèvement armé et autres actions révolutionnaires propres à unir la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme. La tâche des syndicats révolutionnaires consiste donc à faire de l'action directe un moyen d'éduquer et de préparer les masses ouvrières pour la lutte pour la révolution sociale et pour la dictature du prolétariat.

3. Ces dernières années de lutte ont montré avec une particulière évidence toute la faiblesse des unions étroitement professionnelles. L'adhésion simultanée des ouvriers d'une entreprise à plusieurs syndicats les affaiblit pendant la lutte. Il faut passer, et ce doit être là le point initial d'une lutte incessante, de l'organisation purement professionnelle à l'organisation par industries: «Une entreprise —

un syndicat», tel est le mot d'ordre dans le domaine de la structure syndicale. Il faut tendre à la fusion des syndicats similaires par la voie révolutionnaire en posant la question directement devant les syndiqués des fabriques et des entreprises, en élevant plus tard le débat jusqu'aux conférences locales et régionales et aux congrès nationaux.

4. Chaque fabrique, chaque usine doit devenir un bastion, une forteresse de la révolution. L'ancienne forme de liaison entre les syndiqués et leur syndicat (délégués d'ateliers recevant les cotisations, représentants, personnes de confiance etc.) doit être remplacée par la création de comités de fabriques et d'usines. Ceux-ci doivent être élus par tous les ouvriers de l'entreprise, à quelque syndicat qu'ils appartiennent, quelles que soient les convictions politiques qu'ils professent. La tâche des partisans de l'ISR est d'entraîner tous les ouvriers de l'entreprise à prendre part à l'élection de leur organe représentatif. Les tentatives pour faire élire les comités de fabriques et d'usines par les seuls communistes ont pour résultat d'éloigner les masses «sans parti»; c'est pourquoi ces tentatives doivent être catégoriquement condamnées. Ce serait là un noyau et non un comité de fabrique. La partie révolutionnaire doit réagir et influencer, par l'intermédiaire des noyaux, des comités d'action et de ses simples membres, sur l'assemblée générale et sur le comité de fabrique élu.

5. La première tâche qu'il faut proposer aux ouvriers et aux comités de fabriques et d'usines, est d'exiger l'entretien aux frais de l'établissement des ouvriers congédiés par suite du manque de travail. On ne doit tolérer dans aucun cas que les ouvriers soient jetés à la rue sans que l'établissement s'occupe d'eux. Le patron doit verser à ses chômeurs leur salaire complet Voilà l'exigence autour de laquelle il faut organiser non seulement les chômeurs mais surtout les ouvriers travaillant dans l'entreprise, en leur expliquant en même temps que la question du chômage ne peut être résolue dans le cadre capitaliste et que le meilleur remède contre le chômage, c'est la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

6. La fermeture des entreprises est actuellement, dans la plupart des cas, un moyen de les épurer de leurs éléments suspects, aussi la lutte doit-elle se faire contre la fermeture des entreprises et les ouvriers doivent se livrer à une

enquête sur les causes de cette fermeture. Il faut créer à cet effet des Commissions spéciales de contrôle sur les matières premières, le combustible, les commandes, obtenir une vérification effective de la quantité disponible de matières premières, de matériaux nécessaires à la production et de ressources financières déposées dans les banques. Les Commissions de contrôle spécialement élues doivent étudier de la façon la plus attentive les rapports financiers entre l'entreprise en question et les autres entreprises, et la suppression du secret commercial doit être proposée aux ouvriers comme une tâche pratique.

7. L'un des moyens d'empêcher la fermeture en masse des entreprises dans un but de diminution des salaires et d'aggravation des conditions du travail peut être l'occupation de la fabrique ou de l'usine et la continuation de la production en dépit du patron.

En présence de la disette de marchandises actuelle, il est particulièrement important d'empêcher tout arrêt dans la production, aussi les ouvriers ne doivent-ils pas tolérer une fermeture préméditée des fabriques et usines. Suivant les conditions locales, les conditions de la production, la situation politique, et l'intensité de la lutte sociale, la mainmise sur les entreprises peut et doit être accompagnée encore d'autres méthodes d'action sur le capital. La gestion de l'entreprise saisie doit être remise entre les mains du comité de fabrique ou d'usine et du représentant spécialement désigné par le syndicat.

8. La lutte économique doit être livrée sous le mot d'ordre de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des conditions du travail, qui doivent être portés à un niveau sensiblement supérieur à celui d'avant-guerre. Les tentatives pour ramener les ouvriers aux conditions de travail d'avant-guerre doivent être repoussées de la façon la plus décisive et la plus révolutionnaire. La guerre a eu pour résultat l'épuisement de la classe ouvrière: aussi l'amélioration des conditions de travail est-elle une condition indispensable pour réparer cette perte de forces. Les allégations des capitalistes qui mettent en cause la concurrence étrangère ne doivent aucunement être prises en considération: les syndicats révolutionnaires ne doivent pas aborder les questions de salaires et de conditions de travail du point de vue de la concurrence entre les profiteurs des différentes

nations, ils doivent se placer au point de vue de la conservation et de la protection de la force de travail.

9. Si la tactique réductrice des capitalistes coïncide avec une crise économique dans le pays, le devoir des syndicats révolutionnaires est de ne pas se laisser battre par détachements séparés. Dès le début il faut entraîner dans la lutte les ouvriers des établissements d'utilité publique (mineurs, cheminots, électriciens, ouvriers du gaz, etc.) pour que la lutte contre l'offensive du capital touche dès le début les nœuds vitaux de l'organisme économique. Ici, toutes les formes de résistance sont nécessaires et conformes au but, depuis la grève partielle, intermittente, jusqu'à la grève générale s'étendant à quelque grosse industrie sur un plan national.

10. Les syndicats doivent se proposer comme une tâche pratique du jour la préparation et l'organisation d'actions internationales par industries. L'arrêt des transports ou de l'extraction de la houille, réalisé sur un plan international, est un puissant moyen de lutte contre les tentatives réactionnaires de la bourgeoisie de tous les pays.

Les syndicats doivent suivre avec attention la conjoncture mondiale pour choisir le moment le plus propice à leur offensive économique; ils ne doivent pas oublier un seul instant ce fait, qu'une action internationale ne sera possible que si des syndicats révolutionnaires sont créés, syndicats qui ne doivent rien avoir de commun avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam.

11. La foi dans la valeur absolue des contrats collectifs, propagée par les opportunistes de tous les pays, doit rencontrer la résistance âpre et décidée du mouvement syndical révolutionnaire. Le contrat collectif n'est qu'un armistice. Les patrons brisent les contrats collectifs toutes les fois qu'ils en ont la moindre possibilité. Un respect religieux à l'égard des contrats collectifs témoigne de la profonde pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les têtes des chefs de la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires ne doivent pas renoncer aux contrats collectifs, mais ils doivent se rendre compte de leur valeur relative, ils doivent toujours envisager nettement la méthode à suivre pour rompre ces contrats toutes les fois que c'est avantageux à la classe ouvrière.

12. La lutte des organisations ouvrières contre le patron individuel et collectif doit être



adaptée aux conditions nationales et locales, elle doit utiliser toute l'expérience de la lutte libératrice de la classe ouvrière. Aussi toute grève importante ne doit pas seulement être bien organisée. Les ouvriers doivent, dès son début, créer des cadres spéciaux pour combattre les briseurs de grève et pour s'opposer à l'offensive provocatrice des organisations blanches de toutes nuances appuyées par les États bourgeois. Les fascistes en Italie, l'aide technique en Allemagne, les gardes civiques formées d'anciens officiers et sous-officiers en France et en Angleterre, toutes ces organisations ont pour but la démoralisation, la défaite de toute action ouvrière, une défaite qui se réduirait non pas à un simple remplacement des grévistes, mais à la débâcle matérielle de leur organisation et au massacre des chefs du mouvement. Dans ces conditions l'organisation de bataillons de grèves spéciaux, de détachements spéciaux de défense ouvrière, est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

13. Les organisations de combat ainsi créées ne doivent pas se borner à combattre les organisations des patrons et des briseurs de grèves, elles doivent se charger d'arrêter tous les colis et marchandises expédiés à destination de l'usine en grève par d'autres entreprises et s'opposer au transfert des commandes à d'autres usines et d'autres entreprises. Les syndicats des ouvriers des transports sont appelés à jouer sous ce rapport un rôle particulièrement important: à eux incombe la tâche d'entraver le transport des marchandises, ce qui ne saurait être réalisé sans l'aide unanime de tous les ouvriers de la région.

14. Toute la lutte économique de la classe ouvrière au cours de la période qui vient, doit se concentrer autour du mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production, ce contrôle devant être réalisé sans attendre que le gouvernement ou les classes dominantes aient inventé quelque succédané de contrôle. Il faut combattre violemment toutes les tentatives des classes dominantes et des réformistes pour créer des associations paritaires, des commissions paritaires et un strict contrôle sur la production doit être réalisé: alors seulement il donnera des résultats déterminés. Les syndicats révolutionnaires doivent combattre résolument le chantage et l'escroquerie exercés au nom de la socialisation par les chefs des vieux syndicats avec le concours des classes dominantes. Tout le

verbiage de ces messieurs à propos de la socialisation pacifique poursuit ce but unique de détourner les ouvriers des actes révolutionnaires et de la révolution sociale.

15. Pour distraire l'attention des ouvriers de leurs tâches immédiates et éveiller en eux des velléités petites-bourgeoises, on met en avant l'idée de la participation des ouvriers aux bénéfices, c'est-à-dire de la restitution aux ouvriers d'une faible partie de la plus-value créée par eux; ce mot d'ordre de perversion ouvrière doit recevoir sa critique sévère et implacable: «Pas de participation aux bénéfices. La destruction des bénéfices capitalistes.», tel est le mot d'ordre des syndicats révolutionnaires.

16. Pour entraver ou briser la force combative de la classe ouvrière, les États bourgeois ont profité de la possibilité de militariser provisoirement certaines usines ou des branches entières d'industrie sous prétexte de protéger les industries d'importance vitale. Alléguant la nécessité de se préserver autant que possible contre des perturbations économiques, les États bourgeois introduisirent pour protéger le Capital des cours d'arbitrage et des commissions de conciliation obligatoires. C'est aussi dans l'intérêt du Capital et pour faire retomber entièrement sur les ouvriers le poids des charges de la guerre qu'on introduisit un nouveau système de perception des impôts; ceux-ci sont retenus sur le salaire de l'ouvrier par le patron, qui joue ainsi le rôle de percepteur. Les syndicats doivent mener une lutte des plus opiniâtres contre ces mesures gouvernementales ne servant qu'aux intérêts de la classe capitaliste.

17. Les syndicats révolutionnaires qui luttent pour améliorer les conditions du travail, élever le niveau de subsistance des masses, établir le contrôle ouvrier, doivent constamment se rendre compte que dans le cadre du capitalisme tous ces problèmes ne sauraient être résolus; aussi doivent-ils, tout en arrachant pas à pas des concessions aux classes dominantes, tout en les obligeant à appliquer la législation sociale, mettre clairement les masses ouvrières en face de ce fait que seul le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat sont capables de résoudre la question sociale. Aussi, pas une action partielle, pas une grève partielle ni le moindre conflit ne doivent passer sans laisser de traces à ce point de vue.

Les syndicats révolutionnaires doivent généraliser ces conflits en élevant constamment la mentalité des masses ouvrières jusqu'à la nécessité et à l'inéluctabilité de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat.

18. Toute lutte économique est une lutte politique, c'est-à-dire une lutte menée par toute une classe. Dans ces conditions, Si considérables que soient les couches ouvrières embrassées par la lutte, celle-ci ne peut être réellement révolutionnaire, elle ne peut être réalisée avec le maximum d'utilité pour la classe ouvrière dans son ensemble que si les syndicats révolutionnaires marchent la main dans la main, en union et en collaboration étroite, avec

le PC du pays. La théorie et la pratique de la division de l'action de la classe ouvrière en deux moitiés autonomes est très pernicieuse, surtout dans le moment révolutionnaire actuel. Chaque action demande un maximum de concentration des forces, qui n'est possible qu'à la condition de la plus haute tension de toute l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous ses éléments communistes et révolutionnaires. Des actions isolées du PC et des syndicats révolutionnaires de classe sont d'avance vouées à l'insuccès et à la débâcle. C'est pourquoi l'unité d'action, une liaison organique entre les PC et les syndicats ouvriers, constituent la condition préalable du succès dans la lutte contre le capitalisme.

## Thèses sur l'action des communistes dans les coopératives

§1. A l'époque de la révolution prolétarienne les coopératives révolutionnaires doivent se proposer deux buts:

- 1) Aider les travailleurs dans leur lutte pour la conquête du pouvoir politique.
- 2) Là où ce pouvoir est déjà conquis, aider les travailleurs à organiser la société socialiste.

§2. Les anciennes coopératives marchaient dans la voie du réformisme et évitaient de toute façon la lutte révolutionnaire sous toutes ses formes. Elles prêchaient l'idée d'une entrée graduelle dans le «socialisme» sans passer par la dictature du prolétariat.

Les anciennes coopératives prêchent la neutralité politique, alors qu'en réalité elles cachent sous cette enseigne leur subordination à la politique de la bourgeoisie impérialiste.

Leur internationalisme n'existe qu'en paroles. En réalité, elles substituent à la solidarité internationale des travailleurs, la collaboration de la classe ouvrière avec la bourgeoisie de chaque pays.

Par toute cette politique, les anciennes coopératives, loin de concourir au développement de la révolution, l'entravent et, loin d'aider le prolétariat dans sa lutte, le gênent.

§3. Les diverses formes de coopératives ne peuvent à aucun degré servir les buts révolutionnaires du prolétariat. Les plus convenables pour cela sont les coopératives de consommation. Mais même parmi ces dernières, il en est beaucoup qui groupent des éléments bourgeois. Ces coopératives ne seront jamais du côté du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire. Seule la coopération ouvrière dans les villes et dans les campagnes peut avoir ce caractère.

§4. La tâche des communistes dans le mouvement coopératif consiste en ce qui suit:

- 1) Propager les idées communistes.
- 2) Faire de la coopération un instrument de lutte de classe pour la révolution, sans détacher les diverses coopératives de leur groupement central.

Dans toutes les coopératives, les communistes doivent être organisés en fractions constituées, se proposant de former dans chaque pays un centre de la coopération communiste.

Ces groupements et leur centre doivent avoir une liaison étroite avec le PC et ses représentants dans la coopération. Le centre doit également élaborer les principes de la tactique communiste dans le mouvement

coopératif national, diriger et organiser ce mouvement.

§5. Les buts pratiques que doit actuellement se proposer la coopération révolutionnaire d'Occident apparaîtront entièrement au cours du travail. Mais dès maintenant on peut indiquer certains d'entre eux:

1) Propager, par l'écrit et par la parole, les idées communistes, mener campagne pour affranchir les coopératives de la direction et de l'influence de la bourgeoisie et des opportunistes.

2) Rapprocher les coopératives des PC, des syndicats révolutionnaires. Faire participer les coopératives, directement et indirectement, à la lutte politique, en prenant part aux démonstrations et aux campagnes politiques du prolétariat. Soutenir matériellement les PC et leur presse. Soutenir matériellement les ouvriers en grève ou victimes de lock-out.

3) Combattre la politique impérialiste de la bourgeoisie, et en particulier l'intervention dans les affaires de la Russie soviétique et des autres pays.

4) Créer des relations non seulement de pensée, d'organisation, mais encore d'affaires, entre les coopératives ouvrières des différents pays.

5) Réclamer la conclusion immédiate de traités de commerce et l'engagement de relations commerciales avec la Russie et les autres républiques soviétiques.

6) Participer le plus largement possible aux échanges commerciaux avec ces républiques.

7) Participer à l'exploitation des richesses naturelles des républiques soviétiques en se chargeant de concessions sur leur territoire.

§6. Après le triomphe de la révolution prolétarienne, les coopératives doivent prendre leur plein développement.

Déjà l'exemple de la Russie soviétique permet d'esquisser certains traits caractéristiques:

1) Les coopératives de consommation devront se charger de la répartition des produits d'après

les plans du gouvernement prolétarien. Cette fonction donnera aux coopératives un essor inouï jusqu'à ce jour.

2) Les coopératives doivent servir de lien organique entre les exploitations isolées des petits producteurs (paysans et artisans) et les services économiques de l'État prolétarien. Ces derniers, par l'intermédiaire des coopératives, dirigeront le travail de ces petites exploitations conformément à un plan d'ensemble. En particulier, les coopératives de consommation recueilleront les denrées alimentaires et les matières premières des petits producteurs pour les remettre aux consommateurs et à l'État.

3) Les coopératives de production peuvent grouper les petits producteurs dans des ateliers ou grandes exploitations communes permettant l'application des machines et des procédés techniques perfectionnés. Elles donneront ainsi à la petite production la base technique qui permettra d'édifier sur ce fondement la production socialiste et qui permettra aux petits producteurs de se débarrasser de leur mentalité individualiste pour développer en eux l'esprit collectiviste.

§7. Prenant en considération le rôle immense que les coopératives révolutionnaires doivent jouer pendant la révolution prolétarienne, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC rappelle aux partis, groupes et organisations communistes qu'ils doivent continuer de travailler énergiquement à propager l'idée de la coopération, des groupements de coopératives en un instrument de la lutte de classe, et à former un front unique des coopératives avec les syndicats révolutionnaires.

Le Congrès charge le CEIC de l'Internationale de former une Section coopérative chargée de mettre en pratique le programme ci-dessus indiqué. En outre cette Section devra dans la mesure des besoins convoquer des conférences et des congrès pour réaliser dans l'Internationale la mission révolutionnaire des coopératives.

## Résolution sur l'action dans les coopératives

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC charge le CEIC de créer une Section Coopérative qui devra préparer selon les besoins la convocation de consultations, conférences et congrès coopératifs internationaux, pour réaliser dans l'Internationale les buts déterminés dans les thèses.

La Section devra, en outre, se proposer les buts pratiques suivants:

§1. Renforcer l'activité coopérative des travailleurs des campagnes et de l'industrie en constituant des coopératives d'artisans demi-prolétaires, en amenant les travailleurs à

rechercher la direction et l'amélioration en commun de leur exploitation.

§2. Mener la lutte pour la remise aux coopératives de la répartition des vivres et des objets de consommation dans tout l'État.

§3. Mener la propagande pour les principes et les méthodes de la coopération révolutionnaire et diriger l'activité de la coopération prolétarienne vers l'appui matériel de la classe ouvrière combattante.

§4. Favoriser l'établissement de rapports commerciaux et financiers internationaux entre coopératives ouvrières et organiser leur production commune.

## Résolution sur l'IC et l'ICJ

§1. Le mouvement de la jeunesse socialiste est né sous la pression de l'exploitation capitaliste de la jeunesse laborieuse et du système illimité du militarisme bourgeois. Il est né comme réaction contre les tentatives d'empoisonnement de la jeunesse laborieuse par les idées bourgeoises nationalistes et contre la négligence et l'oubli dont s'étaient rendus coupables le parti social-démocrate et les syndicats dans la plupart des pays vis-à-vis des exigences économiques, politiques et spirituelles de la jeunesse.

Dans presque tous les pays les organisations de la jeunesse socialiste furent créées sans le concours des partis social-démocrates et des syndicats, qui devenaient toujours de plus en plus opportunistes et réformistes, et dans quelques pays ces organisations se formèrent même contre la volonté de ces partis et des syndicats. Ceux-ci virent un très gros danger dans l'apparition des jeunesses socialistes révolutionnaires indépendantes et essayèrent de réprimer ce mouvement, d'en changer le caractère et de lui imposer leur politique, en exerçant sur lui une tutelle bureaucratique, et en essayant de le priver de toute indépendance.

§2. En outre, la guerre impérialiste et l'attitude prise dans la plupart des pays par les partis social-démocrates devaient agrandir l'abîme creusé entre les partis social-démocrates et les jeunesses internationales et révolutionnaires et accélérer le conflit. La

situation de la jeunesse laborieuse empira pendant la guerre à cause de la mobilisation, de l'exploitation renforcée dans les industries militaires et de la militarisation derrière le front. La meilleure partie de la jeunesse socialiste prit résolument position contre la guerre et le nationalisme, se sépara des partis social-démocrates et commença une action politique propre (Conférences Internationales de la Jeunesse à Berne, en 1915, à Iéna, en 1916).

Dans leur combat contre la guerre, les meilleurs groupes révolutionnaires des ouvriers adultes soutinrent les jeunesses socialistes qui devinrent par là un point de rassemblement des forces révolutionnaires. Elles prirent ainsi sur elles les fonctions des partis révolutionnaires qui faisaient défaut. Elles devinrent l'avant-garde dans le combat révolutionnaire et prirent la forme d'organisations politiques indépendantes.

§3. Avec l'apparition de l'IC et de PC dans différents pays, le rôle des jeunesses révolutionnaires dans tout le mouvement du prolétariat se modifie. De par sa situation économique et grâce à des traits psychologiques particuliers, la jeunesse ouvrière est plus facilement accessible aux idées communistes et fait preuve, lors des combats révolutionnaires, d'un enthousiasme révolutionnaire plus grand que ses aînés les ouvriers. Toutefois ce sont les PC qui prennent sur eux le rôle d'avant-garde

qu'avaient joué les jeunes, en ce qui concerne l'action politique indépendante et la direction politique. Si les organisations de la jeunesse communiste continuaient à exister en qualité d'organisations indépendantes au point de vue politique et en jouant un rôle dirigeant, l'on verrait l'existence de deux PC concurrents qui ne se distingueraient entre eux que par l'âge de leurs membres.

§4. Le rôle actuel de la jeunesse consiste en ce qu'elle doit réunir les jeunes ouvriers, les éduquer dans un esprit communiste aux premiers rangs de la bataille communiste. Le temps est passé où la jeunesse pouvait se borner à un travail bon pour de petits groupes de propagande, composés de peu de membres. Il y a aujourd'hui, à part l'agitation et la propagande, menées avec persévérance et avec de nouvelles méthodes, encore un moyen de conquérir les larges masses de jeunes ouvriers: c'est de provoquer et diriger les combats économiques.

Les organisations de la jeunesse doivent élargir et renforcer leur travail d'éducation en se conformant à leur nouvelle mission. Le principe fondamental de l'éducation communiste dans le mouvement de la jeunesse communiste est la participation active à tous les combats révolutionnaires, participation qui doit être étroitement liée à l'école marxiste.

Un autre devoir important des jeunes femmes à l'époque actuelle, c'est de détruire l'idéologie centriste et social-patriotique parmi la jeunesse ouvrière et de débarrasser celle-ci des tuteurs et des chefs social-démocrates. En même temps, elles doivent tout faire pour activer le processus de rajeunissement résultant du mouvement des masses, en déléguant rapidement dans les PC ses membres les plus âgés.

La grande différence fondamentale qui existe entre les jeunes femmes communistes et les jeunes femmes centristes et social-patriotiques devient surtout apparente par la participation active à tous les problèmes de la vie politique et aux combats et actions révolutionnaires, de même que par la collaboration à la construction des PC

§5. Les rapports entre les jeunes femmes et les PC diffèrent radicalement de ceux qui existent entre les organisations de la jeunesse révolutionnaire et les partis social-démocrates. La plus grande uniformité et la centralisation la plus stricte sont nécessaires dans le combat commun pour la réalisation rapide de la révolution prolétarienne. La direction politique ne peut

appartenir au point de vue international qu'à l'Internationale. Il est du devoir des organisations de la jeunesse communiste de se subordonner à cette direction politique (programme, tactique et directives politiques) et de s'incorporer au front révolutionnaire commun. Etant donné les différents degrés de développement révolutionnaire des PC, il est nécessaire que dans des cas exceptionnels, l'application de ce principe soit subordonnée à une décision spéciale du CEIC et de l'Internationale de la Jeunesse tenant compte des conditions particulières existantes. Les jeunes femmes communistes, qui ont commencé à organiser leurs rangs selon les règles de la centralisation la plus stricte, devront se soumettre, pour réaliser et diriger la révolution prolétarienne, à la discipline d'airain de l'IC Les jeunes femmes doivent s'occuper au sein de leurs organisations de toutes les questions politiques et tactiques, à l'endroit desquelles elles doivent toujours prendre position; et à l'intérieur des PC de leur pays elles doivent toujours agir non contre ces partis, mais dans le sens des décisions prises par eux. En cas de graves dissensions entre les PC et les jeunes femmes, celles-ci doivent faire valoir leur droit d'appel au CEIC L'abandon de leur indépendance politique ne signifie aucunement l'abnégation de leur indépendance organique, qu'il faut conserver pour des raisons d'éducation.

Comme pour la bonne direction de la lutte révolutionnaire, le maximum de centralisation et d'unité sont nécessaires, dans les pays où l'évolution historique a placé la jeunesse dans la dépendance du parti, ces relations doivent être maintenues à titre de règle; les divergences entre les deux organes sont résolues par le CEIC de la Jeunesse.

§6. Une des tâches les plus urgentes et les plus importantes des jeunes femmes est de *se débarrasser de tous les restes de l'idée de son rôle politique dirigeant – survivance de leur période d'absolue autonomie*. Le presse et tout l'appareil des jeunes femmes doivent être utilisées pour imprégner les jeunes communistes du sentiment et de la conscience qu'ils sont des soldats et des membres responsables d'un seul PC

Les organisations de la jeunesse communiste doivent faire d'autant plus attention et donner d'autant plus de temps à ce travail qu'elles commencent, grâce à la conquête de groupes

toujours plus nombreux de jeunes ouvriers, à se transformer en mouvement de masses.

§7. La collaboration politique étroite entre les jeunesses et les PC doit trouver son expression dans une liaison organique solide entre les deux organisations. Ce qui est absolument nécessaire, c'est un échange permanent et mutuel de représentants entre les organes dirigeants des jeunesses et des partis à tous les échelons: province, arrondissement, canton et jusqu'aux derniers noyaux, dans les groupes d'usines et dans les syndicats, de même que la participation mutuelle à toutes les conférences et congrès. De cette façon le PC aura la possibilité d'exercer une influence continue sur l'activité de la jeunesse et de la soutenir, tandis que celle-ci pourra également avoir une influence réelle sur l'activité du parti.

§8. Les rapports entre l'IC et l'ICJ. sont encore plus étroits qu'entre l'Internationale et les PC. Le rôle de l'IC de la Jeunesse consiste à centraliser et à diriger le mouvement de la jeunesse communiste, à soutenir et encourager moralement et matériellement les différentes unions, à créer de nouvelles organisations de la jeunesse communiste là où elles n'existent pas et à faire la propagande internationale pour le mouvement de la jeunesse communiste et pour son programme. L'IC de la Jeunesse constitue une partie de l'IC et en cette qualité elle est subordonnée aux décisions du Congrès et de l'Exécutif de l'IC. C'est dans ces limites qu'elle exécute son travail et agit en qualité d'intermédiaire et d'interprète de la volonté politique de l'IC dans toutes les Sections de cette dernière. C'est par l'échange constant et mutuel et une collaboration étroite continuelle qu'on peut assurer un contrôle constant de la part de l'IC et le travail le plus fécond de l'IC de la Jeunesse sur tous les terrains de son activité (direction du mouvement, agitation, organisation, renforcement et soutien des organisations de la jeunesse communiste).

# Adresse pour Max Hoelz

## *Au prolétariat allemand*

Aux deux mille ans de prison et de peines correctionnelles qu'elle a infligés aux combattants de mars, la bourgeoisie allemande ajoute l'emprisonnement à perpétuité contre *Max Hoelz*.

L'IC est adversaire de la terreur et des actes de sabotage individuel qui ne servent pas directement aux buts de combat de la guerre civile; elle condamne la guerre de franc-tireur menée en dehors de la direction politique du prolétariat révolutionnaire. Mais l'IC voit en Max Hoelz l'un des plus courageux rebelles contre la société capitaliste, dont la rage s'exprime par des condamnations de prison et dont l'ordre se manifeste par les excès de la

canaille qui sert de base à son régime. Les actes de Max Hoelz ne correspondaient pas au but poursuivi; la terreur blanche ne saurait être brisée qu'à la suite du soulèvement des masses ouvrières, ce n'est qu'ainsi que le prolétariat pourra conquérir la victoire. Mais ces actes lui étaient dictés par son amour pour le prolétariat, par sa haine contre la bourgeoisie.

Le Congrès adresse donc ses salutations fraternelles à Max Hoelz. Il le recommande à la protection du prolétariat allemand et exprime son espoir de le voir lutter dans les rangs du PC pour la cause de l'affranchissement des ouvriers, le jour où les prolétaires allemands auront brisé les portes de sa prison.

# Manifeste du CEIC

## *Aux prolétaires, hommes et femmes, de tous les pays!*

### ***Vers un nouveau travail, vers de nouvelles luttes***

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC est terminé, la grande revue du prolétariat communiste de tous les pays est finie. Elle a montré qu'au cours de l'année écoulée le communisme est devenu, dans une série de pays où il n'en est qu'à ses débuts, un grand mouvement stimulant les masses et menaçant le pouvoir du capital. L'IC qui, à son Congrès de constitution, ne représentait en dehors de la Russie que de petits groupes de camarades, cette Internationale qui au 2<sup>e</sup> Congrès de l'année passée cherchait encore sa voie, dispose à présent, non seulement en Russie, mais aussi en Allemagne, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Italie, en France, en Norvège, en Yougoslavie, en Bulgarie, de partis autour des drapeaux desquels des masses de plus en plus grandes se concentrent sans cesse. Le 3<sup>e</sup> Congrès s'adresse aux communistes de

tous les pays pour les inviter à suivre la voie sur laquelle ils se sont engagés et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour réunir dans les rangs de l'IC de nouveaux millions d'ouvriers et d'ouvrières. Car le pouvoir du capital ne sera brisé que si l'idée du communisme devient une force stimulant la grande majorité du prolétariat guidé par les Partis de masses communistes qui doivent constituer comme un cercle de fer la classe prolétarienne combattante. «Aux masses», voilà le premier cri de combat lancé par le 3<sup>e</sup> Congrès aux communistes de tous les pays.

***Vers de nouvelles grandes luttes.*** — Les masses viennent, affluent vers nous, car le capitalisme mondial leur montre avec une évidence de plus en plus éclatante qu'il ne peut plus prolonger son existence qu'en détruisant de plus en plus tout l'ordre social, qu'en



augmentant le chaos, la misère et l'esclavage des masses. En présence de la crise économique mondiale, laquelle jette des millions d'ouvriers à la rue, les criaileries des valets social-démocrates du capital tombent, l'appel que la classe bourgeoise adressait depuis des années aux ouvriers «Travaillez, travaillez sans cesse», ce cri cesse, car le cri «du travail» devient le cri de combat de la classe ouvrière et il ne sera satisfait que sur les ruines du capitalisme, que si le prolétariat s'empare des moyens de production créés par lui. Le monde capitaliste se trouve devant l'abîme de nouveaux dangers de guerre. Les antagonismes américano-japonais, anglo-américain, anglo-français, franco-allemand, polono-allemand, les antagonismes dans le Proche et l'Extrême-Orient poussent le capitalisme aux armements incessants. Ils leur posent la question angoissante: «L'Europe a-t-elle repris le chemin de la guerre mondiale?» Les capitalistes ne craignent pas le massacre de millions d'individus. Déjà, après la guerre, par leur politique, par le blocus de la Russie, ils ont livré à la mort par la faim des millions d'êtres humains. Ce qu'ils craignent, c'est qu'une nouvelle guerre ne pousse définitivement les masses dans les rangs de l'armée de la révolution mondiale, c'est qu'une nouvelle guerre n'entraîne le soulèvement final du prolétariat mondial. Ils cherchent donc, comme ils l'ont fait avant la guerre, à amener une détente au moyen d'intrigues et de combinaisons diplomatiques. Mais la détente sur un point, c'est la tension sur d'autres. Les négociations entre l'Angleterre et l'Amérique au sujet de la limitation des armements navals des deux États créent nécessairement un front contre le Japon. Le rapprochement franco-anglais livre l'Allemagne à la France et la Turquie à l'Angleterre. Le résultat des efforts du capital mondial cherchant à mettre un peu d'ordre dans le chaos mondial, ce n'est pas la paix, mais le trouble croissant et l'esclavage de plus en plus strict des peuples vaincus par le capital des triomphateurs. La presse du capital mondial parle maintenant d'accalmie et de détente dans la politique mondiale parce que la bourgeoisie d'Allemagne se soumet aux conditions dictées par les Alliés et parce que pour sauver son pouvoir elle a livré le peuple allemand aux chacals de la Bourse de Paris et de Londres. Mais en même temps, la presse de la Bourse est pleine de nouvelles sur l'aggravation de la ruine

économique de l'Allemagne, sur les impôts énormes qui s'abattront comme la grêle, en automne, sur les masses condamnées au chômage, impôts renchérissant de plus en plus tous les articles alimentaires et vestimentaires. L'IC qui, pour sa politique, part de l'étude impartiale et objective de la situation mondiale — car le prolétariat ne saurait remporter la victoire que par l'observation claire et objective du champ de bataille — l'IC dit au prolétariat de tous les pays: le capitalisme s'est montré jusqu'à présent incapable d'assurer l'ordre au monde même dans la mesure d'avant-guerre. Ce qu'il entreprend en ce moment ne peut pas amener une consolidation, un nouvel ordre, mais seulement la prolongation de vos souffrances et de l'agonie du capitalisme. La révolution mondiale avance. Partout les bases du capital mondial sont ébranlées. Le deuxième cri que le Congrès Mondial de l'IC lance aux Prolétaires de tous les Pays, c'est celui-ci:

Nous allons au-devant de grandes luttes, armez-vous, en vue de nouveaux combats.

**Formez le front!** — La bourgeoisie mondiale est incapable d'assurer aux ouvriers le travail, le pain, le logement et le vêtement; mais elle montre de grandes capacités dans l'organisation de la guerre contre le prolétariat mondial. Depuis le moment de sa première grande désorientation, depuis qu'elle a réussi à surmonter sa peur des ouvriers revenus de la guerre, depuis qu'elle a réussi à les faire rentrer dans les usines, à écraser leurs premiers soulèvements, à renouer son alliance de guerre avec les social-démocrates et les traîtres socialistes contre le prolétariat et à diviser ainsi celui-ci, elle a employé toutes ses forces pour organiser des gardes-blancs contre le prolétariat et pour désarmer ce dernier. Armée jusqu'aux dents, la bourgeoisie mondiale est prête non seulement à s'opposer par les armes à tout soulèvement du prolétariat, mais encore à provoquer s'il en est besoin des soulèvements prématurés du prolétariat qui se prépare à la lutte; elle désire ainsi l'écraser avant qu'il ait formé son front commun invincible. L'IC doit opposer sa stratégie à la stratégie de la bourgeoisie mondiale. Contre les caisses du capital mondial qui, au prolétariat organisé, opposent des bandes armées, l'IC dispose d'une arme fidèle: ce sont les masses du prolétariat, le front uni et ferme du prolétariat. Les ruses et la

violence de la bourgeoisie n'auront aucun succès si des millions d'ouvriers avancent en rangs serrés au combat. Car alors les chemins de fer sur lesquels la bourgeoisie transporte ses troupes blanches contre le prolétariat s'arrêteront; la terreur blanche s'emparera alors d'une partie des gardes-blancs eux-mêmes, le prolétariat leur arrachera leurs armes pour lutter contre les autres formations de gardes-blancs. Si l'on réussit à mener sur un front uni le prolétariat à la lutte, le capital, la bourgeoisie mondiale perdront les chances de victoire, la foi en la victoire que seules alors peuvent lui rendre la trahison de la social-démocratie, la division de la classe ouvrière. La victoire sur le capital mondial, ou plutôt la voie vers cette victoire, c'est la conquête des cœurs de la majorité de la classe ouvrière. Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC invite les PC de tous les pays, les communistes dans les syndicats, à tendre tous leurs efforts, toutes leurs forces, pour arracher les plus grandes masses d'ouvriers à l'influence des

Partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale traître. Ce but ne saurait être obtenu que si les communistes de tous les pays se montrent les combattants d'avant garde de la classe ouvrière pendant cette époque difficile, pendant laquelle chaque jour apporte aux masses ouvrières de nouvelles privations et de nouvelles misères, que s'ils la mènent à la lutte pour un morceau de pain de plus, à la lutte pour le soulagement des charges que le capital impose de plus en plus de manière insupportable aux masses ouvrières. Il faut montrer à la masse ouvrière que seuls les communistes luttent pour l'amélioration de sa situation et que la social-démocratie ainsi que la bureaucratie syndicale réactionnaire sont disposées à laisser le prolétariat devenir la proie de la famine plutôt que de le mener au combat. On ne saurait battre les traîtres au prolétariat, les agents de la bourgeoisie sur le terrain des discussions théoriques, sur la démocratie et la dictature; on ne les écrasera qu'à l'occasion des questions de pain, de salaires, de l'habillement et du logement. Et le premier champ de bataille, le plus important, sur lequel on peut les battre, c'est celui du mouvement syndical; ils seront vaincus dans la lutte que nous mènerons contre l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam et pour l'ISR. C'est la lutte pour la conquête des positions ennemies dans notre propre camp; c'est la question de la formation d'un front de

combat à opposer au capital mondial. Gardez vos organisations pures de toute tendance centriste, entretenez l'esprit de combat parmi vous.

Ce n'est que dans la lutte pour les intérêts les plus simples, les plus élémentaires des masses ouvrières que nous pourrions former un front uni du prolétariat contre la bourgeoisie. Ce n'est que dans cette lutte que nous pourrions mettre fin aux divisions au sein du prolétariat, divisions qui constituent la base sur laquelle la bourgeoisie peut prolonger son existence. Mais ce front du prolétariat ne deviendra puissant et apte au combat que s'il est maintenu par les PC dont l'esprit doit être uni et ferme, et la discipline solide et sévère. C'est pourquoi le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC, en même temps qu'il lançait aux communistes de tous les pays le cri de «Aux masses!», «Formez le front uni du prolétariat!» leur recommandait: «Gardez vos rangs purs d'éléments capables de détruire le moral et la discipline de combat des troupes d'attaque du prolétariat mondial, des PC». Le Congrès de l'IC approuve et confirme l'exclusion du Parti Socialiste d'Italie, exclusion qui doit être maintenue jusqu'au moment où ce Parti rompra avec les réformistes et les chassera de ses rangs. Le Congrès exprime ainsi sa conviction que si l'Internationale

Communiste veut mener des millions d'ouvriers au combat, elle ne doit pas tolérer dans ses rangs des réformistes dont le but n'est pas la révolution triomphante du prolétariat, mais la réconciliation avec le capitalisme, et la réforme de ce dernier. Des armées qui tolèrent à leur tête des chefs ayant en vue la réconciliation avec l'ennemi, de telles armées sont vouées à être trahies et vendues à l'ennemi par ces mêmes chefs. L'IC a porté son attention sur le fait que dans toute une série de Partis d'où les réformistes sont cependant exclus, il y a encore des tendances qui n'ont pu surmonter définitivement l'esprit du réformisme; si ces tendances ne travaillent pas à la réconciliation avec l'ennemi, elles ne s'appliquent cependant pas assez énergiquement dans leur agitation et dans leur propagande à préparer la lutte contre le capitalisme, elles ne travaillent pas assez énergiquement et avec assez de décision à révolutionner les masses. Des Partis qui ne sont pas en mesure, par leur travail révolutionnaire quotidien, de devenir comme le souffle révolutionnaire des masses, qui ne sont pas en mesure de renforcer quotidiennement, avec

passion et avec impétuosité, la volonté de lutte des masses, de tels partis laisseront nécessairement échapper des situations favorables pour la lutte, laisseront s'enliser de grandes luttes spontanées du prolétariat, comme ce fut le cas de l'occupation des usines en Italie et lors de la grève de décembre en Tchécoslovaquie. Les PC doivent former leur esprit de combat, ils doivent devenir l'état-major capable de saisir immédiatement les situations favorables de la lutte et de tirer tous les avantages possibles par une direction courageuse des mouvements spontanés du prolétariat. «Soyez l'avant-garde des masses ouvrières qui se mettent en mouvement, soyez leur cœur et leur cerveau», c'est le cri que le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC lance aux PC. Etre l'avant-garde, c'est marcher à la tête des masses, comme leur partie la plus vaillante, la plus prudente, la plus clairvoyante. Ce n'est que si les PC deviennent une telle avant-garde qu'ils seront en mesure, non seulement de former le front uni du prolétariat, mais encore, en dirigeant celui-ci, de triompher de l'ennemi.

***Opposez la stratégie du prolétariat à la stratégie du capital, préparez vos luttes!*** —

L'ennemi est puissant, parce qu'il a derrière lui des siècles d'habitude du pouvoir qui ont créé en lui la conscience de sa force et la volonté de maintenir son pouvoir. L'ennemi est fort parce qu'il a appris pendant des siècles comment diviser les masses prolétariennes, comment les opprimer et les vaincre. L'ennemi sait comment on conduit victorieusement la guerre civile et c'est pour cela que le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC attire l'attention des PC de tous les pays sur le danger que présente la stratégie expérimentée de la classe dominante et possédante et les défauts de la stratégie, en voie de formation à peine, de la classe ouvrière luttant pour le pouvoir. Les événements du mois de mars en Allemagne ont montré le grand danger qu'il y aurait à laisser l'ennemi pousser à la lutte, par ses ruses, les premiers rangs de la classe ouvrière, l'avant-garde communiste du prolétariat, avant que les grandes masses se soient mises en mouvement. L'IC a salué avec joie le fait que des centaines de milliers d'ouvriers en Allemagne sont accourus au secours des ouvriers de l'Allemagne Centrale menacés de tous côtés. C'est dans cet esprit de solidarité, c'est dans le soulèvement du prolétariat de tous les pays du monde entier

pour la protection d'une partie menacée du prolétariat, que l'IC voit le chemin de la victoire. Elle a salué le fait que le PCU d'Allemagne s'est mis à la tête des masses ouvrières qui accouraient pour défendre leurs frères menacés. Mais en même temps, l'IC considère comme un devoir de dire franchement et clairement aux ouvriers de tous les pays: même si l'avant-garde ne peut pas éviter les luttes, même si ces luttes peuvent hâter la mobilisation de toute la classe ouvrière, cette avant-garde ne aurait cependant oublier qu'elle ne doit pas se laisser entraîner toute seule, isolée, dans des luttes décisives, que, contrainte à aller isolée au combat, elle doit éviter le choc armé avec l'ennemi, car ce qui constitue la source de la victoire du prolétariat sur les gardes-blancs armés, c'est sa masse. Si l'avant-garde n'avance pas en masses dominant l'ennemi, elle doit éviter, minorité désarmée, d'entrer en lutte armée avec lui. Les combats de mars ont fourni encore un enseignement sur lequel l'IC attire l'attention des prolétaires de tous les pays: il faut préparer les masses ouvrières aux luttes imminentes, par une agitation révolutionnaire ininterrompue, quotidienne, intense et vaste; il faut entrer au combat avec des mots d'ordre clairs et compréhensibles pour les grandes masses prolétariennes. À la stratégie de l'ennemi, il faut opposer, au prolétariat, une stratégie avisée et réfléchie. La volonté de combat des rangs d'avant-garde, leur courage et leur fermeté ne suffisent pas. La lutte doit être préparée, organisée, de façon à ce qu'elle apparaisse à celles-ci comme la lutte pour leurs intérêts les plus essentiels et de façon à ce qu'elle les mobilise immédiatement. Plus le capital mondial se sentira en danger, et plus il tentera de rendre impossible la victoire future de l'IC, en isolant ses premiers rangs du reste des grandes masses et en les battant ainsi. À ce plan, à ce danger, il faut opposer une agitation des masses vaste et intense, menée par les PC, un travail d'organisation énergique au moyen duquel ces partis assurent leur influence sur les masses, une froide appréciation de la situation du combat, une tactique réfléchie tendant à éviter la lutte avec des forces supérieures de l'ennemi et à déclencher l'attaque dans les situations où l'ennemi est divisé et la masse unie.

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC sait que la classe ouvrière n'arrivera à former des PC capables de tomber comme la foudre sur

l'ennemi au moment où il est le plus oppressé, et de l'éviter lorsqu'il est dans une situation meilleure, qu'à la suite de l'expérience, qu'elle aura acquise dans la lutte. C'est donc le devoir des prolétaires de tous les pays de s'appliquer à comprendre et à utiliser tous les enseignements, toutes les expériences réunies par la classe ouvrière d'un pays au prix de grands sacrifices.

*Au travail pour la préparation et l'organisation  
de notre victoire!*

Le Comité Exécutif de l'IC

***Gardez la discipline du combat!*** — Les PC de tous les pays et la classe ouvrière ne doivent pas se préparer en vue d'une période d'agitation et d'organisation, ils doivent au contraire s'attendre et se préparer aux grandes luttes que le capital imposera bientôt au prolétariat pour l'écraser et pour le charger de tout le poids de sa politique. Dans cette lutte, les PC doivent former une discipline du combat sévère et stricte. Les comités centraux de ces partis doivent considérer froidement et avec réflexion tous les enseignements de la lutte, ils doivent observer le champ de bataille, concentrer avec la plus grande réflexion le grand élan des masses. Ils doivent forger leur plan de combat, leur ligne tactique, avec tout l'esprit du Parti et en prenant en considération les critiques des camarades. Mais toutes les organisations du Parti doivent suivre sans hésitation la ligne prescrite par le Parti. Chaque mot, chaque mesure des organisations du Parti doivent être subordonnés à son but. Les fractions parlementaires, la presse du Parti, les organisations doivent suivre sans hésitation l'ordre de la direction du Parti.

La revue mondiale des rangs d'avant-garde communistes est terminée. Elle a montré que le Communisme est une puissance mondiale. Elle a montré que l'IC doit encore former et instruire de grandes armées du prolétariat, elle a montré que de grandes luttes sont imminentes pour ces armées, elle a annoncé la victoire dans ces luttes, elle a montré au prolétariat mondial comment il doit préparer et conquérir cette victoire. Il appartient aux PC de tous les pays de faire en sorte que les décisions du Congrès, dictées par les expériences du prolétariat mondial, deviennent comme la conscience générale des communistes de tous les pays, afin que les prolétaires communistes, hommes et femmes, puissent agir dans les luttes à venir comme les chefs de milliers de prolétaires non communistes.

*Vive l'Internationale Communiste!*

*Vive la Révolution mondiale!*



# 4<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

# 1922

Source:

*IV<sup>e</sup> Congrès Communiste Mondial — Résolutions*, Librairie de l'Humanité, Paris, 1923.

# Thèses sur l'unité du front prolétarien

§1. Le mouvement international traverse en ce moment une période de transition qui pose devant l'IC et devant ses Sections de nouveaux et importants problèmes tactiques.

Cette période est principalement caractérisée par les faits suivants:

La crise économique mondiale s'aggrave. Le chômage s'accroît. Dans presque tous les pays, le Capital international a déclenché contre la classe ouvrière une offensive systématique, dont le but avoué est tout d'abord de réduire les salaires et d'avilir les conditions d'existence des travailleurs. La faillite de la paix de Versailles devient de plus en plus évidente pour les masses laborieuses elles-mêmes. Il est clair que si le prolétariat international n'arrive pas à détruire le régime bourgeois, une ou même plusieurs guerres impérialistes ne sauraient tarder à éclater. C'est ce qu'a démontré avec éloquence la Conférence de Washington.

§2. Les illusions réformistes qui, par suite de diverses circonstances, avaient bénéficié d'un regain de faveur dans les grandes masses ouvrières, font place, en présence des dures réalités, à un état d'esprit tout différent. Les illusions démocratiques et réformistes qui, après la guerre impérialiste, avaient repris du terrain parmi une catégorie de travailleurs privilégiés, ainsi que parmi les ouvriers les plus arriérés au point de vue politique, se dissipent avant même d'avoir pu s'épanouir. Les résultats des travaux de la Conférence de

Washington leur porteront le coup de grâce. Si l'on pouvait, il y a six mois, parler avec un semblant de raison d'une certaine évolution à droite des masses ouvrières d'Europe et d'Amérique, l'on ne saurait nier en ce moment le début d'une nouvelle orientation à gauche.

§3. D'autre part, l'offensive capitaliste a suscité dans les masses ouvrières une tendance spontanée à l'unité, que rien ne saurait contenir et qui va de pair avec l'accroissement de la

confiance dont les communistes bénéficient auprès du prolétariat.

Maintenant seulement, des milieux ouvriers de plus en plus importants commencent à apprécier la vaillance de l'avant-garde communiste qui engagea la lutte, pour la défense des intérêts prolétariens, à une époque où les grandes masses demeuraient encore indifférentes, voire hostiles, au communisme. Les ouvriers comprennent de plus en plus que les communistes ont réellement défendu, souvent au prix des plus grands sacrifices et dans les circonstances les plus pénibles, les intérêts économiques et politiques des travailleurs. De nouveau, le respect et la confiance vont à l'avant-garde intransigeante que constituent les communistes; reconnaissant enfin la vanité des espérances réformistes, les travailleurs les plus arriérés se convainquent qu'il n'est, contre la spoliation capitaliste, de salut que dans la lutte.

§4. Les PC peuvent et doivent recueillir maintenant le fruit des luttes qu'ils ont naguère soutenues dans les circonstances les plus défavorables au milieu de l'indifférence des masses. Mais, portés par une confiance croissante vers les éléments les plus irréductibles, les plus combatifs de leur classe – vers les communistes – les travailleurs témoignent plus que jamais d'un irrésistible désir d'unité. Eveillées désormais à une vie plus active, les couches les moins expérimentées de la classe ouvrière rêvent de la fusion de tous les partis ouvriers, sinon de toutes les organisations prolétariennes. Elles espèrent accroître ainsi leur capacité de résistance à la poussée capitaliste. Des ouvriers qui, jusqu'à présent, s'étaient à peu près désintéressés des luttes politiques, veulent vérifier désormais, par leur expérience personnelle, la valeur du programme politique du réformisme. Les ouvriers qui adhèrent aux vieux partis social-démocrates et qui constituent une fraction importante du prolétariat n'admettent plus les campagnes des



calomnies des social-démocrates et des centristes contre l'avant-garde communiste; bien plus, ils commencent à réclamer une entente avec cette dernière. Cependant ils ne sont pas encore complètement émancipés des croyances réformistes, et nombreux sont ceux qui accordent leur appui aux Internationales Socialistes et à celle d'Amsterdam. Sans doute leurs aspirations ne sont-elles pas toujours nettement formulées, mais il est certain qu'elles tendent impérieusement à la création d'un front prolétarien unique, à la formation, par les partis de la 2<sup>e</sup> Internationale et les syndicats d'Amsterdam alliés aux communistes, d'un bloc puissant contre lequel viendrait se briser l'offensive patronale. En ce sens, ces aspirations représentent le progrès même. La foi au réformisme est à peu près éteinte. Dans la situation actuelle du mouvement ouvrier, toute action sérieuse, même si elle a son point de départ dans des revendications partielles, amènera fatalement les masses à poser les questions fondamentales de la révolution. L'avant-garde communiste ne pourra que gagner à l'expérience des nouvelles couches ouvrières, qui se convaincront par elles-mêmes de l'inanité des illusions réformistes et des effets déplorables de la politique de conciliation.

§5. Lorsque commença la protestation organisée et consciente des travailleurs contre la trahison des leaders de la 2<sup>e</sup> Internationale, ceux-ci disposaient de l'ensemble du mécanisme des organisations ouvrières. Ils invoquèrent l'unité et la discipline ouvrière pour bâillonner impitoyablement les révolutionnaires protestataires et briser toutes les résistances qui les eussent empêchés de mettre au service des impérialistes nationaux la totalité des forces prolétariennes. La gauche révolutionnaire fut ainsi forcée de conquérir, coûte que coûte, sa liberté de propagande, afin de faire connaître aux masses ouvrières la trahison infâme qu'avaient commise – et que continuent de commettre – des partis et des syndicats créés par les masses elles-mêmes.

§6. Après s'être assuré une complète liberté de propagande, les PC s'efforcent aujourd'hui, dans tous les pays, de réaliser une unité aussi complète que possible des masses ouvrières sur le terrain de l'action pratique. Les gens d'Amsterdam et ceux de la 2<sup>e</sup> Internationale, eux aussi, prônent l'unité, mais tous leurs actes sont la négation de leurs paroles. N'ayant pas réussi à étouffer dans les organisations les

protestations, les critiques et les aspirations des révolutionnaires, les réformistes, avides de compromis, cherchent maintenant à sortir de l'impasse où ils se sont engagés, en semant la désorganisation et la division parmi les travailleurs et en sabotant leur lutte. Démasquer en ce moment leur récidive de trahison est un des devoirs les plus importants des PC

§7. La profonde évolution intérieure provoquée dans la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique par la nouvelle situation économique du prolétariat, oblige même les dirigeants et les diplomates des Internationales socialistes et de l'Internationale d'Amsterdam à mettre au premier plan le problème de l'unité ouvrière. Alors que, chez les travailleurs récemment arrivés à une vie politique consciente et encore inexpérimentés, le mot d'ordre du Front Unique est l'expression sincère du désir d'opposer à l'offensive patronale toutes les forces de la classe ouvrière, ce mot d'ordre n'est, de la part des leaders réformistes, qu'une nouvelle tentative de duper les ouvriers pour les ramener dans l'ornière de la collaboration de classe. L'imminence d'une nouvelle guerre impérialiste, la course aux armements, les nouveaux traités secrets des puissances impérialistes, non seulement ne détermineront pas les dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale, de l'Internationale 2 1/2 et de l'Internationale d'Amsterdam à sonner l'alarme et aider effectivement à l'union internationale de la classe ouvrière, mais ils susciteront infailliblement parmi eux les mêmes dissensions que dans la bourgeoisie internationale. C'est là un fait d'autant plus inévitable que la solidarité des «socialistes» réformistes avec «leurs» bourgeoisies nationales respectives, constitue la pierre angulaire du réformisme.

Telles sont les conditions générales dans lesquelles l'IC et ses Sections ont à préciser leur attitude envers le mot d'ordre de l'unité du front ouvrier.

§8. Tout bien pesé, le CEIC estime que le mot d'ordre du 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC: «Aux masses!» ainsi que les intérêts généraux du mouvement communiste, exigent que l'IC et ses Sections soutiennent le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et prennent en main l'initiative de sa réalisation. La tactique des PC s'inspirera des conditions particulières à chaque pays.

§9. En Allemagne, le PC, à la dernière session de son Conseil National, s'est prononcé pour l'unité du front prolétarien et a reconnu possible d'appuyer un «gouvernement ouvrier unitaire» qui serait disposé à combattre sérieusement le pouvoir capitaliste. Le CEIC approuve sans réserve cette décision, persuadé que le PC Allemand, tout en sauvegardant son indépendance politique, pourra ainsi pénétrer dans de plus larges couches prolétariennes et y fortifier l'influence communiste. En Allemagne plus que partout ailleurs, les grandes masses comprennent de mieux en mieux que leur avant-garde communiste avait raison de se refuser à déposer les armes dans les moments les plus difficiles et de dénoncer l'inanité absolue des remèdes réformistes à une situation que la révolution prolétarienne seule peut dénouer. En persévérant dans cette voie, le Parti Allemand ne tardera pas à rallier à lui tous les éléments anarchistes et syndicalistes qui sont restés jusqu'à présent en dehors de la lutte des masses.

§10. En France, le PC englobe la majorité des travailleurs politiquement organisés. Par suite, le problème du front unique y revêt un aspect quelque peu différent de celui qu'il a dans les autres pays. Mais en France également, il faut que toute la responsabilité de la rupture du front ouvrier retombe sur nos adversaires. La fraction révolutionnaire du syndicalisme français combat avec raison la scission dans les syndicats et défend l'unité de la classe ouvrière dans la lutte économique. Mais cette lutte ne s'arrête pas au seuil de l'usine. L'unité n'est pas moins indispensable contre la vague de réaction, contre la politique impérialiste, etc. La politique des réformistes et des centristes, après avoir provoqué la scission dans le Parti, menace à cette heure l'unité du mouvement syndical, ce qui prouve que, de même que Jean Longuet, Jouhaux sert en réalité la cause de la bourgeoisie. Le mot d'ordre de l'unité politique et économique du front prolétarien contre la bourgeoisie est le meilleur moyen de faire avorter les manœuvres scissionnistes.

Quelles que soient les trahisons de la CGT réformiste que dirigent Jouhaux, Merrheim et consorts, les communistes, et avec eux tous les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière française, se verront forcés de proposer aux réformistes, avant toute grève générale, avant toute manifestation révolutionnaire, avant toute action de masses, de s'associer à cette action, et, sitôt que les réformistes s'y seront refusés, de les

démasquer devant la classe ouvrière. La conquête des masses ouvrières apolitiques nous sera ainsi facilitée. Il va de soi que cette méthode n'implique nullement pour le Parti français une restriction de son indépendance et ne saurait l'engager, par exemple, à soutenir le Bloc des gauches en période électorale, ou à faire preuve d'une indulgence exagérée envers les «communistes» indécis qui ne cessent de déplorer la scission d'avec les social-patriotes.

§11. En Angleterre, le Labour Party (Parti Ouvrier) réformiste avait refusé d'admettre en son sein le PC au même titre que les autres organisations ouvrières. Mais, sous la pression des masses ouvrières dont nous avons indiqué les aspirations, les organisations ouvrières londoniennes viennent de voter l'admission du PC dans le Labour Party.

À cet égard, l'Angleterre constitue évidemment une exception. Par suite de conditions particulières, le Labour Party forme en Angleterre une sorte de coalition embrassant toutes les organisations ouvrières du pays. Il est maintenant du devoir des communistes d'exiger par une campagne énergique, leur admission dans le Labour Party. La récente trahison des leaders des trade-unions dans la grève des mineurs, l'offensive capitaliste contre les salaires, etc., provoquent une effervescence considérable dans le prolétariat anglais. Les communistes doivent s'efforcer à tout prix de pénétrer au plus profond des masses laborieuses sous le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie.

§12. En Italie, le jeune PC, qui avait eu jusqu'ici une attitude des plus intransigeantes à l'égard du Parti Socialiste réformiste et des dirigeants social-traitres de la Confédération Générale du Travail – dont la trahison envers la révolution prolétarienne est maintenant définitivement consommée – entreprend néanmoins, en présence de l'offensive patronale, une agitation énergique en faveur de l'unité du front prolétarien. Le CEIC approuve entièrement cette tactique des communistes italiens et insiste sur la nécessité de la développer encore davantage. Le CEIC est convaincu que le PC italien, s'il fait preuve d'une perspicacité suffisante, deviendra, pour l'IC, un modèle de combativité marxiste et, tout en dénonçant impitoyablement les hésitations et les trahisons des réformistes et des centristes, saura poursuivre une campagne de plus en plus

vigoureuse dans les masses ouvrières pour l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie.

Il va de soi que le Parti Italien ne devra rien négliger pour gagner à l'action commune les éléments révolutionnaires de l'anarchisme et du syndicalisme.

§13. En Tchécoslovaquie, où le Parti groupe la majorité des travailleurs politiquement organisés, les tâches des communistes sont, sous certains rapports, analogues à celles des communistes français. Tout en affermissant son indépendance et en rompant les derniers liens qui le rattachent aux centristes, le Parti Tchécoslovaque doit savoir populariser le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie et mettre en lumière le rôle véritable des social-démocrates et des centristes, agents du Capital. Les communistes tchécoslovaques ont aussi à intensifier leur action dans les syndicats, restés dans une large mesure au pouvoir des leaders jaunes.

§14. En Suède, le résultat des dernières élections parlementaires permet à un PC numériquement faible de jouer un rôle important. M. Branting, leader des plus éminents de la 2<sup>e</sup> Internationale en même temps que président du Conseil des Ministres de la bourgeoisie suédoise, se trouve dans une situation telle que l'attitude de la fraction parlementaire communiste ne peut lui être indifférente pour la constitution d'une majorité parlementaire. Le CEIC estime que la fraction communiste ne pourra pas refuser d'accorder, sous certaines conditions, son appui au gouvernement menchevique de M. Branting, comme l'ont d'ailleurs fait avec raison les communistes allemands pour certains gouvernements régionaux (Thuringe). Mais il n'en résulte nullement que les communistes suédois doivent abandonner quoi que ce soit de leur indépendance ou cesser de dénoncer le caractère véritable du gouvernement menchevique. Au contraire, plus les mencheviks auront de pouvoir, plus ils trahiront la classe ouvrière et plus les communistes devront s'efforcer de les démasquer devant les masses ouvrières.

§15. Aux États-Unis, l'union de tous les éléments de gauche du mouvement ouvrier syndical et politique commence à se réaliser. Les communistes américains ont ainsi l'occasion de pénétrer dans les grandes masses laborieuses et de devenir le centre de cristallisation de cette

union des gauches. Formant des groupes partout où il se trouve des communistes, ils doivent savoir prendre la direction du mouvement de ralliement des éléments révolutionnaires et propager avec énergie l'idée du front unique (par exemple, pour la défense des intérêts des sans-travail). L'accusation principale qu'ils devront porter contre les organisations de M. Gompers sera que ces dernières se refusent obstinément à constituer l'unité du front prolétarien pour la défense des chômeurs. Néanmoins, la tâche essentielle du Parti sera d'attirer à lui les meilleurs éléments des IWW.

§16. En Suisse, notre Parti a déjà remporté certain succès dans la voie que nous avons indiquée. La propagande communiste pour le front unique a obligé la bureaucratie syndicale à convoquer un Congrès extraordinaire qui doit se tenir prochainement et où nos amis sauront mettre à nu les mensonges du réformisme et développer, pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, la plus grande activité.

§17. Dans une série d'autres pays, la question se présente, selon les conditions locales, sous un aspect plus ou moins différent. Mais le CEIC est persuadé que les Sections sauront appliquer, conformément aux conditions particulières de chaque pays, la ligne de conduite générale qu'il vient de tracer.

§18. Le CEIC stipule, comme condition rigoureusement obligatoire pour tous les PC, la liberté, pour toute Section passant une convention quelconque avec les partis de la 2<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale 2½, de continuer la propagande de nos idées et la critique des adversaires du communisme. Tout en se soumettant à la discipline de l'action, les communistes doivent absolument se réserver le droit et la possibilité d'exprimer, non seulement avant et après, mais encore pendant l'action, leur opinion sur la politique de toutes les organisations ouvrières sans exception. En aucun et sous aucun prétexte, cette clause ne saurait souffrir d'infraction. En préconisant l'unité de toutes les organisations ouvrières dans chaque action contre le front capitaliste, les communistes ne peuvent renoncer à la propagande de leurs points de vue qui, seuls, constituent l'expression logique des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière.

§19. Le CEIC croit utile de rappeler à tous les partis frères les expériences des bolchéviks russes, dont le Parti est le seul qui ait jusqu'à

présent réussi à vaincre la bourgeoisie et à s'emparer du pouvoir. Pendant les quinze années qui s'étendent entre la naissance du bolchevisme et sa victoire (1903-17), celui-ci n'a jamais cessé de combattre le réformisme, ou, ce qui revient au même, le menchevisme. Mais pendant ce même laps de temps, les bolchéviks ont, à plusieurs reprises, passé des accords avec les mencheviks. La première scission formelle eut lieu au printemps de 1905. Mais sous l'influence irrésistible d'un mouvement ouvrier de vaste envergure, les bolchéviks formèrent, la même année, un front commun avec les mencheviks. La seconde scission formelle eut lieu en janvier 1912. Mais de 1905 à 1912, la scission alterna avec des unions et des accords temporaires (en 1906, 1907 et 1910). Unions et accords ne se produisirent pas seulement à la suite des péripéties de la lutte entre fractions, mais surtout sous la pression des grandes masses ouvrières éveillées à la vie politique et qui voulaient voir par elles-mêmes si les voies du menchevisme s'écartaient véritablement de la révolution. Peu avant la guerre impérialiste, le nouveau mouvement révolutionnaire qui suivit la grève de la Léna engendra dans les masses prolétariennes une puissante aspiration à l'unité, que les dirigeants du menchevisme s'évertuèrent à exploiter à leur profit, comme le font aujourd'hui les leaders des Internationales «socialistes» et ceux de l'Internationale d'Amsterdam. À cette époque, les bolchéviks ne se refusèrent pas au front unique. Loin de là: pour contrebalancer la diplomatie des chefs mencheviks, ils adoptèrent le mot d'ordre de «l'unité par la base», c'est-à-dire de l'unité des masses ouvrières dans l'action révolutionnaire pratique contre la bourgeoisie. L'expérience montra que c'était là la seule vraie tactique. Modifiée selon les temps et les lieux, cette tactique gagna au communisme l'immense majorité des meilleurs éléments prolétariens mencheviks.

§20. Adoptant le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et admettant des accords entre ses diverses Sections et les partis et syndicats de la 2<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale 2½, l'IC ne saurait évidemment renoncer elle-même à passer des accords analogues sur l'échelle internationale. Dans la question du secours aux affamés de Russie, le CEIC a proposé un accord à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Il a renouvelé ses propositions en vue d'une action commune contre la terreur blanche en Espagne et en Yougoslavie. Il soumet actuellement aux

Internationales socialistes et à l'Internationale d'Amsterdam une nouvelle proposition au sujet des travaux de la Conférence de Washington, laquelle ne peut que précipiter l'explosion d'une nouvelle guerre impérialiste. Mais les dirigeants de ces trois organisations internationales ont montré que, dès qu'il s'agit d'en venir aux actes, ils renoncent entièrement à leur mot d'ordre d'unité ouvrière. Par suite, la tâche précise de l'IC et de ses Sections sera de dévoiler aux masses l'hypocrisie des dirigeants ouvriers qui préfèrent l'union avec la bourgeoisie à l'unité des travailleurs révolutionnaires et, en restant dans le Bureau International du Travail auprès de la Société des Nations, participent par là même à la Conférence impérialiste de Washington, au lieu de mener une campagne contre elle. Mais le refus opposé à nos propositions ne nous fera pas renoncer à la tactique que nous préconisons, tactique profondément conforme à l'esprit des masses ouvrières et qu'il faut savoir développer méthodiquement, sans relâche.

Si nos propositions d'action commune sont repoussées, il faudra en informer le monde ouvrier afin qu'il sache quels sont les destructeurs réels de l'unité du front prolétarien. Si nos propositions sont acceptées, notre devoir est d'accentuer et d'approfondir les luttes engagées. Dans les deux cas, il importera de faire en sorte que les pourparlers des communistes avec les autres organisations éveillent et attirent l'attention des masses laborieuses. Car il faut absolument intéresser ces dernières à toutes les péripéties du combat pour l'unité du front révolutionnaire de tous les travailleurs.

§21. En fixant ce plan d'action, le CEIC tient à attirer l'attention des partis frères sur les périls qui peuvent en résulter. Tous les PC sont loin d'être suffisamment affermis et organisés et d'avoir vaincu définitivement les idéologies centrisme et semi-centrisme. Des excès peuvent se produire et amener la transformation des partis et groupes communistes en blocs hétérogènes informes. Pour appliquer avec succès la tactique préconisée, il importe que le Parti soit fortement organisé et que sa direction se distingue par la clarté parfaite de ses idées.

§22. Au sein même de l'IC, dans les groupements que l'on considère à tort ou à raison comme droitiers ou semi-centristes, il existe indubitablement deux courants. Le premier, réellement émancipé de l'idéologie et des méthodes de la 2<sup>e</sup> Internationale, n'a

pourtant pas su se défaire d'un sentiment de respect à l'égard de l'ancien pouvoir organisateur et voudrait, consciemment ou non, rechercher les bases d'une entente idéale avec la 2e Internationale et, partant, avec la société bourgeoise. Le second, qui combat le radicalisme formel et les erreurs d'une prétendue «gauche», voudrait donner à la tactique du jeune PC plus de souplesse et d'aptitude à la manœuvre afin de lui permettre de pénétrer plus facilement les masses ouvrières. L'évolution rapide des PC a parfois poussé ces deux courants à se rejoindre, voire à n'en former qu'un. Une application attentive des méthodes indiquées plus haut, dont le but est de donner à l'agitation communiste un appui dans les actions des masses unifiées, contribuera efficacement à l'affermissement révolutionnaire de nos partis, tant en faisant l'éducation expérimentale des éléments impatientes et sectaires qu'en les débarrassant du poids mort du réformisme.

§23. Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, y compris par

conséquent les ouvriers qui suivent encore les anarchistes et les syndicalistes. Dans divers pays, ces éléments peuvent utilement s'associer aux actions révolutionnaires. Dès ses débuts, l'IC a toujours préconisé une attitude amicale à l'égard de ces éléments ouvriers qui surmontent progressivement leurs préjugés et adhèrent peu à peu au communisme. Les communistes devront dorénavant leur accorder d'autant plus d'attention que le front unique contre le capitalisme est en voie de réalisation.

§24. Dans le but de fixer définitivement le travail ultérieur dans les conditions indiquées, le CEIC décide de convoquer prochainement une assemblée extraordinaire à laquelle tous les partis affiliés seront représentés par un nombre de délégués double du nombre ordinaire.

§25. Le CEIC consacrera la plus grande attention à toutes les démarches pratiques effectuées dans la voie qu'il vient d'indiquer et demande aux différents partis de l'informer par le menu de toutes leurs tentatives dans ce sens et de tous les résultats obtenus.

# Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical

## 1. — Situation du mouvement syndical

§1. Au cours de ces deux dernières années, marquées par l'offensive universelle du capital, le mouvement syndical s'est sensiblement affaibli dans tous les pays. Sauf de rares exceptions (Allemagne, Autriche), les syndicats ont perdu un grand nombre de leurs membres. Ce recul s'explique à la fois par les vastes offensives de la bourgeoisie et par l'impuissance des syndicats réformistes, non seulement à résoudre la question sociale, mais même à résister sérieusement à l'attaque capitaliste et à défendre les intérêts les plus élémentaires des masses ouvrières.

§2. Devant cette offensive capitaliste d'une part et cette collaboration de classe persistante d'autre part, les masses ouvrières sont de plus en plus désabusées. De là, non seulement leurs

tentatives pour créer des groupements nouveaux, mais encore la dispersion d'un grand nombre d'ouvriers conscients qui quittent leurs organisations. Le syndicat a cessé d'être pour beaucoup un foyer d'agitation, parce qu'il n'a pas su et dans bien des cas il n'a pas voulu arrêter l'offensive du capital et maintenir les positions acquises. La stérilité du réformisme s'est manifestée avec évidence dans la pratique.

§3. Le mouvement syndical porte, dans tous les pays, un caractère d'instabilité foncière; des groupes assez nombreux d'ouvriers ne cessent de s'en détacher, tandis que les réformistes continuent assidûment leur politique de collaboration de classes, sous prétexte «d'utiliser le capital au profit des ouvriers». En fait, le capital a continué d'utiliser dans ses intérêts les organisations réformistes en les rendant complices de l'abaissement du niveau d'existence des masses. La période écoulée a

surtout renforcé les liens qui existaient déjà entre les gouvernements et les meneurs réformistes, de même que la subordination des intérêts de la classe ouvrière à ceux de ses dirigeants.

## **2. — L'offensive d'Amsterdam contre les syndicats révolutionnaires**

§4. Au moment même où ils cédaient sur toute la ligne à la pression bourgeoise, les chefs réformistes engageaient leur offensive contre les ouvriers révolutionnaires.

Voyant que leur mauvaise volonté à organiser la résistance contre le capital avait provoqué une fermentation profonde dans les masses ouvrières, et résolu à nettoyer les organisations de la contagion révolutionnaire, ils entreprirent contre le mouvement syndical révolutionnaire une offensive en règle tendant à désagréger et à démoraliser la minorité révolutionnaire par tous les moyens en leur pouvoir, et à faciliter la consolidation de la domination de classe ébranlée de la bourgeoisie.

§5. Pour conserver leur autorité, les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam n'hésitent pas à exclure, non seulement des individus et de petits groupes, mais des organisations entières; pour rien au monde les gens d'Amsterdam ne veulent rester en minorité et, en cas de menace des éléments révolutionnaires, partisans de l'ISR, et de l'IC, ils sont décidés à provoquer la scission, pourvu qu'ils puissent ainsi conserver leur mainmise sur l'appareil administratif et les ressources matérielles.

Ainsi ont fait les chefs de la CGT française; sur la même voie sont engagés les réformistes de Tchécoslovaquie et les meneurs de la Confédération Nationale des Syndicats allemands. Les intérêts de la bourgeoisie exigent la scission du mouvement syndical.

§6. En même temps que l'offensive réformiste se déclenchait dans les différents pays, la même offensive se déclenchait dans le monde entier: les Fédérations internationales adhérant à Amsterdam excluaient systématiquement ou refusaient d'admettre les Fédérations nationales révolutionnaires correspondantes. Ainsi les Congrès internationaux du sous-sol, du textile, des employés, des cuirs et peaux, des travailleurs sur bois, du bâtiment et des PTT ont

refusé d'admettre les syndicats russes et les autres syndicats révolutionnaires parce que ces derniers appartiennent à l'ISR.

§7. Cette campagne des gens d'Amsterdam contre les syndicats révolutionnaires est une expression de la campagne du capital international contre la classe ouvrière. Elle poursuit les mêmes buts: consolider le système capitaliste sur la misère des masses laborieuses. Le réformisme pressent sa fin prochaine; il veut, à l'aide des exclusions et de la scission des éléments les plus combattifs, affaiblir au maximum la classe ouvrière pour la rendre incapable de mettre la main sur le pouvoir et les moyens de production et d'échange.

## **3. — Les anarchistes et les communistes**

§8. En même temps, une «offensive» toute semblable à celle d'Amsterdam était lancée par l'aile anarchiste du mouvement ouvrier contre l'IC, les PC et les noyaux communistes des syndicats. Un certain nombre d'organisations anarcho-syndicalistes se déclarèrent ouvertement hostiles à l'IC et à la Révolution russe, en dépit de leur adhésion solennelle à l'IC en 1920 et de leurs Adresses de sympathie au prolétariat russe et à la Révolution d'Octobre.

Ainsi, les syndicats italiens, les localistes allemands, les anarcho-syndicalistes de France, de Hollande et de Suède.

§9. Au nom de l'autonomie syndicale, certaines organisations syndicalistes (Secrétariat Ouvrier National de Hollande, IWW, Union syndicale Italienne, etc.) excluent les partisans de l'ISR en général et les communistes en particulier. Ainsi la devise d'autonomie, après avoir été archi révolutionnaire, est devenue anticommuniste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire et coïncide avec celle d'Amsterdam qui fait la même politique sous le drapeau de l'indépendance, bien que ce ne soit un secret pour personne qu'elle dépend entièrement de la bourgeoisie nationale et internationale.

§10. L'action des anarchistes contre l'IC, l'ISR et la Révolution russe a apporté la décomposition et la scission dans leurs propres rangs. Les meilleurs éléments ouvriers sont intervenus contre cette idéologie. L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme se sont scindés en plusieurs groupes et tendances qui mènent une



lutte acharnée pour ou contre l'ISR, pour ou contre la dictature prolétarienne, pour ou contre la Révolution russe.

#### **4. — Neutralisme et autonomie**

§11. L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visent pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

§12. Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.

§13. Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la voie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au PC et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.

§14. Cette lutte contre «la politique et le Parti politique de la classe ouvrière», provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, qu'elle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anticommuniste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et PC; sinon c'est une lutte acharnée des

syndicats contre le PC, le communisme et la révolution sociale.

§15. La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manœuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière.

#### **5. — Syndicalisme et communisme**

§16. Les anarcho-syndicalistes confondent syndicats et syndicalisme en faisant passer leur Parti anarcho-syndicaliste pour la seule organisation réellement révolutionnaire et capable de mener à terme l'action de classe du prolétariat. Le syndicalisme, qui constitue un immense progrès sur le trade-unionisme, présente cependant de nombreux défauts et côtés malfaisants, auxquels il faut résister de la façon la plus ferme.

§17. Les communistes ne peuvent ni ne doivent au nom de principes abstraits anarcho-syndicalistes abandonner leur droit à organiser des «noyaux» au sein des syndicats, quelle que puisse être l'orientation de ces derniers. Ce droit, personne ne peut le leur enlever. Il va de soi que les communistes militant au sein des syndicats sauront coordonner leur action avec ceux d'entre les syndicats qui y ont pris acte de l'expérience de la guerre et de la révolution.

§18. Les communistes doivent se charger de l'initiative de créer dans les syndicats un bloc avec les ouvriers révolutionnaires d'autres tendances. Les plus proches du communisme sont les «syndicalistes communistes», qui reconnaissent la nécessité de la dictature prolétarienne et défendent contre les anarcho-syndicalistes le principe de l'État ouvrier. Mais la coordination des actions suppose une organisation des communistes. Une action isolée et individuelle des communistes ne saurait se coordonner avec qui que ce soit, parce qu'elle ne présenterait aucune force sérieuse.

§19. Tout en réalisant de la façon la plus énergique et la plus conséquente leurs principes,



tout en combattant les théories anticomunistes d'autonomie et la séparation de la politique et de l'économie, idée anarchiste extrêmement nuisible au progrès révolutionnaire de la classe ouvrière, les communistes doivent, à l'intérieur des syndicats de toutes tendances, s'efforcer de coordonner leur action dans la lutte pratique contre le réformisme et le verbalisme anarcho-syndicaliste avec tous les éléments révolutionnaires qui sont pour le renversement du capitalisme et pour la dictature du prolétariat.

§20. Dans les pays où existent des organisations importantes syndicalistes-révolutionnaires (France) et où sous l'influence de toute une série de causes historiques, la méfiance à l'égard des partis politiques persiste dans certaines couches d'ouvriers révolutionnaires, les communistes élaborent sur place, d'accord avec les syndicalistes, conformément aux particularités du pays et du mouvement ouvrier en cause, les formes et méthodes de lutte commune et de collaboration dans toutes les actions défensives et offensives contre le capital.

## **6. — La lutte pour l'unité syndicale**

§21. Le mot d'ordre de l'IC (contre la scission syndicale) doit être appliqué aussi énergiquement que par le passé, malgré les furieuses persécutions auxquelles les réformistes de tous les pays soumettent les communistes. Les réformistes veulent prolonger la scission à l'aide des exclusions, chassant systématiquement les meilleurs éléments des syndicats, ils espèrent faire perdre le sang-froid aux communistes, les faire sortir des syndicats et leur faire abandonner le plan profondément réfléchi de la conquête des syndicats du dedans en se prononçant pour la scission. Mais les réformistes ne pourront pas arriver à ce résultat.

§22. La scission du mouvement syndical, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats ouvriers rejeterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent empêcher la scission

syndicale. Par tous les moyens, par toutes les forces de leur organisation, ils doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale.

§23. Dans les pays où deux centrales syndicales nationales existent parallèlement (Espagne, France, Tchécoslovaquie, etc.) les communistes doivent lutter systématiquement pour la fusion des organisations parallèles. Etant donné ce but de la fusion des syndicats actuellement scindés, il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des syndicats réformistes, en les transférant dans les syndicats révolutionnaires. Pas un syndicat réformiste ne doit rester dépourvu du ferment communiste. Un travail actif des communistes dans les deux syndicats est une condition du rétablissement de l'unité détruite.

§24. La sauvegarde de l'unité syndicale, ainsi que le rétablissement de l'unité détruite, ne sont possibles que si les communistes mettent en avant un programme pratique pour chaque pays et pour chaque branche d'industrie; sur le terrain d'un travail pratique, d'une lutte pratique, on peut grouper les éléments dispersés du mouvement ouvrier et créer, dans le cas d'une scission syndicale, les conditions propres à assurer leur unification organique. Chaque communiste doit avoir en vue que la scission syndicale est non seulement une menace pour les conquêtes immédiates de la classe ouvrière, mais encore une menace pour la révolution sociale. Les tentatives des réformistes de scinder les syndicats doivent être étouffées radicalement; or, cela ne peut être atteint qu'à l'aide d'un travail énergique d'organisation et un travail politique dans les masses ouvrières.

## **7. — La lutte contre l'exclusion des communistes**

§25. L'exclusion des communistes a pour but de désorganiser le mouvement révolutionnaire en isolant les dirigeants des masses ouvrières; aussi, les communistes ne peuvent pas se borner aux formes et méthodes de lutte mises en vigueur par eux jusqu'à l'heure actuelle. Le mouvement syndical mondial est arrivé à son moment le plus critique. La volonté scissionniste des réformistes s'est exacerbée, tandis que notre volonté de sauvegarder l'unité syndicale est attestée par des faits nombreux, et les communistes doivent montrer à l'avenir,

également pratiquement, la valeur qu'ils attachent à l'unité du mouvement syndical.

§26. Plus la ligne scissionniste de nos ennemis devient évidente et plus il faut montrer de vigueur à mettre en avant le problème de l'unité syndicale. Pas une fabrique, pas une usine, pas une réunion ouvrière ne doit être oubliée, partout doit se faire entendre la protestation contre la tactique d'Amsterdam. Il faut que le problème de la scission syndicale soit posé devant chaque syndiqué et il faut qu'il soit posé, non seulement à un moment où la scission est imminente, mais alors qu'elle est à peine amorcée. La question de l'exclusion des communistes du mouvement syndical doit être mise à l'ordre du jour de tout le mouvement de chaque pays en cause. Les communistes sont assez forts pour ne pas se laisser étrangler sans mot dire. La classe ouvrière doit savoir qui est pour la scission et qui est pour l'unité.

§27. L'exclusion des communistes après leur élection à des fonctions syndicales par des organisations locales ne doit pas seulement susciter des protestations contre la violence exercée à l'égard de la volonté des électeurs; une telle exclusion doit provoquer une résistance organisée bien déterminée. Les membres exclus ne doivent pas demeurer dispersés. La tâche la plus importante des PC consiste à ne pas permettre aux éléments exclus de se désagréger. Ils doivent s'organiser en syndicats d'exclus en mettant au centre de leur travail politique un programme concret et l'exigence de leur réintégration.

§28. La lutte contre les exclusions est en fait une lutte pour l'unité du mouvement syndical. Ici, toutes les mesures sont bonnes, toutes les mesures qui aboutissent au rétablissement de l'unité détruite. Les exclus ne doivent pas demeurer isolés et coupés de toute opposition, pas plus que des organisations révolutionnaires indépendantes existant dans le pays en cause, en vue de l'organisation commune de la lutte contre les exclusions et pour la coordination de l'action dans la lutte contre le capital.

§29. Les mesures pratiques de lutte peuvent et doivent être complétées et modifiées en conformité avec les conditions et particularités locales. Il est important que les PC prennent nettement une position anti-scissionniste de combat et fassent tout ce qui est en leur pouvoir

pour tenir en échec la politique des exclusions qui s'est sensiblement renforcée en relation avec le commencement de la fusion des Internationales 2 et 2½. Il n'existe pas de moyens et méthodes universels et définitifs dans la lutte contre les exclusions. Sous ce rapport, les PC ont la possibilité de lutter par les moyens qui sont à leurs yeux les meilleurs pour arriver à ce but: la conquête des syndicats et le rétablissement de l'unité syndicale détruite.

§30. Les communistes doivent développer la lutte la plus énergique contre l'exclusion des syndicats révolutionnaires du sein des Fédérations Internationales par industrie. Les PC ne peuvent et ne doivent pas demeurer spectateurs passifs de l'exclusion des syndicats révolutionnaires, pour la seule raison qu'ils sont révolutionnaires. Les comités internationaux de propagande par industrie, créés par l'ISR, doivent trouver le soutien le plus ardent de la part des PC, de façon à grouper toutes les forces révolutionnaires existantes dans le but de lutter pour les fédérations internationales uniques par industrie. Toute cette lutte doit se faire sous le drapeau de l'admission de tous les syndicats, sans distinction de tendance, sans distinction de courants politiques, dans une organisation internationale unique d'industrie.

## Conclusion

Poursuivant son chemin vers la conquête des syndicats et la lutte contre la politique scissionniste des réformistes, le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare solennellement que toutes les fois que les gens d'Amsterdam n'auront pas recours aux exclusions, toutes les fois qu'ils donneront aux communistes la possibilité de lutter idéologiquement pour leurs principes au sein des syndicats, les communistes lutteront en membres disciplinés dans les rangs de l'organisation unique, marchant toujours en avant dans toutes les collisions et dans tous les conflits avec la bourgeoisie.

Le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare que tous les PC doivent faire tous leurs efforts pour empêcher la scission dans les syndicats, qu'ils doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour reconstituer l'unité syndicale détruite dans certains pays, et obtenir l'adhésion du mouvement syndical de leurs pays respectifs à l'ISR.

# Thèses générales sur la question d'Orient

## 1. — La croissance du mouvement ouvrier en Orient

Se fondant sur l'expérience de l'édification soviétique en Orient et sur la croissance des mouvements nationalistes révolutionnaires aux colonies, le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC a fixé la position principale de l'ensemble de la question nationale et coloniale à une époque de lutte à longue échéance entre l'impérialisme et la dictature prolétarienne.

Depuis, la lutte contre le joug impérialiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux s'est considérablement intensifiée sur le terrain de l'aggravation de la crise politique et économique d'après-guerre de l'impérialisme.

Les faits suivants le prouvent:

1) la faillite du traité de Sèvres, qui avait pour objet le démembrement de la Turquie, et la restauration de l'autonomie nationale et politique de celle-ci;

2) une forte recrudescence du mouvement nationaliste révolutionnaire aux Indes, en Mésopotamie, en Egypte, au Maroc, en Chine et en Corée;

3) la crise intérieure sans issue où se trouve engagé l'impérialisme japonais, crise qui a provoqué l'accroissement rapide des éléments de la révolution bourgeoise démocratique et le passage du prolétariat japonais à une lutte de classe autonome;

4) l'éveil du mouvement ouvrier dans tous les pays orientaux et la formation, dans presque tous ces pays, de PC

Les faits précités sont l'indice d'une modification survenue à la base sociale du mouvement révolutionnaire des colonies; cette modification provoque une intensification de la lutte antiimpérialiste dont, de cette façon, la direction n'appartient plus exclusivement aux éléments féodaux et à la bourgeoisie nationaliste qui sont prêts à des compromis avec l'impérialisme.

La guerre impérialiste de 1914-18 et la longue crise du capitalisme, surtout du capitalisme européen, qui s'ensuivit, ont débilité la tutelle économique des métropoles sur les colonies.

D'un autre côté, les mêmes circonstances qui ont eu pour résultat un rétrécissement de la base économique et de la sphère d'influence politique du capitalisme mondial ont accentué encore davantage les compétitions capitalistes autour des colonies, d'où une rupture d'équilibre dans l'ensemble du système du capitalisme mondial (lutte pour le pétrole, conflit anglo-français en Asie Mineure, rivalité américano-japonaise pour la domination sur l'océan Pacifique, etc.).

C'est précisément cet affaiblissement de l'ascendant capitaliste sur les colonies, en même temps que la rivalité croissante des divers groupes impérialistes, qui a facilité le développement du capitalisme indigène dans les pays coloniaux et semi-coloniaux; ce capitalisme a déjà débordé et continue à déborder le cadre étroit et gênant de la domination impérialiste des métropoles. Jusqu'à présent, le capital des métropoles persistant à vouloir monopoliser la plus-value de l'exploitation commerciale, industrielle et fiscale des pays arriérés, tâchait d'isoler ces derniers de la circulation économique du reste du monde. La revendication d'une autonomie nationale et économique arborée par le mouvement nationaliste colonial est l'expression du besoin de développement bourgeois éprouvé par ces pays. Le progrès constant des forces productrices indigènes aux colonies se trouve ainsi en contradiction irréductible avec les intérêts du capitalisme mondial, car l'essence même de l'impérialisme comporte l'utilisation de la différence de niveau qui existe dans le développement des forces productrices des divers secteurs de l'économie mondiale, dans le but de s'assurer la totalité de la plus-value monopolisée.

## 2. — Les conditions de la lutte

Le caractère retardataire des colonies s'accuse dans la diversité des mouvements nationalistes révolutionnaires dirigés contre l'impérialisme et reflète les divers niveaux de transition entre les corrélations féodales et féodalo-patriarcales et le capitalisme. Cette diversité prête un aspect particulier à l'idéologie de ces mouvements.

Dans ces pays, le capitalisme surgit et se développe sur une base féodale; il prend des formes incomplètes, transitoires et bâtardes qui laissent la prépondérance, avant tout, au capital commercial et usuraire (Orient musulman, Chine). Aussi la démocratie bourgeoise prend-elle, pour se différencier des éléments féodalo-bureaucratiques et féodalo-agrariens, une voie détournée et embrouillée. Tel est le principal obstacle au succès de la lutte contre le joug impérialiste, car l'impérialisme étranger ne se fait pas faute de transformer dans tous les pays arriérés la couche supérieure féodale (et en partie semi-féodale, semi-bourgeoise) de la société indigène en instrument de sa domination (gouverneurs militaires, ou toukoiuns en Chine, bureaucratie et aristocratie en Perse, fermiers de l'impôt foncier, zémindars et taloukdars aux Indes, planteurs de formation capitaliste en Egypte, etc.).

Ainsi les classes dirigeantes des pays coloniaux et semi-coloniaux n'ont-elles ni la capacité ni le désir de diriger la lutte contre l'impérialisme, à mesure que cette lutte se transforme en un mouvement révolutionnaire de masses. Là seulement où le régime féodalo-patriarcal ne s'est pas suffisamment décomposé pour séparer complètement les hautes couches indigènes des masses du peuple, comme par exemple chez les nomades et semi-nomades, les représentants de ces hautes couches peuvent jouer le rôle de guides actifs dans la lutte contre l'oppression capitaliste (Mésopotamie, Mongolie, Maroc).

Dans les pays musulmans, le mouvement national trouve tout d'abord son idéologie dans les mots d'ordre politico-religieux du panislamisme, ce qui permet aux fonctionnaires et aux diplomates des métropoles de se servir des préjugés et de l'ignorance des multitudes populaires pour combattre ce mouvement (c'est ainsi que les Anglais jouent au panislamisme et au panarabisme, déclarant vouloir transporter le Khalifat aux Indes, etc., et l'impérialisme

français spéculer sur les «sympathies musulmanes»). Cependant, à mesure que s'élargit et mûrit le mouvement d'émancipation nationale, les mots d'ordre politico-religieux du panislamisme sont évincés par des revendications politiques concrètes. Ce qui le confirme, c'est la lutte commencée dernièrement en Turquie pour enlever au Khalifat son pouvoir temporel.

La tâche fondamentale, commune à tous les mouvements nationaux-révolutionnaires, consiste à réaliser l'unité nationale et l'autonomie politique. La solution réelle et logique de cette tâche dépend de l'importance des masses travailleuses que tel ou tel mouvement national saura entraîner dans son cours, après avoir rompu toutes relations avec les éléments féodaux et réactionnaires et incarné dans son programme les revendications sociales de ces masses.

Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-parole de l'autonomie politique, l'IC soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. La liaison qui existe entre la bourgeoisie indigène et les éléments féodalo-réactionnaires permet aux impérialistes de tirer largement Parti de l'anarchie féodale, de la rivalité qui règne entre les divers clans et tribus, de l'antagonisme entre la ville et les campagnes, de la lutte entre castes et sectes nationalo-religieuses pour désorganiser le mouvement populaire (Chine, Perse, Kurdistan, Mésopotamie).

## 3. — La question agraire

Dans la plupart des pays d'Orient (Inde, Perse, Égypte, Syrie, Mésopotamie), la question agraire présente une importance de premier ordre dans la lutte pour l'affranchissement du joug du despotisme métropolitain. En exploitant et en ruinant la majorité paysanne des pays arriérés, l'impérialisme la prive des moyens élémentaires d'existence, cependant que l'industrie peu développée, disséminée sur divers points du pays, est incapable d'absorber



l'excédent de population rurale qui, en outre, ne peut même pas émigrer. Les paysans pauvres restés sur leur sol se transforment en serfs. Si, dans les pays civilisés, les crises industrielles d'avant-guerre jouaient le rôle de régulateur de la production sociale, ce rôle régulateur est rempli dans les colonies par les famines. L'impérialisme, ayant un intérêt vital à recevoir le plus de bénéfices avec le moins de dépenses, soutient jusqu'à la dernière extrémité dans les pays arriérés les formes féodales et usuraires d'exploitation de la main-d'œuvre. Dans certains pays, comme par exemple aux Indes, il s'attribue le monopole, appartenant à l'État féodal indigène, de la jouissance des terres et transforme l'impôt foncier en une redevance qui doit être versée au capital métropolitain et à ses commis, les «zémindaram» et «taloukdar». Dans d'autres pays, l'impérialisme se saisit de la rente foncière en se servant pour cela de l'organisation indigène de la grosse propriété foncière (Perse, Maroc, Égypte, etc.). Il s'ensuit que la lutte pour la suppression des barrières et des redevances féodales qui restent sur le sol revêt le caractère d'une lutte d'émancipation nationale contre l'impérialisme et la grande propriété foncière féodale. On peut prendre pour exemple le soulèvement des Moplahs contre les propriétaires fonciers et les Anglais, en automne 1921, aux Indes, et le soulèvement des Sikhs, en 1922. Seule, une révolution agraire ayant pour objet l'expropriation de la grosse propriété féodale est capable de soulever les multitudes paysannes et d'acquérir une influence décisive dans la lutte contre l'impérialisme. Les nationalistes bourgeois ont peur des mots d'ordre agraires et les rognent tant qu'ils peuvent (Indes, Perse, Égypte), ce qui prouve l'étroite liaison qui existe entre la bourgeoisie indigène et la grande propriété foncière féodale et féodalo-bourgeoise; cela prouve aussi qu'idéologiquement et politiquement les nationalistes dépendent de la propriété foncière. Ces hésitations et ces incertitudes doivent être utilisées par les éléments révolutionnaires pour une critique systématique et divulgatrice de la politique hybride des dirigeants bourgeois du mouvement nationaliste. C'est précisément cette politique hybride qui empêche l'organisation et la cohésion des masses travailleuses, comme le prouve la faillite de la tactique de la résistance passive aux Indes (non-coopération).

Le mouvement révolutionnaire dans les pays arriérés d'Orient ne peut être couronné de

succès que s'il est basé sur l'action des multitudes paysannes. C'est pourquoi les partis révolutionnaires de tous les pays d'Orient doivent nettement déterminer leur programme agraire et exiger la suppression totale du féodalisme et de ses survivances qui trouvent leur expression dans la grande propriété foncière et dans l'exemption de l'impôt foncier. Aux fins d'une participation active des masses paysannes à la lutte pour l'affranchissement national, il est indispensable de proclamer une modification radicale du système de jouissance du sol. De même, il est indispensable de forcer les partis bourgeois nationalistes à adopter la plus grande partie possible de ce programme agraire révolutionnaire.

#### **4. — Le mouvement ouvrier en Orient**

Le jeune mouvement ouvrier oriental est un produit du développement du capitalisme indigène de ces derniers temps. Jusqu'à présent, la classe ouvrière indigène, si même on prend son noyau fondamental, se trouve traverser une époque transitoire, s'acheminant du petit atelier corporatif à la fabrique du grand type capitaliste. Pour autant que les intellectuels bourgeois nationalistes entraînent dans le mouvement révolutionnaire la classe ouvrière pour lutter contre l'impérialisme, leurs représentants assument tout d'abord un rôle directeur dans l'action et l'organisation professionnelle embryonnaire. Au début, l'action de la classe ouvrière ne dépasse pas le cadre des intérêts «communs à toutes les nations» de démocratie bourgeoise (grèves contre la bureaucratie et l'administration impérialiste en Chine et aux Indes). Bien souvent, comme l'a indiqué le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC, les représentants du nationalisme bourgeois, exploitant l'autorité politique et morale de la Russie des Soviets et s'adaptant à l'instinct de classe des ouvriers, drapent leurs aspirations démocratico-bourgeoises dans du «socialisme» et du «communisme» pour détourner ainsi, parfois sans s'en rendre compte, les premiers organes embryonnaires du prolétariat de leurs devoirs d'organisation de classe (tel le Parti Behill Ardou en Turquie, qui a repeint le panturquisme en rouge, et le «socialisme d'État» préconisé par certains représentants du Parti Kuomintang).

Malgré cela, le mouvement professionnel et politique de la classe ouvrière des pays arriérés a grandement progressé dans ces dernières

années. La formation de partis autonomes de la classe prolétarienne dans presque tous les pays orientaux est un fait symptomatique, bien que la majorité écrasante de ces partis doive faire encore un grand travail intérieur pour se libérer de l'esprit de coterie et de beaucoup d'autres défauts. L'IC a, dès le début, apprécié à sa juste valeur l'importance potentielle du mouvement ouvrier en Orient, et cela prouve bien que les prolétaires du monde entier sont unifiés internationalement sous le drapeau du Communisme. Les Internationales 2 et 2½ n'ont, jusqu'à présent, trouvé de partisans dans aucun des pays arriérés, parce qu'elles se bornent à jouer un «rôle auxiliaire» en face de l'impérialisme européen et américain.

## **5. — Les objectifs généraux des PC de l'Orient**

Les nationalistes bourgeois apprécient le mouvement ouvrier selon l'importance qu'il peut avoir pour leur victoire. Le prolétariat international apprécie le mouvement ouvrier oriental au point de vue de son avenir révolutionnaire. Sous le régime capitaliste, les pays arriérés ne peuvent pas prendre part aux conquêtes de la science et de la culture contemporaine sans payer un énorme tribut à l'exploitation et à l'oppression barbares du capital métropolitain. L'alliance avec les prolétariats des pays hautement civilisés leur sera avantageuse, non seulement parce qu'elle correspond aux intérêts de leur lutte commune contre l'impérialisme, mais aussi parce que c'est seulement après avoir triomphé que le prolétariat des pays civilisés pourra fournir aux ouvriers de l'Orient un secours désintéressé pour le développement de leurs forces productrices arriérées. L'alliance avec le prolétariat occidental fraie la voie vers une fédération internationale des républiques soviétiques. Le régime soviétique offre aux peuples retardataires le moyen le plus facile pour passer de leurs conditions d'existence élémentaires à la haute culture du Communisme, qui est destinée à supplanter dans l'économie mondiale le régime capitaliste de production et de répartition. Le meilleur témoignage en est l'expérience de l'édification soviétique dans les colonies affranchies de l'ex-Empire Russe. Seule, une forme d'administration soviétique est à même d'assurer le couronnement logique de la révolution agraire paysanne. Les conditions

spécifiques de l'économie agricole dans une certaine partie des pays orientaux (irrigation artificielle), entretenues jadis par une organisation originale de collaboration collective sur une base féodale et patriarcale et compromises actuellement par la piraterie capitaliste, exigent également une organisation politique capable de servir systématiquement les besoins sociaux. Par suite de conditions climatiques, sociales et historiques particulières, un rôle important appartient généralement en Orient, dans la période transitoire, à la coopération des petits producteurs.

Les tâches objectives de la révolution coloniale dépassent le cadre de la démocratie bourgeoise. En effet, sa victoire décisive est incompatible avec la domination de l'impérialisme mondial. Au début, la bourgeoisie indigène et les intellectuels indigènes assument le rôle de pionniers des mouvements révolutionnaires coloniaux; mais dès que les masses prolétariennes et paysannes s'incorporent à ces mouvements, les éléments de la grosse bourgeoisie et de la bourgeoisie foncière s'en écartent, laissant le premier pas aux intérêts sociaux des couches inférieures du peuple. Une longue lutte, qui durera toute une époque historique, attend le jeune prolétariat des colonies, lutte contre l'exploitation impérialiste et contre les classes dominantes indigènes qui aspirent à monopoliser tous les bénéfices du développement industriel et intellectuel et veulent que les masses restent comme par le passé dans une situation «préhistorique».

Cette lutte pour l'influence sur les masses paysannes doit préparer le prolétariat indigène au rôle d'avant-garde politique.

Ce n'est qu'après s'être soumis à ce travail préparatoire et après lui avoir soumis les couches sociales adjacentes que le prolétariat indigène se trouvera en mesure de faire face à la démocratie bourgeoise orientale, qui porte un caractère de formalisme encore plus hypocrite que la bourgeoisie d'Occident.

Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de «défense» exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se

mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une «unification nationale» ou d'une «paix sociale» avec les démocrates bourgeois. Deux tâches confondues en une seule incombent aux PC coloniaux et semi-coloniaux: d'une part, ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique-bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique; d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique-bourgeoise. En formulant des revendications sociales, ils stimulent et libèrent l'énergie révolutionnaire qui ne se trouvait point d'issue dans les revendications libérales bourgeoises. La classe ouvrière des colonies et semi-colonies doit savoir fermement que, seules, l'extension et l'intensification de la lutte contre le joug impérialiste des métropoles peuvent lui donner un rôle directeur dans la révolution, et que, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des éléments semi-prolétariens peuvent augmenter l'amplitude révolutionnaire du combat contre l'impérialisme.

Les PC des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient, qui sont encore dans un état plus ou moins embryonnaire, doivent participer à tout mouvement apte à leur ouvrir un accès aux masses. Mais ils doivent mener une lutte énergique contre les préjugés patriarco-corporatifs et contre l'influence bourgeoise dans les organisations ouvrières pour défendre ces formes embryonnaires d'organisations professionnelles contre les tendances réformistes et les transformer en organes combatifs des masses. Ils doivent s'employer de toutes leurs forces à organiser les nombreux journaliers et journalières ruraux, de même que les apprentis des deux sexes sur le terrain de la défense de leurs intérêts quotidiens.

## **6. — Le front anti-impérialiste unique**

Dans les pays occidentaux qui traversent une période transitoire caractérisée par une accumulation organisée des forces, a été lancé le mot d'ordre du front prolétarien unique; dans les colonies orientales, il est indispensable, à l'heure présente, de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot

d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires. Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison, par les social-démocrates, des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang, non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme.

Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétique. En même temps, il essaye de lancer des mots d'ordre susceptibles de contribuer à la fusion politique des masses paysannes et semi-prolétariennes avec le mouvement ouvrier. Le front antiimpérialiste unique est lié indissolublement à l'orientation vers la Russie des Soviets.

Expliquer aux multitudes travailleuses la nécessité de leur alliance avec le prolétariat international et avec les républiques soviétiques, voilà l'un des principaux points de la tactique antiimpérialiste unique. La révolution coloniale ne peut triompher qu'avec la révolution prolétarienne dans les pays occidentaux.



Le danger d'une entente entre le nationalisme bourgeois et une ou plusieurs puissances impérialistes hostiles, aux dépens des masses du peuple, est beaucoup moins grand dans les pays coloniaux que dans les pays semi-coloniaux (Chine, Perse) ou bien dans les pays qui luttent pour l'autonomie politique en exploitant à cet effet les rivalités impérialistes (Turquie).

Reconnaissant que des compromis partiels et provisoires peuvent être admissibles et indispensables quand il s'agit de prendre un répit dans la lutte d'émancipation révolutionnaire menée contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit s'opposer avec intransigeance à toute tentative d'un partage de pouvoir entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes, que ce partage soit fait ouvertement ou sous une forme déguisée, car il a pour but de conserver leurs privilèges aux dirigeants. La revendication d'une alliance étroite avec la République prolétarienne des Soviets est la bannière du front antiimpérialiste unique. Après l'avoir élaborée, il faut mener une lutte décisive pour la démocratisation maximum du régime politique, afin de priver de tout soutien les éléments socialement et politiquement les plus réactionnaires et afin d'assurer aux travailleurs la liberté d'organisation leur permettant de lutter pour leurs intérêts de classe (revendications de la république démocratique, réforme agraire, réforme des impositions foncières, organisation d'un appareil administratif basé sur le principe d'un large self-government, législation ouvrière, protection du travail, des enfants, protection de la maternité, de l'enfance, etc.). Même sur le territoire de la Turquie indépendante la classe ouvrière ne jouit pas de la liberté de coalition, ce qui peut servir d'indice caractéristique de l'attitude adoptée par les nationalistes bourgeois à l'égard du prolétariat.

## **7. — Les tâches du prolétariat des pays du Pacifique**

La nécessité de l'organisation d'un front anti-impérialiste est dictée en outre par la croissance permanente et ininterrompue des rivalités impérialistes. Ces rivalités revêtent actuellement une telle acuité qu'une nouvelle guerre mondiale, dont l'Océan Pacifique sera l'arène, est inévitable, si la révolution internationale ne la prévient.

La Conférence de Washington était une tentative faite pour parer à ce danger, mais en réalité elle n'a fait qu'approfondir et qu'exaspérer les contradictions de l'impérialisme. La lutte qui a eu lieu dernièrement entre Hu-Pei-Fu et Djan-So-Lin en Chine, est la conséquence directe de l'échec du capitalisme japonais et du capitalisme anglo-américain dans leur tentative d'accorder leurs intérêts à Washington. La nouvelle guerre qui menace le monde entraînera non seulement le Japon, l'Amérique et l'Angleterre, mais aussi les autres puissances capitalistes, telles que la France et la Hollande, et tout laisse prévoir qu'elle sera encore plus dévastatrice que la guerre de 1914-18.

La tâche des PC coloniaux et semi-coloniaux des pays riverains de l'Océan Pacifique consiste à mener une propagande énergique ayant pour but d'expliquer aux masses le danger qui les attend et de les appeler à une lutte active pour l'affranchissement national et à insister pour qu'elles s'orientent vers la Russie des Soviets, soutien de tous les opprimés et de tous les exploités.

Les PC des pays impérialistes tels que l'Amérique, le Japon, l'Angleterre, l'Australie et le Canada ont le devoir, vu le danger imminent, de ne pas se borner à une propagande contre la guerre, mais de s'efforcer par tous les moyens d'écarter les facteurs capables de désorganiser le mouvement ouvrier de ces pays et de faciliter l'utilisation par les capitalistes des antagonismes de nationalités et de races.

Ces facteurs sont: la question de l'émigration et celle du bon marché de la main-d'œuvre de couleur.

Le système des contrats reste jusqu'à présent le principal moyen de recrutement des ouvriers de couleur pour les plantations sucrières des pays du sud du Pacifique où les ouvriers sont importés de Chine et des Indes. Ce fait a déterminé les ouvriers des pays impérialistes à exiger la mise en vigueur de lois prohibant l'immigration et l'emploi de la main-d'œuvre de couleur, aussi bien en Amérique qu'en Australie. Ces lois prohibitives accusent l'antagonisme qui existe entre les ouvriers blancs et les ouvriers de couleur, divisent et affaiblissent l'unité du mouvement ouvrier.

Les PC des États-Unis, du Canada et d'Australie doivent entreprendre une campagne énergique contre les lois prohibitives et montrer

aux masses prolétariennes de ces pays que des lois de ce genre, excitant les inimitiés de races, se retournent en fin de compte contre les travailleurs des pays prohibitionnistes.

D'un autre côté, les capitalistes suspendent les lois prohibitives pour faciliter l'immigration de la main-d'œuvre de couleur, qui travaille à meilleur marché, et pour diminuer ainsi le salaire des ouvriers blancs. Cette intention manifestée par les capitalistes de passer à l'offensive peut être déjouée efficacement si les ouvriers immigrés entrent dans les syndicats où sont organisés les ouvriers blancs. Simultanément, doit être revendiquée une augmentation des salaires de la main-d'œuvre de couleur, de façon à les rendre égaux à ceux des ouvriers blancs. Une telle mesure prise par les PC démasquera les intentions capitalistes et en même temps montrera avec évidence aux ouvriers de couleur que le prolétariat international est étranger aux préjugés de race.

Pour réaliser les mesures ci-dessus indiquées, les représentants du prolétariat révolutionnaire des pays du Pacifique doivent convoquer une Conférence des pays du Pacifique qui élaborera la tactique à suivre et trouvera les formes d'organisation pour l'unification effective du prolétariat de toutes les races des pays du Pacifique.

## **8. — Les tâches coloniales des pays métropolitains**

L'importance primordiale du mouvement révolutionnaire aux colonies pour la révolution prolétarienne internationale exige une intensification de l'action aux colonies des PC des puissances impérialistes.

L'impérialisme français compte, pour la répression des forces de la révolution prolétarienne en France et en Europe, sur les indigènes des colonies qui, dans sa pensée, serviront de réserves à la contre-révolution.

Les impérialismes anglais et américain continuent, comme par le passé, à diviser le mouvement ouvrier en attirant à leurs côtés

l'aristocratie ouvrière par la promesse de lui octroyer une partie de la plus-value provenant de l'exploitation coloniale.

Chacun des PC des pays possédant un domaine colonial doit se charger d'organiser systématiquement une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire ouvrier des colonies. Il faut, à tout prix, combattre opiniâtrement et sans merci les tendances colonisatrices de certaines catégories d'ouvriers européens bien payés, travaillant dans les colonies. Les ouvriers communistes européens des colonies doivent s'efforcer de rallier les prolétaires indigènes en gagnant leur confiance par des revendications économiques concrètes (hausse des salaires indigènes jusqu'au niveau des salaires des ouvriers européens, protection du travail, etc.). La création, aux colonies (Égypte et Algérie), d'organisations communistes européennes isolées n'est qu'une forme déguisée de la tendance colonisatrice et un soutien des intérêts impérialistes. Construire des organisations communistes d'après le principe national, c'est se mettre en contradiction avec les principes de l'internationalisme prolétarien. Tous les partis de l'IC doivent constamment expliquer aux multitudes travailleuses l'importance extrême de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les PC agissant dans les pays métropolitains doivent former auprès de leurs comités directeurs des commissions coloniales permanentes qui travailleront aux fins indiquées ci-dessus. L'IC doit aider les PC de l'Orient, au premier chef, en leur donnant son aide pour l'organisation de la presse, l'édition périodique de journaux rédigés dans les idiomes locaux. Une attention particulière doit être accordée à l'action parmi les organisations ouvrières européennes et parmi les troupes d'occupation coloniales. Les PC des métropoles doivent profiter de toutes les occasions qui se présentent à eux pour divulguer le banditisme de la politique coloniale de leurs gouvernements impérialistes ainsi que de leurs partis bourgeois et réformistes.

# **Thèses sur la question nègre**

§1. Pendant et après la guerre, il s'est développé parmi les peuples coloniaux et semi-coloniaux, un mouvement de révolte contre le pouvoir du capital mondial, mouvement qui fait de grands progrès. La pénétration et la colonisation intense des régions habitées par des races noires posent le dernier grand problème dont dépend le développement futur du capitalisme. Le capitalisme français admet clairement que son impérialisme, après la guerre, ne pourra se maintenir que par la création d'un empire franco-africain, relié par une voie terrienne transsaharienne. Les maniaques financiers de l'Amérique, qui exploitent chez eux 12 millions de nègres, s'appliquent maintenant à pénétrer pacifiquement en Afrique. Les mesures extrêmes prises pour écraser la grève du Grand Nord montrent assez combien l'Angleterre redoute la menace surgie pour sa position en Afrique. De même que sur le Pacifique le danger d'une autre guerre mondiale est devenu menaçant par suite de la concurrence des puissances impérialistes, de même l'Afrique apparaît comme l'objet de leurs rivalités. Bien plus, la guerre, la révolution russe, les grands mouvements qui ont soulevé les nationalistes d'Asie et les musulmans contre l'impérialisme, ont éveillé la conscience de millions de nègres opprimés par les capitalistes, réduits à une situation inférieure depuis des siècles, non seulement en Afrique, mais peut-être même encore davantage en Amérique.

§2. L'histoire a dévolu aux nègres d'Amérique un rôle important dans l'affranchissement de toute la race africaine. Il y a 300 ans que les nègres américains ont été arrachés de leur pays natal, l'Afrique, transportés en Amérique où ils ont été l'objet des pires traitements et vendus comme esclaves. Depuis 250 ans, ils ont travaillé sous le fouet des propriétaires américains: ce sont eux qui ont coupé les forêts, construit les routes, planté les cotonniers, posé les traverses de chemins de fer et soutenu l'aristocratie du Sud. Leur récompense a été la misère, l'ignorance, la dégradation. Le nègre n'était pas un esclave docile, il a eu recours à la rébellion, à l'insurrection, aux menées souterraines pour recouvrer sa liberté; mais ses soulèvements ont été réprimés dans le sang; par la torture, on l'a forcé à se soumettre; la presse bourgeoise et la religion se sont associées pour justifier son esclavage. Quand l'esclavage concurrença le salariat et devint un obstacle au développement de l'Amérique capitaliste, il dut disparaître. La

guerre de sécession entreprise, non pas pour affranchir les nègres, mais pour maintenir la suprématie industrielle des capitalistes du Nord, mit le nègre dans l'obligation de choisir entre l'esclavage dans le Sud et le salariat dans le Nord. Les muscles, le sang, les larmes du nègre «affranchi» ont aidé à l'établissement du capitalisme américain, et quand, devenue une puissance mondiale, l'Amérique a été entraînée dans la guerre mondiale, le nègre américain a été déclaré l'égal du blanc, pour tuer et se faire tuer pour la démocratie. Quatre cent mille ouvriers de couleur ont été enrôlés dans les troupes américaines, où ils ont formé les régiments de «Jim crow». À peine sortis de la fournaise de la guerre, les soldats nègres, revenus au foyer, ont été persécutés, lynchés, assassinés, privés de toute liberté et cloués au pilori. Ils ont combattu, mais pour affirmer leur personnalité ils ont dû payer cher. On les a encore plus persécuté qu'avant la guerre pour leur apprendre à «rester à leur place». La large participation des nègres à l'industrie après la guerre, l'esprit de rébellion qu'ont éveillé en eux les brutalités dont ils sont les victimes, met les nègres d'Amérique, et surtout ceux de l'Amérique du Nord, à l'avant-garde de la lutte de l'Afrique contre l'oppression.

§3. C'est avec une grande joie que l'IC voit les ouvriers nègres exploités résister aux attaques des exploiters, car l'ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs. Cet ennemi, c'est le capitalisme, l'impérialisme. La lutte internationale de la race nègre est une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. C'est sur la base de cette lutte que le mouvement nègre doit être organisé: en Amérique, comme centre de culture nègre et centre de cristallisation de la protestation des nègres; en Afrique, comme réservoir de main-d'œuvre pour le développement du capitalisme; en Amérique Centrale (Costa-Rica, Guatemala, Colombie, Nicaragua et les autres républiques «indépendantes» où l'impérialisme américain est prédominant); à Porto-Rico, à Haïti, à Saint-Domingue et dans les autres îles de la mer du Caraïbes, où les mauvais traitements infligés aux nègres par les envahisseurs américains ont soulevé les protestations des nègres conscients et des ouvriers blancs révolutionnaires. En Afrique du Sud et au Congo, l'industrialisation croissante de la population nègre a provoqué des soulèvements de formes variées; en Afrique Orientale, la pénétration récente du capital

mondial pousse la population indigène à résister activement à l'impérialisme.

§4. L'IC doit indiquer au peuple nègre qu'il n'est pas seul à souffrir de l'oppression du capitalisme et de l'impérialisme, elle doit lui montrer que les ouvriers et les paysans d'Europe, d'Asie et d'Amérique, sont aussi les victimes de l'impérialisme; que la lutte contre l'impérialisme n'est pas la lutte d'un seul peuple, mais de tous les peuples du monde; qu'en Chine, en Perse, en Turquie, en Égypte et au Maroc, les peuples coloniaux combattent avec héroïsme contre leurs exploiters impérialistes, que ces peuples se soulèvent contre les mêmes maux que ceux qui accablent les nègres (oppression de race, exploitation industrielle intensifiée, mise à l'index); que ces peuples réclament les mêmes droits que les nègres: affranchissement et égalité industrielle et sociale.

L'IC, qui représente les ouvriers et les paysans révolutionnaires du monde entier dans leur lutte pour abattre l'impérialisme, l'IC qui n'est pas seulement l'organisation des ouvriers blancs d'Europe et d'Amérique, mais aussi celle des peuples de couleur opprimés du monde entier, considère qu'il est de son devoir d'encourager et d'aider l'organisation internationale du peuple nègre dans sa lutte contre l'ennemi commun.

§5. Le problème nègre est devenu une question vitale de la révolution mondiale. La 3e Internationale qui a reconnu le précieux secours que pouvaient apporter à la révolution prolétarienne les populations asiatiques dans les pays semi-capitalistes, regarde la coopération de nos camarades noirs opprimés essentielle à la révolution prolétarienne qui détruira la puissance capitaliste. C'est pourquoi le 4e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les «thèses sur la question coloniale».

§6. a) Le 4e Congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme du mouvement nègre ayant pour but de miner et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme, ou d'arrêter sa pénétration; b) L'IC luttera pour assurer aux nègres l'égalité de race, l'égalité politique et sociale; c) L'IC utilisera tous les moyens à sa disposition pour amener les trade-unions à admettre les travailleurs nègres dans leurs rangs; là où ces derniers ont le droit nominal d'adhérer aux trade-unions, elle fera une propagande spéciale pour les attirer; si elle n'y réussit pas, elle organisera les nègres dans des syndicats spéciaux et appliquera particulièrement la tactique du front unique pour forcer les syndicats à les admettre dans leur sein; d) L'IC préparera immédiatement un Congrès ou une Conférence générale des nègres à Moscou.

## Programme d'action agraire

### *Indications pour l'application des thèses du 2e Congrès Mondial sur la question agraire*

Les bases de nos rapports vis-à-vis des masses laborieuses de la campagne ont déjà été fixées dans les thèses agraires du 2e Congrès. Dans la phase actuelle de l'offensive du Capital, la question agraire acquiert une importance primordiale. Le 4e Congrès demande à tous les partis de s'efforcer de gagner les masses laborieuses de la campagne et établit pour ce travail les règles suivantes:

§1. La grande masse du prolétariat agricole et des paysans pauvres qui ne possèdent pas assez de terre et sont obligés de travailler une partie de leur temps comme salariés, ou qui sont exploités d'une manière ou d'une autre par les propriétaires fonciers et les capitalistes, ne peut

être libérée définitivement de son état actuel de servitude et de guerres inévitables dans le régime capitaliste que par une révolution mondiale, une révolution qui confisquera sans indemnité et mettra à la disposition des ouvriers la terre, avec tous les moyens de production, et qui instaurera à la place de l'État des propriétaires fonciers et des capitalistes l'État Soviétique des ouvriers et des paysans et préparera ainsi la voie au communisme.

§2. Dans la lutte contre l'État des capitalistes et des propriétaires fonciers, les petits paysans et les petits fermiers sont les camarades de combat naturels du prolétariat industriel et agricole. Pour relier leur mouvement révolutionnaire à la lutte du prolétariat de la

ville et de la campagne, la chute de l'État bourgeois est nécessaire, ainsi que la prise du pouvoir politique par le prolétariat industriel, l'expropriation des moyens de production ainsi que de la terre, et la suppression de la domination des agrariens et de la bourgeoisie à la campagne.

§3. Afin de gagner à une neutralité bienveillante les paysans moyens et les ouvriers agricoles ainsi que les paysans pauvres à la révolution, les paysans moyens doivent être arrachés à l'influence des paysans riches liés aux grands propriétaires fonciers. Ils doivent comprendre qu'ils doivent lutter avec le Parti révolutionnaire du prolétariat, le PC, étant donné que leurs intérêts s'accordent, non avec ceux des gros paysans riches, mais avec ceux du prolétariat. Pour arracher ces paysans à la direction des grands propriétaires fonciers et des paysans riches, il ne suffit pas d'établir un programme ou de faire de la propagande: le PC doit prouver par une action continue qu'il est véritablement le Parti de tous les opprimés.

§4. C'est pourquoi le PC doit se mettre à la tête de toutes les luttes que les masses laborieuses de la campagne mènent contre les classes dominantes. Défendant les intérêts quotidiens de ces masses, le PC réunit les forces dispersées des travailleurs à la campagne, élève leur volonté combative, soutient leur lutte en la faisant appuyer par le prolétariat industriel, et les mène dans la voie conduisant aux buts de la révolution. Cette lutte menée en commun avec les ouvriers industriels, le fait que les ouvriers industriels luttent sous la direction du PC pour les intérêts du prolétariat agricole et des paysans pauvres, convaincront ceux-ci que, premièrement, seul le PC les défend réellement, tandis que tous les autres partis, tant agraires que social-démocrates, malgré leurs phrases démagogiques, ne veulent que les tromper, et servent en réalité les intérêts des capitalistes et des propriétaires fonciers, et, deuxièmement, que sous le capitalisme une amélioration véritable de la situation des ouvriers et des paysans pauvres est impossible.

§5. Nos revendications concrètes doivent se conformer à l'état de dépendance et d'oppression dans lequel se trouvent les ouvriers, les petits et moyens paysans à l'égard des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, comme aussi à leurs intérêts réels.

Dans les pays coloniaux ayant une population paysanne opprimée, la lutte de libération nationale sera ou bien conduite par toute la population, comme c'est le cas par exemple en Turquie – et dans ce cas la lutte des paysans opprimés contre les grands propriétaires fonciers commence inévitablement après la victoire de la lutte de libération nationale – ou bien les Seigneurs féodaux s'allient avec les impérialistes étrangers, comme c'est le cas par exemple dans l'Inde, et alors la lutte sociale des paysans opprimés concorde avec la lutte de libération nationale.

Dans les territoires où il reste encore de fortes survivances du féodalisme, où la révolution bourgeoise n'a pas été terminée et où des privilèges féodaux sont encore liés à la propriété foncière, ces privilèges doivent disparaître au cours de la lutte pour la possession de la terre, qui est ici d'une importance décisive.

§6. Dans tous les pays, où il existe un prolétariat agricole, cette couche sociale constitue le facteur le plus important du mouvement révolutionnaire à la campagne. Le Parti Communiste soutient, organise, approfondit le prolétariat pour l'amélioration de sa situation politique, économique et sociale – contrairement aux social-démocrates qui poignent dans le dos. Pour hâter la maturité révolutionnaire du prolétariat rural et l'éduquer pour la lutte en vue de la dictature du prolétariat qui, seule, peut le libérer définitivement de l'exploitation dont il souffre, le PC soutient le prolétariat agricole dans sa lutte pour:

- *L'élévation du salaire réel, l'amélioration des conditions de travail, de logement et de culture.*
- *La liberté de réunion, d'association, de grève, de la presse, etc.* pour obtenir au moins les mêmes droits que les ouvriers industriels.
- Journée de huit heures, assurance contre les accidents, assurance contre la vieillesse, interdiction du travail des enfants, construction d'écoles techniques, etc., et, au moins, extension de la législation sociale dont jouit actuellement le prolétariat.

§7. Le PC luttera jusqu'au jour où les paysans seront définitivement libérés par la révolution sociale contre toutes les sortes d'exploitation des petits et moyens paysans par le capitalisme, contre l'exploitation par les usuriers, qui jettent les paysans pauvres dans la servitude de l'endettement, enfin contre l'exploitation par le

capital commercial qui achète à bon marché les légers excédents de production des petits paysans et les revend à des prix élevés au prolétariat des villes.

Le PC lutte contre ce capital commercial parasitaire et pour la liaison immédiate des coopératives de consommation du prolétariat industriel contre l'exploitation par le capital industriel, qui utilise son monopole pour élever artificiellement les prix des produits industriels; pour la fourniture aux petits paysans de moyens de production (engrais artificiels, machines, etc.) à bon marché. Les conseils d'entreprises industrielles devront contribuer à cette lutte en établissant le contrôle des prix.

- *Contre l'exploitation du monopole privé des compagnies de chemins de fer*, comme cela existe surtout dans les pays anglo-saxons.
- *Contre l'exploitation de l'État capitaliste*, dont le système fiscal surcharge les petits paysans en faveur des grands propriétaires fonciers; le Parti réclame l'exonération d'impôt pour les petits paysans.

§8. Mais l'exploitation la plus grave dont souffrent les paysans pauvres dans les pays non coloniaux provient de la propriété privée du sol des grands propriétaires fonciers. Pour pouvoir utiliser pleinement leurs forces de travail et surtout pour pouvoir vivre, les paysans pauvres sont obligés de travailler chez les grands propriétaires fonciers à des salaires de famine ou d'affermier ou d'acheter de la terre à des prix très élevés, par quoi une partie du salaire des petits paysans est accaparée par les grands propriétaires fonciers. L'absence de terres oblige les paysans pauvres à se soumettre à l'esclavage moyenâgeux sous des formes modernes. C'est pourquoi le PC lutte pour la confiscation de la terre avec tout l'inventaire au profit de ceux qui la cultivent réellement. Jusqu'à ce que cela soit réalisé par la révolution prolétarienne, le PC soutient la lutte des paysans pauvres pour:

1) L'amélioration des conditions d'existence des métayers, par la réduction de la part qui revient aux propriétaires;

2) La réduction des fermages pour les petits fermiers, la remise obligatoire d'une indemnité pour toutes les améliorations apportées à la terre par le fermier au cours du contrat de ferme, etc. Les syndicats des travailleurs agricoles, dirigés par les communistes, soutiendront les petits fermiers dans cette lutte et n'accepteront de faire aucun travail dans les

champs qui auront été enlevés aux petits fermiers par les propriétaires fonciers à cause de litiges se rapportant au fermage;

3) La cession des terres, de bétail et de machines à tous les paysans pauvres, à des conditions permettant d'assurer leur gagne-pain; et non pas des parcelles de terres qui lient leurs propriétaires à la glèbe et les obligent à chercher du travail pour des salaires de famine chez les propriétaires ou paysans voisins, mais des quantités de terres suffisantes pour pouvoir employer toute l'activité des paysans. Dans cette question, il faudra avant tout tenir compte des intérêts des ouvriers agricoles.

§9. Les classes dominantes essayent d'étouffer le caractère révolutionnaire du mouvement des paysans au moyen de réformes agraires bourgeoises, de répartitions de terres entre les éléments dirigeants de la classe paysanne. Elles ont réussi à provoquer un fléchissement temporaire du mouvement révolutionnaire à la campagne. Mais toute réforme agraire bourgeoise se heurte aux limites du capitalisme. La terre n'est donnée que contre indemnité et à des personnes qui sont déjà en possession de moyens de production. Une réforme agraire bourgeoise n'a absolument rien à offrir aux éléments prolétariens ou semi-prolétariens. Les conditions extrêmement sévères qui sont imposées aux paysans recevant de la terre lors d'une réforme agraire bourgeoise et qui, par suite, n'ont pas pour résultat d'améliorer véritablement leur situation, mais au contraire de les plonger dans l'esclavage de l'endettement, mènent inévitablement à une recrudescence du mouvement révolutionnaire et à une aggravation de l'antagonisme existant entre les petits et gros paysans, de même qu'entre les ouvriers agricoles qui ne reçoivent pas de terre et perdent des occasions de travail par suite de la division des grandes propriétés.

Seule, une révolution prolétarienne pourra apporter la libération définitive des classes laborieuses de la campagne, révolution qui confisquera sans indemnité aucune la terre des grands propriétaires fonciers ainsi que tout l'inventaire, mais laissera intactes les terres cultivées par les paysans, délivrera ceux-ci de toutes charges, fermages, hypothèques, restrictions féodales qui pèsent sur eux, et soutiendra de toutes les façons les couches inférieures de la classe paysanne.



*Les paysans qui cultivent la terre décideront eux-mêmes de la façon dont la terre enlevée aux grands propriétaires fonciers devra être exploitée.* À ce sujet les thèses du 2<sup>e</sup> Congrès déclarent ce qui suit:

Pour les pays capitalistes les plus développés, l'IC croit qu'il est bon de maintenir le plus possible les grandes exploitations agraires et de les former sur le modèle des domaines soviétiques en Russie.

Il faudra également soutenir la création de l'exploitation collective (coopératives agraires, communautés agricoles). Le maintien des grandes exploitations agricoles sauvegarde les intérêts des couches révolutionnaires de la population paysanne, des ouvriers agricoles et des petits propriétaires semi-prolétariens qui sont obligés de gagner leur vie en travaillant une partie de leur temps dans les grandes exploitations agricoles. D'autre part, la nationalisation des grandes exploitations agricoles rend la population des villes, au moins en partie dans la question du ravitaillement, indépendante des paysans.

Là où existent encore des survivances du féodalisme, des servitudes, ou le système du métayage, il peut être nécessaire, dans certaines circonstances, de remettre aux paysans une partie de la terre des grandes propriétés.

Dans les pays où les grandes exploitations agricoles ne jouent qu'un rôle relativement petit, et où par contre il existe une grande quantité de petits propriétaires paysans qui veulent conserver la terre, la répartition de la terre des grandes propriétés est le meilleur moyen de gagner les paysans à la révolution, tandis que le maintien des grandes exploitations n'est pas d'une importance primordiale pour le ravitaillement des villes.

Là où se produit une répartition des grandes propriétés entre les paysans, il faudra tenir compte en premier lieu des intérêts du prolétariat agricole.

\*\*\*

Tous les communistes qui travaillent dans l'agriculture ou dans les entreprises industrielles liées à l'agriculture, sont tenus d'entrer dans les organisations des ouvriers agricoles, d'y grouper et de conduire les éléments révolutionnaires, en vue de transformer ces organisations en organes révolutionnaires. Là où il n'existe aucun syndicat, c'est le devoir des communistes de travailler à leur création. Dans les organisations jaunes, fascistes et contre-révolutionnaires, ils doivent mener un travail d'éducation intense en vue de détruire ces organisations contre-révolutionnaires. Dans les grandes entreprises agricoles, ils doivent créer des conseils d'entreprise, en vue de la défense des intérêts ouvriers, du contrôle de la production, et pour empêcher l'introduction du système d'exploitation extensive. Ils doivent appeler le prolétariat industriel au secours du prolétariat agricole en lutte et incorporer celui-ci dans le mouvement des conseils d'entreprises industrielles.

Etant donné l'importance formidable des paysans pauvres pour le mouvement révolutionnaire, c'est le devoir des communistes d'entrer dans les organisations des petits paysans (coopératives de production, de consommation et de crédit) pour les transformer, pour faire disparaître les antagonismes apparents d'intérêt entre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, antagonismes grossis artificiellement par les propriétaires fonciers et les paysans riches, et relier étroitement l'action de ces organisations avec le mouvement du prolétariat rural et industriel.

Seule, la collaboration de toutes les forces révolutionnaires de la ville et de la campagne permettra d'opposer une résistance victorieuse à l'offensive du capitalisme et, passant de la défensive à l'offensive, d'obtenir la victoire finale.

## Résolution sur le rapport du CEIC

Le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC approuve complètement le travail politique du CEIC et déclare qu'au

cours des quinze derniers mois, il a bien appliqué les décisions du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial, en tenant compte de la situation politique.



En particulier, le 4<sup>e</sup> Congrès approuve complètement la tactique du front unique, telle qu'elle a été formulée par le CEIC dans ses thèses de décembre 1921 et ultérieurement.

Le 4<sup>e</sup> Congrès approuve le point de vue adopté par le CEIC en ce qui concerne la crise du PC français, le mouvement ouvrier italien et les PC norvégien et tchécoslovaque. Les questions pratiques concernant ces Partis seront traitées par des commissions spéciales dont les décisions seront soumises au vote du Congrès.

À propos des incidents qui se sont déroulés dans un certain nombre de Partis, le 4<sup>e</sup> Congrès rappelle et confirme à nouveau que le CEIC constitue l'organe suprême du mouvement communiste dans l'intervalle des Congrès mondiaux, et que les décisions de l'IC sont obligatoires pour tous les partis adhérents. Il en résulte que la violation des décisions de l'IC, sous le prétexte d'un appel au prochain Congrès, constitue une rupture de la discipline. Si l'IC permettait l'introduction de telles pratiques, cela équivaudrait à la négation complète de toute activité régulière de l'IC.

En ce qui concerne les doutes apparus dans le PC français touchant l'article 9 des statuts de l'IC, le 4<sup>e</sup> Congrès déclare que cet article 9 donne au CEIC le droit d'exclure de l'IC et, par conséquent, de ses Sections nationales, les personnes isolées et les groupes qui, à son avis, expriment des opinions étrangères au communisme. Il est naturel que le CEIC soit obligé d'appliquer l'article 9 des statuts, quand un Parti est incapable de se débarrasser des éléments non communistes.

Le 4<sup>e</sup> Congrès confirme à nouveau les 21 conditions posées par le 2<sup>e</sup> Congrès et charge le prochain CEIC de veiller énergiquement à leur application. À l'avenir, le CEIC doit plus que jamais rester une organisation internationale prolétarienne combattant énergiquement tout opportunisme, et constituée selon les principes du centralisme démocratique.

Les questions de détail pratiques découlant de cet article seront traitées par des commissions spéciales dont les décisions seront soumises au Congrès.

## Résolution sur la tactique de l'IC

§1. — *Confirmation des résultats du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial.* Le 4<sup>e</sup> Congrès constate avant tout que les résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial: 1) sur la crise économique mondiale et les tâches de l'IC; 2) sur la tactique de l'IC, ont été complètement confirmées par le cours des événements et le développement du mouvement ouvrier dans l'intervalle entre les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès.

§2. — *La période de décadence du capitalisme.* Après avoir analysé la situation économique mondiale, le 3<sup>e</sup> Congrès put constater avec la plus complète précision que le capitalisme, après avoir accompli sa mission de développement des forces productrices, est tombé dans la contradiction la plus irréductible avec les besoins, non seulement de l'évolution historique actuelle, mais aussi avec les conditions d'existence humaine les plus élémentaires. Cette contradiction fondamentale se refléta particulièrement dans la dernière guerre

impérialiste et fut encore aggravée par cette guerre qui ébranla, de la manière la plus profonde, le régime de la production et de la circulation. Le capitalisme, qui se survit ainsi à lui-même, est entré dans la phase où l'action destructrice de ses forces déchaînées ruine et paralyse les conquêtes économiques créatrices déjà réalisées par le prolétariat dans les liens de l'esclavage capitaliste.

Le tableau général de la ruine de l'économie capitaliste n'est en rien atténué par les fluctuations inévitables qui sont propres au système capitaliste, dans son déclin comme dans son ascension. Les tentatives faites par les économistes nationaux bourgeois et social-démocrates pour présenter l'amélioration constatée dans la seconde moitié de 1921 aux États-Unis et, dans une mesure bien moindre, au Japon et en Angleterre, en partie aussi en France et dans d'autres pays, comme un indice de rétablissement de l'équilibre capitaliste reposent en partie sur la volonté d'altérer les

faits et en partie sur le manque de perspicacité des valets du capital. Le 3<sup>e</sup> Congrès, même avant le commencement de la reprise industrielle actuelle, avait prévu cette reprise dans un avenir plus ou moins rapproché, et il l'avait définie dès lors de la façon la plus précise comme une vague superficielle sur le fond de la destruction croissante de l'économie capitaliste. On peut prévoir nettement dès à présent que si la reprise actuelle de l'industrie n'est pas susceptible, même dans un avenir éloigné, de rétablir l'équilibre capitaliste ou même de guérir les plaies béantes laissées par la guerre, la prochaine crise cyclique, dont l'action coïncidera avec la ligne principale de la destruction capitaliste, ne fera qu'aggraver toutes les manifestations de cette dernière, et par conséquent aussi, dans une mesure extraordinaire, la situation révolutionnaire.

Jusqu'à sa mort, le capitalisme sera en proie à ces fluctuations cycliques. Seules, la prise du pouvoir par le prolétariat et la Révolution mondiale socialiste pourront sauver l'humanité de cette catastrophe permanente provoquée par la persistance du capitalisme moderne.

Ce que le capitalisme traverse aujourd'hui n'est autre que son agonie. L'écroulement du capitalisme est inévitable.

§3. — *La situation politique internationale.*  
La situation politique internationale reflète aussi la ruine progressive du capitalisme.

La question des réparations n'est toujours pas résolue. Tandis que les Conférences des États de l'Entente se succèdent, la ruine économique de l'Allemagne se poursuit toujours et menace l'existence du capitalisme dans toute l'Europe Centrale. L'aggravation catastrophique de la situation économique de l'Allemagne contraindra l'Entente à renoncer aux réparations, ce qui accélérera la crise économique et politique de la France ou bien déterminera la formation d'un bloc industriel franco-allemand sur le continent; et ce fait aggravera la situation économique de l'Angleterre et sa position sur le marché mondial; il opposera politiquement l'Angleterre au Continent.

Dans le Proche-Orient, la politique de l'Entente a subi une faillite complète. Le traité de Sèvres a été déchiré par les baïonnettes turques. La guerre gréco-turque et les événements subséquents ont montré avec évidence l'instabilité de l'équilibre politique

actuel. Le fantôme d'une nouvelle guerre mondiale impérialiste est apparu clairement. Après avoir, pour des motifs de concurrence avec l'Angleterre, aidé à déterminer l'œuvre commune de l'Entente dans le Proche-Orient, la France impérialiste est de nouveau poussée par ses intérêts capitalistes dans le front commun du capitalisme contre les peuples de l'Orient. Par-là, la France capitaliste prouve aux peuples du Proche-Orient qu'ils ne sauraient mener leur lutte de défense contre l'oppression qu'aux côtés de la Russie des Soviets et avec l'appui du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

En Extrême-Orient, les États victorieux de l'Entente ont essayé de réviser, à Washington, la paix de Versailles, mais ils n'ont fait ainsi que se donner un répit en réduisant pour quelques années une catégorie seulement d'armements, à savoir le grand nombre des navires de guerre. Ils n'ont pas obtenu une solution de la question. La lutte se poursuit toujours entre l'Amérique et le Japon, elle entretient la guerre civile en Chine. La côte du Pacifique reste, après comme avant Washington, un foyer de grands conflits.

L'exemple des mouvements de libération nationale aux Indes, en Egypte, en Irlande et en Turquie, montre que les pays coloniaux et semi-coloniaux constituent les foyers d'un mouvement révolutionnaire grandissant contre les puissances impérialistes et des réservoirs inépuisables de forces révolutionnaires qui, dans la situation actuelle, se tournent objectivement contre toute l'existence de l'ordre bourgeois mondial.

La paix de Versailles est liquidée par les faits. Mais elle ne fait pas place à un accord général des États capitalistes, à une suppression de l'impérialisme; elle crée au contraire de nouveaux antagonismes, de nouveaux armements. La reconstruction de l'Europe est impossible dans la situation donnée. L'Amérique donnée. L'Amérique capitaliste ne veut faire aucun sacrifice pour la restauration de l'économie capitaliste européenne. L'Amérique capitaliste plane comme un vautour sur l'agonie du capitalisme européen dont elle sera l'héritier. L'Amérique réduira l'Europe capitaliste en esclavage si la classe ouvrière européenne ne s'empare pas du pouvoir politique et ne s'applique pas à réparer les ruines de la guerre mondiale et à commencer la construction d'une République Fédérative des Soviets d'Europe.

Les derniers événements qui se sont déroulés en Autriche sont éminemment caractéristiques de la situation politique de l'Europe. Sur l'ordre de l'impérialisme de l'Entente, salué avec joie par la bourgeoisie autrichienne, la fameuse démocratie — fierté des leaders de l'Internationale de Vienne, pour laquelle ces derniers ont constamment trahi les intérêts du prolétariat et qu'ils avaient confiée à la garde des monarchistes, des social-chrétiens et des nationalistes, qu'elle aidait à se rétablir au pouvoir — a été anéantie d'un trait de plume à Genève et remplacée par la dictature ouverte d'un simple plénipotentiaire de l'Entente. Le Parlement bourgeois même est supprimé en fait et remplacé par un commis des banquiers de l'Entente. Après un court semblant de résistance, les social-démocrates ont capitulé et aidé à l'exécution de ce honteux traité. Ils se sont même déclarés prêts à entrer de nouveau dans la coalition sous une forme à peine masquée, pour empêcher une résistance du prolétariat.

Ces événements en Autriche, ainsi que le dernier coup d'État fasciste en Italie, démontrent d'une manière frappante l'instabilité de toute la situation et prouvent surabondamment que la démocratie n'est qu'un simulacre, qu'elle n'est en réalité que la dictature masquée de la bourgeoisie, que cette dernière remplace, le moment venu, par la réaction ouverte la plus brutale.

En même temps, la situation politique internationale de la Russie des Soviets, le seul pays où le prolétariat ait vaincu la bourgeoisie et maintenu son pouvoir pendant cinq années contre les assauts de ses ennemis, est renforcée dans une mesure considérable.

À Gênes et à La Haye, les capitalistes de l'Entente ont tenté de contraindre la République des Soviets de Russie à renoncer à la nationalisation de l'industrie et de la charger d'un fardeau de dettes qui la transformerait, en fait, en une colonie de l'Entente. L'État prolétarien de la Russie des Soviets fut cependant assez fort pour résister à ces prétentions. Dans le chaos du système capitaliste en cours de dissolution, la Russie des Soviets, de la Bérézina à Vladivostok, de la côte de Mourmansk aux montagnes d'Arménie, est un facteur croissant de puissance en Europe, dans le Proche et l'Extrême-Orient. Malgré les tentatives du monde capitaliste, pour étouffer la Russie au moyen du blocus financier, celle-ci sera en état d'aborder sa restauration

économique. Dans ce but, elle utilisera aussi bien ses propres ressources économiques que la concurrence entre capitalistes, qui contraindra ceux-ci à mener des négociations séparées avec la Russie des Soviets. Un sixième du globe est au pouvoir des Soviets. L'existence seule de la République des Soviets de Russie agit sur la société bourgeoise comme un élément de la Révolution mondiale. Plus la Russie Soviétique se relève et se consolide économiquement, et plus ce facteur révolutionnaire prédominant accroîtra son influence dans la politique internationale.

§4. — *L'offensive du Capital.* Le prolétariat de tous les pays, excepté la Russie, n'ayant pas profité de l'état de faiblesse du capitalisme, déterminé par la guerre, pour lui porter des coups décisifs, la bourgeoisie put, grâce à l'aide des socialistes-réformistes, écraser les ouvriers révolutionnaires prêts au combat, consolider son pouvoir politique et économique et commencer une nouvelle offensive contre le prolétariat. Toutes les tentatives de la bourgeoisie pour remettre en marche la production et la réparation industrielle après l'orage de la guerre mondiale furent faites aux dépens du prolétariat. L'offensive universelle et systématique organisée par le capital contre toutes les conquêtes de la classe ouvrière entraîna tous les pays dans son tourbillon. Partout le capital réorganisé réduit impitoyablement le salaire réel des ouvriers, prolonge la journée de travail, rogne les modestes droits du prolétariat dans l'industrie, oblige dans les pays à bas cours les ouvriers, réduits à la mendicité, à payer les frais de la misère déterminée dans la vie économique par la dépréciation du change, etc.

L'offensive du capital, qui a pris au cours de ces dernières années des proportions gigantesques, oblige les ouvriers de tous les pays à mener des luttes défensives. Des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers ont accepté le combat, dans les branches les plus importantes de la production. Des groupes toujours nouveaux d'ouvriers entrent dans la lutte, venant des branches les plus déterminantes de la vie économique (cheminots, mineurs, métallurgistes, fonctionnaires de L'État et employés municipaux). La plupart de ces grèves n'ont eu jusqu'à présent aucun succès immédiat; mais cette lutte engendre dans des masses nouvelles et de plus en plus considérables d'ouvriers autrefois retardataires une haine

infinie contre les capitalistes et le pouvoir d'État qui les protège. Cette lutte imposée au prolétariat ruine la politique de communauté de travail avec les entrepreneurs, menée par les social-réformistes et les bureaucrates syndicaux. Cette lutte montre même aux couches les plus arriérées du prolétariat le rapport évident entre l'économie et la politique. Chaque grande grève devient aujourd'hui un grand événement politique. À cette occasion, il est apparu que les partis de la 2e Internationale et les chefs syndicaux d'Amsterdam, non seulement n'apportent aucune aide aux masses ouvrières engagées dans de durs combats défensifs, mais même les abandonnent et les trahissent au profit des entrepreneurs, des patrons et des gouvernements bourgeois.

C'est une des tâches des PC de clouer au pilori cette trahison inouïe et continuelle et de l'illustrer dans les luttes quotidiennes des masses ouvrières. C'est le devoir des PC de tous les pays d'étendre et d'approfondir les nombreuses grèves économiques qui éclatent partout et, si possible, de les transformer en grèves et en luttes politiques. C'est de même le devoir naturel des PC de profiter des luttes défensives pour renforcer la conscience révolutionnaire et la volonté de combat des masses prolétariennes de façon que, lorsqu'elles seront assez fortes, elles puissent passer de la défensive à l'offensive.

L'aggravation systématique des antagonismes entre le prolétariat et la bourgeoisie par suite de l'existence de ces luttes est inévitable. La situation reste objectivement révolutionnaire et la moindre occasion peut aujourd'hui devenir le point de départ de grandes luttes révolutionnaires.

§5. — *Le fascisme international.* La politique offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat, telle qu'elle se manifeste de la manière la plus éclatante dans le fascisme international, est dans le plus étroit rapport avec l'offensive du capital sur le terrain économique. Etant donné que la misère accélère l'évolution de l'esprit des masses dans un sens révolutionnaire, processus qui englobe les classes moyennes y compris les fonctionnaires, et ébranle la sécurité de la bourgeoisie qui n'a plus dans la bureaucratie un instrument docile, les méthodes de contraintes légales ne suffisant plus à la bourgeoisie. C'est pourquoi elle s'applique partout à créer des gardes-blanches spécialement destinées à combattre tous les efforts révolutionnaires du

prolétariat et qui servent en effet le plus en plus à écraser les tentatives du prolétariat pour améliorer sa situation.

Le trait caractéristique du fascisme italien, du fascisme «classique», qui a conquis pour un temps tout le pays, consiste en ce que les fascistes non seulement constituent des organisations de combat strictement contre-révolutionnaires et armées jusqu'aux dents, mais encore essaient par une démagogie sociale de se créer une base dans les masses, dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat, en utilisant adroitement pour leurs buts contre-révolutionnaires les déceptions provoquées par la soi-disant démocratie.

Le danger du fascisme existe maintenant dans beaucoup de pays en Tchécoslovaquie, en Hongrie, dans presque tous les pays balkaniques, en Pologne, en Allemagne (Bavière), en Autriche, en Amérique et même dans des pays comme la Norvège. Sous une forme ou sous une autre, le fascisme n'est pas impossible non plus dans des pays comme la France et l'Angleterre.

Une des tâches les plus importantes des PC est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique; les méthodes illégales sont ici absolument indispensables.

Mais la folle équipée fasciste est le dernier atout de la bourgeoisie. La domination ouverte des gardes-blancs est dirigée d'une façon générale contre les bases mêmes de la démocratie bourgeoise. Les plus grandes masses du peuple travailleur se persuadent de plus en plus du fait que la domination de la bourgeoisie n'est possible que par une dictature non déguisée sur le prolétariat.

§6. — *La possibilité de nouvelles illusions pacifistes.* Ce qui caractérise la situation politique internationale au moment actuel, c'est le fascisme, l'état de siège et la vague montante de la terreur blanche contre le prolétariat. Mais cela n'exclut pas la possibilité que, dans un temps assez rapproché, dans des pays très importants, la réaction bourgeoise ouverte soit remplacée par une ère «démocratique-pacifique».

En Angleterre (renforcement du Labour Party aux dernières élections), en France (prochaine période inévitable du «bloc des gauches»), cette phase de transition «démocratique pacifiste» est vraisemblable et elle peut ranimer les espoirs pacifistes dans l'Allemagne bourgeoise et social-démocrate.

Entre la période actuelle de la domination de la réaction bourgeoise ouverte et la victoire complète du prolétariat révolutionnaire sur la bourgeoisie, il y a diverses étapes, et différents épisodes passagers sont possibles. L'IC et ses Sections doivent envisager aussi ces éventualités, elles doivent savoir défendre les positions révolutionnaires dans toutes les situations.

§7. — *La situation dans le mouvement ouvrier.* Pendant que, par suite de l'offensive du capital, la classe ouvrière se voit obligée de prendre une attitude défensive, le rapprochement et finalement la fusion des partis du Centre

(Indépendants) avec les socialistes-traîtres déclarés (social-démocrates), s'accomplissent. À l'époque de l'élan révolutionnaire, même les centristes, sous la pression de l'état d'esprit des masses, se déclarèrent pour la dictature du prolétariat et cherchèrent la voie menant à la 3<sup>e</sup> Internationale. Pendant la vague descendante de la révolution, qui n'est d'ailleurs que temporaire, ces centristes retombent dans le camp de la social-démocratie d'où au fond ils ne s'étaient jamais dégagés. Alors qu'aux époques de lutte révolutionnaire de masse, ils avaient adopté une attitude sans cesse hésitante et vacillante, ils refusent de participer maintenant aux luttes défensives et retournent au camp de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui a toujours été, consciemment ou non, contre-révolutionnaire. Les partis centristes et l'Internationale 2½ sont en cours de décomposition. La meilleure partie des ouvriers révolutionnaires, qui se trouvait momentanément dans le camp du centrisme, passera avec le temps à l'IC Par-ci, par-là, ce passage est déjà commencé (Italie). L'écrasante majorité des chefs centristes liés actuellement à Noske, Mussolini, etc. deviendront au contraire des contre-révolutionnaires endurcis.

Objectivement, la fusion des partis de la 2<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale 2½ peut être utile au mouvement ouvrier révolutionnaire. La fiction d'un Parti révolutionnaire en dehors du camp communiste

disparaît ainsi. Dans la classe ouvrière, deux groupes seulement lutteront désormais pour la conquête de la majorité la 2<sup>e</sup> Internationale, qui représente l'influence de la bourgeoisie au sein du prolétariat, et la 3<sup>e</sup> Internationale, qui a levé le drapeau de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat.

§8. — *La division dans les syndicats.* La fusion des Internationales 2 et 2½ a indubitablement pour but de préparer une «atmosphère favorable» à une campagne systématique contre les communistes. La scission méthodique des syndicats par les chefs de l'Internationale d'Amsterdam est une partie de cette campagne. Les hommes d'Amsterdam reculent devant toute lutte contre l'offensive du capital et continuent plutôt leur politique de collaboration avec les patrons. Pour n'être pas gênés par les communistes dans cette alliance avec les entrepreneurs, ils cherchent à supprimer complètement et systématiquement l'influence des communistes dans les syndicats. Mais comme les communistes ont cependant, dans beaucoup de pays déjà, conquis la majorité dans les syndicats ou sont en train de la conquérir, les hommes d'Amsterdam ne reculent ni devant les exclusions en masse, ni devant la scission formelle des syndicats. Rien n'affaiblit autant les forces de la résistance prolétarienne contre l'offensive du capital que la division des syndicats. Les chefs réformistes des syndicats le savent bien. Mais comme ils s'aperçoivent que le terrain se dérobe sous eux et que leur faillite est inévitable et proche, ils s'empressent de diviser les syndicats, ces instruments irremplaçables de la lutte de classe prolétarienne, pour que les communistes ne recueillent plus que les débris et les éclats des anciennes organisations syndicales. Depuis août 1914, la classe ouvrière n'a pas vu pire trahison.

§9. — *La conquête de la majorité.* Dans ces conditions, l'indication fondamentale du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial: «*Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe*», subsiste dans toute sa force.

La conception suivant laquelle, dans l'équilibre instable actuel de la société bourgeoise, la plus grave crise peut subitement éclater par suite d'une grande grève, d'un soulèvement colonial, d'une nouvelle guerre, ou même d'une crise parlementaire, garde toute sa force aujourd'hui encore plus qu'à l'époque du 3<sup>e</sup> Congrès. Mais c'est précisément pour cela que le

facteur «subjectif», c'est-à-dire le degré de conscience, de volonté, de combat et d'organisation de la classe ouvrière et de son avant-garde, acquiert une importance énorme.

La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée; c'est la tâche essentielle de l'IC à présent comme auparavant.

§10. — *Dans les pays coloniaux.* Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'IC a deux tâches: 1) créer un noyau de PC qui défende les intérêts généraux du prolétariat; 2) appuyer de toutes ses forces le mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme, devenir l'avant-garde de ce mouvement et mettre en relief et renforcer le mouvement social au sein du mouvement national.

§11. — *Le gouvernement ouvrier.* Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme *un mot d'ordre de propagande général*. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du «gouvernement ouvrier» est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique.

Les partis de la 2<sup>e</sup> Internationale cherchent, dans ces pays, à «sauver» la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la 2<sup>e</sup> Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. À la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'État devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les

positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire, peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non-communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut. Dans ce cas, les conditions naturelles de la participation des communistes à un semblable gouvernement seraient les suivantes:

1) La participation au gouvernement ouvrier ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation de l'IC;

2) Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent soumis au contrôle le plus strict de leur Parti;

3) Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent en contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses;

4) Le PC maintient absolument sa physionomie et l'indépendance complète de son agitation.

Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique. Pour parer à ces dangers, les PC ne doivent pas perdre de vue que, si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire de pouvoir du prolétariat.

L'IC doit envisager les éventualités suivantes:

1) Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre;

2) Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne);

3) Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc.;

4) Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes;

5) Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par un PC.

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces «gouvernements ouvriers» sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'État, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. Les communistes ne devront pas participer à de pareils gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux «gouvernements ouvriers». Dans la période de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements, objectivement, peuvent contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois.

Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers, social-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

Les deux autres types de gouvernement ouvrier auxquels peuvent participer les communistes ne sont pas encore la dictature du prolétariat; ils ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes.

§12. — *Le mouvement des conseils de fabrique.* Aucun PC ne saurait être considéré comme un PC de masses véritable, sérieux et solide, s'il n'a pas de forts noyaux communistes dans les entreprises, les usines, les mines, les chemins de fer, etc. Dans les circonstances actuelles, un mouvement ne saurait être considéré comme systématiquement organisé dans les masses prolétariennes s'il ne réussit pas à créer, pour la classe ouvrière et ses organisations, des comités d'usines comme base de ce mouvement. La lutte contre l'offensive du capital et pour le contrôle de la production est sans espoir si les communistes ne disposent de points d'appui solides dans toutes les entreprises et si le prolétariat ne sait créer ses propres organes prolétariens de combat dans les entreprises (comités de fabriques, conseils ouvriers).

Le Congrès estime que c'est une des tâches essentielles de tous les PC de s'ancrer dans les industries bien plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent et d'appuyer le mouvement des conseils de fabriques ou de prendre l'initiative de ce mouvement.

§13. — *L'IC: Parti mondial.* L'IC doit de plus en plus être organisée en un PC Mondial, chargé de la direction de la lutte dans tous les pays.

§14. — *La discipline internationale.* Pour appliquer internationalement et dans les divers pays la tactique du front unique, la discipline internationale la plus stricte est plus nécessaire



que jamais dans l'IC et dans ses différentes Sections.

Le 4<sup>e</sup> Congrès exige catégoriquement de toutes ses Sections et de tous ses membres la plus stricte discipline dans l'application de la tactique, qui ne saurait être fertile que si elle est appliquée dans tous les pays, non seulement en paroles, mais aussi en actes.

L'acceptation des 21 conditions implique l'application de toutes les décisions tactiques des Congrès Mondiaux et du CEIC comme organe de l'IC dans l'intervalle des Congrès mondiaux.

Le Congrès charge le CEIC de déterminer et de surveiller de la manière la plus stricte

l'application des décisions tactiques par tous les partis. Seule, la tactique révolutionnaire nettement tracée par l'IC assurera la victoire la plus prompte possible de la révolution prolétarienne internationale.

\*\*\*

Le Congrès décide d'ajouter comme supplément à cette résolution le texte des thèses adoptées par le CEIC, en décembre 1921, relativement au front unique, ces thèses exposant exactement et en détail la tactique du front unique.

## Résolution sur le programme de l'IC

§2. Tous les projets de programme seront transmis au CEIC ou à une Commission désignée à cet effet, pour être étudiés et élaborés en détail. Le CEIC est tenu de publier dans le plus bref délai tous les projets de programme qui lui parviennent.

§2. Le Congrès confirme que les Sections nationales de l'IC qui n'ont pas encore de programme national sont tenues de commencer immédiatement à en élaborer un pour pouvoir le soumettre au CEIC, trois mois au plus tard avant le 5<sup>e</sup> Congrès, pour ratification.

§3. Dans le programme des Sections nationales, la nécessité de la lutte pour les revendications transitoires doit être motivée avec précision et netteté; les réserves sur les rapports de ces revendications avec les conditions concrètes de temps et de lieu doivent être mentionnées.

§4. Les fondements théoriques de toutes les revendications transitoires et partielles doivent absolument être formulés dans le programme général. Le 4<sup>e</sup> Congrès se prononce tout aussi résolument contre la tentative de représenter l'introduction de revendications transitoires dans le programme comme de l'opportunisme, que contre toute tentative d'atténuer ou de remplacer les objectifs révolutionnaires fondamentaux par des revendications partielles.

§5. Dans le programme général doivent être nettement énoncés les types historiques fondamentaux entre lesquels se divisent les revendications transitoires des Sections nationales, conformément aux différences essentielles de structure économique et politique des divers pays, comme par exemple, l'Angleterre d'une part, l'Inde de l'autre, etc.

# Résolution sur la Révolution russe

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC exprime au peuple travailleur de la Russie des Soviets ses remerciements les plus profonds et son admiration sans bornes pour avoir, non seulement conquis le pouvoir au moyen de la lutte révolutionnaire et établi la dictature du prolétariat, mais pour avoir su défendre victorieusement jusqu'à aujourd'hui contre tous les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur les conquêtes de la révolution. Il a ainsi rendu des services immortels à la libération des opprimés et des exploités de tous les pays.

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial constate avec la plus grande satisfaction que le premier État ouvrier du monde, issu de la révolution prolétarienne, a complètement prouvé sa force de vie et de développement au cours des cinq années de son existence, malgré des difficultés et des dangers inouïs. L'État soviétique est sorti renforcé des horreurs de la guerre civile. Grâce à l'héroïsme incomparable de l'armée rouge, il a abattu sur tous les fronts la contre-révolution militaire équipée et soutenue par la bourgeoisie mondiale. Il a repoussé toutes les tentatives des États capitalistes pour lui imposer, au moyen de ruses diplomatiques et d'une pression économique, l'abandon du contenu prolétarien des buts communistes de la révolution, à savoir la reconnaissance du droit de propriété privée sur les moyens de production sociaux et la renonciation à la nationalisation de l'industrie. Inébranlablement, il a défendu contre l'assaut de la bourgeoisie mondiale ce qui constitue la condition fondamentale de la libération prolétarienne, à savoir la propriété collective des moyens de production. En s'opposant à la reconnaissance d'une dette nationale immense, il s'est opposé à ce qu'on rabaisse les ouvriers et les paysans de la République des Soviets au niveau des serfs coloniaux des capitalistes.

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial constate que l'État ouvrier, depuis qu'il n'est plus obligé de défendre son existence les armes à la main, s'efforce avec la plus grande énergie de rétablir et de développer la vie économique de la République et qu'il continue à se fixer comme but

l'établissement du communisme. Les étapes et les mesures diverses menant à ce but, la «Nouvelle politique économique», sont le résultat, d'une part, des conditions objectives et subjectives du pays, d'autre part, de la lenteur du développement de la révolution mondiale et de l'état d'isolement de la République des Soviets au milieu d'États capitalistes. Malgré les difficultés inouïes qui sont ainsi créées, l'État ouvrier peut faire des progrès décisifs dans le domaine de la reconstruction économique. De même que les ouvriers russes ont chèrement payé pour les ouvriers du monde entier les enseignements qui se dégagent de la conquête et de la défense du pouvoir politique et de l'établissement de la dictature prolétarienne, ce sont eux encore qui font les sacrifices les plus pénibles pour résoudre les problèmes de la période de transition du capitalisme au communisme. La Russie des Soviets est et reste le foyer le plus riche d'expériences révolutionnaires pour le prolétariat mondial.

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial constate avec satisfaction que la politique de la Russie des Soviets a assuré et renforcé la condition la plus importante pour l'instauration et le développement de la société communiste, le régime des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Car, seule, cette dictature est capable de surmonter toutes les résistances bourgeoises à l'émancipation totale des travailleurs et d'assurer ainsi la défaite complète du capitalisme et la voie libre vers la réalisation du communisme.

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial constate la part décisive prise par le PC russe, en tant que Parti dirigeant du prolétariat soutenu par les paysans, à la conquête et à la défense du pouvoir politique. L'unité idéologique et organique du Parti, sa discipline sévère, ont donné aux masses l'assurance révolutionnaire du but à atteindre et des méthodes à employer, ont élevé ses qualités de décision et de dévouement jusqu'à l'héroïsme et créé un lien organique indestructible entre les masses et les chefs.

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial rappelle aux travailleurs de tous les pays que la révolution prolétarienne ne pourra jamais vaincre à l'intérieur d'un seul pays, mais dans le cadre international, en tant que révolution prolétarienne mondiale. La lutte de la Russie des Soviets pour son existence et pour les conquêtes de la révolution est la lutte pour la libération des travailleurs, des opprimés et exploités du monde entier. Les travailleurs russes ont fait surabondamment leur devoir en tant que champions révolutionnaires du prolétariat mondial. Le prolétariat mondial devra aussi remplir sa tâche. Dans tous les pays, les ouvriers, les déshérités et les opprimés devront manifester moralement, économiquement et politiquement leur complète solidarité avec la Russie des Soviets. Ce n'est pas seulement la solidarité internationale, mais c'est leur intérêt le plus élémentaire qui doit les décider à engager un combat acharné contre la

bourgeoisie et l'État capitaliste. Dans tous les pays leurs mots d'ordre devront être les suivants:

Ne touchez pas à la Russie des Soviets!  
Reconnaissance de la République des Soviets!  
Assistance vigoureuse de toute sorte pour la reconstruction économique de la Russie des Soviets!

Tout renforcement de la Russie des Soviets équivaut à un affaiblissement de la bourgeoisie mondiale. Le maintien depuis cinq ans du régime des Soviets est le coup le plus dur que le capitalisme mondial ait reçu jusqu'à présent.

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial demande aux travailleurs de tous les pays capitalistes de s'inspirer de l'exemple de la Russie des Soviets, et de porter au capitalisme le coup mortel, de tendre toutes leurs forces pour réaliser la révolution mondiale.

# Résolution sur le traité de Versailles

La guerre mondiale s'est terminée par l'écroulement de trois puissances impérialistes: l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Quatre grands rapaces sont sortis victorieux de la lutte: les États-Unis, l'Angleterre, la France et le Japon.

Les traités de paix, dont celui de Versailles constitue le noyau central, sont une tentative de stabiliser la domination mondiale de ces quatre puissances victorieuses: politiquement et économiquement, en réduisant tout le reste du monde en un domaine colonial d'exploitation; socialement en consolidant la bourgeoisie vis-à-vis du prolétariat de chaque pays et de la Russie prolétarienne révolutionnaire victorieuse, grâce à une alliance de toutes les bourgeoisies. Dans ce but on construisit et on arma une digue de petits États vassaux autour de la Russie pour étouffer cette dernière à la première occasion. Les États vaincus devaient en outre réparer complètement les dommages matériels subis par les États victorieux.

Aujourd'hui, il est clair pour tout le monde qu'aucune des présomptions sur lesquelles étaient bâtis tous ces traités de paix n'était fondée. La tentative de rétablir un nouvel équilibre sur des bases capitalistes a échoué. L'histoire des quatre dernières années montre un chancellement continu, une insécurité permanente; les crises économiques, le chômage et la surproduction, les crises ministérielles, les crises de parti, les crises extérieures n'en finissent plus. Au moyen d'une série infinie de Conférences, les puissances impérialistes essayent d'arrêter la ruine du système mondial édifié par ces traités et de dissimuler la banqueroute de Versailles.

Les tentatives pour renverser en Russie la dictature du prolétariat ont échoué. Le prolétariat de tous les pays capitalistes prend de plus en plus résolument position en faveur de la Russie des Soviets. Même les chefs de l'Internationale d'Amsterdam sont obligés de déclarer ouvertement que la chute de la

domination prolétarienne en Russie serait une victoire de la réaction mondiale sur tout le prolétariat.

La Turquie, précurseur de l'Orient en marche vers la révolution, a résisté les armes à la main à l'application du traité de paix; à la Conférence de Lausanne ont lieu les funérailles solennelles d'une partie importante des traités.

La crise économique mondiale persistante a donné la preuve que la conception économique du traité de Versailles n'est pas soutenable. La puissance européenne capitaliste dirigeante, l'Angleterre, qui dépend dans la plus grande mesure du commerce mondial ne peut consolider sa base économique sans la restauration de l'Allemagne et de la Russie.

Les États-Unis, la plus forte puissance impérialiste, se sont complètement détournés de l'œuvre de paix et cherchent à fonder leur impérialisme mondial sur leurs propres forces. Ils ont réussi à gagner l'appui de parties importantes de l'Empire mondial anglais, du Canada et de l'Australie.

Les colonies opprimées de l'Angleterre, base de son pouvoir mondial, se rebellent; tout le monde musulman est en révolte ouverte ou latente.

Toutes les présomptions de l'œuvre de paix ont fait défaut, sauf une: que le prolétariat de tous les pays bourgeois doit payer les charges de la guerre et de la paix de Versailles.

§1. *France.* — En apparence, c'est la France qui, de tous les pays victorieux, s'est le plus accru en puissance. Outre la conquête de l'Alsace-Lorraine, l'occupation de la rive gauche du Rhin, les innombrables milliards de dommages de guerre qu'elle réclame à l'Allemagne, elle est devenue en fait la plus grande puissance militaire du continent européen. Avec ses États vassaux, dont les armées sont instruites et dirigées par des généraux français (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie), avec sa propre grande armée, avec

ses sous-marins et sa flotte aérienne, elle domine le continent européen, elle joue le rôle de gardien du traité de Versailles. Mais la base économique de la France, sa petite population diminuant de plus en plus, son énorme dette intérieure et extérieure et sa dépendance économique à l'égard de l'Angleterre et de l'Amérique ne donnent pas un fondement suffisant à sa soif inextinguible d'expansion impérialiste. Sous le rapport de la puissance politique, elle est gênée par la maîtrise de l'Angleterre sur toutes les bases navales importantes, par le monopole du pétrole détenu par l'Angleterre et l'Amérique. Sous le rapport économique, son enrichissement en minerai de fer procuré par le traité de Versailles perd sa valeur du fait que les mines correspondantes de charbon du bassin de la Ruhr sont restées à l'Allemagne. L'espoir de remettre en ordre les finances ébranlées de la France avec l'aide des réparations payées par l'Allemagne est apparue illusoire. Tous les experts financiers sont unanimes à reconnaître que l'Allemagne ne saurait payer les sommes dont la France a besoin pour assainir ses finances. Il ne reste à la bourgeoisie française qu'un moyen: réduire le niveau d'existence du prolétariat français à celui du prolétariat allemand. La famine du travailleur allemand est une image de la misère qui menace pour demain l'ouvrier français. La dépréciation du franc, provoquée consciemment par certains milieux de la grande industrie française, constituera un moyen de rejeter sur les épaules du prolétariat français les charges de la guerre après que l'œuvre de paix de Versailles sera apparue impraticable.

§2. *Angleterre.* — La guerre mondiale a donné à l'Angleterre l'unification de son empire colonial, du Cap de Bonne-Espérance, à travers l'Égypte et l'Arabie, jusqu'aux Indes. Elle a maintenu en sa possession tous les principaux accès sur la mer. Par des concessions accordées à ses colonies d'émigration, elle a cherché à construire l'Empire mondial anglo-saxon.

Mais malgré toute la souplesse de sa bourgeoisie, malgré son effort pour reconquérir le marché mondial, il est apparu qu'avec la situation mondiale créée par le traité de Versailles l'Angleterre ne peut plus progresser. L'État industriel anglais ne peut plus exporter si l'Allemagne et la Russie ne sont pas restaurées économiquement. Sous ce rapport, l'antagonisme entre l'Angleterre et la France s'aggrave; l'Angleterre veut vendre ses

marchandises à l'Allemagne, ce que le traité de Versailles rend impossible; la France veut arracher à l'Allemagne des sommes colossales sous forme de contributions de guerre, ce qui ruine la force d'achat de l'Allemagne. C'est pourquoi l'Angleterre est pour la suppression des réparations, et la France mène dans le Proche-Orient une guerre dissimulée contre l'Angleterre pour la contraindre à céder dans la question des réparations. Tandis que le prolétariat anglais supporte les charges de la guerre sous la forme du chômage de millions d'ouvriers, la bourgeoisie d'Angleterre et de France s'accorde aux dépens de l'Allemagne.

§3. *Europe Centrale. Allemagne.* — L'objet le plus important du traité de Versailles, c'est l'Europe Centrale, la nouvelle colonie des brigands impérialistes. Divisée en d'innombrables petits États et en une série de régions économiquement non viables, l'Europe Centrale est incapable de vie politique indépendante. Elle est la colonie du capital anglais et français. Selon l'intérêt changeant de ces grandes puissances, ses divers tronçons sont excités les uns contre les autres. La Tchécoslovaquie, sur un domaine économique de 60 millions d'individus, est constamment en proie à la crise économique. L'Autriche a été réduite à l'état de monstre non viable qui ne mène plus, en apparence, une existence politique indépendante que grâce aux rivalités des pays voisins. La Pologne, à laquelle des vastes régions occupées par des populations de langues étrangères ont été attribuées, est un avant-poste de la France, une caricature de l'impérialisme français. Dans tous ces pays, le prolétariat doit payer les frais de la guerre sous forme d'une réduction de son niveau d'existence ou d'un formidable chômage.

Mais l'objet le plus important du traité de Versailles, c'est l'Allemagne désarmée, privée de toute possibilité de défense. Elle est livrée à la merci des puissances impérialistes. La bourgeoisie allemande cherche à lier ses intérêts tantôt à ceux de la bourgeoisie anglaise, tantôt à ceux de la bourgeoisie française. Elle cherche à satisfaire une partie des prétentions de la France au moyen d'une exploitation aggravée du prolétariat allemand et à assurer en même temps sa propre domination sur ce prolétariat avec l'aide étrangère. Mais la plus forte exploitation du prolétariat allemand, la transformation de l'ouvrier allemand en coolie européen, la misère effrayante où il est plongé

par suite du traité de Versailles ne donnent pas la possibilité de payer les réparations. L'Allemagne devient donc le ballon de jeu de l'Angleterre et de la France. La bourgeoisie française veut résoudre la question par la force en occupant le bassin de la Ruhr et la rive gauche du Rhin. L'Angleterre s'y oppose. Seule, l'aide de la plus grande puissance économique, les États-Unis, eût pu concilier les intérêts contradictoires de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne.

§4. *États-Unis d'Amérique.* — Les États-Unis se sont retirés depuis longtemps de l'œuvre de paix de Versailles, en refusant de ratifier le traité. Les États-Unis qui sont sortis de la guerre mondiale comme la plus grande puissance économique et politique, et envers qui les puissances impérialistes européennes sont fortement endettées, ne se montrent pas disposés à guérir, au moyen de nouveaux grands crédits à l'Allemagne, la crise financière de la France. Le capital des États-Unis se détourne de plus en plus du chaos européen et cherche avec beaucoup de succès à se créer dans l'Amérique Centrale et du Sud et en Extrême-Orient un empire colonial et à assurer à sa classe régnante l'exploitation du marché intérieur par un système douanier protectionniste. En abandonnant de la sorte l'Europe continentale à son sort, les États-Unis, tout en appliquant leur suprématie économique à la construction de navires de guerre, ont contraint les autres puissances impérialistes à accepter l'accord de désarmement de Washington. Ils ont ainsi ruiné une des bases les plus importantes de l'œuvre de Versailles, à savoir: la suprématie maritime de l'Angleterre, et de la sorte il n'y a plus de sens pour l'Angleterre à rester dans le groupement de puissances prévu à Washington.

§5. *Japon. Colonies.* — La plus jeune puissance mondiale impérialiste, le Japon, se tient à l'écart du chaos européen créé par le traité de Versailles. Mais, par le développement des États-Unis en puissance mondiale, ses intérêts ont été vivement touchés. À Washington, il a été obligé de dissoudre son alliance avec l'Angleterre, ce qui a ruiné encore une des bases les plus importantes de la division du monde faite à Versailles. En même temps, non seulement les peuples opprimés se révoltent contre la domination de l'Angleterre et du Japon, mais les colonies d'émigration de l'Angleterre cherchent à assurer leurs intérêts au moyen d'un rapprochement avec les États-

Unis, dans la lutte imminente entre les États-Unis et le Japon. Le cadre de l'impérialisme anglais se relâche ainsi de plus en plus.

§6. *Vers une nouvelle guerre mondiale.* — Les tentatives des grandes puissances impérialistes pour créer une base permanente à leur domination mondiale ont échoué lamentablement devant leurs intérêts contradictoires. La grande œuvre de paix est ruinée. Les grandes puissances arment leurs États vassaux en vue d'une nouvelle guerre. Le militarisme est plus fort que jamais. Et quoique la bourgeoisie redoute anxieusement une nouvelle révolution prolétarienne à la suite d'une guerre mondiale, les lois internes de l'ordre social capitaliste poussent irrésistiblement à un nouveau conflit mondial.

§7. *Les objectifs des PC.* — Les Internationales 2 et 2½ s'appliquent à soutenir l'aile radicale de la bourgeoisie, qui représente avant tout les intérêts du capital commercial et bancaire dans sa lutte impuissante pour la suppression des réparations. Comme dans toutes les questions, dans celle-ci aussi, elles marchent avec la bourgeoisie. La tâche des PC, et en premier lieu de ceux des pays victorieux, est donc de rendre clair aux masses que l'œuvre de paix de Versailles rejette toutes les charges sur les épaules du prolétariat, aussi bien dans les pays victorieux que dans les pays vaincus, et que les prolétaires de tous les pays sont les véritables victimes. Sur cette base, les

PC, et avant tout ceux d'Allemagne et de France, doivent mener la lutte commune contre le traité de Versailles.

Le PC Français doit lutter de toutes ses forces contre les tendances impérialistes de sa propre bourgeoisie, contre sa tentative à s'enrichir au moyen de l'exploitation aggravée du prolétariat allemand, contre l'occupation du bassin de la Ruhr, contre le morcellement de l'Allemagne, contre l'impérialisme français. Il ne suffit plus aujourd'hui de combattre en France la soi-disant défense de la patrie, il faut lutter pas à pas contre le traité de Versailles.

Le devoir des PC de Tchécoslovaquie, de Pologne et des autres pays vassaux de la France, est de lier la lutte contre leur propre bourgeoisie à la lutte contre l'impérialisme français. Il faut, au moyen d'actions communes de masses, rendre clair au prolétariat français et allemand que la tentative de réaliser le traité de Versailles réduit à la plus profonde misère le prolétariat

des deux pays et avec lui le prolétariat de toute l'Europe.



# Résolution sur la Coopération

Durant les dernières années qui précédèrent la guerre mondiale et encore plus durant cette guerre, la Coopération a pris dans presque tous les pays un essor puissant et a entraîné dans ses rangs de larges masses d'ouvriers et de paysans. L'offensive presque universelle engagée par le capital oblige les ouvriers, et surtout les ouvrières, à apprécier encore davantage l'aide que peut leur apporter la coopération de consommation.

Les vieux chefs social-réformistes ont depuis longtemps fort bien compris l'importance de la coopération pour les buts qu'ils poursuivent. Ils se sont installés dans les organisations coopératives et, de là, ils empoisonnent fortement la conscience des masses ouvrières, troublant la conscience et l'activité même des ouvriers ayant l'esprit révolutionnaire. D'autre part, les partis social-démocrates, ayant entre leurs mains la direction du mouvement coopératif, puisent dans certains pays, dans les caisses des coopératives, les ressources matérielles nécessaires au soutien de leur parti. Sous le masque de la neutralité politique, ils soutiennent la bourgeoisie et sa politique impérialiste.

Maîtres de la direction du mouvement coopératif, les vieux chefs de la coopération ne peuvent ou ne veulent ni comprendre les conditions sociales nouvelles, les buts nouveaux de la coopération, ni élaborer de nouvelles méthodes de travail. Ne voulant pas renoncer à leurs principes coopératifs, consacrés par l'âge, ils détruisent même le travail purement économique et en même temps toute coopération.

Enfin, ils ne font rien pour préparer le prolétariat à la réalisation des tâches immenses qui lui incomberont au moment où il prendra le pouvoir.

Toutes ces circonstances obligent les communistes à s'appliquer sérieusement à arracher la coopération des mains des social-patriotes, pour la transformer d'un instrument

au service des valets de la bourgeoisie en un instrument du prolétariat révolutionnaire.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC avait adopté des thèses concernant l'action des communistes dans la coopération. L'expérience d'une année et demie a justifié ces thèses. Le 4<sup>e</sup> Congrès les confirme encore une fois et invite avec insistance tous les PC, tous les groupes et organisations, à aborder leur action dans la coopération. De même, il demande aux organes de la presse d'accorder dans leurs colonnes une place suffisante aux questions coopératives.

Pour compléter ces thèses, le 4<sup>e</sup> Congrès souligne:

§1. La nécessité urgente de faire mettre en pratique par tous les PC la résolution engageant tous les membres du Parti à être membres des coopératives et à y défendre la ligne de conduite communiste. Dans chaque organisation coopérative, les coopérateurs communistes doivent former un noyau, soit légal, soit clandestin. Tous les noyaux doivent être groupés en fédérations départementales et nationales avec à leur tête la Section Coopérative du CEIC

Ces noyaux ont pour but d'établir la liaison avec la masse des ouvriers coopérateurs, de critiquer dans leur milieu non seulement les principes, mais surtout l'action de la vieille coopération et d'organiser toutes les masses mécontentes en vue de créer dans la coopération un front unique de lutte contre le capital et l'État capitaliste. Toutes les questions nationales des communistes coopérateurs doivent être soumises à l'IC par la Section coopérative de cette dernière. Mais les coopérateurs communistes ne doivent pas chercher à isoler les coopérateurs révolutionnaires ou appartenant à l'opposition, car cette façon de procéder entraînerait non seulement l'effritement de leurs forces, mais aussi l'affaiblissement du contact des coopérateurs révolutionnaires avec les larges masses ouvrières. Les mêmes causes obligent à s'abstenir de faire sortir les sociétés coopératives nationales de l'Alliance Internationale

Coopérative. Par contre, les communistes doivent réclamer l'adhésion et l'acceptation par cette Alliance de toutes les coopératives nationales où les communistes ont la majorité, et qui n'y sont pas encore affiliées.

§2. Les coopérateurs communistes, de même que les comités centraux des PC, doivent mener une lutte énergique contre cette illusion que la coopération pourrait par ses forces seules aboutir au régime socialiste au moyen d'une incorporation lente dans le capitalisme, sans la prise du pouvoir par le prolétariat. Une seconde illusion serait d'affirmer qu'elle est capable, en usant de ses vieilles méthodes, d'obtenir une amélioration importante dans la situation de la classe ouvrière. Il faut combattre non moins énergiquement le principe de la soi-disant neutralité politique, qui cache un soutien ouvert ou masqué de la politique de la bourgeoisie et de ses valets. Cette campagne ne doit pas seulement revêtir la forme de la propagande théorique; on doit la mener aussi en faisant participer la coopération à la lutte politique et économique menée actuellement par les partis politiques et les syndicats rouges en vue de la défense des intérêts des travailleurs. À cela se rapporte, par exemple, la lutte contre l'augmentation des impôts, surtout contre les impôts indirects à la charge du consommateur, la lutte contre les impôts excessifs ou spéciaux sur les coopératives et sur le chiffre d'affaires, la lutte contre la cherté de la vie, la réclamation de cession aux coopératives ouvrières de consommation de la répartition des produits de première nécessité, la lutte contre le militarisme qui provoque l'augmentation des dépenses de l'État et, par conséquent, l'augmentation des impôts, la lutte contre la folle politique financière des États capitalistes aboutissant à la baisse du change, la lutte contre le traité de Versailles, la lutte contre le fascisme, qui, partout, met en ruines les organisations coopératives, la lutte contre les menaces de guerre, la lutte contre l'intervention armée en Russie, la lutte pour les traités de commerce avec la Russie, etc.

Les coopérateurs communistes doivent tendre à faire participer leur organisation à ces campagnes, à côté des PC et des syndicats rouges, et à réaliser de cette façon le front unique du prolétariat.

Les communistes coopérateurs doivent réclamer de leurs organisations qu'elles prêtent leur aide aux victimes de la terreur capitaliste, aux lock-outés, etc. Les communistes coopérateurs doivent demander énergiquement dans leurs sociétés l'organisation du travail de propagande et s'employer à ce travail.

§3. Parallèlement à cette participation énergique à la lutte politique et économique du prolétariat révolutionnaire, les coopérateurs communistes doivent mener dans leurs organisations une action purement coopérative, afin d'attribuer à cette action le caractère imposé par les nouvelles conditions et les nouvelles tâches du prolétariat: l'union des petites sociétés de consommation; le renoncement aux vieux principes de la répartition des ristournes, des bénéfices et l'emploi de ces derniers au renforcement de la puissance de la coopération; la création au moyen de ces bénéfices d'un fonds spécial de secours aux grévistes; la défense des intérêts des employés des coopératives; la lutte contre tel crédit des banques qui peut être dangereux pour la coopérative. Lorsqu'il y a une augmentation des actions, les communistes doivent demander que les ouvriers qui n'ont pas le moyen de payer les actions ne soient pas exclus des sociétés et exiger des conditions plus faciles pour eux, etc. Les noyaux de coopérateurs communistes doivent de même lier étroitement leur action à celle des organisations d'ouvrières et des JC en vue de mener, grâce aux forces unies des ouvrières et des jeunes, une propagande coopérative conforme aux principes communistes. Il est nécessaire de commencer dans les coopératives une lutte énergique contre la bureaucratie qui, se déguisant sous des devises démocratiques, a changé le principe démocratique en une phrase vide, manœuvre à son gré sans être soumise à aucun contrôle, évite de convoquer des assemblées générales, ne compte pas avec les masses ouvrières organisées dans ces coopératives. Il est indispensable enfin que les noyaux de coopérateurs communistes fassent passer leurs membres sans excepter les femmes dans les comités de direction et les organes de contrôle et qu'ils prennent des mesures pour armer les communistes des connaissances et des aptitudes indispensables à la direction des coopératives.

# Résolution sur l'ICJ

§1. Le 2<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'ICJ a décidé, d'accord avec les résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC, de subordonner au point de vue politique les JC aux PC. Il a décidé également de réorganiser les JC, qui n'étaient jusque là que des organisations d'avant-garde renfermées en elles-mêmes et uniquement politiques, en grandes *organisations de masses* de la jeunesse ouvrière qui se donneront pour tâche de représenter les intérêts de la jeunesse ouvrière dans tous les domaines, dans les cadres du travail de la classe ouvrière et sous la direction politique des PC. Toutefois, comme auparavant, les JC doivent rester des organisations politiques, et la participation à la lutte politique doit continuer à être à la base de leur action.

La lutte pour les revendications économiques quotidiennes de la classe ouvrière et contre le militarisme était considérée jusqu'ici comme le moyen direct le plus important d'éveiller et de conquérir les grandes masses de la jeunesse ouvrière. Les nouvelles tâches exigent une réorganisation des formes de travail ainsi que de l'activité des organisations. L'accomplissement d'un travail méthodique de formation communiste au sein de l'organisation ainsi qu'un travail parmi les masses des adolescents non affiliés à l'organisation a été reconnu indispensable.

L'application des décisions du 2<sup>e</sup> Congrès Mondial, qui ne pourra être obtenue que par un travail long et persévérant, s'est heurtée à certaines difficultés du fait que la plupart des JC avaient pour la première fois à accomplir de pareilles tâches. La crise économique (appauvrissement, chômage) et l'assaut de la réaction ont obligé plusieurs organisations à devenir illégales, ce qui a diminué le nombre de leurs membres. L'esprit révolutionnaire a baissé dans toute la classe ouvrière à la suite de l'affaissement momentané de la vague révolutionnaire. Cette situation a eu sa répercussion sur la jeunesse ouvrière, dont l'esprit s'est modifié pendant cette époque, et qui a manifesté moins d'intérêt pour la politique. En même temps, la bourgeoisie, ainsi que la social-

démocratie, redoublaient d'efforts pour influencer et organiser la jeunesse ouvrière.

Depuis leur 2<sup>e</sup> Congrès, les Jeunesses ont partout appliqué le principe de la subordination aux PC; pourtant les rapports entre ces derniers et les Jeunesses ne s'effectuent pas encore dans le sens de l'application intégrale des résolutions du Congrès International. La raison en est surtout que souvent les partis n'accordent pas dans une mesure suffisante aux Jeunesses l'appui indispensable au développement de leur activité.

Au cours des quinze derniers mois, des mesures pratiques ont été prises dans la plupart des JC pour le remaniement des organisations dans le sens des résolutions du 2<sup>e</sup> Congrès Mondial, de sorte qu'existent déjà les conditions premières pour la transformation des JC en organisations de masses. Par la propagande en faveur des revendications économiques de la jeunesse ouvrière, les JC ont, en outre, dans toute une série de pays, frayé une voie qu'elles devront suivre pour continuer à influencer les grandes masses et ont déjà entrepris toute une série de campagnes et même de luttes concrètes.

Les JC, jusqu'à maintenant, ne se sont pas encore entièrement transformées en organisations de masses, tant au point de vue numérique qu'au point de vue de la liaison organique avec les masses, liaison nécessaire pour pouvoir influencer et diriger *constamment* ces dernières; aussi ont-elles encore des tâches importantes à accomplir sous ce rapport.

§2. *L'offensive du Capital* a fortement atteint la jeunesse ouvrière. La baisse des salaires, la prolongation de la journée de travail, le chômage, l'exploitation de la main-d'œuvre, atteignent la jeunesse non seulement au même degré que la classe ouvrière adulte, mais revêtent souvent pour elle des formes encore pires. La jeunesse ouvrière est employée contre la classe ouvrière adulte; on se sert d'elle pour abaisser les salaires, pour briser les grèves, pour augmenter le chômage des ouvriers adultes. Cette situation dangereuse pour toute la classe ouvrière est maintenue et intensifiée par

l'attitude traîtresse de la bureaucratie syndicale réformiste, qui néglige les intérêts de la jeunesse ouvrière, les sacrifie même parfois, et éloigne les masses des ouvriers adolescents de la lutte de la classe ouvrière adulte. Souvent même, cette bureaucratie refuse l'entrée des syndicats aux jeunes. La croissance ininterrompue du militarisme bourgeois augmente également les souffrances des jeunes ouvriers et des paysans, profondément opprimés pendant leur séjour à la caserne qui les prépare au rôle de chair à canon des guerres impérialistes futures. La réaction sévit surtout contre la jeunesse européenne: en certains endroits elle interdit la formation d'organisations de JC, même là où il existe des PC

Les deux Internationales des Jeunesses *social-démocrates* sont restées inactives jusqu'à présent en présence de la misère de la jeunesse ouvrière; elles ont fait bloc et ont tenté d'étouffer la volonté des jeunes ouvriers de lutter avec les adultes contre la bourgeoisie. La création de ce bloc ne tendait pas seulement à éloigner de la lutte et du front unique les masses opprimées de la jeunesse ouvrière; elle était spécialement dirigée contre l'IC; elle devait conduire à bref délai à la fusion des Internationales des Jeunesses social-démocrates.

*L'IC proclame la nécessité absolue de l'établissement du front unique entre la Jeunesse ouvrière et la classe ouvrière adulte; elle exhorte les PC et tous les ouvriers du monde entier à appuyer énergiquement les revendications de la Jeunesse ouvrière en lutte contre l'offensive du Capital, contre le militarisme bourgeois et contre la réaction.*

Elle salue avec joie la lutte que l'Internationale des JC mène pour des revendications vitales, pour l'unité du front de la Jeunesse ouvrière, pour le front unique entre les ouvriers adolescents et adultes, et lui donne son *entier appui*. Les attaques du Capital qui menacent de plonger la Jeunesse ouvrière dans la misère la plus profonde et d'en faire une victime impuissante du militarisme et de la réaction doivent se briser à la résistance de fer de toute la classe ouvrière.

§3. Pour développer son activité et résoudre les problèmes qui surgissent dans la voie de la conquête et de l'éducation des masses, le mouvement des JC a besoin d'être compris et soutenu activement par les PC

*Les intérêts et la force politique du mouvement des JC* doivent être soutenus d'une façon efficace par la collaboration intime du Parti et de la Jeunesse dans tous les domaines et la participation permanente des JC à la vie politique des partis. Ce soutien, ce concours sont indispensables aux PC dans leur lutte et dans leur œuvre de réalisation des résolutions de l'IC. Ils sont également la base d'un mouvement véritable des JC Les PC doivent aider les JC au point de vue de l'organisation. Ils doivent désigner un certain nombre de leurs membres, choisis parmi les plus jeunes, pour collaborer à l'œuvre des JC et créer des organisations des Jeunesses là où le Parti possède déjà les siennes. Etant donné que les JC ont maintenant pour tâche de concentrer leur activité sur les masses de la Jeunesse ouvrière, les PC devront surtout intensifier la création et le travail des JC (noyaux et fractions) dans les entreprises et les syndicats. Les Partis et la Jeunesse devront avoir une représentation réciproque dans tous leurs organes respectifs (noyaux, groupes locaux, directions régionales, comités centraux, Congrès, fractions, etc.).

Les JC devront prendre racine dans les masses de la jeunesse ouvrière en intensifiant leur propagande économique, en s'occupant continuellement, d'une manière concrète, de la vie et des questions intéressant les jeunes ouvriers, en représentant continuellement leurs intérêts et en dirigeant la jeunesse dans la lutte commune qu'elle doit soutenir avec la classe ouvrière adulte. C'est pourquoi les PC doivent soutenir activement le travail économique des JC dans les noyaux et les fractions, dans les ateliers, dans les écoles et surtout dans les syndicats, où il est nécessaire de réaliser la collaboration la plus étroite entre membres des JC et des PC. Dans ces organisations, la tâche des membres du Parti est de veiller surtout à ce que les ouvriers adolescents et les apprentis entrent dans les syndicats ouvriers et y jouissent des mêmes droits que les autres membres; ils doivent insister pour que les cotisations des jeunes soient proportionnées à leurs salaires, et qu'il soit tenu compte de leurs revendications dans la lutte syndicale et lors de la conclusion des contrats collectifs, etc. Les PC soutiendront en outre le travail économique syndical des JC en appuyant activement toutes les campagnes de ces dernières, en reprenant à leur compte leurs revendications, en en faisant l'objet de leur lutte quotidienne.

Vu la croissance du danger de guerre impérialiste et le renforcement de la réaction, les PC devront appuyer le plus possible et diriger pratiquement la lutte antimilitariste des JC. Les JC doivent être les combattants les plus ardents du Parti pour défendre la classe ouvrière contre la réaction.

*L'œuvre d'éducation communiste* acquiert une grande importance du fait de la réorganisation des JC en grandes organisations de masses. En effet, l'éducation et la formation communistes des JC deviennent particulièrement nécessaires pour la conquête des masses. L'œuvre d'éducation des JC nécessite une organisation spéciale et autonome et doit être réalisée méthodiquement. Le Parti doit soutenir cette œuvre en fournissant abondamment aux JC les forces culturelles et les matériaux nécessaires, en aidant à l'organisation de leurs écoles et cours, en réservant aux jeunes des places dans les écoles du Parti, en publiant dans les écoles du Parti des écrits destinés à la jeunesse.

Le Congrès considère comme indispensable que, dans sa presse, le Parti soutienne plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, la lutte des JC; à cet effet, il fera paraître régulièrement des chroniques et des suppléments spécialement destinés à la jeunesse et, dans tous ses organes, ne perdra jamais de vue les conditions de vie et la lutte des jeunes ouvriers.

Le monde bourgeois qui, dans ses efforts, se heurte à la conscience de la classe ouvrière adulte et à la résistance de la jeunesse ouvrière révolutionnaire, s'efforce surtout d'empoisonner les enfants de la classe ouvrière et de les soustraire à l'influence prolétarienne. Aussi l'organisation et le développement des groupes d'enfants communistes ont-ils une grande importance. Ces groupes seront, au point de vue de l'organisation, subordonnés à la jeunesse et dirigés par elle; le Parti appuiera cette œuvre en fournissant des forces et en participant à la direction des groupes d'enfants. La presse des enfants communistes, dont la création a déjà été entreprise par les JC de divers pays, devra être soutenue par le Parti.

Une collaboration particulièrement intime entre les JC et les partis est indispensable dans les pays où la réaction oblige le mouvement communiste à devenir illégal.

Montrant l'importance particulière de l'œuvre communiste tendant à la conquête des masses de la jeunesse ouvrière, le 4<sup>e</sup> Congrès souligne l'importance particulière qu'acquiert actuellement l'Internationale des JC, salue en cette dernière le combattant le plus ardent de la cause de l'IC et considère les JC comme la réserve de l'avenir.

## Résolution sur l'action féminine

Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC approuve l'activité du Secrétariat Féminin International de Berlin. Le Secrétariat Féminin a fait en sorte que dans tous les pays ayant un mouvement révolutionnaire, les femmes communistes adhèrent aux Sections de l'IC, soient éduquées, et attirées par les travaux et les luttes du Parti. En outre, le Secrétariat a répandu l'agitation et la propagande communiste dans les grandes masses féminines, et a mis ces dernières en mouvement pour les intérêts des masses laborieuses.

Le Secrétariat Communiste International des Femmes a réussi à relier dans les différents pays le travail des femmes communistes organisées

au travail et à la lutte des PC et de l'IC. Il a réussi, d'accord avec les PC des différents pays, à approfondir et à consolider les rapports internationaux entre les femmes communistes organisées dans ces partis. Toute son action s'est déroulée en complet et en constant accord avec le CEIC, d'après les directives et les décisions du Congrès Mondial de l'Internationale des femmes communistes à Moscou.

Les organismes spéciaux fondés par suite de ces décisions (Secrétariat Féminin, Sections féminines, etc.), et les méthodes particulières utilisées dans le travail des PC parmi les femmes, se sont montrés non seulement utiles, mais aussi indispensables, pour faire pénétrer

dans les couches profondes des travailleuses les mots d'ordre et les idées communistes.

Dans les pays à régime capitaliste, il fallait agir en premier lieu parmi les femmes prolétariennes, les déterminer à se défendre contre l'exploitation des capitalistes, à lutter pour abattre la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat. Par contre, dans les États soviétiques, il fallait surtout attirer les ouvrières et les paysannes à tous les domaines de la production et de la vie sociale, à l'organisation de l'État prolétarien, et les éduquer pour leur permettre de remplir les devoirs qui s'imposent à elles. La signification internationale de la Russie des Soviets, premier État ouvrier formé par la révolution mondiale, est d'une grande importance pour l'action communiste parmi les travailleuses dans toutes les Sections de l'IC où le prolétariat doit s'emparer du pouvoir politique, condition de la transformation communiste de la société. L'activité du Secrétariat féminin pour l'Orient, qui a effectué sur un terrain nouveau et particulier un travail efficace, montre également que des organismes spéciaux sont indispensables pour le travail communiste parmi les femmes.

Malheureusement, le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC doit constater que certaines Sections n'ont pas rempli ou n'ont rempli que superficiellement leur devoir, qui est de soutenir d'une façon systématique le travail communiste parmi les femmes. Jusqu'à présent, ils n'ont ni appliqué les règles de l'organisation des femmes communistes dans le parti, ni créé les organismes du Parti indispensables au travail parmi les femmes et à l'établissement de la liaison avec ces dernières.

Le 4<sup>e</sup> Congrès exige de ces Sections de faire au plus vite ce qu'elles ont négligé. En même temps, il demande à toutes les Sections de l'IC d'accorder une attention particulière au travail communiste parmi les femmes. Le front unique prolétarien ne peut être réalisé que si les femmes en font partie. Une liaison solide entre les PC et les travailleuses permettra à ces dernières, dans certaines circonstances, d'ouvrir la voie au front unique prolétarien dans les mouvements de masses révolutionnaires.

L'IC doit rassembler, sans distinction, toutes les forces du prolétariat et des masses laborieuses, leur donner la conscience révolutionnaire nécessaire à la lutte qui anéantira la domination de la bourgeoisie.



# Résolution sur la question de l'éducation

## 1. — Le travail d'éducation des PC

L'organisation d'un travail d'éducation marxiste est une tâche indispensable de tous les PC. Le but de ce travail d'éducation est l'élévation du niveau intellectuel et des capacités de lutte et d'organisation des membres et fonctionnaires des partis. Parallèlement à l'éducation marxiste générale, les fonctionnaires du Parti devront recevoir l'éducation qui leur est nécessaire dans leur spécialité.

Le travail d'éducation communiste, qui doit faire partie intégrante de l'activité du parti, doit être soumis à sa direction. Dans les pays où l'éducation des ouvriers est entre les mains d'organisations spéciales en dehors du parti, ce but devra être atteint par un travail systématique des communistes au sein de ces organisations.

Il faudra créer auprès de tous les comités centraux des Sections d'éducation, chargées de diriger toute l'activité éducative du parti. Tous les membres du PC qui travaillent dans des organisations d'éducation prolétariennes non dirigées par le Parti (associations d'éducation ouvrière, universités ouvrières, «proletcult», écoles du travail, etc.), devront être soumis au contrôle du parti.

Afin de mener le travail d'éducation communiste, les partis devront, dans la mesure de leurs moyens, créer des écoles centrales et locales du parti, des cours et Conférences; ils mettront à la disposition des groupes des professeurs et des conférenciers, organiseront des bibliothèques, etc.

Les PC sont tenus de soutenir matériellement et moralement le travail d'éducation indépendant des JC. Ces dernières devront être attirées dans tous les établissements du parti. L'éducation des enfants prolétariens devra être menée en collaboration avec les JC. Les directives de ce travail devront être fournies par la Section qui sera créée au sein du CEIC.

Cette Section d'éducation aura pour tâche d'approfondir les problèmes de l'éducation communiste, de diriger tout le travail d'éducation des divers partis de l'IC et de coordonner le travail dans les établissements d'instruction prolétariens en dehors du parti. Elle rassemblera et fera connaître les expériences internationales, enrichira les méthodes de travail dans les différents pays, rédigera et éditera des directives, des manuels et autre matériel nécessaire au travail d'éducation, et tranchera tous les problèmes spéciaux se rapportant au travail d'éducation dans les différents pays. Elle devra également étudier et préparer les problèmes de la politique scolaire des différents partis et de l'IC.

En vue d'approfondir l'éducation marxiste et la formation communiste pratique des meilleurs camarades appartenant aux diverses Sections de l'IC, des cours internationaux seront organisés auprès de l'Académie Socialiste et autres institutions analogues de la Russie Soviétique.

## 2. — L'agitation

§1. Tous les membres de l'IC sont tenus de faire de l'agitation parmi les ouvriers en dehors du parti. Cette agitation devra être menée partout où il y a des ouvriers, dans les ateliers, dans les syndicats, dans les réunions populaires, dans les associations ouvrières, sportives, coopératives de locataires, dans les maisons du peuple et les restaurants ouvriers, dans les chemins de fer, dans les villages, etc., et aussi dans les logements ouvriers.

§2. L'agitation devra toujours s'appuyer sur les besoins concrets des ouvriers en vue de diriger ces derniers dans la voie de la lutte de classe révolutionnaire. Il ne faut pas poser des revendications que les ouvriers sont incapables de comprendre, mais les pousser à la lutte pour les revendications communes du prolétariat, contre le régime capitaliste dans tous les domaines.



§3. Les communistes devront participer à toutes les luttes des ouvriers contre le régime capitaliste en combattant au premier rang pour les intérêts généraux du prolétariat et en montrant partout l'exemple.

§4. Les organes centraux du Parti devront fournir à tous les groupes locaux des instructions pratiques sur le travail d'agitation régulier de tous les membres du Parti ainsi que sur le travail dans les diverses campagnes (campagnes électorales, campagnes contre la cherté de la vie et les impôts, mouvements des conseils d'usines et des chômeurs) et dans toutes les actions dirigées par le parti. (Copie de toutes ces instructions devra être envoyée au CEIC).

§5. Tous les membres du Parti devront réclamer à leur groupe des instructions concrètes sur le moyen de mener l'agitation. C'est surtout aux noyaux communistes, aux «groupes de dix», à donner de telles instructions et à en contrôler l'application. Là où ces groupes n'existent pas, il faudra nommer des préposés spéciaux à l'agitation.

§6. Toutes les organisations du Parti devront établir, au cours de l'hiver prochain, à propos de tous les membres du Parti:

- 1) S'ils font de l'agitation parmi les ouvriers en dehors du parti.
  - a) Régulièrement, ou
  - b) occasionnellement seulement, ou
  - c) pas du tout;
- 2) S'ils accomplissent quelque autre travail pour le parti
  - a) régulièrement, ou
  - b) occasionnellement seulement, ou
  - c) pas du tout.

Les explications nécessaires à propos de ce questionnaire devront être données à toutes les organisations par le CC du parti, après entente préalable avec le CEIC

Les Comités régionaux et les groupes locaux sont responsables de la réalisation de cette enquête. Les résultats devront en être envoyés par la Centrale du Parti au CEIC.

### **3. — Connaissance des principales résolutions du Parti et de l'IC**

§1. Tous les membres de l'IC doivent connaître les décisions importantes, non seulement de leur parti, mais aussi de l'IC.

§2. Toutes les organisations des divers partis doivent veiller à ce que tous les membres du Parti connaissent au moins le programme de leur propre Parti et les 21 conditions d'admission à l'IC, ainsi que les décisions de l'IC concernant leur parti. Il sera procédé à la vérification des connaissances des membres du parti.

§3. Les fonctionnaires responsables doivent connaître à fond toutes les décisions d'organisation et de tactique importantes des différents Congrès Mondiaux et être examinés sur ce point. Cet examen est également recommandé (mais non obligatoire) pour les autres membres du parti.

§4. Le CD de chaque Section est tenu de fournir à ses organisations les instructions pour l'application de ces décisions et d'en faire, au printemps prochain, un rapport sur les résultats au CEIC.

## **Résolution sur l'assistance prolétarienne à la Russie Soviétique**

§1. Les ouvriers de tous les pays, sans distinction d'opinions politiques ou syndicales sont intéressés au maintien et à la consolidation de la Russie soviétique. Outre le sentiment

profondément enraciné de solidarité prolétarienne, la conscience de cet intérêt avant tout a déterminé tous les partis et organisations ouvrières à appuyer l'action de secours aux affamés de Russie et a décidé des millions de

travailleurs de tous les pays à faire avec enthousiasme les plus grands sacrifices. Grâce à l'appui fourni par l'action du secours prolétarien, action qui est devenue la plus puissante et la plus durable des actions de solidarité internationale depuis l'existence du mouvement ouvrier, la Russie Soviétique a pu traverser les plus sombres jours de la famine et triompher du fléau.

Mais déjà au cours de la campagne d'assistance aux affamés, les grandes organisations ouvrières qui ont pris part à cette œuvre ont reconnu que l'on ne pouvait se borner à fournir un secours alimentaire à la Russie soviétique. La guerre économique des États et des groupes impérialistes contre la Russie soviétique continue sans relâche. Le blocus économique subsiste sous forme de refus de crédit, et chaque fois que des groupes capitalistes entrent en rapports d'affaires avec la Russie soviétique, c'est uniquement dans le but de s'assurer de monstrueux profits et d'exploiter la Russie.

Dans tous les conflits de la Russie soviétique avec les impérialistes, les travailleurs de tous les pays ont le devoir de soutenir la Russie; de même, dans la guerre économique que mènent contre elle les impérialistes, ils doivent l'appuyer par tous les moyens pratiques et entre autres par des secours économiques.

§2. Le meilleur appui pour la Russie soviétique dans la guerre économique est la lutte politique révolutionnaire des ouvriers qui doivent exercer une forte pression sur leurs gouvernements respectifs pour les obliger à reconnaître le gouvernement soviétique et à procéder au rétablissement des rapports commerciaux avec la Russie. Vu l'importance considérable de l'existence de la Russie soviétique pour les travailleurs, le prolétariat mondial doit, concurremment à l'action politique, mobiliser le maximum de ressources économiques pour soutenir la Russie soviétique.

Chaque usine, chaque atelier que la Russie des Soviets remet en marche sans crédit capitaliste, avec le seul appui des ouvriers, constitue un secours très efficace dans la lutte contre la politique impérialiste de brigandage, et tout renforcement de la Russie des Soviets, premier État ouvrier du monde, renforce le prolétariat international dans sa lutte contre son ennemi de classe, la bourgeoisie.

Le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare donc qu'il est du devoir de tous les partis et organisations ouvrières, et en premier lieu des organisations communistes, d'appuyer immédiatement et énergiquement l'action de secours économique développée par les grandes masses pour la restauration économique de la Russie des Soviets.

§3. La tâche la plus importante de l'assistance économique prolétarienne consiste à fournir à la Russie des ressources pour l'achat de machines, matières premières, outils, etc. Il faut envisager aussi la participation des groupes, partis, syndicats, coopératives et associations ouvrières à l'emprunt ouvrier en faveur de la Russie soviétique. Toutes les organisations ouvrières et les travailleurs du monde entier peuvent, en participant à l'emprunt, manifester leur solidarité avec la première République ouvrière et paysanne.

La propagande en faveur de l'emprunt offre l'occasion de développer la meilleure agitation pour la Russie soviétique; elle doit donc être menée en contact étroit avec les Sections des différents pays. La question de l'appui économique à la Russie soviétique étant une question d'une importance générale pour tout le prolétariat, il est indispensable de créer, pour l'organisation et la direction de cette action, des comités analogues aux comités de secours ouvriers aux affamés de Russie, ou autres associations spéciales, et composés de délégués des différentes organisations ouvrières. Ces comités ou associations qui auront pour tâche d'intéresser et d'attirer les grandes masses ouvrières à l'œuvre de secours économique seront sous le contrôle de l'IC.

§4. L'affectation des ressources procurées par les comités et associations sera déterminée en contact étroit avec les institutions économiques étatiques ou les organisations ouvrières russes.

§5. Dans la situation économique actuelle, l'immigration en masse d'ouvriers étrangers ne constituerait pas un appui, mais au contraire un obstacle à la restauration économique et ne doit avoir lieu en aucun cas. La Russie se bornera à accepter les ouvriers spécialisés dans des professions absolument nécessaires et qui ne sauraient être remplacés par des ouvriers du pays. Mais, même dans ce cas, l'immigration ne doit avoir lieu qu'avec l'approbation et un accord des syndicats russes.

§6. L'assistance économique prolétarienne doit être un effort vers la concentration de la solidarité ouvrière internationale au profit du premier État prolétarien du monde, et donner des résultats économiques palpables.

§7. Conformément aux principes de la coopération et de l'économie socialistes, l'excédent éventuel des ressources sera exclusivement appliqué à l'extension du domaine d'action de l'assistance économique.

# Résolution sur l'aide aux victimes de la répression capitaliste

L'offensive du capitalisme dans tous les pays bourgeois a pour résultat d'augmenter le nombre des communistes et des ouvriers sans parti, luttant contre le capitalisme, et qui gémissent dans les cachots.

Le 4<sup>e</sup> Congrès demande à tous les PC de créer une organisation qui aura pour but d'aider

matériellement et moralement tous les prisonniers du capitalisme, et salue l'initiative de l'association des vieux bolchéviks russes qui a commencé la création d'une association Internationale de ces organisations de secours.

# Résolution sur la réorganisation du CEIC et son activité future

§1. *Le Congrès Mondial.* — Comme par le passé, le Congrès Mondial a lieu une fois par an. Le CEIC Elargi en fixe la date. Toutes les Sections adhérentes doivent y envoyer des délégués. Leur nombre est déterminé par le CEIC Les frais sont supportés par les partis. Le nombre des voix dont dispose chaque Section est déterminé par chaque Congrès, selon l'effectif des partis et la situation politique des pays correspondants. Les mandats impératifs ne sont pas admis et sont cassés d'avance, cette pratique étant contraire à l'esprit d'un Parti mondial prolétarien international et centralisé.

§2. *CEIC.* — Le CEIC est élu par le Congrès. Il se compose du président, de 24 membres et de 10 suppléants. Au moins 15 membres du CEIC doivent résider en permanence à Moscou.

§3. *CEIC élargi.* — En règle générale, tous les quatre mois se tient une session élargie du CEIC Cette session est composée comme suit:

- 1) Les 25 membres du CEIC;
- 2) Trois autres représentants des Partis suivants: Allemagne, France, Russie, Tchécoslovaquie, Italie, ICJ et ISR.
- 3) Deux autres représentants d'Angleterre, Pologne, Amérique, Bulgarie et Norvège.
- 4) En outre, un représentant pour chacune des autres Sections qui ont droit au vote.

Le Présidium est obligé de soumettre à une session du CEIC élargi toutes les grandes questions fondamentales admettant un délai. La première session du CEIC Elargi a lieu immédiatement après le Congrès Mondial.

§4. *Présidium.* — Le CEIC élargi élit, au cours de sa première session, un Présidium dont font partie un représentant des ICJ et un de l'ISR avec voix consultative, et constitue les Sections suivantes:

1) Une Section Orientale aux travaux de laquelle le CEIC devra accorder une attention particulière pour l'année prochaine. Son chef doit faire partie du Présidium. Dans son travail politique, elle est subordonnée au Présidium; ce

dernier règle les rapports de la Section avec la Section d'Organisation.

2) Une Section d'Organisation à laquelle deux membres au moins du Présidium doivent appartenir. Elle est subordonnée au Présidium.

3) Une Section d'Agitation et de Propagande, dirigée par un membre du CEIC Elle est également directement subordonnée au Présidium.

4) Une Section de Statistique et d'Information, subordonnée à la Section d'Organisation.

Le CEIC a le droit d'installer d'autres Sections.

§5. *Division du travail du CEIC.* — Une précise division du travail doit être faite entre les membres du CEIC ainsi qu'entre ceux du Présidium. Le travail de chaque Section est préparé par des rapporteurs responsables désignés par le Présidium, un pour chacun des pays les plus importants. En règle générale, ce rapporteur doit être membre du CEIC ou même si possible du Présidium. Les rapporteurs qui ne font pas partie du CEIC ou du Présidium travaillent sous le contrôle d'un membre du Présidium. Le Présidium organise un Secrétariat Général, dirigé par un secrétaire général; le CEIC fournit deux suppléants. Le Secrétariat n'a pas les fonctions d'un organe politique indépendant; il n'est qu'un organe d'exécution du Présidium. Le CEIC est chargé d'agir dans tous les Partis pour qu'une division du travail analogue soit appliquée dans chaque pays, en tenant compte des situations diverses.

§6. *Les délégués du CEIC.* — Dans des cas spéciaux, le CEIC envoie dans tel ou tel pays des délégués recrutés parmi les camarades les plus qualifiés des diverses Sections. Ces représentants doivent être pourvus par le CEIC des plus larges pouvoirs. Des instructions spéciales doivent déterminer les fonctions de ces délégués, leurs droits et leurs obligations ainsi que leurs rapports avec les partis intéressés. Le

CEIC est chargé de faire avec la plus grande énergie une révision de l'application réelle des 21 conditions et des décisions des Congrès Mondiaux. Les délégués seront chargés d'effectuer cette révision avec la plus grande vigilance. Ils devront, au moins une fois par mois, rendre compte des résultats de leurs travaux.

§7. *Commission Internationale de Contrôle.*

— La CIC subsiste. Ses fonctions restent les mêmes qui ont été formulées par le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial. Le Congrès Mondial désigne chaque année deux Sections voisines, dont les Comités Directeurs élisent dans leur sein chacun trois membres de la CIC, qui doivent être confirmés par le CEIC. Pour cette année, le Congrès Mondial charge de ces fonctions les Sections allemande et française.

§8. *Bureau d'Information Technique.* — Les bureaux d'information technique subsistent. Ils ont pour fonctions de donner des informations techniques et sont subordonnés à le CEIC.

§9. *«L'IC».* — *L'IC* est l'organe du CEIC; sa rédaction est élue par le CEIC et lui est subordonnée.

§10. *Publications du CEIC.* — Le Congrès rappelle que tous les organes communistes sont tenus, comme jusqu'à présent, d'imprimer tous les documents du CEIC (appels, lettres, résolutions, etc.) aussitôt que le CEIC l'exige.

§11. *Procès-verbaux des Partis Nationaux.* — Les Comités Directeurs de toutes les Sections sont obligés de faire parvenir régulièrement au CEIC les procès-verbaux de toutes leurs séances.

§12. *Représentations réciproques.* — Il est désirable que les Sections les plus importantes entretiennent entre voisins une représentation réciproque dans un but d'information mutuelle et de coordination de leurs travaux. Les rapports de ces représentations devront également être mis à la disposition du CEIC.

§13. *Congrès Nationaux des Sections.* — En règle générale, avant le Congrès Mondial, les partis doivent tenir des Conférences Nationales ou des sessions élargies de leur organe exécutif, pour préparer le Congrès Mondial et élire leurs délégués. Les Congrès Nationaux des Sections ont lieu après le Congrès Mondial. Les exceptions ne peuvent être admises qu'avec le consentement du CEIC. De la sorte, les intérêts des différentes Sections seront sauvegardés le

mieux possible et la possibilité subsistera de faire valoir «de bas en haut» toute l'expérience du mouvement international. De cette manière, la possibilité est également donnée à l'IC, comme Parti mondial et centralisé, de répartir aux différents partis «de haut en bas», par la voie du centralisme démocratique, les directives découlant de l'expérience globale de l'Internationale.

§14. *Démissions.* — Le Congrès condamne de la manière la plus catégorique les cas de démission qui se sont produits de la part de camarades de divers Comités Directeurs et de groupes entiers de leurs membres. Le Congrès considère ces démissions comme un acte de désorganisation extrême du mouvement communiste. Tout poste dirigeant dans un PC n'appartient pas au détenteur du mandat, mais à l'Internationale dans son ensemble. Le Congrès décide: les membres élus d'institutions centrales des diverses Sections ne peuvent déposer leurs mandats qu'avec l'assentiment du CEIC. Les démissions acceptées par un CD sans l'approbation du CEIC sont nulles et non avenues.

§15. *Travail illégal.* — En vertu de la résolution du Congrès indiquant qu'un certain nombre de partis très importants entrent selon toute apparence dans une période d'illégalité, le Présidium est chargé de se vouer dans la plus large mesure à la préparation de ces partis en vue du travail illégal. Immédiatement après la fin du Congrès, le Présidium devra commencer des négociations avec tous les partis en question.

§16. *Secrétariat International des Femmes.* — Le SIF subsiste comme par le passé. Le CEIC nomme la Secrétaire des Femmes et, d'accord avec elle, prend toutes les mesures d'organisation nécessaires.

§17. *Représentation du CEICJ.* — Le Congrès charge le CEIC d'établir une représentation régulière de l'IC à l'ICJ. Le Congrès estime que c'est une des tâches les plus importantes du CEIC de stimuler le travail du mouvement des jeunes.

§18. *Liaison avec l'ISR.* — Le Congrès charge le CEIC d'élaborer, d'accord avec la direction centrale de l'ISR, les formes de la liaison réciproque entre l'IC et l'ISR. Le Congrès déclare que dans la période actuelle, les luttes économiques sont plus étroitement liées que jamais aux luttes politiques, qu'elles exigent donc une collaboration particulièrement intime

des forces de toutes les organisations révolutionnaires de la classe ouvrière.

§19. *Révision des Statuts.* — Le Congrès confirme les statuts adoptés par le 2<sup>e</sup> Congrès et charge le CEIC de rédiger à nouveau et de

compléter ces statuts sur la base des nouvelles décisions. Ce travail devra être fait en temps opportun, être soumis au jugement de tous les partis et être définitivement confirmé par le 5<sup>e</sup> Congrès Mondial.



# Résolution sur la question française

§1. *La crise du Parti et le rôle des fractions.* — Le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC constate que l'évolution de notre Parti français depuis le socialisme parlementaire jusqu'au communisme révolutionnaire s'opère avec une extrême lenteur qui est loin de s'expliquer par les conditions uniquement objectives, par les traditions, par la psychologie nationale de la classe ouvrière, etc., mais qui est due, avant tout, à une résistance directe et parfois exceptionnellement opiniâtre des éléments non communistes qui sont encore très forts dans les sommets du Parti et particulièrement dans la fraction du centre qui, depuis Tours, a eu, pour la plus grande part, la direction du Parti.

La cause fondamentale de la crise aiguë que traverse actuellement le Parti se trouve dans la politique d'attente, indécise et hésitante, des éléments dirigeants du centre qui, devant les exigences urgentes de l'organisation du Parti, essaient de gagner du temps, couvrant ainsi une politique de sabotage direct dans les questions syndicale, du front unique, de l'organisation du Parti et autres. Le temps ainsi gagné par les éléments dirigeants du centre a été perdu pour le progrès révolutionnaire du prolétariat français.

Le Congrès fait au CEIC une obligation de suivre de toute son attention la vie intérieure du PC français afin de pouvoir, en s'appuyant sur la majorité incontestablement prolétarienne et révolutionnaire, le libérer de l'influence des éléments qui ont engendré la crise et qui ne cessent de l'aggraver.

Le Congrès rejette l'idée même d'une scission, qui n'est en rien suggérée par la situation du Parti. L'écrasante majorité de ses membres est sincèrement et profondément dévouée à la cause communiste. Seul, un manque de clarté subsistant dans la doctrine et la conscience du Parti a permis à ses éléments conservateurs, centristes et semi-centristes, d'apporter un trouble aussi aigu et d'engendrer des fractions. Un effort ferme et constant pour éclaircir l'essence des questions litigieuses devant le

Parti groupera, sur le terrain des décisions du présent Congrès, l'écrasante majorité des membres du Parti et, avant tout, sa base prolétarienne. Quant aux éléments qui adhèrent au Parti, mais en même temps sont liés par toute la nature de leur pensée et de leur vie aux mœurs et coutumes de la société bourgeoise et sont incapables de comprendre la véritable politique prolétarienne ou de se soumettre à la discipline révolutionnaire, leur rejet progressif du Parti est la condition indispensable de son assainissement, de sa cohésion et de sa faculté d'action.

L'avant-garde communiste de la classe ouvrière a besoin naturellement d'intellectuels qui apportent à son organisation leurs connaissances théoriques, leurs dons d'agitateurs ou d'écrivains, mais à condition que ces éléments rompent absolument et sans retour avec les mœurs et coutumes du milieu bourgeois, brûlent derrière eux tous les ponts les rattachant au camp dont ils sont sortis, ne demandent pour eux ni exception, ni privilèges et se soumettent à la discipline, à l'égal de simples militants. Les intellectuels, si nombreux en France, qui entrent dans le Parti en amateurs ou en carriéristes, lui causent seulement un immense dommage; ils le compromettent devant les masses prolétariennes et l'empêchent de conquérir la confiance de la classe ouvrière.

Il faut à tout prix épurer impitoyablement le Parti de pareils éléments et fermer les portes devant eux. Le meilleur moyen pour cela serait d'effectuer une révision générale des effectifs du Parti au moyen d'une commission spéciale composée d'ouvriers irréprochables sous le rapport de la morale communiste.

Le Congrès constate que la tentative faite par le CEIC pour atténuer les manifestations de la crise dans le domaine de l'organisation en constituant les organes dirigeants sur la base paritaire entre les deux principales fractions du centre et de la gauche a été rendue vaine par le centre sous l'influence indubitable de ses éléments les plus conservateurs, qui prennent

dans cette fraction une prépondérance inévitable toutes les fois qu'elle s'oppose à la gauche.

Le Congrès estime nécessaire d'expliquer à tous les membres du PC français que les efforts du CEIC tendant à obtenir un accord préalable entre les principales fractions avaient pour but de faciliter les travaux du Congrès de Paris et ne constituaient, en aucun cas, une atteinte aux droits du Congrès comme organe souverain du Paris Communiste français.

Le Congrès estime nécessaire d'établir que, quelles qu'aient pu être les erreurs particulières de la gauche, elle s'est efforcée essentiellement, pendant comme avant le Congrès de Paris, de réaliser la politique de l'IC, et que dans les principaux problèmes du mouvement révolutionnaire, dans la question du front unique et dans la question syndicale, elle a occupé, en face du centre et du groupe Renoult, la position juste.

Le Congrès invite instamment tous les éléments véritablement révolutionnaires et prolétariens, qui sont indubitablement en majorité dans le centre, à mettre fin à l'opposition des éléments conservateurs et à s'unir avec la gauche dans un travail commun. La même remarque se rapporte à la fraction qui par ses effectifs, arrive la troisième et qui mène la campagne la plus vive, et manifestement erronée, contre la politique du front unique.

§2. *L'extrême-gauche.* — En liquidant le caractère fédéraliste de son organisation, la Fédération de la Seine a repoussé par là même la position manifestement erronée de l'aile soi-disant d'extrême-gauche. Cependant cette dernière, en la personne des camarades Heine et Lavergne, a cru pouvoir donner au citoyen Delplanque un mandat impératif en vertu duquel le citoyen Delplanque s'engageait à s'abstenir de voter sur toutes les questions et à ne prendre aucun engagement. Cette façon d'agir des représentants déjà nommés de l'extrême-gauche témoigne de leur parfaite incompréhension du sens et de l'essence de l'IC.

Les principes du centralisme démocratique qui sont à la base de nos organisations excluent radicalement la possibilité de mandats impératifs, qu'il s'agisse de Congrès fédéraux, nationaux ou internationaux. Les Congrès n'ont de sens que dans la mesure où les décisions collectives des organisations — locales, nationales ou internationales — sont élaborées par le libre examen et la décision de tous les

délégués. Il est tout à fait évident que les discussions, l'échange des expériences et des arguments de chacun dans un Congrès seraient dépourvus de sens, si les délégués étaient liés d'avance par des mandats impératifs.

La violation des principes fondamentaux de l'organisation de l'Internationale est aggravée dans le cas actuel par le refus de ce groupe de ne prendre aucun engagement à l'égard de l'Internationale, comme si le seul fait d'appartenir à l'Internationale n'imposait pas à tous ses membres des engagements absolus de discipline et de mise en pratique de toutes les décisions adoptées.

Le Congrès invite le CD de notre Section française à étudier, sur place, tous les éléments de cet incident et à en tirer toutes les conclusions politiques et d'organisation qui en découlent.

§3. *La question syndicale.* — Les décisions prises par le Congrès dans la question syndicale comportent certaines concessions de forme et d'organisation destinées à faciliter le rapprochement du Parti et des organisations syndicales ou masses syndiquées n'adoptant pas encore le point de vue communiste. Mais ce serait dénaturer complètement le sens de ces décisions que de vouloir les interpréter comme une approbation de la politique d'abstention syndicale qui a été dominante dans le Parti et que prêche encore aujourd'hui beaucoup de ses membres.

Les tendances représentées dans cette question par Ernest Lafont sont en contradiction complète et inconciliables avec les missions révolutionnaires de la classe ouvrière et avec toute la conception du communisme. Le Parti ne peut ni ne veut attenter à l'autonomie des syndicats, mais il doit démasquer et châtier impitoyablement ceux de ses membres qui réclament l'autonomie en vue de leur action désorganisatrice et anarchiste au sein des syndicats. Dans cette question essentielle, l'Internationale souffrira moins que dans n'importe quel autre domaine toute déviation ultérieure de la voie communiste, la seule juste du point de vue de la pratique internationale, comme de celui de la théorie.

§4. *Les leçons de la grève du Havre.* — La grève du Havre, malgré son caractère local, est un témoignage indubitable de la combativité croissante du prolétariat français. Le gouvernement capitaliste a répondu à la grève par l'assassinat de quatre ouvriers, comme s'il se

hâtait de rappeler aux ouvriers français qu'ils ne pourront conquérir le pouvoir et détruire l'esclavage capitaliste qu'au prix de la plus grande lutte, du maximum de dévouement et d'abnégation et de nombreux sacrifices.

Si la réponse du prolétariat français aux assassinats du Havre a été complètement insuffisante, la responsabilité en incombe non seulement à la trahison, devenue depuis longtemps de règle parmi les dissidents et les syndicalistes réformistes, mais aussi à la manière d'agir complètement erronée des organes dirigeants de la CGTU et du PC. Le Congrès estime nécessaire de s'arrêter sur cette question parce qu'elle nous offre un exemple éclatant de la manière radicalement fautive d'aborder les problèmes d'action révolutionnaire.

En divisant d'un façon incorrecte en principe la lutte de classe du prolétariat en deux domaines soi-disant indépendants, l'économique et le politique, le Parti, cette fois encore, ne fit preuve d'aucune initiative indépendante, se bornant à appuyer la CGTU, comme si en réalité l'assassinat de quatre prolétaires par le gouvernement du capital était un acte économique et non un événement politique de première importance. Quant à la CGTU, sous la pression du Syndicat parisien du Bâtiment, elle proclama le lendemain des assassinats du Havre, un dimanche, une grève générale de protestation pour le mardi. Les ouvriers de France n'eurent pas le temps, dans beaucoup d'endroits, d'apprendre non seulement l'appel à la grève générale, mais même le fait de l'assassinat.

Dans ces conditions, la grève générale était d'avance vouée à l'échec. Il n'y a pas de doute que, cette fois encore, la CGTU n'ait adapté sa politique aux éléments anarchistes, organiquement étrangers à la compréhension de l'action révolutionnaire et à sa préparation, et qui suppléent à la lutte révolutionnaire par des appels révolutionnaires de leurs coteries, sans se soucier de la réalisation de ces appels. Le Parti, de son côté, capitula en silence devant la démarche évidemment erronée de la CGTU au lieu d'essayer, sous une forme amicale mais instantanée, d'obtenir de cette dernière l'ajournement de la manifestation gréviste dans le but de développer une vaste agitation de masse.

La première obligation, tant du Parti que de la CGTU devant le crime ignoble de la bourgeoisie française, était de mobiliser immédiatement un millier des meilleurs agitateurs du Parti et des syndicats à Paris et en province, pour expliquer aux éléments les plus arriérés de la classe ouvrière le sens des événements du Havre, et pour préparer les masses ouvrières à la protestation et à la défense. Le Parti était tenu, en pareil cas, de lancer à plusieurs millions d'exemplaires un appel à la classe ouvrière et aux paysans, à l'occasion du crime du Havre.

L'organe central du Parti devait quotidiennement poser aux réformistes — socialistes et syndicalistes — la question: quelle est la forme de lutte que vous proposez en réponse aux assassinats du Havre? De son côté le Parti devait, de concert avec la CGTU, lancer l'idée d'une grève générale, sans en fixer d'avance la date et la durée, en se laissant guider par le développement de l'agitation et du mouvement dans le pays. Il était indispensable de tenter de constituer dans chaque usine, ou dans chaque quartier, ville et région, des Comités provisoires de protestation dans la composition desquels les communistes et syndicalistes révolutionnaires comme initiateurs auraient fait entrer des membres ou des représentants des organisations réformistes.

Seule, une campagne de ce genre, systématique, concentrée, universelle par ses moyens, tendue et infatigable, pouvait, menée pendant toute une semaine et plus, être couronnée par un mouvement puissant et imposant, sous la forme d'une grande grève de protestation, de manifestation dans la rue, etc. Le résultat sûr d'une telle campagne aurait été d'augmenter dans les masses les liaisons, l'autorité et l'influence du Parti et de la CGTU, de les rapprocher mutuellement dans le travail révolutionnaire et de rapprocher d'eux la partie de la classe ouvrière qui suit encore les réformistes.

La prétendue grève générale du 1<sup>er</sup> mai 1921, que les éléments révolutionnaires ne surent pas préparer et que les réformistes firent criminellement échouer, constitua un tournant dans la vie intérieure de la France, en affaiblissant le prolétariat et en renforçant la bourgeoisie. La «grève générale» de protestation du mois d'octobre 1922 fut, au fond, une trahison réitérée de la droite et une nouvelle erreur de la gauche.

L'Internationale invite, de la manière la plus énergique, les camarades français, dans quelque branche du mouvement prolétarien qu'ils travaillent, à accorder une attention extrême aux problèmes de l'action des masses, à en étudier minutieusement les conditions et les méthodes, à soumettre les erreurs de leurs organisations dans chaque cas concret à une analyse critique attentive, à préparer non moins minutieusement les éventualités mêmes d'action des masses au moyen d'une agitation vaste et tendue, à proportionner les mots d'ordre à la disposition et à l'aptitude des masses à l'action.

Les chefs réformistes s'appuient dans leurs actes de trahison sur les conseils, suggestions et indications de toute l'opinion publique bourgeoise, à laquelle ils sont indissolublement liés. Les syndicalistes révolutionnaires, qui ne peuvent pas ne pas être en minorité dans les organisations syndicales, commettront d'autant moins d'erreurs que le Parti comme tel, consacrera plus d'attention à toutes les questions du mouvement ouvrier, étudiant minutieusement les conditions et le milieu et présentant aux syndicats, par l'intermédiaire de ses membres, telles ou telles propositions en conformité avec toute la situation.

#### **§5. *La franc-maçonnerie, la Ligue des Droits de l'Homme et la presse bourgeoise.***

— L'incompatibilité de la franc-maçonnerie et du socialisme était considérée comme évidente dans la plupart des partis de la 2<sup>e</sup> Internationale. Le Parti Socialiste italien a exclu les Francs-Maçons en 1914, et cette mesure a été, sans aucun doute, une des raisons qui ont permis à ce Parti de suivre, pendant la guerre, une politique d'opposition, puisque les Francs-Maçons, en qualité d'instruments de l'Entente, agissaient en faveur de l'intervention.

Si le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC n'a pas formulé, dans les conditions d'adhésion à l'Internationale, de point spécial sur l'incompatibilité du communisme et de la franc-maçonnerie, c'est parce que ce principe a trouvé sa place dans une résolution séparée votée à l'unanimité du Congrès.

Le fait, qui s'est révélé d'une façon inattendue au 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC, de l'appartenance d'un nombre considérable de communistes français aux loges maçonniques est, aux yeux de l'IC, le témoignage le plus manifeste et en même temps le plus pitoyable que notre Parti français a

conservé, non seulement l'héritage psychologique de l'époque du réformisme, du parlementarisme et du patriotisme, mais aussi des liaisons tout à fait concrètes, extrêmement compromettantes pour la tête du Parti, avec les institutions secrètes, politiques et carriéristes de la bourgeoisie radicale.

Tandis que l'avant-garde communiste du prolétariat recueille toutes ses forces pour une lutte sans merci contre tous les groupements et organisations de la société bourgeoise au nom de la dictature prolétarienne, de nombreux militants responsables du Parti, députés, journalistes, et jusqu'à des membres du CD, conservent une liaison étroite avec les organisations secrètes de l'ennemi.

Un fait particulièrement déplorable est celui que tout le Parti, dans toutes ses tendances, n'a pas soulevé cette question après Tours, malgré sa clarté évidente pour toute l'Internationale et qu'il ait fallu la lutte des fractions à l'intérieur du Parti pour la faire surgir devant l'Internationale dans toute son importance menaçante.

L'Internationale considère comme indispensable de mettre fin, une fois pour toutes, à ces liaisons compromettantes et démoralisatrices de la tête du PC avec les organisations politiques de la bourgeoisie. L'honneur du prolétariat de France exige qu'il épure toutes ses organisations de classe des éléments qui veulent appartenir à la fois aux deux camps en lutte.

Le Congrès charge le CD du PC français de liquider avant le 1<sup>er</sup> janvier 1923 toutes les liaisons du Parti, en la personne de certains de ses membres et de ses groupes, avec la franc-maçonnerie. Celui qui, avant le 1<sup>er</sup> janvier, n'aura pas déclaré ouvertement à son organisation et rendu public par la presse du Parti sa rupture complète avec la franc-maçonnerie est, par là même, automatiquement exclu du PC sans droit d'y jamais adhérer à nouveau, à quelque moment que ce soit. La dissimulation par quiconque de son appartenance à la franc-maçonnerie sera considérée comme pénétration dans le Parti d'un agent de l'ennemi et flétrira l'individu en cause d'une tâche d'ignominie devant tout le prolétariat.

Considérant que le seul fait d'appartenir à la franc-maçonnerie, qu'on ait poursuivi ou non, ce faisant, un but matériel, carriériste ou tout

autre but flétrissant, témoigne d'un développement extrêmement insuffisant de la conscience communiste et de la dignité de classe, le 4<sup>e</sup> Congrès reconnaît indispensable que les camarades qui ont appartenu jusqu'à présent à la franc-maçonnerie et qui rompront maintenant avec elle soient privés durant deux ans du droit d'occuper des postes importants dans le Parti. Ce n'est que par un travail intense pour la cause de la révolution en qualité de simples militants, que ces camarades peuvent reconquérir la confiance complète et le droit d'occuper dans le Parti des postes importants.

Considérant que la *Ligue pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen* est, dans son essence, une organisation du radicalisme bourgeois, qu'elle utilise ses actes isolés contre telle ou telle injustice pour semer les illusions et les préjugés de la démocratie bourgeoise et surtout que, dans les cas les plus décisifs et les plus graves, comme par exemple pendant la guerre, elle prête tout son appui au capital organisé sous forme d'État, le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC estime absolument incompatible avec le titre de communiste et contraire aux conceptions élémentaires du communisme le fait d'appartenir à la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen et invite tous les membres du Parti adhérant à cette Ligue à en sortir avant le 1<sup>er</sup> janvier 1923, en le portant à la connaissance de leur organisation et en le publiant dans la presse.

Le Congrès invite le CD du PC français:

1) À publier immédiatement son appel à tout le Parti, éclaircissant le sens et la portée de la présente résolution.

2) À prendre toutes les mesures découlant de la résolution pour que l'épuration du Parti de la franc-maçonnerie et la rupture de toute relation avec la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen soit effectuée sans faiblesse et sans omission avant le 1<sup>er</sup> janvier 1923. Le Congrès exprime son assurance que, dans son travail d'épuration et d'assainissement, le CD sera soutenu par l'immense majorité des membres du Parti, à quelque fraction qu'ils appartiennent.

Le CD doit dresser les listes de tous les camarades qui, à Paris et en province, tout en faisant partie du PC et en assumant des postes divers, même de confiance, collaborent en même temps à la presse bourgeoise et inviter ces éléments à faire, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1923, un choix complet et définitif entre les organes

bourgeois de corruption des masses populaires et le Parti révolutionnaire de la dictature du prolétariat.

Les fonctionnaires du Parti qui ont violé la prescription établie et réitérée maintes fois dans des décisions visant le Parti français doivent être privés du droit d'occuper des postes de confiance pendant un an.

**§6. *Les candidats du Parti.*** — Afin de donner au Parti un caractère vraiment prolétarien et dans le but d'écarter de ses rangs les éléments qui n'y voient qu'une antichambre du Parlement, des conseils municipaux, des conseils généraux, etc., il est indispensable d'établir comme règle inviolable que les listes des candidats présentées par le Parti aux élections comprendront au moins neuf dixièmes d'ouvriers communistes travaillant encore à l'atelier, à l'usine ou aux champs, et de paysans; les représentants des professions libérales ne peuvent être admis que dans la limite strictement déterminée d'un dixième au plus du nombre total des sièges éligibles que le Parti occupe ou espère occuper par l'intermédiaire de ses membres; En outre, on fera preuve d'une rigueur particulière dans le choix des candidats appartenant aux professions libérales (vérification minutieuse de leurs antécédents politiques, de leurs relations sociales, de leur fidélité et de leur dévouement à la cause de la classe ouvrière), par des commissions essentiellement prolétariennes.

Sous ce régime seulement, les parlementaires, conseillers municipaux et généraux, et maires communistes, cesseront d'être une caste professionnelle n'ayant dans la plupart des cas que peu de rapports avec la classe ouvrière et deviendront l'un des instruments de la lutte révolutionnaire des masses.

**§7. *L'action communiste dans les colonies.*** — Le 4<sup>e</sup> Congrès attire encore une fois l'attention sur l'importance exceptionnelle d'une activité juste et systématique du PC dans les colonies. Le Parti condamne catégoriquement la position de la Section communiste de Sidi Bel-Abbès, qui couvre d'une phraséologie pseudo-marxiste un point de vue purement esclavagiste, soutenant, au fond, la domination impérialiste du capitalisme français sur ses esclaves coloniaux. Le Congrès estime que notre activité dans les colonies doit s'appuyer, non pas sur des éléments aussi pénétrés de préjugés capitalistes

et nationalistes, mais sur les meilleurs éléments des indigènes eux-mêmes et, en premier lieu, sur la jeunesse prolétarienne indigène.

Seules, une lutte intransigeante du PC dans la métropole contre l'esclavage colonial et une lutte systématique dans les colonies elles-mêmes peuvent affaiblir l'influence des éléments ultra-nationalistes des peuples coloniaux opprimés sur les masses travailleuses, attirer la sympathie de ces dernières à la cause du prolétariat français et ne point donner ainsi au capital français, à l'époque du soulèvement révolutionnaire du prolétariat, la possibilité d'employer les indigènes coloniaux comme la dernière réserve de la contre-révolution.

Le Congrès Mondial invite le Parti français et son CD à prêter infiniment plus d'attention, de force et de moyens que jusqu'à ce jour, à la question coloniale et à la propagande dans les colonies et, entre autres, à créer auprès du CD un bureau permanent d'action coloniale, en y faisant entrer des représentants des organisations communistes indigènes.

#### §8. *Décisions.* —

a) *Comité Directeur.* — Exceptionnellement, étant donné la crise aiguë provoquée par le Congrès de Paris, le CD sera constitué sur la base proportionnelle, d'après le vote du Congrès, relative aux organismes centraux.

Les propositions des diverses fractions seront les suivantes: Centre: 10 titulaires et 3 suppléants; Gauche: 9 titulaires et 2 suppléants; Tendance Renoult: 4 titulaires et 1 suppléant; Minorité Renaud Jean: 1 titulaire; Jeunesses: 2 représentants avec voix délibérative.

Le bureau politique sera composé sur la même base, les fractions obtenant respectivement: Centre, 3 postes; Gauche, 3; tendance Renoult, 1.

Les membres du CD, comme ceux du bureau politique et des organismes centraux importants, seront désignés par les fractions à Moscou, pour éviter toute contestation d'ordre personnel qui risquerait d'aggraver la crise. La liste ainsi élaborée est soumise au 4<sup>e</sup> Congrès Mondial par la délégation qui s'engage à la défendre devant le parti. Le 4<sup>e</sup> Congrès prend acte de cette déclaration en exprimant sa conviction que cette liste est la seule possibilité de résoudre la crise du Parti.

La liste du nouveau CD élaborée par les fractions est la suivante:

#### CENTRE

Titulaires: Marcel Cachin, Frossard, Garchery, Gourdeaux, Jacob, Laguesse, Lucie Leiciague, Marrane, Paquereaux, Louis Sellier.

Suppléants: Dupillet, Pierpont, Plais.

#### GAUCHE

Titulaires: Bouchez, Cordier, Demusois, Amédée Dunois, Rosmer, Souvarine, Tommasi, Treint, Vaillant-Couturier.

Suppléants: Marthe Bigot, Salles.

#### FRACTION RENOULT

Titulaires: Bartieret, Dubus, Fromont, Werth.

Suppléants: Lespagnol.

Un Conseil National avec pouvoir de Congrès ratifiera cette liste, au plus tard dans la deuxième quinzaine de janvier.

Jusqu'à ce moment, le CD provisoire nommé par le Congrès de Paris reste en fonction.

b) *La Presse.* — Le Congrès confirme le régime de la presse déjà décidé:

1) Direction des journaux remise au bureau politique;

2) Editorial non signé apportant chaque jour aux lecteurs l'opinion du Parti;

3) Interdiction pour les journalistes du Parti de collaborer à la presse bourgeoise.

Directeur de *l'Humanité*: Marcel Cachin,

Secrétaire général: Amédée Dunois, tous deux ayant des pouvoirs égaux, c'est-à-dire que tout conflit surgissant entre eux sera porté devant le bureau politique et tranché par lui.

Secrétariat de rédaction: un au Centre et un à la Gauche.

La rédaction du *Bulletin Communiste* sera remise à un camarade de la Gauche.

Les rédacteurs démissionnaires rentreront à la rédaction.

Pour préparer le Conseil National, la page du Parti sera rétablie avec liberté d'écrire pour chaque tendance.

c) *Secrétariat général.* — Il sera assuré sur la base paritaire par un camarade du Centre et un de la Gauche, tout conflit étant tranché par le bureau politique.

*Titulaires:* Frossard et Treint. *Suppléant de Frossard:* Louis Sellier.

Frossard:

*d) Délégués à le CEIC.* — Le Congrès considère comme absolument nécessaire pour établir des liens tout à fait normaux et cordiaux entre le CEIC et le Parti Français que les deux tendances les plus importantes soient représentées à Moscou par 6 camarades, les plus qualifiés et autorisés de leurs tendances, c'est-à-dire par les camarades Frossard et Souvarine, au moins pour trois mois, jusqu'à la fin de la crise que traverse actuellement le Parti français.

La représentation du Parti français à Moscou par Frossard et Souvarine donnera la pleine certitude que chaque suggestion du CEIC, faite en accord avec ces deux camarades, aura l'adhésion du Parti tout entier.

*e) Appointements des fonctionnaires du Parti.* — En ce qui concerne les appointements des fonctionnaires du Parti, rédacteurs, etc., le Parti créera une commission spéciale composée de camarades ayant toute la confiance morale du Parti pour régler cette question à deux points de vue:

1) Eliminer toute possibilité de cumul des appointements qui provoque une légitime indignation dans la masse ouvrière du Parti;

2) Pour les camarades dont le travail est absolument nécessaire au Parti, créer une situation qui leur permette de consacrer toutes leurs forces au service du Parti.

*f) Commissions.* — 1) Conseil d'administration de *l'Humanité*: 6 Centre, 5 Gauche, 2 tendance Renoult. La Commission accepte que la RP fonctionne aussi exceptionnellement pour les commissions importantes; 2) Secrétariat syndical: un secrétaire du Centre et un secrétaire de la Gauche — tout conflit entre eux étant examiné par le Bureau Politique.

*g) Cas litigieux.* — Les cas litigieux qui émaneraient des décisions d'organisation prises à Moscou, dans leur application, devront être réglés par une commission spéciale composée d'un représentant du Centre, un représentant de la Gauche et du délégué du CEIC comme Président.

*h) Postes prohibés pour les anciens Francs-Maçons.* — Par postes prohibés pour les anciens Francs-Maçons, on entend les postes dont les titulaires ont le mandat de représenter plus ou moins indépendamment, sous leur propre responsabilité, les idées du Parti, devant la masse ouvrière, par la parole et par la plume.

S'il y avait entre les deux fractions, une divergence dans la détermination de ces postes, elle serait soumise à la Commission indiquée plus haut. En cas de difficultés techniques pour la réintégration des rédacteurs démissionnaires, la commission envisagée précédemment réglera ces difficultés. Toutes les résolutions ne concernant pas la constitution du CD sont applicables immédiatement.

## Programme de travail et d'action du PC Français

§1. La tâche la plus pressante du Parti est d'organiser la résistance du prolétariat à l'offensive du Capital, qui se déploie en France comme dans les autres grands État industriels. La défense de la journée de huit heures, la conservation et l'augmentation des salaires acquis, la lutte pour toutes les revendications économiques journalières constituent la meilleure plate-forme pour rassembler le prolétariat dispersé, lui rendre la confiance en sa force et en son avenir. Le Parti doit

immédiatement prendre en mains l'initiative des mouvements d'ensemble susceptibles de faire échec à l'offensive du Capital et de rendre à la classe ouvrière la notion de son unité.

§2. Le Parti doit mener campagne pour mettre en évidence devant les travailleurs l'interdépendance du maintien de la journée de huit heures et de la sauvegarde des salaires, la répercussion inévitable de l'une de ces revendications sur l'autre. Il doit saisir comme possibilités d'agitation, non seulement les



menées du patronat, mais aussi les atteintes portées par l'État aux intérêts immédiats des ouvriers, comme par exemple l'impôt sur les salaires, et toutes les questions économiques intéressant la classe ouvrière, telle que l'augmentation des loyers, les impôts de consommation, les assurances sociales, etc.

Le Parti entreprendra une active campagne de propagande dans la classe ouvrière pour la création de Conseils d'usines englobant l'ensemble des travailleurs de chaque entreprise, qu'ils soient ou ne soient pas déjà organisés économiquement ou politiquement, et destinés notamment à exercer un contrôle ouvrier sur les conditions du travail et de la production.

§3. Les mots d'ordre de lutte pour les revendications matérielles pressantes du prolétariat doivent servir de moyens de réalisation du front unique contre la réaction économique et politique. La tactique du front unique ouvrier sera la règle générale des actions de masse. Le Parti doit créer des conditions favorables à la réussite de cette tactique en entreprenant une préparation sérieuse de sa propre organisation et des éléments sympathisants, par tous les moyens de propagande et d'agitation dont il dispose. La presse, les tracts, les brochures, les réunions de toute espèce, tout doit concourir à cette préparation que le Parti étendra à tous les groupements prolétariens comptant des communistes. Le Parti doit faire appel aux organisations ouvrières rivales importantes, politiques et économiques, avec éclat et sans jamais cesser de commenter publiquement ses propositions ou celles des réformistes, les acceptations et les refus des uns ou des autres. Il ne renoncera en aucun cas à son indépendance complète, à son droit de critique des participants à l'action. Il cherchera toujours à prendre et à conserver l'initiative et à influencer sur toute autre initiative dans le sens de son programme.

§4. Pour se mettre en condition de participer à l'action ouvrière sous toutes ses formes, de contribuer à l'orienter ou de remplir dans certaines circonstances un rôle déterminant, le Parti doit constituer, sans perdre un jour, son organisation de travail syndical. La formation de Commissions syndicales auprès des fédérations et Sections (décidée par le Congrès de Paris) et de groupes communistes dans les usines et grandes entreprises capitalistes ou étatiques, fera pénétrer dans les masses

ouvrières les ramifications du Parti, grâce auxquelles celui-ci pourra diffuser ses mots d'ordre et accroître l'influence communiste sur le mouvement prolétarien. Les Commissions syndicales, à tous les degrés de la structure du Parti et des syndicats, se tiendront en liaison avec les communistes restés, en accord avec le Parti, dans la CGT réformiste et les guideront dans leur opposition à la politique des dirigeants officiels; elles enregistreront les membres du Parti syndiqués, contrôleront leur activité et leur transmettront les directives du Parti.

§5. Le travail communiste dans tous les syndicats sans exception consiste en premier lieu dans la lutte pour le rétablissement de l'unité syndicale indispensable à la victoire du prolétariat. Chaque occasion doit être utilisée par les communistes pour montrer les effets néfastes de la division actuelle et préconiser la fusion. Le Parti combattra toute tendance à la dispersion de l'action, au morcellement de l'organisation, au particularisme professionnel ou local, à l'idéologie anarchiste. Il soutiendra la nécessité de la centralisation du mouvement, la formation de vastes organisations par industries, la coordination des grèves pour substituer aux actions localisées et limitées, vouées d'avance à l'insuccès, les actions d'ensemble susceptibles d'entretenir la confiance des travailleurs dans leur force. Dans la CGT Unitaire, les communistes combattront toute tendance contraire au ralliement des syndicats français à l'ISR. Dans la CGT réformiste, ils dénonceront l'Internationale d'Amsterdam et les pratiques de collaboration de classe des dirigeants. Dans les deux CGT, ils préconiseront les démonstrations et actions communes, les grèves en commun, le front unique, l'unité organique, le programme intégral de l'ISR.

§6. Le Parti doit tirer profit de chaque mouvement de masses spontané ou organisé, revêtant une certaine ampleur, pour mettre en lumière le caractère politique de toute lutte de classe, et utiliser les conditions favorables à la propagation de ses mots d'ordre de lutte politique, comme l'amnistie, l'annulation du traité de Versailles, l'évacuation de la rive gauche du Rhin par l'armée d'occupation, etc.

§7. La lutte contre le traité de Versailles et ses conséquences doit passer au premier plan des préoccupations du Parti. Il s'agit de rendre active la solidarité des prolétariats de France et d'Allemagne contre la bourgeoisie des deux pays,

profiteuse du traité. Pour cela, le devoir urgent du Parti français est de faire connaître aux ouvriers et aux soldats la situation tragique de leurs frères allemands, écrasés sous les difficultés matérielles de la vie, résultant essentiellement des conséquences du traité. L'État allemand ne satisfait aux exigences des Alliés qu'en chargeant davantage la classe ouvrière. La bourgeoisie française épargne la bourgeoisie allemande, traite avec elle au détriment des ouvriers, favorise son entreprise de mainmise sur les services publics et lui garantit aide et protection contre le mouvement révolutionnaire. Les deux bourgeoisies se préparent à conclure l'alliance du fer français et du charbon allemand, à s'entendre pour l'occupation de la Ruhr qui signifiera la mise en esclavage des mineurs du bassin. Le danger menace non seulement les exploités de la Ruhr, mais encore les travailleurs français, incapables de soutenir la concurrence de la main-d'œuvre allemande, réduite pour les capitalistes français à un bon marché exceptionnel grâce à la dépréciation du mark. Le Parti doit faire comprendre cette situation à la classe ouvrière française et la tenir en garde contre le péril imminent. La presse doit constamment décrire les souffrances du prolétariat allemand, victime du traité de Versailles, et démontrer l'impossibilité de réaliser le traité. Une propagande spéciale doit être faite dans les régions occupées militairement et dans les régions dévastées, pour dénoncer les deux bourgeoisies comme responsables des maux qui affligent ces contrées et développer l'esprit de solidarité des ouvriers des deux pays. Le mot d'ordre communiste doit être: fraternisation des soldats et des ouvriers français et allemands sur la rive gauche du Rhin. Le Parti se tiendra en liaison étroite avec le Parti frère d'Allemagne pour mener à bien cette lutte contre le traité de Versailles et ses conséquences. Le Parti combattra l'impérialisme français, non seulement dans sa politique à l'égard de l'Allemagne, mais dans ses manifestations sur toute la surface du globe, en particulier les traités de paix de Saint-Germain, Neuilly, Trianon et Sèvres.

§8. Un travail systématique de pénétration communiste dans l'armée doit être entrepris par le Parti. La propagande antimilitariste doit se différencier nettement du pacifisme bourgeois hypocrite et s'inspirer du principe de l'armement du prolétariat et du désarmement de la bourgeoisie. Dans leur presse, au Parlement, en

toute occasion favorable, les communistes soutiendront les revendications des soldats, préconiseront la reconnaissance des droits politiques de ceux-ci, etc. Lors des appels de nouvelles classes, des menaces de guerre, l'agitation antimilitariste révolutionnaire doit être intensifiée. Elle se fera sous la direction d'un organe spécial du Parti, avec participation des JC.

§9. Le Parti doit prendre en mains la cause des populations coloniales exploitées et opprimées par l'impérialisme français, soutenir leurs revendications nationales constituant des étapes vers leur libération du joug capitaliste étranger, défendre sans réserve leur droit à l'autonomie ou à l'indépendance. Lutter pour leurs libertés politiques et syndicales sans restrictions, contre la conscription des indigènes, pour les revendications des soldats indigènes, telle est la tâche immédiate du Parti. Celui-ci doit combattre impitoyablement les tendances réactionnaires existant, même parmi certains éléments ouvriers, et consistant dans la limitation des droits des indigènes. Il créera auprès de son CD un organisme spécial consacré au travail communiste dans les colonies.

§10. La propagande dans la classe paysanne, tendant à gagner à la Révolution la majorité des ouvriers agricoles, métayers et fermiers, et à acquérir les sympathies des petits propriétaires, doit être accompagnée d'une action pour l'obtention de meilleures conditions de vie et de travail des paysans salariés ou dépendant de gros propriétaires. Une telle action exige que les organisations régionales du Parti établissent et propagent des programmes de revendications immédiates appropriées aux conditions spéciales de chaque région. Le Parti doit favoriser les associations agricoles, coopératives et syndicales qui vont à l'encontre de l'individualisme paysan. Il doit particulièrement s'attacher à la création et au développement des syndicats professionnels parmi les ouvriers agricoles.

§11. Le travail communiste parmi les ouvrières est d'un intérêt primordial et exige une organisation spéciale. Une commission centrale auprès du CD avec un secrétariat permanent, des commissions locales de plus en plus nombreuses, un organe consacré à la propagande féminine sont nécessaires. Le Parti doit soutenir l'unification des revendications économiques des ouvrières et des ouvriers, l'égalisation des salaires pour un même travail

sans distinction de sexe, la participation des femmes exploitées aux campagnes et aux luttes des ouvriers.

§12. Il faut consacrer au développement des JC des efforts plus méthodiques et plus soutenus que le Parti ne l'a fait dans le passé. Des rapports réciproques doivent être établis entre le Parti et les JC à tous les échelons de l'organisation. En principe, la Jeunesse doit être représentée dans toutes les commissions formées auprès du CD. Les fédérations, Sections, propagandistes du Parti ont l'obligation de donner leur aide aux groupes de Jeunesses existants, d'en créer de nouveaux. Le CD est tenu de veiller au développement de la presse des Jeunesses et d'assurer à celles-ci une tribune dans les organes centraux. Le Parti doit faire siennes dans les syndicats les revendications de la jeunesse ouvrière conformes à son programme.

§13. Dans les coopératives, les communistes défendront le principe de l'organisation nationale unique et créeront des groupes communistes reliés à la Section coopérative de l'IC par l'intermédiaire d'une commission rattachée au CD. Dans chaque fédération, une commission spéciale doit se consacrer au travail communiste dans les coopératives. Les communistes s'efforceront d'utiliser la coopération comme auxiliaire du mouvement ouvrier.

§14. Les élus au Parlement, aux municipalités, etc., doivent mener la lutte la plus énergique liée étroitement aux luttes ouvrières et aux campagnes conduites par le Parti et les organisations syndicales hors du Parlement. Les députés communistes, sous le contrôle et la direction du CC du Parti, les conseillers communistes municipaux, généraux et d'arrondissement, sous le contrôle et la direction des Sections et des fédérations, doivent être employés par le Parti comme agents d'agitation et de propagande, conformément aux thèses du 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC.

§15. Le Parti, pour s'élever à la hauteur des tâches tracées par son programme et par les Congrès nationaux et internationaux et pour se rendre apte à les réaliser, doit perfectionner et renforcer son organisation, selon l'exemple des grands PC des autres pays et les règles de l'IC Il lui faut une centralisation sévère, une discipline inflexible, une subordination étroite de chaque membre du Parti, de chaque organisme à l'organisme placé au-dessus. Il est indispensable aussi de développer l'éducation marxiste des militants en multipliant systématiquement les cours doctrinaux dans les Sections, en ouvrant des écoles du Parti, ces cours et ces écoles étant mis sous la direction d'une Commission Centrale du CD.

## Résolution sur la question italienne

Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC se sont déjà occupés en détail de la question italienne. Le 4<sup>e</sup> Congrès est donc en mesure de tirer certaines conclusions.

Vers la fin de la guerre impérialiste mondiale, la situation en Italie était objectivement révolutionnaire. La bourgeoisie avait lâché les rênes du pouvoir. L'appareil de l'État bourgeois était détraqué, l'inquiétude s'était emparée de la classe dominante. Les masses ouvrières étaient lasses de la guerre et dans diverses régions se trouvaient même en état d'insurrection. Des fractions considérables de la classe paysanne commençaient à se soulever contre les propriétaires fonciers et contre l'État et étaient

disposées à soutenir la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire. Les soldats étaient contre la guerre et prêts à fraterniser avec les ouvriers.

Les conditions objectives d'une révolution victorieuse étaient réalisées. Il ne manquait plus que le facteur subjectif; il manquait un Parti ouvrier décidé, prêt au combat, conscient de sa force, révolutionnaire, en un mot: un véritable PC.

D'une façon générale, à la fin de la guerre, une situation analogue existait dans presque tous les pays belligérants. Si la classe ouvrière n'a pas triomphé en 1919-20 dans les pays les plus importants, cela provient précisément de l'absence d'un Parti ouvrier révolutionnaire.

C'est ce qui s'est manifesté plus particulièrement en Italie, pays qui était le plus rapproché de la révolution et qui traverse actuellement une période de contrerévolution.

L'occupation des usines par les ouvriers italiens, en automne 1920, a constitué un moment décisif dans le développement de la lutte des classes en Italie. Instinctivement, les ouvriers italiens poussaient à la solution de la crise dans un sens révolutionnaire. Mais l'absence d'un Parti ouvrier révolutionnaire décida du sort de la classe ouvrière, consacra sa défaite et prépara le triomphe actuel du fascisme. La classe ouvrière n'a pas su trouver suffisamment de forces, au point culminant de son mouvement, pour s'emparer du pouvoir; voilà pourquoi la bourgeoisie, en la personne du fascisme, son aile la plus énergique, réussit bientôt à faire mordre la poussière à la classe ouvrière et à établir sa dictature. Nulle part, la preuve de la grandeur du rôle historique d'un PC pour la révolution mondiale n'a été fournie d'une façon plus nette que dans ce pays, où précisément, faute d'un tel parti, le cours des événements a pris une tournure favorable à la bourgeoisie.

Non pas qu'il n'y ait pas eu en Italie, pendant ces années décisives, de Parti ouvrier: le vieux Parti Socialiste était considérable par le nombre de ses membres et jouissait, extérieurement du moins, d'une grande influence. Mais il abritait dans son sein des éléments réformistes qui le paralysaient à chaque pas. Malgré la première scission qui avait eu lieu en 1912 (exclusion de l'extrême-droite) et en 1914 (exclusion des Francs-Maçons), il restait encore dans le Parti Socialiste Italien, en 1919-20, un grand nombre de réformistes et de centristes. À tous les moments décisifs, les réformistes et les centristes étaient comme un boulet aux pieds du Parti. Nulle part ils n'étaient autre chose que des agents de la bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière.

Aucun moyen ne fut négligé pour trahir la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie. Des trahisons analogues à celles qui furent commises par les réformistes pendant l'occupation des usines en 1920 se rencontrent fréquemment dans l'histoire du réformisme, qui n'est qu'une chaîne ininterrompue de trahisons. Les souffrances effroyables de la classe ouvrière italienne sont dues en première ligne aux trahisons des réformistes.

Si la classe ouvrière italienne est obligée en ce moment de reprendre, pour ainsi dire, par le commencement, un chemin terriblement dur à parcourir, c'est parce que les réformistes ont été trop longtemps tolérés dans le Parti Italien.

Au début de 1921 se produisit la rupture de la majorité du Parti Socialiste avec l'IC À Livourne, le centre préféra se séparer de l'IC et de 58,000 communistes italiens, simplement pour ne pas rompre avec 16,000 réformistes. Deux partis se constituèrent: d'une part, le jeune PC qui, en dépit de tout son courage et de tout son dévouement, était trop faible pour mener la classe ouvrière à la victoire; d'autre part, le vieux Parti Socialiste dans lequel, après Livourne, l'influence corruptrice des réformistes alla grandissante. La classe ouvrière était divisée et sans ressources. Avec l'aide des réformistes, la bourgeoisie consolida ses positions. C'est alors seulement que commença l'offensive du capital dans le domaine tant économique que politique. Il fallut presque deux années entières de trahison ininterrompue de la part des réformistes pour que même les chefs du centre, sous la pression des masses, reconnaissent leurs erreurs et se proclament prêts à en tirer les conséquences.

Ce n'est qu'au Congrès de Rome, en octobre 1922, que les réformistes furent exclus du Parti Socialiste. On en était arrivé au point que les chefs les plus en vue des réformistes pouvaient se vanter ouvertement d'avoir réussi à saboter la révolution en restant dans le Parti Socialiste Italien et en paralysant son action aux heures décisives. Les réformistes ont maintenant quitté les rangs du Parti Socialiste Italien et sont passés ouvertement dans le camp de la bourgeoisie. Ils ont cependant laissé dans les masses un sentiment de faiblesse, d'humiliation et de déception et affaibli considérablement, numériquement et politiquement, le Parti Socialiste.

Cette triste, mais très édifiante leçon des événements d'Italie doit profiter à tous les ouvriers conscients du monde entier.

1) Le réformiste: voilà l'ennemi.

2) Les hésitations des centristes constituent un danger mortel pour un Parti ouvrier.

3) La condition la plus importante de la victoire du prolétariat, c'est l'existence d'un PC conscient et homogène.

Tels sont les enseignements de la tragédie italienne.

\*\*\*

En considération de la décision par laquelle le Congrès du Parti Socialiste Italien à Rome (octobre 1922) exclut les réformistes du Parti et se déclare prêt à adhérer sans réserves à l'IC, le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC décide:

§1. La situation générale en Italie, surtout après la victoire de la réaction fasciste, exige impérieusement la fusion rapide de toutes les forces révolutionnaire du prolétariat. Les ouvriers italiens reprendront courage s'ils voient se produire, après les défaites et les scissions, une nouvelle concentration de toutes les forces révolutionnaires.

§2. L'IC adresse au prolétariat italien, si lourdement éprouvé, ses salutations fraternelles. Elle est parfaitement convaincue de la sincérité des éléments prolétariens du Parti Socialiste Italien et décide de recevoir ce Parti dans l'IC

§3. Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial considère l'application des 21 conditions comme une chose hors de toute discussion. Il charge donc le CEIC, en raison des précédents italiens, de veiller avec un soin particulier à l'application de ces conditions, avec toutes les conséquences qui en résultent.

§4. Vu qu'au Congrès du Parti de Rome, le député Vella s'est déclaré contre l'acceptation des 21 conditions, le 4<sup>e</sup> Congrès estime impossible d'accepter Vella et ses partisans dans l'IC et invite le CD du Parti Socialiste Italien à exclure du Parti Vella et ses partisans.

§5. Attendu qu'en vertu des statuts de l'IC, il ne saurait y avoir dans un pays plus d'une Section de l'IC, le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial décide la fusion immédiate du PC et du Parti Socialiste italien. Le Parti unifié portera le nom de «PC Unifié d'Italie (Section de l'IC)».

§6. Pour la réalisation pratique de cette fusion, le 4<sup>e</sup> Congrès désigne un Comité spécial d'organisation, composé de deux membres de chaque parti, comité qui fonctionnera sous la présidence d'un membre du CEIC. Sont élus à ce Comité d'organisation: pour le PC, les camarades Bordiga et Tasca; pour le Parti Socialiste, Serrati et Maffi; pour le CEIC, Zinoviev (avec le droit pour le CEIC de remplacer, en cas de besoin, Zinoviev par un autre membre du CEIC, de même que les quatre

autres membres du Comité). Ce Comité devra élaborer dès à présent, à Moscou, les conditions détaillées de la fusion en Italie. Il est subordonné dans tout son travail au CEIC.

§7. Dans les diverses régions et dans les grandes villes, des comités d'organisation analogues seront également constitués et seront composés de deux membres du PC (un de la majorité, un de la minorité), deux camarades du Parti Socialiste (un des maximalistes, un des *terzinternazionalistes*), le président étant nommé par le représentant du CEIC.

§8. Ces comités d'organisation ont pour tâche, non seulement de préparer, au centre et dans la périphérie, la fusion organique, mais aussi de diriger désormais les actions politiques communes des deux partis.

§9. En outre, un Comité Syndical sera immédiatement constitué et aura pour tâche de flétrir, à la *Confederazione del Lavoro*, la trahison des hommes d'Amsterdam et de gagner la majorité de l'organisation à l'ISR. Ce Comité sera également composé de deux représentants de chaque Parti (un de la majorité, un de la minorité du PC; un des maximalistes et un des *terzinternazionalistes*), sous la présidence d'un camarade désigné par le CEIC ou par son Présidium.

§10. Dans les villes où existent un journal communiste et un journal socialiste, ils devront fusionner au plus tard le 1<sup>e</sup> janvier 1923. Le 1<sup>e</sup> janvier 1923 au plus tard, un organe central commun devra commencer à paraître. La rédaction de cet organe central sera désignée par le CEIC pour l'année prochaine.

§11. Le Congrès de la fusion devra avoir lieu au plus tard le 15 février 1923. Si, avant ce Congrès commun, des Congrès spéciaux des deux partis sont nécessaires, c'est le CEIC qui décidera de la date, du lieu et des conditions de ces Congrès.

§12. Le Congrès décide de lancer un manifeste sur la question de la fusion, manifeste qui devra être immédiatement publié avec la signature du Présidium et des délégués des deux Partis au 4<sup>e</sup> Congrès.

§13. Le Congrès rappelle à tous les camarades italiens la nécessité de la plus stricte discipline. Tous les camarades, sans exception, sont tenus de faire tout leur possible pour que la fusion s'opère sans gêne et au plus tôt. Toute faute contre la discipline constituerait dans la

## Résolution sur la question tchécoslovaque

§1. *L'opposition.* — L'exclusion des camarades Ilek, Bolen, etc., fut le résultat des violations répétées de la discipline dont ces camarades se sont rendus coupables dans le Parti. Après que leur représentant, le camarade Ilek, de même que celui de la direction du Parti, le camarade Sméral, eurent donné à Moscou leur assentiment à une résolution qui constatait qu'il n'y avait aucune divergence fondamentale dans le PC Tchécoslovaque et qui, en même temps, critiquait le manque de pratique dans un certain nombre de questions, il était du devoir de tous les camarades qui reconnaissaient ce manque de pratique de se mettre à l'œuvre afin de le combler. Au contraire, l'opposition exigea l'existence d'un organe de fraction, *Kommunist*, se mettant ainsi en contradiction avec la résolution du 3<sup>e</sup> Congrès interdisant la formation de fractions. Quelques jours avant la réunion de la Commission de la Conférence du Parti, l'opposition accomplit une franche violation de la discipline en lançant, malgré l'avertissement de la Direction, un appel qui soutenait les plus graves accusations contre le CD. Par le refus de retirer ces accusations, l'opposition a particulièrement irrité la Commission et la Conférence du Parti et provoqué par là son exclusion.

Devant l'Internationale tout entière, l'opposition a lancé une accusation contre la majorité et contre Sméral, en disant qu'ils travaillaient pour une coalition gouvernementale avec les éléments de gauche de la bourgeoisie. Cette accusation est en contradiction avec l'action publique du Parti et doit être reconnue comme étant absolument injustifiée. Dans le programme de l'opposition, tel qu'il a été exprimé par Vajtauer, il y a des réclamations d'un caractère syndicaliste et anarchiste qui ne sont pas des conceptions marxistes.

Le fait que l'opposition se solidarise avec ce programme prouve que dans les questions

fondamentales elle ne représente qu'une déviation anarchiste-syndicaliste des principes de l'IC. Cependant, le 4<sup>e</sup> Congrès, estimant inopportune l'exclusion de l'opposition, réintègre cette dernière avec un blâme et une suspension de toutes fonctions jusqu'au prochain Congrès du PC tchécoslovaque. La décision du Congrès de ne pas confirmer, pour cause d'inopportunité, l'exclusion de l'opposition ne doit pas être interprétée comme une approbation de la ligne de conduite et du programme de l'opposition. Cette décision est dictée par les considérations suivantes: la Direction du Parti a négligé d'expliquer auparavant à l'opposition que la formation d'un organe de fraction est inadmissible, et c'est pourquoi l'opposition se croyait en droit de lutter pour l'existence d'un tel organe. La Direction du Parti a laissé s'accomplir toute une série d'actes d'indiscipline et a affaibli de la sorte le sentiment de la nécessité de la discipline et de la responsabilité chez l'opposition. Le 4<sup>e</sup> Congrès laisse les camarades exclus dans le Parti, si l'opposition reconnaît la nécessité de remplir strictement ses obligations, si elle se soumet sans récriminer à la discipline du Parti. Cette soumission à la discipline oblige l'opposition à renoncer aux affirmations et aux accusations qui sapent l'unité du Parti et qui ont été reconnues sans fondement et fausses par les recherches de la Commission. Elle l'oblige à obéir à tous les ordres du CD. Quand un camarade se considère comme lésé dans ses droits, il n'a qu'à s'adresser aux organismes compétents du Parti (CEIC, Conférence Nationale) et, en dernière instance, aux organes de contrôle de l'IC. Jusqu'à la décision de la plus haute instance, chacun doit se soumettre à la décision de l'organisation du Parti.

§2. *La presse.* — La presse doit être uniquement dirigée par le CD du Parti. Il est inadmissible que l'organe central du Parti se permette, non seulement de mener une politique

particulière, mais encore de considérer cela comme son droit. Même quand la rédaction pense que la Direction responsable a commis une faute dans un cas concret, il est de son devoir de se soumettre à la décision dont il s'agit. La fonction de rédacteur ne constitue pas une sur-instance, mais comme toutes les fonctions du Parti, elle est subordonnée au CD. Cela ne veut pas dire que les rédacteurs n'aient pas le droit d'exprimer les nuances de leur pensée dans les articles de polémique signés de leurs noms. Les discussions sur les affaires du Parti doivent être faites dans la presse commune du Parti. Elles ne doivent pas cependant être faites d'une façon qui pourrait mettre en danger la discipline. Le CD et toutes les organisations du Parti doivent préparer leurs actions par une discussion à l'intérieur des organisations.

§3. — *Les défauts du Parti.* Le 4<sup>e</sup> Congrès confirme les thèses du CEIC élargi de juillet, qui avait indiqué les défauts du PC tchécoslovaque et qui déclarait qu'ils provenaient de la transition du Parti du social-démocratisme au communisme. Le fait que ces défauts ont été reconnus aussi bien par le CD que par l'opposition leur crée le devoir de travailler ardemment à les corriger. Le Congrès affirme que le Parti avance trop lentement dans la suppression de ces défauts; ainsi le Parti a insuffisamment songé à la propagation des idées communistes parmi les soldats tchèques, quoique sa légalité et le fait que les soldats tchèques ont le droit de voter le lui permettaient.

Le 4<sup>e</sup> Congrès exige du PC tchécoslovaque de se consacrer plus qu'il ne l'a fait jusqu'ici à la question du chômage. Vu l'extension du chômage et la situation précaire des chômeurs, le PC tchécoslovaque a le devoir de ne pas se contenter de telle ou telle démonstration, mais de mener une agitation systématique et une action démonstrative méthodique parmi les chômeurs de tout le pays. Il a le devoir de lutter de la façon la plus énergique pour les intérêts des chômeurs, tant au Parlement que dans les conseils communaux, d'accorder l'action parlementaire avec l'action des syndicats dans la rue.

L'action parlementaire doit avoir un caractère beaucoup plus démonstratif, elle doit présenter aux masses, sous une forme nette, l'attitude du PC devant la politique de la classe dominante et leur donner la volonté de conquérir le pouvoir dans l'État.

Vu les grandes luttes économiques qui ont lieu en Tchécoslovaquie et qui peuvent chaque jour se transformer en une lutte politique, le CD doit être réorganisé de façon à pouvoir rapidement et résolument prendre position sur chaque question. Les organisations et les membres du Parti doivent, sans hésitation, maintenir la discipline.

Les questions du front unique et du gouvernement ouvrier ont été heureusement résolues par le Parti. La Direction du Parti a, avec raison, repoussé quelques erreurs, comme par exemple la conception du camarade Votava tendant, à propos du gouvernement ouvrier, à la création d'une combinaison purement parlementaire. Le Parti doit savoir qu'un

gouvernement ouvrier n'est possible que si l'on réussit, par une large et énergique agitation des masses d'ouvriers social-nationalistes, social-démocrates et indifférents, à convaincre ces derniers de la nécessité d'une rupture avec la bourgeoisie, à séparer de celle-ci une partie des paysans et de la petite bourgeoisie des villes qui souffrent de la cherté de la vie, et à les enrôler dans les rangs du front anticapitaliste; dans ce but, le Parti doit s'immiscer dans chaque conflit par des démarches décisives pour l'élargissement des conflits, chaque fois que c'est possible, afin d'inculquer aux masses le sentiment que le PC tchécoslovaque est un centre d'attraction vers le front unique de tous les éléments anticapitalistes.

Pour que le gouvernement ouvrier puisse se former et se maintenir, le Parti doit concentrer toutes ses forces et réunir en de puissants syndicats les ouvriers exclus des syndicats d'Amsterdam. Il doit, tout au moins, recruter une partie des ouvriers et des paysans pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. De cette façon on évitera la naissance du fascisme qui prépare la vie à l'oppression de la classe ouvrière par la violence armée de la bourgeoisie.

C'est pourquoi la propagande et la lutte pour le gouvernement ouvrier doivent toujours être liées avec la propagande et la lutte pour les organes de masses du prolétariat (comités de défense, comités de contrôle, conseils d'entreprises). Il est également nécessaire de dérouler devant les yeux des ouvriers le programme du gouvernement ouvrier (report des charges de l'État sur les propriétaires, contrôle de la production par les organes ouvriers, armement du prolétariat). Il est



nécessaire de montrer aux ouvriers la différence entre la coalition social-démocrate bourgeoise et le gouvernement ouvrier basé sur les organes du prolétariat.

Tous les membres du Parti ont à collaborer à cette œuvre. Ce n'est pas la propagation de

fausses accusations et la méfiance contre les chefs du Parti, mais c'est une critique impartiale de leurs défauts, un travail quotidien et positif pour les corriger, qui feront du Parti un véritable PC apte à accomplir les tâches que les événements de Tchécoslovaquie poseront devant lui.

## Résolution sur la question norvégienne

Après avoir pris connaissance du rapport de la Commission, le Congrès décide:

§1. Le CC du Parti frère de Norvège doit accorder toute son attention à la nécessité d'appliquer avec plus de précision toutes les décisions de l'Internationale, aussi bien celles de ses Congrès que celles de ses organes exécutifs. Dans les organes du Parti, ainsi que dans les résolutions et décisions des instances dirigeantes du Parti, il ne doit y avoir aucun doute sur le droit de l'IC à intervenir dans les affaires intérieures des Sections nationales.

§2. Le Congrès exige que le Parti soit, un an au plus tard après son prochain Congrès national, réorganisé sur la base de l'admission individuelle. Le CEIC devra être informé périodiquement, et au moins une fois tous les deux mois, des mesures pratiques dans ce sens et de leurs résultats.

§3. Pour ce qui est du contenu de la presse, le Parti est obligé d'appliquer immédiatement les décisions des précédents Congrès mondiaux et les directives contenues dans la lettre du CEIC en date du 23 septembre dernier. Les noms social-démocrates des journaux du Parti doivent être changés dans les trois mois, à compter du jour de la clôture du Congrès de l'IC.

§4. Le Congrès confirme la justesse du point de vue du CEIC qui a signalé les fautes parlementaires des représentants du Parti. Le Congrès est d'avis que les parlementaires communistes doivent naturellement être soumis au contrôle et à la critique de sa presse; mais cette critique doit toujours être basée sur des faits et porter un caractère amical.

§5. Le Congrès considère qu'il est permis et nécessaire dans la lutte contre toute la bourgeoisie de profiter des antagonismes entre les différentes couches de la bourgeoisie norvégienne et plus particulièrement des antagonismes entre le grand capital et les agrariens d'un part, et la classe paysanne de l'autre. La lutte pour la conquête des masses paysannes doit constituer une des tâches essentielles du Parti prolétarien de Norvège.

§6. Le Congrès confirme une fois de plus la nécessité pour la fraction parlementaire, ainsi que pour les organes de la presse du Parti, d'une subordination constante et sans réserve au CC du Parti.

§7. Le groupe «Mot Dag», qui est une association fermée, est dissout. L'existence et le maintien d'un groupe d'étudiants communistes ouvert à tous les étudiants communistes est naturellement parfaitement admissible, sous le contrôle entier de la direction centrale. Le périodique *Mot Dag* devient organe du Parti, à la condition que la composition de sa rédaction soit déterminée par le CC du Parti Ouvrier Norvégien, d'accord avec le CEIC.

§8. Le Congrès donne suite à l'appel interjeté par le camarade H. Olsen, et comme il s'agit là d'un vieux et fidèle camarade du Parti ouvrier et fonctionnaire toujours très actif de ce Parti, le Congrès le réintègre dans tous ses droits de membre du Parti, mais constate en même temps, expressément, l'incorrection de son attitude au Congrès de l'Union des Métaux.

§9. Le Congrès décide d'exclure Karl Johannsen des rangs de l'IC et du Parti Ouvrier Norvégien.

§10. Dans le but d'établir une meilleure liaison entre le Parti norvégien et le CEIC et de résoudre avec le moins de frottements possibles les conflits, le Congrès charge le futur Exécutif d'envoyer des délégués au prochain Congrès du Parti.

§11. Le Congrès charge le CEIC de rédiger une lettre éclaircissant la présente résolution.

§12. Cette résolution ainsi que la lettre du CEIC devront être publiées dans tous les organes de la presse du Parti et portées à la connaissance de toutes les organisations du Parti avant les élections des représentants au prochain Congrès National.

# Résolution sur l'Espagne

§1. Le PC espagnol qui, à la séance du CEIC élargi de février, vota avec la France et l'Italie contre la tactique du front unique, ne tarda pas à reconnaître son erreur et, dès le mois de mai, à l'occasion de la grande grève des aciéries, il expliqua, non par discipline formelle mais avec compréhension, conviction et intelligence, la tactique du front unique. Cette action prouva à la classe ouvrière espagnole que le Parti est prêt à la lutte pour ses revendications quotidiennes et capable d'y entraîner la classe ouvrière en se plaçant à l'avant-garde du combat.

En persévérant dans cette voie, en saisissant toutes les possibilités d'action pour y convier l'ensemble des organisations ouvrières et pour y entraîner et y conduire le prolétariat, le PC espagnol gagnera la confiance des masses et remplira sa mission historique en unifiant leur effort révolutionnaire.

§2. Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial est heureux de constater que la crise d'indiscipline qui avait miné le Parti au début de l'année s'est heureusement terminée par un renforcement de la discipline intérieure du Parti. Il engage le Parti à persévérer ainsi dans cette voie et il invite la Jeunesse, en particulier, à participer de toutes ses forces à ce renforcement de la discipline intérieure.

§3. La caractéristique du mouvement ouvrier espagnol est actuellement une décomposition de l'idéologie et du mouvement syndicaliste-anarchiste. Ce mouvement qui, il y a quelques années, avait réussi à grouper et à entraîner de larges masses ouvrières, a déçu leurs espoirs et leur volonté révolutionnaire en employant non pas la tactique marxiste et communiste de l'action de masses et de l'organisation centralisée de la lutte, mais la tactique anarchiste de l'action individuelle, du terrorisme et du fédéralisme, c'est-à-dire de l'émiettement de l'action.

Aujourd'hui, les masses ouvrières déçues s'en vont et les chefs qui les ont ainsi égarées glissent rapidement vers le réformisme.

Une des tâches principales du PC est de gagner et d'éduquer les masses ouvrières déçues et d'attirer les éléments anarcho-syndicalistes qui se rendent compte de l'erreur de leur doctrine en dénonçant le néo-réformisme des chefs syndicalistes.

Mais dans cet effort pour conquérir la confiance des éléments anarcho-syndicalistes, le PC doit éviter de faire à leur idéologie, condamnée par l'expérience même du prolétariat espagnol, des concessions de principe et de tactique. Il doit combattre et condamner dans ses rangs les tendances qui voudraient, sur ce point et dans le but de gagner les syndicalistes plus rapidement, entraîner le Parti dans la voie des concessions. Il est préférable que l'assimilation des éléments syndicalistes se fasse plus lentement, mais que ces éléments soient vraiment gagnés à la cause communiste, plutôt que gagnés rapidement au prix d'une déviation du Parti qui préparerait à ce dernier, pour un avenir prochain, des crises nouvelles et pénibles. Le Parti espagnol en particulier mettra en lumière et fera comprendre aux anarcho-syndicalistes la tactique révolutionnaire du parlementarisme, telle que le 2<sup>e</sup> Congrès Mondial l'a définie. Pour le PC, l'action électorale est un moyen de propagande et de lutte des masses ouvrières, non un refuge pour les carriéristes réformistes ou petits-bourgeois.

Une application répétée de la tactique du front unique gagnera la confiance des masses encore sous l'influence de l'idéologie anarcho-syndicaliste et leur prouvera que le PC est une organisation politique de combat révolutionnaire du prolétariat.

§4. Le mouvement syndical espagnol doit attirer plus particulièrement l'attention et l'effort de notre Parti. Le PC doit entreprendre une propagande intense et méthodique dans toutes les organisations syndicales, *pour l'unité du mouvement syndical en Espagne*. Pour mener à bien cette action, il doit s'appuyer sur un réseau de noyaux communistes dans tous les syndicats appartenant à la Confédération Nationale et à l'Union Générale et dans tous les

syndicats autonomes. Il doit donc repousser et combattre toute idée ou tendance préconisant la sortie des syndicats réformistes. Si des syndicats ou des groupes communistes sont exclus des syndicats réformistes, les communistes doivent éviter de combler les vœux des scissionnistes d'Amsterdam en sortant par solidarité. Au contraire, ils doivent manifester leur solidarité avec les exclus en restant au sein de l'UGT et en y combattant énergiquement pour la réintégration des exclus. Si, malgré des efforts soutenus, des syndicats et des groupes restent exclus, le PC doit les engager à adhérer à la CNT. Les communistes adhérant à la CNT doivent y constituer leurs noyaux liés à la Commission syndicale du Parti. Ils collaboreront sans doute en toute amitié avec les syndicalistes partisans de l'ISR et n'appartenant pas au Parti. Mais ils conserveront leur organisation propre,

n'abdiqueront pas leur point de vue communiste, et discuteront fraternellement avec les syndicalistes les questions sur lesquelles peuvent exister des désaccords.

Pour mener à bien la lutte pour l'unité syndicale, le PC créera un Comité mixte pour l'unité du mouvement syndical espagnol qui sera à la fois un centre de propagande et un centre de ralliement pour les syndicats autonomes qui adhèrent au principe de l'unité. Le Parti s'attachera à faire comprendre aux masses ouvrières d'Espagne que seules les ambitions et les intérêts de clocher des chefs syndicaux réformistes ou anarcho-réformistes, s'opposent à l'unité syndicale qui est au plus haut point d'un intérêt vital et nécessaire à la classe ouvrière pour son émancipation complète du joug du capitalisme.

# Résolution sur la question yougoslave

Le PC yougoslave a été constitué par les organisations de l'ex-Parti social-démocrate dans les provinces qui forment actuellement la Yougoslavie; sa création a été le résultat de l'exclusion des éléments de droite et du centre et de l'adhésion à l'IC au Congrès de Boukovar en 1920. L'essor du PC a été favorisé par l'effervescence révolutionnaire qui avait envahi alors l'Europe centrale (avance de l'armée rouge sur Varsovie, occupation des usines métallurgiques en Italie, grèves spontanées en Yougoslavie). En un temps très court, le Parti devint une grande organisation exerçant une influence considérable sur les masses ouvrières et paysannes. Les résultats des élections municipales où le Parti conquist de nombreuses municipalités (entre autres celle de Belgrade) de même que ceux des élections parlementaires, où le Parti conquist 59 sièges, en sont une preuve. Cet essor menaçant du PC provoqua une panique dans les rangs de l'oligarchie militaire et financière, qui engagea une lutte systématique pour anéantir le mouvement communiste. Après la répression de la grève générale des cheminots (avril 1920), les conseillers municipaux communistes furent chassés de la municipalité d'Agram par cette oligarchie; la municipalité communiste de Belgrade fut dissoute (août 1920), et le 29 septembre, un décret spécial prononça la dissolution de toutes les organisations communistes et syndicales, ferma tous les organes de la presse communiste et livra les clubs communistes aux social-patriotes. Au mois de juin fut promulguée la loi sur la défense de la sûreté de l'État, qui mettait le PC hors la loi et le chassait de ses derniers refuges, le parlement et les municipalités.

Outre les causes objectives provenant de la situation générale du Parti, l'anéantissement du PC yougoslave doit être en grande partie attribué à sa faiblesse intérieure: son essor extérieur ne correspondait ni au développement, ni à l'homogénéité de l'organisation, ni au niveau de conscience communiste de ses

membres. Le Parti n'avait pas encore eu le temps d'accomplir son évolution dans la direction du communisme. À l'heure actuelle, il est évident que l'organe directeur du Parti a commis une série de fautes graves dues à sa compréhension erronée des méthodes de lutte dictées par l'Internationale. Ces fautes ont facilité la tâche du gouvernement contre-révolutionnaire. Pendant que les masses ouvrières, par des grèves spontanées, montraient leur énergie et leur volonté révolutionnaire, le Parti ne fit preuve que d'une très faible initiative. Ainsi en 1920, la police ayant interdit la manifestation du 1<sup>e</sup> mai à Belgrade, le CC n'essaya même pas de soulever les masses pour protester. Il en fut de même l'année suivante. De même, le Parti ne prit aucune mesure pour défendre les conseillers municipaux d'Agram et de Belgrade, chassés de leurs municipalités. Sa passivité encouragea le gouvernement et lui donna l'audace d'aller jusqu'au bout. Effectivement, à la fin de décembre, ce dernier profita de la grève des mineurs pour procéder à la dissolution du Parti et des syndicats. Et, même à ce moment critique, ce Parti, qui avait obtenu 59 sièges aux élections parlementaires, n'entreprit aucune action de masse!

Si le Parti restait passif devant les coups terribles que lui portait la réaction, c'est qu'il manquait d'une base communiste solide. Les vieilles conceptions social-démocrates pesaient encore sur lui. Quoique le Parti eût adhéré à l'IC (ce qui montrait que les masses étaient disposées à la lutte), ses chefs ne se sentaient pas encore à leur aise dans la nouvelle voie. Ainsi, ils n'osèrent pas publier les 21 conditions adoptées par le 2<sup>e</sup> Congrès Mondial, non plus que les thèses sur le parlementarisme révolutionnaire. Et ainsi le Parti et les masses qui le suivaient ignoraient complètement les exigences que l'IC posait aux partis qui désiraient entrer dans son sein. Les chefs du Parti ne prirent également aucune mesure sérieuse pour préparer le Parti et les masses à

la lutte dans tous les domaines contre la réaction menaçante. Ils concentrèrent toute leur attention sur les victoires électorales du Parti et se gardèrent d'effrayer les éléments petits-bourgeois en leur montrant ce qu'était un PC et quelles étaient ses méthodes de lutte. Pendant que l'oligarchie militaire et financière de Belgrade se préparait à une lutte décisive, impitoyable et furieuse contre le mouvement révolutionnaire ouvrier, le CC du PC yougoslave, consacrait toute son attention et toutes ses forces à des questions secondaires, telles que le parlementarisme, et laissait le Parti inorganisé et exposé à tous les coups. Ce fut là l'erreur fondamentale.

Le Parti yougoslave s'est montré complètement impuissant et incapable de se défendre contre la terreur blanche. Il ne possédait pas d'organisations clandestines lui permettant d'agir dans les nouvelles conditions et de se maintenir en liaison avec les masses. Jusqu'à la dissolution du groupe parlementaire, les députés communistes avaient été le seul lien entre le centre et les provinces. Ce lien fut rompu par la dissolution du groupe parlementaire. L'arrestation des principaux chefs, au centre et dans la province, décapita le mouvement. Par suite, le Parti cessa presque d'exister. Le même sort atteignit les organisations locales qui se virent abandonnées des ouvriers livrés à eux-mêmes. Les social-démocrates, avec l'aide de la police, essayèrent de profiter de la situation, mais sans grand succès.

Sous le régime de la terreur, l'organe central du Parti fixa petit à petit de nouvelles formes d'organisation et de nouvelles méthodes de lutte dictées par les nouvelles conditions. Il resta longtemps passif dans l'attente que la terreur cesserait d'elle-même, sans une intervention active des masses prolétariennes. Il comptait presque exclusivement sur les dissensions intestines éventuelles entre les classes et les partis dirigeants. Ce n'est que lorsque expira l'espoir de l'amnistie attendue pour les communistes condamnés, que le CC commença à se réorganiser, afin de rappeler le Parti à la vie. Ce n'est qu'en juillet 1922 que fut tenue la première séance plénière élargie du CC à Vienne. La Conférence de Vienne mérite d'être saluée comme le premier essai de restauration du Parti, malgré les défauts de sa composition et son attitude envers les statuts du Parti. Les conditions dans lesquelles se trouvait alors le

pays, les changements survenus dans la composition du Parti à la suite des arrestations de ses membres, de la trahison de quelques autres et surtout de sa passivité d'un an et demi, ne permettaient pas d'escompter à cette Conférence une représentation véritable du Parti. C'est pourquoi le CEIC agit sagement en reconnaissant comme représentation suffisamment autorisée du Parti yougoslave le groupe des délégués de la Conférence de Vienne dont il confirma les résolutions, en y introduisant toutefois quelques changements parfaitement justifiés sur la composition du nouveau CC. C'est pourquoi la tentative de quelques camarades yougoslaves de faire échouer la Conférence en refusant d'y prendre part doit être, malgré la loyauté des intentions de ces camarades, considérée comme nuisible aux intérêts du Parti et, par suite, condamnable.

Les résolutions de la Conférence de Vienne sur la situation générale en Yougoslavie et les tâches prochaines du PC, sur le mouvement professionnel, la réorganisation du Parti, et la résolution de la 3<sup>e</sup> Conférence de la Fédération Communiste des Balkans, confirmées sans réserve par le CEIC, ne provoquèrent aucun désaccord essentiel entre les représentants de la majorité et de la minorité de la Conférence. Cette unanimité dans les questions essentielles, au moment actuel, est une preuve convaincante qu'il n'y a aucune raison de diviser le Parti yougoslave en fractions sous le nom de majorité et de minorité, et que la scission survenue à la Conférence de Vienne entre les groupes dirigeants fut exclusivement provoquée par des raisons personnelles. Au moment de sa renaissance, le Parti yougoslave doit être considéré comme un tout ayant une unité intérieure parfaite.

Cette unité doit être sauvegardée dans l'avenir. En face de la furieuse réaction capitaliste et social-démocrate, rien ne peut être plus nuisible au Parti et au mouvement révolutionnaire yougoslave que le fractionnement. C'est pourquoi il est du devoir du nouveau CC yougoslave de faire tout ce qui dépend de lui pour prendre les mesures nécessaires propres à apaiser les esprits à l'intérieur du Parti, à dissiper les méfiances personnelles, à restaurer la confiance mutuelle des membres du Parti et à rallier tous les militants restés à leur poste et exposés aux rigueurs de la contre-révolution.

À cet effet il est nécessaire, d'une part, de réaliser les décisions de la Conférence de Vienne en ce qui concerne l'épuration du Parti de ses éléments indignes; d'autre part, de confier des travaux importants aux militants de la minorité de la Conférence de Vienne. Sous ce rapport, la Fédération Communiste des Balkans peut être d'une aide précieuse; mais pour cela, il est nécessaire d'entrer en liaison avec elle et, à l'exemple des autres PC des Balkans, d'envoyer immédiatement un représentant au Comité Exécutif de la Fédération des Balkans.

L'IC doit aider effectivement au relèvement du Parti yougoslave. Le CEIC doit, plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, se tenir en liaison étroite

avec le CC du Parti yougoslave. Mais l'avenir du Parti est surtout entre les mains des militants actifs, politiquement et moralement sains. C'est sur eux que compte l'IC et c'est à eux qu'elle s'adresse. Riches de la dure expérience d'un passé récent, bien organisés, unis dans le même idéal, animés d'une foi ardente dans le triomphe de la révolution mondiale, ces militants sauront réunir et grouper derrière eux les éléments prolétariens dispersés et restés sans chef, organiser et fortifier le secteur yougoslave de la Fédération Communiste des Balkans. Le Congrès charge le CEIC de prendre toutes les mesures d'organisation nécessitées par les circonstances.

## Résolution sur le Parti danois

§1. Le Congrès déclare que le PC actuel du Danemark qui a été formé par la fusion du «EnhatsParti» communiste et d'une fraction de l'ancien Parti, en accord avec les directives du CEIC, et qui a exécuté loyalement toutes les décisions de l'IC, est reconnu comme la seule Section de l'IC au Danemark. Seul, son organe central, *Arbeiderbladet* et les autres journaux reconnus par ce Parti sont à considérer comme journaux communistes du parti.

§2. Le Congrès demande à toutes les organisations communistes restées en dehors de ce Parti Unifié d'adhérer à ce parti.

Les organisations et les membres de l'ancien parti, qui au cours des trois mois à venir se déclareront prêts à adhérer au PC Unifié et à exécuter fidèlement toutes les décisions de ce Parti et de son CD, ainsi que celles de l'IC, doivent être admis à ce Parti sans difficulté.

## Résolution sur l'Irlande

Le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC proteste énergiquement contre l'exécution de cinq révolutionnaires nationalistes, qui eut lieu les 17 et 25 novembre, sur l'ordre de l'État Libre d'Irlande. Il attire l'attention de tous les travailleurs du monde sur cet acte sauvage qui couronne la terreur féroce sévissant en Irlande. Plus de 6,000 personnes qui combattaient courageusement contre l'impérialisme britannique ont déjà été incarcérées; nombre de femmes ont été obligées de faire la grève de la faim en prison, et déjà 1,800 procès ont été intentés au cours des cinq mois de lutte contre cette terreur dont les atrocités dépassent celles des «Black and Tans», des fascistes italiens ou des «Trust Thugs»

d'Amérique. L'État Libre qui, sans hésiter, a employé l'artillerie et les munitions fournies par les Anglais, les fusils et les bombes, et même des avions avec des mitrailleuses contre la foule, aussi bien que contre les révolutionnaires, a couronné tous ces forfaits par l'exécution brutale de cinq hommes, simplement parce qu'ils avaient des armes en leur possession. Cette exécution est au fond un acte de désespoir, la preuve directe de la faillite de l'État Libre qui fait une dernière tentative pour briser la résistance des masses irlandaises combattant contre l'esclavage que veut leur imposer l'Empire Britannique. Les républicains ne peuvent être battus que par un gouvernement



terroriste impérialiste qui n'hésite pas à employer les moyens les plus brutaux contre le mouvement ouvrier irlandais, dès que ce dernier cherche à arriver au pouvoir ou à améliorer ses conditions d'existence. Il en est indubitablement ainsi en Irlande; en soutenant ces exécutions, la majorité du Labour Party, dirigée par Johnson, a commis la trahison la plus criminelle qu'elle pouvait perpétrer contre la classe ouvrière, et cela au moment où l'organe capitaliste le plus réactionnaire d'Irlande qui, en 1916, réclamait impérieusement le sang de Connolly, s'élève contre cet acte barbare du gouvernement. L'IC met en garde la classe ouvrière d'Irlande contre ces trahisons de l'idéal de Connolly et de Larkin, et indique aux travailleurs et paysans irlandais que la seule issue au terrorisme de l'État Libre et à l'oppression impérialiste est dans la lutte organisée et coordonnée, aussi bien dans le domaine politique et industriel que dans le domaine militaire. La lutte à main armée, si elle

n'est pas renforcée et soutenue par l'action politique et économique aboutira inévitablement à la défaite. Pour être victorieuses, les masses doivent être mobilisées contre l'État Libre, ce qui n'est possible que sur la base du programme social du PC d'Irlande.

L'IC envoie ses salutations fraternelles aux révolutionnaires irlandais luttant pour la libération de leur pays et est persuadée qu'ils s'engageront bientôt dans la seule voie menant à la véritable liberté, la voie du communisme. L'IC soutiendra tous les efforts ayant pour but d'organiser la lutte contre cette erreur et d'aider les ouvriers irlandais et les paysans à obtenir la victoire.

*Vive la lutte nationale de l'Irlande pour son indépendance!*

*Vive la République Ouvrière d'Irlande!*

*Vive l'IC!*

## Résolution sur le Parti Socialiste d'Égypte

§1. Le rapport des délégués du Parti Socialiste d'Égypte, soumis à la commission, a prouvé que ce Parti représente un sérieux mouvement révolutionnaire, conforme au mouvement général de l'IC.

§2. La commission considère cependant que l'affiliation du Parti Socialiste d'Égypte doit être ajournée jusqu'à ce qu'il ait:

- 1) exclu certains éléments indésirables;
- 2) convoqué un Congrès où une tentative sera faite pour unir au Parti Socialiste d'Égypte tous les éléments communistes existant dans ce pays en dehors de lui et où les 21 conditions de l'IC seront acceptées;
- 3) changé son nom contre celui de *Parti Communiste d'Égypte*.

§3. Le Parti Socialiste d'Égypte est donc invité à convoquer le Congrès dans les buts ci-dessus indiqués le plus tôt possible et au plus tard le 15 janvier 1923.

# 5<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

## 1924

Source :

*La Correspondance Internationale*, no.61, 4<sup>e</sup> année, numéro spécial XX, 02 septembre 1924

*La Correspondance Internationale*, no.64, 4<sup>e</sup> année, numéro spécial XXI, 10 septembre 1924

## Résolution sur le Rapport du CEIC

Le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC approuve sans réserve le fonctionnement du CEIC depuis le 4<sup>e</sup> Congrès et constate que sous sa direction juste et ferme, l'IC est presque partout sortie plus forte de cette étape d'attaques acharnées du capital combattant pour sa dictature.

Dans ces dix-huit mois, l'offensive du capital, déjà commencée auparavant, s'est développée, dans la plupart des pays capitalistes, en agressions violentes contre le prolétariat révolutionnaire; ainsi, en Bulgarie, en Italie, en Allemagne, en Pologne, en Finlande, en Roumanie, en Yougoslavie, en Espagne, au Japon et aux Indes. Même en France, les représailles contre les grévistes et les arrestations en masse de communistes sont à l'ordre du jour; en Tchécoslovaquie, ce sont les lois d'exception; en Autriche, les crimes fascistes; en Norvège, depuis de longs mois, les incursions presque journalières de la police, la justice de classe et la formation d'une garde-blanche

Le mouvement communiste n'a pas subi ces attaques sans de lourdes pertes. Il n'a pas toujours évité les erreurs et les déviations. Cependant, dans aucun pays, la puissance capitaliste n'a été en état de briser l'organisation

de l'avant-garde communiste, ni de l'isoler du gros du prolétariat.

En Italie même, l'extermination systématique du communisme ne put causer le moindre dommage à son influence sur les masses, pas même aux élections parlementaires.

En Bulgarie, après leur défaite sanglante, les ouvriers et les paysans qui avaient combattu sous la direction des communistes se rallièrent immédiatement et unanimement, lors des élections, autour du drapeau communiste

En Allemagne, après la grande défaite du mouvement, après une dangereuse crise intérieure et les persécutions les plus brutales, le PC a rapidement reformé ses rangs, s'est donné une ferme direction et a démontré, par une brillante victoire électorale où il a recueilli 3 millions de voix, que sa force révolutionnaire est plus grande et plus ferme que jamais. En France et en Tchécoslovaquie, les victoires électorales des communistes ont manifesté un progrès évident de l'influence du communisme sur les masses.

En face de ces grandes luttes de classes, le CEIC a pris diverses mesures d'un caractère décisif pour la juste orientation des Sections. Le

Congrès tient notamment à constater les cas suivants:

§1. Aux Conférences internationales d'Essen et de Francfort au printemps de 1923, le CEIC indique justement l'objectif concret de préparation révolutionnaire intense imposé par l'occupation de la Ruhr au prolétariat occidental, surtout aux PC d'Allemagne et de France.

§2. Lorsqu'en août, la montée du mouvement révolutionnaire annonça en Allemagne l'approche d'une situation favorable à la lutte décisive pour le pouvoir, le CEIC a justement demandé l'orientation immédiate du Parti vers cet objectif immédiat; il lui a accordé à cet effet tout le concours possible et a mobilisé plusieurs Sections pour soutenir le plus vigoureusement possible la révolution allemande.

§3. Après la capitulation d'octobre, effectuée presque sans combat et rendue possible par la trahison des chefs social-démocrates et l'insuffisance de la direction communiste, il était absolument juste et nécessaire que le C.E., averti par la gauche du PC allemand, et avec le soutien de cette gauche, soumit à une sévère critique l'attitude opportuniste du CC, condamnât sa déformation de la tactique du front unique lors de l'expérience saxonne et, par une lutte encore plus impitoyable contre l'opportunisme, en tirant les conséquences politiques.

§4. Le CEIC avait déjà critiqué, d'après la conception de la gauche, les déraillements opportunistes du Congrès de Leipzig; il avait, par deux fois avant octobre, complété la Centrale désignée à Leipzig en y faisant entrer des représentants de l'opposition de gauche. Maintenant, avec son concours, l'union de la gauche et du centre en un bloc de combat contre la droite fut réalisée et la direction confiée à ce bloc, dans la certitude que le Parti approuverait et confirmerait cet éloignement de la droite banqueroutière. C'est ce qui arriva. Cette solution énergique vint en aide au Parti allemand, écarta le danger de scission provoqué par les antagonismes intérieurs insurmontables et empêcha la crise du Parti allemand de dégénérer en une crise de toute l'Internationale à la suite de la panique déjà sensible çà et là chez les éléments incertains. Le mérite en revient à la classe ouvrière allemande comme au Parti allemand, qui ont exigé avec la dernière énergie l'extirpation des déviations de droite et qui, avec le soutien de l'IC ont trouvé en eux la force de

sortir sans découragement et sans affaiblissement d'une crise aussi grave.

§5. En face des dangers de déviation de droite que l'application de la tactique du front unique avait fait apparaître plus menaçants qu'on ne s'y attendait, le CEIC a repoussé énergiquement, comme une interprétation opportuniste, toute tentative de faire de cette tactique plus qu'une méthode révolutionnaire d'agitation et de mobilisation des masses, toute tentative de faire servir le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan non pas à une agitation pour la dictature prolétarienne, mais à une coalition pour la démocratie bourgeoise. Aux représentations opportunistes de la social-démocratie le CEIC a opposé son véritable caractère d'aile gauche de la bourgeoisie

§6. Mettant à profit la leçon des événements d'Allemagne pour perfectionner l'organisation communiste, le CEIC a pris d'énergiques mesures, en Allemagne et ailleurs, pour la construction des Cellules d'entreprises, comme base des Partis. Ces mesures ont conduit, dans plusieurs pays, à des résultats sensibles.

§7. En face de la passivité à courte vue et opportuniste qui s'était révélée dans l'attitude du CC bulgare lors du coup d'Etat de juin 1923, Le CEIC s'est immédiatement efforcé par une critique franche et très instante, de pousser le Parti bulgare dans la voie d'une sérieuse préparation de la lutte armée en vue d'une attaque à prévoir de la contre-révolution. Mais il n'a pas réussi alors à faire admettre suffisamment son point de vue par la direction du Parti. Ce n'est qu'après sa défaite que ce point de vue fut adopté, et, sur cette plate-forme, que le PCB resserra ses rangs et se débarrassa de son aile droite pourrie.

§8. De même en France avec la collaboration du CEIC et avec le soutien de la majorité du CD, le PC fut épuré de la plus grande part du ballast opportuniste et consolidé. La même opération c'est accomplie en Norvège avec les plus grandes difficultés: les communistes, minorité mal organisée, ont mené dans le Parti ouvrier opportuniste une rude lutte de fraction, sans cesse exposés au danger d'être jetés à la porte par une direction hostile au communisme. L'ambition sans borne des chefs opportunistes se changeant de plus en plus en sabotage déclaré et systématique des décisions de l'Internationale et même en désertion effrontée après la défaite d'octobre, il est impossible de tolérer la

continuation de ces menées au nom du communisme. Quoi qu'il fut à prévoir qu'en cas de rupture de la direction avec l'IC, de bons prolétaires suivraient leurs chefs anti-communistes, le CEIC a dû demander au Congrès National du Parti norvégien une décision nette pour ou contre la loyale collaboration avec l'Internationale. D'où la scission et la fondation du PC de Norvège. Pendant ces 6 mois, le PCN acquit l'autorité d'un grand Parti révolutionnaire, par son activité et surtout par sa participation active aux grands conflits du travail.

La lutte des adversaires norvégiens de l'Internationale a eu en Suède, avec les attaques des éléments de droite, un écho qui causa quelques panique, mais fut éteint par le C.E.

§9. Le Parti Polonais a pris à son 2<sup>e</sup> Congrès, avec la participation active du CEIC, des résolutions qui fournissent un terrain bolchevik solide de sa croissance et sa consolidation. Mais son CC n'a pas déployé dans sa conduite pratique, en particulier lors des grands combats d'octobre, l'activité révolutionnaire voulue. Dans les questions russe et allemande, il a soutenu la droite et cherché à étouffer dans ses rangs, toute critique de gauche.

§10. Le P. C. Tchécoslovaque n'a pas été exempt de fautes et de déviations opportunistes, ce qui est apparu entre autres dans son interprétation des décisions du 4<sup>e</sup> Congrès sur le front unique et le gouvernement ouvrier. Des hésitations et des confusions opportunistes se sont aussi fait jour chez lui dans les questions russe et allemande. Le Parti y a déployé dans certains domaines une activité plus grande, mais il n'a pas su rattacher les Interventions parlementaires aux actions des masses prolétariennes ni préparer convenablement ces dernières aux futurs combats révolutionnaires.

§11. Des mouvements de masse de la classe ouvrière en Hongrie montrent que la situation est mûre pour l'organisation et la construction d'un PC. Aux communistes hongrois incombe la tâche de l'organisation du Parti et, pour avancer ce travail, de hâter la liquidation déjà commencée des conflits de fractions.

§12. Des déviations de droite se révélèrent aussi dans les Partis britannique et américain sur la question du front unique et des rapports du PC avec les chefs du Labour Party «tiers parti» de la bourgeoisie, le CEIC a réussi à convaincre les camarades anglais et américains

de la nécessité de réviser leurs opinions. Les problèmes originaux et nouveaux posés par le mouvement révolutionnaire anglo-saxon ont été traités en détail à plusieurs reprises par le CEIC et réclameront encore d'avantage à l'avenir l'attention de la direction internationale.

§13. Le CEIC a également, le cas échéant, combattu les déviations d'extrême-gauche. Dans une fraction du PC italien subsiste toujours un dogmatisme non marxiste qui refuse par principe de régler la tactique sur des situations concrètes et par là entrave la capacité de manœuvre du Parti. Le PCI, s'il veut devenir un Parti de masses, doit se placer aujourd'hui sans réserve sur le terrain tactique de l'IC. La fusion des terzinternationalisés avec le PC résoudra une question qui a causé des désaccords entre le PCI et l'IC. Mais même après cette fusion, le PCI devra se préoccuper de conquérir les masses qui appartiennent aujourd'hui au P.S.

§14. Dans les Syndicats, des progrès sont à constater dans bien de pays vers l'unité et l'intensité du travail (surtout en France). Des succès considérables (entre autres en Angleterre) ont été obtenus. En Allemagne, un état d'esprit d'extrême-gauche provoqué l'hiver dernier par la bureaucratie réformiste a amené une masse de communistes et de sympathisants à sortir des Syndicats. Le PC ne s'étant pas pendant un certain temps opposé catégoriquement à cette dangereuse déviation, le CEIC est intervenu de la façon la plus instante jusqu'à ce que la décision du Congrès de Francfort ait mis un terme à ce phénomène catastrophique et a mené un renversement total d'opinion en faveur du travail révolutionnaire au sein des Syndicats.

§15. La propagande parmi les classes moyennes semi-prolétariennes et petites-bourgeoises a été souvent recommandée aux Sections pour enlever sa base au fascisme. On a en effet obtenu d'importants succès par cette tactique en Allemagne, en Italie presque aucun.

§16. Le CEIC n'a cessé de recommander à toutes les Sections une agitation permanente et active en vue de gagner les paysans pauvres à la cause de la révolution prolétarienne. À cet effet le mot d'ordre de «gouvernement ouvrier» a été élargi en la formule «gouvernement ouvrier et paysan». La fondation de l'Internationale Paysanne, initiative de la plus haute importance, s'est opérée avec le concours énergique du CEIC.

L'élaboration d'une politique agraire communiste indépendante s'imposera prochainement à presque toutes nos Sections.

§17. En ce qui concerne la question des nationalités, le CEIC a maintes fois rappelé à l'ordre, pour exécution défectueuse des résolutions du 2<sup>e</sup> Congrès, les Sections pour lesquelles ce problème est d'une importance vitale. Le principe essentiel du léninisme, exigeant une action énergique et incessante des communistes pour le droit des peuples à disposer de leur sort (jusqu'à se séparer et former un État indépendant) n'a pas encore été appliqué par toutes les Sections comme il convient.

§18. À côté de la nécessité de gagner les sympathies des masses paysannes et des minorités nationales opprimées, le C.E a maintes fois souligné dans ses directives l'importance qu'il y a à obtenir de l'alliance des mouvements d'émancipation nationale des peuples coloniaux et de tous les peuples orientaux au prolétariat révolutionnaire des pays capitalistes. Cela suppose non seulement une extension de la liaison immédiate du CEIC avec les mouvements d'émancipation nationale d'Orient, mais encore un contact étroit entre les Sections des pays impérialistes et les colonies de ces pays et avant tout, dans chaque pays, une lutte permanente et acharnée contre la politique coloniale de la bourgeoisie. À ce point de vue l'action communiste est partout très faible.

Pour le travail dans l'armée, le CEIC, de concert avec l'ICJ, a obtenu de remarquables résultats préparatoires (dans la Ruhr). Des Sections qui avaient à combattre les plus fortes puissances impérialistes ont trop souvent négligé les leçons de Lénine sur la guerre à la guerre et ont dû être rappelées à l'ordre par le CEIC.

Cette ligne de conduite du CEIC qui est celle de la stratégie de la tactique et de l'organisation léninistes, elle et pas une autre, doit continuer à servir de fil conducteur à toutes les Sections de l'Internationale

La bolchévisation des PC doit être réalisée conformément au testament de Lénine, en prenant en considération l'état de chaque pays.

Ce travail commence à se développer dans ce sens. Cependant dans beaucoup de Sections, les Comités centraux, les groupements et les

membres commencent, quoique lentement, à manifester plus d'activité. Parfois se font remarquer dans les meilleurs partis, l'initiative authentique, l'énergie du choc, la capacité intelligente de manœuvre de la discipline consciente d'organisation de combat, véritablement révolutionnaires.

Il faut mener à bonne fin cette bolchévisation inlassablement, systématiquement et sans relâche. La conscience du rôle de chef révolutionnaire du PC et de l'IC doit entrer dans le sang de chaque organe et de chaque membre du Parti, de façon à susciter de leur part cette fidélité inébranlable qui fait du Parti une organisation bolchévique et de l'Internationale un Parti mondial triomphant.

Présentement, il manque encore beaucoup à l'IC pour être un vrai Parti mondial. Le Congrès rappelle aux Sections leur devoir, plus effectif que jamais, de prendre part à la solution des problèmes internationaux, par l'envoi régulier d'informations et de correspondances, et à la direction collective de l'IC, par la délégation de leurs meilleurs membres au CEIC.

L'expérience a montré qu'il est souvent impossible de convoquer les congrès nationaux après le congrès mondial. Le congrès supprime cette obligation. Les congrès nationaux (ordinaires et extraordinaires) ne peuvent cependant être convoqués que d'accord avec le CEIC.

Le Congrès charge le CEIC de veiller plus strictement encore que jusqu'ici à la discipline de fer de toutes les Sections et de tous les dirigeants. Il constate que dans certains cas le CEIC, pour ne pas nuire au prestige de camarades de grand mérite, n'est pas intervenu avec l'énergie suffisante contre les infractions à la discipline. Il charge le CEIC, le cas échéant, d'agir avec plus de décision et de ne pas reculer devant les mesures exceptionnelles. Dans chaque pays et dans les organisations communistes, il faut travailler à fondre les Sections de l'IC en un seul et même Parti mondial.

Avec cette ferme décision, l'Internationale affrontera les prochains combats, plus riche d'expériences, plus forte que jamais, plus pleine encore de volonté de lutte et de confiance en la victoire.

# Résolution sur la Tactique

## 1. — La Situation Internationale

### 1. La phase démocratico-pacifiste

Ce qui frappe surtout lorsqu'on considère l'état politique international actuel, c'est le début d'une phase démocratico-pacifiste. Ce zigzag de la politique de la bourgeoisie avait été prédit par le 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC qui se tint à l'apogée de la réaction universelle.

Cette apparence de phase démocratico-pacifiste est à l'heure actuelle caractérisée par les faits suivants:

En Angleterre un gouvernement soi-disant «travailliste» ayant à sa tête les chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale, est au pouvoir. En France, les élections ont donné la victoire au bloc des gauches et le Parti Socialiste, un des plus importants de la 2<sup>e</sup> Internationale, est pratiquement une partie intégrante du gouvernement.

En Allemagne, la propagande pour le rapport des experts dénote une tendance au renforcement des illusions démocratico-pacifistes et de la social-démocratie, interprète de cette politique; par contre les classes dominantes prétendent se servir de ce rapport des experts et de la social-démocratie pour redoubler de cynisme et de brutalité dans l'exploitation des travailleurs et la répression du mouvement révolutionnaire. La social-démocratie demeure, sous quelque aspect que ce soit, un Parti collaborant au pouvoir avec la bourgeoisie et, d'une façon ou de l'autre, consolidant la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat.

En Allemagne, malgré le résultat des élections parlementaires, qui ont fortifié les deux ailes extrêmes, un gouvernement d'opinion moyenne reste au pouvoir, s'appuyant également en fait sur la social-démocratie qui sous des aspects divers demeure un Parti gouvernemental de la bourgeoisie et coopère, d'une façon ou d'une autre, à l'exercice de sa dictature contre le prolétariat.

En Amérique a triomphé l'aile démocratico-pacifiste de l'impérialisme, qui consent à intervenir dans les affaires européennes et est prête soutenir les conclusions des Experts. Le mouvement croissant pour la formation d'un tiers Parti petit-bourgeois donne également une idée du progrès des dispositions démocratico-pacifistes.

Au Japon, la bourgeoisie «démocratique» marche également à la conquête du pouvoir et se prépare à remplacer au gouvernail le Parti féodal. Le changement récent de gouvernement est aussi interprété comme une victoire de la «démocratie» et du pacifisme.

Au Danemark, un gouvernement soi-disant ouvrier, ayant à sa tête un des représentants les plus en vue de la 2<sup>e</sup> Internationale, est au pouvoir.

En Belgique, les prochaines élections peuvent amener au pouvoir les chefs du Parti «ouvrier» qui sont déjà de fait ministres sans portefeuille.

En Autriche, la social-démocratie a remporté une grande victoire électorale et elle constitue pratiquement une des colonnes du régime bourgeois.

En Tchécoslovaquie, en Pologne et aussi particulièrement dans des Balkans, où la bourgeoisie est sous la dépendance des impérialistes des grandes puissances de l'Entente, s'annonce la répercussion des changements qui ont eu lieu en Angleterre et en France.

### 2. Le sens réel de l'étape actuelle de la politique internationale

En réalité ce qui se passe n'est nullement l'aurore d'une stabilisation de l'ordre capitaliste consolidé fondé sur la «démocratie» et la paix. C'est seulement un paravent avec lequel la réaction, bourgeoisie universelle exacerbée trompe une fois de plus le peuple.

Non seulement la phase «démocratico-pacifiste» n'a pas abouti et ne peut aboutir à la réduction des armements, mais ces armements



ne font que croître avec une vitesse effrayante. Les intrigues de la diplomatie secrète sont plus florissantes que jamais. Chaque démocratie s'arme plus ou moins ouvertement en vue de conflits impérialistes inconciliables avec une démocratie «amie».

Le conflit fondamental entre les impérialismes américain et japonais n'est nullement réglé. Le mobile intérieur de ce conflit, qui amènera nécessairement à une nouvelle explosion de guerres impérialistes, continue son action mécanique.

Les oppositions d'intérêts entre les coteries impérialistes d'Angleterre et de France ne sont nullement résolues par la victoire de la «démocratie» dans l'un et l'autre pays. Il n'y a que la forme de changée.

Le pillage des colonies et des pays semi-coloniaux demeure la condition naturelle du «progrès», et de la «civilisation».

### **3. La conclusion des experts**

L'Évangile du «pacifisme» et de la «démocratie» contemporains ce sont les conclusions des experts. En réalité ce document a pour but l'exploitation des travailleurs d'Allemagne et constitue une tentative d'impérialistes, bien encore ennemis, pour rétablir leurs affaires aux dépens des travailleurs de leurs propres pays.

L'occupation de la Ruhr n'a pas abouti au résultat attendu par les impérialistes français. Le pillage déclaré n'a pas réussi.

La seule issue aux problèmes des réparations est dans un détournement prolongé, couvert sous des phrases démocratico-pacifistes.

C'est à quoi procèdent les impérialistes de l'Entente, soutenu par les éléments les plus intéressés de la bourgeoisie allemande et par la social-démocratie au service de la bourgeoisie.

Les conclusions des experts, auxquelles se rallie toute la social-démocratie internationale contre-révolutionnaire, sont véritablement le document le plus honteux de notre temps. C'est la corde au cou des travailleurs non seulement d'Allemagne, mais de nombre d'autres pays.

En appuyant les conclusions des experts, la social-démocratie ne trahit pas moins la cause ouvrière que lors de la guerre impérialiste, car les conclusions des experts ne sont que la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Les conclusions des experts même si elles reçoivent un commencement d'exécution, ne peuvent en aucune façon résoudre les conflits d'intérêts entre les divers groupements impérialistes. Ces d'intérêts ne tentent de s'accorder actuellement sur le papier que pour s'entrechoquer avec une force décuplée à bref délai.

### **4. La situation internationale de l'URSS**

La seule contrée qui poursuive systématiquement et jusqu'au bout sa politique de paix, c'est l'URSS. Le premier pays où la Révolution prolétarienne a triomphé, entouré de tous côtés d'ennemis bourgeois, poursuit héroïquement et infatigablement une politique de paix.

Pendant la période qui vient de s'écouler, l'URSS a sensiblement fortifié sa situation internationale. La prospérité croissante à l'intérieur, l'appui de tout ce qu'il y a de honnête et de conscient dans la classe ouvrière internationale et l'habile politique du gouvernement soviétiste ont conduit à la reconnaissance de jure de l'URSS par quelques-uns des États les plus puissants du monde.

Cependant c'est pas impossible que précisément cette phase démocratico-pacifiste soit marquée pour le premier État prolétarien par de nouvelles difficultés, est hors de doute que la fraction la plus traîtresse de la «démocratie» travaille actuellement à constituer en politique internationale un front unique contre l'URSS pour mettre à genoux la Révolution prolétarienne victorieuse et la forcer à payer les vieilles dettes du tsarisme, soit sous une forme analogue aux conclusions des experts, soit sous une autre.

Il ne faut pas oublier que l'ère démocratico-pacifiste est une des dernières phases du capitalisme, plus la position devient difficile pour la bourgeoisie internationale, et plus une aventure militaire contre l'URSS devient vraisemblable.

La participation des social-démocrates aux gouvernements «démocratiques» ne fait qu'augmenter le danger. Les chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie dans leur haine sans borne des Soviets, se résoudront encore plus vite une aventure militaire que certains bourgeois.

La classe ouvrière doit être prête à ce que la réaction qui opère aujourd'hui sous le pavillon



du pacifisme «démocratique» arrive à créer ce front unique contre l'URSS. Les ouvriers du monde entier lutteront avec un dévouement sans réserve contre cette politique des classes dominantes et feront le nécessaire pour briser la chaîne avant qu'elle se soude.

## **5. La politique internationale de la social-démocratie**

La social-démocratie contre-révolutionnaire, qui au mois d'août 1919 a dû jeter le masque et soutenir ouvertement dans chaque pays sa bourgeoisie, suit aujourd'hui la même politique sous une forme déguisée. Partout où elle est une force importante elle soutient comme par le passé «ses» impérialistes, en masquant cette trahison des mots sonores de démocratie et de

Ce sont les chefs de la social-démocratie qui sont actuellement des partisans les plus ardents et des conclusions des experts, et d'un nouvel isolement de l'URSS, avec même attaque directe du capital international contre la première Révolution prolétarienne du monde. Cependant pour endormir la vigilance des masses ils prodiguent dans leurs Congrès les phrases mensongères sur la grève générale, comme moyen d'empêcher la guerre.

Entre les chefs politiques de la bourgeoisie et ceux de la Social-démocratie contre-révolutionnaire il y a seulement division du travail: les premiers créent une apparence d'ère démocratico-pacifiste, les seconds tâchent de développer les illusions «démocratico-pacifistes» au sein des classes laborieuses.

## **2. — Le Problème du Pouvoir**

### **1. L'ébranlement du régime bourgeois**

Le régime bourgeois a pour un certain laps de temps sauvé son existence, bien que la première guerre impérialiste mondiale ait provoqué sur la fin une immense explosion de mécontentement populaire spontané. Les forces du prolétariat international n'étaient pas suffisamment organisées. Les Partis de coup d'État prolétarien étaient trop faibles et c'est pourquoi la victoire de la révolution prolétarienne à la fin de la guerre impérialiste était impossible.

Mais cette guerre n'en a pas moins causé des secousses profondes. Ses suites se manifesteront encore pendant bien des années. Ses conséquences sociales et politiques ne sont encore qu'esquissées.

Les traités impérialistes n'ont été, comme l'occupation de la

Ruhr l'a montré, qu'une continuation de la guerre avec d'autres moyens; ils n'ont pas guéri les blessures faites par la guerre. Les conséquences de la guerre ne sont pas écartées et ne le seront pas par les méthodes capitalistes.

En tout cas, à la suite de la première guerre impérialiste mondiale, le régime capitaliste apparaît sapé et ébranlé à la fois économiquement et politiquement. Les symptômes de la fragilité du capitalisme se montrent parfois avec une évidence plus frappante encore dans la politique que dans l'économie.

Le changement rapide et incessant des gouvernements est un de ces symptômes. Dans maints pays le problème du pouvoir est à l'ordre du jour, sous une forme inconnue avant la guerre.

### **2. Les deux politiques de la bourgeoisie**

L'après-guerre et en partie la période qui la précède ont révélé deux tendances politiques de la bourgeoisie: L'une franchement réactionnaire et l'autre démocratico-réformiste. L'incarnation la plus marquante de la première est Poincaré et de la seconde Lloyd George.

Dans ces années de crise révolutionnaire, ce phénomène n'est pas fortuit. Quand le sol tremble sous les pieds de la bourgeoisie, quand l'ère «normale» de sa domination stable entre dans le passé, quand les événements révolutionnaires s'annoncent manifestement et les forces du coup d'État prolétarien grandissent, deux systèmes de politique doivent nécessairement se présenter aux chefs de la classe dominante: l'un qui voudrait écraser et réprimer les forces révolutionnaires avant qu'elles aient grandi, par une furieuse campagne contre elles; l'autre, à plus longues vues, qui au moyen de petites concessions, en corrompant les dirigeants de la classe ouvrière, en un mot par la démocratie, le pacifisme et le réformisme, s'efforce de modifier le rapport des forces en faveur de la bourgeoisie.

### **3. Entre la social-démocratie et le fascisme**

La bourgeoisie ne peut plus gouverner avec les anciennes méthodes. C'est un des symptômes de l'approche lente, mais sûre, de la révolution prolétarienne. La bourgeoisie a recours tantôt aux bons offices du fascisme et tantôt à ceux de la social-démocratie. Dans les deux cas, elle

tâche de masquer le caractère capitaliste de sa domination et de lui donner des traits plus ou moins «populaires».

Fascistes (première période de Mussolini) et social-démocrates (première période de Noske) servent la bourgeoisie en tant qu'organisation de combat, bandes armées, troupes de choc contre l'armée prolétarienne naissante.

Avec l'aide du fascisme et de la social-démocratie, la bourgeoisie essaye de regrouper les forces sociales en fabriquant l'apparence d'une victoire politique de la petite bourgeoisie et d'une participation du peuple à l'exercice du pouvoir.

#### **4. La social-démocratie, tiers Parti de la bourgeoisie**

En Amérique il se fait beaucoup de bruit autour de la création d'un tiers Parti de la bourgeoisie (la petite bourgeoisie). En Europe, la social-démocratie est déjà en un certain sens ce tiers Parti.

La chose est particulièrement visible en Angleterre, où, aux deux Partis classiques de la bourgeoisie qui jadis se relevaient pratiquement l'un l'autre au pouvoir, c'est ajouté comme facteur gouvernemental le Labour Party, qui fait en réalité à peu près la politique d'une des ailes de la bourgeoisie. Les chefs traîtres du Labour Party sont appelés à coopérer plusieurs années, sous une forme ou sous une autre, à l'exercice du pouvoir de la bourgeoisie.

Il est également hors de doute qu'en France, en Angleterre et dans beaucoup d'autres pays, les leaders de la 2<sup>e</sup> Internationale jouent le rôle de misérables bourgeois et sont pratiquement à la tête d'une fraction de la bourgeoisie «démocratique».

Depuis longtemps déjà l'aile droite du mouvement ouvrier, dégénère de plus en plus en aile gauche de la bourgeoisie et par endroits en aile du fascisme. C'est pourquoi il est historiquement faux de parler de victoire du fascisme sur la social-démocratie. Le fascisme et la social-démocratie (dans la mesure où il s'agit des dirigeants) sont la main droite et la main gauche du capitalisme contemporain ébranlé par la première guerre impérialiste mondiale et par les premières révoltes des travailleurs.

#### **5. La social-démocratie de nouveau au pouvoir**

Pendant la guerre et immédiatement après la guerre nous avons vu les leaders de la 2<sup>e</sup>

Internationale au pouvoir dans un certain nombre de pays. Le fait s'expliquait par le besoin pratique brutal des impérialistes d'opposer le mouvement ouvrier des pays ennemis.

À l'heure actuelle la bourgeoisie invite les chefs de la social-démocratie à partager le pouvoir pour la seconde fois. En situation «normale» et sans guerre, ce phénomène témoigne de l'instabilité de l'hégémonie bourgeoise, de colossales anormalités et de terribles crises que recèle pour la bourgeoisie cette situation normale.

#### **6. Entre la terreur blanche et les «gouvernements ouvriers»**

Malgré une apparence de consolidation du régime bourgeois sa puissance est en réalité de plus en plus minée. La position devient de plus en plus instable. Le parlementarisme vit ses derniers moments. Sur les ruines du vieux parlementarisme, la bourgeoisie a de plus en plus de peine à bâtir un équilibre tant soit peu solide. Les dernières élections en France et en Allemagne en sont une illustration: voilà deux Parlements bourgeois de deux grands États d'Europe qui n'ont pas de majorité stable. La bourgeoisie sera ballottée d'un côté à l'autre de la terreur blanche au «gouvernement ouvrier».

Il peut arriver que dans un avenir prochain nous voyons des «gouvernements ouvriers» non pas dans un pays ou dans deux, mais dans beaucoup. Ils seront le résultat de la lutte du prolétariat pour le pouvoir et des hésitations de la bourgeoisie, inévitables dans la période actuelle.

Objectivement, ces «gouvernements ouvriers», peuvent être un progrès en ce sens qu'ils témoigneront de la dislocation progressive du régime bourgeois et du manque de suite dans la politique des classes dominantes. Le gouvernement «ouvrier» contre-révolutionnaire (en réalité, libéral) de McDonald est un progrès.

Mais le rôle des véritables partisans de la révolution prolétarienne doit consister non pas à porter aux nuées de semblables gouvernements «ouvriers», mais à grouper l'armée prolétarienne pour la lutte révolutionnaire intransigeante et franchir au plus vite ce gouvernement soi-disant ouvrier pour faire triompher la dictature du prolétariat.

## **7. La signification objective et les perspectives probables de la phase démocratico-pacifiste**

La signification objective de la phase démocratico-pacifiste que nous traversons consiste en ceci que la bourgeoisie ne peut plus se maintenir au pouvoir au moyen des anciennes méthodes. Elle est l'expression de la faiblesse du régime capitaliste et de son déclin.

Les gouvernements démocratico-pacifistes, actuellement au pouvoir, de même que tous les gouvernements de type analogue qui peuvent y venir, non seulement ne mèneront pas une politique réellement démocratique et pacifique, mais au contraire se teinteront très vite de fascisme. La lutte de classes, loin de se calmer, s'exaspérera encore dans le cadre de cette «démocratie», de ce «pacifisme». L'alternance des régimes (démocratie-fascisme-démocratie) sapera encore plus profondément la base du capitalisme déjà ébranlée. De chaque changement les masses populaires et, au premier chef, les masses prolétariennes, sortiront enrichies d'expérience politique et plus décidées à la lutte, tandis que la bourgeoisie et les leaders social-démocrates qui la servent en sortiront chaque fois affaiblis, plus démoralisés et perdant davantage la foi en eux-mêmes et en leur politique.

Ainsi croîtront les forces de la Révolution prolétarienne, jusqu'au jour de sa victoire décisive.

## **3. — La Création de Grands PC, Problème Central de Toute une Époque**

### **1. La crise du capitalisme et le facteur subjectif**

Si la bourgeoisie mondiale n'a pas été vaincue au terme de la guerre impérialiste, c'est surtout parce que nous n'avions pas dans les pays décisifs de grands PC capables d'organiser la Révolution et de mener au combat les masses spontanément levées contre les fauteurs de la guerre. Le capitalisme a dû à cette circonstance un certain répit.

À un moment où le capitalisme ne peut plus régner sans la social-démocratie, où le mal qui le mine, bien que chronique, devient de plus en plus irrémédiable, le facteur subjectif c'est-à-dire le degré d'organisation du prolétariat et de son avant-garde, les PC, devient dominant.

## **2. Aux masses**

Le mot d'ordre, lancé par le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial: *Aux masses!*, reste en vigueur totalement. Les succès remportés par l'IC dans la période écoulée n'en sont que les premiers fruits. Certaines Sections ne les ont pas encore consolidés, et si, dans la conquête des masses, nous n'avancions pas, nous pouvons facilement reculer.

### **3. La conquête de la majorité**

Le 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès s'expriment de la façon suivante au sujet de la conquête de la majorité:

«§3. La conquête de la majorité:

Dans ces conditions, l'indication fondamentale du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial: «Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classes», subsiste dans toute sa force.

La conception suivant laquelle, dans l'équilibre instable actuel de la société bourgeoise, la plus grave crise peut subitement éclater par suite d'une grande grève, d'un soulèvement colonial, d'une nouvelle guerre, ou même d'une crise parlementaire, garde toute sa force aujourd'hui encore plus qu'à l'époque du 3<sup>e</sup> Congrès. Mais c'est précisément pour cela que le facteur «subjectif» c'est-à-dire le degré de conscience, de volonté, de combat et d'organisation de la classe ouvrière et son avant-garde, acquiert une importance énorme.

La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée; c'est la tâche essentielle de l'IC à présent comme auparavant.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux l'IC a deux tâches: 1) créer un noyau de PC qui défend les intérêts généraux du prolétariat, et 2) appuyer de toutes ses forces le mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme, devenir l'avant-garde de ce mouvement et mettre en relief et renforcer le mouvement social au sein du mouvement national.

Le 5<sup>e</sup> Congrès confirme intégralement les formules des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès. Il repousse catégoriquement comme erronées, d'une part, les tendances de droite qui exigent la conquête préalable de la majorité statistique de toute la classe ouvrière et estime ne saurait être question de batailles révolutionnaires sérieuses avant l'acquisition au communisme de 99% des travailleurs; et d'autre part, l'opinion de

l'extrême-gauche qui n'a pas encore compris la portée universelle et décisive du mot d'ordre: Aux masses! et, qui a l'air parfois de croire que les PC peuvent être des organisations d'une minorité prolétarienne terroriste et que, sans embrasser les masses; ils peuvent les conduire au combat n'importe quand.

#### 4. — Les Conditions de la Formation de PC de Masse

Ces conditions sont les suivantes:

§1. **La construction du Parti sur la base des Cellules d'usines.** L'immense majorité des PC d'Europe conserve les vieux principes d'organisation, empruntés à la social-démocratie. C'est le vestige d'une époque où le Parti était considéré comme une machine électorale auxiliaire. Il ne peut être question de créer un PC de masses sérieux et solide tant que ce Parti n'a pas à sa base des Cellules dans les entreprises mêmes (la même remarque se rapporte aux jeunesses, aux femmes, etc...)

Ce n'est pas seulement une question d'organisation, c'est une question profondément politique. Aucun PC ne pourra mener au combat des masses prolétariennes décisives ni vaincre la bourgeoisie tant qu'il n'aura pas une base solide à l'usine et tant que chaque grande entreprise ne sera devenue une citadelle du PC

§2. **L'action communiste à l'intérieur des syndicats.** La formation effective, et non-verbale, d'un réseau de fractions communistes dans les syndicats (légalement si possible, illégalement là où il le faut), une campagne systématique, prolongée pendant des années pour la conquête des syndicats, la réponse à l'invitation des leaders social-démocrates à la scission et à la désertion par un effort encore plus grand d'unité au sein même des syndicats, voilà encore des prémices essentielles de la formation de PC de masses solides.

§3. **La Fondation des Comités d'usines.** Le mouvement des Comités d'usines est une nouvelle forme d'organisation du prolétariat, dont il sortira peu à peu de nouveaux syndicats réellement révolutionnaires et qui, dans des circonstances favorables, servira d'embryon aux Soviets de députés ouvriers. Le PC qui n'a pas encore réussi à faire naître un sérieux mouvement de Comités d'usines ou à conquérir une influence importante dans le mouvement

déjà existant, ne peut être considéré comme un PC de masse.

La solution des problèmes énumérés dans ces 5 paragraphes constitue la condition essentielle et élémentaire de l'existence de grands PC Il est impossible autrement d'aborder sérieusement les autres questions de la politique communiste.

§4. **Le Parti et les paysans.** Non seulement dans les pays agraires et semi-agraires, mais aussi dans les pays typiquement industriels, la crise provoquée par la guerre impérialiste a réduit des fractions importantes de la population paysanne beaucoup plus accessibles aux idées révolutionnaires des communistes. Le prolétariat ne peut vaincre ni édifier le régime des Soviets s'il n'a pas, longtemps avant, travaillé à neutraliser certains éléments de la classe paysanne et à gagner les sympathies de certains autres. Les PC qui veulent devenir de grands Partis révolutionnaires ne peuvent se contenter d'avoir des thèses sur la question paysanne, ils doivent savoir établir un contact vivant entre l'avant-garde prolétarienne et l'élite des paysans. Ce contact (qui présente une énorme importance pour leur liaison avec l'armée recrutée surtout parmi les paysans) peut être obtenu principalement par l'intermédiaire des ouvriers. Il faut prendre pour règle que les ouvriers révolutionnaires des entreprises où les communistes jouissent d'une grande influence envoient systématiquement dans les campagnes de grandes délégations et recueillent pour cela les ressources matérielles nécessaires. Le manque d'attention pour question paysanne est un vestige de social-démocratie. Les PC qui n'ont pas su organiser l'action révolutionnaire chez les paysans ne peuvent être reconnus comme des Partis de masse posant sérieusement la question de la conquête du pouvoir. Il va de soi que nos Sections n'en demeurent pas moins des Partis ouvriers marxistes et ne doivent pas dégénérer en Partis ouvriers et paysans.

§5. **La question des nationalités.** Dans un certain nombre de pays, le partage du monde, effectué après la guerre impérialiste, a renforcé l'oppression et l'enchevêtrement des nationalités. En Europe, et plus encore dans les colonies et semi-colonies, s'est accumulée une quantité de matières explosives capables de faire sauter la domination bourgeoise. Une bonne politique des communistes dans la question nationale, telle qu'elle est fondée en détail dans les thèses du 2<sup>e</sup> Congrès Mondial, est une des parties essentielles de la conquête des



masses et de la préparation d'une révolution victorieuse. Le nihilisme et les déviations opportunistes dont font preuve à l'égard de la question coloniale un certain nombre de PC est le point faible de ces Partis qui, s'ils persistent dans leur erreur, ne pourront jamais remplir leur mission historique.

## **5. — Entre Deux Vagues de la Révolution Proletarienne**

Au cours de l'année dernière ont apparu les premiers indices d'une nouvelle vague révolutionnaire. Les combats d'Allemagne, les insurrections de Bulgarie et de Pologne, les grandes grèves économiques de plusieurs autres pays, annoncent de nouveaux événements révolutionnaires. Ce sont précisément les époques intermédiaires entre deux révolutions ou entre deux vagues révolutionnaires qui sont d'ordinaire grosses de déviations opportunistes vers la droite et de déviations d'extrême-gauche vers une passivité cachée sous le radicalisme des mots, vers un menchévisme à rebours.

## **6. — Guerre Sans Merci aux Déviations Opportunistes de Droite**

La période écoulée entre le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> Congrès a montré des déviations opportunistes, dans le mouvement communiste, plus fortes qu'on n'aurait pu le soupçonner. Un certain nombre de Sections, venues de la social-démocratie, en ont apporté des résidus de traditions non encore effacées. À mesure que les Partis de l'IC deviennent des Partis de masse, les déviations de droite peuvent être plus dangereuses.

Au Congrès, le fait s'est définitivement éclairci que, dans certains des pays les plus importants pour le mouvement ouvrier, les représentants de la droite ont essayé de déformer la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan en l'interprétant comme une étroite alliance politique, comme une coalition organique de «tous les Partis ouvriers», c'est-à-dire comme l'union politique des communistes avec la social-démocratie. Pour l'IC, la tactique du front unique avait pour but principal de combattre les chefs de la social-démocratie contre-révolutionnaire et de libérer les ouvriers social-démocrates de leur influence; la droite l'a interprétée comme équivalant à une union politique avec la social-démocratie.

Le Congrès condamne résolument cette déviation petite-bourgeoise, repousse catégoriquement l'altération de la tactique du front unique qui s'est marquée dans plusieurs Sections et déclare qu'il combattra sans merci cette politique radicalement contraire aux décisions de l'IC.

## **7. — Les Déviations d'Extrême-gauche**

Le bolchévisme s'est constitué dans une lutte acharnée non seulement contre le menchévisme et le centrisme, mais aussi contre les déviations d'extrême-gauche. L'IC, organisation internationale du bolchévisme, fait dès ses premiers jours une guerre impitoyable à la fois à l'opportunisme de droite et aux déviations d'extrême-gauche qui souvent ne sont que le revers de l'opportunisme.

Entre le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> Congrès, les déviations d'«extrême-gauche» ont revêtu un aspect particulièrement dangereux dans la question du travail dans les syndicats réactionnaires. Le mouvement en faveur de l'abandon des syndicats est gros de dangers immenses pour le communisme. Si l'IC ne donne pas une riposte catégorique à ces tendances qui font uniquement le jeu des chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie, désireux d'être débarrassés de la présence des communistes dans les syndicats, nous n'aurons jamais de Partis véritablement bolchéviks.

Les déviations d'«extrême-gauche» se sont manifestées également dans le rejet par principe de la manœuvre en général et, en particulier, dans l'incompréhension de la tactique du front unique, dans une mauvaise volonté à la mettre en pratique, ou bien dans son admission seulement en matière économique et pas en politique, etc. Mais la manœuvre ne doit naturellement pas donner prétexte à méthodes opportunistes.

Tout en combattant sans merci les déviations opportunistes de droite, l'IC doit systématiquement expliquer la terreur et la nocivité de la déviation d'«extrême-gauche», hostile la création de Partis de masses aptes à la manœuvre.

## 8. — La Tactique du Front Unique

En dépit de grandes erreurs opportunistes et de sa déformation par la droite au point d'entraîner parfois une dégénération des PC, la tactique du front unique, entre le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC, a en somme été utile et nous a rapprochés de la transformation de plusieurs Sections en grands Partis.

Pendant la période où les PC des principaux pays restent en minorité, où la social-démocratie, par suite de toutes sortes de circonstances historiques, entraîne encore à sa suite une fraction considérable du prolétariat, où l'offensive capitaliste continue sous une forme ou sous une autre, où la classe ouvrière n'a pas encore la force même de se défendre sérieusement, la tactique du front unique était et demeure absolument juste et indispensable.

L'expérience de la tactique du front unique, à laquelle l'IC a déjà fait allusion, demeure et il est apparu que de simples formules ne mènent plus à rien, que, dans la période actuelle, les Partis de l'IC ne peuvent rien entreprendre avec la tactique du front unique en soi et que cette tactique, de méthode bolchévique et révolutionnaire, menace de se changer en tactique opportuniste et en source de révisionnisme.

La tactique du front unique est simplement un moyen d'agiter et de mobiliser les masses pour toute une période. Vouloir interpréter cette tactique comme une coalition politique avec la social-démocratie contre-révolutionnaire, c'est un opportunisme repoussé par l'IC.

La tactique révolutionnaire du front unique n'est justement appliquée que si chaque Section, en pleine conscience de ses dangers et sans adopter des formules mécaniques, se propose concrètement de mobiliser les masses pour certains buts et revendications partiels, de les organiser, pour toujours s'orienter sur la révolution et l'entraînement au combat de la majorité des couches décisives du prolétariat afin de réaliser enfin l'assaut à la bourgeoisie.

1. La tactique du front unique par en bas est nécessaire toujours et partout, à l'exception peut-être des rares moments de lutte décisive où les ouvriers révolutionnaires communistes doivent tourner leurs armes même contre les groupes du prolétariat qui, dans leur inconscience, se battent contre nous. Mais même

dans ces moments exceptionnels, il faut faire tout son possible pour réaliser l'unité par en bas avec les ouvriers qui ne marchent pas encore avec les communistes. L'expérience de la révolution russe et de la lutte révolutionnaire en Allemagne a montré que cela est possible.

2. L'unité par en bas et les pourparlers par en haut à la fois sont une méthode à employer assez souvent dans les pays où la social-démocratie est encore une force. Ces pourparlers avec les chefs ne doivent pas lier l'indépendance communiste du Parti. Ici la base doit encore être l'unité par en bas. L'appel aux organes officiels de la social-démocratie (lettres ouvertes, etc.) ne doit pas devenir une routine. Le principal est de créer au préalable parmi les ouvriers (y compris les ouvriers social-démocrates) un état d'esprit favorable à l'action projetée, à la campagne à entamer pour, après seulement, s'adresser aux organes officiels de la social-démocratie, les placer ainsi en face du fait accompli d'une classe ouvrière déterminée ou, s'ils refusent de la soutenir, les démasquer devant les masses.

Il va de soi que les PC doivent conserver leur pleine et entière indépendance et, à tout moment des pourparlers, leur physionomie communiste. À cet effet, tous les pourparlers avec les dirigeants social-démocrates doivent être menés à découvert et les communistes doivent tout faire pour fixer sur eux l'attention des ouvriers.

3. L'unité seulement par en haut est une méthode que l'IC repousse catégoriquement et résolument.

Le plus important est le front unique par en bas, c'est-à-dire l'union réalisée, sous la direction du PC, entre les ouvriers communistes, social-démocrates et sans-Parti d'une entreprise, d'un Comité d'usine, d'un syndicat, d'un seul centre industriel ou de toute une région, d'une profession ou de tout le pays, etc.

Il va de soi que la tactique du front unique peut et doit varier avec la situation concrète de chaque pays et de chaque période. Une application routinière et globale la priverait de toute signification, la transformerait en son contraire.

En concrétisant les méthodes tactiques, il faut tenir compte de toute la situation du pays, de sa structure, de l'état de la Section en portant le centre de gravité sur la mobilisation des masses par en bas, la création d'organes de

combat, la liaison avec les principaux éléments des masses laborieuses (prolétariat, paysans, ouvriers agricoles) qui doivent être appelés au combat.

La tactique du front unique a été et reste une méthode de révolution et non d'évolution pacifique. Elle a été et reste une tactique de manœuvre stratégique révolutionnaire de l'avant-garde communiste entourée d'ennemis et luttant tout d'abord contre les chefs traîtres de la social-démocratie contre-révolutionnaire; elle n'est en aucun cas une tactique d'alliance avec eux. Elle a été et reste une tactique consistant à gagner progressivement à notre cause les ouvriers social-démocrates et les meilleurs des sans-parti, mais en aucun cas à rabaisser nos objectifs au degré de compréhension des ouvriers.

## **9. — Le Gouvernement Ouvrier et Paysan**

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été et est encore compris par l'IC comme une déduction de la tactique du front unique dans l'acception ci-dessus indiquée. Les éléments opportunistes de l'IC ont essayé, dans la période écoulée, d'altérer non seulement le mot d'ordre du front unique, mais aussi celui du gouvernement ouvrier et paysan, en l'interprétant comme un gouvernement "dans le cadre de la démocratie bourgeoise", comme une alliance politique avec la social-démocratie.

Le 5<sup>e</sup> Congrès Mondial repousse catégoriquement une telle interprétation. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est, pour l'IC, traduit dans la langue de la révolution, dans la langue du peuple, la dictature du prolétariat. La formule du gouvernement ouvrier et paysan, née de l'expérience de la Révolution russe, a été et ne peut être qu'un moyen d'agiter et de mobiliser les masses en vue du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'instauration du régime soviétiste. Pour former un gouvernement véritablement ouvrier ou ouvrier et paysan, il faut avant tout renverser la bourgeoisie, qui actuellement détient partout le pouvoir, sauf dans l'URSS Abattre et mettre hors d'état de nuire la bourgeoisie, réprimer sa résistance et créer les prémisses réelles d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, tout cela n'est possible que par le soulèvement armé du prolétariat entraînant les meilleurs des

paysans, et par la victoire de travailleurs dans la guerre civile.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été et demeure la formule pour aborder les masses, l'ensemble des travailleurs.

Dans la période présente, où les chefs social-démocrates s'engagent de plus en plus dans des combinaisons gouvernementales avec la bourgeoisie, tandis que les ouvriers qui suivent encore la social-démocratie sont aux prises avec une misère de plus en plus profonde, il se crée une situation qui est souvent très favorable à l'application de la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan.

Si, précisément dans la période où la social-démocratie officielle devient le "tiers parti" gouvernemental de la bourgeoisie et où ses chefs s'enfoncent de plus en plus dans les combinaisons gouvernementales de la bourgeoisie, nous réussissons, nous autres communistes, par un habile emploi de tactique du front unique, à entraîner un nombre considérable d'ouvriers social-démocrates d'abord dans les combats économiques, puis dans les combats politiques côte à côte avec nous, nous obtiendrons par là même une conjoncture on ne peut plus propre à ruiner l'influence de la social-démocratie et à attirer au communisme de nombreux éléments travailleurs.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan n'est en aucun cas, pour les communistes, une tactique d'accords et de transactions parlementaires avec les social-démocrates. Bien au contraire, l'activité parlementaire des communistes doit, elle aussi, avoir pour objet de démasquer le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie et d'expliquer aux travailleurs la falsification et l'imposture des gouvernements "ouvriers" créés par la bourgeoisie et qui ne sont en réalité que des gouvernements bourgeois libéraux.

## **10. — Revendications Partielles**

La tactique de l'IC non seulement n'exclut pas, mais sous-entend l'emploi, dans notre agitation et dans notre politique, des revendications partielles. Il faut seulement ne pas perdre de vue trois circonstances:

a) les revendications partielles que nous formulons doivent être vivantes, c'est-à-dire pouvoir être soutenues par les travailleurs;



b) elles doivent être dans la ligne de la révolution;

c) elles doivent toujours être rattachées au but final; nous devons aller du particulier au général, des revendications partielles à tout le système de revendications dont l'ensemble constitue la révolution sociale.

Tandis que les réformistes formulent les revendications partielles au lieu et place de la Révolution prolétarienne, les communistes s'en servent pour mieux préparer la révolution prolétarienne. Toute l'agitation des communistes en faveur des revendications partielles le fait de la façon la plus étroite chacune de ces revendications au programme de la Révolution, surtout dans les pays où il y a crise du régime bourgeois.

## **11. — Les Illusions Démocratico-pacifistes**

La situation actuelle engendre inévitablement pour un temps, parmi certains éléments des travailleurs, des illusions démocratico-pacifistes. Les chefs de la social-démocratie feront tout leur possible pour les encourager.

La lutte contre ces illusions, qui sera pour les communistes une des tâches principales de cette période, n'exclut en aucune façon l'application de la tactique du front unique. Bien au contraire, c'est justement l'application habile de cette tactique (participation des ouvriers social-démocrates à la lutte économique des communistes, revendications politiques élémentaires impossibles cependant à satisfaire pour les gouvernements démocratiques et «ouvriers» qui sera le meilleur moyen de venir à bout des illusions démocratico-pacifistes.

L'application de la tactique du front unique ne sera couronnée de succès qu'à une condition: c'est que les illusions démocratico-pacifistes ne pénétreront pas dans nos rangs et que les communistes ne perdront pas de vue les dangers du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan, plus d'une fois signalés par l'IC

## **12. — Occident et Orient**

L'IC est l'organisation de la Révolution universelle. Cependant un certain nombre de circonstances ont fait que ses efforts ont été trop tournés vers l'Occident. Il est indispensable de porter une attention beaucoup plus grande sur l'Orient, au sens le plus large. Aux Indes, au

Japon, en Chine, en Turquie se sont créées les premières Cellules d'un mouvement communiste. Dans tous ces pays commence une vaste lutte économique des ouvriers. L'IC doit accorder une attention renforcée à ce mouvement et en outre prêter son concours au mouvement de toutes les nationalités opprimées contre l'impérialisme, dans l'esprit de la résolution du 2<sup>e</sup> Congrès, en se rappelant que ces mouvements sont une partie intégrante du grand mouvement d'affranchissement qui seul peut conduire à la Révolution non seulement en Europe, mais dans le monde.

## **13. — Deux Perspectives**

L'époque de la révolution internationale est ouverte. La vitesse de son développement et en particulier la vitesse de l'évolution révolutionnaire sur tel ou tel continent, dans tel ou tel pays, est impossible à prévoir avec exactitude. Deux perspectives sont possibles: un développement ralenti de la Révolution prolétarienne n'est pas exclu; d'un autre côté le terrain est à tel point miné sous le capitalisme et ses antagonismes s'exaspèrent avec une telle rapidité que la solution peut intervenir ici ou là à temps très court.

L'IC doit bâtir sa tactique sur ces deux éventualités. Sa manœuvre doit consister à savoir rapidement s'adapter aux changements de vitesse de l'histoire et en tout cas, même si cette vitesse diminue, elle doit rester le grand PC intransigeant de la Révolution prolétarienne et en cette qualité grouper les masses et les former à la lutte révolutionnaire pourvoir.

## **14. — La Bolchévisation des Partis et la Formation du PC Universel**

L'objectif essentiel de cette période de l'IC est la bolchévisation de ses Sections. Ce mot d'ordre ne doit en aucune façon être compris comme la transposition automatique de toute l'expérience du Parti bolchévik aux autres Partis. Les traits essentiels d'un Parti réellement bolchévik se ramènent à ce qui suit:

a) le Parti doit être une véritable organisation de masses, c'est-à-dire, légal ou illégal, se maintenir en contact étroit et indispensable avec les ouvriers et exprimer leurs besoins et leurs espoirs.

b) il doit être capable de manœuvrer, c'est-à-dire ne pas avoir une tactique dogmatique et

sectaire, mais employer contre l'ennemi n'importe quel manœuvre stratégique sans cesser de rester lui-même: c'est la faute capitale de nos Partis de souvent ne pas le comprendre;

c) doit être un Parti essentiellement révolutionnaire et marxiste, poursuivant irrésistiblement son but dans toutes les circonstances et faisant le maximum d'efforts pour rapprocher l'heure de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie;

d) il doit être un Parti centralisé, n'admettant ni fractions, ni tendances, ni groupements, un Parti monolithe fondu d'un seul bloc;

e) doit se livrer dans l'armée bourgeoise à un travail systématique de propagande et d'organisation.

La bolchévisation des Partis, cela signifie le transfert dans nos Sections de tout ce qui dans le bolchévisme a été et est encore d'une portée internationale.

C'est seulement à mesure que les principales Sections de l'IC se transforment en Partis bolchéviks, que l'IC deviendra vraiment le Parti bolchévik universel pénétré du léninisme.

## 15. — Objectifs des Principales Sections de l'IC

1. *Angleterre.* — Dans la situation actuelle, c'est l'Angleterre avec ses possessions qui joue généralement le premier rôle dans toutes les questions internationales. Il s'ensuit que le PC anglais acquiert une importance exceptionnelle. Mettre ce Parti en état de répondre aux tâches qui lui incombent doit être un des objectifs essentiels de l'IC. Le PC anglais, dans ses rapports avec le Gouvernement travailliste, s'est rendu coupable de certaines déviations de doctrine et de tactique. Il doit dans la période qui commence, concentrer ses efforts sur les buts suivants:

a) soutenir et encourager l'aile gauche existant à l'intérieur du Labour Party, de façon à ce qu'il devienne une véritable fraction révolutionnaire, et en même temps développer une action intense au sein de l'opposition syndicale;

b) combattre dans les masses, clairement et sans ambiguïté le «Gouvernement ouvrier» de McDonald en démasquant son caractère bourgeois hostile la masse ouvrière;

c) dans les élections partielles et dans la prochaine campagne électorale, avoir une ligne communiste nette et bien tranchée;

d) conduire les conflits économiques de façon à donner la prépondérance aux organes ouvriers du front unique (Comités de grèves, conseils d'usines, etc.) et à rendre évident aux ouvriers le sens politique de ces conflits;

e) engager une active campagne pour créer des Comités d'action dans les entreprises et dans les syndicats, pour que, par leur pression, ils obligent le Gouvernement à réaliser la partie de son programme qui a laissé tomber, à savoir, la socialisation des chemins de fer et des mines, l'augmentation de l'allocation aux chômeurs, la construction de maisons ouvrières, etc.. C'est en démontrant par la misère quotidienne des ouvriers, la trahison du Gouvernement travailliste, c'est en cherchant à gagner les masses au combat pour les buts énumérés plus haut, que le PC détruira les illusions subsistant à l'égard du Gouvernement du Labour Party;

f) se mettre en liaison avec les colonies, soutenir les mouvements de libération nationale des pays coloniaux, traiter systématiquement les questions du militarisme, du marinisme, du désarmement, des rapports de l'Angleterre avec la Russie soviétiste et la France impérialiste, du rapport des experts;

g) s'appliquer à s'étendre son influence sur les sans-travail;

h) travailler à la réforme intérieure du parti, au recrutement de nouveaux membres parmi les ouvriers; à la constitution de Cellules d'entreprises, l'éducation communiste des membres, à l'extension des connaissances sur le mouvement ouvrier international.

*France.* — Le Congrès enregistre avec satisfaction les progrès sensibles faits par le Parti français, qui a exclu tous les éléments douteux et devient un véritable Parti du prolétariat.

Cependant il signale au Parti frère de France l'instante nécessité:

a) de créer un véritable appareil, sans lequel l'existence d'un Parti prolétarien est impossible;

b) de travailler sérieusement les centres industriels particulièrement ceux où, comme l'ont montré les dernières élections, les socialistes jouissent encore d'une grande influence. Paris est indubitablement d'une grande importance, mais on ne saurait songer à la victoire tant que les principaux centres industriels ne seront pas acquis;

c) de faire un sérieux travail parmi les paysans;

d) d'appliquer comme il convient la tactique du front unique. Les chefs du socialisme français n'ont pas osé entrer ouvertement dans le gouvernement Herriot, mais ils en font partie en fait. De là la nécessité de changer notre mode d'agitation, tout en restant dans les limites de la tactique du front unique;

e) d'accorder la plus sérieuse attention à la création de Cellules d'entreprises, sans quoi il ne peut y avoir de PC de masse;

f) la Seine doit se proposer d'avoir sous peu 25,000 membres. La même campagne de recrutement doit être faite partout;

g) de faire tout pour créer un vaste mouvement de Comités d'usines;

h) de venir à bout des vestiges des tendances de droite et de rassembler tout le Parti sous le drapeau du PC en constituant un centre solide et vraiment capable de fonctionner. Tous frottements entre la gauche et l'ancien centre doivent cesser. Tout le Parti doit être une gauche ne faisant qu'un avec le PC;

i) de raffermir à tout prix les liaisons internationales et avant tout d'entretenir un contact constant avec le Parti allemand. La grosse industrie française joue un rôle d'une importance toujours croissante dans les antagonismes impérialistes et dans la politique intérieure. Le PCF a à combattre l'influence croissante de cette grande industrie, avant tout à propos de l'exécution du rapport des experts et en accord étroit avec le Parti allemand.

j) de hâter l'entrée, dans le Parti de tous les éléments communistes membres de la CGTU.

Les chefs de la CGTU doivent prendre une position plus nette contre l'anarchisme et le syndicalisme vulgaire de la vieille école. Dans cette lutte aucune place ne doit être accordée à la théorie fautive de la neutralité dans les questions fondamentales touchant le communisme.

Il ne faut pas oublier un seul instant que, malgré tous les progrès accomplis, ni le Parti, ni les syndicats révolutionnaires n'ont encore vraiment gagné les masses et consolidé leur influence organiquement, de sorte qu'ils ne sont pas encore l'avant-garde authentique du prolétariat français.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan reste particulièrement opportun dans la France contemporaine. La propagande de ce mot

d'ordre dans l'esprit du 5e Congrès sera l'axe de toute agitation du PC français.

2. *Allemagne.* — Dans son essence les perspectives de la Révolution restent les mêmes que celles qui ont été tracées par l'Exécutif en automne 1923. Il se peut que la victoire du pacifisme démocratique en Angleterre et en France redonne une certaine force à la bourgeoisie et à la social-démocratie d'Allemagne. Les illusions démocratico-pacifistes venant par ricochet d'Angleterre et de France, peuvent atteindre l'Allemagne. Il n'est pas exclu que les gouvernements de MacDonald et d'Herriot relèvent provisoirement le prestige parlementaire de la social-démocratie allemande et même la remettent en selle. Tout cela complique la situation politique et rend possible une évolution lente. Il n'en est pas moins vrai que la situation internationale de la bourgeoisie et de la social-démocratie allemandes reste absolument désespérée, si disposées qu'elles soient à renier trois fois l'intérêt de la «patrie» et à bénir les Experts. La crise intérieure peut s'aggraver très rapidement. Cela est attesté par les grands combats de classes de ces derniers temps.

La crise du Parti, en somme est surmontée. Mais pour en rendre le retour impossible, le CC actuel doit: d'une main de fer donner la riposte à toute tendance d'abandon des syndicats social-démocrates; engager tous les militants à appliquer en conscience la tactique du PC et du Congrès de Francfort dans les syndicats; opérer énergiquement et résolument la réorganisation du Parti sur la base des Cellules d'entreprises; cela rendra des services inappréciables en particulier en cas de travail illégal; repousser catégoriquement et impitoyablement les tendances qui, sous les masque du radicalisme, veulent introduire dans le Parti le révisionnisme théorique et les déviations mencheviques; utiliser tous les militants indépendamment de leur appartenance à telle ou telle des anciennes fractions; appliquer énergiquement et fermement les principes du PC sur la question paysanne; faire de même pour la question nationale; au travail parlementaire, unir l'intransigeance et la brutalité communiste au savoir faire; accorder beaucoup plus d'attention au mouvement des Comités d'usines.

Le CEIC et toutes les Sections sœurs doivent offrir au CC du PCA un concours illimité. Dans ces conditions le Parti n'aura aucune difficulté à maîtriser les déviations de droite qui lui ont

porté un si grand préjudice et qui ci et là peuvent encore renaître.

3. *Tchécoslovaquie.* — Les tendances de droite qui en Allemagne sont arrivées à leur terme logique et, par conséquent ont manifesté toute leur inconsistance, ont été observées et s'observent encore clans le Parti tchécoslovaque aussi. Si elles n'y ont pas fait aussi évidemment faillite qu'en Allemagne c'est simplement parce que le cours de la vie politique tchécoslovaque est plus lent. Au sein de l'IC, les Sections prennent connaissance de leurs fautes réciproques et peuvent ainsi les éviter. C'est ce que doit faire le Parti tchécoslovaque, qui est constitué pour la plupart par d'excellents éléments prolétariens, mais qui cependant n'est pas arrivé encore à se transformer en un véritable Parti bolchévik. Il lui faut:

- a) redresser sa ligne théorique;
- b) reconnaître l'erreur des formules qui figurent dans les Résolutions de Prague et de la dernière Conférence de Brunn;
- c) inspirer à tout le Parti l'opinion qu'il ne

suffit pas d'embrasser les masses, mais qu'il est nécessaire de les conduire aux luttes partielles révolutionnaires et de les préparer par l'idéologie et l'organisation à la lutte finale;

d) dans l'application de la tactique du front unique, combattre les tendances de droite et exécuter sans hésitations les décisions du 5<sup>e</sup> Congrès;

e) déployer plus d'activité parmi les paysans;

f) avoir un programme colonial et pratiquer une politique nationale dans un sens clairement léniniste;

g) conduire son activité parlementaire dans le sens du parlementarisme révolutionnaire;

h) raffermir l'activité du CC, rendre la direction plus constante, plus attentive, plus énergique;

i) renforcer le CC d'éléments nouveaux tirés de l'élite ouvrière;

j) accueillir avec camaraderie et sans préventions les exigences fondées de la minorité manifestées au 5<sup>e</sup> Congrès, surtout des jeunesses.

## Résolution sur la Situation Économique Mondiale

### 1. — L'Offensive du Capital. — La Continuation de la Crise

§1. Entre le 3<sup>e</sup> Congrès qui a adopté les dernières thèses sur la situation économique mondiale, et le 5<sup>e</sup> Congrès, la bourgeoisie a réussi à terminer presque partout victorieusement son offensive contre le prolétariat. Les concessions que, d'accord avec les chefs social-démocrates, elle avait faites au prolétariat immédiatement après la fin de la guerre pour calmer les masses révolutionnaires, ont été retirées avec l'appui ouvert ou secret des chefs social-démocrates et syndicaux. Le niveau d'existence du prolétariat a partout été abaissé; la journée de 8 heures est effectivement supprimée dans la plupart des pays; à l'usine le pouvoir absolu du capitalisme est rétabli.

§2. La tactique de la bourgeoisie a variée selon les pays. Là où les chefs opportunistes jouissent encore d'un prestige solide dans le prolétariat, où les masses, conservent encore l'illusion de pouvoir améliorer leur situation au sein du capitalisme et par les moyens pacifiques habituels: grèves, démocratie parlementaire, la bourgeoisie a employé les vieux procédés démocratiques par lesquels elle couvra sa dictature: lock-outs, lois et décrets. Mais même là, en Norvège, en Angleterre, etc.. l'exaspération des antagonismes sociaux a exaspéré également les méthodes de la dictature bourgeoise. De longs chômages et l'inflation ont épuisé les caisses de secours des Syndicats. En face des organisations du patronat, de plus en plus fermement organisé en «concerns», les vieilles méthodes de lutte isolé et pacifique de Syndicats isolés devaient nécessairement échouer, même si la bourgeoisie syndicale avait

sincèrement voulu la lutte. Dans quelques pays: Angleterre, Danemark, Australie, la bourgeoisie va jusqu'à confier le gouvernement, complètement ou partiellement, aux chefs des Partis «ouvriers» à faire exercer la dictature bourgeoise par les chefs des Partis ouvriers réformistes.

§3. Là où le mouvement ouvrier a pris des formes révolutionnaires et où l'influence des chefs social-démocrates, agents de la bourgeoisie comme Lénine les a toujours justement appelés, ne suffit plus à maintenir la classe ouvrière sous le joug, la bourgeoisie a eu recours à la terreur: coups de main militaires, comme en Bulgarie et en Espagne; exploitations contre le prolétariat de l'esprit de révolte des classes moyennes et ruinés (le fascisme en Italie); ou combinaison des deux moyens, comme en Allemagne. Le fascisme et la social-démocratie sons de la même façon les instruments des classes dirigeantes contre le prolétariat révolutionnaire. La social-démocratie bulgare a participé, en alliance déclarée avec une bande d'officiers, à la lutte contre le prolétariat révolutionnaire et contre les paysans pauvres. Ailleurs, en Italie, en Allemagne, aux États-Unis, la social-démocratie combat en apparence le fascisme, mais elle collabore en réalité avec lui contre le prolétariat révolutionnaire (d'Arragona et Mussolini en Italie, consentement de la social-démocratie au renversement du prolétariat en Saxe et en Thuringe, grande coalition en Prusse. Gompers et la Légion Américaine aux États-Unis).

§4. Les succès de l'offensive du capital contre le prolétariat révolutionnaire, la haute conjoncture aux États-Unis, la décroissance du chômage en Angleterre, la stabilisation provisoire du change allemand, autrichien et polonais, donnent aux social-démocrates, laquais de la bourgeoisie, la possibilité de proclamer que la crise du capitalisme est surmontée, qu'une nouvelle période de prospérité commence. C'est pourquoi, selon eux, les méthodes révolutionnaires proposées par les PC sont fausses et le sort du prolétariat peut être amélioré par les moyens pacifiques.

Cependant, un examen approfondi de l'histoire économique de ces trois dernières années, ainsi que l'état actuel du capitalisme dans le monde prouvent que la conception fondamentale du 3e Congrès de l'IC était juste. L'ébranlement de l'économie capitaliste a fait, dans maints pays essentiels des progrès considérables. L'offensive du capital peut

soulager provisoirement certains États capitalistes ou certains groupes de capitalistes, mais cela ne fait qu'aggraver les antagonismes entre ces États et ces groupes. Dire comme les réformistes, que le capitalisme est en hausse et que par suite le sort du prolétariat peut être amélioré par des moyens pacifiques à l'intérieur du capitalisme est une erreur.

## **2. — La Période de Crise. — Désagrégation de l'Économie Mondial**

### *Pas de conjoncture d'ensemble*

§5. En capitalisme «normale» la production des pays capitalistes s'accroît beaucoup plus rapidement que la population. La production de 1923, l'année la meilleure d'après-guerre, année de haute conjoncture dans l'État capitaliste le plus important, les États-Unis, atteint à peine le niveau d'avant-guerre. L'industrie métallurgique, la plus caractéristique pour le capitalisme moderne, n'en est pas encore là. Dans le vieux centre du capitalisme, en Europe, se sont toutes les branches qui sont encore loin d'avoir retrouvé les chiffres d'avant-guerre. L'outillage, agrandi pendant la guerre, reste en grande partie inutilisé. Le bâtiment, forme typique de l'accumulation de richesses réelles est arrêté dans toute l'Europe.

§6. Le chômage dans tous les pays capitalistes n'est pas moins grand qu'il y a trois ans. S'il décroît dans un pays, il croît dans un autre. Il ne s'agit pas d'une «armée de réserve du Travail» au sens d'autrefois, mais d'une armée de chômeurs permanents que même une bonne conjoncture ne réussit pas à résorber complètement.

§7. Il n'y a plus après la guerre d'économie capitaliste mondiale homogène. La Russie soviétique, un sixième de la terre, est définitivement perdue pour le capitalisme. Les pays capitalistes, jusqu'aux petits États de l'Europe balkanisée, entravent entre eux la circulation économique par des douanes prohibitives et des interdictions. L'équilibre capitaliste mondial est fondamentalement dérangé. Nombre de pays consomment, en permanence ou pour un temps, plus qu'ils ne produisent. Le centre de gravité de l'économie capitaliste se déplace toujours davantage vers l'Amérique. Un torrent ininterrompu d'or afflue aux États-Unis. La réserve d'or des États européens a tellement diminuée que le



rétablissement d'une monnaie à base d'or apparaît presque impossible, même au point de vue technique. La monnaie or est remplacée par la papier-monnaie, exposée à oscillations sans bornes. L'afflux et le reflux du capital d'emprunt d'un pays capitalistes dans l'autre n'a plus lieu. En Angleterre, le taux d'intérêt est de 3%, en Allemagne est de 50%. À la place du mécanisme relativement ferme et facile à pénétrer du capitalisme normal, c'est une insécurité générale. Au lieu de produire et calculer, on s'adonne aux jeux et à la spéculation.

§8. Les phases de prospérité et de crise n'alternent plus simultanément dans tous les pays. Chacun à sa conjoncture particulière, et l'amélioration la situation économique dans un pays est rachetée par une aggravation dans un autre. Dans un même pays on passe d'une crise de vente pendant la stabilisation passagère de la monnaie à conjoncture de liquidation facile à la première chute du change.

§9. Le meilleur exemple de la marche irrégulière de la conjoncture est la haute conjoncture que les États-Unis viennent de connaître. Les premiers signes d'amélioration se montraient déjà vers le milieu de 1921. La courbe monta sans discontinuer jusqu'en avril 1923. À partir de cette date, elle descendit lentement, sauf améliorations passagères, jusqu'à ce que, vers la fin d'avril 1924, se produisit le revirement définitif. La haute conjoncture américaine touche visiblement à sa fin; la crise est là.

La prospérité des États-Unis fut réelle. La production dépassa de beaucoup celle d'avant-guerre. À son apogée, il n'y eut pas de chômage. Il y eut une forte accumulation s'exprimant par l'augmentation de l'appareil de production, par une activité inouïe du bâtiment, par une multiplication fabuleuse des automobiles, etc...

§10. Mais cette prospérité reste entièrement limitée aux États-Unis (seules les colonies anglaises y participèrent dans une faible mesure). Elle était fondée exclusivement sur la capacité d'achat du marché intérieur; la construction de bâtiments pour rattraper le temps perdue pendant la guerre et le renouvellement d'un immense matériel de chemin de fer y jouèrent un rôle important. La haute conjoncture américaine resta sans rapport avec les phénomènes qui se produisirent dans les autres parties du monde capitaliste. Les exportations diminuaient, la capacité d'achat du

marché intérieur était si grande qu'au printemps de 1923, les États-Unis eurent durant quatre mois une balance commerciale passive. Mais l'importation accrue de marchandises européennes et la diminution de la concurrence américaine sur le marché mondial ne suffisaient pas à étendre à l'Europe la haute conjoncture.

### **3. — La Crise Particulière à l'Europe Occidentale**

§11. La haute conjoncture américaine a passé presque sans laisser de traces en Europe. L'influence de la crise en Europe était si forte qu'elle en supprimait totalement les effets. Il y a une crise spéciale traversée par les pays industriels d'Europe.

Cette crise est due: 1) à l'industrialisation des pays autrefois fournisseurs de matières premières et de produits alimentaires et acheteurs de produits industriels; 2) à la politique protectionniste des États qui veulent assurer un marché intérieur à leur industrie. Les pays industriels d'Europe ne trouvent plus de marché pour leurs marchandises d'exportation, d'où crise de vente chronique et chômage. Le chômage à son tour réduit le pouvoir d'achat du marché intérieur. Ainsi l'économie européenne se traîne dans un cercle vicieux.

§12. L'Angleterre est le pays qui possède la plus petite base agraire et qui dépend le plus de l'exportation de ses produits industriels, pour pouvoir importer les matières premières et les produits alimentaires nécessaires. Voilà pourquoi la crise s'y manifeste sous la forme d'une crise des industries d'exportation: textile, construction de machines et de navires. Le chiffre officiel des sans-travail, quoique en diminution depuis assez longtemps, dépasse toujours un million. Le chiffre réel est plus élevé encore de quelques centaines de milliers. Le chômage se concentre toujours dans les industries d'exportation. Les efforts de la bourgeoisie anglaise et les impôts très forts qu'elle paye ont réussi à rétablir le budget et à reconquérir à la livre sterling sa position dominante dans le monde. Mais aucune mesure de politique économique n'a pu venir à bout de la crise des industries d'exportation. Même la réduction des salaires, ramenés dans ces branches d'industrie à niveau de beaucoup inférieur à celui d'avant-guerre, n'a rien changé

à la situation. L'amélioration de 1923 était due principalement à la réduction de la production de l'industrie lourde en Allemagne, en France et en Belgique, par suite de l'occupation de la Ruhr.

§13. La France a moins souffert de la crise que les autres pays industriels d'Europe. Elle disposait d'un débouché particulièrement assuré pour son industrie la reconstruction des régions dévastées. Elle a subi à la guerre de grandes pertes d'hommes, qu'elle ne remplace que fort difficilement, vu la stagnation de la natalité. Voilà pourquoi le chômage est insignifiant en France. Au contraire, les ouvriers étrangers y trouvent du travail. La reconstruction cependant s'est faite essentiellement aux dépens des classes expropriées par l'inflation, la dette publique accrue sans interruption et le franc tombé à un cinquième de sa valeur nominale. Cela prouve que la situation de l'économie française est très favorable. La base économique du pays ne peut supporter son ambitieuse superstructure politique.

§14. L'Allemagne a traversé une série de crises propres. À la conjoncture de vente facile de 1921, succède la première crise de stabilisation au printemps de 1922. Cette crise cède la place à une nouvelle conjoncture d'inflation. L'occupation de la Ruhr paralyse la région industrielle la plus importante. La bourgeoisie allemande et, avant tout l'industrie lourde, ont employé l'inflation à piller les classes moyennes et à réduire au minimum le salaire réel jusqu'au jour où la crise sociale ainsi provoquée (refus par le paysan de livrer ses produits à la ville, arrêt de la circulation, explosions spontanées de désespoir), les força à créer une nouvelle monnaie. Le prolétariat une fois réprimé par la force, on pratique à ses dépens la stabilisation du mark. Cette opération entraîna une crise violente que les capitalistes exploitent systématiquement contre le prolétariat. Ils ont profité de la défaite d'Octobre pour raffermir leurs positions, arrêtant les entreprises, renvoyant en masse les ouvriers, chassant des usines les éléments révolutionnaires. Au début de l'année plus de la moitié des ouvriers étaient sans travail ou au travail réduit. Les capitalistes se dédommagent de la perte des bénéfices de l'inflation en allongeant la journée de travail et en diminuant les salaires.

Cette tentative de restauration capitaliste de l'économie allemande au moyen d'une monnaie stable et aux dépens du prolétariat a paru dans

les premiers mois de 1924 devoir réussir. La stabilisation du mark mit un frein à la dépossession des classes moyennes et améliora la condition des ouvriers occupés. Il s'ensuivit un relèvement de la capacité d'achat. La production reprit. Le chômage baissa sensiblement.

Cependant, le succès est compromis par l'écart grandissant entre les prix agricoles et industriels, le pouvoir d'achat diminué de l'agriculture, la cessation des exportations, les grands conflits s'étendant à toutes les branches, enfin les lourdes charges prévues dans le projet des experts. Le manque de crédit, l'écroulement des grandes entreprises, la disette de capitaux, témoignent de l'extrême faiblesse de l'économie allemande.

§15. Les autres États européens qui ont une industrie vivant de l'exportation (Belgique, Tchécoslovaquie, Autriche, Pologne) souffrent pareillement de la crise industrielle, proportionnellement à leurs besoins d'exportation.

#### **4. — La Crise Agraire**

§16. La période de crise s'exprime en outre par une crise agraire embrassant le monde entier. Les prix des produits agricoles sont considérablement tombés par rapport aux prix des produits industriels. Les producteurs agricoles se voient hors d'état de payer leur fermage, les intérêts de leurs dettes et leurs impôts. Ils sont obligés par millions de quitter leurs champs et de gagner leur pain comme salariés. La chute des prix est particulièrement forte pour les céréales, moins pour le bétail, tandis que les matières premières de l'industrie textile atteignent des prix considérables. La crise agraire est le plus accentuée aux États-Unis et dans quelques colonies anglaises. Mais aussi l'agriculture continentale, surtout celles des pays protégés avant la guerre par de fortes taxes protectionnistes (Allemagne, Tchécoslovaquie, Italie et France), en souffre considérablement.

§17. La cause de ce phénomène n'est pas une surproduction absolue. Bien que la population du globe se soit fortement accrue au cours des dix dernières années, malgré la guerre mondiale, la surface ensemencée et la production agricole sont moins élevées qu'avant la guerre.

La cause en doit être recherchée avant tout dans la crise générale du capitalisme. Le chômage permanent et la diminution des



salaires réels réduisent la consommation alimentaire. (En Allemagne, exemple, la consommation annuelle de blé est tombée par tête d'habitant de 239 kilos en 1913 à 150 kilos en 1923; la consommation de viande de 46 à 25 kilos. D'autre part, le capital groupé en cartels, trusts, «konzerns» monopolisateurs, empêche plus que jamais une réduction des prix industriels, seul moyen de diminuer l'écart. Le pouvoir d'achat de la population agricole se trouvant réduit partout, la crise agraire accentue ainsi à son tour la crise des pays industriels d'Europe.

## 5. — La Crise de la Politique Économique

*Autonomie économique ou intégration internationale, protectionnisme ou libre-échange, inflation, dettes interalliées*

§18. Le capitalisme s'est montré incapable de résoudre les grands problèmes économiques internationaux.

Tous les États, à l'exception de l'Angleterre, s'efforcent de se suffire à eux-mêmes. Des tarifs douaniers très élevés, des interdictions d'importation et d'exportation entravent les échanges internationaux. Les pays autrefois agricoles et producteurs de matières premières, tant les États indépendants que les colonies anglaises (y compris les Indes), s'efforcent de protéger leur industrie nouvellement éclos par des barrières douanières. Les petits États de l'Europe balkanisée se ferment les uns aux autres. Outre les rivalités économiques de la bourgeoisie, la question des préparatifs de guerre joue un rôle prédominant: chaque État s'efforce de produire à l'intérieur de ses frontières la plus grande part possible des objets nécessaires à la conduite de la guerre. Comme contre-tendance en face de cet isolement, nous voyons de plus en plus une subordination économique de l'Europe continentale à l'influence anglo-américaine.

§19. Jusqu'ici, l'Angleterre fait exception. La tentative de la Conférence d'Empire pour former, à l'aide de tarifs d'exception réciproques, un Empire britannique se suffisant à lui-même, a échoué partiellement grâce à la résistance des colonies, qui ne veulent pas sacrifier leur jeune industrie à l'Angleterre. Mais elle a échoué aussi à cause de la nécessité qui en serait résulté d'imposer l'importation des produits comestibles, d'où élévation des salaires et

diminution de la capacité de concurrence de l'industrie anglaise sur le marché mondial. C'est pourquoi la bourgeoisie anglaise s'en tient pour le moment au libre-échange, tandis que l'Empire marche rapidement à sa ruine grâce au détachement progressif des colonies à population d'origine anglaise et au mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux opprimés.

§20. La bourgeoisie s'est montrée également incapable de résoudre le *chaos* monétaire. Il semble que dans certains États d'Europe, en Allemagne, en Pologne, en Autriche, après une pression sans exemple dans l'histoire, on soit arrivé pour le moment stabiliser la monnaie à un niveau très bas, quoique cette stabilisation repose sur une base économique très faible. D'un autre côté, plusieurs monnaies regardées jusqu'ici comme stables — le yen, la peseta, la couronne norvégienne ou danoise — commencent à entrer dans le processus de dépression. Le franc français a, pendant un mois, accusé des oscillations de 50%. La livre sterling qui, au commencement de cette période, avait atteint la parité de l'or moins 3 ou 4%, a de nouveau un disagio de 10%. Tous les projets de création de monnaie stable ont échoué devant le conflit des intérêts entre classes diverses de chaque pays ou entre bourgeoisies de différents pays.

§21. Les différentes catégories de la bourgeoisie ne peuvent adopter une politique commune au sujet du change. Théoriquement, tout le monde est d'accord que la stabilisation de toutes les monnaies au niveau actuel serait très favorable pour le capitalisme. Mais la bourgeoisie des pays à monnaie appréciée regarde avec envie et crainte la bourgeoisie des pays et en premier lieu de l'Allemagne, qui, par une dépréciation extraordinaire, ont été libérés de leurs dettes publique et privée et n'ont plus à nourrir aux dépens de la production une classe improductive de rentiers. Des milieux influents de la grande bourgeoisie travaillent ouvertement ou secrètement en Angleterre et en France en faveur d'une inflation, qui ramènerait l'égalité de la concurrence avec l'Allemagne.

§22. *Le problème des dettes interalliées* reste jusqu'ici insoluble. Il n'y a que l'Angleterre qui ait commencé le paiement des intérêts et l'amortissement de sa dette envers l'Amérique. Mais l'expérience montre que cette solution est également nuisible à l'Angleterre et aux États-Unis. Elle augmente la réserve d'or de l'Angleterre pour les marchandises américaines

et entrave la stabilisation de la livre. L'annulation réciproque des dettes se heurte à de profondes contradictions et rivalités pour l'hégémonie politique entre les différentes puissances de l'Entente.

## **6. — La Question des Réparations et les Conflits Internationaux. — La Situation en Russie Soviétique**

### *La question des réparations reste insoluble*

La tentative faite par l'Allemagne pour payer les réparations en monnaie étrangère, sans se soucier des répercussions sur le cours du mark, a ébranlé de fond en comble la monnaie allemande et toute l'économie capitaliste. Par là, les antagonismes sociaux ont été, en Allemagne, tellement accrus, que le danger de révolution sociale ou de coup d'État nationaliste est devenu immédiat.

§23. La rivalité des grandes puissances impérialistes pour l'hégémonie politique: France, Angleterre, États-Unis, ainsi que l'opposition aiguë des différentes classes au sein de chacun de ces États, ont empêché jusqu'ici toute tentative d'intervention concertée dans la question des réparations.

§24. Le plan de l'industrie lourde et des militaristes de France prévoyait l'annexion politique et économique de la rive gauche du Rhin et du bassin de la Ruhr; la séparation de l'Allemagne du Sud et de l'Allemagne du Nord; l'extension de l'hégémonie continentale française sur l'Allemagne ainsi morcelée; la garantie à l'industrie française du charbon et du coke nécessaires, ainsi que d'un débouché en Allemagne pour ses produits métallurgiques.

Cette solution aurait fait de l'Allemagne une colonie française. La supériorité militaire de la France par rapport à l'Angleterre et son armement plus perfectionné (sous-marins, aviation) auraient encore été consolidés par l'annexion de la Ruhr et de ses grandes usines chimiques. L'occupation violente et l'opération de rapine de la Ruhr étaient une tentative pour réaliser ce programme impérialiste.

§25. La supériorité militaire momentanée de la France mettait l'Angleterre hors d'état de s'opposer par la force à ce plan impérialiste. L'Angleterre se contenta de soutenir ouvertement et secrètement l'Allemagne dans sa résistance passive, dans l'espoir que les deux

adversaires sortiraient tellement affaiblis de la lutte économique qu'ils seraient tous les deux obligés de se soumettre à ses conditions.

§26. L'Angleterre appréhende également la restauration économique de l'Allemagne et la prédominance militaire de la France. Une réduction des charges des réparations à un niveau facile à porter ferait reparaître la concurrence allemande, sa plus dangereuse rivale sur le marché mondial. Le sens économique de la guerre serait perdu pour l'Angleterre. C'est pourquoi la politique anglaise ne veut nullement libérer l'Allemagne du fardeau des réparations, mais au contraire l'asservir économiquement afin de l'empêcher de tomber sous l'hégémonie impérialiste de la France.

§27. La bourgeoisie des États-Unis dans son ensemble, par suite de la période de prospérité, n'a eu aucun besoin de s'immiscer dans les affaires européennes. Le fait que cette période de prospérité a pu se développer, malgré l'état chaotique de l'Europe, était une raison de plus pour s'isoler de l'Europe malade. En faveur d'une participation à la solution du problème des réparations, c'est-à-dire au pillage du prolétariat allemand, se déclarèrent les groupes suivants: une partie de la bourgeoisie industrielle qui, par crainte de la contagion communiste, voulait éviter le contact des immigrants avec les ouvriers américains corrompus par Gompers et Cie, et exploiter la classe ouvrière européenne et particulièrement la classe ouvrière allemande non pas en Amérique en tant qu'immigrants, mais chez elle en Allemagne; le capital bancaire, et en premier lieu le trust Morgan, qui Voulait accorder de larges emprunts et obtenir le contrôle de toute l'industrie métallurgique allemande; enfin les paysans, qui attendaient un assainissement de l'Allemagne et de l'Europe une hausse des produits de consommation. La fin de la phase de prospérité et la nécessité d'écouler sur le marché mondial le superflu des produits manufacturés américains augmentent l'intérêt qu'a l'Europe pour la bourgeoisie américaine et la participation à l'exploitation de l'Allemagne paraît maintenant plus désirable à celle-ci.

§28. La guerre de la Ruhr s'est terminée par la capitulation de l'Allemagne, après que la bourgeoisie allemande, au lieu de consentir des sacrifices, eut profité de la résistance passive pour s'enrichir en pillant le trésor public. Les grands industriels de la Ruhr et du Rh(n ont été

contraints par la France à accepter les lourdes charges des contrats avec la M.I.C.U.M., moyennant quoi ils s'assuraient le concours des autorités d'occupation pour l'exploitation renforcée des ouvriers. Poincaré avait enfin en mains les «gages productifs» si souvent réclamés.

Mais la France s'est montrée trop (faible pour profiter de sa victoire. La chute rapide du franc dans l'hiver de 1924 la força à recourir à raide du capital bancaire anglais et américain. Elle dut renoncer à la solution «française» de la question des réparations et au morcellement de l'Allemagne et se résigner à une nouvelle solution internationale répondant aux intérêts de l'Angleterre et de l'Amérique. La victoire du Bloc des gauches aux élections montre que les petits-bourgeois et les paysans français désirent avant tout une reprise du franc et non une politique impérialiste.

§29. *Le rapport des experts* constitue une tentative de la bourgeoisie des puissances impérialistes pour arriver à une solution commune du problème des réparations. Ce rapport exclut l'Allemagne du nombre des États indépendants et la place sous la surveillance financière et économique de l'Entente.

Le système exposé dans ce rapport en ce qui concerne le paiement des réparations doit protéger le mark contre une nouvelle chute catastrophique et l'Europe contre le danger d'une révolution prolétarienne. La métallurgie française recevra le combustible nécessaire. Le contrôle de la politique de crédit, des impôts et des finances de l'Allemagne protégera les pays industriels de l'Europe Occidentale contre toute possibilité de concurrence sérieuse.

La question des réparations est insoluble objectivement. Le capitalisme de l'Entente n'est pas en mesure de trouver une forme sous laquelle il puisse, sans de graves inconvénients pour lui-même, percevoir les réparations de l'Allemagne. Il se contente d'asservir l'industrie allemande.

Au lieu de la conquête de nouveaux marchés, qui indiquerait un progrès du capitalisme et une capacité croissante de production, nous voyons ici clairement une tentative d'entraver violemment la production d'un des grands pays capitalistes.

§30. La situation économique et politique de l'Union des Républiques soviétiques s'est

remarquablement affermie. Etant donné la crise de débouchés des pays industriels européens, le marché russe acquiert une signification particulière. Cette considération et aussi la rivalité politique des puissances impérialistes forcent tous les États les uns après les autres à entrer en rapports politiques et économiques avec la Russie. Le front unique du capital qu'on avait essayé d'établir à Gênes et à La Haye s'est brisé sur les conflits entre impérialismes. L'espoir que les Républiques soviétiques, en conservant extérieurement le système soviétique, se laisseraient réduire en colonies de l'Entente a été détruit par l'énergique résistance du gouvernement des Soviets. Par suite, malgré l'intérêt économique qu'a pour la bourgeoisie le marché russe, une nouvelle intervention contre la Russie n'est aucunement exclue.

La bourgeoisie anglaise et américaine inclinait à confier la besogne d'abattre l'US avant tout à la bourgeoisie allemande, si toutefois une solution temporaire de la question des réparations n'eut pu être obtenue. Mais la crainte de la bourgeoisie française devant un armement de l'Allemagne est trop grande. Cela rend très difficile l'établissement d'une ligne de conduite commune.

§31. Mais la crise du capitalisme peut s'aggraver au point que la bourgeoisie de l'Entente ne trouve plus d'autre issue pour refréner le mouvement révolutionnaire que de s'engager dans une nouvelle guerre soit contre la Russie soviétique, soit entre puissances de l'Entente. Malgré toutes les assurances de paix, malgré le traité de Washington, les armements se multiplient. On invente et on produit avec zèle des instruments meurtriers pour faire la guerre sur terre, sur la mer, sous la mer et dans l'air avec des gaz asphyxiants et des bacilles. Malgré la Société des Nations, malgré les perpétuelles assurances de paix, malgré le Gouvernement travailliste en Angleterre et le Bloc des gauches pacifiste en France, la bourgeoisie de tous les pays poursuit les préparatifs de guerre. L'expérience montre que dans ces conditions la guerre peut éclater «d'elle-même». Guerre impérialiste ou révolution prolétarienne, voilà toujours la seule alternative.

## 7. — Exacerbation des Conflits Sociaux

§32. Le processus de concentration et de centralisation, de formation de cartels et de trusts se développe rapidement dans la période actuelle du déclin capitaliste. Bien que, dans beaucoup de pays, la richesse réelle diminue, la part des capitalistes les plus puissants devient toujours plus grande. L'abîme entre le petit groupe de capitalistes contrôlant les trusts et les couches moyennes et petites-bourgeoises s'élargit de plus en plus. Le nombre des petits-bourgeois ayant une indépendance apparente et devenant la proie du capitalisme augmente toujours.

§33. Dans les pays à monnaie dépréciée, la petite bourgeoisie se trouve expropriée de ses biens au profit de la grande bourgeoisie. Les rentiers ont disparu. Le capital investi dans les emprunts, dans les obligations des villes ou de l'industrie est complètement perdu. Les épargnes, les assurances sur la vie, les pensions de vieillesse, tout est dévoré par l'inflation.

L'expropriation de la petite bourgeoisie adonnée au commerce et aux métiers s'est poursuivie de la façon suivante: dans la période d'inflation, elle a vendu les marchandises au-dessous du prix de rachat et, tout en paraissant s'enrichir, elle allait au-devant de sa ruine.

Le revenu des professions libérales, des fonctionnaires et des employés est descendu considérablement au-dessous du niveau d'avant-guerre et se rapproche de celui du prolétariat. Des catégories qui, autrefois, jouissaient d'un niveau élevé d'existence et vivaient en partie du travail d'autrui, se trouvent ainsi déclassées. Les uns ont été poussés dans le mouvement fasciste; les autres ont grossi les bataillons du prolétariat révolutionnaire.

§34. La crise agraire ruine des millions de paysans et de fermiers, les réduit à s'endetter et les rejette dans le prolétariat. La fidélité aveugle de la paysannerie au régime capitaliste commence à devenir hésitante. L'union du prolétariat avec les éléments laborieux de la paysannerie contre le capitalisme et la grande propriété, — union qui trouve son expression politique dans le mot d'ordre «Gouvernement des ouvriers et des paysans» — gagne de plus en plus, grâce à la crise agraire, les sympathies de la paysannerie laborieuse.

§35. L'offensive du capital contre la classe ouvrière se poursuit par tous les moyens. Le salaire réel est diminué et le conflit des classes se trouve ainsi exaspéré. D'un autre côté, le capital essaie d'accuser des différences dans les salaires, de créer une aristocratie ouvrière aux dépens des ouvriers non qualifiés ou des apprentis, de favoriser les hommes aux dépens des femmes et des jeunes gens afin de briser la résistance de la classe ouvrière.

§36. L'appauvrissement de la petite bourgeoisie urbaine, les graves dommages que subit la paysannerie à cause de la crise agraire rendent hésitantes toutes ces classes qui acceptaient sans mot dire, en temps normal, la direction des classes dominantes. L'expression de cette hésitation est, entre autres, le renforcement du mouvement populiste en Allemagne, les succès du Bloc des gauches en France, du Labour Party en Angleterre. Dans le prolétariat lui-même, le passage des éléments les plus conscients de la social-démocratie au PC reflète l'exacerbation des conflits. L'interdiction de l'immigration en Amérique ferme la dernière soupape de sûreté offerte au capitalisme européen et active, sur le continent, la fermentation révolutionnaire.

## 8. — Perspectives

§37. La crise continue. La période de prospérité aux États-Unis est demeurée un phénomène isolé. La crise industrielle chronique dans les grands pays capitalistes européens, la crise agraire dans le monde entier sont les formes principales de cette crise.

Pour l'avenir prochain, il faut compter aux États-Unis avec une phase de crise qui vient de s'annoncer avec une violence inouïe. La crise prolongée des pays industriels européens, au cas où se produirait une tentative sérieuse pour appliquer le rapport des experts, pourrait dégénérer en une nouvelle crise aiguë, s'étendant simultanément à tous les pays européens, au lieu de ces alternatives d'essor et de crise se produisant séparément dans les différents pays de l'Europe.

Les vues des théoriciens social-démocrates (Hilferding), d'après lesquelles le capitalisme aurait surmonté la crise d'après-guerre et se trouverait à la veille d'une grande période de prospérité mondiale, sont absolument sans fondement. Une telle conception rend seulement service à la bourgeoisie; elle a pour but de tenir

les couches ouvrières encore hésitantes loin du mouvement révolutionnaire communiste.

§38. L'avenir immédiat offrira de nouveaux combats acharnés entre le capital et le prolétariat, qui n'aura pas seulement à repousser les attaques du capital, mais aussi à reconquérir ses positions antérieures. Le capital, dans la période de déclin de l'économie capitaliste, est objectivement incapable de satisfaire les revendications du prolétariat. Ces luttes se déroulent dans une situation où la petite bourgeoisie et la paysannerie traversent une crise douloureuse et ne peuvent plus constituer pour la bourgeoisie des alliés sûrs et fidèles, quand bien même une partie (fascistes) s'engagerait comme son avant-garde contre le prolétariat. La dislocation politique des couches moyennes et leurs hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat donnent au prolétariat de grandes chances de succès si le PC réussit à transformer les luttes économiques en les élargissant en luttes politiques.

§39. Le moment actuel de la période de déclin du capitalisme aboutira-t-il à la chute de la bourgeoisie ou à une nouvelle consolidation, relativement durable de sa domination? Cela dépend dans une large mesure des PC, selon qu'ils seront en état ou non d'exploiter les situations objectivement révolutionnaires qui se présentent. Automatiquement, sans une attaque décidée, acharnée et dévouée du prolétariat révolutionnaire, le régime des classes ne sera jamais détruit. De puissants mouvements du prolétariat sont à bref délai inévitables. Si nous arrivons à briser définitivement l'influence des Partis social-démocrates et nationalistes ou fascistes sur le prolétariat, à mobiliser la majorité des fractions décisives de ce prolétariat sous la direction des PC en vue du combat pour le pouvoir, à faire entrer les paysans travailleurs, qui ont tant à souffrir de la crise agraire, dans une alliance de combat, ces combats, dans la période actuelle de déclin du capitalisme, conduiront à d'autres combats, couronnés de succès, pour le pouvoir.

## Résolution sur la Question du Programme

§1. Le Congrès accepte le projet de programme élaboré par la Commission comme base de discussion dans les Sections.

§2. Une Commission de rédaction est chargée d'assurer la rédaction définitive du projet conformément aux résolutions de la Commission.

§3. Le Congrès propose l'institution par le CEIC d'une Commission Permanente du Programme, qui publiera le plus vite possible le projet avec les matériaux explicatifs nécessaires, afin d'orienter la discussion internationale et de la rendre féconde.

§4. La décision définitive sur le programme est réservée au prochain Congrès.

## Résolution sur les Statuts de l'IC

En 1864 fut fondée à Londres l'Association Internationale des Travailleurs, la 1<sup>re</sup> Internationale. Ses statuts étaient précédés du préambule suivant:

«Considérant:

que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes;



que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs;

que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude: politique, morale et matérielle;

que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique, comme un moyen;

que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées;

que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;

que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés.»

La 2<sup>e</sup> Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la 1<sup>re</sup> Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La 2<sup>e</sup> Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La 3<sup>e</sup> IC, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République socialiste fédérative des Soviets, Moscou, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la 1<sup>re</sup> Internationale des Travailleurs.

La 3<sup>e</sup> IC s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-18, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

Souviens-toi de la guerre impérialiste! Voilà la première parole que l'IC adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de

l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que, sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable!

L'IC se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la République Internationale des Soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'IC considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'IC considère le pouvoir des Soviets comme la forme imposée par l'histoire à la dictature du prolétariat.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la 1<sup>re</sup> Internationale: l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et internationale.

L'IC rompt définitivement avec la tradition de la 2<sup>e</sup> Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. Dans l'IC fraternisent les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'IC soutient, intégralement et sans réserves, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste, qui, dans l'histoire ait été victorieuse, et elle invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'IC s'engage à soutenir par tous les moyens en son pouvoir toute république soviétiste qui serait créée en quelque point du globe que ce soit.

L'IC n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'IC doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des

travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'IC adopte les statuts que voici:

## **1. — Clauses Fondamentales**

§1. La nouvelle Association Internationale des Travailleurs unit les PC en un Parti mondial qui, dirigeant et organisant le mouvement révolutionnaire du prolétariat de tous les pays, lutte pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et de larges masses de paysans pauvres aux principes et aux buts du communisme, pour l'instauration de la dictature du prolétariat, pour la fondation d'une Union Mondiale des Républiques Socialistes des Soviets, pour l'abolition complète des classes et la réalisation du socialisme, première étape de la société communiste.

§2. La nouvelle Association Internationale des Travailleurs porte le nom d'IC

§3. Les Partis adhérant à l'IC portent le nom de: «Parti Communiste de... (Section de l'IC)». Dans chaque pays, il ne peut y avoir qu'un seul Parti adhérant à l'IC

§4. Pour être membre d'un PC et de l'IC, il faut en accepter le programme et les statuts, être membre d'une des organisations de base de ce Parti et y travailler activement, se soumettre à toutes les décisions du Parti et de l'IC et payer régulièrement ses cotisations.

§5. L'organisation de base des Partis et de l'IC est la Cellule d'entreprise (Cellule d'usine, de fabrique, de mine, d'atelier, de bureau, de magasin, de ferme, etc.), à laquelle doivent appartenir tous les membres du Parti travaillant dans ladite entreprise.

§6. L'IC et les PC sont fondés sur la base du centralisme démocratique, dont les principes fondamentaux sont:

a) L'élection de tous les organes, de la base au sommet, par les Assemblées générales, les Conférences ou Congrès;

b) L'obligation, pour ces organes, de rendre compte périodiquement de leur activité à leurs électeurs;

c) L'obligation, pour les organes subalternes, d'exécuter rapidement et exactement les décisions des organes supérieurs.

La discussion est libre pour les membres et les organisations, jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue de la part des organes compétents du Parti. Une fois une décision prise par le Congrès de l'IC, par un Congrès National ou par les organes dirigeants du Parti, elle doit être absolument exécutée, même si une partie des membres ou des organisations locales ne l'approuvent pas.

En période illégale, les organes subalternes peuvent être nommés soit par les organes supérieurs, soit par voie de cooptation ratifiée par les organes supérieurs.

## **2. — Le Congrès Mondial**

§7. L'organe suprême de l'IC est le Congrès Mondial de tous les Partis (Sections) et organisations affiliés.

Le Congrès Mondial examine et tranche les plus importantes questions ayant trait au programme, à la tactique, à l'organisation et à toute l'activité de l'IC et de ses Sections. Seul, il peut modifier le programme et les statuts de l'IC

Le Congrès se réunit au moins une fois tous les deux ans, sur la convocation du CEIC. Les Sections envoient un nombre de délégués fixé par le CEIC.

Le nombre des voix délibératives attribuées à chaque Section est déterminé chaque fois par une décision particulière du Congrès, d'après l'effectif de la Section et l'importance politique du pays.

Les mandats impératifs sont annulés d'avance.

§8. Des Congrès extraordinaires peuvent être convoqués si les Partis qui en font la demande ont eu au précédent Congrès ordinaire au moins la moitié des voix délibératives.

§9. Le Congrès Mondial élit le président de l'IC, le CEIC et la Commission Internationale de Contrôle (C.IC)

§10. Le Congrès Mondial désigne le siège du CEIC.

## **3. — Le Comité Exécutif**

§11. Le CEIC dirige l'IC dans l'intervalle des Congrès. Il donne aux Partis et organisations affiliés des directives impératives et contrôle leur activité.



Le CEIC publie, en 4 langues au moins, l'organe central de l'IC

§12. Les décisions étant obligatoires sont immédiatement appliquées. Les Sections peuvent faire appel de ces décisions devant le Congrès Mondial sans que cet appel puisse avoir un caractère suspensif.

§13. Les organes centraux des PC sont responsables de leurs actes devant le Congrès et devant le CEIC. Ce dernier a le droit d'annuler ou d'amender les décisions des organes centraux et des Congrès des Sections et de prendre des décisions dont l'application est obligatoire pour les organes centraux. (Voir §12.)

§14. Le CEIC a le droit d'exclure de l'IC les partis, groupes et membres portant atteinte au programme, aux statuts, aux décisions des Congrès mondiaux et du CEIC. Les Partis et les membres exclus peuvent faire appel devant le Congrès Mondial.

§15. Il appartient au CEIC de ratifier le programme de chaque Section. En cas de non-ratification, cette dernière peut faire appel devant le Congrès Mondial.

§16. Les décisions et documents officiels du CEIC doivent être publiés par les organes centraux des Sections.

§17. Le CEIC a le droit d'admettre dans l'IC, avec voix consultative, les organisations et Partis sympathisant au communisme et à l'IC

§18. Le CEIC élit parmi ses membres un Présidium, organisme permanent, qui dirige tout le travail du CEIC dans l'intervalle des séances de ce dernier. Le Présidium rend compte au CEIC. Le président de l'CEIC et du Présidium est de droit président de l'IC

§19. Le CEIC élit au Bureau d'organisation qui discute et tranche toutes les questions d'organisation et de finances. Il peut être fait appel des décisions du Bureau d'organisation devant le Présidium. Mais jusqu'à leur annulation ou par le Présidium, ces décisions sont obligatoires. Le CEIC fixe la composition du Bureau d'organisation.

§20. Le CEIC élit un Secrétariat qui est l'organe exécutif du CEIC, du Présidium et du Bureau d'Organisation. Les membres du Secrétariat font partie du Bureau d'Organisation.

§21. Le CEIC élit la rédaction de la revue mensuelle l'IC, ainsi que les rédacteurs des autres publications de l'IC

§22. Le CEIC nomme un Secrétariat International pour le mouvement communiste des femmes et prend, en commun avec lui, les décisions soit politiques, soit d'organisation concernant ce mouvement.

§23. Le CEIC crée des Sections pour l'Information et la Statistique, l'Agitation et la Propagande, l'Organisation, et une Section pour l'Orient. Il a le droit de créer en cas de besoin d'autres Sections et de donner à l'appareil d'exécution la forme la plus utile.

§24. Le CEIC et son Présidium peuvent envoyer des représentants dans les Sections. Ces représentants reçoivent du CEIC des directives et lui rendent compte. Ils doivent être admis à toutes les réunions et séances des organes centraux et des organisations locales de la Section où le CEIC les a envoyés. Ils remplissent leur mandat en contact étroit avec la centrale de cette Section. Néanmoins, ils peuvent, dans les Congrès, Conférences ou délibérations, convoqués par la Section, défendre une opinion différente de celle de la Centrale si les directives du CEIC l'exigent. Les représentants du CEIC ont le devoir particulier de contrôler l'application des décisions des Congrès et du CEIC par les Sections.

§25. Les séances du CEIC ont lieu au moins une fois par mois. Elles sont valables lorsque la moitié des membres au moins sont présents.

#### **4. — Exécutifs Élargis**

§26. Pour résoudre des questions particulièrement graves, mais pouvant souffrir quelque ajournement, le CEIC convoque, au moins deux fois par an, le Plénum Élargi du CEIC prennent part, outre les membres du CEIC, les représentants des Sections. Le nombre en est fixé par le Congrès pour chaque Section.

Le CEIC Élargi tient session, en dehors des réunions fixées plus haut, immédiatement avant le Congrès.

#### **5. — La Commission Internationale de Contrôle**

§27. Les tâches de la CIC, élue par le Congrès, sont: a) de vérifier les plaintes portées contre les

diverses Sections de l'appareil d'exécution du CEIC et, faire à celui-ci des propositions pour remédier aux défauts constatés; b) examiner les plaintes portées par des personnes ou des organisations contre les mesures disciplinaires prises par les Partis à leur égard et de faire ensuite des propositions au CEIC qui prendra les mesures nécessaires; c) contrôler les finances du CEIC; d) contrôler les finances des Sections sur décision du CEIC, du Présidium ou du Bureau d'Organisation.

La Commission de Contrôle ne peut intervenir dans les conflits politiques, administratifs ou d'organisation qui surgiraient soit à l'intérieur des Sections, soit entre les Sections et le CEIC.

## **6. — Rapports Entre les Sections et le CEIC**

§28. Les Comités Centraux de toutes les Sections, affiliées ou sympathisantes, doivent envoyer régulièrement au CEIC les procès-verbaux de leurs réunions et les comptes rendus de leurs travaux.

§29. Le fait, pour des membres du CC d'une Section ou pour un groupe d'entre eux, de donner leur démission doit être considéré comme un acte de désorganisation du mouvement communiste. Tout poste dirigeant dans un PC appartient à l'IC et non pas à celui qui l'occupe. Les membres du CC d'une Section ne peuvent abandonner leur mandat qu'avec le consentement du CEIC. Les démissions approuvées par le CC d'un parti, sans le consentement du Comité Exécutif, ne sont pas valables.

§30. Les Sections de l'IC, surtout celles de pays voisins, doivent entretenir entre elles une liaison étroite d'organisation et d'information. Cette liaison peut être réalisée par une représentation mutuelle aux conférences et

congrès, ainsi que par l'échange de militants compétents, avec le consentement du CEIC.

Des copies des rapports de ces représentants à leurs Sections doit être envoyée à l'IC

Deux ou plusieurs Sections de l'IC qui (comme par exemple les pays ou balkaniques) sont particulièrement tenues à l'alliance par la communauté politique de leur pays, peuvent, avec l'approbation du CEIC, pour des actions communes et régulièrement coordonnées, constituer une Fédération travaillant sous le contrôle et la direction du CEIC.

§31. Les Sections de l'IC doivent verser au CEIC des cotisations régulières, dont le montant est fixé par ce dernier.

§32. Les congrès nationaux, ordinaires et extraordinaires, ne peuvent être convoqués par les Sections qu'avec l'approbation du CEIC.

Si le Congrès National n'a pas lieu avant le Congrès Mondial, la Section doit tenir (avant la désignation des délégués au Congrès Mondial) une conférence ou une réunion plénière de la Centrale pour préparer les questions à l'ordre du jour du Congrès Mondial.

§33. L'IC des Jeunes est membre de l'IC, jouit de tous les droits des autres membres et est subordonnée au CEIC.

§34. Les PC doivent être prêts à passer à l'état d'illégalité. Le CEIC a le devoir de les aider dans la préparation du travail illégal et de veiller à ce que ce travail soit exécuté.

§35. Le passage d'un membre d'une Section de l'IC à une autre n'est permis qu'avec l'autorisation du CC de la Section intéressée. Les communistes changeant de résidence doivent adhérer à la Section du pays où ils arrivent. Les communistes partant sans autorisation de leur CC ne peuvent pas être admis par les autres Sections de l'IC.

# **Résolution sur la Réorganisation du Parti sur la Base des Cellules d'Entreprise**

§1. La différence essentielle qui existe dans le rôle et l'activité des PC et social-démocrates se manifeste également dans leurs formes d'organisation. La social-démocratie, occupée uniquement de réformisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise, surtout de besogne électorale et parlementaire, est, en conséquence, organisée par districts électoraux; elle a à sa base la Section locale et comme principe d'organisation le lieu d'habitation. Le PC, qui entraîne les ouvriers vers la lutte révolutionnaire pour abattre le capitalisme et conquérir le pouvoir, crée d'autres formes d'organisation, car son point d'appui principal est dans les usines. Le PC doit avoir sa base parmi les travailleurs, à l'usine et sur le lieu de travail. Le remaniement du Parti sur la base des Cellules d'entreprise lui permet d'abord d'entretenir une liaison réelle, intime et durable, avec les ouvriers. Il lui permet d'être toujours au courant des besoins et des dispositions de la classe ouvrière et de réagir comme il convient. Il lui permet de l'influencer continuellement et de la diriger efficacement en organisant la lutte révolutionnaire contre le patronat, le fascisme et l'État capitaliste pour conquérir le pouvoir.

Ce changement des formes d'organisation est la garantie de la qualité sociale des effectifs du Parti; il assure son caractère prolétarien. Et, ce qui est d'une importance tout à fait particulière pour le PC, il permet de combattre réellement pour obtenir le contrôle sur la production et arriver, après la conquête du pouvoir, à dominer la production en atelier. «Chaque usine sera une citadelle du PC», tel est le mot d'ordre de Lénine.

§2. Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC ont indiqué la nécessité de réorganiser le Parti sur la base des Cellules d'entreprise. Le 4<sup>e</sup> Congrès a constaté qu'un PC ne peut être considéré comme une organisation de masse sérieuse et solide que lorsqu'il possède des Cellules puissantes dans les usines, les fabriques, les mines, les chemins de fer, etc. L'expérience acquise dans la lutte du PC depuis le 4<sup>e</sup> Congrès a confirmé cette constatation. Les résolutions du 4<sup>e</sup> Congrès ont une importance vitale pour le PC. Les événements allemands nous enseignent aussi que la réorganisation du Parti sur la base des Cellules d'entreprise est une condition indispensable pour triompher dans la lutte pour le pouvoir.

Il est donc nécessaire de mettre en pratique les résolutions du CEIC élargi de janvier 1924, conformes aux décisions prises à ce sujet par les

et 4<sup>e</sup> Congrès, et que le 5<sup>e</sup> Congrès confirme; il faudra agir dans ce sens énergiquement et systématiquement. Le Congrès considère qu'une des tâches principales du PC dans l'avenir immédiat est de terminer sa réorganisation sur la base des Cellules d'entreprise.

§3. Le Congrès tient à souligner encore quelques points qui ont surgi dans la pratique du Parti depuis le mois de janvier et qui nécessitent une rectification ou une mise en évidence.

Il ne faut pas qu'il subsiste de doutes sur les décisions du Congrès et la résolution de janvier. Elles ne doivent pas seulement obtenir des modifications superficielles de la structure des Partis; elles doivent remanier fond et effectivement nos organisations en les réorganisant d'après le modèle du Parti bolchévik. Cette œuvre devra se faire méthodiquement et soigneusement, afin de ne perdre aucune force. Il faut pourtant que cette réorganisation se poursuive énergiquement et que la structure existant jusqu'à présent (Sections, méthodes de cotisation, composition des directions, enregistrement, etc.) soit modifiée en s'orientant vers les Cellules d'entreprises.

Dans notre pratique, jusqu'à présent, on a constaté que cette idée n'était pas assez admise. Dans bien des cas, la Cellule n'est pas considérée comme la base; même après le remaniement, on continue à l'envisager comme une ramification s'ajoutant à celles qui existaient autrefois. C'est pour cette raison qu'on crée, dans beaucoup de cas, au lieu de Cellules d'entreprise, des fractions d'usine avec des tâches limitées; cette conception doit être rejetée. Souvent, on s'abandonne aussi à la tendance de fixer aux Cellules d'usine des objectifs purement syndicaux,

Au contraire, le rôle et la position des Cellules d'usine, en tant que base de l'organisation du Parti, doivent être nettement et résolument proclamés et apparaître comme tels dans la pratique. La Cellule d'usine a tous les droits d'une organisation du Parti. Elle examine et prend position au sujet de toutes les questions du Parti. Cela doit également influencer l'organisation des Cellules d'usine. Elles enrôleront de nouveaux membres, recueilleront les cotisations de leurs adhérents, en conservant un certain pourcentage, enregistreront leurs membres, etc. La Cellule d'usine indique à

chaque membre son travail et prend soin que chacun exécute la tâche qui lui a été confiée. Naturellement, l'activité des Cellules d'entreprise doit s'étendre à tous les domaines du travail du Parti.

§4. Dans l'esprit de la résolution sur la réorganisation du Parti, un de ses effets les plus importants doit être l'amélioration de la composition sociale actuelle de nos effectifs. Il faut que la grande majorité de nos adhérents se compose de prolétaires industriels et que l'écrasante majorité des membres du Parti fassent directement partie des Cellules d'usine et de domaine agricole. Lorsque nous arriverons à ce résultat et que les Cellules du Parti seront suffisamment nombreuses et puissantes, alors que les Cellules de quartier seront complètement superflues et les membres qui ne travaillent pas dans les entreprises seront rattachés à celles-ci. Provisoirement, avant que l'organisation atteigne ce degré (la situation est différente selon les pays et les arrondissements), on pourrait grouper les membres du Parti ne travaillant pas dans les usines en Cellules de quartier. Etant donné qu'il existe à ce sujet des opinions erronées, le 5<sup>e</sup> Congrès affirme que, là où ces Cellules de quartier seront constituées, elles ne pourront point influencer les Cellules d'usine et égaler ces dernières par leur importance et leur rôle. En aucun cas, il ne peut être question de considérer les Cellules d'entreprise et les Cellules de quartier comme les deux bases du Parti. Seule, la Cellule

d'entreprise est la base du Parti; la Cellule de quartier en est une ramification. Le centre de gravité est dans les Cellules d'usine.

§5. Au début de la réorganisation pratique, le Parti doit tout d'abord se concentrer dans les districts industriels et là, de nouveau, dans les localités les plus importantes et dans les organisations les plus fortes. Dans une localité, la direction doit d'abord commencer la réorganisation dans les parties les plus importantes. Cela ne signifie pas, naturellement, que les autres organisations du Parti peuvent, pendant ce temps, ajourner ce travail pratique de réorganisation. La réorganisation doit s'accomplir progressivement de bas en haut.

§6. Au sujet des Cellules d'entreprise de la Jeunesse Communiste, le Congrès estime que le Parti doit tendre à ce que la plus grande partie des membres de la Cellule d'entreprise des Jeunesses participent également au PC. Entre les deux Partis doit exister une collaboration intime et une Cellule d'entreprise spéciale aux Jeunesses Communistes, en dehors de la Cellule du Parti, est indispensable. Elle constitue, en effet, la base organique de la Fédération des Jeunesses en entier, qui possède son organisation spéciale à côté du Parti.

§7. Le Congrès Mondial charge le CEIC de veiller à la réalisation décisive de cette organisation et d'élaborer des instructions sur la forme des organes locaux et centraux des partis.

## Résolution sur la Propagande dans l'IC et ses Sections

### 1. — Les Buts Objectifs de la Propagande Communiste

§1. Les conflits intérieurs de l'IC sont en même temps des crises d'idéologie. Les déviations de droite ou de gauche sont inséparables d'une déformation de l'idéologie prolétarienne, du marxisme-léninisme.

La «maladie infantile de gauche», qui se manifesta au 2<sup>e</sup> Congrès mondial et après, était une déviation du marxisme-léninisme vers le syndicalisme (marxisme hollandais, K.A.P.D., antiparlementarisme, etc.)

Les conflits actuellement en cours dans certains PC, et dont le début coïncida avec la défaite allemande d'octobre, résultent des survivances dans ces Partis de la vieille idéologie social-démocrate.

Le moyen d'en venir à bout est de bolchéviser les PC en passant par-dessus le «marxisme» de la 2<sup>e</sup> Internationale et les restes du syndicalisme. Par «bolchévisation», il faut entendre le triomphe idéologique définitif du marxisme et du léninisme (en d'autres termes, du marxisme dans la phase de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne).

§2. La bolchévisation des PC sera donc obtenue par une pénétration plus profonde du marxisme et du léninisme dans la conscience des PC et de leurs membres. Ce n'est pas une adoption mécanique des mesures concrètes du PC russe, mais l'adaptation des méthodes du bolchévisme à la situation de chaque pays dans l'époque historique donnée. C'est le seul moyen pour eux de devenir des guides véritables de la masse. Seule, une assimilation effective et organique du marxisme-léninisme permettra aux PC de réduire au minimum les fautes de politique, de tactique et d'organisation et de mener à bonne fin l'émancipation des travailleurs. «Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. Le rôle d'avant-garde ne peut être joué que par un Parti muni d'une théorie d'avant-garde.» (LÉNINE).

À l'IC et à ses Sections incombe la tâche de faire de cette théorie d'avant-garde — le marxisme-léninisme le bien commun de leurs membres. Les PC ne doivent pas se borner à faire de l'agitation dans la masse pour quelques idées fondamentales du marxisme-léninisme; ils doivent s'efforcer, par une propagande systématique et énergique, de faire de l'ensemble du marxisme-léninisme le patrimoine de chacun de leurs membres. Il faut pour cela former des cadres possédant pleinement cette arme théorique et capables d'en munir l'ensemble des communistes.

Ce qui importe particulièrement, c'est l'assimilation de cette théorie par la jeunesse communiste. Les Sections prendront donc toutes mesures en conséquence.

La condition première d'une bonne organisation de la propagande est que chaque PC sache l'importance d'une parfaite connaissance théorique du marxisme-léninisme. Les PC comprendront que l'orientation de leurs efforts vers les succès pratiques ne peut, à aucun degré, signifier indifférence ou négligence à l'égard des problèmes et des joutes théoriques. Au contraire, les succès pratiques dans les combats révolutionnaires sont conditionnés par

une claire connaissance théorique, aussi largement répandue que possible dans le Parti.

§3. L'idéologie du cadre dirigeant et de l'ensemble des PC exige un autocontrôle incessant. Si nous ne possédons pas encore la base concrète qui est la condition préliminaire de ce contrôle, nous pouvons cependant constater que la propagation de la pensée marxiste-léniniste, en profondeur et en étendue, ne progresse pas de pair avec l'accroissement constant et rapide de l'effectif des Partis. On peut remarquer presque dans toutes les Sections de l'IC, une stagnation de la pensée théorique. C'est un grave danger, car le travail théorique est appelé, par l'analyse des conditions réelles, à augmenter la sûreté du travail politique et, par la découverte des forces motrices de la Révolution, à en préciser les perspectives et les conditions, ainsi que les méthodes de tactique, d'organisation et de propagande du Parti.

L'indifférence d'une partie des dirigeants l'égard de la théorie peut seule expliquer l'apparition, au sein de l'IC, de «théories» en contradiction évidente avec le marxisme-léninisme. Tout d'abord, parmi les dirigeants ou dans la masse du Parti, elles jettent, quelque temps, la confusion sur la philosophie, la doctrine et l'économie; ensuite, elles passent dans la politique et la tactique sous forme de déviations de droite ou de gauche: position de quelques chefs du Parti suédois dans la question religieuse; erreurs de certains chefs de la droite allemande sur l'État bourgeois et sur les racines de l'opportunisme dans l'aristocratie ouvrière; déviation philosophique de certains milieux intellectuels des Partis de l'Europe centrale tendant à vider le matérialisme dialectique de son essence matérialiste; tentatives de camarades italiens pour réviser la doctrine économique du marxisme.

L'éducation des Partis laisse aussi beaucoup à désirer. La nécessité de la propagande n'est pas encore suffisamment sentie. La grande majorité de nos recrues s'est convaincue de façon purement empirique, au cours des conflits économiques et politiques de chaque jour, du caractère hypocrite de l'opportunisme et du réformisme et de la valeur prolétarienne du PC. Bien que ce fait soit tout à notre avantage et qu'il souligne la grande supériorité de l'IC sur la 2<sup>e</sup> Internationale, il n'en témoigne pas moins que les travailleurs peuvent encore être hantés par des réminiscences d'idéologie social-démocrate.



Il est impossible de supprimer mécaniquement cet héritage social-démocrate.

Il faut pour cela, outre l'étude de la pratique révolutionnaire, une propagande systématique de la pensée marxiste-léniniste, un enracinement des principes fondamentaux et des méthodes du marxisme-léninisme dans la conscience des masses.

§4. En la personne de Lénine, représentant par excellence de l'orthodoxie marxiste, continuateur de la théorie et de la pratique de Marx, l'IC et tous les PC possèdent un baromètre absolument sûr contre toute déviation de droite ou de gauche, de théorie ou de pratique. Seul le léninisme, que Lénine et ses collaborateurs, la vieille garde bolchévique, ont conçu en effet comme la théorie de la révolution prolétarienne, peut remplacer Lénine. La mort de Lénine doit inciter toutes les Sections de l'IC, comme déjà le PC russe, à redoubler d'efforts pour propager le marxisme-léninisme en superficie et en profondeur. Par suite de la faiblesse idéologique des Partis et de leur pauvreté en cadres, cette tâche retombe sur l'IC. En face du pseudo-marxisme de la 2<sup>e</sup> Internationale, le léninisme, cette renaissance du marxisme révolutionnaire, ne contient pas une seule proposition qui n'ait son importance pratique dans les luttes révolutionnaires, quotidiennes du prolétariat. De là découle pour l'IC une mission de première importance et de première urgence: propager sans relâche cet enseignement et prendre toutes mesures d'organisation de nature à assurer cette propagande.

## **2. — Mesures d'Organisation**

§5. Ni l'IC, ni les Partis ne disposent encore d'aucun organe spécial pour la propagande, ou bien ils n'ont que des organes insuffisants. Pour la mise en pratique des résolutions du 4<sup>e</sup> Congrès sur le travail d'éducation, nos Sections ont si peu fait jusqu'ici qu'il ne pouvait en découler aucun résultat concret.

Faute d'organes appropriés, il ne pouvait question de recueillir, d'analyser, de résumer, de généraliser et d'échanger l'expérience acquise, ni de systématiser le travail de propagande. C'est pourquoi la création, dans les partis, de Sections d'agitation et de propagande sera encore, après le 5<sup>e</sup> Congrès mondial, une des tâches fondamentale les de l'IC

§6. Un des obstacles essentiels à la propagande du marxisme-léninisme consiste dans la pauvreté de la littérature marxiste-léniniste, dans le manque d'éditions des originaux, dans l'absence de manuels et de guides populaires.

Les œuvres marxistes classiques sont restées dans bien des pays d'Occident des raretés bibliographiques. Il n'y a guère de rééditions. Pour les œuvres nouvelles, on n'a pas souvent affaire à un livre marquant véritablement une nouvelle fécondation ou utile vulgarisation de la pensée marxiste.

Il faut donc, avant tout, publier dans le plus grand nombre de langues possible, Les œuvres de Marx et de Lénine (au moins les principales) et, parallèlement, des manuels et des guides populaires pour l'éducation des Partis et l'étude de la doctrine.

§7. Un autre obstacle essentiel consiste dans le manque de liaison entre marxistes. Les camarades qui s'occupent de la théorie et s'y intéressent profondément, disséminés à travers les différentes Sections de l'IC, n'ont entre eux aucune liaison leur permettant de se diviser la tâche, d'échanger leurs opinions et, par là même, d'organiser convenablement le travail. Cette situation, ainsi que l'isolement des quelques revues de théorie et de propagande qui existent, rend impossible l'utilisation pratique et la vérification mutuelle des résultats des recherches marxistes-léninistes. Le groupement de tous les talents marxistes-léninistes participant au mouvement international communiste et la répartition du travail entre eux sont nécessaires pour obtenir une bonne organisation en superficie et en profondeur de notre propagande. Il faut également décider les Sections de l'IC à créer des publications consacrées à la théorie et à la propagande, capables de servir leur travail d'éducation.

§8. Les objectifs immédiats de l'IC, en la matière, sont:

a) La création d'une Section d'agitation et de propagande; la mise à sa disposition de marxistes-léninistes qualifiés et ayant l'expérience de l'organisation de la propagande; le contrôle du travail de propagande des partis; la généralisation et l'échange mutuel des expériences faites; l'assistance aux Partis dans l'élaboration des méthodes et formes d'éducation communiste.

b) La réforme et l'agrandissement du service de presse de l'IC, pour munir les Partis non seulement de matériaux d'actualité politique, mais aussi de matériaux sur la théorie et la propagande; l'édition des principaux ouvrages de Marx, Engels et Lénine; la création d'une collection populaire de manuels et de guides, sur les questions fondamentales du programme, de la tactique et de l'organisation communiste.

c) La publication d'une revue de propagande, destinée à servir à l'instruction des fonctionnaires du Parti, et en premier lieu, des propagandistes. Cette revue servirait d'intermédiaire entre les marxistes, étudierait les questions de plan d'éducation, assurerait l'unité d'orientation et la systématisation de l'éducation communiste, élaborerait les méthodes de propagande, donnerait une bibliographie systématique des matériaux à utiliser et consignerait les résultats des recherches marxistes-léninistes. En outre, elle servirait les agitateurs, en mettant à leur disposition des matériaux instructifs. Cette revue doit être éditée en allemand, français et anglais.

d) Afin de répondre aux besoins les plus pressants des principaux Partis en fait de théoriciens qualifiés, l'appel à Moscou, pour une assez longue durée, d'un certain nombre de militants allemands, anglais, américains, tchécoslovaques, italiens, français, et si possible orientaux pour les former à l'étude de la théorie et de la pratique marxiste-léniniste. Il faut choisir des camarades capables, moyennant une direction générale, de poursuivre ensuite personnellement leur éducation marxiste-léniniste et de fournir un travail scientifique (autant que possible ouvriers). Le but doit être de leur inculquer une éducation marxiste-léniniste approfondie et de les préparer à un travail personnel de direction politique fondé sur la théorie.

e) La convocation et la préparation d'une conférence des fonctionnaires dirigeant le travail de propagande dans les diverses Sections et des directeurs des écoles du Parti, afin d'élaborer les objectifs concrets à atteindre, de spécialiser et de coordonner les méthodes.

f) L'encouragement à l'ICJ d'organiser l'éducation communiste de la jeunesse.

### 3. — Rôle des Sections

§9. L'agitation et la propagande doivent être centralisées dans une branche particulière de l'appareil du Parti, si possible partout, mais au moins dans les grands Partis.

Au centre il y aura un service particulier d'éducation (propagande), qui dirigera le travail de propagande et d'agitation. À lui incombera la charge de développer la propagande du marxisme-léninisme, d'élaborer les systèmes et les méthodes et de fournir les matériaux nécessaires.

§10. L'une des conditions préalables d'une propagande organisée est le recensement des marxistes qualifiés, leur encouragement à poursuivre leur instruction personnelle et leur soutien dans leur travail d'éducation communiste. Il faut procéder à la création d'un nouveau cadre de propagandistes et à la transformation de l'ancien dans l'esprit du léninisme. Etant donnée la disette de spécialistes propagandistes, ces derniers ne doivent pas être employés seulement à un travail immédiat d'instruction, mais être aussi appelés à servir d'instructeurs pour ceux qui ne se consacrent pas spécialement à la propagande. En outre, ils doivent être réunis en commissions permanentes ou périodiques près des Sections d'agitation et de propagande. Le rôle de ces commissions sera d'aider de leurs conseils et autrement la masse des membres à s'instruire eux-mêmes dans le marxisme-léninisme et à s'organiser pour cela.

§11. Chaque Parti entreprendra, l'automne prochain, une large campagne afin d'éveiller l'intérêt pour les questions de théorie, de politique, de tactique et d'organisation dans l'esprit marxiste-léniniste. Cette campagne sera rattachée à la mort de Lénine, au nouveau programme de l'IC, aux questions actuelles de l'IC et des Partis. Elle servira de point de départ à un travail d'éducation systématique.

§12. Il faut obliger formellement tous les membres et en particulier les fonctionnaires élus à s'instruire. Au sein du système d'éducation, il faut prévoir le moyen d'aider ces fonctionnaires à accroître et à approfondir leurs connaissances théoriques. Partout où cela sera possible, on fera pour eux, à l'exemple des Semaines du Parti, des cours de perfectionnement. En même temps, on exigera de chaque membre la possession d'un certain minimum de connaissances politiques et



théoriques les mettant à même de répondre aux questions des ouvriers sur le programme, les buts et la tactique du PC, et de combattre à l'atelier les préjugés les plus grossiers que la classe ouvrière a hérités de la petite bourgeoisie et de la social-démocratie. L'exécution de ce devoir d'instruction sera contrôlée par le Parti.

§13. La presse du Parti doit être également utilisée pour susciter l'intérêt pour le travail d'éducation communiste sous toutes ses formes et pour les problèmes marxistes-léninistes. Les revues approfondiront théoriquement les questions politiques et tactiques, tout en restant à la portée de la masse des lecteurs. La presse quotidienne pourra en faire autant, mais naturellement dans la mesure convenable et à propos de l'actualité politique et des luttes économiques du prolétariat. Elle fournira surtout des indications bibliographiques soigneusement rassemblées. Chaque question, chaque événement politique, chaque anniversaire marquant doivent être exploités pour populariser les idées marxistes-léninistes, en ayant en vue le minimum de connaissances que doit posséder tout ouvrier communiste. La presse quotidienne doit également, par ses conseils, encourager ses lecteurs à s'instruire eux-mêmes, d'accord avec les organes d'agitation et de propagande du Parti. La rubrique bibliographique sera développée dans ce sens et notera, d'une façon intéressante et détaillée, les nouvelles publications communistes, tant articles de revues que livres et brochures. Dans les revues, la Section bibliographique ne se bornera pas à enregistrer et à critiquer; elle appréciera et utilisera au point de vue de la propagande et de la méthode les matériaux présentés. La bibliographie communiste sera un moyen puissant d'éveiller la soif de connaissances marxistes dans la masse, à l'intérieur et hors du Parti et parmi les dirigeants communistes.

§14. Il faut résoudre la question des bibliothèques en rapport avec le problème de la propagande. Le Parti doit posséder des bibliothèques marxistes-léninistes avec des conservateurs véritablement au service des ouvriers. Il faut profiter des bibliothèques publiques ou syndicales dans tous les cas où il sera possible d'acquérir une influence sur elles de façon à les faire servir à la propagande marxiste-léniniste.

## 4. — Le Système de la Propagande Marxiste

§15. La diversité de condition et de développement des Sections exige l'application de divers systèmes et de diverses méthodes de propagande. Cependant les indications suivantes peuvent servir de principes généraux pour tous les pays et pour tous les Partis:

a) le système d'éducation communiste doit être conçu de façon à en faire profiter sous une forme quelconque tous les membres du Parti. Les Partis doivent s'efforcer de donner chacun au moins les connaissances élémentaires: mais les fonctionnaires supérieurs doivent approfondir et compléter sans cesse leur expérience.

b) chaque partie du système doit viser des buts pratiques et précis et n'embrasser qu'une seule catégorie d'individus aussi homogènes que possible. Aussi bien dans le choix de personnes que dans la fixation du programme et des méthodes, on doit ne jamais oublier le travail précis que les élèves auront à accomplir dans le Parti et les problèmes pratiques qui se poseront à eux.

c) chaque partie du système formera un tout autonome ayant son rôle propre et ne doit pas être considérée comme la préparation à un degré supérieur.

16. Le système des institutions de propagande marxiste-léniniste doit prendre deux aspects, pour embrasser, malgré la limitation des ressources matérielles et le plus grand nombre possible de membres du Parti: les écoles régulières et l'encouragement aux autodidactes.

§17. Pour les écoles, deux pôles à atteindre pour chaque Parti:

a) l'école centrale; b) les cours élémentaires (cours du soir, séries de conférences, écoles du dimanche, etc.).

§18. L'école centrale doit réunir, pour un temps plus ou moins long, selon les ressources du Parti (ou d'un groupe de Partis de même langue) des militants déjà informés des principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Le but est la systématisation, l'extension et l'approfondissement des connaissances déjà possédées par les auditeurs et, par là même, la formation de militants

qualifiés et, particulièrement dans les premiers temps, d'un nouveau cadre de propagandistes.

§19. Le but des cours élémentaires du soir (écoles du dimanche) est l'enseignement des connaissances politiques élémentaires, de l'A.B.C. des principes fondamentaux, de la théorie et de la méthode marxistes-léninistes.

Le programme de l'IC doit servir de canevas cet enseignement. Le but est de rendre les membres du Parti aptes à participer activement au travail du Parti et à mener la propagande individuelle parmi les masses ouvrières.

§20. Entre ces deux pôles peuvent se trouver différentes formes d'éducation, selon les conditions particulières des pays et des Partis: depuis les écoles du dimanche, les cours locaux et de courte durée, jusqu'aux écoles de district répondrait déjà de plus hautes exigences et destinées former les fonctionnaires locaux. Partout on attachera une importance particulière au perfectionnement ininterrompu des propagandistes, qui peuvent être périodiquement réunis pour des cours de répétition.

§21. Les PC ne doivent pas négliger les écoles qui, sous une étiquette neutre, s'occupent de la formation ouvrière (Universités ouvrières, labour collèges, universités populaires, écoles de conseils d'usine, établissements syndicaux, etc...). Ils s'efforceront de combattre les dangers dont ces écoles menacent l'idéologie prolétarienne et même, si possible, d'y exercer leur influence et de les soumettre à leur contrôle afin de les utiliser pour l'éducation communiste.

§22. Ni les ressources matérielles, ni les ressources scientifiques des Partis ne leur permettent de créer un système d'écoles marxistes-léninistes assez vaste pour grouper à bref délai la majorité écrasante de leurs membres. Pour cette raison et aussi parce que le système scolaire ne suffit pas à lui seul pour une assimilation complète et approfondie de la théorie marxiste-léniniste, l'intérêt des membres du Parti doit être aussi dirigé vers l'étude à domicile. Il faut encourager les groupes d'autodidactes. Il faut créer un réseau de cercles marxistes-léninistes. Les camarades ayant une certaine expérience de la propagande et des aptitudes pédagogiques formeront, au sein de la Section centrale d'agitation et de propagande, une commission pour l'encouragement des autodidactes du marxisme», qui donnera des conseils aux individus ou aux groupes, par

correspondance ou par l'intermédiaire de la presse.

§23. Cette organisation de la propagande ne doit pas se borner aux instances supérieures, elle doit s'étendre à toutes les grandes Cellules d'usine et aux plus petits groupements territoriaux. Dans ces derniers, il y a lieu d'élire des organisateurs propagandistes, dont la fonction consistera à éveiller l'intérêt des ouvriers pour l'éducation communiste, en conformité avec les instructions des organes de propagande du Parti.

§24. Le CEIC doit prendre des mesures pour qu'au cours de l'année prochaine, au moins dans les Partis les plus importants, soient organisées des écoles modèles et quelques cours du soir pour l'enseignement du marxisme-léninisme. Il se mettra en relations directes avec ces institutions modèles sur la proposition du CC des Partis intéressés, afin de les soutenir idéologiquement et de leur envoyer des livres et autres moyens d'enseignement. À leur tour, les Comités centraux des Partis entreront en rapports directs avec les institutions de propagande et les cercles marxistes-léninistes des districts ouvriers les plus importants. De même, par les soins de l'IC, il s'établira un contact entre les Universités communistes, les écoles du Parti, les cercles marxistes-léninistes de Russie et les institutions étrangères correspondantes.

§25. Les Partis collaboreront à la création d'institutions correspondantes pour la jeunesse, à la désignation de maîtres propagandistes pour ces institutions ou rendront accessibles à la jeunesse communiste les institutions d'éducation du Parti.

§26. Les Partis veilleront à ce que les étudiants communistes et autres intellectuels continuent à se perfectionner. L'isolement et l'autonomie des étudiants communistes doivent être combattus. Les cercles d'étudiants communistes ou les fractions existant déjà, qui jusqu'ici adoptaient la forme de cercles autonomes et étrangers à tout système, doivent être tirés de cet état stérile pour le mouvement ouvrier, et, sous la direction immédiate des théoriciens les plus versés dans le marxisme-léninisme et les plus expérimentés dans la direction du mouvement ouvrier, être rendus profitables pour la propagande communiste. D'un autre côté, les membres de ces groupes

d'étudiants doivent être, sans aucune exception, appelés à participer au travail pratique du Parti.

§27. Chaque PC inscrira à l'ordre du jour de son prochain Congrès National l'organisation de la propagande marxiste-léniniste et des institutions destinées à l'assurer.

## **5. — Programme et Méthodes de Propagande**

§28. Le but politique prochain de la propagande du marxisme-léninisme est le suivant: pour obtenir la bolchévisation du Parti, l'éducation communiste doit être rattachée à l'actualité politique, aux problèmes de tactique et d'organisation de l'IC et des Partis. Le programme et la méthode du travail de propagande doivent être basés sur ce principe. Ils doivent être orientés sur les objectifs pratiques du Parti. En évitant le plus possible les programmes et méthodes abstraites, il faut cependant s'efforcer d'obtenir que les fonctionnaires et la masse du Parti acquièrent la connaissance des fondements théoriques que le marxisme-léninisme propose à la classe ouvrière luttant pour son affranchissement et qui peuvent seuls la conduire au but, comme l'a démontré l'histoire de la révolution russe et internationale. Il faut éviter toute opposition entre le marxisme du siècle de Marx et d'Engels et celui du siècle de Lénine.

§29. Il faut éviter toute séparation mécanique, toute conception définissant le marxisme comme la théorie et le léninisme comme la pratique. Le marxisme et le léninisme comprennent l'un et l'autre la fois la théorie et la pratique de la lutte ouvrière; ils font à eux deux l'unité de la théorie révolutionnaire et de la pratique révolutionnaire. Au rebours du marxisme des épigones de Marx, du «marxisme» de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui, sous une forme prétendue orthodoxe, sépare la théorie de la pratique et rejette en pratique l'action révolutionnaire après l'avoir admise en théorie, «le léninisme est le marxisme de la période de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Pour parler plus exactement, le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature prolétarienne en particulier» (Staline). A la base du programme d'éducation communiste et de notre méthode de propagande, il faut mettre ce principe: il est impossible de séparer le léninisme du marxisme.

Le marxisme, de son côté, à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ne peut être propagé avec succès que sous la forme du léninisme.

§30. Le programme de l'éducation communiste doit avoir son centre de gravité dans l'économie et la théorie marxiste-léniniste de l'Etat.

Dans la théorie de l'économie, les phénomènes de l'impérialisme doivent former le fondement. En outre, on étudiera la stratégie, la tactique et l'organisation de la révolution prolétarienne et la solution de ces problèmes d'après les exemples de la révolution prolétarienne russe et internationale. Enfin, une des parties indispensables de ce programme sera: l'histoire du mouvement ouvrier dans les principaux pays et dans le sien propre; l'histoire de son propre parti, en insistant particulièrement sur les racines sociales et sur le rôle de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Dans les pays agricoles, on insistera sur la question agraire, sur la paysannerie, selon l'esprit du léninisme. Une propagande large et approfondie des problèmes tactique et théorique de l'insurrection armée et de la guerre civile est aussi de la plus haute importance. De même, les principes du léninisme dans les questions nationale et coloniale doivent être propagés dans les pays intéressés. La condition économique et sociale de la femme laborieuse est à étudier partout.

§31. À aucun degré de l'éducation communiste, il ne faut perdre de vue la philosophie générale du marxisme-léninisme. Marx, Engels et Lénine étaient tous trois des matérialistes militants; leur enseignement et leur conception du monde sont basés sur le matérialisme philosophique à son plus haut degré, le matérialisme dialectique. L'insertion dans le programme général d'éducation communiste de la propagande du matérialisme a aussi un but politique très important: l'affermissement des PC contre les courants idéalistes qui ont pénétré dans nos rangs, contre les différentes formes de l'idéalisme philosophique, contre la religion ou l'indifférentisme en matière religieuse, etc. Tous ces courants représentent, en fin de compte, des intérêts étrangers au prolétariat. La propagande du marxisme-léninisme ne peut être regardée comme complète sans la propagande du matérialisme militant. À tous les degrés du

programme d'éducation, il faut lui faire une place appropriée.

§32. La méthode d'enseignement doit faire l'objet de beaucoup de soin et d'attention, aussi bien dans les écoles que pour les autodidactes. Sans une juste méthode, ou bien la propagande n'atteindra pas son but, ou bien elle ne donnera lieu qu'à un gaspillage inutile des forces des propagandistes et surtout des auditeurs. Une méthode erronée entraîne le plus souvent, comme nous le montre l'expérience, la ruine de tout le système et des institutions particulières de propagande. Aussi doit-on avoir soin que les propagandistes possèdent, outre la science théorique requise, les méthodes d'enseignement. Les organes centraux de propagande du Parti doivent les munir continuellement d'instructions sur la méthode; ils doivent rassembler tous les matériaux sur la matière, élaborer l'expérience acquise, la généraliser et la mettre à profit.

## **6. — Organisation des Recherches Marxistes Scientifiques**

§33. Le léninisme ne marque pas seulement une renaissance du marxisme révolutionnaire, mais un enrichissement de son contenu théorique et pratique. Cependant la pensée marxiste, la théorie marxiste n'a pas été suffisamment approfondie dans l'IC. Ce qui manque ici, c'est à la fois l'initiative et l'organisation. Les tentatives des épigones de Marx, celles de la 2<sup>e</sup> Internationale et du marxisme autrichien pour continuer l'œuvre du marxisme orthodoxe d'avant la guerre sont condamnées à échouer, avant tout parce que la pratique social-démocrate dément à chaque instant les prétentions de la théorie, chez des gens comme Kautsky, Hilferding et Bauer, à être véritablement marxistes.

La décadence universelle de la science après la guerre a eu tout naturellement sa

répercussion dans le domaine des recherches marxistes. Le seul pays où elles soient en progrès est la Russie du prolétariat révolutionnaire. Les Partis d'Occident n'ont au contraire à offrir, pour le moment, aucun ouvrage théorique notable. Outre l'étude du marxisme-léninisme au point de vue de la propagande, l'IC doit donc encourager l'étude de leurs travaux sous le rapport des recherches scientifiques.

§34. Les centres internationaux de l'étude théorique du léninisme, au point de vue scientifique, sont: l'Institut Marx-Engels, l'Institut Lénine et l'Académie Communiste. La tâche de l'IC est d'utiliser leurs travaux pour le plus grand bien du mouvement communiste international, à savoir:

a) Entrer en étroites relations avec ces Instituts, par l'intermédiaire de sa Section d'agitation et de propagande, et exploiter les résultats de leurs recherches dans le sens international;

b) Grouper autour de ces Instituts les militants de tous les PC s'occupant d'investigations théoriques ou s'intéressant à la théorie;

c) Editer avec leur concours une revue de recherches marxistes-léninistes, une bibliothèque des classiques du marxisme, ainsi que des éditions complètes, scientifiques et critiques des œuvres de Marx, Engels et Lénine, et une Encyclopédie communiste.

§35. Près des écoles centrales des Sections les plus importantes de l'IC, il faut monter un cabinet de recherches marxistes-léninistes. Ces cabinets encourageront les travaux personnels, organiseront des séminaires pour les camarades s'intéressant à la théorie, faciliteront l'élaboration des études de politique et de propagande et enfin serviront de lien avec les Instituts soviétistes.

# **Résolution sur la Question Syndicale**

§1. Le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC confirme les directives présentées par Lozovski sur la question syndicale. La rédaction définitive en est confiée à une Commission composée de Lozovski, Radecki, Semard, Dunne, Kohn, plus un camarade Anglais, un Polonais, un Italien et un Balkanique à désigner par leurs délégations.

Le Congrès remet le titre IV des directives à l'Exécutif élargi, qui traitera en détail les questions se rapportant au Congrès de Vienne de la Fédération Syndicale Internationale et déterminera la ligne de conduite à adopter.

§2. Le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare que les conceptions de Wilhelm Schumacher et de ses partisans sur la question syndicale ainsi que

leur conduite dans le mouvement syndical contredisent les décisions de l'I. C.

Le Congrès condamne comme nuisible à la révolution toute doctrine ou pratique la favorisant le mouvement pour l'abandon des syndicats ou la scission syndicale en Allemagne. Il invite tous les ouvriers qui ont abandonné les syndicats à y rentrer et, en général, tous les ouvriers à s'organiser syndicalement. Il souligne que les syndicats sont le rendez-vous de tous les exploités et que les communistes doivent y exercer une action d'éducation et de propagande. Quitter les syndicats c'est désertir la révolution et travailler au profit des ennemis du prolétariat.

## Notre Tactique dans le Mouvement Syndical (Directives)

### 1. — Un Tournant dans le Mouvement Ouvrier

1924 est caractérisé par les traits suivants:

a) la retraite générale des ouvriers a cessé; b) dans quelques pays et dans certaines industries, il se produit des offensives ouvrières; dans d'autres, la défense contre l'empirement des conditions du travail s'est renforcée; c) l'Internationale d'Amsterdam a montré son caractère impérialiste et ententophile (occupation de la Ruhr, plan des experts, etc.). Il s'est manifesté dans son sein une minorité encore informe, politiquement indéterminée, mais mécontente de sa politique traditionnelle;

e) le mécontentement des masses ouvrières et petites-bourgeoises à entraîner dans quelques pays (Angleterre, France, Danemark), la substitution aux gouvernements nettement réactionnaires de gouvernements semi-socialistes et pacifistes destinés de continuer, sous une étiquette nouvelle, l'ancienne politique de la classe bourgeoisie; f) en même temps que l'influence des syndicats réformistes baissait, qu'ils s'affaiblissaient moralement, politiquement, financièrement et numériquement, on a constaté la croissance des

syndicats révolutionnaires et des minorités, dont le rôle a augmenté non seulement dans les batailles politiques du prolétariat, mais également le dans la lutte économique;

g) le poids de l'IC et des PC dans le mouvement syndical mondial s'est considérablement accru et l'ISR qui n'était autrefois qu'un Comité International de propagande, s'est transformée maintenant en une véritable organisation universelle de syndicats révolutionnaires et combatifs; h) toutes ces ont amené d'une part une offensive effrénée des réformistes contre les syndicats révolutionnaires (exclusion des communistes, organisation de Sections antibolchévique, intensification de la campagne de calomnies, etc.) et d'autre part, tentatives de l'Internationale d'Amsterdam elle-même pour apprivoiser le mouvement syndical révolutionnaire; i) les dirigeants des syndicats réformistes étant devenus des instruments de la réaction fasciste, il est apparu dans certains pays (Allemagne), un état d'esprit favorable à une modification de la tactique de l'IC, à l'abandon des Syndicats et à la création d'organisations nouvelles.



Voilà les traits essentiels dont il faut tenir compte pour définir notre politique syndicale.

## **2. — La campagne pour l'unité**

Toute l'activité de l'IC est régie par ce fil conducteur de l'unité syndicale. Ce n'est pas qu'elle fasse de l'organisation un fétiche, mais elle croit que les communistes, en militant pour l'unité syndicale, étendent la zone d'influence des PC et de l'IC sans séparer un instant des masses. Combattre pour l'unité du mouvement syndical, c'est la meilleure façon de conquérir les masses. Voilà pourquoi rien ne peut ni ne doit obliger l'Internationale et les Partis à modifier leur ligne fondamentale. Les anciens mots d'ordre: Conquête et non pas destruction des syndicats; lutte contre la désertion des syndicats; rentrée dans les syndicats; lutte pour l'unité, restent vrais et doivent être appliqués avec résolution et énergie. La campagne pour l'unité s'impose non seulement aux pays où la grande majorité des syndiqués est dans les syndicats réformistes, mais aussi à ceux où il existe parallèlement des Centrales réformistes et des centrales révolutionnaires (France, Tchécoslovaquie). En aucun cas, les PC ne doivent laisser le monopole de l'unité aux réformistes qui, le mot d'unité aux lèvres, divisent, corrompent et démoralisent le mouvement ouvrier. Il est du devoir communistes de ne pas laisser s'éparpiller les ouvriers exclus ou inorganisés, mais de les réunir et de les organiser pour combattre le capitalisme et le réformisme. Mais dans ce cas aussi, la lutte pour le rétablissement de l'unité est la tâche la plus essentielle des exclus et de leurs organisations.

## **3. — L'Internationale d'Amsterdam et son aile gauche**

Notre attitude envers l'Internationale d'Amsterdam; fixée par les Congrès précédents, reste en vigueur. Cette Internationale, au moins dans ses dirigeants, est le rempart de l'impérialisme, elle reflète on ne peut mieux le conservatisme, le nationalisme borné la mentalité impérialiste, bourgeoise et retardataire des catégories ouvrières les plus corrompues par la bourgeoisie.

La lutte contre l'Internationale d'Amsterdam, sa théorie et sa pratique demeure la tâche essentielle de l'IC et de ses Sections. Démasquer sans pitié les larbins du capital et faire une

guerre à mort à ce rempart de la réaction capitaliste, bourgeoise et fasciste, voilà la devise d'actualité.

Luttant contre l'Internationale d'Amsterdam, nous ne devons pas perdre de vue deux choses: a) la présence dans les syndicats réformistes de millions de prolétaires; b) l'apparition d'une aile gauche très informe et politiquement hésitante, mais d'une aile gauche cependant.

La présence de millions d'ouvriers dans l'Internationale d'Amsterdam doit forcer les PC à décupler d'efforts pour les libérer des illusions réformistes. Mais il ne suffit pas d'intensifier l'agitation et la propagande. Les ouvriers se libéreront des illusions réformistes dans la mesure où les communistes sauront jouer le rôle principal dans les combats économiques de la classe ouvrière. Les conflits économiques offrent des occasions particulièrement favorables à l'application la tactique du front unique et au démasquement du rôle de fasciste et traître des chefs. L'aile gauche de l'Internationale d'Amsterdam n'a ni programme clair ni tactique. Cette aile gauche, qui comprend elle-même plusieurs tendances, n'a pas et essayé d'avoir sa plateforme. Il se fait un certain groupement sur la question des rapports avec les syndicats russes, mais la «gauche» ne se distingue en rien d'essentiel de la «droite» dans les questions politiques fondamentales (réparations, conclusions des experts, politique coloniale et autres). Son défaut radical et principal consiste à vouloir réconcilier le réformisme avec le communisme et à croire qu'on peut trouver une ligne moyenne entre ces ennemis mortels. Cette indétermination, cette inconsistance, ce caractère bâtard ont été illustrés par le Congrès de Vienne, où l'aile gauche a voté la résolution de la droite, sans essayer de présenter une plateforme à elle. Elle n'en reflète pas moins une sérieuse fermentation des masses, particulièrement en Angleterre, où elles sont mécontentes de l'ancienne et cherchent une issue à l'impasse réformiste.

De là découle notre attitude. L'IC et les PC soutiennent l'aile gauche dans la mesure où elle lutte réellement contre le programme et la tactique d'Amsterdam. Ce serait une grande erreur de surestimer cette aile gauche, de taire son inconséquence, son amorphie, son caractère hybride et son inconsistance. Les communistes et les organisations syndicales qui se trouvent sous leur influence doivent proposer à l'aile gauche d'Amsterdam de créer en commun des



organes d'action contre la réaction bourgeoise et capitaliste. Le facteur décisif dans les propositions de ce genre, c'est l'action. Les communistes doivent exiger que les éléments de gauche de l'Internationale d'Amsterdam, qui parlent d'entente avec les syndicats révolutionnaires mettent leurs offres en pratique dans la lutte quotidienne de chaque pays. La réelle disposition de ces éléments à agir de concert avec nous mesurera l'appui que nous leur donnerons. Les communistes ne doivent pas oublier que l'aile gauche de l'Internationale d'Amsterdam veut sauver cette Internationale non par un abandon radical de son ancienne tactique, mais par de légers changements dans cette tactique. Les PC doivent, par l'intermédiaire des syndicats influencés par eux, exercer la pression nécessaire sur certaines fractions de l'Internationale d'Amsterdam.

#### **4. — La campagne pour l'unité syndicale**

Les quatre années d'existence de l'ISR ont eu pour résultat de grouper et d'unir tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical universel. Le monopole de l'Internationale d'Amsterdam est depuis longtemps détruit. L'IC et les PC ont à mener une énergique Campagne pour l'union syndicats révolutionnaires, pour leur groupement compact autour de l'ISR, pour le renforcement de l'influence communiste et de la direction communiste dans les syndicats rouges de tous les pays. Ce résultat ne peut être obtenu que s'ils mènent en même temps une action systématique pour l'unité syndicale. La crise doctrinale et politique qui s'aggrave dans l'Internationale d'Amsterdam, l'apparition d'une aile gauche visant à établir un front unique avec les syndicats révolutionnaires et les progrès de l'état d'esprit révolutionnaire dans le mouvement syndical anglais permettent à l'IC et aux PC de déclencher avec succès une lutte décisive pour le rétablissement de l'unité internationale.

Cette unité pourrait être rétablie par la convocation d'un Congrès international auquel seraient représentés sur une base proportionnelle tous les syndicats affiliés à l'Internationale d'Amsterdam et à l'ISR. Ce Congrès international d'union, auquel doivent être représentés les syndicats du monde entier, pourrait poser les fondements d'une nouvelle Internationale unifiée des syndicats qui

deviendrait effectivement l'organisation mondiale du prolétariat. Ce Congrès marquerait un progrès gigantesque dans la voie de la concentration de toutes les forces pour la lutte contre la bourgeoisie.

La création d'une Internationale unifiée, sur la de la liberté d'agitation et de la discipline la plus rigoureuse dans toutes les actions contre la bourgeoisie devrait tout naturellement entraîner la dissolution des Internationales existants maintenant parallèlement (l'ISR et l'Internationale d'Amsterdam).

Jusqu'à ce que nous réussissions à rétablir l'unité du mouvement syndical international, l'IC et les PC doivent continuer leur aide, leur concours et leur soutien à l'ISR et à toutes les leur organisations à qui s'y rallient.

#### **5. — Nos côtés faibles**

Malgré le grand travail fourni par tous les PC dans le domaine syndical, il s'est manifesté pendant ces deux dernières années dans ce travail des traits qui doivent être combattus de la façon la plus catégorique. Ils se remmènent à ce qui suit:

§1. L'absence dans beaucoup de pays de fractions communistes ou leur création par en-haut, là où elles existent.

§2. Le refus de créer des fractions, dans les organisations qui ont une direction communiste ou approchante.

§3. Le refus de créer des fractions dans les syndicats réformistes, dans les pays où il existe une organisation révolutionnaire (France).

§4. Le défaut de discipline des membres du Parti; qui suivent leur ligne impressionniste, d'où abandon en masse des syndicats et politique syndicale propre, en dehors des décisions du Parti et de l'IC (Allemagne).

§5. La négligence des Partis à l'égard des syndicats révolutionnaires qui se forment parallèlement aux syndicats réformistes (Amérique, Belgique, Hollande), lorsqu'il faudrait les diriger systématiquement au point de vue moral et politique et les éduquer dans l'esprit de notre tactique.

§6. Une propagande abstraite à l'intérieur des syndicats, da au lieu d'intensifier la lutte contre tes réformistes en se basant sur les besoins journaliers de la classe ouvrière.

§7. Une attention insuffisante, à quelques rares exceptions près (Allemagne), à la création et au fonctionnement des Comités d'usines et l'inaptitude à utiliser la lutte économique des masses pour former ces Comités.

§8. La faiblesse à combattre les tendances et préjugés corporatifs profondément enracinés même chez les ouvriers révolutionnaires.

§9. La très mauvaise préparation politique et communiste des Congrès et Conférences intersyndicaux et syndicaux et le caractère fortuit des interventions communistes à ces Congrès.

§10. Une excessive nervosité à l'égard des manœuvres scissionnistes des réformistes, une utilisation insuffisante des exclusions individuelles et surtout des exclusions en masse.

§11. La sous-estimation du fait que les entreprises, les Comités d'usine et les syndicats sont le champ naturel d'organisation du front unique des ouvriers.

§12. La sous-estimation de l'importance et du rôle du travail syndical, d'où une attention insuffisante de la presse du Parti.

§13. Les Organes centraux de beaucoup de Partis consacrent trop peu de place aux questions syndicales. L'absence de littérature syndicale d'agitation et de propagande.

Tous les côtés faibles énumérés plus haut se rencontrent dans des proportions variables presque dans tous les pays. Le défaut fondamental et le point de départ de tous les côtés faibles de notre travail dans les syndicats, c'est l'absence ou l'état embryonnaire des Cellules du Parti dans les usines et les entreprises. La création de Cellules communistes dans les usines est la condition préalable de l'établissement de fractions par en-bas, du renforcement de l'activité tous les membres du Parti dans le domaine syndical et de l'application d'une directive unique à tous les degrés de l'organisation syndicale.

## **6. — Nos objectifs immédiats**

§1. La tâche fondamentale de tous les PC est l'organisation de fractions militantes, en commençant par l'usine et en remontant sur l'échelle syndicale et intersyndicale et le renforcement du contrôle du Parti sur l'activité et le travail des membres et surtout des fractions syndicales.

§2. Le centre de gravité du travail doit être transporté dans les masses, dans les entreprises. De là la nécessité de créer des Comités d'usines là où il n'y en a pas, de travailler et de pénétrer d'esprit révolutionnaire ceux qui existent. Il faut faire en sorte que les Comités d'usines prennent une part active et énergique à la lutte économique et interviennent là où il est nécessaire, contre les syndicats réformistes quand ils se mettent du côté des patrons.

§3. Il faut poser et résoudre effectivement dans chaque Parti la question d'organes militants pour la direction de la lutte économique. Cela est particulièrement nécessaire là où les ouvriers révolutionnaires se trouvent dans les syndicats réformistes et où le point de départ des actions économiques dépend de pourparlers secrets et l'esprit conciliation des dirigeants syndicaux.

§4. Il faut grouper dans chaque pays tous les syndicats révolutionnaires autonomes, de même que les syndicats des exclus, et les mettre en rapport, par l'intermédiaire des Comités d'action, avec l'opposition au sein des organisations réformistes.

§5. Il faut intensifier la lutte contre la trahison des chefs syndicaux; tous les faits de trahison doivent être l'objet d'un examen dans les entreprises et les usines. Il faut rendre populaire le mot d'ordre «Les bureaucrates traîtres, à la porte des organisations prolétariennes!»

§6. Là où le mouvement syndical est divisé, il faut mener un travail systématique dans les masses pour rétablir l'unité syndical par la convocation d'un Congrès général d'union sur la base de la représentation proportionnelle et de la liberté de la lutte d'idées. Le mot d'ordre du rétablissement de l'unité d'action des ouvriers de toute tendance contre le capital doit être le mot d'ordre fondamental de la période prochaine.

§7. Là où l'abandon des syndicats, sous l'influence des traîtres politiques et économiques de la bureaucratie syndicale, a atteint une grande acuité, les Partis doivent mener une lutte énergique contre ce symptôme de passivité et de désespoir. Il faut déclarer une guerre sans merci à l'abandon des syndicats par les communistes. Dans ces pays la campagne doit être menée sous le mot d'ordre: «*Retour aux syndicats!*»

§8. Il faut travailler énergiquement à organiser et à entraîner dans la lutte les ouvriers non organisés. Ce serait une faute de créer des organisations nouvelles d'ouvriers non organisés: le point initial et naturel est de grouper de tous les ouvriers non organisés et dans ce nombre de tous ceux qui pour des motifs divers ont quitté les syndicats, ce sont les Comités d'usines, les Comités d'action, etc... Tout le travail pour l'union des non organisés doit avoir pour but les faire entrer dans les syndicats et de changer les mécontents en militants actifs contre la bureaucratie syndicale,

§9. Il faut consacrer une attention toute particulière à l'organisation de ouvriers des branches qui peuvent jouer un rôle décisif dans la lutte de classe ouvrière pour le pouvoir (transports, métallurgie, industrie chimique, électricités, gaz, etc...). Le succès des communistes les syndicats sera en proportion de leur succès dans le groupement et l'organisation des ouvriers de ces branches.

§10. Il faut procéder à la création de Comités mixtes (franco-allemands, allemands-polonais, allemands-tchèques, franco-italien, franco-allemands-italiens, anglo-russes, russo-polonais, etc.), formés d'ouvriers de principales branches (transport, mines, etc.) pour l'organisation d'offensives parallèles concertées des deux côtés des frontières. Ces Comités mixtes peuvent jouer un rôle considérable si les Partis savent choisir avec le soin nécessaire les membres de ces organes de lutte unissant plusieurs nationalités ou plusieurs États.

§11. Les PC des pays dont la bourgeoisie exploite des peuples coloniaux ou semi-coloniaux doivent accorder une attention spéciale au mouvement professionnel qui se développe dans les colonies, premièrement pour libérer ces jeunes organisations syndicales de l'idéologie syndicaliste et deuxièmement, pour les libérer de toute sujétion à la politique impérialiste de la bureaucratie syndicale de la métropole.

§12. Dans les pays où, sous le pavillon de et de l'indépendance et de l'autonomie syndicale, on mène une politique hostile aux PC et au communisme, il faut intensifier travail dans les masses. en dévoilant le caractère anti-prolétarien de ce mot d'ordre et renforçant la collaboration avec les éléments acceptant les décisions de l'ISR. La lutte contre la démagogie et la confusion anarchistes-syndicalistes est la tâche la plus importante des Partis de ce pays.

§13. La connaissance de l'adversaire est la condition préliminaire du succès et c'est pourquoi les PC doivent, de concert avec les syndicats, organiser l'étude minutieuse des organisations patronales, de leur structure, de leurs organes et de leurs méthodes habituelles de corrompre et dissoudre les organisations ouvrières. Les patrons ont en grand nombre leurs agents parmi les ouvriers.

Les PC et les syndicats révolutionnaires doivent organiser un service de contre-espionnage économique afin de connaître la force et les limites de la puissance de résistance de nos ennemis de classe

§14. Tous les PC doivent établir un contact étroit entre les syndicats et les membres syndiqués se trouvant à l'armée. La création d'organes et de caisses spéciales, reliant les soldats à leurs syndicats respectifs peut rendre de grands services dans le travail antimilitariste des PC Il faut s'efforcer en particulier d'établir un lien étroit entre les organisations des marins et les matelots de la flotte militaire.

## 7. — Conclusions

Le 5<sup>e</sup> Congrès en confirmant toutes les décisions des Congrès précédents sur les tâches des communistes dans le mouvement syndical, attire l'attention des PC sur l'importance exceptionnelle du travail syndical. Aucune hésitation n'est tolérable dans cette question. Les syndicats jouent un rôle considérable dans la préparation de la révolution, ils en joueront un exceptionnel au moment de la révolution sociale et à eux surtout incombera la construction socialiste, lorsqu'après la victoire du prolétariat ils deviendront les organes de la dictature prolétarienne. La révolution sociale est impossible sans la conquête préalable des syndicats. C'est pourquoi il convient de poursuivre avec acharnement la route indiquée par tous les Congrès. La conquête des syndicats, c'est la conquête des masses. C'est pour la révolution sociale une question de vie ou de mort. C'est pourquoi le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC convie toutes ses Sections à ne pas s'écarter d'un pas des décisions adoptées et de mener à bonne fin l'œuvre de la conquête des syndicats, c'est-à-dire la conquête des masses.

Le 5<sup>e</sup> Congrès charge tous les communistes de défendre les principes exposés plus haut au prochain 3<sup>e</sup> Congrès de l'ISR.

# Résolution sur le gouvernement travailliste anglais

Le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne est un gouvernement capitaliste et non un gouvernement de classe ouvrière. C'est un instrument dévoué de Sa Majesté le roi, l'Empire, des capitalistes; il n'a rien de commun avec le socialisme, ni avec le mouvement ouvrier, et il dépend uniquement de la classe dominante. En tant qu'agent de la bourgeoisie il continue la politique de l'exploitation et de l'oppression capitalistes des Indes, de l'Égypte, de l'Afrique, etc., et soutient la politique de défense du capitalisme, de renforcement de l'impérialisme anglais et de la poursuite de la colonisation économique et financière des contrées battues pendant la guerre mondiale. Ce n'est même pas un gouvernement ouvrier dans sa composition, mais un gouvernement de coalition, composé des leaders de la 2<sup>e</sup> Internationale qui ont trahi le ouvrier pendant la guerre, de politiciens libéraux et lords tories.

Dans la plupart des postes gouvernementales où l'influence des impérialistes se fait le plus sentir, la vieille clique des impérialistes est en place au pouvoir.

La création du gouvernement travailliste n'est pas un phénomène particulier à l'Angleterre. C'est un produit de la période de désintégration capitaliste, où les vieilles formes du gouvernement capitaliste deviennent incapables de résoudre les problèmes engendrés par le capitalisme, dans le domaine national et international, social, politique et économique. Dans cette période, la classe capitaliste a recours à différents moyens de défense, depuis le labourisme (ministèrialisme socialiste) avec son pacifisme sous toutes ses formes, selon l'acuité des antagonismes de classes et les rapports que ces problèmes ont créés entre les classes sociales. Le gouvernement travailliste et le gouvernement fasciste sont les deux pôles de la méthode employée par la bourgeoisie pour prolonger sa dictature.

Par leur incapacité de résoudre les problèmes, les Partis bourgeois anglais aggravent les antagonismes de classes. Pendant

que la désunion s'accroît dans les rangs de leurs propres partis, alarmés devant ces nouvelles preuves de la conscience de classe s'éveillant chez les ouvriers, ils ont consenti à la formation du gouvernement travailliste par les laquais de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Ce n'est pas là le gouvernement ouvrier pour lequel les ouvriers anglais peinent et souffrent. Ces six mois d'activité le dénoncent comme un gouvernement de trahison de la classe ouvrière. Sous l'apparence de concessions légères, la réduction illusoire du coût de la vie, l'abolition des interruptions dans le paiement des chômeurs et des volumes des promesses pacifistes, il a mené une politique impérialiste bourgeoise.

À l'égard des ouvriers, il a adopté une conduite de tolérance libérale à la formation du gouvernement travailliste par les laquais de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Ce n'est pas là le gouvernement ouvrier pour lequel les ouvriers anglais avaient peiné et souffert. Ces six mois d'activité le dénoncent comme un gouvernement de trahison de la classe ouvrière. Sous l'apparence de concessions légères, la réduction illusoire du coût de la vie, l'abolition des interruptions dans le paiement des chômeurs et les volumes de promesses pacifistes, il a mené une politique impérialiste bourgeoise avec autant de vigueur et sûrement avec plus de succès que ses prédécesseurs sortis de l'aile droite de la bourgeoisie.

À l'égard des ouvriers anglais, il a adopté une conduite de tolérance libérale tant qu'ils restent tranquilles et qu'ils ne menacent pas la classe capitaliste. Aussitôt qu'ils commencent à protester activement, le gouvernement ouvrier envoie ses espions travailler dans les organisations de la classe ouvrière, envoie des briseurs de grève dans les grèves, mobilise la police pour charger les ouvriers qui protestent et préparent des mesures militaires contre eux, ainsi que cela est arrivé dans la grève des cheminots. Les mineurs ont été laissés sans leur



salaire minimum. Le gouvernement travailliste a permis aux libéraux et aux tories de saboter les projets de lois sur la nationalisation des mines et le salaire minimum des mineurs, sans tenter le moindre effort pour mobiliser les ouvriers contre. Il n'a même pas essayé de briser la mainmise des officiers aristocrates sur les forces militaires ou d'affaiblir d'une façon quelconque cette arme puissante du capitalisme dans ses actions contre les ouvriers.

Sous le masque de promesses pacifistes, il a fait tout son possible pour construire des cuirassés et des avions et il a adopté les mesures les plus rapides pour perfectionner les armements en vue des boucheries et de l'asservissement.

Sous le masque de promesses pacifistes, ce gouvernement travailliste est en train de préparer pour l'amour de la bourgeoisie une nouvelle tuerie dépassant en horreur le massacre en masse de la "grande guerre".

La lutte dans les rangs de la classe ouvrière contre le gouvernement travailliste est devenue, par conséquent, une lutte pour sauver l'humanité d'une destruction en masse.

En tant que gardien de l'impérialisme anglais, le gouvernement travailliste refuse les droits politiques les plus élémentaires d'organisation aux ouvriers hindous, sanctionner leur persécution et les mesures pour les affamer, appuie de son autorité le passage par les armes et le terrorisme dirigé contre les masses des Indes, de l'Égypte et de la Mésopotamie. L'Irlande reste dans les griefs de l'impérialisme anglais et des centaines d'ouvriers irlandais restent en prison de par le consentement du gouvernement travailliste.

Le gouvernement travailliste est celui qui applique le traité de Versailles et s'est allié ouvertement avec les impérialismes français et américain et avec la bourgeoisie allemande pour appliquer le plan des experts asservis et dégrader les ouvriers allemands. Même dans leurs relations avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques; ils ont prouvé la fausseté de leur prétention à être les gardiens des intérêts de la classe ouvrière par le soutien honteux réclamations des détenteurs de valeurs et des banquiers contre les ouvriers et les paysans russes.

Pendant que le gouvernement travailliste défend ainsi à chaque pas le capitalisme, il

s'efforce de répondre l'illusion qu'il poursuit une politique propre à renforcer le mouvement ouvrier et à sauver l'humanité de la guerre. Les chefs du Labour Party et particulièrement ceux de l'Indépendant Labour Party sont les alliés les plus puissants du gouvernement travailliste dans cette œuvre de trahison. Si le Labour Party représentait réellement les ouvriers, il cherchait en dépit de l'opposition des classes dominantes, à employer son influence pour mobiliser masses pour la lutte contre le capitalisme anglais. Mais, fermant les yeux aux réalités de la lutte des classes, corrompu par les surprofits de la démocratie capitaliste, enivré par les succès électoraux, le Labour Party joue son jeu aux dépens des Sections les plus ignorantes la classe ouvrière et livre les organisations de cette classe, y compris le Labour Party lui-même, à la bourgeoisie sans faire un simulacre de lutte.

C'est la tâche de de l'IC et sa Section, le PC de Grande-Bretagne, d'arracher le mouvement de la classe ouvrière à la direction réactionnaire actuelle, de détruire les illusions qui existent encore dans les esprits des masses sur la possibilité de leur affranchissement, grâce aux améliorations progressives du réformisme parlementaire, de faire comprendre aux ouvriers qu'ils ne se délivreront de l'exploitation capitaliste que par une guerre de classe résolue et par la destruction du pouvoir de la bourgeoisie. Dans ce but, et dans ce but seulement, le PC anglais doit continuer sa lutte pour l'affiliation au Labour Party et cette lutte doit être gagnée au moyen de combats incessants avec le réformisme sur tout le front. Dans cette lutte contre les trahisons du Labour Party, la direction incombe au PC anglais, déjà une grave fermentation a lieu dans larges masses qui sont mécontentes de la direction réactionnaire du Labour Party. Des grèves non officielles éclatent à chaque instant contre la volonté et en opposition à la bureaucratie syndicale. Le mouvement de gauche s'est même manifesté dans les organes dirigeants des trade-unions. Il n'a aucun programme précis, il est timide et hésitant. Néanmoins, il représente le mécontentement croissant parmi les ouvriers contre l'ancienne direction.

Au sein de cette aile gauche amorphe, des mouvements organisés de minorité se précisent. Ils ont un programme défini, ils sont composés d'ouvriers révolutionnaires et disciplinés et se répandent de district en district popularisant la politique de l'Internationale. Syndicale Rouge.

Quoique ridiculisés et cés par, la bureaucratie syndicale, ils organisent la révolte de masses contre la direction traîtresse et sont une garantie que l'esprit révolutionnaire des masses se et, sous la direction du PC, arrivera à sauver le mouvement de la classe ouvrière du désastre. Pour gagner cette victoire, le PC anglais doit: a) appuyer le mouvement de l'aile gauche dans toutes ses actions contre la bureaucratie Syndicale, dans ses grèves, dans sa propagande et combattre toutes les hésitations dans les rangs de la gauche sans hésiter en même temps à souligner les faiblesses incohérences de ce mouvement; b) fortifier la solidarité du mouvement de minorité, lui donner une base nationale, avec un programme établi sur la plateforme de l'ISR; c) renforcer le mouvement de minorité en luttant la création des Comités d'usines, en posant ainsi les fondations d'un syndicalisme industriel avec le Comité d'usine comme base de l'organisation, industrielle; d) lutter pour la participation active du mouvement syndical anglais aux luttes internationales du prolétariat.

Le PC doit combattre vaillamment dans les demandes de la classe ouvrière, partie de la lutte contre le capitalisme anglais, surtout, quand ces demandes et ces besoins touchent la vie quotidienne de la classe ouvrière et parce que ce sont des forces puissantes. Pour souder la classe ouvrière et pour lui communiquer une plus grande force combative.

Le PC doit mettre en avant les mots d'ordre et revendications. immédiates suivants et entreprendre une campagne énergique pour leur réalisation:

- a) un salaire national minimum;
- b) la nationalisation des mines, contrôle ouvrier;
- c) des maisons les ouvriers, bâties par les ouvriers sans la des ouvriers;
- d) pour les chômeurs, application de la charte des chômeurs, minimum de 3 livres par semaine les chefs de famille.

Le PC doit combattre vaillamment dans les luttes quotidiennes des masses réunies autour de ce mot d'ordre et prendre ainsi la direction des ouvriers dans chaque action du mouvement ouvrier.

Les mouvements de minorité dirigés contre la bureaucratie syndicale et les luttes populaires pour les réformes indiquées plus haut sont d'importantes bases pour l'activité du PC, mais notre Parti ne doit pas borner là son activité. Les tâches principales sont: a) d'éveiller les masses ouvrières d'Angleterre à la lutte contre le pacifisme hypocrite du gouvernement de McDonald, masquant les préparatifs de nouvelle guerre; b) d'expliquer la politique impérialiste et militaire et international du gouvernement travailliste de Sa Majesté; c) de déclencher un mouvement des masses en union avec les ouvriers de l'Allemagne, aussi bien avec ceux des pays de l'Entente contre le rapport des experts; d) de combattre les préjugés impérialistes parmi les ouvriers anglais avec le mouvement révolutionnaire des nations opprimées et des masses ayant à souffrir de la dictature de l'impérialisme anglais. Le mot d'ordre de cette lutte doit être:

L'affranchissement ouvriers de l'Angleterre dépend de l'affranchissement des colonies

Tous ces problèmes sont des parties intégrantes de la tâche principale lutte des masses pour leur émancipation. Cette victoire ne peut être gagnée, la dictature du prolétariat ne peut être établie sans un PC de masses, un Parti qui unisse les masses sur la base de l'activité et d'un combat incessant contre la bourgeoisie et flétrisse les traîtres socialistes dans les rangs de la classe ouvrière.

Un PC de masses militant, telle est la véritable réponse de la classe ouvrière au gouvernement travailliste bourgeois.

Vive le PC anglais!

Vive l'Internationale!

## Résolution sur le Fascisme



§1. Le fascisme est une des formes classiques de la contre-révolution à l'époque de la décadence de l'ordre capitaliste, à l'époque de la révolution prolétarienne, surtout là où le prolétariat a engagé la lutte pour le pouvoir mais où, faute d'expérience révolutionnaire et d'un Parti de classe dirigeant, il n'a pas su organiser la lutte révolutionnaire et pousser le soulèvement des masses jusqu'à l'établissement de la dictature prolétarienne.

Le fascisme est l'instrument de combat de la grande bourgeoisie contre le prolétariat, que les instruments légaux de l'État ont été insuffisants à terrasser; il est l'arme extra-légale de la grande bourgeoisie pour établir et consolider sa dictature. Mais, par sa structure le fascisme est un mouvement petit-bourgeois. Il a ses racines dans les classes moyennes vouées à la disparition par la crise du capitalisme, ainsi que dans les éléments déclassés par l'après-guerre (anciens officiers, etc.) et en partie même dans les éléments déçus dans leurs espoirs révolutionnaires et aigris du prolétariat.

Plus la société bourgeoise se décompose, et plus tous les Partis bourgeois, surtout la social-démocratie, prennent un caractère plus ou moins fasciste, se servant des méthodes violentes contre le prolétariat, et dissolvant ainsi eux-mêmes l'ordre social pour le maintien du quel ils s'étaient formés. Le fascisme et la social-démocratie sont les deux côtés d'un seul et même instrument de la dictature du grand capitalisme. Voilà la pourquoi la social-démocratie ne pourra jamais être une alliée sûre du prolétariat dans la lutte contre le fascisme.

Par ses contradictions intérieures d'intérêts entre la grande bourgeoisie d'un côté et les éléments petits-bourgeois et prolétariens de l'autre), le fascisme sombre après sa victoire dans une banqueroute politique qui a conduit à sa décomposition intérieure (Italie). Il tombe dans une crise semblable aussi là où, sans avoir remporté la victoire formelle, il est obligé de soutenir et de défendre ouvertement le régime grand-bourgeois (Allemagne).

§2. Vu le rôle historique, le caractère et la structure sociale du fascisme, la lutte des communistes contre le fascisme doit être menée avec des méthodes et des moyens qui permettent à la fois d'en triompher politiquement et de repousser directement son agression armée contre le prolétariat révolutionnaire. Ces moyens sont entre autres:

#### a) *Sur le terrain politique*

1) Une stratégie et une politique vraiment révolutionnaires inspirant au prolétariat, aux éléments petit-bourgeois et aux petits paysans de la confiance dans le mouvement communiste, faisant naître et affermissant chez eux l'idée que les problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels seront résolus par la dictature du prolétariat.

2) Une éducation systématique de la classe ouvrière sur caractère contre-révolutionnaire et anti-ouvrier du fascisme.

3) Une éducation systématique des masses petites-bourgeoises et petites paysannes prolétarisées et opprimées par la crise capitaliste, sur leur situation et sur les fonctions purement grandes capitalistes du fascisme.

4) Une politique étrangère active contre les traités impérialistes, les réparations, la duperie de la Société des Nations, etc.; le démasquement de la nature de la politique impérialiste et de ses conséquences désastreuses pour les masses laborieuses.

5) La lutte pour l'alliance révolutionnaire avec l'Union des Républiques Soviétistes; une politique léniniste dans la question nationale; la lutte pour le droit d'auto-détermination et de sécession de toutes les nations opprimées.

6) La campagne pour le front unique de toutes les classes laborieuses contre le fascisme; pour le front unique international du prolétariat sous la direction de l'IC

7) La subordination de la propagande antifasciste aux Centrales des Partis; large propagande antifasciste par affiches et tracts et par la presse.

#### b) *Sur le terrain militaire et de l'organisation*

1) Organisation de la défense armée contre le fascisme armé (centuries prolétariennes, etc.)

2) Désarmement des fascistes, confiscation de leurs stocks d'armes et de munitions.

3) Contre les démonstrations fascistes, contre-manifestations de la classe ouvrière sous protection armée.

4) Contre les actes terroristes des fascistes (destruction des maisons syndicales, des imprimeries, etc., attentats contre les ouvriers et les leaders ouvriers, etc.), organisation de la grève générale, terreur ouvrière, représailles

contre les fascistes, leurs chefs, leurs imprimeries et leurs entreprises.

5) Sabotage des transports lors des mobilisations, expéditions, concentrations et démonstrations fascistes.

6) Expulsion des fascistes des usines; sabotage, résistance passive, grèves dans les entreprises où des fascistes sont employés et jouent le rôle de mouchards ou d'agents provocateurs..

## Sur les Questions Nationales dans l'Europe Centrale et les Balkans

La guerre impérialiste, où la bourgeoisie s'est efforcée d'entraîner les travailleurs par des mots d'ordre trompeurs sur la protection des petites nationalités et leur droit de disposer d'elles-mêmes, a conduit en réalité, par la victoire d'une des deux coalitions capitalistes, au renforcement des antagonismes nationaux et de l'oppression nationale dans l'Europe Centrale et dans les Balkans.

Dictés par l'Entente victorieuse, les traités de Versailles, de Saint-Germain et ceux qui les ont suivis ont créé, pour la lutte contre la Révolution prolétarienne, de nouveaux petits États impérialistes: Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Grèce, fondés sur l'annexion de territoires considérables peuplés d'autres nationalités et constituant des foyers d'oppression nationale et de réaction sociale.

La question de l'oppression nationale est aujourd'hui à l'ordre du jour, même pour certaines grandes puissances qui, avant la guerre, étaient les acteurs, et sont devenues maintenant les victimes de la politique d'oppression. L'exemple le plus éclatant en est l'Allemagne. L'impérialisme de l'Entente ne s'est pas contenté d'annexer conformément aux «traités de paix» des territoires peuplés d'Allemands, il a prétendu démembrer l'Allemagne par une série d'annexions raffinées et masquées sous prétexte d'«autonomie nationale» (occupation des villes du Rhin), ou bien par des actes de brigandage non déguisés et dépassant tous les traités, comme l'occupation de la Ruhr.

Ainsi, la question nationale a acquis, après la guerre mondiale, une importance nouvelle et est en ce moment une des questions politiques les plus essentielles de l'Europe Centrale et des Balkans. La lutte des peuples opprimés contre le

joug national devient une lutte contre la domination de la bourgeoisie impérialiste sortie victorieuse de la guerre, de même que la consolidation des puissances impérialistes de création récente signifie la consolidation de l'impérialisme mondial.

L'importance de cette lutte contre l'oppression nationale est encore accrue du fait que les nationalités opprimées par la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce sont composées en majeure partie de paysans et que leur lutte pour l'émancipation nationale est en même temps une lutte des masses paysannes contre les propriétaires fonciers et les capitalistes d'autres nationalités.

En conséquence, les PC de l'Europe Centrale et des Balkans doivent soutenir de toutes leurs forces le mouvement national révolutionnaire des nationalités opprimées.

Le «droit de chaque nation à disposer librement d'elle-même jusqu'à la séparation» doit, dans la période prérévolutionnaire actuelle, s'exprimer dans les États impérialistes nouvellement créés par le mot d'ordre: «Séparation nationale des peuples opprimés de Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Grèce

Le Congrès constate, dans certains partis, l'existence d'une déviation qui consiste en ce que des camarades et des groupes basent leur attitude envers le mouvement national-révolutionnaire de leur pays sur les États créés par les traités de Saint-Germain et autres. Ces camarades et ces groupes, au lieu de s'attaquer à ces États basés sur l'oppression nationale et dirigés contre la révolution prolétarienne, demandent seulement leur réforme partielle et l'autonomie des populations qu'ils oppriment.

Le Congrès condamne résolument cette déviation, de caractère social-démocrate, de même que la déviation national-bolchéviste, qui fait que des communistes, au lieu de soutenir le mouvement national-révolutionnaire lui-même, se mettent au service des classes possédantes et des Partis qui en ont la direction, ce qui revient à placer les travailleurs sous l'influence et l'hégémonie de la bourgeoisie chauvine.

Le Congrès pose aux PC de l'Europe Centrale et des Balkans la tâche suivante: Tout en soutenant de toutes leurs forces le mouvement national-révolutionnaire des peuples opprimés contre le pouvoir de la bourgeoisie dominante, constituer, dans les organisations nationales révolutionnaires, des Cellules communistes, de façon à prendre la tête du mouvement national-révolutionnaire des peuples opprimés et de l'orienter dans une voie claire et bien définie, celle de la lutte révolutionnaire contre la domination de la bourgeoisie, en solidarité étroite avec tous les travailleurs luttant en commun, dans chaque pays, pour le pouvoir ouvrier et paysan.

Seule, cette union des éléments communistes à l'intérieur des organisations nationales peut assurer aux classes laborieuses la prépondérance en face des éléments bourgeois, féodaux ou aventuriers qui, trop souvent, les exploitent dans leur intérêt de classe ou en font des instruments de l'impérialisme de tel ou tel gouvernement capitaliste.

Le Congrès met tous les PC en demeure de mener une lutte énergique contre la haine nationale et le chauvinisme allumés par la bourgeoisie et les Partis social-traîtres, en expliquant aux travailleurs des peuples opprimés ou oppresseurs le caractère social de l'oppression nationale et de la lutte révolutionnaire nationale, et la dépendance où se trouve cette lutte de celle du prolétariat mondial pour l'émancipation sociale et nationale intégrale des travailleurs.

Le Congrès condamne également la déviation particulariste et estime que l'exercice du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusqu'à se séparer, n'a rien de commun avec le particularisme et n'est pas en contradiction avec le développement des forces de production.

Le Congrès constate la signification contre-révolutionnaire de la politique colonialiste des classes dominantes des petits États impérialistes, qui conduit à une exacerbation

extrême des antagonismes nationaux. Il oblige les PC de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie et de Grèce à mener une lutte énergique contre cette politique.

Le Congrès approuve le mot d'ordre, lancé par les PC balkaniques, d'une Fédération des Républiques ouvrières et paysannes, indépendantes et égales, des Balkans.

Constatant la croissance rapide de l'antisémitisme dans les États impérialistes nouvellement créés, surtout en Pologne, en Roumanie et en Hongrie, et la tendance des classes dominantes à s'en servir pour distraire l'attention des travailleurs des véritables coupables de leur misère et de la lutte révolutionnaire, le Congrès oblige tous les Partis à mener contre l'antisémitisme une lutte résolue et énergique en lançant les mots d'ordre: suppression des limitations de toutes sortes dont souffre la population juive, et pleine liberté pour elle de développement intellectuel.

En ce qui concerne la question nationale dans les divers pays de l'Europe Centrale et des Balkans, le Congrès décide:

## **1. — Macédoine et Thrace**

§1. Les questions de la Macédoine et de Thrace sont, depuis une dizaine d'années, la cause de conflits sanglants incessants entre la Turquie, la Bulgarie, la Grèce et la Yougoslavie, et un moyen de politique impérialiste dans les Balkans.

La dernière guerre impérialiste de 1914-18 dans les Balkans, qui s'est terminée par la ruine économique, l'asservissement politique et le repartage de la Macédoine et de la Thrace entre la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie, a encore envenimé la question nationale et approfondi les haines entre peuples.

Le partage de la Macédoine entre la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie a renforcé l'aspiration des Macédoniens, dans les divers tronçons de leur patrie démembrée, à s'unir et à constituer une Macédoine, une et indépendante.

La même aspiration à une Thrace indépendante unit le peuple thrace, déchiré en trois parties par la Grèce, la Turquie et la Bulgarie.

§2. Cette situation fait, des questions macédonienne et thrace, un nœud unique et

essentiel, que la Fédération des Balkans communiste doit s'efforcer de dénouer dans le sens du développement de la révolution prolétarienne dans les Balkans.

Le Congrès constate avec satisfaction que la 5<sup>e</sup> Conférence de la Fédération Balkanique a donné une solution, dans l'ensemble juste, de cette question de première importance.

§3. Le Congrès estime que les mots d'ordre formulés par la Fédération Balkanique: «Macédoine une et indépendante», «Thrace une et indépendante» sont parfaitement justes et vraiment révolutionnaires.

Les mots d'ordre d'autonomie des diverses parties de la Macédoine et de la Thrace, dans les frontières d'un des États bourgeois artificiellement créés par le traité de Sèvres et autres, doivent être éliminés comme opportunistes et favorisant une entente entre les éléments aisés des populations macédonienne et thrace et les classes dominantes des États en question, pour l'oppression sociale et nationale des Macédoniens et des Thraces pauvres.

§4. Le Congrès souligne, en même temps, que la lutte révolutionnaire des peuples macédonien et thrace pour leur émancipation nationale et sociale ne peut être efficace que lorsqu'elle sera menée de concert avec les ouvriers et paysans révolutionnaires de chaque pays balkanique.

§5. Les des Balkans et la Fédération Balkanique doivent soutenir de toute leur énergie le mouvement national révolutionnaire des peuples opprimés de Macédoine et de Thrace pour la création de républiques indépendantes.

§6. La Fédération Balkanique coordonne et dirige l'activité des PC des divers pays balkaniques en ce qui concerne la question nationale, et tout spécialement les questions de Macédoine et de Thrace.

## **2. — Question Ukrainienne**

§1. La question ukrainienne est une des questions nationales les plus importantes en Europe Centrale. Sa solution touche les intérêts de la révolution prolétarienne en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie, de même que dans tous les pays limitrophes.

Le Congrès constate que les questions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie et de Tchécoslovaquie ne forment qu'une question ukrainienne unique, qui exige une solution révolutionnaire commune.

§2. La population ukrainienne, en majorité paysanne, des régions annexées par la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, subit un joug social extrêmement pénible, ce qui rattache intimement la lutte pour l'émancipation nationale à la lutte contre les propriétaires fonciers, les capitalistes et les fonctionnaires et fournit un terrain favorable à une alliance durable entre les paysans et le prolétariat de ces pays pour une lutte commune contre le joug social et national.

§3. Le Congrès constate que les mots d'ordre d'autonomie pour la Ruthénie des Carpathes en Tchécoslovaquie, pour l'Ukraine occidentale (Galicie orientale, Volhynie, Podliachie, Polésie de Volynie et Région de Scholm) en Pologne, ou pour la Bessarabie et la Bukovine en Roumanie, mènent à la formation d'une coalition entre les paysans aisés ukrainiens et les classes dirigeantes de Tchécoslovaquie, de Pologne et de Roumanie, consolident l'asservissement économique et national de la masse paysanne et doivent, pour cette raison, être abandonnés par les PC

§4. Tout en soutenant le mot d'ordre, lancé par le PC, de lutte contre l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie et le droit de la Bessarabie à disposer d'elle-même, le Congrès estime nécessaire que les PC de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie réclament la réunion des terres ukrainiennes actuellement divisées de la Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie en une république soviétiste ouvrière et paysanne.

Le Congrès constate que les PC de Pologne et de Roumanie travaillent à réaliser ce mot d'ordre.

§5. Le Congrès souligne en même temps que la lutte révolutionnaire des paysans ukrainiens de Pologne, Tchécoslovaquie et Roumanie pour leur émancipation nationale ne peut être fructueuse qu'à cette condition, absolument indispensable, qu'ils bâtiront toute leur campagne et leur organisation sur une alliance étroite avec les ouvriers et les paysans de ces pays, militant sous la direction des PC contre le pouvoir du capital.

§6. Le Congrès oblige les PC de Tchécoslovaquie, de Pologne et de Roumanie à favoriser la consolidation des Partis et organisations communistes de ces régions ukrainiennes. Il constate avec satisfaction les résultats obtenus dans ce domaine.



§7. Approuvant les résolutions du 2<sup>e</sup> Congrès du Parti de Pologne et de la 5<sup>e</sup> Conférence du PC d'Ukraine occidentale (Galicie), tendant à créer des conditions favorables à la propagande et à l'organisation communiste en Ukraine occidentale, le Congrès estime également nécessaire, en vue de coordonner leur activité, d'établir un contact périodique d'une part entre les organisations communistes d'Ukraine occidentale, de Ruthénie des Carpathes et de Bukovine, d'autre part entre ces dernières et le PC (bolchévik) d'Ukraine, les PC de Pologne, de Roumanie et de Tchécoslovaquie, conservant la direction centralisée envers ces organisations.

§8. Le Congrès recommande aux PC de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie d'entreprendre des actions concertées sur les questions intéressant le mouvement national révolutionnaire en Ukraine, de publier des appels, organiser des congrès paysans communs, etc.

### **3. — La Question Yougoslave**

§1. La Yougoslavie est un État à nationalités multiples. La bourgeoisie serbe, qui exerce l'hégémonie, représente une nation qui ne constitue que 39% de la population. Les autres peuples composant l'immense majorité de la population sont tous plus ou moins soumis à l'oppression nationale et à une politique de dénationalisation.

§2. Les Serbes, les Croates, les Slovènes forment trois nations distinctes. La théorie d'une nation serbo-croate-slovène n'est que le masque de l'impérialisme serbe.

§3. Le PC de Yougoslavie doit lutter résolument contre l'oppression nationale sous toutes ses formes, pour le droit des nations à librement disposer d'elles-mêmes, et soutenir les mouvements d'émancipation nationale, en s'efforçant sans cesse de les soustraire à l'influence de la bourgeoisie et de les lier à la lutte commune des travailleurs contre la bourgeoisie et le capitalisme.

§4. La question nationale en Yougoslavie n'est pas une question constitutionnelle et c'est pourquoi on ne peut l'identifier à celle de la révision de la constitution de Vidowdan. C'est, premièrement' la lutte de populations, opprimées nationalement, pour le droit à disposer librement d'elles-mêmes, et, deuxièmement, la lutte révolutionnaire des travailleurs dans toute la Yougoslavie.

§5. La lutte contre l'asservissement national, pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la séparation; et pour le pouvoir ouvrier et paysan doit être liée à la lutte contre la bourgeoisie serbe, contre la monarchie et contre la sanction politique de la constitution de Vidowdan.

§6. Quoique la question nationale ne puisse être résolue, par la révision de la constitution, le PC de Yougoslavie doit tout de même prendre une part active à la campagne de révision, afin de renverser le régime d'oppression de la bourgeoisie serbe et de conquérir le maximum de garanties, de droits politiques et de liberté pour les travailleurs des nationalités opprimées, en s'efforçant sans cesse de les unir dans la lutte pour la création d'un pouvoir ouvrier et paysan et en leur expliquant que, seul, il peut résoudre définitivement la question nationale.

§7. Étant donné qu'il existe en Yougoslavie un mouvement de masse contre l'oppression nationale sous toutes ses formes, le problème national a une forme actuelle bien nette et intéressant directement les travailleurs.

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être formulé par le PC de Yougoslavie comme le droit, pour la Croatie, la Slovénie et la Macédoine, de se séparer de l'État yougoslave et de former des républiques indépendantes.

8. En ce qui concerne la population croate et slovène des territoires occupés par l'Italie, le PC italien devra mener sa propagande dans le sens des mots d'ordre indiqués plus haut, en liaison avec le Parti frère de Yougoslavie.

### **4. — La Question Tchécoslovaque**

§1. Le régime des nationalités en Tchécoslovaquie rappelle beaucoup celui de Yougoslavie. Le Congrès constate qu'il n'y a pas une nation tchécoslovaque: l'État tchécoslovaque, outre la nationalité tchèque, comprend des Slovaques, des Allemands, des Hongrois, des Ukrainiens et des Polonais.

§2. Le Congrès estime nécessaire que le PC de Tchécoslovaquie, en ce qui concerne ces minorités nationales, proclame et mette en pratique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris celui de se séparer; le PC de Tchécoslovaquie, en particulier, devra soutenir la lutte des Slovaques pour leur indépendance, en cherchant toujours à soustraire ce mouvement à l'influence de la

bourgeoisie nationaliste et à le rattacher à la lutte commune des travailleurs contre le capital. Le mot d'ordre de l'autonomie, formulé par les Partis bourgeois et nationalistes, tend à réduire en esclavage les travailleurs de toutes nationalités au profit de leur bourgeoisie nationale alliée à la bourgeoisie tchèque.

§3. Le Congrès souligne que la libération nationale des minorités de Tchécoslovaquie ne sera obtenue que si les travailleurs de toutes nationalités mènent leur campagne en alliance intime avec celle des ouvriers et des paysans du pays tout entier, pour abattre le pouvoir du capital et instaurer la dictature du prolétariat.

## **5. — La Question Silésienne**

Le Congrès constate que le plébiscite de 1921, qui fut suivi du partage de la Haute-Silésie, n'a pas aboli l'antique haine nationale. En même temps que l'exploitation capitaliste, nous voyons grandir, dans les deux moitiés désunies de cette région, l'oppression nationale.

La Haute-Silésie est un des centres industriels les plus importants de l'Europe Centrale: grâce à sa population, composée en majeure partie de prolétaires, elle fait le pont entre les révolutions de Pologne et d'Allemagne.

La libération nationale des travailleurs allemands habitant la Pologne et des ouvriers polonais vivant en Allemagne ne sera obtenue qu'en supprimant le pouvoir du capital et en établissant la dictature du prolétariat.

Le 5<sup>e</sup> Congrès constate des succès importants du PC dans la partie allemande de la Haute-Silésie, où le PC allemand, grâce à sa politique révolutionnaire décisive, a pris la direction des batailles du prolétariat.

Le Congrès attire spécialement l'attention des PC de Pologne et d'Allemagne sur la nécessité d'unir et d'intensifier leur activité en Haute-Silésie, afin de gagner à leur influence le prolétariat silésien, dans les deux États. Les deux Partis frères doivent lutter en commun contre l'oppression nationale sous toutes ses formes; dans leur propagande, ils doivent tenir compte de la question des langues pour les travailleurs allemands et polonais.

## **6. — La Question Blanc-Russienne**

§1. La question blanc-russienne, à côté de la question ukrainienne, est une des plus importantes de Pologne, au point de vue national; elle sera résolue sur le même plan.

§2. Le Congrès constate que le second congrès du PC polonais a bien compris l'importance de la question nationale et agraire en Russie Blanche. Il note le travail énergique du PC de Russie Blanche occidentale. Grâce à ces causes, le PC de Russie Blanche occidentale est presque le seul influent parmi les paysans de cette contrée.

§3. Le Congrès approuve la revendication formulée par le PC polonais de l'union des territoires séparés de Russie Blanche en une république soviétiste ouvrière et paysanne de Blanche Russie.

## **7. — La Question Lithuanienne**

Le Congrès estime nécessaire d'intensifier l'activité communiste parmi les travailleurs lithuaniens des régions de la Russie Blanche occidentale et de la Lithuanie orientale, annexées par la Pologne.

Le PC de Pologne doit proclamer le droit de la population lithuanienne à disposer d'elle-même, jusque et y compris la séparation de l'État polonais.

## **8. — La Question Hongroise**

Le Congrès estime qu'il est indispensable de renforcer l'activité communiste parmi les Hongrois des régions annexées par la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie; les PC de ces pays doivent revendiquer pour eux le droit de disposer d'eux-mêmes, jusque et y compris leur séparation des États qui les ont annexés.

## **9. — Les Questions de Transylvanie et de Dobroudja**

Le Congrès approuve les revendications du PC de Roumanie proposant de séparer la Transylvanie et la Dobroudja de l'État roumain pour en former des régions indépendantes.

## **10. — La Question Albanaise**

En ce qui concerne l'Albanie, dont le partage et la conquête sont disputés entre l'Italie, la Yougoslavie et la Grèce, il faut appuyer



intégralement la lutte de la population albanaise pour son indépendance.

## Résolution sur le Conseil Paysan International

§1. Le Congrès prend acte avec satisfaction de la 1<sup>e</sup> Conférence Paysanne Internationale tenue en octobre 1923 et de la fondation de l'Internationale Paysanne («Le Conseil Paysan International»). Il constate qu'entre les thèses adoptées par cette Conférence et les résolutions des 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC sur la question paysanne, il n'y a aucune opposition. Il invite toutes les Sections de l'IC à soutenir le CPI et les organisations lui appartenant dans les différents pays dans leurs efforts pour organiser les travailleurs contre le régime actuel qui exploite et opprimé également les paysans et les ouvriers. Il exprime en même temps sa conviction que l'alliance entre les salariés et les paysans exploités possédant leurs propres instruments de travail, grâce à la crise agraire, aux charges militaristes, aux dangers de guerre menaçants, parties intégrantes de la crise générale du capitalisme, se resserrera rapidement et conduira bientôt, à travers de durs combats, au remplacement de la domination des grands propriétaires et de la bourgeoisie par le gouvernement des ouvriers et des paysans.

§2. Le Congrès partage sans réserves l'opinion exprimée dans les thèses de la 1<sup>e</sup> Conférence Paysanne Internationale, que la classe paysanne est incapable, sans le concours et la direction de la classe ouvrière, de conquérir le pouvoir et d'affirmer son indépendance en face des grands propriétaires et de la bourgeoisie, mais que d'autre part que la classe ouvrière a besoin du concours des paysans travailleurs pour triompher de la bourgeoisie et s'emparer de l'État.

§3. Les communistes doivent donc tous les mouvements de paysans travailleurs tendant à améliorer leur situation et à entraîner une lutte générale contre les classes dominantes. Il s'ensuivra bien souvent la constitution d'un bloc

d'ouvriers et paysans pour une période de temps plus ou moins prolongée.

§4. Les combats engagés par les paysans travailleurs ne peuvent être couronnés de succès que si ces dernières soustraient à l'influence de grands propriétaires et des riches cultivateurs ainsi que de leurs agents, prêtres, politiciens, fonctionnaires, etc... La plupart des organisations paysannes sont encore aujourd'hui moralement et matériellement dans la dépendance des agrariens et des paysans riches. Dans ces conditions, toute victoire est impossible. Les communistes doivent prendre part aux campagnes des grandes organisations de la classe paysanne; ils doivent, si possible, entrer dans ces organisations et aider leurs membres pauvres à se libérer de la direction de leurs ennemis et à donner à ces organisations un véritable caractère de classe.

§5. Il doit s'établir entre les organisations de la classe ouvrière et celles des paysans une étroite collaboration. Cette tâche incombe avant tout aux camarades travaillant dans les entreprises industrielles rurales ou dans les grandes exploitations agricoles. Les ouvriers industriels et agricoles doivent coordonner les efforts de la classe paysanne contre les grands propriétaires et la bourgeoisie et servir les intérêts des paysans pauvres en combattant par les voies révolutionnaires l'influence des paysans riches. Les PC s'occuperont tout particulièrement d'organiser les ouvriers agricoles.

§6. Là où il existe des Partis paysans ou d'autres organisations politiques de la classe des paysans, les camarades doivent aider les paysans pauvres et à s'en emparer, à chasser de la direction les riches et les grands propriétaires, même si cela doit entraîner une scission, car les intérêts des paysans pauvres ne peuvent être que trahis par une organisation ayant à sa tête des riches et de gros propriétaires.

§7. Là où les paysans pauvres s'opposent aux grands propriétaires pour obtenir une nouvelle répartition du sol à l'intérieur du régime bourgeois, les communistes, au lieu d'assister indifférents à ce mouvement, doivent au contraire l'encourager par tous les moyens (réunions, manifestations, actions parlementaires...). Il doivent cependant souligner toujours qu'une réforme agraire bourgeoise ne saurait améliorer sérieusement le sort des travailleurs; ils doivent préconiser l'expropriation sans indemnité de tous les grands domaines et leur distribution gratuite aux paysans pauvres et inciter par-là ces derniers au combat révolutionnaire. De même ils encourageront les campagnes des paysans travailleurs pour la diminution des impôts, des fermages et des hypothèques, mais en même temps ils réclameront leur suppression révolutionnaire pour les travailleurs. Les communistes souligneront toujours que la complète satisfaction des exigences de la classe

paysanne ne sera possible qu'après la confiscation des grands domaines et des capitaux et l'instauration du pouvoir des Soviets.

§8. Les PC doivent entretenir une liaison constante avec le CPI et les organisations qui lui sont affiliées. Les communistes doivent s'efforcer d'amener les organisations paysannes de leur pays à adhérer au CPI. Ils doivent coordonner campagnes du prolétariat et des paysans travailleurs; ils doivent, par un soutien mutuel et quotidien dans les grèves et conflits agricoles, par la constitution d'un bloc ouvrier et paysan, affermir dans les deux grandes classes exploitées la conviction de leurs intérêts communs. Une fois le combat révolutionnaire engagé, il faut former des Soviets paysans agissant de concert avec les Soviets ouvriers des villes. Seule une action révolutionnaire commune peut affranchir les deux classes du joug de la bourgeoisie.

## Résolution sur le Rôle des Coopératives et des Coopérateurs Communistes

Trois ans de travail coopératif communiste montrent que les résolutions du dernier Congrès sur le rôle et le caractère des coopératives et sur notre rôle et notre tactique étaient parfaitement justes. Le 5<sup>e</sup> Congrès confirme les décisions précédentes, les complète sur certains points et souligne particulièrement ce qui suit:

§1. Le travail d'organisation, d'éducation et de propagande à l'intérieur des coopératives a, dans la période actuelle de la révolution prolétarienne, une importance plus grande que jamais. L'espoir d'avantages matériels attire dans les coopératives des ouvriers et des paysans qui ne sont pas encore conscients de la nécessité de participer à la lutte de classe des Partis politiques et des Syndicats. Dans ces conditions, les coopératives se présentent comme un facteur extrêmement utile de

rassemblement de la classe prolétarienne. Des services particulièrement importants sont rendus par elles, en ce sens qu'elles rallient les femmes des prolétaires, qui n'appartiennent pas aux organisations syndicales puisqu'elles ne travaillent pas dans les entreprises.

Agir parmi les masses arriérées des ouvriers et des paysans, et surtout parmi les femmes, est donc un des premiers devoirs des coopératives.

§2. Dans les pays capitalistes, le paysan est indispensable à la victoire du prolétariat. Aussi les militants doivent-ils s'efforcer de faire ressortir la communauté des intérêts ouvriers et paysans.

Une excellente occasion leur en est fournie par les relations qui s'établissent directement entre coopératives de consommation et

Syndicats ouvriers d'une part et les coopératives paysannes de l'autre.

De cette façon, les intermédiaires et les mercantis, qui divisent

ville et campagne en dévalisant autant les paysans que les ouvriers, sont évincés. Ce travail exige l'application des méthodes recommandées par la résolution coopérative de la 1<sup>e</sup> Conférence Paysanne Internationale.

Outre son utilité pour la lutte prolétarienne, cette alliance est le lien par lequel le prolétariat arrivé au pouvoir prend la direction générale de tout le mouvement coopératif. Cette direction est un des fondements économiques de l'État prolétarien.

§3. Il est très important de faire participer au travail commun les éléments non hostiles au prolétariat des employés, des artisans, des intellectuels et autres petits-bourgeois.

L'expérience montre que le travail en commun avec les éléments petits-bourgeois opportunistes au sein des coopératives peut nuire à la conscience de classe et renforcer les illusions réformistes. Aussi les communistes doivent-ils intensifier leur agitation et leur propagande de lutte de classe au sein' du mouvement coopératif.

§4. Pour réaliser la solidarité de classe des coopératives, il faut augmenter leur contact et leur travail commun avec les Syndicats. Particulièrement nécessaire est leur liaison avec les Syndicats rouges et, à l'échelle internationale, avec l'ISR. Cette union est d'autant plus utile qu'une coalition entre l'Internationale d'Amsterdam et l'Internationale coopérative est déjà effective.

§5. En ce qui concerne le danger fasciste, les coopérateurs communistes doivent faire front unique avec les autres organisations ouvrières et mener les organisations paysannes contre le fascisme. De plus, il est nécessaire de créer des organes de défense et de préparation à la lutte armée pour rendre impossible une destruction des coopératives comme celle qui a eu lieu en Italie. Là où le fascisme possède le pouvoir et s'est emparé de la direction des coopératives, les coopérateurs communistes ne doivent pas quitter les rangs. Ils doivent continuer clandestinement leur activité et, quand les intérêts de la classe ouvrière l'exigent, agir ouvertement.

§6. Maintenant que, dans un certain nombre de pays, des gouvernements ouvriers sont au pouvoir, le danger se manifeste d'une recrudescence provisoire des illusions réformistes.

L'influence de ces illusions est particulièrement pernicieuse dans les coopératives, car elles contiennent des éléments retardataires et, de plus, la direction y appartient, la plupart du temps, aux opportunistes. Il s'ensuit que, dans les coopératives, il faut accorder une attention toute particulière à combattre le Macdonaldisme.

§7. Le danger d'une nouvelle guerre, qui dépasserait en horreur tout ce que nous avons vu au cours de la guerre mondiale, est imminent. Toutes les dépenses en retomberaient sur les épaules des travailleurs; c'est pourquoi les coopératives, comme les autres organisations ouvrières, doivent combattre énergiquement le militarisme croissant et l'éventualité de guerre. Dans cette lutte, qui doit être menée de concert avec les PC, les Syndicats révolutionnaires et le CPI, tous les moyens doivent être mis en action, qui ont été exposés par la délégation russe au Congrès de la Paix de décembre 1922, à La Haye.

Les coopérateurs communistes doivent déployer une vive agitation dans tous les pays pour que l'Alliance Coopérative prenne l'initiative de la convocation d'un nouveau Congrès international avec participation de toutes les organisations ouvrières partageant le point de vue de la lutte de classe, afin d'élaborer des mesures énergiques contre la guerre.

§8. En regard de la grosse signification que prennent les coopératives à la veille de la conquête du pouvoir, le Congrès Mondial de l'IC décide que:

a) Tous les membres des PC doivent devenir coopérateurs; ils sont tenus de former dans les coopératives des Cellules communistes et, avec les autres éléments prolétariens d'opposition, des fractions. Chaque action doit être au préalable étudiée par les Cellules et systématiquement réalisée par les communistes.

b) Toutes les questions qui touchent le travail dans les coopératives doivent être examinées sans retard par les PC et les organes du Parti doivent leur offrir tout leur concours. Dans tous les conflits, soit politiques, soit économiques, les coopératives doivent être admises à participer.

c) Chaque PC doit charger du travail coopératif des militants et militantes énergiques.

d) La presse du Parti doit accorder aux questions coopératives une place importante. Les quotidiens doivent, quand cela est possible, tirer des suppléments coopératifs; une

littérature coopérative communiste doit être éditée et diffusée le plus largement possible.

e) Les décisions des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès sur les actions communes des Syndicats et des coopératives (voyez aussi les décisions du 2<sup>e</sup> Congrès de l'ISR en 1922) doivent dès maintenant être mises en pratique dans tous les pays.

# Résolution sur le Travail du PC parmi les Femmes Laborieuses

## Introduction

§1. La situation économique et politique mondiale ouvre au prolétariat international des perspectives de lutte de classe d'une ampleur, d'une durée et d'une acuité exceptionnelles. L'objectif de cette lutte est la conquête du pouvoir par le prolétariat et l'établissement de sa dictature. Dans cette lutte, le prolétariat doit concentrer toute son énergie, toute sa résistance, toute sa cohésion. Le gage de la victoire est dans le front unique par en bas, dans l'union des travailleurs de la ville et de la campagne.

§2. Le front unique prolétarien et le développement de notre ligne de combat ne seront possibles que lorsque les masses des femmes laborieuses participeront activement à la lutte.

Les contre-révolutionnaires ont compris la grande importance des femmes dans la lutte de classe. Les social-démocrates et les réformistes, de toutes nuances, les fascistes et tous les Partis bourgeois n'épargnent pas leurs efforts pour attirer à eux les femmes. Devant un tel fait, les PC doivent se donner comme objectif immédiat de détacher le plus grand nombre de femmes de l'influence contre-révolutionnaire et de les enrôler dans les rangs du communisme.

§3. Dans les conditions actuelles, l'enrôlement de la femme orientale dans la lutte de classe internationale prend une signification particulière. Les peuples opprimés et exploités de l'Orient commencent à se soulever contre leurs oppresseurs, à lutter pour leur

indépendance, à combattre toute espèce d'asservissement et d'exploitation.

En même temps, les femmes de l'Orient s'éveillent de leur esclavage. Elles exigent l'égalité et la reconnaissance de leur dignité humaine. Leur participation à la lutte contre l'impérialisme apportera à la révolution mondiale le puissant appui d'énergies nouvelles.

§4. C'est en conquérant le pouvoir et en le consolidant, en instaurant le régime soviétique que les travailleurs pourront remplir leur mission. Ils doivent réédifier toute la société selon les principes du communisme, aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine idéologique. Mais dans aucun domaine de la vie sociale, rien ne pourra être fait sans la coopération des masses féminines. Dans les Républiques soviétistes, il est nécessaire d'intéresser les millions de femmes laborieuses à l'œuvre d'édification prolétarienne.

§5. La situation mondiale impose à l'IC d'accorder une attention particulière au travail parmi les femmes laborieuses. Les PC ne doivent pas seulement arracher les femmes à l'idéologie bourgeoise, mais les faire participer activement aux combats du prolétariat révolutionnaire. L'expérience a montré que les femmes savent manifester un grand courage lorsqu'elles sont touchées par l'idée révolutionnaire. La lutte en Russie, en Bulgarie et en Allemagne en est une preuve.

§6. Le 5<sup>e</sup> Congrès rappelle à toutes les Sections de l'Internationale les résolutions des

précédents Congrès sur le travail politique parmi les femmes. Il confirme la pensée directrice de ces résolutions qui est d'éveiller, d'organiser et de préparer les masses féminines afin d'accélérer la révolution mondiale. Le Congrès soutient que le travail parmi les femmes n'est pas une tâche accessoire du PC, mais une de ses tâches les plus importantes. Il rappelle à tous les PC les paroles de Lénine: «La Révolution prolétarienne ne peut vaincre que si les millions de femmes laborieuses prennent part à la lutte».

## **Nos tâches**

Notre travail en vue de gagner les femmes laborieuses de tous les pays se subdivise en:

- 1) Travail parmi les femmes des pays capitalistes;
- 2) Des pays coloniaux et semi-coloniaux;
- 3) Des Républiques Soviétistes.

Vu la nécessité de réorganiser les Partis sur la base des Cellules d'usine, le Congrès déclare que le centre de gravité de notre action parmi les femmes doit être fixé au lieu de travail. C'est ainsi qu'on arrivera à débarrasser les ouvrières de l'illusion qu'il est possible de remédier à leur situation misérable à l'aide de la démocratie, en restant dans le régime bourgeois.

Tout en les éduquant politiquement, en éveillant leur conscience de classe, il faut préparer et organiser les ouvrières en vue de leur participation active à la lutte économique et politique du prolétariat. Les chômeuses doivent également être entraînées dans cette lutte.

Le même travail d'éducation politique et d'enrôlement dans la lutte de classe doit être mené non seulement parmi les ouvrières de l'industrie, mais aussi parmi les domestiques et les ouvrières des campagnes. Il faut entreprendre immédiatement une action énergique parmi les paysannes laborieuses, en premier lieu dans les pays agraires. La base de notre action féminine dans les campagnes doit être recherchée parmi les ouvrières rurales, les paysannes pauvres, les veuves de guerre, les domestiques, etc. Cette action doit être en contact étroit avec le mouvement coopératif.

Les PC doivent faire tout leur possible pour renforcer leur influence parmi les employées des administrations publiques, des postes, de l'enseignement.

Il est très important de gagner les femmes d'ouvriers. Il est nécessaire de mener parmi elles une propagande qui doit être rattachée à notre action dans l'usine où travaille le mari.

En outre, les femmes communistes doivent renforcer leur activité dans les Syndicats de locataires et autres organisations où l'on côtoie les masses prolétariennes petites-bourgeoises.

## **Parlementarisme et action illégale**

La participation des femmes peut rendre plus féconde notre action parlementaire. Les femmes doivent présenter des revendications au Parlement, organiser les manifestations de protestation, soutenir les interventions de la fraction communiste.

Il convient d'accorder une attention particulière à l'action dans les municipalités, où le danger de déviations opportunistes est beaucoup plus grand et où sont débattues des questions qui touchent directement les femmes.

La situation actuelle rend indispensable de préparer les femmes communistes à l'action illégale en général, au travail de désagrégation de l'armée, à la lutte contre le fascisme, à la participation directe au combat.

Les conditions historiques en Orient nous imposent certaines tâches particulières. Il faut placer au premier plan la lutte contre les préjugés religieux et moraux. Autrement, il ne peut être question d'une action communiste féconde parmi les femmes laborieuses de l'Orient.

Dans l'US, la première tâche est de faire participer les femmes laborieuses à l'œuvre de consolidation du pouvoir soviétique, au relèvement de l'économie, à tous les domaines du travail économique et gouvernemental, ainsi qu'à l'éducation de la nouvelle génération.

## **Organisation**

Le Congrès déclare résolument que le travail parmi les femmes doit être l'œuvre du Parti dans son ensemble. Ce travail doit être lié plus étroitement que par le passé avec l'activité générale. Dans tous leurs actes, dans toute leur campagne, nos Partis doivent étudier d'avance les mesures nécessaires pour mobiliser les femmes. Le travail féminin doit revêtir un caractère nettement politique. Les femmes



communistes doivent être entraînées dans le travail politique général du Parti. La création d'organes spéciaux de travail parmi les femmes a pour but de coordonner ce travail et de donner à tout le Parti des directives sur ses tâches en ce domaine.

Le 5<sup>e</sup> Congrès engage tous les PC à appliquer immédiatement les mesures suivantes:

1) Au moment de la réorganisation du Parti sur la base des Cellules d'usine, désigner dans chaque Cellule un camarade, homme ou femme, particulièrement chargé du travail parmi les femmes. De même dans le travail syndical.

Il faut en faire autant dans toutes les organisations: Labour Party, coopératives, Syndicats de locataires, Comités de parents, associations de victimes de la guerre, etc.

2) Le CC de chaque Parti doit veiller à ce que les organes communistes publient régulièrement des pages, des suppléments et des rubriques féminines, et à ce qu'ils consacrent des articles à des questions touchant de près les femmes. Dans la mesure où c'est possible, il faut éditer un journal féminin. Il faut encourager la création de journaux pour les ouvrières. Tous les organes de préparation théorique et pratique des membres du Parti doivent accorder la place nécessaire à la préparation révolutionnaire des femmes.

Les Comités centraux des Partis doivent éditer à leurs frais des documents de

propagande parmi les femmes (brochures, tracts, affiches, etc.).

3) Dans tous les organes dirigeants, depuis le Comité Local jusqu'au CC, un camarade doit être responsable du travail parmi les femmes.

4) Il convient de former une commission spéciale pour aider ce camarade.

Chaque CC doit avoir un Secrétariat Féminin. Au secrétariat féminin doit se trouver au moins un secrétaire appointé (homme ou femme).

5) Pour les pays d'Orient, il doit exister, au sein du Secrétariat Féminin International, une Section orientale qui, au point de vue politique et organique, sera partie composante de la Section d'Orient.

L'application de ces mesures est d'une importance particulière à l'heure actuelle, alors que les PC doivent entreprendre leur réorganisation sur la base des Cellules. Leur grande tâche est de transformer les femmes laborieuses, aujourd'hui esclaves dociles du capital, en combattantes conscientes de la lutte de classe.

Vu que la participation consciente des femmes laborieuses à la lutte est une nécessité absolue pour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification de la société communiste, l'IC invite toutes ses Sections à faire leur devoir dans ce domaine.

## Résolution sur l'ICJ

### 1. — L'ICJ depuis le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial

§1. Conformément aux décisions du 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'ICJ a concrétisé le mot d'ordre général «Aux masses» posé au 2<sup>e</sup> Congrès de l'ICJ. Il a défini les formes d'organisation, le contenu des méthodes et de l'activité d'une organisation de masses de la jeunesse ouvrière; il a indiqué comme tâche principale le transfert de la base d'organisation dans les ateliers par la création de Cellules d'usines; il a souligné la nécessité de donner un

caractère plus politique aux JC en les faisant participer aux combats et aux problèmes de la classe ouvrière; il a assigné comme objectif pratique immédiat aux JC la lutte contre le militarisme bourgeois, contre le danger de guerre et l'offensive du capital.

§2. L'histoire des JC pendant la dernière période a montré la justesse et la nécessité de ces résolutions. Elles ont été entièrement vérifiées et ont permis aux JC de se transformer en une organisation de masses de la jeunesse ouvrière. L'ICJ a fait des pas de géant dans ce sens. Cela s'est manifesté par les progrès



incessants, en qualité et en quantité, des JC les plus importantes. Ces progrès sont d'autant plus intéressants qu'on a pu constater dans le même temps un déclin des jeunesses «socialistes».

Si les JC continuent à appliquer énergiquement les résolutions de leurs 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Congrès Mondiaux conformément à la situation objective révolutionnaire, on verra que leur essor n'est pas fortuit ni passager, mais durable et fera d'elles un vaste mouvement des jeunes travailleurs en amenant la complète liquidation des Jeunesses suivant encore les drapeaux «sociaux» ou «socialistes».

§3. Les résultats les plus importants ont été atteints dans les domaines suivants:

a) L'activité politique des JC, leur participation aux combats de la classe ouvrière et des PC, ont cru considérablement. Leur ligne politique a toujours été bonne et juste. Elles se sont montrées, dans la plupart des cas, les meilleurs champions d'avant-garde de l'IC, surtout contre les tendances opportunistes surgies dans divers pays.

b) Pour la réorganisation sur la base des Cellules d'entreprise, les JC n'ont pas seulement fait l'éducation idéo logique de leurs membres; les plus importantes ont encore créé les conditions préliminaires nécessaires à leur réforme complète. Les JC et l'ICJ ont été les pionniers de cette réforme et par là ont beaucoup aidé l'œuvre des PC et de l'IC et recueilli une expérience précieuse.

c) L'IC félicite chaudement l'ICJ de son initiative et de son action héroïque dans la lutte contre la guerre et l'impérialisme et dans le travail au sein de l'armée bourgeoise.

La propagande parmi les troupes d'occupation françaises en Allemagne, surtout dans la Ruhr, a été le premier travail international pratique et concret exécuté dans ce domaine. De même l'œuvre des JC françaises dans l'armée française marque un énorme progrès. L'IC des Jeunesses a fourni la preuve qu'un travail de ce genre, même dans les conditions les plus difficiles, est possible et efficace.

d) L'ICJ a également obtenu de grands résultats quant à son développement en une organisation mondiale, fortement centralisée et soudée par une direction internationale.

Outre la croissance des effectifs des plus importantes Jeunesses, l'IC constate

l'approfondissement incessant de son influence sur la jeunesse ouvrière et la conjonction intime de plus en plus parfaite des Jeunesses des divers pays en une solide organisation mondiale.

Les JC n'ont malheureusement trouvé qu'un appui insuffisant auprès des PC.

Tandis que différents Partis (par exemple les Partis français et allemand) leur ont apporté un vigoureux concours, elles ont eu à surmonter une forte résistance de certains autres, ou plutôt de leurs organes dirigeants, avant de pouvoir remplir leur mission (par exemple en Pologne, où le Parti n'a rien fait pour encourager leur campagne antimilitariste; en Suède, où les JC et l'ICJ ont été vivement combattues par la majorité du CC, parce qu'elles défendaient la ligne de l'IC; en Tchécoslovaquie, où le Parti a longtemps entravé la création des Cellules d'usine; dans les Balkans et ailleurs).

Les décisions du 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC sur l'indépendance des Jeunesses ne sont pas encore tout à fait appliquées.

§4. Dans certains domaines, les Jeunesses n'ont pu développer leur activité qu'incomplètement. Ainsi la lutte contre l'offensive du capital, contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière, le travail dans les Syndicats, sauf dans quelques pays, ont été trop faibles.

Le travail d'éducation ne correspond pas encore aux tâches posées par le rajeunissement, par l'afflux de nombreux nouveaux membres et par les grandes luttes à soutenir. Le manque de l'appui des Partis y a contribué. Le travail pour conquérir la jeunesse des campagnes, qui doit emprunter des méthodes particulières, est encore insuffisant. La lutte contre les jeunesses fascistes, nouvellement créées, ainsi que contre les Jeunesses chrétiennes, ne put être menée comme il convient dans la période écoulée.

## **2. — Tâches prochaines de l'ICJ**

§5. Le développement de l'ICJ, dans la dernière période, permet au 5<sup>e</sup> Congrès de constater que les décisions des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Congrès de l'ICJ et celles du 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC sur les Jeunesses étaient absolument justes et ont été vérifiées par la pratique. L'ICJ et ses Sections doivent continuer leur travail dans le sens de ces décisions et entreprendre immédiatement leur *transformation en organisations vraiment léninistes, points d'appui du bolchévisme*. La

bolchévisation des Jeunesses doit être *la tâche centrale* de l'ICJ, le point de départ de tous ses travaux. La bolchévisation de l'ICJ doit trouver surtout, et plus énergiquement que jusqu'ici, son expression dans la transformation des JC en organisations de masses de la jeunesse ouvrière. L'idée que l'organisation des jeunes communistes est l'unique organisation de classe qui dirige la jeunesse travailleuse, qui en défend les intérêts, doit prendre racine dans la jeunesse ouvrière. Les Jeunesses ont aussi la tâche importante d'éduquer leurs membres pour en faire de véritables jeunes léninistes. Elles doivent faire comprendre à chacun les principes et la tactique de Lénine et le mettre en état de les pratiquer. L'éducation léniniste doit s'exprimer par la participation active des Jeunesses aux luttes du PC et de la classe ouvrière, par l'union du travail pratique dans les masses et de la théorie. L'ICJ doit continuellement affirmer dans ses Sections les principes de la centralisation, de la discipline internationale, de l'unité et de l'enracinement dans les masses, ainsi que l'idée que la classe ouvrière est le guide de tous les opprimés; elle doit faire entrer les paysans pauvres et les Jeunesses opprimées des pays coloniaux dans le front de la classe ouvrière internationale.

§6. Les JC doivent s'occuper principalement des questions que voici: *intime participation à la vie du PC et aux luttes de la classe ouvrière (activité politique), réorganisation sur la base des Cellules d'usine, travail actif dans l'armée bourgeoise et lutte contre la menace de guerre, préparation pratique (surtout militaire) à la guerre civile, travail économique et syndical, travail parmi la jeunesse agricole, travail d'éducation.*

a) *Activité politique.* — Elle doit être renforcée là où elle n'a pas atteint un degré suffisant. Elle consiste à participer activement, en étroite liaison avec les PC et, sous leur direction, à toutes les luttes de la classe ouvrière, à mobiliser à cet effet la jeunesse ouvrière et à collaborer avec la même activité à la solution et à l'éclaircissement de toutes les questions des PC et de l'Internationale et, en général, à la vie du Parti. Ce n'est pas une tâche particulière à côté de toutes les autres: la politique pénètre toute l'activité, l'anime et l'oriente dans un sens léniniste. Elle constitue la base et la méthode de toutes les tâches de la Jeunesse Communiste.

Les PC doivent tout faire pour développer les JC, renfort de la classe ouvrière et pépinière de nouveaux combattants politiquement qualifiés.

b) Quant à *la création des Cellules d'usine*, les JC doivent continuer énergiquement le travail commencé. Elles doivent aborder maintenant immédiatement la réforme. Pour le prochain congrès mondial, *réorganisation complète sur la base des Cellules d'usine!*, voilà le mot d'ordre que tout jeune communiste doit tâcher de réaliser.

c) *Le travail dans l'armée et contre les nouvelles guerres* doit être continué immédiatement et énergiquement. C'est une des tâches les plus urgentes découlant de la situation internationale et des perspectives de révolution. La transition de la simple propagande au travail concret, comme nous l'avons vu commencer dans les régions occupées de l'Allemagne et en France, doit *s'étendre à l'échelle internationale*. Il faut accorder une attention et une force spéciales à la réalisation du mot d'ordre de Lénine sur la création de Cellules dans les armées bourgeoises. Les JC doivent donner toutes leurs forces pour mobiliser la jeunesse ouvrière contre les nouvelles guerres impérialistes. Elles doivent opposer, au mot d'ordre hypocrite et trompeur des social-démocrates sur la grève générale contre la guerre, une propagande appuyée sur la façon dont éclatent les guerres et sur la nécessité de transformer la guerre impérialiste, une fois qu'elle a éclaté, en guerre civile au sein des Etats impérialistes, et de mener en conséquence un travail révolutionnaire dans les armées bourgeoises.

d) La période de *la lutte directe pour le pouvoir*, qui est imminente dans plusieurs pays, oblige l'ICJ à examiner sérieusement les expériences faites en septembre en Bulgarie et en octobre en Allemagne; elle doit, sous la direction du PC, faire dans les Sections intéressées un travail préparatoire d'après ces expériences. L'éducation militaire systématique des membres des JC sous la direction du PC est particulièrement nécessaire.

e) *La lutte économique syndicale* doit être renforcée, ou bien sérieusement commencée. Les JC doivent passer à l'action dans la défense des intérêts matériels et culturels de la jeunesse ouvrière. Elles ont donc à augmenter considérablement leurs efforts dans les Syndicats réformistes pour les révolutionner.

Elles continueront à former et à consolider leurs fractions au sein de tous les Syndicats et à lutter en principe contre toute séparation des adultes et des jeunes, surtout sous la forme de Sections des jeunesses dans les Syndicats. Elles peuvent le faire en prouvant par la pratique devant les syndicats et devant les ouvriers adultes que les JC sont là seule organisation de masse de la jeunesse ouvrière, que ce sont elles qui défendent les intérêts de la jeunesse laborieuse dans le cadre de la lutte de tout le prolétariat. C'est ce qu'elles feront aussi à l'égard des *Syndicats Rouges*, avec lesquels les JC *collaborent le plus étroitement* possible, car seuls ils sont prêts à défendre effectivement les intérêts de la jeunesse ouvrière. Les communistes au sein des Syndicats doivent travailler à ce que les JC soient reconnus dans les Syndicats et par les ouvriers adultes comme organisations représentant et défendant les intérêts économiques et autres de la jeunesse ouvrière. Les fractions communistes doivent veiller à ce qu'aux élections des différents Comités syndicaux des membres des JC soient présentés comme candidats et élus.

f) Il très important de gagner *la jeunesse travailleuse des campagnes*, qui dans la plupart des pays influera la victoire de la révolution prolétarienne. Ce travail est encore à commencer dans la plupart des pays.

g) Plus les JC rallient au tour d'elle la jeunesse travailleuse, et plus elles doivent s'efforcer de poursuivre parmi les jeunes un *travail d'éducation* léniniste, systématique et communiste, étroitement lié aux luttes du PC et de la classe ouvrière. Autrement elles risquent de perdre le caractère communiste de leur lutte et leur activité. L'éducation à poursuivre dans la période prochaine doit être surtout politique. Elle doit rendre les jeunes communistes, capables de recueillir et de continuer l'héritage de Lénine en paroles et en actes. Il dépendra de l'appui accordé par l'IC et les PC que les JC soient capables d'accomplir cette tâche *d'éducation léniniste*. C'est une des tâches les plus urgentes de l'Internationale de rendre possible cet appui. Le travail antireligieux doit également trouver l'attestation nécessaire.

§7. À côté des tâches sur lesquelles les JC peuvent concentrer leur travail, dans le temps prochain, elles ne doivent pas négliger leurs tâches en d'autres domaines.

*La lutte contre les adversaires, surtout contre les organisations fascistes, contre la jeunesse socialiste et contre les associations religieuses* doit continuer à l'avenir le plus énergiquement, et les JC doivent se rendre compte le but de cette lutte ne pourra être que la liquidation, c'est-à-dire l'anéantissement de cette organisation.

Il ne faut pas non plus oublier de préparer les JC contre les tentatives d'oppression de la part de la bourgeoisie et pour le temps *d'illégalité*.

*Le travail dans les colonies et les pays semi-coloniaux* des États impérialistes, doit se poursuivre à l'avenir énergiquement avec comme but le soulèvement de la jeunesse travailleuse indigène et son entraînement dans l'ICJ. En même temps l'ICJ a la tâche de rallier aux directives de l'IC la jeunesse coloniale et semi-coloniale, des dominions et de l'Orient luttant pour sa libération nationale et de la conquérir pour la lutte émancipatrice de la classe ouvrière internationale.

Une lutte régulière et intense contre *les organisations sportives* bourgeoises et pour la création d'associations sportives ouvrières est également nécessaire. Où il n'y a pas encore d'associations ouvrières de gymnastique et de sport, les JC doivent tâcher d'en fonder. Dans les associations sportives ouvrières existantes, elles ont à développer une vive propagande pour l'Internationale Rouge des Sports.

§8. Il faut accorder une attention systématique et grande à la propagande parmi les jeunes ouvrières et paysannes, pour les gagner davantage que jusqu'ici à l'organisation des JC

Il faut accorder une grande attention au *travail parmi les enfants*, dont les JC sous-estiment encore aujourd'hui souvent l'importance. Ce travail doit être accompli d'après les principes de l'éducation communiste, qui veut entraîner les enfants prolétarienne dans la participation à la lutte de leur classe. Les groupes d'enfants communistes doivent être dirigés par les JC

§9. Toutes ces tâches ne pourront être complètement accomplies par l'ICJ et par ses Sections que si les PC lui prêtent le concours nécessaire. L'appui de l'ICJ et de ses Sections sera dans l'avenir prochain une des tâches les plus urgentes de l'IC et des PC Les accomplir *c'est gagner les grandes masses de la jeunesse travailleuse pour le communisme et faire entrer*

*au PC de nouveaux cadres de léninistes fermes et conscients.*

En détail, ces tâches doivent consister à entraîner les JC et leurs membres à *la participation, à l'activité politique du PC et aux luttes ouvrières et les aider à collaborer à la solution des problèmes du PC et de l'IC* Partout où il y a des Cellules d'usines, des Sections, des Fédérations du Parti, et où il doit se créer ses organisations pour la JC, la JC doit soutenir, à son tour, activement la formation du Parti là où il n'y a pas encore d'organisations du Parti. Les Cellules du PC dans les usines et les fractions du PC dans les Syndicats doivent soutenir le plus énergiquement les JC dans leur *lutte économique* et dans l'accomplissement de leurs autres tâches. Il est surtout important et nécessaire de *soutenir les JC et l'ICJ dans leur travail dans l'armée et contre les nouvelles guerres.* L'accomplissement de ces travaux qui une des conditions les plus importantes de la

victoire de la révolution prolétarienne ne pourra être garantie que par la *participation dirigeante* du PC La tâche la plus urgente de l'éducation léniniste des jeunes communistes dépend également de l'aide constante et énergique du PC.

§10. Les JC doivent faire tout pour réaliser avec les PC une liaison de plus en plus étroite et ferme. Ils doivent soutenir le PC de toutes leurs forces, non seulement dans son activité quotidienne, mais aussi par une éducation systématique de leurs membres pour le PC et veiller à ce que leurs membres entrent au PC lorsqu'ils auront atteint l'âge nécessaire.

Ainsi, les JC et l'ICJ rempliront leurs devoirs envers les PC et l'IC, et elles seront là même de répondre aux espérances de l'Internationale. Elles seront, dans l'avenir comme par le passé, les meilleurs défenseurs de la ligne et des décisions de l'IC.

## Résolution sur l'Éducation Corporelle de la Classe Ouvrière

§1. Dans presque tous les pays, le sport et la culture physique attirent l'attention des masses. La bourgeoisie profite de ce phénomène dans un but de classe. Elle soutient par tous les moyens les associations sportives bourgeoises et étatistes.

Beaucoup d'éléments ouvriers font encore partie des organisations sportives bourgeoises, qui ont un caractère de classe bien net. Ces associations ont les tâches suivantes: préparer la jeunesse pour l'armée bourgeoise, exciter le nationalisme et le chauvinisme par une éducation spéciale, former des cadres de combat contre le prolétariat. Le mouvement fasciste a su les employer en tant qu'organisations militaires dissimulées.

§2. En opposition aux organisations bourgeoises et malgré l'hostilité de l'État, il s'est créé, dans beaucoup de pays, des sociétés sportives ouvrières. Elles groupent beaucoup d'ouvriers et de jeunes prolétaires. Ces organisations sont encore, en grande partie, aux

maines des réformistes qui en abusent pour leurs buts propres sous le manteau de la neutralité du sport. Leurs éléments conscients se groupent autour de l'Internationale Rouge du Sport, fidèle aux principes de la lutte de classe révolutionnaire.

§3. L'éducation physique du prolétariat est une des nécessités de la lutte révolutionnaire; aussi, les PC, d'accord avec les JC et les Syndicats rouges, doivent-ils envisager sérieusement ces questions et les résoudre dans le sens révolutionnaire.

Le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC souligne la nécessité d'agir dans ce domaine et fixe les tâches suivantes aux PC:

a) Dans les pays où il n'existe pas encore d'organisations ouvrières de sport et de culture physique, les PC en encourageront la création (formation dans les fédérations bourgeoises d'oppositions ouvrières ayant pour but la fondation d'organisations autonomes), ainsi que

la démission des éléments ouvriers des organisations bourgeoises et leur adhésion aux sociétés ouvrières indépendantes;

b) Dans les pays où il existe déjà de pareilles associations, les PC doivent y former des fractions communistes, afin de les libérer de l'influence réformiste et de les conquérir à la lutte de classe;

c) Des fractions communistes seront également formées dans les associations de sport et de culture physique déjà existantes pour y consolider l'influence des éléments révolutionnaires; ces fractions seront subordonnées au PC;

d) Grâce à l'activité des fractions communistes, ces associations seront entraînées vers la lutte de classe. On les utilisera pour combattre le fascisme et le militarisme bourgeois;

e) Les associations sportives ouvrières sont très importantes pour la lutte d'ensemble du prolétariat. Elles sont un excellent moyen pour éduquer, pour former la résistance et la discipline; elles peuvent appuyer efficacement les formations de combat révolutionnaire; aussi, les PC les utiliseront-ils à cet effet;

f) Les PC veilleront à ce que les associations rouges de sport et de culture physique englobent également les ouvriers agricoles et les petits paysans.

§4. La lutte des éléments révolutionnaires contre la tactique réformiste de l'Internationale sportive ouvrière de Lucerne sera continuée; les PC appuieront l'action de l'Internationale Sportive Rouge. Les tendances scissionnistes qui veulent la formation d'organisations strictement communistes sont à combattre. Il faudra lutter énergiquement contre la conception qui considère les associations de sport et de culture physique comme susceptibles de remplacer les organisations politiques. La presse communiste consacrera ses rubriques sportives surtout aux associations sportives ouvrières.

Les communistes combattront pour la création et le maintien du sport et de la culture physique ouvrière unitaire tant au point de vue national qu'international.

Le Congrès charge l'IC de suivre attentivement et d'encourager le développement du mouvement sportif international rouge.

## Résolution sur le SRI

Le 4<sup>e</sup> Congrès avait pris connaissance de la communication d'un groupe d'initiative de camarades russes sur la fondation du Secours Rouge International et il avait jugé cette entreprise nécessaire et digne d'être développée.

Depuis, la contre-révolution internationale s'est accentuée, accompagnée de violences inouïes contre les ouvriers et les paysans. Les organisations prolétariennes, les Syndicats, la presse ouvrière, les clubs, les coopératives, etc., sont en butte aux persécutions continuelles du capital et de ses mercenaires, les bandes fascistes. Les champions les plus actifs de la cause prolétarienne sont assassinés sans jugement ni instruction. Ils sont arrêtés par milliers sur, le moindre soupçon de sympathie pour le mouvement révolutionnaire ou le communisme. Le plus souvent, les détenus sont

soumis à tous les mauvais traitements. La torture pendant l'instruction est devenue un phénomène journalier dans la plupart des États bourgeois démocratiques. Le régime des prisons est une oppression incessante, physique et morale, de l'individualité des détenus. La justice bourgeoise est devenue partout une parodie où ses propres principes les plus sacrés sont foulés aux pieds.

Ce déchaînement de la contre-révolution contribue à dissiper les illusions démocratiques de la classe ouvrière et des paysans travailleurs, et à affermir la solidarité internationale des travailleurs. Ce progrès de la solidarité prolétarienne internationale trouve sa meilleure expression dans le rapide développement et le bon fonctionnement du SRI.



Le SRI est une organisation neutre qui se propose le soutien matériel, moral et juridique des militants révolutionnaires emprisonnés, de leurs familles et de leurs enfants, ainsi que des familles des assassinés. Le SRI groupe un grand nombre d'ouvriers, de paysans et d'employés sans distinction de parti, tous ceux qui ont à souffrir de l'exploitation du capital, de l'oppression nationale, et qui luttent pour la victoire du Travail.

Le SRI devient, à mesure qu'il se développe, un des instruments les plus importants du front unique, en organisant, par une application concrète de la solidarité internationale, des forces toujours nouvelles, susceptibles de prendre part directement à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Il faut en outre faire ressortir son énorme importance politique comme organisation travaillant à l'arrière de l'armée prolétarienne, participant à toutes les luttes de la classe ouvrière, dans la retraite comme dans l'offensive. Le Secours Rouge International entoure les militants révolutionnaires d'une atmosphère de camaraderie et maintient ainsi leur courage et leur volonté de continuer la lutte.

Le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC croit nécessaire le développement et la consolidation du SRI et

communiqué à tous les Partis et organisations appartenant à l'IC la résolution suivante:

§1. Les PC doivent soutenir dans tous les domaines le SRI, encourager la fondation d'organisations, de succursales et de Sections du SRI, obliger leurs membres à y participer activement et à leur verser régulièrement des cotisations.

§2. Dans son agitation et sa propagande pour soutenir les militants révolutionnaires, la presse du Parti doit accorder une attention suffisante au Secours Rouge International.

§3. Le 5<sup>e</sup> Congrès confirme la décision du CEIC faisant du 18 mars (anniversaire de la Commune de Paris) la Journée du Secours Rouge International et invite tous les PC et organisations adhérant à l'IC à tout faire pour que cette journée, ainsi que toutes les autres journées révolutionnaires, soit couronnée du succès. Dans toutes les campagnes du Parti, il faut mentionner le SRI.

Examinant le travail accompli par le SRI, le Congrès constate avec une satisfaction particulière qu'il a donné des résultats particulièrement favorables dans l'Union Soviétique.

## Résolution sur le SOI

La misère du prolétariat, quand elle ne conduit pas directement à des insurrections révolutionnaires, est exploitée par la classe capitaliste pour empirer la situation politique et économique des ouvriers.

Le résultat est le même, que cette misère soit causée par des catastrophes naturelles (comme le tremblement de terre du Japon en 1923) ou par des crises économiques (comme en Autriche en 1921 ou en Allemagne en 1923).

À l'époque de l'impérialisme, avec son industrie puissamment développée et ses armées de prolétaires, toute calamité atteint des millions d'ouvriers. Pour y remédier, les moyens d'un Syndicat ou même de la classe ouvrière d'un pays ne suffisent plus. Une aide efficace ne peut venir que de la mobilisation des forces économiques et financières des ouvriers du

monde entier. Préparer cette mobilisation et l'exécuter, organiser les ouvriers de tous les pays, de tous les Partis et de tous les Syndicats dans une action générale d'assistance, tel est le but du Secours Ouvrier International (SOI).

Le SOI est une organisation prolétarienne apolitique et sans parti, à laquelle appartiennent des travailleurs de toutes tendances politiques et syndicales, et qui apporte son soutien aux travailleurs nécessaires, indépendamment de toute opinion et de toute organisation professionnelle. On l'a vu en 1921, lors de la famine des paysans russes, en 1923, après la catastrophe qui frappa les ouvriers et les paysans japonais, en 1923 et 1924, pour les travailleurs allemands.



Les ouvriers de tous les pays et de toutes les tendances sont intéressés à son progrès et à son essor.

Le Congrès de l'IC stigmatise devant la classe ouvrière du monde entier la tentative du Parti social-démocrate unifié d'Allemagne pour discréditer et ruiner le SOI, organisation de la véritable solidarité internationale du prolétariat, qui assiste fraternellement dans leur misère et dans, leurs grèves des millions d'ouvriers social-démocrates. Le Congrès constate avec satisfaction que, malgré cette tentative criminelle, l'initiative prise dans l'été

de 1921 de constituer une vaste organisation groupant toutes les sociétés de secours ouvrier en une véritable Internationale a été couronnée de succès et embrasse un nombre toujours plus grand d'ouvriers, de groupes organisés et d'associations.

Le Congrès adresse à toutes les organisations ouvrières qui ne sont pas encore affiliées au SOI un pressant appel pour qu'elles lui envoient leur adhésion unanime et il invite tous les Partis et organisations communistes à lui accorder tout leur soutien.

## Résolution sur la Question Russe

Par la Révolution victorieuse d'Octobre, le PC de Russie a été porté par la classe ouvrière au pouvoir, et s'est mis en devoir de constituer la société socialiste. Le fait que le PC russe avait une organisation ferme, des cadres formés dans la lutte contre l'opportunisme de la 2<sup>e</sup> Internationale et une tactique prolétarienne révolutionnaire élaborée sous la direction de Lénine, a joué le rôle décisif dans ces événements d'une signification mondiale. C'est pourquoi le PC russe a été le principal créateur de l'IC et reste un des facteurs principaux du mouvement communiste international. Ses succès et ses insuccès et, à plus forte raison, la formation dans son sein de fractions ou de groupements, ont une immense importance internationale.

Le PC russe vise à créer une société socialiste dans un État (l'URSS) entouré de toutes parts d'États capitalistes, à une époque où les PC des autres pays entrent seulement dans la lutte pour le pouvoir.

La nouvelle politique économique, qui est maintenant la base du travail économique du PC russe, détermine une croissance inévitable des éléments de socialisme, mais rend en même temps possible le développement des rapports bourgeois, et, par conséquent, des influences bourgeoises sur diverses portions du Parti. Afin de neutraliser ces influences bourgeoises et d'assurer la marche de L'URSS vers le communisme, il est absolument indispensable de conserver la cohésion et la fermeté du PC

russe, de la tactique révolutionnaire définie sous la direction de Lénine.

C'est pourquoi la situation intérieure du PC russe, son organisation, la cohésion de ses membres et la fermeté de sa ligne politique révolutionnaire, ont une importance toute particulière pour l'Internationale.

La discussion intérieure du PC russe qui a eu lieu en automne 1923, et la formation d'une opposition à la majorité du Conseil Central, obligent le Congrès à étudier consciencieusement cette question, quoique le PC russe lui-même, à son 13<sup>e</sup> Congrès, ait condamné à l'unanimité l'opposition, comme un résultat de l'influence petite-bourgeoise, et soit sorti de la discussion en augmentant le nombre des ouvriers membres du Parti et la cohésion de ses organisations.

Les représentants de l'opposition, malgré l'invitation qui leur a été faite d'exposer et de motiver leur point de vue devant le Congrès avec le consentement de la délégation russe, s'y sont refusés, pour un motif de pure forme. D'autre part, le Congrès n'a pas reçu la preuve que l'opposition ait reconnu ses erreurs et adopté le point de vue du 13<sup>e</sup> Congrès du PC russe. Une telle situation rend possible une reprise de la discussion au sein du PC russes et c'est pourquoi les décisions du 13<sup>e</sup> Congrès gardent leur actualité.

Le Congrès constate que l'opposition russe a été soutenue par les groupes des autres Partis (polonais, allemand, français, etc.) qui

exprimaient la déviation de droite (opportuniste), dans ces partis, de même que l'opposition dans le PC russe, et ont déjà été sévèrement réprouvés par le Congrès.

Le Congrès, après avoir entendu un rapport spécial sur la situation de l'URSS et du PC russe et étudié en commission les documents s'y rapportant, décide:

a) de confirmer la résolution de la 13<sup>e</sup> Conférence et du 13<sup>e</sup> Congrès du PC russe

condamnant la plate-forme de l'opposition, comme entachée de déviations petites-bourgeoises et son activité comme menaçant l'unité du Parti, et partant, la dictature du prolétariat dans L' URSS;

b) d'annexer la résolution de la 13<sup>e</sup> Conférence et du 13<sup>e</sup> Congrès à la présente décision et de la publier comme résolution du Congrès de l'IC

## Résolution sur la démocratie ouvrière et les tendances petites-bourgeoises dans le PC Russe

*(Adoptée à l'unanimité moins deux voix, à la 13<sup>e</sup> Conférence du PC russe (janvier 1924), et confirmée par le 13<sup>e</sup> Congrès du PC russe (mai 1924))*

### 1. — Origines de la Discussion

Longtemps avant toute démarche de l'opposition, dès septembre 1923, l'Assemblée Plénière du CC et, antérieurement encore, le Bureau Politique du CC de notre Parti, avaient étudié la nécessité d'intensifier l'action du Parti et d'y renforcer la démocratie ouvrière.

Les progrès de l'industrie, qui ont mis fin au processus de décomposition du prolétariat, l'élévation du niveau intellectuel de la classe ouvrière et l'accroissement de son activité ont créé des conditions plus favorables à la mise en œuvre des principes fondamentaux de la démocratie au sein du Parti. D'autre part, les conflits économiques de l'été dernier quoiqu'ils fussent sans aucun danger, vu leur extension moins grande qu'auparavant ont attiré notre attention sur les lacunes dans les rapports de notre organisation avec les masses d'ouvriers sans Parti.

Le CC était convaincu qu'une nouvelle orientation du Parti n'était possible qu'après une préparation réfléchie et prudente. Conscient de ses devoirs, le CC commença en septembre 1923 les préparatifs en ce sens.

Les groupes et petits cercles de l'ancienne opposition, dont la politique avait été à plusieurs

reprises condamnée par le Parti, crurent le moment venu de passer à une offensive générale contre le CC Dans l'espoir que la question de la démocratie dans le Parti attirerait l'attention particulière des adhérents, ils décidèrent d'exploiter ce mot d'ordre dans l'intérêt de leurs fractions. Après la décision de l'Assemblée Plénière du CC, en septembre, parut la lettre du camarade Trotski, suivie immédiatement de la lettre de quarante-six camarades de l'opposition. Ces documents contenaient une analyse absolument fausse, inspirée de l'esprit de fraction le plus exagéré, de la situation économique du pays et de l'état du Parti; ils prédisaient une grave crise économique dans la République et une crise non moins grave dans le Parti, accusant en même temps le CC de donner au Parti une orientation fâcheuse.

La nocivité de ces actions fractionnistes du camarade Trotski et des camarades de l'opposition s'est accrue du fait que ces documents furent aussitôt connus dans de larges milieux du Parti, ayant été répandus dans les quartiers ouvriers, parmi la jeunesse des écoles à Moscou et, immédiatement après, dans toute l'Union Soviétique.

La séance plénière du CC et de la Commission Centrale de Contrôle qui eut lieu en octobre, avec la participation des dix plus grandes

organisations du Parti, condamna avec raison, l'attitude du camarade Trotski et des 46 camarades de l'opposition, comme ayant un caractère fractionnel. En même temps, l'initiative prise par le Bureau Politique, dans le but de vivifier l'action, l'activité intérieure du Parti et de développer la démocratie ouvrière, fut unanimement approuvée. La séance plénière du CC et de la Commission Centrale de Contrôle décida, en outre, de ne pas porter la polémique commencée par le camarade Trotski et les 46 camarades en dehors du cadre du CC et de ne publier ni les lettres du camarade Trotski et des 46 camarades, ni la réponse du Bureau Politique, ni la résolution du CC et de la Commission Centrale de Contrôle, lesquels, par 102 voix contre 2 et 10 abstentions, avaient condamné l'action de l'«opposition».

Trotski et ses 46 partisans ne se soumirent cependant pas à la décision d'une instance si autorisée et continuèrent leur campagne méthodique contre le CC, d'abord dans de larges cercles de l'organisation de Moscou, puis dans toute l'Union Soviétiste.

Le Bureau Politique, se conformant à la décision des assemblées plénières, se mit à élaborer la résolution sur la situation intérieure du Parti et la démocratie ouvrière.

Malgré l'action fractionniste du camarade Trotski, la majorité du Bureau Politique jugea nécessaire d'arriver un accord avec lui. Comme résultat des efforts prolongés de la majorité du Bureau Politique, une résolution du Bureau Politique et du Bureau de la Commission Centrale de Contrôle sur le développement de l'activité intérieure du Parti, fut unanimement adoptée et, le 5 décembre 1923, publiée.

Une des questions les plus discutées lors de la rédaction du texte de cette résolution avait été celle des fractions. Le camarade Trotski ne fit d'abord aucune objection contre l'interdiction des fractions. Il insista seulement pour que la liberté des groupements fût admise. Néanmoins, on réussit à trouver une formule d'unanimité qui, dans la question des fractions, s'en référait à la décision du 10<sup>e</sup> Congrès du PC russe.

L'«opposition» continua quand même sa lutte fractionniste. Pendant que la majorité du CC et la Commission de Contrôle, liée par sa propre décision de non-publication des documents de la discussion, s'y conformait strictement, l'«opposition» n'a cessé de répandre les documents de sa campagne fractionniste. Deux

jours après la publication de la résolution adoptée à l'unanimité par le Bureau Politique et le Présidium de la Commission Centrale de Contrôle, le camarade Trotski fit paraître sous le titre: *Le Cours Nouveau*, sa lettre connue, laquelle constitue, en vérité, un manifeste fractionniste contre le CC. Les articles du camarade Trotski, parus ensuite à courts intervalles, ainsi que sa brochure publiée à la veille de la Conférence du Parti, firent encore mieux ressortir ce qu'il y avait de fractionniste dans son procédé.

Dès l'apparition du manifeste fractionniste du camarade Trotski, la discussion s'aviva.

L'opposition commença à Moscou, surtout dans les Cellules militaires du Parti et les Cellules des hautes écoles, une campagne d'une véhémence jusqu'ici inconnue dans l'histoire de notre Parti, tendant à saper la confiance des adhérents dans la direction. Les représentants de l'«opposition» parcouraient la Russie dans tous les sens. Le conflit prenait un caractère extrêmement aigu. Le centre de l'«opposition» se compose de membres de l'ancien groupe du centralisme démocratique, qui a combattu durant des années la ligne de conduite du Parti. À eux, se sont joints d'anciens membres du CC qui, au 10<sup>e</sup> Congrès du PC russe, sur la proposition du camarade Lénine, n'ont pas été réélus (Préobrajensky, Smirnov, Sérébriakov). À la tête du bloc oppositionnel se trouve le camarade Trotski.

## 2. — Idéologie de l'«Opposition»

Les divergences entre la grande majorité de notre Parti et l'«opposition» actuelle, telles qu'elles apparaissent au cours de la discussion, peuvent être résumées comme suit:

1. L'«opposition», présidée par le camarade Trotski, a donné comme mot d'ordre la destruction de l'appareil du Parti, en cherchant à reporter, de l'État au Parti, le centre de gravité de la lutte contre le bureaucratisme. Une critique à ce point superficielle et la tentative de jeter le discrédit sur l'appareil du Parti peuvent avoir, objectivement, pour résultat que l'État se soustrait à l'influence du Parti et que les organes de l'État se détachent de nous. La tendance à soustraire les organes de l'État à l'influence du Parti s'était manifestée chez le camarade Trotski, dès avant le 10<sup>e</sup> Congrès. Dans la discussion actuelle, cette tendance a seulement revêtu une autre forme.

2. L'«opposition» a essayé de juxtaposer la jeune génération aux cadres fondamentaux du Parti et au CC Au lieu d'éclairer la jeunesse sur le devoir qu'a le Parti de s'orienter d'après son noyau fondamental prolétarien — les ouvriers communistes travaillant à l'établi — l'«opposition conduite par le camarade Trotski, a cherché à prouver que le «baromètre du Parti» serait la jeunesse des écoles.

3. Afin de diminuer l'autorité du CC, unique représentant de l'ensemble du Parti dans l'intervalle des congrès, le camarade Trotski a fait des allusions ambiguës à une dégénérescence des cadres principaux de notre Parti. Le camarade Trotski ne s'est pas contenté de se mettre en opposition avec tous les membres du CC; il a également proféré des accusations qui ont jeté la confusion dans de larges cercles de la classe ouvrière et obligé le Parti tout entier à élever une protestation véhémement.

4. La faillite de l'«opposition» s'est particulièrement manifestée dans les questions économiques. L'opposition n'a pu apporter la moindre preuve aux accusations contre le CC et n'a pas même entrepris d'opposer à la ligne générale du Parti, dans les questions économiques, des projets quelconques et tant soit peu méthodiques.

On distingue, dans la critique de l'«opposition» contre la politique économique du Parti, deux nuances. Une partie de l'«opposition» est largement tributaire de la phraséologie de la «gauche» contre la nouvelle politique économique en général. Elle a publié des déclarations qui n'auraient eu un sens quelconque que si elle nous avait ouvertement recommandé de renoncer à la nouvelle politique économique et de retourner au communisme de guerre. L'autre partie de l'«opposition» — et de beaucoup la plus influente — reproche, au contraire, au CC de ne pas faire de concessions suffisantes aux puissances impérialistes, etc. Cette partie de l'«opposition» (Radek) a présenté des projets explicites de révision des conditions arrêtées par le Parti lors de la Conférence de Gênes, et recommandé d'accorder de plus grandes concessions à l'impérialisme international, en vue de renforcer les relations commerciales avec le capital étranger. Le Parti n'a pas eu la moindre hésitation à repousser ces deux erreurs.

5. L'«opposition», dans toutes ses nuances, a interprété la discipline du Parti d'une façon absolument contraire aux points de vue bolchéviks. L'action d'un grand nombre des représentants de l'«opposition» constitue une infraction inouïe à la discipline du Parti et nous rappelle les temps où le camarade Lénine était obligé de combattre «l'anarchisme des intellectuels» dans les questions d'organisation et de défendre les bases élémentaires de la discipline prolétarienne dans le Parti.

6. L'«opposition» a contrevenu à la décision du 10<sup>e</sup> Congrès qui interdit les fractions à l'intérieur du Parti. Elle a remplacé la conception bolchéviste qui considère le Parti comme un tout organique, par une autre conception qui fait du Parti un ensemble de tendances et de fractions. Ces tendances, fractions et groupements devraient, selon les nouvelles opinions de l'«opposition» jouir de droits égaux dans le Parti, tandis que le CC cesserait d'assumer la direction pour ne plus remplir qu'un rôle d'appareil enregistreur et d'intermédiaire entre les tendances et les groupements. Cette conception de la structure du Parti n'a rien de commun avec le léninisme. L'activité fractionniste de l'«opposition» a fait renaître les espoirs de tous les ennemis du Parti et de la bourgeoisie européenne, en une scission du PC russe. Ces actions fractionnistes ont obligé le Parti à se demander de nouveau, avec une précision tranchante, s'il peut admettre, en tant que Parti dirigeant, la formation de groupements fractionnistes dans son sein.

Dressant le bilan de toutes ces divergences après analyse du vrai caractère de l'«opposition», la Conférence du Parti arrive à conclure que l'«opposition» actuelle, dans la forme sous laquelle elle se présente, nous met en face non seulement d'une tentative de révision du bolchévisme et d'une déviation directe du léninisme, mais encore d'une déviation petite-bourgeoise dans le sens vrai du mot. Il n'est point douteux que l'«opposition» reflète objectivement la pression exercée par la petite-bourgeoisie sur les positions et la politique du Parti prolétarien. On commence déjà, en dehors du Parti, à donner une interprétation plus large aux principes de la démocratie dans le Parti, dans le sens d'un affaiblissement de la dictature prolétarienne et d'un élargissement des droits politiques de la nouvelle bourgeoisie.

Le PC russe, qui incarne la dictature du prolétariat, ayant le monopole de la légalité dans

le pays, il est inévitable que des groupes moins fermes de communistes succombent parfois à des influences non-prolétariennes. Le Parti tout entier doit se rendre clairement compte de ces dangers et défendre énergiquement son attitude prolétarienne.

Le Parti tout entier doit entreprendre une action méthodique et énergique contre les déviations petites-bourgeoises.

### **3. — Résultats Positifs de la Discussion**

L'accroissement d'activité et le rehaussement du niveau intellectuel de la large masse d'ouvriers sans Parti et d'une partie des paysans laborieux constituent un nouveau facteur qui, si le Parti sait adopter à cet égard une politique adéquate, fera progresser la cause de la révolution. Pour accomplir tout son devoir et garder la direction des masses d'ouvriers et de paysans dépossédés, aspirant à participer activement à l'édification de la société socialiste, le Parti doit absolument renouveler sa vie intérieure et la rendre plus intense. En ce sens, la discussion lui a procuré, malgré la déviation petite-bourgeoise de l'«opposition», des enseignements utiles.

Les erreurs petites-bourgeoises de l'«opposition» ont été rapidement et énergiquement corrigées par le Parti. À peine les discussions ont-elles commencé que, les unes après les autres, les grandes organisations prolétariennes du Parti soumettaient les déviations petites-bourgeoises de l'«opposition» à une critique sévère et défendaient la ligne du CC. La première, comme c'est toujours le cas dans les discussions de principes, l'organisation de Léninegrad, la plus ancienne des organisations ouvrières bolchéviques, élevait la voix. Des douzaines des plus grandes organisations prolétariennes de l'Union Soviétique se rallièrent sans réserves au point de vue exprimé dans la lettre de l'organisation de Léninegrad. La résolution de la Conférence régionale de Moscou, adoptée à une majorité écrasante, condamna non moins énergiquement l'«opposition». À l'heure où se réunit la 13<sup>e</sup> Conférence, toutes les organisations du Parti se sont déjà prononcées à la majorité absolue contre les errements petits-bourgeois.

Le résultat de la discussion est que le noyau fondamental du Parti a resserré son unité. Les Cellules prolétariennes de toute l'Union

Soviétique ont répudié sans hésitation, de la façon la plus énergique, les errements de l'«opposition». La jeune génération du Parti, qui assistait pour la première fois à de violentes discussions intérieures, a eu, pour la première fois, l'occasion d'apprendre, de connaître à l'œuvre, le vrai bolchévisme. Des éléments de la Jeunesse Communiste qui sont en contact plus étroit avec la vie dans les usines, ont défendu sans hésitation la ligne du Parti. Les hésitations d'une portion de la jeunesse des écoles ne sont qu'un phénomène passager: par un travail d'éducation approprié, le Parti réussira en peu de temps à les faire disparaître.

L'activité et la conscience de classe de tous nos membres se sont accrues. De nouveau ont été posées de sérieuses questions économiques et des questions concernant la vie intérieure du Parti, dont il faudra nous occuper dans un temps très rapproché.

C'est avec une énergie toute particulière que le Parti a souligné sa volonté de conserver son unité. La moindre allusion au danger d'une scission a provoqué et provoque dans toute la masse adhérente des protestations véhémentes. Le Parti détruira politiquement quiconque osera s'attaquer à son unité. L'unité du Parti est plus que jamais assurée.

### **4. — Conclusions Pratiques**

Vu la situation d'ensemble du Parti, la Conférence nationale juge nécessaire l'application des mesures suivantes

1. Le noyau prolétarien du Parti doit être renforcé et son rôle accentué. Il importe d'intensifier, dans le courant de l'année prochaine, la propagande parmi les ouvriers travaillant dans les usines, afin d'assurer au PC russe l'adhésion d'au moins 100.000 vrais prolétaires. Il y a lieu de faciliter le plus possible aux ouvriers l'accès du Parti et de suspendre en même temps, pendant cette période, l'admission des éléments non-prolétariens. Une propagande méthodique doit être faite au sein du Parti à l'effet de l'orienter dans le sens de son noyau prolétarien fondamental.

2. En vue de rendre plus étroit le contact du Parti avec les ouvriers sans parti, il y a lieu de faire absolument en sorte que les ouvriers sans Parti obtiennent — non seulement sur le papier, mais en fait — dans tous les soviets et dans tous les organes soviétiques, une représentation assez sérieuse. Le CC doit veiller avec le plus grand



soin à l'exécution de ces décisions et rappeler à l'ordre, de la façon la plus énergique, les organisations locales qui y contreviendraient.

3. Les organisations du Parti doivent particulièrement renforcer le travail d'éducation dans les Cellules qui, pendant la discussion, ont manifesté des hésitations plus ou moins grandes en ce qui concerne la ligne du Parti. De l'éducation et encore de l'éducation, c'est le devoir le plus important qui incombe avant tout aux cadres principaux de notre Parti.

4. Il faut consacrer une attention toute spéciale à l'œuvre éducatrice parmi la jeunesse. Si les moyens pécuniaires se montrent insuffisants, le Parti doit préférer réduire plutôt le contingent d'étudiants, en améliorant en revanche leur situation matérielle et en faisant une sélection plus soignée des travailleurs envoyés aux hautes écoles. Il est indispensable de prendre des mesures particulières en vue d'assurer au travail dans la jeunesse un caractère correspondant à la direction générale du Parti. Le Parti ne peut admettre qu'on place la jeunesse sous une tutelle bureaucratique qui ne ferait que commander. On n'arrivera au but proposé qu'en éclairant avec patience la jeunesse sur les principes fondamentaux du léninisme.

5. Un des devoirs les plus importants consiste à donner à l'étude de l'histoire du PC russe la place qui lui convient en faisant la plus large part à l'étude des motifs saillants de lutte entre le bolchévisme et le menchévisme, du rôle des fractions et des courants pendant cette lutte et surtout du rôle joué par ces fractions éclectiques qui cherchaient à «concilier» menchévisme et bolchévisme. Le CC doit prendre une série de mesures pour assurer la publication de précis de l'histoire du PC russe, sous une forme appropriée, avec un tirage suffisant, en rendant en même temps obligatoire l'enseignement de l'histoire du Parti dans toutes les écoles du Parti, ainsi que dans les hautes écoles, dans les clubs de discussion, etc.

6. Il faut que toutes nos organisations, à l'exemple de nos plus grandes organisations prolétariennes, créent des clubs d'étude du léninisme. Ces clubs doivent, en premier lieu, étudier sous la conduite de camarades qualifiés l'œuvre complète de Lénine.

7. L'organe central du Parti, la *Pravda*, doit assurer la collaboration des forces compétentes afin de traiter méthodiquement les principes du

bolchévisme et de combattre toutes les déviations.

8. La *Pravda* doit réserver un supplément spécial à la discussion actuelle.

9. La liberté de discussion au sein du Parti ne signifie en aucune façon la liberté d'affaiblir la discipline. Le CC et tous les organes dirigeants de province ont tout de suite à prendre les mesures les plus sévères en vue de maintenir une discipline bolchéviste de fer partout où des relâchements commenceraient à se produire.

10. Les mesures les plus énergiques, et pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'exclusion, doivent être prises contre toutes les personnes qui, suivant la méthode favorite des éléments sans principes contaminés par l'esprit petit-bourgeois, répandent des nouvelles dénuées de fondement et des documents non destinés à la publicité.

11. Il est indispensable d'améliorer le service d'information sur l'activité du CC et la vie intérieure du Parti en général.

Il faut, dans ce but, que tous les membres et membres suppléants du CC et de la Commission Centrale de Contrôle reçoivent régulièrement les rapports sténographiques des séances plénières du CC. La *Pravda*, les *Izvestia* et les autres journaux du centre et de province doivent élargir la rubrique de la *Vie du Parti*. La Commission Centrale de Contrôle doit s'adjoindre un service spécial d'information.

12. Une attention toute particulière doit être consacrée à la conduite juste et saine du travail dans l'armée. Le Parti doit prendre des sanctions sévères contre toute tentative d'activité fractionniste au sein de l'Armée Rouge.

13. La Conférence considère comme très utile de faire sienne, sans réserve et in extenso, la décision du 10<sup>e</sup> Congrès du PC russe sur l'interdiction des fractions. Elle juge nécessaire de recommander au 13<sup>e</sup> Congrès, comme instance suprême du Parti, de ratifier la résolution prise à ce sujet.

14. La Conférence recommande au CC d'appliquer l'Article 7 de la *Résolution sur l'unité du Parti* adoptée par le 10<sup>e</sup> Congrès sur proposition du camarade Lénine, article qui confère à l'Assemblée Plénière du CC et de la Commission Centrale de Contrôle le droit de rétrograder, à la majorité des deux tiers, au rang de candidat du CC, tout membre du CC qui



enfreint la discipline ou entreprend des «actions fractionnistes»; ces actes peuvent d'ailleurs entraîner jusqu'à l'exclusion du Parti.

15. La Conférence ne saurait ignorer la résolution de la dernière Conférence de l'organisation de Moscou. Cette résolution a porté à la connaissance du Parti tout entier qu'un groupement fractionniste s'est formé à Moscou, qui met en danger l'unité du Parti. La Conférence est d'avis que le CC et la Commission Centrale de Contrôle doivent tout de suite prendre les mesures les plus énergiques, allant jusqu'à l'exclusion, contre les membres qui, dans la capitale de l'Union Soviétique, essaient de porter le germe de la division dans les rangs du Parti.

La Conférence, en déclarant la discussion sur les questions jusqu'ici litigieuses close pour le pays tout entier, invite toutes les organisations du Parti à reprendre leur travail de tous les jours. La condition principale des succès futurs de la révolution prolétarienne est l'unité inébranlable du PC russe, Parti dirigeant de la dictature prolétarienne. L'unité du Parti est la conquête principale de l'avant-garde prolétarienne et doit être défendue avec zèle. La Conférence est convaincue que le CC autour duquel, comme les résultats de la discussion l'ont montré, se groupe toujours le Parti tout entier, saura sauvegarder énergiquement cette unité.

## Résolution sur la Question Polonaise

Après avoir pris connaissance des matériaux et entendu les débats sur la situation dans le PC polonais, le Congrès constate:

§1. Le CC du PC polonais, dirigé politiquement par le groupe Warsky, Kostchewa et Waletsky, malgré son révolutionnarisme verbal, s'est montré incapable d'appliquer la ligne de l'IC Sa politique, qui a abaissé la capacité combative du Parti, n'a été que l'expression des traditions et des routines opportunistes de ce groupe dirigeant, qui avait imposé sa ligne au Parti.

§2. Profitant de leur situation exceptionnelle par rapport au Parti illégal et du fait qu'ils en étaient les seuls informateurs en matière de politique internationale, ces camarades ont induit le Parti en erreur au sujet de la ligne de tactique et d'organisation de l'IC, afin de le transformer en instrument des éléments de droite, en particulier de ceux du PC russe et du PC allemand. Ils lui ont notamment caché la situation effective dans le PC russe et leur partialité pour l'opposition, malgré l'immense portée qu'avaient ces questions pour le mouvement ouvrier.

Tenant compte de la situation catastrophique qui s'est créée au sein du PC polonais et du rôle

inadmissible joué par les dirigeants nommés plus haut, le Congrès estime nécessaire:

a) De charger le CEIC d'adresser au PC polonais une lettre ouverte indiquant les fautes commises par le Parti et les voies à suivre pour assurer l'unité dans ses rangs;

b) De convoquer une Conférence extraordinaire du PC polonais pour redresser la ligne politique du Parti dans l'esprit des décisions de l'IC, résoudre les questions actuelles du Parti polonais et renouveler le CC;

c) À la place du Bureau politique et du Bureau d'organisation, de désigner au sein du CC un Bureau unique de cinq camarades qui sera chargé de convoquer la Conférence extraordinaire et de diriger le Parti jusqu'à cette convocation;

d) D'abolir le point des statuts du Parti qui donne aux membres du CC voix délibérative aux Conférences;

e) De charger le CEIC de désigner un représentant auprès du PC polonais;

f) De lever la décision du CC contre les quatre camarades qui ont signé les thèses discussionnelles.

# Résolution sur la Question Suédoise

§1. Les dissensions dans le PC suédois découlent principalement de ce que l'aile droite du CC a exécuté incomplètement ou contrecarré diverses décisions de l'IC, tandis que l'aile gauche, ainsi que les JC, y adhérerait sans réserves et en toute conviction. Le dissentiment s'est exprimé entre autres à propos du centralisme dans l'Internationale. Après la résolution unanime du Congrès, qui transforme plus que jamais l'IC en un Parti mondial unifié, le Parti suédois doit non seulement adhérer sans réserves à ces résolutions, mais collaborer de toutes ses forces à leur exécution.

§2. En plusieurs cas, les manifestations publiques du camarade Hoeglund et de l'organe central du PC suédois ont été de nature à entraver la campagne des communistes norvégiens contre les social-traîtres masqués comme Lian et Cie, ou celle des communistes danois dans la question militaire contre les social-traîtres déclarés Stauning et Cie. Le Congrès constate que le Parti suédois doit en toute occasion soutenir les Partis frères de Scandinavie contre leurs adversaires.

§3. Dans ces derniers mois, le CC du Parti suédois a dépensé trop souvent son énergie dans des discussions d'intérêt secondaire (comme l'attribution de certains postes de rédacteurs et autres semblables), résultant seulement du désaccord politique fondamental. Il est inadmissible que le CC, contre l'opinion des principales fédérations, comme celle de la capitale, fasse appel uniquement à son droit formel.

Tous les désaccords réellement importants entre la droite et la gauche devaient être prochainement réglés par le Congrès du Parti. Comme cependant, plusieurs fédérations, comptant des partisans des deux tendances, estiment que ce Congrès, fixé par la majorité du CC au 20 juillet sans l'assentiment du CEIC et destiné à s'occuper presque exclusivement de conflits intérieurs, pourrait entraver la prochaine campagne électorale des communistes, la convocation doit en être

ajournée après les élections. La désignation des délégués doit être faite d'après des circonscriptions objectivement déterminées et sans aucune limitation des droits de telle ou telle fédération. Il faut également que tous les membres aient eu le temps de prendre position sur les décisions du 5<sup>e</sup> Congrès.

§4. Le Congrès National aura à confirmer l'unité du Parti et à unir les deux ailes dans une collaboration loyale. Tout procédé consistant, sous prétexte d'obtenir un CC homogène, à exclure de la direction les membres d'une tendance, est absolument condamné par l'IC.

Jusqu'au Congrès, le CC doit faire porter tous ses efforts sur la lutte contre la social-démocratie et la bourgeoisie.

Toutes mesures disciplinaires ou démissions sont inadmissibles.

Pour éviter toute aggravation de la situation intérieure et toute rupture du front unique des communistes dans la campagne électorale, il est souhaitable que le CC ne modifie pas les candidatures posées par les fédérations. Si, pour des raisons importantes, il estime un changement nécessaire, il ne doit le faire qu'avec l'assentiment du CEIC. Il va de soi que la fraction communiste au Riksdag est subordonnée en tout au CC.

§5. Le précepte de la bolchévisation, adopté par le 5<sup>e</sup> Congrès, oblige le Parti suédois à redoubler d'activité dans tous les domaines, et en particulier:

a) À intensifier sa campagne contre la social-démocratie, non seulement dans la presse, au Parlement et dans les réunions publiques, mais aussi par de grandes manifestations et par des actions de masse prolongées, par des initiatives plus fréquentes que jamais dans les conflits actuellement en cours. Le front unique ne peut être appliqué convenablement qu'après cette mobilisation des masses.

b) À conseiller aux communistes de prendre une part énergique et collective à tous les conflits ouvriers et à militer systématiquement

dans les Syndicats pour grouper en un bloc solide les éléments d'opposition aux bonzes réformistes.

c) À perfectionner son organisation, surtout par la constitution de Cellules d'entreprise, conformément aux indications du CEIC approuvées par le Congrès.

d) À instituer une réelle camaraderie et une étroite collaboration avec les Jeunesses et à les soutenir dans leur action.

e) À développer une propagande conséquente contre le pacifisme parmi ses membres et dans les masses, à chasser toutes les survivances d'idéologie petite-bourgeoise et toutes les déviations anticommunistes.

f) À faire l'éducation systématique de ses membres sur les principes du léninisme.

Pour l'exécution de ce programme, le C. E. détache un représentant qui travaillera d'accord avec le Parti suédois à la mise en pratique de la présente résolution et à la préparation du Congrès. En outre, le CC élaborera sans retard un programme d'action. Il sera régulièrement rendu compte au CEIC de toutes les mesures prises pour l'exécution de ce programme.

À titre de commentaire de la présente résolution, il sera adressé une lettre ouverte du CEIC aux membres du Parti suédois.

L'IC invite son Parti frère de Suède à grouper ses forces pour entreprendre, sur la base solide des résolutions du 5<sup>e</sup> Congrès, une campagne victorieuse contre les ennemis du prolétariat et à devenir bientôt lui-même un puissant PC de masse.

## Résolution sur la Question Norvégienne

L'orientation anticommuniste de ses leaders actuels a empêché le Parti Ouvrier norvégien d'adhérer à l'IC. Le Congrès se rend compte qu'il y a dans ce Parti des éléments prolétariens

sincèrement révolutionnaires qui veulent et doivent appartenir à l'IC. Il charge le CEIC de faire tout pour gagner ces éléments.

## Résolution sur la Question Islandaise

Le développement capitaliste a commencé en Islande au 20<sup>e</sup> siècle. Le commerce et les pêcheries, où est occupée la moitié de la population, sont, dès maintenant, exploités par le grand capital. L'incertitude de la pêche et la baisse des prix ont rendu extrêmement difficile la situation des pêcheurs. Une petite partie de la population est formée d'artisans. Le reste trouve sa nourriture dans l'agriculture. Environ 60% des cultivateurs sont indépendants. La coopération agricole est assez forte. Un Parti paysan, étroitement allié à la coopération et

jouissant aussi d'une grosse influence, se trouve entre les mains des paysans riches et moyens.

Le mouvement ouvrier a son appui principalement dans la partie du prolétariat occupée autour des pêcheries. Il y a seulement un Parti ouvrier, formé par l'adhésion collective des Syndicats. Les plus importants des Syndicats affiliés sont ceux des travailleurs de la mer, des ouvriers de la pêche et des ports, des ouvrières. Il y a en outre deux organisations politiques membres de ce Parti ouvrier, Parti social-démocrate et un PC, ou, comme il est

dénommé dans le rapport du 5<sup>e</sup> Congrès, «semi-communiste».

Le Parti ouvrier a environ 4.000 membres. Son CC est composé de cinq social-démocrates et de quatre représentants de l'opposition sympathisant avec le communisme. Il publie un petit quotidien à Reykjavik et deux hebdomadaires, en province. Aux dernières élections, il a reçu le quart des voix, mais sur 42 sièges au Parlement, il n'en occupe qu'un.

Pour conserver l'unité du Parti, il a été conclu un compromis par lequel la majorité et l'opposition s'engagent à ne pas s'attaquer publiquement. Le rédacteur du quotidien, appartenant à l'opposition, a dû quitter sa place, mais est employé à la propagande.

Il existe un mouvement communiste des jeunesses, adhérent à l'ICJ. Les Jeunesses travaillent avec l'opposition et la soutiennent dans ses efforts pour conquérir le Parti.

Pour créer un mouvement ouvrier véritablement révolutionnaire, il faut avant tout que l'opposition engage une campagne énergique contre les leaders réformistes, semi-

bourgeois et social-démocrates, non point pour diviser les Syndicats, mais pour assurer une direction une et révolutionnaire à l'ensemble du mouvement ouvrier d'Islande et pour constituer un PC

L'organisation déjà existante de l'opposition doit s'établir sur une base strictement communiste et réclamer à l'intérieur du Parti ouvrier une entière liberté d'agitation, de propagande et de critique.

Il doit être constitué des Cellules dans les principales entreprises. Dans les Syndicats et les coopératives, il doit être formé des fractions communistes sous le contrôle et la direction de l'opposition (l'opposition combattra toutes les tendances visant à la scission syndicale).

L'opposition doit immédiatement inaugurer une étroite collaboration avec la Fédération Communiste de Scandinavie. Elle doit préconiser, au lieu du contact de la direction actuelle du Parti ouvrier avec les social-traitres de l'étranger et leurs partis, le contact avec la Fédération Communiste de Scandinavie.

## Résolution sur les travaux de l'Institut Marx-Engels

Le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC approuve la décision du 13<sup>e</sup> Congrès National du PC russe sur la nécessité d'éditer le plus tôt possible les œuvres complètes et la correspondance de Marx et d'Engels avec commentaire historique et critique. Seule cette édition sera un monument digne des fondateurs du communisme scientifique et fournira la base indispensable d'une étude approfondie de l'histoire, de la théorie et de la pratique du marxisme révolutionnaire.

Le Congrès regarde aussi comme nécessaire qu'outre cette édition internationale des œuvres complètes, on prenne en considération une édition des œuvres choisies de Marx et d'Engels sous la direction de l'IC à l'usage du prolétariat des divers pays. Cette édition choisie doit comprendre, outre les écrits les plus importants de Marx et d'Engels ayant une signification

internationale, tous les ouvrages traitant des questions particulièrement intéressantes pour le prolétariat du pays en question.

Le Congrès invite tous les Partis appartenant à l'IC et tous leurs membres en particulier, à apporter le concours le plus large à l'Institut Marx-Engels du Comité Exécutif de l'Union Soviétiste pour le rassemblement de tous les matériaux se rapportant à la vie et à l'activité de Marx et d'Engels. Ce concours actif est absolument nécessaire pour arriver à exécuter une tâche aussi gigantesque que l'édition des *Œuvres complètes* et de la *Correspondance* de Marx et d'Engels et que la préparation de tous les matériaux nécessaires à une biographie scientifique en liaison avec l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier au 19<sup>e</sup> siècle.

# Décision de la commission Souvarine

Après avoir entendu plusieurs camarades de la délégation française et le camarade Boris Souvarine;

Après avoir examiné attentivement tous les matériaux concernant les actes d'indiscipline reprochés au camarade Souvarine;

La Commission constate à l'unanimité:

§1. Que des actes d'indiscipline de la nature la plus grave ont été commis par Souvarine:

- a) Déclaration dans le Bulletin Communiste;
- b) Lettre aux abonnés du Bulletin Communiste, contenant des attaques contre le Comité Directeur du Parti;
- c) Publication en dehors et à l'insu des instances régulières du Parti de la brochure de Trotski, le Cours Nouveau, avec une préface dirigée contre le Parti et l'IC;

§2. Que ces actes démontrent l'existence, chez Souvarine, d'un état d'esprit petit-bourgeois mettant la susceptibilité personnelle au-dessus des intérêts du Parti;

§3. Que cette conduite venant d'un camarade particulièrement responsable a porté un grand désarroi au sein du PC français et a mis en danger l'existence même de la discipline du Parti;

Que les explications fournies par le camarade Souvarine n'ont en rien diminué la réalité et la gravité de ses actes d'indiscipline répétés au cours de plusieurs mois et qu'elles portaient l'empreinte du même état d'esprit petit-bourgeois qui a caractérisé toute son attitude au cours des incidents qui ont violemment agité le Parti.

En conséquence, la Commission propose au CEIC:

1) De donner satisfaction à la demande d'exclusion de Souvarine déposée par la délégation du PC français au 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC;

2) De laisser à la Section française de l'IC le droit de proposer au 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC la réadmission de Souvarine dans le Parti, s'il montre entre temps une conduite loyale vis-à-vis du Parti et de l'IC.

La Commission a pu constater, au cours de ses travaux, que la discipline communiste dans le PC français est encore loin d'être observée complètement et absolument. Elle estime nécessaire une énergique intervention du CEIC élargi, sous la forme d'une lettre ouverte aux membres du Parti pour leur remettre en mémoire le sens véritable de la discipline et les inviter à la faire strictement respecter en s'opposant énergiquement à tout écart et toute politique personnelle, d'où qu'elle vienne.

# 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

# 1928

Source:

*La Correspondance Internationale*, no.141, 8<sup>e</sup> année, numéro spécial XLVIII, 23 novembre 1928.

*La Correspondance Internationale*, no.149, 8<sup>e</sup> année, numéro spécial LI, 11 décembre 1928.



# Programme de l'IC

*Adopté par le 6<sup>e</sup> Congrès mondial le 1<sup>er</sup> septembre 1928 à Moscou*

## Introduction

L'époque de l'impérialisme est celle du capitalisme mourant. La guerre mondiale de 1914-18 et la crise générale du capitalisme qu'elle a déchaînée furent le résultat d'une profonde contradiction entre le développement des forces productives de l'économie mondiale et les frontières des États. Elles ont montré et prouvé que les conditions matérielles du socialisme au sein de la société capitaliste sont déjà mûres et que, l'enveloppe capitaliste de la société étant devenue un obstacle intolérable au développement ultérieur de l'humanité, l'histoire a mis à l'ordre du jour le renversement du joug capitaliste par la révolution.

L'impérialisme soumet les innombrables masses prolétariennes de tous les pays — dans les métropoles de la puissance capitaliste comme dans les coins les plus reculés du monde colonial — à la dictature d'une ploutocratie capitaliste financière. L'impérialisme met à nu et approfondit avec la force d'éléments déchaînés toutes les contradictions de la société capitaliste, développe à l'extrême l'oppression des classes, aiguise au plus haut degré la lutte entre les États capitalistes, engendre l'inéluctabilité des guerres impérialistes mondiales qui ébranlent tout le système des rapports existants et achemine la société, avec une irrésistible nécessité, vers la *révolution prolétarienne mondiale*.

Enchaînant l'univers dans les liens du capital financier, contraignant, par le sang, par le fer et par la faim, les prolétaires de tous les pays, de toutes les nationalités et de toutes les races à se courber sous son joug, aggravant formidablement l'exploitation, l'oppression et l'asservissement du prolétariat qu'il met devant la tâche immédiate de conquérir le pouvoir, l'impérialisme crée la nécessité d'une étroite cohérence des ouvriers en une armée internationale unique des prolétaires de tous les pays, formée indépendamment des frontières d'États, des différences de nationalité, de

culture, de langue, de race, de sexe et de profession.

L'impérialisme, en développant et en achevant ainsi la création des conditions matérielles du socialisme, place le prolétariat en face de la nécessité de s'organiser en une *association ouvrière internationale de combat* et assure, par-là, la cohésion de l'armée de ses propres fossoyeurs.

L'impérialisme détache, d'autre part, la partie la plus aisée de la classe ouvrière des grandes masses. Cette "aristocratie" ouvrière, corrompue par l'impérialisme, qui constitue les cadres dirigeants des Partis social-démocrates, intéressée au pillage impérialiste des colonies, dévouée à "sa" bourgeoisie et à "son" État impérialiste, se trouva, à l'heure des batailles décisives, aux côtés de l'ennemi de classe du prolétariat. La scission du mouvement socialiste provoquée par cette trahison de 1914 et les trahisons ultérieures des Partis social-démocrates, devenus en fait des partis ouvriers bourgeois, ont prouvé que le prolétariat mondial ne peut remplir sa mission historique — briser le joug de l'impérialisme et conquérir la dictature prolétarienne — que par une lutte implacable contre la social-démocratie. L'organisation des forces de la révolution internationale n'est donc possible que sur la plate-forme du communisme. À la Deuxième Internationale opportuniste de la social-démocratie, devenue l'agent des impérialistes au sein de la classe ouvrière, s'oppose inéluctablement la *Troisième, l'IC*, organisation universelle de la classe ouvrière, incarnant l'unité authentique des ouvriers révolutionnaires de tous les pays.

La guerre de 1914-18 provoqua les premières tentatives de créer une nouvelle Internationale révolutionnaire comme contrepoids de la Deuxième Internationale social-chauvine et comme instrument de résistance à l'impérialisme guerrier (Zimmerwald, Kienthal). La victoire de la révolution prolétarienne en Russie donna l'impulsion à la

constitution de PC dans les métropoles capitalistes et dans les colonies. En 1919, fut fondée l'IC qui, pour la première fois dans l'histoire, unit effectivement dans la lutte révolutionnaire des éléments avancés du prolétariat d'Europe et d'Amérique aux prolétaires de Chine et des Indes, aux travailleurs nègres d'Afrique et d'Amérique.

Parti international unique et centralisé du prolétariat, l'IC est la seule continuatrice des principes de la *Première Internationale* appliqués sur la base nouvelle d'un mouvement prolétarien révolutionnaire de masses. L'expérience de la première guerre impérialiste, de la crise révolutionnaire du capitalisme qui lui a succédé et des révolutions de l'Europe et des pays coloniaux, l'expérience de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme en U.R.S.S., l'expérience du travail de toutes les Sections de l'IC, fixée dans les décisions de ses Congrès, et enfin, l'internationalisation de plus en plus grande de la lutte entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat, rendent indispensable l'élaboration d'un *programme* de l'IC, unique et commun à toutes ses Sections. Le programme de l'IC réalise ainsi la plus haute synthèse critique de l'expérience du mouvement révolutionnaire international du prolétariat, *il est un programme de lutte pour la dictature mondiale du prolétariat, un programme de lutte pour le communisme mondial.*

L'IC, qui unit les ouvriers révolutionnaires et entraîne des millions d'opprimés et d'exploités contre la bourgeoisie et ses agents "socialistes", se considère comme la continuatrice historique de la "Ligue des communistes" et de la Première Internationale qui furent sous la direction immédiate de Karl Marx, et comme l'héritière des meilleures traditions d'avant-guerre de la Deuxième Internationale. La Première Internationale jeta les bases doctrinales de la lutte internationale du prolétariat pour le socialisme. La Deuxième Internationale, dans sa meilleure époque, prépara le terrain à une large expansion du mouvement ouvrier parmi les masses. La Troisième IC, continuant l'œuvre de la Première Internationale et recueillant les fruits des travaux de la Deuxième, en a résolument rejeté l'opportunisme, le social-chauvinisme, la déformation bourgeoise du socialisme, et a commencé à réaliser la dictature du prolétariat. L'IC continue par cela les traditions héroïques et glorieuses du mouvement ouvrier international: celles des chartistes anglais et des insurgés français de

1830, celles des ouvriers révolutionnaires français et allemands de 1848; celles des combattants immortels et des martyrs de la Commune de Paris; celles des soldats valeureux des révolutions allemande, hongroise et finlandaise; celles des ouvriers courbés naguère sous le despotisme des tsars et devenus des réalisateurs victorieux de la dictature du prolétariat; celles des prolétaires chinois, héros de Canton et de Shanghai.

S'inspirant de l'expérience historique du mouvement ouvrier révolutionnaire de tous les continents et de tous les peuples, l'IC se place entièrement et sans réserves, dans son activité théorique et pratique, sur le terrain du *marxisme révolutionnaire* dont le *léninisme* — qui n'est pas autre chose que le marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes — est le développement ultérieur.

En défendant et en propageant le *matérialisme dialectique de Marx et d'Engels*, en l'appliquant comme la méthode révolutionnaire de connaissance de la réalité dans un but de transformation révolutionnaire de cette dernière, l'IC combat activement toutes les variétés de la pensée bourgeoise et de l'opportunisme théorique et pratique. Demeurant sur le terrain de la lutte de classe prolétarienne conséquente, subordonnant les intérêts passagers, partiels, corporatifs et nationaux du prolétariat à ses intérêts permanents, généraux et internationaux, l'IC démasque impitoyablement, quels qu'en soient les aspects, la doctrine de la "paix sociale" empruntée par les réformistes à la bourgeoisie. Exprimant la nécessité historique de l'organisation internationale des prolétaires révolutionnaires, fossoyeurs du système capitaliste. L'IC est l'unique force internationale qui ait pour programme la dictature du prolétariat et le communisme et qui agisse au grand jour comme *organisatrice de la révolution prolétarienne mondiale.*

## **1. — Le système mondial du capitalisme, son développement et sa ruine inévitable**

### **1. Les lois générales du développement du capitalisme et l'époque du capital industriel**

La société capitaliste, fondée sur le développement de la production des

marchandises, est caractérisée par le monopole de la classe des capitalistes et des gros propriétaires fonciers sur les moyens de production les plus importants et décisifs, par l'exploitation de la main-d'œuvre salariée de la classe des prolétaires, privés des moyens de production et obligés de vendre leur force de travail, par la production des marchandises en vue d'en retirer des profits, par l'absence de plan et l'anarchie qui résulte de ces diverses causes dans l'ensemble du procès de la production. Les rapports sociaux d'exploitation et la domination économique de la bourgeoisie trouvent leur expression politique dans l'organisation de l'État capitaliste, appareil de coercition contre le prolétariat.

L'histoire du capitalisme confirme entièrement la doctrine de Marx sur les lois du développement de la société capitaliste et sur les contradictions inhérentes à ce développement, qui mènent le système capitaliste à sa perte inéluctable.

La bourgeoisie fut contrainte, dans sa course aux profits, de développer, dans des proportions toujours croissantes, les forces productives, de renforcer et d'étendre la domination des rapports capitalistes de production. Le développement du capitalisme, pour cette raison, reproduisit constamment sur une base élargie toutes les contradictions internes du système, avant tout, la contradiction décisive existant entre le caractère social du travail et le caractère privé de l'appropriation, entre la croissance des forces productives et les rapports capitalistes de propriété. La propriété des moyens de production et le fonctionnement spontané et anarchique de la production elle-même provoquèrent la rupture de l'équilibre économique entre les différentes branches de la production, par suite du développement de la contradiction entre la tendance de la production à une extension illimitée et la consommation limitée des masses prolétariennes (*surproduction générale*), ce qui entraîna des crises périodiques dévastatrices et livra des masses de prolétaires au chômage. La domination de la propriété privée s'exprima par une concurrence sans cesse croissante, aussi bien à l'intérieur de chaque pays capitaliste que sur le marché mondial. Cette dernière forme de rivalité entre capitalistes eut pour conséquence les guerres qui accompagnent inévitablement le développement capitaliste.

Les avantages techniques et économiques de la grande production provoquèrent, d'autre part, par le jeu de la concurrence, l'élimination et la destruction des formes précapitalistes de l'économie, une *concentration et une centralisation* croissante du capital. Dans l'industrie, cette loi de concentration et de centralisation se manifesta avant tout par le dépérissement de la petite production ou par sa réduction au rôle d'auxiliaire subordonné des grandes entreprises. Dans l'agriculture, dont le développement est nécessairement retardataire par suite du monopole de la propriété du sol et de la rente absolue, cette loi s'exprima non seulement par la différenciation de la paysannerie et la prolétarianisation de larges couches de paysans, mais encore et surtout par des formes visibles ou voilées de la domination du gros capital sur la petite économie rurale qui, dans ce cas, ne peut conserver une apparence d'indépendance qu'au prix d'une extrême intensité du travail et d'une sous-consommation systématique.

L'utilisation croissante des machines, le perfectionnement constant de la technique et, sur cette base, la croissance incessante de la composition organique du capital accompagnées de la division croissante du travail, de l'augmentation de son rendement et de son intensité, signifiaient également un emploi plus large de la main-d'œuvre féminine et enfantine et la formation d'énormes armées industrielles de réserve, sans cesse grossies par les paysans prolétariés, évincés des campagnes, et par la petite et moyenne bourgeoisie ruinée des villes. À l'un des pôles des rapports sociaux, formation de masses considérables de prolétaires, intensification continue de l'exploitation de la classe ouvrière, reproduction sur une base élargie des contradictions profondes du capitalisme et de leurs conséquences (crises, guerres, etc.), augmentation constante de l'inégalité sociale, croissance de l'indignation du prolétariat rassemblé et éduqué par le mécanisme même de la production capitaliste, tout cela sape infailliblement les bases du capitalisme et rapproche le moment de son écroulement.

Un profond bouleversement se produisit en même temps dans tout l'ordre moral et culturel de la société capitaliste: décomposition parasitaire des groupes de rentiers de la bourgeoisie, dissolution de la famille, exprimant la contradiction croissante entre la participation en masse des femmes à la production sociale et

les formes de la famille et de la vie domestique héritées dans une large mesure des époques économiques antérieures; développement monstrueux des grandes villes et médiocrité de la vie rurale par suite de la division et de la spécialisation du travail; appauvrissement et dégénérescence de la vie intellectuelle et de la culture générale; incapacité de la bourgeoisie de créer, en dépit des grands progrès des sciences naturelles, une synthèse philosophique scientifique du monde; développement des superstitions idéalistes, mystiques et religieuses, tous ces phénomènes signalent l'approche de la fin historique du système capitaliste.

## **2. L'époque du capital financier (impérialisme)**

La période du capitalisme *industriel* fut, en général, une période de "libre concurrence" pendant laquelle le capitalisme évolua avec une certaine régularité et se répandit sur tout le globe par le partage des colonies encore libres, conquises par la force des armes, le poids des contradictions internes du capitalisme sans cesse croissantes retombant principalement sur la périphérie coloniale opprimée, terrorisée et systématiquement rançonnée.

Cette période fit place, vers le début du 20<sup>e</sup> siècle, à celle de *l'impérialisme*, caractérisée par le développement du capitalisme par sauts brusques et par conflits, la libre concurrence cédant rapidement le pas au monopole, les terres coloniales naguère "libres" étant déjà partagées et la lutte pour un nouveau partage des colonies et des sphères d'influence commençant à prendre inévitablement et en premier lieu la forme de la lutte armée.

Les contradictions du capitalisme acquièrent ainsi toute leur ampleur mondiale et leur expression la plus nette à *l'époque de l'impérialisme* (capitalisme financier), qui représente une nouvelle forme historique du capitalisme lui-même, un rapport nouveau entre les différentes parties de l'économie capitaliste mondiale et une modification des rapports entre les classes fondamentales de la société capitaliste.

Cette nouvelle période historique résulte de l'action des lois essentielles du développement de la société capitaliste. Elle mûrit avec le développement du capitalisme industriel, en est la continuation historique. Elle accentua la manifestation des tendances fondamentales et des lois du mouvement de la société capitaliste,

ses contradictions et ses antagonismes fondamentaux. La loi de concentration et de la centralisation du capital aboutit à la formation de puissants groupements monopolistes (cartels, Syndicats, trusts), à une nouvelle forme d'entreprises géantes combinées, liées en un seul faisceau par les banques. La fusion du capital industriel et du capital bancaire, l'entrée de la grande propriété foncière dans le système général du capitalisme désormais caractérisé par les monopoles, transformèrent la période du capital industriel en celle du capital financier. La "libre concurrence" du capitalisme industriel, qui remplaça autrefois le monopole féodal et le monopole du capital commercial, se transforma elle-même en *monopole du capital financier*. Les monopoles capitalistes, issus de la libre concurrence, ne la suppriment cependant pas, mais la dominent ou coexistent avec elle, provoquant ainsi des contradictions, des heurts et des conflits d'une acuité et d'une gravité particulières.

L'emploi grandissant de machines compliquées, des procédés chimiques et de l'énergie électrique, la croissance de la composition organique du capital sur cette base et la chute du taux du profit qui en est la conséquence — et qui n'est enrayée qu'en partie, en faveur des plus grandes associations monopolistes, par la politique des hauts prix des cartels — provoquant la continuation de la course aux surprofits coloniaux et la lutte pour un nouveau partage du monde. La production en masse, standardisée, exige de nouveaux débouchés extérieurs. La demande croissante de matières premières et de combustibles provoque d'âpres rivalités pour en accaparer les sources. Enfin, le haut protectionnisme, empêchant l'exportation des marchandises et assurant un surprofit au capital exporté, crée des stimulants complémentaires à l'exportation des capitaux qui devient la forme décisive et spécifique de la liaison économique entre les différentes parties de l'économie capitaliste mondiale. En résumé, la possession monopolisée des débouchés coloniaux, des sources de matières premières et des sphères d'investissements de capitaux, accroît d'une manière extrêmement rapide l'inégalité du développement capitaliste et aggrave, entre les "grandes puissances" du capital financier, les conflits pour un nouveau partage des colonies des sphères d'influence.

La croissance des forces productives de l'économie mondiale conduit donc à une plus grande internationalisation de la vie



économique et, en même temps, à la lutte pour un nouveau partage du monde, déjà partagé entre les grands États du capital financier; elle provoque aussi un changement et une aggravation des formes de cette lutte: le remplacement de plus en plus fréquent de la concurrence au moyen de la baisse des prix, par appel direct à la force (boycottage, haut protectionnisme, guerres douanières, guerres au sens propre du mot, etc.). Le capitalisme, sous sa forme monopoliste, est, par conséquent, accompagné de guerres impérialistes inévitables, qui, par leur ampleur et la puissance destructive de la technique employée, n'ont pas de précédent dans l'histoire du monde.

### 3. Les forces de l'impérialisme et les forces de la révolution

La forme impérialiste du capitalisme qui exprime la tendance à la cohésion des diverses factions de la classe dominante, oppose les grandes masses du prolétariat non à un patron isolé, mais, de plus en plus, à la classe entière des capitalistes et à son État.

D'autre part, cette forme de capitalisme brise les frontières des États nationaux devenues trop étroites et élargit les cadres du pouvoir capitaliste des grandes puissances, opposant à ce pouvoir les millions d'hommes des nationalités opprimées, des "petites" nations et des peuples coloniaux. Enfin, cette forme de capitalisme oppose avec plus d'acuité les États impérialistes les uns aux autres.

Dans cet état de choses, le *pouvoir politique* acquiert pour la bourgeoisie une importance particulière, il devient la dictature d'une oligarchie financière et capitaliste, l'expression de sa puissance concentrée. Les fonctions de cet État impérialiste qui comprend de nombreuses nationalités, se développent dans tous les sens. Le développement des formes de capitalisme d'État facilite à la fois la lutte sur les marchés extérieurs (mobilisation militaire de l'économie) et la lutte contre la classe ouvrière. Le développement monstrueux à l'extrême du militarisme (armée, flottes aérienne et navale, armes chimiques et bactériologiques), la pression croissante de l'État impérialiste sur la classe ouvrière (exploitation accrue et répression directe, d'une part, corruption systématique de la bureaucratie réformiste dirigeante, de l'autre), expriment l'énorme accroissement du rôle de l'État. Dans ces conditions, toute action plus ou moins importante du prolétariat se transforme en une

action contre l'État, c'est-à-dire en une action politique.

Ainsi, le développement du capitalisme et, plus particulièrement, l'époque impérialiste reproduisent les contradictions fondamentales du capitalisme à une échelle de plus en plus considérable. La concurrence entre petits capitalistes ne cesse que pour faire place à la concurrence entre grands capitalistes; lorsque celle-ci se calme, se déchaîne la concurrence entre les formidables coalitions des magnats du Capital et de leurs États; les crises locales et nationales s'étendent à divers pays et finissent par embrasser le monde entier; les guerres locales font place aux guerres de coalitions et aux guerres mondiales; la lutte de classes passe de l'action isolée de certains groupes d'ouvriers, à des luttes nationales, puis à la lutte internationale du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale. Enfin, se dressent et s'organisent contre les forces du capital financier puissamment organisé, deux grandes forces révolutionnaires: d'une part, *les ouvriers des États capitalistes* et, de l'autre, *les masses populaires des colonies* ployées sous le joug du capital étranger, mais luttant sous la direction et l'hégémonie du mouvement révolutionnaire prolétarien international.

Cette tendance révolutionnaire fondamentale est cependant temporairement paralysée par la corruption de certains éléments du prolétariat européen, nord-américain et japonais, acquis à la bourgeoisie impérialiste et par la trahison de la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux effrayée par le mouvement révolutionnaire des masses. La bourgeoisie des grandes puissances impérialistes recevant un profit supplémentaire, tant en raison de sa position sur le marché mondial en général (technique plus développée, exportation des capitaux, dans les pays où le taux du profit est plus élevé, etc.) qu'en raison du pillage des colonies et des semi-colonies, a pu élever, grâce à ces surprofits, les salaires d'une partie de "ses" ouvriers, les intéressant ainsi au développement du capitalisme de leur "patrie", au pillage des colonies et à la fidélité envers l'État impérialiste. Cette corruption systématique s'est particulièrement manifestée et se manifeste encore sur une large échelle dans les pays impérialistes les plus puissants; elle trouve son expression la plus éclatante dans l'idéologie et l'action de l'aristocratie ouvrière et des couches bureaucratiques de la classe ouvrière, c'est-à-dire des cadres dirigeants de la social-

démocratie et des Syndicats qui se sont révélés les agents directs de l'influence bourgeoise au sein du prolétariat et les meilleurs soutiens du régime capitaliste.

Mais, après avoir développé l'aristocratie corrompue de la classe ouvrière, l'impérialisme en détruit en fin de compte l'influence sur le prolétariat, dans la mesure où l'accentuation des contradictions du régime, l'aggravation des conditions d'existence et le chômage de grandes masses ouvrières, les dépenses et les charges énormes provoquées par les conflits armés, la perte par certaines puissances des monopoles qu'elles détenaient sur le marché mondial, la séparation des colonies, etc., ébranlent dans les masses la base du social-impérialisme.

De même, la corruption systématique de diverses couches de la bourgeoisie des colonies et des semi-colonies, leur trahison du mouvement national-révolutionnaire et leur rapprochement avec les puissances impérialistes ne paralysent que temporairement le développement de la crise révolutionnaire.

Ce procès mène, en fin de compte, au renforcement de l'oppression impérialiste, à l'affaiblissement de l'influence de la bourgeoisie nationale sur les masses populaires, à l'aggravation de la crise révolutionnaire, au déchaînement de la révolution agraire des grandes masses paysannes et à la création de conditions favorables à l'hégémonie du prolétariat des pays coloniaux et dépendants dans la lutte des masses populaires, pour l'indépendance et pour une complète libération nationale.

#### **4. L'impérialisme et la chute du capitalisme**

L'impérialisme a porté les forces productives du capitalisme mondial à un haut degré de développement. Il a achevé la préparation des prémices matérielles pour l'organisation socialiste de la société. Il démontre par ses guerres que les forces productives de l'économie mondiale ont dépassées les cadres restreints des États impérialistes et exigent l'organisation de l'économie sur une échelle internationale mondiale. L'impérialisme s'efforce de résoudre cette contradiction en frayant, par le fer et par le feu, la voie à un trust capitaliste étatique mondial et unique qui organiserait l'économie mondiale. Cette sanglante utopie est glorifiée par les idéologues social-démocrates qui y voient la méthode pacifique du nouveau capitalisme "organisé". Elle se heurte, dans la réalité, à des

obstacles objectifs insurmontables d'une telle ampleur que le capitalisme est appelé à s'effondrer inévitablement sous le poids de ses propres contradictions.

La loi de l'inégalité du développement capitaliste, accentué à l'époque impérialiste, rend impossibles les groupements stables et durables de puissances impérialistes. D'autre part, les guerres impérialistes qui se transforment en guerres mondiales par lesquelles la loi de concentration du capital s'efforce d'atteindre son extrême limite — le trust mondial unique — s'accompagnent de telles dévastations, imposent à la classe ouvrière et aux millions de prolétaires et de paysans des colonies de telles charges, que le capitalisme périra inévitablement sous les coups de la révolution prolétarienne, bien avant d'avoir atteint ce but.

Phase suprême du développement capitaliste, portant à un développement d'une formidable ampleur les forces productives de l'économie mondiale, recréant le monde entier à son image, l'impérialisme entraîne dans le champ d'exploitation du capital financier toutes les colonies, toutes les races et tous les peuples.

Mais la forme monopoliste du capital développe en même temps à un degré croissant les éléments de dégénérescence parasitaire, de pourriture et de déclin du capitalisme. En détruisant, dans une certaine mesure, cette force motrice qu'est la concurrence, en menant une politique de hauts prix fixés par les cartels, en disposant sans restriction du marché, le capital monopoliste tend à entraver le développement ultérieur des forces productives. Prélevant sur des millions d'ouvriers et de paysans coloniaux des surprofits fabuleux et accumulant les énormes revenus de cette exploitation, l'impérialisme crée un type d'État rentier en voie de dégénérescence parasitaire et de putréfaction, et des couches entières de parasites vivant des coupons de rentes. Achevant le processus de la création des prémices matérielles du socialisme (concentration des moyens de production, immense socialisation du travail, croissance des organisations ouvrières), l'époque impérialiste aggrave les contradictions existant entre les "grandes puissances" et engendre des guerres qui aboutissent à la dislocation de l'unité de l'économie mondiale. L'impérialisme est pour cette raison *le capitalisme pourrissant et mourant* et, en général, la dernière étape de



l'évolution capitaliste, *le prélude de la révolution socialiste mondiale*.

La révolution prolétarienne internationale découle ainsi des conditions du développement du capitalisme en général, et de sa phase impérialiste, en particulier. Le système capitaliste aboutit dans son ensemble à une faillite définitive. La dictature du capital financier périclète, faisant place à la dictature du prolétariat.

## **2. — La crise générale du capitalisme et la première phase de la révolution mondiale**

### **1. La guerre mondiale et le développement de la crise révolutionnaire**

La lutte entre les principaux États capitalistes pour un nouveau partage du monde provoqua la première guerre impérialiste mondiale (1914-18).

Cette guerre ébranla le système capitaliste mondial et inaugura la période de sa *crise générale*. Elle mit à son service toute l'économie nationale des pays belligérants, créant ainsi la poigne de fer du capitalisme d'État; elle entraîna de fabuleuses dépenses improductives, détruisit une quantité énorme de moyens de production et de main-d'œuvre, ruina les grandes masses populaires, imposa des charges innombrables aux ouvriers industriels, aux paysans et aux peuples coloniaux. Elle aggrava fatalement la lutte de classes, qui se transforma en action révolutionnaire de masses et en *guerre civile*. Le front impérialiste fut rompu dans son secteur le plus faible, en Russie tsariste. *La révolution russe de février 1917* brisa le pouvoir, l'autocratie des gros propriétaires fonciers. *La révolution d'Octobre* renversa le pouvoir de la bourgeoisie.

Cette révolution prolétarienne victorieuse expropria les expropriateurs, ôta à la bourgeoisie et aux grands propriétaires fonciers les moyens de production, établit et affermit, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la dictature du prolétariat dans un grand pays, réalisa un nouveau type d'État, *l'État soviétique*, et inaugura la *révolution prolétarienne internationale*.

L'ébranlement profond du capitalisme mondial, l'aggravation de la lutte de classes et l'influence immédiate de la révolution prolétarienne d'Octobre, déterminèrent des révolutions et des mouvements révolutionnaires

tant en Europe que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux: janvier 1918, révolution ouvrière en Finlande; août 1918, "émeutes du riz" au Japon; novembre 1918, révolutions en Autriche et en Allemagne, renversant des monarchies semi-féodales; mars 1919, révolution prolétarienne en Hongrie et soulèvement en Corée; avril 1919, République des Soviets en Bavière; janvier 1920, révolution nationale bourgeoise en Turquie; septembre 1920, occupation des usines par les ouvriers en Italie; mars 1921, soulèvement de l'avant-garde ouvrière en Allemagne; septembre 1923, insurrection en Bulgarie; automne 1923, crise révolutionnaire en Allemagne; décembre 1924, insurrection en Estonie; avril 1925, soulèvement au Maroc; août 1925, soulèvement en Syrie; mai 1926, grève générale en Angleterre; juillet 1927, insurrection ouvrière à Vienne. Ces faits et des événements tels que l'insurrection de l'Indonésie, l'effervescence profonde de l'Inde, la grande révolution chinoise qui a ébranlé tout le continent asiatique, forment les chaînons de l'action révolutionnaire internationale et sont les éléments constitutifs de la grave crise générale du capitalisme. Ce procès de la révolution mondiale comprend la lutte immédiate pour la dictature du prolétariat, les guerres de libération nationale et les soulèvements coloniaux contre l'impérialisme, indissolublement liés au mouvement agraire des grandes masses paysannes. La masse innombrable des hommes s'est ainsi trouvée entraînée dans le torrent révolutionnaire. L'histoire du monde est entrée dans une nouvelle phase, celle de la crise générale et durable du système capitaliste. L'unité de l'économie mondiale s'exprime dans le caractère international de la révolution; et l'inégalité de développement des diverses parties de l'économie mondiale dans le fait que les révolutions n'éclatent pas simultanément dans les différents pays.

Les premières tentatives de révolution, nées de la crise aiguë du capitalisme (1918-21), se terminèrent par la victoire et l'affermissement de la dictature du prolétariat dans l'URSS et par la défaite du prolétariat dans divers autres pays.

Ces défaites sont dues, avant tout, à la tactique de trahison des chefs social-démocrates et des leaders réformistes du mouvement syndical; au fait que les communistes n'entraînaient pas encore la majorité de la classe ouvrière et que dans plusieurs pays, des plus importants, il n'existait pas encore de PC

À la suite de ces défaites qui rendirent possibles l'exploitation accrue des masses prolétariennes et des peuples coloniaux, et une brusque réduction de leur niveau de vie, la bourgeoisie put réaliser une stabilisation partielle du régime capitaliste.

## **2. La crise révolutionnaire et la social-démocratie contre-révolutionnaire**

Les cadres dirigeants des partis social-démocrates et des Syndicats réformistes et les organisations capitalistes de combat du type fasciste ont acquis, au cours de la révolution internationale, la plus grande importance comme force contre-révolutionnaire combattant avec ardeur la révolution et soutenant de même la stabilisation partielle du Capital.

La guerre de 1914-18 fut accompagnée de la honteuse *faillite de la 2<sup>e</sup> Internationale social-démocrate*. En contradiction absolue avec la thèse du Manifeste du PC de Marx et d'Engels, qui affirme que les prolétaires n'ont pas de patrie en régime capitaliste, en contradiction absolue avec les résolutions adoptées contre la guerre par les Congrès socialistes internationaux de Stuttgart et de Bâle, les chefs des Partis social-démocrates nationaux, à quelques exceptions près, votèrent les crédits de guerre, se prononcèrent résolument pour la "défense nationale" de leurs "patries" impérialistes (c'est-à-dire des États de la bourgeoisie impérialiste) et, au lieu de s'opposer à la guerre impérialiste, devinrent ses fidèles soldats, ses propagandistes et ses thuriféraires (le social-patriotisme se transformait ainsi, par voie de croissance, en social-impérialisme). Dans la période suivante, la social-démocratie défendit les traités spoliateurs (Brest-Litovsk, Versailles); elle intervint activement aux côtés des généraux dans la répression sanglante des soulèvements prolétariens (Noske); elle combattit les armes à la main la première République prolétarienne (la Russie des Soviets); elle trahit honteusement le prolétariat au pouvoir (Hongrie); elle adhéra à la Société des nations impérialiste (A. Thomas, Paul-Boncour, Vandervelde); elle prit carrément le parti des esclavagistes impérialistes contre les esclaves coloniaux (le "Labour Party" anglais); elle soutint activement les bourreaux les plus réactionnaires de la classe ouvrière (Bulgarie, Pologne); elle prit l'initiative des "lois militaires" impérialistes (France); elle trahit la grande grève générale du prolétariat anglais; elle aida à étouffer la grève des mineurs anglais; elle aida

et elle aide encore à opprimer la Chine et l'Inde (gouvernement Mac Donald); elle assume le rôle de propagandiste de la Société des nations impérialiste, de héraut du Capital et de force organisatrice de la lutte contre la dictature du prolétariat dans l'URSS (Kautsky, Hilferding).

Poursuivant systématiquement cette politique contre-révolutionnaire, la social-démocratie opère au moyen de ses deux ailes: l'aile *droite*, ouvertement contre-révolutionnaire, indispensable aux négociations et à la liaison directe avec la bourgeoisie, et l'aile *gauche* destinée à tromper les ouvriers avec un subtilité particulière. La "gauche" social-démocrate, usant volontiers de la phrase pacifiste et parfois même de la phrase révolutionnaire, agit en réalité contre les ouvriers, surtout aux heures les plus critiques (les "indépendants" anglais et la "gauche" du Conseil général des Trade-Unions pendant la grève générale de 1926; Otto Bauer et Cie pendant l'insurrection viennoise, etc.) et constitue pour cette raison la fraction la plus dangereuse des partis social-démocrates. Servant au sein de la classe ouvrière les intérêts de la bourgeoisie et se plaçant entièrement sur le terrain de collaboration de classes et de la coalition avec la bourgeoisie, la social-démocratie est, à certains moments, contrainte de passer à l'opposition et même de simuler la défense des intérêts de classe du prolétariat dans sa lutte économique; elle le fait à seule fin d'acquiescer la confiance d'une partie de la classe ouvrière et de trahir ses intérêts permanents, d'autant plus honteusement, à l'heure des batailles décisives.

Le rôle essentiel de la social-démocratie est maintenant de saper l'indispensable unité de combat du prolétariat en lutte contre l'impérialisme.

Scindant et divisant le front rouge unique de la lutte prolétarienne contre le Capital, la social-démocratie est le principal appui de l'impérialisme dans la classe ouvrière.

La social-démocratie internationale de toutes nuances, la 2<sup>e</sup> Internationale et sa filiale syndicale, la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, sont ainsi devenues des réserves de la société bourgeoise, son plus sûr rempart.

## **3. La crise du capitalisme et le fascisme**

À côté de la social-démocratie, à l'aide de laquelle la bourgeoisie réprime le mouvement

ouvrier ou endort sa vigilance de classe, se dresse le *fascisme*.

L'époque de l'impérialisme, l'aggravation de la lutte de classes et la croissance, surtout après la guerre impérialiste mondiale, des facteurs de guerre civile, ont provoqué la faillite du parlementarisme. De là, les "nouvelles" méthodes et les nouvelles formes de gouvernement (le système des "petits cabinets", la formation d'oligarchies agissant dans les coulisses, la déchéance et la falsification de la "représentation populaire", les restrictions apportées aux "libertés démocratiques", qui sont parfois abolies, etc.). Cette offensive de la réaction bourgeoise impérialiste prend, dans certaines conditions historiques, la forme du *fascisme*. Ces conditions sont: l'instabilité des rapports capitalistes, l'existence d'importants éléments sociaux déclassés, l'appauvrissement de grandes couches de la petite bourgeoisie des campagnes et, enfin, la constante menace d'action de masse du prolétariat. Afin de s'assurer une stabilité, une fermeté et une continuité plus grandes du pouvoir, la bourgeoisie est de plus en plus contrainte de passer du système parlementaire à la méthode fasciste, indépendante des rapports et des combinaisons de partis. Cette méthode est celle de la dictature directe, idéologiquement camouflée à l'aide de "l'idée nationale" et de la représentation "corporative" (qui est en réalité celle des divers groupes des classes dominantes); elle exploite le mécontentement des masses petite-bourgeoises, des intellectuels et d'autres milieux sociaux, au moyen d'une démagogie sociale assez particulière (antisémitisme, attaques partielles contre le capital usurier, indignation contre les "parlotes parlementaires") et de la corruption: création d'une hiérarchie solide et rétribuée des formations fascistes, création d'un appareil de parti et d'un corps de fonctionnaires; le fascisme s'efforce, ce faisant, de pénétrer dans les milieux ouvriers où il recrute les éléments les plus arriérés en mettant à profit le mécontentement causé par la passivité de la social-démocratie, etc. Le fascisme s'assigne pour tâche principale la destruction de l'avant-garde ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire des éléments communistes du prolétariat et de leurs cadres. Démagogie sociale combinée avec la corruption et la terreur blanche et liée à une politique extérieure impérialiste très agressive, tels sont les traits caractéristiques du fascisme. Recourant pendant les périodes les plus

critiques pour la bourgeoisie à une phraséologie anticapitaliste, le fascisme perd en route ses grelots anticapitalistes et se révèle de plus en plus, dès qu'il s'est affermi au pouvoir, comme la dictature terroriste du gros Capital.

S'adaptant aux changements de la conjoncture politique, la bourgeoisie utilise tour à tour les méthodes du fascisme et celles de la coalition avec la social-démocratie, qui elle-même joue fréquemment, aux heures les plus critiques pour le capitalisme, un rôle fasciste. Elle manifeste dans son développement des tendances fascistes, ce qui ne l'empêche pas, dans d'autres conjonctures politiques, de fronder contre le gouvernement bourgeois, en qualité de parti d'opposition. Les méthodes fascistes et de coalition avec la social-démocratie, qui sont des méthodes inusitées du capitalisme "normal" et qui attestent la crise générale du régime, la bourgeoisie s'en sert pour ralentir la marche ascendante de la révolution.

#### **4. Les contradictions de la stabilisation capitaliste et l'inéluctabilité de la chute révolutionnaire du capitalisme**

L'expérience de toute la période historique d'après-guerre démontre que la stabilisation du capitalisme, réalisée par l'impitoyable oppression de la classe ouvrière et l'aggravation systématique de ses conditions de vie, ne peut qu'être partielle, temporaire et précaire.

Le développement fébrile et saccadé de la technique, confinant dans certains pays à une nouvelle révolution technique, l'accélération du procès de concentration et décentralisation du capital, la création de trusts gigantesques, de monopoles "nationaux" et "internationaux", l'interpénétration des trusts et de l'État, la croissance de l'économie capitaliste mondiale, ne peuvent cependant, remédier à la crise générale du système capitaliste. La division de l'économie mondiale en secteurs capitaliste et socialiste, le rétrécissement des débouchés, le mouvement anti-impérialiste des colonies aggravent à l'extrême toutes les contradictions du capitalisme qui se développe sur sa nouvelle base d'après-guerre. Le progrès technique lui-même et la rationalisation de l'industrie qui ont pour revers la fermeture et la liquidation d'entreprises, la limitation de la production, l'exploitation impitoyable et rapace de la main-d'œuvre aboutissent à un chômage chronique d'une ampleur sans précédent. L'aggravation absolue des conditions de vie de la classe ouvrière, même dans les pays capitalistes très

développés, devient un fait évident. La concurrence croissante entre les pays impérialistes, la menace constante de guerres et l'acuité grandissante des conflits de classes créent les conditions d'une phase nouvelle et supérieure du développement de la crise générale du capitalisme et de la révolution prolétarienne mondiale.

À la suite du premier cycle des guerres impérialistes (guerre mondiale de 1914-18) et de la victoire remportée en octobre 1917 par la classe ouvrière dans l'ancien Empire des tsars, l'économie mondiale s'est scindée en deux parties irréductiblement opposées: les *États impérialistes et la dictature du prolétariat dans l'URSS*. La différence de structure sociale, la nature de classe du pouvoir, différent aussi, l'opposition fondamentale des fins poursuivies en politique intérieure et extérieure, comme en politique économique et culturelle, les tendances, différentes en principe, du développement des deux systèmes, opposent violemment le monde capitaliste à l'État du prolétariat victorieux. Deux systèmes antagonistes s'affrontent dans le cadre de l'économie mondiale, jadis unique: capitalisme et socialisme. La lutte de classes dans laquelle autrefois le prolétariat n'avait pas d'État à lui, se reproduit maintenant sur une échelle immense, vraiment universelle, la classe ouvrière internationale ayant déjà son État, sa seule patrie. L'existence de l'US et l'influence qu'elle exerce en tous lieux sur les masses laborieuses opprimées, sont la manifestation éclatante de la crise profonde du système capitaliste mondial, de l'extension et de l'aggravation sans précédent de la lutte de classes.

Le monde capitaliste, incapable de surmonter ses contradictions internes, tente de créer des groupements internationaux (Société des nations) dont l'objet principal est d'arrêter le développement irrésistible de la crise révolutionnaire et d'étouffer par le blocus ou la guerre l'Union des Républiques prolétariennes. Toutes les forces du prolétariat révolutionnaire et des masses coloniales opprimées se concentrent en même temps autour de l'URSS: face à la coalition mondiale du Capital, précaire et rongée à l'intérieur, mais armée jusqu'aux dents, se dresse la coalition mondiale, unique, du Travail. Une nouvelle contradiction fondamentale d'une envergure et d'une signification historiques mondiales a surgi ainsi à la suite du premier cycle des guerres

impérialistes: *la contradiction entre l'URSS et le monde capitaliste*.

*Les antagonismes se sont aussi aggravés dans le secteur capitaliste de l'économie mondiale.* Le déplacement du centre économique de l'univers aux États-Unis d'Amérique, la transformation de la "République du dollar" en exploiteur mondial ont tendu les relations entre les États-Unis et le capitalisme européen, celui de Grande-Bretagne en premier lieu. Le conflit entre le plus puissant des vieux pays impérialistes et conservateurs, la Grande-Bretagne, et le plus grand pays du jeune impérialisme, qui a déjà réussi à conquérir l'hégémonie mondiale, les États-Unis, devient l'axe des conflits mondiaux entre les États du capital financier. L'Allemagne, durement rançonnée par le traité de Versailles, s'est rétablie économiquement, rentre dans l'arène de la politique impérialiste, commence à reparaître sur le marché mondial comme un concurrent sérieux. Autour du Pacifique, s'enchevêtrent des antagonismes dont le conflit américano-japonais est l'axe principal. Parallèlement à ces antagonismes fondamentaux, des conflits d'intérêts se développent entre des groupements instables et changeants de puissances, les États de second ordre étant réduits, aux mains des géants impérialistes et de leurs coalitions, à un rôle accessoire.

L'accroissement de la capacité de production de l'appareil industriel du capitalisme mondial, en face du rétrécissement des marchés intérieurs de l'Europe par suite de la guerre et de la sortie de l'US du domaine des échanges purement capitalistes, l'extrême monopolisation des principales sources de matières premières et de combustibles, ont pour conséquence le développement de conflits entre États capitalistes. La lutte "pacifique" pour le pétrole, le caoutchouc, le coton, la houille, les métaux, pour un nouveau partage des débouchés et des sphères d'investissements de capitaux, conduit inévitablement à une nouvelle guerre mondiale, qui sera d'autant plus dévastatrice que la technique de guerre progresse à une allure folle.

Les contradictions entre *les métropoles et les pays coloniaux et semi-coloniaux* croissent parallèlement. L'affaiblissement — dans une certaine mesure — de l'impérialisme européen, comme conséquence de la guerre, le développement du capitalisme aux colonies, l'influence de la Révolution soviétique, les tendances centrifuges au sein de la plus grande



puissance navale et coloniale, la Grande-Bretagne (Canada, Australie, Afrique du Sud) ont facilité les soulèvements des colonies et des semi-colonies. La grande révolution chinoise qui a ébranlé des centaines de millions d'hommes du peuple chinois ouvre une brèche énorme dans le système de l'impérialisme. La constante effervescence révolutionnaire de centaines de millions d'ouvriers et de paysans des Indes menace de ruiner la domination de la Grande-Bretagne, citadelle de l'impérialisme mondial. La croissance des tendances hostiles au puissant impérialisme des États-Unis dans les pays de l'Amérique latine y constitue une force contraire à l'expansion du capital nord-américain. Le mouvement révolutionnaire des colonies qui entraîne dans la lutte contre l'impérialisme l'immense majorité de la population du globe assujettie par l'oligarchie financière et capitaliste de quelques "grandes puissances" impérialistes, manifeste à son tour la profonde crise générale du système capitaliste. Mais aussi, en Europe, où l'impérialisme accable les petites nations sous son talon de fer, la question nationale est un facteur d'aggravation des contradictions internes du capitalisme.

Enfin, la crise révolutionnaire mûrit irrésistiblement *dans les centres mêmes de l'impérialisme*: l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, contre son niveau d'existence, contre ses organisations et ses droits politiques, et l'extension de la terreur blanche provoquent la résistance grandissante des grandes masses prolétariennes et l'aggravation de la lutte de classes entre le prolétariat et le Capital trusté. Les batailles grandioses entre le Travail et le Capital, la radicalisation grandissante des masses, l'influence et l'autorité croissantes des PC, l'immense mouvement de sympathie des masses ouvrières pour le pays de la dictature prolétarienne, tout cela signale nettement l'approche d'un nouvel essor révolutionnaire dans les métropoles de l'impérialisme.

Le système de l'impérialisme mondial et la stabilisation partielle du capitalisme sont donc minés de divers côtés: contradictions et conflits entre les puissances impérialistes; multitude des peuples coloniaux soulevés pour la lutte; prolétariat révolutionnaire des métropoles; dictature du prolétariat dans l'URSS détenant l'hégémonie du mouvement révolutionnaire mondial. La révolution internationale est en marche.

L'impérialisme groupe ses forces contre elle. Expéditions coloniales, nouvelle guerre mondiale, campagne contre l'URSS sont à l'ordre du jour. *Le déchaînement de toutes les forces de la révolution mondiale et la chute inévitable du capitalisme en résulteront inéluctablement.*

### **3. — Le communisme mondial, but final de l'IC**

Substituer à l'économie capitaliste mondiale le système du communisme mondial, tel est le but auquel aspire l'IC Préparée par tout le développement historique, la société communiste est l'unique issue pour l'humanité. Seule elle, détruira les contradictions du système capitaliste qui menacent l'humanité de dégénérescence et la poussent à sa perte.

La société communiste abolira la division de la société en classes; en d'autres termes, elle supprimera, en même temps que l'anarchie de la production, tous les aspects et toutes les formes d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme. Il n'y aura plus de classes en lutte, mais les membres d'une seule et même association mondiale de travail. Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité prendra son sort dans ses propres mains. Au lieu de détruire un nombre incalculable de vies humaines et de richesses immenses dans des luttes de classes et de peuples, l'humanité portera toute son énergie dans la lutte contre les forces de la nature, pour développer et accroître sa propre puissance collective.

La propriété privée des moyens de production abolie et transformée en propriété collective, le système communiste mondial substitue aux lois élémentaires du marché mondial et de la concurrence, au procès aveugle de la production sociale, l'organisation consciente et concertée — sur un plan d'ensemble — tendant à satisfaire les besoins rapidement croissants de la société. Les crises dévastatrices et les guerres plus dévastatrices encore disparaîtront avec l'anarchie de la production et de la concurrence. Au gaspillage formidable des forces productives, au développement convulsif de la société, le communisme oppose l'emploi systématique de toutes les ressources matérielles de la société et une évolution économique indolore basée sur le développement illimité, harmonieux et rapide des forces productives.

L'abolition des classes et de la propriété privée supprime l'exploitation de l'homme par

l'homme. Le travail cesse d'être accompli au profit de l'ennemi de classe et de n'être qu'un moyen d'existence, il se transforme en un besoin primordial et vital; la pauvreté, l'inégalité économique, la misère des classes asservies, le niveau misérable de la vie matérielle, en général, s'évanouissent; la hiérarchie des hommes dans la division du travail et la contradiction entre le travail intellectuel et le travail physique disparaissent, comme aussi toutes les traces de l'inégalité sociale des sexes. Les organismes de la domination de classe, le pouvoir de l'État, en premier lieu, disparaissent en même temps. Incarnation de la domination de classe, l'État se meurt à mesure que disparaissent les classes et toutes les formes de contrainte.

La disparition des classes est accompagnée de l'abolition de tout monopole de l'instruction. La culture devient le patrimoine de tous et les idéologies de classes d'antan cèdent la place à une conception matérialiste scientifique du monde. Toute domination de l'homme par l'homme devient dès lors impossible; un champ illimité s'ouvre à la sélection sociale, au développement harmonieux de toutes les facultés de l'humanité.

L'essor des forces productives ne se heurte plus à aucune borne sociale. La propriété privée des moyens de production, l'esprit de lucre, l'ignorance artificiellement entretenue dans les masses, leur pauvreté, obstacle au progrès technique de la société capitaliste, les dépenses improductives énormes, tout cela n'existe plus dans la société communiste. Utilisation aussi rationnelle que possible des forces de la nature et des conditions naturelles de la production dans les diverses parties du monde, abolition de la contradiction entre les villes et les campagnes (contradiction qui tient au regard systématique de l'agriculture sur l'industrie et au niveau inférieur de sa technique), union intime de la science et de la technique, des recherches et de leurs applications pratiques dans la plus large mesure sociale, organisation rationnelle du travail scientifique, emploi des méthodes les plus perfectionnées de statistique et de régularisation de l'économie selon un plan d'ensemble, accroissement rapide des besoins sociaux, puissants moteurs animant tout le système, tout cela assure le maximum de rendement au travail collectif et libre, à son tour, l'énergie humaine pour le plus grand essor de la science et des arts.

Le développement des forces productives de la société communiste mondiale permet d'élever le bien-être de l'humanité entière, de réduire au minimum le temps consacré à la production matérielle et détermine ainsi un épanouissement de la culture, inconnu de l'histoire. Cette nouvelle culture de l'humanité, unifiée pour la première fois — toutes les frontières d'État étant détruites — reposera, contrairement à la culture capitaliste, sur des relations claires et lucides entre les hommes. Aussi enterrera-t-elle à jamais toute mystique, toute religion, tout préjugé, toute superstition et donnera-t-elle une puissante impulsion au développement de la connaissance scientifique qui ne connaîtra point d'obstacles.

Cette phase supérieure du communisme, dans laquelle la société communiste se sera développée sur sa propre base, où le développement harmonieux des hommes s'accompagnera d'une croissance prodigieuse des forces productives, où la société aura inscrit sur son drapeau: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins» — suppose en tant que condition historique préalable une phase inférieure de son évolution, le *socialisme*. La société communiste ne fait ici que sortir de la société capitaliste; elle en sort recouverte à tous égards dans la vie économique, morale, intellectuelle, des tares de la vieille société dont elle est née; les forces productives du socialisme ne sont pas encore suffisamment développées pour assurer la répartition des produits du travail selon les besoins; ils sont répartis selon le travail. La division du travail, c'est-à-dire l'attribution de certaines fonctions spéciales à des groupes déterminés de personnes, subsiste encore; l'opposition entre le travail intellectuel et le travail physique en particulier n'est pas encore radicalement supprimée. Malgré l'abolition des classes, des vestiges de l'ancienne division de la société subsistent et, partant, des vestiges du pouvoir, de la contrainte, du droit. Il existe encore des survivances attardées de l'inégalité. La contradiction entre la ville et la campagne n'est ni abrogée, ni entièrement disparue. Mais aucune force sociale ne soutient ni ne défend ces vestiges de l'ancienne société. Liés à un niveau déterminé du développement des forces productives, ils disparaissent graduellement à mesure que l'humanité, libérée des chaînes du régime capitaliste, maîtrise rapidement les forces de la nature, se rééduque dans l'esprit du communisme et passe du socialisme au communisme intégral.



## 4. — La période de transition du capitalisme au socialisme et la dictature du prolétariat

### 1. La période de transition et la conquête du pouvoir par le prolétariat

Entre la société capitaliste et la société communiste s'étend une période de transformation révolutionnaire à laquelle correspond une période de transition politique durant laquelle l'État ne peut être qu'une *dictature révolutionnaire du prolétariat*. La transition de la dictature mondiale de l'impérialisme à la dictature mondiale du prolétariat embrasse une longue période de luttes, de revers et de victoires du prolétariat, une période de crise continue du système capitaliste et de croissance des révolutions socialistes, c'est-à-dire de guerres civiles du prolétariat contre la bourgeoisie, période de guerres nationales et de soulèvements coloniaux qui, tout en n'étant pas eux-mêmes des mouvements socialistes du prolétariat révolutionnaire, deviennent objectivement, parce qu'ils ébranlent la domination impérialiste, parties intégrantes de la révolution prolétarienne mondiale; période qui comprend la coexistence, au sein de l'économie mondiale, des systèmes sociaux et économiques capitaliste et socialiste avec leurs rapports "pacifiques" et leurs luttes armées, période de formation d'unions d'États soviétiques socialistes et période de guerres des États impérialistes contre elles; période de liaison toujours plus étroite entre les États soviétiques et les peuples coloniaux, etc.

L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Cette inégalité s'accroît et s'aggrave à l'époque impérialiste. Il en résulte que la révolution prolétarienne internationale ne peut être considérée comme une action unique, simultanée et universelle. La victoire du socialisme est donc possible, au début dans quelques pays capitalistes, voire même dans un seul isolément. Mais chaque victoire du prolétariat élargit la base de la révolution mondiale et aggrave, par conséquent, la crise générale du capitalisme. L'ensemble du système capitaliste s'achemine ainsi à sa faillite définitive. La dictature du capital financier succombe, cédant la place à la dictature du prolétariat.

Les révolutions *bourgeoises* consistaient dans la libération politique d'un système de rapports de production déjà dominant dans l'économie et le passage du pouvoir d'une classe d'exploiteurs à une autre. La révolution *prolétarienne* signifie, par contre, l'intervention violente du prolétariat dans le régime de propriété de la société bourgeoise, l'expropriation des classes exploiteuses et le passage du pouvoir à une classe qui se donne pour tâche fondamentale la refonte totale de la base économique de la société et la destruction de toute exploitation de l'homme par l'homme. Mais, si les révolutions bourgeoises ont mis des siècles à abolir la domination politique de la noblesse féodale dans le monde entier, brisant cette domination par des révolutions successives, la révolution prolétarienne internationale, quoiqu'elle ne soit pas un acte unique et qu'elle s'étende sur toute une époque, pourra, grâce à la liaison plus étroite entre les pays, accomplir plus rapidement sa tâche. Ce n'est qu'après la victoire complète du prolétariat dans le monde et l'affermissement de son pouvoir mondial que s'ouvrira une longue époque d'intense édification de l'économie socialiste mondiale.

*La conquête du pouvoir par le prolétariat* est la condition préliminaire de la croissance des forces socialistes de l'économie et de l'essor culturel du prolétariat qui, se transformant consciemment lui-même, devient le dirigeant de la société dans tous les domaines de la vie, entraîne dans ce procès de refonte les autres classes et crée, par là même, un terrain favorable à la disparition des classes.

Dans la lutte pour la dictature du prolétariat et pour la transformation ultérieure du régime social, *l'union des ouvriers et paysans*, base de la dictature du prolétariat réalisée sous l'hégémonie idéologique et politique des prolétaires, s'organise en face du bloc des propriétaires fonciers et des capitalistes.

La période de transition est, dans son ensemble, caractérisée par l'implacable répression de la résistance des exploités, par l'organisation de l'édification socialiste, par la rééducation en masse des hommes dans l'esprit du socialisme et par la destruction progressive des classes sociales. Ce n'est qu'en accomplissant ces grandes tâches historiques que la société de la période de transition commence à se transformer en société communiste.

Ainsi, la dictature du prolétariat mondial est la condition préalable et nécessaire du passage de l'économie capitaliste mondiale à l'économie socialiste. Cette dictature ne peut s'instituer que par la victoire du socialisme dans différents pays ou groupes de pays, les nouvelles Républiques prolétariennes s'unissant par des liens fédératifs à leurs devancières et le réseau de ces unions fédératives s'élargissant et comprenant les colonies affranchies du joug de l'impérialisme, pour constituer finalement *l'Union des Républiques socialistes soviétiques du monde* et réaliser l'unification de l'humanité sous l'hégémonie internationale du prolétariat organisé en État.

La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est pas une "conquête" pacifique de la machine toute prête de l'État bourgeois par une majorité parlementaire. La bourgeoisie use de tous les moyens de contrainte et de terreur pour défendre et affermir sa propriété conquise par le pillage et sa domination politique. Comme la noblesse féodale autrefois, elle ne peut céder sa place historique à une classe nouvelle sans lui opposer une résistance acharnée et désespérée. La violence de la bourgeoisie ne peut donc être brisée que par la violence implacable du prolétariat. La conquête du pouvoir par le prolétariat, c'est l'abolition violente du pouvoir de la bourgeoisie, la destruction de l'appareil d'État capitaliste (armée bourgeoise, police, hiérarchie bureaucratique, tribunaux, Parlement, etc.) remplacé par les nouveaux organes du pouvoir prolétarien qui sont, avant tout, des instruments de répression destinés à briser la résistance des exploiters.

## **2. La dictature du prolétariat et sa forme soviétique**

Comme l'a démontré l'expérience de la révolution russe d'octobre 1917 et de la révolution hongroise, qui ont infiniment élargi l'expérience de la Commune de Paris de 1871, la forme du pouvoir prolétarien qui répond le mieux au but est le *nouveau type d'État* différent, en principe, de l'État bourgeois, non seulement par son essence de classe, mais encore par sa structure interne: *l'État soviétique*. Ce type d'État qui surgit directement du grand mouvement des masses leur assure le maximum d'activité et offre, par conséquent, le plus de garanties d'une victoire définitive.

L'État du type soviétique qui réalise la forme supérieure de la démocratie, la démocratie prolétarienne, s'oppose nettement à la

démocratie *bourgeoise*, forme voilée de la dictature de la bourgeoisie. L'État soviétique c'est la dictature du prolétariat, la classe ouvrière détenant le monopole du pouvoir. Au contraire de la démocratie bourgeoise, il proclame hautement son esprit de classe et se donne ouvertement pour tâche de réprimer la résistance des exploiters dans l'intérêt de l'immense majorité de la population. Il prive de droits politiques ses ennemis de classe et peut, dans des conditions historiques particulières, donner au prolétariat des privilèges temporaires afin de l'affermir dans son rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie petite-bourgeoise infiniment disséminée. Désarmant ses ennemis de classe et brisant leur résistance, il considère la suppression de leurs droits politiques et une certaine limitation de leur liberté, comme des mesures temporaires destinées à combattre les tentatives des exploiters de défendre ou de rétablir leurs privilèges. Il écrit sur son drapeau que le prolétariat détient le pouvoir non pour le perpétuer, non pour en user dans ses intérêts étroitement corporatifs et professionnels, mais afin de grouper de plus en plus les masses arriérées et disséminées du prolétariat et du semi-prolétariat des campagnes et d'unir les paysans travailleurs aux ouvriers les plus avancés, en éliminant progressivement et systématiquement toute division de la société en classes.

Forme d'unification et d'organisation universelle des masses sous la direction du prolétariat, les Soviets entraînent en fait les masses les plus grandes des ouvriers, des paysans et de tous les travailleurs dans la lutte, dans l'édification du socialisme et dans la gestion de l'État. Ils s'appuient dans tout leur travail sur les organisations de masse de la classe ouvrière et réalisent une large démocratie parmi les travailleurs; ils sont plus près des masses que n'importe quelle autre forme du pouvoir. Le droit de procéder à de nouvelles élections et de révoquer les mandataires, l'union du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, les élections sur la base des entreprises (usines, ateliers, etc.) et non de circonscriptions territoriales, sont autant de facteurs qui assurent au prolétariat et aux grandes masses de travailleurs soumises à son influence une participation systématique constante et active à toutes les affaires publiques économiques, politiques, militaires et culturelles. Ils établissent, de ce fait, une profonde ligne de démarcation entre la République parlementaire

bourgeoise et la dictature soviétique du prolétariat.

La démocratie bourgeoise repose, avec son égalité purement formelle des citoyens devant la loi, sur une inégalité flagrante des classes dans le domaine matériel et économique. Dépendant et affermissant la possession exclusive et considérée comme intangible des moyens de production essentiels par la classe capitaliste et les grands propriétaires fonciers, la démocratie bourgeoise transforme par là même, pour les classes exploitées, et en premier lieu pour le prolétariat, l'égalité purement formelle devant la loi, les droits et les libertés démocratiques, d'ailleurs systématiquement limités dans la pratique, en une fiction juridique, et par conséquent, en un instrument de duperie et d'asservissement des masses. La prétendue démocratie exprime la domination politique de la bourgeoisie, elle est pour cette raison une démocratie capitaliste. L'État soviétique, en privant la classe exploiteuse des moyens de production qu'il monopolise entre les mains du prolétariat, classe dirigeante, garantit avant tout et surtout les *conditions matérielles de réalisation* des droits de la classe ouvrière et des travailleurs en général, la possession par celle-ci des immeubles et des édifices publics, des imprimeries, des moyens de locomotion, etc.

Dans le domaine des *droits politiques et généraux*, l'État soviétique, en privant de ces droits les ennemis du peuple et les exploiters, détruit pour la première fois, complètement, l'inégalité des citoyens, fondée, dans les régimes d'exploitation, sur les différences de sexe, de religion, de nationalité; il établit dans ce domaine une égalité qui n'existe dans aucun pays bourgeois; la dictature du prolétariat bâtit inflexiblement la base matérielle sur laquelle se réalise cette égalité. Telles sont les mesures d'émancipation de la femme, d'industrialisation des anciennes colonies, etc.

*La démocratie soviétique est ainsi une démocratie prolétarienne, une démocratie des masses laborieuses, une démocratie dirigée contre les exploiters.*

L'État soviétique désarme entièrement la bourgeoisie et concentre toutes les armes dans les mains du prolétariat; c'est l'État du prolétariat armé.

L'organisation des forces armées y repose sur le principe de classe, dont s'inspire tout le régime de la dictature du prolétariat; il assure le rôle dirigeant au prolétariat industriel. Cette

organisation, étayée par la discipline révolutionnaire, établit en même temps que la participation des soldats de l'Armée rouge et des marins de la Flotte rouge à l'administration du pays et à l'édification du socialisme, leur liaison étroite et constante avec les masses laborieuses.

### **3. La dictature du prolétariat et l'expropriation des expropriateurs**

Le prolétariat victorieux use du pouvoir conquis comme d'un *instrument de révolution économique* c'est-à-dire pour la transformation révolutionnaire du régime de propriété capitaliste en un régime de production socialiste. Le point de départ de cette profonde révolution économique est dans l'expropriation des gros propriétaires fonciers et des capitalistes c'est-à-dire dans la transformation de la *propriété monopoliste de la bourgeoisie en propriété de l'État prolétarien*. L'IC assigne dans ce domaine à la dictature du prolétariat les tâches fondamentales suivantes:

#### **A. Industrie, transports, P.T.T.**

a) Confiscation et nationalisation prolétarienne de toutes les grandes entreprises industrielles (fabriques, usines, mines, centrales électriques) appartenant au capital privé; transfert aux Soviets de toutes les entreprises de l'État et des municipalités;

b) Confiscation et nationalisation prolétarienne des transports ferroviaires, automobiles et fluviaux, appartenant au capital privé, des transports aériens (flotte aérienne de commerce et de voyage); transfert aux Soviets de tous les moyens de transport appartenant à l'État et aux municipalités;

c) Confiscation et nationalisation prolétarienne des services de liaison appartenant au capital privé (télégraphe, téléphone, radio); transfert aux Soviets de tous ces services appartenant à l'État, aux municipalités, etc.;

d) Organisation de la gestion ouvrière de l'industrie. Création d'organismes gouvernementaux de gestion avec participation directe des Syndicats, un rôle correspondant étant assuré aux Comités d'usines, de fabriques, etc.;

e) Adaptation de l'activité industrielle aux besoins des grandes masses des travailleurs. Réorganisation des branches d'industrie qui produisaient pour la consommation des anciennes classes dirigeants (articles de luxe, etc.).

f) Renforcement des branches d'industrie favorisant l'essor de l'agriculture, afin d'affermir la liaison avec l'économie rurale, d'assurer le progrès des domaines agricoles de l'État, et d'accélérer le développement de l'économie nationale en général.

### **B. Agriculture**

- a) Confiscation et nationalisation prolétarienne de la grande propriété foncière dans les villes et dans les campagnes (propriétés privées, propriétés de l'Église, couvents, etc. ); transfert aux Soviets des propriétés foncières de l'État et des municipalités, y compris les forêts, le sous-sol, les eaux, etc.; nationalisation ultérieure de tout le sol;
- b) Confiscation de tous les biens constituant l'outillage des grandes propriétés foncières (bâtiments, outillage et matériel divers, bétail, entreprises de transformation des produits agricoles, grandes minoteries, fromageries, laiteries, sécheries, etc.);
- c) Transfert des grands domaines, et, plus particulièrement de ceux qui ont une grande importance économique ou peuvent servir d'entreprises modèles, aux organismes de la dictature du prolétariat; organisation de domaines agricoles soviétiques;
- d) Remise d'une partie des anciennes propriétés foncières et d'autres terres confisquées — notamment de celles qui étaient affermées par les paysans et servaient à les asservir économiquement —, en jouissance aux paysans (aux paysans pauvres et à une partie des paysans moyens). La part des terres transmises aux paysans est déterminée par les besoins économiques et par la nécessité de neutraliser les paysans et de les rallier au prolétariat; elle varie donc selon les conditions;
- e) Interdiction de la vente et de l'achat des terres, afin de conserver la terre aux paysans et d'empêcher qu'elle ne passe aux capitalistes, spéculateurs, etc.; répression énergique de toute infraction à cette loi;
- f) Lutte contre l'usure. Annulation des contrats d'asservissement. Annulation des dettes des paysans exploités. Exemption des paysans les plus pauvres de l'impôt, etc.;
- g) Grandes mesures d'ensemble, de la part de l'État, pour élever les forces productives de l'agriculture; développement de l'électrification des campagnes, de la fabrication des tracteurs, de la production des engrais chimiques et des semences sélectionnées, élevage du bétail de

race dans les domaines soviétiques, ample organisation du crédit agricole pour l'amélioration du sol, etc.;

- h) Appui général et financier à la coopération agricole et à toutes les formes de production collective dans les campagnes (associations, communes, etc.). Propagande systématique de la coopération paysanne (coopérative de vente, d'approvisionnement, de crédit) sur la base de l'initiative et de l'activité des masses paysannes: propagande en faveur du passage à la grande production agraire, qui, par son incontestable supériorité technique et économique et par ses grands avantages économiques immédiats, constitue le moyen de transition au socialisme le plus accessible aux grandes masses des paysans travailleurs.

### **C. Commerce et crédit**

- i) Nationalisation prolétarienne des banques privées (remise à l'État prolétarien de toutes les réserves d'or, valeurs, dépôts, etc.) et transfert à l'État prolétarien des banques nationales, municipales, etc.;
- j) Centralisation de toutes les opérations bancaires et subordination de toutes les grandes banques nationalisées à la Banque centrale de l'État;
- k) Nationalisation et transfert aux organismes de l'État soviétique du commerce de gros et des grandes entreprises commerciales de détail (entrepôts, éleveurs, magasins, stocks de marchandises, etc.);
- l) Encouragement par tous les moyens de la coopération de consommation considérée comme une partie intégrante extrêmement importante de l'appareil de répartition; unification du système de travail de la coopération et participation active des masses à son édification;
- m) Monopole du commerce extérieur;
- n) Annulation des dettes de l'État envers les capitalistes étrangers et nationaux. D. Protection du travail, conditions de vie des travailleurs, etc.
- a) Réduction de la journée de travail à sept heures — six heures dans les industries insalubres. Réduction ultérieure de la journée de travail et passage à la semaine de cinq jours, dans les pays à production développée. Journée de travail correspondant à l'augmentation du rendement du travail;
- b) Interdiction, en règle générale, du travail des femmes la nuit et dans les industries insalubres.



Interdiction du travail des enfants.  
Interdiction des heures supplémentaires;

- c) Réduction de la journée de travail des jeunes (journée de six heures au maximum pour les adolescents jusqu'à 18 ans). Réorganisation socialiste du travail des jeunes, combinant la production matérielle avec l'instruction générale et politique;
- d) Assurances sociales de toutes formes (invalidité, vieillesse, accidents, chômage, etc.) aux frais de l'État (aux frais du patronat, dans la mesure où subsistent les entreprises privées) et gérées d'une façon complètement autonome par les assurés;
- e) Grandes mesures d'hygiène sociale, assistance médicale gratuite, lutte contre les maladies sociales (alcoolisme, maladies vénériennes, tuberculose);
- f) Égalité sociale des sexes devant la loi et dans les mœurs, transformation radicale de la législation du mariage et de la famille, reconnaissance de la maternité comme fonction sociale, protection de la maternité et de l'enfance. Premières mesures tendant à l'entretien et à l'éducation des enfants et de la jeunesse par la société (crèches, jardins et maisons d'enfants, etc.). Création d'institutions permettant de réduire progressivement le travail domestique (restaurants et lavoirs publics), lutte systématique, dans le domaine de la culture générale, contre l'idéologie et les traditions qui asservissent la femme.

#### ***D. Habitation***

- a) Confiscation de la grande propriété immobilière;
- b) Transfert des immeubles confisqués aux Soviets locaux qui en assureront la gestion;
- c) Installation des ouvriers dans les quartiers bourgeois;
- d) Mise à la disposition des organisations ouvrières des palais et des édifices privés et publics importants;
- e) Réalisation d'un large programme de construction d'habitations.

#### ***E. Questions nationale et coloniale***

- f) Reconnaissance pour toutes les nationalités, sans distinction de race, du droit de disposer librement d'elles-mêmes jusqu'à former des États indépendants;
- g) Unification et centralisation volontaires des forces militaires et économiques de tous les peuples affranchis du capitalisme pour la lutte

contre l'impérialisme et l'édification de l'économie socialiste;

- h) Lutte énergique, par tous les moyens, contre toute restriction ou limitation des droits d'un peuple, d'une nationalité ou d'une race, quels qu'ils soient. Égalité complète des nations et des races;
- i) Garantie de développement et soutien par toutes les forces et tous les moyens de l'État soviétique, de la culture nationale des nations affranchies du capitalisme, poursuite d'une politique prolétarienne persévérante dans le développement du contenu de ces cultures;
- j) Large assistance au développement économique, politique et culturel des "régions" et des "colonies" précédemment opprimées, afin d'y constituer les bases solides d'une égalité nationale effective et complète;
- k) Lutte contre toutes les survivances du chauvinisme, des haines nationales, des préjugés de race et de tous les autres produits de la barbarie féodale et capitaliste.

#### ***F. Moyens d'influence idéologique***

- l) Nationalisation des imprimeries;
- m) Monopolisation des journaux et des éditions;
- n) Nationalisation des grandes entreprises de cinéma, des théâtres, etc.;
- o) Utilisation des moyens nationalisés de "production intellectuelle" à des fins de large instruction politique et générale des travailleurs et d'édification d'une nouvelle culture socialiste sur une base prolétarienne de classe.

### **4. Les bases de la politique économique de la dictature du prolétariat**

Il est nécessaire de prendre en considération les règles suivantes dans l'accomplissement de ces diverses tâches de la dictature du prolétariat:

1. L'abolition complète de la propriété privée du sol et sa nationalisation ne peuvent avoir lieu immédiatement dans les pays capitalistes les plus avancés où le principe de la propriété privée est profondément enraciné dans les grandes masses paysannes. La nationalisation du sol ne peut être réalisée dans ces pays que progressivement, par diverses mesures transitoires.

2. La nationalisation de la production ne doit pas s'étendre, en règle générale, aux petites et moyennes entreprises (de paysans, d'artisans, de petits et moyens commerçants, etc.).

Premièrement, parce que le prolétariat doit établir une distinction rigoureuse entre la propriété du simple producteur de marchandises, fondée sur son travail même et qu'il est possible et nécessaire de faire entrer peu à peu dans la voie de l'édification socialiste, et la propriété du capitaliste, exploiteur d'autrui, dont la liquidation est la condition indispensable de toute édification du socialisme.

Deuxièmement, parce que le prolétariat, arrivé au pouvoir, n'a pas assez de forces organisatrices, surtout pendant les premières phases de la dictature, pour détruire le capitalisme et organiser en même temps la liaison des unités individuelles de production — petites et moyennes — sur une nouvelle base socialiste; ces petites exploitations individuelles (les exploitations paysannes avant tout) ne seront entraînées que peu à peu dans la voie de l'organisation socialiste générale de la production et de la répartition, grâce à l'appui systématique et puissant que l'État prolétarien prêtera à toutes les forces de leur collectivisation. Tout essai de transformation de leur régime économique par contrainte, toute collectivisation forcée ne donneraient que des résultats négatifs.

3. L'existence d'un grand nombre de petites unités de production (en premier lieu, d'exploitations paysannes, de fermes, d'ateliers d'artisans, de fonds de petits commerçants, etc.), non seulement dans les colonies, les semi-colonies et les pays économiquement arriérés où les masses petite-bourgeoises forment l'énorme majorité de la population, mais encore dans les centres de l'économie capitaliste mondiale (les États-Unis, l'Allemagne et, jusqu'à un certain point, l'Angleterre), rendent, dans une certaine mesure, nécessaire au premier degré du développement le maintien du marché comme forme de liaison économique, le maintien du système monétaire, etc. La diversité des types économiques (de la grande industrie socialisée à la petite production artisanale et paysanne) qui ne peut manquer d'être accompagnée de leur lutte, la diversité des classes et des groupements de classe qui leur correspondent, qui ont des stimulants économiques différents dans leur activité et qui luttent pour leurs intérêts économiques, enfin l'existence, dans tous les domaines de la vie économique, de coutumes et de traditions héritées de la société bourgeoise qui ne peuvent disparaître d'emblée, — exigent que la direction économique du prolétariat combine dans de justes proportions, sur la base

du marché, la grande industrie socialiste et la petite exploitation des simples producteurs de marchandises, réalise, en d'autres termes, une combinaison susceptible d'assurer en même temps le rôle dirigeant de l'industrie socialiste et l'essor maximum de la masse principale des exploitations paysannes. Plus est grande dans l'ensemble de l'économie nationale l'importance du travail des petits paysans disséminés, plus aussi est grand le rôle du marché, moindre est l'importance de la gestion directe d'après un plan établi, plus le plan d'ensemble de l'économie dépend de la prévision des rapports économiques spontanés. Inversement, moindre est le poids de la petite économie dans l'économie nationale, plus importante la part du travail socialisé, plus puissante la masse des moyens de production concentrés et socialisés, et moindre est l'étendue du marché, plus s'accroît l'importance du plan d'ensemble à l'égard du jeu spontané des lois de l'échange, et plus les méthodes de gestion directe de la production et de la répartition conformément à un plan établi sont importantes et universellement applicables.

Les avantages techniques et économiques de la grande industrie socialisée, la centralisation par l'État prolétarien de tous les leviers de commande de l'économie (industrie, transports, grandes exploitations agricoles, banques, etc.), la gestion de l'économie selon un plan, la puissance de l'État dans son ensemble (budget, impôts, législation administrative et législation générale) conduisent, à condition que la dictature du prolétariat suive une politique juste — qu'elle tienne, en d'autres termes, un compte exact des rapports des forces sociales —, à l'élimination constante et systématique des vestiges du capital privé et des nouveaux éléments capitalistes qui, dans les villes comme les campagnes (paysans riches, koulaks), naissent du développement de la simple production marchande dans les conditions créées par une liberté de commerce plus ou moins grande et par le marché. La masse principale des exploitations paysannes (c'est-à-dire les petites et les moyennes exploitations) sont, d'autre part, systématiquement incorporées par la coopération et l'extension des formes collectives de l'agriculture au système général du socialisme en voie de développement. Les formes et les méthodes d'activité économique, d'apparence capitaliste, liées aux rapports économiques du marché (calcul de la valeur, rétribution du travail en argent, achat et



vente, crédits et banques, etc.) jouent, dans la mesure où elles desservent de plus en plus les entreprises de type socialiste conséquent, c'est-à-dire le secteur socialiste de l'économie, le rôle de leviers du socialisme.

Ainsi, les rapports économiques du marché portent — la dictature du prolétariat et une politique juste de l'État soviétique étant données — dans leur développement les germes de leur propre destruction: en contribuant à l'élimination du capital privé, à la transformation de l'économie rurale, à la centralisation et à la concentration des moyens de production aux mains de l'État prolétarien, ils facilitent *l'élimination des rapports économiques du marché*.

Au cas probable d'une intervention militaire des capitalistes et d'une guerre contre-révolutionnaire de longue durée contre la dictature du prolétariat, la direction économique devra s'inspirer, avant tout, des intérêts de la défense de la dictature du prolétariat; la nécessité peut s'imposer d'une politique communiste économique de guerre (*communisme de guerre*) qui n'est autre que l'organisation rationnelle de la consommation en vue de la défense, accompagnée d'une pression accrue sur les éléments capitalistes (confiscations, réquisitions, etc.), d'une abrogation plus ou moins complète de la liberté du commerce et des rapports du marché et d'un bouleversement profond des stimulants individuels de la petite production, toutes choses liées à une baisse des forces productives du pays. Cette politique de "communisme de guerre", sapant la base matérielle des ennemis de la classe ouvrière à l'intérieur du pays, assurant la répartition rationnelle des stocks existants, secondant la défense armée de la dictature du prolétariat et trouvant en cela sa justification historique, ne peut être considérée comme un système "normal" de politique économique de la dictature du prolétariat.

## **5. La dictature du prolétariat et les classes sociales**

La dictature du prolétariat continue *la lutte de classes dans de nouvelles conditions*. C'est une lutte tenace, sanglante et sans effusion de sang, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de l'ancienne société, contre les capitalistes de l'extérieur, contre les débris des classes exploiteuses à l'intérieur du pays, contre les pousses d'une

bourgeoisie nouvelle naissant de la production marchande pas encore éliminée.

Dans la période de liquidation de la guerre civile, la lutte de classes opiniâtre continue sous des formes nouvelles et, avant tout, sous la forme de la lutte entre les vestiges et les nouvelles pousses des vieux systèmes économiques d'une part, et les formes socialistes de l'économie de l'autre. Les formes mêmes de cette lutte se modifient aux différentes étapes du développement socialiste, au début duquel elles peuvent revêtir une certaine âpreté.

Au début de la dictature prolétarienne, la politique du prolétariat à l'égard des autres classes et groupes sociaux du pays est déterminée par les principes suivants:

1. *La grande bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers*, les officiers de carrière dévoués à ces classes, les généraux et la haute bureaucratie sont les ennemis irréductibles de la classe ouvrière; contre eux la lutte la plus implacable. L'utilisation des capacités d'organisation d'une certaine partie d'entre eux n'est possible, en règle générale, qu'après l'affermissement de la dictature du prolétariat et la répression décisive de tous les complots et soulèvements des exploités.

2. En ce qui concerne les *intellectuels-techniciens* éduqués dans les traditions bourgeoises, et dont les couches supérieures sont étroitement attachées aux postes de commande du capital, le prolétariat, tout en réprimant avec la dernière énergie toute velléité de mouvement contrerévolutionnaire des intellectuels hostiles, doit tenir compte de la nécessité d'utiliser cette force sociale qualifiée dans l'œuvre d'édification socialiste et encourager par tous les moyens les neutres et plus encore ceux qui sympathisent avec la révolution ouvrière. Le prolétariat, développant les perspectives de l'édification économique, technique et culturelle du socialisme dans toute leur ampleur, s'efforce de conquérir systématiquement les intellectuels-techniciens, de les soumettre à son influence idéologique et de s'assurer leur étroite collaboration dans l'œuvre de transformation sociale.

3. La tâche du PC à l'égard des paysans consiste à gagner à sa cause, en s'appuyant sur le prolétariat rural, toutes les populations exploitées et laborieuses des campagnes. Établissant une distinction entre les diverses couches paysannes et tenant compte de leur importance respective, le prolétariat victorieux

doit soutenir par tous les moyens les paysans pauvres et les semi-prolétaires des campagnes, leur remettre une partie des terres des grands propriétaires fonciers, faciliter leur lutte contre le capital usurier, etc. Le prolétariat doit, en outre, neutraliser les paysans moyens et réprimer toute résistance de la bourgeoisie rurale alliée aux propriétaires fonciers. Le prolétariat doit passer, dans la mesure où il affermit sa dictature et développe l'édification socialiste, d'une politique de neutralisation de la masse des paysans moyens à une politique d'alliance durable avec elle, sans toutefois admettre aucun partage du pouvoir. Car la dictature du prolétariat exprime le fait que seuls les ouvriers industriels sont en mesure de diriger l'ensemble des travailleurs; monopole prolétarien du pouvoir, elle est, d'autre part, une forme particulière de l'alliance du prolétariat, avant-garde des travailleurs, et de nombreuses catégories non prolétariennes de travailleurs, contre le Capital pour consommer son renversement définitif, pour réprimer à fond la résistance et les tentatives de restauration de la bourgeoisie et pour instaurer et affermir le socialisme.

4. *La petite bourgeoisie des villes*, oscillant sans cesse entre la réaction la plus noire et la sympathie pour le prolétariat, doit également être neutralisée et, autant que possible, conquise par le prolétariat. On atteint ce but en lui conservant sa petite propriété et une certaine liberté de transactions économiques, et la libérant du joug du crédit usuraire, et en lui assurant l'aide multiple du prolétariat dans la lutte contre toutes les formes de l'oppression capitaliste.

## **6. Les organisations de masses dans le système de la dictature du prolétariat**

*Les objectifs et les fonctions des organisations de masses* — et en premier lieu des organisations *ouvrières* —, changent radicalement dans l'accomplissement de toutes ces tâches de la dictature prolétarienne. Les *Syndicats*, organisations ouvrières de masses dans lesquelles s'organisent et s'éduquent pour la première fois les couches les plus étendues du prolétariat, sont, en régime capitaliste, le principal instrument de la lutte par la grève, puis de l'action de masses contre le capital trusté et son État. Ils se transforment sous la dictature prolétarienne en levier essentiel de la dictature, en une école du communisme qui entraîne les grandes masses du prolétariat dans l'œuvre de

gestion socialiste de l'industrie, en *organisations directement* liées à tous les organes de l'État, agissant sur toutes les branches de son activité, veillant à la fois aux intérêts permanents et immédiats de la classe ouvrière et combattant les déformations bureaucratiques des organes de l'État soviétique. Les Syndicats fournissent les cadres dirigeants de l'édification, entraînent dans ce travail les grandes couches du prolétariat et luttent contre les déformations bureaucratiques qui naissent fatalement de l'influence des classes étrangères au prolétariat et de l'insuffisante culture de masses, ils forment ainsi l'ossature des organisations économiques et sociales du prolétariat.

Les *coopératives ouvrières* sont, en dépit des utopies réformistes, condamnées en régime capitaliste à un rôle relativement modeste.

Sous l'empire des conditions générales du système capitaliste et de la politique réformiste de leurs dirigeants, elles dégénèrent fréquemment en appendice du régime; sous la dictature prolétarienne, elles peuvent devenir et deviendront les parties constitutives essentielles de l'appareil de répartition.

Enfin, la *coopération agricole des paysans* (coopératives de vente, d'achat, de crédit, de production) peut et doit — si elle est bien dirigée, si elle combat systématiquement les éléments capitalistes et s'assure la participation effective de la grande masse des paysans travailleurs appuyant le prolétariat — devenir l'une des formes d'organisation fondamentales reliant la ville à la campagne. Les sociétés coopératives formées par les paysans et qui — dans la mesure où elles sont viables — se transforment fatalement, pour la plupart, dans les conditions capitalistes, en entreprises capitalistes (placées sous la dépendance de l'industrie capitaliste, des banques capitalistes, du milieu économique capitaliste, en général, et dirigées par des réformistes, par la bourgeoisie rurale, et parfois même par des propriétaires fonciers) — se transforment, en régime de dictature prolétarienne, dans un tout autre sens; elles dépendent de l'industrie prolétarienne, des banques prolétariennes, etc. Si le prolétariat suit une politique juste, si les éléments capitalistes sont systématiquement combattus dans la coopération comme au dehors, si l'industrie socialiste exerce son rôle dirigeant, la coopération agricole devient l'un des principaux leviers de la transformation socialiste des

campagnes et de la collectivisation de l'agriculture.

Les coopératives de consommation et, plus particulièrement, les coopératives agricoles dirigées par la bourgeoisie et par ses agents sociaux-démocrates, peuvent être néanmoins au début, dans certains pays, des foyers d'activité contre-révolutionnaire et de sabotage de l'édification économique de la révolution ouvrière.

Le prolétariat assure l'unité de volonté et d'action dans toute l'œuvre de lutte et d'édification de ses organisations les plus diverses appelées à constituer les leviers de l'État soviétique et à le rattacher aux grandes masses de toutes les couches de classe ouvrière par le rôle dirigeant du PC dans le système de la dictature prolétarienne.

Le Parti du prolétariat s'appuie directement sur les Syndicats et sur les autres organisations englobant les masses ouvrières et, par leur intermédiaire, les paysans (Soviets, coopératives, Jeunesses communistes, etc.). Par ces leviers, il dirige l'ensemble du système.

Le prolétariat ne pourra remplir son rôle d'organisateur de la société nouvelle que grâce à l'appui dévoué et absolu prêté au pouvoir des Soviets par toutes les organisations de masses animées d'une volonté de classe entièrement unanime dirigée par le Parti.

## **7. La dictature du prolétariat et la révolution culturelle**

Ce rôle d'organisateur de la société nouvelle suppose, dans le domaine de la culture générale, la maturation culturelle du prolétariat lui-même, une refonte de sa propre nature par ses propres efforts, la formation incessante, dans ses rangs, de nouveaux cadres de militants susceptibles d'acquérir toutes les ressources de la science, de la technique et de l'administration et de les mettre en œuvre pour l'édification du socialisme et de la nouvelle culture socialiste.

Si la révolution *bourgeoise*, accomplie contre le féodalisme, supposait l'existence au sein même de l'ancien régime, d'une classe nouvelle supérieure, par sa maturité culturelle, à la classe dominante et exerçant déjà l'hégémonie dans la vie économique, la révolution *prolétarienne* se développe dans d'autres conditions. Exploitée dans l'ordre économique, opprimée dans l'ordre politique, *accablée dans le domaine de la culture* en régime capitaliste, la classe ouvrière ne se transforme elle-même que

dans la période de transition, *après avoir conquis le pouvoir*, en détruisant le monopole bourgeois de l'instruction, en s'assimilant la science, en profitant des leçons de l'œuvre éducatrice la plus vaste. La formation d'une conscience communiste de masse et la réalisation du socialisme exigent une transformation des masses humaines qui n'est possible que par l'action pratique, par la révolution; la révolution est donc nécessaire, non seulement parce que la classe dominante ne peut être renversée par aucun autre moyen, mais encore parce que la classe qui la renverse ne peut sortir des ornières boueuses de la vieille société et devenir capable de créer la société nouvelle que par la révolution.

La classe ouvrière, abolissant le monopole capitaliste des moyens de production, doit également abolir le *monopole bourgeois de l'instruction*, s'emparer en d'autres termes de toutes les écoles, y compris les écoles supérieures. La préparation, au sein de la classe ouvrière, de *spécialistes* de la production (ingénieurs, techniciens, organisateurs, etc.), de spécialistes militaires, de savants, d'artistes, etc., est pour la cause du prolétariat une tâche d'une importance particulière à laquelle il faut ajouter le *développement général de la culture des masses prolétariennes*, leur instruction politique, l'augmentation de leurs connaissances et de leur qualification technique, la création chez elles d'habitudes de travail social et administratif, la lutte contre les vestiges des préjugés bourgeois et petit-bourgeois, etc.

Ce n'est que dans la mesure où le prolétariat formera ses propres forces d'avant-garde pour les placer à tous les "postes de commande" de la culture et de l'édification socialiste, ce n'est que dans la mesure où ses forces grandiront entraînant sans cesse de nouveaux éléments de la classe ouvrière dans le procès de transformation révolutionnaire de la culture et supprimeront ainsi peu à peu au sein de la classe ouvrière même la division en éléments "avancés" et "arriérés", que le succès de l'édification victorieuse du socialisme sera assuré et garanti contre la gangrène bureaucratique et la dégénérescence de la classe ouvrière.

Mais le prolétariat transforme aussi au cours de la révolution les autres classes, les nombreux éléments de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, en premier lieu et plus particulièrement les paysans travailleurs.



Faisant concourir les grandes masses à la révolution culturelle, les entraînant dans l'édification socialiste, les unissant et les éduquant dans l'esprit communiste par tous les moyens qui sont à sa disposition, luttant avec énergie contre toutes les idéologies anti-prolétariennes et corporatives, combattant opiniâtrement et systématiquement l'obscurantisme des campagnes, la classe ouvrière prépare (sur la base du développement des formes collectives de l'économie) *l'élimination de la division de la société en classes*.

Parmi les objectifs de la révolution culturelle intéressant les plus grandes masses, la lutte contre la *religion*, cet opium des peuples, tient une place spéciale; cette lutte doit être poursuivie inflexiblement et systématiquement. Le pouvoir prolétaire doit supprimer tout appui de l'État à l'Église, agent des classes dominantes, mettre un terme à toute intervention de l'Église dans l'éducation et l'enseignement organisés par l'État et réprimer sans merci l'activité contre-révolutionnaire des organisations ecclésiastiques. Le pouvoir prolétaire, admettant la liberté religieuse et abolissant les privilèges de la religion naguère dominante, entretient en même temps, par tous les moyens à sa portée, une active propagande antireligieuse et reconstruit tout l'enseignement et toute l'éducation sur la base de la conception scientifique matérialiste du monde.

## **8. La lutte pour la dictature mondiale du prolétariat et les principaux types de révolutions**

La révolution prolétarienne internationale résulte de procès divers et non simultanés: révolutions prolétariennes proprement dites; révolutions du type démocratique-bourgeois se transformant en révolutions prolétariennes; guerres d'émancipation nationale, révolutions coloniales.

Ce n'est qu'en *fin de compte* que le procès révolutionnaire aboutit à la *dictature mondiale du prolétariat*.

L'inégalité du développement capitaliste, accentuée dans la période impérialiste, cause la diversité des types de capitalisme de maturité inégale dans les divers pays et les conditions variées et spécifiques du procès révolutionnaire. Ces circonstances rendent historiquement inévitable *la diversité des voies et de l'allure de la conquête du pouvoir par le prolétariat*; elles rendent nécessaires dans divers pays certaines

étapes transitoires vers la dictature du prolétariat et *la diversité des formes du socialisme en voie de construction*.

La diversité des conditions et des voies qui conduisent à la dictature du prolétariat dans les différents pays peut être schématiquement réduite à trois types principaux.

*Pays du capitalisme hautement développé* (États-Unis, Allemagne, Angleterre, etc.) possédant de puissantes forces productives, une production fortement centralisée où la petite économie n'a qu'une importance relativement faible, jouissant d'un régime politique de démocratie bourgeoise formé depuis longtemps. Dans ces pays, le passage direct à la dictature du prolétariat est la principale revendication politique du programme. Dans le domaine économique, les points essentiels sont: l'expropriation de toute la grande production, l'organisation d'un grand nombre d'entreprises agricoles soviétiques d'État, et, inversement, la remise d'une partie relativement faible des terres aux paysans; l'étendue relativement restreinte des rapports économiques spontanés du marché; l'allure rapide de l'évolution socialiste en général et de la collectivisation de l'économie paysanne en particulier.

*Pays d'un développement capitaliste moyen* (Espagne, Portugal, Pologne, Hongrie, Balkans, etc.) qui conservent des vestiges assez importants du régime semi-féodal dans l'agriculture, possèdent cependant un certain minimum de conditions matérielles indispensables à l'édification socialiste mais n'ont pas encore achevé leur transformation démocratique-bourgeoise. *Dans certains de ces pays*, une transformation plus ou moins rapide de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste est possible; *dans d'autres*, sont possibles divers types de révolutions prolétariennes ayant, cependant, à accomplir des tâches de caractère bourgeois-démocratique d'une grande ampleur.

Ici, la dictature du prolétariat peut donc ne pas s'établir d'emblée; elle s'institue au cours de la transformation de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans en dictature socialiste du prolétariat; quand la révolution revêt immédiatement un caractère prolétaire, elle suppose la direction, par le prolétariat, d'un large mouvement paysan-agraire; la révolution agraire y joue, en général, un très grand rôle, parfois décisif; au cours de l'expropriation de la grande propriété foncière, une grande partie des

terres confisquées est mise à la disposition des paysans; les rapports économiques du marché conservent une grande importance au lendemain de la victoire du prolétariat; amener les paysans à la coopération puis les grouper dans des associations de production est une des tâches les plus importantes de l'édification socialiste.

L'allure de cette édification est relativement lente.

*Pays coloniaux et semi-coloniaux* (Chine, Indes, etc.) et *pays dépendants* (Argentine, Brésil et autres) possédant un embryon d'industrie, parfois même une industrie développée, insuffisante toutefois dans la majorité des cas pour l'édification indépendante du socialisme; pays où prédominent les rapports sociaux du moyen-âge féodal ou le "mode asiatique de production" tant dans la vie économique que dans sa superstructure politique; pays enfin, où les principales entreprises industrielles, commerciales, bancaires, les principaux moyens de transports, les plus grands domaines, les plus grandes plantations, etc., sont aux mains de groupes impérialistes étrangers. La lutte contre le féodalisme et contre les formes précapitalistes de l'exploitation et la révolution agraire poursuivie avec esprit de suite, d'une part; la lutte contre l'impérialisme étranger, pour l'indépendance nationale, d'autre part, ont ici une importance primordiale. Le passage à la dictature du prolétariat n'est possible dans ces pays, en règle générale, que par une série d'étapes préparatoires, par toute une période de transformations de la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste; le succès de l'édification socialiste y est, dans la plupart des cas, conditionné par l'appui direct des pays de dictature prolétarienne.

*Dans les pays encore plus arriérés* (dans certaine partie de l'Afrique, par exemple), où il n'y a pas ou presque pas d'ouvriers salariés, où la majorité des populations vit en tribus, où subsistent encore les formes primitives de l'organisation sociale, où la bourgeoisie nationale fait presque défaut, où l'impérialisme étranger joue, avant tout, le rôle d'un occupant militaire qui s'empare des terres, la lutte pour l'émancipation nationale est au premier plan. Le soulèvement national et sa victoire peuvent ouvrir ici la voie à une évolution vers le socialisme sans passer par le stade du capitalisme, si une aide effective et puissante

leur est apportée par les pays de dictature prolétarienne.

Ainsi, à l'époque où la conquête du pouvoir par le prolétariat est à l'ordre du jour dans les pays capitalistes avancés, où la dictature du prolétariat existe déjà dans l'URSS et constitue un facteur d'importance mondiale, les mouvements de libération des pays coloniaux et semi-coloniaux, suscités par la pénétration du capitalisme mondial, peuvent aboutir, malgré l'insuffisante maturité des rapports sociaux de ces pays considérés isolément, à leur développement socialiste grâce à l'aide et à *l'appui de la dictature du prolétariat et du mouvement prolétarien international en général.*

## **9. La lutte pour la dictature mondiale du prolétariat et la révolution coloniale**

Les conditions particulières de la lutte révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'inéluctabilité d'une longue période de luttes pour la dictature démocratique du prolétariat et des paysans et pour sa transformation en dictature prolétarienne, enfin, l'importance décisive des facteurs nationaux, imposent aux PC de ces pays diverses tâches particulières dont l'accomplissement doit préparer les voies à la dictature du prolétariat. L'IC estime que les principales sont les suivantes:

1. Renversement de la domination de l'impérialisme étranger, des féodaux et de la bureaucratie agrarienne.
2. Établissement d'une dictature démocratique du prolétariat et des paysans sur la base des Soviets.
3. Complète indépendance nationale et formation de l'État national.
4. Annulation des dettes de l'État.
5. Nationalisation des grandes entreprises (industries, transports, banques, etc.) appartenant aux impérialistes.
6. Confiscation des domaines appartenant aux grands propriétaires fonciers, aux églises et aux monastères. Nationalisation du sol.
7. Journée de 8 heures.
8. Organisation d'une armée révolutionnaire ouvrière et paysanne.

Au cours de l'extension et de l'intensification de la lutte (sabotage de la part de la bourgeoisie, confiscation des entreprises appartenant aux éléments bourgeois qui sabotent, entraînant inévitablement la nationalisation de la grande

industrie) dans les colonies et semi-colonies où le prolétariat joue un rôle dirigeant et prédominant, la révolution démocratique-bourgeoise se transformera en révolution prolétarienne. Dans les pays où le prolétariat fait défaut, le renversement du pouvoir des impérialistes doit signifier l'organisation du pouvoir des Soviets populaires (de paysans) et la confiscation au profit de l'État des entreprises et des terres appartenant aux étrangers.

Au point de vue de la lutte contre l'impérialisme et de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, les révolutions coloniales et les mouvements de libération nationale jouent un rôle immense. L'importance des colonies et des semi-colonies dans la période de transition résulte également du fait qu'elles sont en quelque sorte la *campagne mondiale*, en présence des pays industriels qui jouent le rôle de la *cité mondiale*; l'organisation de l'économie socialiste mondiale et la coordination rationnelle de l'industrie et l'agriculture dépendent dans une large mesure de l'attitude envers les anciennes colonies de l'impérialisme. *La réalisation d'une alliance fraternelle et combative avec les masses laborieuses des colonies est donc un des objectifs principaux du prolétariat industriel du monde qui exerce l'hégémonie de la direction dans la lutte contre l'impérialisme.*

La marche de la révolution mondiale qui entraîne les ouvriers des métropoles dans la lutte pour la dictature du prolétariat, dresse également des centaines de millions d'ouvriers et de paysans coloniaux contre l'impérialisme étranger.

Étant donné l'existence de foyers du socialisme organisés en Républiques soviétiques et la croissance de leur puissance économique, les colonies détachées de l'impérialisme se rapprochent dans le domaine économique des centres industriels du socialisme mondial auxquels elles s'unissent; peu à peu elles sont entraînées dans l'édification socialiste, évitent la phase du développement capitaliste comme système dominant et acquièrent la possibilité d'un progrès économique et culturel rapide. En se groupant politiquement autour des centres de la dictature du prolétariat, les Soviets ouvriers et paysans des anciennes colonies plus développées s'intègrent au système grandissant de la Fédération des Républiques Soviétiques, et, par là même, au système mondial de la dictature du prolétariat.

Le socialisme, nouveau mode de production, atteint ainsi dans son essor une envergure mondiale.

## **5. — La dictature du prolétariat dans l'URSS et la révolution sociale mondiale**

### **1. L'édification du socialisme dans l'URSS et la lutte de classes**

La scission de l'économie mondiale en pays du capitalisme et pays du socialisme en voie d'édification est la manifestation essentielle de la profonde crise du système capitaliste. L'affermissement intérieur de la dictature prolétarienne dans l'URSS, les succès de l'édification socialiste, l'influence et l'autorité croissantes de l'URSS parmi les masses prolétariennes et les peuples opprimés des colonies attestent par conséquent la continuation, le renforcement et le développement de la *révolution socialiste mondiale*.

Disposant dans le pays même des prémices matérielles nécessaires et suffisantes, non seulement au renversement des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, mais aussi à l'édification du socialisme intégral, les ouvriers des Républiques soviétiques, aidés du prolétariat international, ont héroïquement repoussé les agressions des forces armées de la contre-révolution intérieure et étrangère, affermi leur alliance avec les grandes masses paysannes et obtenu des succès considérables dans le domaine de l'édification socialiste.

La liaison de l'industrie socialiste prolétarienne avec la petite économie rurale, liaison qui assure à la fois la croissance des forces productives de l'agriculture et le rôle dirigeant de l'industrie socialiste; la soudure de cette industrie avec l'agriculture, au lieu de la production capitaliste pour la consommation improductive des classes parasites; la production, non en vue du profit capitaliste, mais en vue de la satisfaction des besoins rapidement croissants des masses qui constituent en fin de compte un stimulant puissant à la production; enfin l'extrême concentration des principaux leviers de commande économiques aux mains de l'État prolétarien, l'importance croissante de la direction selon un plan d'ensemble, l'économie qui en résulte ainsi que la répartition la plus rationnelle des moyens de production, sont



autant de facteurs qui donnent au prolétariat la possibilité d'aller rapidement de l'avant dans la voie de l'édification socialiste.

Élevant les forces productives de toute l'économie du pays, poursuivant inflexiblement une politique d'industrialisation de l'URSS, industrialisation dont l'allure accélérée est dictée par toute la situation internationale et intérieure, le prolétariat de l'URSS, malgré les tentatives réitérées de boycottage financier et économique dont il est l'objet de la part des puissances capitalistes, augmente systématiquement l'importance du secteur socialisé (socialiste) de l'économie nationale, tant dans le domaine des moyens de production que dans ceux de la production globale et de la circulation des marchandises. L'industrie, les transports et le système bancaire de l'État socialiste entraînent ainsi sans cesse davantage à leur suite la petite économie rurale sur laquelle ils agissent au moyen des leviers du commerce d'État et de la coopération rapidement croissante, dans les conditions déterminées par la nationalisation du sol et l'essor de l'industrialisation.

Dans l'agriculture plus spécialement, l'essor des forces productives a lieu dans des conditions limitant la différenciation sociale des paysans (nationalisation du sol et, par conséquent, interdiction d'acheter et de vendre des terres, impôts fortement progressifs, crédit à la coopération des paysans pauvres et moyens et à leurs associations de production, législation réglant l'emploi de la main-d'œuvre salariée, suppression de certains droits politiques et sociaux aux paysans riches — *koulaks* —, organisation de paysans pauvres, etc.). Mais les forces productives de l'industrie socialiste n'étant pas encore assez développées pour doter en grand l'agriculture d'une nouvelle technique et réunir rapidement dès à présent les exploitations paysannes en de grands domaines agricoles collectifs, les *koulaks* croissent dans une certaine mesure en nombre et établissent une liaison d'abord économique, puis politique, avec les éléments "de la nouvelle bourgeoisie".

Maître des positions stratégiques dominantes de la vie économique; évinçant systématiquement dans les villes les vestiges du capital privé, dont l'importance a été sensiblement réduite au cours de la dernière période de la "nouvelle politique économique"; limitant par tous les moyens l'action des exploiters de la population rurale, qui naissent

du développement des rapports marchands et monétaires; soutenant les domaines de l'État et encourageant leur création; entraînant la masse essentielle des paysans simples producteurs de marchandises dans le système général de l'organisation économique soviétique et, par conséquent, dans l'œuvre d'édification socialiste au moyen de la coopération dont les progrès rapides, en régime de dictature prolétarienne et sous la direction économique de l'industrie socialiste, s'identifient avec l'essor du socialisme; passant de la période de reconstruction à celle de la reproduction élargie de toute la base technique de la production du pays, le prolétariat de l'URSS se donne pour tâche — et en aborde d'ores et déjà la réalisation — une vaste édification fondamentale (production de moyens de production en général, industrie lourde et électrification en particulier) et, parallèlement au développement de la coopération de vente, d'achat et de crédit, l'organisation de plus en plus large des paysans en coopératives de production conçues sur une base collectiviste et nécessitant un puissant appui matériel de la part de l'État prolétarien.

Le socialisme qui est déjà le facteur économique décisif du développement de l'économie de l'URSS, fait ainsi de grands progrès et surmonte d'un effort systématique les difficultés suscitées par le caractère petit-bourgeois du pays et liées à une aggravation momentanée des antagonismes de classes.

La nécessité de renouveler l'outillage industriel et de créer de vastes entreprises nouvelles ne peut manquer de faire naître dans le développement du socialisme de sérieuses difficultés qui s'expliquent en fin de compte par l'état arriéré de la technique et de l'économie du pays et par les dévastations des années de guerre impérialiste et de guerre civile. La condition de la classe ouvrière et des grandes masses laborieuses ne cesse cependant de s'améliorer. Parallèlement à la rationalisation socialiste et à l'organisation scientifique de l'industrie, la journée de 7 heures est graduellement introduite. De nouvelles perspectives pour l'amélioration des conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière sont ainsi créées.

La classe ouvrière unie sous la direction d'un PC trempé dans les luttes révolutionnaires, appuyée dans les campagnes sur les paysans pauvres, solidement alliée aux masses de paysans moyens et combattant inlassablement

les koulaks, entraîne des masses sans cesse élargies de dizaines de millions de travailleurs dans l'œuvre d'édification du socialisme sur la base de la croissance économique de l'URSS et de l'importance grandissante du secteur socialiste de son économie. Ses principaux moyens pour atteindre ce but sont: le développement de grandes organisations de masses (le Parti, comme force dirigeante, les Syndicats, assise du régime de la dictature du prolétariat, les Jeunesses communistes, la coopération sous toutes ses formes, les organisations des ouvrières et des paysannes, les associations diverses, les organisations de correspondants ouvriers et paysans de la presse, les organisations sportives, scientifiques, éducatives et culturelles), l'encouragement prodigué à l'initiative des masses, la désignation d'ouvriers et à des postes responsables dans tous les organes économiques et administratifs.

La participation incessante et croissante des masses à l'édification du socialisme, le renouvellement constant de l'appareil de l'État, des organes économiques, des Syndicats et du Parti par de nouveaux militants prolétariens, l'enseignement supérieur donné à des ouvriers et, plus particulièrement, à de jeunes ouvriers, afin de former de nouveaux cadres de techniciens socialistes dans toutes les branches de l'édification, telles sont les principales garanties contre la bureaucratisation et contre la dégénérescence sociale des cadres prolétariens dirigeants.

## **2. L'importance de l'URSS Ses obligations révolutionnaires internationales**

L'impérialisme russe terrassé, les anciennes colonies et les nationalités opprimées de l'Empire des tsars émancipées, la dictature du prolétariat assure une base solide au développement culturel et politique des nationalités, au prix d'un effort persévérant, par l'industrialisation de leurs territoires. Consacrant dans la Constitution de l'Union le droit des régions et des Républiques fédérées, réalisant intégralement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la dictature du prolétariat assure l'égalité non seulement formelle mais aussi effective des diverses nationalités de l'union.

Pays de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme, pays des immenses conquêtes de la classe ouvrière, de l'union des ouvriers et des paysans et d'une nouvelle culture en marche sous le drapeau du marxisme, l'URSS

devient nécessairement la base du mouvement universel des classes opprimées, le foyer de la révolution internationale, le facteur le plus grand de l'histoire du monde.

Le prolétariat de tous les pays trouve pour la première fois dans l'URSS une véritable patrie, et les mouvements coloniaux un puissant centre d'attraction.

L'URSS est ainsi, au milieu de la crise générale du capitalisme, un facteur des plus importants, non seulement parce que, détachée du système capitaliste mondial, elle a posé les fondements d'un nouveau système économique socialiste, mais encore parce qu'elle joue un rôle révolutionnaire d'une importance exceptionnelle, énorme: moteur international de la révolution prolétarienne, incitant les prolétaires de tous les pays à la conquête du pouvoir, exemple vivant démontrant que la classe ouvrière, capable de détruire le capitalisme, sait aussi édifier le socialisme, prototype des relations fraternelles de toutes les nationalités au sein de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de l'univers et de la réunion des travailleurs de tous les pays dans le système économique mondial unique du socialisme que le prolétariat international établira après la conquête du pouvoir.

L'existence simultanée de deux systèmes économiques, le système socialiste de l'URSS et le système capitaliste des autres pays, impose à l'État prolétarien le devoir de repousser les attaques du monde capitaliste (boycottage, blocus, etc.), de manœuvrer dans le domaine économique et de mettre à profit les relations économiques avec les pays capitalistes (par le monopole du commerce extérieur constituant une des conditions essentielles d'une édification socialiste efficace, par les crédits, emprunts, concessions, etc.). Il s'agit d'abord et principalement de nouer des relations aussi larges que possible avec l'étranger, dans les limites où elles sont profitables à l'URSS pour consolider son industrie, jeter les bases d'une industrie lourde et de l'électrification et enfin de créer une industrie socialiste de construction mécanique. Ce n'est que dans la mesure où cette indépendance économique lui est assurée malgré l'encerclement capitaliste, que l'URSS se sent sérieusement prémunie contre la destruction éventuelle de l'œuvre d'édification socialiste et contre son inféodation au système capitaliste mondial.

Les États capitalistes, quels que soient leurs intérêts en U.R.S.S, hésitent, constamment sollicités en sens contraire par leur intérêts commerciaux et par la crainte du développement de l'URSS qui est aussi celui de la révolution mondiale. La tendance à l'encerclement de l'URSS et à la guerre contrerévolutionnaire en vue de restaurer un régime universel de terrorisme bourgeois, est la tendance essentielle et fondamentale de la politique des puissances capitalistes.

Les tentatives systématiques d'encerclement politique de l'URSS et le danger grandissant d'une agression n'empêcheront pas le PC de l'URSS, Section de l'IC, dirigeant la dictature du prolétariat en U.R.S.S, de remplir ses devoirs internationaux et de soutenir tous les opprimés: le mouvement ouvrier des pays capitalistes, le mouvement des peuples coloniaux contre l'impérialisme, la lutte contre toutes les formes d'oppression nationale.

### **3. Les obligations du prolétariat international à l'égard de l'URSS**

Le prolétariat international, dont l'URSS est la seule patrie, le rempart de ses conquêtes, le facteur essentiel de son affranchissement international, a pour devoir de contribuer au succès de l'édification du socialisme dans l'URSS et de la défendre par tous les moyens contre les attaques des puissances capitalistes.

«La situation politique mondiale met maintenant à l'ordre du jour la dictature du prolétariat; tous les événements de la politique mondiale se concentrent fatalement autour de ce seul point central; la lutte de la bourgeoisie mondiale contre la République des Soviets en Russie, appelée à grouper inévitablement autour d'elle, d'une part, les mouvements soviétiques des ouvriers avancés de tous les pays et, de l'autre, tous les mouvements d'affranchissement national des colonies et des nationalités opprimées». (Lénine)

Le devoir du prolétariat international est de répondre à l'agression et à la guerre des États impérialistes contre l'URSS par les actions de masses les plus audacieuses et les plus résolues et par la lutte pour le renversement des gouvernements impérialistes sous les mots d'ordre de la dictature du prolétariat et de l'alliance avec l'URSS

Il sera nécessaire dans les colonies et plus particulièrement dans celles du pays impérialiste assaillant l'URSS de mettre à profit ce déplacement des forces armées de

l'impérialisme pour développer au plus haut degré la lutte anti-impérialiste et pour secouer par l'action révolutionnaire le joug de l'impérialisme et conquérir l'indépendance complète.

Le développement du socialisme dans l'URSS et la croissance de son influence internationale, s'ils mobilisent contre elle la haine des puissances capitalistes et de leur agence social-démocrate, suscitent d'autre part les plus vives sympathies des grandes masses des travailleurs du monde entier et font naître dans les classes opprimées de tous les pays la ferme volonté de se battre par tous les moyens, en cas d'agression impérialiste, pour le pays de la dictature du prolétariat.

Ainsi, le développement des contradictions de l'économie mondiale, le développement de la crise générale du capitalisme et l'agression impérialiste contre l'URSS aboutiront infailliblement à une formidable explosion révolutionnaire qui ensevelira le capitalisme dans les pays "civilisés", déchaînera la révolution victorieuse dans les colonies, élargira immensément la base de la dictature du prolétariat et constituera dès lors un grand pas vers la victoire définitive du socialisme dans le monde.

## **6. — La stratégie et la tactique de l'IC dans la lutte pour la dictature du prolétariat**

### **1. Les idéologies hostiles au communisme au sein de la classe ouvrière**

Le communisme révolutionnaire se heurte, dans sa lutte contre le capitalisme pour la dictature du prolétariat, à de nombreuses tendances au sein de la classe ouvrière, exprimant à un degré plus ou moins grand la subordination idéologique de celle-ci à la bourgeoisie impérialiste ou la pression idéologique sur le prolétariat, de la petite et moyenne bourgeoisie qui s'insurge de temps à autre contre le dur régime du capital financier, mais est incapable de suivre une stratégie et une tactique fermes, fondées sur une pensée scientifique et de mener la lutte avec l'organisation et la stricte discipline qui sont propres au prolétariat.

La formidable puissance sociale de l'État impérialiste et de toutes ses institutions auxiliaires — école, presse, théâtre, Église —, se traduit avant tout dans la classe ouvrière par

l'existence de *tendances confessionnelles et réformistes*, obstacle principal à la révolution socialiste du prolétariat.

Les tendances confessionnelles, teintées de religion, de la classe ouvrière trouvent leur expression dans les *Syndicats confessionnels* souvent liés aux organisations politiques correspondantes de la bourgeoisie et rattachés à telle ou telle organisation cléricale de la classe dominante (Syndicats catholiques, Jeunesses chrétiennes, organisations sionistes et autres).

Toutes ces tendances qui manifestent avec éclat la captivité idéologique de certains milieux prolétariens, ont le plus souvent un aspect romantique féodal. Consacrant au nom de la religion toutes les infamies du régime capitaliste et terrorisant leurs fidèles par la menace des châtiments d'outre-tombe, les dirigeants de ces organisations forment au sein du prolétariat la cohorte des agents les plus *réactionnaires* de la classe ennemie.

Le *réformisme "socialiste"* contemporain constitue l'aspect commercial cynique, laïque et impérialiste de la soumission idéologique du prolétariat à l'influence de la bourgeoisie.

Prenant ses commandements des tables de la loi impérialiste, le réformisme "socialiste" a, de nos jours, son modèle accompli, consciencieusement antisocialiste et franchement contrerévolutionnaire, dans la Fédération américaine du travail. La dictature "idéologique" de la bureaucratie syndicale américaine parfaitement domestiquée, exprimant elle-même la dictature "idéologique" du dollar, est devenue, par l'intermédiaire du réformisme anglais et des socialistes monarchiques du Labour Party, partie intégrante essentielle de la théorie et de la pratique de la social-démocratie internationale et des leaders de l'Internationale d'Amsterdam.

Les chefs de la social-démocratie allemande et autrichienne se bornent à revêtir les mêmes théories d'une phraséologie marxiste servant à dissimuler leur trahison complète du marxisme.

Le réformisme "socialiste", ennemi principal du communisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, possède une large base d'organisation dans les Partis social-démocrates et, par leur intermédiaire, dans les Syndicats réformistes, il se manifeste dans toute sa politique et toute sa théorie comme une *force dirigée contre la révolution prolétarienne*.

En *politique extérieure*, les Partis social-démocrates ont participé à la guerre

impérialiste sous le drapeau de la "défense nationale". L'expansion de l'État impérialiste et la "politique coloniale" ont leur appui de tous les instants; l'orientation vers la "sainte alliance" contre-révolutionnaire des puissances impérialistes (Société des nations), la prédication du "super-impérialisme", la mobilisation des masses sous des mots d'ordre pseudo-pacifistes, l'appui actif aux menées et préparatifs de guerre de l'impérialisme contre l'URSS, tels sont les traits caractéristiques de la politique extérieure du réformisme.

En *politique intérieure*, la social-démocratie se donne pour tâche de soutenir le régime capitaliste et de collaborer avec lui.

Appui sans réserves à la rationalisation et à la stabilité du capitalisme, paix des classes, "paix industrielle", politique d'intégration des organisations ouvrières aux organisations patronales et à l'État impérialiste spoliateur, application de la "démocratie économique" qui n'est en réalité que la subordination complète au capital trusté, culte de l'État impérialiste et particulièrement de ses enseignes pseudo-démocratiques, participation à la formation des organes de cet État (police, armée, gendarmerie, justice de classe), défense de cet État contre toute attaque du prolétariat communiste révolutionnaire, rôle de bourreau de la social-démocratie dans les crises révolutionnaires, telle est la politique intérieure du réformisme. Simulant la lutte syndicale, le réformisme se donne pour tâche, dans ce domaine également, d'éviter tout ébranlement à la classe capitaliste et d'assurer en tout cas l'inviolabilité complète de la propriété capitaliste.

Dans le domaine de la *théorie*, la social-démocratie, passant du révisionnisme à un réformisme libéral-bourgeois achevé et au social-impérialisme avéré, a complètement renié le marxisme: à la doctrine marxiste de contradictions du capitalisme, elle a substitué la doctrine bourgeoise du développement harmonieux du régime; elle a relégué aux archives la doctrine des crises et de la paupérisation du prolétariat; elle a transformé la théorie ardente et menaçante de la lutte de classes en prédication banale de la paix des classes; elle a transformé la doctrine de l'aggravation des antagonismes de classes en la fable petite-bourgeoise de la "démocratisation" du Capital; à la théorie de l'inévitabilité des guerres en régime capitaliste; elle a substitué la duperie bourgeoise du pacifisme et la

prédication mensongère du super impérialisme; elle a échangé la théorie de la chute révolutionnaire du capitalisme contre la fausse monnaie du capitalisme "sain" se transformant paisiblement en socialisme, à la révolution elle substitue l'évolution; à la destruction de l'État bourgeois; la participation active à son édification; à la doctrine de la dictature du prolétariat; la théorie de la coalition avec la bourgeoisie; à la doctrine de la solidarité prolétarienne internationale; celle de la défense nationale impérialiste, au matérialisme dialectique de Marx, une philosophie idéaliste en coquetterie avec les déchets religieux de la bourgeoisie.

On distingue au sein de ce réformisme social-démocrate plusieurs courants qui font particulièrement ressortir la dégénérescence bourgeoise de la sociale démocratie.

Le *"socialisme constructif"* (Mac Donald et C<sup>ie</sup>), portant jusque dans son appellation l'idée de lutte contre la révolution prolétarienne et l'approbation du régime capitaliste, continue les traditions bourgeoises, libérales, philanthropiques et anti-révolutionnaires du Fabianisme (les Webb, Bernard Shaw, lord Ollivier et autres). Répudiant en principe la dictature du prolétariat et le recours à la violence contre la bourgeoisie, le "socialisme constructif" concourt aux violences exercées contre le prolétariat et contre les peuples coloniaux.

Apologiste de l'État capitaliste, préconisant le capitalisme d'État sous le masque du socialisme, proclamant — en même temps que les plus vulgaires idéologues de l'impérialisme des deux hémisphères — "préscientifique" la théorie de la lutte des classes, le "socialisme constructif" préconise en paroles un programme modéré de nationalisation avec indemnité, d'impôts sur la rente foncière, d'impôts sur les successions et les surprofits comme le moyen de détruire le capitalisme.

Adversaire décidé de la dictature du prolétariat dans l'URSS, le "socialisme constructif", étroitement allié à la bourgeoisie, est l'ennemi actif du mouvement communiste du prolétariat et des révolutions coloniales.

Le *coopératisme ou socialisme coopérateur* (Charles Gide, Totomiantz et C<sup>ie</sup>) repousse avec autant d'énergie la lutte de classes et préconise la coopération de consommation comme le moyen de vaincre pacifiquement le capitalisme, tout en contribuant en réalité par tous les

moyens à son affermissement. Il est une variété du "socialisme constructif".

Le "coopératisme" qui dispose du vaste appareil de propagande des organisations de masses de la coopération de consommation exerce dans la vie quotidienne une influence systématique sur les grandes masses, combat avec acharnement le mouvement ouvrier révolutionnaire et entrave la réalisation de ses buts; il représente actuellement un des facteurs les plus actifs de la contre-révolution réformiste.

Le *"Guild Socialism"* (Penty, Orage, Hobson, etc.) s'efforce avec éclectisme de réunir le syndicalisme "révolutionnaire" et le Fabianisme libéral bourgeois, la décentralisation anarchiste (guildes industrielles nationales) et la centralisation du capitalisme d'État, le corporatisme artisanal, borné, médiéval et le capitalisme moderne. Procédant de la revendication verbale de "l'abolition du salariat" considéré comme "immoral" et qui devrait être remplacé par le contrôle ouvrier de l'industrie, le "Guild Socialism" élude complètement la question essentielle: celle du pouvoir. S'appliquant à réunir les ouvriers, les intellectuels et les techniciens dans une fédération nationale industrielle de "guildes" et à transformer pacifiquement celles-ci en organes d'administration de l'industrie dans les cadres de l'État bourgeois ("contrôle intérieur") le "Guild Socialism" défend en réalité cet État, dissimule son caractère de classe, impérialiste, anti-prolétarien, lui assigne un rôle "au-dessus des classes" de représentant des intérêts communs des "consommateurs" en contrepoids aux "producteurs" organisés dans les guildes. Par sa propagande de "démocratie fonctionnelle", c'est-à-dire d'une représentation des classes de la société capitaliste sous la forme des professions et de leurs fonctions sociales dans la production, le "Guild Socialism" fraie la voie à "l'État corporatif" du fascisme. Répudiant le parlementarisme et "l'action directe", la plupart des adeptes de ce mouvement vouent la classe ouvrière à une inaction complète et à la soumission passive à la bourgeoisie. Ce socialisme est une variété utopiste et trade-unioniste de l'opportunisme et ne peut, par conséquent, manquer de jouer un rôle contre-révolutionnaire.

*L'austro-marxisme* est une autre forme particulière du réformisme social-démocrate. Partie intégrante de la "gauche" social-démocrate, il représente la façon la plus subtile

de duper les masses ouvrières. Prostituant la terminologie marxiste et rompant à la fois avec les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire (des austro-marxistes se déclarent, en philosophie, adeptes de Kant, de Mach, etc.), flirtant avec la religion, empruntant aux réformistes anglais la théorie de la "démocratie fonctionnelle", se plaçant sur le terrain de l'édification de la République, c'est-à-dire de la construction de l'État bourgeois, l'austro-marxisme recommande la coopération des classes dans les périodes dites "d'équilibre des forces sociales", c'est-à-dire précisément lorsque mûrit la crise révolutionnaire. Cette théorie n'est rien d'autre que la justification de la coalition avec la bourgeoisie pour le renversement de la révolution prolétarienne sous le masque de la défense de la "démocratie" contre les attaques de la réaction.

La violence admise par l'austro-marxisme en cas d'attaques de la réaction se transforme objectivement dans la pratique en violence de la réaction contre la révolution prolétarienne. Le "rôle fonctionnel" de l'austro-marxisme consiste à tromper les ouvriers qui vont au communisme; aussi l'austro-marxisme est-il un ennemi particulièrement redoutable du prolétariat, plus redoutable même que les partisans déclarés du social-impérialisme de forbans.

Si toutes les tendances, parties intégrantes du réformisme "socialiste", constituent une sorte d'agence de la bourgeoisie impérialiste au sein de la classe ouvrière, le communisme se heurte, d'autre part, à divers courants petit-bourgeois reflétant et exprimant les fluctuations des couches sociales instables (petite bourgeoisie urbaine, moyenne bourgeoisie en voie de dissolution, prolétariat en guenilles (lumpenprolétariat), bohème intellectuelle déclassée, artisans tombés dans la misère, certains groupes de paysans et maints autres éléments). Ces courants, qui se distinguent par une extrême instabilité politique, dissimulent souvent sous une phraséologie de gauche une politique de droite ou tombent dans l'aventurisme, substituent à la connaissance objective des forces en présence une bruyante gesticulation politique, passent fréquemment de la "surenchère" révolutionnaire la plus insolente au plus profond pessimisme et à de véritables capitulations devant l'ennemi. Ces courants peuvent, dans certaines conditions, surtout au moment de changements brusques dans la situation politique et dans la nécessité de reculs momentanés, jouer dans les rangs du prolétariat

un rôle désorganisateur des plus dangereux et entraver ainsi le mouvement ouvrier révolutionnaire.

*L'anarchisme* dont les représentants les plus en vue (Kropotkine, Jean Grave et autres) trahirent et passèrent, pendant la guerre de 1914 à 1918, à la bourgeoisie impérialiste, nie la nécessité de grandes organisations centralisées et disciplinées du prolétariat et laisse ainsi ce dernier impuissant en présence des organisations puissantes du Capital. Sa propagande du terrorisme individuel détourne le prolétariat des méthodes d'organisation et de lutte de masses. Répudiant la dictature du prolétariat au nom d'une "liberté" abstraite, l'anarchisme prive le prolétariat de son arme la plus importante et la plus efficace contre la bourgeoisie, contre ses armées et ses organes de répression. Éloigné de tout mouvement de masses dans les centres les plus importants de la lutte prolétarienne, l'anarchisme se réduit de plus en plus à une secte qui, par toute sa tactique, par toutes ses manifestations et notamment par ses manifestations contre la dictature de la classe ouvrière dans l'URSS s'intègre objectivement au front des forces anti-révolutionnaires.

Tout comme l'anarchisme, le *syndicalisme "révolutionnaire"*, dont de nombreux idéologues passèrent aux heures les plus critiques de la guerre à la contre-révolution "antiparlementaire" du type fasciste ou devinrent de paisibles réformistes du type social-démocrate, par sa négation de la lutte politique... (et particulièrement du parlementarisme révolutionnaire) et de la dictature révolutionnaire du prolétariat, par sa propagande d'une décentralisation corporative du mouvement ouvrier en général et du mouvement syndical en particulier, par sa négation de la nécessité du parti du prolétariat, par sa négation de la nécessité de l'insurrection et enfin par sa surestimation de la grève générale ("tactique des bras croisés"), entrave partout où il exerce quelque influence la radicalisation des masses ouvrières. Ses attaques contre l'URSS connexes à la négation de la dictature du prolétariat le mettent, sous ce rapport, sur le même plan que la social-démocratie.

Toutes ces tendances, toutes ces nuances *rejoignent* la social-démocratie, ce principal ennemi de la révolution prolétarienne dans la question *politique* fondamentale de la *dictature*



*du prolétariat*. C'est pourquoi elles font toutes, avec plus ou moins de décision, front unique avec la social-démocratie contre l'URSS. La social-démocratie, ayant complètement renié le marxisme, s'appuie d'autre part, de plus en plus, sur l'idéologie des "fabiens", du socialisme constructif et du "Guild Socialism".

Ainsi se forme une idéologie libérale-réformiste officielle du "socialisme" bourgeois de la 2<sup>e</sup> Internationale.

*Dans les pays coloniaux* et parmi les peuples et les races opprimés, le communisme se heurte, au sein du mouvement ouvrier, à l'influence de tendances particulières qui jouèrent, à une époque déterminée, un certain rôle positif, mais qui deviennent, dans une nouvelle étape, des forces réactionnaires.

Le *sun-yat-sénisme* fut, en Chine, l'idéologie d'un "socialisme" petit-bourgeois et populaire. La notion du peuple voilait et dissimulait dans la doctrine des "trois principes" (nationalisme, démocratisme, socialisme) la notion des classes sociales; le socialisme n'était plus un mode spécifique de production, réalisé par une classe déterminée, le prolétariat, mais il devenait un état indéterminé d'aisance générale; la lutte contre l'impérialisme ne se rattachait pas au développement de la lutte de classes dans le pays. C'est pourquoi le sun-yat-sénisme, qui a joué, dans la première phase de la révolution chinoise, un très grand rôle positif, est devenu, par suite de la différenciation sociale ultérieure et de la marche de la révolution chinoise, un obstacle à cette révolution. Les épigones du sun-yat-sénisme, en exagérant précisément les caractères de cette doctrine devenus objectivement réactionnaires, en ont fait l'idéologie officielle du Kuomintang devenu ouvertement contre-révolutionnaire. La formation idéologique des masses du prolétariat et des paysans travailleurs de Chine doit, par conséquent, s'accompagner d'une lutte énergique contre le leurre du Kuomintang et surmonter les vestiges du sun-yat-sénisme.

Les tendances telles que le *gandhisme* hindou, profondément pénétrées d'idées religieuses, idéalisant les formes les plus réactionnaires et les plus arriérées de l'économie sociale, ne voyant d'issue que dans le retour à ces formes arriérées et non dans le socialisme prolétarien, prêchant la passivité et la négation de la lutte des classes, deviennent, au cours du développement de la révolution, des forces franchement réactionnaires.

Le *gandhisme* est de plus en plus une idéologie opposée à la révolution des masses populaires. Le communisme doit le combattre avec énergie. Le garvéisme, qui fut l'idéologie des petits propriétaires et des ouvriers nègres d'Amérique et qui a gardé une certaine influence sur les masses nègres, est devenu de même un obstacle à l'entrée de ces masses dans la voie révolutionnaire. Après avoir revendiqué pour les nègres une complète égalité sociale, il s'est transformé en une sorte de "sionisme" nègre qui, au lieu de préconiser la lutte contre l'impérialisme américain, lance le mot d'ordre "du retour en Afrique". Cette idéologie dangereuse, qui n'a rien d'authentiquement démocratique et se plaît à agiter les attributs aristocratiques d'un "royaume nègre" inexistant, doit se heurter à une résistance énergique, car, loin de contribuer à la lutte émancipatrice des masses nègres contre l'impérialisme américain, elle lui fait obstacle.

A toutes ces tendances s'oppose le *communisme prolétarien*. Grande idéologie de la classe ouvrière révolutionnaire internationale, il se distingue de toutes et en premier lieu de la social-démocratie par *la lutte révolutionnaire, théorique et pratique qu'il mène en plein accord avec la doctrine de Marx et d'Engels pour la dictature prolétarienne en utilisant toutes les formes de l'action de masse du prolétariat*.

## **2. Les tâches essentielles de la stratégie et de la tactique communistes**

La lutte victorieuse de l'IC pour la dictature du prolétariat suppose dans tous les pays l'existence d'un PC trempé dans les combats, discipliné, centralisé, étroitement attaché aux masses.

*Le Parti est l'avant-garde* de la classe ouvrière, avant-garde formée des membres les meilleurs, les plus conscients, les plus actifs et les plus courageux de cette classe. Il incarne l'expérience de toute la lutte prolétarienne. Étayé par la théorie révolutionnaire marxiste, représentant les intérêts généraux et permanents de l'ensemble de la classe, le Parti incarne l'unité des principes, de la volonté et de l'action révolutionnaires du prolétariat. Il constitue une organisation révolutionnaire cimentée par une discipline de fer et par l'ordre révolutionnaire le plus strict du centralisme démocratique; ces résultats sont obtenus par la conscience de l'avant-garde prolétarienne, par son dévouement à la révolution, par son contact permanent avec les masses prolétariennes, par

la justesse de sa direction politique que l'expérience des masses même éclaire et contrôle.

Le PC doit, pour accomplir sa tâche historique, conquérir la dictature prolétarienne — poursuivre et atteindre d'abord les fins stratégiques suivantes:

Gagner à son influence *la majorité de sa propre classe*, y compris les ouvrières et la jeunesse ouvrière. Il est, à cet effet, nécessaire d'assurer l'influence décisive du PC sur les vastes organisations de masses du prolétariat (Soviets, Syndicats, Comités d'entreprises, coopératives, organisations sportives, culturelles, etc.). Il importe surtout, pour gagner la majorité du prolétariat, de conquérir les Syndicats, véritables organisations de masses de la classe ouvrière, liées à sa lutte quotidienne. Le travail dans les Syndicats réactionnaires, qu'il faut savoir gagner habilement, l'acquisition de la confiance des larges masses de syndiqués, le remplacement des dirigeants réformistes de ces Syndicats, constituent l'une des tâches les plus importantes de la période préparatoire.

La conquête de la dictature du prolétariat suppose également l'hégémonie du prolétariat sur de *grandes couches des masses laborieuses*.

Le PC doit, dans ce but, gagner à son influence les masses de la population pauvre des villes et des campagnes, les couches inférieures des intellectuels, les «petites gens» en un mot, c'est-à-dire la population petite-bourgeoise en général. L'action tendant à assurer l'influence du Parti sur les paysans a une importance particulière. Le PC doit s'assurer l'appui complet des éléments les plus proches du prolétariat dans les campagnes: ouvriers agricoles et paysans pauvres. La nécessité s'impose donc d'organiser comme tels les ouvriers agricoles, de les appuyer par tous les moyens dans leur lutte contre la bourgeoisie rurale et de poursuivre une action énergique parmi les petits paysans et les paysans parcellaires.

La politique du PC doit s'efforcer de neutraliser les paysans moyens (dans les pays capitalistes développés). L'accomplissement de ces diverses tâches par le prolétariat, devenu le représentant des intérêts du peuple entier et le guide des grandes masses populaires dans leur lutte contre l'oppression du capital financier, est la condition préalable nécessaire d'une révolution communiste victorieuse.

La lutte révolutionnaire dans *les colonies, les semi-colonies et les pays dépendants* constitue, du point de vue de la lutte mondiale du prolétariat, une des plus importantes tâches stratégiques de l'IC. Cette lutte suppose la conquête, sous les drapeaux de la révolution, des plus grandes masses de la classe ouvrière et des paysans des colonies, conquête impossible sans une étroite collaboration entre le prolétariat, des nations oppressives et les masses laborieuses des nations opprimées.

Tout en organisant la révolution contre l'impérialisme, sous le drapeau de la dictature du prolétariat, dans les puissances dites «civilisées», l'IC soutient toute résistance à la violence impérialiste dans les colonies, dans les semi-colonies et dans les pays dépendants (exemple: l'Amérique latine); elle combat par la propagande toutes les variétés du chauvinisme, tous les procédés impérialistes employés à l'égard des races et des peuples subjugués, grands et petits (attitude à l'égard des nègres, «de la main-d'œuvre jaune», antisémitisme, etc.); elle soutient la lutte de ces races et de ces peuples contre la bourgeoisie des nations oppressives. L'IC combat surtout avec énergie le chauvinisme des grandes puissances, prêché tant par la bourgeoisie impérialiste que par son agence social-démocrate, la 2<sup>e</sup> Internationale; elle oppose sans cesse à la pratique de la bourgeoisie impérialiste celle de l'US qui a su établir des relations fraternelles entre des peuples égaux en droits.

Les PC doivent, dans les pays de l'impérialisme, venir systématiquement en aide aux mouvements révolutionnaires émancipateurs des colonies et de façon générale aux mouvements des nationalités opprimées. Le devoir de prêter à ces mouvements le concours le plus actif incombe en premier lieu aux ouvriers du pays dont la nation opprimée dépend politiquement, économiquement ou financièrement. Les PC doivent reconnaître hautement le droit de séparation des colonies et préconiser cette séparation, c'est-à-dire l'indépendance des colonies envers l'État impérialiste. Ils doivent reconnaître le droit de défense armée des colonies contre l'impérialisme (droit à l'insurrection et à la guerre révolutionnaire), et préconiser et appuyer énergiquement cette lutte par tous les moyens. Les PC ont le même devoir à l'égard de toutes les nations opprimées.

Dans les *colonies et semi-colonies*, les PC doivent combattre opiniâtrement l'impérialisme étranger, tout en préconisant obligatoirement le rapprochement et l'alliance avec le prolétariat des pays impérialistes; lancer, répandre et appliquer ouvertement le mot d'ordre de la révolution agraire en soulevant les grandes masses de paysans pour le renversement du joug des propriétaires fonciers et en combattant l'influence réactionnaire et médiévale du clergé, des missions et d'autres éléments analogues.

La tâche fondamentale est ici de former des organisations *indépendantes* d'ouvriers et de paysans (P.C. comme parti de classe du prolétariat, Syndicats, ligues et Comités de paysans, Soviets dans les situations révolutionnaires, etc.) et de les soustraire à l'influence de la bourgeoisie nationale, avec laquelle des accords temporaires ne sont admissibles que dans la mesure où elle n'entrave pas l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans et où elle combat effectivement l'impérialisme.

Tout PC doit tenir compte, dans la détermination de sa tactique, de la situation concrète intérieure et extérieure, du rapport des forces sociales, du degré de stabilité et de vigueur de la bourgeoisie, du degré de préparation du prolétariat, de l'attitude des couches intermédiaires, etc. C'est en s'inspirant de ces conditions générales et de la nécessité de mobiliser, d'organiser les masses les plus étendues au moment le plus aigu de la lutte que le Parti formule ses mots d'ordre et précise ses méthodes de combat. Lançant des mots d'ordre transitoires au début d'une situation révolutionnaire et formulant des revendications partielles déterminées par la situation concrète, le Parti doit subordonner ces revendications et ces mots d'ordre à son but révolutionnaire qui est la prise du pouvoir et le renversement de la société capitaliste-bourgeoise. Il serait également inadmissible que le Parti négligeât les besoins et la lutte quotidienne de la classe ouvrière ou se confinât au contraire dans les limites de ces besoins et de cette lutte. Sa mission est de prendre ces besoins quotidiens comme *point de départ et de conduire la classe ouvrière à la bataille révolutionnaire pour le pouvoir*.

Lorsqu'une *poussée révolutionnaire* a lieu, lorsque les classes dirigeantes sont désorganisées, les masses en état d'effervescence révolutionnaire, les couches

sociales intermédiaires disposées dans leurs hésitations à se joindre au prolétariat, lorsque les masses sont prêtes au combat et aux sacrifices, le Parti du prolétariat a pour but de les mener directement à l'assaut de l'État bourgeois. Il le fait par la propagande de mots d'ordre transitoires de plus en plus accentués (Soviets, contrôle ouvrier de la production, Comités paysans pour l'expropriation de la grande propriété foncière, désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat, etc.) et par l'organisation d'*actions des masses*, auxquelles doivent être subordonnées toutes les formes de l'agitation et de la propagande du Parti, y compris l'agitation parlementaire. À ces actions de masses se rapportent: les grèves et les manifestations combinées, les grèves combinées avec les manifestations armées, enfin la grève générale liée à l'insurrection armée contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie.

Cette dernière forme supérieure de la lutte est soumise aux règles de l'art militaire; elle suppose un plan stratégique des opérations offensives, l'abnégation et l'héroïsme du prolétariat.

Les actions de cette sorte sont obligatoirement conditionnées par l'organisation des grandes masses en formation de combat, dont la forme même entraîne et met en branle le plus grand nombre possible de travailleurs (Soviets des députés ouvriers et paysans, Soviets de soldats, etc.) et par un renforcement du travail révolutionnaire dans l'armée et dans la flotte.

Il est nécessaire de s'inspirer, en passant à des mots d'ordre nouveaux plus accentués, de la règle fondamentale de tactique politique du léninisme. Cette règle veut que l'on sache amener les masses à des positions révolutionnaires, en leur permettant de se convaincre par leurs propres expériences de la justesse de la politique du Parti. L'inobservation de cette règle mène inévitablement à la rupture avec les masses, au «putschisme», à la dégénérescence idéologique du communisme qui aboutit à un sectarisme de «gauche» et à un aventurisme «révolutionnaire» petit-bourgeois. Mais il n'est pas moins dangereux de ne pas mettre à profit l'apogée d'une situation révolutionnaire lorsqu'il est du devoir du Parti d'attaquer l'ennemi avec audace et décision. Manquer cette occasion, ne pas déclencher l'insurrection, c'est laisser l'initiative à l'adversaire et vouer la révolution à une défaite.

Quand la poussée révolutionnaire *fait défaut*, les PC s'inspirant des besoins quotidiens des travailleurs doivent formuler des mots d'ordre et des revendications partielles en les rattachant aux objectifs fondamentaux de l'IC. Ils se garderont cependant de donner des mots d'ordre transitoires spécialement appropriés à une situation révolutionnaire et qui, en l'absence de celle-ci, se transforment en des mots d'ordre d'intégration au système des organisations capitalistes (exemple: le contrôle ouvrier, etc.). Les mots d'ordre et les revendications partielles conditionnent absolument, de façon générale, une bonne tactique; les mots d'ordre transitoires sont inséparables d'une situation révolutionnaire. Il est, d'autre part, incompatible avec les principes tactiques du communisme de renoncer «en principe» aux revendications partielles et aux mots d'ordre transitoires, ce serait condamner en réalité le Parti à la passivité et l'isoler des masses. La tactique du front unique, moyen le plus efficace de lutte contre le Capital et de mobilisation des masses dans un esprit de classe, moyen de démasquer et d'isoler les chefs réformistes, est un des éléments de la tactique des PC pendant toute la période prérévolutionnaire.

La juste application de la tactique du front unique, et plus généralement la solution du problème de la conquête des masses, suppose à son tour une action systématique et persévérante dans les Syndicats et dans les autres organisations de masses du prolétariat. L'affiliation au Syndicat, fût-il le plus réactionnaire pourvu qu'il soit une organisation de masses, est de devoir immédiat de tout communiste. Ce n'est que par une action constante et suivie dans les Syndicats et dans les entreprises pour la défense énergique et ferme des intérêts des ouvriers — la bureaucratie réformiste étant parallèlement combattue sans merci —, que l'on peut se mettre à la tête de la lutte ouvrière et rallier au Parti la masse des syndiqués.

A l'encontre de la politique scissionniste des réformistes, les communistes défendent l'unité syndicale sur la base de la lutte de classes, dans chaque pays, et à l'échelle internationale en soutenant et en affermissant de toutes leurs forces l'action de l'*Internationale syndicale rouge*.

Prenant partout la défense des intérêts immédiats, quotidiens de la masse ouvrière et des travailleurs en général, exploitant à des fins

d'agitation et de propagande révolutionnaire la tribune parlementaire bourgeoise, subordonnant tous les objectifs partiels à la lutte pour la dictature du prolétariat, les Partis de l'IC formulent des revendications partielles et donnent des mots d'ordre dans les principaux domaines suivants:

*Question ouvrière* — au sens étroit du mot: questions se rapportant à lutte *économique* (lutte contre l'offensive du capital trusté, salaires, journées de travail, arbitrage obligatoire, chômage) qui deviennent des questions de lutte politique générale (grands conflits industriels, droits de coalition et de grève, etc.); questions nettement *politiques* (impôts, cherté de la vie, fascisme, répression contre les partis révolutionnaires, terreur blanche, politique générale du gouvernement); questions de politique mondiale (attitude envers l'URSS et les révolutions coloniales, lutte pour l'unité du mouvement syndical international, lutte contre l'impérialisme et les menaces de guerre, préparation systématique à la lutte contre la guerre impérialiste).

Dans la question *paysanne*, le problème des impôts, des hypothèques, de la lutte contre le capital usurier, de la pénurie des terres dont souffrent les paysans pauvres, du fermage et des redevances, etc., suscitent des revendications partielles du même ordre. Le PC partant de là, doit accentuer et généraliser ses mots d'ordre jusqu'à réclamer la confiscation des domaines des grands propriétaires fonciers et le gouvernement ouvrier et paysan (synonyme de dictature du prolétariat dans les pays capitalistes développés et synonyme de dictature démocratique du prolétariat et des paysans dans les pays arriérés et diverses colonies).

Il est également nécessaire de poursuivre une action systématique au sein de la *jeunesse* ouvrière et paysanne (principalement au moyen de l'ICJ. et de ses Sections) ainsi que parmi les femmes ouvrières et paysannes, en s'inspirant de leurs conditions d'existence, de leurs luttes, et en rattachant leurs revendications aux revendications générales et aux mots d'ordre de combat du prolétariat.

Dans la lutte contre l'oppression des *peuples coloniaux*, les PC formulent dans les colonies mêmes des revendications partielles dictées par la situation particulière de chaque pays: égalité complète des nationalités et des races; abolition des privilèges des étrangers; liberté

d'association pour les ouvriers et les paysans; diminution de la journée de travail; interdiction du travail des enfants; abolition des contrats spoliateurs et usuriers; réduction et suppression du fermage; diminution des impôts; refus de payer les impôts, etc., etc. Tous ces mots d'ordre partiels doivent être subordonnés aux revendications essentielles des PC: indépendance complète du pays, expulsion des impérialistes, gouvernement ouvrier et paysan, la terre au peuple, journée de huit heures, etc. Dans les pays de l'impérialisme, les PC ont le devoir de soutenir cette lutte des colonies, de réclamer avec ténacité le rappel des troupes impérialistes, de défendre par la propagande dans l'armée et la flotte les pays opprimés luttant pour leur émancipation, de mobiliser les masses pour le boycottage du transport des troupes et des armes, d'organiser, en relation avec ces actions, des grèves et d'autres formes de protestations de masses, etc.

L'IC doit porter une attention particulière à la préparation systématique de la lutte contre les dangers de *guerre impérialiste*. Démasquer impitoyablement le social-chauvinisme, le social-impérialisme, les phrases pacifistes qui dissimulent les dessins impérialistes de la bourgeoisie; répandre les mots d'ordre essentiels de l'IC; poursuivre chaque jour un travail d'organisation dans ce sens et en combiner obligatoirement les formes légales et illégales; poursuivre un travail organisé dans l'armée et la flotte, telle doit être l'activité des PC. Les mots d'ordre fondamentaux de l'IC doivent être les suivants: transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite de "son propre" gouvernement impérialiste, défense par tous les moyens de l'URSS et des colonies en cas de guerre impérialiste contre elles. La propagande de ces mots d'ordre, la dénonciation des sophismes "socialistes" et du camouflage "socialiste" de la Société des nations, le rappel constant de l'expérience de la guerre de 1914-18, sont des devoirs impératifs qui incombent à toutes les Sections et à tous les membres de l'IC.

La coordination du travail et des actions révolutionnaires et leur bonne direction imposent au prolétariat international une *discipline internationale de classe*, dont la discipline internationale la plus rigoureuse dans les rangs des PC est la condition essentielle. Cette discipline communiste internationale doit se traduire par la subordination des intérêts partiels et locaux du mouvement à ses intérêts généraux et permanents, et par la stricte application de toutes les décisions des organes dirigeants de l'IC par tous les communistes.

À l'inverse de la 2<sup>e</sup> Internationale social-démocrate où chaque parti se soumet à la discipline de "sa propre" bourgeoisie nationale et de sa "patrie", les Sections de l'IC ne connaissent qu'une discipline, celle du prolétariat international qui assure la lutte victorieuse des ouvriers de tous les pays pour la dictature mondiale du prolétariat. À l'inverse de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui divise les Syndicats, combat les peuples coloniaux et s'unit à la bourgeoisie, l'IC est l'organisation qui défend l'unité des prolétaires de tous les pays, des travailleurs de toutes les races et de tous les peuples en lutte contre le joug impérialiste.

Quelle que soit la terreur sanglante de la bourgeoisie, les communistes mènent ce combat avec abnégation et courage, sur tous les secteurs du front international de la lutte de classes, fermement convaincus de l'inévitabilité et de l'inéluctabilité de la victoire du prolétariat.

*«Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel».*

*«Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner».*

*«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»*

## Statuts de l'IC



## 1. Les principes fondamentaux

§1. L'IC, association internationale des travailleurs, est l'organisation des PC des différents pays en un PC unique mondial. Guide et organisateur du mouvement révolutionnaire mondial du prolétariat, champion des principes et des buts du communisme, l'IC lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière et des grandes couches de paysans pauvres, pour les principes et les buts du communisme, pour l'instauration de la dictature mondiale du prolétariat, pour la création d'une Fédération mondiale des Républiques socialistes soviétiques, pour l'abolition complète des classes et la réalisation du socialisme, première étape de la société communiste.

§2. Les Partis adhérant à l'IC portent le nom de: «Parti Communiste de ... (Section de l'IC)». Dans chaque pays, il ne peut exister qu'un seul Parti adhérant comme Section à l'IC.

§3. Est membre d'un PC et de l'IC celui qui accepte le programme et les statuts du PC du pays où il réside et de l'IC, adhère à l'une des organisations de base du Parti et y milite activement, se soumet à toutes les décisions du Parti et de l'IC et paye régulièrement ses cotisations.

§4. La base d'organisation du PC est la cellule d'entreprise (cellule d'usine, de fabrique, de mine, de bureau, de magasin, de ferme, etc.) groupant tous les membres du Parti qui travaillent dans ladite entreprise.

§5. L'IC et ses Sections sont fondées sur les principes du centralisme démocratique, dont voici les plus essentiels:

a) Eligibilité de tous les organismes dirigeants du Parti, supérieurs et subalternes, par les assemblées générales des membres, les Conférences, les Congrès;

b) Obligation pour tous ces organismes de rendre compte périodiquement de leur activité à leurs électeurs;

c) Obligation pour les organismes subalternes d'appliquer les décisions des organismes supérieurs du Parti, stricte discipline dans le Parti, exécution exacte et sans délai des décisions de l'IC, de ses organismes et des centres dirigeants du Parti.

Les questions ne sont discutées par les membres du Parti et les organisations que jusqu'à ce qu'une décision soit prise par les organismes compétents du Parti. Une fois qu'une décision a

été prise par les Congrès de l'IC, les Congrès de ses Sections ou par leurs organes dirigeants respectifs, cette décision doit être obligatoirement appliquée, même si une partie des membres du Parti ou des organisations locales ne sont pas d'accord avec elle.

Dans les conditions d'illégalité du Parti, la nomination des organismes subalternes par les organismes supérieurs, ainsi que la coopération ratifiée par les organismes supérieurs sont admissibles.

§6. Dans toutes les organisations hors du Parti et groupant des masses d'ouvriers et de paysans (Syndicats, coopératives, sociétés sportives, associations des anciens combattants) dans leurs organismes dirigeants, leurs Congrès et Conférences ainsi que dans les Conseils municipaux, les Parlements, etc., une fraction communiste doit être organisée – s'il y a au moins deux membres du Parti – dans le but d'étendre l'influence du Parti et d'appliquer sa politique dans ces organisations et institutions.

§7. Les fractions communistes sont subordonnées aux organismes respectifs du Parti.

*Remarque 1.* - Les fractions communistes des organisations internationales (Internationale Syndicale Rouge, Secours Rouge International, Secours Ouvrier International, etc...) sont subordonnées au CEIC.

*Remarque 2.* - La structure des fractions communistes et la forme de direction de leur travail sont réglées par des instructions spéciales du CEIC et des Comités centraux des Sections de l'IC

## 2. Le Congrès Mondial de l'IC

§8. L'organisme suprême de l'IC est le Congrès Mondial des représentants de tous les Partis (Sections) et organisations affiliées à l'IC.

Le Congrès Mondial examine et tranche les plus importantes questions ayant trait au programme, à la tactique, à l'organisation et à l'activité de l'IC et de ses Sections. Seul il peut modifier le programme et les statuts de l'IC.

Le Congrès se réunit une fois tous les deux ans. La date de convocation et le nombre de représentants de chaque Section sont fixés par le CEIC.

Le nombre des voix délibératives de chaque Section au Congrès, Mondial est fixé par une décision particulière du Congrès, d'après les effectifs de chaque Parti et l'importance



politique du pays. Les mandats impératifs ne sont pas admis.

§9. Un Congrès Mondial extraordinaire de l'IC doit être convoqué si plusieurs Partis ayant eu ensemble, au dernier Congrès, au moins la moitié des voix délibératives en font la demande.

§10. Le Congrès mondial élit le Comité Exécutif (CEIC) et la Commission Internationale de Contrôle (C.IC).

§11. Le siège du CEIC est fixé par le Congrès.

### **3. Le CEIC et ses organismes**

§12. Le CEIC est l'organisme dirigeant de l'IC dans l'intervalle des Congrès. C'est cet organisme qui donne les directives à toutes les Sections de l'IC et qui contrôle leur activité.

Le CEIC édite l'organe central de l'IC au moins en 4 langues.

§13. Les décisions du CEIC sont obligatoires pour toutes les Sections et doivent être immédiatement appliquées par celles-ci. Les Sections peuvent faire appel des décisions du CEIC devant le Congrès Mondial, mais jusqu'à ce que ces décisions soient annulées par le Congrès, leur application est obligatoire pour les Sections.

§14. Les Comités centraux des Sections de l'IC sont responsables devant leurs Congrès et devant le CEIC. Ce dernier a le droit d'annuler et de modifier les décisions des Congrès des Sections ainsi que de leurs Comités centraux et de prendre des décisions dont l'exécution est obligatoire pour eux. (Voir le §13).

§15. Le CEIC a le droit d'exclure de l'IC des Sections entières, des groupes et des membres isolés, ayant violé le programme et les statuts de l'IC ou les décisions des Congrès Mondiaux et de CEIC. Les Sections, groupes ou membres exclus dont le droit de faire appel devant le Congrès Mondial.

§16. Le CEIC ratifie le programme des diverses Sections de l'IC Dans le cas où le CEIC refuserait de ratifier le programme d'une Section, celle-ci a le droit de faire appel devant le Congrès Mondial de l'IC.

§17. Les organes centraux de presse des différentes Sections de l'IC doivent publier toutes les décisions et documents officiels du CEIC. Ces décisions doivent autant que possible être publiées aussi dans les autres organes de presse des Sections.

§18. Le CEIC a le droit d'admettre dans l'IC, avec voix consultative, les organisations et partis sympathisants au communisme.

§19. Le CEIC élit un Présidium qui lui est subordonné et qui est un organisme permanent menant tout le travail du CEIC dans l'intervalle des séances de ce dernier.

§20. Le CEIC et son Présidium ont le droit de créer des bureaux permanents (d'Europe Occidentale, d'Amérique du Sud, d'Orient, etc.), pour établir une liaison plus étroite avec les diverses Sections de l'IC et une meilleure direction de leurs actions.

*Remarque.* – La sphère d'activité des Bureaux permanents du CEIC est fixée par ce dernier ou par son Présidium. Les Sections de l'IC qui entrent dans la sphère des Bureaux permanents doivent être mises au courant des pouvoirs de ces derniers.

§21. Les Sections doivent appliquer les indications et les directives des Bureaux permanents respectifs du CEIC. Elles peuvent présenter leurs objections contre ces décisions devant le CEIC ou son Présidium. Mais cela ne les dispense pas de l'application des décisions des Bureaux permanents tant qu'elles ne sont pas annulées par le CEIC ou son Présidium.

§22. Le CEIC et son Présidium ont le droit d'envoyer leurs représentants dans les Sections de l'IC Ces représentants reçoivent les instructions du CEIC et sont responsables devant lui de leur activité.

Ils ont le droit d'assister à toutes les réunions et séances des organismes centraux et des organisations locales des Sections auxquels ils sont affectés. Ils remplissent leur mission dans leur contrat le plus étroit avec le CC de la Section intéressée. Mais, dans certains cas, leurs interventions dans les Congrès, les Conférences et les réunions des Sections, peuvent être dirigées contre ce CC, si sa ligne politique n'est pas conforme aux directives du CEIC. Les représentants ont, en particulier, pour fonction de veiller à l'exécution des décisions des Congrès et du CEIC.

Le CEIC et son Présidium ont aussi le droit d'envoyer des instructeurs dans les diverses Sections de l'IC Les droits et les devoirs des instructeurs sont fixés par le CEIC, devant lequel ils sont responsables de leur travail.

§23. Les séances du CEIC ont lieu au moins une fois tous les six mois. Les séances sont régulières

lorsque la moitié au moins des membres sont présents.

§24. Les séances du Présidium du CEIC ont lieu au moins une fois tous les quinze jours. Elles sont régulières lorsque la moitié au moins des membres sont présents.

§25. Le Présidium désigne un Secrétariat politique qui est un organisme délibératif. Le Secrétariat politique prépare aussi les questions en vue des séances du CEIC et de son Présidium: il est leur organisme exécutif.

§26. Le Présidium choisit la rédaction des publications périodiques et autres de l'IC.

§27. Le Présidium du CEIC organise une Section de travail parmi les femmes, des commissions permanentes pour diriger le travail des différents groupes de Sections de l'IC (Secrétariat de pays) et les autres Sections qui sont nécessaires pour son travail.

#### **4. La Commission Internationale de Contrôle (CIC)**

§28. La CIC examine les questions relatives à l'unité et à la cohésion des Sections affiliées à l'IC et à la conduite des membres de telle ou telle Section en tant que communistes.

À cet égard, la CIC:

a) examine les plaintes portées contre l'action des Comités centraux des PC par des membres du Parti ayant subi des sanctions disciplinaires à la suite de divergences politiques;

b) étudie les affaires analogues concernant les membres des organismes centraux des PC ou les simple membres des Partis, lorsqu'elle le juge elle-même nécessaire, ou lorsque les organismes exécutifs du CEIC le lui proposent;

c) contrôle et vérifie les finances de l'IC.

La CIC n'intervient pas dans les divergences politiques ni dans les conflits administratifs et d'organisation qui surgissent dans les Partis.

Le siège de la CIC est fixé par cette dernière d'accord avec le CEIC.

#### **5. Les rapports entre les Sections de l'IC et le CEIC**

§29. Les Comités centraux des Sections affiliées à l'IC, de même que les Comités centraux des organisations admises en qualité de sympathisantes doivent envoyer régulièrement au CEIC des procès-verbaux de leurs séances et des comptes rendus de leur travail.

§30. La démission de membres ou de groupes entiers de membres des Comités centraux est qualifiée de désorganisation du mouvement communiste. Tout poste dirigeant dans le Parti appartient non pas au détenteur de ce poste, mais à toute l'IC. Les membres élus des organismes dirigeants centraux des Sections ne peuvent se démettre de leur mandat avant la réélection qu'avec l'assentiment du CEIC. Les démissions acceptées par les Comités centraux sans l'assentiment du CEIC ne sont pas valables.

§31. Les Sections affiliées à l'IC, particulièrement les Sections des métropoles et celles de leurs colonies, ainsi que celles de pays voisins, doivent établir entre elles le contact le plus étroit en vue de l'organisation et de l'information, par une représentation mutuelle dans les Conférences et les Congrès et, avec l'assentiment du CEIC, par l'échange de militants dirigeants.

§32. Deux ou plusieurs Sections de l'IC qui (comme les Sections des pays scandinaves et balkaniques) sont politiquement liées entre elles par des conditions communes de lutte, peuvent, avec l'assentiment du CEIC, et dans le but de coordonner leur action, s'unir en Fédération travaillant sous la direction et le contrôle du CEIC.

§33. Les Sections de l'IC versent au CEIC des cotisations régulières dont le montant est fixé par ce dernier.

§34. Les Congrès des Sections, tant ordinaires qu'extraordinaires, ne peuvent être convoqués qu'avec l'assentiment du CEIC.

Au cas où une Section n'aurait pas convoqué un Congrès du Parti avant la réunion du Congrès Mondial, elle doit, avant d'élire les délégués au Congrès Mondial, réunir une Conférence du Parti ou une séance plénière du CC en vue de l'étude des questions qui se poseront au Congrès.

§35. L'Association internationale de la Jeunesse communiste (ICJ.) constitue une Section de l'IC. Elle jouit de tous les droits d'une Section et est subordonnée au CEIC.

§36. Les PC doivent être prêts à passer dans l'illégalité; le CEIC doit les aider à s'y préparer.

§37. Les membres des Sections de l'IC ne peuvent émigrer de leur pays qu'avec l'autorisation du CC de la Section dont ils font partie. Les communistes qui ont émigré doivent adhérer à la Section du pays où ils viennent s'établir. Ceux qui quittent leur pays sans

l'autorisation du CC de leur Section ne peuvent être reçus dans une autre Section de l'IC.

# Thèses sur la Situation Internationale et les Tâches de l'IC

## Introduction

§1. Après la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier international a traversé diverses phases historiques de développement, expression des différentes phases de la crise générale du système capitaliste.

La *première* période, période de crise aiguë du système capitaliste, période d'interventions révolutionnaires directes du prolétariat, dont le point culminant fut l'année 1921, s'acheva, d'une part, par la victoire de l'URSS sur les forces de l'intervention de la contre-révolution intérieure, par la consolidation de la dictature prolétarienne et par l'organisation de l'IC; d'autre part, par de pénibles défaites du prolétariat de l'Europe occidentale et par le début d'une offensive générale de la bourgeoisie. Le dernier chaînon de cette période fut la défaite du prolétariat allemand en 1923. Cette défaite fut le point de départ de la *seconde* période constituée graduellement par la stabilisation partielle du système capitaliste, par le processus de «relèvement» de l'économie capitaliste, le développement et l'extension de l'offensive du capital, de nouveaux combats défensifs de l'armée prolétarienne affaiblie par ses graves défaites; d'autre part, cette période fut celle d'un rapide processus de relèvement de l'URSS, de succès sérieux dans l'édification du socialisme et d'une influence politique croissante des PC sur les grandes masses du prolétariat. Enfin, la *troisième* période est, au fond, celle du relèvement de l'économie capitaliste et parallèlement, de celle de l'URSS, au-delà de leurs niveaux d'avant-guerre (début de la période dite de «reconstruction», nouvelle croissance des formes socialistes de l'économie sur la base d'une technique nouvelle). Pour le monde capitaliste, cette période est celle d'un rapide développement de la technique, d'une croissance intense des cartels, des trusts, des tendances au

capitalisme d'État, et conjointement, celle d'un puissant développement des contradictions de l'économie mondiale, se mouvant dans des formes déterminées tout le cours antérieur de la crise du capitalisme (marchés réduits, URSS, mouvements coloniaux, accroissement des contradictions intérieures de l'impérialisme). Cette troisième période, qui a particulièrement aggravé la contradiction existante entre la croissance des forces productives et la réduction des marchés, rend inévitable une nouvelle phase de guerres impérialistes entre les États impérialistes, de guerres de ces derniers contre l'URSS, de guerres de libération nationale contre les impérialistes et leurs interventions, de batailles de classes gigantesques. En aiguissant les contradictions internationales (contradictions entre les pays capitalistes et l'URSS, occupation militaire du Nord de la Chine comme commencement de son démembrement et de la lutte entre les impérialistes, etc.) et les contradictions intérieures dans les pays capitalistes (radicalisation de masses de la classe ouvrière, intensification de la lutte de classes), en déchaînant les mouvements coloniaux (Chine, Inde, Égypte, Syrie), cette période aboutit fatalement, par un nouveau développement de la stabilisation capitaliste, à un nouvel ébranlement de la stabilisation capitaliste et à une aggravation aiguë de la crise générale du capitalisme.

## 1. — L'économie mondiale et sa technique

§2. Il est incontestable que l'essor considérable de la technique des pays capitalistes prend dans certains d'entre eux (États-Unis. Allemagne) le caractère d'une révolution technique. D'une part, l'accroissement gigantesque du nombre des

moteurs à combustion interne, l'électrification, le développement des procédés chimiques dans l'industrie, les nouvelles méthodes pour obtenir du combustible et des matières premières synthétiques (benzine, soie artificielle), l'emploi des métaux légers, l'extension considérable des transports automobiles; d'autre part, les nouvelles formes de l'organisation du travail combinées avec le développement excessivement rapide du travail à la chaîne, ont relevé de nouveaux les forces productives du capitalisme. Sur cette base se développe le chiffre d'affaires du commerce extérieur et s'élève considérablement l'exportation des capitaux; il faut noter que l'importance de cette forme de liaison économique entre les pays s'est sensiblement accrue par rapport à la période d'avant-guerre.

§3. Dans le domaine de l'économie, on observe un accroissement excessivement rapide des monopoles capitalistes (cartels, trusts, consortiums de banques qui ont aussi une influence croissante sur l'agriculture). Parallèlement à l'organisation du capital en cartels et en trusts dans les frontières «nationales» se développe aussi le processus d'accroissement des groupements financiers-capitalistes internationaux. On observe aussi un accroissement des tendances au capitalisme d'État, tant sous la forme du capitalisme d'État au sens propre du mot (centrales électriques d'État, entreprises industrielles et de transports municipales) que sous la forme d'une fusion croissante des organisations patronales avec les organes du pouvoir d'État.

§4. La crise générale du capitalisme prend de nouvelles formes et développe des contradictions spécifiques sur la base de ces modifications radicales de la structure de tout le système économique mondial. Le déplacement du centre économique du capitalisme, d'Europe en Amérique, et la tendance croissante de l'Europe, organisée en trusts et renforcée, de s'affranchir de la domination économique des États-Unis, le développement du capitalisme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux; la disproportion énorme entre le rythme de croissance de la puissance économique et militaire des différents pays et l'envergure de leurs possessions coloniales; le danger qui menace les positions des impérialistes dans les colonies et avant tout en Chine: le développement de l'URSS comme facteur de radicalisation de la classe ouvrière de tous les pays et des masses travailleuses des colonies, opposé au système capitaliste mondial;

toutes ces contradictions ne peuvent pas ne pas aboutir en fin de compte à une nouvelle explosion.

§5. Les forces productives accrues du capitalisme entrent toujours plus en conflit avec les limites des marchés intérieurs réduits par la ruine d'après-guerre dans différents pays impérialistes et par la paupérisation croissante des masses paysannes dans les colonies et avec la structure de l'économie mondiale d'après-guerre dont les contradictions se sont accrues et compliquées à l'extrême par le nouvel antagonisme de principe entre l'URSS et les pays capitalistes. La rupture de l'équilibre entre l'Amérique et l'Europe trouve son expression la plus vive dans le «problème allemand» et dans le déclin de l'impérialisme britannique. L'Allemagne qui s'est rapidement développée, dans une grande mesure grâce aux crédits américains, et qui est contrainte de payer les réparations et les intérêts de ses dettes, ne trouve pas de marchés suffisants pour l'exportation de ses marchandises, et tout le système de ses rapports se maintient par les crédits américains toujours renouvelés qui, à leur tour, augmentent la capacité de concurrence de l'Allemagne sur le marché mondial. Le déclin de l'impérialisme britannique se manifeste directement par la continuité du déclin et du marasme de l'industrie britannique dont les principales branches d'exportation, malgré toutes les tentatives de rationalisation, malgré l'offensive croissante contre le niveau de vie de la classe ouvrière, sont de moins en moins capables de soutenir la concurrence sur le marché mondial. Il se manifeste par la réduction constante de l'exportation des capitaux britanniques et par la perte de la position dominante de la bourgeoisie anglaise comme créancière et banquière mondiale. Il se manifeste surtout par un chômage chronique considérable. Ce déclin économique, en rapport avec le développement des Dominions et l'éveil révolutionnaire des colonies, se traduit par des tendances de désagrégation de l'Empire britannique.

§6. Les succès dans le domaine de la technique et de l'organisation ont contribué à un chômage en masse chronique dans les principaux pays industriels. L'armée des chômeurs est plusieurs fois supérieure à l'armée industrielle de réserve d'avant-guerre et n'est pas absorbée totalement dans les périodes de conjoncture favorable. Aux États-Unis, par exemple, où la technique a fait les progrès les



plus considérables, parallèlement à une forte croissance de la production se produit une réduction de la main-d'œuvre employée par le capital industriel. Même dans les pays où existe ce développement de la technique, la rationalisation, cause d'une grande extension de la production, entraîne une intensification énorme et une accélération terrible du travail, une dépense extrêmement épuisante de la main-d'œuvre. La mécanisation du travail permet aux capitalistes d'employer de plus en plus la main-d'œuvre non qualifiée (femmes et adolescents) et, en général, de remplacer la main-d'œuvre qualifiée par de la main-d'œuvre non qualifiée. Les tentatives d'atténuer ces difficultés par la constitution de cartels européens et internationaux reproduisent sur une plus large base et sous de nouvelles formes la concurrence (détermination de la quote de production, lutte contre les entreprises non-adhérentes aux cartels, etc.) entre l'Angleterre et les États du continent européen et sur le continent européen lui-même, avec sa division politique et économique et ses nombreuses barrières douanières. Dans ces conditions, le problème des marchés et des sphères d'investissement de capitaux devient excessivement aigu. De là, résulte l'approche d'une nouvelle phase de grandes collisions militaires, d'une guerre d'intervention contre l'URSS, de là découle l'imminence très proche d'une intervention en Chine. En définitive, le développement des contradictions de la stabilisation capitaliste aboutit donc fatalement à la transformation de la période de «stabilisation» actuelle en période de grandes catastrophes.

## **2. — Les relations internationales et les problèmes de «politique étrangère»**

§7. Les rapports entre les États capitalistes et l'URSS, l'attitude de l'impérialisme envers la Chine, les rapports entre l'Europe, surtout entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, constituent la base des rapports internationaux en général dans la période actuelle. Le développement de l'Allemagne, cause du regroupement des puissances, est un des principaux facteurs des changements dans les rapports entre les États d'Europe.

§8. Il faut reconnaître que le facteur essentiel du développement actuel du capitalisme en général est le transfert du centre économique aux États-Unis d'Amérique et, sur cette base, la

croissance de leur agressivité impérialiste. En qualité de créateur permanent de l'Europe, les États-Unis sont le levier de l'essor de l'Europe centrale, ils consolident en même temps leurs positions dans presque toutes les parties du monde: l'Amérique latine devient progressivement, par l'évincement du capital britannique, une «sphère d'influence» énorme des États-Unis qui répriment sur le continent américain toute résistance par le fer et par le feu (Nicaragua, etc.), le Canada, voire même l'Australie, gravitent toujours plus vers eux dans la ligne de la «collaboration économique»: l'hégémonie des États-Unis y est assurée d'avance. Dans le monde entier, les États-Unis poursuivent un vaste plan de conquête des principales sources de matières premières et d'affaiblissement des positions de l'Angleterre, en détruisant son monopole du naphte et du caoutchouc, en sapant sa base dans la production du coton en Égypte et au Soudan, etc.; en Afrique, les États-Unis développent de larges plans destinés à saper la puissance de l'Angleterre dans le domaine de la production du coton; en Chine, ils se heurtent au Japon et à l'Angleterre et occupent une position plus solide en se retranchant pour le moment derrière le principe de la «porte ouverte», mais, en fait, ils participent au partage de la Chine. Ainsi, l'impérialisme de l'Amérique du Nord passe toujours plus de la politique de «pénétration pacifique» à la politique d'occupation militaire directe des colonies.

§9. Cette rapide expansion des États-Unis se heurte fatalement aux intérêts du capitalisme britannique en décadence, mais encore puissant. Les contradictions entre la république du dollar avec son intense rythme de développement, mais ne possédant que relativement peu de colonies, et l'empire colonial britannique en déclin, avec son énorme monopole colonial, constitue l'axe des contradictions internationales de la période actuelle; c'est ici que se trouve le nœud de la prochaine lutte pour le nouveau partage du monde colonial (et pas seulement du monde colonial). La «collaboration» anglo-américain est devenue une rivalité anglo-américaine féroce, qui développe les perspectives d'une énorme collision de forces.

§10. L'influence du capital américain en Europe s'est manifestée surtout sur l'essor économique de l'Allemagne. De puissance qui gisait dans le bas-fond de la ruine économique, l'Allemagne s'est élevée de nouveau à une grande hauteur, à l'aide des crédits

systématiques des États-Unis. Le rôle politique de l'Allemagne s'est élevé en conséquence. La croissance du capitalisme monopoliste en Allemagne provoque, d'une part, la désagrégation croissante du Traité de Versailles, d'autre part une orientation qui se précise toujours plus, dans le sens «occidental», c'est-à-dire impérialiste et antisoviétique. Si, dans les temps de son humiliation économique, politique et nationale, l'Allemagne cherchait un accord avec l'État prolétarien, unique État dressé contre l'asservissement impérialiste de l'Allemagne, les tendances croissantes du néo-impérialisme allemand poussent toujours plus la bourgeoisie allemande à une position antisoviétique.

§11. Ce fait doit lui-même fatalement modifier les groupes de puissances européennes. L'existence de nombreuses contradictions internes à l'Europe (avant tout l'antagonisme franco-italien dans les Balkans et dans l'Afrique du Nord), sur la base d'une instabilité générale des rapports, provoque un regroupement permanent des puissances. Cependant, à travers la bigarrure de ces groupements changeants, une tendance fondamentale se précise, celle de la lutte contre l'US. Les accords et les traités innombrables entre petits et grands États (Pologne, Roumanie, Italie, Hongrie, Tchécoslovaquie, États limitrophes, etc.) dirigés contre l'URSS et conclus d'après les directives venant de Londres et de Paris, expriment cette tendance avec une netteté toujours plus grande. Le changement de position de l'Allemagne achève dans une certaine mesure, une phase de ce processus de préparation de la guerre du bloc contre-révolutionnaire des impérialistes contre l'URSS.

§12. La lutte pour les marchés et les sphères d'investissements de capitaux est non seulement pleine de menaces de guerre contre l'URSS et entre les États impérialistes, elle a déjà abouti à une grande guerre d'intervention pour le partage de l'immense marché chinois. Là où les impérialistes sont en présence d'un objet d'exploitation et d'un mouvement révolutionnaire qui sape la domination des principes capitalistes, la formation de blocs impérialistes généraux est des plus probables. C'est pourquoi, parallèlement au bloc des puissances impérialistes contre l'URSS, existe une intervention militaire contre-révolutionnaire générale contre les forces de la révolution chinoise. Mais cette lutte commune contre la révolution chinoise développe de

profondes contradictions d'intérêts au sein du bloc des impérialistes, en premier lieu entre l'impérialisme rapace et franchement annexionniste du Japon et l'énorme puissance de l'impérialisme américain qui, dans l'étape actuelle, se drape dans la toge du pacifisme. Ainsi, la guerre des impérialistes contre le peuple chinois peut déclencher un formidable conflit entre eux.

### **3. — Le pouvoir d'État de la bourgeoisie et le regroupement des forces de classes**

§13. Dans l'énorme majorité des pays capitalistes, la politique de la bourgeoisie est déterminée actuellement par deux tâches essentielles: premièrement, l'augmentation de la «capacité de concurrence», c'est-à-dire le développement de la rationalisation capitaliste; deuxièmement, la préparation de la guerre. Du point de vue social, de classe, cette politique de la bourgeoisie aboutit, d'une part, à renforcer la pression sur la classe ouvrière et à élever le taux de son exploitation, et d'autre part, pour parer aux conséquences de cette exploitation accrue, l'emploi de méthodes de corruption économique et politique dont la social-démocratie est de plus en plus l'agent.

§14. La centralisation du capital et la participation de la grosse propriété foncière à l'organisation générale du capital financier, par l'intermédiaire du système bancaire, consolident toujours plus les forces des grands exploiters, dont les organisations fusionnent directement avec les organes du pouvoir d'État. Si le système dit «du capitalisme d'État de guerre» fut dans une grande mesure un «système économique d'État de siège» «aboli» à la fin de la guerre, la croissance des tendances au capitalisme d'État, qui reposent actuellement sur le développement des forces productives et la concentration rapide de l'économie, est à son tour, une prémisse objective la mobilisation économique militaire pour les collisions à venir. Dans la préparation des forces productives, le déplacement qui s'opère vers l'industrie chimique joue un rôle prédominant dans la guerre moderne et souligne encore davantage toute l'importance de ce fait.

§15. Cette évolution des rapports entre l'État et les organisations patronales, la concentration de toutes les forces de la bourgeoisie dans l'État bourgeois provoquent dans tous les pays capitalistes une évolution réactionnaire de tout «le régime *étatique* bourgeois». Cette évolution,



expression typique de la période critique actuelle du capitalisme, s'exprime sur le terrain *politique* par la crise générale de la démocratie et du parlementarisme bourgeois et son empreinte sur toutes les collisions *économiques* entre le capital et le travail en leur donnant une acuité inouïe. Toute grande grève économique met aux prises les ouvriers avec des trusts capitalistes géants étroitement liés au pouvoir d'État des impérialistes. Chacune de ces grèves acquiert pour cette raison un caractère politique, c'est-à-dire un caractère général de classe. Le développement de chacune de ces grèves lui imprime le caractère d'une grève «dirigée» contre l'État. Cet état de choses oblige la bourgeoisie et son pouvoir d'État à recourir à des formes compliquées de corruption économique et politique de certaines couches de la classe ouvrière et de ses organisations politiques et syndicales. La liaison des cadres supérieurs des syndicats réformistes et des Partis «réformistes» avec les organisations patronales et l'État bourgeois — les ouvriers devenant fonctionnaires de l'État et fonctionnaires des organisations patronales, la théorie et la pratique de la démocratie économique, de la «paix industrielle», etc. — ce sont là des moyens préventifs contre le développement de la lutte de classes.

§16. En même temps, les États impérialistes perfectionnent toujours davantage leurs instruments et leurs méthodes de répression contre les détachements révolutionnaires du prolétariat, en particulier contre les PC, les seuls Partis qui organisent et mènent la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre les guerres impérialistes et l'exploitation croissante. Ces mesures sont liées aussi directement avec la préparation des États impérialistes à la guerre, mais reflètent en même temps la grande acuité des contradictions de classe et en particulier l'acuité de toutes les formes et de toutes les méthodes de lutte de classes, qui se traduit par l'application toujours plus fréquente des méthodes fascistes de la part de la bourgeoisie. On compte ici: le bill sur les syndicats en Angleterre, la loi militaire de Paul-Boncour et la répression contre les communistes en France, les lois sur la protection de l'État (par exemple dans les Balkans), la destruction des syndicats et la terreur contre les communistes en Italie, la terreur au Japon, en Pologne, les massacres de communistes, d'ouvriers et de paysans révolutionnaires en Chine et la répression contre les révolutionnaires dans les

colonies en général, les tentatives de dissolution de l'Union des Combattants du Front Rouge en Allemagne, etc., etc. Dans les pays où les communistes sont encore légaux, la bourgeoisie, avec l'aide de la social-démocratie s'efforce de les rendre illégaux. C'est pourquoi la préparation des masses à la lutte et le combat énergique contre les tentatives d'attaque répétées de la part de la bourgeoisie sont à l'ordre du jour.

§17. Parallèlement, s'accroît sous des formes très variées la résistance de la classe ouvrière déjà remise des lourdes défaites de la période précédente. Le développement des contradictions de la stabilisation capitaliste, la rationalisation, le chômage croissant, la pression toujours plus forte sur la classe ouvrière, la ruine de la petite bourgeoisie, etc., accentuent inévitablement la lutte de classes et élargissent sa base. À cela s'ajoute le processus de «radicalisation général de la classe ouvrière» dans les pays de l'Europe, l'affaiblissement de l'influence des Partis purement bourgeois sur la *masse* des ouvriers qui se rallient en partie à la social-démocratie, en partie au communisme, le passage des éléments les plus combatifs de la classe ouvrière de la social-démocratie au communisme, la social-démocratie s'appuyant toujours plus sur les couches petites-bourgeoises et déplaçant ainsi sa base sociale, de la classe ouvrière vers la petite-bourgeoisie. L'influence des PC croît au sein de la classe ouvrière. Si le début de la période de stabilisation et d'offensive générale du capital a suscité de grandes luttes défensives, la nouvelle phase détermine de même l'apparition de vastes luttes de masses: avant tout la vague de grèves dans différents pays (Allemagne, France, Tchécoslovaquie, etc.), l'insurrection du prolétariat de Vienne, les manifestations à l'occasion de l'exécution de Sacco et Vanzetti, le mouvement en faveur l'URSS, etc. Ainsi, la reproduction des contradictions de la stabilisation capitaliste, l'acuité croissante de la lutte de classes aboutissent, malgré les contre-mesures prises par la bourgeoisie et la social-démocratie, à une différenciation idéologique et à la croissance des forces révolutionnaires au sein de la classe ouvrière, et à la consolidation des positions du communisme au sein du mouvement ouvrier international.

#### **4. — La lutte de classes, la social-démocratie et le fascisme**

§18. Malgré l'aggravation de la lutte de

classes, le réformisme donne des indices de sa vitalité et de sa ténacité politiques dans le mouvement ouvrier d'Europe et d'Amérique. La cause générale, sociale et économique de ce fait fondamental est dans le développement lent de la crise du capitalisme, dans la croissance de certaines de ses parties intégrantes principales et dans le déclin relativement lent des autres. Les faits suivants s'y rapportent: consolidation croissante des positions des États-Unis comme exploiteur, créancier et usurier mondial («prospérité» des États-Unis); grande puissance coloniale de l'Angleterre qui perd, progressivement seulement, ses positions sur le marché mondial; essor de l'économie allemande, etc. En liaison avec ce premier processus, il existe un processus secondaire d'intégration des appareils de l'État et des organisations patronales avec les cadres supérieurs des organisations ouvrières dirigées par la social-démocratie, formation de nouveaux fonctionnaires avec des bureaucrates ouvriers (fonctionnaires d'État, des municipalités, des organisations patronales, fonctionnaires au service des organisations «communes» des ouvriers et des capitalistes, «représentants du prolétariat» dans l'administration des postes, les conseils de chemins de fer, où ils prennent la parole au nom des syndicats, de la coopération, etc.).

§19. Ce processus d'embourgeoisement des cadres supérieurs de la bureaucratie ouvrière est consciemment appuyé et favorisé par la social-démocratie qui a passé de la défense timide à l'appui ouvert et à l'édification active du capitalisme, des phrases sur la lutte de classes à la prédication de la «paix industrielle», de la «défense de la patrie» à la préparation de la guerre contre l'URSS (Kautsky), de la défense en paroles des colonies à un appui direct de la politique d'oppression coloniale, du pacifisme petit-bourgeois à la déification de la SdN impérialiste, du révisionnisme faussement marxiste au libéralisme du Labour Party britannique.

§20. Cette position idéologique correspond entièrement et pratiquement à l'activité de la social-démocratie et des leaders syndicaux réformistes, en premier lieu leur campagne pour l'application générale des méthodes américaines de corruption et de décomposition de la classe ouvrière (activité du Bureau International du Travail, conférences de délégués du Conseil général et du Labour Party avec les associations patronales en Angleterre, le Conseil

Économique National en France, le «Schlichtungswesen» en Allemagne, les lois d'arbitrage obligatoire dans différents pays scandinaves, création d'un organe commun «Chambre de Commerce» et «Chambre ouvrière» en Autriche, etc.). Le rôle perfide de la social-démocratie et des leaders des syndicats réformistes pendant les grèves et les crises politiques, pendant les conflits et les insurrections dans les colonies, leur justification de la terreur contre les ouvriers (grève anglaise, insurrection de Vienne, grève des ouvriers des métaux en Allemagne, fusillade contre les ouvriers en Tchécoslovaquie et en Pologne, insurrection en Indonésie, révolution en Chine, insurrections Syrie et au Maroc, etc., etc., se complètent actuellement par leurs attaques acharnées contre les communistes et les ouvriers révolutionnaires (politique d'exclusion et de scission des syndicats, des coopératives et autres organisations de masses dans divers pays).

§21. Cette politique de division de la classe ouvrière est largement pratiquée par les leaders réformistes qui, sur l'ordre de la bourgeoisie excluent les meilleurs éléments révolutionnaires des organisations de masses du prolétariat. Elle est une partie intégrante de leur politique de collaboration avec la bourgeoisie, son but est de saper dès le début l'unité intérieure des rangs prolétariens et d'affaiblir ainsi leur résistance aux attaques du capital. Cette politique est un des chaînons indispensables de toute leur politique social-impérialiste (politique des armements, antisoviétique et de brigandage dans les colonies). Pour contrebalancer ces tentatives réformistes de désagrégation du front prolétarien de l'intérieur, les communistes doivent entreprendre et développer, actuellement surtout, une contre-offensive énergique pour résister à la politique réformiste de scission des organisations de masses du prolétariat (Syndicats, Coopératives, associations culturelles et sportives, etc.) par la lutte de masses pour l'unité de classe.

Les prétendus leaders «de gauche» de la social-démocratie jouent un rôle particulièrement odieux dans les menées scissionnistes du réformisme. En paroles, ils préconisent l'unité, mais en fait, ils appuient toujours et sans réserves les méthodes criminelles de scission de la 2<sup>e</sup> Internationale et des partisans d'Amsterdam.

§22. Dans le domaine de la politique

extérieure, l'état-major de la social-démocratie et des syndicats réformistes des pays impérialistes exprime d'une façon conséquente les intérêts de l'État bourgeois. Appuyer cet État, ses forces armées, sa police, ses aspirations d'expansion, son hostilité de principe contre l'URSS, appuyer les traités et accords spoliateurs, la politique coloniale, les occupations, les annexions, les protectorats et les mandats: appuyer la SdN et la campagne haineuse des puissances impérialistes contre l'URSS; participer à la tromperie «pacifiste» des masses, à la préparation de guerre contre les républiques prolétariennes, à la tromperie des ouvriers coloniaux (Purcell aux Indes, résolution de la 2<sup>e</sup> Internationale sur la question coloniale), — tels sont les traits essentiels de la ligne de conduite effective de la social-démocratie dans le domaine de la politique extérieure.

§23. La social-démocratie a joué durant toute la période écoulée le rôle de dernière réserve de la bourgeoisie, du parti «ouvrier» bourgeois. Par ses soins, la bourgeoisie a frayé la voie à la stabilisation du capitalisme (série de cabinets de coalition en Europe). La consolidation du capitalisme a rendu superflue, dans une certaine mesure, la fonction de la social-démocratie comme parti dirigeant. Son évincement des coalitions et la formation de gouvernements «purement bourgeois» ont succédé à l'«ère» dite du «pacifisme démocratique». Jouant, d'une part, le rôle d'opposition; d'autre part, celui d'agitateur et de propagandiste de la politique du «pacifisme réaliste» et de la «paix industrielle», la social-démocratie a maintenu son influence sur des couches importantes de la classe ouvrière, a conquis une partie des ouvriers qui ont quitté les partis bourgeois, acquis de l'influence parmi les couches de la petite-bourgeoisie en voie de radicalisation (élections en France et en Allemagne) et en Europe centrale est entrée de nouveau au gouvernement. Il faut se rendre compte cependant que ces nouveaux gouvernements de coalition avec la participation directe de la social-démocratie, ne peuvent être et ne seront une simple répétition des combinaisons précédentes, spécialement en ce qui concerne les questions de la politique extérieure, en général, et les questions de politique militaire en particulier. La direction sociale-démocrate jouera ici un rôle infiniment plus perfide que dans toutes les étapes antérieures.

Il faut également tenir compte qu'en liaison

surtout avec la pratique des coalitions de la social-démocratie et avec l'évolution de ses leaders officiels, un renforcement de l'«aile» gauche de la social-démocratie (austro-marxisme, tranmelisme, idéologie de l'Independant Labour Party en Angleterre, du maximalisme en Italie) est possible, celle-ci trompant les masses ouvrières par des méthodes plus subtiles et par conséquent plus dangereuses pour la cause de la révolution prolétarienne. L'expérience des périodes critiques (révolution de 1923 en Allemagne, grève anglaise, insurrection de Vienne), ainsi que l'attitude des social-démocrates de «gauche» dans la question de la préparation de guerre des impérialistes contre l'URSS, ont démontré que les leaders social-démocrates «de gauche» sont en fait les ennemis les plus dangereux du communisme et la dictature du prolétariat. Ceci est particulièrement confirmé par l'ignoble conduite de la social-démocratie autrichienne, ce «parti modèle» de l'aile «gauche» de la 2<sup>e</sup> Internationale, lors des sanglants combats du prolétariat de Vienne en juillet 1927. Cette faillite complète des Bauer, Adler et C<sup>ie</sup> démontre avec évidence que l'«austro-marxisme», accentuant toujours plus nettement ses tendances réactionnaires, après la répression de l'insurrection de Vienne, trahit constamment, dans la pratique, d'une façon ignoble, la cause ouvrière et est, aux mains des réformistes, l'instrument le plus dangereux pour duper les masses révolutionnaires. C'est pourquoi, tout en tenant compte du processus de radicalisation des ouvriers au sein même de la social-démocratie et en s'efforçant d'étendre toujours plus leur influence sur eux, les communistes doivent démasquer impitoyablement les leaders social-démocrates «de gauche» comme les agents les plus dangereux de la politique bourgeoise au sein de la classe ouvrière et conquérir la masse ouvrière qui abandonne fatalement la social-démocratie.

§24. Tout en s'assurant le concours de la social-démocratie, la bourgeoisie, dans des moments critiques et des conditions déterminées, organise une forme fasciste du régime.

Le trait caractéristique du fascisme est qu'au moment de l'ébranlement du régime économique capitaliste et en raison de circonstances objectives et subjectives, la bourgeoisie profite du mécontentement de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale et même de certaines couches du prolétariat déclassé, pour

créer un mouvement de masses réactionnaire, afin de barrer la route au développement de la révolution. Le fascisme a recours à des méthodes de violence directe pour briser la force des organisations de la classe ouvrière et des paysans pauvres et prendre le pouvoir. Une fois au pouvoir, le fascisme s'efforce d'établir l'unité politique et organique de toutes les classes dominantes de la société capitaliste (banques, grande industrie, grande agriculture) et réalise leur dictature intégrale, ouverte et conséquente. Il met à la disposition des classes dominantes ses forces armées, spécialement dressées en vue de la guerre civile. Il réalise un nouveau type d'État s'appuyant ouvertement sur la violence, la contrainte et la corruption, non seulement des couches petites-bourgeoises, mais aussi de certains éléments de la classe ouvrière (employés, anciens leaders réformistes transformés en fonctionnaires d'État, fonctionnaires syndicaux ou du Parti fasciste, paysans pauvres et prolétaires déclassés recrutés dans la «milice fasciste»).

Le fascisme italien, par différents procédés (appui du capital américain, oppression sociale et économique extrême des masses, certaines formes de capitalisme d'État), est parvenu ces dernières années à atténuer les suites de la crise politique et économique intérieure, et il a créé un type classique de régime fasciste.

Des tendances fascistes et des embryons de fascisme existent maintenant presque partout sous une forme plus ou moins développée, l'idéologie de la collaboration de classes — idéologie officielle de la social-démocratie — a beaucoup de points communs avec celle du fascisme. Les méthodes fascistes appliquées dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire, existent sous une forme embryonnaire dans la pratique de nombreux Partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale réformiste.

Dans les rapports internationaux, le fascisme poursuit une politique de violence et de provocation. La dictature fasciste en Pologne et en Italie manifeste de plus en plus des tendances agressives, elle est pour le prolétariat de tous les pays une menace constante pour la paix, un danger d'aventures militaires et de guerres.

## **5. — Les pays coloniaux et la révolution chinoise**

§25. La crise générale du système capitaliste mondial trouve actuellement une brillante

expression dans les insurrections et les révolutions coloniales et semi-coloniales. La résistance à la politique impérialiste des États-Unis (Mexique, Nicaragua), le mouvement de l'Amérique latine contre les États-Unis, l'insurrection coloniale de Syrie et du Maroc, l'effervescence constante en Égypte, en Corée, l'insurrection en Indonésie, le processus de développement de la crise révolutionnaire aux Indes, enfin la grande révolution en Chine, tous ces événements indiquent le rôle gigantesque des colonies et des semi-colonies dans la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme.

§26. Le principal de ces faits, événement d'importance historique mondiale, c'est la grande révolution chinoise. Elle entraîne dans son orbite directement des dizaines de millions et indirectement des centaines de millions d'hommes, énorme masse humaine qui, pour la première fois, participe avec une telle force à la lutte contre l'impérialisme. Le voisinage immédiat de la Chine avec l'Indochine et les Indes élève l'importance de la révolution chinoise à un degré considérable. Enfin, le cours même de cette révolution, son caractère démocratique, sa croissance inévitable en une révolution prolétarienne manifestent le rôle international de la révolution chinoise dans toute son ampleur aux yeux du prolétariat mondial.

§27. La révolution chinoise étant une révolution anti-impérialiste et d'affranchissement national, est en même temps, par son contenu objectif, et dans sa phase actuelle, une révolution démocratique bourgeoise qui, fatalement, se transformera en révolution prolétarienne. Au cours de son développement, de la mobilisation des larges masses ouvrières et paysannes, du développement effectif de la révolution agraire qui, d'une façon plébéienne, règle les comptes avec les propriétaires fonciers: la «gentry», les «toukaos», la bourgeoisie nationale (du Kuomintang) à la suite de divers coups d'État a définitivement passé dans le camp de la contre-révolution, à une alliance avec les féodaux et à un accord avec les spoliateurs impérialistes. C'est pourquoi la lutte contre l'impérialisme est inséparable de la lutte pour la terre et de la lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Elle est inséparable de la lutte contre les agrariens (gentry, toukaos), contre les militaristes, contre leurs guerres intestines qui causent le pillage des masses populaires et renforcent la position des impérialistes.

L'affranchissement de la Chine n'est possible que par la lutte contre la bourgeoisie chinoise, par la lutte pour la révolution agraire, la confiscation des terres des agrariens et l'exonération des paysans des impôts inouïs qui pèsent sur eux. L'émancipation de la Chine est impossible sans la victoire de la dictature du prolétariat et des paysans, sans la confiscation des terres, sans la nationalisation des entreprises étrangères, des banques, des transports, etc., etc.

Ces tâches ne peuvent être résolues qu'à la condition d'une insurrection victorieuse des larges masses paysannes qui marchent sous la direction et l'hégémonie du prolétariat révolutionnaire chinoise.

La période actuelle de la révolution chinoise est caractérisée par les traits suivants: le bloc des impérialistes, des féodaux et de la bourgeoisie, malgré l'existence de contradictions intérieures dans ce bloc, a infligé une grave défaite au prolétariat et à la paysannerie et a détruit physiquement une partie importante des cadres du PC. Le mouvement ouvrier ne s'est pas encore entièrement remis de ses défaites. Le développement du mouvement paysan continue dans de nombreuses régions; là où l'insurrection paysanne a été victorieuse furent constitués des organes du pouvoir paysan et parfois des soviets paysans. Le PC se renforce intérieurement et devient plus cohésif, son autorité et son influence croissent parmi les larges masses ouvrières et paysannes. En général, tenant compte du développement différent dans les diverses parties de l'immense territoire de la Chine, il faut caractériser la période actuelle comme une phase de préparation des forces des masses pour une nouvelle poussée révolutionnaire.

§28. Aux Indes a commencé une recrudescence du mouvement national révolutionnaire. Cette nouvelle vague est caractérisée par l'intervention indépendante du prolétariat (grèves du textile à Bombay et des cheminots à Calcutta, manifestations du Premier Mai, etc.). Cette nouvelle poussée a ses racines profondes dans toute la situation du pays. L'industrialisation qui s'est considérablement accélérée pendant la guerre et dans la période d'après-guerre s'est maintenant ralentie. La politique de l'impérialisme britannique entrave le développement industriel de l'Inde et aboutit à l'expropriation et à la paupérisation des paysans. Les tentatives de

créer une petite couche de riches paysans, servant d'appui au gouvernement britannique et au féodalisme indigène, au moyen de réformes agraires insignifiantes, sont accompagnées d'une paupérisation et d'une exploitation croissante des grandes masses paysannes. L'exploitation rapace des ouvriers qui, par endroits, a conservé une forme semi-esclavagiste, se lie à une intensification extrême du travail. Dans la lutte contre cette exploitation barbare, le prolétariat s'affranchit de l'influence de la bourgeoisie et du réformisme, bien que l'appareil syndical soit encore aux mains des réformistes. Le mouvement paysan, désorganisé en 1922 par la trahison de Ghandi et objet de répressions violentes de la part de la réaction féodale, marche lentement mais inévitablement vers un nouvel essor. La bourgeoisie libérale nationale (aile directrice du Parti swarajiste), contrainte de nouveau à renouveler son opposition plus ou moins loyale à l'égard de l'impérialisme britannique par suite de l'intransigeance de ce dernier, cherche, malgré ses interventions antibritanniques, à établir un accord avec lui aux dépens des masses laborieuses. D'autre part, tout le développement de l'Inde pousse les larges masses de la ville et de la campagne, en premier lieu la paysannerie ruinée et paupérisée, dans la voie de la révolution. Seul, le bloc des ouvriers, des paysans et de la partie révolutionnaire des intellectuels sera en état, sous la conduite du prolétariat, de briser le bloc des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie opportuniste, de déclencher la révolution agraire et de percer le front impérialiste aux Indes. L'union des éléments et des groupes communistes en un puissant PC, l'union des masses prolétariennes dans les Syndicats, la lutte systématique pour y démasquer complètement et en chasser les leaders social-traitres, telles sont les tâches indispensables de la classe ouvrière de l'Inde et les conditions nécessaires d'une lutte révolutionnaire des masses pour l'indépendance de l'Inde.

§29. La nouvelle poussée de la révolution chinoise et l'aggravation inévitable de la situation révolutionnaire aux Indes peut créer une situation mondiale nouvelle et renverser la stabilisation relative du régime capitaliste. Le développement des conflits entre les puissances impérialistes, leur bloc contre l'URSS et l'acuité profonde de la lutte entre l'impérialisme et le monde colonial confirment une fois de plus le caractère général de l'époque comme «époque de



guerres et de révolutions».

## 6. — La tactique et les tâches fondamentales de l'IC

§30. La lutte contre la guerre impérialiste imminente, la défense de l'URSS, la lutte contre l'intervention en Chine et contre le partage de la Chine, la défense de la révolution chinoise et des insurrections coloniales, telles sont les principales tâches internationales du mouvement communiste dans la période actuelle: la solution de ces tâches doit être liée à la lutte quotidienne de la classe ouvrière contre l'offensive du capital et doit être subordonnée à la lutte pour la dictature du prolétariat.

§31. La lutte contre la menace des guerres impérialistes entre pays capitalistes et d'une guerre impérialiste contre l'URSS doit se faire systématiquement, de jour en jour. Cette lutte est impossible sans démasquer impitoyablement le pacifisme qui, dans les conditions actuelles, est un des principaux instruments aux mains des impérialistes pour préparer les guerres et cacher cette préparation. Cette lutte est impossible sans démasquer la SdN, un des principaux instruments du «pacifisme» impérialiste. Cette lutte est impossible enfin sans démasquer la social-démocratie qui aide l'impérialisme à couvrir du drapeau du pacifisme la préparation des nouvelles guerres. Dans ce domaine, les tâches essentielles des PC sont: démasquer constamment par des faits l'action de la SdN: soutenir continuellement les propositions de désarmement de l'URSS; démasquer, *dans ce domaine*, leurs gouvernements respectifs (interpellations aux parlements, manifestations de masses dans les rues, etc.): éclairer toujours la question de l'armement effectif des États impérialistes, de l'industrie chimique, des budgets de guerres, des traitées et des complots publics et secrets de l'impérialisme, du rôle des impérialistes en Chine; dénoncer les mensonges des «pacifistes réalistes» social-démocrates concernant le super impérialisme et le rôle de la SdN; éclairer et expliquer toujours les «résultats» de la première guerre mondiale, sa préparation secrète militaire et diplomatique, lutte contre le pacifisme de toute espèce et propagande des mots d'ordre communistes, en premier lieu du mot d'ordre de la défaite de sa propre patrie impérialiste et de la transformation de la guerre impérialiste en une guerre civile; travail parmi les soldats et les marins, création de cellules

clandestines, action parmi les paysans.

§32. La victoire des impérialistes dans leur lutte contre l'URSS ne signifierait pas seulement la défaite du prolétariat de l'URSS, mais aussi la plus grave défaite du prolétariat international depuis qu'il existe. Le mouvement ouvrier serait refoulé pour des dizaines d'années. La réaction la plus violente régnerait dans toute l'Europe. Si la classe ouvrière a fait des conquêtes importantes grâce à l'influence de la révolution d'Octobre et comme résultat des révolutions d'Allemagne, d'Autriche et d'autres pays, la défaite du prolétariat de l'URSS ouvrirait une nouvelle page de l'histoire par une terreur contre-révolutionnaire d'une violence et d'une férocité inouïes. Ainsi la défense de l'URSS ne peut pas ne pas être au centre de l'attention. C'est pourquoi l'alarme pour le sort de l'URSS, contre laquelle se dressent les forces militaires des impérialistes, doit susciter un travail systématique pour préparer la transformation de la guerre contre l'URSS en guerre civile contre les gouvernements impérialistes, en guerre pour la défense de l'URSS.

§33. La lutte contre la guerre impérialiste, la lutte pour la défense de la révolution chinoise et de l'URSS, exigent que la classe ouvrière accentue son internationalisme de combat. L'expérience a démontré que les PC ne sont pas à la hauteur de ces tâches internationales. Déjà le 7<sup>e</sup> Plénum élargi a constaté que tous les Partis de l'IC ont manifesté insuffisamment d'énergie dans la lutte pour soutenir la grève anglaise et la révolution chinoise. L'expérience ultérieure a confirmé que ces tâches internationales du mouvement étaient insuffisamment comprises. En divers cas, en particulier dans la lutte contre l'intervention en Chine, la capacité de mobilisation des Sections de l'IC se manifesta d'une manière insuffisante. Le Congrès attire l'attention de tous les PC sur la nécessité de remédier résolument à ces lacunes, de mener une action systématique dans ces questions (vaste exposé dans la presse, littérature de propagande et etc.), de procéder d'une façon plus énergique à leur auto-éducation et à l'éducation des larges masses prolétariennes dans un esprit *international* et de lutte.

§34. Le soutien du mouvement colonial, surtout de la part des PC des pays impérialistes oppresseurs est une des tâches les plus importantes du moment actuel. La lutte contre l'intervention en Chine, contre la répression des mouvements de libération dans toutes les



colonies, le travail dans l'armée et dans la marine, le soutien énergique des peuples coloniaux soulevés telles doivent être les mesures à prendre dans l'avenir le plus proche. Le Congrès charge le CEIC de porter plus d'attention aux mouvements coloniaux, de réorganiser et de renforcer les Sections chargées de ce travail.

Le Congrès souligne aussi particulièrement la nécessité d'organiser par tous les moyens le mouvement des nègres aux États-Unis d'Amérique, comme dans les autres pays (en particulier en Afrique du Sud). En conséquence, le Congrès exige qu'une lutte décisive et impitoyable soit entreprise contre toutes les manifestations du «chauvinisme blanc».

§35. Dans les pays capitalistes «avancés» où se dérouleront les combats les plus décisifs pour la dictature prolétarienne et pour le socialisme la tactique générale des PC doit être orientée contre toute «intégration» des organisations ouvrières dans les organisations capitalistes privées ou étatiques, contre l'union des syndicats avec les trusts, contre la «paix industrielle», contre l'arbitrage obligatoire, contre le pouvoir gouvernemental de la bourgeoisie et contre les trusts. Les PC doivent expliquer inlassablement aux masses ouvrières les liens intimes qui existent entre la prédication de la «paix industrielle» et de l'arbitrage, la répression contre l'avant-garde révolutionnaire du mouvement prolétarien et la préparation de la guerre impérialiste.

§36. Étant données la trustification intense de l'industrie, les tendances au capitalisme d'État, l'interprétation des organisations de l'État et des trusts et l'appareil des syndicats réformiste, étant donnée la nouvelle idéologie complètement bourgeoise et activement impérialiste de la social-démocratie, il faut également intensifier la lutte contre ces «partis ouvriers de la bourgeoisie». Le renforcement cette lutte résulte de la modification du rapport des forces et de la position de la social-démocratie qui est entrée dans une période plus «mûre» — du point de vue de l'impérialisme — de son développement. Le Congrès approuve donc entièrement la tactique tracée par le 10<sup>e</sup> Plénium du CEIC. L'épreuve de cette tactique par l'expérience des élections françaises et du mouvement anglais, a entièrement confirmé son absolue justesse.

§37. Cette tactique modifie la *forme*, mais ne change nullement le contenu principal de la

tactique du front unique. Le renforcement de la lutte contre la social-démocratie déplace le centre de gravité vers le front unique, *vers la base*, mais ne diminue nullement, augmente même encore, le devoir des communistes de faire la distinction entre les *ouvriers* social-démocrates qui se trompent en toute sincérité, d'une part et les leaders social-démocrates, vils serviteurs des impérialistes, d'autre part. De même, le mot d'ordre «*Aller aux masses*» (y compris celles qui suivent les partis bourgeois et celles qui suivent la social-démocratie) n'est nullement retiré de l'ordre du jour, mais, bien au contraire, il se place encore plus au centre de tout le travail de l'IC.

Sollicitude pour les besoins quotidiens de la classe ouvrière, défense énergique des plus petites revendications de la masse ouvrière, pénétration profonde au sein de toutes les organisations de masse du prolétariat, quelles qu'elles soient (syndicales, culturelles, sportives, etc.), consolidation des positions du Parti dans les fabriques et les usines, dans les grandes entreprises, en particulier, travail parmi les couches arriérées du prolétariat (ouvriers agricoles) et les chômeurs, en reliant absolument les petites revendications quotidiennes avec les mots d'ordre fondamentaux du Parti; telle est la tâche essentielle du Parti. La conquête et la mobilisation effective des masses ne sont possibles que par l'accomplissement de ces tâches.

§38. Dans le domaine du mouvement *syndical*, le Congrès fait le plus énergique appel à tous les Partis pour intensifier au maximum le travail, précisément sur ce secteur du front. La lutte pour l'influence des communistes dans les syndicats doit actuellement se faire d'autant plus énergique que, dans plusieurs pays, les réformistes poussent à l'exclusion des communistes (et des éléments de gauche en général) des syndicats. Sans la consolidation des positions nécessaires, les communistes risqueraient d'être isolés de toute la masse des prolétaires organisés dans les syndicats. C'est pourquoi les communistes doivent, par une action quotidienne, patiente et dévouée dans les syndicats, conquérir aux yeux des larges masses syndiquées une autorité d'organiseurs expérimentés et habiles, lutteurs non seulement pour la dictature prolétarienne, mais aussi pour les revendications courantes de la masse ouvrière, autorité de dirigeants dans la conduite des grèves. Dans ces luttes, les PC, l'opposition

syndicale révolutionnaire et les syndicats révolutionnaires ne pourront conquérir le rôle dirigeant que par une lutte acharnée contre la social-démocratie et la bureaucratie syndicale politiquement corrompue. Pour remporter des succès décisifs dans la conquête des masses, il faut surtout porter l'attention sur la *préparation minutieuse* des grèves (travail de masses, consolidation des fractions syndicales, etc.), *leur réalisation habile* (création des Comités de grève et utilisation des Comités d'entreprise) et donner aux masses l'explication des causes et des conditions du succès ou l'insuccès de chaque grève ou conflit économique.

Devant le front unique de l'État bourgeois, des organisations patronales et de la bureaucratie syndicale réformiste qui, ensemble, s'efforcent d'étouffer les mouvements de grève par l'arbitrage obligatoire, la tâche essentielle consiste à donner libre cours à l'énergie et à l'initiative des masses et, si la situation s'y prête, à déclencher un mouvement de grève, même contre la volonté de la bureaucratie syndicale réformiste. Sans se laisser prendre à la provocation des réformistes, qui tendent à l'exclusion des communistes et à la scission du mouvement syndical, et prenant les mesures nécessaires pour paralyser les coups inattendus des réformistes, il est nécessaire de lutter par tous moyens contre la tactique de capitulation. (Unité «à tout prix», renonciation à défendre les camarades exclus et à mener une lutte énergique contre l'arbitrage obligatoire, la subordination absolue à l'appareil syndical bureaucratique, atténuation de la critique à l'égard de la direction réformiste, etc.). Organiser les inorganisés, conquérir les syndicats réformistes, organiser les exclus, rattacher à la Fédération syndicale révolutionnaire, si les conditions sont propices (dans les pays où le mouvement syndical est scindé), les organisations locales qui auront été gagnées au mouvement syndical révolutionnaire, telles sont les tâches qui sont à l'ordre du jour. Les communistes ne doivent, en aucun cas, abandonner l'initiative dans la lutte pour l'unité du mouvement syndical national. Ils doivent mener une lutte contre la politique scissionniste de l'Internationale d'Amsterdam et de ses sections nationales. Par suite de l'aggravation de la lutte entre le communisme et le réformisme, il est de toute importance de développer l'action des fractions syndicales communistes, l'opposition syndicale, des syndicats révolutionnaires et renforcer par tous

les moyens le travail et l'activité de l'ISR.

Les PC doivent appuyer l'action du Secrétariat du Pacifique et le Secrétariat Syndical de l'Amérique Latine, dans la mesure où ces derniers se tiennent sur le terrain de la lutte de classes, mènent une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et s'efforcent de conquérir l'indépendance des colonies et des semi-colonies.

§39. L'importance croissante de la jeunesse dans l'industrie, par suite de la rationalisation capitaliste, la menace croissante de guerre, posent avec une acuité particulière la question du renforcement de l'action parmi les jeunes. Le Congrès charge l'ICJ d'étudier la question de sa tactique et de ses méthodes de travail, en partant de la nécessité d'organiser plus largement la jeunesse ouvrière, d'employer des méthodes plus variées pour la recruter, de répondre plus vivement et plus activement aux aspirations économiques, culturelles générales et théoriques de la jeunesse, tout en gardant le caractère politique des JC.

En vertu de l'importance croissante de la jeunesse dans la production, il est nécessaire, d'une part, de renforcer le travail des Sections syndicales; d'autre part, de prendre des mesures pour organiser, sous la direction de la Fédération des JC, des associations spéciales de jeunes, qui aient pour tâche de lutter pour les besoins économiques de la jeunesse là où elle n'est pas admise dans les syndicats. La lutte économique, la participation à la conduite des grèves et, dans des cas particuliers, l'organisation de grèves de jeunes, l'action dans les syndicats, la lutte pour l'admission des jeunes dans les syndicats, la pénétration des JC dans toutes les organisations, quelles qu'elles soient, comprenant de la jeunesse ouvrière, (syndicats, organisations sportives, etc.), l'action antimilitariste, un tournant décisif dans la tactique et les méthodes pour intensifier l'action de masses — telles sont les principales tâches de l'ICJ, sans la solution desquelles elle ne sera en état d'organiser une véritable lutte de masses contre l'impérialisme et la guerre. Estimant que ce changement de tactique vers l'action de masses est nécessaire, le Congrès exige de la part de toutes les Sections de l'IC et du CEIC, qu'une aide plus systématique soit donnée aux organisations de JC et que celles-ci soient dirigées d'une façon plus régulière. Les PC et les Fédérations de JC doivent porter une attention redoublée au travail parmi les enfants des

ouvriers et à l'activité des Fédérations Communistes d'Enfants.

En même-temps, le Congrès charge le CEIC de prendre, par l'intermédiaire du SIF, des mesures destinées à renforcer le travail parmi les *ouvrières* industrielles et parmi les masses travailleuses féminines en général, en utilisant à cet effet l'expérience des «assemblées de déléguées» ouvrières.

§40. Avec la menace croissante de nouvelles guerres impérialistes, l'action des communistes dans les larges couches de travailleurs, acquiert une importance particulière. En se basant sur les résultats des élections en France et en Allemagne, le Congrès décide d'intensifier le travail parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans. Le Congrès attire particulièrement l'attention sur la nécessité d'intensifier le travail parmi les paysans, en notant que ce travail est délaissé par la plupart des PC. Le Congrès charge le CEIC de prendre toutes les mesures pour ranimer le travail parmi les paysans, surtout dans les pays agraires (Roumanie, Pays balkaniques, Pologne, etc.), de même qu'en France, en Allemagne, en Italie, etc. Le Congrès charge le CEIC de prendre d'urgence des mesures pour ranimer le travail de l'Internationale des Paysans et exige que toutes les Sections de l'IC soutiennent ce travail.

§41. Le Congrès charge le CEIC de prendre toutes les mesures nécessaires pour venir en aide aux organisations qui mènent une lutte d'émancipation dans les pays capitalistes et dans les colonies, qui mobilisent la large masse des travailleurs pour la défense de la révolution chinoise et de l'URSS, qui viennent en aide aux victimes de la terreur blanche, etc. Il est nécessaire d'intensifier et d'améliorer le travail des communistes dans les organisations telles que les «groupes d'unité», la «Ligue de la lutte contre l'impérialisme», l'«Association des Amis de l'URSS» le SRI, le SOI, etc., etc. Les PC sont tenus d'aider par tous les moyens ces organisations, de contribuer à la diffusion de leur presse, de soutenir leurs Sections, etc.

§42. La répression croissante et la nouvelle intensification de la lutte de classes, en liaison avec la possibilité de guerre, posent aux PC la tâche d'envisager et de résoudre en temps opportun la question de l'appareil illégal, susceptible d'assurer la conduite des combats imminents, l'unité de la ligne et de l'action communistes.

## **7. — Le bilan du travail, les succès, les erreurs et les tâches des diverses Sections**

§43. Le Congrès constate les succès nombreux et considérables obtenus dans le travail de l'IC. Parmi ces succès, il faut noter: la croissance de l'influence du communisme, la propagation de son influence dans les pays de l'Amérique latine, en Afrique, en Australie et dans plusieurs pays d'Asie (renforcement du communisme au Japon, extension de son influence en Chine); extension de l'influence de l'IC dans les pays de l'impérialisme, malgré la stabilisation partielle du capitalisme et la solidité relative de la social-démocratie (Allemagne, France, Tchécoslovaquie, Grande-Bretagne); la croissance des Partis illégaux qui malgré les coups inouïs de la terreur policière et fasciste (Italie, Pologne, d'une part, et, d'autre part, Chine et Japon), en Chine surtout, la terreur a un caractère inouï d'assassinat en masse; enfin, la bolchévisation accrue des PC, l'accumulation d'expérience, la consolidation intérieure, la liquidation des luttes intestines, la liquidation de l'opposition trotskiste dans l'IC.

Mais il faut noter en même temps plusieurs défauts importants dans les Sections de l'IC; le développement, encore faible de l'internationalisme combatif, un certain provincialisme qui se manifeste par une sous-estimation de l'importance des questions d'une envergure particulièrement grande, l'insuffisance du travail dans les syndicats; l'incapacité de consolider par l'organisation l'accroissement de l'influence politique et la stabilité des effectifs du Parti; l'attention insuffisante de certains Partis pour le travail parmi les paysans et les minorités nationales opprimées, un certain bureaucratisme de l'appareil et des méthodes de travail des Partis (liaison insuffisante avec les masses, initiative insuffisante pour recruter des adhérents, travail insuffisamment vivant des cellules de base et transfert du centre de gravité sur le travail des fonctionnaires du parti); le niveau théorique et politique, relativement bas, des cadres du parti, la liaison parfois faible avec les grandes entreprises, la réorganisation des Partis sur la base des cellules d'entreprises est loin d'être achevée, etc.

§44. Le PC *anglais*, dont l'activité a été appréciée par le 7<sup>e</sup> Plénium élargi, se trouve actuellement devant de nouvelles tâches. Le

revirement brusque à droite du Conseil Général et du Labour Party, le «mondisme», le processus de transformation du Labour Party en un Parti social-libéral sur le modèle des Partis social-démocrates du continent (application d'une discipline politique appropriée, centralisation plus forte de l'appareil, etc.), l'exclusion des communistes et des ouvriers révolutionnaires en général des syndicats, le «commencement de la scission des syndicats par les réformistes (par exemple, en Ecosse)», mais, d'autre part, la croissance des tendances de gauche parmi les ouvriers du rang, tout cela imposait au PC anglais une position de classe plus nette, une lutte décisive contre le Labour Party. Le PC anglais qui a démontré savoir s'approcher des syndicats et qui a mène habilement son travail *dans plusieurs domaines pratiques*, n'a cependant pas compris immédiatement la nouvelle situation; à son dernier Congrès, il a commis une grande erreur en proclamant comme mot d'ordre central celui d'un gouvernement ouvrier contrôlé par le Comité Exécutif du Labour Party. Le 9<sup>e</sup> Plénum du CEIC a pris, concernant la nouvelle situation en Angleterre, une résolution tactique qui marquait un tournant dans tout le travail du PC anglais. L'expérience a démontré que cette ligne tactique correspond à la situation nouvelle particulière qui existe en Angleterre et dans le mouvement ouvrier anglais. L'indépendance de classe complète du PC, la lutte irréductible contre le Labour Party, la dénonciation énergique de la «paix industrielle» avec le roi de l'industrie chimique, le fasciste Mond; l'extension et la consolidation du mouvement minoritaire; la direction des grèves; la lutte active contre la politique extérieure du gouvernement et contre le Labour Party; la lutte contre l'intervention en Chine et la préparation de la guerre contre l'URSS; l'appui à la révolution hindoue; telles sont les tâches fondamentales du PC au moment actuel. En même temps, le Parti doit prendre toutes mesures pour augmenter ses effectifs, développer son travail dans les entreprises, renforcer son appareil, pour se lier davantage avec les masses des fabriques et des usines, supprimer l'étroitesse qui existe encore dans son idéologie et dans ses principes politiques, etc., etc. Le Congrès de l'IC fait un devoir au Parti de développer une large discussion sur son changement de tactique et sur les méthodes d'application de cette tactique.

§45. La juste appréciation de la ligne

politique et du travail du PC *français* fut donnée au 6<sup>e</sup> et en particulier au 9<sup>e</sup> Exécutif élargi. Ce dernier reconnu qu'il était nécessaire de procéder à un changement tactique dans la politique du PCF, à l'égard des élections parlementaires. En même temps, le CEIC souligna la nécessité de changer l'attitude du PCF envers le Parti socialiste et de liquider définitivement dans ses rangs les vieilles traditions parlementaires et «cartellistes». L'expérience de la lutte électorale a démontré l'exactitude de la campagne électorale, diverses erreurs et lacunes ont apparu dans l'activité du Parti (campagne électorale trop superficielle, absence d'une liaison de ce travail avec la lutte directe du prolétariat, faiblesse des cadres du parti, action insuffisante parmi les ouvriers agricoles et parmi les paysans). C'est pourquoi le Parti français a maintenant comme principales tâches: renforcer l'action de masses au sein du prolétariat industriel, en particulier, dans les usines), Intensifier le recrutement, améliorer radicalement le travail syndical, déployer plus d'activité dans la conduite des grèves et dans la lutte directe du prolétariat en général, organiser les ouvriers non syndiqués, appliquer une démocratie syndicale plus large à tous les degrés de l'organisation au sein de la CGTU, améliorer le travail des communistes dans les syndicats. Le Parti doit intensifier son action antimilitariste et coloniale et son activité parmi ouvriers étrangers. Dans la vie intérieure du Parti, celui-ci doit avant tout lutter énergiquement contre les courants de droite qui s'opposent plus ou moins ouvertement à la nouvelle ligne politique du Parti (déviation parlementaires, vestiges des courants anarcho-syndicalistes, tendance au rétablissement des organisations territoriales). En même temps, le Parti doit vaincre les tendances de «gauche» (exagération du rôle du Parti et «autoritarisme» de la part des communistes dans les syndicats, négation de la tactique du front unique, etc.). Dans le domaine de l'organisation, le Parti doit prendre des mesures pour élargir sa base dans les grandes entreprises, y consolider ses Cellules, pour en animer la vie politique et recruter de nouveaux adhérents.

§46. Le Parti *italien*, malgré la terreur exceptionnelle dont il a été l'objet, a su conserver son organisation illégale et continuer sa propagande et son agitation, en sa qualité d'unique Parti luttant effectivement pour le renversement du fascisme et du régime capitaliste. Il a su gagner une influence décisive

parmi les éléments les plus actifs de la classe ouvrière, grâce auxquels la CGT a pu résister, malgré la trahison des leaders réformistes. Cependant, le Parti a commis la faute de n'avoir pas modifié à temps les méthodes de travail d'organisation de façon à conserver son entière combativité révolutionnaire dans la nouvelle situation, dans les conditions de la réaction et des lois d'exception fascistes. C'est pourquoi les tâches d'organisation acquièrent en ce moment une importance exclusive pour le Parti italien (formation de nouveaux cadres, rétablissement de puissantes organisation de masses, nouvelles méthodes de travail, d'agitation, etc.).

Dans sa vie intérieure, le Parti a liquidé le «bordighisme», idéologie autrefois dominante parmi les membres du parti, et a en grande partie assuré l'unité des de points de vue idéologiques et politiques. Ces succès permettent au Parti de continuer avec énergie redoublée sa lutte contre les déviations de droite (refus de lutter pour le rôle dirigeant du prolétariat), car dans les conditions actuelles, ces déviations sont un sérieux danger pour le Parti. En temps, le PC italien doit se dresser énergiquement contre toute tendance à nier ou à réduire les possibilités d'une vaste action pour la conquête des masses qui se trouvent sous l'influence de courants antifascistes non communistes ou que le fascisme s'efforce d'influencer. Le Congrès charge les camarades italiens d'utiliser plus qu'auparavant les possibilités de travail au sein des organisations fascistes de masses et de créer des organisations de masses indépendantes dans le but d'étendre l'influence du Parti.

§47. Les 3 millions  $\frac{1}{4}$  de suffrages recueillis par le PC d'Allemagne aux dernières élections démontrent, d'une part, la croissance considérable de l'influence communiste sur les masses ouvrières, et, d'autre part, la forte contradiction entre l'influence du Parti et la force de ses effectifs (stabilité des effectifs du parti, 3,250,000 électeurs pour 125,000 membres cotisants du Parti). Les succès qui, dans une certaine mesure ont été réalisés dans le domaine du mouvement syndical, ne correspondent nullement à l'ampleur des tâches qui se dressent dans ce domaine devant le Parti. Comme un grand succès, il faut signaler l'Association des Combattants du Front Rouge qui se développe en une organisation de masses. Les déviations d'extrême-gauche, complètement surmontées, la désagrégation du «Leninbund», dont le noyau social-démocrate a démontré lui-

même sa vraie essence, constituent également une grande victoire pour le PC allemand. Étant un des meilleurs détachements de l'armée prolétarienne révolutionnaire internationale, le PC allemand a, en même temps, contre lui une social-démocratie des mieux organisées, ayant encore des racines extrêmement fortes dans le pays, ce qui crée un terrain favorable pour les déviations de droite au sein même du mouvement communiste. Pour cette raison, la lutte conséquente contre les déviations droite (mot d'ordre du contrôle ouvrier sur l'industrie dans le moment présent, opposition aux décisions du 4<sup>e</sup> Congrès de l'ISR, attitude de conciliation à l'égard de la social-démocratie de gauche, etc.), la liquidation absolue des tendances conciliatrices à l'égard de ces déviations, en attirant simultanément les meilleures forces du Parti qui tiennent sur la des décisions de l'IC et du Congrès d'Essen du PCA, au travail responsable du Parti, en s'orientant catégoriquement vers la consolidation du Parti, en liant toutes les forces de la direction actuelle, en renforçant son caractère collectif et en maintenant la subordination de la minorité à la majorité — telle est la tâche actuelle. Il faut comprendre ici: formation de nouveaux cadres prolétariens, relèvement de l'activité de la masse du parti, relèvement du niveau culturel, et théorique de ses militants actifs, amélioration de la presse et augmentation de son tirage, amélioration du travail syndical et la conduite des grèves.

§48. Le PC de Tchécoslovaquie continue à progresser dans la voie de sa transformation en un vrai Parti de masses du prolétariat. Cependant de grands défauts s'y manifestent encore: une certaine passivité opportuniste de la direction et une insuffisante capacité à mobiliser rapidement les masses (par exemple, la protestation contre l'interdiction de la Spartakiade) pour une résistance de masse, exagération des principes légalistes dans le travail pratique, insuffisante attention à la question paysanne et à la question nationale, lenteur extrême à surmonter les défauts du travail syndical (absence d'une ligne communiste nettement exprimée, les syndicats rouges repliés sur eux-mêmes), insuffisance des liaisons à l'intérieur des syndicats réformistes, etc.). En même temps, il faut insister tout particulièrement sur la nécessité de lutter énergiquement contre le gouvernement, de défendre les positions légales du Parti et de se préparer aux conditions illégales de travail et de

lutte.

§49. — Le PC *Polonais* (illégal) a, dans des conditions compliquées de terreur fasciste, non seulement gardé ses positions, mais a augmenté aussi le nombre de ses membres et, davantage encore son influence politique. Le PCP se transforme en un facteur politique sérieux dans le pays entier et surtout dans les centres industriels. Ayant complètement corrigé les erreurs opportunistes les plus grossières commises au moment du coup d'État de Pilsudski, le Parti suit actuellement une ligne politique juste. Cependant la lutte intérieure, qui n'est pas justifiée par des divergences considérables ni réellement politiques, constitue un danger des plus graves. Étant données l'importance particulière du PC polonais et la grande responsabilité qui lui incomberait en cas de guerre, le Congrès exige la cessation complète de la lutte fractionnelle et donne au CEIC un mandat spécial au nom du Congrès, pour prendre les mesures nécessaires dans ce but.

§50. Des tâches excessivement importantes se posent actuellement aux PC *des Balkans*. Elles découlent de l'instabilité dans la situation politique intérieure des pays balkaniques, de l'acuité croissante de leur crise agraire, de la complexité des problèmes nationaux et du fait que les Balkans sont au nombre des foyers les plus dangereux de préparation de nouvelles guerres.

Ces derniers temps, presque tous les PC balkaniques ont traversé une crise intérieure sérieuse, provoquée par les erreurs politiques, les déviations de droite de certains groupes dirigeants et par la lutte fractionnelle acharnée dont l'origine est dans les pénibles défaites et la situation objective extrêmement compliquée. Actuellement les PC balkaniques sont presque tous en voie de liquider cette crise intérieure et, malgré la terreur gouvernementale, presque tous se consolident, rétablissent et étendent leur contact avec les masses ouvrières et paysannes. Le Congrès souligne particulièrement la nécessité pour les Partis balkaniques de suivre une politique juste dans la question nationale et d'entreprendre un vaste travail d'agitation et d'organisation parmi les masses paysannes.

Maintenant que le PC *roumain* a fait de grands efforts pour liquider la crise intérieure qui paralysait son travail jusqu'à ces derniers temps, le Congrès souligne avec insistance les tâches politique et d'organisation qui lui incombent du fait que la bourgeoisie et les

féodaux roumains s'efforcent d'être à l'avant-garde de la préparation de l'offensive réactionnaire contre l'URSS.

Les Partis balkaniques doivent, mieux qu'auparavant, coordonner et lier leur travail sous le mot d'ordre politique commun à eux tous, formation de la Confédération Ouvrière et Paysanne des Balkans.

§51. Quant aux pays *scandinaves*, le Congrès y constate une aggravation des contradictions de classes, un nouveau glissement brusque de la social-démocratie vers la droite et, en *Norvège*, une capitulation complète du centrisme (tranmælisisme) devant la social-démocratie et son passage direct au socialisme ministériel. Parallèlement se produit une radicalisation des masses ouvrières qui, toujours plus, se rallient aux mots d'ordre de combat des PC (grève des ouvriers du Livre, grève de protestation contre les nouvelles lois sur les grèves en Suède, lutte des ouvriers du bâtiment contre la loi sur l'arbitrage obligatoire, création d'organisations armées de self-défense par les travailleurs de la terre et des forêts dans le but de se défendre contre les organisations de briseurs de grève en Norvège). Cette radicalisation des masses se traduit par un mouvement en faveur d'un accord entre les syndicats scandinaves et les syndicats de l'URSS et par la Conférence de Copenhague russo-finno-norvégienne qui témoigne de la volonté des masses à constituer l'unité internationale des syndicats. Malgré ces succès, les PC scandinaves, doivent, plus énergiquement qu'auparavant, s'efforcer de consolider leur influence politique et idéologique sur les masses travailleuses par un renforcement de leur organisation, d'étendre et de consolider la radicalisation du prolétariat par des méthodes appropriées d'organisation.

§52. Le *Workers Party américain* (communiste) a ranimé son activité en mettant à profit la crise qui, dans une certaine mesure, se manifeste dans l'industrie américaine et l'accroissement du chômage (résultant de l'accroissement extrêmement rapide de la partie constante du capital au détriment du capital variable et le progrès de la technique dans la production). De nombreux combats de classes, obstinés et acharnés (en premier lieu la grève des mineurs), ont trouvé dans le PC un dirigeant ferme et énergique. La campagne au sujet de l'exécution de Sacco et Vanzetti a été également menée sous la direction du PC. Cependant, on remarque dans le PC



américain, un certain affaiblissement résultant de la lutte fractionnelle de nombreuses années. Parallèlement à ces succès, il faut noter diverses erreurs de droite envers le Parti socialiste, le travail insuffisamment énergique pour l'organisation des inorganisés, l'organisation d'un mouvement parmi les nègres et le fait qu'il ne mène pas une lutte assez prononcée contre la politique de spoliation des États-Unis en Amérique latine. Ces erreurs ne peuvent cependant être attribuées exclusivement à la majorité de la direction.

En ce qui concerne la question de la formation d'un «Labour Party», le Congrès décide d'en transférer le centre de gravité sur le travail dans les syndicats, sur l'organisation des inorganisés dans les syndicats, en créant ainsi une base à la réalisation effective du mot d'ordre d'un large «Labour Party» organisé de la base. La tâche essentielle du Parti est de mettre fin à la lutte des fractions qui ne repose pas sur des divergences de principes quelque peu sérieuses, d'intensifier le recrutement des ouvriers et d'opérer un changement décisif en mettant les ouvriers à des postes dirigeants dans le Parti.

§53. Le PC *japonais*, avec son appareil illégal, a paru pour la première fois sur l'arène de la lutte électorale; malgré la terreur, il a fait son travail d'agitation dans les masses, il a son organe illégal, il mène des campagnes de masses (par exemple, la campagne de protestation contre la dissolution des trois organisations de masses: Le Rodo Nominto, la Fédération des syndicats de gauche: le Hioguika, et l'organisation des Jeunesses). La tâche essentielle du parti, qui élimine ses oscillations idéologiques, est de suivre la voie de la transformation du PC en Parti de masses. À cet effet, il est nécessaire de faire un travail tenace parmi les masses prolétariennes, de travailler dans les syndicats, de lutter pour leur unité, et de mener une action parmi les masses paysannes en s'appuyant surtout sur le mouvement des fermiers. Bien que le travail du Parti soit extrêmement difficile (loi punissant de la peine de mort les «idées subversives») et que les effectifs soient insuffisants, il doit faire tous ses efforts pour défendre la révolution chinoise et lutter contre la politique spoliatrice de l'impérialisme japonais.

§54. Le PC *chinois* a subi de nombreuses défaites des plus cruelles résultant des erreurs extrêmement graves commises dans le passé: l'absence d'indépendance et de liberté de

critique à l'égard du Kuomintang, l'incompréhension du passage d'une étape de la révolution à une autre et de la nécessité de se préparer à temps à la résistance, enfin l'erreur d'avoir freiné la révolution agraire. Sous le coup des défaites, ce Parti héroïque a corrigé ses erreurs en déclarant une guerre sans merci à l'opportunisme. Mais la direction du PC chinois tomba dans une autre erreur, du fait qu'elle n'a pas résisté assez énergiquement aux tendances nettement «putschistes» et aventuristes, causes des soulèvements de Wouhan, Houpé, etc., qui conduisit à des défaites; d'autre part, certains camarades sont tombés dans une erreur opportuniste en lançant le mot d'ordre de l'Assemblée Nationale. Le Congrès estime que la tentative de considérer l'insurrection de Canton comme un putsch est complètement fautive. Le soulèvement de Canton, qui fut un combat héroïque d'arrière-garde du prolétariat chinois dans la période écoulée de la révolution chinoise, restera, malgré les erreurs grossières de sa direction, l'insigne de la phase de la révolution; de la phase soviétique. Actuellement, la période entre deux vagues de l'essor révolutionnaire, la tâche principale du Parti est de lutter pour conquérir les masses, de faire un travail *de masses* parmi les ouvriers et les paysans, de reconstituer leurs organisations, de mettre à profit tout mécontentement contre les agrariens, contre les bourgeois, les généraux et impérialistes étrangers pour développer la lutte révolutionnaire. À cet effet, il faut consolider le Parti lui-même par tous les moyens. Le mot d'ordre de l'insurrection des masses se transforme en un mot d'ordre de propagande, et ce n'est que dans la condition de préparation réelle des masses et d'un nouvel essor révolutionnaire, qu'il deviendra de nouveau un mot d'ordre de réalisation immédiate, sur une base supérieure, sous le drapeau de la dictature du prolétariat et des paysans basée sur les Soviets.

§55. Dans les pays d'*Amérique latine*, la principale tâche des communistes est d'organiser des PC et de les renforcer. Dans certains pays (Argentine, Brésil, Mexique, Uruguay), les PC sont nés il y a quelques années déjà et c'est pourquoi ils ont maintenant pour tâche de raffermir leur idéologie et de renforcer leur organisation, de devenir de véritables Partis de masses. Dans certains autres pays, il n'existe pas encore de PC indépendants, organisés en Partis prolétariens. Le Congrès charge le CEIC de porter plus d'attention aux

pays de l'Amérique latine en général, à l'élaboration d'un «programme d'action» de ces Partis (les questions particulièrement importantes sont la question agraire-paysanne et la lutte contre l'impérialisme des États-Unis), à l'organisation de ces Partis, à la création de rapports justes entre eux et les organisations sans Parti (syndicats, organisations paysannes), à leur travail parmi les masses, à la consolidation et à l'extension des syndicats, à leur unification et à leur centralisation, etc.

§56. Le Congrès constate la croissance de l'influence communiste dans les pays de l'*Afrique du Sud*. Le Congrès impose aux communistes la tâche essentielle d'organiser les masses travailleuses nègres, de consolider leurs syndicats par tous les moyens, de lutter contre le chauvinisme «blanc». La lutte contre l'impérialisme étranger de toute espèce, la défense de l'égalité absolue et complète des droits, la lutte acharnée contre toutes les lois d'exception relatives aux nègres, l'appui le plus décisif à la lutte des paysans contre l'expropriation de leurs terres, leur organisation pour la révolution agraire, le renforcement des groupes et des PC, — telles sont les tâches fondamentales des communistes.

§57. Le Congrès constate avec une satisfaction particulière que dans le pays de la *dictature prolétarienne*, en URSS, le Parti du prolétariat, le *PCURSS*, après avoir liquidé la déviation social-démocrate du trotskisme et surmonté diverses difficultés objectives économiques de la période de reconstruction, a remporté de sérieux succès dans l'œuvre d'édification socialiste en URSS et a passé au travail direct de reconstruction socialiste de l'économie rurale. Le travail ultérieur de l'édification socialiste en URSS devra se développer sur la base de l'industrialisation et d'un renforcement de l'édification socialiste dans les campagnes (domaines d'État, exploitations agricoles collectives et organisation de la masse des exploitations agricoles individuelles en coopératives), en réalisant systématiquement le mot d'ordre de Lénine: soutenir le paysan pauvre, s'allier au paysan moyen et lutter contre le koulak. Le Congrès constate que le PC de l'URSS a remarqué à temps les éléments de bureaucratisme de certains degrés de l'appareil de l'État, de l'appareil économique, syndical et même de l'appareil du parti, et mené une lutte impitoyable contre ces tendances. Le développement de l'autocritique, l'intensification de la lutte contre le

bureaucratisme, la cohésion des forces et le développement de l'activité de la classe ouvrière qui détient l'hégémonie dans le développement révolutionnaire de l'URSS, telles sont les tâches principales du Parti. Le Congrès exprime la certitude le Parti sortira vainqueur non seulement des difficultés économiques, inhérentes à l'état général arriéré du pays, mais aussi, à l'aide du prolétariat international, de tout conflit extérieur, préparé systématiquement par les dirigeants des États impérialistes.

## **8. — La lutte pour la ligne léniniste et pour l'unité de l'IC**

§58. En face des grandes difficultés de la période de stabilisation dans les pays capitalistes et des difficultés de la période de reconstruction dans l'URSS, des groupes d'opposition se sont formés dans l'IC et ont essayé de s'organiser à l'échelle internationale. Leurs diverses ailes et nuances (de l'extrême droite à l'extrême «gauche») ont trouvé leur expression la plus complète dans la critique de la dictature de l'URSS, en lui attribuant calomnieusement un caractère plus ou moins petit-bourgeois et en portant atteinte à la possibilité de mobiliser le prolétariat international. Dans les Sections nationales, ces conceptions étaient liées avec celles d'extrême-droite (groupe Souvarine en France) et d'extrême-«gauche» (Korsch, Maslow Allemagne). Tous ces courants inspirés et groupés par le trotskisme, après avoir constitué un bloc unique, se sont rapidement désagrégés après la défaite de l'opposition dans le PCUS. Le noyau fondamental de ce bloc, le «Leninbund» basé sur la plate-forme du trotskisme et organisé en un Parti indépendant, s'est démasqué lui-même comme une agence social-démocrate avérée; une partie considérable de ses effectifs avait passé directement à la social-démocratie, cet ennemi déclaré et acharné de la théorie et de la pratique de la dictature du prolétariat.

§59. À l'intérieur des PC, actuellement les déviations sont surtout des déviations de droite par rapport à la position politique juste, à cause de la stabilisation partielle du capitalisme et de l'influence de la social-démocratie. Elles se manifestent par les restes de «légalisme», par l'obéissance excessive aux lois, en se tenant à la remorque d'un mouvement de grèves, par une attitude erronée envers la social-démocratie (par

exemple, la résistance aux décisions du 9<sup>e</sup> Plénum du CEIC qui s'est manifestée dans une certaine mesure en France), par une réaction insuffisante à l'égard des événements internationaux, etc. Étant donnée l'existence de Partis social-démocrates relativement forts, ces déviations de droite sont particulièrement dangereuses et la lutte contre elles doit être placée au premier plan, ce qui présume une lutte systématique contre l'attitude conciliatrice envers le courant de droite au sein des PC. Cependant, il existe aussi des déviations «de gauche» qui trouvent leur expression dans la tendance à nier la tactique du front unique et à ne pas comprendre l'importance énorme du travail syndical; elles se manifestent aussi par la «phrase» révolutionnaire, et, en Chine par les tendances putschistes.

§60. Le Congrès impose à tous les Partis le devoir de lutter contre ces déviations avant tout au moyen de la persuasion. Le Congrès constate que les décisions du 7<sup>e</sup> Plénum élargi sur l'élévation du niveau théorique des cadres, sur la participation de nouveaux militants au travail responsable, etc., n'ont pas été réalisées dans plusieurs des pays les plus avancés. Devant la complexité extrême de toute la situation internationale et la possibilité de grands changements historiques, le Congrès estime nécessaire de prendre toutes mesures pour élever le niveau théorique des PC en général et de leurs cadres. Devant la nécessité de renforcer la direction centrale de l'IC et d'assurer une liaison plus étroite avec les Partis, le Congrès décide que les représentants

autorisés des Partis les plus importants doivent être mis à la disposition de l'IC en qualité de militants permanents de la direction.

§61. Le Congrès fait devoir au CEIC d'assurer aussi à l'avenir l'unité de l'IC et de ses Sections. Ce n'est qu'à la condition d'un travail coordonné pour la liquidation des divergences sur une base normale du Parti et, avant tout, par les méthodes de démocratie intérieure, qu'il est possible de surmonter les difficultés énormes du présent et de résoudre les grands problèmes de l'avenir immédiat. Les graves erreurs qui se révèlent à présent dans la vie intérieure de nos Partis (tendances bureaucratiques dans certains pays, baisse des effectifs, manque d'activité politique des organisations de base, etc.), ne peuvent être liquidés qu'en élevant le niveau politique des PC à tous les échelons de leur organisation sur la base d'une plus grande démocratie intérieure. Ceci n'exclut nullement, mais nécessite un renforcement, par tous les moyens de la discipline de fer à l'intérieur du Parti, une subordination absolue de la minorité à la majorité, une subordination absolue des organes subordonnés et des autres organisations du Parti (fractions parlementaires, fractions syndicales, presse, etc.) au centre du Parti, de toutes les Sections de l'IC, au CEIC. Le renforcement de la discipline prolétarienne dans les Partis, leur consolidation, la liquidation des luttes fractionnelles, etc., sont des conditions absolues à la lutte victorieuse du prolétariat contre toutes les forces mobilisées de l'impérialisme.

# Thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et la tâche des communistes

## 1. — La Menace de guerre impérialiste

§1. Dix ans après la guerre mondiale, les grandes puissances impérialistes signent le pacte de Kellogg mettant la guerre hors la loi; elles parlent de désarmement, elles s'efforcent, en soutenant les leaders de la social-démocratie

internationale, de faire croire aux ouvriers et aux travailleurs que la domination du capital de monopole assure la paix dans le monde entier.

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC dénonce toutes ces manœuvres comme destinées à tromper ignominieusement les masses. Il rappelle au prolétariat international, aux peuples travailleurs et opprimés du monde entier

l'expérience des dernières années, les incessantes petites guerres de brigandage des puissances impérialistes contre les peuples des colonies et les événements de cette dernière année, l'intervention contre la révolution chinoise, l'aggravation du conflit entre les puissances qui méditent un nouveau partage de la Chine, la concentration de troupes en Pologne, la menace directe qui est faite à l'indépendance de la Lithuanie — et, en même temps, le danger de plus en plus pressant où se trouve l'US, en face du bloc des impérialistes, à la tête duquel s'est placée l'Angleterre. Le Congrès rappelle tous ces faits qui illustrent la criminelle politique de guerre des impérialistes, capable de provoquer soudainement une formidable conflagration mondiale.

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial a donné l'analyse des forces politiques et économiques entrées en action pour préparer la prochaine guerre.

Les changements qui se sont produits dans la situation internationale depuis le 5<sup>e</sup> Congrès sont caractérisés par une formidable aggravation de tous les antagonismes capitalistes, par un très considérable renforcement économique et politique de l'US, par une rapide croissance du mouvement national-révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies, avant tout en Chine, et par l'aggravation de la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat dans les pays capitalistes.

Les antagonismes entre puissances impérialistes, dans la lutte pour les marchés, manifestent de plus en plus nettement. Mais plus encore ces antagonismes se dessine le conflit qui divise le monde entier en deux camps: d'une part, la totalité du monde capitaliste; de l'autre, l'URSS autour de laquelle se groupent le prolétariat et les peuples opprimés des colonies.

La lutte pour la destruction du pouvoir soviétique et de la révolution chinoise, pour une domination illimitée sur la Chine et pour la possession du marché russe, c'est-à-dire pour la possibilité d'utiliser les incommensurables réservoirs de matières premières et les débouchés offerts par ces pays, est une question de la plus haute importance pour le capital international et c'est sur ce point que se situe actuellement le danger d'une nouvelle guerre impérialiste.

§2. La guerre impérialiste qui s'annonce, ne sera pas seulement une guerre de machines, dans laquelle on utilisera de formidables

quantités de ressources matérielles, mais elle atteindra des millions et des millions d'hommes, elle frappera la masse des populations dans les pays belligérants. Les lignes de démarcation entre le front et l'arrière s'effaceront de plus en plus.

Le Congrès signale le grandiose accroissement des armements, de considérables innovations dans la technique militaire, les mesures prises pour militariser les populations et la vie économique de tous les pays capitalistes, la militarisation de l'Italie fasciste, la réforme militaire en France, les nouvelles lois militaires inspirées par la réaction en Tchécoslovaquie, l'intensification des préparatifs de guerre en Pologne, en Roumanie, sous la direction des états-majors des grandes puissances impérialistes, les préparatifs qui ont lieu en Allemagne pour restaurer l'ancien militarisme sous de nouvelles formes, la militarisation générale en Amérique, les préparatifs de guerre de la Grande-Bretagne dans ses Dominions, dans l'Inde en premier lieu, etc. La rivalité de l'Amérique et de l'Angleterre, comme puissances navales, nécessite de nouveaux armements. Dans la militarisation des masses, il est très important de considérer qu'en fait ces mesures générales étendent à la jeunesse et, partiellement, au moins en théorie, aux femmes (en France, en Pologne, en Bulgarie, etc.).

§3. En même temps que les impérialistes poursuivent leurs armements et leurs préparatifs de guerre, nécessités par la politique extérieure, ils accentuent la réaction chez eux, à l'intérieur. Si l'arrière ne «se tient pas tranquille» les impérialistes pourront guerroyer. La bourgeoisie prend toutes les mesures pour prévenir une résistance organisée quelconque des ouvriers contre sa politique de guerre.

Pour avoir cette «couverture de l'arrière», la bourgeoisie prend différentes mesures: telles sont les lois sur les syndicats en Angleterre, en Norvège, l'arbitrage en Allemagne, le plan de Mond concernant la collaboration des compagnies de chimie industrielle, la campagne pour la paix industrielle, pour les syndicats apolitiques (le «spencérisme» en Angleterre), les *Union Company* en Amérique, les syndicats fascistes de l'État italien, la loi sur la militarisation des syndicats en temps de guerre en France. Toutes ces mesures ont pour objet d'assurer l'écrasement par la force armée de tout mouvement de la classe ouvrière aussitôt que la

guerre aura été déclarée.

D'autre part il existe, non officiellement, des troupes armées telles que le «Casque d'Acier» en Allemagne, les «Schützkorps» en Finlande, les «Strelki» (chasseurs) en Pologne, la «Défense Nationale» en Autriche, etc.; toutes ces formations ont pour but de briser les grèves et d'écraser les mouvements ouvriers non seulement en temps de guerre, mais même dans la période des préparatifs. À ces organisations militaires ou semi-militaires se rattachent certaines ligues de femmes dans un grand nombre de pays. Les grandes puissances impérialistes soutiennent le fascisme dans l'Europe sud-orientale, ainsi qu'en Pologne, en Roumanie; car les méthodes fascistes sont d'une grande importance pour la préparation et le déclenchement de la guerre impérialiste, particulièrement contre l'URSS.

Les persécutions et les mesures de répression contre les PC sont aggravées systématiquement; les sections de l'IC dans tous les pays impérialistes sont menacées d'être bientôt réduites à une existence illégale.

§4. Tandis que se poursuivent les armements et de grandioses préparatifs de guerres impérialistes, la bourgeoisie et les pacifistes petits-bourgeois s'efforcent par des discours hypocrites de tromper les masses laborieuses sur la réalité des faits; sous couleur de pacifisme et de politique «pacifique» ils essaient systématiquement de dresser le prolétariat contre l'US. Dans la prochaine guerre, qui sera déclarée à l'US, le cri lancé par les bourgeois sera: «La guerre pour la paix! Contre le bolchévisme destructeur de la civilisation!»

La bourgeoisie et ses acolytes, les social-démocrates et petits-bourgeois pacifistes, parlent beaucoup de désarmement, de sécurité, d'arbitrage; il s'agit, paraît-il, de mettre la guerre hors la loi; tous ces bavardages ne peuvent que profiter à la politique nationaliste; ce sont là des actes de profonde hypocrisie.

La SdN, qui a été constituée voilà neuf ans, comme association d'impérialistes pour maintenir la paix de Versailles, basée sur un traité de brigandage, et pour écraser le mouvement révolutionnaire dans le monde entier, devient de plus en plus l'instrument immédiat des préparatifs de guerre impérialiste contre l'URSS. Toutes les alliances créées sous le protectorat de la SdN, tous les pactes ne servent qu'à dissimuler et à favoriser les préparatifs de guerre, particulièrement contre

l'US.

§5. Les impérialistes ne peuvent poursuivre leur politique de guerre qu'avec la collaboration active de la social-démocratie internationale. La guerre mondiale de 1914-18 avait déjà montré les réformistes sous leur vraie figure de social-patriotes et de chauvins. Depuis lors, la politique de la social-démocratie en est venue à s'affirmer ouvertement comme un social-impérialisme. Les leaders de la social-démocratie et des syndicats d'Amsterdam s'avèrent, sur toutes les questions décisives, non seulement les défenseurs, mais les militants actifs et l'avant-garde de l'impérialisme. Ils s'emploient tant qu'ils peuvent à favoriser les préparatifs de guerre impérialiste contre l'URSS.

Les leaders réformistes cherchent à accroître les scissions dans le mouvement ouvrier, en accentuant la lutte contre le mouvement communiste, en des dissensions dans les syndicats et dans les organisations des masses prolétariennes (en Allemagne et en Angleterre); ces procédés, au même degré que leur stratégie de défaitistes dans les grandes batailles économiques, tendent à renforcer la bourgeoisie, à affaiblir les positions du prolétariat et, par conséquent, à créer les conditions qui permettront à la bourgeoisie d'entreprendre de nouvelles guerres impérialistes. Le prolétariat doit considérer avec la plus grande attention les méthodes au moyen desquelles la social-démocratie prépare idéologiquement la guerre contre l'US. Voici quelques-unes de ces méthodes: a) on répand des légendes comme celle de «l'impérialisme rouge» et du «militarisme rouge», on assimile le fascisme au bolchévisme, etc.; b) on affirme que la dictature du prolétariat serait une cause de guerre, ou qu'elle en serait du moins une des causes; e) hypocritement, on prend cette position: «nous voulons soutenir les Soviets, mais nous nous opposons aux communistes et à l'IC»; on propage des opinions défaitistes sur le gouvernement soviétique, sous de fallacieuses formules «de gauche». Les dangers de guerre nous ont fourni, en cette dernière année, plusieurs exemples de l'application de cette méthode, notamment chez les social-démocrates en Allemagne. Non moins nettement, ces procédés ont été employés chez les alliés de la social-démocratie, les trotskistes, qui, par exemple, sont venus nous parler «thermidor», d'un «envahissement de *koulaks*», etc.



Les soi-disant leaders «de gauche» de la social-démocratie que le 8<sup>e</sup> Plenum a caractérisés comme les ennemis les plus dangereux dans le mouvement ouvrier, ont entièrement justifié cette caractéristique par leur trahison au cours de la dernière année et par leur conduite au Congrès de Bruxelles de la 2<sup>e</sup> Internationale: ce sont eux qui avec des phrases «de gauche» en des circonstances critiques, s'efforcent de tirer d'affaire aussi bien la bourgeoisie que les leaders réformistes de droite. Ils disent du régime soviétique et du mouvement communiste que ce sont les ennemis du front unique prolétarien, les ennemis de la «paix universelle» et les alliés «de la réaction» pour induire en erreur et troubler les ouvriers; ils facilitent ainsi à la bourgeoisie l'application de sa politique de guerre.

§6. Les événements des dernières années ont montré que le front principal de la politique de toutes les puissances impérialistes est de plus en plus nettement tourné contre l'US et la révolution chinoise. Mais les antagonismes s'aggravent aussi entre puissances impérialistes se disputant l'hégémonie. Si la première guerre mondiale de 1914-18 a directement amené une révolution prolétarienne et sa victoire dans l'ancien empire des Tsars, si elle a développé le mouvement émancipateur dans les colonies, si elle a provoqué des soulèvements et des mouvements révolutionnaires des masses prolétariennes en Europe, la guerre prochaine éveillera de puissants mouvements révolutionnaires qui s'étendront aux ouvriers de l'industrie américaine, aux larges masses paysannes dans les pays d'économie agricole et aux nombreux millions d'habitants des colonies opprimées. La crise du capitalisme, dont l'expression la plus nette est la guerre, peut provoquer un large mouvement révolutionnaire des masses, *même avant* que n'éclate le conflit. Les communistes doivent grouper les masses, les organiser et les diriger dans ce mouvement comme dans la lutte quotidienne, afin d'obtenir par des actes révolutionnaires, la conquête du pouvoir par le prolétariat, le renversement de la bourgeoisie, l'établissement de la dictature prolétarienne.

Si, les communistes, en Europe, ne réussissent pas à accentuer la lutte quotidienne pour les revendications les plus urgentes des ouvriers et à la transformer en une lutte ouverte par le pouvoir, pour le renversement de la bourgeoisie, — *dans les principaux États impérialistes*, c'est seulement le renversement

de la bourgeoisie qui pourrait empêcher une guerre, — cette lutte constante pour les intérêts immédiats des travailleurs. combinée avec celle qu'il faut mener contre l'impérialisme en général, augmentera considérablement l'activité de la classe ouvrière et gênera la bourgeoisie, tant dans ses préparatifs que dans ses entreprises de guerre. Il est clair que les tentatives de guerre des impérialistes devant être différées, grâce aux manifestations de masses du prolétariat, il deviendra plus facile dans la suite de transformer cette guerre impérialiste en guerre civile, et, par conséquent, de renverser les impérialistes. En tout cas, le prolétariat a de plus en plus de tendances vers la gauche, ainsi que les autres couches de travailleurs; le mouvement dans les colonies et semi-colonies se développe formidablement; cela crée une large base pour la diffusion de l'influence de l'IC et pour le renforcement de la lutte des communistes contre *toute* la politique de la bourgeoisie mondiale, qui mène aussi bien à aggraver l'exploitation et l'oppression qu'à déclencher des conflits et à provoquer des guerres.

## 2. — Le prolétariat devant la guerre

§7. La guerre est inséparable du capitalisme! La lutte contre la guerre exige, avant tout, que l'on comprenne clairement, dans chaque cas particulier, de quelle guerre il s'agit et quelles en sont les causes. Les réactionnaires tentent de justifier la guerre comme un phénomène naturel inévitable; non moins réactionnaires sont ceux qui, par des plans utopiques, par des phrases vides de sens, par des traités, des pactes prétendent arriver à supprimer la guerre; à tout cela le prolétariat oppose la marxiste-léniniste, profondément méditée, qui est la seule base scientifique d'une lutte effective contre la guerre.

La cause originelle de la guerre, en tant que phénomène historique, ne réside pas dans «un mauvais principe» naturel, inné aux hommes, et non pas davantage dans une «mauvaise» politique des gouvernements; cette cause réside dans la division de la société en classes, dont les unes se composent d'exploiteurs et les autres d'exploités. Le capitalisme est la cause des guerres de l'histoire moderne. Ces guerres n'ont rien d'insolite, elles ne le contredisent pas aux bases du capitalisme et de la propriété privée sur les moyens de production, ni au système de



concurrence et d'exploitation; elles en sont les conséquences directes.

L'impérialisme, en tant que stade du capitalisme arrivé à la période des monopoles, accentue les antagonismes dans telle mesure que la «paix» n'est qu'une pause en attendant de nouvelles guerres. La surface du globe et ses richesses économiques (exception pour les territoires où s'est établie la dictature du prolétariat) sur sont presque tout entières assujettis aux monopoles d'un petit nombre de grandes puissances. Mais comme le développement économique et politique des différents pays ne se fait pas à une cadence égale, il s'ensuit constamment la nécessité de refaire le partage du monde. Et, en fin de compte, ce partage ne peut se faire que par des guerres entre les principales puissances impérialistes. D'autre part, l'exploitation de centaines de millions de prolétaires et d'esclaves dans les colonies ne peut être maintenue que par des guerres d'oppression où l'on verse beaucoup de sang.

La guerre est inséparable du capitalisme: donc, on ne peut «supprimer» la guerre qu'en supprimant le capitalisme; donc, il faut renverser la classe des capitalistes-exploiteurs, il faut établir la dictature du prolétariat. Il faut construire le socialisme et l'on arrivera à faire disparaître les distinctions de classes. Toutes autres théories et propositions, si «réalistes» qu'elles puissent sembler, ne sont que tromperies et ne peuvent que prolonger le système de l'exploitation et des guerres.

C'est pourquoi le léninisme rejette toutes les théories pacifistes sur «la suppression de la guerre» en régime capitaliste, et indique aux masses ouvrières, à tous les opprimés, la seule voie qui conduise au but: le renversement du capitalisme.

§8. Mais le renversement du capitalisme n'est pas possible sans violence, sans insurrection armée, sans une suite de guerres du prolétariat contre la bourgeoisie. À l'époque actuelle de guerres impérialistes et de révolution mondiale, il est inévitable, l'a prouvé Lénine, que des guerres civiles soient déclarées par prolétariat à la bourgeoisie; on ne peut éviter des guerres de la dictature prolétarienne contre les États bourgeois et le capitalisme; on ne peut éviter des guerres nationales-révolutionnaires des peuples opprimés contre l'impérialisme. C'est pourquoi précisément, le prolétariat révolutionnaire, combattant pour le socialisme, combattant pour

mettre fin à toutes les guerres, ne peut en aucune manière se prononcer indistinctement *contre toute guerre*.

N'importe quelle guerre procède uniquement de la politique de certaines classes qui recourent en certaines circonstances à «d'autres moyens», d'autres procédés de violence. Par conséquent, le prolétariat doit soigneusement analyser la signification historique et politique, le sens de classe de *toute guerre qui se déclare*, et il doit évaluer avec une attention particulière le rôle des classes dirigeantes dans tous les pays belligérants du point de vue de la révolution prolétarienne internationale.

L'époque actuelle nous oblige de distinguer trois genres de guerres: 1. guerres entre États impérialistes; 2. guerres de contre-révolution impérialiste, dirigées contre des États prolétariens, contre les pays où l'on édifie le socialisme; 3. guerres nationales-révolutionnaires, principalement dans les colonies, contre l'impérialisme, qui répondent à l'oppression et aux attaques des puissances.

Dans *le premier cas*. — et nous avons un exemple classique dans la guerre mondiale de 1914-18, — les deux parties mènent une guerre impérialiste réactionnaire.

Dans *le deuxième cas*. — par exemple l'intervention contre la Russie soviétique (1918-21), — ce sont les impérialistes seuls qui mènent la guerre réactionnaire. Et, en face d'eux, la dictature prolétarienne mène alors une guerre révolutionnaire, pour la cause du socialisme, dans l'intérêt du prolétariat mondial.

Dans *le troisième cas*. — par exemple dans la guerre que les impérialistes mènent contre la révolution chinoise, — c'est encore l'impérialisme qui se livre à des opérations de réaction et de brigandage; mais la guerre que font les populations opprimées à l'impérialisme est juste: bien plus, elle est révolutionnaire, et, à l'époque actuelle, elle est un des moyens de propagation de la révolution prolétarienne mondiale.

Après avoir analysé ainsi, selon l'esprit marxiste, le caractère de chaque guerre, le prolétariat fixe sa position de principe et sa tactique. Le prolétariat lutte quand il y a guerre entre des États impérialistes: son point de vue est alors celui du défaitisme à l'égard de son propre gouvernement: il veut transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie. Le prolétariat des pays impérialistes adopte la même position de

principe quand il s'agit d'une guerre d'oppression, dirigée contre un mouvement national-révolutionnaire, et notamment contre les peuples des colonies; le prolétariat doit se conduire de la même façon s'il y a une guerre contre-révolutionnaire des impérialistes menaçant la dictature prolétarienne. En même temps, le prolétariat soutient même toutes les guerres nationales-révolutionnaires, toutes guerres du socialisme contre l'impérialisme, et organise la défense de la révolution nationale, de tout État où est établie la dictature prolétarienne.

§9. Tant que le prolétariat n'aura pas établi sa dictature, il devra, pour fixer sa tactique en temps de guerre dans son pays, analyser soigneusement et en détail la guerre en cours et chacune de ses phases. Des guerres nationales peuvent en effet devenir des guerres impérialistes.

On ne saurait suppléer l'analyse du caractère d'une guerre par l'examen de ses aspects formels, apparents, en considérant par exemple qu'il s'agit d'une agression. Dans la guerre de 1914, par exemple, il était absurde de s'en tenir à des apparences de ce genre; cela ne pouvait servir qu'à duper les masses.

Dans les guerres des puissances impérialistes contre les États révolutionnaires, la question de ces apparences d'offensive doit être envisagée, non d'un point de vue stratégique, mais dans un sens historique et politique. Celui qui attaque le premier n'est pas nécessairement celui qui fait une guerre injuste: l'injustice est du côté de celui qui représente la réaction, la contre-révolution, l'exploitation, l'impérialisme, contre une révolution nationale ou prolétarienne.

On peut appliquer d'une façon mensongère l'argument de l'agression: les socialistes français nous en ont donné un exemple, en 1925, quand ils ont pris parti pour la France qui déclarait la guerre au Maroc soulevé: ils ont prétendu alors que c'était le Maroc qui attaquait: et en était ainsi en fait. Ce fut aussi la position prise par les impérialistes-socialistes (Labour Party) quand la Grande-Bretagne intervint en Chine en 1927: ils parlèrent alors de «protéger la propriété et les vies des sujets britanniques».

§10. De la de position de principe adoptée par le prolétariat, devant chaque guerre en particulier, dépend l'attitude qu'il doit adopter aussi dans la question de la «défense de la patrie». Le prolétariat n'a point de patrie tant qu'il n'a pas conquis le pouvoir politique et n'a

pas arraché les moyens de production à ses exploiters. L'expression de «défense de la patrie» est une de celles que l'on rencontre constamment, dans tous les milieux: elle sert simplement à *justifier la guerre*. Quand le prolétariat où un État prolétarien luttent contre l'impérialisme, les travailleurs ont le devoir de défendre leur *patrie socialiste*. Dans les guerres nationales révolutionnaires, le prolétariat doit défendre son pays contre les impérialistes. Mais dans les guerres impérialistes, il doit, aussi énergiquement que possible, dénoncer «la défense de la patrie», qui n'est plus alors qu'une défense des exploiters et une trahison à l'égard du socialisme.

### **a) Le prolétariat lutte contre les guerres impérialistes**

#### *1) La lutte contre la guerre impérialiste avant son déclenchement*

§11. La lutte des communistes contre la guerre diffère radicalement de la politique des pacifistes de toutes nuances. Les communistes ne considèrent pas séparément la lutte contre la guerre et la lutte de classes; leur combat pour la paix fait partie de l'action générale entreprise par le prolétariat pour renverser la bourgeoisie. Ils savent que les guerres impérialistes sont *inévitables*, tant que subsistera la domination de la bourgeoisie.

Ceux qui auront considéré cette tendance objective de l'histoire, concluront peut-être qu'il serait absurde de lutter d'une façon plus spéciale contre la guerre. Bien plus: certains social-démocrates accusent même les communistes d'encourager les guerres impérialistes, dans l'esprit de hâter la révolution.

La première appréciation est une erreur. La deuxième est une stupide calomnie.

Bien que les communistes soient convaincus que la guerre impérialiste est inévitable, ils s'efforcent, dans l'intérêt des masses ouvrières et de tous les travailleurs auxquels ces guerres imposent les plus lourds sacrifices, ils s'efforcent, disons-nous, de lutter par tous les moyens, obstinément, contre la guerre impérialiste, et de la prévenir par la révolution prolétarienne.

Dans cette lutte, ils s'efforcent de grouper autour d'eux les masses, et ainsi, s'ils ne peuvent empêcher la guerre, ils tenteront du moins de la transformer en guerre civile pour renverser la bourgeoisie.

§12. Le premier devoir des communistes,

dans leur lutte contre la guerre impérialiste, c'est de faire tomber le rideau derrière lequel la bourgeoisie prépare la guerre, et de montrer aux masses la véritable situation. Avant tout, cela signifie qu'il faut mener la lutte la plus acharnée, dans la politique et dans la propagande *contre le pacifisme*.

Les communistes doivent considérer soigneusement et discerner nettement toutes les nuances du pacifisme, que l'on peut présenter ainsi, en ne parlant que des principales:

a) Il y a le pacifisme officiel qui sert aux gouvernements capitalistes à masquer leurs manœuvres, leurs intrigues entre eux et à l'égard de l'US (SdN, Locarno, Conférence du désarmement, «mise de la guerre hors la loi», etc.);

b) Il y a le pacifisme de la 2<sup>e</sup> Internationale (Hilferding, Paul Boncour, Macdonald), qui n'est qu'une ramification du pacifisme officiel de différents gouvernements, mais qui décore sa rhétorique de phrases «socialistes» ou même «marxistes»;

c) Il y a le pacifisme «radical» ou «révolutionnaire» de certains socialistes «de gauche» qui reconnaissent les dangers de guerre et n'y opposent que des niaiseries. Souvent ils exagèrent, quand ils parlent de la violence destructive des armes les plus modernes, et ils le font à dessein de démontrer qu'une guerre prolongée serait impossible, ou bien qu'on n'arriverait pas à la transformer en guerre civile;

d) Il y a un pacifisme teinté de religiosité, qui se base sur un mouvement clérical.

Dans leur lutte contre le pacifisme, les communistes doivent s'attacher soigneusement à faire la différence entre le pacifisme et les erreurs des masses populaires: celles-ci sont opposées à la guerre, elles sont disposées à l'empêcher, mais elles ne voient pas encore le seul chemin qui leur permettrait d'atteindre le but, celui de la révolution: elles sont donc victimes d'imposteurs, de ceux qui représentent les diverses tendances pacifistes. Les communistes, qui ont l'obligation d'expliquer sans relâche aux masses leurs erreurs et de les amener au front révolutionnaire pour la lutte contre la guerre, doivent lutter implacablement contre les mensonges des pacifistes et dénoncer infatigablement ceux-ci;

e) Le pacifisme «coopératif» qui existe sous ce nom, joue un rôle particulier: il repose sur l'Alliance Coopérative Internationale et sur la

Guilde Coopérative Internationale des Femmes à Londres. À ces organisations on peut rattacher celles de la bourgeoisie de gauche, comme par exemple, la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté.

§13. Plus les dangers de guerre sont pressants et évidents, plus devient dangereuse la tendance de ce qu'on appelle le «pacifisme radical» qui est, actuellement, représenté surtout par les social-démocrates de «gauche» en Allemagne, par le Labour Party indépendant en Angleterre et par les social-démocrates de plusieurs petits États (dont la Hollande et la Norvège): dans cette tendance, on donne comme mots d'ordre de belles phrases comme ceci: «qu'il n'y ait plus jamais de guerre»; «boycottons la guerre»; «grève générale en réplique à toute déclaration de guerre»; «grève militaire», etc. De ces phrases, les leaders réformistes se servent largement pour duper les masses. (C'est ainsi que l'Internationale d'Amsterdam parle de grève générale).

Dans les instructions que Lénine donnait à la délégation syndicale des Soviets, envoyée à la Conférence de la Paix, à La Haye, en décembre 1922, il attirait très justement toute l'attention des camarades sur la lutte à mener contre cette variété de pacifisme. Cette précaution a encore aujourd'hui toute sa valeur parce que, même dans les rangs communistes, il subsiste encore, inconsciemment, de forts préjugés et des déviations sur cette question. C'est pourquoi il est nécessaire: a) De réagir contre des phrases bruyantes comme celles-ci: «nous ne tolérerons plus la guerre»; «qu'il n'y ait jamais plus de guerres». Les communistes *ne peuvent pas* se borner seulement à corriger ces mots d'ordre, ils doivent mener une lutte active contre cette agitation, en dénonçant ceux qui l'inspirent, en en démontrant le vrai caractère, qui est de dissimuler les préparatifs de guerre. En de nombreux cas, on peut en dire autant du mot d'ordre «guerre à la guerre» que les social-démocrates lancent hypocritement comme une promesse, dans le but de duper les masses;

b) Il faut lutter contre les propositions des pacifistes «radicaux» qui prétendent prévenir les guerres. Les communistes ne peuvent pas se borner à dénoncer ces gens-là comme des phraseurs qui ne font rien pour réaliser leurs propositions si joliment radicales (grève générale, grèves militaires). Les communistes doivent montrer toute la fausseté de ces propositions pacifistes, toute leur puérité, en

expliquant aux masses la situation véritable dans laquelle éclate la guerre, en démontrant qu'il est impossible de *limiter* la lutte à des méthodes déterminées, mais qu'il est indispensable de recourir à toutes les formes de la lutte de classes; c) Il faut mener une lutte implacable et opposer ouvertement la critique contre toutes les manifestations qui seraient faites à l'étourdie, au sujet des dangers de guerre, dans les rangs de nos PC. Cela est particulièrement indispensable à l'égard des erreurs que les nôtres commettraient dans leurs articles, dans la presse et dans leurs discours aux parlements. En aucun cas, il n'est pas admissible que l'on fasse le silence sur des erreurs de ce genre.

§14. Tout en combattant le pacifisme et en s'opposant aux phrases révolutionnaires trop légèrement lancées, les communistes doivent remplir, dans leur lutte contre la guerre impérialiste, un certain nombre de tâches d'agitateurs et de propagandistes. Ces tâches, les voici:

a) Ils doivent réfuter en temps utile les sophismes et les phrases à l'aide desquelles la bourgeoisie et la social-démocratie essaient de justifier la guerre. Au premier plan, en ce sens, signalons le mot d'ordre de «défense de la patrie». La guerre faite à la Chine en 1927, a montré ce que valaient des mots d'ordre comme «la défense des vies et des propriétés», «la protection du commerce», «l'honneur du drapeau», etc. Durant la dernière guerre impérialiste, l'Entente, pour mobiliser les masses, parlait de «lutttes contre le militarisme prussien»; les puissances de l'Europe centrale parlaient de «lutte contre le tsarisme». Dans la prochaine guerre de l'Italie avec la France ou avec la Yougoslavie, on parlera de «lutte contre le fascisme réactionnaire»; la bourgeoisie, française ou serbe, utilisera les sentiments antifascistes des masses populaires pour justifier une guerre impérialiste. D'autre part, le fascisme, pour qu'on accepte sa politique de force, sa politique impérialiste, fait valoir que la péninsule est surpeuplée, qu'il y a une nécessité naturelle d'expansion, etc. Les PC ne se sont pas encore suffisamment appliqués à dénoncer tous ces sophismes.

b) «Il faut expliquer sans relâche, inlassablement, aussi concrètement que possible, comment les choses se sont passées durant la dernière guerre, et comment elles ne pouvaient se passer autrement. Il faut en

particulier montrer que «la défense de la patrie» sera nécessairement mise en question, et que l'immense majorité des travailleurs résoudra nécessairement ce problème au profit de la bourgeoisie.» (Lénine)

«Utilisant la récente expérience de la guerre, nous devons faire comprendre qu'une multitude de questions théoriques et pratiques se poseront dès le lendemain de la déclaration de guerre, et que la majorité des mobilisés sera dans l'impossibilité d'examiner ces questions avec plus ou moins de lucidité, en conscience et sans prévention.» (Lénine)

«Il faut expliquer aux gens les réalités des circonstances qui font le mystère dans lequel naît la guerre, et l'impuissance des organisations ouvrières, même soi-disant révolutionnaires, devant une guerre imminente.» (Lénine)

Les bolchéviks qui avaient leur organisation clandestine bien agencée, ont été le seul Parti qui ait pu continuer un travail révolutionnaire contre la guerre. Mais ils n'ont pas pu empêcher les masses d'accepter le moi d'ordre de «la défense de la patrie»; encore moins ont-ils pu empêcher la guerre; et pourtant, alors, la lutte de classes du prolétariat en Russie prenait un élan et, dans les rues de Pétersbourg, quelques semaines avant la déclaration de guerre, des barricades avaient surgi.

Il faut d'abord donner une sérieuse explication des immenses difficultés d'une lutte effective contre la guerre; on pourra seulement alors examiner les problèmes de tactique de cette lutte;

c) Enfin, il faut expliquer en détail aux masses ouvrières, l'expérience de la dernière guerre mondiale (1914-18), les différentes tendances dans le mouvement ouvrier, la lutte des bolchéviks contre la guerre et leur mot d'ordre essentiel: «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile».

§15. Ce travail d'agitation et de propagande doit être exactement combiné avec l'activité révolutionnaire quotidienne du Parti dans les masses. Ce sont là les plus importantes obligations dans la lutte contre la guerre impérialiste avant qu'elle soit déclenchée.

a) Le travail du Parti dans les entreprises et dans les syndicats doit en premier lieu viser les branches industrielles pour la mobilisation et la conduite de la guerre: la métallurgie, les produits chimiques, les transports. On attribuera une toute particulière importance de

l'application juste du front unique prolétarien, dont les résultats devront être consolidés sous forme d'organisations, comités d'action, etc.

b) Étant donné que, dans la plupart des pays, c'est la classe paysanne qui constitue la masse de l'armée, on s'attachera particulièrement à la propagande antimilitariste parmi les paysans. Ce travail sera favorisé par l'hostilité qui, presque partout dans les campagnes, s'affirme contre la guerre. La bourgeoisie s'efforce de maintenir son influence sur les campagnes et d'exciter la «combativité» des paysans; elle recourt pour cela à l'intervention des gros propriétaires, des paysans riches, des organisations d'anciens combattants, de la presse, de l'Église et de diverses méthodes fascistes ou pacifistes. À cette activité, les communistes doivent opposer la leur dans les villages en y accentuant la lutte de classes, ils doivent faire dans les masses paysanne de la propagande contre la guerre en basant sur l'expérience de la guerre mondiale, en combinant leur propagande avec la lutte pour les revendications économiques des paysans pauvres; ils doivent expliquer l'attitude du prolétariat à l'égard de la guerre; ils doivent faire du travail fractionnelle dans les syndicats réactionnaires de paysans; ils doivent organiser, contre la guerre, des Conférences de paysans pauvres et dans leur propagande au sein de l'armée, tenir compte des intérêts spécifiques de ces derniers.

c) Les mouvements nationaux dans les Balkans, en Pologne et ailleurs doivent jouer un rôle très considérable dans la lutte contre le danger de guerre impérialiste et pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. La lutte contre le danger de guerre impérialiste dans ces pays se rattache étroitement à celle qu'il faut mener contre les survivances du féodalisme, contre l'oppression nationale, dans le but développer une révolution agraire et nationale.

C'est pourquoi c'est un problème d'extrême importance pour les PC que celui de créer et d'élargir les blocs révolutionnaires du prolétariat, des paysans et des nationalités opprimées contre le capitalisme, contre les dangers de guerre impérialiste.

d) C'est est une question d'une importance décisive que le travail parmi les jeunes, et, avant tout, dans la jeunesse ouvrière. Tous les communistes, et pas seulement les organisations de nos jeunesses, doivent lutter

avec la plus grande énergie contre les organisations sportives bourgeoises, contre les organisations fascistes, les écoles militaires, etc., dans lesquelles la bourgeoisie prépare les jeunes gens pour la guerre impérialiste.

Ensuite, il faut lutter contre la préparation militaire des jeunes gens avant la caserne, comme on la pratique dans les pays bourgeois. Là où cette préparation aurait un caractère obligatoire, les communistes invitent les jeunes ouvriers à y prendre part, et organisent dans ces formations leur propagande pour éclairer la jeunesse et bien provoquer la décomposition des organisations militaires bourgeoises. Le même travail doit être fait dans les organisations de volontaires et associations de citoyens pour la préparation militaire. Dans ce but, les PC et la direction des jeunesses délèguent en mission certains de leurs membres à ces organisations, mais ils n'invitent pas la jeunesse ouvrière à en faire partie; ils demandent à celle-ci d'entrer dans les organisations prolétariennes de défense ou de créer des organisations de ce genre.

e) Étant donnée l'importance du rôle des femmes dans l'industrie, surtout en cas de guerre, le travail parmi les ouvrières et les femmes d'ouvriers s'impose particulièrement; il faut combattre l'influence que peuvent avoir sur elles les impérialistes par l'intermédiaire des organisations petites-bourgeoises; il faut les organiser en syndicats et autres groupements de masses prolétariennes. Il faut particulièrement tenir compte des plans de militarisation des femmes et considérer aussi avec une grande attention l'accroissement (c'est un fait) de l'influence exercée sur elles par les organisations pacifistes, confessionnelles et nationalistes de la bourgeoisie. Aucune négligence à l'égard de cette propagande ne saurait être admise; ce travail ne saurait être laissé seulement aux femmes communistes; c'est une erreur d'appréciation qu'il faut détruire par tous les moyens.

f) L'activité antimilitariste, le travail dans l'armée et la flotte, parmi les conscrits et les réservistes, *dans les organisations de défense bourgeoise*, où les éléments prolétariens doivent être fortement représentés, — voilà un tout organique, constituant le travail révolutionnaire du Parti dans les masses, travail qui doit atteindre tous les ouvriers.

§16. Lénine estimait que «le seul moyen» de poursuivre tout le travail révolutionnaire *après* la déclaration de guerre serait de créer *une*

*organisation clandestine*. Il faut également qu'il y ait une organisation illégale pour lutter contre la guerre avant même la déclaration du conflit. C'est un problème des plus importants dont l'étude pratique a été menée jusqu'à présent d'une façon très insuffisante: on l'a trop négligé et l'on n'y voit pas encore bien clair. Dans certains cercles de plusieurs de nos Partis, on garde ce préjugé nettement opportuniste de confier le travail de propagande antimilitariste uniquement aux jeunesses ou à des organisations spéciales, comme si le travail dans l'armée n'était pas obligatoire pour l'ensemble du Parti. Il faut résolument réagir contre cette manière de voir et commencer dès à présent le travail selon l'esprit des directives de Lénine. Les tâches à accomplir sont les suivantes:

a) Élargir le réseau de nos cellules de fabriques et d'usines qui, par suite de la terreur exercée par le patronat et par les régimes policiers, devront toutes, en des circonstances déterminées, se replier dans l'illégalité, dans une situation clandestine; tout sera pour préparer cette manœuvre.

b) On préparera les organes de direction, l'appareil de liaison, ainsi que les organes de la presse du Parti dont le fonctionnement devra être assuré, même sous le régime de répression le plus sévère.

Sans renoncer à utiliser toutes les possibilités que leur offre la légalité, les PC doivent, dès à présent, s'appliquer très activement à l'étude de ces problèmes. S'ils négligeaient ce devoir, le régime de terreur qui doit être établi dès la déclaration de guerre et dont nous avons déjà des symptômes dans plusieurs pays, anéantirait forcément les organisations du Parti et compromettrait ainsi les ressources essentielles d'une lutte révolutionnaire contre la guerre.

§17. Les PC doivent actuellement concentrer tous leurs efforts sur la préparation, la conquête et l'organisation des masses pour la lutte contre la guerre impérialiste. Les batailles du prolétariat et des autres éléments laborieux contre le renforcement de l'exploitation et de l'oppression — sur des questions de salaires, d'heures de travail, d'impôts, d'habitations, de politique sociale, d'injustices, de persécutions et de renforcement du danger fasciste — ne doivent pas être limitées aux seules revendications du mouvement; elles doivent toujours se rattacher nettement à la lutte contre la politique de guerre impérialiste; toutes les questions importantes de politique extérieure, d'armements, de mise en

œuvre de nouvelles ressources militaires, etc., doivent être soumises à l'examen des masses et utilisées pour des manifestations révolutionnaires. Dans cette lutte, le PC, sans cesser d'évaluer raisonnablement ses forces, doit hardiment et résolument prendre la tête des masses. Il doit organiser des manifestations, des grèves de protestation contre la politique de guerre de la bourgeoisie impérialiste et, au moment voulu, poser devant les masses la question de la grève générale et d'autres formes de luttes encore plus sérieuses.

## *2) La lutte en temps de guerre impérialiste*

§18. Le programme politique des communistes en temps de guerre impérialiste est celui-là même que le Parti des bolchéviks, sous la direction de Lénine, avait élaboré et appliqué dans sa lutte héroïque contre la première guerre mondiale. Les points essentiels de ce programme sont les suivants:

a) Refus de détendre la patrie impérialiste dans une pareille guerre; on expliquera aux ouvriers et aux paysans le caractère réactionnaire de la guerre; on combattrà très énergiquement toutes les tendances du mouvement ouvrier qui essaieraient, ouvertement ou par des détours, de justifier la guerre;

b) Défaitisme: on contribuera, dans chaque pays, à la défaite du gouvernement impérialiste dont on est sujet;

c) Véritable internationalisme: non plus en phrases «internationalistes» ni en «accords» de pure forme; mais un véritable travail révolutionnaire défaitiste du prolétariat dans tous les pays belligérants, ayant pour objet, dans chaque pays, le renversement de la bourgeoisie dirigeante;

d) Transformation de la guerre impérialiste des États en guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie. Pour la dictature du prolétariat, pour le socialisme, par des manifestations révolutionnaires de masses à l'arrière et par la fraternisation sur le front;

e) Une paix «juste» ou «démocratique» à la fin d'une guerre impérialiste est impossible si la bourgeoisie n'a pas été renversée, si le pouvoir n'a pas été pris par le prolétariat dans les principaux États belligérants. C'est pourquoi le mot d'ordre essentiel doit être non la paix, mais la révolution prolétarienne. Les communistes doivent lutter énergiquement contre toutes les phrases sur la paix qui deviennent, à un certain



moment, le principal instrument idéologique de la bourgeoisie empêcher que sa guerre ne se transforme en guerre civile.

*On ne peut pas limiter le travail à la propagande de ce programme; il est indispensable de conquérir les masses ouvrières à la lutte pour ce programme en appliquant la tactique du front unique par en bas.*

§19. «Transformer la guerre impérialiste en guerre civile», cela veut dire, avant tout, qu'il y aura des *manifestations révolutionnaires de masses*. Les communistes renoncent délibérément à employer tous les prétendus «moyens» de lutte contre la guerre qui empêchent le développement des manifestations révolutionnaires de masses. Par conséquent, ils repoussent aussi les actes individuels qui ne se rattachent pas à l'action révolutionnaire des masses ou qui n'en favorisent pas le développement; ils combattent la propagande de ces recettes contre la guerre qui sont en faveur parmi les éléments petits-bourgeois dans le mouvement ouvrier, comme, par exemple, le «refus de porter les armes», «le refus de tirer», etc. Ces pauvres moyens sont encore largement recommandés dans les masses et bien des ouvriers croient sérieusement qu'on peut arriver par là à quelque chose. En réalité, cette propagande est absurde et nuisible. Les communistes doivent dire aux ouvriers que la lutte contre la guerre n'est pas l'acte d'un seul homme à un moment déterminé; que les manifestations révolutionnaires de masses des ouvriers et des paysans pauvres, à l'arrière comme au front, pour renverser la bourgeoisie, et la lutte à main armée sont les seuls moyens à employer, auxquels tous les autres doivent être subordonnés. En combattant les recettes en question, qui nuisent à l'action des masses, les communistes éveillent dans la classe ouvrière l'héroïsme révolutionnaire pour la lutte contre la guerre impérialiste.

§20. C'est toujours du point de vue de la transformation de guerre impérialiste en guerre civile que les communistes apprécient *la question de la grève générale contre la guerre*. Ils ne peuvent considérer la grève générale, en soi, comme un moyen de lutte contre la guerre. Dès 1907, Lénine combattait le point de vue de Gustave Hervé, *repoussant* le mot d'ordre de la grève générale, cette «panacée» qu'on proposait sans tenir compte des circonstances et de la situation concrète, indépendamment de l'ensemble de la lutte de classes du prolétariat.

En 1922, Lénine adoptait sur ce point une position encore plus nette, d'après l'expérience de la guerre mondiale. Les indications et instructions données ce sujet par Lénine aux délégués pour la Conférence de La Haye restent entièrement valables jusqu'à présent: il est possible de «répliquer» à la guerre par la grève, de même qu'il est impossible d'y «répliquer» par la révolution dans le sens le plus simple et le plus littéral de ces termes. Mais si les communistes repoussent le mot d'ordre de «la grève générale *en réplique* à la guerre», et préviennent les ouvriers contre de telles illusions, qui ne peuvent que nuire à la véritable lutte contre la guerre, ils ne renoncent pas pour cela la grève générale, envisagée comme un des moyens de lutte, et ils considèrent comme une déviation opportuniste, à rejeter résolument, le refus de se servir de ce moyen. Avec d'autres actions de masses (manifestations, grèves dans les usines qui travaillent pour la défense nationale, grève des transports, etc.), la grève générale, mobilisant les masses, est un des principaux moyens de lutte et, comme transition vers le soulèvement armé, est un des stades à franchir pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cependant, cette transformation ne dépend pas seulement de la volonté du Parti; elle suppose une situation révolutionnaire, la capacité et les dispositions du prolétariat à opérer en masse, etc., toutes conditions qui n'existent pas encore à la déclaration de guerre, mais seulement au cours du conflit. Et même durant la guerre, la grève générale ne vient pas toute seule, elle est le résultat d'un flux grandissant d'actes révolutionnaires de masses (manifestations, grèves partielles, etc.) et du côté des communistes d'une préparation persévérante de lourds sacrifices. La grève générale en temps de guerre donnera sans aucun doute des résultats révolutionnaires plus vite qu'en temps de paix; mais il ne sera nullement plus facile de la préparer et de l'organiser. La bourgeoisie prendra ses mesures de précaution; elle répondra à la grève par la mobilisation des ouvriers grévistes ou par la militarisation des entreprises. C'est pourquoi les communistes ne peuvent, même en temps de guerre, se borner à une propagande abstraite de la grève générale; ils doivent continuer leur travail révolutionnaire quotidien dans les entreprises et les syndicats, détendant toujours les revendications économiques des ouvriers, rattachant ces revendications à la propagande contre la guerre,

organisant des Comités révolutionnaires d'usines, conquérant la base des organisations syndicales, éliminant des organisations les éléments social-patriotes, et quand la base sera conquise, faisant élire de nouveaux organes dirigeants à opposer à ceux des réformistes, organisant malgré ces derniers, déclenchant et élargissant des grèves partielles, etc. La grève générale ne doit pas être un mot d'ordre en l'air, elle doit plutôt être le but et le résultat de tout ce travail pratique.

Dans ce cas, le prolétariat révolutionnaire doit se préparer, si la grève générale réussit, à la diriger fermement, en des circonstances favorables, vers une insurrection armée.

§21. Toujours du point de vue de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, les communistes repoussent le mot d'ordre du *refus du service militaire* (boycottage de la guerre) que préconisent certains pacifistes «radicaux» et social-démocrates de «gauche»

a) L'idée de rendre la guerre impérialiste impossible en demandant aux mobilisés de ne pas répondre à l'appel, est aussi illusoire que l'idée de la grève générale comme «réplique» à la guerre. Ceux qui recommandent cette recette *affaiblissent* la vraie lutte révolutionnaire contre la guerre.

b) Quand bien même ce «boycottage de masses» réussirait partiellement, il en résulterait que les ouvriers les plus résolus, les plus conscients, *ne se trouveraient pas* dans l'armée. Le travail systématique des révolutionnaires dans l'armée — une des tâches essentielles de la lutte contre la guerre — ne pourrait être accompli.

C'est pourquoi Lénine avait parfaitement raison quand il écrivait, en 1922, d'après l'expérience de la guerre mondiale: «Boycotter la guerre, c'est une phrase stupide. Les communistes doivent marcher pour n'importe quelle guerre réactionnaire.»

Mais cette directive de Lénine à l'égard du service militaire ne signifie pas que les communistes doivent faire de l'agitation dans les masses ouvrières pour qu'elles s'engagent dans l'armée bourgeoise. Elle signifie que les communistes doivent résolument lutter contre le mot d'ordre du boycottage, qui ne peut que nuire et engendre des illusions, qu'ils doivent travailler pour la révolution et l'organisation des masses dans l'armée bourgeoise, pour l'armement du prolétariat, pour la transformation de la guerre impérialiste en

guerre civile.

C'est pourquoi, quand se pose la question de l'entrée dans l'armée bourgeoise, ou bien celle du refus de porter les armes (boycottage), les communistes doivent conseiller aux ouvriers et aux paysans pauvres d'accepter le service militaire, d'apprendre à se servir des armes, de faire dans l'armée du travail révolutionnaire, afin de pouvoir, le moment venu, tourner leurs armes contre la bourgeoisie.

Si au moment d'une déclaration de guerre se dessine un grand mouvement de masses, tendant à refuser le service militaire, il faut que les communistes soient dans les rangs de ce mouvement qu'ils lui donnent un caractère révolutionnaire, qu'ils émettent des revendications concrètes et des mots d'ordre d'action de masses contre la guerre impérialiste; il faut enfin qu'ils utilisent au maximum ce mouvement pour révolutionner les masses. Mais, en des cas pareils les communistes doivent combattre l'idéologie, le mot d'ordre pacifiste du boycottage. Ils doivent en toute franchise déclarer que ce moyen de lutte est insuffisant, qu'on rien fait quand on a simplement refusé de porter les armes; ils doivent expliquer aux masses la seule juste méthode de lutte contre la guerre impérialiste est de chercher à transformer celle-ci en guerre civile. Il faut faire une propagande énergique pour que l'on comprenne la nécessité du travail révolutionnaire dans l'armée bourgeoise.

Si la situation générale le permet, les communistes doivent utiliser des mouvements de masse de ce genre pour constituer des détachements de Partisans et pour développer immédiatement la guerre civile. Ceci se rapporte principalement aux pays où il existe un puissant mouvement national-révolutionnaire. Dans ces pays, si la guerre est déclarée, ou bien durant la guerre (surtout si elle se fait contre l'US), et si la situation est favorable, les communistes peuvent lancer le mot d'ordre d'un soulèvement national-révolutionnaire contre les impérialistes et de la formation immédiate de troupes de Partisans.

§22. Dans les pays où le service militaire n'est pas obligatoire, le gouvernement, au début de la guerre, ouvrira une campagne pour obtenir des engagements et, en cas de nécessité, établira le service universel obligatoire. Bien entendu, dans ces pays, la lutte des PC a aussi pour but de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Mais, dans les cadres cette lutte, les

communistes doivent également réagir contre la propagande bourgeoise réclamant des volontaires; ils doivent aussi lutter contre l'établissement du service militaire obligatoire. Cependant, on se gardera bien de laisser croire aux ouvriers qu'en refusant d'entrer dans l'armée et en combattant toute loi qui tendrait à établir le service militaire universel, on pourrait empêcher la guerre: ce serait une illusion; et elle aurait pour effet d'incliner les travailleurs à juger inutile le travail révolutionnaire dans l'armée. Il faut bien expliquer aux masses que cette lutte sur un terrain secondaire n'est pas tout dans la bataille générale engagée contre la guerre impérialiste. Il faut organiser le travail révolutionnaire dans l'armée et en déclarer nettement, ouvertement par la propagande, la nécessité.

§23. Pour la transformation la guerre impérialiste en guerre civile, le travail révolutionnaire sur le front est de la plus haute importance. En cela, les communistes ne doivent pas se borner à une simple propagande; ils doivent lancer des mots d'ordre d'action qui correspondront à la situation concrète.

a) Lorsque les soldats élèvent des revendications économiques et des plaintes, on recourra aux moyens du refus collectif de servir ou du sabotage; on organisera également certaines grèves de soldats et de matelots.

b) Le principal mot d'ordre d'action sur le front, c'est celui de la *fraternisation*. Le but est de rapprocher les soldats, les ouvriers et les paysans, des deux côtés des tranchées et de les unir contre les généraux de la bourgeoisie. L'expérience de la dernière guerre mondiale a démontré que la fraternisation de masses amène inévitablement une décomposition des armées, un regroupement de classes, et une lutte armée entre soldats et officiers. Les communistes à l'armée sont tenus d'organiser la fraternisation, en lui donnant une couleur politique bien nette, avant tout, en ce qui concerne la question de la paix et l'organisation des forces révolutionnaires dans l'armée.

### 3) La guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie

§24. La guerre impérialiste de 1914-18 s'est transformée, dans un certain nombre de pays de l'Europe orientale et centrale, en une guerre civile qui a permis au prolétariat russe de remporter la victoire. Les leçons de la révolution d'Octobre ont une signification décisive en ce qui concerne l'attitude du prolétariat à l'égard de la

guerre. Elles montrent: 1) que, dans ses guerres impérialistes, la bourgeoisie est forcée d'armer les ouvriers, mais qu'aux moments critiques, dans les défaites, etc., elle perd le contrôle des masses armées; 2) qu'une lutte poursuit logiquement contre la guerre suppose un travail pour révolutionner la masse des soldats, c'est-à-dire pour préparer la guerre civile; et 3) que les guerres civiles exigent une préparation sérieuse du prolétariat et de son Parti.

L'expérience des années qui suivirent, — 1919 et 1923 en Allemagne, 1923 en Bulgarie, 1924 en Esthonie, juillet 1927 à Vienne, en Autriche, — montre que la guerre civile du prolétariat est provoquée non seulement par les guerres impérialistes de la bourgeoisie, mais aussi par la situation «normale» du capitalisme contemporain qui aggrave au dernier degré la lutte de classes et crée des situations révolutionnaires. Les soulèvements du prolétariat à Shanghai en mars 1927, et à Canton, en décembre de la même année, comportent aussi d'importantes leçons pour le prolétariat, surtout les nations opprimées, pour les colonies et semi-colonies. Les événements de Shanghai, en particulier, montrent comment l'insurrection prolétarienne peut servir d'arme dans une guerre nationale contre l'impérialisme et ses laquais.

Cette expérience oblige les communistes, dans leur lutte contre les guerres impérialistes et contre-révolutionnaires, à poser, avant tout, nettement, devant les masses, les problèmes de la guerre civile prolétarienne, à étudier les leçons de ces soulèvements et à se les assimiler.

§25. Ces leçons, les voici:

a) Pour les *conditions primordiales* d'un soulèvement

Il faut qu'il y ait une situation révolutionnaire, c'est-à-dire une crise du pouvoir des classes dirigeantes, causée, par exemple, par des défaites militaires.

Il faut que, *plus que d'ordinaire*, la situation des masses soit devenue pénible et l'oppression plus dure à supporter, que les masses soient plus actives et prêtes à lutter pour le renversement du gouvernement par la révolution; il faut qu'il y ait un PC éprouvé, dont l'influence s'étende sur les couches les plus actives du prolétariat.

b) Pour ce qui est de la *préparation* du soulèvement

L'insurrection doit s'appuyer non seulement sur le Parti dirigeant, mais sur les masses

ouvrières. Le travail de préparation dans les organisations des masses prolétariennes, et en tout premier lieu dans les syndicats, leur participation active aux préparatifs d'insurrection, la création d'organes insurrectionnels pour le groupement des masses, tout cela est de la plus haute importance. Les problèmes de l'insurrection doivent être posés devant les masses.

L'insurrection doit s'appuyer sur l'élan révolutionnaire de toute la population laborieuse et avant tout sur les éléments semi-prolétariens et sur les paysans pauvres.

Il est indispensable de travailler énergiquement à provoquer la décomposition de l'armée bourgeoise; au moment de l'insurrection, la lutte s'engage pour la conquête de l'armée.

L'organisation de l'insurrection et la préparation militaire doivent compter parmi les tâches les plus importantes, dans le travail entrepris parmi les masses prolétariennes, ainsi que dans les colonies et semi-colonies.

Pour fixer le moment où doit se déclencher l'insurrection, on tiendra compte de toutes ces considérations objectives et subjectives. La date définitive ne pourra être bien choisie que s'il y a déjà un contact étroit entre le Parti et les masses du prolétariat révolutionnaire.

c) En ce qui concerne *l'application même* de la décision prise, on tiendra compte pour règle générale, qu'il ne faut pas jouer avec une insurrection; dès qu'on a provoqué le soulèvement, il est indispensable de poursuivre très énergiquement l'offensive jusqu'à écrasement définitif de l'adversaire. Toutes tergiversations amènent nécessairement à la défaite du mouvement armé; il est indispensable de jeter le gros des forces dont on dispose contre les forces principales de l'adversaire; il faut faire en sorte qu'au moment décisif, sur le point stratégique le plus important, la victoire soit du côté du prolétariat, il est indispensable de propager sans retard l'insurrection sur le plus large terrain possible. Il faut de l'art dans une insurrection: c'est avant tout un problème de politique et non pas seulement de science militaire. La direction d'un soulèvement ne peut appartenir qu'à un Parti révolutionnaire. Au moment de l'insurrection, le Parti doit subordonner toute son activité aux besoins de la lutte armée.

## **b) Le prolétariat défend l'US contre l'impérialisme**

§26. La guerre des impérialistes contre l'US est, de toute évidence, une guerre de classe, une guerre contre-révolutionnaire de la bourgeoisie contre le prolétariat. Elle a pour principal but de renverser la dictature du prolétariat et d'établir un régime de terreur blanche contre la classe ouvrière et les masses laborieuses dans tous les pays. La tactique du prolétariat des pays capitalistes, dans la lutte contre cette guerre, se base avant tout sur le programme bolchévik de lutte contre la guerre impérialiste: il faut transformer cette guerre des bourgeoisies en guerre civile. Cependant, les méthodes et les problèmes de la lutte, tant avant que pendant la guerre, doivent être adaptés aux conditions concrètes de la préparation de cette guerre et à son caractère de classe. La tactique subit d'importantes modifications dans la mesure où c'est «l'adversaire», pour les soldats d'une attaque armée lancée par un État impérialiste, est un pays de dictature prolétarienne et non pas une autre puissance impérialiste.

§27. En *concrétisant* la question du travail de propagande, à l'occasion d'une guerre impérialiste ou de préparatifs de guerre contre l'US, il est nécessaire de noter ce qui suit:

a) Le *pacifisme*, (dissimulant les préparatifs de guerre, est, pour ces derniers, un adjuvant très important. C'est pourquoi il est indispensable de renforcer la lutte contre le pacifisme et contre ses mots d'ordre spécifiques: contre la SdN qui dirigera la prochaine guerre déclarée à l'US au nom de la «civilisation» et de la «paix» ; contre le «pacifisme réaliste» qui considère l'US, ainsi que les révolutions prolétariennes et coloniales, comme menaçant la paix: contre le pacifisme «radical» qui veut, sous prétexte de s'opposer à «toute guerre» discréditer l'idée de la défense du pouvoir soviétique.

b) La *social-démocratie* en vient à préparer activement la guerre contre-révolutionnaire, la guerre contre le pouvoir soviétique. C'est pourquoi il est indispensable de renforcer par tous les moyens la lutte contre les leaders social-démocrates de droite comme de «gauche», ainsi que contre leurs acolytes, les trotskistes et les anarcho-syndicalistes. Avant tout il est nécessaire de dénoncer et de discréditer dans les masses divers mots d'ordre et arguments dont ces éléments se servent pour essayer de justifier une guerre faite à l'URSS: «lutte pour la

démocratie, contre la dictature»; «dégénérescence»; «thermidor» du pouvoir soviétique; et autres fables sur «l'impérialisme rouge»; et d'autres mots d'ordre comme celui de la «neutralité en cas de guerre» etc.

§28. La classe ouvrière internationale et les larges masses des travailleurs, voyant en l'US leur défenseur, la considèrent avec de plus de sympathie. Si, en outre, on remarque que la guerre impérialiste contre l'URSS en tant que guerre de classes, sera comprise par les masses ouvrière vite que ne le fut la guerre de 1917; que les masses ont maintenant l'expérience de la première guerre impérialiste mondiale et que l'avant-garde du prolétariat trouve dans l'IC une solide organisation révolutionnaire, on peut affirmer que les possibilités de lutte contre la guerre se sont accrues, que les conditions premières sont acquises pour l'application d'une tactique plus hardie.

a) Il est beaucoup plus facile à présent qu'en 1914 de prévenir une guerre, en renforçant la lutte de classes, en la poussant jusqu'à des manifestations des masses révolutionnaires contre le gouvernement qui aurait l'intention de déclarer la guerre à l'US. Les ouvriers anglais ont donné un exemple significatif d'une pareille action révolutionnaire en 1920 lorsque, créant des Comités d'action, ils ont forcé leur gouvernement à renoncer au mauvais coup qu'il méditait contre l'URSS.

b) Les conditions premières pour que le prolétariat des pays capitaliste transforme une guerre impérialiste contre l'URSS en guerre civile contre la bourgeoisie se présenteront plus vite que dans une guerre entre impérialistes.

C'est pourquoi, bien que les communistes des pays capitalistes, en cas de guerre contre l'URSS, repoussent le mot d'ordre d'une «grève générale» et ne se livrent pas là-dessus des illusions, ils doivent prévoir de plus grandes possibilités d'utiliser les grèves de masses et la grève générale avant la déclaration de guerre, dès le moment de la mobilisation.

d) En cas d'attaque par les armes contre l'US les communistes des nations opprimées et des États impérialistes doivent appliquer tous leurs efforts à provoquer le soulèvement des minorités nationales en Europe et dans les colonies ou semi-colonies, et à organiser des guerre nationales émancipatrices contre impérialismes ennemis du pouvoir soviétique.

§29. Dans la mesure où la guerre impérialiste sera dirigée contre l'US, patrie du prolétariat

international, la tactique à appliquer, comparativement à celle que motiverait une guerre entre impérialistes, se modifie de la manière suivante:

a) Le prolétariat des pays impérialistes ne doit pas seulement lutter pour la défaite de son gouvernement dans cette guerre; il doit activement chercher la victoire du pouvoir soviétique.

b) C'est pourquoi sa tactique et le choix des moyens de lutte, sont déterminés non seulement par les intérêts de la lutte de classes dans son pays, mais aussi par les intérêts de la guerre sur le front puisque c'est une guerre de classe de la bourgeoisie contre l'État prolétarien.

e) L'Armée Rouge n'est pas une armée «ennemie»: c'est l'armée du prolétariat international. Le prolétariat des pays capitalistes, en temps de guerre contre l'URSS ne se laissera pas intimider par la bourgeoisie qui l'accusera de haute trahison, et il ne renoncera pas sous la menace, à soutenir l'Armée Rouge contre sa propre bourgeoisie.

§30. Si «la défense de la patrie» dans les pays impérialistes est inadmissible, elle constitue un devoir impérieux pour tout révolutionnaire dans un État placé sous le régime de la dictature prolétarienne. La défense est ici représentée par le prolétariat armé de l'URSS. La victoire de la Révolution d'Octobre a donné aux ouvriers du monde entier une patrie socialiste — l'US. La défense de l'URSS contre la bourgeoisie internationale répond aux intérêts de classe et est un devoir d'honneur du prolétariat international. En 1919-21, les armées de l'intervention, lancées par quatorze États, au nombre desquels se trouvaient les plus grandes puissances impérialistes, ont été vaincues par le pouvoir soviétique, grâce au prolétariat international qui luttait pour la dictature prolétarienne en URSS en organisant des actions de masses révolutionnaires. Une nouvelle attaque contre l'US montrera que, malgré tous les préparatifs qui auront été faits, la solidarité internationale du prolétariat est un fait, en dépit de toutes les manœuvres contre-révolutionnaires de la social-démocratie.

Il faut considérer comme les alliés du prolétariat international, dans la défense de l'U.R.S.S: 1) les paysans pauvres et la masse moyenne dans les campagnes de l'Union; 2) le mouvement national-révolutionnaire émancipateur dans les colonies et semi-colonies.

§31. La politique internationale de l'URSS,

répondant aux intérêts du prolétariat qui est la classe dirigeante de l'Union et à ceux du prolétariat international, unissant fortement tous les alliés du prolétariat avec la dictature prolétarienne, créant une base pour l'utilisation des antagonismes entre les États capitalistes, est *une politique de paix*. Son dessein est de monter la garde au profit de la Révolution internationale, de protéger les entreprises de l'édification du socialisme dont l'existence même et la croissance contribuent déjà à révolutionner le monde; elle tend à différer le plus possible tout conflit armé avec l'impérialisme. À l'égard des États capitalistes, pour ce qui est de leurs rapports entre eux avec leurs colonies, cette politique consiste à lutter contre les impérialistes, les campagnes de brigandage dans colonies et contre le pacifisme qui sert à masquer ces entreprises.

La politique de paix de l'État prolétarien ne signifie pas du tout que le pouvoir soviétique se soit résigné à agréer l'existence capitaliste, comme le racontent des calomniateurs, les social-démocrates et leurs acolytes, les trotskistes, qui cherchent à discréditer ce pouvoir aux yeux du prolétariat international. La politique de l'État soviétique est celle qu'a tracée Lénine pour la dictature prolétarienne. Elle présente seulement un autre aspect plus avantageux dans les circonstances actuelles de la lutte contre le capitalisme à laquelle s'est attachée l'URSS, avec persévérance, depuis la révolution d'Octobre.

§32. Le prolétariat de l'US n'a pas d'illusions à la possibilité d'une paix solide avec les impérialistes. Il sait qu'une attaque de l'impérialisme contre le pouvoir soviétique est inévitable, que, dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale, des guerres entre États prolétariens et États bourgeois, pour que le monde s'affranchir du capitalisme, sont *inévitables et nécessaires*. Aussi le premier devoir du prolétariat militant pour le socialisme, est-il de faire tous les préparatifs indispensables, dans sa politique, dans son économie, dans son armée, pour le cas d'une guerre; il doit fortifier son Armée Rouge, puissant instrument du prolétariat, il doit former les masses laborieuses aux exercices militaires. Dans les États impérialistes, il y a une contradiction criante entre leur politique de formidables d'armements et leurs doucereuses phrases de paix. Cette contradiction *n'existe pas* du côté du pouvoir soviétique qui prépare sa défense, qui prépare la guerre révolutionnaire et

maintient logiquement, persévéramment, une politique de paix.

### **c) Le prolétariat soutient et mène les guerres nationales-révolutionnaires des peuples opprimés contre l'impérialisme**

§33. Les guerres nationales-révolutionnaires des peuples opprimés des colonies et semi-colonies contre les impérialistes, dont Lénine avait prévu le développement inévitable dès 1916, et qui s'annonçaient d'abord *théoriquement*, sont devenues un fait d'histoire en ces dernières années. Telles sont: la guerre du Maroc contre l'impérialisme français et espagnol; les insurrections en Syrie; les guerres du Mexique et du Nicaragua contre l'impérialisme des États-Unis; les guerres de Canton révolutionnaire contre Hongkong en 1925, et, enfin, l'expédition du Nord, en Chine, en 1926-27. Les guerres nationales-révolutionnaires joueront un rôle important dans l'époque actuelle de révolution mondiale. C'est pourquoi le prolétariat doit apporter la plus extrême attention aux leçons et à l'expérience qui se dégagent de ces guerres, surtout aux leçons qui nous restent de l'expédition de 1926-27 dans le nord chinois.

Le prolétariat chinois soutenait alors avec pleine raison, l'expédition des sudistes contre les militaires du Nord et les impérialistes cachés derrière ces derniers, bien que la direction des sudistes fût entre les mains de la bourgeoisie. Non seulement le prolétariat désirait la défaite du gouvernement contre-révolutionnaire nordiste et y travaillait, mais il agissait contre la bourgeoisie hésitante, contre les conciliateurs, contre la trahison bourgeoise, il agissait pour la conduite révolutionnaire de la guerre et pour l'hégémonie du prolétariat dans cette vaste action. Cette ligne générale, qui avait été indiquée aux communistes chinois par l'IC, était conforme aux principes de Marx et d'Engels à l'égard des guerres nationales du siècle passé, ainsi qu'à la doctrine de Lénine.

§34. Mais le PC chinois a commit un certain nombre de fautes grossières, qui doivent rester de sérieuses leçons pour les communistes de tous les peuples opprimés. Le devoir du PC chinois dans cette guerre était d'utiliser, par tous les moyens, la situation révolutionnaire qui existait alors pour créer son armée prolétarienne, pour étendre son organisation militaire, préparer les ouvriers et les paysans, pour faciliter au prolétariat les voies qui le conduiraient à diriger la révolution. Bien que, pendant l'expédition du



Nord, les conditions objectives aient été favorables au PC, celui-ci se montra pratiquement incapable d'utiliser l'appareil militaire et politique du Kuomintang pour agir dans l'armée, et n'essaya pas de se créer une armée à lui.

Le PC s'appliquait exclusivement à manœuvrer avec les officiers du Kuomintang au lieu de concentrer ses efforts dans la propagande parmi la masse des soldats, dans l'organisation de celle-ci, au lieu d'amener les masses ouvrières et paysannes à cette armée pour en changer le caractère. Le PC n'eut pas conscience de l'importance révolutionnaire d'un armement des masses ouvrières et paysannes et ne s'occupa pas, comme il convenait, de préparer et de diriger une guerre de Partisans, avec des éléments recrutés dans la classe paysanne.

§35. En soutenant toute guerre nationale révolutionnaire, le prolétariat doit appliquer une tactique déterminée par l'analyse concrète des circonstances, par le rôle que jouent les diverses classes, etc. C'est ainsi que la tactique de Marx, en 1848, lorsqu'il lança le mot d'ordre de la guerre contre le tsarisme, était autre que celle qu'il adopta en 1870, quand l'Allemagne attaqua Napoléon III. Les communistes chinois ont eu parfaitement raison de conclure, lors de l'expédition dans le Nord, une alliance provisoire avec la bourgeoisie démocratique et de marcher avec celle-ci, tant qu'elle lutta contre les agents de l'impérialisme, — d'autant plus qu'alors, les communistes avaient la possibilité de faire de la propagande et d'éclairer les esprits dans le camp national-révolutionnaire. Cependant, la tactique des communistes allemands, en 1923, lorsque se posa la question de la défense nationale contre l'invasion de l'impérialisme français, devait être toute différente. Le PC allemand devait rattacher la question de la défense du pays à celle de la lutte pour le renversement de la bourgeoisie qui était incapable de jouer un rôle révolutionnaire. C'est sur le même plan que les communistes chinois doivent placer maintenant la question de la lutte nationale contre l'intervention japonaise. Ils doivent rattacher la question de la défense révolutionnaire du pays à celle de la lutte pour le renversement de Tchang Kai Chek et de la bourgeoisie du Kuomintang, pour la réalisation de la dictature révolutionnaire-démocratique des ouvriers et des paysans.

Il est nécessaire, cependant, de noter que les guerres nationales dans lesquelles le

prolétariat, en combattant l'impérialisme, peut provisoirement marcher avec la bourgeoisie démocratique, deviennent de plus en plus rares, car la bourgeoisie des pays opprimés, redoutant une révolution ouvrière et paysanne, devient réactionnaire et se laisse acheter par les impérialistes. De plus en plus nettement on voit venir des guerres nationales d'un nouveau genre, dans lesquelles seul le prolétariat pourra jouer le rôle dirigeant. Ceci concerne également les guerres nationales de l'Amérique latine contre l'impérialisme des États-Unis. La tendance à la transformation des guerres et soulèvements nationaux en révolutions démocratiques du prolétariat, ou bien en révolutions par le prolétariat, tendance que Lénine avait indiquée dès 1916 s'est considérablement accentuée.

§36. La question d'une guerre nationale-révolutionnaire — étant donné qu'il y a un très grand nombre de nationalités et de minorités nationales opprimées dans plusieurs États de l'Europe refaite par le traité de Versailles, — jouera un rôle considérable *sur notre continent*, et avant tout quand il s'agira de transformer une guerre impérialiste en guerre civile. Ce n'est pas seulement en Pologne et en Roumanie que, par des cruautés, par la dernière violence, dans les provinces frontières, on opprime des populations qui cherchent à se rattacher à leur patrie soviétique, Blancs-Russes, Ukrainiens et Bessarabiens; ce n'est pas seulement en Tchécoslovaquie et dans les Balkans; mais c'est aussi en Italie, en France, en Espagne, en Belgique, en Grande-Bretagne (Irlande) que les PC doivent soutenir les mouvements émancipateurs des nations opprimées et des minorités nationales: les communistes doivent diriger leur lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et défendre intraitablement le droit de ces nationalités à disposer d'elles-mêmes, leur droit à la complète indépendance si la question se pose. En appliquant avec persévérance cette politique, les communistes doivent se préparer et préparer les masses opprimées, le moment où serait déclarée une guerre impérialiste et antisoviétique, à organiser une insurrection ou bien une guerre contre la bourgeoisie.

§37. De la doctrine de Marx et de Lénine, et de l'expérience des guerres nationales de ces dernières années découlent les règles suivantes pour la tactique du prolétariat dans les guerres nationales émancipatrices:

a) Si le prolétariat soutient une guerre de cette sorte, et, dans certains cas, collabore provisoirement avec la bourgeoisie, cela ne signifie jamais qu'il renonce à la lutte de classes. Même dans le cas où la bourgeoisie agirait provisoirement contre l'impérialisme, et en commun avec le prolétariat, elle reste l'ennemie du prolétariat, elle essaie seulement d'utiliser celui-ci, tout en poursuivant des buts qui ne sont qu'à elle.

b) C'est pourquoi le prolétariat ne doit en aucun cas adopter simplement la politique et les mots d'ordre de la bourgeoisie; mais il doit sans aucun doute agir pour lui-même, d'après un programme politique bien à lui, d'après ses propres mots d'ordre et en créant des organisations révolutionnaires de son milieu (Partis, Syndicats, Milices ouvrières, Troupes prolétariennes). Les communistes doivent préparer les masses à l'inévitable trahison de la bourgeoisie, et prendre toutes les mesures possibles pour garantir les positions du prolétariat; Ils doivent gêner, autant qu'ils le pourront, la bourgeoisie dans la lutte que celle-ci mènera pour ses intérêts de classe et ils doivent préparer le renversement de cette puissance sociale.

Dans les guerres nationales, où la bourgeoisie, ou bien les gouvernements bourgeois jouent un rôle contre-révolutionnaire (comme dans la lutte actuelle des ouvriers et paysans chinois contre le partage de la Chine par les impérialistes), les communistes doivent agir de manière à renverser le gouvernement bourgeois, sous le mot d'ordre de la défense révolutionnaire du pays.

§38. Par analogie, il faut poser la question de la guerre nationale pour les pays où la différenciation de classes est *peu* avancée, par exemple chez les Marocains, les Druses, les Syriens et les Arabes. Dans ces groupes ethniques, l'autorité patriarcale et féodale joue un rôle analogue à celui de la bourgeoisie dans les colonies plus évoluées. Une collaboration provisoire avec ces chefs durant la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme est admissible; mais on doit toujours considérer le danger que ces chefs ne se laissent acheter par les impérialistes ou ne subordonnent la lutte à leur émancipation à leurs intérêts de caste. C'est pourquoi les guerres nationales de ces peuples doivent autant que possible se rattacher à la lutte contre le féodalisme, ou bien contre les dignitaires féodaux, pour la liquidation de toute

féodalité.

§39. Les problèmes du prolétariat *international*, concernant les guerres émancipatrices des peuples opprimés et les expéditions de l'impérialisme oppresseur contre les mouvements nationaux-révolutionnaires et les révolutions, sont, à peu d'exceptions près, les mêmes que ceux qui se posent lorsqu'il y a guerre impérialiste contre le pouvoir soviétique:

a) Lutte contre la guerre d'oppression par aggravation des antagonismes de classes, dans le but de transformer cette guerre en guerre civile, contre la bourgeoisie impérialiste.

b) Application rigoureuse et suivie de la tactique du défaitisme à l'égard du pays impérialiste et de ses armées; lutte pour la victoire du pays opprimé, concours donné à ses armées.

c) Encouragements donnés à la fraternisation entre soldats des armées impérialistes et soldats des armées révolutionnaires dans les colonies, ainsi qu'à l'adhésion collective de soldats de l'impérialisme aux armées nationales-révolutionnaires.

d) Lutte, avant tout par des manifestations révolutionnaires de masses, contre l'expédition de navires de guerre et de transport aux colonies; lutte contre les prolongations de service militaire des soldats engagés dans les guerres coloniales; lutte contre l'accroissement des budgets de guerre et contre les emprunts que les impérialistes accorderaient à des gouvernements et à des militaristes dans les colonies; lutte contre les préparatifs de guerre impérialiste sur les territoires concédés, sur les chemins de fer et les fleuves des colonies.

d) Opposition aux massacres commis par les impérialistes dans les colonies, et toutes les mesures qu'ils prennent pour soutenir les gouvernements indigènes, afin d'écraser les masses laborieuses.

§40. En ce qui concerne la lutte actuelle contre l'intervention en Chine, elle diffère, pour la tactique, de celle qui a été menée contre l'intervention, lorsqu'une partie de la bourgeoisie chinoise et le Kuomintang jouaient encore un certain rôle révolutionnaire. Les guerres intérieures d'aujourd'hui entre divers chefs militaristes indigènes sont en somme l'expression des conflits qui existent entre diverses puissances impérialistes sur la question du partage de la Chine. Tous les Partis en lutte, qui représentent différentes fractions de la bourgeoisie et des propriétaires, ont un

caractère contre-révolutionnaire. Le prolétariat international doit, devant la situation actuelle en Chine, tout en continuant sa lutte active pour la défense des ouvriers et paysans chinois, dénoncer le rôle contre-révolutionnaire de tous les *gouvernements* bourgeois du pays et des chefs militaristes, qui sont les instruments de l'impérialisme. Contre l'impérialisme on *ne doit soutenir* que la révolution des ouvriers et paysans chinois. Il n'est pas permis actuellement d'appliquer aux armées des bourgeois chinois le mot d'ordre de l'adhésion aux peuples opprimés des colonies.

Bien que la tactique ait été ainsi modifiée, la lutte contre l'intervention ne doit *en aucun cas faiblir*. Pourtant, la majorité des PC ont tiré cette conclusion des modifications de la tactique à l'égard de la révolution chinoise, et ils ont commis ainsi une faute sérieuse.

### 3. — Le prolétariat et l'armée

§41. Une des grosses erreurs de la plupart des PC est de poser la question de la guerre d'une façon abstraite, et exclusivement du point de vue de la propagande et de l'agitation, sans examiner assez sérieusement la question de l'armée, facteur décisif dans toutes les guerres. Il faut expliquer aux masses le sens de la politique révolutionnaire dans la question de la guerre et il faut travailler l'armée: sans cela, toute lutte contre la guerre impérialiste, tout effort pour préparer les guerres révolutionnaires restent limités au domaine de la théorie.

Le plus souvent, cette erreur s'explique, si l'on peut dire, par l'hérédité, par une tradition pourrie depuis l'ancienne 2<sup>e</sup> Internationale, qui n'a pas cessé de déclamer contre la guerre impérialiste, mais qui n'a pas fait le moindre travail dans les armées, qualifiant d'«anarchiste» Kart Liebknecht qui réclamait ce travail. Au lieu d'une politique révolutionnaire dans l'armée, la 2<sup>e</sup> Internationale recommandait de «remplacer l'armée permanente par une milice populaire». Ce mot d'ordre, «une milice populaire» qui convenait à l'époque où se formaient en Europe des États nationaux, avait encore une certaine valeur révolutionnaire: car il s'agissait de licencier l'armée permanente en un temps où le tsarisme et l'absolutisme représentaient une menace de réaction pour la révolution (jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle). Mais avec l'accroissement de l'impérialisme, ce mot d'ordre ne suffit plus et, en fin de compte, c'est un mot de d'ordre chauvin (Hydman, 1912). La

2<sup>e</sup> Internationale renouvée a déjà renoncé à sa recette d'une «milice populaire», pour subordonner définitivement sa politique aux intérêts de la bourgeoisie des différents États. En France, la 2<sup>e</sup> Internationale, sous prétexte de maintenir ce vieux mot d'ordre de la «milice populaire» se prononce pour une «armée du peuple» impérialiste; en Allemagne et en Angleterre, sous prétexte de désarmement, elle demande une armée de mercenaires. «Le droit de chaque État de choisir librement l'organisation de son armée» que proclame la 2<sup>e</sup> Internationale équivaut en fait à la liberté de renouveler les événements du 4 août. En même temps, les valets de la bourgeoisie, les social-démocrates, continuent leur campagne de calomnies contre l'Armée Rouge et la dictature du prolétariat en URSS dénonçant un prétendu «militarisme rouge».

À cette politique de guerre contre-révolutionnaire, toute faite pour servir les intérêts de la bourgeoisie, les communistes opposent une politique de guerre révolutionnaire, dans l'intérêt de la révolution prolétarienne internationale. Bien entendu, il ne peut y avoir de recette générale pour savoir quelle position on doit prendre à l'égard de telle ou telle armée. Le prolétariat doit se guider dans ses rapports avec les différentes armées sur des principes différents: il doit se demander quelle classe et quelle politique sont servies par telle ou telle armée. Ce qu'il importe de considérer, ce n'est pas précisément le système militaire en vigueur dans tel ou tel État, ni la forme d'organisation de l'armée; mais, il faut savoir avant tout si cette armée, par son rôle politique, est impérialiste, nationale ou prolétarienne. Les communistes doivent se guider sur l'engagement de Marx et d'Engels qui, à l'époque des grandes guerres nationales, se prononçaient contre l'idée des milices populaires, utopie de la démocratie petite-bourgeoise, et se déclaraient pour le service militaire obligatoire, pour la démocratisation des armées existantes et leur transformation en armées révolutionnaires: après la Commune de Paris, Marx et Engels, — dégageant la leçon la plus importante de la Commune, du point de vue de la révolution prolétarienne, — réclamèrent la destruction de l'appareil politique bourgeois et, pour la question militaire, le licenciement des armées bourgeoises permanentes que devaient remplacer des troupes formées de tout l'ensemble du peuple armé. Lénine restitua et développa l'enseignement de Marx et d'Engels,

falsifié par la 2<sup>e</sup> Internationale, et rédigea le programme militaire de la révolution prolétarienne.

### **a) Attitude du prolétariat à l'égard de l'armée des États impérialistes**

§43. Dans les États impérialistes, l'attitude du prolétariat à l'égard de l'armée est déterminée par ce qui suit:

L'armée, indépendamment de l'organisation qu'elle peut avoir, constitue une partie de l'appareil de l'État bourgeois que le prolétariat, quand il fera sa révolution, devra briser et non pas démocratiser.

Le problème se posant ainsi, il n'y a plus aucune distinction à faire entre divers modes d'organisation, entre une armée permanente ou une milice, entre une armée recrutée par le service universel obligatoire ou bien formée de mercenaires, de soldats de métier. «Pas un soldat, pas un sou pour votre armée», — c'est-à-dire la lutte la plus implacable contre le militarisme bourgeois, contre toutes ses armées, quelle qu'en soit l'organisation, le rejet de tous crédits de guerre, etc.

Ce principe est applicable aussi bien à l'armée permanente qu'à une milice démocratique, qui sont deux aspects de la même réalité: l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. Les revendications démocratiques partielles, auxquelles le prolétariat ne renonce en aucun cas, prennent un caractère tout autre qu'en temps de révolution démocratique: elles ont pour but non de démocratiser l'armée ou la milice, mais d'en provoquer la décomposition.

Bien entendu, cette position de *principe*, toujours la même à l'égard de toutes les armées impérialistes, *ne doit pas* nous conduire à ignorer les grosses différences qui existent entre les systèmes de défense et d'organisation de l'armée de tels ou tels États: ces différences ont leur importance pour le travail *pratique*.

Bien que les armées des pays impérialistes soient des éléments de l'appareil d'État bourgeois, elles englobent de plus en plus, directement ou indirectement, les forces vives des populations, par suite des rivalités et des guerres qui se produisent entre États capitalistes: ainsi, l'ensemble de la population est militarisée («la nation armée»), les femmes mobilisées, la jeunesse soumise à la préparation militaire, etc.). Quand la guerre mondiale fut achevée, cette tendance fut affaiblie pendant un certain temps; mais à présent, à la veille d'une

nouvelle guerre, elle se manifeste très fortement (aux États-Unis, en France, en Pologne). Cependant, par une conséquence directe, les antagonismes de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre les exploités et les exploités, ont leurs répercussions dans les armées, entre les officiers et les simples soldats. La militarisation des masses a pour effet, comme le disait Engels, de ruiner toutes les armées bourgeoises par l'intérieur. Les communistes ne doivent donc pas boycotter ces armées, ils doivent y entrer et y prendre, en révolutionnaires, la direction de ce processus objectif de décomposition intérieure.

La bourgeoisie s'efforce par tous les moyens de se donner une armée sûre, — par un dressage sévère, par les cruautés de la discipline, en isolant les soldats de la population, en leur interdisant de s'occuper de politique et même, dans certains cas, en leur assurant une situation privilégiée dans la société.

On notera qu'en ces dernières années, même dans les pays où existe encore le service militaire obligatoire, comme la France, ou bien là où il a existé (en Allemagne), la bourgeoisie adopte de plus en plus le système du recrutement d'une armée de métier, composée d'éléments d'élite. Mais elle ne peut échapper à la nécessité de militariser les masses: elle ne réussit qu'à combiner l'utilisation des «mercenaires» avec celle de la «nation armée» ou bien d'organisations telles que les milices. Elle ne peut arrêter, elle peut seulement retarder le processus de décomposition de ses armées et gêner considérablement le travail révolutionnaire. Aussi les communistes ont-ils l'important devoir d'étudier les conditions de travail qui leur sont faites par la réaction et d'opposer aux nouvelles méthodes de la bourgeoisie de nouvelles méthodes de travail révolutionnaire.

§45. L'attitude du prolétariat à l'égard de l'armée impérialiste doit exactement correspondre à son attitude devant la guerre impérialiste. Aussi le défaitisme et le mot d'ordre de transformer la guerre impérialiste en guerre civile nous sont-ils des indications sur la manière dont il faut considérer les problèmes plus particuliers de la défense et de l'organisation de l'armée.

Milice bourgeoise, service militaire obligatoire pour tous, éducation militaire de la jeunesse, — tout cela comptait jadis parmi les revendications de la démocratie révolutionnaire;

mais en tout cela, nous ne trouvons plus que des moyens ordinaires de réaction, pour l'oppression des masses et la préparation de la guerre impérialiste; il faut donc lutter contre tout cela très énergiquement. Ce principe de la politique communiste est applicable même dans les pays où la bourgeoisie a formé des troupes de métier et renoncé au service militaire obligatoire pour tous (par exemple, en Allemagne). Bien que le service obligatoire présente certains avantages pour le travail révolutionnaire, en permettant aux ouvriers d'apprendre l'usage des armes, les communistes, dans un État impérialiste, ne doivent pas réclamer l'application de ce système; ils doivent au contraire le combattre, de même qu'ils s'opposeront à la formation d'armées de métier. Le mot d'ordre *«transformons la guerre impérialiste en guerre civile»* nous montre comment les communistes doivent lutter contre toutes mesures (dont le service obligatoire) conduisant à la militarisation des masses. En militarisant les ouvriers et en leur enseignant l'emploi des armes, l'impérialisme crée des conditions favorables pour la victoire du prolétariat dans une guerre civile; c'est pourquoi le prolétariat ne peut recourir aux arguments des pacifistes pour s'opposer à la militarisation des masses. Combattant pour la révolution, pour le socialisme, nous ne renonçons pas à porter les armes. Nous nous efforçons seulement de dénoncer les méthodes de militarisation impérialiste toutes calculées pour servir la bourgeoisie.

À cette militarisation, nous opposons le mot d'ordre de l'armement du prolétariat. En même temps, les communistes ont devoir de soutenir et de mettre en évidence les revendications des soldats qui, dans des circonstances déterminées, stimulent la lutte de classes au sein de l'armée et peuvent fortifier les rapports entre soldats d'origine prolétarienne ou paysanne et les ouvriers non encasernés.

§46. Les revendications partielles peuvent être:

a) *Concernant le système de défense*

Le licenciement des armées de métier, des cadres et unités de soutien.

Le désarmement et le licenciement de la gendarmerie, de la police, des gardes mobiles et autres forces spécialement armées pour la guerre civile.

Le désarmement et le licenciement des sociétés et ligues fascistes.

La suppression des conseils de guerre et la

réduction du temps de service militaire.

L'application du système territorial (les soldats faisant leur service dans leur région d'origine).

La suppression de l'encasernement obligatoire.

La création de Comités de soldats.

Le droit, pour les organisations ouvrières, d'enseigner à leurs membres le maniement des armes et de choisir à leur gré des moniteurs.

La réduction du temps de service militaire ayant été, dans certains cas, projetée et appliquée par les gouvernements capitalistes, certains doutes se sont élevés sur le bien-fondé de cette revendication de notre part. Mais cette réduction, en soi, a pour effet, en certains cas, d'affaiblir et non de renforcer le système de l'armée impérialiste. Elle doit donc être réclamée, à titre de revendication partielle, pour les armées constituées en vertu du service obligatoire, si les conditions suivantes sont réalisées: 1) Une ligne défaitiste très nette; 2) toutes précautions prises pour qu'on ne puisse confondre ces revendications partielles avec celles des social-démocrates; 3) détruire toutes illusions quant à la possibilité de supprimer par ces moyens-là le militarisme.

Il va de soi que les revendications partielles doivent toujours être concrètes, c'est-à-dire qu'elles doivent être présentées sous la forme et au moment où elles ont le plus de chances de devenir *populaires* dans les masses et de révolutionner celles-ci. Lorsqu'une réduction du temps de service militaire est projetée par des gouvernements capitalistes ou réclamée par des social-démocrates, il est indispensable de lutter d'abord contre les mesures habituellement prises parallèlement pour renforcer le système bourgeois (militarisation de toute la population, formation de solides cadres du métier, etc.). Et à ce programme faussement démocratique de la réduction du service militaire, il faut opposer un programme radical de défaitistes, fait de revendications partielles.

À l'égard des armées de métier, des troupes mercenaires, il faut en général demander non une réduction de leur temps de service, mais le droit pour ces éléments de quitter le service à leur gré, à tout moment.

b) *Concernant les droits et la vie matérielle des soldats*

Augmentation de la solde.

Amélioration de l'ordinaire.

Organisation de commissions administratives composées de soldats.

Suppression des peines disciplinaires.

Abolition de l'obligation de rendre aux chefs les honneurs militaires (salut, etc.).

Châtiments très sévères pour tous sévices qu'exerceraient des officiers ou sous-officiers sur des soldats.

Droit de porter un costume de civil en dehors du service.

Droit de sortie quotidienne pour les encasernés.

Congés avec augmentation de solde pendant les congés.

Droit de mariage sans autorisation spéciale.

Indemnités de famille.

Droit d'abonnement à n'importe quels journaux.

Droit de se syndiquer et de former des syndicats.

Droits électoraux et droit de fréquenter des réunions politiques.

Dans nombre d'États impérialistes, une forte partie de l'armée est constituée par des minorités nationales opprimées, tandis que les cadres d'officiers sont formés en totalité ou en majeure partie de représentants de la nationalité dominante: cette situation générale, crée un terrain tout à fait favorable pour le travail révolutionnaire dans l'armée. C'est pourquoi nous devons joindre à nos revendications partielles pour la masse des soldats, des réclamations pour les minorités nationales (par exemple, droit de service au pays natal, de parler la langue maternelle à l'exercice, de commander, etc.).

§47. Les revendications de ces deux catégories (nous ne les avons pas toutes énumérées) doivent être formulées non seulement au sein de l'armée, mais en dehors (dans les parlements, dans les meetings, etc.). Cette propagande ne peut avoir d'utilité si elle garde toujours caractère concret. Pour cela il faut:

1) Bien connaître l'armée, les conditions du service, les intérêts et les revendications du soldat, etc., ce qui peut être obtenu par un contact personnel constant.

2) Tenir compte du système de défense de l'État et de la façon dont s'y présente la question militaire, à tout moment.

3) Tenir compte du moral de l'armée et de la

situation politique du pays à tout moment. On ne réclamera, par exemple, l'élection des officiers par les soldats que si la décomposition de l'armée est assez avancée.

4) Rattacher les revendications partielles aux mots d'ordre essentiels du PC: armement du prolétariat, milice prolétarienne, etc.

Toutes ces revendications n'auront de valeur révolutionnaire que si elles se rattachent à un net programme politique, tendant à révolutionner l'armée bourgeoise.

Il faut particulièrement s'attacher à organiser les soldats pour qu'ils défendent leurs propres intérêts en complète union avec le prolétariat révolutionnaire, tant avant leur entrée au service (associations de conscrits, caisses de solidarité) qu'après (Comité de soldats) et enfin quand ils auront cessé de servir (associations d'anciens soldats révolutionnaires). Les syndicats ouvriers ont la tâche de maintenir la liaison avec ceux de leurs membres qui sont encasernés et de contribuer à la formation des susdites organisations.

§48. Les conditions du travail révolutionnaire dans les armées de métier diffèrent de celles qui se sont dans les armées recrutées par le service obligatoire. Il est ordinairement difficile de faire dans les premières de la propagande pour les revendications partielles indiquées ci-dessus. Néanmoins, on ne doit pas sous aucun prétexte renoncer à ce travail. Les armées de métier principalement formées d'éléments prolétariens (chômeurs) et de paysans pauvres: c'est une base pour travailler la masse de soldats. On tiendra soigneusement compte de la composition sociale et des particularités des troupes. Contre les troupes spéciales constituées par la bourgeoisie pour combattre le prolétariat (gendarmerie, police) et, en particulier, contre les bandes de volontaires armés (les fascistes) on fera la propagande la plus énergique. On luttera surtout implacablement contre les homélies réformistes, parlant «d'utilité publiques», de «police populaire», de «droit normal» des fascistes, et autres fadaïses, et l'on s'occupera surtout d'exciter les haines de la population contre ces troupes spéciales dont on dénoncera le véritable caractère. Mais on travaillera en même temps à provoquer la décomposition sociale dans les organisations militaires et à reconquérir ce qu'elles peuvent compter d'éléments prolétariens.

§49. Le travail révolutionnaire dans l'armée doit concorder avec celui qui est fait dans les



masses du prolétariat et des paysans pauvres. S'il y a situation révolutionnaire; si le prolétariat des usines élit ses comités, le mot d'ordre des comités de soldats devient actuel et contribue à rapprocher la masse des soldats du prolétariat et des paysans pauvres dans la lutte pour le pouvoir.

Même dans les armées de métier, les communistes devront, là où les circonstances le leur permettront, organiser la masse des soldats pour la création de Conseils (Soviets) et la mobiliser contre les généraux et la bourgeoisie. Là où la composition sociale des troupes ne le permettra pas, il faudra exiger le désarmement immédiat et le licenciement de toutes les troupes.

### **b) La question militaire en temps de révolution prolétarienne**

§50. Les principaux mots d'ordre des revendications partielles de la démocratie parlent du désarmement de la bourgeoisie et de l'armement du prolétariat.

À diverses étapes de la révolution, l'armement du prolétariat se fait de différentes manières. Avant la prise du pouvoir et dans la première période qui suit la conquête, il faut une milice prolétarienne, de travailleurs et une garde rouge. Il faut aussi des Partisans rouge. L'Armée Rouge est la forme d'organisation militaire d'un pouvoir soviétique, c'est l'armée de la dictature du prolétariat.

Le mot d'ordre de la milice prolétarienne (travailleurs, ouvriers, paysans) pour les pays impérialistes, n'est qu'une variante de la formule de l'armement du prolétariat, pour l'étape de la politique guerre de révolution prolétarienne dans la période où elle organise l'Armée Rouge. En l'absence d'une situation immédiatement révolutionnaire, ce mot d'ordre n'a qu'une importance de propagande: néanmoins, il peut devenir un mot d'ordre d'actualité dans la lutte contre le fascisme.

En tout cas, le mot d'ordre de la milice prolétarienne ou de la milice des travailleurs est un appel lancé aux masses prolétariennes elles-mêmes et non une revendication posée au gouvernement bourgeois. Par conséquent, ce n'est que dans des cas exceptionnels (par exemple, en présence d'un gouvernement social-démocrate dans les pays où les social-démocrates sont en majorité au Parlement et dans les masses) que l'on peut justement réclamer des gouvernements ou des parlements la formation d'une milice ouvrière. Et il ne s'agit

alors que de démasquer le Parti social-démocrate.

La garde rouge est organe d'insurrection. Faire de l'agitation en vue de sa constitution et la constituer — tel est le devoir des communistes en présence d'une situation immédiatement révolutionnaire.

§51. En aucun cas on ne saurait perdre de vue que, dans les pays impérialistes, l'existence d'une milice prolétarienne ou d'une garde rouge dans le cadre de l'État bourgeois, en temps de «paix générale», est inadmissible et impossible.

La milice prolétarienne est l'organisation armée du prolétariat luttant pour l'instauration de la dictature du prolétariat, où l'organe de cette dictature prolétarienne pour l'écrasement des exploiters. C'est en cela que notre mot d'ordre de la milice prolétariennes distingue des projets réformistes concernant la «défense ouvrière» jaune, composée d'éléments prolétariens spécialement triés, inconscients ou soudoyés. De semblables organisations de la «défense ouvrière» furent employées pour la dissolution et la répression du prolétariat dans la Ruhr, en mai 1923, et après l'insurrection viennoise, en 1927. Les communistes se doivent de lutter avec acharnement contre ces manœuvres trompeuses des social-démocrates.

§52. Il convient de distinguer entre ces mots d'ordre de combat: la milice ouvrière, ou milice prolétarienne, ou garde rouge, qui doivent exister avant la prise du pouvoir et ne sont que des formes embryonnaires de l'Armée Rouge — et, d'autre part, les milices qui sont créées après l'instauration et la consolidation de la dictature du prolétariat, lorsque l'État et les différences de classes seront en voie de disparition. Pour se défendre contre l'impérialisme, le prolétariat a besoin d'une Armée Rouge puissante, disciplinée, bien armée et comitative. Actuellement, pour répondre à exigences, il faut une armée permanente, constituant le noyau des masses armées de la population laborieuse. C'est une absurdité petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire que d'exiger de la dictature du prolétariat, dans l'ambiance d'un milieu capitaliste, l'adoption immédiate et intégral du système de la milice. La réalisation plus ou moins complète du principe de la milice, sans affaiblissement de la force militaire, ne sera possible que sur la base du développement intégral des forces productrices en régime socialiste et de l'éducation communiste des masses. Seule la victoire de la révolution

prolétarienne dans plusieurs grands pays capitalistes pourrait (comme la constate encore la 8<sup>e</sup> Assemblée du CEIC) avoir cette conséquence que, dans sa politique militaire, le gouvernement prolétarien s'occuperait immédiatement de remplacer l'Armée Rouge permanente par une milice de classes.

En tout cas, l'organisation de la défense de la dictature du prolétariat doit revêtir un net caractère de classe, tant par l'esprit, la discipline que par le système. Les éléments faisant partie de la classe des exploités ne doivent pas être admis dans le service actif.

### **c) Attitude du prolétariat à l'égard de l'armée des pays coloniaux et semi-coloniaux**

§53. Avec la période des révolutions et des guerres nationales des peuples opprimés contre l'impérialisme, la question militaire a pris dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux une importance décisive. Cela s'applique aussi bien aux pays qui sont ou ont été en guerre avec l'impérialisme (Chine, Maroc, Syrie, Nicaragua) qu'à ceux dans lesquels la guerre doit être comprise autrement (Indes, Égypte, Mexique, Philippines, Corée). Il est clair que la question, lorsqu'il y a des guerres de nationalités contre l'impérialisme, doit se poser d'une tout autre façon que dans un conflit de pays impérialistes.

§54. On ne saurait perdre de vue qu'il existe actuellement dans ces pays deux types d'armées entièrement différents: d'un côté, l'armée nationale (qui n'est pas toujours une armée révolutionnaire), de l'autre, les armées des impérialistes (qui sont ou des corps expéditionnaires envoyés par les métropoles, ou des armées composées d'indigènes d'autres colonies, ou, enfin, des troupes recrutées dans le pays même). En Chine, nous trouvons les deux espèces et nous voyons comment les armées nationales se transforment en armées de l'impérialisme; après le coup d'État de Tchang Kai Chek, l'armée nationale de la Chine méridionale s'est mise, en réalité, au service des impérialistes. Il est évident que l'attitude du prolétariat et des classes révolutionnaires doit être entièrement différente à l'égard de ces deux types d'armées. En ce qui concerne les armées nationales il convient d'appliquer, avec certaines rectifications, le programme militaire de Marx et Engels de 1848 à 1870 — un programme de la démocratisation de ces armées, afin de les transformer en troupes révolutionnaires; en ce qui concerne les armées

des impérialistes, nous ne pouvons appliquer que le programme défaitiste — il faut provoquer leur décomposition à l'intérieur; au cas où l'on se trouverait en présence de divisions spéciales d'officiers ou de formations militaires bourgeoises de classe, il faut arriver à les isoler et à les liquider, c'est-à-dire suivre le programme esquissé plus haut pour notre action dans les États impérialistes.

À côté de ces deux types d'armées, il y a lieu de distinguer du point de vue tactique, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, encore un troisième type d'armée, au sein de laquelle se déroule une lutte entre le mouvement national et les impérialistes, une lutte menée à l'intérieur d'une seule et même armée se trouvant sous le commandement des impérialistes (Inde, Égypte, Indochine, Syrie, Algérie, Tunisie, etc.). En de pareils cas, en fonction des conditions concrètes, il est nécessaire de combiner les éléments des deux programmes, à savoir, le programme défaitiste par rapport aux armées et aux différentes divisions de l'armée se trouvant sous le commandement impérialiste avec le mot d'ordre de l'armement du peuple (milice) et le mot d'ordre de l'armée nationale.

Il faut adapter le mot d'ordre de l'armée nationale au milieu concret et le poser de manière à exclure la possibilité de n'importe quel abus de la part des impérialistes et de leurs larbins (l'armée complètement indépendante en face des impérialistes et ayant une plus large organisation démocratique, élisant ses officiers, etc.).

Dans les pays coloniaux comme dans les métropoles nos mots d'ordre doivent exiger l'évacuation des colonies par les armées impérialistes, le rappel des cadres et du corps des officiers des armées indigènes.

§55. Pour déterminer la position à adopter par rapport au système militaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, il est nécessaire de tenir compte du rôle politique joué à tel ou tel moment, par tel ou tel pays, au cours des étapes décisives de la révolution internationale: le pays en question est-il un allié ou un ennemi de l'US, un allié ou un ennemi de la révolution chinoise, etc. En général, le prolétariat et les masses laborieuses des pays opprimés doivent défendre le système d'armement démocratique, sur la base duquel tous les travailleurs apprennent le maniement des armes, système qui élève la capacité de défense du pays contre l'impérialisme, assure aux ouvriers et aux

paysans de l'influence sur l'armée et facilite la lutte pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique. Les mots d'ordre: service militaire obligatoire, éducation militaire de la jeunesse, milice démocratique, armée nationale, etc., font ici partie du programme révolutionnaire, — et il n'en est pas de même dans les États impérialistes. À notre époque, la tactique des mouvements nationaux révolutionnaires doit être subordonnée aux intérêts de la révolution prolétarienne mondiale. Les révolutionnaires ne peuvent adopter le même programme dans ceux des pays opprimés qui jouent aussi un rôle d'opresseurs et de vassaux des impérialistes, en faisant la guerre à une révolution prolétarienne ou nationale. Là, nos militants doivent absolument combiner la propagande de la guerre pour la défense d'autres pays révolutionnaires, la propagande d'une politique de guerre révolutionnaire, du défaitisme par rapport à la guerre que mène leur pays et à son armée. C'est cette ligne qu'il convient de suivre actuellement dans les provinces de la Chine qui sont au pouvoir des généraux du Kuomintang.

§56. En établissant le programme militaire des pays opprimés, il faut tenir compte du stade de développement économique et politique dans lequel ils se trouvent.

1. Dans les pays qui n'ont pas encore passé par la révolution démocratique, on doit appliquer en général le mot d'ordre de l'armement général du peuple (de la milice nationale) et cela, avant tout, là où les distances entre la bourgeoisie et le prolétariat ne sont pas encore très marquées (Syrie, Maroc et Égypte). Ce mot d'ordre doit être rattaché à des revendications démocratiques dirigées contre le féodalisme, le militarisme féodal et bourgeois. Dans les pays où la division des classes est nettement prononcée et où la révolution n'est pas encore achevée, exemple en Amérique latine, il faut un mot d'ordre de classe: on réclamera une milice ouvrière et paysanne.

2. Dans les pays qui traversent l'étape de la révolution démocratique, le mot d'ordre de la milice ne suffit plus: il faut demander l'organisation d'une armée révolutionnaire. Bien entendu, ceci n'empêche pas de lancer en même temps le mot d'ordre de la milice, surtout lors de la préparation d'une insurrection. On notera que l'armement du prolétariat, loin de s'opposer à l'armement du peuple tout entier, est une partie fondamentale de l'armement général. Tout en

participant à l'organisation de l'armement général du peuple, il est absolument nécessaire de créer des unités prolétariennes spéciales dirigées par des chefs qu'elles auront élus.

3. Dans les pays arrivés à l'étape de transition entre la révolution démocratique et la révolution prolétarienne, on peut appliquer, avec certaines modifications concrètes, le programme militaire des communistes dans les pays impérialistes.

Le mot d'ordre de la milice démocratique est remplacé par de la milice prolétarienne (milice des travailleurs, milice ouvrière et paysanne). Lorsque, au cours de la révolution dans les colonies, surgit la question de la prise immédiate du pouvoir, il est nécessaire de mettre à l'ordre du jour, en même temps que la question de l'organisation des Soviets, celle de l'organisation de l'Armée Rouge. Les formes révolutionnaires-démocratiques d'organisation de l'armée sont alors périmées; on adopte l'organisation de classe dictée par la révolution prolétarienne.

§57. Pour lutter contre l'impérialisme en réalisant une politique militaire nationale-révolutionnaire, il est nécessaire de se livrer à un travail systématique d'agitation et de propagande parmi les armées coloniales. Les communistes et les nationalistes-révolutionnaires doivent par conséquent la plus sérieuse attention à l'étude des différentes catégories d'armées coloniales et à l'élaboration de méthodes effectives de travail elles. Comme le montre l'exemple de la Chine, le travail fait dans des armées de mercenaires indigènes peu disciplinés et mal payés a souvent les plus grandes chances de succès.

Les revendications partielles peuvent être à un certain point analogues à celles qui ont déjà été citées pour les États impérialistes. Mais, là aussi, il faut tenir compte avec la plus grande minutie de l'ensemble des conditions concrètes (origine, composition et esprit des armées, situation matérielle, etc.). On s'appliquera à formuler les revendications des soldats indigènes, à les soutenir contre les vexations et les brimades exercées à leur égard par les officiers de race blanche.

Le travail des communistes dans les armées nationales doit revêtir un autre caractère, mais, comme l'a démontré l'expérience de la guerre en Chine en 1926-27, il est extrêmement important. Ici la tâche des communistes consiste à organiser des cellules dans toute l'armée, à en faire un instrument conscient de lutte contre l'impérialisme, à combattre, dans l'intérêt de la

révolution nationale, les éléments douteux parmi les officiers, à subordonner le commandement, là où il ne se trouve encore entre les mains des communistes, au contrôle des soldats, au moyen de la plus large démocratie révolutionnaire. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque de la Révolution française, les armées de la Convention ont remporté leurs grandes victoires avec le système de l'élection des officiers qui y était en vigueur. Par contre, l'organisation non démocratique des armées du sud chinois, en 1926-27, facilita la trahison et le coup d'État que la bourgeoisie et ses généraux ont perpétré.

#### **4. — Le prolétariat devant le problème du désarmement et la lutte contre le fascisme**

§58. Dans la préparation morale et matérielle de nouvelles guerres impérialistes contre-révolutionnaires, l'impérialisme se heurte actuellement à une difficulté très sérieuse — un sentiment instinctif contre la guerre qui, depuis la dernière guerre mondiale, s'est emparé des masses et surtout des ouvriers, des paysans et des femmes laborieuses. Aussi l'impérialisme est-il obligé de préparer la guerre sous le couvert du pacifisme. En même temps le pacifisme acquiert une signification nouvelle, objective en tant qu'idéologie et instrument de lutte de l'impérialisme mondial contre l'URSS, protagoniste et soutien de la révolution mondiale. C'est là qu'il faut trouver le sens et le but principal des propositions et conférences de désarmement des États impérialistes, et en particulier du «travail» de la SdN dans cette sphère, de la discussion de la «question de sécurité», des projets de création de tribunaux d'arbitrage, des pactes déclarant «la guerre hors la loi», etc. Tous ces projets, traités, conférences pacifistes aboutissent à ce qui suit: a) les impérialistes réussissent à dissimuler leurs armements; b) les grandes puissances intriguent les unes contre les autres et chacune, en essayant d'obtenir des traités, la réduction des armements de l'adversaire, ne songe qu'à renforcer sa propre puissance militaire; c) des conventions temporaires sont conclues entre les grandes puissances en vue de consolider leur pouvoir sur les pays faibles et opprimés; d) sous le couvert des mots d'ordre pacifistes, c'est une mobilisation idéologique et contre l'URSS, qui a lieu. Le désarmement des impérialistes n'est pas autre chose indirecte ou directe, à la guerre.

C'est pourquoi la lutte contre le mensonge du désarmement et le pacifisme constitue actuellement l'une des principales tâches de la lutte contre la guerre impérialiste.

#### **a) Le programme social-démocrate de désarmement et le léninisme**

§59. Le principal instrument de l'impérialisme dans cette comédie est la social-démocratie, qui entretient dans les masses des illusions sur la possibilité d'un désarmement et de la suppression de toute guerre en affirmant qu'il n'est nécessaire de renverser d'abord l'impérialisme. Il existe dans la social-démocratie deux tendances sur la question du désarmement qui sont en même temps des tendances du pacifisme bourgeois.

L'une de ces tendances, dont Kautsky fut le héraut dès 1911, «discerne» certaines forces objectives du capitalisme, en réalité inexistantes, forces qui conduiraient au désarmement et à la suppression des guerres; cette tendance représente la politique de collaboration avec la bourgeoisie de «gauche» en vue de réduire les armements, d'obtenir la conclusion de traités internationaux entre impérialistes, d'empêcher ou même «d'interdire» la guerre, etc. Dès 1916, Lénine qualifiait cette position de «pacifisme entièrement bourgeois». De 1914 à 1918, ces points de vue constituèrent l'idéologie du «centre», mais depuis la fin de la guerre mondiale et le début des manœuvres pacifistes auxquelles se livrent les gouvernements impérialistes, ils sont devenus partie intégrante de la politique des sphères dirigeantes de la 2<sup>e</sup> Internationale. Cette politique est soutenu aussi bien par les social-démocrates de droite que par la majorité des social-démocrates de «gauche». Elle se fait passer pour une politique de pacifisme «réaliste» et ne se distingue en rien de la politique de la bourgeoisie impérialiste.

Ici vient se rattacher la théorie du «capitalisme organisé» affirmant que, dans son stade impérialiste actuel, le capitalisme développe lui-même les facteurs objectifs destinés à vaincre la guerre et l'expulser du «monde civilisé», etc. Ici également se rattache la théorie de l'«ultra-impérialisme» des «alliances», impérialistes, des «pactes» et cartels internationaux, comme autant de moyens destinés à supprimer les antagonismes impérialistes. En réalité, il n'existe dans l'impérialisme aucune tendance visant à supprimer la guerre. Au contraire, tous les faits,



que dénombrent les «pacifistes réalistes», pour endormir les masses, sont des symptômes décelant la préparation de guerres impérialistes sur une échelle formidable, de guerres qui entraîneront non plus seulement quelques nations, mais des groupes entiers de nations.

En régime capitaliste, les États-Unis d'Europe ou les États-Unis du Monde sont une utopie. Mais si même ils se réalisaient, ils prendraient inévitablement un caractère réactionnaire, car ils constitueraient une Union pour l'écrasement de la révolution prolétarienne et du mouvement national-libérateur des peuples coloniaux. Toutes les tendances dirigées dans ce sens (par exemple, le mouvement paneuropéen) sont nettement réactionnaires.

§60. Les Partisans de la seconde tendance interviennent en qualité de pacifistes «radicaux» ou «révolutionnaires» et revendiquent le désarmement intégral seulement de la bourgeoisie mass aussi du prolétariat, c'est-à-dire le renoncement au mot d'ordre de l'armement du prolétariat. Pendant la guerre impérialiste, cette position fut adoptée par quelques internationalistes révolutionnaires qui ne trouvaient pas d'autre expression à leur désir foncièrement loyal d'en finir avec le militarisme. En réalité, ce mot d'ordre ne tient pas compte de la nécessité d'armer le prolétariat, pour la guerre civile, il repousse celle-ci comme tout armement en général, et ce n'est pas un mot d'ordre révolutionnaire: ça été, en somme, l'expression du désespoir de la petite-bourgeoisie. La critique faite par Lénine en 1916 conserve toute sa vigueur et, actuellement, il faut lui donner plus d'acuité, quoique le groupe des partisans de ce mot d'ordre soit fort insignifiant en ce moment. La révolution d'Octobre a montré à tout loyal révolutionnaire la nécessité absolue de l'armement du prolétariat. Remplacer le mot d'ordre de l'armement du prolétariat par celui de son désarmement, ce ne peut être actuellement qu'une devise contre-révolutionnaire. C'est pourquoi les communistes doivent s'appliquer à montrer la situation véritable aux ouvriers que séduit le mot d'ordre du désarmement, en particulier, dans les petits États, et lutter impitoyablement contre les leaders de «gauche» qui défendent cette doctrine.

Nous trouvons encore la théorie d'après laquelle les «tribunaux d'arbitrage» obligatoire entre nations pourraient empêcher la guerre. Mais on sait que des institutions de ce genre ne

valent guère mieux que des bulles de savon qui éclatent au premier choc; ou bien alors ces «tribunaux» se font les instruments de la piraterie des grandes puissances impérialistes.

Cependant, les deux tendances social-démocrates s'entendent sur un point dans les questions de désarmement et de pacifisme: elles estiment que le principal obstacle au désarmement est constitué par pays où «il n'y a pas de démocratie» c'est-à-dire par l'existence de la dictature du prolétariat en URSS.

### **b) Le projet soviétique de désarmement**

§61. Il était déjà spécifié dans les thèses de la 8<sup>e</sup> Assemblée Plénière du CEIC que le prolétariat international doit occuper, par rapport à l'opinion de l'US sur la question du désarmement, une position de principe toute différente de celle qu'il convient d'adopter par rapport aux hypocrites projets de désarmement présentés par les États capitalistes. Étant donné l'importance particulière de cette question dans la lutte contre les pacifistes, il est nécessaire de la poser devant les masses avec la plus grande netteté.

La proposition de désarmement général et intégral faite par le gouvernement soviétique à la commission préparatoire qu'avait réunie la SdN en novembre 1927, se distingue radicalement des phrases et projets des impérialistes et de leurs larbins social-démocrates aussi bien par son but que par sa sincérité et, enfin, par son importance.

Le projet soviétique se propose non pas pour répandre les illusions pacifistes, mais de les détruire, non de soutenir le capitalisme en taisant ou en estompant ses côtés defectueux, mais de diffuser la thèse de base marxiste affirmant que le désarmement et la suppression des guerres ne sont possibles qu'avec la chute du capitalisme.

Le gouvernement soviétique a proposé aux impérialistes qui bavardaient cyniquement sur ce thème de désarmer effectivement; il leur a arraché leur masque de pacifisme. Il va de soi qu'aucun communiste ne comptait que les impérialistes accepteraient le projet soviétique. Néanmoins, cette proposition n'avait rien d'hypocrite, elle était faite entièrement de bonne foi, car elle n'est pas en contradiction avec la politique intérieure et extérieure de l'État ouvrier, tandis que les phrases des impérialistes sur le désarmement contredisent la politique d'oppression et de brigandage des gouvernements bourgeois. Le pouvoir soviétique

est la dictature du prolétariat au service des intérêts de la majorité de la population exploitée depuis des siècles. Le pouvoir soviétique ne suit pas une politique de pillage et d'oppression; il a une politique de paix dans l'intérêt du prolétariat international.

Par son *importance objective* également, la proposition de l'US se distingue des projets bourgeois et social-démocrates. Elle ne masque pas une politique d'agression, elle n'est pas l'expression du désespoir de la petite-bourgeoise, mais elle exprime l'un des buts du socialisme, but que le prolétariat révolutionnaire réalisera après sa victoire dans le cadre mondial.

§62. Pour combattre le projet soviétique, les social-démocrates ont employé les moyens les plus perfides, utilisant les mots d'ordre fournis par le trotskisme. Ils ont essayé de discréditer aux yeux des masses la proposition de désarmement du gouvernement soviétique en la présentant comme la «révision du léninisme» contre une transition vers «thermidor» etc. Il découle de tout ce qui précède que ce sont là de basses calomnies. Le second projet de mars 1928, présenté par la délégation soviétique après le rejet de son programme de désarmement intégral, et proposant le désarmement partiel avec la réduction graduelle des forces territoriales et navales, ne constitue nullement une concession au pacifisme; au contraire, il achève de soulever le masque et éclaire particulièrement l'attitude des grandes puissances à l'égard des petits États et des nations exploitées. La position du gouvernement soviétique dans la question du désarmement est la continuation de la politique de Lénine et la réalisation méthodique de sa doctrine.

### **c) Lutte du prolétariat contre le pacifisme**

§63. Les ouvriers de l'US, qui ont battu la bourgeoisie dans la guerre civile et qui ont instauré dans leur pays la dictature du prolétariat, peuvent, dans la lutte contre le pacifisme, cette arme empoisonnée de l'impérialisme, employer une nouvelle méthode consistant à proposer aux impérialistes le désarmement général. Mais le prolétariat qui est encore en lutte pour le pouvoir dans les États capitalistes, ne peut employer cette méthode. Les propositions ou les revendications de désarmement que le prolétariat de ces pays pourrait adresser à sa propre bourgeoisie et à ses sous-ordres ne seraient un acte révolutionnaire, mais le remplacement du mot d'ordre de l'armement du prolétariat par le mot

d'ordre de désarmement, par le renoncement à la guerre civile. C'est pourquoi les communistes doivent combattre de la manière la plus énergique les fausses déductions de ce genre, tirées du projet de désarmement présenté par le gouvernement soviétique, qui sont en contradiction avec le sens révolutionnaire de ce programme, et, dans les rangs du Parti lui-même, est nécessaire de condamner impitoyablement toute déviation de cette espèce.

§64. Cette différence dans les méthodes de lutte contre le pacifisme appliquées par le prolétariat de l'US et la classe ouvrière des pays capitalistes n'est nullement l'indice d'une contradiction entre ces derniers et il ne faut pas en conclure que les communistes, dans les capitalistes, ne doivent pas se servir de la proposition de désarmement du gouvernement soviétique pour faire de l'agitation parmi les masses. Au contraire, la désarmement du pouvoir soviétique doit être exploitée, dans des buts d'agitation, bien plus énergiquement et plus largement que cela n'a eu lieu jusqu'à présent. Mais il faut l'exploiter, non en posant les mêmes revendications dans son propre pays, mais: 1) en recrutant des partisans de l'US, qui défend la paix et le socialisme, pour la protéger contre l'impérialisme; 2) en exploitant les *résultats* de la politique soviétique de désarmement et de dénonciation des impérialistes dans notre lutte pour la destruction de toutes les illusions pacifistes, et cela par la propagande dans les masses en faveur du seul moyen susceptible d'aboutir au désarmement et à la suppression de la guerre: l'armement du prolétariat, le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat.

## **5. — Les lacunes du travail et les tâches des PC**

§65. La 8<sup>e</sup> Assemblée Plénière a souligné nombre de lacunes et de fautes des PC et a indiqué toute une série de tâches concrètes spéciales qui doivent être remplies par toutes les Sections en vue de la lutte contre la guerre.

Ces indications demeurent entièrement en vigueur. Depuis la 8<sup>e</sup> Assemblée Plénière nous nous sommes enrichis d'une expérience nouvelle. Le 6<sup>e</sup> Congrès tire de cette expérience toutes les déductions convenables en vue de l'activité future des PC.

§66. Le défaut principal dont toutes les Sections de l'IC sont encore affligées est la sous-



estimation du danger et de l'imminence de la guerre. Cela est évident par le fait que presque toutes les Sections ne travaillent pas avec l'énergie requise à réaliser les décisions de la 8<sup>e</sup> Assemblée Plénière. Deux événements récents de la plus haute importance — la note de l'Angleterre à l'Égypte et la guerre du Japon contre la Chine — ont passé inaperçus comme de menus incidents absolument insignifiants. En présence de la rapide progression de gauche des masses indiquant qu'elles sentent le danger de guerre, les communistes risquent de se trouver à la remorque de la classe ouvrière au lieu de la mener au combat contre la guerre. Nombre de Sections se trouvent sous l'influence de la propagande bourgeoise et social-démocrate en faveur de la «paix», du «désarmement» et de «l'arbitrage international» et ne croient pas à la proximité du danger de guerre, dont elles parlent comme de quelque chose de très éloigné.

La sous-estimation du danger de guerre, en particulier de celui qui menace l'US, se manifeste par l'incompréhension de faits et de manifestations qui révèlent la préparation continue de la guerre. Ainsi, par exemple, après le rappel de Rakovski, un assez grand intervalle de temps s'est écoulé avant que les camarades français aient apprécié cet événement comme un engagement décisif de la France dans la voie de la préparation diplomatique de la guerre contre l'US. Le Parti yougoslave reconnaît qu'il ne se rendait pas compte de la proximité du danger de guerre pendant le conflit italo-yougoslave. Plusieurs PC dans États Baltes n'ont pas saisi du premier coup le sens véritable des méthodes de préparation du bloc antisoviétique des États Baltes (par exemple, les pourparlers touchant l'union douanière entre l'Esthonie et la Lettonie). Toutes ces erreurs, reconnues et rectifiées par la suite par les Partis respectifs, montrent combien il est dangereux de laisser passer sans y prendre garde les mesures tendant à la préparation de la guerre. Il faut se tenir constamment en éveil et suivre les formes concrètes par lesquelles se manifeste le danger de guerre.

§67. Un des principaux défauts de l'action des Partis contre la guerre est leur manière de voir trop abstraite, schématique, superficielle même sur cette question.

Certaines Sections bornent leur activité à des interventions dans les parlements et les réunions publiques; interventions dans lesquelles la question de la guerre est

habituellement reléguée à l'arrière-plan. Nos Partis n'ont pas encore appris à combiner notre lutte parlementaire contre la guerre avec le travail en dehors du parlement en vue de populariser nos revendications (tout le travail des communistes tchécoslovaques dans l'affaire Saint-Gothard et dans la question de l'expédition d'armes en Chine s'est borné à de timides protestations au parlement et dans les journaux). Les problèmes internationaux et le problème de la guerre sont inséparables, ils sont une partie de la lutte générale de classe, ils doivent être liés aux conflits de classe intérieurs, et en particulier aux conflits dans les entreprises de l'industrie de guerre proprement dite.

La mécanisation des forces militaires et la militarisation de l'industrie rattachée directement à la guerre réclament une activité énergique parmi ces branches d'industrie ainsi que parmi les organisations syndicales et les autres organisations ouvrières qui s'y trouvent. Il n'y a encore que peu d'indices témoignant que les PC aient sérieusement entrepris l'accomplissement de cette tâche élémentaire.

§68. Le problème de la guerre est toujours considéré d'une façon trop abstraite; de là l'incapacité où l'on est de prendre une position déterminée sur les questions de la politique de guerre. Parfois les Partis ne réagissent pas, ou bien réagissent trop tard contre le mensonger antimilitarisme des social-démocrates qui trouve souvent un écho dans les masses (par exemple, la campagne des social-démocrates se posant en adversaires de principe de la guerre en Allemagne); parfois les PC cherchent à éviter les problèmes concrets de la politique de guerre au moyen de phrases d'ordre général et, au lieu de traiter les questions pratiques, répètent des mots d'ordre abstraits de propagande.

C'est surtout dans les questions concernant l'armée que l'on remarque une tendance à éviter ce qui touche à la lutte des revendications et des réformes partielles concrètes qui affaibliraient effectivement le militarisme (réduction de la durée du service militaire, luttes à propos de la composition des armées de métier, etc.). La *lutte pour les réformes* est entièrement abandonnée aux social-démocrates, auxquels on n'oppose pas de véritable programme politique prolétarien pour la question de l'armée, programme visant l'affaiblissement du militarisme et formulant des propositions pratiques concernant l'armement des ouvriers.

Un petit nombre de Sections seulement ont

pris les mesures d'organisation qui s'imposent pour mener à bien un travail antimilitariste systématique. Le travail parmi les soldats et les matelots est fort peu satisfaisant dans les pays les plus menaçants par leur puissance militaire. On ne comprend pas qu'il s'agit d'un *travail de masses*, qu'il y aurait là un moyen d'agitation et de propagande parmi les militaires. Dans certains pays, l'activité parmi la jeunesse est menée sur une base trop restreinte; en d'autres, elle est réduite au travail parmi les recrues, sans base d'organisation suffisante dans la masse des soldats. Si le travail *parmi les marins* est mené avec énergie insuffisante dans les pays impérialistes, cela prouve que l'on sous-estime le rôle de la marine dans la prochaine guerre. Nulle part on n'a méthodiquement exploité l'influence familles sur les militaires de l'armée et de la flotte et sur les conscrits.

§69. On sous-estime presque partout l'importance immense du travail parmi les paysans des minorités nationales et dans les colonies. Il est nécessaire d'apporter la plus grande attention au travail dans tous ces domaines.

*L'action contre la guerre dans les compagnes* ne doit pas être menée seulement sous forme de campagnes occasionnelles, de manifestations bruyantes, etc. Il faut une action méthodique et systématique qui se rattache aux revendications immédiates de la paysannerie laborieuse. La tâche spéciale qui s'impose est l'action parmi la jeunesse paysanne. Il est absolument nécessaire de consacrer une attention particulière à l'établissement d'une liaison entre le village et les paysans à l'armée par la correspondance, avec le concours des permissionnaires, etc. L'expérience acquise dans ce domaine est de la plus haute importance en cas de guerre.

Pour ce qui est du travail parmi les *minorités nationales*, nous devons, avec assez d'énergie qu'auparavant, défendre les revendications des nations opprimées, lutter contre les vexations exercées à leur égard par les gouvernements impérialistes, diriger le travail des organisations nationales-révolutionnaires.

Les PC des métropoles doivent établir une liaison constante avec les organisations communistes et les syndicats des pays coloniaux correspondants. Les PC des métropoles doivent, par des actions de masses, soutenir de toute manière les mouvements révolutionnaires des colonies.

Les PC de tous les pays doivent apporter une

attention particulière à la création d'organisations sans Parti dans le genre, par exemple, de la Ligue anti-impérialiste, et en général la construction d'un front unique du prolétariat des pays capitalistes les avec le mouvement national-libérateur des peuples opprimés en vue de la lutte contre la guerre.

§70. La *lutte contre le fascisme* n'a pas été jusqu'à présent poussée d'une façon satisfaisante dans nombre de Sections. Il est nécessaire de développer la plus vigoureuse initiative dans ce domaine tant sous le rapport de la lutte idéologique que sous celui des manifestations révolutionnaires de masses contre le fascisme. En même temps, il y a lieu de tenir compte non seulement des tendances fascistes manifestes, mais aussi des tendances et organisations semi-fascistes agissant sous le drapeau démocrate ou social-démocrate (la «bannière d'Empire» en Allemagne, les tendances social-fascistes aux sommets de la bureaucratie social-démocrate et syndicale, le fascisme à l'usine, etc.). Cette lutte contre le fascisme doit, sous toutes ses formes, être liée le plus étroitement possible à la lutte contre la guerre impérialiste.

§71. La période actuelle est caractérisée par une nouvelle vague de propagande pour la «paix» et le «désarmement» et par une propagande intense pour l'«interdiction de la guerre» de la part de la bourgeoisie. Jusqu'à présent ce pacifisme n'a pas été combattu avec assez d'énergie. On a manifesté, également, trop peu d'activité dans la lutte contre la propagande bourgeoise en faveur de la paix et la propagande social-démocrate contre le soi-disant «impérialisme rouge» de l'US, contre le «bolchévisme, facteur de guerre». Si l'on a dénoncé le caractère véritable de la SdN, qui joue un rôle primordial dans la création des illusions pacifistes des masses, on ne l'a pas fait avec assez de méthode et d'énergie.

Dans la plupart des cas on a complètement négligé la principale tâche des communistes, devant les résultats de la Conférence de Genève; cette tâche était d'associer la lutte contre la guerre à la propagande de la dictature du prolétariat et de l'armement du prolétariat. En certains pays on a commis des erreurs pacifistes, qui se sont traduites par la proclamation du mot d'ordre du désarmement.

§72. Après la 8<sup>e</sup> Assemblée Plénière, la plupart des PC n'ont pas accordé l'attention nécessaire à la popularisation *parmi les*

*membres du Parti* de la méthode si juste de Lénine pour lutter contre la guerre. Les principales questions de la lutte contre la guerre n'ont pas été suffisamment étudiées dans les organes théoriques et la presse des Partis, particulièrement en ce qui concerne l'éclaircissement des questions concrètes partielles, ce qu'il faut considérer comme un grand défaut dans le travail des Partis, étant donné que, dans la plupart des cas, il s'agit de questions d'actualité et que la presse social-démocrate, quant à elle, leur a accordé une grande attention.

Le travail des Partis souffre encore d'un manque de clarté idéologique dans toutes ces questions. Certains camarades (en France, en Suisse et en Autriche) ont soulevé la question de la «défense de la patrie» en cas de guerre avec l'Italie. D'autres sont Partisans du boycottage pur et simple des camps d'entraînement militaire (en Amérique). Tous ces exemples de déviations, redressées il est vrai dans la suite par les organes dirigeants des Partis, montrent néanmoins qu'il est absolument nécessaire de se livrer, tant à l'intérieur des Partis eux-mêmes que dans les masses, à la propagande la plus sérieuse et la plus large au sujet du danger de guerre et des méthodes à employer pour le combattre.

§73. Les principales tâches d'agitation dans la lutte contre le danger de guerre, et en particulier contre la provocation et la préparation d'une guerre qui serait faite à l'US sont les suivantes:

1) En vue du danger de guerre tout proche, les principaux mots d'ordre doivent être «la défense de l'US», «soutien de la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux et des peuples opprimés» «la lutte contre la guerre impérialiste».

2) Le travail d'agitation doit continuellement tendre à démasquer les desseins de pillages des différents groupes impérialistes dans tous les pays. Il doit particulièrement viser les impérialistes américains, les impérialistes anglais qui dirigent la préparation de la guerre contre l'US, et les impérialistes anglais et japonais, promoteurs des interventions militaires en Chine. Il faut réclamer la publication de tous les traités secrets et de tous les accords militaires secrets.

3) Il faut critiquer et dénoncer les propositions social-démocrates en faveur de la «limitation des armements», pour la défense du protocole de Genève et du système d'un tribunal

d'arbitrage obligatoire.

4) Il faut mener une campagne énergique en vue de démasquer la propagande de la «paix industrielle» de la collaboration des classes, syndicats neutres (apolitiques) et d'*Union Company*, préconisés par les leaders des syndicats réformistes; tout cela, dans le fond, sert à préparer la guerre.

5) Il faut, dès à présent, entreprendre d'expliquer pourquoi les ouvriers devront, pendant la prochaine guerre, vouloir la défaite de leur patrie impérialiste. Le mot d'ordre de «la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile» doit être, dès à présent, avant toute déclaration de guerre, l'idée directrice de notre propagande.

6) La lutte contre le partage impérialiste de la Chine doit être menée par tous les PC sous la forme de grandes campagnes de masses et sous la forme d'une lutte contre les mesures spéciales, militaires et politiques, des grandes puissances. Elle est liée de la manière la plus étroite à la lutte contre le danger d'une nouvelle guerre impérialiste.

§74. Les mesures les plus importantes, indiquées déjà en grande partie dans les thèses de la 8<sup>e</sup> Assemblée Plénière, sont les suivantes: manifestations des femmes et des enfants sur le chemin des troupes envoyées au front et sur les lieux d'embarquement, manifestations des femmes, des enfants et des invalides devant les édifices des parlements; agitation contre la guerre parmi les organisations féminines prolétariennes et petites-bourgeoises, convocation de conférences de délégués sous le mot d'ordre contre la guerre impérialiste; assemblées de femmes devant les fabriques et les usines, ainsi que dans les quartiers ouvriers qui enverront des délégués; utilisation des assemblées de délégués actuellement existantes ou à créer comme organes permanents assurant la campagne contre la guerre impérialiste. Il faut réaliser plus nettement la tactique du front unique et le travail des comités «Bas les mains devant l'URSS» et attirer les syndicats à ces comités: il faut mener sur toute la ligne la lutte contre le fascisme constituant l'un des bataillons armés de la contre-révolution; il faut constituer, partout où cela est possible, des organisations de masses dans le genre de l'Union Allemande des Combattants du Front Rouge; il est indispensable d'agir, dans les organisations sportives, contre le fascisme, contre la guerre: il est indispensable d'utiliser systématiquement et

de renforcer les organisations de classe existantes des victimes de la guerre (mutilées, veuves, etc.) en vue de la lutte contre la guerre impérialiste. Les JC doivent développer, en contact étroit avec le Parti, un travail des plus énergiques parmi la jeunesse ouvrière et paysanne, dans laquelle se recrutent les soldats. Les organisations d'instituteurs, de parents et d'élèves et les groupes communistes d'enfants doivent également être utilisés: il faut créer de nouvelles organisations parmi les enfants en vue de lutter contre l'influence impérialiste dans les écoles.

§75. La préparation des PC eux-mêmes est une tâche de la plus haute importance. On cultivera dans les Sections de l'IC une conscience plus profonde de la solidarité internationale: c'est la condition indispensable de la préparation des PC à la guerre.

Le contact le plus étroit doit être établi entre toutes les Sections avant le début de la guerre; ce contact doit être maintenu par tous les moyens pendant toute la guerre.

Au cours de la mobilisation qui précédera la guerre, la terreur exercée contre tout mouvement révolutionnaire et contre les PC sera des plus atroces. Des milliers et des milliers d'ouvriers communistes et révolutionnaires seront envoyés dans des camps de concentration d'après des listes établies d'avance. Les impérialistes auront à cœur d'anéantir non seulement les PC légaux, mais tout l'appareil et la direction des Partis illégaux.

Les Partis doivent, d'ores et déjà, se préparer à tout cela. Les PC légaux doivent songer très sérieusement à préparer, pour le moment où il le faudra, leur retraite dans l'action illégale et clandestine. Les Partis déjà illégaux doivent prévoir leur direction et leur organisation pour le temps où la terreur sera plus impitoyable encore qu'en ce moment. Il faut préparer à temps le changement des méthodes d'organisation, des liaisons d'organisation, de haut en bas. Les membres du Parti doivent être préparés à la nouvelle situation qui résultera pour eux de la mobilisation et du début de la guerre.

§76. Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial rappelle à tous les communistes cette parole de Lénine: la lutte contre la guerre est loin d'être une chose facile. Il propose à tous les Partis de se soumettre à une critique très sévère et de contrôler le travail effectué jusqu'à présent pour lutter contre le danger de guerre et préparer les Partis à la lutte pendant la guerre. Il leur fait un devoir de relever impitoyablement et de corriger aussitôt toutes les fautes commises.

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial engage toutes les Sections à donner à la lutte contre la guerre un caractère plus international, à prendre les mesures préparatoires à la coordination internationale des interventions révolutionnaires afin de se trouver en état, le moment venu, d'opposer à la guerre de grandes interventions internationales de masses.

## **Thèses sur le Mouvement Révolutionnaire dans les Colonies et Semi-colonies**

## 1. — Introduction

§1. Le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare que les *Thèses sur les questions nationale et coloniale*, élaborées par Lénine et adoptées par le 2<sup>e</sup> Congrès Mondial, conservent toute leur importance et doivent continuer à guider l'activité des PC. Après le 2<sup>e</sup> Congrès, l'importance des colonies et semi-colonies, comme facteur de crise du système mondial, a augmenté d'actualité.

D'une part, en tant qu'objet d'exploitation dont l'impérialisme ne saurait se passer, les colonies sont devenues, plus encore qu'auparavant, une source perpétuelle de conflits et guerres entre impérialistes. Les guerres de rapine et les nouveaux plans militaires des États impérialistes contre divers peuples restés plus ou moins indépendants, les préparatifs croissants des puissances impérialistes en vue de guerres pour un nouveau partage des colonies se développent sans cesse.

D'autre part, le monde immense des colonies et des semi-colonies s'est transformé en un foyer inextinguible de mouvements révolutionnaires de masses. Ce phénomène, dont la signification historique est gigantesque, résulte en partie des changements qui se sont opérés pendant et après la guerre impérialiste, dans la situation intérieure des principales colonies et semi-colonies, dans leur structure économique et sociale: renforcement des éléments de développement industriel capitaliste, aggravation de la crise agraire, accroissement et commencement d'organisation du prolétariat, paupérisation des grandes masses paysannes, etc., en partie aussi des changements dans la situation internationale: d'une part, les difficultés rencontrées par les principales puissances impérialistes pendant la guerre et la crise d'après-guerre de l'impérialisme mondial, plus tard, l'agressivité accrue de la politique coloniale de l'Angleterre, du Japon, des États-Unis, de la France, de l'Italie, de la Hollande, comme conséquence, de la «paix» impérialiste; d'autre part, la transformation de la Russie de puissance impérialiste en puissance prolétarienne anti-impérialiste, la lutte victorieuse des peuples de l'URSS contre l'impérialisme mondial pour la défense de leur indépendance, l'exemple de la solution révolutionnaire de la question nationale, l'influence de l'édification socialiste soviétique, enfin le renforcement du mouvement communiste dans les pays capitalistes, et son

action en faveur des colonies.

Tous ces faits ont considérablement accéléré l'éveil politique des formidables masses populaires des pays coloniaux et semi-coloniaux et provoqué une série de grands soulèvements révolutionnaires qui, pour la plupart, lièrent étroitement d'une façon originale, la lutte libératrice anti-impérialiste et le développement des forces de la lutte de classes à l'intérieur.

2. La Révolution *chinoise* a eu la plus grande importance internationale. Le massacre des ouvriers chinois à Shanghai, le 30 mai 1925 fut le signal du déchainement d'une formidable vague révolutionnaire en Chine. Les plus grands centres industriels: Shanghai, Tientsin, Hankéou, Canton et la colonie anglaise de Hongkong furent l'arène de grèves révolutionnaires de masses, qui soulevèrent une vague d'action des masses paysannes contre les propriétaires fonciers chinois et la «gentry». Déjà, dans cette étape initiale du large mouvement national-révolutionnaire, la bourgeoisie nationale s'est efforcée de limiter la lutte révolutionnaire exclusivement à des objectifs nationaux, tels que la lutte contre les militaristes, le boycott des impérialistes, etc. Au moment même où se levait la vague révolutionnaire, la contre-révolution commençait à organiser ses forces (coup d'État de Tchang Kai Chek en mars 1926, massacre des manifestations d'étudiants à Pékin, organisation de l'aile droite du Kuomintang qui engagea la lutte contre les paysans dans le Kyantoung et le Kiangsi, etc.). L'expédition vers le Nord, qui commença en été 1926, la conquête d'une série de provinces, la défaite et l'effondrement de nombreux groupements militaristes furent accompagnés d'une formidable croissance du mouvement des masses (occupation des concessions anglaises à Hankéou et Kioukiang, grève générale à Shanghai, qui se transformera en une insurrection armée, croissance gigantesque du mouvement paysan). L'insurrection victorieuse de Shanghai, en avril 1927, posa la question de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement national-révolutionnaire, poussa définitivement la bourgeoisie indigène dans le camp de la réaction et détermina le coup d'État de Tchang Kai Chek.

Les actions indépendantes des ouvriers luttant pour le pouvoir, et surtout l'essor continu du mouvement paysan, se transformant en révolution agraire poussèrent aussi le

gouvernement de Wouhan, formé sous la direction de l'aile petite-bourgeoise du Kuomintang, dans le camp de la contre-révolution. Cependant, la vague révolutionnaire déclinait déjà. Dans une série d'insurrections (insurrection de Ho Lung, Vé Ting, soulèvements paysans dans le Hounan, Houpe, Kyantoung, Kiangsou) la classe ouvrière et les paysans tentèrent d'arracher le pouvoir aux impérialistes, à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers et d'empêcher par là la défaite de la révolution. Ils n'y réussirent pas. La dernière puissante manifestation de cette vague révolutionnaire fut l'insurrection de l'héroïque prolétariat de Canton, qui sous le mot d'ordre des Soviets, tenta de lier la révolution agraire au renversement du Kuomintang et l'établissement de la dictature du prolétariat et des paysans.

§3. Aux *Indes*, la politique de l'impérialisme anglais, entravant le développement de l'industrie indigène, souleva un fort mécontentement de la bourgeoisie hindoue dont la consolidation, en tant que classe, remplaça la division antérieure en sectes religieuses et en castes, s'exprima en 1916 par la fusion du Congrès National Hindoue — organe de la bourgeoisie hindoue — avec la Ligue Musulmane et dressa, face à l'impérialisme anglais, le front uni national. La crainte d'un mouvement révolutionnaire pendant la guerre obligea l'impérialisme anglais à faire des concessions à la bourgeoisie indigène; elles s'exprimèrent dans le domaine économique par une augmentation des droits de douane sur les produits importés; dans le domaine politique, par les piètres réformes parlementaires introduites en 1919. Cependant, les conséquences désastreuses de la guerre impérialiste (famine et épidémies de 1918), l'aggravation catastrophique de la situation des grandes masses de la population laborieuse, l'influence de la révolution d'Octobre en Russie et d'une série de soulèvements dans les pays coloniaux (par exemple la lutte du peuple turc pour l'indépendance) suscitèrent dans les masses du peuple hindou une intense fermentation qui s'exprima par une série d'actions révolutionnaires contre l'impérialisme anglais. Ce premier grand mouvement anti-impérialiste aux Indes (1919-22) se termina par la trahison de la bourgeoisie hindoue envers la cause de la révolution nationale, trahison déterminée, surtout par la crainte de la vague grandissante des insurrections de paysans et

des grèves des ouvriers contre les patrons indigènes. La débâcle du mouvement national-révolutionnaire et la désagrégation graduelle du nationalisme bourgeois permirent à l'impérialisme anglais de revenir à la politique d'entraves au développement industriel des Indes. Les dernières mesures de l'impérialisme anglais aux Indes démontrent que la contradiction objective entre le monopole colonial et la tendance des Indes à un développement économique indépendant s'aggrave d'année en année et mené à une nouvelle et profonde crise révolutionnaire.

Le véritable danger pour la domination anglaise vient non pas du camp de la bourgeoisie, mais du mouvement de masses croissant des ouvriers hindous qui se développe en de formidables grèves; en même temps, l'aggravation de la crise à la campagne témoigne de la maturation de la révolution agraire. Ces phénomènes déterminent un changement total de la situation politique aux Indes.

§4. En *Indonésie*, l'impérialisme hollandais est de plus en plus obligé d'accorder aux puissances plus fortes (impérialismes américain et anglais) la possibilité d'importer toujours plus de marchandises et de capitaux. L'impérialisme hollandais est ainsi obligé de jouer en fait en Indonésie un rôle subalterne, un rôle «d'agent» qui exerce en outre les fonctions de gendarme et de bourreau. L'insurrection qui éclata à Java, en novembre 1926, fut directement causée par la crise qui aggrava la situation des grandes masses de la population et par la répression cruelle du mouvement national-révolutionnaire par le gouvernement. L'insurrection fut dirigée en grande partie par les communistes. Le gouvernement a réussi à la noyer dans le sang, à écraser le PC, exterminer ou à emprisonner des milliers des meilleurs de combattants du prolétariat et des paysans. Les réformes insignifiantes mises en scène plus tard par le gouvernement pour atténuer la haine des larges masses populaires et pour acheter le soutien des chefs national-réformistes, dans l'œuvre «d'apaisement» des masses n'améliorèrent en rien la situation des couches du peuple. La crise économique qui continue, celle des industries du sucre et du caoutchouc, en particulier l'offensive du capital pour aggraver les conditions de travail et le chômage croissant, créent les conditions objectives de nouvelles actions inévitables des masses ouvrières et paysannes contre l'impérialisme.



§5. En *Afrique du Nord*, commença en 1925 une série de soulèvements des tribus kabyles du Riff contre les impérialismes français et espagnols. Elles furent suivies d'un soulèvement des tribus Druzes, de la Syrie, sous «mandat», contre l'impérialisme français. Au Maroc, les impérialistes ne réussirent à maîtriser ce soulèvement qu'après une guerre prolongée. La pénétration renforcée du capital étranger dans ces pays donne naissance à de nouvelles forces sociales. L'apparition et la croissance du prolétariat urbain s'exprime par une vague de grèves de masses qui, pour la première fois, se développent en Palestine, en Syrie, en Tunisie et en Algérie. Peu à peu, quoique très lentement, les paysans de ces pays entreront aussi dans la lutte.

§6. L'expansion économique et militaire croissante de l'impérialisme nord-américain dans les pays de l'*Amérique latine* fait de ce continent un des principaux théâtres des antagonismes de tout le système colonial impérialiste. L'influence de l'Angleterre qui, avant la guerre, était décisive dans ces pays, réduisant beaucoup d'entre eux à l'état de semi-colonie, fut supplantée après la guerre par une dépendance, plus forte encore, à l'égard des États-Unis. Grâce à une exportation croissante de capitaux, l'impérialisme nord-américain conquiert les postes de commande de l'économie de ces pays, soumet leurs gouvernements à son contrôle financier et, en même temps, les excite les uns contre les autres. Cette politique agressive de l'impérialisme américain prend de plus en plus un caractère de violence non déguisée, allant jusqu'à l'intervention armée (Nicaragua). La lutte d'émancipation nationale contre l'impérialisme américain qui a commencé en Amérique latine est en grande partie dirigée par la petite-bourgeoise. La bourgeoisie nationale, qui forme une couche très réduite de la population (sauf en Argentine, au Brésil, au Chili) liée, d'une part, aux grands propriétaires fonciers, et, d'autre part, au capital américain, est dans le camp de la contre-révolution.

La révolution mexicaine, qui débuta par la lutte révolutionnaire des paysans pour la terre, contre les propriétaires fonciers et l'Église, revêtit en même temps à un degré considérable le caractère d'une lutte des masses contre l'impérialisme américain et anglais et aboutit à la constitution d'un gouvernement de la petite-bourgeoisie, qui s'efforce de conserver le pouvoir par des concessions aux grands propriétaires fonciers et à l'impérialisme nord-américain. Les

insurrections paysannes, les grèves des ouvriers, etc., en Equateur, contre le gouvernement des propriétaires fonciers de la côte et contre le gouvernement des banquiers et de la bourgeoisie commerçante de Guayaquil déterminèrent un coup d'État militaire et l'instauration d'un gouvernement militaire dictatorial en 1925; une série de coups d'État militaires au Chili; une guerre de Partisans au Nicaragua contre l'impérialisme nord-américain; une série d'insurrections dans le sud du Brésil; l'insurrection des ouvriers agricoles de Patagonie, en Argentine; les soulèvements d'Indiens, en Bolivie, Equateur et Colombie, les rébellions, les grèves générales spontanées et les manifestations de masses au Venezuela et en Colombie; les mouvements anti-impérialistes de masses à Cuba et dans toute l'Amérique Centrale, en Colombie etc., etc., tous ces événements des dernières années témoignent d'un élargissement et d'un approfondissement du processus révolutionnaire et surtout de la colère croissante des pays de l'Amérique latine contre l'impérialisme mondial.

§7. Dans la plupart des cas l'impérialisme a jusqu'à présent réussi à noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire des pays coloniaux. Mais toutes ces questions fondamentales qui provoquèrent ces mouvements sont restées sans solution. La contradiction objective entre la politique coloniale de l'impérialisme mondial et le développement indépendant des peuples coloniaux n'a nullement disparu ni en Chine, ni aux Indes, ni dans aucun autre des pays coloniaux et semi-coloniaux, au contraire, elle s'aggrave toujours plus et ne peut être éliminée que par la lutte révolutionnaire victorieuse des masses travailleuses des colonies. Tant que cette contradiction n'aura pas été éliminée, elle agira dans chaque colonie et semi-colonie comme un des principaux facteurs objectifs de la révolution. En même temps, la politique coloniale des États impérialistes agit comme un des plus puissants générateurs d'antagonisme et de guerres, entre eux. Cet antagonisme s'aggrave de plus en plus et joue, dans les semi-colonies surtout, en dépit de blocs fréquents des impérialistes, un rôle plus ou moins considérable. Mais les antagonismes entre le monde impérialiste d'un côté, l'URSS et le mouvement ouvrier révolutionnaire des pays capitalistes de l'autre, ont la plus grande importance pour le développement du mouvement révolutionnaire dans les colonies.

§8. La formation d'un front de combat entre

les forces actives et la révolution socialiste mondiale (l'US et le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes) d'une part, et, de l'autre, les forces de l'impérialisme, ont, à l'époque actuelle de l'Histoire universelle, une *signification primordiale décisive*. Les masses laborieuses des colonies luttant contre l'esclavage impérialiste forment une puissante armée militaire de la révolution socialiste mondiale. Les pays coloniaux sont actuellement pour l'impérialisme mondial le secteur du front le plus dangereux. Les mouvements révolutionnaires libérateurs des colonies et des semi-colonies se groupent de plus en plus autour du drapeau de l'US, convaincus par une amère expérience, qu'il n'y a pour eux de salut que dans l'alliance avec le prolétariat révolutionnaire, dans la victoire de la révolution prolétarienne mondiale sur l'impérialisme mondial. De leur côté, le prolétariat de l'URSS et le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes, dirigés par l'IC, soutiennent et soutiendront de plus en plus énergiquement par leur action, la lutte émancipatrice de tous les peuples coloniaux dans leur lutte pour l'émancipation définitive du joug de l'impérialisme. Plus: l'alliance de l'URSS et du prolétariat révolutionnaire des pays impérialistes crée pour les masses laborieuses des peuples de Chine, des Indes et de tous les pays arriérés coloniaux et semi-coloniaux la possibilité d'un développement indépendant, libre, économique et culturel, *brûlant l'étape de la domination du régime capitaliste* et même le développement des rapports capitalistes en général.

L'époque de l'impérialisme, des guerres et des révolutions, dans laquelle naît la dictature du prolétariat, ouvre ainsi une perspective tout à fait nouvelle au développement des peuples coloniaux. Étant donné que de l'analyse d'ensemble de l'économie mondiale contemporaine ne résulte nullement de la perspective d'une nouvelle période prolongée de prospérité capitaliste, mais, au contraire, la chute inévitable du capitalisme, qui a déjà terminé son rôle historique progressif et est devenu un frein au progrès, se décompose cédant la place à la dictature prolétarienne (URSS) et mène l'humanité à de nouvelles catastrophes. Ainsi il y a la possibilité objective d'un développement non capitaliste des colonies arriérées, d'une transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste prolétarienne dans les colonies avancées grâce à l'aide de la dictature

prolétarienne des autres pays. Si les conditions objectives sont favorables, cette possibilité devient réalité, la marche réelle des événements étant déterminée par la *lutte*, et seulement la lutte. Défendre cette voie en théorie et en pratique, lutter pour elle avec abnégation, est le devoir de tous les communistes. Cette perspective pose également devant les colonies le problème de la prise du pouvoir révolutionnaire par les *Soviets*.

Toutes les questions fondamentales du mouvement révolutionnaire des colonies et des semi-colonies se trouvent ainsi en liaison étroite avec la lutte formidable et historique, entre le système capitaliste et le système socialiste, menée actuellement, à l'échelle mondiale, par l'impérialisme contre l'URSS et, à l'intérieur de chaque pays capitaliste, entre la domination de classe de la bourgeoisie et le mouvement communiste.

Dans cette lutte la collaboration du prolétariat révolutionnaire du monde entier et des masses laborieuses des colonies est la garantie la plus sûre de victoires sur l'impérialisme. Dans cette lutte, tout conflit armé entre deux États impérialistes, et toute guerre des impérialistes contre l'URSS doivent être utilisés pour mobiliser les masses des colonies et les entraîner dans une lutte décisive pour la victoire des ouvriers et paysans.

## **2. — Traits caractéristiques de la vie économique des colonies et de la politique coloniale impérialiste**

§9. L'histoire des colonies ne peut être comprise que si elle est considérée comme une partie de l'histoire du développement de l'économie capitaliste dans son ensemble, de ses formes les plus primitives à sa dernière: l'impérialisme.

À mesure que le capitalisme englobe de plus en plus l'immense domaine colonial dans la sphère de son économie mondiale basée sur l'exploitation et la chasse au profit, l'histoire économique et politique des pays coloniaux et semi-coloniaux reflète, comme un miroir, tous les traits caractéristiques de la soi-disant mission civilisatrice et culturelle du mode de production capitaliste et de l'ordre social bourgeois. Elle découvre surtout, avec une franchise implacable, les méthodes et la pratique de l'accumulation primitive du capital.

Une politique de conquêtes et d'oppression d'une cruauté inouïe avec sa rapine coloniale et ses expéditions punitives, ses guerres d'opium et ses incursions de pirates, son ravitaillement forcé de la population indigène en eau-de-vie, en bibles et autres poisons, produits en abondance par les pays très chrétiens d'Europe et d'Amérique, tels furent les principaux facteurs qui favorisèrent le renforcement du régime capitaliste.

En dépit des odieux mensonges des impérialistes et de leurs valets réformistes (Macdonald, Otto Bauer et Cie) qui affirment que l'impérialisme «apporte aux peuples arriérés la prospérité, le progrès et la culture» le passage à l'époque du capitalisme monopoliste n'a aucunement allégé le fardeau qui pèse sur les formidables masses des peuples coloniaux. Les conséquences désastreuses qu'entraîne partout le développement capitaliste, surtout dans la première phase de son existence, se reproduisent dans les colonies à un degré monstrueux et avec une rapidité accrue grâce à la pénétration du capital étranger. Le progrès provoqué par le capitalisme, au contraire, ne s'y fait généralement pas du tout sentir. Là où l'impérialisme régnant a besoin dans les colonies d'un appui social, il s'unit aux couches dirigeantes de l'ancien régime social — les féodaux et la bourgeoisie marchande et usurière — contre la majorité du peuple. Partout, l'impérialisme s'efforce de conserver et d'éterniser toutes les formes précapitalistes (surtout dans les campagnes) qui sont la base d'existence de ses alliés réactionnaires. Les masses populaires de ces pays sont contraintes de payer des sommes immenses pour l'entretien de l'armée, de la gendarmerie et de l'appareil administratif du régime colonial. La famine et les épidémies qui se développent surtout parmi les paysans paupérisés; l'expropriation en masse des terres de la population indigène; les conditions inhumaines de travail (dans les plantations et les mines des capitalistes blancs, etc., etc.), pires parfois que l'esclavage avoué — exercent partout leur influence néfaste sur la population des colonies et déterminent parfois l'extinction de peuplades entières. Le «rôle éducatif culturel» des États impérialistes dans les colonies est en réalité celui de bourreau.

§10. Parmi les pays coloniaux, il faut distinguer entre les colonies des pays capitalistes qui servaient de territoire de colonisation pour le surplus de leur population et qui devinrent ainsi le prolongement de leur système capitaliste (Australie, Canada, etc.) et

les colonies qui sont exploitées par les impérialistes surtout comme débouchés, source de matières premières et sphère d'investissement des capitaux. Cette distinction a une grande importance, non seulement historique, mais aussi économique et politique. Les colonies du premier type sont devenues, par leur développement général, des Dominions, c'est-à-dire des parties du système impérialiste jouissant de droits égaux ou presque égaux à ceux de la métropole. Le développement capitaliste y reproduit, au sein de la population blanche immigrée, la même structure sociale que celle de la métropole. Il n'est pas question de régime colonial sous la forme existant dans les colonies du second type. Entre ces deux types, existe un type transitoire où à côté de nombreuses populations indigènes existe une population blanche considérable formée de colons. (Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Algérie, etc., etc.). La bourgeoisie, venue de la métropole, représente au fond dans ces pays (colonies d'émigration) un «prolongement» colonial de la bourgeoisie de la métropole. Les intérêts de cette bourgeoisie sont en grande partie identiques aux intérêts coloniaux la métropole. La métropole est intéressée, jusqu'à un certain degré, de renforcer sa «filiale» capitaliste dans la colonie, surtout quand cette «filiale» de l'impérialisme réussit à subjuguer l'ancienne population indigène ou même à la faire disparaître complètement. D'autre part, la rivalité des divers systèmes impérialistes pour l'influence dans ces pays demi-indépendants peut aboutir à leur indépendance de la métropole et même à leur rattachement aux concurrents de celle-ci. Ces causes contraignent souvent l'impérialisme à accorder à son agence une certaine indépendance politique et économique dans ces colonies (Dominions) qui deviennent alors des puissances alliées et apparentées à leur impérialisme respectif.

§11. Au fond, le régime colonial impérialiste consiste en un monopole, basé non seulement sur la pression économique mais aussi sur la contrainte non économique, de la bourgeoisie du pays impérialiste dans le pays dépendant, monopole qui a deux fonctions principales; d'un côté, *l'exploitation* impitoyable des colonies (diverses formes de tributs directs ou indirects, surprofits provenant de l'écoulement des produits industriels de la métropole et de l'approvisionnement de l'industrie de la métropole en matières premières à bas prix avec l'utilisation de main-d'œuvre à très bon marché);

d'autre part, le monopole impérialiste sert à conserver et à développer les conditions de sa propre existence, c'est-à-dire *l'assujettissement* des masses coloniales.

Dans sa fonction *d'exploiteur* l'impérialisme est, par rapport au pays colonial, avant tout un parasite qui suce le sang de son organisme économique. Le fait que ce parasite représente envers sa victime une haute culture, en fait un exploitateur d'autant plus puissant et dangereux, mais du point de vue du pays colonial, ne modifie en rien le caractère parasitaire de ses fonctions. L'exploitation capitaliste de chaque pays impérialiste a suivi la voie du développement des forces productives. Les formes spécifiquement coloniales d'exploitation capitaliste, employées par la bourgeoisie anglaise, française et autres, *freinent*, par contre, en fin de compte, le développement des forces productives de leurs colonies. Elles consistent à n'effectuer que le minimum de travail constructif (chemins de fer, ports) nécessaire à la domination militaire du pays, au fonctionnement ininterrompu de la machine fiscale et aux besoins du commerce du pays impérialiste. L'agriculture des colonies est obligée, en grande partie, de travailler pour l'exportation, mais l'agriculture n'est nullement libérée par là des entraves des formes économiques précapitalistes. En règle générale, elle se transforme en économie marchande «libre» grâce à la subordination des formes de production précapitalistes aux du capital financier, l'intensification des méthodes précapitalistes d'exploitation, à l'assujettissement de l'économie paysanne au joug du capital marchand et usuraire, qui se développe rapidement, au renforcement des charges fiscales, etc., etc. L'exploitation des paysans se renforce, mais leurs méthodes de production ne sont pas renouvelées. En règle générale, la transformation industrielle des matières premières coloniales s'opère non pas dans la colonie, mais dans les pays capitalistes, avant tout dans la métropole. Les bénéfices tirés des colonies n'y sont pas, pour la plupart, dépensés productivement, ils sont extraits du pays pour être investis soit dans la métropole, soit dans de nouvelles sphères d'expansion de l'impérialisme. Ainsi, l'exploitation coloniale est, par sa tendance fondamentale, un frein au développement des forces productives des colonies, elle opère le pillage des richesses naturelles et, surtout, épuise les réserves de forces productives humaines du pays colonial.

§12. Cependant, dans la mesure où l'exploitation coloniale détermine un certain développement de la production dans les colonies, ce développement, grâce au monopole impérialiste, prend une orientation spéciale et n'est encouragé que dans la mesure où il correspond aux intérêts de la métropole, au maintien de son monopole colonial en particulier. Elle peut pousser une partie des paysans, par exemple, à passer de la culture des céréales à celle du coton, du sucre, du caoutchouc (Soudan, Cuba, Java, Égypte, etc.), mais cela s'opère d'une façon qui, non seulement, ne correspond pas aux intérêts du développement économique des pays coloniaux, mais au contraire, renforce encore davantage la dépendance des colonies à l'égard des métropoles impérialistes. Dans le but d'élargir l'approvisionnement de l'impérialisme mondial en matières premières, on crée de nouvelles cultures agricoles pour remplacer celles qu'anéantit la politique coloniale. Les nouveaux systèmes d'irrigation, construits dans ce but pour remplacer les anciens systèmes détruits, se transforment aux mains des impérialistes en un instrument d'exploitation renforcée des paysans. Dans le but d'élargir le marché intérieur, on fait des tentatives d'adapter au mode de production capitaliste les rapports agraires créés en partie par la politique coloniale elle-même. Les plantations de toute sorte servent les intérêts du capital financier des métropoles. L'exploitation des richesses minérales des colonies est faite en vue des besoins de l'industrie de la métropole, surtout afin de la rendre indépendante des sources de matières premières des autres pays, sur lesquels ne s'exerce pas son monopole. Ce sont les principales sphères de la production coloniale. Le développement de la production dans les colonies grandit relativement, là seulement où la fabrication est une opération extrêmement simple (industrie du tabac, du sucre, etc.) et où les frais de transport des matières premières peuvent être sensiblement réduits par leur transformation sur place. En tout cas, les entreprises capitalistes, créées dans les colonies par les impérialistes (à l'exception de certaines entreprises créées pour des buts de guerre) portent essentiellement ou exclusivement un caractère capitaliste-agraire caractérisé par une faible composition organique du capital. La véritable industrialisation des pays coloniaux, en particulier la création d'une industrie viable de construction mécanique capable de favoriser

le développement indépendant des forces productives du pays, loin d'être encouragée, est au contraire entravée par la métropole. *C'est en cela, au fond, que consiste sa fonction d'oppression coloniale*, le pays colonial est contraint de sacrifier les intérêts de son développement indépendant et de jouer le rôle d'appendice économique (agriculture, matières premières) du capitalisme étranger, afin de renforcer, au détriment des classes laborieuses du pays colonial, le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie du pays impérialiste, de perpétuer son monopole colonial et de renforcer son expansion dans le reste du monde.

De même que le «capitalisme classique» de l'époque pré-impérialiste démontrait, on ne peut plus clairement, par sa rapine dans les colonies, tous les caractères négatifs de la destruction du passé sans édification créatrice d'une économie nouvelle; de même l'indice le plus caractéristique de la décadence de l'impérialisme, *son caractère usuraire et parasitaire* apparaît clairement dans son économie coloniale. La tendance des grandes puissances impérialistes à adapter toujours davantage et toujours plus exclusivement leurs colonies monopolisées aux besoins de l'économie capitaliste de la métropole, entraîne non seulement la destruction du régime économique traditionnel de la population coloniale indigène, mais aussi à une rupture de l'équilibre entre les différents branches de la production et, en fin de compte, à un ralentissement artificiel du développement des forces productives des colonies.

La tendance générale commune à toutes les métropoles consiste, d'une part, à faire de la colonie une partie subordonnée de son système impérialiste, afin de permettre à celui-ci de se suffire à lui-même économiquement et de s'opposer aux autres systèmes impérialistes, et, d'autre part, à priver la colonie des rapports directs avec l'ensemble de l'économie mondiale et à prendre la fonction d'intermédiaire et d'arbitre suprême de ses rapports économiques avec le monde extérieur. Cette tendance des impérialistes à renforcer la dépendance unilatérale des colonies à l'égard de la métropole, aiguise la rivalité des diverses puissances impérialistes, des trusts internationaux, etc.

Le développement des rapports capitalistes et l'exploitation des masses populaires des colonies déterminés par ces conditions revêtent

des formes très variées.

§13. L'immense majorité de la population des colonies étant attachée à la terre dans les campagnes, les formes rapaces d'exploitation des paysans employées par l'impérialisme et ses alliés (la classe des propriétaires fonciers et le capital marchand et usuraire) acquièrent une importance particulière. Grâce à l'intervention de l'impérialisme (impôts, importation de marchandises industrielles de la métropole, etc.) l'incorporation des campagnes dans l'économie monétaire et marchande est accompagnée de la paupérisation de l'économie paysanne, de la ruine de l'artisanat paysanne, etc., etc. et s'opère d'une façon beaucoup plus rapide que naguère dans les pays capitalistes avancés: au contraire, le développement industriel ralenti fixe des limites étroites à la prolétarisation. Cette formidable disproportion entre la destruction rapide des anciennes formes économiques et le lent développement des formes nouvelles a en Chine, aux Indes, en Indonésie, en Égypte, etc., un extraordinaire «manque de terre» et la surpopulation des campagnes, une grande augmentation de la rente foncière et un morcellement extrême des terres cultivées par les paysans. En plus tout le poids des anciens rapports d'exploitation et d'oppression féodaux ou semi-féodaux, sous des formes quelque peu «modernisées» mais pas plus supportables, pèse comme par le passé sur les paysans. Le capitalisme, qui a englobé les campagnes des colonies dans son système fiscal et son appareil commercial et qui a provoqué un bouleversement dans les rapports précapitalistes (par exemple en supprimant la communauté villageoise) aucunement émancipé par là les paysans du joug des formes précapitalistes d'oppression et d'exploitation, et n'a fait que les exprimer en argent (la corvée et le fermage en nature sont en partie remplacés par le fermage en argent, l'impôt en nature par l'impôt en argent, etc., etc.) ce qui a encore aggravé la misère des paysans. Au «secours» de la situation précaire des paysans sont venus les usuriers qui les spolient et parfois (par exemple, dans certaines régions des Indes et de la Chine) créent un esclavage héréditaire pour dettes.

En dépit de toute la diversité des rapports agraires dans les divers pays coloniaux et même dans les différentes régions d'un même pays, la situation misérable des masses paysannes est presque partout la même: en grâce à un échange non équivalent; en partie, grâce à une exploitation directe, les paysans de ces pays sont

hors d'état d'élever le niveau de la technique et de l'organisation de leur culture. La productivité de leur travail et leur consommation diminuent. La paupérisation des paysans dans ces pays est un phénomène général. Aux Indes, en Chine, en Indonésie, la paupérisation des paysans a atteint un tel degré, qu'actuellement le type dominant à la campagne est le paysan pauvre sans terre ou presque sans terre, souvent en proie à la famine. La grande propriété foncière n'est presque jamais liée à la grande exploitation agricole et ne sert qu'à tirer des paysans le paiement des fermages. Il existe du reste souvent toute une hiérarchie de fermiers et de sous-fermiers, intermédiaires parasites entre le cultivateur et le grand propriétaire foncier (gentry, zamindar) ou l'État. Les vieux réseaux d'irrigation artificielle, qui sont dans ces pays d'une grande importance pour l'agriculture, sont d'abord tombés en déchéance grâce à l'intervention de l'impérialisme et lorsqu'ils furent ensuite rétablis sur une base capitaliste, leur usage devient trop coûteux pour le paysan. Les mauvaises récoltes deviennent de plus en plus fréquentes. Devant les calamités et les épidémies de toute sorte, le paysan est sans défense. De grandes masses de paysans sont éliminées du processus de production; ils n'ont aucune possibilité de trouver du travail dans les villes, trouvent rarement du travail dans les campagnes et se transforment en misérables coolies.

Cette situation misérable des paysans a pour conséquence une crise du marché intérieur pour l'industrie et constitue donc un fort obstacle au développement capitaliste du pays. De même que la bourgeoisie nationale des Indes, de Chine, d'Égypte, l'impérialisme se heurte à cette misère des paysans comme un obstacle à l'élargissement de son exploitation; mais, comme elle, il est si étroitement lié par ses intérêts économiques et politiques à la grande propriété foncière et au capital marchand et usuraire, qu'il ne peut réaliser une réforme agraire de quelque importance.

L'économie domestique et l'artisanat paysan se désagrègent de plus en plus. Le développement du commerce crée large couche de bourgeoisie commerçante indigène, exerçant aussi la fonction d'accapareur, d'usurier, etc. La prédominance et l'hégémonie du capital marchand et usuraire, dans les conditions spécifiques de l'économie coloniale, entrave la croissance du capital industriel. Dans la lutte pour le marché intérieur, le capital national se

heurte toujours davantage à la concurrence des capitaux étrangers importés et au frein que constituent les rapports précapitalistes dans les campagnes. En dépit de ces obstacles naît, dans certaines branches de production, une grande industrie indigène (industrie légère surtout). Le capital national et les banques nationales naissent et se développent.

Les pitoyables tentatives de réaliser des réformes agraires sans préjudices pour le régime colonial, tendent à réaliser une lente transformation du propriétaire semi-féodal en propriétaire capitaliste, et dans certains cas, la formation de petite couche de paysans riches. En pratique, cela ne conduit qu'à une paupérisation toujours plus grande de l'écrasante majorité des paysans, ce qui paralyse davantage le développement du marché intérieur. Sur la base de ces processus économiques contradictoires se développent les principales forces sociales des mouvements coloniaux.

§14. Dans la période de l'impérialisme, le rôle du capital financier dans la conquête du monopole économique et politique dans les colonies apparaît avec une netteté particulière. Cela se manifeste en particulier dans certaines conséquences économiques déterminées par l'exploitation du capital dans les colonies. Ce capital afflue particulièrement dans le commerce, joue principalement le rôle de capital usuraire (prêts) et vise à conserver et à renforcer l'appareil d'oppression de l'État impérialiste dans les colonies (par les emprunts d'État, etc.), ou à conquérir un contrôle complet des organes gouvernementaux soi-disant indépendants de la bourgeoisie indigène des pays semi-coloniaux.

L'exportation du capital dans les colonies y accélère le développement des rapports capitalistes. La partie du capital exporté, qui est investie dans la production des colonies, détermine en partie une accélération du développement industriel; non dans le but de favoriser l'indépendance de l'économie coloniale, mais au contraire, pour en renforcer la dépendance à l'égard du capital financier des pays impérialistes. En général, les capitaux importés dans les colonies sont employés presque exclusivement pour saisir et extraire les matières premières ou pour en développer les voies de communication (chemins de fer, constructions navales, aménagement des ports, etc.) qui facilitent l'enlèvement des matières premières et lient plus étroitement les colonies aux métropoles. La forme de prédilection des



investissements dans l'agriculture est la participation des capitaux dans les grandes plantations, dans le but de produire des aliments à bon marché et monopoliser des sources immenses de matières premières. Le transfert dans les métropoles de la plus grande partie de la plus-value tirée de la main-d'œuvre à bas prix des esclaves coloniaux ralentit considérablement l'essor de l'économie des pays coloniaux, le développement de leurs forces productives et fait obstacle à l'émancipation économique et politique des colonies.

Une autre caractéristique fondamentale des rapports entre les États capitalistes et les colonies est la tendance de divers groupes monopolistes du capital financier à monopoliser tout le commerce extérieur de certains pays coloniaux et semi-coloniaux, à les soumettre ainsi à leur contrôle et à réglementer tous les canaux qui lient l'économie coloniale au marché mondial. L'influence directe que cette monopolisation du commerce extérieur, par un petit nombre de firmes d'exportation monopolistes, exerce sur le développement capitaliste des colonies, s'exprime moins par le développement du marché intérieur national que par l'adaptation du commerce intérieur disséminé des colonies aux besoins de l'exportation et par l'absorption des richesses naturelles des pays coloniaux par les parasites impérialistes. Cette particularité du développement du commerce colonial trouve aussi son expression dans la forme et le caractère des banques impérialistes dans les colonies: elles mobilisent l'épargne de la population indigène pour financer le commerce extérieur des colonies, etc.

§15. Toute la politique économique envers les colonies est guidée par le souci de conserver et de renforcer leur dépendance, d'intensifier leur exploitation et d'entraver le plus possible leur développement indépendant. Seules, des circonstances particulières peuvent obliger la bourgeoisie des États capitalistes à favoriser le développement de la grande industrie dans les colonies. Ainsi, la nécessité de conduire ou de préparer une guerre, dans une certaine mesure, la création de diverses entreprises métallurgiques et chimiques dans les colonies qui ont le plus d'importance stratégique (par exemple aux Indes). La concurrence des rivaux plus forts peut obliger la métropole à accorder certaines concessions dans la politique douanière, mais en ayant soin de se garantir de taxes de faveur. Afin de corrompre certaines

couches de la bourgeoisie des colonies et semi-colonies, surtout dans les périodes d'essor du mouvement révolutionnaire, elle peut diminuer, dans une certaine mesure, sa pression économique; mais, dès que ces circonstances extraordinaires, et pour la plupart non économiques, disparaissent, la politique économique des puissances impérialistes s'efforce aussitôt d'opprimer et d'entraver le développement économique des colonies. C'est pourquoi le développement de l'économie nationale des colonies et surtout leur industrialisation, le développement indépendant et complet de leur industrie, ne peuvent s'effectuer qu'en contradiction flagrante avec la politique de l'impérialisme. C'est pourquoi le caractère spécifique du développement des pays coloniaux s'exprime en ce que la croissance des forces productives s'effectue à travers des difficultés exceptionnelles, des spasmes et qu'elle est artificiellement limitée à certaines branches industrielles.

Tout cela détermine inévitablement une pression sans cesse croissante de l'impérialisme sur les pays coloniaux et semi-coloniaux qui suscite une résistance de plus en plus forte des facteurs sociaux économiques engendrés par l'impérialisme lui-même. L'entrave permanente au développement indépendant renforce toujours davantage l'antagonisme et provoque des crises révolutionnaires, des mouvements de boycott, des soulèvements nationaux-révolutionnaires, etc.

D'une part, les contradictions objectives immanentes du développement capitaliste dans les colonies se renforcent, et par là s'intensifient également les contradictions entre le développement des colonies et les intérêts de la bourgeoisie des États impérialistes. D'autre part, la nouvelle forme d'exploitation capitaliste crée une force vraiment révolutionnaire: le prolétariat, autour duquel les millions de paysans s'unissent de plus en plus pour opposer une résistance organisée à l'oppression du capital financier.

Toutes ces palabres des impérialistes et de leurs valets sur la politique de décolonisation menée par les puissances impérialistes, l'encouragement au «libre essor des colonies» ne sont que mensonges impérialistes. Il est extrêmement important que les communistes démasquent ce mensonge aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays coloniaux.

### 3. — La stratégie et la tactique communistes en Chine, aux Indes et dans les pays coloniaux semblables

§16. Comme dans toutes les colonies et semi-colonies, le développement des forces productives et la collectivisation du travail en Chine et aux Indes sont à un niveau relativement bas. Cette circonstance ajoutée à l'oppression étrangère et à la présence de fortes survivances du féodalisme et des rapports précapitalistes, détermine le caractère de la prochaine étape de la révolution dans ces pays. Dans le mouvement révolutionnaire de ces pays, il s'agit d'une *révolution démocratique-bourgeoise*, c'est-à-dire, d'une étape où se préparent les prémisses de la dictature prolétarienne et de la révolution socialiste. On peut donc fixer les tâches fondamentales suivantes aux révolutions démocratiques-bourgeoises des colonies et semi-colonies:

a) Modifier le rapport des forces en faveur du prolétariat; libérer le pays du joug de l'impérialisme (nationalisation des concessions, voies ferrées, banques et autres entreprises étrangères); créer l'unité nationale là où elle n'est pas encore réalisée; renverser le pouvoir des classes exploiteuses derrières lesquelles est l'impérialisme; organiser des conseils ouvriers et paysans et une Armée Rouge; instaurer la dictature du prolétariat et des paysans; consolider l'hégémonie du prolétariat.

b) Réaliser la révolution agraire; libérer les paysans de toutes les formes précapitalistes et coloniales d'exploitation et d'esclavage, nationaliser la terre; prendre des mesures radicales pour alléger la situation des paysans, afin d'établir entre la ville et la campagne l'alliance économique et la plus étroite.

c) Avec le développement ultérieur de l'industrie, des transports etc., et la croissance correspondante du prolétariat, développer l'organisation syndicale de la classe ouvrière, consolider le PC et lui acquérir une solide position dirigeante parmi les masses travailleuses, conquérir la journée de huit heures.

d) Etablir l'égalité des nationalités et des sexes (égalité des droits pour la femme); séparer l'État et l'Église et abolir les castes; enseignement politique et relèvement du niveau intellectuel général des masses urbaines et rurales, etc.

La marche du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans, ses succès ou ses défaites dans la lutte contre les impérialistes, les féodaux et la bourgeoisie détermineront dans quelle mesure la révolution démocratique-bourgeoise pourra réaliser pratiquement *toutes* ses tâches fondamentales, et la partie d'entre elles qui ne peut être réalisée que par la révolution socialiste. La libération des colonies du joug impérialiste est facilitée par le développement de la révolution socialiste dans le monde capitaliste et ne peut être assurée définitivement que par la victoire du prolétariat dans les pays capitalistes avancés. Un certain minimum de conditions sont indispensables au passage de la révolution à sa phase socialiste; par exemple, un certain niveau de développement industriel, une organisation syndicale prolétarienne et un puissant PC. Le plus important est précisément le développement d'un fort PC ayant une grande influence sur les masses, ce qui, dans ces pays, serait un processus lent et pénible au plus haut point, s'il n'était accéléré par la révolution démocratique-bourgeoise engendrée déjà par les conditions objectives de ces pays.

§17. Dans les colonies, la révolution se distingue de la révolution dans un pays indépendant, surtout par sa liaison organique avec la *lutte pour l'émancipation nationale du joug impérialiste*. Le facteur national a une grande influence sur le processus révolutionnaire de toutes les colonies et semi-colonies, où l'esclavage impérialiste apparaît dans tout son cynisme qui exaspère les masses populaires. D'une part, l'oppression nationale accélère la maturation de la crise révolutionnaire, renforce le mécontentement des masses ouvrières et paysannes, facilite leur mobilisation et donne aux explosions révolutionnaires le caractère d'un mouvement élémentaire de masse, d'une véritable révolution populaire. D'autre part, le facteur national peut non seulement influencer le mouvement de la classe ouvrière et des paysans, mais encore modifier, au cours de la révolution, la position de toutes les autres classes; en premier lieu, la petite-bourgeoisie pauvre des villes et les intellectuels petits-bourgeois tombent dans une mesure assez large, au début, sous l'influence des forces révolutionnaires actives; deuxièmement, la position de la bourgeoisie coloniale dans la révolution démocratique-bourgeoise a, en grande partie, un caractère de duplicité; au cours de la révolution, ses

oscillations sont encore plus fortes que celles de la bourgeoisie des pays indépendants (par exemple, celles de la bourgeoisie russe en 1905-17). Il est très important, selon les circonstances concrètes, d'étudier attentivement l'influence particulière du facteur national, qui détermine en grande partie l'originalité de la révolution coloniale: il est très important d'en tenir compte dans la tactique du PC intéressé.

À côté de la lutte pour l'émancipation nationale, le problème de la *révolution agraire* constitue l'axe de la révolution dans les pays coloniaux avancés. C'est pourquoi les communistes doivent suivre avec la plus grande attention le développement de la crise agraire et l'aggravation des contradictions de classes à la campagne; ils doivent, dès le début, donner une orientation consciente et révolutionnaire au mécontentement des masses ouvrières et au mouvement paysan; les orienter contre l'exploitation et l'esclavage impérialistes et contre le joug des divers rapports précapitalistes féodaux ou semi-féodaux, qui ruinent l'économie paysanne. L'état considérablement arriéré de l'agriculture, l'existence d'un système de fermage inhumain, le joug du capital marchand et usuraire sont les plus grandes entraves au développement des forces productives de l'agriculture des colonies et sont en contradiction inouïe avec les formes très développées, créées et monopolisées par l'impérialisme, de l'échange entre la production agricole des colonies et le marché mondial.

§18. La *bourgeoisie* nationale de ces pays coloniaux n'occupe pas une position uniforme envers l'impérialisme. Une partie de cette bourgeoisie, la bourgeoisie marchande avant tout, sert directement les intérêts du capital impérialiste (la bourgeoisie dite des *compradores*). Dans l'ensemble, elle défend d'une façon plus ou moins conséquente, comme les alliés féodaux de l'impérialisme et les fonctionnaires indigènes les mieux rétribués, un point de vue antinational, impérialiste, dirigé contre tout le mouvement national. Le reste de la bourgeoisie indigène, en particulier la fraction représentant les intérêts de l'industrie indigène, se place sur le terrain du mouvement national et constitue une tendance particulièrement hésitante, et encline aux compromis qu'on appelle *national-réformisme* (ou, d'après la terminologie des thèses du 2<sup>e</sup> Congrès: orientation «démocratique-bourgeoise»). Il est vrai qu'on n'observe plus en Chine, après 1925, cette position intermédiaire de la bourgeoisie

nationale entre le camp révolutionnaire et le camp impérialiste. Par suite de la situation particulière, une grande partie de la bourgeoisie nationale chinoise s'est mise, au début, à la tête de la guerre nationale libératrice; plus tard, elle a passé définitivement au camp de la contre-révolution. Aux Indes et en Égypte, nous observons encore pour le moment un mouvement nationaliste bourgeois typique, — un mouvement opportuniste, enclin à de grandes hésitations, oscillant entre l'impérialisme et la révolution.

L'indépendance du pays à l'égard de l'impérialisme, qui correspond aux intérêts de tout le peuple colonial correspond aussi aux intérêts de la bourgeoisie nationale, mais elle est en contradiction absolue avec toute la nature du système impérialiste. Mais les divers capitalistes indigènes sont en grande partie liés par leurs intérêts immédiats et d'une façon très variée au capital impérialiste. L'impérialisme peut en corrompre directement une partie importante; il pourrait même leur créer dans une plus large mesure que jusqu'ici, une certaine position de *comprador*, d'intermédiaire commercial, d'exploiteur subalterne, de garde-chiourme du peuple asservi. Mais l'impérialisme se réserve la position de maître d'esclaves et d'exploiteur monopoliste suprême. L'impérialisme ne consentira jamais volontairement à la bourgeoisie nationale une domination souveraine, la possibilité d'un développement capitaliste indépendant et «libre» et l'hégémonie sur le peuple «indépendant». Ici, la contradiction d'intérêts entre la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et l'impérialisme est objective, fondamentale sur ce point, l'impérialisme exige la *capitulation* de la bourgeoisie nationale.

La bourgeoisie indigène plus faible est toujours prête à capituler devant l'impérialisme. Sa capitulation n'est toutefois pas définitive tant que le danger d'une révolution de classe n'est pas immédiat, réel, aigu, menaçant de la part des masses. Pour éviter ce danger, et, pour renforcer sa position à l'égard de l'impérialisme, ce nationalisme bourgeois s'efforce, dans ces colonies, de gagner l'appui de la petite-bourgeoisie, des paysans et d'une partie de la classe ouvrière. Elle a peu de chances de succès en ce qui concerne la classe ouvrière (après le réveil de la classe ouvrière à la vie politique dans ces pays); il lui importe donc d'autant plus d'obtenir le soutien des paysans. Mais là est le point le plus faible de la bourgeoisie coloniale.

L'exploitation insupportable des paysans dans les colonies ne peut être abolie que par la révolution agraire. Les intérêts immédiats de la bourgeoisie de la Chine, des Indes et de l'Égypte sont si étroitement liés à la propriété foncière, au capital usuraire et, en général, à l'exploitation des masses paysannes, que la bourgeoisie intervient non seulement contre la révolution agraire, mais aussi contre toute réforme agraire décisive. Elle craint, non sans raison, que le seul fait de poser nettement le problème agraire ne provoque l'effervescence révolutionnaire et n'accélère son allure parmi les masses paysannes. Aussi la bourgeoisie réformiste est-elle presque incapable d'aborder la solution pratique de ce problème fondamental et difficile.

Par contre, elle cherche, par des phrases et des gestes nationalistes sans portée, à maintenir les masses petites-bourgeoises sous son influence et à obliger l'impérialisme à certaines concessions. Mais les impérialistes tendent de plus en plus fortement la corde, la bourgeoisie nationale n'étant pas en état de leur opposer la moindre résistance sérieuse. C'est pourquoi la bourgeoisie nationale cherche dans chaque conflit avec l'impérialisme, d'une part, à simuler une «fermeté de ses principes nationalistes», d'autre part, à semer des illusions sur la possibilité d'un compromis pacifique avec l'impérialisme. Les masses sont nécessairement détrompées sur les deux points et perdront ainsi leurs illusions réformistes.

§19. Une fausse appréciation de cette tendance fondamentale nationale réformiste de bourgeoisie nationale crée, dans ces pays coloniaux, l'éventualité de lourdes fautes dans la stratégie et la tactique des PC. Deux genres d'erreurs sont possibles:

- a) L'incompréhension de la différence entre l'orientation national-réformiste et la tendance national-révolutionnaire peut conduire à une politique qui consiste à se mettre à la remorque de la bourgeoisie, à une délimitation politique et organique insuffisamment nette du prolétariat à l'égard de la bourgeoisie, à une imprécision des mots d'ordre révolutionnaires les plus importants (notamment du mot d'ordre de la révolution agraire). Ce fut l'erreur fondamentale du PC en Chine en 1925-27.
- b) La sous-estimation de l'importance particulière du national-réformisme bourgeois — distinct du camp féodal impérialiste — grâce à sa grande influence sur la petite-bourgeoisie, les paysans

et même une partie de la classe ouvrière, au moins dans les premières étapes du mouvement, peut conduire à une politique sectaire, à l'isolement des communistes des masses laborieuses, etc.

Dans les deux cas, on n'accorde pas une attention suffisante à l'application des tâches que le 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC a déjà fixées comme les tâches particulières des PC des pays coloniaux, c'est-à-dire la lutte contre le mouvement démocratique bourgeois au sein du même pays. Sans cette lutte, sans la libération des masses travailleuses de l'influence de la bourgeoisie et du national-réformisme on ne peut atteindre le but stratégique fondamental du mouvement communiste dans la révolution démocratique bourgeoise: *l'hégémonie du prolétariat*.

Sans hégémonie du prolétariat, dont la *position dirigeante du PC* est partie intégrante, la révolution démocratique bourgeoise, à son tour, ne peut être menée jusqu'au bout — sans parler de la révolution socialiste.

§20. La *petite-bourgeoisie* joue un rôle très important dans ces pays coloniaux et semi-coloniaux. Elle est constituée de diverses couches qui jouent un rôle très différent dans les diverses périodes du mouvement national révolutionnaire.

L'*artisan*, qui souffre de la concurrence que lui font les marchandises importées, est hostile à l'impérialisme. Mais, en même temps, il est intéressé à exploiter sans limites les compagnons et apprentis qu'il occupe, et c'est pourquoi il est également hostile au mouvement ouvrier conscient de ses buts de classe. Il souffre largement lui-même de l'exploitation du capital marchand et usuraire. La position incertaine et contradictoire au plus haut point de cette couche détermine ses oscillations: elle tombe souvent sous l'influence de réactionnaires utopiques. Le *commerçant*, citadin et rural, est lié à l'exploitation des campagnes par le commerce et de l'usure, il s'agrippe aux vieilles formes d'exploitation et les préfère aux perspectives d'élargissement du marché intérieur. Mais ces couches ne forment pas une masse homogène. La bourgeoisie commerçante, liée sous une forme quelconque aux compradores, a une autre position que celle dont l'activité se limite exclusivement au marché intérieur. Les *intellectuels petits-bourgeois*, les étudiants, etc., sont très souvent les représentants les plus énergiques non seulement des intérêts spécifiques de la petite-bourgeoise, mais encore

des intérêts objectifs et généraux de l'ensemble de la bourgeoisie nationale. Dans la première période du mouvement national, ils interviennent fréquemment comme champions des aspirations nationales. Leur rôle est relativement grand à la surface du mouvement.

En général, ils ne peuvent pas être les défenseurs des intérêts paysans, le milieu social dont ils sortent étant lié à la propriété foncière. La vague révolutionnaire montante peut les pousser dans le mouvement ouvrier, où ils apportent leur idéologie petite-bourgeoise hésitante et indécise. Quelques-uns seulement peuvent rompre avec leur classe, au cours de la lutte, s'élever jusqu'à concevoir les tâches de la lutte de classe du prolétariat et devenir d'actifs défenseurs des intérêts prolétariens. Il n'est pas rare que des intellectuels petits-bourgeois donnent à leur idéologie une couleur socialiste et même communiste. Dans la lutte contre l'impérialisme, ils ont joué et jouent encore aujourd'hui dans certains pays, comme l'Inde, l'Égypte, un rôle révolutionnaire. Le mouvement de masse peut les entraîner mais aussi les pousser dans le camp de la pire réaction ou bien favoriser la diffusion, dans leurs rangs, de tendances réactionnaires utopiques.

À côté de ces couches, existe dans les villes coloniales une nombreuse *population citadine pauvre*, que sa situation pousse objectivement vers la révolution: artisans n'exploitant pas le travail d'autrui, marchands de rue, intellectuels sans travail, paysans ruinés à la recherche de gagne-pain, etc... En outre, dans les villes comme dans les campagnes, existe une nombreuse couche des «coolies», semi-prolétaires qui n'ont pas passé par l'école de la fabrique et vivent de gains occasionnels.

Les *paysans* sont, aux côtés du prolétariat et comme alliés du prolétariat, une des forces motrices de la révolution. Les innombrables millions de paysans forment l'écrasante majorité de la population, même dans les colonies les plus développées (dans certaines colonies 90% de la population). Les principaux alliés du prolétariat à la campagne sont les masses considérables des fermiers affamés, des petits paysans écrasés de la misère et toutes les formes d'exploitation précapitalistes et capitalistes, qui ont perdu en grande partie leur culture même sur la terre louée, qui sont rejetés du processus de production et dépérissent lentement de faim et de maladie, et, enfin, les ouvriers agricoles. Les paysans ne peuvent conquérir leur

émancipation que sous la direction du prolétariat, mais ce n'est qu'allié aux paysans que le prolétariat peut mener à la victoire la révolution démocratique bourgeoise. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, où existent encore de fortes survivances du féodalisme et des rapports précapitalistes, la différenciation parmi les paysans s'effectue à une allure relativement faible. Cependant les rapports du marché s'y sont développés au point que les paysans ne forment plus une masse homogène au point de vue de classe. Dans la campagne chinoise et hindoue, dans certaines régions surtout, peut déjà rencontrer des éléments issus de la paysannerie, qui exploitent les ouvriers agricoles et les paysans par l'usure, le commerce, l'emploi de main-d'œuvre, la location et la sous-location de la terre, du bétail et des engins agricoles. Dans la première période de la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers, il est généralement possible que le prolétariat entraîne toute la paysannerie. Mais, par la suite, certaines couches supérieures de paysans peuvent passer à la contre-révolution. Le prolétariat ne peut conquérir le rôle dirigeant à l'égard des paysans qu'à la condition de lutter avec abnégation pour leurs revendications partielles pour l'accomplissement total de la révolution agraire et d'être à la tête de la lutte des larges masses pour la solution révolutionnaire du problème agraire.

§21. *La classe ouvrière* des pays coloniaux et semi-coloniaux possède des caractères spéciaux qui jouent un rôle très important dans la formation d'un mouvement ouvrier indépendant et d'une idéologie prolétarienne de classe dans ces pays. La majorité écrasante du prolétariat colonial vient de la campagne paupérisée, avec laquelle l'ouvrier reste lié même quand il est à l'usine. Dans la plupart des colonies (à l'exception de quelques grandes villes industrielles comme Shanghai, Bombay, Calcutta, et autres) nous n'avons, général, que la première génération prolétarienne occupée dans la grande l'industrie. Le reste du prolétariat est constitué par les artisans ruinés et rejetés de l'artisanat en décomposition, qui est largement répandue même dans les colonies les plus avancées. L'artisan ruiné, le petit propriétaire apporte, au sein de la classe ouvrière, une mentalité et une idéologie corporatives qui permettent l'infiltration de l'influence nationale réformatrice dans le mouvement ouvrier des colonies.

La forte fluctuation de ses effectifs

(changement fréquent de la main-d'œuvre dans les fabriques, retour à la campagne et afflux de nouvelles masses paysannes paupérisées dans l'industrie, la forte proportion de femmes et d'enfants, la diversité des langues et l'analphabétisme, les préjugés religieux et de caste rendent difficiles l'agitation et la propagande systématiques et retardent le développement de la conscience de classe parmi les ouvriers. Cependant, l'exploitation implacable pratiquée dans les formes les plus brutales par le capital indigène et étranger, l'absence de tout droit politique pour les ouvriers, créent les conditions objectives sur la base desquelles le mouvement ouvrier des colonies surmonte rapidement toutes les difficultés et entraîne chaque année des masses sans cesse plus grandes dans la lutte contre les exploiteurs indigènes et les impérialistes.

La première période du développement du mouvement ouvrier dans les colonies et semi-colonies (de 1919 à 1923 environ) fut organiquement liée à l'essor général du mouvement national-révolutionnaire qui suivit la guerre mondiale; elle est caractérisée par la subordination des intérêts de la classe ouvrière aux intérêts de la lutte anti-impérialiste dirigée par la bourgeoisie indigène. Quand les grèves et autres actions ouvrières portent un caractère organisé, elles sont organisées d'ordinaire par les intellectuels petits-bourgeois qui limitent les revendications ouvrières aux questions de la lutte nationale. Au contraire, le caractère le plus important de la seconde période de l'essor du mouvement ouvrier, qui commença dans les colonies après le 5<sup>e</sup> Congrès est constitué par l'entrée de la classe ouvrière des colonies dans l'arène comme force et classe indépendante qui s'oppose à la bourgeoisie nationale et engage la lutte contre elle ses propres intérêts de classe et pour l'hégémonie dans la révolution nationale en général. Cette particularité de la nouvelle étape des révolutions coloniales est confirmée absolument par l'histoire de ces dernières années, par l'exemple de la grande révolution chinoise et de l'insurrection en Indonésie en particulier. Tout prouve, qu'aux Indes aussi, la classe ouvrière se libère de l'influence des chefs nationaux-réformistes et social-réformistes et devient un facteur indépendant en lutte contre les impérialistes britanniques et la bourgeoisie indigène.

§22. Pour fixer correctement les tâches immédiates du mouvement révolutionnaire, il importe de prendre comme point de départ le

*degré de maturité* atteint par ce mouvement dans les divers pays coloniaux. Le mouvement révolutionnaire de Chine se distingue du mouvement actuel des Indes par une série de traits essentiels qui caractérisent la différence de maturité du mouvement dans ces deux pays. L'expérience passée de la révolution chinoise doit absolument être utilisée dans le mouvement des Indes et des autres pays coloniaux analogues. Mais, ce serait une manière tout à fait erronée d'appliquer l'expérience chinoise si nous voulions fixer les tâches *immédiates*, les mots d'ordre et les méthodes tactiques aux Indes, en Égypte, etc..., dans la forme qui était en Chine par exemple, pendant la période de Wouhan, ou bien dans la forme nécessaire actuellement. La tendance à ignorer les difficultés inéluctables et les objectifs particuliers de l'étape présente du mouvement révolutionnaire des Indes, de l'Égypte, etc..., ne peut être que funeste. Il importe de réaliser un grand travail pour constituer et éduquer les PC, pour développer les organisations syndicales du prolétariat, pour orienter les syndicats dans la voie révolutionnaire, pour déployer des actions économiques et politiques de masses, pour conquérir les masses et les libérer de l'influence de la bourgeoisie national-réformiste: avant d'accomplir dans ces pays avec quelques chances de succès les tâches qui étaient pleinement justes en Chine, pendant la période de Wouhan, comme objectifs immédiats de la lutte de la classe ouvrière et des paysans.

Les intérêts de la lutte pour la domination de classe de la bourgeoisie nationale obligent les Partis bourgeois les plus importants des Indes et de l'Égypte (swarajistes, wafdistes) à manifester encore leur opposition contre le bloc impérialiste-féodal régnant. Cette opposition n'est pas révolutionnaire, mais simplement réformiste et opportuniste: cela ne signifie cependant pas qu'elle n'ait de ce fait aucune portée spécifique. La bourgeoisie n'a pas la force qui mène la lutte contre l'impérialisme. Mais cette opposition réformiste possède une signification réelle et spéciale — négative et positive — pour le développement du mouvement révolutionnaire, dans la mesure où elle possède une influence sur les masses. Le fait le plus important, c'est qu'elle entrave et retarde le développement du mouvement révolutionnaire, dans la mesure où elle réussit entraîner les masses travailleuses et à les éloigner de la lutte révolutionnaire. Mais, d'autre part, l'action de l'opposition bourgeoise



contre le bloc impérialiste féodal régnant — même si elle ne vise pas très loin — peut *accélérer* dans une certaine mesure l'éveil des larges masses travailleuses à la vie politique: quoique sans grande importance en eux-mêmes, les conflits concrets et déclarés entre la bourgeoisie national-réformiste et l'impérialisme peuvent, dans certaines conditions, devenir la cause indirecte du déclenchement de grandes actions révolutionnaires de masses. Certes, la bourgeoisie réformiste s'efforce elle-même d'empêcher que son action d'opposition ait de telles conséquences et de les paralyser d'avance d'une façon ou de l'autre. Mais là où existent les conditions objectives d'une profonde crise politique, l'action de l'opposition nationale-réformiste, ses conflits avec l'impérialisme même les plus insignifiants et les moins liés au véritable foyer de la révolution, peuvent acquérir une importance des plus graves. Les communistes doivent apprendre à utiliser chacun de ces conflits, à les aviver, à en renforcer la portée, à les lier avec l'agitation pour les mots d'ordre révolutionnaires, à les porter à la connaissance des larges masses, à pousser ces masses à une action indépendante, ouverte avec leurs propres revendications, etc...

§23. Dans la lutte contre des Partis tels que les swarajistes et les wafdistes, la tactique juste consiste dans ce moment à démasquer avec succès leur véritable caractère national-réformiste. Ces Partis ont déjà trahi maintes fois la lutte pour l'émancipation nationale, sans avoir passé encore définitivement au camp contre-révolutionnaire, comme le Kuomintang. Il est certain qu'ils le feront plus tard, mais actuellement ils sont dangereux précisément parce que leur véritable figure n'est pas encore démasquée aux yeux des larges masses travailleuses. Dans ce but, un très grand travail d'éducation communiste est encore nécessaire, de plus, ces masses doivent acquérir elles-mêmes une nouvelle et très grande expérience politique. Si, les communistes ne réussissent pas à ébranler déjà maintenant la confiance des masses travailleuses dans la direction bourgeoise, national-réformiste, du mouvement national, cette direction deviendra un immense danger pour la révolution lors de la prochaine montée de la vague révolutionnaire. C'est pourquoi il importe, par une tactique communiste juste, correspondant aux conditions de l'étape actuelle, d'aider les masses travailleuses des Indes, d'Égypte, de l'Indonésie

et des autres colonies analogues, à se libérer de l'influence des Partis bourgeois. Cela ne sera pas obtenu au moyen de grandes phrases, paraissant très radicales, sur l'absence de toute différence entre l'opposition nationale-réformiste (swarajistes, wafdistes, etc...) et les impérialistes britanniques ou leur alliés féodaux contre-révolutionnaires. Les chefs nationaux-réformistes pourraient facilement utiliser une telle exagération pour exciter les masses contre les communistes. Les masses voient le principal ennemi immédiat de l'émancipation nationale dans le bloc impérialiste-féodal, ce qui est juste en soi même à l'étape présente du mouvement aux Indes, en Égypte et en Indonésie (pour autant qu'on n'envisage qu'un côté de la question). Dans la lutte contre cette force contre-révolutionnaire dominante, les communistes hindous, égyptiens et indonésiens doivent être au premier rang, ils doivent combattre plus énergiquement, d'une façon plus conséquente et plus hardiment que n'importe quel groupe petit-bourgeois national-révolutionnaire: naturellement, pas pour organiser des putschs, des tentatives prématurées de soulèvements d'une petite minorité révolutionnaire, mais pour mobiliser les plus larges masses travailleuses pour des démonstrations et autres actions, afin de s'assurer une véritable participation de ces masses à l'insurrection victorieuse dans l'étape ultérieure de la lutte révolutionnaire. Mais il n'est pas moins important de démasquer implacablement aux masses travailleuses le caractère national-réformiste des swarajistes, wafdistes et autres Partis nationalistes; de leurs chefs en particulier, leur inconséquence et leurs oscillations dans le mouvement national, leurs marchandages, leur volonté de compromis avec les impérialistes britanniques, leurs capitulations passées et leurs actions contre-révolutionnaires, leur résistance réactionnaire aux revendications de classe du prolétariat et des paysans, leurs phrases nationalistes creuses, les illusions néfastes qu'ils répandent sur la décolonisation pacifique du pays et leur sabotage des méthodes révolutionnaires dans la lutte pour l'émancipation nationale. Il faut repousser tout bloc entre le PC et l'opposition nationale-réformiste. Cela n'exclut pas des ententes temporaires et la coordination de certaines actions bien déterminées contre l'impérialisme, si l'action de l'opposition bourgeoise peut être utilisée pour déclencher un mouvement masses et si ce ententes ne restreignent en rien la liberté d'agitation et

d'organisation du PC parmi les masses. Il est bien entendu que les communistes doivent lutter simultanément, le plus vigoureusement, idéologiquement et politiquement contre le nationalisme bourgeois et contre la moindre expression de son influence au sein du mouvement ouvrier. En de tels cas, le PC doit veiller particulièrement non seulement à conserver toute son indépendance politique et à montrer son propre visage, mais encore en se fondant sur des faits, ouvrir les yeux des masses travailleuses, qui sont sous l'influence de l'opposition bourgeoise, afin qu'elles voient toute l'insécurité de cette opposition et le danger des illusions démocratiques-bourgeoises qu'elle répand.

§24. Une fausse appréciation de l'orientation fondamentale du Parti de la grosse bourgeoisie nationale entraîne le danger d'une fausse appréciation du caractère et du rôle des Partis *petits-bourgeois*. En règle générale, le développement de ces Partis évolue de la position nationale-révolutionnaire à la position nationale-réformiste. Même des mouvements tels que le sunyatsénisme en Chine, le ghandisme aux Indes, le Sarekat Islam en Indonésie, furent au début des tendances idéologiques radicales petites-bourgeoises, devenues plus tard, au service de la grosse bourgeoisie, des tendances nationales-réformistes. Depuis lors, s'est de nouveau formée aux Indes, en Égypte et en Indonésie une aile radicale de groupes petits-bourgeois (par exemple, le Parti républicain, le Watani, le Sarekat-Rayat) qui représentent un point de vue national-révolutionnaire plus moins conséquent. Aux Indes, il est possible que de nouveaux groupes et Partis analogues petits-bourgeois radicaux se forment. Mais il ne faut pas oublier que ces Partis liés au fond à la bourgeoisie nationale. Les intellectuels petits-bourgeois qui sont à la tête de ces Partis, présentent des revendications nationales-révolutionnaires. Mais ils sont en même temps plus ou moins consciemment les représentants d'un *développement capitaliste* de leur pays. Certains de ces éléments peuvent devenir les adeptes de toutes sortes d'utopies réactionnaires, mais face à l'impérialisme et au féodalisme, ils sont, au début — et c'est ce qui les distingue des Partis de la grande bourgeoisie nationale — non les représentants du réformisme, mais les représentants plus ou moins révolutionnaires des intérêts anti-impérialistes de la bourgeoisie coloniale

jusqu'au moment où le développement du processus révolutionnaire pose nettement et avec acuité, les problèmes intérieurs fondamentaux de la révolution démocratique-bourgeoise, notamment la question de la révolution agraire et de la dictature du prolétariat et des paysans. Alors les Partis petits-bourgeois cessent ordinairement d'avoir un caractère révolutionnaire. Dès que la révolution oppose les intérêts de classe du prolétariat et des paysans non seulement à la domination du bloc féodal et impérialiste, mais aussi à la domination de la classe de la bourgeoisie, les groupes petits-bourgeois ordinairement au côté Partis nationaux-réformistes.

Il est absolument indispensable que les PC de ces pays procèdent dès le début et de *la façon la plus nette à une délimitation* politique et organique entre eux et tous les Partis groupes petits-bourgeois. Une collaboration momentanée entre le PC et le mouvement national-révolutionnaire est admissible si elle est exigée par l'intérêt de la lutte révolutionnaire: en certaines circonstances même, une alliance temporaire peut même être conclue si le mouvement national révolutionnaire lutte effectivement contre le pouvoir établi, s'il est réellement et si ses représentants n'empêchent pas les communistes d'éduquer les paysans et les larges masses des travailleurs dans l'esprit révolutionnaire. Mais au cours de toute collaboration, il faut comprendre très clairement qu'elle ne doit pas dégénérer en une fusion du mouvement communiste avec le mouvement petit-bourgeois révolutionnaire. Le mouvement communiste doit absolument maintenir en toutes circonstances l'indépendance du mouvement prolétarien, son autonomie dans l'agitation, l'organisation et l'action.

Critiquer l'inconséquence et l'indécision des groupes petits-bourgeois, prévoir leur oscillations, se préparer à y faire face et utiliser en même temps toutes les ressources révolutionnaires de ces couches, mener une lutte conséquente l'influence petite-bourgeoise dans les rangs du prolétariat, s'efforcer par tous les moyens d'arracher les larges masses paysannes de l'influence des Partis petits-bourgeois, leur enlever l'hégémonie sur la paysannerie — voilà les tâches des PC.

§25. Le mouvement révolutionnaire des Indes, de l'Égypte, etc..., n'atteindra un degré de

maturité aussi élevé que celui de Chine, que dès une grande vague révolutionnaire se soulèvera dans ces pays. Au cas où elle se produirait avec retard, la maturation politique et organique des forces motrices de la révolution pourra s'opérer par un développement graduel, relativement lent. Mais si la prochaine grande vague révolutionnaire se lève plus tôt, le mouvement peut rapidement atteindre un haut degré de maturité. Si les conditions sont exceptionnellement favorables, il n'est même pas exclu que la révolution y conduise d'emblée à la conquête du pouvoir par le prolétariat et les paysans. Mais il est aussi possible que le processus révolutionnaire soit interrompu pour un temps plus ou moins long, surtout si la prochaine vague révolutionnaire n'atteint qu'une force et une durée relativement faibles. C'est pourquoi il importe d'analyser avec grande netteté chaque situation *concrète*.

Les facteurs suivants sont d'une portée décisive dans le développement de la révolution d'un stade à un autre plus élevé:

1) Le degré de développement de la direction révolutionnaire prolétarienne du mouvement, c'est-à-dire du PC (effectifs du Parti, son degré d'indépendance, sa conscience de classe, sa capacité combative, son autorité, sa liaison avec les masses et son influence dans les syndicats et sur le mouvement paysan);

2) Le degré d'organisation et d'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, et, dans une certaine mesure, des paysans. L'expérience révolutionnaire des masses, c'est l'expérience de la lutte, d'abord elles doivent se libérer de l'influence des Partis bourgeois et petits-bourgeois. Comme ces conditions ne se rencontrent pas à un degré suffisant, dans les meilleurs des cas, avant la première explosion de la révolution, il faut que la crise révolutionnaire soit extraordinairement profonde, la vague révolutionnaire très longue et très forte pour que la révolution démocratique bourgeoise puisse aboutir, du premier coup, à la victoire complète du prolétariat et des paysans. On peut imaginer telle éventualité par exemple, si l'impérialisme dominant est entraîné simultanément dans une longue guerre au dehors du pays colonial.

§26. La dialectique historique, vivante et concrète que nous a montrée la première étape de la révolution démocratique bourgeoise en Chine, donne aux communistes, surtout à ceux qui militent dans les pays coloniaux, une

expérience précieuse qu'il faut étudier minutieusement pour en tirer les enseignements, surtout en ce qui concerne les erreurs commises par les communistes dans le travail colonial. La durée de la vague révolutionnaire y fut extraordinairement longue (plus de 2 ans), parce qu'elle était liée à une guerre intérieure prolongée. L'expédition du Nord n'ayant pas été menée directement contre les grandes puissances impérialistes, ces dernières — par suite de leur rivalité réciproque — restèrent au début partiellement passives, la direction bourgeoise du mouvement avait en mains, depuis plusieurs années déjà, Canton qui représentait un certain territoire, quoique limité, un pouvoir central, s'appuyant sur une armée, etc..., cela explique pourquoi dans ce cas exceptionnel, une grande partie de la bourgeoisie considéra d'abord la guerre d'émancipation nationale comme sa cause. Le Kuomintang, au sein duquel elle jouait en fait le rôle dirigeant, fut un certain temps, à la tête du mouvement national révolutionnaire, et ce fait constitua dans les événements ultérieurs le plus grand danger pour la révolution. D'autre part, une des particularités de la situation chinoise est le fait que le prolétariat y est proportionnellement plus fort par rapport à sa bourgeoisie que le prolétariat des autres colonies. Certes, il était faiblement organisé, mais avec la montée de la vague révolutionnaire, la croissance des organisations ouvrières fut extrêmement rapide. Le PC, de petit groupe qu'il était, porta des effectifs à 60,000 membres (plus tard encore davantage) en un très court laps de temps et gagna une grande influence parmi les masses ouvrières. Naturellement un grand nombre d'éléments petits-bourgeois sont ainsi entrés dans le Parti. Le Parti manquait d'expérience révolutionnaire et encore plus de tradition bolchéviste. Les éléments hésitants, encore très peu libérés des tendances petites-bourgeoises opportunistes, qui ne comprenaient assez bien les tâches indépendantes et le rôle du PC et qui étaient contre tout développement énergique de la révolution agraire, prirent la place prépondérante dans sa direction. L'adhésion momentanée des communistes au Parti dirigeant la révolution nationale — au Kuomintang — répondait en elle-même aux exigences de la situation la lutte et même aux intérêts du travail nécessaire des communistes parmi les masses travailleuses considérables qui suivaient ce Parti. De plus, le PC de Chine reçut au début, sur le territoire soumis au pouvoir du

Kuomintang, la possibilité de développer une agitation indépendante parmi les masses ouvrières et paysannes et parmi les soldats de l'armée nationale, et parmi leurs organisations. À ce moment, le Parti avait plus de possibilités qu'il n'en a utilisées. Il n'a pas assez nettement expliqué alors aux masses sa position de classe prolétarienne et révolutionnaire distincte du sunyatsenisme et des autres tendances petites-bourgeoises. Dans les rangs du Kuomintang, les communistes n'ont pas mené une politique indépendante, ils ont perdu de vue que lorsque la formation d'un bloc devient nécessaire, les communistes doivent y avoir une attitude critique envers les éléments bourgeois et intervenir toujours comme une force indépendante. Les communistes renoncèrent à démasquer les hésitations de la bourgeoisie nationale, du nationalisme bourgeois alors que cette action devait être une des tâches les plus importantes du PC pendant la première étape. La scission inéluctable du Kuomintang se rapprochait à mesure que l'armée nationale avançait; la direction du PC chinois n'a rien ou presque rien entrepris pour préparer le Parti à cette scission, pour lui assurer des positions indépendantes et unifier les ouvriers et les paysans révolutionnaires en un bloc de lutte indépendant qui aurait pu être opposé à la direction du Kuomintang.

Aussi, le coup d'État de Tchang Kai Chek a-t-il surpris le prolétariat révolutionnaire, aucunement préparé, et suscité la confusion dans ses rangs. Mais la direction du PC ne conquist pas même alors que la révolution passait à une nouvelle étape et ne changea pas le cours du Parti dans la direction nécessitée par le coup d'État. L'aile gauche des chefs petits-bourgeois du Kuomintang ayant marché pendant quelque temps encore avec le PC, une délimitation territoriale s'est opérée: les gouvernements de Nankin et Wouhan se formèrent. Mais, à Wouhan, le PC ne joua pas non plus un rôle dirigeant. Bientôt, commença sur le territoire de Wouhan une seconde période caractérisée d'une part par les éléments naissant d'une dualité du pouvoir non encore cristallisée (les unions paysannes se sont emparées à la campagne d'un certain nombre de fonctions appartenant au pouvoir, les syndicats ont étendu leurs fonctions sous la pression des masses qui tendaient à une solution (plébéienne autonome de la question du pouvoir), d'autre part, par l'absence de conditions assez mûres pour organiser des Soviets comme organe de l'insurrection contre le

gouvernement de Wouhan qui menait encore une lutte révolutionnaire contre le gouvernement de Nankin représentant la bourgeoisie qui a trahi la révolution. Le PC a entravé directement alors l'action indépendante des masses révolutionnaires, il ne les a pas aidées à rassembler et à organiser leurs forces, il n'a pas contribué à saper l'influence et les positions des chefs du Kuomintang dans le pays et dans l'armée, il n'a utilisé dans ce but sa participation au gouvernement, au contraire, il a couvert toute l'activité du gouvernement (certains membres dirigeants petits-bourgeois du Parti sont allés jusqu'à participer au désarmement des ouvriers à Wouhan et à sanctionner l'expédition punitive à Tchangcha!).

À la base de cette politique opportuniste était l'espoir d'éviter la rupture avec les leaders petits-bourgeois du gouvernement de Wouhan. Mais en fait cette rupture ne fut qu'ajournée. Quand les soulèvements de masses prirent un caractère menaçant, les chefs du Kuomintang de Wouhan cherchèrent à s'unir avec leurs alliés de l'autre côté de la barricade. Le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans poursuivait toujours ses efforts pour atteindre la victoire. Maintenant, le PC de Chine a redressé sa politique, élu une nouvelle direction et occupé sa place à la tête de la révolution. Mais la vague révolutionnaire régresse déjà. Dans les combats héroïques de masse, menés sous le d'ordre des Soviets, seuls des succès temporaires furent atteints. Dans quelques régions seulement la révolution agraire s'est développée à temps; dans les autres, l'immense arrière-garde paysanne vint trop tard. Aujourd'hui, à la place des fautes opportunistes grossières passées se manifestent dans certaines localités, des erreurs putschistes très dangereuses. De grandes fautes ont aussi été commises par les communistes dans la préparation des insurrections. Les lourdes défaites ont de nouveau rejeté la révolution qui entrait déjà au Sud dans la seconde étape de son développement, au point de départ de cette étape.

§27. La bourgeoisie nationale de Chine étant parvenue au pouvoir, la composition de l'ancien bloc des militaristes s'est modifiée. Le nouveau bloc au pouvoir est aujourd'hui le principal ennemi immédiat de la révolution. Pour le renverser, il faut conquérir à la révolution les masses décisives du prolétariat et des paysans. C'est en cela que consiste la tâche la plus importante du PC de Chine dans la période présente. Les ouvriers chinois possèdent déjà

une expérience considérable. Il faut renforcer et rendre plus révolutionnaire le mouvement syndical, consolider le PC. Une certaine partie des paysans chinois s'est déjà débarrassée des illusions démocratiques bourgeoises et a montré une activité considérable dans la lutte révolutionnaire, mais c'est là seulement une minorité insignifiante de l'immense masse paysanne de Chine. Il est fort possible que certains groupes petits-bourgeois se rallient à la position du national-réformisme (au sein ou en marge du Kuomintang), afin d'acquérir une influence parmi les masses travailleuses au moyen d'une certaine opposition démocratique bourgeoise (Tang Pin Shan et les chefs syndicaux social-démocrates appartiennent aussi à ces réformistes petits-bourgeois). Il ne faut pas sous-estimer la portée de ces tentatives. Les isoler et les démasquer devant les masses par une juste tactique communiste est une condition absolument indispensable pour que le PC puisse occuper une situation effectivement dirigeante au moment d'une nouvelle vague révolutionnaire en Chine. Déjà maintenant le Parti doit propager partout parmi les masses l'idée des Soviets, l'idée de la dictature du prolétariat et des paysans, l'idée qu'une nouvelle insurrection armée victorieuse des masses est inéluctable. Le Parti doit déjà souligner dans son agitation la nécessité de renverser le bloc au pouvoir et mobiliser les masses pour des manifestations révolutionnaires. Tout en tenant compte minutieusement des conditions objectives qui continuent à mûrir la révolution, tout en utilisant toute possibilité de mobiliser les masses, le PC doit s'orienter invariablement et opiniâtrement vers la prise du pouvoir d'État, l'organisation des Soviets comme organe d'insurrection, l'expropriation des propriétaires fonciers, l'expulsion des impérialistes étrangers et la confiscation de leurs biens.

#### **4. — Les tâches immédiates des communistes**

§28. *La création et le développement des PC* les pays coloniaux et semi-coloniaux, la suppression de la disproportion extrême entre la situation révolutionnaire objective et la faiblesse du facteur subjectif, constituent une des tâches les plus urgentes de l'IC Cette tâche se heurte à un certain nombre de difficultés, conditionnées par le développement historique et la structure sociale de ces pays. Le développement industriel de ces pays est faible et la classe ouvrière, encore

jeune et relativement (par rapport à la population) peu nombreuse. La terreur du régime colonial, l'analphabétisme, la diversité des langues, etc..., rendent difficile l'organisation et le développement de la classe ouvrière en général et la rapide croissance des PC en particulier. La fluctuation des effectifs de la classe ouvrière, la grande proportion des femmes et des enfants sont les traits caractéristiques du prolétariat colonial. Dans un grand nombre de régions prédominent les ouvriers saisonniers et même les cadres fondamentaux du prolétariat ont encore un pied dans le village. Cela facilite la liaison entre la classe ouvrière et les paysans, mais rend difficile le développement de la conscience de classe du prolétariat. L'expérience a démontré que dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux, une partie importante, sinon prédominante, des cadres communistes est recrutée, au début, parmi la petite bourgeoisie et notamment parmi les intellectuels révolutionnaires, très fréquemment parmi les étudiants.

Il n'est pas rare que ces éléments viennent au Parti parce qu'ils voient en lui l'ennemi le plus énergique de l'impérialisme; ils ne comprennent cependant pas toujours assez, que le PC n'est pas seulement un Parti de lutte contre l'exploitation impérialiste et l'oppression nationale, mais qu'il lutte en tant que Parti du prolétariat, énergiquement, contre toute exploitation et oppression. Au cours de la lutte révolutionnaire, un grand nombre de ces communistes s'élèvent jusqu'au point de vue de classe prolétarien, tandis qu'une partie d'entre eux se débarrasse difficilement de l'état d'esprit, des hésitations et des oscillations de la petite-bourgeoise, se sont précisément ces éléments du Parti qui ont le plus de difficultés à apprécier avec justesse, au moment critique, le rôle de la bourgeoisie nationale, et d'agir méthodiquement et sans hésitation dans le problème de la révolution agraire, etc. Les pays coloniaux n'ont aucune tradition social-démocrate, mais n'ont aussi aucune tradition marxiste. Nos jeunes Partis doivent se débarrasser des survivances de l'idéologie nationaliste petite-bourgeoise au cours de la lutte et de la formation du Parti, pour trouver la voie du bolchévisme.

Ces difficultés objectives obligent d'autant plus l'IC à consacrer une attention toute spéciale à la formation du Parti dans les colonies et semi-colonies. Une responsabilité, particulièrement grande à ce sujet, incombe aux PC des pays impérialistes. Il faut pour cela non seulement

une aide dans l'élaboration d'une ligne politique juste, une analyse minutieuse de l'expérience dans le domaine de l'organisation et de l'agitation, mais encore une éducation systématique des cadres communistes, l'édition et la traduction d'un certain minimum de littérature marxiste-léniniste dans la langue des divers pays coloniaux, enfin une aide des plus actives dans l'étude et l'analyse marxistes des problèmes économiques et sociaux des pays coloniaux et semi-coloniaux, dans la création d'une presse du Parti, etc. Les PC des pays coloniaux et semi-coloniaux ont pour devoir de faire tous leurs efforts pour éduquer un cadre militants issus de la classe ouvrière; utilisant les intellectuels du Parti comme directeurs et conférenciers des cercles de propagande, des écoles du Parti légales et illégales dans le but de d'éduquer les meilleurs ouvriers pour en faire des agitateurs, des propagandistes, des organisateurs et des chefs imprégnés de l'esprit léniniste. Les PC des colonies doivent aussi devenir de véritables PC par leur composition sociale. Tout en absorbant les meilleurs intellectuels révolutionnaires, en se forgeant dans la lutte quotidienne et les grandes batailles révolutionnaires, les PC doivent consacrer leur plus grande attention à l'organisation communiste dans les fabriques, dans les mines, parmi les ouvriers des transports et parmi les demi-serfs des plantations. Partout où le capitalisme concentre le prolétariat, le PC doit créer ses cellules; dans les quartiers ouvriers, dans les corons, les dans les casernes ouvrières des plantations fortifiées et barricadées contre les agitateurs. Il ne faut négliger non plus le travail parmi les artisans, les apprentis et les coolies. Les ouvriers indigènes et les ouvriers venant des métropoles doivent être organisés dans la même organisation du Parti. Il faut utiliser en l'adaptant à la situation des pays coloniaux, l'expérience des plus vieux Partis sur la coordination du travail légal et illégal, afin d'éviter si possible ce qui est arrivé, par exemple en Chine où des organisations de masses considérables furent anéanties relativement, rapidement et sans grande résistance par les coups de la réaction, ce qui a extraordinairement affaibli la liaison du PC avec les masses.

§29. La principale des tâches immédiates générale des communistes consiste, dans les colonies et semi-colonies, outre le développement des PC, à *travailler dans les syndicats*. Recruter les inorganisés avant tout dans les branches industrielles les plus

importantes telles que la métallurgie, le sous-sol, les transports, le textile, etc..., transformer les organisations actuelles en véritables syndicats de classe, lutter contre les chefs syndicaux-réformistes et réactionnaires pour la direction des organisations, ce sont là les tâches dans le domaine syndical. L'autre catégorie des tâches consiste à défendre les intérêts économiques et les revendications immédiates des ouvriers dans la lutte contre les patrons, et à diriger énergiquement et intelligemment les grèves. Dans les syndicats réactionnaires, qui groupent des masses ouvrières, les communistes ont le devoir de mener un travail de propagande révolutionnaire. Dans les pays où la situation détermine la nécessité de créer des syndicats révolutionnaires séparés (parce que la direction syndicale réactionnaire empêche de recruter les inorganisés, enfreint les exigences les plus élémentaires de la démocratie syndicale, transformé les syndicats en organisations jaunes, etc., etc.), cette question doit être résolue en accord avec direction de l'ISR. Il importe de suivre avec une attention toute particulière les intrigues de l'Internationale d'Amsterdam dans les pays coloniaux (Chine, Indes, Afrique du Nord) et démasquer aux yeux des masses sa nature réactionnaire. Le PC de la «métropole» a pour devoir d'aider efficacement le mouvement syndical révolutionnaire des colonies par des conseils et par l'envoi d'instructeurs permanents. Sous ce rapport, il a été très peu fait jusqu'à présent.

§30. Là où existent les *organisations paysannes*, quel que soit leur caractère, pourvu qu'elles soient de véritables organisations de masses, le Parti doit prendre toutes les mesures pour y pénétrer. Une des tâches immédiates du Parti consiste à poser correctement le problème agraire dans la classe ouvrière, à lui faire comprendre l'importance et le rôle décisif de la révolution agraire, à faire connaître aux membres du Parti les méthodes d'agitation, de propagande et d'organisation parmi les paysans. Chaque organisation du Parti a devoir d'étudier la situation agraire particulière dans le rayon de son activité et de formuler les revendications immédiates correspondantes des paysans. Les communistes doivent chercher partout à imprimer un caractère révolutionnaire au mouvement paysan existant. Ils doivent organiser aussi de nouveaux comités ou unions de paysans révolutionnaires. Un contact régulier doit être maintenu entre ces organisations et le PC. Aussi bien dans les



masses paysannes, que parmi les ouvriers, il faut mener une propagande énergique en faveur d'une alliance entre le prolétariat et les paysans. Les «partis ouvriers et paysans» peuvent trop facilement se transformer en vulgaires Partis petits-bourgeois quel que soit le caractère révolutionnaire qu'ils peuvent avoir dans certaines périodes, c'est pourquoi leur fondation n'est pas recommandable. Le PC ne doit jamais édifier son organisation sur la base la fusion de deux classes, de même qu'il ne peut se proposer d'organiser d'autres Partis sur ce principe caractéristique pour les groupes petits-bourgeois. Le bloc de combat des masses ouvrières et paysannes peut trouver son expression dans des Conférences et Congrès des représentants des Unions (ou Comités) de paysans révolutionnaires et des syndicats, convoqués périodiquement et minutieusement préparés en certaines circonstances il peut être opportun de créer des Comités d'action révolutionnaires pour coordonner l'activité des organisations ouvrières et paysannes et pour diriger diverses actions de masses, etc... Enfin, dans la période de l'insurrection, une des tâches fondamentales du PC sera la formation de Conseils de députés ouvriers et paysans (Soviets).

Quelles que soient les circonstances, le PC doit s'efforcer de conquérir une influence décisive sur le mouvement paysan, rechercher et appliquer les formes d'organisation d'un bloc ouvrier et paysan qui facilitent le plus possible la direction du mouvement paysan et créent les conditions pour une transformation future de ces formes en Soviets comme organes de l'insurrection et du pouvoir.

§31. La *jeunesse prolétarienne* des pays coloniaux souffre tout particulièrement. Son importance parmi la classe ouvrière y est beaucoup plus forte que dans les anciens pays capitalistes. L'exploitation des jeunes n'y connaît aucune restriction légale: temps de travail illimité, conditions de travail inouïes, cruauté des patrons et des contremaîtres. La situation de la jeunesse paysanne n'est pas meilleure. Il n'est pas étonnant que la jeunesse ouvrière et paysanne participent activement à les mouvements révolutionnaires des pays coloniaux. Cette jeunesse constituait la grande partie des organisations révolutionnaires et des armées paysannes en Chine, des bataillons des Partisans coréens qui luttèrent contre les colonisateurs japonais, des rebelles héroïques d'Indonésie, etc...

La tâche la plus importante et la plus urgente de l'ICJ dans les pays coloniaux est de créer des organisations révolutionnaires de masses sous la direction communiste. L'éducation de cadres dirigeants vraiment communistes pour le mouvement des jeunes est aussi importante que le caractère de masses et la composition essentiellement prolétarienne des organisations de la jeunesse communiste. À côté de la jeunesse ouvrière, il est opportun de recruter les meilleurs éléments révolutionnaires parmi les étudiants et la jeunesse paysanne, tout en cherchant à renforcer les éléments prolétariens dans les organes des fédérations de jeunesses. Le recrutement en masse de la jeunesse non prolétarienne est admissible pour les JC seulement si une composition prolétarienne prédominante et une ferme direction communiste y sont assurées.

En participant à toute la lutte du PC, la jeunesse communiste doit éviter aussi bien la tendance à remplacer le Parti dans la direction de la classe ouvrière (tendance dite «avant-gardiste» que la mentalité liquidatrice qui s'exprime par la négation de la nécessité d'un mouvement communiste des jeunes et qui réduit le rôle des fédérations de jeunesses communistes à celui d'organisations d'étudiants ou d'organisations générales et indéterminées de la jeunesse.

Les JC des colonies doivent également utiliser le système des organisations légales auxiliaires pour conquérir les larges masses de la jeunesse ouvrière et paysanne et des étudiants révolutionnaires et les arracher à l'influence du national-réformisme et des tendances pseudo-révolutionnaires; il faut leur donner un programme révolutionnaire et y assurer la direction du Parti et des JC.

Les JC doivent travailler dans les organisations de ce genre qui existent déjà, les entraîner dans l'action révolutionnaire et y conquérir l'influence et la direction. En utilisant ces organisations et en entraînant les masses de la jeunesse travailleuse à la lutte révolutionnaire, les organisations de la JC ne doivent pas perdre leur indépendance ou réduire leur travail propre. La perte de leur physionomie communiste et la perte éventuelle de la direction du mouvement révolutionnaire des jeunes, qui en serait la conséquence sont un grand danger pour les organisations de la JC. C'est pourquoi, tout en travaillant parmi les organisations auxiliaires les utiliser et les développer, la JC

doit renforcer son travail propre, intervenir ouvertement devant les masses de la jeunesse travailleuse et recruter à la JC les meilleurs éléments de ces organisations de masses. Les Sections de jeunes des syndicats et des unions paysannes, les unions de la jeunesse ouvrière, les associations antimilitaristes, les groupes sportifs, les sociétés locales d'étudiants, etc..., sont de telles organisations de masses.

Le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC fait un devoir à tous les PC des pays coloniaux de contribuer énergiquement à la création et au développement d'un mouvement de la jeunesse communiste et de lutter contre toute mentalité retardataire au sein de la classe ouvrière et des syndicats, qui tend à négliger les intérêts de la jeunesse ouvrière et à refuser de participer à la lutte pour l'amélioration de la situation de la jeunesse exploitée.

§32. Dans les pays coloniaux, l'exploitation de la main-d'œuvre des femmes et des enfants a pris une envergure particulièrement grande et des formes barbares. Un salaire de famine des plus misérables, une journée de travail insupportablement longue, dans certaines contrées l'achat des femmes et des enfants pour travailler dans les plantations à des conditions d'esclavage, l'existence d'enfer dans les maisons d'ouvriers, la conduite barbare et les sévices de la part des employeurs — telles sont les conditions de travail des femmes et des enfants. Cependant, la bourgeoisie, les missionnaires, etc..., qui disposent de fortes sommes d'argent mènent parmi les femmes prolétariennes un vaste travail réactionnaire; mais les ouvrières coloniales poussées au désespoir s'éveillent petit à petit à la conscience de classe, entrent dans la voie révolutionnaire, rallient énergiquement et courageusement les rangs du prolétariat en lutte. La preuve, en est d'abord, dans la participation pleine d'abnégation des travailleuses chinoises aux luttes révolutionnaires (grèves en masse des femmes, héroïsme de certaines ouvrières, entrée des paysannes dans les troupes de Partisans). Les PC des colonies et semi-colonies doivent consacrer une grande attention au travail parmi ces couches ouvrières, notamment dans les entreprises où prédomine la main-d'œuvre féminine, ils doivent organiser systématiquement les femmes dans les syndicats et recruter les meilleures d'entre elles au Parti. Tout en luttant contre l'influence des organisations hostiles, le Parti doit s'efforcer de conquérir les femmes travailleuses en

employant tous les moyens d'agitation et de propagande légales et illégales par la parole et par l'écrit.

En dehors de ces tâches générales, les communistes des colonies ont encore une série de tâches spécifiques qui découlent des particularités de la structure sociale et économique et de la situation politique de chaque pays. Tout en laissant chaque Parti fixer l'ensemble de ces tâches dans son programme d'action concret, le Congrès signale quelques-unes des tâches immédiates les plus importantes.

§33. En *Chine*, la nouvelle vague révolutionnaire posera de nouveau au Parti la tâche pratique immédiate de la préparation et l'exécution de l'insurrection armée comme unique voie pour accomplir la révolution démocratique bourgeoise et renverser le pouvoir des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie nationale: le pouvoir du Kuomintang. Dans le moment présent, caractérisé dans son ensemble par l'absence de vague révolutionnaire des grandes masses du peuple chinois, la ligne générale du Parti est la lutte pour la conquête des masses. Cette politique menée dans les conditions de renforcement du mouvement anti-impérialiste, d'un certain réveil du mouvement de grève et de l'action paysanne qui continue, exige du Parti la tension de toutes ses forces pour rassembler et unir le prolétariat autour des principaux mots d'ordre du parti, un immense travail d'organisation pour renforcer les syndicats et les unions paysannes révolutionnaires, le maximum d'adaptation à la direction du travail quotidien, économique et politique parmi les masses du prolétariat et des paysans, un travail intense pour expliquer au prolétariat l'expérience de la révolutionnaire écoulée. En même temps, le Parti doit expliquer aux masses l'impossibilité d'une amélioration radicale de leur situation, l'impossibilité de renverser la domination des impérialistes et de résoudre les problèmes de la révolution agraire sans renverser le pouvoir du Kuomintang et des militaristes et instaurer le pouvoir des soviets.

Le Parti doit utiliser chaque conflit, même le plus insignifiant entre les ouvriers et les capitalistes à la fabrique, entre les paysans et les propriétaires fonciers à la campagne, entre les soldats et les officiers dans l'armée, pour approfondir et aiguïser ces conflits de classes dans le but de mobiliser les larges masses

d'ouvriers et de paysans et de les conquérir au Parti. Le Parti doit utiliser tous les cas de violence de l'impérialisme international contre le peuple chinois, violence qui revêt actuellement le caractère de conquête militaire de régions entières, tous les exploits sanglants de la réaction enragée, pour élargir la protestation populaire des masses contre les classes dominantes.

Le succès de cette lutte pour la conquête des masses est déterminé en grande partie par l'application d'une tactique appréciant justement la situation, par la correction des fautes et des tendances d'extrême-gauche (putschisme, aventurisme militaire, terreur individuelle, etc.) et de l'opportunisme qui a trouvé son expression dans la revendication de la convocation de l'Assemblée Nationale et de la restauration du gouvernement du Kuomintang. En même temps le Parti doit vaincre toutes les tendances à remplacer les méthodes de conviction et d'éducation des masses par des méthodes de contrainte et de commandement, qui renforcent le danger d'isolement du Parti envers les masses travailleuses déjà si sérieux dans la situation actuelle de terreur terrible.

Dans le travail intérieur, le Parti doit s'efforcer de réorganiser les cellules et les comités locaux anéantis par la réaction; améliorer la composition sociale du Parti en concentrant une attention particulière à la création de cellules du Parti dans les principales branches de la production, les principales fabriques, ateliers de chemin de fer. Le PC chinois doit également consacrer l'attention la plus sérieuse régularisation de la composition sociale de ses organisations à la campagne afin qu'elles se recrutent principalement parmi les éléments prolétariens, semi-prolétariens et pauvres des campagnes. Application du principe du centralisme démocratique, autant que le permettent les conditions du travail illégal de la démocratie intérieure du Parti, la discussion et solution collective des questions; en temps, la lutte contre les tendances ultra-démocratiques de certaines organisations, qui conduisent à la rupture de la discipline du Parti, au manque croissant de responsabilité et à la destruction de l'autorité des centres dirigeants du Parti.

Il faut renforcer le travail d'éducation théorique des membres du Parti, élever leur niveau politique, exercer une propagande systématique du marxisme et du léninisme, étudier les expériences et les leçons des

anciennes étapes de la révolution chinoise (période du Wouhan, insurrection de Canton, etc...). À l'égard des «tiers» Partis (de Tang Pin Shan, Wang Chin Wei) qui sont un instrument de la contre-révolution capitaliste et agrarienne, la tâche du PC chinois consiste à les combattre énergiquement, à démasquer en se basant sur la pratique du mouvement anti-impérialiste et du mouvement de masses, leur activité nationale-réformiste, et à les dénoncer comme agences des classes dirigeantes.

Les principaux mots d'ordre pour conquérir les masses sont:

- 1) Suppression de la domination des impérialistes;
- 2) Confiscation des entreprises et des banques étrangères;
- 3) Unification du pays avec le droit de chaque nation de disposer d'elle-même;
- 4) Renversement du pouvoir des militaristes et du Kuomintang;
- 5) Instauration du pouvoir des Soviets ouvriers, paysans et soldats;
- 6) Journée de 8 heures, augmentation des salaires, aide aux chômeurs et assurances sociales;
- 7) Confiscation de toute la terre appartenant aux grands propriétaires fonciers; remise de la terre aux paysans et aux soldats;
- 8) Suppression de tous les impôts du gouvernement des militaristes et des fonctionnaires locaux; impôt progressif unique sur les revenus;
- 9) Alliance avec l'URSS et le mouvement prolétarien international.

§34. Les tâches fondamentales des communistes *hindous* sont: la lutte contre l'impérialisme anglais pour la libération du pays, la suppression de tous les vestiges du féodalisme, la révolution agraire, l'instauration de la dictature du prolétariat et des paysans sous la forme de la république soviétique. Ces tâches ne pourront être accomplies avec succès que lorsque sera créé un puissant PC qui sera se mettre à la tête des larges masses de la classe ouvrière, des paysans et de tous les travailleurs et les entraîner à l'insurrection armée contre le bloc féodal-impérialiste.

Le mouvement de grèves du prolétariat hindou qui se développe actuellement, son indépendance envers le nationalisme bourgeois, le caractère général de ce mouvement, son

extension à presque toutes les branches de la production, la fréquence et la durée prolongée des grèves, l'opiniâtreté et la grande vigueur des ouvriers dans leur conduite, le fait que les chefs des grèves sortent des masses ouvrières elles-mêmes, tout cela signifie un tournant dans l'histoire du prolétariat hindou et montre qu'aux Indes les conditions nécessaires à la création d'un PC de masses sont mûres. La fusion de tous les groupes communistes et des communistes isolés disséminés dans tout le pays en un Parti unique illégal, indépendant et centralisé est le premier devoir des communistes hindous. Tout en repoussant le principe de fondation du Parti sur deux classes, les communistes doivent utiliser les liaisons des Partis ouvriers et paysans existant avec les masses laborieuses pour renforcer *leur propre Parti*. Ils ne doivent pas oublier que l'hégémonie du prolétariat ne peut être réalisée sans l'existence d'un PC uni, ferme et armé de la théorie marxiste. L'agitation du PC doit être liée à la lutte des ouvriers pour leurs revendications immédiates et expliquer en même temps les buts généraux du PC et ses méthodes pour les atteindre. Il est nécessaire de construire des Cellules dans les entreprises qui prennent part active au mouvement ouvrier, l'organisation et à la direction des grèves et des actions politiques. Les organisations communistes doivent dès le début, consacrer une attention particulière à la création de cadres dirigeants *ouvriers* pour le Parti.

Dans les syndicats, les communistes hindous doivent démasquer impitoyablement les chefs nationaux-réformistes, mener une lutte énergique pour transformer les syndicats en véritables organisations de classes du prolétariat et pour remplacer la direction réformiste actuelle par les représentants révolutionnaires des masses ouvrières. Il faut particulièrement démasquer la méthode de prédilection des réformistes hindous qui consiste à faire trancher les conflits par le représentant de l'impérialisme anglais comme arbitre «impartial» entre les ouvriers et les patrons. Dans cette lutte il faut poser les revendications de démocratie syndicale, de composition de l'appareil syndicale par les ouvriers, etc... Les points d'appui pour le travail du Parti dans les syndicats doivent être les fractions communistes et les groupes formés de communistes et sympathisants. Il faut aussi utiliser la vague de grèves actuelle pour organiser les ouvriers *inorganisés*. Les mineurs et les métallurgistes, les coolies travaillant dans

les plantations et les salariés agricole général, sont la partie la moins organisée du prolétariat hindoue: les communistes doivent leur consacrer l'attention nécessaire.

Les communistes doivent démasquer le national-réformisme du Congrès National Hindou et opposer à toutes les phrases des swarajistes, des ghandistes etc., sur la résistance passive le mot d'ordre implacable de lutte armée pour libérer le pays et en chasser les impérialistes.

Quant aux *paysans* et aux organisations paysannes, les communistes hindous ont pour tâche tout d'abord de faire connaître aux grandes masses de paysans les revendications générales du Parti dans la question agraire. Dans ce but, le Parti doit élaborer un programme d'action. Par l'intermédiaire des ouvriers liés avec la campagne et directement aussi, les communistes doivent stimuler la lutte des paysans leurs revendications partielles, et au cours de la lutte, organiser des unions paysannes. Il faut particulièrement veiller à ce que les organisations paysannes qui seront créées ne tombent pas sous des exploiters des campagnes. Il faut donner aux organisations paysannes existantes un programme clair de revendications concrètes et soutenir l'action des paysans par des manifestations ouvrières dans les villes.

Il ne faut pas oublier qu'en aucune occasion les communistes ne doivent renoncer à leur droit de critiquer ouvertement la tactique opportuniste et réformiste de la direction des organisations de masses dans lesquelles ils travaillent.

§35. En *Indonésie*, l'écrasement de l'insurrection de 1926, l'arrestation et l'exil de milliers de membre de notre Parti l'ont extrêmement désorganisé. La nécessité de reconstituer les organisations anéanties de notre Parti exige de nouvelles méthodes de travail correspondant aux conditions illégales créées par le régime policier de l'impérialisme hollandais. Transfert du centre de gravité du Parti là où est concentré le prolétariat urbain et rural, — les fabriques et les plantations; reconstitution des syndicats dissous et lutte pour leur vie légale; attention particulière aux revendications partielles *pratiques* des paysans; développement et renforcement des organisations paysannes; travail dans toutes les organisations nationales de masses, où le P.C doit constituer des fractions et grouper autour

de lui les éléments nationaux-révolutionnaires; lutte énergique contre les social-démocrates hollandais qui, avec l'appui du gouvernement essayent de constituer une base dans le prolétariat indigène; entraînement des nombreux ouvriers chinois dans la lutte de classes et dans la lutte nationale-révolutionnaire; établissement de liaisons avec le mouvement communiste de Chine et des Indes, — voilà quelques-unes des principales tâches du PC d'Indonésie.

§36. En *Corée*, les communistes doivent renforcer leur travail au sein du prolétariat et, dans leur effort d'augmenter l'activité et renforcer l'organisation des fédérations ouvrières et paysannes, réorganiser les syndicats, y englober les principales couches de la classe ouvrière et rattacher les luttes économiques aux revendications politiques. En même temps, ils doivent lier la revendication de l'émancipation nationale du pays partielle au mot d'ordre de la révolution agraire, qui acquiert de plus en plus d'actualité par suite de la paupérisation croissante des paysans sous le régime de famine coloniale. Au sein des masses laborieuses affiliées aux grandes unions religieuses nationales (Tchen Do Gil, etc...) il faut mener un travail patient d'éducation révolutionnaire afin de les soustraire de l'influence des chefs nationaux réformistes. Il faut renforcer l'influence communiste dans toutes les organisations révolutionnaires de masses existantes. Au lieu de créer un Parti national révolutionnaire unique basé sur l'adhésion individuelle, il faut s'efforcer de coordonner et d'unir l'activité des différentes organisations nationales révolutionnaires à raide de comités et de créer effectif des éléments révolutionnaires e tout en les hésitations des nationalistes et en les démasquant constamment devant les masses. Il faut recruter de nouvelles forces dans le PC, surtout les ouvriers industriels. Ce sera la meilleure garantie de développement du Parti et cela facilitera en la liquidation nécessaire de l'esprit de fraction nuisible au sein du Parti.

§37. En *Égypte*, le PC ne jouera un rôle important dans le mouvement national que lorsqu'il s'appuiera sur le prolétariat organisé. L'organisation de syndicats des ouvriers égyptiens, le renforcement et la direction des luttes de classes sont donc la première et la plus importante tâche du PC. Le plus grand danger pour le mouvement syndical d'Égypte est actuellement la conquête des syndicats par les

nationalistes bourgeois. Sans lutte énergique contre leur influence une véritable organisation de classe des ouvriers est impossible. Un des défauts essentiels des communistes égyptiens dans le passé fut de travailler exclusivement parmi les ouvriers des villes. Poser correctement la question agraire, entraîner le plus possible dans la lutte et organiser les larges masses d'ouvriers agricoles et de paysans, voilà une des tâches principales du Parti. Il faut consacrer une attention particulière à l'édification même du Parti qui est encore très faible.

§38. Dans les colonies françaises de *l'Afrique du Nord*, le communistes doivent travailler dans toutes les organisations nationales révolutionnaires de masses déjà existantes, afin d'y unir les éléments vraiment révolutionnaires sur un programme conséquent et clair de bloc ouvrier et paysan pour la lutte. Quant à l'organisation de l'«Etoile Nord-Africaine», les communistes doivent travailler à ce qu'elle ne se développe pas sous la forme d'un parti, mais sous la forme d'un bloc de combat des différentes organisations révolutionnaires, avec adhésion collective de syndicats d'ouvriers industriels et agricoles, d'unions paysannes, etc...; il est nécessaire d'y assurer le rôle dirigeant du prolétariat révolutionnaire; avant tout, il faut développer le mouvement syndical qui est la base d'organisation de l'influence communiste dans les masses. La collaboration toujours plus étroite de la partie révolutionnaire du prolétariat blanc avec la classe ouvrière indigène est notre tâche constante. Dans la question agraire il faut savoir diriger la haine croissante de la population rurale, déterminée par la politique d'expropriation de l'impérialisme français, dans la voie d'une lutte bien organisée (meilleure organisation des grèves ouvriers agricoles, renforcement des syndicats d'ouvriers agricoles en Algérie, etc...). Les organisations communistes de chaque pays doivent recruter en premier lieu les ouvriers indigènes et lutter contre le mépris envers eux. Les PC qui sont vraiment composés de prolétaires indigènes doivent être formellement et effectivement des Sections indépendantes de l'IC.

§39. Parallèlement à la question coloniale, le 6<sup>e</sup> Congrès attire sérieusement l'attention des PC sur la question *nègre*. La situation des nègres dans les divers pays est différente; elle exige donc une étude et une analyse concrète. On peut diviser les territoires habités par des masses de nègres de la façon suivante: 1) États-Unis et

quelques pays sud-américains où les masses compactes de nègres constituent une minorité par rapport à la population blanche; 2) l'Union sud-africaine où les nègres constituent la majorité par rapport aux colons blancs; 3) les États nègres qui sont en fait des colonies ou des semi-colonies de l'impérialisme (Libéria, Haïti, St.-Domingue); 4) Toute l'Afrique Centrale est divisée en colonnes et en territoires sous mandat des diverses puissances (Angleterre, France, Portugal, etc.). Les tâches des PC doivent être définies en tenant compte de chaque situation concrète.

Aux *États-Unis*, vivent 12 millions de nègres. La plupart sont des fermiers qui paient leur fermage en nature et vivent dans des conditions semi-féodales. La situation de ces fermiers nègres est la même que celle des salariés agricoles et ne se distingue que formellement de l'esclavage aboli par la législation. Les propriétaires fonciers blancs qui cumulent les fonctions de seigneurs fonciers, de commerçants et d'usuriers, donnent le fouet aux nègres, pratiquent une politique de séjour forcé et d'autres méthodes de la démocratie bourgeoise américaine et reproduisent les pires formes d'exploitation de la période d'esclavage. Grâce à l'industrialisation du Sud, un prolétariat nègre commence à se constituer. En même temps se poursuit de plus en plus rapidement l'émigration des nègres vers le Nord où leur immense majorité est formée d'ouvriers non qualifiés. La croissance du prolétariat nègre est l'événement le plus important des dernières années. Mais en même temps dans les quartiers nègres se forme une petite bourgeoisie qui donne naissance à des intellectuels et à une faible couche de bourgeoisie qui deviennent les agents de l'impérialisme.

Une des tâches les plus importantes du PC consiste à lutter pour l'égalité complète et réelle des nègres pour l'abolition de toute inégalité sociale et politique et de toute inégalité de races. Le PC a le devoir de lutter de toute son énergie contre la moindre expression de chauvinisme blanc, d'organiser une résistance active contre la justice du lynch, de renforcer son travail parmi les ouvriers nègres, de recruter les plus conscients dans le parti, de lutter pour leur admission dans toutes les organisations des ouvriers blancs et, avant tout, dans les syndicats (ce qui n'exclut pas, s'il le faut, leur organisation en syndicats séparés), d'organiser les masses paysannes et les ouvriers agricoles du Sud, de travailler parmi les masses nègres en expliquant

le caractère utopique et réactionnaire des tendances petites-bourgeoises tel le Harveyisme, et en combattant leur influence sur la classe ouvrière. Dans les États du Sud, où sont des masses compactes de nègres il faut lancer le mot d'ordre du droit des nègres à disposer d'eux-mêmes. La transformation radicale du régime agraire des États du Sud est une des tâches essentielles de la révolution. Les communistes nègres doivent expliquer aux ouvriers et paysans nègres que seule une alliance étroite et une lutte commune avec le prolétariat blanc contre la bourgeoisie américaine peuvent les libérer de l'exploitation barbare, que seule la révolution prolétarienne triomphante résoudra définitivement le problème agraire et national du Sud des États-Unis, dans l'intérêt de la masse écrasante de la population nègre du pays.

Dans l'*Union sud-africaine*, les masses nègres constituent la majorité de la population, leurs terres sont expropriées par les colons blancs et par l'État, elles sont privées des droits politiques et du droit de circuler librement, elles souffrent de la pire oppression de race et de classe et des méthodes d'exploitation et d'oppression précapitalistes et capitalistes. Le PC, qui a déjà obtenu certains succès dans le prolétariat nègre, a le devoir de poursuivre avec encore plus d'énergie sa lutte pour l'égalité complète des nègres, l'abolition de toutes les mesures et lois spécialement dirigées contre eux et la confiscation des terres appartenant aux propriétaires fonciers. En recrutant les ouvriers nègres, en les organisant dans les syndicats, en luttant pour l'admission des nègres dans les syndicats des ouvriers blancs, le Parti a le devoir de lutter par tous les moyens contre tous les préjugés de race parmi les ouvriers blancs et les déraciner complètement de ses propres rangs. Le Parti doit lancer avec énergie et conséquence le mot d'ordre de la fondation d'une république indigène indépendante qui assurerait les droits de la minorité blanche, il doit lutter par l'action pour la réalisation de ce mot d'ordre. Dans la mesure où le des rapports capitalistes désagrège le régime des tribus, le Parti doit renforcer l'éducation de classe des couches exploitées de la population nègre et s'efforcer de les arracher à l'influence des exploiters, qui deviennent de plus en plus les agents de l'impérialisme.

Dans les colonies du Centre de l'Afrique, l'exploitation prend les pires formes et réunit les méthodes d'exploitation esclavagistes, féodales et capitalistes. Dans la période d'après-guerre,



le capital des métropoles impérialistes s'efforce avec une force toujours plus grande de pénétrer les colonies africaines, il y favorise la concentration des grandes masses exploitées et prolétarisées dans les plantations, dans les mines, etc... Le Congrès fait un devoir aux PC des métropoles d'en finir avec l'indifférentisme dont ils font preuve à l'égard des mouvements de masses dans ces colonies, et de commencer à aider énergiquement ces mouvements aussi bien dans les métropoles que dans les colonies elles-mêmes. Ils doivent étudier attentivement la situation dans ces pays afin de démasquer les exploits sanglants de l'impérialisme et de créer la possibilité d'une liaison organique avec les éléments prolétariens naissants de ces colonies, et les plus implacablement exploitées par l'impérialisme.

§40. En *Amérique latine*, les communistes doivent prendre partout une part active au mouvement révolutionnaire de masses dirigé contre le régime des gros agrariens et contre l'impérialisme, même là où ce mouvement est encore sous la direction de la petite-bourgeoisie. Toutefois, les communistes ne doivent à aucune condition se soumettre à leurs alliés temporaires. En luttant pour l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire, les PC doivent, en premier lieu, toujours conserver leur indépendance politique et d'organisation et travailler pour devenir le Parti dirigeant du prolétariat. Dans leur agitation, les communistes doivent souligner particulièrement les mots d'ordre suivants:

1) Expropriation (sans indemnité) et remise aux ouvriers agricoles, aux fins de travail en commun, d'une partie des grosses plantations et latifundia; répartition de la partie restante entre les paysans, les fermiers et les colons;

2) confiscation des entreprises étrangères (mines, entreprises industrielles, banques, etc..) et des entreprises les plus importantes de la bourgeoisie nationale et des gros propriétaires terriens;

3) annulation des dettes d'État et liquidation de tout contrôle sur le pays de la part de l'impérialisme;

4) introduction de la journée de 8 heures et abolition des conditions de travail semi-esclavagistes;

5) armement des ouvriers et des paysans et transformation de l'armée en milice ouvrière et;

6) instauration du pouvoir des Soviets d'ouvriers, paysans et soldats, au lieu de la

domination de classe des gros propriétaires fonciers et de l'Église. Le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier et paysan*, opposé aux soi-disant gouvernements «révolutionnaires» que crée la dictature militaire de la petite-bourgeoisie, doit occuper le centre de l'agitation communiste.

Dans ces pays, la condition fondamentale du succès de l'ensemble du mouvement révolutionnaire est dans la consolidation de l'idéologie et de l'organisation des PC et en leur liaison avec les masses travailleuses et les organisations de masse. Les PC doivent tendre inlassablement à organiser les ouvriers industriels dans les syndicats de classe, en premier lieu les ouvriers des grandes entreprises appartenant à l'impérialisme, élever leur niveau politique et leur conscience de classe et à déraciner l'idéologie réformiste, anarcho-syndicaliste et corporative. En même temps, il faut organiser les paysans, les fermiers, les colons dans les unions paysannes. Il faut développer la Ligue anti-impérialiste au sein de laquelle doivent travailler les fractions communistes. La collaboration la plus étroite entre toutes les organisations révolutionnaires de masses des ouvriers et paysans, la liaison entre les PC des pays de l'Amérique latine, leur liaison avec les organisations internationales respectives, et avec le prolétariat révolutionnaire des États-Unis sont parmi les tâches importantes.

§41. Les tâches les plus importantes des PC des *pays impérialistes* dans la question coloniale ont un triple caractère. Premièrement, il faut établir une liaison active entre les PC et les syndicats des métropoles, et les organisations révolutionnaires correspondantes des colonies. Les liaisons établies jusqu'à présent entre les PC des métropoles et le mouvement révolutionnaire des pays coloniaux correspondants ne peuvent être considérées comme suffisantes, à quelques rares exceptions près. Ce fait ne peut être expliqué que partiellement par les difficultés objectives. Il faut reconnaître que tous les Partis de l'IC ne comprennent pas encore l'importance décisive de l'établissement de liaisons étroites, régulières et permanentes avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies, afin de soutenir ces mouvements de façon active, directe et pratique. Ce n'est que dans la mesure où les PC des pays impérialistes soutiennent en fait le mouvement révolutionnaire dans les colonies et la lutte des pays coloniaux contre l'impérialisme, que leur position dans la question coloniale peut

être considérée comme véritablement bolchéviste.

C'est là, en général, le critère de leur activité révolutionnaire.

La seconde catégorie de tâches consiste à soutenir véritablement la lutte des peuples coloniaux contre l'impérialisme par l'organisation d'actions de masse effectives du prolétariat. Dans ce domaine, l'activité des PC des pays capitalistes les plus importants fut aussi insuffisante. La préparation et l'organisation de telles actions de solidarité doivent absolument devenir un des éléments essentiels de l'agitation communiste parmi les masses ouvrières des pays capitalistes. Les communistes doivent démasquer le véritable caractère de rapine du régime colonial capitaliste par tous les moyens d'agitation dont ils disposent (presse, manifestations publiques, tribunes parlementaires), ils doivent déchirer implacablement le réseau de mensonges qui présente le système colonial comme œuvre de civilisation et de progrès général. Dans ce domaine, une tâche particulière consiste à lutter contre les organisations missionnaires, qui sont un des points d'appui les plus actifs de l'expansion impérialiste et de l'asservissement des peuples coloniaux.

Les communistes doivent mobiliser les larges masses ouvrières et paysannes des pays capitalistes pour la revendication de l'indépendance complète et la souveraineté des peuples coloniaux. La lutte contre la répression sanglante des soulèvements coloniaux, contre l'intervention armée des impérialistes dans les révolutions nationales, contre la croissance de l'agressivité guerrière de l'impérialisme, contre les nouvelles conquêtes militaires, doit être une lutte systématique, organisée et pleine d'abnégation de la part du prolétariat mondial. Il est nécessaire de tirer toutes les leçons du fait qu'aucune des Sections de l'IC dans les pays capitalistes n'est arrivée à mobiliser les masses dans une mesure suffisante pour défendre effectivement la révolution chinoise contre l'offensive ininterrompue de l'impérialisme mondial. Les préparatifs en vue d'une guerre mondiale, la croisade des impérialistes contre les peuples de «leurs» colonies dans le but de les «pacifier» posent la tâche de soutenir activement les révolutions coloniales, et cet objectif doit occuper le centre de la lutte du prolétariat des pays capitalistes.

*La lutte contre la politique coloniale de la*

*social-démocratie* doit être considérée par le PC une partie organique de sa lutte contre l'impérialisme. Par sa position dans la question coloniale, à son dernier Congrès de Bruxelles, la 2<sup>e</sup> Internationale a sanctionné définitivement ce qu'avait déjà révélé clairement toute l'activité pratique des différents Partis socialistes des pays impérialistes, après la guerre. La politique coloniale de la social-démocratie est une politique d'appui actif de l'impérialisme dans l'œuvre d'exploitation et d'oppression des peuples coloniaux. Elle a adopté officiellement le point de vue de la SdN, qui veut que les classes dominantes des pays capitalistes développés soient en «droit» de régner sur la majorité des peuples du globe pour les soumettre à un régime féroce d'exploitation et d'asservissement. Afin de tromper une partie de la classe ouvrière et l'intéresser au maintien du régime de rapine coloniale, la social-démocratie défend les exploits les plus honteux et les plus repoussants de l'impérialisme dans les colonies. Elle cache le véritable caractère du système colonial capitaliste, le lien qui existe entre la politique coloniale et le danger d'une nouvelle guerre impérialiste menaçant le prolétariat et les masses travailleuses du monde entier. Là où l'indignation des peuples coloniaux prend la forme d'une lutte d'émancipation contre l'impérialisme, la social-démocratie se range toujours en fait et malgré toutes ses phrases mensongères, du côté des bourreaux de la révolution. Ces dernières années, les socialistes de tous les pays capitalistes votent les crédits de leurs gouvernements pour mener la guerre contre les peuples coloniaux en lutte pour leur libération (Maroc, Syrie, Indonésie), ils prennent part eux-mêmes directement à l'exploitation coloniale, des socialistes français sont nommés gouverneurs de colonies aux ordres des gouvernements impérialistes, les coopératives socialistes de Belgique participent aux entreprises coloniales (pour l'exploitation de la population nègre du Congo), ils approuvent les mesures les plus féroces pour étouffer les soulèvements coloniaux (les chefs du Labour Party britannique ont défendu l'intervention en Chine, le Parti socialiste hollandais est intervenu pour réprimer le soulèvement en Indonésie). La théorie social-démocrate, affirmant que le régime colonial capitaliste peut être réformé et devenir un «bon régime colonial» n'est qu'un masque derrière lequel les social-démocrates cherchent à cacher leur véritable figure social-démocrate. Les communistes

doivent leur arracher ce masque et montrer aux masses travailleuses des pays impérialistes que les Partis socialistes sont les coparticipants et les collaborateurs directs de la politique coloniale impérialiste, que dans ce domaine ils ont trahi de la façon la plus odieuse tout le programme socialiste, qu'ils sont devenus les agents de l'impérialisme rapace dans les métropoles et les colonies.

Les communistes doivent suivre avec la plus grande attention toutes les tentatives de la social-démocratie qui cherche, avec l'aide des gouvernements capitalistes, à étendre son influence dans les colonies et à y fonder des Sections et des organisations. Ces tentatives correspondent à la politique de cette fraction des colonialistes impérialistes qui se proposent de consolider ses positions dans les colonies au moyen de la corruption de certaines couches indigènes. Les conditions spécifiques de certaines colonies peuvent contribuer à un

certain succès de cette politique et déterminer un développement temporaire du mouvement réformiste dans ces pays sous l'influence de la social-démocratie des pays capitalistes. La tâche du PC consiste à lutter énergiquement contre de semblables tentatives, à démasquer la politique coloniale des socialistes devant les masses indigènes et à étendre ainsi aux chefs social-démocrates, ces laquais de l'impérialisme, la haine méritée que les peuples coloniaux opprimés vouent aux impérialistes.

Dans tous ces domaines, les PC des pays capitalistes ne peuvent obtenir des succès que s'ils développent une propagande intense dans *leurs propres rangs*, pour expliquer le point de vue communiste dans la question coloniale, pour déraciner toutes les survivances de l'idéologie social-démocrate dans cette question et pour repousser à toute déviation de la juste ligne léniniste.

# Manifeste du 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

À tous les ouvriers et paysans!

Aux travailleurs du monde entier!

À tous les peuples coloniaux opprimés!

Aux soldats et marins des armées et flottes capitalistes!

Camarades! Frères! Le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC, représentant des ouvriers révolutionnaires de tous les pays, de tous les peuples, de toutes les nations et races, élève sa voix de Moscou, capitale rouge du nouveau monde qui se lève, et vous invite, vous les masses de millions d'hommes du monde entier, à vous préparer à *la lutte défensive contre les forces du capitalisme devenant de plus en plus insolentes*.

Le maître du monde, le capital, qui exploite honteusement la force de travail et la suce jusqu'à la moelle, qui, d'un rythme fébrile, use l'organisme du prolétaire devenu un simple appendice de la technique capitaliste, qui met les découvertes grandioses de la science au service de Mammon, qui emploie des machines et appareils nouveaux et merveilleux, qui

introduit de plus en plus le travail à la chaîne, mettant des millions de prolétaires sur le pavé et leur jetant des pierres en guise de pain, ce capital part en guerre contre les droits et libertés de la classe ouvrière, dont il diminue de plus en plus le niveau de vie, tire le glaive sanglant de la terreur blanche et — tout en se dissimulant derrière le voile de phrases creuses et mensongères sur la paix mondiale — pose les mines destructives d'une nouvelle guerre mondiale.

*L'impérialisme* met à nouveau la guerre à l'ordre du jour. Chaque jour s'accroît la concurrence entre les plus importants États des cliques financières-capitalistes; leur offensive contre les colonies devient de plus en plus forte, elles tentent de resserrer de plus en plus

l'étreinte autour du corps gigantesque de l'Union des républiques prolétariennes.

*Les États-Unis de l'Amérique du Nord*, où, dès rentrée du port, s'élève la statue de la mettent de plus en plus audacieusement la main sur de nouveaux et entre autres sur les Dominions de leur rivale principale, la *Grande-Bretagne*. Solidement assis sur ses puissants coffres forts d'acier, plein à craquer de l'or extrait récemment encore du sang versé sur les champs de bataille de l'Europe, le capital américain sape la République du *Mexique*, envoie ses expéditions punitives au Nicaragua, maintien des navires de guerre dans les ports de *Chine*.

Après avoir su s'attacher toute une série de pays européens et de l'Amérique du Sud par la chaîne d'or des crédits, le capital américain ne craint pas de les traiter comme des chiens en leur criant brutalement: «Couche-toi!» quand ils osent résister à sa volonté sacrée.

Sur les côtes de l'océan Pacifique, sur le territoire sans fin de la Chine, le capital américain rencontre l'impérialisme rapace, violent, rusé et astucieux du *Japon* dont les troupes ont occupé une importante partie de la Chine. L'impérialisme japonais mène une guerre d'anéantissement contre toutes les forces du peuple chinois, qui n'entendent pas se soumettre à son régime barbare et sanglant. Des dizaines de millions d'ouvriers, et d'artisans sont assujettis au joug de l'impérialisme japonais, qui, tout en réglant brutalement son compte au peuple chinois, se prépare à un duel terrible avec son rival américain et s'assure en même temps un certain répit, au moyen d'agressions contre l'US.

Ces agressions constituent un chaînon dans la longue chaîne de l'hostilité générale des États impérialistes *contre l'État de la dictature prolétarienne*, qui vit, se développe et travaille partout son édification, en dépit des hurlements de haine poussés dans le camp des ennemis et es cliquetis de sabre menaçants par lesquels on tente d'intimider et de mettre à genoux la dictature des ouvriers.

En dépit de toutes les contradictions qui existent entre les puissances du capital, en dépit des antagonismes réciproques qui s'approfondissent de plus en plus, les puissances préparent, la Grande-Bretagne en tête, *la guerre contre l'US*. Elles la préparent systématiquement. Elles la préparent par tous les moyens. Elles la préparent à chaque instant.

Les tentatives d'une série de puissances — de la puissante Amérique jusqu'à la lamentable Autriche, ce moignon mutilé dans les rangs des puissances européennes — d'organiser un blocus financier et économique contre l'US; la rupture des relations diplomatiques ainsi que l'organisation des alliances diplomatiques et militaires contre l'US; les menaces provocatrices continuelles de la part de la république du maréchal Pilsudski, de ce militaire orgueilleux qui élève cyniquement les prétendues représentations des peuples au rangs des prostituées et frappe le sol de sa botte avec d'autant plus de bruit qu'il est abject et plus honteux lorsqu'il lèche les bottes des généraux et des ministres de la France et de la Grande-Bretagne; l'activité à peine dissimulée des états-majors de l'Entente dans les États baltes limitrophes et en Roumanie et, finalement, les provocations insolentes de la part de l'impérialisme japonais — tout cela doit être un signal d'alarme pour les honnêtes ouvriers, pour tous les prolétaires et tous les opprimés du monde qui voient dans l'US leur patrie arrachée au prix du sang versé par les fils de la classe ouvrière aux propriétaires et capitalistes, ces ennemis mortels du peuple laborieux.

Les brigands «civilisés» les chiens sanguinaires des États-Unis, les fripons de la diplomatie secrète, les magnats des banques les rois des trusts qui mènent guerre criminelle en Chine, qui bombardent les villes chinoises, qui occupent le sol chinois, qui privent le peuple chinois de ses dernières ressources et exterminent ses fils les plus vigoureux, qui préparent des agressions contre eux, qui organisent leurs forces pour l'agression contre l'US, aussi bien sur terre que sur mer, sous l'eau et dans l'air, et s'arment jusqu'aux dents, qui mobilisent la science pour les buts de la guerre la plus barbare, la plus dévastatrice, la plus inhumaine qui doit étouffer l'humanité par des gaz asphyxiants et la faire se tordre dans les souffrances de maladies mortelles inoculées artificiellement, qui imaginent le moyenâgeux procès du singe contre le Darwinisme, la doctrine la meilleure du 19<sup>e</sup> siècle, qui édictent des lois venimeuses contre les idées «nuisibles» et qui ont exécuté Sacco et Vanzetti par la chaise électrique — ce crime si effroyable qui vous glace le sang dans les veines et provoque involontairement des mots de malédiction et de vengeance — ces brigands «civilisés», avec toute leur valetaille instruite et non instruite, laïque et cléricale, pussent de hauts cris contre la

barbarie des bolcheviks et proclament leur «amour de la paix».

L'histoire de l'humanité n'a jamais vécu de moment d'une telle hypocrisie et tartuferie, elle n'a encore jamais eu une idéologie aussi odieuse et aussi mensongère que l'idéologie moderne «pacifiste» de l'impérialisme, dont le rôle, dans la politique extérieure, est de *préparer la guerre* la de la manière la plus infime, la plus barbare, la plus contre-révolutionnaire et la plus dévastatrice. Plus la course aux armements effrénée s'accroît, plus énergiques deviennent les efforts de ces agents officiels et non officiels dans la production d'une phraséologie «pacifiste», dans la fabrication de pactes de «paix», dans l'organisation de conférences, dans l'élaboration de projets et de propositions sur la «paix».

La «SdN», ce rejeton de Versailles, qui est le traité de brigandage le plus éhonté des dernières décades, déguise l'activité réelle de ses membres par l'élaboration des projets de désarmement. L'US démasque leurs jeux: les plus grands amis de la paix refusent de désarmer. La comédie diplomatique se transforme en une farce grossière. Les masques pacifiques tombent à terre et chacun peut voir la grimace impérialiste en plein jour.

La «SdN» est en première ligne une organisation contre-révolutionnaire, mais en temps elle est tournée contre l'Amérique. C'est pourquoi la République du dollar, par la bouche de son commissionnaire, a mis à l'ordre du jour son propre «pacte». L'hégémonie du capital américain qui possède les meilleures machines, les plus grands stocks d'or et la meilleure technique de guerre est bien obligée de conserver sa valeur juridique internationale! La guerre est «mise hors la loi». Le Japon «ne fait pas la guerre» en Chine, mais «protège uniquement ses intérêts»; les États-Unis n'égorgent pas le Nicaragua au moyen de la guerre, mais «prennent uniquement soin de l'ordre»; tous les pays capitalistes ne s'arment pour la guerre mais désirent lutter uniquement pour la «civilisation».

Les gens d'affaires de la politique impérialiste qui masquent leurs convoitises impérialistes et leurs intentions de guerre derrière le rideau de fumée de pactes pacifistes ainsi que par le poison assoupissant de phrases creuses pacifistes, mettent tout en œuvre pour charger de chaînes, quand il en est encore temps,

la classe ouvrière, pour tordre le cou aux mouvements révolutionnaires dans les colonies et affaiblir l'arrière des Républiques soviétiques. La terreur et la corruption, l'exploitation impitoyable des ouvriers et la corruption de leurs couches supérieures, le front uni contre les organisations des larges masses lorsqu'elles menacent de devenir dangereuses, la politique de scission des rangs ouvriers, les attaques toujours croissantes contre les PC, tels sont les symptômes actuels. Une vague de représailles en Angleterre et aux États-Unis, en France et Japon, va de pair avec la vague inouïe de terreur en Italie et dans les Balkans, avec les *exécutions en masse en Chine*. La hache du bourreau de la «civilisation bourgeoise» travaille sans répit. Sans tressaillement, les bourreaux impérialistes regardent leurs victimes, bien qu'ils pressentent que du sang des sacrifiés surgiront des milliers de vengeurs.

Dans cette époque où tout sent la poudre et le sang dans le monde entier, où les antagonistes du capitalisme acquièrent une tension extrême, où la lutte de classe du prolétariat s'accroît, où les masses de millions d'esclaves coloniaux se soulèvent, où de nouvelles colonnes d'assujettis arrivent toujours plus nombreuses pour défendre l'US, foyer des mouvements d'émancipation, dans cette époque *apparaît de nouveau au premier plan le rôle de traître de la social-démocratie, de la 2<sup>e</sup> Internationale, et de leur succursale d'Amsterdam*.

Du point de vue des *intérêts de classe du prolétariat*, il faut maintenant, plus que jamais, qu'il ait la notion complète du caractère nettement délimité de sa classe, qu'il ait conscience de ce qu'il y a d'inconciliable entre ses intérêts et les intérêts du capital et de l'État capitaliste. Aux attaques insolentes du capital, à son exploitation inhumaine, au chômage, à la politique de dissolution des organisations ouvrières, à la terreur fasciste il faut répliquer par la contre-attaque prolétarienne. C'est à *cette époque unique*, sous le règne du talon de fer du capital des trusts, que les pontifes de la social-démocratie qui trahissent cyniquement toutes les traditions de la lutte de classes et piétinent la plus élémentaire dignité du prolétariat, prêchent la collaboration de classes, la «paix industrielle», «la démocratie de l'économie». «Paix industrielle» dans l'économie et coalition avec la bourgeoisie dans la politique, telle est toute la sagesse félonne de la social-démocratie.

Il est maintenant particulièrement nécessaire, *du point de vue des intérêts de classe du prolétariat*, de démasquer tout acte belliqueux de la bourgeoisie, de rappeler le danger de guerre et d'alarmer les masses. Et c'est justement à cette époque que les politiciens social-démocrates construisent des croiseurs-cuirassés, prennent l'initiative d'une excitation à la guerre la plus infâme, se prosternent devant le militarisme, améliorent activement les armées capitalistes, font des éloges à la SdN impérialiste, diffament l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, fondent d'attendrissement devant le document mensonger des bourreaux de Sacco et Vanzetti et sont pleins de la bave pacifiste la plus venimeuse. Tout en essayant d'innocenter de toutes leurs forces les préparatifs de guerre effectifs de l'impérialisme, ils accusent l'US d'impérialisme. Eux, les héros du 4 août 1914, se mettent à plat ventre devant les États-majors impérialistes. Ils tendent déjà la main pour toucher le denier de Judas pour les jours où, le casque de guerre sur la tête, ils se rangeront dans les rangs de la bourgeoisie contre les soldats de la révolution prolétarienne!

Du point de vue de *l'intérêt de classe du prolétariat*, il est plus que jamais nécessaire d'établir l'unité du prolétariat industriel et les masses laborieuses des colonies. Cependant, les social-démocrates se mettent, sur cette question, du côté des oppresseurs, du côté des impérialistes, du côté des États de brigands impérialistes et de leurs agents. Les socialistes français ont soutenu leur gouvernement quand celui-ci faisait raser les pauvres villages des Kabyles et les villes syriennes par le feu de ses canons lourds; le gouvernement Macdonald intervenait ouvertement comme l'étrangleur des hindous et, en ce moment, des membres du Labour Party exécutent aux Indes les ordres directs de la bourgeoisie britannique. Tous les partis socialistes soutiennent, en fait leur gouvernement dans la question chinoise et se permettent seulement, dans les cas exceptionnels, et sous la pression des masses, de timides observations critiques. Le congrès des socialistes à Bruxelles qui ne soutenait pas le Kuomintang dans la période de son passe révolutionnaire, se solidarise maintenant avec ceux-ci, tenant qu'il est devenu le chien de garde sanguinaire de l'impérialisme et le bourreau le plus odieux du mouvement ouvrier. Le congrès de Bruxelles a adopté ces résolutions vraiment

révoltantes dans la question coloniale et presque littéralement tirées des documents de la SdN.

Ainsi la social-démocratie est devenue la force principale qui sépare les ouvriers des pays industriels des masses laborieuses dans les colonies.

*Enfin, du point de vue des intérêts de classe du prolétariat, l'unité de la classe ouvrière* elle-même est plus que jamais nécessaire. Dans la lutte contre l'adversaire puissamment organisé, dans la lutte contre les trusts gigantesques, dans la lutte contre la force d'État du capital qui veille sur les intérêts de l'oligarchie financière-capitaliste, le maximum d'unité de la classe ouvrière est nécessaire. Et c'est juste à ce moment que l'agence social-démocrate de la bourgeoisie impérialiste se met à l'œuvre pour accomplir l'ordre précis de diviser les rangs ouvriers! Les dirigeants des partis social-démocrates et des syndicats réformistes, les héros de l'unité avec la bourgeoisie, de ses trusts et son État-major, les apôtres de la paix industrielle et de la coalition avec les hommes d'affaires de la banque et de la bourse, mettent tout en œuvre pour exclure les communistes et les prolétaires révolutionnaires en général de toutes les organisations de masses, divisent les syndicats, ils divisent les organisations sportives, Ils dispersent les rangs des libre-penseurs prolétariens. Plus ils sont résolument pour *l'unité avec la bourgeoisie*, plus ils luttent rageusement contre *l'unité avec le prolétariat*.

L'IC invite tous les ouvriers, tous les travailleurs à serrer plus étroitement les rangs, à faire l'unité de toute la classe ouvrière, à réaliser l'unité de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse, à réaliser l'unité du prolétariat avec les peuples orientaux asservis contre les oppresseurs, contre tous les ennemis de classe.

Le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC a adopté un *programme* international qui lie et engage toutes les Sections. Pour la première fois depuis l'existence du mouvement ouvrier révolutionnaire, la classe ouvrière aura dans ses mains un document dont les articles font loi pour les millions d'ouvriers organisés dans toutes les parties du monde et parmi toutes les races des nations de la terre. Ce n'est pas un document de flagornerie pacifiste devant la bourgeoisie et de paix obséquieuse avec elle. Il n'est pas une déclaration pharisaïque infâme et basse d'unité avec la bourgeoisie, d'une unité qui ne signifie autre



chose que le passage dans le camp de l'ennemi de classe, une désertion, une trahison, un acte de renégat. C'est l'étoile polaire dans *la lutte des millions d'opprimés contre les oppresseurs*, dans la lutte des masses prolétariennes, dans la lutte des travailleurs de couleur, blancs, jaunes et noirs, sous les tropiques et dans les coins les plus reculés de notre planète, dans les usines et dans les plantations, dans les mines et dans les chemins de fer, dans les forêts et dans les villes, dans le désert et partout où sévit la lutte de classes. C'est le programme de l'unité de la classe ouvrière et de *la lutte à vie et à mort* contre la bourgeoisie, c'est le programme de la *dictature prolétarienne mondiale inéluctable*.

L'IC invite tous les travailleurs au rassemblement le plus étroit sous la bannière de la lutte de classes, de la révolution prolétarienne, de la dictature de la classe ouvrière. Grâce à la tension la plus extrême de ses forces, le monde capitaliste a réussi de sortir des ruines et de l'effondrement de la première guerre impérialiste, il a réussi, en pressurant de façon énorme les ouvriers et en les courbant sous la férule de l'esclavage. Mais il commence de nouveau étouffer sous le poids de ses propres contradictions. Sa fatalité historique le pousse à nouveau et avec une force élémentaire puissante dans le remous de formidables catastrophes dont l'haleine mortelle s'étend sur le monde entier. Les cliques impérialistes qui ont peur de leur propre historique et qui sont pourtant son instrument, qui ne peuvent pas se décider de déchaîner les esprits de guerre et qui font en même temps tout pour leur enlever leurs chaînes et déclencher leur danse sanglante, qui trompent tout le monde par un palabre pacifiste inepte en même temps qu'elles cherchent la gâchette des mitrailleuses — ces cliques impérialistes poussent le monde de nouveaux au bord de l'inévitable.

L'IC invite tous les travailleurs à l'œuvre de défense. Dès aujourd'hui, jour par jour, inlassablement, il faut rallier les rangs des combattants. Dès aujourd'hui, il faut que nous rassemblons les masses, qu'on envoie les missionnaires fidèles de la classe ouvrière chez les soldats et les marins, dans les armées et les flottes, pour préparer le jour et l'heure où, en réponse à l'appel infâme des impérialistes que les prolétaires s'entreteuent, les lourds canons tourneront sur leurs axes et dirigeront leur gueule contre la tête des impérialistes, cette

cible la meilleure pendant la guerre impérialiste.

La brute impérialiste qui, de ses yeux troubles, ne regardant que le passé historique et incapable de soulever le voile de l'avenir, se console dans l'illusion du calme relatif en Europe, à laquelle le vampire américain inocule de temps en temps une dose d'élixir d'or vivifiant. Mais l'œil sagace du prolétaire qui a fait l'expérience sur sa propre peau, de toutes les beautés magnifiques de la rationalisation capitaliste et de toute l'ironie de la paix industrielle, distingue et reconnaît l'accumulation gigantesque des contradictions capitalistes et *l'accroissement de la lutte de classes* qui se produit un peu partout. La grève en Angleterre, l'insurrection viennoise, les grèves en Allemagne, les résultats électoraux en France et en Allemagne, la réaction des ouvriers allemands devant la nouvelle trahison de la social-démocratie dans l'affaire du croiseur-cuirassé, la résistance violente des ouvriers et paysans chinois, le grondement croissant du tonnerre des volcans révolutionnaires aux Indes d'où sort déjà comme avertissement, une colonne de fumée, le mécontentement croissant en Amérique du Sud, la progression de la conscience de classe chez les nègres et des milliers d'autres symptômes — ne démontrent-ils pas que la taupe de l'histoire *mine d'une façon excellente le monde capitaliste*?

L'IC invite tous les travailleurs, et en premier lieu les ouvriers industriels, à la lutte pour le maintien de chaque pouce de terrain des positions conquises, pour la lutte contre l'offensive du capital, pour la lutte contre l'exploitation éhontée, contre l'esclavage du prolétariat, contre la politique impérialiste, contre la guerre. L'IC invite tous les travailleurs et opprimés à la défense dévouée de la révolution chinoise dont les martyrs et les héros sont tombés sous la hache du bourreau. L'IC invite tous les prolétaires honnêtes à s'unir pour former un mur de fer autour de l'US, contre laquelle l'impérialisme lève son glaive. L'IC invite à la plus grande vigilance et à la lutte directe contre les mensonges pacifistes et contre la tromperie pacifiste. L'IC invite à la rupture immédiate avec la bourgeoisie et à *l'unité de tous les rangs dans la classe ouvrière, à la lutte sans merci contre tes ennemis du prolétariat*.

*Contre l'unité social-démocrate avec la bourgeoisie — pour l'unité de classe des prolétaires.*

*Contre le social-impérialisme — Pour le soutien héroïque des frères dans les colonies!*

*Contre le mensonge pacifiste — pour la lutte corps et âme contre la guerre impérialiste!*

*Contre le réformisme et le fascisme — pour la révolution prolétarienne*

*Vive la dictature prolétarienne en US!*

*Vive la révolution mondiale prolétarienne!*

Moscou, 1<sup>e</sup> septembre 1928

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

## Résolution sur la Situation dans l'US et le PCUS

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial constate, avec la plus grande satisfaction, les progrès gigantesques réalisés dans la seule patrie du prolétariat, l'URSS, sous la direction du PC, au cours des quatre dernières années écoulées depuis le 5<sup>e</sup> Congrès Mondial. L'ensemble de la production a dépassé le niveau d'avant-guerre et la rapidité de ses progrès est plus grande que celle des pays capitalistes; l'économie du pays prend un vif essor; le développement du secteur socialiste est plus rapide que celui de l'ensemble de l'économie, la grande industrie et l'électrification progressent rapidement de gigantesques installations, celle des centrales électriques du Volkhov et du Dniepr, le chemin de fer Turkestan-Sibérie, les immenses usines nouvelles prouvent la force créatrice du prolétariat victorieux et montrent les succès importants de l'édification du socialisme.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes d'Europe, le relèvement de l'économie s'est effectué sans prêts de l'étranger, exclusivement grâce aux propres forces du pays, dans une lutte ininterrompue contre la pression de l'encerclement capitaliste.

La situation du prolétariat s'est rapidement relevée. La journée de sept heures entre en application, celle de six heures pour les mineurs du fond. Le salaire réel a doublé depuis 1923, il dépasse actuellement le niveau d'avant-guerre d'une façon notable, même si on ne prend pas en considération les avantages de l'assurance sociale. La situation des travailleurs dans les campagnes, c'est-à-dire des petits et moyens paysans auxquels la révolution a donné la terre, qu'elle a libérés de leurs dettes et qui actuellement bénéficient pour le relèvement de leur économie de l'appui énergique de la dictature, s'est aussi notablement améliorée.

Le développement de l'économie paysanne individuelle est intimement lié à celui de la corporation parmi les paysans et particulièrement à l'extension des formes collectives de l'agriculture, qui commencent à se développer dans de vastes proportions; il est étroitement lié au développement des exploitations soviétiques existantes et à la création de nouvelles, ainsi qu'à l'intensification de la lutte contre les éléments capitalistes dans les campagnes, c'est-à-dire contre les koulaks.

Le pouvoir prolétarien a su maintenir dans des limites étroites les poussées du capitalisme qui, base de la nouvelle politique économique, s'opèrent dans les villes et les campagnes, il a su découvrir et châtier le sabotage contre-révolutionnaire d'une partie des techniciens spécialistes les plus haut placés, financés par d'anciens propriétaires et par des gouvernements hostiles. Les capitalistes et les social-démocrates se sont trompés dans leur espoir que la nouvelle politique économique signifie le commencement d'un retour du capitalisme. Ce ne sont pas les éléments capitalistes qui s'accroissent aux dépens du secteur socialiste, c'est le contraire qui se produit, l'importance et le poids du secteur socialiste grandissent continuellement; ce secteur exerce une influence de plus en plus étendue sur le secteur de l'économie privée.

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial constate que ces succès de l'édification socialiste dans l'URSS, renforcent les positions de la classe ouvrière internationale, dirigée par son avant-garde les partis communistes, dans la lutte contre le capital international; que ces succès stimulent la radicalisation des plus larges masses de travailleurs des pays capitalistes et des colonies et font de l'URSS, plus que jamais, la

citadelle de la révolution mondiale, et du PCUS, l'avant-garde léniniste dont l'expérience énorme éduque idéologiquement et instruit pratiquement toutes les Sections de l'IC

En confirmant pleinement et entièrement les décisions du 15<sup>e</sup> Congrès du PCUS, le Congrès Mondial fait ressortir que:

«Malgré le rôle dirigeant et toujours plus considérable du noyau socialiste dans l'économie, l'accroissement des forces productives dans l'économie de l'URSS est inévitablement accompagné d'une aggravation partielle des antagonismes de classes. Les couches du capital privé, dans les villes et dans les campagnes, s'unissant à certains éléments bureaucratiques de l'appareil économique et administratif soviétique, s'efforcent d'augmenter leur résistance à l'offensive de la classe ouvrière, tentent d'exercer sur certaines couches d'employés et d'intellectuels, sur les couches arriérées des artisans, des paysans et des ouvriers une influence hostile à la dictature du prolétariat. À cette influence hostile et à l'activité grandissante des éléments capitalistes, la classe ouvrière, sous la conduite du PCUS, oppose un régime de dictature prolétarienne renforcée, un essort plus considérable encore de l'activité, de l'initiative et de l'éducation des masses prolétarienne.» (*Résolution du 15<sup>e</sup> Congrès sur le compte rendu du C.C.*)

Dans les conditions créées par l'encerclement capitaliste et la pression accentuée du capital mondial contre la forteresse de tous les travailleurs: l'URSS — pression qui augmente l'activité des éléments capitalistes des villes et des campagnes contre le régime de la dictature du prolétariat il faut que l'Etat prolétarien, pour triompher des difficultés de l'édification socialiste, ainsi que l'ont montré les obstacles rencontrés au cours de la dernière campagne de stockage des céréales, mène une politique active de transformation de tous les rapports sociaux dans le sens du collectivisme. On ne peut surmonter ces difficultés que par la lutte la plus énergique contre les éléments capitalistes de l'économie, par une consolidation toujours accrue de l'alliance avec la masse déterminante de la paysannerie (les paysans moyens), par une lutte résolue contre les koulaks et par l'appui

vraiment solide du prolétariat sur les paysans pauvres.

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial souligne l'accroissement de l'autorité et de l'influence du PCUS parmi les travailleurs de l'URSS et du monde entier. Il enregistre l'accroissement numérique du PCUS grâce à l'adhésion de nouveaux ouvriers des entreprises; il note le développement et le renforcement de la démocratie prolétarienne, la confiance toujours accrue de la classe ouvrière de l'URSS dans le parti glorieux de Lénine, le PCUS.

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial constate que grâce à la politique communiste conséquente du PCUS, celui-ci a réussi à consolider la dictature du prolétariat et à entreprendre avec succès l'édification du socialisme. Par leur appui sans réserves au PCUS dans sa politique juste, toutes les Sections de l'IC encouragent l'œuvre d'édification du socialisme du PCUS.

Le Congrès ratifie les décisions du 15<sup>e</sup> Congrès du Parti et du Plenum du CEIC relatives à l'exclusion de l'opposition et flétrit l'activité menchéviste et contre-révolutionnaire des anciens opposants après leur exclusion. Le Congrès invite le PCUS à poursuivre, de toute énergie, la lutte contre la tendance trotskiste — déjà insignifiante d'ailleurs par sa faiblesse numérique — et engage de même tous les autres partis de l'IC à combattre et à déjouer, par un travail idéologique et d'organisation, toute tentative de créer une opposition trotskiste dans leurs rangs.

La dictature du prolétariat dans l'URSS est menacée non pas de dégénérescence, comme le prétendait l'opposition, mais d'une attaque armée de la part de la bourgeoisie mondiale, dont le règne est de plus en plus ébranlé par les progrès de l'Etat de la dictature prolétarienne. C'est pourquoi le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial fait appel au prolétariat de tous les pays, aux opprimés et exploités du monde entier, qu'ils fassent tous les efforts pour prévenir l'attaque qui se prépare contre l'US, la seule patrie des ouvriers. Les travailleurs du monde entier doivent tout faire pour défendre et protéger l'US, première forteresse victorieusement conquise par le prolétariat mondial et base solide pour le déploiement de la révolution prolétarienne mondiale.

# Résolution sur la Campagne Internationale contre la Guerre

Considérant la préparation active des puissances impérialistes pour une intervention contre l'URSS, pour la guerre contre la révolution chinoise et pour la guerre entre les puissances impérialistes elles-mêmes; considérant le rôle de trahison de toutes les tendances de la social-démocratie internationale qui activement et cyniquement aident leur impérialisme respectif dans ses préparatifs d'une nouvelle boucherie mondiale, le Congrès estime qu'il est du devoir de tous les communistes, dans la situation tendue actuelle, de renforcer la lutte contre les dangers de guerre et d'entreprendre sans délai une campagne internationale contre la guerre impérialiste imminente.

Le Congrès invite les Comités centraux de tous les Partis à entreprendre immédiatement un travail politique, d'organisation, de propagande et d'agitation pour préparer une Journée Internationale de lutte contre la guerre impérialiste et de défense de l'US; journée de

combat de tous les travailleurs, sous les mots d'ordre: «Guerre à la guerre impérialiste». «Défense de l'US». «Soutien des peuples révolutionnaires des colonies». «À bas la désillusion des masses par les social-patriotes». «Formez des organisations de défense prolétarienne».

Les Comités centraux de chaque PC devront, en partant de la situation concrète de leur pays respectifs, prendre les mesures pratiques pour réaliser la Journée Internationale (meetings de masses, démonstrations dans les rues, grèves de protestation et autres formes de lutte).

Le Congrès invite les CEIC à prendre toutes mesures nécessaires pour organiser de telles démonstrations à l'échelle internationale, pour les coordonner et assurer une action simultanée, conformément à la décision du Congrès, dans le but de renforcer l'unité d'action contre la guerre et de rassembler les plus larges masses possibles de travailleurs, y compris les soldats.

# Résolution sur le Secours Rouge International

L'aggravation des contradictions de classes dans les pays capitalistes et la lutte des peuples des pays coloniaux contre leurs oppresseurs et leurs exploiters provoquent une recrudescence de la terreur blanche, du fascisme, un renforcement des mesures répressives de la justice de classe, une répression contre les classes exploitées et les peuples opprimés. En conséquence, le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC établit que:

§1. Le cours des événements de ces dernières années a entièrement confirmé la justesse des résolutions des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Congrès Mondiaux de l'IC sur le Secours Rouge, comme organisation de secours indépendante et en dehors du Parti et

sur la nécessité absolue pour les PC de soutenir cette organisation.

§2. Le Secours Rouge étant une organisation en dehors du Parti qui, d'un part vient en aide à toutes les victimes de la lutte révolutionnaire et, d'autre part, recrute ses adhérents sans distinction de parti, constitue une arme des plus importantes pour l'application de la tactique du front unique.

C'est pourquoi les PC, plus que tous autres, intéressés au travail du Secours Rouge, et doivent constamment l'aider dans son action en prenant part à toutes ses campagnes, en

particulier, aux campagnes pour l'amnistie et le droit d'asile et en réservant une place spéciale au Secours Rouge dans leurs journaux.

§3. Une des tâches les plus importantes du Secours Rouge étant à l'heure actuelle la lutte contre le fascisme, les PC doivent de toutes leurs forces soutenir le Secours Rouge et le Secours Ouvrier dans cette action. Une des plus importantes tâches des Sections du Secours Rouge, de sa Section américaine en particulier, est la lutte contre le Klu-Klux-Klan (organisation fasciste aux Etats-Unis) et contre la loi barbare de Lynch appliquée aux nègres. Cette lutte ne sera couronnée de succès que si des millions d'ouvriers blancs sont mobilisés pour y prendre part.

Une tâche particulièrement importante de toutes les sections du Secours Rouge est la lutte contre la terreur blanche en Chine, terreur qui, à l'heure actuelle, est appliquée ouvertement par le Kuomintang lui-même.

§4. Le progrès du mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux renforce dans des proportions inouïes la répression contre les travailleurs de ces pays. Les PC des pays impérialistes doivent aider les Sections du Secours Rouge à se créer et à s'organiser, pour qu'elles puissent remplir les grandes tâches qui leur incombent dans les colonies et semi-colonies du pays en question.

§5. Toutes les tâches ci-dessus énumérées sont étroitement liées avec la lutte des travailleurs pour le droit d'asile, à laquelle les PC n'ont pas accordé, jusqu'à présent, assez d'attention et qui, à l'avenir, exigera l'attention

particulière des fractions communistes parlementaires dans leur activité. Les PC des métropoles ont aussi la tâche particulière de mener la lutte contre la livraison des révolutionnaires arrêtés sur le territoire des concessions étrangères en Chine.

§6. Le capitalisme se sert du régime de la prison comme d'un moyen de destruction physique des révolutionnaires détenus. C'est pourquoi il importe de mener une lutte constante dans les masses et par l'intermédiaire des fractions communistes au Parlement contre ce régime.

§7. L'accomplissement de toutes ces tâches du Secours Rouge étant étroitement lié avec l'organisation des campagnes qui ne peuvent avoir de succès que si elles sont menées de concert avec les différentes organisations de masses, les communistes militant dans ces organisations ouvrières (syndicats, coopératives, Secours Ouvrier, association des Libres Penseurs, Association nationale des victimes de guerre, Ligue de lutte contre l'impérialisme et contre l'oppression des peuples coloniaux, sociétés sportives ouvrières, etc...) doivent veiller à ce qu'elles collaborent entre elles pour coordonner les campagnes entreprises.

§8. Les communistes militant dans les Sections du Secours Rouge doivent s'efforcer d'y entraîner les plus grandes masses; des villes et des campagnes. Il est particulièrement important d'y attirer les ouvriers social-démocrates et les syndiqués, ainsi que les grandes masses des ouvrières.

## Résolution au Sujet de Maslow-Ruth Fischer

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial décide, après examen de la lettre de Maslow et Ruth Fischer, datée du 23 août 1928:

§1. Le Congrès confirme toutes les décisions prises par les séances plénières par le Présidium du CEIC et le PCA contre le groupe trotskiste de Maslow-Ruth Fischer.

§2. Toute l'activité contre-révolutionnaire et scissionniste des chefs de ce groupe exclut toute confiance à l'égard de la sincérité de leurs déclarations et démontre qu'ils ne sont ni disposés ni capables de devenir des lutteurs bolchévistes dans les rangs du PC allemand.

§3. Le Congrès Mondial décide donc de repousser la demande de réintégration de

Maslow et Ruth Fischer et de passer à l'ordre du jour.

§4. En même temps, le Congrès Mondial approuve la déclaration du C.C. du PC allemand, disant que la rentrée du PC allemand

reste ouverte pour tous les ouvriers exclus du Parti à cause de leur appartenance au groupe trotskiste, s'ils rompent avec Maslow, Ruth Fischer et les autres renégats du communisme et se soumettent sans réserve à toutes les décisions du PC allemand et de l'IC.

## Résolution sur le Cas de S. Girault, etc.

En France, Suzanne Girault, exclue du Parti pour son activité profondément anticomuniste et son travail fractionnel, en même temps qu'un petit groupe qui faisait paraître le journal oppositionnel *L'Unité Léniniste*, a demandé, avec quelques-uns de ses amis politiques, la réintégration dans le Parti.

En raison de ce que Suzanne Girault et ses amis politiques se maintiennent sur leur position politique oppositionnelle antérieure, ne reconnaissent pas, en fait, leurs fautes et erreurs et ne condamnent pas la lutte

fractionnelle menée par l'opposition sur le plan international et surtout qu'ils ne reconnaissent pas la justesse des décisions des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> Exécutifs et du 15<sup>e</sup> Congrès du PC de l'URSS, le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial rejette la demande de réintégration dans le Parti de Suzanne Girault et de ses amis du groupe de *L'Unité Léniniste*. Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial repousse également les requêtes du groupe Treint et de celui de la *Lutte de Classes*, qui restent sur la plate-forme du trotskisme.

## Résolution au Sujet du Groupe Wjinkoop

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC a pris connaissance d'un télégramme et d'une lettre d'une organisation qui se nomme «Comité central du PC de Hollande» c'est-à-dire du groupe Wjinkoop.

Dans ces documents, on «confirme» la «fidélité» au programme et à la politique de l'IC et l'on demande au Congrès Mondial de

«trouver les voies et moyens pour reconstituer en Hollande la section de l'IC sur la base de l'application intégrale de la tactique communiste internationale.»

Ces documents sont une tentative grossière de tromper les ouvriers hollandais. Le groupe Wjinkoop n'a pas le moindre droit de prendre le

nom de Parti Communiste. Il n'a rien de commun ni avec le communisme ni avec l'IC.

Au cours de plusieurs années, l'IC a examiné scrupuleusement et à maintes reprises, la politique des chefs de ce groupe. Cette politique a toujours été pleine de déviations opportunistes, même dans les questions politiques les plus importantes telles la question coloniale et la question syndicale. En outre, les chefs du groupe Wjinkoop ont toujours violé les décisions de l'Internationale jusqu'à ce que, finalement, par une série d'infractions ouvertes à la discipline, ils se soient eux-mêmes mis hors des rangs de l'organisation communiste mondiale. Depuis lors, ils ont essayé de dresser contre la Section hollandaise de l'IC, leur organisation scissionniste et sectaire. La Section



hollandaise de l'IC n'a point du tout besoin d'être reconstituée elle existe en tant que PC hollandais, Section de la 3<sup>e</sup> Internationale. Il n'y a, pour les ouvriers révolutionnaires de Hollande qui sont encore en dehors de nos rangs, qu'une seule voie pour prendre part aux luttes de l'organisation communiste mondiale, c'est l'adhésion à la Section hollandaise de l'IC; par la reconnaissance sans réserve de la discipline nationale et internationale, par l'observation consciencieuse de la politique fixée dans les Congrès du Parti et de l'IC. L'heure est grave, les menaces de guerre surgissent de tous côtés. Les États impérialistes s'arment sérieusement pour assaillir l'US, la patrie des ouvriers du monde entier. Dans cette situation, il s'agit de

rassembler toutes les forces du prolétariat révolutionnaire. Cette scission criminelle est gravement préjudiciable, non seulement à la radicalisation du prolétariat hollandais, mais aussi au mouvement révolutionnaire de nos héroïques camarades d'Indonésie, qui ont besoin, dans leur lutte contre l'impérialisme hollandais, de l'aide d'un Parti fort et uni en Hollande.

Le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC fait donc appel à tous les ouvriers révolutionnaires de Hollande qui ne sont pas encore dans nos rangs et les engage à entrer dans le PC de Hollande, Section de la 3<sup>e</sup> Internationale!

## Résolution sur l'Appel de Trotski, Sapronov, etc.

Après examen des requêtes adressées par Trotski, Sapronov, et autres membres de l'opposition du PCUS exclus de ce parti et qui demandent leur réintégration, le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC décide:

§1. La Congrès Mondial approuve entièrement la décision du 15<sup>e</sup> Congrès du PCUS et la résolution du 9<sup>e</sup> Plenum du CEIC déclarant que l'adhésion à l'opposition trotskiste et la propagande de ses idées sont inconciliables avec la qualité de membre du Parti bolchévik. Le groupe Trotski, par son point de vue dans les questions de programme, de politique et d'organisation s'est échoué sur les positions des menchéviks et s'est objectivement transformé en un organe de lutte contre le pouvoir soviétique. Son exclusion du PCUS était donc juste et inévitable.

§2. La requête des exclus au Congrès mondial est une nouvelle preuve que Trotski et la petite poignée de ses adeptes qui ne se sont pas soumis,

à l'exemple de la grosse majorité de l'ancienne opposition, aux conditions fixées par le 15<sup>e</sup> Congrès, poursuivent leur lutte, leur travail de scission, leur campagne de calomnies contre le PCUS et contre la dictature du prolétariat. Le Congrès estime superflu de discuter avec des ennemis de l'IC sur le contenu politique contre-révolutionnaire de la plate-forme trotskiste, après que l'ensemble des membres de tous les PC ont à plusieurs reprises résolument repoussé ce point de vue.

§3. Les sanctions prises, par les organes du pouvoir soviétique contre certaines personnes exclues du parti sont des mesures de défense de la dictature du prolétariat, mesures absolument imposées par la nécessité révolutionnaire.

§4. Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial ratifie la décision du 15<sup>e</sup> Congrès du PCUS concernant l'exclusion des trotskistes et rejette la requête adressés par Trotski, Radek, et autres exclus demandant leur réintégration dans le Parti.

# Résolution sur l'Adhésion des PC de Cuba, Corée, Nouvelle-Zélande, Paraguay, de la Ligue Ouvrière d'Irlande, du P.S. de l'Equateur et du P.S.R. de Colombie à l'IC

L'influence croissante de l'IC dans les colonies et semi-colonies s'est exprimée, dans le domaine de l'organisation, par la création de nouveaux PC et par l'adhésion de Partis ouvriers révolutionnaires à l'Internationale.

Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial salue la formation et l'adhésion de ces nouvelles sections comme une nouvelle preuve de confiance des masses ouvrières et paysannes et des peuples opprimés dans l'IC et dans sa politique de lutte contre l'oppression coloniale et comme l'expression du caractère vraiment mondial de son action.

C'est pourquoi le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial confirme les décisions prises par l'Exécutif, entre les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> Congrès Mondiaux, concernant l'admission comme Sections de l'IC:

du PC de Corée,

du PC de Cuba,

de la Ligue Ouvrière d'Irlande,

et décide d'admettre dans l'IC: le PC de Nouvelle-Zélande et le PC du Paraguay.

La décision d'adhésion à l'IC prise par le dernier Congrès du *Parti socialiste de l'Equateur*, confirmée par un referendum des organisations de tout le pays, et la même décision prise à l'unanimité par le dernier Congrès du *Parti socialiste révolutionnaire de Colombie* démontrent la volonté des masses ouvrières de ces deux pays de lutter sous le drapeau du communisme dans les rangs de l'Internationale, qu'elles reconnaissent comme le seul guide du mouvement révolutionnaire international.

Le 6<sup>e</sup> Congrès mondial salue leur décision d'adhérer à l'IC comme l'expression de l'élan révolutionnaire des masses opprimées de ces pays, décidées à lutter sous la bannière de communiste, seule capable de les aider et de les guider dans leur effort de libération. Il y voit l'expression de la volonté de ces partis de masses de devenir de véritables partis bolchévisme. Le 6<sup>e</sup> Congrès accepte le Parti socialiste de l'Equateur et le Parti socialiste révolutionnaire de Colombie comme sections de l'IC. Mais, étant donné que ces deux partis ne sont pas encore, par leur structure et leur idéologie, de véritables partis entièrement communistes, le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial fait un devoir à l'Exécutif de donner à ces partis les directives, les conseils et l'aide nécessaires pour en faire de véritables PC, en transformant et en affermissant leurs organisations, en élevant leur niveau idéologique et en éduquant leur conscience de classe tout en conservant et en renforçant encore leur caractère de partis de masses.

Par l'admission de ces sept nouvelles Sections, l'IC se lie plus étroitement avec les masses nouvelles de millions d'ouvriers et de paysans exploités et opprimés par les grands brigands impérialistes. En coordonnant leur lutte avec celle du prolétariat des métropoles, des ouvriers, des paysans et des nations affranchies de l'URSS et des millions d'esclaves des colonies, l'IC développe et organise sur une échelle toujours plus vaste la solidarité révolutionnaire de tous les opprimés, condition de leur victoire mondiale sur la bourgeoisie et l'impérialisme.

# Résolution sur la Composition du CEIC et de la CIC

## Membres du CEIC

1. Americo Léo; 2. Barbé; 3. Bela Kun; 4. Bell;  
5. Blenke; 6. Bochkovitch; 7. Boukharine; 8.  
Campbell; 9. Carillo; 10. Caterji; 11. Dengel; 12.  
Ercoli; 13. Ferdi; 14. Fermin Araya; 15. Foster;  
16. Fouroubotn; 17. Ghioldi; 18. Gomez; 19.  
Gotwald; 20. Humbert-Droz; 21. Hsing; 22.  
Jacquemotte; 23. Jilek; 24. Katayama; 25. Kato;  
26. Khitarov; 27. Kilboom; 28. Kolarov; 29.  
Koplenig; 30. Kuusinen; 31. Lenski; 32. Li  
Kouang; 33. Lovestone 34. Lozovski; 35.  
Manner; 36. Manouilski; 37. Mitskievitch; 38.  
Molotov; 39. Mousseaux; 40. Piatnitski; 41.  
Pieck; 42. Popescu; 43. Proukhniak; 44.  
Remmele; 45. Rust; 46. Rykov; 47. Samuelson;  
48 Semard; 49. Serra; 50. Syphneios; 51. Smeral;  
52. Skrypnik; 53. Spektor; 54. Staline; 55.  
Thaelmann; 56. Thorez; 57. Tchiou Vito; 58.  
Wieser; 59. Clara Zetkin.

## Candidats au CEIC

1. Azanov; 2. Billoux; 3. Bochnitch; 4. Chaouki;  
5. Darsono; 6. de Visser; 7. Dimitrov; 8. Doriot;  
9. Evert; 10. Frachon; 11. Garlandi; 12. Gitlow;  
13. Gyptner; 14. Guan Li; 15. Goussiev; 16.  
Hansen; 17. Heckert; 18. Horner; 19. Huiswood;  
20. Havanagh; 21. Lopez; 22. Lovitski; 23.  
Malakka; 24. Monmousseau; 25. Moyrova; 26.  
Naorodji; 27. Pasqual; 28. Pollitt; 29. Pourmann;  
30. Reimann; 31. Riasko Julio; 32. Schneller; 33.  
Sillen; 34. Sokolik; 35. Tchang Piao; 36. Tchen  
Kouang; 37. Thoegersen; 38. Tourni; 39.  
Ulbricht; 40. Varga; 41. Vercik; 42. Yaroslavski;  
43. Zapotocky.

## CIC

1. Angaretis; 2. Anwelt; 3. Cachin; 4. Chargi;  
5. Codovilla; 6. Eberlein; 7. Flieg; 8. Gorkitch; 9.  
Iskrov; 10. F. Kohn; 11. Maggi; 12. Murphy; 13.  
Mondock; 14. Siou Ouen; 15. Sirola; 16. Soltz; 17.  
Stefanescu; 18. Stoutchka; 19. Tcheng Tchen;  
20. Tskhakaia; 21. Weinston; 22. Weiss.



**7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC**

**1935**

# Résolution sur le rapport d'activité du CEIC

*Adoptée le 1<sup>er</sup> août 1935 sur le rapport du camarade Pieck.*

Source: *La Correspondance Internationale*, no.82, 15<sup>e</sup> année, numéro spécial VIII, p. 1209-1210, 15 septembre 1935.

§1. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC approuve la ligne politique et l'activité pratique du CEIC

§2. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC approuve les propositions faites par le CEIC en mars 1933, en octobre 1934 et en avril 1935, aux différentes Sections nationales et à la direction de la 2<sup>e</sup> Internationale, en vue de former l'unité d'action dans la lutte contre le fascisme, l'offensive du capital et la guerre. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC exprime ses regrets que toutes ces propositions, au grand détriment de la classe ouvrière, aient été repoussées par le Comité Exécutif de la 2<sup>e</sup> Internationale et par la majorité de ses Sections. Il constate l'importance historique du fait que des ouvriers social-démocrates, ainsi qu'un grand nombre d'organisations social-démocrates luttent en collaboration avec les communistes contre le fascisme et pour les intérêts des masses travailleuses, et demande au CEIC et tous les Partis adhérant à l'IC de continuer à travailler à l'établissement du front unique tant dans le cadre national que dans le cadre international.

§3. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC constate l'influence révolutionnaire croissante de l'activité ainsi que des mots d'ordre des PC, sur les larges masses ouvrières, entre autres sur les adhérents du parti social-démocrate. En conséquence, le Congrès demande à toutes les Sections de l'IC de surmonter le plus rapidement possible les survivances des traditions sectaires, qui les empêchaient de trouver accès auprès des ouvriers social-démocrates, de changer les méthodes d'agitation et de propagande qui avaient jusqu'ici trop souvent un caractère abstrait et peu compréhensible pour les masses, et de leur donner un contenu nettement concret, conforme aux besoins et aux intérêts quotidiens des masses.

§4. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC constate que le travail d'un certain nombre de Sections de l'IC manifeste des faiblesses sérieuses: application tardive de la tactique du front unique, incapacité de mobiliser les masses pour la défense de leurs revendications partielles tant politiques qu'économiques, incompréhension de la nécessité de la lutte pour la défense des restes de la démocratie bourgeoise, incompréhension de la nécessité de la création d'un front populaire antiimpérialiste dans les colonies et les pays semi-coloniaux, sous-estimation du travail dans les syndicats réformistes et fascistes et dans les organisations de masse des travailleurs créées par les partis bourgeois, sous-estimation de l'importance du travail parmi les paysans et parmi les masses de la petite bourgeoisie citadine, ainsi qu'une aide politique tardive à ces Sections de la part du CEIC. Étant donné le rôle croissant ainsi que la responsabilité des PC, qui sont appelés à se placer à la tête du mouvement des masses de plus en plus pénétrées de l'esprit révolutionnaire, étant donnée la nécessité de la concentration de la direction opérative dans les Sections mêmes, le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC demande au CEIC:

a) De transporter le principal poids de son activité vers l'élaboration des directives politiques et tactiques générales du mouvement ouvrier international, de partir, en vue de la solution de toutes les questions, des conditions et particularités concrètes de chaque pays, et, d'une façon générale, d'éviter d'intervenir directement dans les affaires d'organisation intérieure des PC;

b) D'aider systématiquement à la création et à la formation de cadres, ainsi que de chefs vraiment bolchéviks, dans les PC, afin que ces derniers soient en mesure, sur la base des décisions des Congrès de l'IC et des sessions



plénières du CEIC, de trouver rapidement et d'une façon indépendante, en cas de changements brusques des événements, la juste solution des tâches politiques et tactiques du mouvement communiste;

c) D'accorder une aide efficace aux PC dans leur lutte idéologique avec leurs adversaires politiques;

d) D'aider les PC à mettre à profit, tant leurs propres expériences que celles du mouvement communiste international, en évitant toutefois de transporter mécaniquement les expériences d'un pays à un autre et de remplacer l'analyse marxiste concrète par des clichés mécaniques et des formules générales;

e) De veiller à établir une liaison étroite des instances dirigeantes de l'IC avec ses différentes Sections au moyen d'une participation encore plus active des représentants qualifiés des principales Sections de l'IC au travail quotidien du CEIC

§5. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC attire l'attention sur la sous-estimation de l'importance du travail de masse parmi les jeunes dont se sont rendus coupables, tant les Fédérations des Jeunesses Communistes que les PC, et sur l'insuffisance de ce travail dans toute une série de pays, demande au CEIC et au CEICJ de prendre des mesures en vue de surmonter l'isolement sectaire de toute une série d'organisations de Jeunesses Communistes, de faire un devoir aux membres des Jeunesses Communistes d'adhérer à tous les partis bourgeois démocratiques, réformistes et fascistes, ainsi qu'aux organisations de masse de la jeunesse travailleuse (organisations syndicales, culturelles et sportives) et de lutter systématiquement dans ces organisations pour soumettre à leur influence les larges masses des jeunes, de mobiliser la jeunesse en vue de la lutte contre la militarisation et les camps de travail, pour l'amélioration de sa situation matérielle, pour les droits de la jeune génération travailleuse, en s'efforçant, dans ce but, d'établir un large front unique de toutes les organisations de masses non fascistes de la jeunesse.

§6. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC constate qu'au cours des dernières années, sous l'influence de la victoire du socialisme en US, de la crise dans les pays capitalistes, des cruautés commises par le fascisme allemand et du danger d'une nouvelle guerre, on a assisté dans le monde entier au passage des larges masses

ouvrières et des masses travailleuses, du réformisme à la lutte révolutionnaire, de la scission et de la dispersion au front unique. Étant donné que l'aspiration des travailleurs à l'unité ne fera que croître, malgré la résistance de certains leaders de la social-démocratie, le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC propose à toutes les Sections de l'IC, de concentrer leur attention dans le procès de la lutte pour le front unique du prolétariat et du front populaire de tous les travailleurs contre l'offensive du capital et du fascisme et le danger d'une nouvelle guerre, sur la nécessité du renforcement de leurs rangs et de la conquête de la majorité de la classe ouvrière.

§7. Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC indique qu'il dépend uniquement de la force des PC et de leur influence sur les larges masses du prolétariat, de l'énergie et de l'abnégation du communisme, que la crise politique qui mûrit se transforme en une révolution prolétarienne victorieuse. Aujourd'hui, où la crise politique mûrit dans toute une série de pays capitalistes, la principale tâche des communistes consiste à ne pas se satisfaire des succès obtenus, mais à aller de l'avant vers de nouveaux succès, à élargir les liaisons avec la classe ouvrière, à gagner la confiance de millions de travailleurs, à transformer les Sections de l'IC en Partis de masse, à soumettre la majorité de la classe ouvrière à l'influence des PC et créer ainsi les conditions nécessaires à la révolution prolétarienne.

# L'Offensive du Fascisme et les Tâches de l'IC dans la Lutte pour l'Unité de la Classe Ouvrière contre le Fascisme

*Résolution sur le rapport du camarade Dimitrov, adoptée le 26 août 1935.*

Source: *La Correspondance Internationale*, no.82, 15<sup>e</sup> année, numéro spécial VIII, p. 1210-1215, 15 septembre 1935.

## 1. — Le fascisme et la classe ouvrière

§1. Le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC constate que les changements fondamentaux suivants survenus dans la situation mondiale, déterminent la disposition des forces de classes sur l'arène internationale et les tâches du mouvement ouvrier mondial.

a) *La victoire définitive et sans retour du socialisme dans le pays des Soviets*, victoire d'une portée mondiale, qui a prodigieusement élevé la puissance et le rôle de l'URSS en tant que rempart des exploités et opprimés du monde entier, et qui pousse les travailleurs à la lutte contre l'exploitation capitaliste, la réaction bourgeoise et le fascisme, pour la paix, pour la liberté et l'indépendance des peuples;

b) *La crise économique la plus importante dans l'histoire du capitalisme*, crise dont la bourgeoisie a tenté de sortir en ruinant les masses populaires, en voulant à la famine et au dépérissement des dizaines de millions de chômeurs, en abaissant dans des proportions inouïes le niveau de vie des travailleurs. Malgré la croissance de la production industrielle dans nombre de pays et une augmentation des profits des magnats de la finance, la bourgeoisie mondiale n'a réussi en somme ni à sortir de la crise et de la dépression ni à contenir l'aggravation incessante des contradictions du capitalisme. Dans certains pays (France, Belgique, etc.) la crise continue, dans d'autres elle a passée à l'état de dépression et dans les

pays où la production a dépassé le niveau d'avant la crise (Japon, Angleterre) de nouvelles perturbations économiques sont en maturation;

c) *L'offensive du fascisme, l'accession des fascistes au pouvoir en Allemagne, la menace toujours plus grande d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale et d'une agression contre l'URSS*, par lesquelles le monde capitaliste cherche à sortir de l'impasse de ses contradictions;

d) *Une crise politique* qui s'est manifestée par la lutte armée des ouvriers d'Autriche et d'Espagne contre les fascistes, laquelle n'a pas encore abouti à la victoire du prolétariat sur le fascisme, mais a empêché la bourgeoisie de stabiliser sa dictature fasciste; un puissant mouvement antifasciste en France qui a commencé par la manifestation de février et la grève générale du prolétariat;

e) *La poussée révolutionnaire des masses travailleuses* dans le monde capitaliste tout entier, qui se poursuit sous l'influence de la victoire du socialisme en URSS et de la crise économique mondiale, ainsi que sur la base des leçons de la défaite momentanée du prolétariat au centre de l'Europe, en Allemagne, ainsi qu'en Autriche et en Espagne, dans les pays où la majorité des ouvriers organisés soutenaient la social-démocratie. Un puissant élan vers l'unité d'action grandit dans la classe ouvrière internationale. On voit s'étendre le mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et la révolution soviétique en Chine. Le rapport des forces de classes à l'échelle mondiale se modifie

de plus en plus dans le sens de *la croissance des forces de révolution*.

En présence de cette situation, la bourgeoisie dominante cherche de plus en plus son salut dans le *fascisme*, l'instauration d'une *dictature ouverte, terroriste*, des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier, en vue d'appliquer des mesures exceptionnelles de spoliation des travailleurs, de préparer une guerre de rapine impérialiste, l'agression contre l'URSS, d'asservir et de dépecer la Chine et de conjurer par tous ces moyens la révolution. Le capital financier cherche à maîtriser l'indignation des masses petite-bourgeoises contre la classe ouvrière, que le fascisme conduit à un assez-adapte démagogiquement ses mots d'ordre à l'état d'esprit de ces couches. C'est en se créant ainsi une base de masse et en dirigeant ces couches, comme une force réactionnaire contre la classe ouvrière que, le fascisme conduit à un asservissement encore plus accentué de tous les travailleurs par le capital financier. Dans un certain nombre de pays, le fascisme est au pouvoir. Mais la croissance du fascisme et sa victoire attestent non seulement de la faiblesse de la classe ouvrière, désorganisée suite à de la politique scissionniste de la social-démocratie, basée sur la collaboration de classe avec la bourgeoisie, mais aussi *la faiblesse de la bourgeoisie elle-même*, qui tremble devant la réalisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière, qui tremble devant la révolution et n'est plus à même de maintenir sa dictature par les vieilles méthodes de démocratie bourgeoise.

§2. La variété la plus réactionnaire du fascisme est le fascisme du type *allemand*, qui se donne impudemment le nom de national-socialisme, mais qui n'a absolument rien de commun ni avec le socialisme ni avec la défense des véritables intérêts nationaux du peuple allemand, et qui ne remplit d'autre fonction que celle de valet de la grande bourgeoisie et représente non seulement le nationalisme bourgeois, mais un chauvinisme bestial.

À la face du monde entier *l'Allemagne fasciste* montre nettement ce qui attend les masses populaires au cas d'une victoire du fascisme. Le pouvoir fasciste déchainé exterminie dans les prisons et les camps de concentration l'élite de la classe ouvrière, ses chefs et ses organisateurs, Il a détruit les syndicats, les coopératives et toutes les autres organisations légales des ouvriers, de même que toutes les autres organisations

politiques et culturelles non fascistes. Il a enlevé aux ouvriers les droits élémentaires de défense de leurs intérêts. Il a transformé un pays cultivé en un foyer d'obscurantisme, de barbarie et de guerre. Le fascisme allemand est le principal instigateur d'une nouvelle guerre impérialiste. Il est le *détachement de choc de la contre-révolution mondiale*.

§3. En soulignant l'accroissement de la menace fasciste dans tous les pays capitalistes, le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC met en garde contre toute sous-estimation du danger fasciste. Le Congrès repousse également les conceptions fatalistes sur l'inéluctabilité de la victoire du fascisme; ces conceptions, foncièrement erronées, ne peuvent qu'engendrer la passivité et affaiblir la lutte de masse contre le fascisme. La classe ouvrière peut empêcher la victoire du fascisme si elle parvient à réaliser l'unité de sa lutte et si, développant à temps ses actions de combat, elle ne permet pas au fascisme de s'affermir, si elle sait sous une direction révolutionnaire juste, grouper autour d'elle les larges couches des travailleurs des villes et des campagnes.

§4. La victoire du fascisme n'est pas durable. Malgré les atroces difficultés que la dictature fasciste crée pour le mouvement ouvrier, on voit, sous le pouvoir fasciste, se poursuivre l'ébranlement des bases de la domination de la bourgeoisie. Les conflits intérieurs dans le camp de la bourgeoisie atteignent une acuité particulière. Les illusions légalistes des masses s'écroulent. La haine révolutionnaire des ouvriers s'accumule. La bassesse et le mensonge de la démagogie sociale du fascisme se découvrent de plus en plus. Non seulement le fascisme n'a pas apporté aux masses l'amélioration qu'il leur avait promise, de leur condition matérielle, mais il a augmenté encore d'avantage les bénéfices des capitalistes en abaissant le niveau de vie des masses travailleuses, il a intensifié leur exploitation par une poignée de magnats de la finance, il a réalisé une nouvelle spoliation de ces masses au profit du capital. La déception des couches petite-bourgeoises des villes et de la paysannerie travailleuse, trompées par les fascistes, grandit. La base de masse du fascisme se décompose et se rétrécit. Toutefois, le Congrès met en garde contre les illusions dangereuses d'un écroulement automatique de la dictature fasciste et rappelle que seule la *lutte révolutionnaire unie* de la classe ouvrière, la tête

de tous les travailleurs, conduira au renversement de la dictature fasciste.

§5. En liaison avec la victoire du fascisme en Allemagne et le danger fasciste croissant dans d'autres pays, est accentué et continue de s'accroître la lutte de classe du prolétariat qui, de plus en plus passe à une *résistance décidée* contre la bourgeoisie fasciste. Dans tous les pays capitalistes se développe le *mouvement du front unique* contre l'offensive du capital et du fascisme. Le déchainement de la terreur nationale-socialiste en Allemagne a donné également une forte impulsion au front unique *international* du prolétariat (procès de Leipzig, campagne pour la libération de Dimitrov et de ses camarades, défense de Thaelmann, etc.).

Bien que le mouvement du front unique ne se trouve, pour le moment, qu'au début de son développement, les ouvriers communistes et social-démocrates de France, luttant la main dans la main, ont réussi à repousser les premières attaques du fascisme, et ont exercé par là une action mobilisatrice sur le mouvement du front unique à l'échelle internationale. La lutte armée commune des ouvriers social-démocrates et communistes en Autriche et en Espagne a montré aux travailleurs des autres pays, non seulement l'exemple héroïque, mais aussi l'entière possibilité d'une lutte efficace contre le fascisme, s'il n'y avait pas eu de sabotage des chefs de droite, ni oscillations des chefs de «gauche» de la social-démocratie (et aussi, en Espagne, la trahison ouverte de la plupart des chefs anarcho-syndicalistes), dont l'influence sur les masses privait le prolétariat d'une direction révolutionnaire décidée et l'empêchait d'établir clairement les objectifs de la lutte.

§6. La faillite du parti principal de la 2<sup>e</sup> Internationale, de la social-démocratie allemande, qui, par toute sa politique, facilita la victoire du fascisme, ainsi que l'échec de la social-démocratie réformiste de «gauche» d'Autriche qui, même à l'approche de l'inévitable conflit armé avec le fascisme, détournait les grandes-masses de la lutte, ont puissamment contribué à la désillusion des ouvriers social-démocrates à l'égard de la politique de la social-démocratie.

La 2<sup>e</sup> Internationale traverse une crise profonde. À l'intérieur des partis social-démocrates et de la 2<sup>e</sup> Internationale tout entière, il se produit une différenciation en deux

*camps principaux*: à côté du camp existant des *éléments réactionnaires* qui s'efforcent de continuer la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie, on voit se former le camp des *éléments qui deviennent révolutionnaires*, qui se prononcent pour l'établissement du front prolétarien et passent de plus en plus aux positions de la lutte de classe révolutionnaire.

Le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC salue l'aspiration des ouvriers social-démocrates vers le front unique avec les communistes, comme preuve du développement de leur conscience de classe et commencement de la liquidation de la scission de la classe ouvrière, dans l'intérêt du succès de la lutte contre le fascisme, contre la bourgeoisie.

## **2. — Le front unique de la classe ouvrière contre le fascisme**

Devant la grave menace que représente le fascisme pour la classe ouvrière et pour toutes ses conquêtes pour tous les travailleurs et leurs droits élémentaires, pour la paix et pour la liberté des peuples, le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare que la réalisation du *front unique de la classe ouvrière est, à l'étape historique actuelle, la tâche principale immédiate du mouvement ouvrier international*. La lutte efficace contre l'offensive du capital, contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, contre le fascisme, ce pire ennemi de tous les travailleurs qu'il prive de tous les droits et libertés, quelles que soient leurs opinions politiques, exige impérieusement que l'unité d'action de toutes les couches de la classe ouvrière, quelle que soit l'organisation à laquelle elles appartiennent, soit réalisée avant même que la majorité de la classe ouvrière s'unisse sur la plate-forme commune de la lutte pour le renversement du capitalisme et la victoire de la révolution prolétarienne. Mais c'est précisément pour cela que cette tâche fait un devoir aux PC de tenir compte du changement de la situation et d'appliquer la tactique du front unique d'une *nouvelle manière* s'efforçant d'obtenir un accord pour des actions communes avec les organisations de travailleurs des différentes tendances politiques à l'échelle de l'usine, à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale.

Partant de là, le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC invite les PC à s'inspirer dans l'application de la tactique du front unique, des directives ci-après:

§1. *La défense des intérêts économiques et politiques immédiats de l'ouvrière, la défense de*

*celle-ci contre le fascisme* doit être le point de départ et forme le principal contenu du front unique des ouvriers dans tous les pays capitalistes. Pour mettre en mouvement les masses, il est nécessaire de mettre en avant des mots d'ordre et des formes de lutte qui découlent des besoins vitaux des masses, du niveau de leur capacité de combat à chaque étape donnée du développement. Sans se borner aux seuls appels à la lutte pour la dictature du prolétariat, les communistes doivent indiquer aux masses *ce qu'elles ont à faire aujourd'hui* pour se défendre contre le pillage capitaliste et la barbarie fasciste. Ils doivent, par l'action commune des organisations ouvrières, tendre à mobiliser les masses autour d'un *programme de revendications visant à reporter effectivement les conséquences de la crise sur le dos des classes dominantes, des revendications telles que la lutte pour leur réalisation désorganise le fascisme, rende difficile la préparation de la guerre impérialiste, affaiblisse la bourgeoisie et renforce les positions du prolétariat.*

Préparant la classe ouvrière à une succession rapide de formes et de méthodes de lutte pour le cas où la situation viendrait de changer, il est nécessaire, dans la mesure où le mouvement se développe, d'organiser le passage de la *défense à l'offensive* contre le capital et de s'orienter vers la *grève politique de masse*, en faisant tout pour assurer la participation à cette organisation des principaux syndicats du pays.

§2. Sans renoncer un instant à leur travail indépendant de propagande communiste, d'organisation et de mobilisation des masses, les communistes doivent, pour faciliter aux ouvriers le chemin de l'unité d'action, s'efforcer de réaliser des *actions communes avec les partis social-démocrates, les syndicats réformistes et autres organisations des travailleurs contre les ennemis de la classe du prolétariat sur la base d'accords brèves ou de longue durée.* Ici, il faut prêter la plus grande attention au développement d'actions de masse réalisées à l'échelle locale par les *organisations de base* aux moyens d'accords locaux.

En remplissant loyalement les conditions de l'accord, il est nécessaire de dévoiler à temps tout fait de sabotage des actions communes de la part des personnes et organisations participant au front unique et, en cas de rupture de l'accord, en appeler au immédiatement aux masses en continuant de inlassablement la lutte

pour le rétablissement de l'unité d'action compromise.

§3. Les formes de réalisation du front unique prolétarien, qui dépendent de l'état et du caractère des organisations ouvrières et de la situation concrète, doivent être variées. Ces formes peuvent être, par exemple, des actions communes concertées des ouvriers, *à telle ou telle occasion concrète*, pour des revendications particulières ou sur la base d'une plate-forme commune des revendications; actions concertées dans *telle ou telle entreprise, dans telle ou telle branche de production*; actions concertées à l'échelle *locale, régionale, nationale ou internationale*; actions concertées pour l'organisation de la *lutte économique* des ouvriers, la défense des intérêts des chômeurs, la réalisation d'actions politiques de masse, l'organisation d'une *autodéfense* commune contre les agressions fascistes; actions concertées pour l'aide aux *détenus et à leurs familles*, pour la lutte contre la *réaction sociale*; actions communes pour la défense des *intérêts de la jeunesse et des femmes*, dans le domaine *coopératif, culturel, sportif*; actions communes pour soutenir les revendications des paysans travailleurs, etc. création d'alliances ouvrières ou ouvrières et paysannes (Espagne); création de ou coalitions durables sous la forme de «parti ouvrier» ou d'un «parti ouvrier et paysan» (États-Unis), etc.

Afin de développer le mouvement du front unique en tant qu'œuvre des masses elles-mêmes les communistes doivent tendre à créer des *organismes de front unique de classe hors-parti* par voie d'élection (ou, dans les pays de dictature fasciste, parmi les participants les plus autorisés du mouvement) dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les campagnes. Seuls de tels organismes, qui ne doivent évidemment pas se substituer aux organisations participant au front unique, pourront englober dans le mouvement du front également l'*immense masse des inorganisée* des travailleurs, pourront contribuer au développement de l'initiative des masses dans la lutte contre l'offensive du capital et contre le fascisme et, sur cette base, la création d'un large actif ouvrier du front unique.

§4. Partout où les chefs de la social-démocratie, cherchant à détourner les ouvriers la lutte pour la défense de leurs intérêts quotidiens et à faire échouer l'établissement du

front unique, mettent avant des *projets «socialistes» grandiloquents* (plan de Man et autres), il faut dévoiler le caractère démagogique de pareils projets, en expliquant aux travailleurs l'impossibilité de réaliser le socialisme aussi longtemps que le pouvoir reste entre les mains de la bourgeoisie. Toutefois, il convient d'utiliser, en même temps, telle ou telle mesure proposée dans ces projets et que l'on peut relier aux revendications vitales des travailleurs, *comme point de départ pour développer la lutte de masse sur un front unique, en commun avec les ouvriers social-démocrates.*

Dans les pays où le pouvoir est exercé par des *gouvernements social-démocrates* (ou des gouvernements de coalition avec participation des socialistes) il ne faut pas se borner à dénoncer par la propagande seule la politique d'un tel gouvernement, il est nécessaire de mobiliser les larges masses autour de la lutte pour la réalisation de leurs revendications pratiques et vitales de classe, revendications dont les social-démocrates proclamaient la réalisation dans leurs plate-forme lorsqu'ils n'étaient pas encore au pouvoir ou ne faisaient pas encore partie du gouvernement.

§5. Les actions communes avec les partis et organisations social-démocrates, non seulement n'excluent pas mais, au contraire, *rendent encore plus nécessaires* une critique sérieuse et motivée du réformisme, social-démocratisme en tant qu'idéologie et pratique de collaboration de classe avec la bourgeoisie, ainsi qu'une explication patiente, aux ouvriers social-démocrates, des principes et du programme du communisme.

Dévoilant devant les masses le sens des arguments démagogiques des clefs de la social-démocratie de droite contre le front unique, *intensifiant la lutte contre la partie réactionnaire* de la social-démocratie, les communistes doivent établir *la collaboration la plus étroite avec ceux des ouvriers, militants et organisations social-démocrates de gauche qui luttent contre la politique réformiste et s'affirment pour le front unique avec le PC* Plus nous accentuerons notre lutte contre le camp réactionnaire de la social-démocratie formant bloc avec la bourgeoisie, plus effective sera notre aide aux éléments social-démocrates qui deviennent révolutionnaires. De même, la lutte la plus résolue des communistes pour le front unique avec les partis social-démocrates accélérera, à

l'intérieur du camp de gauche, le processus de l'autodétermination de ses divers éléments.

La question de l'attitude vis-à-vis de la réalisation pratique du front unique sera le principal indice des positions effectives prises par les déférents groupements de la social-démocratie. Dans le cours de la lutte pour la réalisation pratique du front unique, ceux des chefs social-démocrates qui se présentent, en paroles, étant de la gauche seront contraints de montrer pratiquement qui d'entre eux est effectivement prêt à lutter contre la bourgeoisie et les social-démocrates de droite, et qui avec la bourgeoisie contre la cause de la classe ouvrière.

§6. *Les campagnes électorales* doivent être utilisées pour poursuivre le développement et l'affermissement du front unique de lutte du prolétariat, En se présentant aux élections d'une façon indépendante, en développant devant les masses le programme du PC, les communistes doivent tendre à l'établissement du front unique avec les partis social-démocrates et les syndicats (ainsi qu'avec les organisations des paysans travailleurs, des artisans, etc.) en appliquant tous les efforts pour empêcher l'élection des candidats réactionnaires et fascistes. Face au danger fasciste, les communistes peuvent, en tenant compte du développement et des succès du mouvement de front unique ainsi que du système électoral en vigueur, mener la campagne électorale *avec une plate-forme commune et des listes communes de front antifasciste, en se réservant la liberté de leur propagande politique et la liberté de critique.*

§7. Visant à unifier, sous la direction du prolétariat, la lutte de la paysannerie travailleuse, de la petite bourgeoisie des villes et les masses travailleuses des nationalités opprimées, les communistes doivent s'efforcer de créer un large front *populaire antifasciste* sur la base du front unique prolétarien, en défendant toutes les revendications spéciales de ces couches de travailleurs qui vont dans le sens des intérêts fondamentaux du prolétariat. Il importe particulièrement de mobiliser les *paysans travailleurs* contre la politique fasciste de spoliation des masses paysannes essentielles, contre leur exploitation par la politique des prix du capital monopoliste et des gouvernements bourgeois, contre le fardeau exorbitant des impôts, les fermages, l'endettement, contre les ventes-saisies des biens des paysans, pour le secours de l'État à la paysannerie ruinée. Travaillant partout parmi la *petite bourgeoisie*



*urbaine et les intellectuels*, ainsi que parmi les employés, il est nécessaire de dresser ces couches contre les augmentations des impôts et la vie chère, contre leur spoliation par le capital monopoliste, par les trusts, contre l'esclavage de l'usure, contre les licenciements et la réduction des traitements des travailleurs de l'État et des municipalités. En défendant les intérêts et les droits des intellectuels avancés, il faut soutenir par tous les moyens leur mouvement contre la réaction culturelle et faciliter leur passage aux côtés de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme.

§8. Dans les conditions d'une *crise politique*, lorsque les classes gouvernantes ne peuvent plus avoir raison du puissant essor du mouvement de masse, les communistes doivent mettre en avant des mots d'ordre révolutionnaires *fondamentaux* (par exemple le contrôle de la production, des banques, le licenciement de la police, son remplacement, par une milice ouvrière armée, etc.), tendant à ébranler encore davantage le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie et à augmenter les forces de la classe ouvrière, à isoler les partis conciliateurs — des mots d'ordre rapprochant de près les masses ouvrières de la prise révolutionnaire du pouvoir. Si au moment d'une telle poussée du mouvement de masse il apparaît possible et nécessaire, dans l'intérêt du prolétariat, de créer *un gouvernement de front unique prolétarien* ou de *front populaire antifasciste*, qui ne sera pas encore un gouvernement de la dictature du prolétariat, mais qui s'engagera à prendre des mesures énergiques contre le fascisme et la réaction, le PC doit tendre à la création d'un tel gouvernement. La condition essentielle qu'un tel gouvernement de front unique soit créé est la situation suivante:

a) lorsque l'appareil d'État de la bourgeoisie est fortement paralysé, au point que la bourgeoisie n'est pas en état d'empêcher la création d'un tel gouvernement;

b) lorsque les grandes masses de travailleurs se dressent violemment contre le fascisme et la réaction, mais ne sont pas encore prêtes à se soulever pour la lutte pour le pouvoir soviétique;

c) lorsqu'une partie considérable des organisations de la social-démocratie et des autres partis qui participent au front unique réclame déjà des mesures impitoyables contre les fascistes et les autres réactionnaires, et est

prête à lutter en commun avec les communistes pour l'application de ces mesures.

Pour autant que le gouvernement de front unique effectivement des mesures décisives contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance et leurs agents fascistes ne gênera en aucune manière l'activité au PC et la lutte de la classe ouvrière, le PC soutiendra par tous moyens ce gouvernement, la participation des communistes au gouvernement de front unique devant être décidée dans chaque cas particulier en tenant compte de la situation concrète.

### **3. — L'unité du mouvement syndical**

Soulignant l'importance particulière de l'établissement du front unique dans le domaine de la lutte économique des ouvriers et de la création de l'unité syndicale en tant qu'étape la plus importante de l'affermissement du front unique du prolétariat, le Congrès fait un devoir aux communistes de prendre toutes les mesures pratiques pour réaliser l'unité syndicale à l'échelle de chaque industrie et à l'échelle nationale.

Les communistes sont partisans résolus du rétablissement de l'unité syndicale dans chaque pays, ainsi qu'à l'échelle internationale; des syndicats de classe uniques, qui constituent un des remparts les plus importants de la classe ouvrière contre l'offensive du capital et du fascisme; d'un syndicat unique dans chaque industrie; d'une confédération syndicale unique dans chaque pays; d'une fédération internationale unique pour chaque industrie; d'une Internationale syndicale unique sur la base de la lutte de classes.

Dans les pays où existe des syndicats rouges peu importantes, il est nécessaire d'obtenir leur entrée dans les grandes syndicats réformistes, en réclamant la liberté de défendre leurs opinions et la réintégration des exclus; et, dans les pays où existent parallèlement de grands syndicats rouges et réformistes leur fusion sur une base d'égalité, sur la plate-forme de la lutte contre l'offensive du capital, avec garantie de la démocratie syndicale.

Dans les syndicats réformistes et les syndicats unifiés les communistes doivent travailler activement, renforcer ces syndicats, y recruter les ouvriers inorganisés, faire tous les efforts pour que ces organisations défendent

véritablement les intérêts des ouvriers et deviennent en fait de véritables organisations de classe. Les communistes doivent, pour cela, s'assurer le soutien de tous les adhérents, des militants et des organisations dans leur ensemble.

Les communistes ont le devoir de défendre les syndicats contre toutes les tentatives de la bourgeoisie et du fascisme, de restreindre leurs droits ou de les détruire.

Si les dirigeants réformistes appliquent une politique d'exclusion, des syndicats, des ouvriers révolutionnaires ou d'organisations entières, ou bien une politique de répression d'un autre genre, les communistes doivent mobiliser toute la masse des syndiqués contre l'activité scissionniste de la direction en organisant en même temps la liaison des exclus avec la masse des syndiqués et la lutte commune pour la réintégration, pour l'établissement de l'unité compromise.

Les syndicats rouges et l'I.S.R. doivent recevoir le plus grand appui de la part des PC dans leurs efforts pour aboutir à la lutte commune des syndicats de toutes les tendances et réaliser l'unité syndicale nationale et internationale sur la base de la lutte de classes et de la démocratie syndicale.

#### **4. — Les tâches des communistes dans les différents secteurs du mouvement antifasciste**

§1. Le Congrès attire l'attention la plus sérieuse sur la nécessité d'une *lutte idéologique systématique contre le fascisme*. Considérant que le *chauvinisme* est la principale et la plus dangereuse forme de l'idéologie fasciste, il est nécessaire de montrer aux masses que la bourgeoisie fasciste, sous prétexte de défendre les intérêts de la nation tout entière, réalise sa politique intéressée de classe, politique d'oppression et d'exploitation de son propre peuple, comme aussi de spoliation et d'asservissement d'autres peuples. Il importe de montrer que la classe ouvrière qui lutte contre tout esclavage et toute oppression nationale, est le *seul, le véritable champion de la liberté nationale et de l'indépendance des peuples*.

Les communistes doivent combattre énergiquement la falsification fasciste de l'histoire du peuple en faisant tout pour éclairer les masses travailleuses d'une façon

historiquement juste et dans un esprit véritablement léniniste—staliniste, sur le passé de leur propre peuple afin de relier sa lutte actuelle avec les traditions révolutionnaires du passé. Le Congrès met en garde contre toute attitude dédaigneuse l'égard de la question de l'indépendance nationale et des sentiments nationaux des grandes masses populaires, attitude qui facilite le développement des campagnes chauvines des fascistes (Sarre, région allemande de Tchécoslovaquie, etc...); il insiste sur la nécessité d'une application juste et concrète de la politique nationale léniniste-staliniste.

Adversaires de principe intransigeants du nationalisme bourgeois dans toutes ses variétés, les communistes ne sont nullement partisans du nihilisme national, d'une attitude de dédain à l'égard du sort son propre peuple.

§2. Les communistes doivent entrer dans *toutes les organisations fascistes de masse* ayant le monopole de la légalité dans les pays respectifs, utilisant à cet effet la moindre possibilité légale ou semi-légale de travail dans ces organisations, afin d'opposer les intérêts des masses qui en font partie à la politique du fascisme et de décomposer sa base de masse. En commençant par les mouvements les plus élémentaires de protestation autour des besoins vitaux des travailleurs, les communistes doivent, par une tactique souple, s'efforcer d'entraîner dans le mouvement des masses de plus en plus nombreuses et surtout les ouvriers qui, par inconscience, suivent encore les fascistes. Au fur et à mesure que le mouvement s'étend en largeur et en profondeur, il faut changer les mots d'ordre de lutte en préparant le renversement de la dictature fasciste avec l'aide des masses qui se trouvent dans les organisations fascistes.

§3. En défendant énergiquement et avec conséquence les intérêts et revendications des chômeurs, en les organisant et les conduisant à la lutte pour l'obtention du travail, pour des allocations suffisantes, pour les assurances, etc., les communistes doivent entraîner les chômeurs dans le mouvement de front unique, éliminant de toutes les façons l'influence du fascisme dans leur milieu. Ce faisant, il faut tenir rigoureusement compte des particularités des différentes catégories de chômeurs (qualifiés et non qualifiés, organisés et inorganisés, hommes et femmes, jeunesse, etc...).

§4. Le Congrès insiste devant tous les PC des pays capitalistes sur le rôle extrêmement important de la jeunesse dans la lutte contre le fascisme. C'est principalement dans les rangs de la jeunesse que le fascisme recrute ses détachements de choc. Combattant la sous-estimation de l'importance du *travail de masse parmi la jeunesse travailleuse*, prenant des mesures effectives pour en finir avec le caractère fermé des organisations des Jeunesses Communistes: les PC doivent contribuer de toutes les façons à grouper les forces de toutes les organisations non fascistes de masse des jeunes, et notamment, des organisations de jeunes des syndicats et des coopératives, etc., sur la base du plus large front unique, allant jusqu'à la création de toutes sortes d'organisations communes pour la lutte contre le fascisme, contre la spoliation inouïe de la jeunesse de tous ses droits et sa militarisation pour les intérêts économiques et culturels de la jeune génération.

Il faut poser le problème de la création d'une association antifasciste des jeunesses communistes et socialistes, sur une plate-forme de lutte de classes. Les PC doivent aider par tous les moyens au développement et au renforcement des organisations des Jeunesses Communistes.

§5. La nécessité vitale d'entraîner le Front populaire unique des millions de *femmes travailleuses*, et en premier lieu les ouvrières et paysannes travailleuses, quelles que soient leurs opinions de parti ou leurs convictions religieuses, exige des communistes une activité renforcée en vue de développer un mouvement de masse parmi les femmes travailleuses autour de la lutte pour leurs revendications et intérêts vitaux, notamment dans la lutte contre la vie chère, l'inégalité de la femme et son asservissement par le fascisme, contre les licenciements massifs, pour l'augmentation des salaires selon le principe: «À travail égal, salaire égal», contre le danger de guerre. Il faut, dans chaque pays, ainsi qu'à l'échelle internationale, appliquer avec souplesse les formes d'organisation les plus diverses afin d'établir un contact et d'assurer le travail en commun des organisations féminines, révolutionnaires, social-démocrates et progressistes, avec garantie de la liberté d'opinion et de critique, sans reculer devant la création, là où il le faudra, d'organisations féminines distinctes.

§6. Les communistes doivent lutter pour entraîner dans les rangs du front unique du

prolétariat et du front populaire antifasciste les organisations coopératives.

Il faut que les communistes prêtent une aide des plus actives dans la lutte des coopératives pour les intérêts vitaux de leurs membres, notamment dans la lutte contre la vie chère, pour les crédits, contre l'introduction de droits de douane spoliateurs et de nouveaux impôts, contre la limitation de l'activité des coopératives et leur destruction par les fascistes, etc.

§7. Les communistes doivent prendre l'initiative de la création d'une *autodéfense antifasciste de masse* contre l'agression des bandes fascistes, autodéfense composée des éléments fermes et éprouvés du mouvement de front unique.

## **5. — Le front populaire antiimpérialiste dans les pays coloniaux**

*Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux*, la principale tâche des communistes est de travailler à la création d'un *front populaire antiimpérialiste*. Dans ce but, il faut entraîner les plus larges masses dans le mouvement de libération nationale contre l'exploitation impérialiste croissante, contre l'asservissement atroce, pour l'expulsion des impérialistes, pour l'indépendance du pays; participer activement aux mouvements antiimpérialistes de masse dirigés par les nationaux-réformistes, travailler à réaliser des actions communes sur la base d'une plate-forme antiimpérialiste et concrète, avec les organisations nationales révolutionnaires et nationales réformistes.

En *Chine*, il est nécessaire de coordonner l'extension du mouvement soviétique et le renforcement de la puissance de combat de l'Armée rouge avec le développement du mouvement populaire antiimpérialiste dans tout le pays. Ce mouvement doit être conduit sous le mot d'ordre de la lutte nationale révolutionnaire du peuple armé contre les asservisseurs impérialistes, avant tout contre l'impérialisme japonais, et leurs valets chinois. Les Soviets doivent devenir le centre d'union de tout le peuple chinois dans sa lutte libératrice.

Le prolétariat des pays impérialistes, dans l'intérêt de sa lutte de libération, doit soutenir par tous les moyens la lutte libératrice des peuples coloniaux contre les envahisseurs impérialistes.

## 6. — Le renforcement des PC et la lutte pour l'unité politique de la classe ouvrière

Le Congrès souligne avec une insistance particulière que seuls un *renforcement continu à tous égards des PC eux-mêmes*, le développement de leur initiative, et leur politique conforme aux principes marxistes-léninistes et leur tactique juste et souple, qui tient compte de la situation concrète et de la disposition des forces de classes, peuvent assurer la mobilisation des plus larges masses travailleuses pour la lutte unie contre le fascisme, contre le capitalisme.

La réalisation effective du front unique exige des communistes qu'ils surmontent dans leurs propres rangs le *sectarisme* présomptueux qui, au moment actuel, dans nombre de cas, n'est plus une «maladie infantile» du mouvement communiste, mais un vice enraciné. En surestimant le degré de maturité révolutionnaire des masses, en créant l'illusion qu'on avait réussi déjà à barrer la route au fascisme alors que le mouvement fasciste continuait à croître, ce sectarisme cultivait en fait la passivité devant le fascisme. En substituant, dans la pratique, aux méthodes de la direction des masses, les méthodes de direction d'un groupe étroit du parti, en remplaçant la politique de masse par une propagande abstraite et un doctrinarisme gauchiste; en renonçant au travail dans les syndicats réformistes et les organisations fascistes de masse, en standardisant la tactique et les mots d'ordre pour tous les pays sans tenir compte des particularités de la situation concrète dans chaque pays donné, ce sectarisme ralentissait dans une notable mesure le développement des PC, rendait plus difficile l'application d'une véritable politique de masse, empêchait d'utiliser les difficultés éprouvées pour l'ennemi de classe pour fortifier le mouvement révolutionnaire, empêchait de gagner aux PC les grandes masses prolétariennes.

Tout en luttant de la façon la plus énergique pour extirper tous les restes du sectarisme qui, à l'heure actuelle, constitue un obstacle extrêmement sérieux à l'application d'une véritable politique bolchéviste de masse des PC, les communistes doivent redoubler de vigilance à l'égard du danger que représente l'*opportunisme de droite* et mener une lutte résolue contre toutes ses manifestations

concrètes, considérant qu'avec l'application large de la tactique du front unique le *danger de droite ira croissant*. La lutte pour l'établissement du front unique, de l'unité d'action de la classe ouvrière exige que l'on convainque par les faits les ouvriers social-démocrates de la justesse de la politique communiste et de la fausseté de la politique réformiste. Elle fait un devoir à chaque PC de mener une lutte intransigeante contre toute tendance à estomper la différence de principe entre le communisme et le réformisme, social-démocratisme, à affaiblir la critique du social-démocratisme, en tant qu'idéologie et pratique de la collaboration de classe avec la bourgeoisie, contre l'illusion que le socialisme peut être réalisé par la voie pacifique légale, contre toute orientation vers l'*automatisme et la spontanéité*, tant pour la liquidation du fascisme que pour la réalisation du front unique, contre l'*abaissement du rôle du Parti* et contre les moindres *hésitations au moment de l'action décisive*.

Estimant que les intérêts de la lutte de classe du prolétariat et le succès de la révolution prolétarienne rendent nécessaire l'existence, dans chaque pays d'un *Parti politique unique de masse de la classe ouvrière*, le Congrès assigne aux PC la tâche: forts de l'élan croissant des ouvriers vers l'unification des partis social-démocrates ou d'organisations particulières avec les PC, ceux-ci doivent prendre en leurs mains l'initiative de cette œuvre d'unification. À cet effet, il est absolument nécessaire d'expliquer aux ouvriers qu'une telle unification n'est possible que si les conditions suivantes se trouvent remplies: la condition de l'*indépendance complète vis-à-vis de la bourgeoisie et la rupture complète du bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie*; la condition de la réalisation préalable de l'*unité d'action*; la condition de la reconnaissance de la nécessité du *renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie et de l'instauration de la dictature du prolétariat sous forme de soviets*; la condition du renoncement au soutien de sa propre bourgeoisie dans une *guerre impérialiste*; la condition de l'édification du Parti sur la base du *centralisme démocratique*, assurant l'unité de volonté et d'action, et éprouvé par l'expérience des bolchéviks russes.

En même temps, il faut combattre résolument les tentatives des démagogues social-démocrates de «gauche» visant à profiter de la déception parmi les ouvriers social-démocrates pour créer



des partis socialistes nouveaux et une nouvelle «Internationale», tentatives dirigées contre le mouvement communiste et approfondissant ainsi la division de la classe ouvrière.

Estimant que l'unité d'action est une nécessité impérieuse et le moyen le plus sûr de réaliser également l'unité politique du prolétariat, le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC déclare au nom de toutes ses Sections que celles-ci sont prêtes à engager immédiatement des pourparlers avec les partis respectifs de la 2<sup>e</sup> Internationale, en vue de réaliser l'unité d'action de la classe ouvrière contre l'offensive du capital, le fascisme et la menace de guerre impérialiste, ainsi que *l'IC se déclare prête à entrer en pourparlers, dans ce but, avec la 2<sup>e</sup> Internationale.*

## 7. — Pour le pouvoir des Soviets

Dans la lutte pour la défense des libertés démocratiques bourgeoises et des conquêtes des travailleurs contre le fascisme, le prolétariat révolutionnaire prépare ses forces, affermit les liaisons de combat avec ses alliés et oriente la lutte vers la conquête de la démocratie véritable des travailleurs, du pouvoir soviétique.

L'affermissement continu du pays des Soviets, le rassemblement autour de lui du prolétariat mondial et le puissant essor de l'autorité internationale du PC de l'US, le revirement amorcé des ouvriers social-démocrates et des ouvriers organisés dans les syndicats réformistes vers la lutte de classe révolutionnaire, le développement de la résistance de masse au fascisme et la croissance du mouvement révolutionnaire dans les colonies, le déclin de la 2<sup>e</sup> Internationale et l'ascension de l'IC, *autant de facteurs accélèrent et continueront d'accélérer le développement de révolution socialiste mondiale.*

Le monde capitaliste entre dans une période de conflits violents à la suite de l'aggravation des contradictions intérieures et extérieures du capitalisme.

S'orientant vers cette perspective de développement révolutionnaire, le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC appelle les PC à la plus grande activité et hardiesse politiques, une lutte inlassable pour l'établissement de l'unité d'action de la classe ouvrière. *L'établissement du front unique de la classe ouvrière est le chaînon décisif de la préparation des travailleurs aux grands combats imminents du deuxième cycle de révolutions prolétariennes.* Seul le rassemblement du

prolétariat en une armée politique unique de masse assurera sa victoire dans la lutte contre le fascisme et le pouvoir du capital, pour la dictature du prolétariat et le des Soviets. *«La victoire de la révolution ne vient jamais d'elle-même. Il faut la préparer et la conquérir. Or, la préparer et la conquérir, seul un Parti prolétarien révolutionnaire fort peut le faire.»* (Staline)

# Les tâches de l'IC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes

*Résolution sur le rapport du camarade Ercoli, adoptée le 20 août 1935.*

Source: *La Correspondance Internationale*, no.82, 15<sup>e</sup> année, numéro spécial VIII, p. 1215-1218, 15 septembre 1935.

## 1. — Préparation de la guerre pour un nouveau partage du monde

La crise économique mondiale et la rupture de la stabilisation capitaliste ont engendré une extrême instabilité de toutes les relations internationales. L'aggravation de la lutte sur le marché mondial, rétréci l'extrême à la suite de la crise économique, a conduit une guerre économique acharnée, *En fait, le nouveau partage du monde a déjà commencé.*

*L'impérialisme japonais* qui mène la guerre en Extrême-Orient, a déjà inauguré le nouveau partage du monde. L'occupation militaire de la Mandchourie et de la Chine du Nord signifie l'annulation de fait *des accords de Washington* qui réglaient la répartition des sphères d'influence entre les puissances impérialistes en Chine et leurs relations dans l'océan Pacifique. L'expédition de rapine du Japon conduit d'ores et déjà un affaiblissement de l'influence des impérialismes anglais et américain en Chine, elle menace les positions de la Grande-Bretagne et des États-Unis dans l'océan Pacifique et est une préparation de la guerre contre-révolutionnaire contre l'US.

*Du traité de Versailles*, seules restent debout les frontières d'État et la répartition des mandats coloniaux. La liquidation du traité de Versailles a été consommée à la suite de la cessation des paiements au titre des réparations, du rétablissement du service militaire général par le gouvernement d'Hitler, ainsi que de la conclusion de l'accord naval de l'Angleterre avec l'Allemagne.

*Les fascistes allemands, qui sont les principaux instigateurs de la guerre* et aspirent établir l'hégémonie de l'impérialisme allemand en Europe, posent la question de la modification des frontières européennes par la voie de la guerre et aux dépens de leurs voisins. Les plans aventuriers des fascistes allemands vont très loin: ils visent à la revanche militaire contre la France, au partage de la Tchécoslovaquie, à l'annexion de l'Autriche, l'anéantissement de l'indépendance des pays baltes dont ils entendent faire une place d'armes pour l'attaque contre l'US, au détachement de l'URSS de l'Ukraine soviétique. Ils réclament pour eux des colonies, cherchant à exciter les esprits en faveur de la guerre mondiale pour un nouveau partage du monde. Tous ces projets des fauteurs de guerre sans scrupules contribuent à aggraver les contradictions entre les États capitalistes et créent le trouble dans toute l'Europe.

L'impérialisme allemand a trouvé en Europe un allié dans *le fascisme polonais* qui cherche également à étendre son territoire aux dépens de la Tchécoslovaquie, des pays baltes et de l'US.

Les milieux dirigeants de la bourgeoisie anglaise appuient les armements allemands pour affaiblir l'hégémonie de la France sur le continent européen, pour tourner la pointe des armements allemands de l'Occident vers l'Orient et, pour diriger l'agressivité de l'Allemagne contre l'US. Par cette politique, l'Angleterre cherche à créer à l'échelle mondiale, un contrepoids aux États-Unis et à renforcer du même coup les tendances antisoviétiques, non seulement de l'Allemagne, mais aussi du Japon et de la Pologne.



Cette politique de l'impérialisme anglais est un des facteurs qui accélèrent l'explosion de la guerre impérialiste mondiale.

*L'impérialisme italien* passe directement à la conquête de l'Abyssinie, en suscitant par là même une nouvelle tension entre les grandes puissances impérialistes,

*Le principal antagonisme dans le camp des impérialistes est l'antagonisme anglo-américain* qui exerce son influence sur toutes les contradictions de la politique mondiale. Cet antagonisme a conduit dans l'Amérique du Sud, où les intérêts opposés de l'Angleterre et des États-Unis se heurtent avec le plus de violence, à la guerre entre les vassaux sud-américains des deux puissances (Bolivie, Paraguay, Colombie, Pérou) et menace de provoquer de nouveaux conflits militaires dans l'Amérique méridionale et centrale (Colombie, Venezuela).

Au moment où ce sont surtout les États fascistes — l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, l'Italie — qui aspirent ouvertement à un nouveau partage du monde et au changement des frontières en Europe, la tendance existe chez d'autres États à conserver la situation actuelle (*statu quo*). Cette tendance est représentée actuellement, à l'échelle mondiale, par les États-Unis et, en Europe, avant tout par la France. Et la tendance de ces deux États impérialistes principaux à conserver le *statu quo* est appuyée par un certain nombre de petits États (la Petite Entente et l'Entente balkanique, quelques États baltes), dont l'indépendance est menacée par une nouvelle guerre impérialiste.

La victoire du national-socialisme allemand, qui est la forme la plus réactionnaire, la plus agressive du fascisme, et ses provocations à la guerre, ont poussé les partis de guerre, représentant les éléments les plus réactionnaires et les plus chauvins de la bourgeoisie, à accentuer dans tous les pays la lutte pour le pouvoir et à intensifier la fascisation de l'appareil d'État.

Les armements effrénés de l'Allemagne fasciste et, en particulier, le rétablissement du service militaire et l'énorme renforcement des armements navals et aériens de l'Allemagne ont provoqué dans tout le monde capitaliste une nouvelle course renforcée aux *armements*. Malgré la crise économique mondiale, l'industrie de guerre s'épanouit dans une mesure plus grande que jamais. Dans les pays qui sont allés le plus loin dans la préparation de la guerre

(Allemagne, Japon, Italie, Pologne), l'économie nationale est déjà mise sur le pied de guerre. À côté de l'armée régulière, on prépare des détachements fascistes spéciaux pour assurer l'arrière et pour faire le service de gendarmerie sur le front; dans tous les pays capitalistes, la préparation prémilitaire est étendue même aux adolescents. *L'éducation et la propagande* dans de l'esprit de la démagogie chauvine et raciste se font aux frais de l'État et sont encouragées de toutes les façons.

Bien que à l'heure actuelle l'aggravation des contradictions impérialistes rende plus difficile la formation d'un bloc antisoviétique les gouvernements fascistes et les partis de la guerre dans les pays capitalistes n'en cherchent pas moins à résoudre ces contradictions au dépens de la patrie de tous les travailleurs, aux dépens de l'US. Le danger de l'explosion d'une nouvelle guerre menace l'humanité de jour en jour.

## **2. — Le rôle de l'US dans la lutte pour la paix**

L'essor rapide de l'industrie socialiste et de l'agriculture, la liquidation des koulaks — dernière classe capitaliste — la victoire définitive du socialisme sur le capitalisme et le renforcement de la capacité de défense du pays, qui en résulte, ont fait que *les relations réciproques de l'US avec les pays capitalistes sont entrées dans une phase nouvelle*.

La contradiction fondamentale entre le monde socialiste et le monde capitaliste est devenue encore plus aiguë. Mais, grâce à sa puissance croissante, l'US a été en mesure de prévenir l'agression déjà préparée des puissances impérialistes et de leurs vassaux, et de déployer une politique conséquente de paix contre tous les instigateurs de guerre. Par là même, l'US est devenu le centre d'attraction non seulement des ouvriers doués d'une conscience de classe, mais aussi de tout le peuple travailleur aspirant à la paix dans les pays capitalistes et coloniaux. En outre, la politique de paix de l'URSS a *non seulement* déjoué les plans des impérialistes visant à l'isolement de l'US, mais a en même temps jeté les fondements de sa collaboration en vue de conserver la paix avec les *petits États*, pour lesquels la guerre, qui menace leur indépendance, constitue un danger particulier, de même qu'avec ceux des États qui,

au moment donné, sont intéressés au maintien de la paix.

La politique de paix de l'URSS, opposant l'internationalisme prolétarien aux querelles nationalistes et de races, n'est pas seulement pour but de défendre le pays des Soviets, d'assurer la sécurité de l'édification socialiste; elle défend la vie des ouvriers de tous pays; la vie de tous les opprimés et exploités; elle signifie la défense de l'indépendance nationale des petites nations; elle sert les intérêts vitaux de l'humanité; elle défend la culture contre la barbarie de la guerre.

Au moment où une nouvelle guerre entre les États impérialistes devient de plus en plus proche, la puissance de l'Armée rouge et paysanne de l'URSS acquiert une importance de plus en plus grande dans la lutte pour la paix. Devant les armements tassés avec frénésie par les pays impérialistes, surtout par l'Allemagne, le Japon et la Pologne, le renforcement de l'Armée rouge et son soutien actif sont d'un intérêt vital pour tous ceux qui aspirent à conserver la paix.

### **3. — Les tâches de l'IC dans la lutte pour la paix contre la guerre impérialiste**

Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC, fort de la doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline sur la guerre, a élaboré concrètement les tâches des PC et du prolétariat révolutionnaire dans la lutte contre la guerre impérialiste. Guidés par ces principes, les PC du Japon et de la Chine, directement touchés par la guerre, ont mené et mènent d'une façon bolchéviste la lutte contre la guerre impérialiste, pour la défense du peuple chinois. *Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC en confirmant les résolutions du 6<sup>e</sup> Congrès sur la lutte contre la guerre impérialiste*, pose devant les PC, les ouvriers révolutionnaires, les paysans travailleurs et les peuples opprimés du monde entier les tâches principales suivantes:

§1. *La lutte pour la paix et pour la défense de l'URSS* — Face aux provocations à la guerre des fascistes allemands et des militaristes japonais et aux armements poussés à l'extrême par les partis de guerre dans les pays capitalistes, face au danger imminent d'explosion d'une guerre contre révolutionnaire contre l'US, le mot d'ordre central des PC doit être: la lutte pour la paix.

§2. *Le front populaire unique dans la lutte pour la paix, contre les instigateurs de guerre.* — La lutte pour la paix ouvre devant les PC les plus grandes possibilités de créer le front unique le plus large. Dans les rangs de ce front unique doivent être entraînés tous ceux qui sont intéressés par la conservation de la paix. La concentration des forces (à chaque moment donné contre les principaux instigateurs de la guerre l'heure actuelle contre l'Allumage fasciste et contre la Pologne et Japon qui sont liés avec elle) est la tâche tactique la plus importante des PC

Pour le PC allemand, il est particulièrement important de démasquer la démagogie nationaliste du fascisme hitlérien, qui se dissimule sous des phrases sur l'unification du peuple allemand, mais qui, en fait, mène le peuple allemand à l'isolement et à une nouvelle catastrophe militaire. La condition nécessaire et la prémisse de l'unification du peuple allemand c'est le renversement du fascisme hitlérien. L'établissement du front unique avec les organisations social-démocrates et réformistes (partis, syndicats, organisations coopératives, sportives et culturelles) et avec la masse de leurs adhérents, ainsi qu'avec les organisations de masse d'affranchissement national, démocratiques-religieuses, pacifistes et leurs partisans, a une importance décisive dans la lutte contre la guerre et les fauteurs fascistes de guerre dans tous les pays.

La formation du front unique avec les organisations social-démocrates et réformistes en vue de la lutte pour la paix exige une lutte idéologique résolue contre les éléments réactionnaires dans les rangs de la Social-démocratie, éléments qui, en présence du danger immédiat de guerre, tendent à une collaboration encore plus étroite avec la bourgeoisie pour défendre la patrie bourgeoise, et par leurs excitations contre l'URSS, soutiennent directement la préparation d'une guerre antisoviétique. Elle exige une collaboration étroite avec ceux des éléments se trouvant au sein des partis social-démocrates, des syndicats réformistes et autres organisations ouvrières de masse, qui se rapprochent des positions de la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste.

L'entraînement des organisations pacifistes et de leurs partisans dans les rangs du front unique de lutte pour la paix, acquiert une grande importance front unique pour la mobilisation

contre la guerre des masses petites bourgeoises, des intellectuels avancés, des femmes et des jeunes. Tout en soumettant toujours à une critique explicative les conceptions erronées des pacifistes de bonne foi, en luttant énergiquement contre ceux parmi les pacifistes qui, par leur politique, masquent la préparation de la guerre impérialiste par les fascistes allemands (la direction du Labour Party en Angleterre, etc.), les communistes doivent s'assurer la collaboration de toutes les organisations pacifistes prêtes à faire avec eux au moins une partie du chemin de la lutte effective contre les guerres impérialistes.

Les communistes doivent appuyer par leur collaboration active le mouvement Amsterdam-Pleyel contre la guerre et le fascisme, et aider à l'étendre.

§3. *La coordination de la lutte contre la guerre impérialiste et de la lutte contre le fascisme.* — La lutte contre la guerre des masses qui aspirent conserver la paix, doit être coordonnée de la façon la plus étroite avec la lutte contre le fascisme et le mouvement fasciste. Il est nécessaire non seulement de mener une propagande générale pour la paix, mais en premier lieu contre les principaux instigateurs de la guerre, contre les partis fascistes et autres partis de guerre impérialistes et contre les mesures concrètes de préparation de la guerre impérialiste.

§4. *La lutte contre le militarisme et les armements.* — Les PC dans tous les pays capitalistes doivent lutter contre les dépenses de guerre (budgets militaires) pour le rappel des forces militaires des pays coloniaux et sous mandats, contre les mesures de militarisation appliquées par les gouvernements capitalistes, et surtout contre la militarisation des jeunes, des femmes et des chômeurs; contre les lois d'exception limitant les libertés démocratiques bourgeoises dans le but de préparer la guerre; contre la limitation des droits des ouvriers travaillant dans les usines de guerre; contre les subsides à l'industrie de guerre et contre le trafic et le transport des armes. On ne peut mener la lutte contre les mesures de préparation à la guerre qu'en liant cette lutte de la façon la plus étroite à la défense des intérêts économiques et des droits politiques des ouvriers, des employés, des travailleurs et la petite bourgeoisie urbaine.

§5. *La lutte contre le chauvinisme.* — Dans la lutte contre le chauvinisme, la tâche des

communistes est d'éduquer les ouvriers et tout le peuple travailleur dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Ceci n'est réalisable que dans la lutte contre les exploiteurs et les oppresseurs pour les intérêts vitaux de classe du prolétariat, de même que dans la lutte contre chauvinisme bestial des partis nationaux-socialistes et de tous autres partis fascistes. En même temps, les communistes doivent montrer que la classe ouvrière mène une lutte conséquente pour la défense de la liberté nationale et de l'indépendance du peuple entier; contre toute oppression et exploitation, car seul la politique communiste défend jusqu'au bout la liberté nationale et l'indépendance du peuple.

§6. *La lutte pour l'affranchissement national et le soutien des guerres d'affranchissement national.* — Dans le cas où un État faible serait attaqué par une ou plusieurs grandes puissances impérialistes qui voudraient détruire son indépendance et son unité nationales, ou bien en taire le partage comme cela eut lieu dans l'histoire lors du partage de la Pologne, par exemple, la guerre de la bourgeoisie nationale d'un tel pays, pour repousser cette attaque, peut revêtir le caractère d'une guerre de libération, dans laquelle la classe ouvrière et les communistes de ce pays ne peuvent pas ne pas intervenir. La tâche des communistes d'un tel pays consiste en ce que, tout en menant une lutte irréductible pour assurer les positions économiques et politiques des ouvriers, des paysans travailleurs et des minorités nationales, ils se mettent en même temps aux premiers rangs des combattants pour l'indépendance nationale et mènent jusqu'au bout la guerre d'émancipation, en ne permettant pas à «leur propre» bourgeoisie de rechercher des compromis avec les puissances agressives aux dépens des intérêts de leur pays.

Les communistes ont le devoir de soutenir activement la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés des colonies et semi-colonies, et surtout la lutte de l'armée rouge des Soviets chinois contre les impérialistes japonais et autres et contre le Kuomintang, Le PC de Chine doit faire tous les efforts pour élargir le front de la lutte pour l'affranchissement national et y entraîner toutes les forces nationales prêtes à opposer une résistance à l'expédition de brigandage de l'impérialisme Japonais et des autres impérialistes.

#### 4. — De la lutte pour la paix à la lutte pour la révolution

Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC repousse de la façon la plus énergique l'affirmation calomnieuse d'après laquelle les communistes désireraient la guerre dans l'espoir qu'elle amène la révolution. Le fait que les PC de tous les pays prennent une part dirigeante à la lutte pour la conservation de la paix et pour le triomphe de la politique de paix de l'US, démontre que les communistes tendent de toutes leurs forces à entraver la préparation et le déclenchement d'une nouvelle guerre.

Les communistes, tout en menant également une lutte énergique contre les illusions selon lesquelles il serait possible de supprimer les guerres tant que le régime capitaliste existe encore, déploient et déploieront tous les efforts pour conjurer la guerre. Mais, dans le cas où une nouvelle guerre impérialiste mondiale éclaterait en dépit de tous les efforts faits par la classe ouvrière pour la conjurer, les communistes s'efforceront d'entraîner les adversaires de la guerre organisés dans la lutte pour la paix, à la lutte pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre les instigateurs fascistes de guerre, contre la bourgeoisie, pour le renversement du capitalisme.

En même temps le Congrès met les communistes et les ouvriers révolutionnaires en garde contre les méthodes anarcho-syndicalistes de lutte contre la guerre sous forme de refus de se rendre à l'appel de la classe, sous la forme dite de boycottage de la mobilisation, de sabotage dans les usines de guerre, etc...

Le Congrès estime que de pareilles méthodes de lutte ne peuvent que nuire au prolétariat. Les bolchéviks russes qui, pendant la guerre mondiale luttèrent énergiquement contre la

guerre et qui se prononçaient pour la défaite du gouvernement russe, repoussaient cependant de telles méthodes. Ces méthodes ne font que faciliter la répression de la bourgeoisie contre les communistes et les ouvriers révolutionnaires, et empêchent la conquête par les communistes des masses travailleuses, et surtout la masse des soldats pour la lutte de masse contre la guerre impérialiste et pour sa transformation en guerre civile contre la bourgeoisie.

Le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC en fixant les tâches des PC et de toute la classe ouvrière en cas de guerre, s'en rapporte à la thèse proposée par Lénine et par Rosa Luxembourg et adoptée par le Congrès de Stuttgart de la 2<sup>e</sup> Internationale d'avant-guerre:

«Si la guerre est néanmoins déclarée, il est du devoir des travailleurs de lutter pour la faire finir promptement et en tendant tous leurs efforts, de mettre à profit la crise politique provoquée par la guerre pour soulever le peuple et précipiter la ruine de la domination de classe capitaliste.»

Dans l'étape historique actuelle, alors que sur un sixième du globe l'US défend le socialisme et la paix pour l'humanité tout entière, les intérêts les plus vitaux des ouvriers et des travailleurs de tous les pays exigent que la politique de la classe ouvrière, la lutte pour la paix, la lutte contre la guerre impérialiste avant et après le déclenchement de la guerre, soient menées sous l'angle de la défense de l'US.

Si le déclenchement d'une guerre contre-révolutionnaire contraint l'US à faire marcher l'Armée rouge ouvrière et paysanne pour la défense du socialisme, les communistes appelleront tous les travailleurs à *contribuer par tous les moyens et à n'importe quel prix à la victoire de l'Armée rouge sur les armées des impérialistes.*

## La victoire du socialisme en URSS et sa portée historique mondiale

*Résolution sur le rapport du camarade Manouïlski, adoptée le 20 août 1935.*

Source: *La Correspondance Internationale*, no.82, 15<sup>e</sup> année, numéro spécial VIII, p. 1218-1220, 15 septembre 1935.

Après avoir entendu le rapport du camarade Manouïlski sur le bilan de l'édification socialiste en URSS, le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC constate avec une profonde satisfaction que, sous la direction du PC de l'URSS, la reconstruction socialiste de l'économie nationale, la collectivisation agricole, l'évincement des éléments capitalistes et la liquidation des koulaks en tant que classe, ont eu pour résultat la victoire définitive et sans retour du socialisme en URSS et la consolidation sous tous les rapports de l'État de la dictature du prolétariat.

§1. *Le succès de l'industrialisation socialiste.* — De pays arriéré au point de vue économique et technique, l'URSS est devenue un grand pays industriel avancé de la métallurgie, constructions mécaniques, de la construction d'avions, d'automobiles et de tracteurs. Elle devient aussi le pays de l'électricité et de la chimie. L'URSS est en mesure de fabriquer dans ses usines n'importe quelle machine, n'importe quel instrument de production. Dans des régions jadis inhabitées, de grandes villes industrielles ont poussé. On agrandit les anciennes régions industrielles, et l'on en crée de nouvelles. On travaille avec succès à l'Industrialisation des régions autrefois arriérées et des anciennes colonies tsaristes, qui se transforment en républiques et territoires nationaux florissants à industrie avancée. Des cadres hautement qualifiés de techniciens, d'organiseurs et de dirigeants de branches et procédés de production multiples et variés ont été créés. Les progrès réalisés ouvrent de nouvelles et vastes possibilités au développement continu de l'industrialisation de toute l'économie soviétique.

§2. La plus grande révolution a été réalisée avec succès à la campagne: la collectivisation de l'économie agricole. — Avec le triomphe du système des kolkhoz, a été résolu pratiquement un problème des plus difficiles: faire passer l'énorme majorité de la paysannerie dans la voie du développement socialiste. Une grande agriculture mécanisée a été créée selon les principes socialistes. On voit s'étendre le réseau des stations de tracteurs et machines agricoles, et se consolider les sovkhoz. Les avantages que présente au point de vue matériel et sous le rapport de la production le système des kolkhoz sont devenus désormais force motrice de la consolidation croissante de ces derniers et de l'extension de la collectivisation volontaire. Le problème des céréales est résolu. L'élevage est

entré dans une période d'essor continu. L'existence d'énormes étendues de terres fertiles encore en friche et le début du revirement vers la culture intensive, allant de pair avec une application toujours plus large de l'agronomie et de la technique agricole, assurent grâce aux kolkhoz et aux sovkhoz, la possibilité d'un prodigieux essor de l'agriculture socialiste de l'URSS

§3. *La situation matérielle des travailleurs de l'URSS a été radicalement améliorée et le niveau culturel porté à un degré très élevé.* — Le chômage a disparu. Le nombre des ouvriers et des employés grandit et leur qualification professionnelle augmente. Les fonds et taux de leurs salaires et des assurances sociales (sanatoriums, maisons de repos, assistance médicale gratuite, pensions aux invalides, aux vieillards, etc.) s'accroissent. La journée de travail a été réduite à 7 et 6 heures. Les conditions de travail s'améliorent progressivement. On surmonte victorieusement les difficultés de ravitaillement (suppression des cartes de pain, augmentation de l'approvisionnement des travailleurs en viande et en graisse au fur et à mesure du développement de l'élevage). L'aspect des grandes des villes et des centres industriels a changé: les conditions de vie et d'habitation des travailleurs s'améliorent sans cesse; à la place des taudis typiques pour les quartiers ouvriers sous le régime du capital, on a construit et l'on continue de construire dans les grandes villes et centres industriels des maisons ouvrières spacieuses, claires et saines. Grâce la collectivisation de l'économie agricole et à la liquidation des koulaks en tant que classe, la misère a disparu dans les campagnes et la possibilité a été assurée aux paysans de vivre dans l'aisance et de travailler dans des conditions affermissant leurs forces au lieu de les épuiser.

Le souci des hommes, des travailleurs, des cadres et, en premier lieu le souci des enfants, est au centre de l'activité du Parti, de l'État et de toutes les organisations syndicales et sociales. Le niveau culturel des travailleurs s'élève rapidement: l'instruction primaire obligatoire et générale a été instituée dans toutes les républiques de l'Union, dans leur langue maternelle, nationale. Des millions d'enfants d'ouvriers, de paysans et d'employés fréquentent les écoles secondaires et supérieures, On a créé un réseau serré

d'établissements préscolaires, ainsi qu'un réseau d'écoles du soir spéciales, cercles et cours pour adultes. Des dizaines de milliers de clubs de théâtres et de cinémas ont été créés dans les quartiers ouvriers, dans les usines, dans les villages. On assiste au développement et à l'épanouissement de la culture, nationale par la forme et socialiste par le contenu des peuples de l'URSS, jadis opprimés, abattus et voués à dégénérescence, aujourd'hui libres et jouissant de la plénitude de leurs droits. La femme, à l'égal de l'homme, participe activement à la construction socialiste. Celle-ci englobe la génération de Jeunes, formés dans les conditions soviétiques, des jeunes qui ignorent l'exploitation capitaliste, les privations et l'absence de droits, et ne reconnaissent que les intérêts, les tâches les buts du socialisme. La science et tous les arts sont désormais à la portée des grandes masses. Académiciens, savants, explorateurs, artistes, écrivains, peintres et maîtres de toutes les formes de l'art se sont tournés vers les travailleurs. Toutes ces réalisations matérielles et culturelles, si immenses qu'elles soient en comparaison d'un passé récent et de la situation des travailleurs des pays capitalistes, ne marquent que le début d'un avenir magnifique et riche, plein d'épanouissement et de prospérité vers lequel s'achemine le pays du socialisme dans tous les domaines.

§4. *L'État de la dictature du prolétariat a été fortement consolidé au point de vue politique.* — Au pays des Soviets, nous avons le régime politique le plus solide, le plus inébranlable, un État de large démocratie, qui n'est pas séparé de la masse du peuple et ne lui est pas opposé, mais est organiquement lié aux masses, défend leurs intérêts, traduit et réalise leur volonté. Les changements profonds et radicaux, intervenus dans la structure sociale de l'URSS du fait de la construction socialiste de l'économie soviétique, de la liquidation des classes d'exploiteurs et de la victoire du système des kolkhoz, ont eu pour résultat d'élargir et de consolider encore plus la base sociale du pouvoir des Soviets. En conformité avec ces changements, et en s'appuyant sur la confiance accrue des grandes masses en la dictature du prolétariat, le pouvoir soviétique a appliqué de nouvelles mesures, d'une grande portée historique, en vue de rendre son régime encore plus démocratique: substitution du vote égal au vote qui ne l'était pas tout à fait: du vote direct et secret au vote public à plusieurs degrés; extension des droits

électoraux: de nouvelles couches de la population adulte; rétablissement du droit de vote à ceux des anciens koulaks qui ont prouvé en fait, par un travail honnête, qu'ils ont cessé de combattre le régime soviétique. Le développement de la dictature du prolétariat progresse de façon continue dans la voie d'un renforcement et d'une extension sans cesse accrus de la liaison directe de l'État soviétique avec les masses du peuple, avec la majorité écrasante de la population, dans la voie d'une large participation croissante, directe et active des masses populaires à la direction de l'État de l'édification socialiste. Le développement de la démocratie prolétarienne, réalisé grâce à la liquidation des classes exploiteuses, la consécration de la propriété socialiste en tant que base de la société soviétique, réalisation de l'unité des intérêts de majorité de la population de toutes les républiques de l'US, fortifient sous tous les rapports de la dictature du prolétariat.

Fidèle à ses principes de fraternité, de liberté et d'indépendance de tous les peuples et des nations, l'URSS lutte constamment pour la paix entre les peuples, dénonce les plans agressifs des impérialistes et prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la défense de la patrie socialiste des travailleurs du monde entier contre l'agression qui la menace de la part des forbans impérialistes. Le 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC constate avec satisfaction qu'à la place de la vieille Russie tsariste qui se faisait battre par tout le monde, et qu'à la place du faible pays soviétique qui, au début de son développement, se trouvait devant la possibilité d'un partage entre les impérialistes, un puissant État socialiste se dresse maintenant.

L'URSS devient le pays de l'homme nouveau, d'une nouvelle vie sociale et individuelle. C'est dans le grand creuset du travail socialiste planifié, sur la base de l'émulation socialiste, du travail de choc et de l'initiative créatrice des masses, que s'opère la grande refonte des hommes. Les habitudes et mœurs antisociales, rapaces, liées l'esprit à la propriété privée et héritées du capitalisme, disparaissent progressivement. L'atmosphère créée par le travail socialiste passionnant contribue à rééduquer les criminels et les délinquants. Les principes d'inviolabilité de la propriété collective s'implantent de plus en plus dans toutes les branches de l'économie nationale des villes et des campagnes. L'opinion publique des masses travailleuses et l'autocritique sont devenues une



force puissante d'influence morale, d'éducation et de rééducation des hommes. Grâce à la nouvelle attitude qui se fortifie de plus en plus, envers le travail et la société, une nouvelle vie est créée et on voit se transformer la conscience la mentalité des hommes et se former de nouvelles générations saines, aptes au travail et développées à tous égards. Du plus profond du peuple sortent en masse organisateurs dirigeants, inventeurs, explorateurs hardis de régions arctiques restées inconnues jusqu'à ce jour, héros vainqueurs de la stratosphère, des airs et des profondeurs océaniques, des cimes de montagnes et des entrailles de la terre. Des millions de travailleurs prennent d'assaut les citadelles inexpugnables de la technique, de la science et de l'art. L'URSS devient le pays de l'homme nouveau, qui, plein d'élan et de la joie de vivre, concentre son effort sur le but à atteindre, surmonte toutes les difficultés et de grandes choses...

§5. *La victoire du socialisme en URSS a été remportée au cours d'une lutte énergique du PC de l'URSS contre l'opportunisme de droite et de «gauche», au cours d'une lutte opiniâtre et de longue haleine pour surmonter les difficultés énormes, dues au faible niveau technique et économique hérité du passé, provoquées par la nécessité d'assurer dans le plus bref délai, par ses propres forces et moyens dans les conditions de l'encerclement Impérialiste hostile, la reconstruction de la base technique de l'économie nationale et une refonte radicale des rapports sociaux et économiques. Cette refonte et, surtout, cette transformation de la base technique de l'économie agricole, rattachée à l'union des petites exploitations paysannes dans de grandes fermes collectives et à la liquidation des koulaks en tant que classe, ont été réalisées sous le signe d'une offensive résolue du prolétariat contre les éléments capitalistes. Perdant toute base économique les restes des classes d'exploiteurs soutenues par les impérialistes opposaient une résistance acharnée, recouraient à la résistance passive et au sabotage, incendiaient les récoltes, empêchaient les semailles, égorgeaient le bétail, etc. Le prolétariat a réussi à briser la résistance de ses ennemis, à créer une puissante industrie socialiste, à consolider le système des kolkhoz, vaincre les difficultés liées à la nécessité d'un essor rapide de l'économie nationale. La possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, pris séparément, possibilité prévue par le génie de Lénine et de Staline, est devenu*

une réalité tangible et palpable pour les millions de travailleurs du monde entier. La question historique: «Qui l'emportera?» sur l'arène intérieure, la question de la victoire du socialisme sur le capitalisme en URSS a été résolue définitivement et sans retour, en faveur du socialisme, ce qui n'exclut pas le fait que les débris décimés de l'ennemi de classe, qui ont perdu tout espoir d'empêcher le développement du socialisme, continueront à nuire aux et kolkhoziens de l'URSS

Le développement ultérieur du socialisme victorieux se heurtera à l'intérieur de l'URSS à des difficultés d'un autre ordre, à des difficultés conditionnées par la nécessité de vaincre les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes. Avec le triomphe du socialisme en URSS la révolution prolétarienne mondiale conquies des positions imprenables dans la lutte de plus en plus aiguë pour la solution du problème «Qui l'emportera?» sur l'arène internationale.

§6. La victoire du socialisme en URSS est une victoire d'une portée mondiale. — Rempportée avec le soutien du prolétariat international par les ouvriers et les kolkhoziens de l'URSS, sous la direction du meilleur compagnon d'armes du grand Lénine, le sage chef des travailleurs du monde entier, le camarade Staline, la victoire du socialisme en URSS provoque un profond revirement dans la conscience des hommes de tous les pays: elle convainc les grandes masses d'ouvriers social-démocrates et d'autres tendances, de la nécessité d'une lutte commune pour le socialisme et intervient comme un facteur décisif dans la réalisation de l'unité prolétarienne de combat. Elle détruit des conceptions et notions inculquées durant des siècles sur l'éternité et l'immutabilité de l'ordre capitaliste, révèle la faillite théories et projets bourgeois de «rénovation» de la société capitaliste, développe les sentiments révolutionnaires des masses travailleuses, leur donne l'assurance en leurs propres forces, leur démontre la nécessité et la possibilité de renverser le capitalisme et de bâtir le socialisme. Sous les yeux des millions de travailleurs des pays capitalistes et coloniaux, de tous les exploités et opprimés, une vive clarté illumine le chemin de la libération, le chemin du socialisme, frayé par exemple vivant de l'URSS

Le régime soviétique, socialiste, assure:

Aux ouvriers: la délivrance des horreurs qu'apportent le chômage et l'exploitation capitaliste; la possibilité de travailler pour soi et non pour les parasites exploiters, de gérer l'État et l'économie nationale, d'améliorer sans cesse la situation matérielle, de mener une vie cultivée.

Aux paysans: la terre et la libération du joug des propriétaires fonciers, des usuriers des banquiers, l'abolition des impôts démesurés, la fin des crises, de la ruine, de la décadence et de la misère, une aisance de plus en plus accrue, niveau culturel toujours plus élevé, un allègement énorme de leur travail,

Aux éléments petits-bourgeois des villes: la fin du cauchemar des faillites, de l'oppression par le grand capital, de la ruine et de la dégénérescence: la possibilité de travailler honnêtement dans le système de l'économie socialiste; la possibilité d'une amélioration de leur vie matérielle et spirituelle.

Aux intellectuels: les conditions nécessaires et le plus vaste champ d'action pour le perfectionnement de leurs connaissances, de leurs aptitudes et de leurs talents: de fortes impulsions et de larges horizons d'activité créatrice, une amélioration radicale de leur vie matérielle et culturelle.

Aux peuples des colonies et pays vassaux: la libération nationale du joug de l'impérialisme, la possibilité d'élever à une cadence rapide leur économie nationale au niveau des pays les plus avancés, l'essor et l'épanouissement de culture nationale, une participation active, sur un pied d'égalité complète, à la vie internationale.

§7. Avec la victoire du socialisme, l'URSS est devenue une grande force politique d'État, une grande force économique et culturelle, influençant la politique mondiale; un centre d'attraction et de rassemblement de tous les peuples, pays et même d'État intéressés au maintien de la paix internationale, le rempart des travailleurs de tous les pays contre la menace de guerre; un puissant instrument de rassemblement des travailleurs du monde entier contre la réaction mondiale. — La victoire du

socialisme, transformant l'URSS en une force qui met en mouvement les grandes masses de la population, les classes, les nations, les peuples et les États, marque un nouvel et grand changement dans le rapport des forces de classes, à l'échelle mondiale, en faveur du socialisme, au détriment du capitalisme. Elle marque le début d'une nouvelle étape dans le de la révolution prolétarienne mondiale.

De ce bilan historique, réalisé depuis le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC, bilan que le mouvement prolétarien mondial enregistre au seuil du second cycle de guerres et de révolutions et qui détermine les tâches essentielles de révolution prolétarienne mondiale, découle pour la classe ouvrière, pour les travailleurs du monde entier et pour toutes les Sections de l'IC ce devoir primordial:

Aider de toutes leurs forces et tous les moyens à la consolidation de l'URSS, lutter contre les ennemis de l'US. En temps de paix comme dans les conditions d'une guerre dirigée contre l'URSS. Les intérêts de la consolidation de l'US, de l'accroissement de sa puissance, de la victoire qui doit lui être assurée dans tous les domaines et sur tous les secteurs de la lutte, coïncident pleinement et indissolublement avec les intérêts des travailleurs du monde entier dans leur lutte contre les exploiters. Ils coïncident avec les intérêts des peuples coloniaux et opprimés, en lutte contre l'impérialisme. Ils conditionnent et favorisent le triomphe de la révolution prolétarienne mondiale, la victoire du socialisme dans le monde entier. C'est pourquoi la défense de l'URSS, l'aide à lui prêter pour contribuer à sa victoire sur tous les ennemis, doivent dicter ses actes à chaque organisation révolutionnaire du prolétariat, à chaque véritable révolutionnaire, à chaque socialiste, à chaque communiste, à chaque ouvrier sans parti, à chaque paysan travailleur, à chaque intellectuel et démocrate honnête, à tous ceux qui veulent la suppression de l'exploitation, du fascisme et du joug impérialiste, l'abolition des guerres impérialistes, qui veulent la fraternité et la paix entre les peuples, le triomphe du socialisme dans le monde entier.

# Résolution sur le rapport concernant l'activité de la CIC

Le 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC:

- a) Approuve le travail de la Commission Internationale de Contrôle;
- b) Ratifie le compte rendu financier pour la période allant du 6<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

# Décision sur l'admission de nouveaux partis au sein de l'IC

*(Adoptée le 20 août 1935)*

- a) Les Partis Communistes d'Indochine, des Philippines, du Pérou, de Colombie, Costa-Rica, Porto-Rico et Venezuela sont reconnus comme Sections de l'IC
- b) Le Parti Populaire Révolutionnaire de Touva est admis comme Section de l'IC ayant les droits d'un parti sympathisant.

# Décision sur le changement des statuts de l'IC

*(Adoptée le 20 août 1935)*

Le Congrès charge le CEIC d'examiner les statuts de l'IC sur la base de la résolution du Congrès concernant le rapport d'activité du CEIC et de préparer pour le prochain Congrès Mondial de l'IC les changements correspondants aux statuts.

# Composition des organismes dirigeants de l'IC élus au 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC

## A. — CEIC

### 1. Membres.

1.Bronkovski. 2.Browder. 3.Buck (Tim). 4.Cachin. 5.Chayen. 6.De Visser. 7.Diaz. 8.Dimitrov. 9.Dimitriu. 10.Duclos. 11.Ercoli. 12.Florin. 13.Forster. 14.Gallacher. 15.Garlandi. 16.Gottwald. 17.Green. 18.Heckert. 19.Ichikawa. 20.Iéjov. 21.Kolarov. 22.Koplenig. 23.Kun. 24.Kuusinen. 25.Kœhler. 26.Lenski. 27.Linderot. 28.Manouilski. 29.Mao-Tse-Dun. 30.Marty. 31.Moskvine (M. A.). 32.Okano. 33.Pieck. 34. Pollitt. 35.Prestes. 36.Queroz (Antonio). 37.Rakosi. 38.Raymond. 39.Salim Abud. 40.Idanov. 41.Staline. 42.Stefanov (Boris). 43.Thælmann. 44.Thorez. 45.Tchan-Go-Tao. 46.Tchou-En-Lai. 47.Van Min.

### 2. Suppléants.

1.Biélevski. 2.Blas Roca. 3.Bo Gu. 4.Bradley. 5.Campbell. 6.Dahlem. 7.Dernberger. 8.Dolorès. 9.Dutt Palme. 10.Ford. 11.Frachon. 12.Furini. 13.Ghioldi. 14.Gopner. 15.Gorkitch. 16.Jacquemotte. 17.Kon Sin. 18.Kroumine. 19.Losovski. 20.Lœvlein. 21.Michal. 22.Popov. 23.Pruchnjak. 24.Schalker. 25.Sharkey. 26.Siroki. 27.Stoïnov. 28.Sverma. 29.Tschémodanov. 30.Tuominen. 31.Ulbricht. 32.Varga. 33.Zapotocky.

## B. — C.IC

1.Angaretis. 2.Anwelt. 3.Dengel. 4.Eberlein. 5.Ferdi. 6.Grzegorzewski. 7.Iskrov. 8.Kerrigan. 9.Kraïevski. 10.Maggi. 11.Minor. 12.Monmousseau. 13.Chkiriato. 14.Senander. 15.Sirola. 16.Stassova. 17.Smeral. 18.Tchou-Cho-Sin. 19.Valetski. 20.Tskhakaïa.

## C. — Présidium de l'IC

### 1. — Membres.

1.Cachin. 2.Dimitrov. 3.Ercoli. 4.Florin. 5.Forster. 6.Gottwald. 7.Kolarov. 8.Koplenig. 9.Kuusinen. 10.Lenski. 11.Manouilski. 12.Marty. 13.Moskvine (M. A.). 14.Okano. 15.Pieck. 16.Pollitt. 17.Staline. 18.Thorez. 19.Van Min.

### 2. Suppléants.

1.Bronkovski. 2.Browder. 3.Gallacher. 4.Garlandi. 5.Heckert. 6.Kœhler. 7.Kon Sin. 8.Linderot. 9.Losovski. 10.Michal. 11.Raymond. 12.Tuominen.

## D. — Secrétariat de l'IC

Dimitrov (Secrétaire Général).

Marty. Ercoli. Pieck. Gottwald. Florin. Kuusinen. Moskvine (M. A.). Manouilski. Van Min.

## Sommaire

|                                                                                                                               |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>1<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.....</b>                                                                             | <b>5</b>   |
| <b>Lettre d'invitation au PC allemand (Spartakusbund) au 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC</b>                                    | <b>6</b>   |
| <b>Lénine: Discours d'ouverture du 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC.....</b>                                                     | <b>9</b>   |
| <b>Lénine: Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne</b>                                              | <b>10</b>  |
| <b>Discours de Lénine sur ses thèses.....</b>                                                                                 | <b>16</b>  |
| <b>Résolution sur la position envers les courants socialistes et la Conférence de Berne</b>                                   | <b>19</b>  |
| <b>Déclaration faite par les participants de la Conférence de Zimmerwald au 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC</b><br><b>.....</b> | <b>22</b>  |
| <b>Décision concernant le groupement de Zimmerwald .....</b>                                                                  | <b>23</b>  |
| <b>Décision concernant la question d'organisation .....</b>                                                                   | <b>23</b>  |
| <b>Décision sur la constitution de l'IC .....</b>                                                                             | <b>23</b>  |
| <b>Plate-forme de l'IC.....</b>                                                                                               | <b>24</b>  |
| <b>Thèses sur la situation internationale et la politique de l'Entente</b>                                                    | <b>28</b>  |
| <b>Résolution sur la terreur blanche.....</b>                                                                                 | <b>33</b>  |
| <b>Résolution sur le rôle des femmes travailleuses.....</b>                                                                   | <b>35</b>  |
| <b>Discours de clôture de Lénine .....</b>                                                                                    | <b>35</b>  |
| <b>Manifeste du 1<sup>e</sup> Congrès de l'IC .....</b>                                                                       | <b>36</b>  |
| <br>                                                                                                                          |            |
| <b>2<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.....</b>                                                                             | <b>44</b>  |
| <b>Les tâches principales de l'IC .....</b>                                                                                   | <b>45</b>  |
| <b>Conditions d'admission des partis dans l'IC.....</b>                                                                       | <b>54</b>  |
| <b>Résolution sur le rôle du PC dans la révolution prolétarienne</b>                                                          | <b>57</b>  |
| <b>Le mouvement syndical, les comités de fabriques et d'usines</b>                                                            | <b>62</b>  |
| <b>Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de députés ouvriers?</b>                                        | <b>67</b>  |
| <b>Les PC et le parlementarisme .....</b>                                                                                     | <b>69</b>  |
| <b>Thèses sur les questions nationales et coloniales.....</b>                                                                 | <b>74</b>  |
| <b>Thèses supplémentaires sur les questions nationales et coloniales</b>                                                      | <b>77</b>  |
| <b>Thèses sur la question agraire.....</b>                                                                                    | <b>80</b>  |
| <b>Statuts de l'IC .....</b>                                                                                                  | <b>86</b>  |
| <b>Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC .....</b>                                                                       | <b>88</b>  |
| <br>                                                                                                                          |            |
| <b>3<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.....</b>                                                                             | <b>106</b> |
| <b>Résolution sur le rapport du CEIC .....</b>                                                                                | <b>107</b> |
| <b>Thèses sur la situation mondiale et les tâches de l'IC .....</b>                                                           | <b>108</b> |
| <b>Thèses sur la tactique .....</b>                                                                                           | <b>121</b> |
| <b>Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des PC ...</b>                                                           | <b>138</b> |
| <b>Thèses pour la propagande parmi les femmes .....</b>                                                                       | <b>158</b> |

|                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Résolution concernant les relations internationales des femmes communistes et le Secrétariat Féminin de l'IC ..... | 168 |
| Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes .....                      | 169 |
| Résolution sur l'organisation de l'IC .....                                                                        | 170 |
| Résolution sur l'action de Mars et sur le PCU d'Allemagne                                                          | 172 |
| Thèses sur la tactique du PC de Russie .....                                                                       | 172 |
| Résolution sur la tactique du PC de Russie .....                                                                   | 177 |
| L'IC et l'ISR .....                                                                                                | 178 |
| Thèses sur l'action des communistes dans les coopératives                                                          | 186 |
| Résolution sur l'action dans les coopératives .....                                                                | 187 |
| Résolution sur l'IC et l'ICJ .....                                                                                 | 188 |
| Adresse pour Max Hoelz .....                                                                                       | 191 |
| Manifeste du CEIC .....                                                                                            | 191 |
| 4 <sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC .....                                                                       | 197 |
| Thèses sur l'unité du front prolétarien .....                                                                      | 198 |
| Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical                                                          | 203 |
| Thèses générales sur la question d'Orient .....                                                                    | 208 |
| Thèses sur la question nègre .....                                                                                 | 214 |
| Programme d'action agraire .....                                                                                   | 216 |
| Résolution sur le rapport du CEIC .....                                                                            | 219 |
| Résolution sur la tactique de l'IC .....                                                                           | 220 |
| Résolution sur le programme de l'IC .....                                                                          | 227 |
| Résolution sur la Révolution russe .....                                                                           | 228 |
| Résolution sur le traité de Versailles .....                                                                       | 230 |
| Résolution sur la Coopération .....                                                                                | 234 |
| Résolution sur l'ICJ .....                                                                                         | 236 |
| Résolution sur l'action féminine .....                                                                             | 238 |
| Résolution sur la question de l'éducation .....                                                                    | 240 |
| Résolution sur l'assistance prolétarienne à la Russie Soviétique                                                   | 241 |
| Résolution sur l'aide aux victimes de la répression capitaliste                                                    | 244 |
| Résolution sur la réorganisation du CEIC et son activité future                                                    | 245 |
| Résolution sur la question française .....                                                                         | 248 |
| Programme de travail et d'action du PC Français .....                                                              | 254 |
| Résolution sur la question italienne .....                                                                         | 257 |
| Résolution sur la question tchécoslovaque .....                                                                    | 260 |
| Résolution sur la question norvégienne .....                                                                       | 262 |
| Résolution sur l'Espagne .....                                                                                     | 264 |



|                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Résolution sur la question yougoslave .....                                                 | 266 |
| Résolution sur le Parti danois .....                                                        | 268 |
| Résolution sur l'Irlande .....                                                              | 268 |
| Résolution sur le Parti Socialiste d'Égypte.....                                            | 269 |
| 5 <sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.....                                                 | 270 |
| Résolution sur le Rapport du CEIC .....                                                     | 270 |
| Résolution sur la Tactique .....                                                            | 274 |
| Résolution sur la Situation Économique Mondiale.....                                        | 286 |
| Résolution sur la Question du Programme.....                                                | 294 |
| Résolution sur les Statuts de l'IC .....                                                    | 294 |
| Résolution sur la Réorganisation du Parti sur la Base des Cellules d'Entreprise             | 298 |
| Résolution sur la Propagande dans l'IC et ses Sections.....                                 | 300 |
| Résolution sur la Question Syndicale .....                                                  | 307 |
| Notre Tactique dans le Mouvement Syndical (Directives)                                      | 308 |
| Résolution sur le gouvernement travailliste anglais.....                                    | 313 |
| Résolution sur le Fascisme.....                                                             | 315 |
| Sur les Questions Nationales dans l'Europe Centrale et les Balkans                          | 317 |
| Résolution sur le Conseil Paysan International .....                                        | 322 |
| Résolution sur le Rôle des Coopératives et des Coopérateurs Communistes                     | 323 |
| Résolution sur le Travail du PC parmi les Femmes Laborieuses                                | 325 |
| Résolution sur l'ICJ .....                                                                  | 327 |
| Résolution sur l'Éducation Corporelle de la Classe Ouvrière                                 | 331 |
| Résolution sur le SRI.....                                                                  | 332 |
| Résolution sur le SOI.....                                                                  | 333 |
| Résolution sur la Question Russe .....                                                      | 334 |
| Résolution sur la démocratie ouvrière et les tendances petites-bourgeoises dans le PC Russe | 335 |
| Résolution sur la Question Polonaise .....                                                  | 340 |
| Résolution sur la Question Suédoise.....                                                    | 341 |
| Résolution sur la Question Norvégienne.....                                                 | 342 |
| Résolution sur la Question Islandaise .....                                                 | 342 |
| Résolution sur les travaux de l'Institut Marx-Engels .....                                  | 343 |
| Décision de la commission Souvarine.....                                                    | 344 |
| 6 <sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.....                                                 | 345 |
| Programme de l'IC.....                                                                      | 346 |
| Statuts de l'IC.....                                                                        | 380 |

|                                                                                                                                                                           |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| <b>Thèses sur la Situation Internationale et les Tâches de l'IC</b>                                                                                                       | <b>384</b>     |
| <b>Thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et la tâche des communistes</b>                                                                                      | <b>402</b>     |
| <b>Thèses sur le Mouvement Révolutionnaire dans les Colonies et Semi-colonies</b>                                                                                         | <b>433</b>     |
| <b>Manifeste du 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.....</b>                                                                                                            | <b>462</b>     |
| <b>Résolution sur la Situation dans l'US et le PCUS.....</b>                                                                                                              | <b>467</b>     |
| <b>Résolution sur la Campagne Internationale contre la Guerre</b>                                                                                                         | <b>469</b>     |
| <b>Résolution sur le Secours Rouge International.....</b>                                                                                                                 | <b>469</b>     |
| <b>Résolution au Sujet de Maslow-Ruth Fischer .....</b>                                                                                                                   | <b>470</b>     |
| <b>Résolution sur le Cas de S. Girault, etc.....</b>                                                                                                                      | <b>471</b>     |
| <b>Résolution au Sujet du Groupe Wjinkoop .....</b>                                                                                                                       | <b>471</b>     |
| <b>Résolution sur l'Appel de Trotski, Sapronov, etc. ....</b>                                                                                                             | <b>472</b>     |
| <b>Résolution sur l'Adhésion des PC de Cuba, Corée, Nouvelle-Zélande, Paraguay, de la Ligue Ouvrière d'Irlande, du P.S. de l'Equateur et du P.S.R. de Colombie à l'IC</b> | <b>473</b>     |
| <b>Résolution sur la Composition du CEIC et de la CIC.....</b>                                                                                                            | <b>474</b>     |
| <br><b>7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.....</b>                                                                                                                     | <br><b>476</b> |
| <br><b>Résolution sur le rapport d'activité du CEIC .....</b>                                                                                                             | <br><b>477</b> |
| <b>L'Offensive du Fascisme et les Tâches de l'IC dans la Lutte pour l'Unité de la Classe Ouvrière contre le Fascisme .....</b>                                            | <b>479</b>     |
| <b>Les tâches de l'IC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes .....</b>                                                       | <b>489</b>     |
| <b>La victoire du socialisme en URSS et sa portée historique mondiale</b>                                                                                                 | <b>493</b>     |
| <b>Résolution sur le rapport concernant l'activité de la CIC .</b>                                                                                                        | <b>498</b>     |
| <b>Décision sur l'admission de nouveaux partis au sein de l'IC</b>                                                                                                        | <b>498</b>     |
| <b>Décision sur le changement des statuts de l'IC .....</b>                                                                                                               | <b>498</b>     |
| <b>Composition des organismes dirigeants de l'IC élus au 7<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC</b>                                                                        | <b>499</b>     |

Le 6<sup>e</sup> Congrès de l'IC a adopté un *programme* international qui lie et engage toutes les Sections. Pour la première fois depuis l'existence du mouvement ouvrier révolutionnaire, la classe ouvrière aura dans ses mains un document dont les articles font loi pour les millions d'ouvriers organisés dans toutes les parties du monde et parmi toutes les races des nations de la terre. Ce n'est pas un document de flagornerie pacifiste devant la bourgeoisie et de paix obséquieuse avec elle. Il n'est pas une déclaration pharisaïque infâme et basse d'unité avec la bourgeoisie, d'une unité qui ne signifie autre chose que le passage dans le camp de l'ennemi de classe, une désertion, une trahison, un acte de renégat. C'est l'étoile polaire dans *la lutte des millions d'opprimés contre les oppresseurs*, dans la lutte des masses prolétariennes, dans la lutte des travailleurs de couleur, blancs, jaunes et noirs, sous les tropiques et dans les coins les plus reculés de notre planète, dans les usines et dans les plantations, dans les mines et dans les chemins de fer, dans les forêts et dans les villes, dans le désert et partout où sévit la lutte de classes. C'est le programme de l'*unité* de la classe ouvrière et de *la lutte à vie et à mort* contre la bourgeoisie, c'est le programme de *la dictature prolétarienne mondiale inéluctable*.

***Manifeste du 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'IC.***

